THÈSE

Pour l'obtention du grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS
UFR lettres et langues
Laboratoire Mémoires, identités, marginalités dans le monde occidental contemporain (Poitiers)
(Diplôme National - Arrêté du 7 août 2006)

École doctorale : Lettres, pensée, arts et histoire - LPAH (Poitiers)
Secteur de recherche : Histoire moderne et contemporaine

Présentée par :
Marie-Noëlle Snider-Giovannone

Les Forces alliées et associées en Extrême-Orient, 1918-1920. Les soldats austro-hongrois

Directeur(s) de Thèse :
Jérôme Grévy, Licia Bagini

Soutenue le 15 décembre 2015 devant le jury

Jury :

Président	**Xavier Boniface**	Professeur d'histoire contemporaine - Université d'Amiens (Picardie)
Rapporteur	**Xavier Boniface**	Professeur d'histoire contemporaine - Université d'Amiens (Picardie)
Rapporteur	**Giorgio Patrizi**	Professore d'Italiano al Dipartimento di Scienze Umane Storiche Sociali - Università del Molise (Italie)
Membre	**Jérôme Grévy**	Professeur d'histoire contemporaine - Université de Poitiers
Membre	**Licia Bagini**	Maître de conférences en langues et civilisation italiennes 19e-20e Siècle - Université de Poitiers
Membre	**Simone Visciola**	Maître de conférences en histoire contemporaine - Université de Toulon

Pour citer cette thèse :
Marie-Noëlle Snider-Giovannone. *Les Forces alliées et associées en Extrême-Orient, 1918-1920. Les soldats austro-hongrois* [En ligne]. Thèse Histoire moderne et contemporaine. Poitiers : Université de Poitiers, 2015. Disponible sur Internet <http://theses.univ-poitiers.fr>

UNIVERSITÉ DE POITIERS

THÈSE
pour l'obtention du grade de
DOCTEUR EN HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE
DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS
présentée et soutenue publiquement par
MARIE-NOËLLE SNIDER-GIOVANNONE
Le 15 décembre 2015

LES FORCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES EN EXTRÊME-ORIENT 1918-1920
Les soldats austro-hongrois



Volume 1

Sous la direction de M. le Professeur Jérôme GRÉVY

JURY

Xavier Boniface, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Picardie, rapporteur
Giorgio Patrizi, Professore d'Italiano al Dipartimento di Scienze Umane Storiche Sociali dell'Università del Molise, rapporteur
Simone Visciola, Maître de Conférences en histoire contemporaine à l'Université de Toulon
Mme Licia Bagini, Maître de Conférences en Langue et Civilisation Italienne XIX-XXe à l'université de Poitiers, co-directrice de la thèse
Jérôme Grévy, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Poitiers, directeur de la thèse

À mes parents,
À mon mari, à mes enfants et petits-enfants,
À ma famille,
À Biagio Snider, rentré de Sibérie, via Tien Tsin,
en février 1920, et à toute sa famille du Frioul

Ni l'ignorance n'est défaut d'esprit,
Ni le savoir n'est preuve de génie.

Vauvenargues (1715-1747)

Source de la photo sur la couverture : Studio Bibliografico Ofi di Paolo Seno

REMERCIEMENTS

Cette recherche et son aboutissement ressemblent au voyage d'un aventurier qui quitte le port sans vraiment savoir où il va ni ce qu'il découvrira et qui largue malgré tout les amarres, poussé par le vent de la découverte.

Mes remerciements s'adressent tout d'abord à mon directeur de thèse, Jérôme Grévy, Professeur d'histoire contemporaine, qui, indulgent, m'a acceptée bien que provenant de la Faculté de Lettres et Langues où j'ai bénéficié de l'encouragement de mes professeurs que je remercie, particulièrement, Mme Licia Bagini, ma co-directrice de thèse. Il ne m'est pas permis cependant d'oublier Mme Salwa Nacouzi, qui, par son approbation, sans le savoir, a « déclenché » la thèse, ni Mme Susan Finding, directrice de mon laboratoire, MIMMOC, pour son aide concrète.

Mes remerciements, affectueux et amicaux, s'adressent à

. mes fils et Ann, de s'être résignés à passer au second plan pendant sept ans ; un merci particulier à mon plus jeune fils, Hadrien, pour m'avoir si bien secondée dans le quotidien ;

. mes frère (merci pour les cartes et tableaux, merci à Evelyne, son épouse, pour les relectures) et sœurs (merci Marie-Thérèse) pour m'avoir soutenue moralement ;

. mon amie de toujours, Ina Maria Berliner, qui m'a accompagnée avec la sagesse de ses 93 ans et que j'ai négligée à cause de la thèse ;

. M. le Pr Gojosso, professeur à la faculté de Droit de Poitiers, et Philippe Chatteleyn, avocat honoraire au barreau du Mans, d'avoir toujours si aimablement répondu à mes questions d'ordre juridique ;

. M. András Bereznay, cartographe et historien, de m'avoir permis de disposer gracieusement de quelques-unes de ses cartes ;

. M. Philippe Genest, psychologue à Paris, pour ses explications ;

. Herrn Dr Groll pour ses réponses concernant l'Autriche d'hier et d'aujourd"hui ;

. mon amie américaine, Janet K. Sandruck, pour les recherches qu'elle a effectuées pour moi aux USA et pour sa traduction finale du résumé ;

. mon amie Anne Novosad-Zanga, compagne du premier voyage à Prague en 2011;

. mon amie Jacqueline Estran pour ses judicieux conseils de Maître de conférences ;

. Patrizia Piredda, ma philosophe, Aldo Miorelli, Giovanni Terranova, Roberto Cosma, Walter Amici, chercheurs efficaces, qui se sont toujours efforcés de répondre, avec sollicitude, à mes nombreuses questions, m'apportant une part de leurs découvertes ;

. Horst Görlich, pour les documents fournis et le chemin parcouru ensemble ;

. mes amies anglophones, Dahlia Bouslimi, Hildegard Høyland, Marie-Lou Price et aussi Paraguay, pour leurs traductions,

. Natalia Dolottseva, Anastasia Ushakova et Katerina Zhuk pour leur traduction du russe et surtout mon amie Evelina Braun, parfaite russophone ;

. mes amis du Quinze-Août, de m'avoir chaleureusement entourée, de même qu'à mes voisins Jacques et Marco, Philippe, soucieux de ma progression, Hélène Spanneut qui m'a accompagnée par la pensée durant ses pèlerinages, Mireille Morgan-Smith dont le ciel éclaire le mien, Paolo Seno et Claudia pour leur confiance et la photo sur la page de couverture, Roberto Cosma et Paolo Petiziol depuis ce Frioul si présent dans ma thèse.

Comment ne pas dire également merci à toutes les personnes que j'ai contactées par courriel ou téléphone et qui m'ont toujours aimablement répondu ; elles seraient trop nombreuses à nommer, je les prie de m'en excuser.

Je remercie sincèrement M. Alexandre Koltchak pour les documents qu'il m'a remis concernant son grand-père, l'amiral.

J'adresse des remerciements tout particuliers à Monsieur Barreau, pour son aide efficace dans le monde magique et (pour moi) difficile de l'informatique.

Sommaire

INTRODUCTION 23
PREMIÈRE PARTIE 37
PRÉLUDE DE L'INTERVENTION 37
1. De l'opportunité d'intervenir 38
A. Brest-Litovsk et la décision d'intervenir 44
- Les dessous du traité de Brest-Litovsk : le rôle des Alliés et associés 53
- Les bénéficiaires de la paix 68

B. Les Quatorze Points : prologue de l'intervention ? 76
- Wilson prenait-il parti pour les bolcheviks ? 77
- Avantages et inconvénients 79
- Incidence sur la Russie 84

C. Les prétextes avancés pour intervenir, les causes réelles 85
- Le prétexte politico-militaire 86
- Une aide humanitaire pour la Légion tchéco-slovaque ? 92
- Les Japonais : un danger ? 96

2. Quand et comment intervenir ? 102
A. Avant ou après l'armistice et la paix biélorusses ? 103
- Quelle était l'action des diplomates ? 106
- Dissonance entre les pouvoirs politique et diplomatique et militaire 112
- La presse désinformée et manipulée 119

B. La guerre civile en Russie 125
- Lénine, Trotski et les bolcheviks 130
- La Terreur rouge 134
- Les bolcheviks et les Forces d'intervention 140

PARTIE II 146
QUI SONT LES INTERVENANTS ? 146
3. Les Alliés et associés, les autres 147
A. Les Forces militaires et leur équipement 149
- Américains et Britanniques 153
- Les Japonais 160

- Qui commande les intervenants en Russie ? 165

B. Guerre ou guérillas ? 169

- L'action à travers la Russie : quel objectif ? 172
- Pour ou contre les bolcheviks ? 179
- L'approvisionnement des Forces militaires 184

C. Les actions des intervenants 189

- Au nord de la Russie : seulement Arkhangelsk ? 195
- Sur la très convoitée mer Noire 208
- Le Transsibérien et Irkoutsk 220

4. Les prisonniers austro-hongrois en Russie impliqués dans l'intervention 235

A. Les missions militaires de l'Entente en Russie : un rôle politique 245

- La mission militaire française en Russie et son action : plurielles ? 249
- Les missions italiennes 262
- Quelle était alors l'action des Anglais et des Américains ? 277

B. Les Légions tchéco-slovaques : que ciblaient-elles ? 282

- Constitution des Légions en France, Italie et Russie 300
- Pour ou contre Koltchak ? 341
- Les Armées blanches, leurs chefs et l'Entente 351

C. Les prisonniers austro-hongrois italophones et le C.I.S.E.O. 360

- Le corps expéditionnaire italien (C.I.S.E.0.) 382
- Les *Battaglioni neri* : qui sont-ils ? 391
- Le retour des prisonniers et du C.I.S.E.O. 396

PARTIE III 405

COMPRENDRE L'INTERVENTION 405

5. De l'idéologie nationaliste à la politique 407

A. L'instrumentalisation du panslavisme et du nationalisme 409

- Le nationalisme et sa politisation 412
- Les Russes et le panslavisme 425
- Le nationalisme et les Quatorze Points 432

B. La trahison de Koltchak 443

- Koltchak et la Russie 443

- L’amiral, entité politique exploitable 445
- Les courriers diplomatiques relatifs à Koltchak 462

C. Échec ou succès de l’intervention 470

- Victoire ou échec des militaires ? 471
- Quel succès ciblaient les politiques ? 479
- Le peuple dans la guerre civile. Les médias 488

6. Une approche historiographique 496

A. La légende rouge 499

B. Les silences de l’histoire 505

C. La contre-histoire 509

CONCLUSION 513

HISTORIOGRAPHIE

Les historiens ont beaucoup écrit sur cette Grande Guerre, une guerre de coalitions, qui adopta sur tous les fronts une nouvelle manière de se battre. Cependant, si les publications sont nombreuses sur la Grande Guerre, rares se révèlent être les auteurs qui se sont investis dans la totalité du conflit. L'histoire a enfermé la Première Guerre mondiale dans le schéma numérique 14-18, elle ne mentionne nullement l'épisode des Alliés et associés qui sont intervenus en Russie entre 1918 et 1920. Cette problématique se situe au cœur de cette thèse, elle est méconnue et suscite la question : que sont-ils allés faire là-bas ? Les quelques auteurs qui en parlent restent imprécis. L'intervention des Forces alliées en Extrême-Orient est effectivement très peu évoquée, puisque pour la grande majorité des populations, la Première Guerre mondiale s'est arrêtée le 11 novembre 1918. Combien de personnes connaissent un tant soit peu l'Armée d'Orient et l'épisode de cette intervention des pays de l'Entente et des Américains en Sibérie ? Pourquoi donc ce silence autour de ces deux années de conflit dans une Russie bouleversée par la guerre civile et où furent envoyés des corps expéditionnaires américain, anglais, français, italien, japonais ? De nombreuses démarches ont été entreprises afin d'obtenir des réponses à toutes ces interrogations.

La mémoire collective a cependant assimilé que 14-18 symbolisait la Première Guerre mondiale, convaincue que le conflit s'est terminé le 11 novembre 1918. Cette date correspond à la fin des combats en Europe occidentale ; il conviendrait pourtant de retenir que « le 24 octobre 1919, [est la] date du décret de cessation des hostilités »[1]. Quant à l'essayiste Gérald Messadié, il écrit que « le premier des deux cataclysmes mondiaux du XXe siècle s'acheva non par la signature de l'armistice du 11 novembre 1918, mais à Irkoutsk, en Sibérie, le 7 février 1920, date du retrait définitif des armées alliés et de l'armée japonaise, des derniers combats de ce conflit »[2]. Que s'est-il passé ce jour-là ? Il souligne qu'« un amateur d'histoire qui voudrait, au XXIe siècle, s'informer sur la fin de la Grande Guerre serait bien en peine de trouver un ouvrage

[1] BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, annexe 15 du mémoire. Cf.Annexe Nr. 2

[2] MESSADIÉ, Gérald, *4000 ans de mystifications historiques*, Paris, L'Archipel, 2011, p. 284

qui en traite de manière complète et détaillée »[3]. Le conflit se poursuivait effectivement en Europe centre-orientale et en Extrême-Orient où sont intervenues ces forces des Alliés et associés jusqu'en 1920 au moins, comme l'a mis aussi en évidence, M. Borde, ancien Marsouin au 9e R.I.Ma., lors de sa causerie de 2003 :

> Tout d'abord, il faut connaître une chose très importante et qui est peu retenue. Les armées françaises sont en "état de guerre" de 1914 à 1919. Cette situation va de la mobilisation le 2 août 1914 à la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919, soit près de cinq ans. Ce qui expliquerait des combats sur d'autres fronts, Europe centrale, Extrême-Orient… L'état de guerre permet, après un cessez-le-feu ou un armistice et jusqu'à la signature d'un traité de paix, de démobiliser et de libérer un certain nombre de soldats. Ceci sans affaiblir le potentiel offensif en maintenant sous les armes d'importantes unités prêtes à reprendre immédiatement les combats, contre l'Allemagne en ce qui nous concerne, et sans déclaration de guerre si nécessaire.[4]

Parmi tous les textes lus, ce sont les écrits des témoins et militaires impliqués qui ont été privilégiés car ils révèlent le plus grand nombre de faits et permettent d'en connaître la réalité. Le livre intitulé *La guerra di Giuseppe*[5] édité à compte d'auteurs par Walter Amici et O. Mariani est un exemple car les événements retracés correspondent à la réalité. En outre, il s'avérait particulièrement important de saisir d'une part le point de vue des officiers supérieurs, et d'autre part le ressenti que les hommes de troupe transcrivaient dans leurs carnets de guerre. Y avait-il convergence d'opinion ? Leurs textes se révèlent comme les témoignages de leur vécu ; ils enrichissent aujourd'hui la mémoire individuelle et la mémoire collective, vecteurs de l'histoire. Quant à la presse, européenne et américaine, elle permet de connaître la manière dont l'opinion publique était tenue au courant des événements. Le *New York Times* écrivait que les Américains aidaient les bolcheviks, le *Pays de France* communiquait les victoires des Blancs contre les Rouges. Les informations reflétaient-elles la réalité du terrain ? Seule la presse américaine, si éloignée du lieu des opérations publiait des articles relatant les actions des forces d'intervention. La presse européenne redonnait au public les nouvelles que les pouvoirs militaire et politique voulaient bien

[3] *Ibid.*, Messadié, p. 284

[4] BORDE, Fernand, (Marsouin au 9e R.I.Ma. en 1961) Causerie tenue à la Maison du Combattant, à Nice, le 2 avril 2003, sur la base de la thèse du colonel BOULIÉ (Lieutenant au 16e R.I.C. en 1918) présentée à la faculté de Lettres de Nice. Cette causerie est le récit de campagne d'une unité française en Sibérie, de 1918 à 1920, donc durant la guerre de 1914-1918 et ses suites diverses.

[5] AMICI, Walter et MARIANI, O., *La guerra di Giuseppe – Il percorso della prigionia*, Modena, édité à compte d'auteurs, 2014

lui fournir ; y avait-il censure ? Pendant toute la durée de la guerre, les affiches ont été de puissants outils de propagande et la presse jouait dans le même sens un rôle fondamental pour attiser la haine de l'ennemi. Les journaux informaient et manipulaient l'opinion selon le bon vouloir de l'autorité en place. Même en Russie, d'abord le gouvernement tsariste puis les bolcheviks usèrent largement de cette arme propagandiste, tout comme les corps expéditionnaires ensuite, comme en témoigne Bruce Lockhart dans ses mémoires :

> Parmi le matériel de propagande transporté par notre train-bagages se trouvait l'équipement d'une mission cinématographique commandée par le très compétent colonel Bromhead, devenu par la suite président de la Gaumont anglaise. Lui aussi était chargé de ranimer l'esprit guerrier des Russes en leur montrant des films de guerre du front occidental. Il était facile de conjecturer l'effet de ces tableaux de guerre sur la mentalité d'une armée désorganisée par l'indiscipline. Ils ne servaient, naturellement qu'à augmenter le nombre des déserteurs.[6]

Pour toutes ces raisons, la décision a été prise d'aborder ce sujet en étudiant en premier les œuvres des historiens spécialistes du premier conflit mondial. Parmi eux, dans les quinze pages qu'il consacre au chapitre XVI, intitulé *L'inconnue russe*, Pierre Renouvin[7], combattant et victime physique de la Grande Guerre, évoque l'inquiétude quant au devenir de la Russie sans tsar et demande :

> Faut-il reconnaître l'indépendance des États baltes, au risque de couper la Russie de la mer, c'est-à-dire d'établir une situation politique dont la précarité sera manifeste ? Ne faut-il pas craindre de voir la Russie future retrouver des aspirations panslavistes, qui pourraient trouver un écho chez les Tchèques ou les Slaves du Sud ? Enfin, devant le Conseil des Quatre, les représentants de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comme ceux de la Pologne déclarent qu'il n'est pas possible de décider une limitation des armements, sans savoir ″ce que deviendra la Russie″.[8]

Il enferme ainsi le problème dans une dimension essentiellement politique où le panslavisme joue un rôle qui a évolué avec les événements. Renouvin rappelle la présence d'« un corps expéditionnaire interallié de 29 000 hommes sous le

[6] LOCKHART, Bruce R.H., Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mméoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 199
[7] RENOUVIN, Pierre, *L'armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968
[8] *Ibid.*, RENOUVIN, Pierre, *L'armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968, p. 310

commandement d'un général anglais »[9], mais textes et archives révèlent d'autres chiffres. Il s'attarde sur le problème du gouvernement futur de la Russie et sur la difficulté à établir des accords entre Londres et Washington afin qu'il se crée ; doit-il être Blanc ou Rouge ? Ses commentaires et analyses qu'il exprime dans *L'armistice de Rethondes* mettent en relief la crainte de la rivalité économique et de la puissance technique de l'Allemagne, ainsi que l'hésitation du Conseil des Quatre, appelé *Big Four* en anglais, quant à la décision à prendre face au bolchevisme. L'extension de ce dernier devenait en revanche la première préoccupation des gouvernements américain et britannique, tandis que Clemenceau ne tenait pas à se limiter à cette idée. D'après Renouvin, Lloyd George aurait envisagé de résoudre le problème en choisissant entre ces trois méthodes : détruire le bolchevisme considéré comme dangereux pour la civilisation ; établir un cordon sanitaire pour isoler les territoires russes mais qui atteindrait les populations au lieu de l'Armée rouge ; convoquer à Paris les délégués de tous les gouvernements russes ; cette conférence fut transférée dans la mer de Marmara et fixée au 15 février 1918 mais elle aboutit cependant à « l'expérience avortée d'une réunion de tous les gouvernements russes à l'île des Princes »[10], elle n'eut jamais lieu.

Quant à Duroselle, d'une génération plus jeune que Renouvin, si dans son *Clemenceau* il déclare « que le président du Conseil entendait lutter de toutes ses forces contre tout ce qui, en France, paraissait attiré peu ou prou par les Soviets »[11], il n'oublie cependant pas d'écrire que « l'avènement de Clemenceau a coïncidé à quelques jours près avec la révolution bolchevique »[12] – ajoutant « à quelques jours près après la déclaration Balfour »[13] – mais il nota cependant que

> face aux bolcheviks, Clemenceau adopta deux attitudes successives. Jusqu'au 11 novembre 1918, il s'agit maintenant de maintenir ou de rétablir un *second front*. Depuis l'armistice de Brest-Litovsk, le mot clef était celui d'*intervention*. Nous ne pouvons entrer dans l'analyse des événements, qui sont extraordinairement complexes et enchevêtrés. Mais nous pouvons suivre les principales réactions du Tigre. Il était confronté à un événement tellement aberrant, nouveau, inexplicable et surtout indéfinissable que son attitude ne pouvait être qu'hésitante. Fallait-il avoir confiance

[9] *Ibid.*, RENOUVIN, Pierre, *L'armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968, p. 312
[10] NAUDEAU, Ludovic, *En prison sus la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 236
[11] DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 831
[12] *Ibid.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 831
[13] *Ibid.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 855

> dans l'ambassadeur Joseph Noulens ? Dès le 26 novembre 1917, on créa un ensemble de missions civiles et militaires. Le comte de Chevilly, avec dix-sept personnes, s'occupa de la propagande ; le gouvernement désigna une mission médicale du docteur Cresson, une mission du ministre de la Guerre, dirigée par le général Niessel, avec 250 officiers et 600 hommes. Il remplaçait le général Janin. Le but était de maintenir la Russie parmi les belligérants. […] Mais l'idée de barrer la route aux Allemands dominait tout.[14]

Cette citation de Duroselle, ainsi que le chapitre de Renouvin, comportent des éléments à double sens comme entre autres ″second front″ et ″maintenir la Russie parmi les belligérants″ ou ″barrer la route aux Allemands″. Ces périphrases ciblent-elles un conflit guerrier ou un conflit économique ? Comme il l'écrit, il s'agissait d'événements extraordinairement complexes et enchevêtrés, les composantes de cet épisode n'ayant quasiment jamais été dévoilées ni expliquées**.** Dans les huit pages qu'il consacre à l'intervention, Duroselle se concentre plutôt, lui aussi, sur la divergence d'opinion entre Anglais et Français quant au risque de bolchevisation de l'Occident et déclare que « pendant les grandes batailles en Occident, la France joua […] un rôle secondaire en Extrême-Orient. Par contre, au Proche-Orient, l'offensive de Franchet d'Espèrey à partir de Salonique, en septembre 1918, allait stimuler à nouveau l'antibolchevisme de Clemenceau »[15]. Duroselle ne semble pas admettre que la Russie n'ait pu être maintenue parmi les belligérants après Brest-Litovsk. Duroselle évoque aussi la crainte du colonel[16] House, américain, et de Lloyd George, britannique, face aux risques de ″contagion″ bolchevique, notamment dans les territoires de l'Est européen et en Allemagne, et qu' « il fallait donc éviter d'obliger les troupes allemandes à évacuer prématurément »[17]. En Sibérie, les Tchèques créaient la confusion en s'immisçant dans les affaires de politique interne ; l'amiral Koltchak fut désigné chef suprême par les membres du Directoire, il ne fit jamais de coup d'État ; son gouvernement ne fut pas officiellement reconnu car « le soi-disant soutien britannique était manifestement d'ordre local et n'avait pas reçu d'assentiment officiel ». De plus, le général Janin, qui avait débarqué le 16 novembre 1918 à Vladivostok, et le général Knox se partageant le commandement et l'entraînement des

[14] *Ibid.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 801
[15] *Ibid.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 803
[16] Il s'était autoproclamé colonel, sans être militaire
[17] *Op. Cit.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 804

forces russes et alliées, ignorèrent ce nouveau gouvernement blanc et le remirent donc en question.[18] Peut-on se demander s'il y avait calcul de la part des Britanniques ? La confusion et la mésentente régnaient parmi les Alliés et leurs associés et entre pouvoirs politique et militaire. Quels buts poursuivaient donc les Alliés et les associés en intervenant en Russie en 1918 ? Peut-on croire Wilson qui constata : « Quelle est au juste notre position vis-à-vis des bolcheviks ? Personne ne peut le dire »[19].

Le peu de travaux sur ces sujets appelle une recherche approfondie afin de combler une lacune de l'historiographie. Peut-être est-ce par manque de temps ou de sources qu'Annette et Jean-Jacques Becker, Jean-Yves Le Naour n'ont pas mentionné le mot « intervention » dans leur *Dictionnaire de la Grande Guerre*, ils écrivent cependant sous *communisme de guerre* : « Soutenues – mais sans plan d'ensemble – par des contingents de l'Entente (Français, Britanniques, Canadiens, Grecs, Italiens, Japonais, Américains) et par les légions tchécoslovaques, les armées blanches menacent le pouvoir soviétique pendant plus de deux ans »[20]. Il convient cependant de souligner que dans cette citation, les rôles semblent inversés : les bolcheviks apparaissent comme victimes des antirévolutionnaires ; en outre, les légions tchéco-slovaques ne les soutinrent que durant une période limitée, puis les abandonnèrent pour finir par trahir l'amiral Koltchak en décembre 1919[21]. Quelles étaient en réalité les actions de chaque camp ? Dans son dernier numéro de l'année 1965, la *Revue historique*, dirigée par Pierre Renouvin, publia un article intitulé « L'intervention française en Sibérie (1918-1919) »[22]. L'auteur en était J.F.N. Bradley, Professeur à l'Université de Manchester. Lui aussi révèle, en treize pages, la complexité de cette intervention mais l'analyse en fournissant des éléments concrets concernant les agissements des différents corps expéditionnaires.

Il s'est donc avéré nécessaire d'engager des recherches approfondies dans les archives diplomatiques de La Courneuve et de Nantes, ainsi qu'à Prague et à Rome,

---

[18] BRADLEY, J.F.N., *L'intervention française en Sibérie*, in *Revue historique*, P.U.F. , 89e année, Octobre-Décembre 1965, p.p. 381-382

[19] *Op. Cit.*, RENOUVIN, Pierre, *L'armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968, p. 322

[20] LE NAOUR, Jean-Yves, sous la direction de, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse à présent, 2008, p. 177

[21] SAKHAROV, K. v., Generalleutnant, *Das weisse Sibirien – Der russische Bürgerkrieg 1918-1920*, München, Verlag von A. Laubereau, 1925, p. 257

[22] BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie", in *Revue Historique*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p.p. 375-388

entre autres. Apparemment, personne ne semble s'être arrêté sur les deux tomes de *Mon Journal de Russie*[23] dans lesquels le sous-lieutenant Pierre Pascal, envoyé en mission à Petrograd par le gouvernement français, fournit de précieux renseignements sur son vécu de cinq ans en Russie parmi les bolcheviks, mais aussi sur les événements en France, à travers la correspondance qu'il reçoit de l'Hexagone. Sur le témoignage de ce dernier se greffent ceux du capitaine Sadoul[24], favorable comme lui au socialisme russe, ainsi que celui du journaliste du *Temps*, Ludovic Naudeau[25], qui travailla également en Russie et y fut emprisonné par les bolcheviks. Dans le chapitre 12 intitulé "L'ex-empire russe, 1918-1921 : les mutations d'une guerre prolongée" du livre *Sortir de la Grande Guerre*, de Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson, Nicolas Werth déploie sur une vingtaine de pages toute son analyse du bolchevisme, de l'action de Lénine, de la paix de Brest-Litovsk, de la difficile reconstitution d'une armée, des problèmes économiques, mais il écrit que les « interventions des Puissances étrangères (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Japon) [ont eu lieu] dans le but de soutenir le camp contre révolutionnaire, d'endiguer le bolchevisme ou de prendre des gages territoriaux dans la perspective de la recomposition de l'ordre mondial consécutive à la Grande Guerre »[26].

Bien que dans son *Versailles 1919 Chronique d'une fausse paix*, Patrick de Gmeline, historien militaire français, consacre une page et demie à l'amiral Koltchak, il mentionne à peine « le départ des Alliés de Russie »[27] lorsqu'il évoque la mission de William Bullitt, jeune diplomate américain, en mission à Moscou, qui « négocia avec les bolcheviks au début de 1919 des propositions de paix pour mettre un terme à l'intervention étrangère en Russie »[28]. Quant à Jean-Pierre Verney, historien et créateur du musée de Meaux, il réussit à résumer en moins d'une colonne le minimum des éléments de l'intervention : en relation avec les Armées blanches, les Britanniques débarquent à Arkhangelsk et Mourmansk tandis que les Américains et les Japonais le

[23] PASCAL, Pierre, Mon journal de Russie – Tome premier 1916-1918, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975 et En communisme - Mon journal de Russie – Tome deuxième 1918-1921, Lausanne, L'Age d'Homme, 1977

[24] SADOUL, Jacques, capitaine, Membre de la Mission militaire française en Russie, *Notes sur la révolution bolchevique*, Paris, Éditions de la Sirène, 1920 et *Naissance de l'URSS, de la nuit féodale à l'aube du socialisme*, Éditions Charlot, 1946

[25] NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920

[26] AUDOIN-ROUZEAU, PROCHASSON, Christophe, *Sortir de la Grande Guerre – Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008, p. 286

[27] GMELINE, Patrick de, *Versailles 1919 Chronique d'une fausse paix*, Paris, Presses de la Cité, 2009, p. 189

[28] LEIBOVITZ, Clément, *L'entente Chamberlain-Hitler, Paris, L'Harmattan*, 2011, p. 109, note 144

font à Vladivostok et que la Légion tchèque contrôle une partie du Transsibérien, il définit ainsi tous les intervenants principaux car il n'oublie pas la présence française à Odessa et évoque ainsi l'Armée d'Orient et la mutinerie des marins français envoyés en mer Noire. L'auteur ne néglige pas les éléments politiques relatifs aux pays Baltes, à la Hongrie, à la Pologne ainsi qu'au cordon sanitaire autour de la Russie : ces courtes lignes ne devraient-elles pas susciter la curiosité du lecteur de tout âge parcourant le texte de cette BD[29] que Jean-Pierre Verney a réalisée avec Jacques Tardi en 2009 ? Les Forces alliées et associées intervenues en Russie craignaient-elles essentiellement les risques de bolchevisation de l'Europe ?

D'autres chercheurs se sont également penchés sur cette présence des Forces alliées en Extrême-Orient entre 1918 et 1920, à la fin de la guerre. Depuis quelques années, soit en prévision de la commémoration du centenaire du déclenchement de la Grande Guerre, soit par désir de savoir et de comprendre, ou bien parce que les informations circulent très rapidement à travers le monde entier grâce à Internet, des textes empoussiérés sont réédités, tels les essais de Jacques Benoist-Méchin[30] dont le tome V de l'*Histoire de l'armée allemande* contient les plus riches informations sur la Légion tchéco-slovaque, ainsi que ceux de Léon de Poncins[31], d'Émile Flourens[32], et de Nesta Webster[33]. L'opinion populaire manifeste son désir de connaissances et,

---

[29] VERNEY, Jean-Pierre et TARDI, Jacques, *Putain de guerre !*, Paris, Casterman, 2009, p. 62

[30] BENOIST-MÉCHIN, Jacques, 1901-1983, historien à qui on reprocha sa germanophilie, colligea avec rigueur les écrits des soldats, officiers et autres, de la Grande Guerre. Ses informations sur l'intervention son toutefois très pertinentes. *Histoire de l'armée allemande – Tome V : Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965

[31] PONCINS, Léon de**,** Le Vicomte Léon de Poncins (1897-1976) était un intellectuel catholique français. Il écrivit de nombreux ouvrages révélant la conspiration juive et franc-maçonne. *Deux siècles ensemble* de Soljenitsyne, publié en 2002 par Fayard, conforte ses écrits.

[32] FLOURENS, Émile, 1841-1920, juriste de formation, député et ministre des Affaires étrangères de la Troisième République (http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5727552v/f29.image), enrichit la mémoire collective de tous les acquis de son expérience passée de ministre et homme politique.

[33] Nesta Webster (1876- 1960), née Nesta Bevan, était la plus jeune fille de Robert Bevan, qui fut lui-même très ami avec le célèbre Cardinal Manning ; sa mère était fille de l'évêque anglican Shuttelworth de Chichester. Nesta Webster fut élevée au Westfield College, une institution très stricte pour jeunes filles dirigée par Miss Maynard. Comme beaucoup de personnes de la haute bourgeoisie anglaise de son temps, à l'époque de l'Empire, lorsqu'elle fut devenue majeure sa famille lui permit de voyager et de parcourir les possessions anglaises, l'Inde, la Birmanie, Singapour, et aussi le Japon. C'est en Inde qu'elle rencontra le capitaine Arthur Webster qui était superintendant de la police anglaise, qu'elle épousa. Rentrée en Angleterre avec son mari, elle se mit à écrire. De plus en plus passionnée par l'histoire européenne au XVIIIe siècle, Nesta Webster se plongea dans la littérature sur la Révolution et les ouvrages de souvenirs des témoins, passant trois années à les lire au *British Museum* et à la Bibliothèque Nationale à Paris. Après la Première Guerre mondiale, elle fut invitée à donner une conférence sur les origines et les progrès de la *Révolution Mondiale* devant les officiers du *Royal Artillery* à Woolwich (où se trouve l'arsenal de Londres qui fondait les canons de la Flotte), conférence qu'elle dut répéter devant la Brigade des Gardes de Whitehall, puis devant les officiers des Services

en dehors des séries télévisées et des magazines, elle semble prendre conscience qu' « il ne saurait y avoir ici-bas de problème que les hommes ne puissent aborder raisonnablement. En parler ouvertement, amplement, est plus honnête, et, dans notre cas précis, en parler est plus que nécessaire. […]. Mais, si l'on tait le passé, quand guérirons-nous de la mémoire ? Tant que l'opinion populaire ne trouvera pas une plume pour l'éclairer, elle restera une rumeur confuse, pire : menaçante »[34].

Alexandre Soljenitsyne est remarquable dans son analyse[35] très concise de l'intervention des Alliés en Russie, sa patrie. Témoin de son temps, il s'est malgré tout plié « uniquement à ce que [lui] dictaient les matériaux historiques et en cherchant des issues bienfaisantes pour l'avenir »[36]. Nicolas-Pierre Borde raconte dans un ouvrage intitulé *L'or de Kazan* et publié en 2005, que son père, le capitaine Borde du corps expéditionnaire français, aurait conduit le célèbre *train d'or* de Kazan à Omsk où se trouvait Koltchak, mais ne s'étend pas sur les forces d'intervention même s'il les mentionne. Comme les autres, l'historien allemand, Jörn Leonhard, a écrit dans son ouvrage tout récemment paru :

> Bereits kurz nach dem Ausscheiden Russlands aus dem Weltkrieg landeten britische und französische Truppen in Murmansk und Archangelsk im Norden sowie in Wladiwostok im äßersten Osten, um zunächst in den Häfen und Umschlagplätzen jene Kriegsgüter zu sichern, welche die Alliierten zur Unterstützung des ehemaligen Bündnispartners geliefert hatten.[37]

Quoiqu'il analyse scrupuleusement la situation dans laquelle se trouvait la Russie à ce moment-là, en 1917-1918, Jörn Leonhard ne s'attarde pas davantage à évoquer l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient. Les Puissances centrales étaient alors vainqueures en ce mars 1918. Le maréchal Henry Wilson, cousin

---

secrets britanniques. C'est sur l'insistance de ces derniers qu'elle se mit à écrire l'ouvrage *World Revolution*, (la Révolution mondiale), qui fut un succès et connut six éditions de son vivant, la dernière en 1971, suivie d'une posthume en 1994.

[34] SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* Tome I*, Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Fayard, 2003, p. 8

[35] SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* Tome II*, Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Fayard, 2003, p.p. 170-172

[36] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* Tome I*, Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Fayard, 2003, p. 9

[37] LEONHARD, Jörn, *Die Büchse der Pandora – Geschichte des Ersten Weltkriegs*, München, Verlag C.H. Beck, 2014, p. 821 : "Dès que la Russie se retira de la guerre mondiale, des troupes britanniques et françaises débarquèrent au nord à Mourmansk et Arkhangelsk, ainsi qu'à Vladivostok à l'extrême est, afin de mettre d'abord en sûreté dans les ports et dans les lieux de transbordement ce matériel de guerre que les Alliés avaient livré à leur ancien partenaire de l'Entente pour le soutenir ".

du président homonyme, rappelle dans son journal, vers la fin de juillet 1918, « que le débarquement du Général Poole à Arkhangel s'était effectué sans opposition »[38] ; au fil des dernières semaines du conflit, il s'attarde sur une analyse politico-militaire de la situation sur tous les fronts et mentionne, au cours de la première quinzaine de novembre, dans un style télégraphique : « Long entretien avec Milner ce matin au sujet de notre action future en Europe, Russie et Sibérie »[39] ; et la veille de l'armistice : « Pour nous, le danger réel n'est plus le Boche, c'est le Bolchevisme »[40] . Aucun détail quant à l'intervention en Extrême-Orient. Ce flou récurrent dans l'historiographie révèle-t-il un manque d'informations ou le désir de voiler le déroulement des faits politique, diplomatique et militaire ? Qu'en est-il dans les autres pays ?

Les grands auteurs italiens tels Svevo, Gadda, Albertini ont connu la Grande Guerre et en ont fait un thème récurrent dans leurs œuvres, tout comme Gabriele d'Annunzio qui s'y investit militairement et politiquement, prônant l'intervention de l'Italie dans le premier conflit mondial et revendiquant l'annexion au Royaume d'Italie des régions italophones de l'Empire austro-hongrois, il ne parla cependant pas de l'intervention en Russie. Ce silence est d'autant plus étonnant que le corps expéditionnaire italien qui combattit en Russie entre 1918 et 1920, assuma une dimension politique. À travers l'échange épistolaire entretenu par ses parents, alors fiancés, Pasquale Villani retrace l'épisode sibérien de son père qui écrivait pratiquement la même chose que les autres textes courants :

> L'esistenza e gli obiettivi della missione erano poco noti in Italia, probabilmente protetti anche da una certa riservatezza diplomatica e militare. La rivoluzione in Russia, e soprattutto la pace di Brest Litowsk con la Germania, privò l'Intesa (Francia, Inghilterra, Italia, Stati Uniti) di un alleato che aveva impegnato sul fronte prientale européeo parte considerevole degli eserciti tedesco e austro-ungarico, creando una situazione militare e politica nuova alla quale le potenze dell'Intesa cercarono di reagire in vario modo, non senza incertezza ed ambiguità data la rilevanza del colpo subito e le conseguenze che ne potevano derivare.[41]

---

[38] WILSON, Henry, *Journal du Maréchal Sir Henry Wilson*, publié par le major général Sir C.E. Callwell, édition française par le commandant Lhopital, ancien officier d'ordonnance du maréchal Foch, Préface du maréchal Foch, Paris, Payot, 1929

[39] *Ibid*, Wilson, p. 454

[40] *Ibid*, Wilson, p. 455

[41] VILLANI, Pasquale, *Rievocare il privato – Un fidanzamento ritrovato (1905-1920)*, Bologna, il Mulino, 2009, p . 211 : « L'existence et les objectifs de la mission étaient peu connus en Italie,

Pasquale Villani ajouta que l'Italie participa à cette expédition parce qu'elle voulait accueillir et rapatrier les ″Italiens″, en réalité les italophones des terres irrédentes – ce qui est un abus de sémantique – de l'Empire des Habsbourg, qui avaient été libérés des camps de Russie. Il s'agissait de la politisation d'un épisode auquel Rome voulait donner une apparence humanitaire.

À son retour de Sibérie, les textes du lieutenant de cavalerie, Gaetano Bazzani originaire du Trentin, furent ensuite utilisés et influencés par la politique de Mussolini pour exalter la grandeur de l'Italie et le nationalisme. En fait, ce sont les Italiens du Nord les mieux à même de raconter l'intervention en Extrême-Orient des Forces alliées et associées, car les Austro-Hongrois qu'ils étaient avant-guerre connurent l'emprisonnement dans les camps de concentration russes sous le tsar et sous Lénine. Giovanni Terranova, spécialiste des prisonniers de l'Asinara, une île au nord-ouest de la Sardaigne, a publié des articles[42] concernant le tragique épisode d'enfermement de ces Trentins ou Frioulans qui, libérés par l'Armée Rouge, se retrouvèrent ensuite emprisonnés par l'Italie sur cette île. Ils devaient être ″décontaminés″ des idéologies bolcheviques. Aujourd'hui encore, les chœurs[43] du Frioul et du Tyrol du Sud chantent cependant la souffrance des prisonniers en Russie. Les carnets de guerre de ceux qui en sont revenus contiennent les chants des prisonniers austro-hongrois italophones, ils témoignent de la réalité vécue en Sibérie. Le chercheur et essayiste de Trente, Quinto Antonelli, et le musée de la guerre de Rovereto ont publié de nombreux carnets de guerre[44] et des textes sur les Trentins soldats dans la Grande Guerre, mais c'est Renzo Francescotti qui a su recueillir et rédiger les témoignages des derniers survivants[45] : de ses publications se sont inspirés et s'inspirent encore nombre d'historiens qui abordent le sujet de la guerre en Russie.

Grâce aux recherches effectuées d'archives en archives, aux lectures offertes de livre en livre, de site en site, aux échanges réalisés avec d'autres chercheurs, aux

---

probablement protégés aussi par une certaine réserve diplomatique et militaire. La révolution en Russie, et surtout la paix de Brest-Litovsk conclue avec l'Allemagne, priva l'Entente (France, Angleterre, Italie, États-Unis) d'un allié qui avait engagé sur le front oriental européen une partie considérable des armées allemande et austro-hongroise, créant ainsi une nouvelle situation militaire et politique face à laquelle les puissances de l'Entente cherchèrent à réagir de différentes façons, non sans incertitudes ni ambiguïtés, compte tenu de l'importance du coup subi et des conséquences qui pouvaient en dériver ».

[42] TERRANOVA, Giovanni, *Asinara, I prigionieri trentini*, L'Adige, 2 ottobre 2010 et *Quando all'Asinara finirono i trentini dell'Armata Rossa*, L'Unione sarda, 4 novembre 2010.

[43] http://www.coro-ermes-grion.org/wp- content/uploads/2012/06/programmini60pdf.pdf

[44] PAOLI, Michel, *Scritture di guerra,* Rovereto, Edizione Osiride, 2001

[45] FRANCESCOTTI, Renzo, Talaianski, Trento, Nuovi Sentieri Editori, 1981

documents remis par les familles, comme le carnet de route – agrémenté de ses commentaires sur les différentes étapes du voyage et sur l'action de son régiment en Sibérie – de Joseph Madelon[46] du 11ème Régiment colonial, Année 1919, dont sa petite-fille m'a fait parvenir une copie ; ainsi que les photos de Paulin Chateigner, dit Alexandre en famille, né le 13 juin 1898, du 16ème RIC (bataillon sibérien) en février 1918 et rapatrié le 1er avril 1920[47], données par Madame Metz, sa fille, il a été possible de reconstruire, dans ses grandes lignes, progressivement, le puzzle épars du scénario de l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient et d'en comprendre la problématique. Par leur témoignage, les acteurs directs ou indirects de cet épisode ont enrichi la mémoire collective et fourni des clés indispensables sans lesquelles les recherches menées dans les archives seraient difficilement compréhensibles. Il convient de citer aussi parmi eux la fille[48] du général Denikine, qui témoigna pour son père, le journaliste Ludovic Naudeau, les militaires Pierre Pascal – qui redonne de précieux détails sur la vie en Russie durant les périodes insurrectionnelles – et Edwin Erich Dwinger[49], ce jeune officier allemand qui réussit deux fois à s'enfuir du camp de prisonniers et à retourner en Allemagne, il vécut le repli des armées de Koltchak et l'échec de celui-ci par la trahison des Alliés[50] ; les agents secrets Jacques Sadoul, français, et Bruce Lockhart, anglais, le général russe Sakharov et le général français Rouquerol, le capitaine français Deygas qui, avec le chef d'escadron Lunet[51], fournit des informations et des commentaires importants sur l'armée d'Orient et son action ; quant au capitaine italien Mandrilli, qui fut chargé par le gouvernement italien de la fonction de Membre du Tribunal interallié de Mourmanie, il laissa dans son ouvrage un témoignage riche sur le plan militaire, politique, anthropologique et sociétal. L'auteure hongroise, Cécile de Tormay[52] révèle dans son *Livre proscrit* les

[46] Don de Mme Kircher, sa petite-fille (le texte se trouve dans les annexes)
[47] Don de Mme Metz, sa fille (la photo est insérée dans la deuxième partie)
[48] GREY, Marina et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968
[49] DWINGER, Edwin Erich, *Die Armee hinter Stacheldraht*, Jena, Eugen Diederichs Verlag, 1929
[50] SAKHAROV, Konstantin W., général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, H.W. Hendriock Verlag, 1930, pp.63-78 et *Op. Cit.* BRADLEY, J.F.N., *L'intervention française en Sibérie*, p. 388
[51] LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992
[52] http://atom.archives.unesco.org/tormay-cecile-de (20.8.2014) : Cécile de Tormay naît à Budapest en 1875 dans une famille aristocratique hongroise. Sa maîtrise de l'allemand, de l'italien, du français, de l'anglais et du latin l'oriente vers l'étude des littératures étrangères. Sa réputation internationale de romancière est bien établie lorsque paraît en 1914 sa saga *A Régi ház* ("La vieille maison"), qui obtient le Grand Prix de l'Académie hongroise et est publié en allemand, suédois, danois, anglais, finnois, néerlandais, italien, estonien et français. En 1925, Cécile de Tormay publie un livre polémique, *Le Livre*

agissements des bolcheviks en Europe centre-orientale et l'intervention des Alliés pour les endiguer. Le Dr Montandon, choisi par les Tchéco-Slovaques, comme chef de la *Mission en Sibérie* du Comité international de la Croix-Rouge raconte son vécu en Russie au cours de sa mission entre 1919 et 1921, il n'est cependant pas toujours objectif.

Mais bien plus récemment, des universitaires américains du nom d'Eustace Mullins[53] (*Washington and Lee University*, Université de New York), ami du poète mondialement connu Ezra Pound, et Antony C. Sutton[54] (économiste et historien britannique), ont publié le résultat de leurs recherches dans les archives, dévoilant l'implication du monde financier américain et britannique dans les causes de la guerre et dans l'intervention militaire en Extrême-Orient. Richard Pipes, « professeur émérite d'histoire à l'Université de Harvard, considéré comme le meilleur connaisseur de la révolution russe »[55], né peu après la Révolution en Pologne, pays limitrophe de la Russie, se demandant quelles étaient les raisons de la chute du tsarisme, du triomphe des bolcheviks et de l'ascension de Staline, déclare :

> Mes réponses à ces questions diffèrent sous bien des aspects de celles qu'a fournies l'école d'historiographie dénommée ″révisionniste″, apparue à l'Ouest dans les années 1960 et qui domine aujourd'hui le monde universitaire. Alors que les révisionnistes, comme un temps les historiens soviétiques, insistent sur les forces sociales, je mets l'accent sur le politique. De cette disparité de méthode résultent de grandes différences d'interprétation : aux yeux des révisionnistes, les événements sont conduits par d'irrésistibles forces anonymes ; à mes yeux, le facteur décisif est la volonté humaine. Au cours de mon travail, j'ai pu avoir accès aux archives soviétiques. Le présent volume tient compte des informations que j'ai acquises depuis l'achèvement de *Russia under the Bolshevik Regime*, y compris de l'ouvrage de Lénine déposé secrètement à Moscou aux Archives Centrales du Parti.[56]

proscrit. - *Scènes de la Révolution communiste en Hongrie*, dans lequel elle s'oppose au régime de Béla Kun.

[53] MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve Fédérale*, Paris, Éditions Scribedit, 2010

[54] SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012

[55] PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française, First published by Vintage Canada in 1995 sous le titre original *Three Whys of the Russian Revolution*, dos de la maquette.

[56] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, p. 8

Pipes met en évidence l'antagonisme qui existait entre les déclarations de Lénine en faveur des plus parfaits idéaux de la démocratie, alors qu'il ne s'était jamais soumis à un vote populaire. Il rappelle également qu'il fit dissoudre l'Assemblée Constituante lorsqu'il se rendit compte que son parti était largement minoritaire. « Par la suite, quel que soit le sens que l'on donne à ce mot, il n'y eut plus jamais une seule élection en Union soviétique »[57]. L'histoire de la Russie dominée par les organes idéologiques du Parti devint une branche de la propagande[58]. Le bien-être du peuple représentait le dernier de ses soucis, Lénine voulait créer une nouvelle société conforme à ses concepts, c'est tout. Pipes rejoint Soljénitsyne en de nombreux points.

Un jeune chercheur américain, Frank Edward Fierro, de la *Florida State University*, a écrit en 2004 un *MA, Master of Arts*, intitulé *In the name of the Russian People but not for them : President Wilson, the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918-1920*[59], dans lequel il tente lui aussi d'élucider le pourquoi de l'intervention des Forces Alliées et associées en Russie. Si Frank Edward Fierro est peut-être le seul étudiant américain à s'être penché sur cette réalité, nombreux sont de leur côté, quelques doctorantes et doctorants russes ont écrit leur thèse sur la présence des prisonniers allemands et austro-hongrois en Russie durant la Grande Guerre et sur celle des Forces alliées[60].

---

[57] *Ibid.*, PIPES, Richard, p. 13
[58] *Ibid.*, PIPES, Richard, p. 14
[59] FIERRO, Frank Edward, *Florida State University*, Department of History, Abstract of *In the Name of the Russian People but not for Them: President Wilson, the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920*, 2004 in http://www.scribd.com/doc/69429173/FIERRO-In-the-Name-of-the-Russian-People-but-not-For-Them-President-Wilson-the-Allies-and-Limited-Intervention-in-Russia-1918-to-1920
[60] Гергилёва Алла Ивановна : ВОЕННОПЛЕННЫЕ ПЕРВОЙ МИРОВОЙ ВОЙНЫ НА ТЕРРИТОРИИ СИБИРИ - Специальность 07.00.02. – Отечественная история
(PRISONNIERS DE GUERRE GUERRE MONDIALE en Sibérie - spécialité 07.00.02. - Histoire de la Russie)
Бондаренко Елена Юрьевна. Иностранные военнопленные на Дальнем Востоке России :1914-1956 гг. : Дис. ... д-ра ист. наук : 07.00.02 : Владивосток, 2004 (Elena Bondarenko. Prisonniers de guerre étrangers dans l'Extrême-Orient de la Russie: gg 1914-1956. : Dis. Dr. ... ist. Sciences: 07.00.02: Vladivostok, 2004)

Толстиков м. причины французской интервенции во время гражданской войны в россии в январе–мае 1918 г (Tolstikov m. Causes de l'intervention française dans la guerre civile en Russie en Janvier-mai 1918)

Cet épisode de la fin de la Première Guerre mondiale a bouleversé le monde. Comme après chaque conflit, les vainqueurs ont donné leur version des événements ou se sont tus, comme dans le cas présent de l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient. Elle est devenue l'histoire. Les vaincus et les victimes ne pouvaient que garder le silence ; peut-être leurs descendants n'ont-ils jamais désespéré de savoir un jour ce qui s'était passé dans ce vaste monde à l'autre bout de Versailles.

INTRODUCTION

Que l'histoire soit une science ou pas n'a guère d'incidence sur cette thèse car si l'on en croit Paul Veyne, l'histoire serait « par essence, un ″roman vrai″, un ″récit d'événements vrais qui ont l'homme pour acteur″. Ce terme d'événement est fondamental selon Veyne pour comprendre la nature de l'histoire telle qu'elle est écrite par les historiens : une histoire qui ne raconterait rien, n'aurait aucun intérêt. L'histoire, c'est un ensemble d'histoires »[61]. Et cette thèse intitulée « *Les Forces alliées et associées en Extrême-Orient, 1918-1920 – Les soldats austro-hongrois* » raconte l'histoire de la fin de la Première Guerre mondiale, mais contrairement à l'idée de Carlo Ginzburg selon lequel « l'historiographie, comme la rhétorique, se propose uniquement de convaincre, son objectif étant l'efficacité, non pas la vérité »[62], elle ne veut pas convaincre par quelque habileté rhétorique, elle cible la vérité. Charles Péguy n'écrivit-il pas que : « Qui ne gueule pas la vérité, quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires »[63] ? Ce qui est proposé ici, c'est une vérité qui a émergé d'elle-même, par la connaissance des faits, à travers les documents d'archives et par la lecture des témoignages.

Même si la rédaction de l'Histoire est inévitablement subjective, dans un esprit de rigueur et de respect envers le lecteur, par déontologie, l'historien se doit cependant de lutter contre les idées reçues remettant peut-être ainsi en cause une certaine forme de version établie en histoire. L'attitude n'est pas nihiliste mais positivement révisionniste. La remise en cause de la vérité en histoire date du XVIIe siècle et réviser l'histoire sert à lui donner davantage d'authenticité. Fort heureusement l'historiographie de cette dernière décennie s'est considérablement écartée des sentiers battus et les archives ont attiré un plus large public, il en résulte une approximation plus authentique de l'histoire qui se doit non seulement de narrer les faits vrais mais également de les expliquer avec cohérence et de les interpréter, « car la nature de notre

[61] DUBAR, Claude in VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie, Paris, Ed. du Seuil,* Paris, 1971, in http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1973_num_14_4_1066 , consulté le 2.X.2015

[62] GINZBURG, Carlo, *Rapports de force,* Paris, Gallimard/Le Seuil, 2003, p. 43

[63] Page:Peguy oeuvres completes 01.djvu/21, p. 13 de l'introduction in https://fr.wikisource.org/wiki/Page:Peguy_oeuvres_completes_01.djvu/21 , consulté le 2.X.2015

entendement le [l'*homo sapiens*] porte beaucoup moins à vouloir savoir qu'à vouloir comprendre »[64]. Mais on ne peut comprendre sans savoir. Les faits, tous les faits, ceux qui se déroulent sur le devant de la scène des événements et ceux qui sont maintenus à l'abri des regards, derrière les coulisses, contribuent à l'édification de ce savoir.

Mais l'histoire n'est pas une construction, l'histoire se construit elle-même à travers les événements qui la jalonnent, sous le regard critique de l'observateur. Cette thèse analyse la fin de la Grande Guerre : le feu du front occidental éteint, les Alliés et associés sont intervenus à l'Est. Les raisons avancées sont-elles crédibles ? Il s'agit ici de porter à la connaissance de chacun un épisode qui concerne cette fin de la Grande Guerre et d'informer sur le rôle déterminant des soldats austro-hongrois qui s'y sont trouvés impliqués. La démarche cible d'abord de donner à la mémoire collective ce qui lui est dû car elle ignore cet épisode de 1918-1920. Les textes d'histoire semblent s'être plutôt évertués à garder sous silence l'intervention des Alliés et associés en Russie. Il est vrai que le sujet est fort complexe, de longues recherches menées dans de nombreuses archives et la lecture d'écrits de l'immédiat après-guerre ont été nécessaires pour dénouer l'écheveau dans lequel s'emmêlent les fils politique, militaire, économique, financier, mais surtout les fils humains qui concernent la tragédie du peuple russe. Cette difficulté a fait sans doute écrire à George F. Kennan que « quiconque tente de donner, sous un petit format, une idée valable des origines de l'intervention alliée en Sibérie, s'impose une tâche presque impossible »[65] ; il est conforté dans cette idée par Gérald Messadié qui souligne qu'« un amateur d'histoire qui voudrait, au XXIe siècle, s'informer sur la fin de la Grande Guerre serait bien en peine de trouver un ouvrage qui en traite de manière complète et détaillée »[66], et par le professeur J.F.N. Bradley de l'Université de Manchester, d'ajouter que « l'intervention franco-anglaise en Sibérie demeure de nos jours assez mal connue. […] L'échec de l'intervention, et peut-être aussi les explications embarrassées que les représentants alliés ont données de leurs actions, ont détourné plus d'un historien de

[64] BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien,* Paris, Armand Colin, p. 41
[65] KENNAN, George F., in FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, 1963, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 13
[66] MESSADIÉ, Gérald, *4000 ans de mystifications historiques*, Paris, l'Archipel, 2011, p. 284

cet épisode. Il n'en reste pas moins que la raison majeure de la rareté des travaux réside probablement dans la pénurie de documents, à l'exception des mémoires »[67].

Pourtant, cet épisode si méconnu, voire occulté, de l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient entre 1918 et 1920, a joué un rôle fondamental sur la conclusion de la Première Guerre mondiale et sur les traités. Si le silence qui l'entoure s'est glissé dans la mémoire collective, la mémoire individuelle a heureusement sauvegardé les souvenirs de cet épisode sibérien : écrits et photos qui témoignent de cet événement sont précieusement conservés par les descendants des anciens militaires impliqués en Sibérie, comme par exemple ceux de Madame Metz, la fille d'un marsouin du 9e Régiment du B.C.S et de Madame Kircher, la petite-fille de Joseph Madelon du 11e Régiment colonial. Les carnets de guerre des uns et des autres et les *diari* (journaux intimes) des soldats austro-hongrois italophones apportent d'abondantes informations, aussi bien sur le plan militaire, politique, sociologique, qu'humain, concernant cette odyssée russe. L'un de ces témoignages a-t-il été l'élément déclencheur qui poussa Frank Edward Fierro[68] de la *Florida State University* à rédiger son *Master of Arts* en 2004, intitulé *In the Name of the Russian People but not for them: President Wilson, the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920* ? Il concerne également l'intervention.

La Grande Guerre symbolisée par les quatre chiffres 14-18, ne s'est pourtant pas achevée le 11 novembre 1918. En réalité, le conflit s'est poursuivi en Europe centre-orientale et en Extrême-Orient où sont intervenues ces Forces alliées et

[67] BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie", in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 375. En bas de page, à la note 4 qui se réfère "à l'exception des mémoires" à la fin de la citation, Bradley ajoute : « Une seule exception est à mentionner : une série de documents français parurent avant la seconde guerre mondiale, peu objectifs et extrêmement hostiles à l'intervention. Cf. E. Moulis, E. Bergounier, *Documents réunis : la guerre entre les Alliés et la Russie, 1918-1920*, Paris, 1937. Cet article est basé en grande partie sur des sources imprimées. Pourtant à Paris les archives officielles françaises ont fourni des renseignements. *The Milner Papers* qui éclairent le point de vue britannique ont été consultés à New College Oxford ». Or, ces documents de Moulis et Bergounier sont des faux, imprimés aux États-Unis. Le *Committee on Public Information* était une organization gouvernementale des USA, active de 1917 à 1919, qui devait influencer positivement l'opinion publique étatsunienne en faveur d'une participation du pays à la Première Guerre mondiale, et employait la propagande pour diffuser les objectifs de guerre des États-Unis.

[68] FIERRO, Frank Edward, *In the Name of the Russian People but not for them: President Wilson, the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920*, in http://diginole.lib.fsu.edu/etd/4464/, consulté le 14.11.20011

associées jusqu'en 1920 au moins, comme l'a mis aussi en évidence, M. Borde, ancien Marsouin au 9e R.I.Ma., lors de sa causerie de 2003 à Nice :

> Tout d'abord, il faut connaître une chose très importante et qui est peu retenue. Les armées françaises sont en "état de guerre" de 1914 à 1919. Cette situation va de la mobilisation le 2 août 1914 à la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919, soit près de cinq ans. Ce qui expliquerait des combats sur d'autres fronts, Europe centrale, Extrême-Orient… L'état de guerre permet, après un cessez-le-feu ou un armistice et jusqu'à la signature d'un traité de paix, de démobiliser et de libérer un certain nombre de soldats. Ceci sans affaiblir le potentiel offensif en maintenant sous les armes d'importantes unités prêtes à reprendre immédiatement les combats, contre l'Allemagne en ce qui nous concerne, et sans déclaration de guerre si nécessaire.[69]

La rigueur exige cependant de préciser que c'est le décret du 24 octobre 1919[70] qui mit un terme aux hostilités. Il convient alors de redire ici que les textes officiels ou établis n'évoquent pratiquement jamais ni cet épisode de l'intervention en Russie et encore moins ce détail important qui explique d'abord la raison pour laquelle l'armistice du 11 novembre fut prorogé de six semaines en six semaines jusqu'au traité de paix, et ensuite pourquoi les militaires des corps expéditionnaires envoyés en Russie étaient toujours en état de guerre jusqu'au 24 octobre, presque un an après l'armistice de Rethondes. S'interroger sur ces dates invite à s'interroger sur ce que fut réellement la Grande Guerre à partir de 1917, année déterminante pour l'Europe et le monde. Alors que l'histoire devrait rester subversive et ne pas être une science de l'anesthésie, comme l'a déclaré Jean-Pierre Guéno sur les ondes[71], malgré tout, de génération en génération, de commémoration en commémoration, de texte en texte, la mémoire s'appauvrit car elle véhicule toujours les mêmes clichés : l'Allemagne coupable de tous les maux, les batailles de la Marne, de la Somme, de Verdun, de Passchendaele,

---

[69] BORDE, Fernand, (Marsouin au 9e R.I.Ma. en 1961) Causerie tenue à la Maison du Combattant, à Nice, le 2 avril 2003, sur la base de la thèse du colonel BOULIÉ (Lieutenant au 16e R.I.C. en 1918) présentée à la faculté de Lettres de Nice. Cette causerie est le récit de campagne d'une unité française en Sibérie, de 1918 à 1920, donc durant la guerre de 1914-1918 et ses suites diverses.

[70] BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, annexe 15 du mémoire.

[71] Le 10 novembre 2004, sur Radio Notre-Dame : http://radionotredame.net/player/http://radionotredame.net/wp-content/uploads/podcasts/le-grand-temoin/le-grand-temoin-10-11-2014.mp3 , écouté le 10.11.2014

de Caporetto, de l'Isonzo, la révolution russe, les bolcheviks, la paix honteuse de Brest-Litovsk, Lénine, Wilson, les Quatorze Points, la paix de Versailles, pour ne citer qu'eux.

Afin d'éviter cette répétition des idées et des opinions et pour libérer l'histoire des lieux communs sans cesse repris parce qu'ils se trouvent dans les textes écrits par des sommités, ne conviendrait-il pas de considérer cet avis du philosophe :

> Ainsi, ce qu'on appelle opinion universelle est, tout bien considéré, celle de deux ou trois personnes; et nous pourrions nous en convaincre si nous observions le processus d'émergence de ces opinions universelles. On trouverait alors que ce processus est initié par deux ou trois personnes, qui vont mettre sur pied une opinion donnée et commencer à en parler autour d'eux, et dont on aura la bienveillance de croire qu'ils aient mis cette opinion à l'épreuve des faits : quelques autres, présumant du génie des premiers, se rattachent alors à cette opinion ; et ceux-là sont à leur tour suivis par d'autres, que la paresse a poussés à croire aussitôt plutôt que de soumettre à un pénible examen critique. Et voilà que grossit de jour en jour le nombre de voix pour elle, les suivants l'attribueront à son seul bien-fondé. Et ceux qui suivront ces suiveurs seront bien obligés d'accorder quelque crédit à ce qui vaut universellement, s'ils ne veulent pas passer pour des fortes têtes rebelles aux opinions universelles, pour des gamins qui se croient plus malins que tout le monde. Le ralliement sera devenu la règle. Les rares personnes encore capables d'esprit critique n'ont plus voix au chapitre : les seuls qui ont droit à la parole sont ceux qui sont totalement incapables d'avoir une opinion et un jugement propres, n'étant plus que l'écho de l'opinion d'un autre ; ils en seront pourtant les défenseurs les plus acharnés et les plus intransigeants. En effet, ce qu'ils haïssent chez le libre penseur n'est pas tant le fait qu'il ait une opinion différente que l'insolence qui le porte à vouloir juger par lui-même ; cela, eux-mêmes ne le font jamais, et ils en sont secrètement conscients.
> En somme, rares sont les hommes capables de penser, mais tous sont désireux d'avoir une opinion. Puisqu'il en est ainsi, que vaut encore la voix de cent millions d'individus ? Rien de plus qu'un fait historique qu'on retrouverait chez cent chroniqueurs, mais dont on découvrirait plus tard qu'ils se seraient mutuellement plagiés.[72]

Si les publications sont nombreuses sur la Grande Guerre, rares se révèlent être les auteurs qui se sont investis dans la totalité du conflit. Par exemple, le site de

[72] SCHOPENHAUER, Arthur, *L'art d'avoir toujours raison*, Librio Philosophie, 2014, pp. 36-37

Larousse, dont le texte s'intitule *Première Guerre mondiale*[73], évoque certes des belligérants étrangers ainsi que la victoire déterminante de Dobre Polje dans les Balkans, obtenue le 15 septembre 1918 par les forces militaires françaises commandées par le général Franchet d'Espèrey, mais il ne mentionne nullement l'épisode militaire des Alliés et associés qui sont intervenus en Russie entre 1918 et 1920. Cet événement se situe au cœur de cette thèse, il est méconnu et interroge : que sont-ils allés faire là-bas ? En quoi les bouleversements russes concernaient-ils le monde occidental ? Les quelques auteurs qui en parlent restent imprécis.

Parmi les grands historiens spécialistes du premier conflit mondial, Renouvin évoque la présence d'« un corps expéditionnaire interallié de 29 000 hommes sous le commandement d'un général anglais »[74] ; Duroselle mentionne la création d'un ″second front″ et déclare qu'il faut ″maintenir la Russie parmi les belligérants″ ou ″barrer la route aux Allemands″. Que valent ces arguments ? Les deux historiens analysent la nouvelle situation politique due au bolchevisme. Dans son *Clemenceau* Duroselle rappelle « que le président du Conseil entendait lutter de toutes ses forces contre tout ce qui, en France, paraissait attiré peu ou prou par les Soviets »[75], il n'oublie cependant pas d'écrire que « l'avènement de Clemenceau a coïncidé à quelques jours près avec la révolution bolchevique ». Ni Stéphane Audoin-Rouzeau ni Jean-Jacques Becker, n'évoquent l'intervention, le premier ne peut être contesté lorsqu'il écrit que « le conflit mondial redistribua les cartes de la mondialisation. Les hiérarchies de l'avant-guerre furent bousculées » mais a-t-il raison dans ces mots : « les partis communistes sont nés de la guerre, ou plutôt de son rejet, ce qui revient à peu près au même »[76] ?

Pour en savoir davantage, il a été indispensable de recourir non seulement aux archives diplomatiques de Nantes et de La Courneuve, à celles de Prague, de Rome, entre autres, mais également aux ouvrages des témoins, plusieurs fois cités dans le texte de la thèse : Claude Anet, Ludovic Naudeau, Pierre Pascal, le général Sakharov, le capitaine Mandrilli et le lieutenant Bazzani, l'infirmière Elsa Brändström, le Dr

[73] http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Premi%C3%A8re_Guerre_mondiale/122569 , consulté le 11.12.2014
[74] RENOUVIN, Pierre, *L'armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968, p. 312
[75] DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 831, aussi pour la citation suivante
[76] AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et PROCHASSON, Christophe, *Sortir de la Grande Guerre Le monde et l'après-1918*, Paris, Éditions Tallandier, 2008, p. 419

Montandon, parmi les textes anciens publiés après la Grande Guerre, et plus tard à ceux des historiens ou critiques tels François Fejtö, Jacques Benoist-Méchin, Peter Fleming, les excellents René Girault et Robert Frank, et Soljenitsyne, parmi de nombreux autres auteurs. Il fallait tenter de trouver et de comprendre la cause de cette intervention des Forces alliées et associées en Russie, et de savoir ce qui s'est passé entre 1918 et 1920 en Extrême-Orient. Les manuels scolaires sont muets à ce sujet ; aujourd'hui Internet dévoile de plus en plus d'informations, mais reprend souvent les mêmes lieux communs erronés. Les mémoires des protagonistes ne sont utiles qu'à titre informatif. Ne fallait-il pas lever le voile de silence qui recouvre un chapitre de notre histoire ? L'opinion publique ne doit-elle rien savoir de cette action et des deux années de conflit dans une Russie bouleversée par la guerre civile et où furent envoyés des corps expéditionnaires américain, anglais, français, italien, japonais ?

Cette thèse se subdivise en trois parties dont la première développe les prémisses de l'intervention. Après le coup d'État que Lénine perpétra avec Trotski et leurs adeptes bolcheviques, dans la nuit du 6 au 7 novembre 1917, de manière aussi aisée que de « ramasser une plume »[77], en usurpant le pouvoir à Kerenski ; Lénine proposa dès « le lendemain une paix immédiate et inconditionnelle à tous les belligérants »[78]. Il fallait qu'il se sentît puissant pour faire une telle proposition. Celui que Ludovic Naudeau nommait « le nouveau tsar du Kremlin, le tsar de la terreur et le tsar de la faim, ce pape du communisme [qui] se sent plus infaillible que le pape de Rome »[79], avait fait dissoudre l'Assemblée Constituante où il était minoritaire, car il voulait cette paix à n'importe quel prix :

> Pour le court terme, la paix devait être conclue selon la formule déjà "classique" – sans annexions, ni indemnités – mais avec d'importantes précisions à propos du mot annexion : c'est la conquête ou l'incorporation violente, sans plébiscite, d'un territoire étranger , quel que soit la date ou le lieu de cette annexion ; du coup, les annexions anciennes (Alsace-Lorraine, territoires allogènes des Empires centraux, Pologne, etc.) ou coloniales, sont toutes discutables et réglables selon le principe affirmé du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour le futur, les traités devraient être discutés publiquement, sous le contrôle des peuples, ratifiés par des "assemblées autorisées des

[77] PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 1995 mais 2013 pour la traduction française
[78] GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel et SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'Armée russe*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 31
[79] NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 225

> représentants populaires de tous les pays et de toutes les nations" ; cette diplomatie "ouverte" sera d'ailleurs immédiatement appliquée en Russie par la publication des traités secrets conclus entre avril et octobre 1917 (bon moyen de discréditer les adversaires politiques de l'ex-gouvernement provisoire).[80]

Lénine s'empressa donc de proposer la paix à tous les belligérants de ce conflit mondial. Seuls, les membres de la Quadruple Alliance acceptèrent aussitôt ; le pouvoir bolchevique commença dès le mois de décembre à négocier un armistice à Brest-Litovsk avec les plénipotentiaires allemand, austro-hongrois, bulgare et ottoman. Les Alliés et associés firent la sourde-oreille mais ne restèrent pas inactifs. Que firent-ils lors de leur rencontre à Paris le 29 novembre ? Si la Russie appartenait toujours à l'Entente, ne trahissait-elle pas la déclaration du 4 septembre 1914 par laquelle les signataires s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée ? Les bénéfices du traité de Brest-Litovsk étaient nombreux, ils se partageaient entre les différentes parties contractantes. L'ambassadeur Noulens fut sans doute le premier à qualifier de honteuse cette paix biélorusse, mais il convient de rappeler que ce fut Lénine qui voulut cette paix et qui obligea Trotski à en accepter toutes les conditions. France et Grande-Bretagne étaient régulièrement informées du déroulement des négociations par leurs agents secrets, Sadoul et Lockhart. Les États-Unis ne restaient pas en retrait.

Une attention particulière est accordée aux Quatorze Points que Wilson avait annoncés dans son discours de janvier 1918 ; ils apparaissent comme le prélude à l'intervention, leur analyse révèle l'incidence qu'ils eurent sur la Russie. La presse européenne, sans doute censurée, n'avait quasiment pas parlé de l'intervention des Forces occidentales en Russie, mais celles-ci ne purent se dérober totalement et formulèrent quelques éléments pour se justifier aux yeux de l'opinion publique. Il fut question de reconstituer un front oriental pour soulager celui occidental, de soutenir les Armées blanches contre les assauts de l'Armée rouge et d'aider les soldats tchéco-slovaques à rentrer dans leur nouvel État. Ce qui rejoint en partie ce qu'a écrit F.E. Fierro, pour qui les causes de cette intervention étaient au nombre de quatre :

> The objective of this thesis is twofold. I first wish to address all four of the major theories revolving around the motives for the intervention into Russia, as no other work has done so. The first theory is that the war in Europe spurred the Allies to

[80] GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004, p. p. 72-73

> intervene in Russia- to keep Russian resources out of German hands. The saving of the Czechoslovak Legion from the Bolsheviks is a second theory. The fear of Bolshevism and the wish to strangle it in the cradle, as Churchill put it, is a third theory. The fourth and last theory is that the impetus for intervention came from a fear that a unilateral intervention by Japan in Siberia would lead to Japanese conquest- and the United States was unwilling to see this occur.[81]

Les véritables raisons se formulent-elles différemment ? Cette intervention ciblait-elle vraiment la reconstitution d'un front oriental pour soulager l'occidental, comme l'écrivent quelques rares auteurs ? Ou bien, les Forces alliées voulaient-elles vraiment porter secours aux Armées blanches dans leur combat contre les bolcheviks ? S'interroger quant au gouvernement à mettre en place en Russie devenait de l'ingérence, au nom de quoi l'Occident voulait-il s'en soucier ? Les pays de l'Entente devaient aider les ex-prisonniers composant la Légion tchéco-slovaque à rentrer dans leur nouvel État dont l'autonomie venait d'être proclamée le 28 octobre 1918 ; pourquoi les Alliés ont-ils décidé de les maintenir en Russie ?

Le second chapitre de cette première partie met l'accent sur la dissonance qui caractérisait parfois les relations entre les acteurs principaux des pouvoirs politique, diplomatique et militaire impliqués dans l'intervention. Parmi les premiers : le président Wilson, conseillé par Edward Mandell House et Robert Lansing, secrétaire d'État, agissait pour les États-Unis ; Clemenceau, Président du Conseil à Paris et Stephen Pichon son ministre des Affaires étrangères étaient censés défendre les intérêts de la France ; Lloyd George, Premier ministre du Royaume-Uni et Balfour, ministre des Affaires étrangères, se souciaient essentiellement des avantages de la Couronne du Royaume-Uni ; Orlando, Président du Conseil du gouvernement italien

---

[81] FIERRO, Frank Edward, *In the Name of the Russian People but not For Them: President Wilson,the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920*, A Thesis submitted to the Department of History in partial fulfillment of the requirements for the degree of Master of Arts Degree Awarded: Fall Semester, 2004, Copyright © 2004, Jonathan Grant Professor Directing Thesis, Max Friedman Committee Member, Florida States University, p. 1 : « L'objectif de cette thèse est double. Tout d'abord je désire examiner les quatre théories principales concernant les causes de l'intervention en Russie, puisque cela n'a jamais été fait. La première théorie établit que la guerre en Europe a poussé les Alliés à intervenir afin d'éviter que les ressources russes ne tombent aux mains des Allemands. La deuxième considère que l'intervention visait à sauver la Légion tchécoslovaque. La peur du bolchevisme, et, comme disait Churchill, le désir de le tuer dans l'œuf aurait été la troisième raison. La quatrième et dernière théorie est que l'élan venait de la peur d'une intervention unilatérale du Japon pour conquérir la Sibérie, ce que les États-Unis ne voulaient pas ».

avait bien sûr des prétentions conformes au Pacte de Londres, il devait toutefois se soumettre aux exigences de l'Entente. Chaque puissance poursuivait ses propres objectifs. Les diplomates s'appelaient Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres et Noulens à Petrograd ; Buchanan, ambassadeur britannique en Russie, M. Francis ambassadeur des États-Unis à Moscou. Est-il nécessaire de souligner que quatre d'entre eux se retrouvèrent à Versailles pour régler le sort du monde ? Qui étaient-ils vraiment ?

Pendant ce temps, la population russe, peu surprise de ce nouveau changement de gouvernement car c'était le troisième depuis la révolution de février/mars et l'abdication de Nicolas II le 15 mars 1917, s'interrogeait. Mais lorsqu'elle comprit que Lénine muselait progressivement la presse, que ses magnifiques promesses n'étaient pas tenues, qu'à l'armée russe délitée se substituait une Armée rouge au service d'une cruelle Tchéka, elle se rebella pour manifester son opposition au nouveau chef de gouvernement et à sa politique. Ce fut la guerre civile et la tragédie de la terreur rouge bolchevique.

La deuxième partie s'attarde sur les intervenants et fournit un maximum d'informations sur les militaires, leur force en hommes et en armes, leur action et leur mode et lieu de combat. Pourquoi les Américains ont-ils débarqué à Vladivostok où se trouvaient aussi les Japonais ? Les Français et Britanniques partiellement présents depuis 1917 envoyèrent des contingents au nord à Arkhangelsk, au sud à Odessa mais aussi en Sibérie, près de l'amiral Koltchak et se mêlèrent aux actions des Légionnaires tchéco-slovaques. Ceux-ci se trouvaient en Russie depuis le début de la guerre, ils étaient d'anciens prisonniers austro-hongrois ; pourquoi étaient-ils sortis des camps de concentration ? Pour quelle raison étaient-ils maintenus en Russie ? Toutes ces forces militaires, multinationales – Anglais et Français recrutaient leurs hommes aussi dans leurs colonies – étaient chargées de missions bien spécifiques, leur rôle était-il seulement militaire ?

En Russie, parmi les prisonniers austro-hongrois se trouvaient également les Frioulans et les Trentins italophones du Sud de l'Empire des Habsbourg. Théoriquement, leur sort aurait dû être le même que celui des Légionnaires slavophones, mais ce ne fut pas le cas, pourquoi ? Le gouvernement de Rome en fit, abusivement, des *irredenti*. Une partie d'entre eux accepta même de devenir des

soldats du corps expéditionnaire italien, le C.I.S.E.O., le *Corpo Italiano di Spedizione in Estremo-Oriente*, dans quel but ? S'agissait-il d'une démarche militaire ou politique ? Il fallut beaucoup de temps à l'Italie pour inscrire sur les monuments aux morts du Frioul et du Tyrol du Sud le nom des soldats qu'elle appelait *irredenti,* c'est pourtant pour l'obtention de leurs terres qu'elle s'était engagée dans la Première Guerre mondiale aux côtés de l'Entente.

Les sommités militaires françaises dont il faut retenir le nom sont le maréchal Foch qui s'était déclaré prêt à vaincre les bolcheviks si on le lui demandait[82], mais le gouvernement fit la sourde-oreille ; le général Franchet d'Espèrey[83] qui fut envoyé par Clemenceau à Odessa pour intervenir dans la guerre civile russe, au Proche-Orient il remporta auparavant une bataille déterminante pour le conflit, celle de Dobre Polje ; le général Berthelot plutôt méconnu en France mais honoré, encore aujourd'hui, en Roumanie, combattait les bolcheviks au sud de la Russie ; le général Rouquerol, membre de la Mission militaire française, qui laissa son témoignage dans un ouvrage intitulé *L'aventure de l'amiral Koltchak*[84]. Envoyé en Russie après la chute du tsar, le général Niessel, premier chef de la mission militaire français en Russie, devait s'efforcer de maintenir les Russes dans le conflit aux côtés des Alliés ; quant au général Janin, il commandait les armées tchéco-slovaques, voire les Tchèques qui n'affichaient qu'une obéissance formelle envers lui, car ils recevaient leurs directives du C.N.T., le Comité national tchéco-slovaque, à Paris. La guerre que tous ces militaires pratiquaient ne ressemblait pas du tout à celle des tranchées, que faisaient-ils ?

Les Français, comme les autres chefs militaires, tels le général Graves, américain, le général Knox, britannique, dépendaient certes de leurs gouvernements respectifs, mais l'hégémonie politico-militaire incombait au C.S.I., le Comité supérieur interallié. De qui celui-ci recevait-il ses directives ? De Washington, Londres ou Paris ? Comme Wilson, Lloyd George et Clemenceau se concertaient, il est possible d'en déduire des trois. Les livres d'histoire ne semblent pas s'être véritablement

---

[82] RECHETNIKOV, Léonid, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques, Moscou, Intervention du 15 décembre 2010 à l'Institut de la Démocratie et de la coopération de Paris, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison- , consulté le 15.4.2014

[83] DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919,* Paris, Payot, p. 302

[84] ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak, La guerre des Rouges et des Blancs*, Paris, Payot, 1929

penchés sur l'enchaînement des événements de 1917 qui, avec d'autres, les impliquaient tous les trois : après la révolution de février-mars et l'abdication de Nicolas II, Wilson déclara la guerre à l'Allemagne le 6 avril ; Lénine revint à Petrograd le 16 de ce même mois ; Trotski et Masaryk un mois plus tard ; en juin les Légionnaires tchéco-slovaques entrèrent en lice ; le 2 novembre Balfour, ministre du gouvernement de Lloyd George envoya sa célèbre déclaration à Rothschild ; dans la nuit du 6 au 7 novembre, Lénine et Trotski prirent le pouvoir par un coup d'État ; le 16 novembre, Clemenceau reprit sa fonction de chef du gouvernement ; Wilson déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie le 6 décembre ; l'armistice de Brest-Litovsk futt signé le 15 décembre. Peut-on envisager qu'il n'y ait aucune corrélation entre tous ces événements ?

La troisième partie cible l'utilisation qui fut faite du panslavisme et du nationalisme. Selon J.-J. Becker et Gerd Krumeich, « l'idée d'Europe avait de profondes racines dans les idéologies du XIXe siècle », une idée largement répandue et entretenue, mais ils ne peuvent parler « d'une autodestruction de l'Europe par la Grande Guerre »[85], car l'Europe ne s'est pas détruite elle-même. Le nationalisme tente de justifier le panslavisme : il apparaît cependant que l'Entente a utilisé l'un et l'autre, politiquement, pour justifier ses actions. Les Slaves de l'Europe et les Russes conscientisaient-ils leur panslavisme ? Les Polonais qui ne voulaient surtout pas appartenir à la Russie ne pouvaient adhérer à cette mouvance entretenue par les tsars Alexandre III et Nicolas II. Si le problème des nations existait, il fut toutefois entretenu et utilisé par le pouvoir politique. La première République tchéco-slovaque est-elle née de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, comme d'aucuns l'affirment, ou a-t-elle causé ce démembrement ? L'histoire ne doit jamais rester statique ou figée mais constamment adopter une attitude révisionniste chaque fois que des éléments nouveaux s'offrent à elle. Redimensionner la valeur du nationalisme et son utilisation dans cette première Guerre mondiale permettrait de mieux comprendre comment et pourquoi fut créée la République tchéco-slovaque.

[85] BECKER, Jean-Jacques, KRUMEICH, Gerd, *La Grande Guerre, Une histoire franco-allemande*, Paris, Éditions Tallandier, 2008, p. 307

Le panslavisme aurait encouragé les soldats-austro-hongrois à déserter sur le front russo-autrichien, par milliers. Nicolas II les accueillit sans difficulté. Regroupés en bataillon puis en Légion, quel fut ensuite leur rôle dans l'ex-Empire tsariste ? Ils étaient censés soutenir Koltchak, le chef de la Russie blanche, cependant leurs chefs, particulièrement Gayda, nommé général par le C.N.T. de Paris, joua un double rôle, qu'il est apparemment difficile de comprendre car ces dizaines de milliers de Légionnaires n'étaient pas même directement concernés par la Russie. Les événements leur avaient fait facilement oublier le panslavisme.

L'amiral, « homme honnête et chevaleresque jusqu'à la limite du don-chiquottisme »[86], quoique né pour commander s'en révéla cependant incapable à la tête du gouvernement d'Omsk. Qui était vraiment l'amiral Koltchak, fut-il manipulé ? Il avait conscience de vivre dans un contexte de déchéance morale, de lâcheté, rapacité et traîtrise. Pourtant il ne poursuivait pas d'autre objectif que le « rétablissement de l'ordre, de la justice et de la sécurité individuelle au sein d'une population persécutée ». Mais ses officiers faisaient parfois régner la terreur là où ils passaient, ce qui portait un grave préjudice à l'amiral qui n'eut jamais l'intention de rétablir un régime tsariste. Le croyait-on ? Les généraux Knox et Janin qui théoriquement le conseillaient auraient pu le convaincre de démissionner, pourquoi ne le firent-ils pas ? Le fameux train d'or que Koltchak avait en sa possession suscita-t-il quelque avidité ? C'est à Irkoutsk que Koltchak termina son parcours qui, après l'Angleterre, les États-Unis, le Japon, avait commencé en Mandchourie et l'avait mené au gouvernement d'Omsk, de quelle manière ?

Les silences de l'historiographie sont trop nombreux qui entourent cette intervention. Il faut donc en arriver à la synthèse de tous ces questionnements et cibler quelques questions essentielles dont les réponses formeront partiellement la contre-histoire de ce qui a été écrit ou tu jusqu'ici.

Quels objectifs poursuivaient les Forces alliées et associées lorsqu'ils décidèrent d'intervenir en 1918 dans l'ex-Empire de Nicolas II ? Les Légionnaires tchéco-slovaques auraient pu rentrer chez eux après l'armistice du 11 novembre, ils ont cependant été maintenus en Russie par la volonté des Alliés, on ne peut que

[86] FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Paris, Librairie Plon, 1967, p. 14, aussi pour la citation suivante p. 179

s'interroger à ce sujet. Alors qu'ils déclaraient combattre les bolcheviks, Alliés et associés ont reconnu le gouvernement de Lénine et pas celui de Koltchak, bien plus populaire au départ. Pourquoi partout où sont intervenus les Alliés les Blancs ont-ils subi une défaite ? L'absence de l'ataman Semenov (ou Semenoff ou Semionov), omniprésent dans cet épisode est éloquent. Pourquoidonc ce silence autour de cet épisode de l'intervention ?

PREMIÈRE PARTIE

PRÉLUDE DE L'INTERVENTION

L'intervention en Extrême-Orient, dans l'immense ex-Empire[87] tsariste, fut probablement envisagée suite au coup d'État de Lénine et à la paix de Brest-Litovsk qu'il voulut et qui bouleversa considérablement la donne conflictuelle. La guerre civile générée par le pouvoir léniniste aggrava la situation d'une population russe déjà meurtrie par trois années de guerre. Les partenaires de la Russie pensaient être dans l'obligation de prendre des décisions face à ce nouveau pouvoir bolchevique qu'ils disaient ne pas reconnaître. La guerre et les événements sociopolitiques avaient gravement détérioré la Russie sur le plan économique et politique. Comme les autres belligérants en 1917, ce vaste État se trouvait confronté à une grande difficulté financière. L'autoritarisme tsariste et la mauvaise administration gouvernementale l'auraient conduit à sa perte. À aucun moment il ne faut cependant oublier qu'à la veille de la guerre, la Russie était fabuleusement riche en ressources naturelles et comptait alors une population plus nombreuse que celle des Etats-Unis et de l'Allemagne. Cette richesse en ressources naturelles était très convoitée par les industriels de tous pays ; on ne peut exclure l'influence exercée sur les décisions des Alliés et associés. Quand ont-ils décidé d'intervenir et pourquoi sont-ils intervenus dans l'ex-Empire tsariste ? Avaient-ils envisagé de le faire à la fin de la guerre, c'est-à-dire après le dernier armistice du 11 novembre et avant « le 24 octobre 1919, date du décret de cessation des hostilités »[88] ? S'agissait-il d'une décision politique ou militaire ? Par qui a-t-elle été prise ? Les Quatorze Points de Wilson n'étaient pas étrangers à cette intervention et à sa cause. Mais avant d'en débattre, il convient de révéler quels furent les prétextes avancés pour justifier une action militaire en pays étranger ; elle affichait cependant toutes les caractéristiques d'une ingérence dans les

[87] Cf. Annexe Nr. 1 Carte RussiaEarly 1917

[88] BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction du Pr André MARTEL, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence, Année universitaire 1996-1997. la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, annexe h du mémoire. Cf. Annexe Nr. 2 et http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000498688&categorieLien=id et http://lycees.ac-rouen.fr/anguier/memoire/spip.php?article490 , consultés le 17.3.2010

affaires russes, et ressemblait à une action de force sous couvert d'une action de justice. Les causes réelles de l'intervention et ce qui en résulta permettent de le comprendre.

1. De l'opportunité d'intervenir

Déjà au cours de l'été 1917, les Alliés et associés s'interrogeaient quant à la Russie sans tsar puisqu'ils envoyèrent leurs agents à Petrograd comme observateurs de la nouvelle situation politique. En juillet, Lénine avait dû fuir en Finlande afin d'échapper à la mise en accusation pour trahison et sans doute à sa condamnation par le tribunal de Petrograd ; le Comité exécutif des soviets, dirigé par les mencheviks avait refusé de répondre de la vie des bolcheviks contre les violences illégales s'ils affrontaient le tribunal. Kerenski et d'autres ministres n'avaient ouvert aucune instruction contre les coupables[89]. Après quelques semaines, Lénine avait cependant réussi à revenir discrètement dans le but de préparer son usurpation du pouvoir qui fut le coup de théâtre de l'automne 1917, quand Kerenski dirigeait le second Gouvernement provisoire. Lénine, Trotski et les bolcheviks agirent dans la nuit du 24 au 25 octobre julien :

> C'était donc la perception implicite des leaders bolcheviques, et explicite de la première génération d'historiens, qu'Octobre 1917 avait été – plutôt qu'une *revolutsiia* – une perevorot – un « renversement » –, une action accomplie par « une minorité mieux organisée, plus politisée, mieux armée, qui a imposé sa volonté à la majorité et l'a conquise ». Autrement dit, un *coup d'État*.[90]
>
> Un coup d'État sans effusion de sang, mené à bien tandis que Petrograd dormait, inconsciente de ce qui se passait. Les sentinelles du gouvernement furent relevées de leur faction et priées de rentrer chez elles. Le quartier général militaire fut pris de la même manière. Les officiers bolcheviques entrèrent dans le palais Mikhaïlovski resté sans surveillance et remplacèrent tout simplement ceux qui s'y trouvaient. Il

[89] SAINT-PIERRE, Michel de, *Le drame des Romanov*, Paris, France Loisirs avec l'autorisation des Éditions Robert Laffont, 1969 au début de décembre 1917, p. 295

[90] PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la Révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la version française, 1995 pour l'original, p. 51. Richard Pipes, professeur émérite d'histoire à l'Université de Harvard est considéré comme le meilleur connaisseur de la révolution russe.

> n'y eut aucune résistance. Comme Lénine devait le dire plus tard, prendre le pouvoir à Petrograd a été aussi aisé que de "ramasser une plume".[91]

Tellement vrai que le sous-lieutenant Pierre Pascal de la mission militaire en Russie, écrivit que le lendemain, installé dans le train, il entendit la « conversation des *praporchtchiks* à droite et à gauche : "Les bolcheviks ont pris le pouvoir". Et puis c'est tout : indifférence totale »[92]. Ce qui prouve que « la photographie la plus répandue, représentant une colonne d'ouvriers et de gardes rouges à l'attaque du Palais d'hiver, est un faux, pris d'*Octobre*, le film d'Eisenstein tourné en 1927 avec des acteurs »[93]. Cette réalité va totalement à l'encontre de ce qui s'est colporté depuis des décennies et qui, de manière récurrente, emploie les mots « révolution d'octobre. Pipes ajoute que ni Lénine, ni Trotski n'ont jamais prétendu, d'après leurs volumineux écrits, que les bolcheviks avaient triomphé parce qu'ils avaient les masses derrière eux. On ne peut donc parler d'insurrection populaire, comme tentent de l'illustrer quelques ouvrages d'histoire qui alors reproduisent cette scène du film d'Eisenstein, ni de révolution d'octobre, comme la mentionnent, au 7 novembre, la *Chronologie générale* figurant aux premières pages de l'ouvrage de Guy Pedroncini[94], ainsi que l'*Encyclopædia Universalis* qui écrit « Au lendemain de la révolution d'Octobre, le 26 octobre (8 novembre 1917)… »[95], déclarant toutefois dans le volume 19 du Corpus : « Octobre 1917 est le résultat d'un volontarisme révolutionnaire opérant à partir d'analyses lucides de situations mouvantes. Mais la prise du pouvoir n'était pas la révolution… »[96]. Dans son *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Jean-Yves Le Naour évoque également la révolution d'Octobre en Russie[97]. En guise de confirmation, « dans son *Histoire de la Révolution Russe*, Trotski a écrit que 25 000 à 30 000 personnes au plus avaient pris part aux événements d'octobre à Petrograd, ceci dans une ville de deux millions d'habitants et dans un pays de quelque cent cinquante millions. Quant à Lénine, il ne cachait pas son mépris pour les masses et leur incapacité

---

[91] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française, p. 83. Pipes est « considéré comme le meilleur connaisseur de la révolution russe ».
[92] PASCAL, Pierre, *Mon Journal de Russie, 1916-1918*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1975, p. 239
[93] *Op. Cit.*, PIPES, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, p. 84
[94] PEDRONCINI, Guy, *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, p. 8
[95] ENCICLOPÆDIA UNIVERSALIS, Thesaurus Index A-D, Encyclopædia Universalis Éditeur à Paris, 1990, p. 501b
[96] ENCICLOPÆDIA UNIVERSALIS, Corpus 19, Encyclopædia Universalis Éditeur à Paris, 1989, p. 1034c
[97] LE NAOUR, Jean-Yves, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2008, p. 395

à savoir faire autre chose que survivre ».[98] Il s'agit là d'un élément de grande importance, qui éclaire les actes qu'il commit en tant que chef du gouvernement maximaliste, sans jamais les justifier.

Pourtant, depuis un siècle, les textes établis n'ont cessé de mythifier Lénine en défenseur du peuple, en héros de la révolution. *Il n'a fait aucune révolution en octobre*, il a institué la Terreur rouge qui massacrait et inspirait la frayeur. La situation anxiogène qu'il créa ainsi lui valut d'obtenir l'obéissance de tous afin de mieux soumettre la population à ses nouvelles conceptions de la société prolétarienne. Il ne voulait pas la paix pour le bien du peuple, il la voulait pour satisfaire ses ambitions sociopolitiques. Ce qui le mena à Brest-Litovsk et à sa soumission aux exigences du traité.

L'ère bolchevique commença le 7 novembre 1917. « Le 8 novembre, le Soviet de Petrograd envoie au monde son fameux « Décret de Paix » (*Izvestia* du 7 novembre 1917). Proposition de paix générale et armistice immédiat, sans annexions ni indemnités »[99]. Et « le 22 novembre 1917, les Ambassadeurs Alliés sont informés par une note de la constitution du Gouvernement des Soviets, avec Lénine comme Président du Conseil des Commissaires du Peuple, et Trotzky comme Commissaire aux Affaires Étrangères. Dans cette note ils sont priés de considérer comme officiel le ″Décret de Paix″ sus-mentionné (*Izvestia* du 23-11-17). Une autre note sur le même objet est envoyée aux représentants des pays neutres suivants : Norvège, Pays-Bas, Espagne, Suisse, Danemark et Suède (*Izvestia* du 24 novembre 1917). Devant cette situation les Alliés rappellent à la Russie ses engagements »[100]. Tout le monde est donc informé, cependant les Alliés et associés, officiellement, jouent l'indifférence comme s'ils ne savaient rien.

---

[98] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, Les trois pourquoi de la Révolution russe, Paris, Éditions de Fallois, pp.49-50

[99] MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre les Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 20. Il est vivement recommandé de douter de l'authenticité de ces documents, car il s'agit de faux ; ils figurent dans le recueil intitulé *Die Deutsch-Bolschewistische Verschwörung* édité par le *Committee On Public Information United States of Amerika*, 1919, dont l'original de la version allemande se trouve à la *Staatsbibliothek zu Berlin*. Le texte se trouve en ligne sous ce lien consulté le 17 mars 2015 : http://digital.staatsbibliothek-berlin.de/werkansicht/?PPN=PPN716421461&PHYSID=PHYS_0019

[100] *Ibid.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 21

Pourtant, en Russie, les attachés militaires des Alliés et associés près le G.Q.G. russe, la *Stavka*, adressent le 23 novembre au général Doukhonine, commandant en chef des Armées russes, la réponse suivante :

> Les chefs des missions accréditées auprès du commandement suprême, agissant sur la base d'instructions précises reçues de leurs gouvernements par les représentants plénipotentiaires à Pétrograd, ont l'honneur d'adresser la plus énergique protestation au commandement suprême Russe contre la violation des termes du Traité du 5 septembre 1914 conclu par les puissances alliées, par lequel les Alliés, y compris la Russie, ont solennellement convenu de ne pas faire d'armistice séparé, ni de cesser leurs activités militaires. Les soussignés, chefs des missions militaires considèrent aussi de leur devoir d'informer Votre Excellence que toute violation du Traité par la Russie sera suivie des plus sérieuses conséquences.[101]

En comparaison de son coup d'État, violer les termes de la Déclaration de la Triple Entente – datée du 4 septembre 1914 dans le Livre Jaune[102] – s'avérait de bien moindre dimension pour Lénine. Que lui importait également que les gouvernements ne s'adressent à lui que par le biais des missions militaires en Russie et par la *Stavka*, signifiant ainsi, en apparence, leur refus de reconnaître son pouvoir. Ne prouvait-il pas de cette manière que c'était lui qui détenait le pouvoir ? De Jassy en Roumanie, le général Berthelot envoya le 25 novembre une note au général Doukhonine par laquelle il l'informait, au nom du Président du Conseil et ministre de la Guerre, Clemenceau, « que la France ne reconnaîtra pas un Gouvernement du Conseil des Commissaires du Peuple, et pleinement confiante dans le patriotisme du commandement suprême, elle s'attend à ce que ce dernier répudie catégoriquement toutes négociations criminelles et retienne l'armée russe sur le front face à l'ennemi commun »[103]. Le général Judson, attaché militaire américain menace d'embargo sur les exportations en Russie si « les bolchévistes restent au pouvoir et font la paix avec l'Allemagne » et le lieutenant-colonel Kerth, Américain, informe aussi que son « Gouvernement proteste

[101] *Ibid.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre les Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 21
[102] LE LIVRE JAUNE FRANÇAIS, Paris, Nancy, Librairie militaire Berger-Levrault, 1915, p. 172
[103] *Op. Cit.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre les Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 22

catégoriquement et énergiquement contre tout armistice séparé qui pourrait être fait en Russie »[104].

Toutes ces menaces ou mises en garde formulées par les gouvernements occidentaux n'ont apparemment aucune prise sur Lénine et ses bolcheviks. De deux choses l'une : soit les bolcheviks savent posséder un atout secret – lequel ? – soit bolcheviks et Alliés jouent un parfait scenario connu seulement de quelques-uns. Inutile de se perdre en conjectures, il fallait bien reconnaître que les bolcheviks faisaient ce qu'ils voulaient, sans crainte.

Le 28 novembre 1917, le gouvernement soviétique envoya une note aux représentants diplomatiques des Pays Alliés pour les informer que

> Le Gouvernement Allemand a répondu affirmativement à la proposition du Conseil des Commissaires du Peuple pour un armistice immédiat. Les hostilités ont cessé sur le front russe et les négociations préliminaires commenceront le 2 décembre. Il invite les Gouvernements alliés et leurs représentants diplomatiques en Russie de vouloir bien répondre s'ils veulent prendre part aux négociations qui commenceront le 2 décembre à 5 heures de l'après-midi.[105] (Signé Trotzky – *Izvéstia* du 30 novembre 1917)

Tous ces documents furent publiés dans l'*Izvestia* russe. Le même jour, ordre était donné au Commandant en Chef russe de cesser toute hostilité. Les Allemands engageaient une trêve le 30 novembre, les Austro-hongrois le 1er décembre. Sans se laisser intimider par les différents avertissements qu'il avait reçus via la *Stavka*, Trotski s'était imposé et avait même répondu vertement. Il reprochait aux Représentants militaires d'avoir adressé des documents officiels à l'ancien commandant en chef suprême, le général Doukhonine ; celui-ci avait été destitué par le Conseil des Commissaires du Peuple en accord avec le Congrès des Soviets des députés, des ouvriers, des soldats et des paysans. Trotski ajouta :

> Un tel état de choses ne peut plus être toléré. Personne ne demande aux diplomates alliés actuels la reconnaissance du Gouvernement Soviétique. Mais en même temps le gouvernement soviétique qui est responsable des destinées du pays, ne peut pas permettre aux agents diplomatiques et militaires alliés dans quelque but que ce soit,

[104] *Ibid.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre les Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, pp. 22-24 pour les trois citations
[105] *Ibid* ., MOULIS, E. et BERGONIER, E., , p. 24

> d'intervenir dans la vie intérieure de notre pays et d'essayer d'attiser des guerres civiles. Des actes ultérieurs dans cette voie provoqueront les plus sérieuses complications, pour lesquelles le Conseil des Commissaires du Peuple se refuse d'avance d'accepter la responsabilité.[106] (L. Trotzky, *Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères*)

Trotski faisait ainsi comprendre au monde que la Russie était gouvernée par le Conseil des Commissaires du Peuple et qu'il fallait s'y plier. Il ne tolérait pas non plus l'ingérence des Alliés dans les affaires de la Russie et leur reprochait d'essayer d'aggraver les conflits au sein de la population. Manière détournée de reconnaître que les bolcheviks avaient des opposants et que la guerre civile se manifestait déjà.

Et tandis que les Puissances centrales acceptaient l'invitation des bolcheviks, Américains, Anglais et Français jouaient le rôle de l'indifférence. Dans ses mémoires, à la date du 8 novembre grégorien, le jour où le Congrès des Soviets ratifiait l'abolition du Gouvernement provisoire et le transfert de tous les pouvoirs aux Soviets, Poincaré nota simplement dans ses mémoires : « Mauvaises nouvelles de Russie. Les maximalistes triomphent »[107]. Les sept mots de Poincaré n'exprimaient aucune inquiétude ; ils avaient l'apparence d'une constatation des faits, de la confirmation d'un événement déjà su.

Informés après concertation, les Alliés et associés prirent la décision d'intervenir. Les documents réunis par Moulis et Bergonnier prouvent de nombreuses fois qu'ils étaient parfaitement informés par leurs corps diplomatiques et par les missions militaires qu'ils avaient envoyées. Leurs agents leur communiquaient tous les épisodes et détails des négociations qui se déroulaient à Brest-Litovsk, que ce fût pour l'armistice ou pour la paix biélorusse.

De celle-ci, n'y eut-il que des bénéficiaires ? Les Quatorze Points de Wilson apparaissent comme la suite du coup d'État et le prélude à la paix de Brest-Litovsk, puisqu'ils furent rédigés et officiellement présentés au Congrès américain, donc au monde, en janvier 1918. L'intervention décidée à Paris, les Alliés et associés devaient ensuite agir. Que craignaient-ils ? Comment justifièrent-ils cette action en Russie aux

---

[106] *Ibid* ., MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre les Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 25
[107] POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, IX, Paris, Librairie Plon, 1932, p. 357

yeux de l'opinion publique, que ce soit en Occident ou en Extrême-Orient ? Ils se turent.

Brest-Litovsk et la décision d'intervenir

Alors qu'en mai 1917 Lénine avait déclaré haut et fort à la tribune de la *Douma* : « Nous protestons contre l'ignoble calomnie que les capitalistes font courir sur le compte de notre parti, à savoir que nous aspirerions à une paix séparée avec l'Allemagne ! »[108], dès qu'il se fut emparé du pouvoir, le nouveau protagoniste de la Russie émit son décret sur la paix.

Décret que les officiers supérieurs russes n'approuvaient pas ; il y eut même « un général qui ordonn[a] à ses officiers de tout faire pour retarder l'armistice en incitant les Russes à poser des questions inacceptables »[109]. Le général Scalof qui ne voulut pas survivre à ce déshonneur se suicida[110] à Brest-Litovsk. Ce qui témoigne de la volonté des membres de l'état-major russe de poursuivre la guerre, par respect pour leur engagement. En revanche, les hommes de troupe étaient non seulement las de se battre et épuisés par les conditions de vie, mais aussi démotivés par la propagande bolchevique.

Alors qu'en apparence, « dès le début, les Alliés adoptèrent une attitude défavorable envers la révolution bolchevique »[111] et firent la sourde-oreille à la proposition de Lénine, « plaçant au-dessus de tout leur haine de la Russie socialiste, laiss[ant] passer l'occasion offerte par les bolcheviks, en revanche, le 23 novembre 1917, les Empires centraux acceptèrent l'invitation soviétique »[112]. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie répondirent aussitôt qu'elles en acceptaient le principe[113], « prévoyant de profiter du droit reconnu aux peuples de disposer d'eux-mêmes pour détacher les pays baltes, la Pologne et l'Ukraine de la Russie afin de pouvoir largement

[108] *Op. Cit.,* SAINT-PIERRE, *Le drame des Romanov*, Paris, France Loisirs avec l'autorisation des Éditions Robert Laffont, 1969 au début de décembre 1917, p. 336
[109] PASCAL, Pierre, *Mon Journal de Russie 1916-1918*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975, p.247
[110] TOSTI, Amedeo, *Bandiere bianche Autunno 1918*, Milano, A. Mondadori, 1938, p. 46
[111] LEIBOVITZ, Clément, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 65
[112] SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'U.R.S.S.*, Éditions Charlot, 1946, p. 286
[113] VERNEY, Jean-Pierre et TARDI, Jacques, *Putain de guerre ! 1917-1918-1919*, Paris, Castermann, 2009, p. 55

se ravitailler »[114]. Elles refusèrent cependant un armistice de six mois et le ramenèrent à 28 jours : du 17 décembre à midi au 14 janvier 1918 à midi, de même, elles refusèrent que le lieu des négociations soit déplacé à Pleskau et voulurent maintenir sur le front toutes les forces nécessaires pour pouvoir reprendre les hostilités à tout moment[115]. Cette invitation à négocier représentait donc pour les Puissances centrales la possibilité de suspendre les combats sur le front oriental. Ce qui ne convenait nullement aux forces de l'Entente qui s'interrogèrent quant à l'action future à adopter. Fin novembre, l'armistice n'était pas encore signé, et encore moins la paix, Alliés et associés, réunis à Paris, décidèrent déjà d'intervenir contre leur ancienne partenaire, avançant différents prétextes pour se justifier.

- **La prise de décision**

Collaborateur d'Albert Thomas, ministre de l'Armement, le capitaine Jacques Sadoul, avocat dans la vie civile, appartenait à la mission militaire française, il fut « envoyé par le gouvernement Ribot-Painlevé, en août 1917, à Petrograd, en qualité d'observateur politique »[116], où il joua également le rôle d'agent spécial. Socialiste convaincu, il adhérait totalement aux idées bolcheviques de Lénine auprès duquel il s'engagea jusqu'en 1919. Comme il l'écrivit à son ami, le député Jean Longuet : « mes chefs interrogés ne songeraient pas à nier les services importants que, de leurs aveux maintes fois renouvelés, j'ai rendus à la France »[117] ; en novembre 1917, il écrivait à son gouvernement :

---

[114] GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2004, p. 74

[115] *Op. Cit.*, TOSTI, Amedeo, *Bandiere bianche Autunno 1918*, Milano, A. Mondadori, 1938, p. 45

[116] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'U.R.S.S.*, p. 278. Avocat dans la vie civile, le capitaine Jacques SADOUL, appartenait à la mission militaire française envoyée en Russie en 1917 et jouait également le rôle d'agent spécial. Socialiste convaincu, il adhéra totalement aux idées bolcheviques de Lénine auprès duquel il s'engagea jusqu'en 1919.

[117] SADOUL, Jacques, capitaine, *Notes sur la révolution bolchevique*, seizième édition, avec préface de Henri Barbusse, deux lettres de l'auteur à Romain Rolland et une lettre d'Albert Thomas adressée à l'auteur, Paris, Éditions de la Sirène, 1920, p. 443. En 1919, à la page 5 de ce livre, Henri Barbusse décrivait Sadoul ainsi : « « Une forte méthode critique préside à l'enquête que Sadoul entreprend à lui seul de mener à Pétrograd et à Moscou. Le nouveau spectateur débarqué d'Occident au centre de cette seconde révolution russe qui est, sans conteste, la conjoncture capitale des temps modernes, n'apporte aucun système d'optique préparé à l'avance, et ne subit aucune influence contingente. Il regarde, il étudie, il analyse, en toute liberté d'esprit. Dès le premier jour, il sait démêler dans le spectacle du monde russe en chaos et en travail, ce qui est transitoire et ce qui est durable, ce qu'il faut dédaigner et

> Sir Georges Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Petrograd, avec qui je m'étais entretenu, télégraphiait par exemple au Foreign Office, le 27 novembre 1917, que la situation de la Russie était désespérée, que les Alliés devraient abandonner toute opposition à une paix séparée germano-soviétique et laisser aux Russes seuls le soin de juger s'ils devaient continuer la guerre ou signer une paix immédiate – si l'Entente leur refusait l'appui technique indispensable à la remise en état de l'armée. Je répétais cela, chaque jour, aux ambassadeurs, généraux et journalistes de l'Entente.[118]

Ce message signifiait donc que les Russes, voire les bolcheviks, décidaient de continuer la guerre ou d'y mettre un terme selon que l'Entente leur accorderait ou pas l'appui technique dont ils avaient besoin pour remettre en état leur armée à la délitescence de laquelle ils avaient eux-mêmes contribué. En accédant au pouvoir, Lénine avait en fait précipité la désagrégation des armées tsaristes et promulgué un décret de démobilisation générale qui provoqua la dislocation des anciens régiments impériaux. Là aussi, Lénine détruisait afin de reconstruire différemment. S'agit-il de la seule solution lorsque la modification s'avère difficile ? Même s'il est vrai qu'en 1917, les mutineries se multipliaient sur tous les fronts du conflit, les infiltrations bolcheviques au sein des troupes russes avaient malgré tout aggravé la situation. Elle ne lui permettait pas de continuer la guerre car il risquait l'invasion de la Russie par les armées des Puissances centrales, il jugea donc préférable, par calcul politique, de pacifier ses relations avec l'ennemi afin de se libérer de cet engagement d'allié de l'Entente. Lénine se révélait comme un fin stratège. Avait-il préparé le scénario d'appel à la paix et aux négociations, convaincu de la réponse positive des Allemands et des Austro-Hongrois ? S'agissait-il aussi d'une manœuvre pour mettre les alliés de l'Entente devant le fait accompli ? Et tandis qu'il proposait la paix et la négociait, parce que, de toute évidence, il ne pouvait ni ne voulait poursuivre le combat, Lénine, avec le gouvernement révolutionnaire, jetait les bases de son *armée prolétarienne*. Il prit des décisions politiques : « Par un décret signé le 28 janvier 1918, il a institué ″l'Armée rouge des ouvriers et des paysans″. Cette milice égalitaire, fondée sur le

---

ce qu'il faut craindre. Il sait, à travers les apparences et les travestissements, et les flots de paroles, discerner l'essentiel ; il indique, là où ils sont, les courants profonds. Les preuves de sa clairvoyance abondent : ses prévisions sont, à mesure, confirmées par les faits. […] Il juge comme il voit, en réaliste. Ses idées politiques de socialiste ″conciliateur″ le mettent en garde contre le bolchevisme : ″Je ne suis pas bolchevik″, dit-il, en novembre 1917, et répétera-t-il en juillet 1918 ».

[118] *Op. Cit.*., SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'U.R.S.S.*, pp. 278-279

volontariat et dont tous les ″responsables″ sont élus par la troupe, correspond à la conception que Lénine et les dirigeants de l'époque se font de ″la Force armée du prolétariat au pouvoir″[119] »[120]. Lénine avait conscience de ne pouvoir entreprendre aucune action guerrière avec un tel contingent ; il se tourna alors vers les Alliés leur laissant entendre que s'ils ne voulaient pas d'armistice, ils devaient lui accorder un appui technique pour remettre l'armée en état. Cet étrange scénario qui s'apparentait au chantage, correspondait-il à une invitation indirecte d'intervenir en Russie ? Deux jours après ce message de l'ambassadeur Buchanan au *Foreign Office*, les Alliés décidaient lors de la Conférence du 29 novembre 1917 à Paris, d'intervenir en Russie. Pour aider qui ou combattre quoi ? S'agissait-il de leur réponse aux Russes bolcheviques ? Intervenaient-ils pour leur apporter un appui technique et les convaincre ainsi de renoncer à l'armistice ? Ou bien voulaient-ils les combattre et faire tomber ce gouvernement maximaliste ? Tous ces questionnements viennent à l'esprit en lisant textes d'histoire et documents.

Comment ne pas s'interroger aussi compte tenu de la déclaration de David Nordeevitch Finkelstein, dit Litvinov[121], représentant plénipotentiaire des Soviets en Grande-Bretagne, faite lors d'une interview reproduite à Paris le 22 décembre 1917 au cours de laquelle il demanda : « Le peuple russe n'est-il pas en état de choisir lui-même la forme de gouvernement qui lui convient ? Ce n'est pas à Paris qu'il faut le consulter. C'est en Russie »[122]. Mais pour être consulté, encore aurait-il fallu que le peuple russe fût interrogé par référendum ou bien représenté par la voix parlementaire, or il ne disposait ni de l'un, ni de l'autre. Le bolchevisme lui fut imposé par la dictature d'un parti unique[123] dont l'accès au pouvoir fut soutenu par des milieux financiers qui seraient à l'origine du conflit, si l'on en croit les universitaires Eustace Mullins et Antony Sutton[124] ainsi que les écrits du numéro spécial du Crapouillot de mars 1932 ;

---

[119] GARDER, Michel, *Histoire de l'Armée soviétique*, Paris, 1959, p. 40 in BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande – IV L'expansion*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 214

[120] BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande – IV L'expansion*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 214

[121] DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des écrivains, 2014, p. 924

[122] NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 238, Note 1 en bas de page

[123] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 86

[124] À la p. 115 de son livre cité à la note 1, SOLJÉNITSYNE écrit : « Un chercheur américain, Antony Sutton, a retrouvé (avec un demi-siècle de retard) des documents d'archives ; il nous apprend que, si l'on en croit un rapport envoyé en 1918 au Département d'État par l'ambassadeur des États-Unis à Stockholm, ″parmi ces 'banquiers bolcheviques' on trouve le tristement célèbre Dimitri Rubinstein que

Jean Pierre Guéno a tenu le même langage lors de son émission radiophonique[125] du 10 novembre 2014. Chacun ne voyait que ses intérêts, comme le confirme le sous-lieutenant Pierre Pascal, lui aussi membre de la mission militaire française en Russie, qui écrivit dans son Journal à la date du 23 octobre 1917 : « Opinion : à la Conférence de Paris, les Américains parleront en maîtres, en gens qui sont entrés dans la guerre pour la finir, et de la fin qu'ils veulent et qu'ils ont déclarée »[126].



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France [127]

Figure 1 Conférence des Alliés à Paris, le 29 novembre 1917

En somme, tout était décidé dès le 29 novembre 1917. Américains, Anglais, Français, Italiens et Japonais se rencontrèrent donc à cette Conférence des Alliés, qui eut lieu à l'Hôtel Crillon de Paris, le 29 novembre 1917, pour y discuter. De quoi ? « Le ministre des Affaires étrangères n'a donné aux journaux aucun renseignement sur

---

la révolution de Février avait fait sortir de prison, qui avait gagné Stockholm et s'y était fait l'agent financier des bolcheviks″ ; ″on trouve également Abram Jivotovski, un parent de Trotski et de Lev Kamenev″. Au nombre des syndicataires il y avait ″Denissov, de l'ex-Banque de Sibérie, Kamenka, de la Banque Azov-Don, et Davidov, de la Banque pour le Commerce extérieur. Autres 'banquiers bolcheviques' : Grigori Lessine, Shtifter, Iakov Berline et leur agent Isidore Kohn″ ».

[125] http://radionotredame.net/player/http://radionotredame.net/wp-content/uploads/podcasts/le-grand-temoin/le-grand-temoin-10-11-2014.mp3 , entendue le 10 novembre 2014.

[126] PASCAL, Pierre, *Mon Journal de Russie 1916-1918*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975, p.232

[127] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b530040871, consulté le 12.10.2013. La photographie de presse appartient au domaine public. Conférence des alliés [à Paris, le 29 novembre] 1917 : [photographie de presse] / [Agence Rol]

les travaux de la Conférence »[128] et Clemenceau bluffe en rendant Pichon responsable de cette désinformation ; ce dernier, « fidèle disciple, s'excuse humblement. […] À 5 heures, Pichon, très noir, et presque décomposé par l'algarade de Clemenceau, me parle de la Roumanie », ce qui révèle comment Clemenceau imposait ses décisions à tout son Cabinet. Un an plus tard seulement, *Le Pays de France* publia les photos des participants[129], avec cette légende : « La Conférence des Alliés qui tenait ses séances au ministère des Affaires étrangères a clôturé ses travaux le 3 décembre. Dix-sept puissances y étaient représentées. Voici les principales personnalités qui y prirent part ; leur réunion attestait la solidarité des Alliés »[130]. Pourquoi un an plus tard ? Fallait-il en novembre 1917 cacher à l'opinion publique l'idée d'une intervention en Russie à un moment où tous aspiraient à la paix, où Lénine proposait son armistice, où le parti socialiste avait tenté d'envoyer ses représentants à la Conférence de Stockholm et tendait à soutenir l'action du nouveau chef russe ? La vraie politique ne peut se faire dans la rue que si la rue est réellement informée.

La lecture du neuvième volume des mémoires du président Poincaré, plus précisément de la mi-novembre à la fin de décembre, permet de comprendre que Clemenceau désigné par le chef de l'État pour former le nouveau Cabinet ministériel promet de l'informer de tout mais qu'en réalité, il prend toutes les décisions seul[131], décide par exemple de garder le ministère de la Guerre et tergiverse pour ne pas répondre aux questions du président. Entre le 26 et le 30 novembre, Poincaré écrit quatre fois « aucune nouvelle de Clemenceau ». D'autre part le flou entoure la Conférence, est-il voulu par Clemenceau qui n'informe pas ? Le mardi 27 novembre, Poincaré note par exemple : « Stephen Pichon expose le programme de la Conférence interalliée qui va commencer jeudi. Il parle de la situation russe ; il lit les derniers télégrammes. Leygues se plaint que les gouvernements alliés n'aient rien fait en Russie

[128] POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, IX, Paris, Librairie Plon, 1932, p. 401, aussi pour la citation suivante
[129] Cf. Annexe Nr 3
[130] *Le Pays de France*, N° 212, 7 novembre 1918, p. 5. « Edité par *Le Matin*, c'est sans doute l'une des meilleures publications de la Première Guerre mondiale. Son format est 28x36. Il paraît le Jeudi au prix de 25 centimes. Jusqu'en 1919 les numéros portent la curieuse mention: *Organe des Etats Généraux du Tourisme*. *Le Pays de France* était en fait à l'origine un mensuel destiné à la promotion touristique ».
[131] *Op. Cit.*, POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, IX, p. 391 : « J'ai appris par un des officiers de liaison, le colonel Herbillon, que, sans consulter personne, Clemenceau a mis directement sous son commandement l'armée d'Italie, ce qui a indisposé Pétain ».

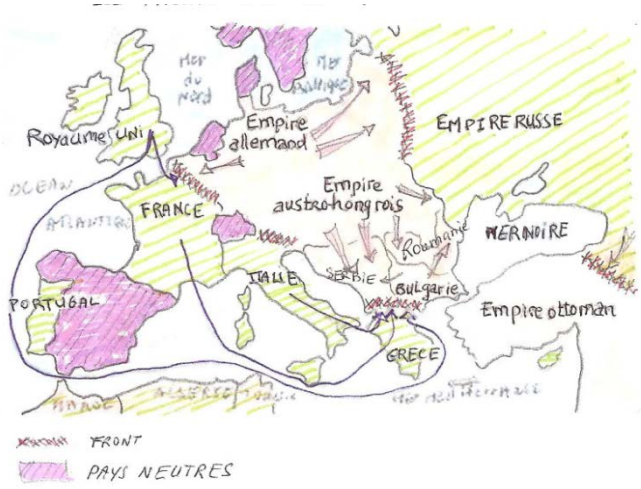
et il insiste pour qu'on y fasse de la propagande à l'aide d'agents russes payés »[132], et encore : « Dans la soirée, Pichon vient me tenir au courant de ce qui se passe à la Conférence des Alliés. On y parle beaucoup pour n'y guère agir »[133]. Saura-t-on jamais ce qui fut dit puisque « aucun procès-verbal de la réunion n'a été tenu. Sonnino s'y est opposé. Mais on a mis par écrit la formule dans les termes que Pichon me rapporte de mémoire »[134], Poincaré ne retranscrit cependant aucune formule. Toutefois il évoque le problème de la Russie écrivant le 30 novembre :

> Hier, il y a eu une réunion particulière entre Clemenceau, Pichon, Lloyd George, Balfour, Orlando, Sonnino et le colonel House. Lloyd George a exposé que l'Autriche, après avoir fait des offres à la France, en avait fait deux fois à l'Angleterre. Lloyd George a ajouté : « La Russie est maintenant défaillante. Il va nous manquer un puissant allié. C'est le moment de détacher un allié de nos ennemis. Sinon, nous risquons d'être écrasés ». Balfour s'est montré plus réservé. Clemenceau a répondu : « Il peut nous manquer un allié, mais nous en attendons un autre, c'est l'Amérique. L'essentiel est de tenir jusqu'à ce qu'il arrive en forces. Or, les propositions autrichiennes sont, en réalité dirigées contre l'Italie. Elles risquent donc de nous affaiblir, car tous ensemble nous serons vainqueurs, ou tous ensemble nous serons vaincus ; nous ne devons pas nous séparer ». Finalement, on s'est mis d'accord sur une proposition qu'a formulée Lloyd George et qui est ainsi conçue : « Les Alliés restent libres, chacun en ce qui le concerne, de recourir à tous les moyens pour chercher à connaître ce que les alliés de l'Allemagne ont dans le cœur ».[135]

Français et Anglais rejetaient donc les propositions de paix séparée sollicitée par Charles Ier, quitte à renoncer à la possibilité de perdre un ennemi. Une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie n'aurait nullement affaibli les Alliés, encore moins l'Italie. Au pire celle-ci perdait-elle la revendication d'annexions conformes au traité de Londres. Elle ne devait pas non plus séparer ces membres de l'Entente, mais la suppression du front austro-italien modifiait considérablement les plans des belligérants, ce que la carte des fronts ci-dessous révèle. Il fallait que la guerre se poursuive ensemble avec l'aide des Américains et chacun devait, par tous les moyens, faire en sorte de savoir quels étaient les objectifs des alliés de l'Allemagne. Faut-il comprendre qu'une action en sourdine contre l'Empire danubien, la Bulgarie et la

[132] *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, pp. 389-390
[133] *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, p.394
[134] *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, p.394
[135] *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, pp.394-395

Turquie leur était conseillée ? Qu'auraient fait la France et la Grande-Bretagne sans les finances et la logistique de guerre des États-Unis ? Ces derniers auraient-ils jamais opté pour la neutralité sachant que leurs banques et leurs entreprises pouvaient en tirer un très grand bénéfice ?



Les fronts en 1917 (réalisation personnelle)

À la Conférence, il fut également question de l'opportunité de disposer d'un état-major naval interallié. Le Conseil supérieur Interallié (C.S.I.) avait été créé deux semaines auparavant, le 10 novembre. C'est ce même organe qui, à partir de ce jour sur le plan militaire et politique, domina la situation partout durant tout le conflit « jusqu'au 1er janvier 1920, lorsqu'il fut dissous avec la démobilisation générale »[136]. Ce Conseil ou Comité *Supérieur* ou *Suprême* Interallié imposait son diktat à tous, il était bien évidemment dirigé par l'Entente et ses associés. La décision fut donc prise d'intervenir dans cette première République russe, proclamée le 16 septembre 1917 sous Kerenski, devenue maintenant la République des Soviets que gouvernaient depuis peu Lénine et ses Commissaires du peuple.

Trois jours après la Conférence de Paris, le 2 décembre, la République des Soviets adressa « à nos Alliés une nouvelle invitation à participer aux négociations générales avec l'ennemi pour la conclusion d'un armistice »[137]. Sur le devant de la scène, les Alliés demeurèrent silencieux, mais en Russie le général Niessel, alors chef de la mission militaire française, qui connaissait parfaitement le Grand état-major

[136] GIONFRIDA, Alessandro, *Le fonti archivistiche dell'Ufficio Storico, Missioni e adetti militari italiani in Polonia (1919-1923),* Roma, Stato Maggiore dell'Esercito - Ufficio Storico -, 1996, p. 203
[137] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'U.R.S.S.*, pp. 286-287

russe, accompagna quelques officiers supérieurs russes – qu'il avait choisis à la demande de Sadoul – à Brest-Litovsk. Ces généraux et amiraux devaient discuter « au nom des soviets, jusqu'à la signature de la paix avec l'Allemagne, les clauses stratégiques, militaires et navales du traité »[138]. Les gouvernements de Londres et Paris étaient donc parfaitement informés au sujet de la Russie. Mais Poincaré écrivit ce jour-là :

> À midi, Clemenceau entre en coup de vent. Je suppose qu'il vient me renseigner sur les travaux du Comité de guerre interallié, qui a siégé hier à Versailles, ou sur ceux de la conférence qui s'est tenue ensuite à Paris l'après-midi. Mais non. J'ai beau essayer d'obtenir quelques informations à ce sujet, il se borne à me dire en courant que son impression est bonne, qu'il a trouvé à Versailles des hommes laborieux, compétents, aux idées claires, disposés à une collaboration utile.[139]

C'est ainsi que Clemenceau informait Poincaré à un moment crucial de la fin de l'année 1917. En coup de vent. Il semble évident que le Président du Conseil ne voulait rendre de comptes à personne et ne décider que par lui-même. D'après les écrits de Poincaré, Clemenceau avait l'art et la manière d'éluder les questions et d'éviter les entretiens qui ne lui convenaient pas. Il s'arrogeait donc presque tous les pouvoirs. Ni le président de la République ni celui du Conseil n'évoquent l'invitation des bolcheviks à participer aux négociations de Brest-Litovsk. Le mardi 4 décembre, Poincaré mentionna :

> En Conseil, Clemenceau rend brièvement compte des résultats de la Conférence interalliée. Ils sont à peu près nuls dans l'ordre diplomatique. Dans l'ordre militaire, on s'est borné à consacrer l'existence du Comité de guerre interallié, qui, lui, s'est mis sérieusement au travail. Dans l'ordre économique et financier, les résultats sont un peu plus précis. Klotz et Clémentel les exposent. On s'est mis d'accord pour que deux divisions américaines, et trois à partir d'avril, puissent être transportées chaque fois sans préjudice du ravitaillement et des matières nécessaires aux fabrications.[140]

On ne peut être plus flou. Consacrer l'existence du Comité de guerre interallié et l'encenser signifie que seule la guerre compte, la guerre et toutes les interventions militaires. Où doivent être transportées les divisions américaines ? En France ? Au

[138] *Ibid.*, SADOUL, Jacques, capitaine, p.287
[139] *Op.Cit.*, POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, Paris, Librairie Plon, 1932, pp.397-398
[140] *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, Paris, Librairie Plon, 1932, p. 400

Proche-Orient ou en Extrême-Orient ? À la date du 8 novembre – le 26 octobre julien – le lendemain du coup d'État réalisé pendant la nuit du 24 au 25 par Lénine et les bolcheviks, Poincaré mentionne simplement : « Mauvaises nouvelles de Russie. Les maximalistes triomphent », c'est tout. Le 15 mars, lorsque Nicolas II abdiqua, Poincaré écrivit : « La révolution russe nous force à constituer un ministère qui donne l'impression de l'énergie dans la guerre… »[141], et le 6 avril : « L'entrée en guerre des États-Unis nous donne les moyens de prolonger les hostilités et nous permet d'espérer dans quelques mois un concours plus effectif que demain », mais il omet totalement la déclaration de guerre des États-Unis à l'Autriche-Hongrie. Plus que jamais, la guerre apparaît donc bien voulue et entretenue. Pas un mot sur le retour de Lénine en Russie ni sur la présence de Masaryk en mai. Pas un mot sur la Déclaration Balfour qui coïncide avec le coup de force d'Octobre[142], comme le rappelle Soljénitsyne ; elle fut effectivement envoyée le 2 novembre à Lord Lionel Walter Rothschild. Pourtant, cette Déclaration concernait également la France, compte tenu du rôle qu'elle jouait alors en Palestine[143]. Mais si Poincaré donne l'impression de ne pas être informé par Clemenceau, ils savaient cependant tous deux ce qui se passait à Brest-Litovsk.

- **Les dessous du traité de Brest-Litovsk : le rôle des Alliés et associés**

À l'annonce de ce traité signé par Lénine au nom de la Russie, « alors qu'il ne contrôle que le centième du pays »[144], la presse européenne publiait : « la Russie nous lâche »[145] et la presse internationale ne manqua pas de s'en faire l'écho. Le monde entier se méfie désormais des Russes. Il convient alors de rappeler qu'en 1916, la Russie, rangée aux côtés des Alliés, avait envoyé en France une Légion de volontaires russes, corps expéditionnaire de 44 000 hommes, doté d'ambulances et de personnel médical « dont les survivants (1 676 hommes) du front de Champagne furent incorporés à la division marocaine de l'armée française (avril 1918). [Il convient de dire] également que Denikine et Koltchak clamèrent leur désaccord et refusèrent cette

[141] *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, p. 76
[142] SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 122
[143] PRÉVOST, Philippe, *La France et la tragédie palestinienne*, Éditions Érick Bonnier, 2012
[144] GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 14
[145] *Ibid.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 14

paix en tant que représentants de la vraie Russie, [et qu'] en novembre 1918, Kerenski, chef exilé de l'ancien gouvernement provisoire, tenta de faire participer les chefs blancs à la Conférence de la Paix, tenue à Versailles, sans succès »[146].

Alors qu'ils avaient reconnu les Gouvernements provisoires qui avaient suivi l'abdication du tsar, les Alliés et associés ne reconnaissaient pas ce nouveau pouvoir russe ; officiellement, ils se taisaient pour manifester leur désapprobation et en donner l'image à l'opinion publique plus ou moins informée par la presse. Pourtant, le 12 novembre, lorsque le président Poincaré prétend ne pas pouvoir encore recevoir officiellement comme ambassadeur, M. Maklakoff[147], en raison des événements de Russie[148], alors que jusqu'à la veille du coup de force bolchevique, celui-ci était l'ambassadeur officiel à Paris du Gouvernement provisoire géré par Kerenski, il reconnaît officieusement le gouvernement de Lénine. Ce refus de recevoir Maklakoff ressemble à une reconnaissance déguisée du nouveau pouvoir. En même temps, à l'envers du décor, le gouvernement de Paris entrait en relations avec Lénine et Trotski par le biais du capitaine Sadoul, de même que Londres le faisait par l'entremise de son agent Bruce Lockhart[149] et les Américains sous couvert de leur Croix Rouge, par Robins. Naudeau, journaliste du *Temps* à Petrograd et Moscou écrivit : « Mais bien naïf en effet celui qui s'imaginerait que, parce que notre gouvernement ne reconnut pas les bolcheviki, ses divers représentants n'eurent jamais de rapports avec ceux-ci. Ces rapports étaient inévitables et Sadoul en fut souvent le médiateur »[150]. Alliés et associés étaient donc parfaitement au courant de ce qui se passait à Brest-Litovsk. Mais informaient-ils vraiment l'opinion publique de ce qui se tramait dans cette ville biélorusse et dans les chancelleries ?

---

[146] *Ibid.*, GORBOFF, Marina, p. 15

[147] *Ibid.*, GORBOFF, Marina, p. 50 : « De 1917 à 1924, il y a donc une ambassade vide – la Russie bolchevique n'est pas reconnue par la France – et un ex-ambassadeur qui occupe toujours les lieux (les lettres officielles sont libellées… ″à l'ambassade de Russie″). Le gouvernement français, qui a reconnu les gouvernements de Koltchak, puis de Wrangel, maintient jusqu'en 1922 des relations diplomatiques avec les généraux de l'armée blanche. Ainsi, deux années durant, Maklakoff demeure l'unique et illusoire représentant d'un pays sans existence officielle, alors que l'URSS acquiert peu à peu sa place dans le concert des nations ».

[148] *Op. Cit.*, POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, Paris, Librairie Plon, 1932, p. 76 *Ibid.*, POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, Paris, Librairie Plon, 1932, p. 363

[149] Bruce LOCKHART était agent britannique en Russie. Il avait ce titre au lieu de celui d'ambassadeur en raison de la politique de non-reconnaissance du régime bolchevique. In LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, traduit de l'anglais par Jean-Paul Lesueur, Paris, L'Harmattan, 2011, p.66, note de bas de page.

[150] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 8

En Biélorussie, non seulement le général Niessel, alors chef de la mission militaire française en Russie, avait choisi pour les négociations de Brest-Litovsk des généraux et amiraux de l'état-major russe pour défendre les intérêts militaires de la Russie, Sadoul fut aussi prié par Lénine de « dénicher un technicien russe qualifié pour défendre à Brest les intérêts économiques et financiers de son pays »[151]. Il s'adressa à Krassine, ingénieur et économiste éminent, directeur à Petrograd des grands établissements Siemens et Schuckert, un « vieux bolchévik [qui] ne croyait pas toutefois au succès durable du coup d'État accompli le 7 novembre par ses camarades et avait décidé de se tenir à l'écart. […] Après une longue discussion, ils démontrèrent à ce bolchévik que son devoir était de collaborer avec les soviets. Dans la nuit je conduisis Krassine chez Lénine. Le lendemain, il partit pour Brest à la tête de la délégation économique soviétique. Il devint plus tard Commissaire du peuple au Commerce extérieur, puis ambassadeur[152] de l'U.R.S.S. à Paris et enfin à Londres »[153]. Sadoul mentionne avoir été informé jour après jour de la marche des négociations par Lénine et ses collaborateurs, ce qui signifie que le gouvernement français l'était également. Des thèses favorables exclusivement aux intérêts des Alliés, si peu soucieux de la défense des intérêts russes, y étaient souvent défendues :

> Conformément à une requête de l'Entente, présentée par moi, ils imposèrent, par exemple, aux Allemands l'engagement de n'opérer, pendant les négociations, aucun transfert de troupes du front oriental au front occidental (*Conférence de Brest-Litovsk*, compte rendu analytique, Moscou, 1920).[154]

Les négociations menèrent donc la nouvelle Russie et les Puissances centrales à la signature de l'armistice de Brest-Litovsk le 15 décembre 1917. Ensuite, avant la reprise des négociations, le gouvernement de Lénine avait de nouveau invité les puissances alliées à y participer, et en cas de refus, *primo* à déclarer ouvertement au monde en vue de quels desseins le sang de l'Europe devait couler durant une quatrième

---

[151] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'U.R.S.S.*, p. 287
[152] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 56 : « A Paris, le nouvel ambassadeur est rapidement excédé par l'intérêt que lui portent les Parisiens et par celui, trop marqué, des émigrés. […] Krassine veut montrer que les ″Soviets″ savent recevoir ; l'ambassadrice possède une belle voix de contralto et donne des soirées. Sa fille, Lioubov, épousera Emmanuel d'Astier de la Vigerie (1900-1969), commissaire du Comité français de Libération nationale, compagnon de route du PC et fondateur du (premier) journal *Libération*. […] Suspecté de trop de modération, Krassine est envoyé à Londres en 1926, où il meurt ».
[153] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'U.R.S.S.*, p. 288
[154] *Ibid.*, SADOUL, Jacques, capitaine, p. 289

année de guerre, *secundo*, à supporter la responsabilité et les conséquences d'un armistice séparé. Les représentants de l'Entente ne répondirent pas plus à cette note qu'aux précédentes.[155] S'agissait-il d'un silence calculé devant préluder à une autre action ? Ou bien d'un accord tacite ? En attendant, Alliés et associés s'immisçaient toujours plus dans les affaires intérieures de la Russie, dénigraient le régime bolchevique et ses chefs et lançaient au peuple russe, ouvertement, des appels à la révolte, « qui constituaient déjà autant d'inadmissibles provocations et préparaient une politique d'intervention plus directe et plus brutale ». Tel était le reproche d'un officier français, sympathisant du bolchevisme et de ses dirigeants.

Jusqu'à la ratification de la paix de Brest-Litovsk, la question de l'aide à la Russie, voire l'assistance militaire, fut posée officiellement aux puissances de l'Entente, à dix reprises au moins à l'Entente tout entière puis à Clemenceau par l'entremise de Sadoul, à Lloyd George par Lockhart et à Wilson par Robins. La réponse donnée fut en principe affirmative, mais sans suite concrète, prouvant ainsi qu'Alliés et associés ne s'engageaient que par des promesses qu'ils savaient ne pas tenir. À la condition de non-immixtion dans les affaires russes, Londres et New York répondirent toujours de manière évasive et Paris, de façon négative. Uniquement soucieux de leurs propres intérêts, les Alliés ne modifiaient en rien leur comportement :

> L'indépendance de la Russie passait par une rupture avec les Alliés qui se préparaient d'ailleurs à l'éventualité d'un changement radical en Russie. Leurs calculs, divers selon la nature de leurs propres intérêts, procédaient d'une même prémisse : l'anarchie va durer en Russie, aucun gouvernement central n'étant à même de s'imposer. Il faut, dans ces conditions, créer des pôles de résistance régionaux s'appuyant sur les minorités allogènes, prises en mains par les Alliés ; au fond, un démembrement de l'Empire russe est envisagé, il est même préparé par des discussions, en septembre 1917, entre Français, Britanniques, Américains et Japonais à propos d'une répartition du contrôle des voies ferrées de l'Empire[156].

En septembre 1917, Lénine se trouvait en Finlande ou se cachait à Petrograd et n'avait pas encore fait son coup d'État, alors au nom de quoi et dans quel objectif les

[155] *Ibid.*, SADOUL, Jacques, capitaine, p. 289, aussi pour la citation suivante.
[156] *Op. Cit.*, GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Payot, 2004, p. 72

Alliés et associés avaient-ils sans délai envisagé le démembrement de la Russie ? Que savaient-ils déjà des événements à venir avant la fin de cette année 1917 ? Ne ressemblaient-ils pas à des vautours qui tournent au-dessus de leur proie agonisante sachant qu'ils pourront bientôt la dépecer ? À moins qu'ils n'aient fait que contrôler le déroulement correct de leur programme, puisque, selon les nombreux émigrés russes qui avaient trouvé refuge en France,

> Les Alliés, qui ont signé à la fin de 1917 un protocole secret partageant l'″ancien empire de Russie″ en zones d'influence, estiment que la Russie doit être traitée en pays vaincu. Cet affront ne sera jamais pardonné par les militaires russes de l'émigration, contraints de composer avec le gouvernement français qui les accueille. […] La paix séparée conclue par Lénine devient ainsi aux yeux des émigrés le symbole d'une double perfidie, à la fois bolchevique et occidentale… En août 1918, la diplomatie soviétique parachève son entreprise en signant avec l'Allemagne une Convention complémentaire au traité de Brest-Litovsk. En échange de différentes mesures favorables aux vainqueurs, une clause secrète assure aux bolcheviks la propriété de tout le matériel de guerre saisi en Russie depuis 1914.[157]

Ni pendant – ce qui se comprend puisque les actes étaient secrets –, ni après la Grande Guerre, l'opinion publique ne fut informée de l'existence du protocole secret signé fin 1917 par les Alliés, ni de la Convention complémentaire par laquelle s'accordaient Allemands et bolcheviks ; protocole et convention permettent pourtant de comprendre certaines attitudes des uns et des autres pendant l'intervention. À propos des appétits économiques des intervenants, il convient de rappeler qu'en 1907, la France était le premier partenaire de la Russie et en 1914, « les deux pays [avaient] la plus forte réserve d'or au monde »[158]. En 1914, les banques françaises contrôlent en Russie 67% des capitaux dans la métallurgie, 75% dans le charbonnage. Alliés et associés poursuivaient ainsi leur désir d'investir dans l'économie russe ; les voies ferrées de l'ex-Empire étaient source d'importants revenus, d'où le partage de celles-ci et l'intérêt manifesté par les Alliés et associés en faveur d'une intervention dans l'ancien empire, car « les circonstances paraissaient favorables pour un renforcement de l'emprise économique étrangère en Russie (vastes plans de trusts métallurgiques, de banques d'affaires, d'équipements ferroviaires et urbains) malgré l'accentuation du

[157] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, p. 15
[158] *Ibid.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 62

nationalisme russe dans la bourgeoisie »[159]. Leur ingérence dans les affaires russes était donc manifeste. Ils avaient déjà imposé au gouvernement « la supervision de l'économie russe par le *Syndicat allié des créanciers*, prévue depuis la Conférence interalliée de juin 1916 »[160]. Cette supervision était-elle encore d'actualité si la Russie gouvernée par Lénine n'adhérait plus à l'Entente ?

En fait le traité de Brest-Litovsk suscite une question importante : durant la période des entretiens d'armistice et de paix avec les Puissances centrales et après la conclusion du traité, la Russie bolchevique appartenait-elle encore à l'Entente puisqu'elle n'en respectait pas les accords ? Lénine, ce nouveau chef du gouvernement russe, officiellement non reconnu par les autres États avait-il l'autorité politique et juridique pour proposer et engager des négociations de paix ? Même les négociateurs allemands faisaient preuve d'une certaine méfiance envers les délégués du soi-disant gouvernement russe, mais ils tenaient à mettre un terme au conflit germano-russe. Le commandant Amedeo Tosti écrivit en 1938 :

> Il tenente colonnello Fokke, ad esempio, il quale era stato chiamato a Brest-Litovski contro ogni suo desiderio, metteva in dubbio non soltanto che il Governo bolscevico avesse la veste di trattare a nome dell'intero popolo russo, ma perfino che i Tedeschi si sarebbero prestati a trattare con una delegazione appartenente ad uno Stato, che non aveva un governo legittimo. « Un trattato di pace » egli diceva al generale Behreny, sul punto di partire per Brest-Litovski « è, in fin dei conti, un affare che riguarda non soltanto due fronti, ma è un'azione fra Stato e Stato: e chi sono ora i rappresentanti dello Stato russo? »[161]

Les Allemands avaient donc quelque doute quant à la légitimité des pouvoirs dont les délégués russes se disaient investis, mais face aux grands avantages qu'ils espéraient tirer de la disparition du front oriental, il fallait faire taire tout scrupule. Le général Hoffmann se limita donc à demander à la séance initiale, si la délégation russe

---

[159] *Op. Cit. ,* GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Payot, 2004, p. 68

[160] *Ibid.,* GIRAULT, René, FRANK, Robert, p. 72

[161] *Op. Cit.*, TOSTI, Amedeo, *Bandiere bianche, Autunno 1918*, Milano, A. Mondadori, 1938, p. 42 : « Le lieutenant-colonel Fokke, par exemple, qui avait été envoyé à Brest-Litovsk contre son gré, mettait en doute non seulement que le Gouvernement bolchevique eût la capacité de négocier au nom de tout le peuple russe, mais même que les Allemands se seraient prêtés à négocier avec une délégation appartenant à un État qui n'avait pas de gouvernement légitime. « Un traité de paix » disait-il au général Behreny, sur le point de partir pour Brest-Litovsk, « est, en fin de compte, une affaire qui concerne non seulement deux fronts, mais qui est une action entre État et État : et qui sont maintenant les représentants de l'État russe ? ».

était autorisée à négocier également au nom des Alliés. Kamenev lui répondit que le gouvernement russe s'était adressé à eux et leur avait envoyé une invitation à participer aux négociations pour une paix générale, mais n'ayant reçu jusque là aucune réponse, il pensait que les négociations pouvaient commencer et qu'ensuite il s'adresserait de nouveau aux Alliés[162]. Le général Niessel ne s'est-il posé aucune question à ce propos ? Quelles furent donc les directives que Paris et l'Entente lui imposèrent ? Alliés et associés qui savaient pertinemment tout ce qui se passait à Brest-Litovsk, n'ont alors pas remis en question l'alliance avec la Russie, pour quelle raison ?

Le protocole de Londres de 1831 stipulait que « les États survivent à leur gouvernement » ; ailleurs, il est dit aussi que

> l'État ancien subsiste, en vertu du principe de la continuité de l'État, et il continue à être lié par des engagements internationaux antérieurs tout comme il demeure internationalement responsable des violations du droit international commises sous le précédent gouvernement.[163]

Il s'agit là d'un arrêt du 29 juillet 1988. En 1917, Lénine semble s'être prévalu du *droit à la guerre*, sous-entendu à la force, pour s'arroger le pouvoir sur l'État russe. Le problème de la Russie membre de l'Entente concerne le droit international et juridiquement la réponse logique serait :

> En droit, la Russie (tsariste ou menchevique) est encore liée à l'Entente, mais elle n'a plus aucune réalité dans les faits après octobre 1917. L'engagement ne peut donc plus être tenu concrètement. La Russie bolchevique n'est obligée que dans la mesure où elle le veut, ce qui n'est pas le cas. Elle ne fait plus partie de l'Entente, même si son gouvernement n'a pas encore été reconnu[164].

---

[162] *Ibid.*, TOSTI, Amedeo, *Bandiere bianche, Autunno 1918*, Milano, A. Mondadori, 1938, p. 42

[163] NGYUEN QUOC DINH, DAILLIER, Patrick, FORTEAU, Mathias, PELLET, Alain, *Droit international public*, 8e édition, Paris, LGDJ-Lextenso éditions, 2008, p. 460

[164] Il s'agit de la réponse par courriel du 11.05..2014 de M. le Pr. Éric GOJOSSO, Professeur d'Histoire du Droit, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences Sociales, Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers, Directeur de l'Institut d'Histoire du Droit, à ma question : « Lorsque les bolcheviks ont pris le pouvoir en 1917, conclu ensuite le traité de Brest-Litovsk avec les Puissances centrales, la Russie pouvait-elle encore, en vertu des accords passés avec l'Angleterre et la France, être considérée comme un membre de l'Entente ? Aussi longtemps que le gouvernement bolchevique n'a pas été officiellement reconnu par le monde occidental, la Russie devait, juridiquement, être toujours liée par les accords de l'Entente, d'autant plus que le traité de Versailles a annulé celui de Brest-Litovsk, est-ce que je me trompe ? ».

Pourtant Poincaré a écrit qu'à la Conférence des Alliés de fin novembre 1917, lors d'une réunion officieuse avec les Anglais, les Italiens et les Américains, Lloyd George a communiqué un télégramme de sir George Buchanan, encore ambassadeur de Grande-Bretagne à Petrograd,

> proposant de rendre à la Russie sa parole d'alliée. Lloyd George était assez disposé à accepter. Mais Clemenceau et Pichon ont vivement combattu ce parti : ″Alors, a dit Clemenceau, vous voulez que je remercie les gens qui me volent mon porte-monnaie ?″. Pichon a rapporté ce propos de Maklakoff[165] : ″Il ne faut pas que vous abandonniez la Russie ; il faut, au contraire, que vous nous donniez le moyen de lutter contre les Bolcheviks. Vous devriez déclarer que vous accepteriez d'examiner les buts de guerre avec un gouvernement encore régulier ; cette précaution est d'autant plus utile que le langage tenu hier au Reichstag par le chancelier est de nature à être accepté comme condition de paix par une grande partie de la Russie. Le chancelier promet de laisser la Pologne, la Courlande, la Lithuanie libres de se prononcer sur leur sort. La Russie peut accepter cela, parce que l'Allemagne dira : paix sans annexion ; et la Pologne, la Courlande, la Lithuanie voteront leur autonomie et tomberont sous l'influence allemande″. A la demande de Pichon, Maklakoff est venu. Il a été entendu. Il a résumé sa pensée. On l'a prié de revenir demain avec un certain nombre de formules qu'on examinera. On a jugé superflue une déclaration inutile et solennelle sur les affaires russes.[166]

Le pouvoir politique promettait en déployant son art de la rhétorique, sachant pertinemment qu'il n'en serait rien. Quant à la Russie, elle restait donc dans l'Entente, puisque Clemenceau refusait de rendre sa parole d'alliée à la Russie. Pour quelle raison ? Apparemment, il en avait décidé ainsi en se basant sur un argument financier, celui des emprunts russes et celui des prêts accordés par la France et la Grande-Bretagne à l'Empire tsariste. Car, depuis la fin de l'hiver 1916, de tous les belligérants, la Russie connaissait la situation la plus grave **:** malgré les crédits et avances accordés par les autres membres de l'Entente, elle souffrait de lourdes difficultés financières et son gouvernement était dans l'incapacité de résoudre le problème des munitions et des

---

[165] Il était ambassadeur du Gouvernement provisoire à Paris. Après le coup d'État de Lénine, Basile Maklakoff, franc-maçon comme la majorité des membres du Gouvernement provisoire, dont Kerenski, Lvov, Goutchkov, etc., farouchement antisoviétique, il anime alors à Paris la vie sociale et politique de l'émigration en France ; il fait partie du Conseil des ambassadeurs, préside de nombreux comités ainsi que l'Office des émigrés russes auprès du ministère de l'Intérieur. In GORBOFF, Marina, La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950, p. 50

[166] *Op. Cit.*, POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, Paris, Librairie Plon, 1932, pp.395-396

transports. Mais le seul problème financier justifiait-il le maintien de la Russie dans l'Entente ? Pour répondre à cette question, il faudrait être au courant de tous les arcanes de la politique de ce temps-là.

L'ambassadeur ou ex-ambassadeur Maklakoff demandait l'aide des Alliés pour lutter contre le bolchevisme. Des palabres s'ensuivirent ne débouchant sur rien de concret. Face aux événements de Brest-Litovsk, l'absence de réaction de la part des Alliés et associés ressemblait davantage à un accord tacite entre eux – peut-être aussi avec Lénine et Trotski – qu'à une résignation. L'annexion des pays baltes apparaissait inéluctable ; la réponse de Clemenceau ne souleva aucun commentaire. Que volaient les Russes à la France : toute l'aide financière qu'elle leur avait accordée avec les Anglais au début de la guerre et les emprunts qui avaient ruiné tant de familles ? Le fait de désengager la Russie ne signifiait pas pour autant l'abandon du remboursement de la dette. Concernant les emprunts russes, il convient de mentionner que lorsque le décret du 8 février 1918 répudia les dettes de la Russie (*New York Times Current history,* vol. VIII, Part. I, page 75)[167], tous les ambassadeurs et ministres alliés et neutres accrédités à Petrograd protestèrent énergiquement. La solution de ce problème dura des décennies[168] et les Russes n'en portaient pas seuls la cause.

Bien sûr les Français et les Britanniques se sont insurgés contre cette paix séparée contraire à leurs accords écrits dans la déclaration du 4 septembre 1914, stipulant que « les Gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre. Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés »[169]. Trotski répondit à leur menace par une note leur rappelant que le gouvernement bolchevique n'avait jamais sollicité de reconnaissance et les pria de cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures de la

---

[167] *Op. Cit.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 26

[168] SAINT-CHAMAS, Benoît de, *Emprunts russes*, texte que l'auteur a écrit au début des années '90 et m'a transmis en fichier joint en mars 2011, en m'autorisant à l'utiliser pour ma thèse. Cf. Annexe Nr. 4 Il recommande de se référer aussi à l'excellent ouvrage de René Girault. Voir également : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1972_num_23_5_408054 consulté le 9.10.2010. *Conjoncture et investissement international. Les placements français en Russie. Un exemple à la fin du XIXe siècle.*

[169] LE LIVRE JAUNE FRANÇAIS, *Les Pourparlers diplomatiques (11 mars 1913 – 4 septembre 1914)*, Paris, Nancy, Librairie Militaire Berger-Levrault, juillet 1915, p. 172

Russie. Le 29 décembre, il leur adresse une nouvelle note concernant les négociations de paix. L'affaire Diamandi, c'est-à-dire l'arrestation, le 13 janvier 1918, du ministre de Roumanie à Petrograd en représailles de « l'injustifiable traitement des troupes russes en Roumanie »[170], devait-elle servir de diversion tandis que « le 9 février 1918 une paix séparée fut signée à Brest-Litovsk entre les Puissances Centrales et l'Ukraine [et que] le 10 février, la Russie se retira formellement de la guerre tout en refusant de signer la paix annexionniste que voulaient lui imposer les Allemands »[171].

Confrontée à la difficulté de négocier, la délégation russe déclara tout simplement que la guerre avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie était finie et ordonna la démobilisation complète sur tous les fronts. Mais sur le refus des Russes de signer la paix allemande, les troupes du Reich reprirent leur avance en Russie – et les diplomates étrangers s'enfuirent de Petrograd –, n'ayant devant elles aucune armée qui leur résistât. Sur l'ordre de son gouvernement, Trotski envoya alors un radio au gouvernement allemand, lui disant que « le Conseil des Commissaires du Peuple dans les circonstances présentes se considère comme forcé de déclarer sa bonne volonté de signer la paix aux conditions qui ont été dictées par les délégations de la quadruple alliance à Brest-Litovsk. Le Conseil des Commissaires du Peuple déclare en outre qu'une réponse détaillée sera donnée sans délai aux conditions de paix proposées par le Gouvernement Allemand ». (*Armed Intervention in Russia, 1918-22*, W.P. Coates)[172].

La paix fut signée le 3 mars 1918 à 17 heures, tandis que Trotski, jouant sur les deux tableaux, essayait de savoir ce que feraient les Alliés en faveur du gouvernement soviétique si celui-ci venait à résister aux Allemands et ne ratifiait pas la paix. Il savait pourtant qu'il ne pouvait pas faire grand-chose, si ce n'est louvoyer sur le plan politique et diplomatique, puisque l'armée n'existait plus. Les Alliés tentèrent d'influencer le Congrès pour qu'il ne ratifie pas. Au nom du président Wilson, le colonel House[173], envoya un message amical au Congrès des Soviets, l'assurant « que

---

[170] *Op. Cit.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 25

[171] *Ibid.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, pp. 26-27

[172] *Ibid.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 28

[173] GREY, Marina et BOURDIER, Jean, Éditions Stock, 1968, p. 182 : « Ancien agent électoral texan, le ″colonel″ House – qui avait pour principale particularité de n'avoir jamais été officier – était le véritable maître de la politique étrangère de Wilson » et MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve*

les Etats-Unis saisiront toute occasion de restituer et de garantir à la Russie le complet exercice de sa souveraineté, son absolue indépendance politique, enfin de la remettre en possession du grand rôle qui lui revient dans la vie de l'Europe et du monde moderne »[174]. Ce texte ressemblait à une approbation déguisée du pouvoir bolchevique, une forme de reconnaissance, puisque par ces mots les Etats-Unis s'engageaient à lui apporter leur soutien. Tout semblait organisé.

Quelques documents d'archives révèlent que, tout comme Lénine et Parvus[175], les Alliés semblaient poursuivre un plan. À Zurich où il lui rendit visite, l'étouffant de son assurance, le très corpulent Israël Lazaritch, alias Parvus, n'avait-il pas insisté auprès de Vladimir Illitch Oulianov, en lui redisant qu'il avait un plan dans lequel lui, Lénine, avait un rôle à jouer :

> J'ai établi un grand plan d'ensemble. Je l'ai présenté au gouvernement allemand. Et pour ce plan, si ça vous chante, je recevrai jusqu'à vingt millions ! Mais dans mon plan, c'est à *vous* qu'échoit le rôle principal.[176]

En 1918, le lieutenant-colonel chef du Bureau de contrôle des Postes et Télégraphes militaires en Russie révélait, sous la mention *"Secret"* le contenu d'une missive adressée au nom d'Henri Moïssévitch Erlieb. En voici le premier paragraphe: « Dans cette lettre il est dit entre autre (mot effacé) tout notre plan s'écroulera, si vous ne pouvez insister à Petrograd pour que le courrier militaire français prenne avec lui à Petrograd et à Stockholm des petits paquets de journaux et de bulletins, ainsi que des lettres s'adaptant aux routes des bateaux, à part cela il est absolument nécessaire que nos télégrammes passent sans encombre avec le cachet de l'ambassade (mot effacé) ou alors rien ne réussira »[177]. Quel plan ? Quel en était le sens ? Qui était impliqué ?

Alors que la proposition « d'entrer dès à présent en négociation de paix »[178], engagée par les Puissances centrales en décembre 1916, fut récusée, cet armistice puis la paix de Brest-Litovsk ne subirent pas le même sort. Certes, les Alliés firent la sourde

---

Fédérale, Paris, Éditions Scribedit, 2010, p. 332 : « Jim Hogg avait donné à House le titre honorifique de Colonel ».

[174] *Op. Cit.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 30

[175] SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Lénine à Zurich,*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 103

[176] *Ibid.*, SOLJÉNITSYNE, *Lénine à Zurich*, p. 99

[177] Cf. Annexe Nr. 5

[178] NOUAILHAT, Yves-Henri, *La France et les États-Unis Août 1914-Avril 1917*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, p. 390

oreille sur le devant de la scène tout en contactant les bolcheviks en coulisse, mais ils laissèrent faire. La presse française et anglaise dénonçait la trahison des Alliés russes. La trahison était dichotomique : d'une part les Alliés rejetaient à la fin de 1916 la demande d'armistice des Puissances centrales, tandis que d'autre part la Russie pouvait contracter avec les mêmes Puissances centrales une paix séparée, contrairement à la déclaration du 4 septembre 1914. Comme Clemenceau, les Alliés voulaient faire la guerre, rien que la guerre. Est-ce la raison pour laquelle France, Grande-Bretagne, Italie et Japon n'avaient pas répondu à l'appel de Lénine invitant tous les peuples à faire la paix ? Une thèse sur ce sujet n'aboutirait pas car les documents concernés sont sûrement inaccessibles. En cherchant bien, en lisant entre les lignes, en s'efforçant de sortir des sentiers battus – c'est sans doute ce que Mullins et Sutton ont réalisé –, il est cependant possible de faire quelques découvertes éparses qu'il convient de rassembler comme les pièces d'un puzzle. Par exemple, dans la dépêche N° 306 du 2 mars 1918, envoyée de La Haye, Rosen mentionne à Hertling, le chancelier du Reich, le nom de Max Warburg comme personne de confiance à envoyer à La Haye pour parler avec John Work Garrett, diplomate et banquier américain :

> Dieser Vertrauensmann müsse genaue Weisungen vom Staatssekretär des Auswärtigen Amts in Berlin mitbringen. […]. Herr Max Warburg wurde als in jeder Weise geeignet bezeichnet, da er unter anderem auch die amerikanischen Verhältnisse genau kenne und seine Anwesenheit in Holland durch geschäftliche Interessen erklärlich und daher ganz unauffällig sei. Der Deutsch-Amerikaner liess mir grosse Eile anraten, da sich sonst die Lage ungünstig verändern könne. […] Eine Anwesenheit Herrn Max Warburg's, der während des Krieges schon mehrere Male hier gewesen ist, braucht gar nicht aufzufallen. Seine Persönlichkeit ist Eurer Exzellenz so wohl bekannt, dass ich nicht zu sagen brauche, dass ich ihn für das jetzige Stadium vorsichtiger Sondierungen geeignetere Persönlichkeit zu nennen wüsste.[179]

[179] SCHERER, André, GRUNEWALD, Jacques, *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*. III, *De la révolution soviétique à la paix de Brest-Litovsk (9 novembre 1917 – 3mars 1918) : documents extraits des archives de l'Office allemand des Affaires étrangères,* Paris, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 442 : « Cet homme de confiance devrait apporter les directives du secrétaire d'État aux Affaires étrangères à Berlin. […] Monsieur Max Warburg fut désigné à tous égards comme la personne qui convient, puisque, entre autres, il connaît très bien les conditions américaines et que sa présence en Hollande s'explique par des intérêts commerciaux et passe donc ainsi totalement inaperçue. L'Allemand-Américain me fit vivement conseiller d'agir vite car sinon la situation pourrait se modifier de manière désavantageuse. […] La présence de Monsieur Max Warburg qui s'est trouvé ici plusieurs fois pendant la guerre, n'a pas du tout besoin d'être remarquée. Sa personnalité est si bien connue de Votre Excellence que je n'ai pas besoin de dire que je ne sais pas de personnalité plus appropriée pour sonder prudemment l'état actuel de la situation ».

Ce Max Warburg, fils de banquiers originaires de Hambourg en Allemagne était devenu le conseiller du chancelier allemand de Guillaume II. Pendant la Première Guerre mondiale, l'Empereur allemand l'avait nommé à la tête des services secrets en tant que conseiller financier en chef et conseiller en Intelligence stratégique. Son frère Paul, lui, travaillait pour le président Wilson[180] mais démissionna après l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne. Est-il permis de douter, à ce niveau-là, que les deux frères se soient mutuellement informés de la situation et de la connivence entre le pouvoir de Berlin et celui de Washington ? Pourquoi cette dépêche du 2 mars, la veille de la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, demandant à Warburg de rencontrer Garrett, et spécifiant qu'il y avait urgence ? Ne conforte-t-elle pas les théories de Sutton et Mullins ?

Le commandant Tosti révèle dans son ouvrage que durant la période des négociations à Brest-Litovsk,

> la missione militare francese, per iniziativa di uno dei suoi membri, il capitano Sadoul, che era in relazioni con Trotski, fece sapere al governo bolscevico che la Francia sarebbe stata pronta ad offrirgli il suo concorso militare e finanziario, qualora vi fossero state serie intenzioni di resistere alla Germania.
>
> Per un momento il Comitato Centrale si dichiarò disposto, con una lieve maggioranza, ad accettare, in massima, l'aiuto "dei briganti dell'imperialismo francese contro i briganti tedeschi", secondo la gentile terminologia posta in uso dal Governo leninista, ma Lenin seguitava, in cuor suo, a non aver più fiducia alcuna né nella possibilità di resistenza del Paese né nell'aiuto degli Alleati: prima che si fosse potuto fare un qualsiasi tentativo, le baionette tedesche avrebbero rovesciato l'ancor debole impalcatura del regime.[181]

Quoique le Conseil des commissaires du peuple ait adopté le décret sur la paix, bolcheviks, socialistes-révolutionnaires (SR), et communistes de gauche se trouvaient

---

[180] MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve Fédérale,* Paris, Editions Scribedit, 2010, p. 419

[181] *Op. Cit.*, TOSTI, Amedeo, commandant, *Bandiere bianche Autunno 1918*, pp. 58-59 : « La mission militaire française, à l'initiative de l'un de ses membres, le capitaine Sadoul, qui était en relations avec Trotski, fit savoir au gouvernement bolchevique que la France aurait été prête à lui offrir son concours militaire et financier, dans le cas où il y aurait eu de sérieuses intentions de résister à l'Allemagne. Pendant un moment, le Comité Central se déclara disposé, à une faible majorité, à accepter, au pire, l'aide ″des brigands de l'impérialisme contre les brigands allemands″, selon l'aimable terminologie employée par le gouvernement léniniste, mais Lénine continuait, en son for intérieur, à ne plus avoir aucune confiance ni dans la possibilité de résistance de son Pays, ni dans l'aide des Alliés : avant qu'on ait pu faire une tentative quelconque, les baïonnettes allemandes auraient renversé la structure encore faible du régime ».

divisés au moment de la ratification. Mais après avoir réussi à convaincre Trotski, qui proposait de ne plus faire la guerre et de ne rien signer, Lénine l'emporta de justesse. De deux choses l'une : soit Lénine voulait se soumettre à toutes les exigences du traité de paix de Brest-Litovsk pour se débarrasser de la situation conflictuelle qui entravait son action de mise en place d'une société nouvelle sur les bases de ses convictions sociopolitiques ; soit les bolcheviks n'avaient aucune intention sérieuse de résister à l'Allemagne envers laquelle ils se sentaient peut-être redevables tout en laissant croire qu'ils craignaient le danger de ses baïonnettes. Le comportement des bolcheviks prouvait que peu leur importaient les conditions du traité de paix. Dire qu'ils n'étaient pas en mesure de forcer l'histoire se révèle bien hypocrite aussi, puisqu'ils avaient infiltré l'armée pour la déliter et fait leur coup d'État. D'autre part, leur objectif était de déclencher un soulèvement dans toute l'Europe et ainsi de s'imposer partout, sans restriction territoriale ; perdre des territoires ne comptait pas.

En acceptant la soi-disant résignation du gouvernement bolchevique, les Puissances centrales confortaient ce dernier sur la scène internationale où les Alliés, officiellement, refusaient de le reconnaître tout en entretenant des relations par le biais de leurs agents secrets. Mais si Lénine admettait qu'il devait encore consolider sa position, cela signifiait qu'il était en état de faiblesse, alors pourquoi les Alliés, soi-disant ennemis du bolchevisme ne l'ont-ils pas renversé ? Le maréchal Foch s'était pourtant déclaré prêt à vaincre les bolcheviks si on le lui demandait[182], mais le gouvernement de Clemenceau ne le sollicita pas. Pourquoi ? N'est-il pas permis d'en déduire que le pouvoir de Lénine devait être maintenu ?

Ce scenario ressemble à une mise en scène, comme si tout avait déjà été parfaitement orchestré auparavant. Alors pourquoi se plaindre des conditions – une partie de la Biélorussie, l'Ukraine, la Finlande et les pays baltes et autres ; ainsi que le versement d'une lourde indemnité de guerre de quatre-vingt-quatorze tonnes d'or[183] – exorbitantes, honteuses, humiliantes, infâmes et autres qualificatifs encore qu'aiment

[182] RECHETNIKOV, Léonid, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques, Moscou, Intervention du 15 décembre 2010 à l'Institut de la Démocratie et de la coopération de Paris, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison- , consulté le 15.4.2014

[183] Dont une partie passa la frontière à Pagny-sur-Moselle en novembre 1918. In http://www.lexpress.fr/informations/la-france-et-l-or-des-soviets_629840.html et Cf. Annexe Nr. 6

à utiliser en France les textes officiels et autorisés et qui proviennent probablement des courriers diplomatiques, de l'ambassadeur Noulens mais aussi de Robins, l'ami que le président Wilson envoya négocier avec les bolcheviks[184]. Déjà dans son télégramme N° 13 du 5 mars 1918, ce dernier écrit au ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon, que « la paix qui vient d'être conclue par les plénipotentiaires du gouvernement maximaliste avec les puissances de la quadruple alliance ne sera vraisemblablement point ratifiée par le Soviet des Soviets qui se réunira à Moscou le 12 courant. […] Définitivement condamné par l'opinion russe, incapable de rien entreprendre en dehors de la guerre de classes, il est appelé à disparaître dans la tourmente que *la paix honteuse* va déchaîner dans toute la Russie »[185]. L'ambassadeur Noulens se trompait considérablement. Et tout comme lui, se trompait l'ambassadeur américain, Francis, qui le 9 mars 1918 écrivait à son gouvernement que « de toute façon, la ratification du traité de paix ne donne à la Russie que le temps de souffler car les termes en sont fatals au bolchevikisme *(sic)* ainsi qu'à l'intégrité de la Russie »[186]. Le pouvoir bolchevique s'est maintenu et la Russie a retrouvé ses frontières après que Lénine avait affermi son pouvoir et ensuite grâce au traité de Versailles qui annula le traité de Brest-Litovsk. Celui-ci ne fut pas plus honteux ou humiliant envers les Russes que ne le fut le traité de Versailles envers les Allemands, celui de Saint-Germain-en-Laye envers l'Autriche-Hongrie, celui de Sèvres envers l'Empire ottoman[187].

Parmi les régions qui se sont détachées de la Russie, les pays baltes étaient la cible de l'armée allemande. L'Ukraine proclama son autonomie mais demanda à l'Allemagne son aide militaire, ce qui convenait parfaitement à celle-ci qui voulait étendre son influence à l'est. C'était Lénine qui tenait impérativement à cette paix biélorusse, « à n'importe quel prix » disait-il, même contre l'avis de Trotski, afin de

[184] LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 234
[185] Cf. Annexe Nr. 7
[186] COATES, W.P. et COATES, Zelda K., *Armed Intervention in Russia*, Victor Gollancz Ltd, Londres, 1935, p. 67 in *Op. Cit.,* LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 74
[187] D'ORCIVAL, François, Roosevelt et Ibn Saoud, le pacte fondateur, in *Valeurs actuelles*, 19 février 2015, Histoire, p. 56 : La subdivision de ce dernier entraîna plus tard une rencontre entre le roi d'Arabie *Ibn Saoud* et Roosevelt qui déclara au Congrès « Sur la question de l'Arabie, j'en ai plus appris sur l'ensemble du problème – le problème musulman, le problème juif – en cinq minutes d'entretien avec le roi *Ibn Saoud* qu'à la lecture de deux ou trois douzaines de notes… » ; il fut emporté peu de temps après et Harry Truman, son successeur, expliqua à ses ambassadeurs du Moyen-Orient : « Messieurs, je suis désolé, mais je dois répondre à l'attente de centaines de milliers de gens qui veulent le succès du sionisme ; je n'ai pas des centaines de milliers d'Arabes parmi mes électeurs ».

pouvoir s'investir dans *sa* modification de l'État et de la structure sociale. Sa foi en la transformation de la société l'aurait porté à croire que cette dernière finirait par contaminer et anéantir les vainqueurs, compte tenu des grèves importantes et des insurrections déclenchées par les partis socialistes – infiltrés par les bolcheviks – en Allemagne, en France, en Italie ainsi qu'en Angleterre. Illusion, calcul, complot ? La démarche heuristique force à douter de la sincérité de Lénine dont il est permis de penser qu'il devait sans doute savoir que la victoire de l'Entente inclurait dans ses clauses de paix l'annulation du traité biélorusse. Ce fut bien l'article 433 de la Section II du traité du 28 juin 1919 à Versailles qui l'abrogea.

Comment l'*Encyclopædia Universalis* peut-elle alors écrire qu' « une révolution en Europe rendra ultérieurement caduc tout accord passé avec les empires centraux »[188], ou bien le manuel franco-allemand que « la défaite allemande permet à la Russie de dénoncer le traité de Brest-Litovsk et d'essayer de reconquérir les territoires qu'elle avait cédés à l'Allemagne »[189], puisque c'est le traité de Versailles – décidé par les Quatre personnes du Conseil – qui a annulé celui de Brest-Litovsk : ce qui, là aussi, ressemble fort à la mise en application d'un accord tacite. Inutile de rappeler que, durant la guerre civile, les Rouges réussirent, par la force, à reprendre l'Ukraine, qui s'était autoproclamée indépendante le 26 janvier 1918, et la Biélorussie. La paix honteuse de Brest-Litovsk ressemblait davantage au comportement honteux de Lénine et de qui le soutenait.

Si toutes les nombreuses analyses politico-militaires n'étaient retenues que comme toile de fond, au premier plan apparaîtrait clairement que les événements qui se sont succédé au cours de l'année 1917 comme des coups de théâtre sur la scène de ce premier conflit mondial semblent totalement planifiés.

- **Les bénéficiaires de la paix**

[188] http://www.universalis.fr/encyclopedie/paix-de-brest-litovsk/ , consulté le 22.4.2012
[189] L. Boesenberg, M. Braun, A. Duménil, B. Galloux, P. Geiss, G. Große, D. Henri, G. Le Quintrec, K. Maase, B. Toucheboeuf, M. Wicke, Manuel d'histoire franco-allemand, Tome 2, *L'Europe et le monde du Congrès de Vienne à 1945*, Version française, Paris, Nathan/Klett, Édition 2008, Chapitre 12, p. 216

L'armistice de Brest-Litovsk, le premier de la Grande Guerre, suivi de la paix éponyme, fut la suite sinon la conséquence de cet événement qui avait fait de Lénine « le plus grand conquérant de l'histoire mondiale, un homme qui avait vaincu son propre pays d'une façon que personne n'avait même jamais tentée »[190]. Après avoir usurpé le pouvoir à Kerenski, proposer dès « le lendemain une paix immédiate et inconditionnelle à tous les belligérants »[191] signifiait que Lénine se sentait puissant. Et probablement soutenu. Était-il uniquement porté par son idéal sociopolitique ? Le monomane – c'est ainsi que le journaliste du *Temps* définissait les chefs bolcheviques : « une tyrannie exercée par un petit nombre de théoriciens monomanes, de visionnaires, de lunatiques, de bohêmes ou de galefretiers »[192] – de Petrograd qui avait fait dissoudre par la force l'Assemblée Constituante où son parti était minoritaire, voulait cette paix à n'importe quel prix, afin de concrétiser son programme de société prolétaire, avec ses compagnons communistes. Sans le soutien financier dont il disposait, aurait-il jamais pu entreprendre toutes ces actions qui l'ont porté au pouvoir suprême de l'ancien Empire russe ?

Sur le plan politique, le grand bénéficiaire de Brest-Litovsk était donc indubitablement Lénine au pouvoir duquel ce traité, apparemment boycotté par les Alliés, donnait une reconnaissance internationale quasi officielle. N'avait-il pas réussi à en obtenir la ratification ? N'avait-il pas décidé – sans consulter ses alliés de l'Entente ? – de mettre un terme au front oriental ? Pourtant, le 19 mars, les Premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères de l'Entente avaient publié un *Manifeste des Alliés* déclarant que les Alliés ne reconnaissaient pas la paix de Brest-Litovsk. Ce manifeste noircissait plus que jamais les Allemands définissant le traité de « paix de mensonges qui, dans les cadres du verbalisme pacifique, installe les réalités de la guerre sous la loi suprême d'une force brutale sans frein » et proposait « à force d'héroïsme et d'endurance d'en finir avec une politique de spoliation pour faire place à un régime de paix durable par le droit organisé »[193]. Excellente rhétorique mensongère si l'on considère ce qu'il advint ensuite de la Russie et si les bénéfices des

[190] *Op. Cit.*, PIPES, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, p. 63
[191] GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel et SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'Armée russe*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 31
[192] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. VII
[193] *Op. Cit.*, MOULIS, E. et BERGONIER, E., *La guerre entre le Alliés et la Russie 1918-1920*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937, p. 32 aussi pour la citation précédente.

marchands d'armes, tel Zaharoff[194], ne sont pas oubliés. Par cette paix séparée, Lénine offrait aux Alliés et associés le prétexte utile pour intervenir en Extrême-Orient, en avançant la cause du droit à défendre. Mais qui spolia la Russie ?

Sur le plan humain, la paix de Brest-Litovsk libéra d'une part les soldats des deux camps de l'obligation de se battre, comme l'écrit Marina Gorboff : « à la différence du monde occidental et des officiers russes, cette paix séparée est accueillie avec joie par les soldats, qui regagnent en masse leurs foyers »[195] ; et d'autre part les prisonniers[196] respectifs furent libérés de la captivité, puisque l'article VIII du traité stipulait que « les prisonniers de guerre, des deux côtés, seront renvoyés chez eux. Le règlement des questions connexes se fera selon les accords particuliers prévus à l'article 12 »[197]. En Russie, les prisonniers représentaient cependant une importante force de travail, presque gratuite, dont les usines et l'agriculture avaient besoin, beaucoup furent donc retenus. Mais parmi les prisonniers, il y avait les ex-soldats austro-hongrois slavophones qui constituaient la grande Légion tchéco-slovaque, dont le rôle fut non seulement singulier mais aussi fort ambigu.

Quelques pays qui se détachèrent de la Russie comptent également parmi les autres bénéficiaires de la paix de Brest-Litovsk. Les principes d'autodétermination admis par les révolutionnaires russes permettaient à une partie de la Biélorussie, à l'Ukraine, à la Finlande, à la Pologne guidée par Pilsudski et aux pays baltes de se déclarer autonomes, ainsi que la Géorgie et les musulmans du Caucase, recevant le soutien politique et militaire des Allemands et des Turcs. Les Allemands y voyaient une possibilité d'y étendre leur influence afin de bénéficier des richesses économiques de ces régions. Mais en même temps, Berlin menait une politique favorable (avec modération) aux bolcheviks avec de nouveaux traités, comme l' « accord du 28 août qui consacre la séparation définitive de nombreux territoires allogènes d'avec la Russie, impose à la Russie bolchevique une indemnité de guerre de 6 milliards de

[194] *Op. Cit.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Librairie Arthème Fayard, 1988, p. 367 : Le fils de Clemenceau, Michel « devint l'agent général de la firme anglaise d'armements Vickers-Armstrong, contrôlée par Sir Basil Zaharoff, le fameux milliardaire anglo-grec, puissant marchand de canons ».
[195] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995, p.21
[196] Cf. Annexe Nr. 8
[197] *Op. Cit.*, DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014, p. 962

roubles, mais garantit l'intégrité territoriale du reste du territoire russe et amorce un rapprochement germano-russe ».[198]

S'il est admis de croire que les gouvernements de Paris, Londres et Washington abhorraient ce nouveau pouvoir bolchevique, il est cependant permis de considérer, au bénéfice des Alliés, que l'Allemagne qui contractait la paix avec Lénine « était à ce moment le centre de la ligne anti-bolchevique. Elle soutenait la cause bourgeoise en Finlande, en Roumanie, en Ukraine. Les bourgeois russes en attendaient l'intervention en Russie même pour les rétablir dans leur situation antérieure »[199]. Ils n'étaient donc pas hostiles à la présence germanique et de leur côté, les Allemands qui n'agissaient plus dans un but belliqueux envers la Russie se retrouvèrent cependant confrontés à la rivalité de ses adversaires occidentaux qui n'acceptaient pas que leurs ennemis puissent exploiter et accaparer avant eux les richesses de la Russie.

Car la vérité la moins contestable concernant Brest-Litovsk résidait dans les ambitions des Allemands et des pays de l'Entente, sans oublier les Etats-Unis, consistant à défendre leurs intérêts[200] et à exploiter les richesses naturelles de ces régions de l'extrême Est : le pétrole, les minéraux, les voies de communication stratégiques. Cette démarche économique est à intégrer à l'exemple de subversion du "honteux" traité de Brest-Litovsk. Dès la prise du pouvoir par les bolcheviks, donc avant le traité de Brest-Litovsk, la Grande-Bretagne et la France, constatant ce qu'était devenu l'ex-Empire de Nicolas II, en conclurent qu'il ne se relèverait pas et qu'il leur conviendrait de le découper en zones d'influence. Il est trop peu dit que :

> Une convention de partage est signée le 23 décembre 1917 à Paris entre Français et Britanniques à l'issue d'une brève discussion (zone anglaise : territoires du Caucase et territoires cosaques, zone française : Bessarabie, Ukraine, Crimée). Elle oriente une répartition des tâches futures, élargies aux Américains et Japonais, prêts à l'intervention en Sibérie ; elle marque surtout la volonté réciproque des Anglo-Français d'implanter leur toute-puissance économique, qui dans le Caucase (pétrole, cuivre), qui en Ukraine (mines du Donetz, hauts-fourneaux et métallurgie). Les impérialismes économiques sont plus que jamais vivants en Russie. Ils s'inscrivent

[198] *Op. Cit.*, GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Payot, 2004, pp. 92-93
[199] *Op. Cit.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 234
[200] Cf. Annexe Nr 9

> dans la tradition des rapports de force entre la Russie et les grandes puissances. La diplomatie du gouvernement voulait créer un monde nouveau. En avait-elle les moyens ?[201]

Ainsi, sous prétexte de combattre le bolchevisme ou les Allemands, la Russie était devenue une terre à conquérir et à coloniser dans le même esprit hypocrite que celui avoué par sir William Joyson-Hicks qui déclara dans un discours : « Nous n'avons pas conquis l'Inde dans l'intérêt des Indiens. Je sais que l'on dit dans les réunions de missionnaires que nous l'avons conquise pour élever le niveau des Indiens. C'est de l'hypocrisie. Nous avons conquis l'Inde afin d'en faire un débouché pour les marchandises de la Grande-Bretagne. […] »[202]. Alliés et associés devenaient donc aussi des bénéficiaires de Brest-Litovsk puisque le traité leur donnait une possibilité d'intervenir en Russie pour affaires commerciales. Soutenus en cela par Lénine lui-même qui, « en un français excellent » déclarait à Ludovic Naudeau qui l'avait rencontré aux lendemains des journées d'octobre :

> Il est clair que nous sommes incapables de développer, par nos seuls moyens, les immenses ressources de ce pays. Dans ces conditions, et bien que cela ne nous soit pas agréable, il nous faut admettre que nos principes, valables actuellement à l'intérieur de nos frontières, doivent, hors de nos frontières, faire place à des accords politiques qui nous permettent de vivre.[203]

Lénine – au sujet duquel le journaliste du *Temps* s'interrogeait : « Qu'y a-t-il dans cet être ? Une foi mystique, une monotonie ardente qui le rend insensible aux scrupules ? Et avec cela, symptôme contradictoire pourtant, une rare habileté manœuvrière, une astuce qui pétille souvent à l'étroit guichet de ses paupières bridées. »[204] – fait clairement comprendre à Naudeau que les règles qu'il a mises en vigueur au niveau national, peuvent se voir modifiées en vue de négociations avec l'étranger. Avait-il en tête Brest-Litovsk ou l'intervention ? Ou bien l'un pour provoquer l'autre ?

---

[201] *Op. Cit.,* GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, p. 77

[202] Ronald BLYTHE in LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 68

[203] *Op. Cit.*, SAINT-PIERRE, *Le drame des Romanov*, Paris, France Loisirs avec l'autorisation des Éditions Robert Laffont, 1969 au début de décembre 1917, p. 326

[204] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 188

Sur le plan de leur politique nationale, les Allemands étaient géographiquement bénéficiaires puisque le traité de Brest-Litovsk éloignait aussi les révolutionnaires allemands berlinois, de ceux de Petrograd, comme le montre ci-dessous la carte[205] des accords de paix :



Dans les pays d'Europe, les partis socialistes soutenaient les événements de Russie. En Allemagne, il y eut des insurrections à Munich et à Berlin, réprimées par la violence. Le Reich soutenait les bolcheviks mais ne voulait pas de communisme dans l'État. Londres et Paris agissaient de même. En Italie, Antonio Gramsci défendait dans *L'Avanti*, la révolution bolchevique et les révolutionnaires russes[206].

En Russie, cette paix de Brest-Litovsk affermissait le pouvoir bolchevique de Lénine qui s'évertuait alors à promettre aux paysans la privatisation des terres de leurs communes et aux ouvriers le contrôle des usines. Mais il n'ignorait pas qu'ensuite toute terre serait confisquée et collectivisée et que le contrôle des ouvriers disparaîtrait de lui-même « une fois les industries nationalisées et assujetties à un plan économique général de la production »[207]. Quant aux soldats qui réclamaient la paix, il la leur avait donnée sachant parfaitement que quand la dictature du prolétariat serait fermement au pouvoir, ils seraient dûment mobilisés pour la guerre civile totale incluse dans son

---

205 http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Carte_des_cons%C3%A9quences_du_Trait%C3%A9_de_Brest-Litovsk.svg ainsi que https://wikirouge.net/Fichier:Brest-Litovsk-Pertes.png (domaine public)
Légende sous la carte : « Traité de paix entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part et la Russie d'autre part ».

206 RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito, Ufficio Storico, 2008, p. 26

207 *Op. Cit.,* PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, p. 66

programme. Et les minorités nationales pouvaient bien réclamer leur indépendance, « le "droit à l'autodétermination", y compris à un État séparé, est garanti avec l'accord tacite que, s'il est exercé, il sera annulé par le droit supérieur de "l'autodétermination prolétarienne" »[208]. Lénine était totalement dénué de scrupules, « prêt à collaborer avec absolument n'importe qui pouvant servir ses intérêts, non seulement dans son pays, mais aussi à l'étranger »[209]. Il s'est honteusement vendu à l'Allemagne, devenant ainsi

> le seul dirigeant socialiste européen à vouloir ouvertement la défaite de son pays, trouvant de mutuels avantages dans sa collaboration avec les Allemands. Après son retour en Russie, il avait accepté d'assez considérables sommes d'argent pour relancer son parti anéanti et ranimer sa presse étouffée. Aucun autre groupe en Russie n'était disposé à frayer avec l'ennemi et, par conséquent, aucun autre ne pouvait entrer en compétition avec lui une fois engagée la bataille pour le pouvoir.
>
> Les subsides allemands ne se sont pas arrêtés en octobre 1917. Ils se sont prolongés en 1918, presque jusqu'à la capitulation de l'Allemagne. En juin 1918, son ambassade à Moscou télégraphia à Berlin que, pour maintenir les bolcheviks au pouvoir, trois millions de marks par mois étaient nécessaires ; la somme fut octroyée et servit à soudoyer les Lettons et autres forces pro-bolcheviques ou neutres. Dans les Archives Centrales du Parti, j'ai trouvé un document révélateur qui a été soigneusement occulté pendant soixante-dix ans : un télégramme de Lénine à Ia Berzin, son ambassadeur à Berne, daté d'août 1918, lui donnant pour instructions de n'épargner aucune dépense lorsqu'il s'agit de la propagande communiste à l'Ouest : "Les Berlinois enverront plus d'argent, lui assure-t-il ; si la racaille tarde, envoyez-moi une plainte *officielle*".[210]

La paix de Brest-Litovsk et le programme que Wilson avait annoncé encore avant que cette paix ne fût conclue affermissaient Lénine dans son pouvoir et soumettaient le peuple russe à sa dictature. La sauvegarde des intérêts du nouveau maître de la Russie passait avant la conclusion d'une paix générale, il pouvait se consacrer totalement à la modification de la société russe. Ce qui déclencha et déchaîna la guerre civile.

Pour bien souligner le changement qui s'opérait en Russie, le gouvernement bolchevique quitta Petrograd pour s'installer à Moscou, le 11 mars 1918. La paix de

[208] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, p. 67
[209] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, p. 67
[210] *Ibid.*, PIPES, Richard, p. 68-69

Brest-Litovsk fut le premier acte de politique internationale qu'il commit. Au niveau national, Lénine modifia la géographie administrative de l'ex-Empire. La subdivision de l'État en *goubernias* (en cyrillique *губе́рния*), ou gouvernements, qui datait du XVIIe siècle fut radicalement modifiée.



211

L'Empire russe en 1914

Le décret du 8 avril 1918 « répartit le territoire en un certain nombre de Régions militaires, de subdivisions, d'arrondissements et de districts[212]. En même temps, le gouvernement donne l'ordre de procéder au recensement et au recrutement des hommes et des cadres, par voie de mobilisation. Le volontariat et le système électif ont vécu »[213].

Au nom du peuple russe, Lénine imposait sa victoire à un peuple qui, dans sa grande majorité, n'en voulait pas et causa ainsi son malheur.

---

[211] Карта России по губерниям и областям (до 1898).jpg (Carte de la division administrative de l'Empire en 1914) Created: before 1917 date QS:P,+1917-00-00T00:00:00Z/7,P1326,+1917-00-00T00:00:00Z/9, appartient au domaine public, consulté le 8.10.2012

[212] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, IV L'expansion, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 215

[213] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, IV L'expansion, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 215, Note 1 : Il s'agit là *en outre* –et c'est un fait capital– d'une mesure de centralisation politique, le découpage des régions militaires ne cadrant pas avec les limites des Républiques de la future Fédération (Cf. GARDER, Michel, *Histoire de l'Armée soviétique*, Paris, 1959, p. 41). Ce découpage subsistera, même lorsque la Fédération sera constituée, et prémunira le gouvernement central contre le retour de mouvement séparatistes.

Les Quatorze Points : prologue de l'intervention ?

Cette recherche des intérêts que ciblaient les Alliés et associés apparaît comme le vecteur des objectifs de la guerre et laisse apparaître totalement incongrues et théâtrales les déclarations officielles des responsables américains, britanniques, français, et autres bien-pensants, concernant les tentatives de paix, l'amitié entre les peuples. Il en va de même pour la déclaration de décembre 1916 de Wilson, lui qui insista plus tard pour que « la procédure de paix, une fois ouverte, soit conduite au grand jour, qu'elle ne comporte ni ne tolère désormais aucun accord secret d'aucune sorte »[214] – alors que toutes les négociations ont été menées secrètement et que les discussions concernant la paix de Versailles eurent lieu à huis clos, à quatre, les , et non sans raison.

Selon Girault et Frank, « en 1917, le président Wilson a déjà bien compris le rôle de leader du nouveau monde qu'il aura à jouer en Europe, et ailleurs, après la guerre ; […] fort préoccupé par les événements de Russie, [il] est déjà résolu à être le champion d'une nouvelle politique internationale fondée sur de grands principes moraux », ou tels, de prime abord. Or, depuis leur entrée dans le conflit mondial, les États-Unis devenus les « associés » des Alliés, ne consultèrent pas ces derniers au sujet des propositions contenues dans les Quatorze Points de Wilson. Qui les avait rédigés ? Selon Sadoul, « ce discours [celui des Quatorze Points devant le Congrès des États-Unis] définissait en quatorze paragraphes les nouveaux buts de guerre des Alliés, buts de guerre découlant de principes analogues à ceux que défendait à Brest-Litovsk la République des Soviets. Rompant avec l'attitude systématiquement insolente adoptée par les dirigeants de l'Entente à l'égard de la Russie nouvelle –dont ils feignaient ridiculement d'ignorer le gouvernement – le président des États-Unis rendait hommage à l'idéalisme des dirigeants soviétiques. Il flétrissait les appétits de conquête et de domination des Allemands »[215] qui habitaient également les Alliés et associés.

[214] *Op. Cit.*, GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2004, p.p. 85-86
[215] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *La naissance de l'URSS*, Charlot, 1946, pp. 292-293

Les puissances de l'Entente et les États-Unis aidèrent aussi bien les bolcheviks que les armées contre-révolutionnaires.

- **Wilson prenait-il parti pour les bolcheviks ?**

Quels intérêts défendait le président Woodrow Wilson lorsque, devant le Sénat américain, il déclara le 8 janvier 1918, c'est-à-dire dix mois avant le dernier armistice de cette Grande Guerre et plus d'un an avant le traité de Versailles, mais deux mois avant le traité de paix de Brest-Litovsk :

> [...] Nous sommes entrés dans cette guerre parce que des violations du droit se sont produites qui nous touchaient au vif, et qui rendaient la vie de notre peuple impossible, à moins qu'elles ne fussent réparées, et que le monde ne fût une fois pour toutes assuré contre leur retour.

L'imprécision et la vacuité de l'énoncé, particularités premières des textes juridiques et diplomatiques, apportent aux négociateurs une souplesse de langage qui permet aux hommes de loi et aux diplomates d'interpréter le libellé d'un article ou d'une règle à leur manière et conformément à l'objectif poursuivi. La phrase ci-dessus, prononcée par Wilson apparaît comme une juxtaposition de mots ciblant l'émotivité des gens, voulant beaucoup dire mais ne comportant aucun engagement. Il convient donc de se demander ici à quelles violations fait allusion Wilson et de quel droit il s'agit. En quoi ces violations rendaient-elles impossible la vie du peuple américain ? Certes, les horreurs de la guerre ne pouvaient pas ne pas toucher, au niveau émotionnel et parfois privé, le peuple américain – ni les autres –, mais pas au point de l'empêcher de vivre. Nombreux étaient les Américains qui d'ailleurs avaient refusé l'entrée en guerre des USA. Par exemple, le 10 février 1917, le professeur Carlton J.H. Hayes, de l'université de Columbia, avait répondu au président Wilson qui voulait entrer dans le conflit : « Les Etats-Unis, […], n'ont pas d'intérêts vitaux dans la guerre européenne. La belligérance américaine n'assurerait pas la défense du droit des neutres »[216]. Le peuple américain serait allé « à la guerre à cause de la France mais pas pour l'Angleterre », ce que souhaitait vivement le gouvernement français qui, alors, espérait

[216] NOUAILHAT, Yves-Henri, *La France et les États-Unis*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, p. 414

« trouver auprès des autorités américaines un accueil plus bienveillant vis-à-vis de ses demandes de crédits que lors des jours d'angoisse de décembre 1916 et de janvier 1917 »[217].

Dans son discours au Sénat, Wilson ajouta:

> Ce que nous exigeons dans cette guerre n'est donc rien de particulier pour nous-mêmes. Ce que nous voulons, c'est que le monde devienne un lieu sûr où tous puissent vivre, un lieu possible spécialement pour toute nation éprise de la paix, comme la nôtre, pour toute nation qui désire vivre librement de sa vie propre, décider de ses propres institutions, et être sûre d'être traitée en toute justice et loyauté par les autres nations, au lieu d'être exposée à la violence et aux agressions égoïstes de jadis.

Est-il permis de croire le président américain, lorsqu'il prétend qu'il n'exige rien pour les États-Unis, sachant que son ami Robins, en Russie, est déjà en train de négocier avec les bolcheviks son aide militaire en échange de concessions ? Et puis, quelle nation ne voudrait pas être traitée en toute justice et loyauté par les autres nations et ne pas être exposée à la violence et aux agressions ? Lorsque Wilson évoque un lieu sûr pour toute nation éprise de paix, une nation qui désire vivre sa vie propre et décider de ses propres institutions, ne mentionne-t-il pas la Russie bolchevique en cours de négociations pour réaliser la paix de Brest-Litovsk et affirmer ensuite son pouvoir ? En fait Wilson sous-entend, sans la nommer, que la nouvelle Russie est libre de choisir son système gouvernemental et invite les autres nations à respecter ce choix « en toute justice et loyauté » et à exclure toute idée d'opposition. Violence et agressions égoïstes de jadis peuvent très bien être celles des joutes verbales à la *Douma*, ou bien les répressions exercées contre les révolutions. L'adverbe 'jadis' pourrait correspondre à la période tsariste comme à celle des Gouvernements provisoires. Les sous-entendus de Wilson sont évidents.

> Tous les peuples du monde sont en effet solidaires dans cet intérêt suprême, et en ce qui nous concerne, nous voyons très clairement qu'à moins que justice ne soit rendue aux autres, elle ne nous sera pas rendue à nous-mêmes. C'est donc le programme de la paix du monde qui constitue notre programme.[218]

---

[217] *Ibid.*, NOUAILHAT, Yves-Henri, *La France et les États-Unis*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, pp. 415-416 pour les deux citations de ce paragraphe

[218] http://mjp.univ-perp.fr/textes/wilson08011918.htm , consulté le 4.2.2013

Tous les peuples du monde tendent vers la réalisation de cet intérêt suprême, voire la possibilité de vivre dans un lieu sûr empreint de justice et de loyauté. Depuis quand les États-Unis se sont-ils souciés et se soucient-ils de cette justice pour les autres dont ils seraient tributaires ? Quels autres ? Avant la Grande Guerre, l'absence de ces deux principes de base dans les autres pays n'avait jamais empêché les États-Unis de les appliquer pour eux-mêmes, alors pourquoi s'en soucier maintenant en plein conflit ? La population étatsunienne ne souffrait pas directement du conflit qui se déroulait sur le vieux continent ou même dans leurs pays voisins. De qui, et non pas de quel État, la paix dans le monde constituait-elle le programme ? Si ce n'était celui des USA qui sinon auraient déjà volé au secours de tous les peuples en guerre et ne se seraient pas ingérés dans les affaires du Mexique où « l'emprise du capitalisme yankee s'accentue pendant la guerre »[219], alors de qui ?

- **Avantages et inconvénients**

Il est bien connu que malgré ses beaux discours, aucun pays ne vole au secours d'un autre par esprit de bienfaisance ou dans le désir d'accomplir un acte humanitaire. Les Quatorze Points de Wilson devaient rendre aux nations, dites « sous le joug de », leur autonomie et les laisser choisir librement par un referendum qui donnerait la voix au peuple. Là était le grand avantage des Points huit à treize, or la décision fut arbitraire, seuls les Tchèques et les Slovaques, par décision politique, ont obtenu leur indépendance, sans que les populations aient été consultées. Une exception : le Schleswig-Holstein bénéficia du privilège d'un plébiscite. Le Tyrol du Sud comme le Frioul oriental pouvaient-ils choisir entre la citoyenneté autrichienne ou italienne ? Saura-t-on jamais si l'Alsace et la Lorraine voulaient redevenir françaises ? Les populations tchèque et slovaque revendiquaient-elles l'autonomie ? Où était le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Ils ne furent pratiquement jamais consultés. Pourtant, à propos de la paix de Brest-Litovsk, Giraud et Frank écrivent bien que

> pour le court terme, la paix devait être conclue selon la formule déjà "classique" – sans annexions, ni indemnités – mais avec d'importantes précisions à propos du mot

[219] *Op. Cit.*, GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004, p. 83

> annexion : c'est la conquête ou l'incorporation violente, sans plébiscite, d'un territoire étranger , quel que soit la date ou le lieu de cette annexion ; du coup, les annexions anciennes (Alsace-Lorraine, territoires allogènes des Empires centraux, Pologne, etc.) ou coloniales, sont toutes discutables et réglables selon le principe affirmé du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour le futur, les traités devraient être discutés publiquement, sous le contrôle des peuples, ratifiés par des "assemblées autorisées des représentants populaires de tous les pays et de toutes les nations" ; cette diplomatie "ouverte" sera d'ailleurs immédiatement appliquée en Russie par la publication des traités secrets conclus entre avril et octobre 1917 (bon moyen de discréditer les adversaires politiques de l'ex-gouvernement provisoire).[220]

Lorsqu'après sa prise du pouvoir, Lénine avait invité tous les belligérants à participer aux négociations d'armistice, et renouvela l'invitation pour celles de la paix, il répondait parfaitement au premier Point de Wilson, mentionnant une diplomatie ouverte au vu de tous. Avait-il été déjà informé ou bien Wilson calquait-il son texte sur les agissements de Lénine ? Wilson lui transmettait-il officiellement, au vu et au su de tous, ce qu'il devait faire ?

Vouloir libérer la navigation sur mer, aussi bien en temps de paix que de guerre, signifiait libérer la mer Noire, carrefour commercial stratégique, et l'ouvrir à toutes les voies commerciales de tous les pays. Wilson ajouta cependant au Point II la clause restrictive : « dans le cas où les mers seraient fermées en tout ou en partie par une action internationale tendant à faire appliquer des accords internationaux ». Selon les accords qui seraient conclus, ou pas, entre bolcheviks et Puissances centrales à Brest-Litovsk et ceux à conclure avec les bolcheviks au sujet des champs pétrolifères[221] – les Anglais ne s'étaient-ils pas attribué le Caucase et les Français la Crimée, lors de la Convention du 23 décembre 1917 pour le démembrement de la Russie ! – il fallait prévoir une éventuelle fermeture de la mer Noire par lesquelles devaient transiter les pétroliers et les bateaux commerciaux, en attendant une éventuelle solution.

---

[220] *Ibid.*, GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004, p. p. 72-73

[221] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 64, note de bas de page : « La Russie fournit 15% du pétrole mondial, réparti entre les frères Nobel (1/3) et la Shell (compagnie anglaise). La Standard Oil of New Jersey (de J. Rockefeller) négocie depuis 1920 le rachat de Nobel. Fin 1921, les Soviétiques lui proposent une concession de 55 ans, qui est refusée. Ils se tournent alors vers la Royal Dutch Shell. Les banques anglaises contrôlent en Russie 40% de la naphte (pétrole), 57% du cuivre, 51% de l'or et du platine ».

Le Point 3, supprimant, autant que possible, toutes les barrières économiques et établissant l'égalité des conditions commerciales « pour toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour son maintien » représentait une aide ultérieure pour la Russie bolchevique qui avait grand besoin de rétablir son économie. La proposition de paix à tous les belligérants se révèle être une très habile manœuvre politique et économique. Il convient de souligner que les nations entretenaient déjà avant 1914 des relations commerciales avec la Russie, il n'y avait aucune raison de les supprimer, tout au plus pouvaient-elles être modifiées. Mais il fallait prévoir les éventuelles difficultés que le nouvel État bolchevique, alors soumis à un blocus, était susceptible de rencontrer et le protéger, si d'aucuns avaient refusé de nouer des relations politiques et économiques avec lui.

Le Point suivant était en mesure de supprimer tout simplement les armements, que se serait-il alors passé ? Réduire ceux-ci « au minimum compatible avec la sécurité intérieure » permettait malgré tout aux bolcheviks de disposer de toutes les armes qu'il leur fallait pour combattre l'adversaire. Anglais et Français leur en fournirent. Et par une clause secrète, la Convention complémentaire au traité de Brest-Litovsk d'août 1918, bien trop rarement évoquée, les Allemands assurèrent aux bolcheviks « la propriété de tout le matériel de guerre saisi en Russie depuis 1914 »[222] en échange de différentes mesures favorables aux vainqueurs. Théoriquement, les armes fournies à Lénine et à Trotski, fournies par les Alliés et les Américains, devaient servir à combattre les Allemands, et celles laissées par les belligérants, furent en réalité utilisées contre les Blancs, les armées des Volontaires commandées par Kornilov, Denikine, Wrangel, Youdenitch et d'autres moins connus. Les bolcheviks jouaient sur deux tableaux à la fois : d'un côté, ils laissaient croire à leurs partenaires de l'Entente qu'ils combattraient les Allemands et empêcheraient ainsi une expansion germanique en Russie, mais de l'autre, compte tenu des accords passés à Brest-Litovsk, ils ne pouvaient le faire. Les Volontaires qui, toujours plus nombreux, se regroupaient en armées devenaient pour eux un danger réel. Selon que l'auteur manifeste quelque sympathie pour les Rouges ou pour les Blancs, les textes dénombrent les uns ou les autres de manière majoritaire, voire superlative. Se référer aux témoignages de celles et ceux qui vécurent directement les événements et de ceux qui le reçurent de leurs père et mère mérite seul considération. Car comme écrivit Jean-Norton Cru, « si

[222] *Ibid.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 15

quelqu'un connaît la guerre, c'est le poilu, du soldat au capitaine ; ce que nous voyons *est* ; ce qui contredit notre expérience *n'est pas*, cela vînt-il du généralissime, des Mémoires de Napoléon, des principes de l'École de Guerre, de l'avis unanime de tous les historiens militaires »[223]. L'importance numérique des différentes armées passe ici au second plan, ce qui compte est de souligner que les Alliés et associés fournissaient des armes aux Rouges mais aussi aux Blancs, pour le grand bonheur des marchands d'armes.

Quant au sixième Point, il est entièrement consacré à la Russie post-tsariste. Les bolcheviks sont au pouvoir depuis deux mois, théoriquement nul ne sait si la situation évoluera en leur faveur ou contre eux. Pourtant, même si le texte de cet Article VI :

> Évacuation du territoire russe tout entier et règlement de toutes questions concernant la Russie qui assure la meilleure et la plus libre coopération de toutes les nations du monde, en vue de donner à la Russie toute latitude, sans entrave ni obstacle, de décider, en pleine indépendance, de son propre développement politique et de son organisation nationale ; pour lui assurer un sincère et bienveillant accueil dans la société des nations libres, avec des institutions de son propre choix, et même plus qu'un accueil, l'aide de toute sorte dont elle pourra avoir besoin et qu'elle pourra souhaiter. Le traitement qui sera accordé à la Russie par ses nations soeurs dans les mois à venir sera la pierre de touche de leur bonne volonté, de leur compréhension des besoins de la Russie, abstraction faite de leurs propres intérêts, enfin, de leur sympathie intelligente et généreuse.

donne l'impression que toute solution choisie par la Russie est la bienvenue, il est malgré tout tendancieux. Qui devrait évacuer le territoire russe puisque, officiellement, le 8 janvier 1918, l'intervention n'a pas encore eu lieu, même si elle fut décidée fin novembre 1917 ? Wilson savait-il qu'elle se ferait ? Invitait-il indirectement les Japonais dont il craignait les ambitions expansionnistes à quitter la Transbaïkalie ? Mais en prônant l'évacuation du territoire russe tout entier, il enlevait tout soutien à Koltchak et le condamnait déjà. La libre détermination du droit des peuples n'était-elle pas censée laisser les Russes régler leurs problèmes entre eux ? En quoi le « règlement de toutes questions concernant la Russie » pouvait-il assurer la

[223] CRU, Jean-Norton, *Témoins*, Première édition : Paris, Les Etincelles, 1929, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1993, p. 14

coopération optimale de toutes les nations du monde, puisqu'il s'agissait d'un problème national ? Une telle coopération parfaite était-elle en mesure et en droit de donner à la Russie la latitude de décider librement de son développement politique et de son organisation nationale ? Ajouter que ce choix lui permettrait d'être accueillie avec bienveillance dans la société des nations libres doit se traduire par l'invitation faite à ces nations libres, ses nations sœurs, d'accepter la Russie bolchevique, étant donné que l'ancienne Russie tsariste était auparavant déjà acceptée par tous. Ce sixième point boycottait d'avance Koltchak et les armées blanches. Wilson manipulait l'opinion internationale tout en soutenant sournoisement le pouvoir bolchevique. N'était-il pas déjà intervenu en mars 1917 pour qu'un passeport soit délivré à Trotski[224] ? Celui-ci se rendait à Petrograd « pour y organiser la phase radicale de la révolution, il partit avec dix mille dollars en poche »[225].

Le 8 janvier 1918, les Quatorze Points que le président Wilson annonçait devant le Sénat comme étant le seul programme possible pour sauver la paix du monde, se révélaient plutôt comme le prologue de l'intervention.

L'épilogue se lit dans l'article 116 du Traité de Versailles, qui stipule que «L'Allemagne reconnaît et s'engage à respecter, comme permanente et inaliénable, l'indépendance de tous les territoires qui faisaient partie de l'ancien Empire de Russie au 1er août 1914. Conformément aux dispositions insérées aux articles 259 et 292 des parties IX (Clauses financières) et X (Clauses économiques) du présent traité, l'Allemagne reconnaît définitivement l'annulation des traités de Brest-Litovsk, ainsi que de tous autres traités, accords ou conventions passés par elle avec le Gouvernement maximaliste en Russie. Les puissances alliées et associées réservent expressément les droits de la Russie à obtenir de l'Allemagne toutes restitutions et réparations basées sur les principes du présent traité ». Traduit en langage simple : le traité de Brest-Litovsk était nul et non avenu. Et de plus, en 1922, par le traité de Rapallo, l'Allemagne et la Russie soviétique renonçaient mutuellement aux réparations de guerre et rétablissaient des relations diplomatiques et commerciales. L'orchestration était parfaite.

[224] SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, 1976 pour la première édition anglaise, et La Fenderie, Éditions Scribedit, 2012 pour la version française, p. 50
[225] *Ibid.*, SUTTON, p. 28

- **Incidence sur la Russie**

La paix de Brest-Litovsk et le programme que Wilson avait annoncé encore avant que cette paix ne fût conclue affermissaient Lénine dans son pouvoir mais soumettaient le peuple russe à la dictature de ce potentat. La sauvegarde des intérêts du nouveau maître de la Russie passait avant la conclusion d'une paix générale, en attendant, il pouvait se consacrer totalement à la modification de la société russe. Le discours de Wilson ressemblait à un aval pour l'action de Lénine.

En résumé, « Wilson avait prononcé un noble discours, un discours historique. Ce fut tout. La politique des Alliés à Paris, à Londres, à Washington et à Tokio évolua, après quelques zigzags, vers l'intervention armée contre la Russie soviétique »[226]. Il garantissait que l'Entente ne s'immiscerait jamais dans les affaires intérieures de la Russie, mais quelques mois plus tard, des troupes anglo-franco-italo-nippo-sino-américaines intervinrent à Mourmansk, Arkhangelsk, à Vladivostok, au Caucase et en mer Noire. En aucun cas pour sauver des vies humaines, victimes de la guerre civile qui débuta au printemps 1918, après la conclusion du traité de Brest-Litovsk. Tandis que Trotski négociait en Biélorussie, Lénine appliquait ses règles à la société russe, alors la population comprenait quelles étaient les intentions de leur nouvel autocrate et se rebellèrent. Le parangon de la duplicité offrait au peuple russe, d'un côté la paix au niveau international et de l'autre la guerre sur le sol national. Tout était double dans cette fin de guerre.

Toutes les conjectures qui furent faites pour expliquer, comprendre, justifier ou incriminer Lénine et le bolchevisme, se révèlent aléatoires, car, selon Marina Grey, la fille de Denikine, « tant du côté allié que du côté austro-allemand, on se méprend encore totalement sur la véritable nature du mouvement bolchevique – et donc sur ses véritables intentions »[227].

Après la signature du traité germano-russe, le détachement des pays qui revendiquèrent leur autonomie s'attarde sur l'Ukraine. Les pays baltes, géographiquement marginaux font pourtant l'objet des convoitises des officiers

[226] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *La naissance de l'URSS*, Charlot, 1946, p. 295
[227] GREY, Marina et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Éditions Stock, 1968, p. 179

allemands qui y voient, en relation avec leur passé, une terre à reconquérir, voire à coloniser. Ils étaient prêts pour ce faire à s'entendre soit avec les bolcheviks, soit avec les Volontaires Blancs. C'est bien pour les en empêcher que les Alliés mentionnaient de manière récurrente l'opposition aux Allemands. Leur victoire risquait de les conduire en Finlande qui, elle aussi, s'était déclarée nouvellement république. Calculant leur intérêt, et selon les circonstances, les Alliés s'opposaient aux Allemands, aux bolcheviks, aux antirévolutionnaires ou bien, inversement, s'entendaient avec eux. Le flou entretenu qui régnait sur cette fin de Grande Guerre exigerait encore de nombreuses années de travail pour faire réellement la lumière. L'échiquier était trop vaste et ses pièces trop nombreuses.

Les prétextes avancés pour intervenir, les causes réelles

Selon l'(ex-) étudiant américain Frank Edward Fierro, de la *Florida States University*, les causes de cette intervention qui eut lieu à la fin de la guerre étaient au nombre de quatre, il écrivait en 2004 dans son *Master of Arts* :

> The objective of this thesis is twofold. I first wish to address all four of the major theories revolving around the motives for the intervention into Russia, as no other work has done so. The first theory is that the war in Europe spurred the Allies to intervene in Russia- to keep Russian resources out of German hands. The saving of the Czechoslovak Legion from the Bolsheviks is a second theory. The fear of Bolshevism and the wish to strangle it in the cradle, as Churchill put it, is a third theory. The fourth and last theory is that the impetus for intervention came from a fear that a unilateral intervention by Japan in Siberia would lead to Japanese conquest- and the United States was unwilling to see this occur.[228]

[228] FIERRO, Frank Edward, *In the Name of the Russian People but not For Them: President Wilson,the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920*, A Thesis submitted to the Department of History in partial fulfillment of the requirements for the degree of Master of Arts Degree Awarded: Fall Semester, 2004, Copyright © 2004, Jonathan Grant Professor Directing Thesis, Max Friedman Committee Member, Florida States University, p. 1 : « L'objectif de cette thèse est double. Tout d'abord je désire analyser les quatre théories principales concernant les causes de l'intervention en Russie, puisque cela n'a jamais été fait. La première théorie établit que la guerre en Europe a poussé les Alliés à intervenir afin d'éviter que les ressources russes ne tombent aux mains des Allemands. La deuxième considère que l'intervention visait à sauver la légion Tchécoslovaque. La peur du bolchevisme, et, comme disait Churchill, le désir de le tuer dans l'œuf aurait été la troisième raison. La quatrième et

La première des soi-disant théories est incontestable, les Alliés voulaient devancer les Allemands et obtenir des concessions ou négocier l'obtention de biens de première nécessité, comme les céréales et le charbon, par exemple. Plus de trois ans de guerre avaient considérablement détruit les pays belligérants et il fallait reconstruire. Les matières premières manquaient, la Russie les possédait ; ce fut donc une course pour s'en emparer mais aussi une rivalité entre Alliés et associés. Voilà pourquoi Alliés et associés prétextèrent la reconstitution d'un front oriental ; non pas pour combattre les Puissances centrales dans un but belliqueux afin de soulager le front occidental mais pour les retenir et les empêcher de prospérer en Russie.

Les Forces alliées et associées étaient censées intervenir pour aider les hommes de la Légion tchéco-slovaque à rentrer chez eux, le sous-chapitre II.2.B explique ce qu'il en fut réellement. Et enfin, argument le plus crédible, les Américains voulaient empêcher les Japonais de s'installer en Russie, ils craignaient leur désir d'expansion territoriale. D'aucuns écrivent aussi que l'intervention aurait eu pour but d'aider les Armées blanches à combattre les Armées rouges. De quelle manière ?

- **Le prétexte politico-militaire**

Le général Rouquerol qui appartint à la mission militaire française en Russie écrivit que « l'intervention des Alliés en Sibérie n'a pas été l'exécution d'un projet arrêté de propos délibéré. Elle fut la suite imprévue d'un enchevêtrement de circonstances dont la genèse nous fait remonter aux premières années de la guerre mondiale »[229]. Ce disant, il faisait référence à la politique des nationalités et aux prisonniers slavophones retenus en Russie. Même si ces deux éléments jouèrent un rôle, ils furent davantage instrument que moteur. Et l'enchevêtrement concernait bien plus les sphères où évoluaient ceux qui avaient un pouvoir décisionnel, à savoir les politiques et les chefs militaires.

dernière théorie est que l'élan venait de la peur d'une intervention unilatérale du Japon pour conquérir la Sibérie, ce que les États-Unis ne voulaient pas ».

[229] ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 17

Selon la majorité des politiques, des diplomates et des militaires, « les Alliés ont été amenés par les circonstances, après le traité de Brest-Litovsk, en mars 1918, à concevoir la création d'un front oriental contre les bolcheviks alliés des Allemands, avec le concours des forces russes restées fidèles à l'alliance et réorganisées en Sibérie »[230]. Le contenu de ce paragraphe habilement écrit par le général Rouquerol peut s'interpréter de deux façons : soit intervenir en Russie pour créer un front oriental contre les bolcheviks et en même temps contre les Allemands, puisque selon Rouquerol, ils étaient alliés ; ou bien intervenir en Russie pour aider les Russes qui s'opposent aux bolcheviks donc aux Allemands. La première hypothèse devient : rétablir un front oriental pour soulager celui de l'Ouest ; la seconde évolue en intervention pour aider les Blancs à combattre les Rouges. Crédible ?

En effet, les textes d'histoire mentionnent souvent que « les Allemands tirent parti du cessez-le-feu et de la paix à l'Est pour redéployer leurs troupes et porter leurs ultimes efforts sur le front français. Ce sont quarante divisions qu'ils vont réorienter vers l'ouest sitôt la paix signée »[231]. Non seulement, il s'agit d'une manœuvre difficilement réalisable sur le plan technique et logistique, mais c'est politiquement faux car les plénipotentiaires allemands à Brest-Litovsk s'étaient engagés à n'opérer, pendant les négociations, aucun transfert de troupes du front oriental au front occidental. D'autant plus que, lors des négociations qui devaient mener à la paix de Brest-Litovsk, Kühlmann, chef de la diplomatie allemande écrivit une réponse lue par von Rosenberg disant que « les troupes allemandes ne pourraient évacuer les régions occupées avant la fin de la guerre sur le front occidental ». Il répondait ainsi à Trotski qui en avait conclu qu'elles le seraient *après* la guerre et lui demandait de préciser une date ; Kühlmann ajouta « que les troupes allemandes n'évacueraient ni *avant* ni *après* la fin de la guerre »[232]. Les Allemands avaient besoin de leurs troupes en Ukraine et dans les pays libérés pour s'opposer aux bolcheviks, pour contrôler le transport des céréales et autres denrées vers l'Allemagne – ce que voulaient empêcher la France encore en guerre[233] – mais aussi pour protéger leurs hommes d'affaires venus prospecter afin d'investir et produire. L'Allemagne envisageait également de s'étendre

[230] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. , général, p. 7
[231] http://www.herodote.net/3_mars_1918-evenement-19180303.php, consulté le 10.2.2013
[232] http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/mavie/mv33.htm , consulté le 09.02.2013 : TROTSKI, *Ma vie, 31 Les pourparlers de Brest-Litovsk.*
[233] BRADLEY, J.F.N., Professeur à l'université de Manchester, « L'intervention française en Sibérie (1918-1919) », *Revue historique*, 89e année – T. CCXXXIV, Octobre-Décembre 1965, p.376

vers les pays baltes dans un but politique et commercial[234] et avait besoin de son armée. Il ne peut donc être vrai non plus que les renforts allemands parvinrent tardivement à l'Ouest, du fait des distances énormes, mais il est en revanche tout à fait crédible que l'offensive tentée lors de la seconde bataille de la Marne échoua « par manque de cavalerie restée à l'Est pour contrôler les immenses territoires annexés »[235]. Benoist-Méchin fait donc erreur lorsqu'il écrit que « les Allemands ont déjà prélevé 40 divisions sur le front de Russie »[236]. Quarante divisions représentent environ entre quatre cent et six cent mille hommes. C'est impensable de les déplacer en peu de temps ! À titre de comparaison, il convient de mentionner qu'il a fallu deux ans pour rapatrier les quelque 68 000 Tchéco-Slovaques de Vladivostok à Prague.

Il ne s'agit peut-être pas de mensonges intentionnels car « inventer suppose un effort auquel répugne la paresse d'esprit commune à la plupart des hommes. Combien il est plus commode d'accepter complaisamment une illusion, à son origine spontanée, qui flatte l'intérêt du moment ! »[237]. Et pourtant « rétablir un front oriental était une raison commode à avancer pour intervenir militairement en Russie, une raison commode mais fausse. La citation suivante devrait le démontrer, du moins pour ce qui est de la politique américaine »[238] :

> Le 19 février 1918, William Phillipps, sous-secrétaire d'État, rapporta que les Français avaient laissé entendre aux bolchevistes qu'ils étaient prêts à les aider s'ils s'engageaient à résister à la menace allemande et à défendre la Russie. Le gouvernement français demanda si les États-Unis donneraient des instructions similaires à leur ambassadeur à Petrograd.
>
> Sous la note est crayonné ce qui suit : « C'est hors de question. Soumis au Président qui dit la même chose ».

---

[234] Cf. Annexes Nr 10, 10a, 10b, 10c

[235] http://www.histoiredumonde.net/Traite-de-Brest-Litovsk.html , consulté le 09.02.2013

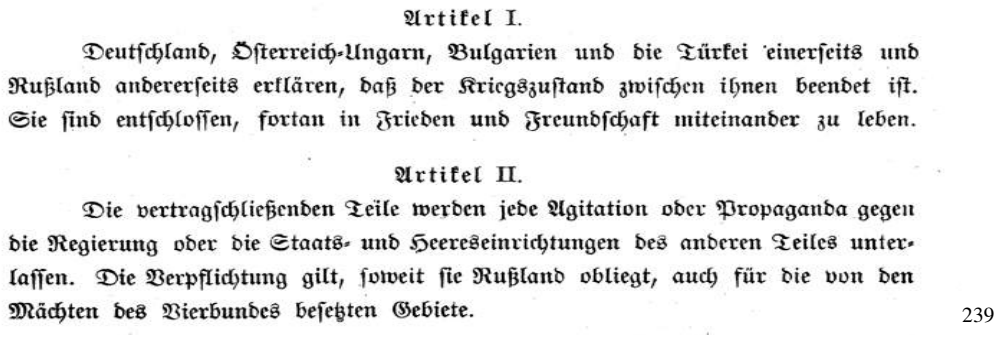
[236] BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, V Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p. 54

[237] BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 100

[238] KENNAN, F. George, *Russia and the West*, Mentor Books, New York, 1961, p. 61 in LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, traduit de l'anglais par Jean-Paul Lesueur, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 75, note de bas de page : « KENNAN affirme que la Russie n'envisageait pas sérieusement de rétablir un front contre l'Allemagne. Le plus sûr moyen de le savoir était d'accepter l'offre de la Russie, de la mettre au pied du mur. Ayant rejeté l'offre, les Alliés n'ont aucune preuve sur laquelle s'appuyer lorsqu'ils plaident l'insincérité de l'offre ».

Et Leibovitz ajoute : « En fait, non seulement le front ne fut pas rétabli mais des ressources précieuses nécessaires au front ouest furent détournées de la lutte contre l'Allemagne au profit de la lutte contre les bolchevistes ».

Qui croire ? Que croire ? Depuis le 3 mars 1918, la Russie n'était plus en guerre contre l'Allemagne, alors que signifie ce « résister à la menace allemande et défendre la Russie » ? Ces deux verbes ne se référaient en aucun cas à une action belliqueuse contre les Allemands, les Articles I et II du traité de Brest-Litovsk



Artikel I.

Deutſchland, Öſterreich-Ungarn, Bulgarien und die Türkei einerſeits und Rußland andererſeits erklären, daß der Kriegszuſtand zwiſchen ihnen beendet iſt. Sie ſind entſchloſſen, fortan in Frieden und Freundſchaft miteinander zu leben.

Artikel II.

Die vertragſchließenden Teile werden jede Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die Staats- und Heereseinrichtungen des anderen Teiles unterlaſſen. Die Verpflichtung gilt, ſoweit ſie Rußland obliegt, auch für die von den Mächten des Vierbundes beſetzten Gebiete.

239

ne le permettaient pas puisqu'un terme avait été mis à l'état de guerre entre eux et que dorénavant ils voulaient vivre en paix.

D'autant plus que l'arrivée en avril 1918 à Moscou de l'ambassadeur allemand, le comte Mirbach[240], confirmait la reconnaissance officielle de ce gouvernement bolchevique. Bruce Lockhart écrivit dans ses mémoires que

> les probabilités d'une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la Russie diminuèrent. La meilleure occasion d'entente entre les bolcheviks et les Alliés s'était présentée en février et mars, alors que le gouvernement soviétique ignorait encore ce qu'allaient faire les Allemands. Aux premiers jours de mai, la politique de paix de Lénine s'était imposée même aux bolcheviks les plus hostiles au traité de Brest-Litovsk. Chose assez étrange notre Foreign Office qui, en février et mars ne m'avait donné aucun

[239] http://www.dhm.de/lemo/html/dokumente/brest/ consulté le 3.12.13, dhm est le Deutsches Historisches Museum, Musée historique allemand de Berlin. Traduction : « Art. 1 : L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part, et la Russie d'autre part, déclarent avoir mis un terme à l'état de guerre entre eux. Désormais ils sont décidés à vivre en paix et en amitié. Art. 2 : Les parties contractantes abandonneront toute agitation ou propagande contre les gouvernements ou les organisations étatiques et militaires de l'autre partie. L'obligation vaut, dans la mesure où il en incombe à la Russie, également pour les régions occupées par les puissances de la Quadruple Alliance ». Autorisation accordée par le Deutsches Historisches Musem.

[240] Le major allemand, Wilhelm Von Mirbach fut assassiné à Moscou le 6 juillet 1918, alors qu'il était ambassadeur d'Allemagne auprès de la République socialiste de Russie.

> renseignement, commençait maintenant à m'approuver. C'est ainsi qu'il me pria de faire de mon mieux pour obtenir le consentement des bolcheviks à une intervention militaire alliée en Russie.[241]

Il est toutefois pas surprenant de lire dans la citation de Lockhart que le ministère des Affaires étrangères britannique le prie de solliciter l'autorisation des bolcheviks pour intervenir militairement en Russie. En tant qu'alliés ? La Grande-Bretagne continuait donc de considérer la Russie comme un élément de l'Entente et, courtoisement, par Lockhart, lui demandait l'autorisation d'intervenir sur le sol russe. S'agissait-il d'une ruse ?

La théorie de la reconstitution d'un front oriental pour combattre les Allemands est donc à écarter. Car ce que les Alliés et associés craignaient tout particulièrement concernait la prédominance économique de l'Allemagne en Russie. Ils voulaient être les premiers bénéficiaires en concessions et investissements, comme le prouvent les documents d'archives. Et bien que les responsables bolcheviques et les Alliés aient considéré qu'il fallait sauvegarder l'intégralité territoriale de la Russie, la politique des nationalités, privilégiée par l'Entente, favorisait malgré tout les intérêts franco-anglais. Même si l'Entente consacrait l'autonomie de l'Ukraine, des pays baltes, et accordait également sa place au problème de la création de l'État polonais, à Paris, le 23 décembre 1917, c'est-à-dire huit jours après l'armistice de Brest-Litovsk, Français et Anglais ne s'en étaient pas moins pour autant partagé les responsabilités, voire les intérêts économiques en Russie méridionale :

- Zone anglaise : territoires cosaques : Caucase, Arménie, Géorgie, Kurdistan ;
- Zone française : Bessarabie, Ukraine, Crimée[242].

Ce qui donne un sens à « Résister à la menace allemande et défendre la Russie » : il ne fallait pas laisser passer les intérêts allemands avant ceux de l'Entente et des Américains.

Est-ce la raison pour laquelle, « en accord avec les Alliés, Clemenceau adopta au début une politique d'intervention destinée avant tout à maintenir une pression

[241] LOCKHART, Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918)*, Traduit de l'anglais par Lucien Thomas, capitaine, interprète de réserve Paris, Payot, 1933, p. 283

[242] M.A.E. Vol 1 000, p. 19 in LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 56

minimale sur les Allemands (c'était l'illusion de la reconstitution d'un second front) »[243]. Le 9 mars 1918, Noulens écrivait à Pichon qu'il avait dû quitter Petrograd en raison de la progression allemande suite à la conclusion de la paix, et qu'il était impossible de collaborer « avec le gouvernement maximaliste incapable et hostile soit pour la défense nationale, soit pour le relèvement économique de la Russie [et que cela] nous oblige à envisager la situation créée par notre départ et le nouveau mode d'action qu'elle comporte au point de vue de la protection des intérêts considérables que nous avons laissés après nous ». Il ajoutait que la manifestation résultant de la rupture de toutes relations même à peine officieuse avec les bolcheviks était devenue nécessaire ; d'autre part les partis qui s'opposaient aux maximalistes pensaient que « l'éloignement des représentants des puissances alliées de l'Entente doit être aussi court que possible pour que la Russie ne soit pas livrée sans contrepoids à l'emprise de l'Allemagne » [244]. Dans les pages suivantes, Noulens invite le gouvernement à intervenir dès le mois d'avril et en donne les directives, concluant que « le retour des missions alliées sur un bâtiment de guerre donnerait à la représentation de l'Entente un prestige nouveau en même temps que le déplacement de notre centre d'action apparaîtrait comme une manœuvre énergique et habile »[245]. Noulens, qui s'exprime au conditionnel, ne peut que suggérer et conseiller son gouvernement, son pouvoir décisionnel d'ambassadeur est très limité.

Face à l'action des Allemands qui voyaient une possibilité d'étendre leur influence politique et militaire dans les nouveaux pays autonomes afin de bénéficier des richesses économiques de ces régions, les Alliés et associés entreprirent une campagne de dénigrement et incitèrent les populations à se soulever contre l'ennemi germanique. Les bolcheviks n'avaient pas l'intention de reprendre le combat contre ceux avec lesquels ils venaient de signer un traité de paix qui comportait également des clauses économiques. Les Alliés et associés l'avaient-ils compris ?

[243] *Ibid.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 54
[244] Cf. Annexe Nr. 11
[245] Cf. Annexe Nr. 12

- **Une aide humanitaire pour la Légion tchéco-slovaque ?**

Il semble que la Première Guerre mondiale ait stimulé le panslavisme. Se considérant Slaves comme les Russes, de nombreux Tchèques s'étaient implantés dans l'empire des Romanov déjà avant le conflit. Mais dès les premières batailles, ils furent nombreux à passer en Russie. « Favorablement impressionné par cet afflux de déserteurs – que les autorités tsaristes attribuent au manifeste du grand-duc Nicolas – le gouvernement de Petrograd autorise la création d'un bataillon de volontaires tchèques, sous le nom de *Druzina*[246] (20 août 1914). Pourtant les 800 hommes qui le composent ne sont pas recrutés parmi les déserteurs de l'armée autrichienne. Seuls ont le droit d'en faire partie les Tchèques établis depuis quelque temps déjà en Volhynie [nord-ouest de l'Ukraine], ou que la déclaration de guerre a surpris en territoire russe »[247]. Ils prétendaient vouloir s'éloigner et se libérer du joug des Habsbourg. Ce bataillon fut ensuite incorporé à l'armée russe active. Mais durant les premiers mois de la guerre, et surtout à partir de 1915, les Tchèques désertèrent par bataillons et régiments entiers. Ce que conteste le général Sakharov de l'état-major de Koltchak : « *Damals hatten wir den Eindruck, daß die Berichte, tschechische Truppenteile ergäben sich freiwillig, Märchen seien* »[248]. S'ajoutent à ces hommes les 25 000 prisonniers qui dès 1915 se retrouvent dans les camps de concentration russes. Parallèlement, les membres des colonies tchèques de Petrograd et de Moscou se groupent pour fonder le 7 mars 1915 « l'union des tchèques et des Slovaques de Russie », au sujet de laquelle Benoist-Méchin écrit que sa « création précède donc de huit mois la création du Comité national de Paris (14 novembre 1915). On est en droit de se demander si ce n'est pas la crainte d'être devancés par les Russes qui a incité Masaryk et Beneš à précipiter leur départ de Prague »[249]. Mais Masaryk était déjà parti pour Londres en 1914. Edvard Beneš « est arrivé à Paris en septembre 1915 et il

[246] L'origine de ce nom est très ancienne et s'apparente au sens de *antrustion* ou *leude*, qui était « chez les Germains et les Francs, un Grand vassal attaché à la personne du chef, du roi », Grand Robert. THUNIG-NITTNER écrit dans son ouvrage, à la page XIX, que ces soldats tchèques se définissaient d'abord *družinník* (partisan, vassal) puis *dobrovolník* (volontaire) ; ils n'aimaient pas l'appellation 'Légionnaire'.

[247] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, V Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p.41

[248] SAKHAROV, Konstantin W, Generalleutnant, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Hendriock Verlag, 1930, p. 24 : "Autrefois nous avions l'impression que les rapports disant que des unités militaires tchèques se rendaient volontairement, n'étaient qu'affabulation ».

[249] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, V Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p.41, note 4 de bas de page

habitait d'abord à la rue Léopold-Robert. En 1916, il a déménagé au 18, rue Bonaparte. Cette maison étant devenue, au fur et à mesure, le siège du Conseil national tchécoslovaque, de la Colonie tchécoslovaque, le lieu où l'on imprimait les revues *Ceskoslovenska samostatnost* - Indépendance tchécoslovaque, et *La Nation tchèque* d'Ernest Denis »[250].

En avril 1917 eut lieu à Kiev un Congrès tchéco-slovaque qui s'était fixé pour tâche de concevoir une réorganisation du mouvement tchéco-slovaque en fonction du nouveau cadre politique à l'intérieur de la Russie. Durant l'été, les troupes tchéco-slovaques se trouvaient encore plus loin sur le front, mais avec le nouveau gouvernement de couleur majoritairement socialiste, les Tchèques ne rencontraient plus les mêmes sympathies qu'auprès du gouvernement précédent des Cadets libéraux. La relation entre le "grand" et le "petit frère" s'était dégradée.

Pendant ce temps, en France, le gouvernement organisait le transport d'une partie de ces prisonniers tchèques de Russie ou Roumanie en France, pour servir de combattants sur le front occidental. Le rapport du 28 juillet 1917 de l'état-major de l'Armée, Bureau de l'Organisation et de la Mobilisation de l'Armée, mentionna que le commandant Štefánik envoyé en mission, en juillet 1916, recrutait dans les camps d'emprisonnement, *sous la direction du général Janin* et d'accord avec les autorités russes et roumaines, des prisonniers autrichiens, d'ethnies tchèque et slovaque, demandant à *servir volontairement* en France dans des *unités spéciales* à organiser.

Le 8 juillet 1917, le général Foch écrivait aussi dans son analyse de la situation que « le principe de la constitution en France d'unités tchèques formées au moyen de prisonniers de race tchécoslovaque faits par les Russes »[251] était admis. Štefánik avait été envoyé en Russie dans cet objectif et le 7 mars, il avait déjà réussi à obtenir la confiance et la coopération du gouvernement russe pour l'accomplissement de cette mission, comme le révèle ce document des archives de Prague :

> Par télégrammes des 7, 12 et 14 juin [1917], notre attaché militaire à Petrograd a fait connaître que le chef d'état-major général russe mettait à notre disposition 30.000 Tchécoslovaques destinés aux Armées et aux usines, que Monsieur le Ministre de

[250] http://www.radio.cz/fr/rubrique/histoire/une-visite-des-endroits-en-france-temoins-de-la-naissance-de-la-tchecoslovaquie-le-28-octobre-1918 , consulté le 5.5.2012
[251] Cf. Annexe Nr. 13, et 13a, 13b pour la citation

> l'Armement en mission en Russie, avait donné son plein assentiment à ce projet et avait discuté avec M. Masaryk, président du Conseil national tchécoslovaque, les crédits nécessaires au recrutement de l'ensemble de ces contingents ainsi que les statuts du travail du personnel destiné aux usines. Le recrutement commencerait d'abord pour l'armée de manière à ne pas courir le risque de n'obtenir que des ouvriers. Les crédits nécessaires s'élèveraient à 1.100.000 roubles. […]. Le ministre de l'Armement estime que le Gouvernement français doit prendre ces frais à sa charge pour les raisons suivantes :
>
> 1° Les officiers tchèques, nommés par le Conseil National tchécoslovaque, seront *tirés des milieux intellectuels qui représentent le parti de l'Indépendance*.
>
> 2° Le fait de pourvoir aux besoins de ces détachements *affirmera nos droits sur eux vis-à-vis de la Russie et constituera une propagande qui permettra d'étendre le recrutement.*
>
> 3° Même si ces crédits étaient complètement épuisés, ils ne représentent en fait qu'une dépense de 40 roubles par homme.

Les 30 000 Tchéco-Slovaques destinés aux Armées et aux usines attendirent leur départ. Les six officiers français partis s'occuper du recrutement, ne pouvaient envoyer en France qu'un contingent de 10.000 Tchèques, car il résultait « des conférences avec le *War Office* au sujet des possibilités de transport de Russie en France, qu'on ne pourra pas faire venir en France, en 1917, quels que soient les résultats de recrutement, plus de 10.000 Tchèques »[252]. Une fois de plus, la Grande-Bretagne décidait. Finalement, des 400 Tchèques débarqués en France en provenance de Russie le 21 juillet 1917, 38 furent affectés aux usines. Les 30.000 restèrent en Russie. Pourquoi ce revirement d'attitude ? Ils devaient servir les objectifs de l'Entente. Lesquels ?

Le nombre de ces hommes ne cessait de s'accroître car une propagande appropriée et la manipulation obligeaient les prisonniers slaves à adhérer à la Légion. À propos de ces légionnaires, l'ECPAD écrit sa version selon laquelle, « en Russie, il avait été décidé, avec l'accord des Alliés, de faire de ce corps, baptisé "Légion tchéco-slovaque", une armée *anti-allemande*. Des unités tchèques avaient été formées *au sein de l'armée tsariste* dans le but de *libérer la Bohême et la Moravie du joug austro-*

[252] Cf. Annexe Nr. 14

hongrois. [...] S'y ajoutèrent en 1918 les prisonniers et déserteurs tchèques et slovaques de l'empire austro-hongrois, *coincés en Russie* et qui *désiraient rentrer chez eux* »[253]. Il convient cependant de préciser déjà que, la Légion tchéco-slovaque en Russie n'était pas une armée anti-allemande, mais une Légion au service de l'Entente dont l'objectif n'apparaît pas encore ici. L'adversaire allemand en reconnaissait le courage et la valeur. Les prisonniers et déserteurs tchèques et slovaques n'étaient pas plus "coincés en Russie" que tous les prisonniers retenus dans des camps de concentration, au contraire, ils y bénéficiaient même d'un régime spécial, selon l'infirmière Elsa Brändström[254] qui les vit et les côtoya.

Quant au général Janin, il écrivit dans son ouvrage que « les troupes de Russie dont la création avait été poussée rapidement durant l'hiver 1917-1918 se mirent en route vers la Sibérie, après la signature du traité de Brest-Litovsk, pour venir s'embarquer sur le Pacifique et gagner la France »[255]. Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas difficile de comprendre la partialité de cette vérité, d'autant plus que Janin ajouta plus loin que les troupes tchèques parvenues à Vladivostok « firent demi-tour pour se reporter vers l'Ouest »[256], ce que confirme le Général Sakharov. Pour quelle raison ces Légionnaires qui avaient déjà parcouru quelques milliers de kilomètres durent-ils faire demi-tour ? Les documents des nombreux cartons[257] des Archives militaires de Prague, consultées en avril 2013, prouvent que, à partir d'octobre 1918, il a fallu deux ans pour rapatrier quelque 70.000 soldats ! Après avoir pris connaissance de toutes les actions des Tchèques en Russie, le prétexte avancé par Wilson voulant aider à leur rapatriement se révèle aussi peu crédible que celui de l'ECPAD.

Divers éléments interrogent à ce sujet. Par exemple, Masaryk se rendit en Russie en mai 1917, et rencontra tous les chefs bolcheviques. Il est cependant étonnant de constater les relations qu'entretenait ce président du C.N.T. avec les chefs bolcheviques dont il connaissait pertinemment les agissements criminels qu'il

---

[253] http://www.ecpad.fr/wp-content/uploads/2010/06/spca.pdf , consulté le 24 juin 2013, p. 6

[254] BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, Leipzig, Verlegt bei Koehler & Amelang, 1927, pp. 210-216 (**L'intégralité de l'ouvrage appartient au domaine public**)

[255] JANIN, Maurice, Général, *Ma mission en Sibérie 1918-1920*, Paris, Payot, 1933, p. 7

[256] *Ibid.,* JANIN, Maurice, Général, *Ma mission en Sibérie 1918-1920*, Paris, Payot, 1933, p. 7

[257] Archives militaires de Prague : RL EVAR VŘAD Instrukce Predledy Transporty et RL LODNI TRANSPORTY ROZKAZY, consultés en avril 2013

réprouvait. N'écrivit-il pas que « les crimes bolcheviques étaient marqués d'une "brutalité purement barbare, souvent bestiale", reconnaissant que "le nouveau régime est une dictature *sur* le prolétariat et non pas une dictature *du* prolétariat" »[258]. La politique exige-t-elle l'incohérence de s'acoquiner avec des êtres et un système désapprouvés ? Masaryk baptisa ce regroupement de plusieurs milliers d'Austro-Hongrois slavophones, l'Union des Tchèques et Slovaques, de l'appellation Légion. La France l'assuma, les hommes devinrent ainsi des Légionnaires payés par Paris. Le second chapitre révèle la réalité de leur action en Russie et en Sibérie.

Masaryk se devait de maîtriser politiquement cette Légion de 67 730 [259] hommes, qui allait devenir l'armée indépendante de la future république de Tchéco-Slovaquie ; elle n'était alors qu'une armée sans État. Il est évident que Masaryk n'agissait pas seul, il dépendait totalement du bon vouloir de l'Entente et des Etats-Unis. À n'en pas douter, il avait pleinement conscience que l'autonomie souhaitée du nouvel État tchéco-slovaque ne pouvait se réaliser seulement avec des idées, des intentions et une armée, symbole de l'existence nationale, il fallait de l'argent et un soutien politique puissant ainsi que les circonstances qui permettaient sa concrétisation. Masaryk les trouva à Moscou, Londres, Paris et Washington où maçonnerie et sionisme lui accordèrent leur appui, mais non pas gratuitement, cela va de soi. Les archives du ministère des Finances révèlent également les dettes de guerre de Prague envers Paris[260].

Les hommes du contingent de la Légion tchéco-slovaque avaient-ils conscience de leur instrumentalisation politique ? Masaryk savait-il combien il aliénait la future république dont il allait être le premier président aux pouvoirs qui l'avaient financé, lui qui disait vouloir se libérer du joug des Habsbourg ?

- **Les Japonais : un danger ?**

Tandis que les Allemands et les Turcs accordaient, non sans en tirer avantage, leur soutien politique aux peuples devenus indépendants grâce au traité de Brest-

[258] MASARYK, Thomas Garrigue, *Sur le bolchevisme*, Genève 1921 in PEŠKA, Vladimir et MARÈS, Antoine, *Thomas Garrigue Masaryk européen et humaniste*, Editions de l'Atelier, 1991p. 185
[259] Cf. Annexe Nr. 15
[260] Cf. Annexe Nr. 16

Litovsk, c'est-à-dire aux Finlandais, aux Baltes, aux Ukrainiens, aux Géorgiens et aux musulmans du Caucase, ils menaient parallèlement une politique favorable aux bolcheviks, comme le révèle l'accord du 28 août qui consacra la séparation d'avec la Russie des territoires précités, imposa une indemnité de guerre de six milliards à la Russie mais surtout garantit l'intégrité du reste du territoire russe et amorçait un rapprochement germano-russe. Ce dernier ciblait la sphère économique conformément à l'article XI du traité :

> Pour les relations économiques entre les puissances de la Quadruplice et la Russie, seront déterminantes les stipulations contenues dans les annexes de deux à cinq, à savoir annexe deux pour les relations germano-russes ; annexe trois pour les relations russo-austro-hongroises ; annexe quatre pour les relations bulgaro-russes et annexe cinq pour les relations russo-turques.[261]

De leur côté, les Alliés jouaient leurs cartes dans les mêmes contrées et décidèrent « d'intervenir aux côtés des Blancs, malgré les réserves de Wilson, fort inquiet de l'intervention japonaise dans l'Extrême-Orient sibérien »[262].

La présence japonaise en Russie représentait le problème le plus délicat pour les Américains car ils craignaient la colonisation nipponne de la Transbaïkalie. Les Alliés redoutaient également qu'ils ne s'entendent avec les Allemands pour assujettir économiquement la Russie, ce qui équivalait à une perte de gains pour eux. Et l'ex-Empire russe représentait beaucoup de richesses et donc beaucoup de profit, dont les Alliés et associés voulaient être les premiers bénéficiaires, ou du moins les bénéficiaires majoritaires. L'intervention ne se déroulait donc pas sur un plan militaire mais économique. Cependant, en Russie, les diplomates s'interrogeaient quant à l'inaction militaire des Japonais. Étaient-ils régulièrement informés par leur gouvernement ou bien existait-il des accords secrets entre les gouvernements de l'Occident et de l'Empire du Soleil Levant ? Russes et diplomates occidentaux considéraient que l'intervention nipponne pouvait sauver la Russie du bolchevisme. Le pouvoir décisionnel des Alliés et associés restait muet.

---

[261] DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014, p. 962
[262] *O p. Cit.,* GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004, p. 93

De Vologda où s'étaient retirés les corps diplomatiques des Alliés et associés suite au traité de paix, l'ambassadeur Noulens écrivait le 4 avril 1918 à Stephen Pichon :

> J'ai été informé que le gouvernement anglais aurait télégraphié à Washington, et probablement aussi à Tokio pour réclamer en termes pressants l'aide immédiate de l'armée japonaise grâce à une diversion qui serait appelée à ramener sur le front russe une partie des divisions allemandes engagées dans la bataille de la Somme. Il est évident qu'à l'heure où l'Allemagne utilise toutes les forces militaires de ses alliés, en même temps que les siennes, pour écraser les troupes de l'Entente, l'inaction de la puissante armée du Japon est difficilement justifiable.
>
> Toutefois, en précipitant les Japonais dans une action en Sibérie sans avoir obtenu le consentement du Gouvernement bolchevik, on risque d'accroître les difficultés de l'opération et de rejeter les Commissaires du peuple du côté des Puissances germaniques alors qu'ils paraissent avoir pour le moment des velléités contraires.
>
> C'est en s'inspirant de cette idée que les Ambassadeurs et chefs des missions militaires, dans la réunion de Vologda du 3 avril (voir tél. n° 50), ont invité leurs intermédiaires officieux auprès des…[263]

D'une part, la manœuvre politico-militaire consistant à demander aux Japonais de faire diversion avec leur puissante armée, c'est-à-dire une mise en scène, pour que les divisions allemandes engagées dans la bataille de la Somme soient envoyées sur le front oriental, inexistant depuis un mois, va à l'encontre de ce que disent de nombreux textes, à savoir que les armées allemandes auraient été envoyées sur le front occidental, ce qui est également faux et apparaît d'autant plus fantaisiste que l'ambassadeur de France en Russie écrit le contraire ; d'autre part, Noulens reproche indirectement aux Japonais et au pouvoir décisionnel de l'Entente l'inactivité de la puissante armée nipponne et laisse sous-entendre qu'elle serait en mesure à elle seule de faire barrière à l'avancée des Allemands. Les diplomates s'inclineraient-ils devant le consentement d'un pouvoir bolchevique, officiellement non reconnu, afin de ne pas le faire changer d'avis envers les Puissances germaniques ? Manœuvre diplomatique ou politique ? Angleterre et France ménageaient le troisième membre de l'Entente, pour quelles

[263] Cf. Annexe Nr. 17

raisons ? Pourquoi les bolcheviks devaient-ils donner leur accord à une intervention des troupes japonaises ?

Lorsque le 5 mars 1918, Noulens communiquait au ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon que les gouvernements de l'Entente voulaient prendre en mains, dans la guerre comme dans la paix, le relèvement des forces militaires et économiques de la Russie, les commander et agir avec moins de ménagements que par le passé, cela signifiait commettre un acte d'ingérence : le pouvoir politico-militaire de la France envisageait de recréer en Russie une armée russe selon les méthodes françaises. Noulens ne manqua cependant pas de mentionner les Japonais. À son avis, ces derniers connaissent le caractère russe et savent comment se comporter avec eux. Mais selon lui, il serait dangereux de les laisser seuls en face des Allemands et au milieu des Russes, sans que des contingents alliés fussent à leurs côtés, car ils pouvaient s'entendre sur le plan économique. Ce que redoutaient le plus les Alliés et associés.

Ludovic Naudeau, emprisonné de juillet 1918 à février 1919 par les bolcheviks et dont Sadoul contribua à la libération, manifestait une ignorance relative de l'intervention, lorsqu'il se trouvait incarcéré en Russie. Il pensait cependant que les Japonais pouvaient aider la France et la Grande-Bretagne à lutter contre les Allemands :

> Dès l'année 1916, quand il était déjà devenu évident que l'armée russe ne pourrait plus longtemps soutenir utilement la lutte, des discussions s'engagèrent quant à l'éventualité… de renforts japonais qui pourraient peut-être finir par arriver à la rescousse… Reportons-nous maintenant à nos angoisses du printemps de 1918… Les Allemands continuaient aussi à s'enfoncer en Russie… La reconstruction d'un front oriental était en quelque sorte une condition sine qua non de la sauvegarde de la liberté du monde… Dans cette idée… il n'y avait pas eu, pendant une période du printemps 1918, rien qui allât fondamentalement à l'encontre des idées du Soviet… Ce projet a été discuté, en des négociations amicales, entre le pouvoir des Soviets et les alliés… Bien des officiers français sont venus primitivement en Russie… avec la mission spéciale de collaborer à l'organisation de l'Armée Rouge… […] En ce qui me concerne…, après une conversation avec Monsieur Tchitcherine vers la fin d'avril 1918, ayant compris que cette question d'intervention… pourrait se heurter à l'opposition ouverte du Soviet, je cessai totalement d'écrire sur ce thème, dès la date

> du 1er mai, dans mes articles que je vous envoyais à Paris… Dans notre petite feuille de circonstance qui s'appelait à Moscou le *Journal de Russie*…, nous continuions, il est vrai, jusqu'au 25 juillet, à parler de l'intervention. Mais nous l'appelions plus volontiers la coopération ou la collaboration… Les intentions des puissances… étaient en réalité des plus nébuleuses et… discordantes…[264]

Naudeau faisait montre d'un grand patriotisme mêlé d'idéalisme, il pensait que les Japonais pouvaient refouler les Allemands pour sauvegarder la liberté du monde. Mais il révèle aussi que des officiers français étaient venus spécialement en Russie pour prêter main forte à l'organisation de l'Armée rouge. Savaient-ils ces officiers quels étaient les objectifs de cette armée ? Elle remplaçait certes l'ancienne puissance militaire tsariste, mais en 1918, son rôle ne consistait pas à repousser les Allemands, mais à exercer une violence barbare contre tout opposant au pouvoir maximaliste. Alors d'un côté, les Français critiquaient Lénine et ses adeptes, et de l'autre ils l'aidaient à consolider son régime. Que comprendre ?

À Londres, on oscillait. Selon le *Daily Chronicle* mentionné par Damany, Lloyd George laissait prévoir fin février 1918 un arrangement pratique avec le Japon qui « pourrait maintenant jouer un rôle utile dans le conflit général »[265]. Déjà du temps de Kerenski, les Japonais étaient prêts à intervenir, mais l'Angleterre faisait plus qu'hésiter. Le vicomte Motono déclara qu'en cas de conclusion de la paix, le Japon prendrait « des mesures de la nature la plus décidée et la plus adéquate en vue de faire face à la situation ». Dans son article du 2 mars, Paul Ramadier juge nécessaire une entente absolue entre les puissances alliées quant à une intervention du Japon. Cependant personne ne voulut rien précipiter. Washington, sans être opposé à cette action des Japonais semble encore indécis. Le journaliste de *L'Écho de Paris* ajoute, faisant allusion au secours de l'Angleterre, maîtresse de l'Inde et en fait de la Perse, qu'« il n'y aurait évidemment qu'avantages à remplacer l'effort militaire défaillant de la Russie, en tirant parti des ressources du Japon et de l'Inde ».

---

[264] PASCAL, Pierre, *En communisme – Mon Journal de Russie 1918-1921*, Lausanne, Editions L'Âge d'Homme S.A., 1977, p.p. 11-12. Cette citation est extraite d'un texte écrit par NAUDEAU, Ludovic, et « remis par Sadoul aux autorités soviétiques. Soigneusement écrit pour plaire aux bolcheviks et ne pas déplaire à Paris, il était pour cela même impubliable ici et là. Seul un résumé "tronqué et dénaturé", déclare Naudeau dans son livre, fut donné dans les *Izviestiia*, signé Niourine. Naudeau fut cependant libéré définitivement. », p. 13

[265] *Op. Cit.*, DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014, p. 928

L'offre d'intervention étant venue du Japon, elle fit l'objet de conversations diplomatiques très actives et de longues réflexions à Londres et plus particulièrement à Washington. Dans son télégramme N° 50[266] de début avril – le télégramme N° 48 est daté du 2 avril et le N°51 du 4 avril – Noulens communique à Pichon que les ambassadeurs d'Amérique, France et Italie estimaient à l'unanimité que « l'intervention japonaise est plus que jamais nécessaire pour combattre l'Allemagne » et que Trotski pourrait être probablement amené à l'accepter. L'emploi du conditionnel prouve cependant que rien n'est sûr. Il conclut en disant que des conversations seront engagées en vue d'obtenir des garanties sur les dispositions véritables du gouvernement bolchevique à l'égard des alliés, telles l'acceptation de l'intervention japonaise et « la concession aux nationaux alliés au moins des mêmes avantages, privilèges et indemnités accordées par la Russie aux sujets allemands par le traité de Brest-Litovsk », ce qui prouve qu'ils connaissaient en détail le contenu du traité. Alliés et associés semblaient convenir de la nécessité de cette intervention mais se demandaient si elle devait être internationale ou seulement japonaise. Le télégramme[267] que Noulens envoya à Pichon le 19 avril 1918 analyse parfaitement la situation. Alors que l'intervention japonaise pouvait avoir lieu immédiatement, une expédition anglo-américaine exigeait en revanche un délai de préparation. « Les préférences de l'opinion anglaise semblent aller à une solution dans laquelle le Japon serait investi d'un mandat de l'Entente limité à une action antiallemande. Ainsi se trouverait atteint le but immédiat que l'on recherche, l'avenir étant réservé »[268]. Mais on continua de s'interroger et le gouvernement japonais laissa entendre qu'il ne lui fallait aucun mandat ni de l'Entente ni de l'Amérique pour s'engager dans des opérations militaires en Sibérie.

Les politiques et les diplomates avaient-ils oublié qu'en 1912, les accords militaires qui liaient le Japon à l'Angleterre depuis 1902 avaient été renouvelés ? C'est en raison de ceux-ci que le Japon avait déclaré la guerre à l'Allemagne le 23 août 1914, l'engageant dans le conflit mondial. Sur le plan politique, il devait porter préjudice au Reich en lui prenant ses concessions chinoises ; il mit également quelques navires de guerre à la disposition de la *Royal Navy* dans l'océan Indien. Mais lorsque la Russie

[266] Cf. Annexe Nr. 18 et 18a
[267] Cf. Annexe Nr. 19 et 19a
[268] *Ibid.*, DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014, p. 948

fut aux mains des bolcheviks, le gouvernement impérial dénonça rapidement la convention russo-japonaise d'amitié, sans doute par crainte de contamination des idées bolcheviques. En janvier 1918, il envoya deux navires de guerre à Vladivostok où des troupes débarquèrent prétextant l'assassinat de trois commerçants japonais. Moscou protesta. Le Premier ministre nippon, Terauchi considèrait une intervention en Russie trop onéreuse, mais les Alliés le pressaient d'agir et en vertu de l'accord de 1912, il se devait d'optempérer. En juillet les Américains débarquèrent 7 000 hommes en Extrême-Orient et le 2 août 1918, Terauchi donne l'ordre d'envoyer des troupes en Russie, le premier contingent partit le 14 août pour Vladivostok.

Les missions militaires de l'Entente et des États-Unis se trouvaient déjà en Russie. Les Japonais avaient débarqué. « À la demande des Américains, les Japonais ont occupé Vladivostok et le tronçon du Transsibérien allant jusqu'à Tchita. Mais ils n'iront jamais plus loin »[269]. Il ne manquait plus que l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient.

2. Quand et comment intervenir ?

Il convient de se replacer dans le contexte politico-militaire de la Russie de 1917-1918 et de souligner qu'après plus de trois ans de conflit, l'évocation chronologique des événements déterminants met en évidence leur enchaînement dont il semble malvenu de douter de leur interaction :

- Février-mars : révolution partiellement populaire,
- 15 mars : abdication du tsar,
- 6 avril : déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne,
- 16 avril : retour de Lénine à Petrograd,

[269] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, V Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p.55, Note 1

- Mai : arrivée de Trotski, muni d'une grosse somme d'argent, en provenance des États-Unis via le Canada où il fut brièvement emprisonné, et arrivée aussi de Masaryk,
- Juillet : inculpation de Lénine qui dut fuir en Finlande à Helsinki[270], son retour en cachette en septembre ;
- 2 novembre : l'Anglais Balfour envoie à Rothschild sa célèbre Déclaration dont les conséquences sont toujours d'actualité,
- Nuit du 6 au 7 novembre (24 au 25 octobre julien) : coup d'État de Lénine et Trotski
- 16 novembre : retour de Clemenceau nouvellement désigné Président du Conseil, donc chef du gouvernement français ;
- 29 novembre : réunion de la Conférence des Alliés à Paris au cours de laquelle ils décidèrent d'intervenir en Russie ;
- 12 décembre : les États-Unis déclarent la guerre aussi à l'Empire danubien,
- 23 décembre : la Grande-Bretagne et la France se partagent la Russie.

Tous ces actes politiques eurent lieu tandis que parallèlement des négociations de paix séparée étaient demandées et par Charles Ier et par Guillaume II, qui n'aboutirent jamais. Cependant, celles que Lénine proposa une semaine après sa prise du pouvoir, menèrent à l'armistice de Brest-Litovsk entre la Quadruplice et la minorité bolchevique russe. Peut-on s'interroger ? Puis les événements se précipitèrent, menèrent à la guerre civile qui fit vivre la population dans un climat de peur et de terreur où périrent une dizaine de millions de Russes et allogènes, en présence des Forces militaires des Alliés et associés qui avaient décidé d'intervenir sur le sol russe afin de s'y opposer aux Allemands. Ils voulaient les empêcher de s'emparer des biens russes qu'ils convoitaient eux-mêmes. Est-ce la raison pour laquelle cet épisode est tombé dans les oubliettes de l'histoire ?

Avant ou après l'armistice et la paix biélorusses ?

Précédée de l'armistice signé en décembre 1917, qui fut le premier de cette Grande Guerre, cette paix de Brest-Litovsk devint, paradoxalement, cause de

[270] Cf. Annexe Nr. 20

nombreux conflits. D'abord parmi les bolcheviks eux-mêmes, entre Russes qui voulaient la paix et Russes désireux de remplir leur engagement d'alliés, entre les membres de l'Entente et ses associés, entre les pays qui, par elle, avaient acquis leur autonomie et même au sein de ceux-ci quant à la nouvelle forme gouvernementale. C'était une fausse paix – fausse parce que loin d'avoir eu pour objectif de ramener l'apaisement et la sérénité, elle ne fut voulue par Lénine qu'à des fins politiques, les siennes – accueillie surtout par les peuples des Puissances centrales et leurs gouvernements. Le traité de paix se retrouva au centre d'une situation conflictuelle.

À Berlin, Hugo Haase du Parti Social-Démocrate allemand (SPD), opposant à la guerre, protestait à la mi-mars contre la politique extérieure et intérieure du gouvernement impérial, déclarant dans son discours que « l'ultimatum allemand au gouvernement russe restera dans l'histoire un document de politique d'annexion, de la politique de violence la plus extraordinaire. [et que] Si quelqu'un voulait soutenir que le gouvernement recherche une paix de conciliation, il ne trouverait plus personne pour le croire »[271]. Pendant ce temps, en Ukraine et dans les pays baltes, les forces militaires allemandes jouaient un rôle protecteur en soutenant les forces nationales contre les envahisseurs bolcheviques, envoyaient chez eux et à Vienne des trains de céréales pour nourrir les populations allemande et autrichienne au bord de la famine, mais ils s'installaient également pour affaires. Elles pratiquaient en fait une sorte de colonisation économique.

Conformément à l'Article X du traité selon lequel « Les rapports diplomatiques et consulaires entre les contractants seront repris aussitôt après la ratification du traité de paix. […] »[272], l'ambassadeur allemand, le comte Mirbach, arriva à Moscou en avril 1918. À ce sujet, Bruce Lockhart, agent britannique, écrivit dans ses mémoires que

> les probabilités d'une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la Russie diminuèrent. La meilleure occasion d'entente entre les bolcheviks et les Alliés s'était présentée en février et mars, alors que le gouvernement soviétique ignorait encore ce qu'allaient faire les Allemands. Aux premiers jours de mai, la politique de paix de Lénine s'était imposée même aux bolcheviks les plus hostiles au traité de Brest-Litovsk. Chose assez étrange notre Foreign Office qui, en février et mars ne m'avait donné aucun

[271] *Op. Cit.*, DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014, p. 967
[272] *Ibid.*, DAMANY, André, p. 962

> renseignement, commençait maintenant à m'approuver. C'est ainsi qu'il me pria de faire de mon mieux pour obtenir le consentement des bolcheviks à une intervention militaire alliée en Russie.[273]

Les alliés et associés qui s'étaient entendus fin novembre 1917 pour intervenir en Russie, savaient pertinemment que même une fois sur le sol russe, ils ne pourraient relancer le conflit entre les Puissances centrales et les Russes, malgré toute leur propagande. Ils connaissaient le contenu du traité biélorusse et savaient donc que les Russes ne pouvaient pas reprendre les armes contre les Allemands, pas plus qu'eux-mêmes (en Russie) puisque l'article II du traité de paix stipulait que « les parties contractantes cesseront toute propagande, toute agitation contre le gouvernement, les institutions d'État et l'armée »[274]. Les intervenants n'avaient donc pas le droit de combattre les Allemands sur le sol russe. D'ailleurs, dès que les Allemands ont eu connaissance du débarquement à Mourmansk de deux mille soldats anglais, ils « ont demandé au gouvernement des Soviets s'il entendait s'opposer par la force à une opération militaire évidemment contraire au traité de Brest. Ils ont proposé immédiatement leur concours, qui a été refusé. Mais nos ennemis n'ont pas caché qu'ils se réservaient le droit d'intervenir aux côtés des troupes soviétistes et au besoin contre elles s'il apparaissait soit qu'il y ait accord tacite entre les bolcheviks et l'Entente, soit que l'armée rouge fût incapable de jeter les Alliés à la mer »[275]. Mais les Alliés pouvaient les gêner afin qu'ils n'accaparent pas les richesses de la Russie. De plus l'article V du traité de paix imposait à la Russie la démobilisation complète de son armée, y compris des nouvelles organisations formées par le gouvernement actuel. Que complotaient donc les Alliés et associés avec la Russie ? Pourquoi cette intervention militaire dans un pays qui, officiellement, faisait toujours partie de l'Entente mais ne pouvait plus se battre contre les Allemands, ni permettre qu'on le fasse sur son sol ?

En outre, on ne demande pas de permission à quelqu'un que l'on veut combattre, tout au plus, conformément aux règles de la bienséance conflictuelle lui

---

[273] LOCKHART, Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918)*, Traduit de l'anglais par Lucien Thomas, capitaine, interprète de réserve Paris, Payot, 1933, p. 283

[274] *Op. Cit.*, DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014, p. 960

[275] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Notes sur la révolution bolchevique*, seizième édition, avec préface de Henri Barbusse, deux lettres de l'auteur à Romain Rolland et une lettre de Albert Thomas adressée à l'auteur, Paris, Éditions de la Sirène, 1920, p. 449

déclare-t-on la guerre, donc les Alliés et associés n'intervenaient pas pour s'opposer aux bolcheviks. Voulaient-ils les aider ? Ou alors voulaient-ils soutenir les contre-révolutionnaires ? Ils déclaraient ne pas avoir l'intention de commettre un acte d'ingérence dans les affaires russes. Ils ne se soucièrent jamais du peuple ni de sa misère, ils se bornèrent à la constater. À Paris, à la Conférence interalliée, ils s'étaient déjà entendus avec les délégués japonais pour intervenir.

Pourquoi, quelques semaines avant le premier armistice du conflit et un an avant le dernier, les Alliés et associés ont-ils déjà pris à la fin de novembre 1917 la décision d'intervenir en Extrême-Orient ? La problématique était de dimension politique, diplomatique, militaire, l'aspect humain étant pour eux la dernière roue du chariot. Politique car il leur fallait adopter une attitude commune face aux bolcheviks : les reconnaître ou les combattre ? L'indice le plus sûr de la souveraineté d'un État étant « le fait qu'il entretient effectivement, par l'intermédiaire de ses propres agents et sur un pied d'égalité, des relations diplomatiques et consulaires avec d'autres États souverains […] »[276] exigeait de la part du gouvernement bolchevique qu'il entretienne des relations diplomatiques avec le reste du monde, particulièrement avec tous les belligérants. Comme la Russie, Rouge ou Blanche faisait toujours partie, juridiquement, de l'Entente, le problème se résolvait pour Lénine en faisant accepter ses agents. Seraient-ils reconnus ? Quant aux militaires, les missions des Alliés et associés agissaient depuis le début de la guerre sur le sol russe, mais leur rôle se modifiait avec ce nouveau pouvoir. Après la signature de la paix biélorusse, les diplomates anglais, américains, français et italiens en Russie s'inquiétaient de ne pas voir arriver les forces militaires de l'Entente et s'affairaient au niveau épistolaire.

- **Quelle était l'action des diplomates ?**

Le contexte de cette Russie où régnait un indéfinissable chaos depuis plus d'un an mais surtout depuis novembre 1917, rendait aux membres des différents corps diplomatiques l'exercice de leur fonction délicat. Le pouvoir de l'immense nouvelle république russe usurpé par les bolcheviks ne convenait pas à tous. La tâche de

[276] NGYUEN QUOC DINH, DAILLIER, Patrick, FORTEAU, Mathias, PELLET, Alain, *Droit international public*, 8e édition, Paris, LGDJ-Lextenso éditions, 2008, p. 823

Lockhart, jeune vice-consul britannique, un diplomate amateur[277], selon Marina Grey, la fille de Denikine, et qui se définissait lui-même comme « un Ismaëlite que le gouvernement britannique pouvait reconnaître et désavouer à son gré »[278], envoyé début janvier 1918 à Petrograd « à la tête d'une mission spéciale pour établir des relations non officielles avec les bolcheviks », donne une idée de la complexité de son rôle de diplomate, il écrivit dans ses mémoires : « Mes instructions étaient des plus vagues ; j'avais pour mission d'établir le contact, mais sans avoir aucune autorité. Si les bolcheviks me concédaient les privilèges diplomatiques nécessaires sans être reconnus par le gouvernement britannique, nous ferions une concession similaire à Litvinov que les bolcheviks avaient déjà nommé ambassadeur des soviets à Londres »[279]. Il ajouta que « les bolcheviks dont la politique était tout naturellement de se servir des Allemands contre les Alliés et réciproquement »[280] furent heureux de son arrivée. Ce qui révèle le chantage politique entre Londres et Moscou : Lénine reconnaissait Lockhart si Lloyd George acceptait Litvinov, c'est-à-dire que la Grande-Bretagne reconnaissait le gouvernement bolchevique.

Mais tout n'était pas simple. Lockhart dut constater qu'il fut doublé en mai par un autre agent secret envoyé par Londres « en vue d'obtenir de première main des renseignements sur le but et l'idéal des bolcheviks. Le gouvernement anglais n'était pas satisfait des rapports que je lui adressais. Et l'officier était chargé de suppléer à mon insuffisance »[281]. L'homme s'appelait Sidney Reilly, le plus mystérieux agent du service secret et connu aujourd'hui comme le maître de l'espionnage britannique. Mais cet agent spécial était aussi un tsariste convaincu et, de connivence avec Noulens, aidait « les socialistes-révolutionnaires qui recevaient une aide financière du service d'espionnage français »[282] pour combattre les bolcheviks et tenter de faire tomber leur gouvernement. Il avait également recommandé à l'*Intelligence Service* britannique de subventionner aussi Savinkov dans l'intention d'entraîner et d'armer les contre-

---

[277] GREY, Marina et BOURDIER, Jean, Éditions Stock, 1968, p. 182

[278] *Op. Cit.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 292

[279] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 211

[280] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 232

[281] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 290

[282] http://www.militcom.org/Documents/Conspiration_Russie/Conspi_III_03.htm, consulté le 10.04.2011 Aujourd'hui ce site est inaccessible, j'en avais copié et conservé le texte.

révolutionnaires ; le putsch prévu fut cependant un échec. Vers la même époque, Lockhart s'engagea à aider Fabrikantov, un socialiste-révolutionnaire et ami intime de Kerenski qui se trouvait encore à Moscou et désirait quitter la Russie, ce dernier s'enfuit par Mourmansk, déguisé en soldat serbe[283].

Le capitaine de l'armée britannique, Francis Charles Cromie, attaché naval au personnel diplomatique de l'ambassade britannique à Petrograd assistait Lockhart. Ils intervinrent ensemble auprès de Trotski au sujet de la flotte de la mer Noire que les Allemands risquaient de capturer. Trotski la fit couler. Il y avait donc connivence entre Londres et les bolcheviks.

Officiellement, Washington avait envoyé Francis jouer son rôle d'ambassadeur, en concomitance avec lui Robins, ami de Wilson, sous couvert de la Croix Rouge américaine en Russie, agissait avec et non contre les bolcheviks, il contestait très souvent Francis. En fait, Robins ne cachait pas sa sympathie pour les bolcheviks. « Pour le quotidien russe *Russkoe Slovo*, Robins[284] "représentait d'un côté l'Amérique des travailleurs et d'un autre l'Amérique des capitalistes qui s'efforcent d'arracher les marchés russes grâce à l'entremise des Soviets" »[285]. Tout comme Sadoul par la France, il semblait avoir été choisi en référence à ses convictions personnelles, mais à en croire Naudeau, Sadoul était un idéaliste intègre[286]. À Vologda, lors de soirées privées, les ambassadeurs se rencontraient les uns chez les autres, s'y joignaient aussi d'autres personnages tels que le chargé d'affaires japonais, le ministre du Brésil qui réduisait l'art de la diplomatie à cette simple formule : « Ne faites rien et les honneurs et promotions ne manqueront pas »[287], ainsi que le marquis italien della Torretta, envoyé par Rome. Il y fut dit une fois que le président Wilson était contre l'intervention japonaise et ne semblait pas avoir d'opinions bien arrêtées sur la Russie ; aussi que le seul jeu de l'ambassadeur Noulens était la politique, il jouait au poker sans cartes. Les Tchèques devenaient souvent un sujet de conversation, les points de vue

---

[283] *Op. Cit.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 292

[284] Promoteur minier, il fit partie d'une expédition de la Croix Rouge américaine, en tant que colonel. Cf. : http://reformed-theology.org/html/books/bolshevik_revolution/chapter_05.htm, vu le 19.9.14

[285] *Op. Cit.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique,* p. 134

[286] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, pp. 172-173

[287] *Op. Cit.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 296

divergeaient à leur sujet selon la nationalité de l'intervenant. Bref, la situation était tendue en Russie où Moscou et Vologda voyaient se côtoyer et s'ignorer les diplomates et militaires des camps ennemis au milieu des bolcheviks.

Au cours de la soirée 29 avril 1918 qui réunissait les représentants alliés chez Lockhart, le général Lavergne « annonça que M. Noulens préconisait l'intervention sans le consentement des bolcheviks et sans même le demander. Le général qui revenait de Vologda admit que l'ambassadeur n'avait pas su mettre en avant un seul argument militaire en faveur de sa proposition. Romei, Riggs et moi [Lockhart] nous affirmâmes encore une fois notre adhésion à une politique de coopération avec les Soviets »[288]. Selon l'agent anglais, le gouvernement britannique n'était pas en mesure d'expédier des effectifs importants en Russie. S'il soutenait les petites armées d'officiers dans le Sud, il risquait d'acculer les bolcheviks à une alliance avec les Allemands. S'il soutenait les bolcheviks, il provoquait au début du moins le danger d'une avance allemande sur Petrograd et Moscou et celui de l'établissement, par les Allemands, d'un gouvernement bourgeois germanophile, ce qui aurait probablement attiré vers la Russie toujours plus de troupes allemandes.

Il était d'ailleurs matériellement impossible au gouvernement de Londres de marcher de pair avec la situation qui se modifiait radicalement toutes les quarante-huit heures. De même qu'il était assez naturel que les ministres britanniques fussent incapables de déceler le moindre symptôme d'ordre dans ce chaos qui prédominait partout. Lockhart était d'avis qu'en Russie, l'élite instruite ne représentait qu'une infime minorité sans organisation ni expérience politique et sans aucun contact avec les masses[289]. C'était là le résultat de l'autocratie tsariste. Quand le tsarisme s'effondra, sa bureaucratie s'effondra elle aussi, il ne resta plus que les masses. Diplomates, consuls, chefs militaires attachés auprès des ambassades, chacun y allait de ses commentaires et de ses conjectures et informait sa hiérarchie. Pendant ce temps, Londres, Paris et Washington, malgré la décision prise fin novembre dans la capitale française, se révélaient indécis quant à l'action à mener. À moins qu'ils n'aient joué à tergiverser.

---

[288] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 284

[289] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 276

Mais fin avril, les Japonais débarquèrent des troupes à Vladivostok. Londres considéra la protestation de Trotski dont lui avait fait part Lockhart, comme un incident local que l'agent britannique devait considérer comme tel. Selon Balfour, les Japonais venaient au secours des Russes, Lénine demanda : de quels Russes ? Il protesta vigoureusement par une analyse de la situation qui verrait les bourgeois prendre le pouvoir avec le soutien de l'étranger. « Et la puissance qui lui donnerait ce secours ne serait naturellement pas la Grande-Bretagne »[290], une manière indirecte de mettre en garde le gouvernement de ce pays de toute velléité d'action contre le pouvoir bolchevique.

La présence de l'armée tchèque, composée d'unités fort disciplinées et bien armées, commandées par des officiers français causèrent de vives protestations chez les Allemands, en vertu des accords du traité de paix. L'état-major du Reich exigea de Trotski le désarmement des soldats tchéco-slovaques ; ce problème fut source de litiges entre la France, la Russie bolchevique et le C.NT., le Comité national tchèque établi à Paris. Cependant, les gouvernements des Alliés et associés étaient muets quant à l'intervention internationale. Noulens, Lavergne et Romei voulaient agir et intervenir, même sans l'assentiment des bolcheviks. Wilson était toujours opposé, le *Foreign office* voulait l'assentiment bolchevique à un concours militaire immédiat des Alliés, tandis que les Français s'agitaient en faveur d'une aide militaire à donner aux forces anti-bolcheviques. C'était la cacophonie totale. Voulue ?

Le message le plus révélateur de Noulens concerne les trois pages et demie du long télégramme N° 60[291] qu'il envoya de Vologda à Noulens le 6 avril. Il y définit le plan de l'action qu'il conviendrait d'adopter : d'abord « préparer le retour de notre ancienne alliée à l'état de guerre contre l'Allemagne et dans ce but encourager tous les facteurs d'ordre et de force que peut encore compter la Russie », il ne précise donc pas si ce doit être avec les bolcheviks ou avec leurs opposants ; puis il suggère de défendre les intérêts français « contre les bouleversements maximaliste et l'empire germanique, ce qui signifie que bolcheviks et Allemands sont un danger pour l'économie de l'hexagone. Dans ces deux cas, il faudrait agir « quelles que soient les difficultés de la tâche, mais sans reconnaître officiellement le pouvoir du nouveau régime. Afin de

[290] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 285
[291] Cf. Annexe Nr 10 à 10c

réaliser ce programme, il avait proposé lorsqu'il était encore réfugié en Finlande, d'où le conditionnel passé – il reconnaît que la situation sur le front occidental n'en permet plus la réalisation, par manque de troupes –, « la constitution à Arkhangelsk d'un noyau de forces militaires interalliées », regroupant de bons éléments russes susceptibles de protéger un gouvernement favorable à l'Entente : il envisageait donc la solution de la mise en place d'un gouvernement russe qui défendrait les intérêts de la France et de la Grande-Bretagne. Là non plus, il ne précise pas s'il s'agit de maximalistes ou de Russes blancs.

Selon Noulens, l'esprit de décision, d'organisation et de combativité font défaut à la Russie, sous-entendu aux contre-révolutionnaires dont les meilleurs éléments « ont été submergés par la vague bolchevick ». D'après l'exemple allemand, le prestige suffit à redonner de la force à un peuple démoralisé. L'intervention japonaise immédiate serait nécessaire, malgré les réserves exprimées par l'ambassadeur des États-Unis, M. Francis. L'attaché militaire américain « *croit pouvoir dire* – [rien n'est donc sûr] – qu'on amènera Trotski et les commissaires du peuple à accepter que cette intervention contre l'Allemagne se fasse par la Sibérie, si elle a un caractère interallié ». Avec l'accord de Trotski, le Soviet de Mourmansk a réclamé l'aide militaire française pour agir contre les blancs finlandais, considérés comme agents de l'Allemagne. Il est vrai que l'Allemagne avait des visées sur les pays du Nord. Tous les commissaires du peuple ne sont pas opposés à l'Allemagne et les déterminations de Trotski « varient au gré des événements et des impulsions de la foule ».

Les deux dernières pages, aussi complexes, peuvent se résumer par : la nécessité de l'intervention interalliée avec les Japonais pour protéger les intérêts politiques et économiques de la France ; l'opposition aux Allemands quitte à aider les bolcheviks pour la réaliser ; l'activité commerciale de la France en Russie. Le général Niessel étant parti, la mission militaire française devra être supprimée, les officiers restants relever de l'Attaché militaire, le général Lavergne, donc de Noulens. Il se débarrassait donc ainsi du capitaine Sadoul.

Mais Trotski, plus maniable, voire plus calculateur, accepta que les Anglais aient des dépôts à Arkhangelsk, il demanda aussi une mission navale anglaise pour réorganiser la flotte russe et il offrit la direction des chemins de fer à un Anglais.

Lockhart écrivit que « rien n'arriva, aucune mission navale ne partit. Aucun Anglais ne fut chargé des voies ferrées russes. Par contre, le général Poole et tout son état-major furent envoyés à Mourmansk et à Arkhangelsk.[292] L'intervention commença donc au nord.

- **Dissonance entre les pouvoirs politique et diplomatique et militaire**

Il apparaît qu'en Russie, seul un nombre restreint de militaires savait que des corps expéditionnaires alliés devaient, selon la version officielle, accomplir une mission en Russie ou Sibérie, tout au plus leur avait-on dit qu'ils allaient affronter les bolcheviks et s'opposer aux Allemands. Comme ce nom, propagande aidant, avait été chargé de toute la problématique de la guerre, il suffisait de l'évoquer pour justifier une action militaire quelconque. Les troupes ne s'interrogeaient pas au sujet de l'état de guerre auquel le traité de Brest-Litovsk avait mis définitivement un terme le 3 mars 1918.

Ni les ambassadeurs, ni les gouvernements étrangers n'avaient reconnu en octobre 1917 le nouveau pouvoir embryonnaire bolchevique présidé par Lénine. La seule autorité à laquelle acceptaient, officiellement, de s'adresser les chefs d'État étrangers était la *Stavka*, le Grand Quartier général russe, vestige de la Russie tsariste. Pourtant, même après l'anéantissement de la *Stavka* par les bolcheviks à la fin de novembre 1917, les Alliés continuèrent de passer par la voie militaire pour communiquer officieusement avec les bolcheviks, donnant ainsi « des pouvoirs inhabituels aux missions militaires alliées en Russie »[293]. Cela conduisit parfois à des dérives dans les relations entre ambassadeurs et militaires, aggravées par des problèmes de communication. Cette apparente organisation de réseaux officieux pour continuer d'échanger avec l'ex-Empire russe ressemblait à un rideau de fumée derrière lequel les Alliés et associés établissaient le contact avec le gouvernement de Lénine.

[292] *Op. Cit*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, pp. 288-289
[293] *Op. Cit*, GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages pour l'édition de poche, 2004, p. 73

Dans le respect de la hiérarchie, diplomates et officiers supérieurs dépendaient de leur ministère voire de leur gouvernement et en suivaient les directives. Mais indépendamment de toute éventuelle difficulté relationnelle humaine, l'outil technique était primordial pour que les uns et les autres puissent se concerter. La Grande Guerre est le premier conflit pendant lequel les télécommunications militaires prennent une telle ampleur et jouent un rôle aussi primordial dans le succès des combats. La radiotélégraphie acquiert la fonction d'arme de guerre de premier rang ; les troupes françaises sont dotées de stations TSF mobiles et la tour Eiffel représente un enjeu stratégique considérable[294]. Depuis le début du siècle, un réseau câblé reliait tous les continents ; il permit les communications téléphoniques et télégraphiques entre les belligérants, entre membres de l'Entente ou entre ceux de la Quadruplice mais aussi entre diplomates, chefs militaires et leur gouvernement.

Mais les relations entre pouvoirs politique et militaire pouvaient parfois se trouver compromises par la mauvaise qualité des communications, celle-ci se répercutait sur la transmission et la diffusion des ordres ou des directives qui ne parvenaient pas toujours en temps voulu non seulement à l'intérieur du territoire russe mais aussi depuis ou vers les capitales de l'Entente et Washington. Le général Rouquerol en donna un exemple :

> Ce théâtre des opérations était mal relié avec le gouvernement d'Omsk, et faute d'états-majors dignes de ce nom, le gouvernement savait peu ce qui se passait. Enfin, à l'extrême-nord, les troupes anglo-françaises de Mourmansk et d'Arkhangelsk étaient sans liaison avec la Sibérie. Une station radiotélégraphique[295], envoyée de France à Omsk, était en cours d'installation pour relier les deux fronts séparés encore par un millier de kilomètres et qui devaient se tendre la main dans l'intention des Alliés. Elle ne fonctionna qu'un peu plus tard.

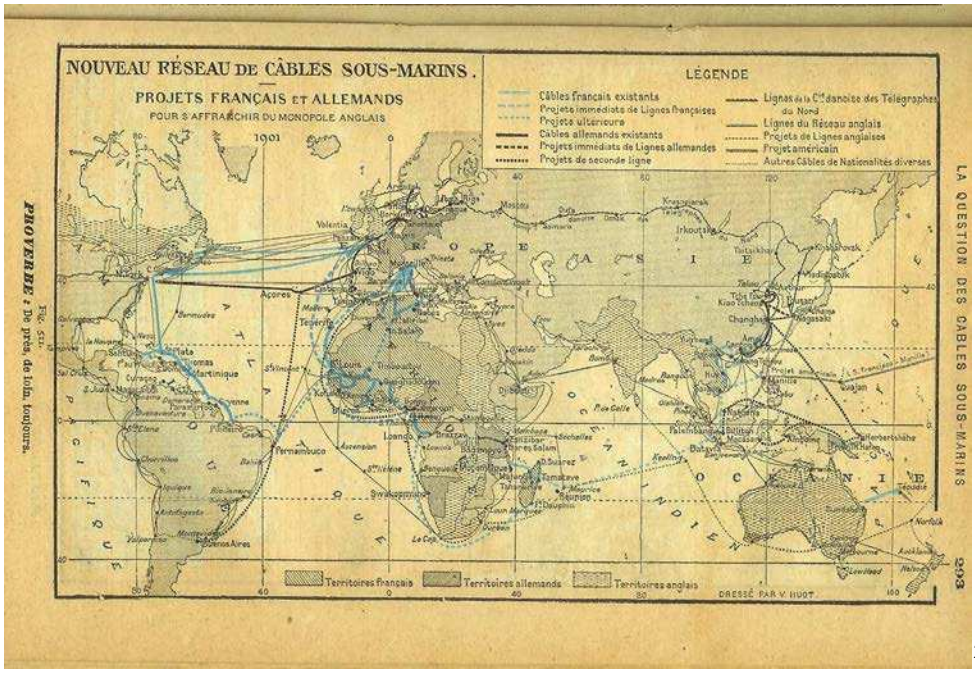
En outre, il ne faut pas oublier qu'avant la guerre, dès 1900, les communications nationales françaises, allemandes, étatsuniennes étaient acheminées par le réseau britannique de câbles sous-marins qui ceinturait le monde ; les chancelleries et les presses nationales soulignaient que « chacun confi[ait] les

---

294 http://www.appat.org/70ans/index.php?option=com_content&view=article&id=17:les-transmissions-durant-la-grande-guerre&catid=3:histoire-de-larme&Itemid=4 , consulté le 6.4.2015

295 Cf. Annexe Nr. 21

renseignements les plus confidentiels à ceux-là même qui suiv[aient] leur politique d'outre-mer avec la curiosité la plus passionnée »[296].



297

Carte de l'almanach Hachette 1901 - Réseau de câbles sous-marins

Au début du XXe siècle, le réseau britannique comportait 220 359 km de câbles, celui américain 52 180 km, le français 34 323 km et l'allemand 14 613 km. Il est aisé de comprendre à la lecture de cet article combien la Grande-Bretagne exerçait sa mainmise aussi sur ce réseau. Ernst Niemann déplora que

> Die erste Kriegshandlung unserer Feinde war, unsere Unterseekabel zu zerschneiden, unsere Funkstationen zu zerstören. So ist es gekommen, daß das in Verkehrsdingen führende Deutsche Reich während dieses Krieges von der großen Außenwelt so gut wie abgeschnitten ist. Auch von seinen Kolonien; und das ist das Bittere.[298]

[296] FOUCHARD, Gérard, Association des Amis des câbles sous-marins, *Les câbles sous-marins 1890-1910*, in Les Cahiers de la FNARH n°115, 2010, p. 39

[297] Les Cahiers de la FNARH n°115, 2010, p. 41, provenant de Jacques Depelley, "Les câbles télégraphiques en temps de Guerre", Revue des deux mondes, 1er Janvier 1900. Accord de la FNARH

[298] NIEMANN, Ernst, *Abgeschnitten,* in https://www.philhist.uni-augsburg.de/lehrstuehle/geschichte/didaktik/forschung/weltgeschichte_e-learning/kommentare/kommentar_3_12.html « Le premier acte belliqueux de nos ennemis fut de sectionner nos câbles sous-marins et de détruite nos stations de radio. Il s'ensuivit que l'Empire allemand fut ainsi quasiment coupé du monde extérieur durant cette guerre. Même de ses colonies et ce fut le plus dur ».

Hormis l'atteinte aux installations techniques, la manœuvre belliqueuse consistait aussi à intercepter les messages de l'adversaire. Pour ce faire ou pour empêcher l'ennemi de connaître leurs intentions, les pouvoirs protégeaient l'information par la cryptologie, appelée aussi le chiffre[299]. Ce processus, crypter et décrypter les messages, fut appliqué dès le début de la guerre, dans tous les pays. Il devenait une arme redoutable que surent utiliser les adversaires. Mais dans l'immense Russie, les messages ne parvenaient pas toujours en temps utile ou les gouvernements hésitaient à les envoyer. Le général Rouquerol témoigna que le théâtre d'opération était mal relié avec le gouvernement d'Omsk et qu'ainsi Koltchak savait peu ce qui se passait ; « à l'extrême-nord, les troupes anglo-françaises de Mourmansk et d'Arkhangelsk étaient sans liaison avec la Sibérie »[300]. De plus, les rivalités humaines se manifestaient comme un obstacle au bon fonctionnement des corps diplomatique et militaire. Certains messages écrits par l'ambassadeur Noulens en sont une révélation.

De Toijala en Finlande, où il s'est réfugié, devant fuir en raison de la progression des Allemands suite à la conclusion de la paix, l'ambassadeur Noulens envoie, les 15 et 20 mars 1918[301], un télégramme au ministre Pichon. Il semble reprocher au général Niessel de ne pas l'avoir rejoint à Helsingfors et de s'être dirigé sur Moscou, approuvant cette décision en y ajoutant son mépris des maximalistes et se focalisant sur la haine desAllemands et de la paix honteuse qu'ils ont imposée. Les allusions qu'il fait quant au rôle que pourrait jouer Niessel auprès du gouvernement maximaliste déguisent à peine son irritation et sa jalousie, considérant probablement que le militaire usurpe son rôle de diplomate. Dans le télégramme du 20 mars, il reproche à Niessel son silence sur ses activités, le comparant à un autre militaire, le général Romei, italien, qui lui chaque jour télégraphiait au marquis de la Torretta, ajoutant que s'il s'en préoccupait, ce n'était pas par amour-propre mais dans l'intérêt de la politique française. De plus il plaçait la mission militaire sous l'éventuel regard soupçonneux du Cabinet de Tokyo.

De Vologda, Noulens se plaignit le 4 avril[302] de l'interruption des communications avec la Suède, pays neutre, par la Finlande, pendant un mois et demi

[299] Cf. Annexes Nr 22 et 23
[300] *Op. Cit*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 104
[301] Cf. Annexe Nr. 24 et 25
[302] Cf. Annexe Nr. 26 et 26a

et pouvant encore se renouveler ; il ne pouvait donc correspondre avec la France et demanda la mise en place d'un service régulier de vapeurs bimensuel entre la France et Mourmansk ou Arkhangelsk, navires qui assureraient le service postal et rapporterait une partie du matériel militaire, selon lui inutilisable pour les Russes mais qui pourrait servir sur le front en France. Pourtant, cette question militaire n'est pas de son ressort. La rivalité se révèle également dans le télégramme 158-159 du 25 avril 1918[303], entre Noulens et le général Lavergne à propos d'une interview que l'ambassadeur aurait accordée à la presse russe et dans laquelle il envisageait une intervention interalliée dirigée contre les Allemands et avec caractère amical pour les Russes – il ne précisa pas si Blancs ou Rouges.

Cette interview décida les Commissaires du Peuple à réclamer du gouvernement français, par radiogramme, le rappel de Noulens qui en profita pour se plaindre de Sadoul qu'il détestait en soulignant que « les agents officieux n'ont guère d'action utile […]. En ce qui concerne spécialement M. Sadoul, les quelques renseignements qu'il peut nous procurer sont loin de compenser les tendances fâcheuses qu'il détermine autour de lui et le jeu auquel il se prête, inconsciemment, j'espère, entre les mains de Trotsky. Je demande que son départ suive immédiatement le mien »[304]. De son côté, le capitaine Sadoul, alors âgé de 39 ans, qui resta en Russie jusqu'en 1920, dépeignit dans ses mémoires le diplomate et le militaire en ces termes : « Noulens, ambassadeur de France, ancien ministre, bonze du parti radical, type du vieux politicien d'alors, d'intelligence médiocre et d'âme basse, sans convictions mais non sans ruse, était un affairiste notoire. Sur tous les terrains, le chef de la mission militaire française, le général Niessel, et lui, s'entendaient comme larrons en foire. Dans l'appréciation des événements grandioses qui se déroulaient devant eux les deux compères, le civil franc-maçon et le militaire clérical, rivalisaient de sottise et d'hypocrisie […] Dès mon arrivée en Russie, je soulevai l'indignation de l'ambassadeur et du général en prenant contact avec les personnalités russes d'extrême gauche et, notamment avec les bolchéviks. Je ne connaissais aucun de ceux-ci avant mon départ de France »[305].

[303] Cf. Annexe Nr. 27
[304] Cf. Annexe Nr. 28
[305] *Op. Cit*, SADOUL, Jacques, *Naissance de l'URSS*, Éditions Charlot, 1946, pp. 278-279

Le 21 avril 1918, Noulens envoya au ministre des Affaires étrangères Pichon le texte du télégramme qu'il faisait parvenir au général Lavergne, alors chef de la mission militaire française en Russie, en remplacement de Niessel. Il révèle à la fois le dessous des cartes de l'intervention et en même temps la dissonance qui règne entre les pouvoirs : les propositions que Lockhart a faites aux attachés militaires ne rapporteraient aucuns bénéfices aux Alliés ; si les Japonais et les Anglais quittaient subitement Vladivostok, les bolcheviks feraient écrire dans leurs journaux que les Alliés avaient eu peur ; les garanties fournies par les gouvernements de l'Entente conforteraient le pouvoir maximaliste au détriment des autres partis favorables aux Alliés. Il n'est pas possible de faire confiance à Trotski lorsqu'il promet plus ou moins de s'opposer à l'Allemagne. À titre de comparaison : les Alliés devraient s'engager à ne pas s'immiscer dans les affaires politiques de la Russie alors que ce gouvernement le fait chez les autres. On ne pouvait faire confiance à ces chefs de parti, puisque leur seul souci était de consolider leur pouvoir sans se soucier de la nation russe. Utilisant le conditionnel – sans doute pour ne pas donner l'impression qu'il impose ses décisions et ne fait que suggérer, à moins qu'il n'ait pas désiré trop s'engager – Noulens suggère que même sans accord qui engagerait faiblement les Alliés, ceux-ci pourraient toujours déclarer à l'opinion publique qu'ils sont intervenus dans un but amical pour défendre les intérêts de la Russie contre les Allemands ; il conviendrait donc de dire à Lockhart de ne pas s'associer à des pourparlers sur ces bases. La mésentente régnait entre Paris et Londres et entre le diplomate et le militaire. Lockhart exécutait les ordres du *Foreign Office* mais Paris ne les approuvait pas toujours.

Alors que « la collaboration des diverses missions militaires de l'Entente avec l'armée russe a été brutalement interrompue le jour même de l'avènement des soviets, sur l'ordre des gouvernements de l'Entente »[306], en mars 1918, c'est-à-dire quelques jours après la paix de Brest-Litovsk, à Vologda l'ambassadeur américain, Francis, restait muet tandis que le colonel Robins à Moscou se montrait cordial, Lansing à Washington était froid ; pour la France, Noulens à Vologda nourrissait une amertume croissante envers les Allemands et les bolcheviks alors que Sadoul manifestait un avis favorable contrairement à l'hostilité affichée par Clemenceau à Paris ; pour l'Angleterre, Lockhart était acquis à la coopération, Lloyd George envoyait sir Clarck discuter avec Tchitcherine, Churchill, d'accord avec Clemenceau préparait une

[306] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, *Naissance de l'URSS*, Éditions Charlot, 1946, pp. 283

intervention armée. Il faut alors souligner un fait stupéfiant : « Les attachés militaires alliés aidèrent à organiser l'Armée Rouge »[307]. Évidemment les représentants de l'Entente en Russie connaissaient cette coopération des Américains et des Anglais avec l'Armée Rouge, mais ils ignoraient l'existence de la convention secrète franco-anglaise du 23 décembre 1917 par laquelle Clemenceau et lord Milner se partageaient, trop tôt, la possession des plus riches régions de l'U.R.S.S., attribuant à l'Angleterre les pétroles du Caucase et à la France, le blé, le charbon et le fer de l'Ukraine. La plupart des membres des cabinets français et britanniques l'ignoraient également. Seul, peut-être, Noulens la connaissait.

Les soviets acceptèrent, au début de 1918, de laisser les troupes françaises, anglaises et américaines s'installer à Mourmansk. Clemenceau et Lloyd George proclamèrent même que cette occupation d'une partie des territoires russes s'était effectuée en complet accord avec la République des Soviets et que l'intervention des corps expéditionnaires alliés serait strictement limitée à la lutte contre l'Allemagne. Mais selon Sadoul, « les impérialistes de Paris, de Londres et de Tokio avaient pris, dès le 7 novembre 1917, la résolution – précisée par la France et l'Angleterre dans leur convention du 23 décembre – de renverser le régime socialiste des soviets, de rétablir le pouvoir du grand capital et de poursuivre la colonisation de l'immense territoire russe »[308].

Il est difficile de comprendre, à travers ces messages diplomatiques si les Alliés et associés intervenaient pour combattre les Allemands ou les bolcheviks. La complexité de la situation semblait révéler un flou voulu. Londres semblait favorable aux bolcheviks ou du moins tentait d'établir des relations avec eux tandis que Clemenceau manifestait une opposition farouche. Wilson, ou plutôt le colonel House, se montrait indécis et les Japonais n'attendaient que le signal pour débarquer officiellement. Dans ce capharnaüm, les représentants diplomatiques constataient, suggéraient, intriguaient et s'interrogeaient, les militaires mal informés continuaient de jouer leur rôle d'opposants aux Allemands et, comme eux, formaient les cadres de l'Armée rouge, en accord avec les bolcheviks. L'aide qu'ils étaient censés apporter aux contrerévolutionnaires devenait accessoire. À travers la lecture des documents

[307] *Ibid.*, SADOUL, Jacques, *Naissance de l'URSS*, Éditions Charlot, 1946, p. 316
[308] *Ibid.*, SADOUL, Jacques, *Naissance de l'URSS*, Éditions Charlot, 1946, p. 319

d'archives et des textes résonne la dissonance entre les pouvoirs politique, diplomatique et militaire durant cette fin de guerre.

- **La presse désinformée et manipulée**

Pendant la Grande Guerre, la population était informée par les journaux et par les informations radiophoniques, avant la projection d'un film, le cinéma présentait les actualités filmées. Dans les rues, les crieurs de journaux annonçaient les dernières nouvelles colportées par la feuille qu'ils vendaient. Avant la guerre, la loi du 29 juillet 1881 garantissait la liberté à l'imprimerie et à la presse, selon l'Article V : « Tout journal ou écrit périodique peut être publié, sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement, après la déclaration prescrite par l'article 7 »[309]. En France, au niveau national *Le Gaulois* et *Le Temps* répondaient à une presse d'information et de réflexion, ils étaient engagés politiquement, et comme la presse régionale ils adoptèrent l'utilisation et la publication de photos. Durant les tout premiers jours qui suivirent la déclaration de guerre, le gouvernement se servit de la presse pour informer, mais déjà le 5 août il promulguait une loi sur les indiscrétions de la presse dont l'Article I disait : « Il est interdit de publier des informations et renseignements, autres que ceux qui seraient communiqués par le Gouvernement ou le commandement, sur les points suivants : les mouvements des troupes, les pertes militaires, les effectifs, les renseignements stratégiques et, en général, toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations »[310]. En cas de transgression, la peine pouvait mener à un emprisonnement de un à cinq ans et à une amende de 1 000 à 5 000 Francs. De la même manière, la correspondance soldatesque était aussi rigoureusement contrôlée et censurée. Ce qui signifie que le gouvernement maîtrisait la publication des informations, des articles et des images, dans le but, selon l'Article II de la loi du 5 août 1914, d'éviter d'informer l'ennemi, d'entretenir le moral des Français afin qu'ils ne deviennent pas défaitistes, et de souder la population autour

309 http://www.cndp.fr/crdp-reims/fileadmin/Images/cddp10/Jocelyne/La_Presse_pendant_la_guerre_de_1914_1918.pdf , consulté le 7 avril 2015

310 *Ibid.*, cndp = Commission nationale du débat public

du gouvernement. Cette censure politique ne cessa que le 12 octobre 1919 avec la levée de l'état de siège. La population ne s'est-elle pas alors interrogée quant à cette date ? Savait-on déjà, dès le début du conflit, quelle devait être la durée de la guerre[311] ? Cet article de loi précisait également qu'il était interdit de donner des informations militaires et diplomatiques, de crier les nouvelles – ce qui rendit muets les crieurs de journaux – et de diffuser en couverture des informations dramatiques ou démoralisantes. En ne permettant que la diffusion d'informations triées, le gouvernement manipulait l'opinion qui, cependant, par patriotisme, contesta peu la censure et en soutint même l'auteur et son jeu. Un député radical indépendant n'hésita pas non plus à suggérer de « donner un système d'informations inexactes et retardées ». Les informations dévalorisaient l'ennemi, faisant de lui un barbare. Le nombre de morts fluctuait selon le camp dont il s'agissait, ainsi les victoires de l'Entente étaient-elles glorifiées, les défaites de l'adversaire aggravées. Pendant et après la guerre, les pays belligérants, –par le biais du libéral *Berliner Tagesblatt* à Berlin, du *Arbeiter Zeitung*, socialiste, en Autriche-Hongrie, du *Morning Post*, conservateur et du *Times* en Grande-Bretagne, du *Corriere della sera* en Italie ainsi que du *Washington Post* américain – adoptèrent tous cet outil manipulateur, de tout temps la première arme de guerre. Les *Izvestia* et la *Pravda* agissaient de même, évidemment.

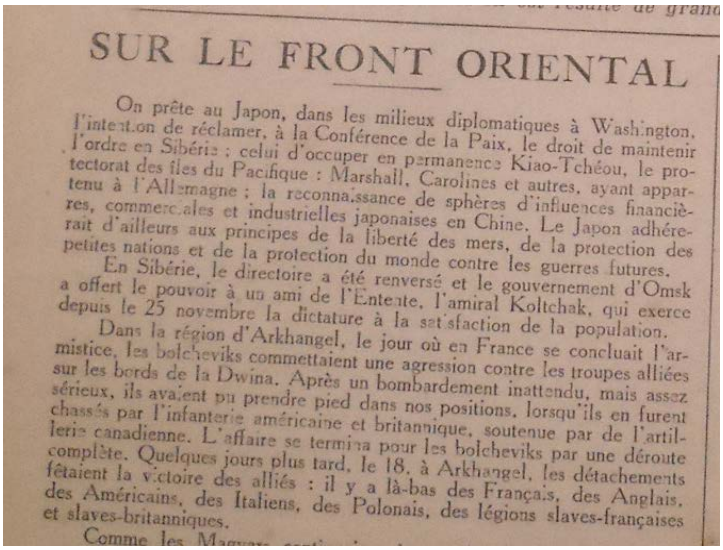
Les événements dont les militaires des missions françaises étaient témoins étaient fort peu connus en France. « Les nouvelles envoyées en France de la lointaine Sibérie passaient par le Japon et l'Amérique. Déjà vieilles de deux mois à leur arrivée, elles étaient en outre étouffées par les préoccupations plus immédiates de la guerre occidentale et plus tard des conditions de la paix »[312]. Le 15 août 1918, *Le pays de France*[313], racontait par exemple à ses lecteurs francophones qu'en Russie, les événements évoluaient en défaveur des bolcheviks, alors que ceux-ci venaient de conclure l'accord secret avec les Allemands, avaient envoyé leur agent à Londres afin qu'il soit reconnu comme ambassadeur ; le grand port d'Arkhangelsk aurait été « placé

[311] http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000490144&dateTexte= , consulté le 10.5.2015 : le texte du décret du 2 août 1914, publié sur JORF du 3 août 1914 page 7083, n'est pas disponible sur le site du gouvernement.
[312] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 7
[313] Annexe Nr. 29

sous la sauvegarde des véritables protecteurs de la Russie », sans préciser de qui il s'agit ; les troupes alliées de terre et de mer qui avaient débarqué le 2 août recevaient un accueil chaleureux de la population qui souhaitait leur protection contre les exactions des bolcheviks. Savaient-ils que les officiers français étaient aussi en train de former les cadres de l'Armée rouge ? Il est écrit aussi que les intérêts matériels et moraux de l'Entente sont préservés par la présence militaire de la France qui est ainsi glorifiée. L'intervention alliée serait en train de se réaliser : ils auraient envoyé une division japonaise à Vladivostok ; les Japonais ont simplement attendu la décision de débarquer dans ce grand port du bout du monde. À Petrograd, ce n'est pas l'anarchie qui succède à la terreur, mais la dictature, et la terreur a duré au moins jusqu'en 1920. La mobilisation décrétée par Lénine et Trotski ne servait pas à faire échec aux Alliés, mais à créer l'Armée rouge pour combattre les Armées blanches, anti-maximalistes. Cet article reprend presque intégralement le langage de Noulens revu par Paris ; les bolcheviks y sont représentés sous un jour négatif alors que leur régime aurait instauré l'ordre ; la lutte qu'ils mènent contre les Armées blanches soi-disant aidées par les Alliés amène le nom de Trotski mais il n'est pas critiqué. Les consignes gouvernementales transparaissent clairement : dénigrer les Allemands, protéger les intérêts économiques de l'Entente, osciller entre les Rouges et les Blancs.

Alors que le 11 novembre 1918, à l'ouest, l'Europe signait l'armistice dans le silence de la forêt de Compiègne, à l'est, en Russie, à Toulgas[314], 600 hommes parmi lesquels se trouvaient des soldats américains, écossais, canadiens et italiens affrontaient dans une bataille désespérée quelque mille soldats de l'Armée Rouge de Trotski. Là-bas ces combattants de l'Entente ne savaient pas qu'en France on était en train de signer l'arrêt des combats. Sous le titre "Sur le Front oriental", la revue hebdomadaire, *Le Pays de France* informait dans son Nr. 216 du 5 décembre 1918, sur ce qui se passait en Russie, c'est-à-dire, elle publiait ce que le gouvernement lui transmettait, comme dans l'extrait figurant ci-dessous :

[314] http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/forum-pages-histoire/expedition-archangel-russie-sujet_2340_2.htm , consulté le 15.09.2011. Il s'agit d'un forum d'échanges et de discussions : Forum 14-18 et http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/forum-pages-histoire/expedition-archangel-russie-sujet_2340_2.htm 7.10.2008



SUR LE FRONT ORIENTAL

On prête au Japon, dans les milieux diplomatiques à Washington, l'intention de réclamer, à la Conférence de la Paix, le droit de maintenir l'ordre en Sibérie ; celui d'occuper en permanence Kiao-Tchéou, le protectorat des îles du Pacifique : Marshall, Carolines et autres, ayant appartenu à l'Allemagne ; la reconnaissance de sphères d'influences financières, commerciales et industrielles japonaises en Chine. Le Japon adhérerait d'ailleurs aux principes de la liberté des mers, de la protection des petites nations et de la protection du monde contre les guerres futures.

En Sibérie, le directoire a été renversé et le gouvernement d'Omsk a offert le pouvoir à un ami de l'Entente, l'amiral Koltchak, qui exerce depuis le 25 novembre la dictature à la satisfaction de la population.

Dans la région d'Arkhangel, le jour où en France se concluait l'armistice, les bolcheviks commettaient une agression contre les troupes alliées sur les bords de la Dwina. Après un bombardement inattendu, mais assez sérieux, ils avaient pu prendre pied dans nos positions, lorsqu'ils en furent chassés par l'infanterie américaine et britannique, soutenue par de l'artillerie canadienne. L'affaire se termina pour les bolcheviks par une déroute complète. Quelques jours plus tard, le 18, à Arkhangel, les détachements fêtaient la victoire des alliés : il y a là-bas des Français, des Anglais, des Américains, des Italiens, des Polonais, des légions slaves-françaises et slaves-britanniques.

Le Pays de France, Nr. 216 du 5 décembre 1918
(Ce journal n'existe plus)
(Alors, le nom de l'auteur d'un article de presse n'apparaissait quasiment jamais)

> Dans la région d'Arkhangel, le jour où en France se concluait l'armistice, les bolcheviks commettaient une agression contre les troupes alliées sur les bords de la Dwina. Après un bombardement inattendu, mais assez sérieux, ils avaient pu prendre pied dans nos positions, lorsqu'ils en furent chassés par l'infanterie américaine et britannique, soutenue par de l'artillerie canadienne. L'affaire se termina pour les bolcheviks par une déroute complète. Quelques jours plus tard, le 18, à Arkhangel, les détachements fêtaient la victoire des alliés : il y a là-bas des Français, des Anglais, des Américains, des Italiens, des Polonais, des légions slaves-françaises et slaves-britanniques.[315]

L'Europe occidentale n'avait pas conscience du fait que la guerre se poursuivait en Europe centre-orientale et en Extrême-Orient. L'éloignement géographique devait pousser les lecteurs de la presse d'information à penser qu'ils n'étaient pas concernés, eux qui n'entendaient plus gronder le canon. La presse encensait les Tchéco-Slovaques pour leur résistance aux bolcheviks, c'était de la manipulation. Au Parlement, Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères du Cabinet Clemenceau, déclarait le 29 décembre 1918 aux représentants du peuple que la France avait envoyé des troupes à Arkhangelsk, à Mourmansk et en Sibérie

> pour prévenir le retrait des troupes allemandes destinées alors à être envoyées sur le front occidental ; pour combattre l'infiltration allemande et la mainmise de

[315] LE PAYS DE FRANCE, 5e Année, N° 216 du 5 décembre 1918, p. 15, Cf. Annexe Nr 29

> l'Allemagne sur la Russie ; pour sauver les Tchécoslovaques, nos alliés, menacés de destruction par les Allemands et les bolcheviks ; pour venir en aide aux associations et aux groupements russes dévoués à l'Entente ; pour permettre aux éléments fidèles à notre alliance, respectueux de nos contrats, décidés à tenir leurs obligations internationales, de s'organiser efficacement et de lutter contre la ruine et l'anarchie dont les conséquences pouvaient s'étendre à nous-mêmes (…). Nous nous défendons simplement nous-mêmes en veillant à nos intérêts vitaux dans ce pays où nous avons des attaches d'une importance considérable et où nous devons nous efforcer de faire respecter les droits qu'un gouvernement anarchique a foulés aux pieds au mépris de ses obligations les plus certaines et les plus sacrées.[316]

Seuls le combat de l'infiltration et de la mainmise allemandes et la défense des intérêts de la France étaient vrais. C'est ainsi que la manipulation de l'opinion publique s'effectuait, par le Parlement et donc ensuite par la presse. C'était d'autant plus grave que, comme le déclara le député Maurice Violette devant le Parlement : «La question de l'expédition de Russie se posa en France dès l'armistice. La France n'en voulait à aucun prix. Le gouvernement, lui, l'avait résolue à tout prix. Il s'agissait donc, en cet état, de trouver une telle manière qu'il pût toujours fournir une explication au moment opportun, devant la Chambre, pour arriver à obtenir une majorité, au moins provisoire »[317]. Ce gouvernement démocratique louvoyait donc pour pouvoir imposer sa politique en contournant l'opinion du peuple.

Les Américains lisaient une autre version des événements. Le *New York Times* publiait des articles sur la présence occidentale en Extrême-Orient. Après avoir lu tout ce qui précède, le contenu de celui du 22 avril 1918[318] dont la traduction figure ci-dessous ne manquera pas d'étonner un profane :

Les alliés combattent sur la côte de l'Arctique

Les troupes britanniques et françaises aident les Russes à contrer l'avance de l'armée blanche finlandaise

Une attaque du chemin de fer échoue

[316] *J.O.* Chambre 1918, p. 3 716 in LUNET, Patrick, « L'intervention française en Russie méridionale », *Revue historique des armées*, 1992, Nr. 186, p. 54
[317] *J.O.* Chambre 1919, p. 2 591 in *Ibid.* LUNET, Patrick, « L'intervention française en Russie méridionale », *Revue historique des armées*, 1992, Nr. 186, p. 54
[318] Cf. Annexe 30

Des tentatives sont faites pour couper les ports de Mourmansk et d'Arkhangelsk de l'intérieur.

Moscou, le 14 Avril (Presse Associée) – Les troupes britanniques et françaises ont débarqué à Mourmansk, sur la côte nord-est de la péninsule de Kola, dans l'océan Arctique, pour renforcer le détachement maritime britannique envoyé plusieurs semaines auparavant. Les troupes alliées de l'Entente coopèrent avec les forces bolcheviques pour protéger la côte de Mourmansk et le chemin de fer contre les attaques de l'armée blanche finlandaise.

L'Armée Rouge russe intervient aussi avec les troupes britanniques et françaises sous la direction du conseil de guerre soviétique de Mourmansk, composé d'un Britannique, d'un Français et d'un Russe.

L'armée blanche finlandaise a attaqué le chemin de fer de Mourmansk près de Kem, à 270 miles au sud de Mourmansk et 200 miles à l'ouest d'Arkhangelsk mais elle a été repoussée par les forces de l'Entente. Les troupes bolcheviques et étrangères agissent en harmonie, et les habitants de la côte de la mer Blanche apprécient que les alliés de l'Entente empêchent que ce district soit isolé et dominé par l'armée blanche.

Une dépêche de Moscou du 30 mars a annoncé que les officiers français et britanniques coopéraient avec le Conseil des délégués des ouvriers et des soldats, pour la défense de la côte de Kola et de Mourmansk ainsi que du chemin de fer. Ils interviennent auprès des troupes bolcheviques en tant qu'instructeurs, et approvisionnent les marins britanniques et les soldats français qui reviennent du front russe.

Les ports de Mourmansk et d'Arkhangelsk sont les deux principales bases du Nord. Des quantités considérables de provisions y ont été stockées, dont une partie en provenance des Etats-Unis avant la révolution russe, tout comme du matériel de guerre a été concentré à Vladivostok, acheminé par bateaux à travers l'océan Pacifique depuis des ports américains.

En attaquant le chemin de fer russe près de Kem sur la côte ouest de la mer blanche, l'armée blanche finlandaise ayant reçu récemment l'aide des autorités allemandes, a dû passer la frontière finlandaise et pénétrer sur le territoire russe sur 150 miles ; leurs efforts devaient rompre la liaison ferroviaire avec Mourmansk. Arkhangelsk est situé sur la côte est de la mer Blanche, à 100 miles à l'est de Kem.

Cet article exprime parfaitement mais partiellement la situation chaotique dans laquelle se trouvait la Russie, depuis les événements de l'année 1917 ; l'intervention des Forces alliées et associées en causa l'aggravation.

La guerre civile en Russie

Le lendemain de ce qui ne fut pas la révolution d'octobre, au sein de la société que les événements de cette année-là avaient déjà gravement bouleversée, les rivalités partisanes continuaient d'opposer les uns aux autres, les bolcheviks, le plus petit parti avant 1917, les mencheviks, les sociaux-démocrates et les socialistes-révolutionnaires partagés en S.R. de droite et S.R. de gauche. Mencheviks et S.R. étaient les plus nombreux. Parmi ces derniers, beaucoup sympathisaient avec le mouvement bolchevique, ou y adhéraient. Selon Pipes, « en 1917, aux élections de l'Assemblée Constituante, le plus gros des voix bolcheviques est venu des provinces grand-russes. Et pendant la guerre civile, c'est le centre grand-russe qui a fourni au régime soviétique ses effectifs les plus importants »[319]. Il ajoute que « les bolcheviks procédèrent à des élections à l'Assemblée Constituante, mais lorsqu'il apparut qu'ils n'obtenaient que 24 % des voix et que le nouveau gouvernement allait être dirigé par les socialistes-révolutionnaires, l'Assemblée fut dissoute. Après quoi, ils laissèrent tomber l'adjectif ″provisoire″ du titre de leur gouvernement et se constituèrent en régime à parti unique, lequel […] ne fut plus ouvert qu'aux membres du parti bolchevique »[320]. Ce parti qui se prétendait démocratique ne procéda jamais à des élections, si ce n'est à celles précédemment mentionnées et qui n'aboutirent pas, et pour cause.

Au début, la population lasse de tous les épisodes sociopolitiques vécus au cours de l'année 1917, « n'opposa que peu de résistance parce qu'elle pensait que, comme les précédents, ce nouveau régime ne durerait pas. […Mais] quand la politique des bolcheviks commença à se montrer défavorable aux intérêts des ouvriers et des paysans – aux premiers par la liquidation du ″contrôle ouvrier″ et des syndicats indépendants, aux autres par des impôts impitoyables sur les vivres – ils se révoltèrent »[321]. La classe prolétaire qui se sentait déjà victime de l'exclusion des

[319] *Op. Cit.*, PIPES Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, First Published by Vintage Canada 1995, et Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française, p. 53
[320] *Ibid.*, PIPES Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, First Published by Vintage Canada 1995, et Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française, p. 86
[321] *Ibid.*, PIPES Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, First Published by Vintage Canada 1995, et Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française, p. 89

bénéfices qu'elle créait manifesta une insatisfaction profonde qui s'étendit au monde des campagnes. De plus, les conditions de vie de ce peuple du travail étaient très dures. Le conflit social s'ajoutait à la rébellion politique. L'opposition s'amplifia et, déborda de la scène partisane pour diviser le peuple en maximalistes et anti-maximalistes. L'image d'Épinal en fait les Rouges contre les Blancs, mais ce fut bien plus complexe, non seulement à cause de la présence de la Légion tchéco-slovaque et des Alliés et associés. Les Allemands ne se trouvaient pas en retrait : la collaboration amorcée entre eux et les bolcheviks après Brest-Litovsk va plus loin encore : les chefs du renseignement allemand livrent des « contre-révolutionnaires » blancs à la Vétchéka (1917-1922), police secrète créée par Felix Dzerjinsky. Le bilan de l'avènement au pouvoir soviétique est terrifiant : de 1918 à 1922, près de 15 millions de personnes seraient mortes ou auraient été exécutées pendant la révolution, la famine, la terreur rouge et la guerre civile, le typhus à lui seul ayant causé 5 millions de morts.[322]

Contrairement aux clichés courants, les bolcheviks n'étaient pas populaires en Russie ; ils ne devinrent nombreux que par la force et par la violence. Soljénitsyne dont le père avait combattu dans l'armée du tsar et qui lui-même avait été un glorieux soldat dans l'Armée rouge, remit le système en question et adopta une attitude d'opposant. Antirévolutionnaire, il fut emprisonné. Il écrivit :

> La révolution de Février avait été une révolution russe : à l'emporte-pièce, erronée, fatale, elle n'avait pas eu l'intention de détruire tout ce qui précédait, de réduire à néant la Russie entière et son histoire. Sitôt après Octobre, la révolution s'est muée en révolution *internationale*, essentiellement destructrice, – elle se nourrissait en phagocytant, en annihilant tout ce qui, de l'Ancien Régime, se trouvait à portée : jeter à bas tout ce qui avait été construit ; réquisitionner tout ce qu'on avait fait pousser ; fusiller tout ce qui résistait. Les Rouges n'avaient qu'une idée : expérimenter le grand projet de société prévu pour être repris, étendu, réalisé à l'échelle mondiale. Le coup d'État d'Octobre, si aisé à ses impétueux débuts, s'est alors mué en une terrible guerre civile qui, trois années durant, a apporté à tous les habitants de Russie des malheurs aussi sanglants qu'innombrables.[323]

Cette rébellion contre les bolcheviks dégénéra en conflit intérieur, elle fut interprétée par l'Occident comme la "révolution d'octobre", elle n'était autre qu'une

[322] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 15
[323] *Op. Cit.*, SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble*, II, p. 133

opposition de la population au pouvoir bolchevique puis évolua, au sein de celle-ci, en conflit entre pro- et anti- bolcheviks. Mais dans cette guerre civile, apparemment nationale, s'impliquèrent les Lettons rouges de citoyenneté russe, les Chinois, et l'armada des légionnaires tchèques qui jouèrent un rôle déterminant dans l'intervention des Forces alliées. L'essentiel de la grande masse des combattants Rouges était constituée par les Russes, mais il y avait aussi des étrangers parmi eux. Ils se ruèrent dans les structures militaires bolcheviques ; ils usèrent de ce nouveau pouvoir sans vergogne, ni crainte d'être contrôlés. La cruauté de ces combattants fanatiques de tous bords et nationalités se manifesta partout, même contre le clergé qui refusait de reconnaître l'autorité du nouveau gouvernement. « En 1922, on dénombre plus de 8 000 victimes (moines, prêtres)[324] : une procession orthodoxe qui sortait des portes du Kremlin fut par exemple mitraillée à bout portant par un détachement internationaliste.

Mencheviks et socialistes-révolutionnaires jouaient donc simultanément deux partitions : ils ne cessaient de critiquer les bolcheviks, « mais à tous les instants cruciaux ils les ont soutenus contre leurs adversaires »[325], ils le firent également dans la lutte armée antibolchevique ; ils refusèrent même le soutien d'ouvriers et de soldats pour s'opposer aux bolcheviks. Il est ainsi permis d'en déduire que ces partis qui « pensent à la révolution et non à la patrie »[326], ne s'opposaient au bolchevisme qu'en apparence, mais dans le fond, ils adhéraient à la même mouvance ? Qui étaient en réalité ces bolcheviks qui fusillaient, noyaient leurs victimes russes par fournées entières : des officiers, des nobles, des prêtres, des membres des zemstvos, des paysans refusant de s'enrôler dans l'Armée rouge, sans oublier l'intelligentsia russe d'une haute valeur morale, anti-antisémite ? « Si l'on pouvait aujourd'hui retrouver les noms et dresser les listes, à compter de septembre 1918, de tous les fusillés et noyés au cours des premières années du pouvoir soviétique, si l'on pouvait établir des statistiques, on serait surpris de constater que la révolution n'a nullement manifesté en l'occurrence

[324] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 54, en note de bas de page
[325] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 87
[326] *Op. Cit.*, PASCAL, Pierre, *Mon journal de Russie – Tome premier 1916-1918*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975, p. 241

son caractère internationaliste, mais bel et bien son caractère antislave (en conformité, d'ailleurs, avec les rêves de Marx et Engels) »[327].

En 1919, A.V. Tyrkova-Williams révéla dans un ouvrage publié alors en Angleterre :

> Il y a peu de Russes parmi les meneurs bolcheviques, peu d'hommes imprégnés de culture russe et concernés par les intérêts du peuple russe… Outre des citoyens étrangers, le bolchevisme a recruté des émigrés ayant passé de longues années hors des frontières. Certains n'étaient jamais allés en Russie auparavant. Ils comptaient parmi eux beaucoup de Juifs. Ceux-ci parlaient mal le russe. La nation dont ils s'étaient rendus maîtres leur était étrangère et, de plus, ils se comportaient comme des envahisseurs en pays conquis ». [Et si, dans la Russie tsariste,] les Juifs étaient exclus de tous les postes officiels, si les écoles et le service de l'État leur étaient fermés, en revanche, dans la République soviétique, tous les comités et commissariats étaient emplis de Juifs. Souvent, ils troquaient leur nom juif contre un nom russe… mais cette mascarade ne trompait personne.[328]

Soljénitsyne – il était né à la fin de l'année 1918, en pleine guerre civile – donna, entre autres, l'exemple de Gruzenberg qui avait vécu longtemps aux États-Unis, devint consul général de la RSFSR au Mexique en 1919, puis se rendit en Angleterre où il connut Sun-Yat-sen, émigra en Suède et refit surface en Chine en 1923 sous le nom de Borodine avec toute une escouade d'espions[329].

Alors comment expliquer la citation du Dr J.H. Hertz, grand rabbin de Grande-Bretagne, concernant le massacre par la Terreur blanche de millions de juifs en Ukraine, « persécutions, tortures, meurtres [qui] se poursuivirent pendant près de deux ans ***sans aucune protestation des puissances civilisées***, sans guère plus qu'un entrefilet dans la presse anglaise sur cette extermination systématique »[330] alors que

---

[327] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 103

[328] Adriana Tyrkova-Williams, From Liberty to Brest-Litovsk, London, Macmillan and Co., 1919, pp. 297-299 in *Ibid.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 116

[329] *Ibid.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 117

[330] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, traduit de l'anglais par Jean-Paul Lesueur, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 81 ; en italique et en caractères gras dans le livre



331

Cette carte révèle que la guerre civile se déchaînait surtout en Russie européenne

suit le témoignage du général Briggs, chef de la mission militaire britannique auprès du général Denikine, déclarant : « À mon retour en Angleterre, mon attention a été attirée sur certaines déclarations relatives à des ″atrocités″ et diverses formes de crime résultant de l'administration du général Denikine, et je suis heureux de saisir la première occasion en arrivant en Angleterre pour dire que du début à la fin, elles sont entièrement fausses et dictées par la propagande bolchevique et allemande »[332]. Témoignages réels ou propagande ? Les quelques lignes du document du 24 décembre 1918, originaire d'Arkhangelsk et trouvé aux Archives diplomatiques de Nantes sèment davantage le doute : « Le Comité d'agitation politique en faveur des Alliés fait armer des paysans sous le nom de partisants (*sic*). Ces paysans ne sont autres que des anciens bolcheviques (*sic*) auxquels il paraît dangereux de donner des armes sans aucun contrôle et sans aucune surveillance »[333].

Soljénitsyne compara la Révolution française qui fut essentiellement nationale sur un territoire uninational, et « notre révolution à nous [qui] a reçu de surcroît le sceau terrible de la fureur multinationale : la participation massive des Lettons rouges

[331] Edward Acton & Tom Stableford, *The Soviet Union, A Documentary History*, Volume 1, University of Exeter Press, 2005, p. XXIV. **Carte de M. András Bereznay**, insérée avec son autorisation.
[332] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, traduit de l'anglais par Jean-Paul Lesueur, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 81
[333] Cf. Annexe Nr. 31

(citoyens russes), des anciens prisonniers de guerre allemands et autrichiens, regroupés comme les Hongrois par régiments entiers, auxquels s'ajouta un nombre non négligeable de Chinois. Bien sûr, la grande masse des combattants rouges était constituée par les Russes, les uns mobilisés de force sous peine d'être fusillés, les autres poussés par la croyance démente qu'ils partaient à la conquête d'un avenir radieux. Et, dans cette bigarrure, les Juifs – citoyens russes – ne furent pas non plus tout à fait absents ».[334]

Que ce soit Leibovitz ou Betty Miller Unterberger citée par le premier dans son ouvrage, leurs écrits ne correspondent pas à la réalité des témoignages de ceux qui vécurent ou connurent en Russie les événements à leurs dépens. Ils conduisent à s'interroger quant à l'objectivité de leurs déclarations, même s'il est bien connu que la vérité absolue n'existe pas.

- **Lénine, Trotski et les bolcheviks**

Lénine et le Soviet de Petrograd avaient pu prendre le pouvoir et instaurer en Russie un régime communiste grâce à l'intervention de leur Armée insurrectionnelle issue de cette multitude de petits groupes « d'ouvriers en armes » – qui leur avait fourni les armes ? – qui reçurent vers février 1917, pour les besoins de la propagande, le nom de Gardes rouges. Ces formations se considéraient comme la « fraction armée du prolétariat », elles s'unirent ensuite aux matelots insurgés et à d'autres éléments de l'Armée de terre et devinrent ensemble cette Armée insurrectionnelle. Mais en accédant au pouvoir, Lénine se soucia très rapidement de précipiter la désagrégation des armées tsaristes en signant un décret de démobilisation générale qui provoqua la dislocation des anciens régiments impériaux. L'orchestration était parfaite puisque, en même temps, le gouvernement révolutionnaire créait une nouvelle Armée prolétarienne. Ce nouveau gouvernement semblait fonctionner sur le principe de détruire pour reconstruire. Différemment, bien entendu. S'agissait-il de l'objectif poursuivi par la Première Guerre mondiale ?

[334] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 134

Soljenitsyne et Pipes se rejoignent pour dire de Lénine que, même s'il était russe, « il abominait, il détestait tout ce qui touche la Russie ancienne, toute l'histoire russe et *a fortiori* l'Orthodoxie »[335] et qu'« il ne cachait pas son mépris pour les masses et leur incapacité à savoir faire autre chose que survivre »[336]. Lénine était d'avis que « la révolution était une fin en soi [et que] les porteurs de la révolution ne pouvaient pas être des ouvriers de la base, empoisonnés par le bacille de la compromission, mais des révolutionnaires à plein temps », il avait donc décidé « qu'il devait former un parti politique original qui inculquerait le socialisme révolutionnaire aux travailleurs, et se préparer en même temps à prendre le pouvoir au moment opportun. Dans son esprit, ce moment était lié à une guerre européenne générale »[337]. Est-il permis de rêver et de se dire qu'il attendait une guerre ? De manière logique et rationnelle, il conviendrait plutôt de concevoir que la Grande Guerre préparée déjà depuis 1913 au moins, avait englobé dans son programme la révolution bolchevique de Lénine et Trotski. La guerre avait-elle infiltré le Parti bolchevique ou l'inverse ?

Lénine voulait le pouvoir, il voulait dominer ; « dans son idée, la Russie était le chaînon faible de la chaîne de l'impérialisme mondial, dont la rupture devait déclencher des soulèvements au cœur de l'Europe. Pour lui, ce fut une profonde tragédie de voir ces espoirs déçus et la révolution se limiter à la Russie et à ses colonies ». Toutefois, si ceux qui l'ont soutenu financièrement – nul ne niera que sans argent, il n'aurait jamais pu usurper le pouvoir – dans son entreprise russe, l'avaient également aidé à aller plus loin, ou dit autrement, si les forces de l'Entente et des États-Unis, n'avaient pas fait barrage à son désir d'expansion, il aurait probablement réussi à s'imposer par son régime de terreur. Mais ce bolchevisme de Lénine, qui se voulait prolétaire s'est cependant révélé réactionnaire et plutôt antidémocratique. Il a été un exemple de parti totalitaire dont le but n'était pas de gouverner mais de manipuler et dominer les masses.

Le 4 février 1919, peu après sa sortie de prison, Naudeau fut reçu en audience par Lénine au Kremlin : « Le cabinet, dans lequel je venais de pénétrer, était meublé

[335] *Ibid.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 84
[336] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 50
[337] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 57

sommairement, sans aucune recherche ni affectation. Quelques rayons de livres derrière le fauteuil et, au mur, juste devant le bureau, un gigantesque portrait de Karl Marx, enrubanné d'écarlate. C'était tout. Aucun autre ornement que l'image de ce Mahomet, dont Lénine prétend connaître, mieux que personne au monde, le Coran ». Naudeau, depuis peu écrivit :

> M. Lénine n'était point un orateur d'une particulière envolée, mais il a su, avec une astuce qui confinait au génie, prendre pour auxiliaires les ignorances, les crédits, toutes les particularités psychologiques du peuple russe, et, d'ailleurs, sa vie privée, voisine de l'ascétisme, devait naturellement en imposer à ses catéchumènes. Sa conception mondiale et messianique du communisme se mêle à une singulière application aux détails, à une singulière intuition des tactiques les plus opportunes : quoi qu'il advienne, le nom de cet homme qui nous a fait tant de mal marquera inévitablement dans l'histoire du XXe siècle.[338]

Face à Lénine Naudeau s'interrogeait: « Qu'y a-t-il dans cet être ? Une foi mystique, une monomanie ardente qui le rend insensible aux scrupules ? Et avec cela, symptôme contradictoire pourtant, une rare habileté manœuvrière, une astuce qui pétille souvent à l'étroit guichet de ses paupières bridées. Oui, sans doute, mais il n'empêche que je me sens devant un sujet impénétrable, indéfinissable, et j'éprouve un malaise. Décidément, ils avaient raison, ceux qui m'avaient prévenu que cet Attila, quand on l'approche dans la vie privée, a l'air d'un petit bourgeois tranquille et raisonnable »[339]. Indifférent aux millions de créatures qui meurent de faim, à cause des mauvais approvisionnements et à cause des blocus, celui imposé par l'Occident et celui de la Chine, aux souffrances dues aux spoliations et aux carnages, Lénine vit en dehors du présent, il est subjugué par la réalisation de son monde nouveau. Pour réaliser ses propres desseins, il voulait tout faire, tout stimuler, tout oser, tout détruire. L'ancienne morale ne serait qu'un leurre. Naudeau prit congé : « Il me regardait avec une parfaite innocence et il me serra fort cordialement la main avec la plus charmante hypocrisie, songeant sans doute que, lorsqu'on feint, il ne saurait y avoir de limite à la feinte »[340].

Le grand journaliste du *Temps* eut également une conversation avec Tchitcherine, le Commissaire aux Affaires étrangères, le 1er mai 1918 ; il se rappelle :

---

[338] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 186, p. 187 pour la citation précédente
[339] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, p. 189
[340] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 196

« C'était le 30 avril 1918, au lendemain du jour où le pouvoir des Sovietts (*sic*) avait prié la France de rappeler l'ambassadeur Noulens, coupable, déclarait-il, d'avoir, le 10/23, dans une déclaration faite à la presse russe, préconisé l'intervention japonaise en Extrême-Orient »[341]. Le pouvoir bolchevique ne pouvait admettre l'immixtion de Noulens dans les affaires intérieures de la Russie ni qu'il approuve ouvertement l'occupation du territoire russe. Cette intervention était censée protéger les Russes contre les Allemands, alors qu'ils venaient de signer ensemble un traité de paix et des accords commerciaux. Tchitcherine considérait que les Alliés faisaient fausse route en fomentant une contre-révolution dans un pays qui n'était pas le leur.

De Trotski, Lénine disait qu'il « n'[avait] pas la moindre notion de politique » et que donc « ni Trotski ni Boukharine n'avait la plus petite chance d'être choisi par Lénine pour lui succéder » [342]. Selon l'annotateur des œuvres de Lénine, il aurait été « le pire ennemi du léninisme »[343], rallié les *mejraïontsy* (socialistes non bolcheviks et non mencheviks : *Controverse avec Soljénitsyne* par Boris Souvarine) en 1917, été exclu du parti en 1929, privé de la nationalité soviétique en 1932 et assassiné en 1940. Quant à Bruce Lockhart, il était séduit par la personnalité hors série de Léon Trotski : « C'est un esprit d'une merveilleuse rapidité » ; la figure fascinante de Trotski était, par certains aspects, démoniaque, son visage dégageait une impression de force et d'autorité qui ne souffrait aucune contradiction, ce qui menait à des discussions orageuses avec Lénine qui lui faisaient dire : « Il nous arrivait d'avoir, Lénine et moi, de rudes heurts, car dans les cas où j'étais en désaccord avec lui sur une question grave, je menais la lutte jusqu'au bout ». Ces deux hommes à la forte personnalité sont les seuls que la Révolution russe ait révélés, les autres ne seraient que des fantômes ombreux. L'ambassadeur Noulens était surtout frappé par son expression de volonté, son air de domination et de confiance en soi ; il dit : « J'avais devant moi un despote oriental dont le visage trahissait un absolutisme cruel. C'était bien l'homme qui, un mois plus tard, devait proclamer que la révolution russe se maintiendrait par une terreur comme le monde n'en avait jamais connu »[344].

---

[341] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 175
[342] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, original 1995, Traduction 2013, p. 93 pour les deux citations
[343] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Lénine à Zurich*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, Index p.220
[344] SAINT PIERRE, Michel de, *Le drame des Romanov,* Paris, France Loisirs avec l'autorisation des Éditions Robert Laffont, 1969, pp. 313-315

Ces deux personnages à la fois politiques et militaires ont bouleversé le monde, par leur force de caractère, par le soutien financier reçu de riches banquiers et par la destruction qu'ils imposèrent à la société russe en usant de violence et de barbarisme.

- **La Terreur rouge**

Libéré du souci de la guerre et conformément à son souhait, Lénine, le monomane, s'évertua donc à « former un parti politique original qui inculquerait le socialisme révolutionnaire aux travailleurs »[345]. Il ne dit cependant pas que les bolcheviks n'auraient « aucun scrupule à recourir à une terreur ″impitoyable″ (l'adjectif a souvent été utilisé par Lénine car il trouvait les Russes ″trop doux″ pour agir avec la brutalité requise). L'histoire officielle communiste et ceux, parmi les écoles occidentales, qui partageaient son point de vue en général, ont prétendu que la terreur bolchevique initiale a été la regrettable mais inévitable réponse aux activités ″contre-révolutionnaires″ du régime opposé. Argument qui n'a jamais été convaincant étant donné que la Tcheka, la police secrète, principal organe de la ″Terreur Rouge″, date de décembre 1917, avant toute résistance organisée au nouveau régime »[346]. Face aux thèses extrémistes des bolcheviks, et à la dialectique mensongère de Lénine, la population se rebella. À l'opposé de Leibovitz qui affirma que la guerre civile était terminée en avril 1918 et que « ***l'affirmation totale du pouvoir soviétique s'était réalisée sans recours à la terreur*** »[347], Soljenitsyne rappela au monde :

> Le coup d'État d'Octobre, si aisé à ses impétueux débuts, s'est alors mué en une terrible guerre civile qui, trois années durant, a apporté à tous les habitants de la Russie des malheurs aussi sanglants qu'innombrables.[348]

Après s'être évertué à désagréger les armées tsaristes et donc les anciens régiments impériaux, Lénine voulut reconstruire une armée sans laquelle un État ne

---

[345] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 57

[346] *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 62

[347] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, traduit de l'anglais par Jean-Paul Lesueur, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 76, en italique et en caractères gras dans le livre.

[348] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 134

peut exister. Par le décret du 28 janvier 1918, le gouvernement révolutionnaire avait institué l'« *Armée rouge des ouvriers et des paysans* »[349] ; le 4mars, le lendemain de la signature du traité de paix, Lénine émit un premier décret qui instituait un *Comité supérieur de la Guerre* chargé de mettre sur pied la nouvelle armée bolchevique. Le 4 avril, un deuxième décret promulguait la création d'un *Corps de Commissaires politiques (ou Politkoms)*, tandis que le troisième décret modifiait la subdivision de l'État. Le quatrième décret du 22 avril instituait l'instruction militaire obligatoire et prescrivait l'ouverture d'Écoles de *Kommandirs*[350]. L'Armée rouge commençait à prendre forme, les éléments qui la composaient étaient les reliquats des armées tsaristes. Composante du système de gouvernement bolchevique, elle servit à Lénine comme un bulldozer qui devait écraser le passé pour instaurer une société nouvelle conforme à sa conception communiste de l'État. Bref, en deux mois, au moyen de quatre décrets, Lénine avait créé l'embryon de ce nouvel État pour lequel il avait usurpé le pouvoir, désagrégé l'armée impériale et accepté toutes les conditions du traité de paix de Brest-Litovsk. Comme Nicolas II, il agissait en monarque autocrate, mais il portait l'uniforme du bolchevisme.

Il ne s'arrêta cependant pas sur sa lancée, il convient de rappeler qu'après le traité biélorusse,

> en août 1918, la diplomatie soviétique parachève son entreprise en signant avec l'Allemagne une Convention complémentaire au traité de Brest-Litovsk. En échange de différentes mesures favorables aux vainqueurs, une clause secrète assure aux bolcheviks la propriété de tout le matériel de guerre saisi en Russie depuis 1914. La collaboration amorcée va plus loin encore : les chefs du renseignement allemand livrent des ″contre-révolutionnaires″ blancs à la Vétchéka (1917-1922), police politique créée par Félix Dzerjinsky. Le bilan de l'avènement du pouvoir est terrifiant : de 1918 à 1922, près de 15 millions de personnes seraient mortes ou auraient été exécutées pendant la révolution, la famine, la terreur rouge et la guerre civile, le typhus à lui seul ayant causé 5 millions de morts.[351]

[349] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'Armée allemande*, IV L'Expansion 1937-1938, Paris, Éditions Albin-Michel, 1964, pp. 213-214
[350] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande,* IV L'expansion, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, pp. 215-217, Note 1 : *Kommandirs*, c'est le nom que l'on donne indistinctement à tous les gradés, les termes d'officier et de sous-officier demeurant proscrits, comme étant une survivance de l'ancienne société bourgeoise.
[351] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 15

Cependant, Marina Gorboff ne semble pas être au courant de la clause secrète contenue dans cette Convention du 16 août 1918. La fille de Denikine, Marina Grey, révèle que le ministre allemand des Affaires étrangères, Gintz, exigeait des Soviets « des mesures immédiates en vue de la liquidation du mouvement tchécoslovaque, du départ des Alliés de Mourmansk et d'Arkhangelsk » et surtout de « la répression de la rébellion d'Alexéiev ». C'était du donnant-donnant, et « afin de faciliter aux soviets l'exécution de cette clause, les Allemands mettaient à leur disposition tout le matériel de guerre saisi par eux sur le front russe depuis 1914. Il était précisé que si les bolcheviks se révélaient incapables de venir eux-mêmes à bout de ces tâches dans les plus brefs délais, l'Armée allemande se réservait le libre passage sur les territoires russes afin de régler ces problèmes. En contrepartie, les Allemands promettaient de ne pas reconnaître l'indépendance du Don, comme ils avaient reconnu celle de l'Ukraine »[352]. Il s'agissait d'un marchandage politico-militaire. Lorsque Trotski tenta de désarmer les troupes tchèques, les Alliés protestèrent énergiquement et les soldats de la Légion cachèrent autant d'armes que possible. Les Alliés ne quittèrent ni Mourmansk ni Arkhangelsk en août 1918, ce fut au contraire la période du début de leur intervention. À l'origine, avec d'autres, de la création d'organismes contre-révolutionnaires, Alexeïev gênait considérablement les bolcheviks. Dès le début du conflit, ce général assuma de hautes responsabilités militaires, son grand prestige avait une influence sur le peuple. Après avoir rompu en mai avec le gouvernement de Kerenski, Alexeïev part à Rostov-sur-le Don et avec Kornilov qui en prend le commandement, crée la première armée de volontaires. Les premières Armées blanches s'opposaient aux Rouges

Est-il permis d'en déduire qu'il y avait entente ou du moins connivence entre les bolcheviks et le renseignement allemand, si ce n'est le gouvernement ? Et tandis que Trotski négociait la paix à Brest-Litovsk, Lénine et ses séïdes bolcheviques à Petrograd et Moscou se prémunissaient contre toute opposition et instauraient déjà en décembre 1917, avant toute résistance organisée au nouveau régime, un « Comité extraordinaire » (*Tcherezvytchaïnyi Komitiet*) plus connu sous l'abréviation de *Tcheka*[353], la police secrète, principal organe de la « Terreur Rouge » qui fut

[352] *Op. Cit.*, GREY, Marina et BOURDIER, Jean, Éditions Stock, 1968, p. 220 pour les deux citations.
[353] À l'origine, il s'agit d'une organisation à caractère provisoire. C'est, en fait, la première version de ce qui deviendra par la suite l'O.G.P.U. (*Guépéou*) – N.K.G.B. (puis M.V.D. – M.G.B.) pour aboutir à la formule d'un ministère (M.V.D.) et d'un commissariat d'État (K.G.B.). Sous toutes ces formes

impitoyable. « Elle n'a pas été la réponse à contrecœur à l'action des autres, mais bien une mesure prophylactique destinée à écraser dans l'œuf toute velléité de résistance à la dictature. Plus tard, Lénine et Dzerjinski ont soutenu tous les deux que la Tcheka et sa terreur avaient sauvé ″la révolution″. Ce qui est parfaitement exact si par ″révolution″ on entend le parti de Lénine »[354]. Ludovic Naudeau qui passa quelques mois dans les geôles de Moscou en 1918, alors qu'il exerçait son métier de journaliste du *Temps* en Russie, témoigna que la terreur se manifestait par « une persécution chaque jour plus sauvage, une tyrannie comme on n'en avait jamais vu »[355]. Et que faisaient alors les Alliés et associés qui étaient intervenus sur le sol russe ? Ils pensaient surtout sauvegarder leurs intérêts.

La guerre civile se déchaîna et s'aggrava par l'intervention des Forces alliées qu'elles manipulaient pour amplifier le chaos. « Lénine était le nouveau tsar du Kremlin, le tsar de la terreur et le tsar de la faim, et ce pape du communisme se sentait plus infaillible que le pape de Rome ».[356] Contesté par une contre-révolution qui « n'était pas seulement le fait d'une couche relativement minime de propriétaires terriens dépossédés, de bourgeois et de fonctionnaires, mais de la majorité de la nation »[357], Lénine se sentait malgré tout fort puissant ; cependant ses seules convictions communistes qu'ils voulaient imposer au monde occidental ne suffisaient pas pour justifier la force de son autocratisme. Il prétendait agir pour le bien du peuple et le souleva contre lui en l'écrasant par la violence de sa terreur. Était-il soutenu ?

Convaincus que l'Allemagne adhérerait à leurs idées et selon le programme fixé, les bolcheviks exportèrent leur terreur en Hongrie et en Roumanie, dans le but d'en faire des États communistes. Dans *Le livre proscrit* publié en France en 1933, Cécile de Tormay, écrivaine hongroise du début du XXe siècle, de renommée internationale, « rendait avec justesse et relief l'état d'esprit de la défaite des Empires centraux et qu'il était de notre intérêt de ne pas ignorer cet état d'esprit. […] Nous

successives, la Tchéka n'est qu'une adaptation au régime prolétarien de l'ancien « Corps des gendarles » du régime tsariste. (Garder, *Histoire de l'Armée soviétique*, Paris, 1959, p. 44, in BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande,* IV L'expansion, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 217-218, Note 3

[354] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 63

[355] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. VI

[356] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 225

[357] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 90

trouvons dans les notes de Mme de Tormay des détails caractéristiques sur le travail souterrain de la propagande communiste et les méthodes employées par les émissaires de Moscou dans les pays jugés ″mûrs pour la bolchevisation″… »[358]. La Hongroise témoigne de son vécu de personne en fuite pour échapper aux violences bolcheviques. La propagande bolchevisante se répandait en Hongrie comme une traînée de poudre dans les usines et les casernes où la troupe chassait ses officiers. Officiellement, ce pays étant toujours en guerre puisqu'il n'y avait pas eu d'armistice le concernant directement, le peuple hongrois ne connut donc pas cette période de répit et de calme qui succède normalement à l'arrêt de l'utilisation des armes, la guerre continuait sur son sol, cette fois avec l'implication bolchevique. La Hongrie historique n'existait plus, l'État hongrois naissait, mais son autonomie ne dura que quelques mois, entre le traité de la Villa Giusti – qu'elle contestait – et celui de Saint-Germain-en-Laye.

Les grands vainqueurs de cette Première Guerre mondiale ont contribué, plus ou moins consciemment, à encourager le recours aux armes contre la Hongrie naissante et se sont immiscés dans les affaires intérieures de ce pays que les décideurs de Versailles allaient frapper bien plus durement que les autres. André Tardieu qui présidait la sous-commission chargée de l'établissement des conditions de paix avait dit : « Il ne doit y avoir aucune pitié pour la Hongrie… »[359]. On aurait voulu faire payer au comte Tisza, haï et méprisé par les Alliés, « la responsabilité d'avoir incité le vieil empereur François-Joseph à déclarer la guerre à la Serbie »[360]. La guerre a ruiné la Hongrie ; comme en Russie, le peuple souffrait de la faim à cause du blocus voulu par l'Entente, et comme toutes les populations des belligérants, il aspirait à la paix. Michel Mihály Károlyi et son gouvernement ne purent compter sur l'aide des puissances capitalistes occidentales pour instaurer un régime démocratique. Afin de se prémunir contre le risque de contagion bolchevique, elles envoyèrent des forces militaires dans cette Europe centre-orientale pour y mettre au gouvernement de ses petits États proches de la Russie un pouvoir dictatorial contrevenant à toute révolution intérieure. Redevables à l'Entente, la toute nouvelle Tchéco-Slovaquie, la Roumanie et la Serbie envahirent la Hongrie à sa demande et ne permirent donc pas à Károlyi d'instaurer une république démocratique. Bela Kun, prit le pouvoir en mars 1919. Il s'agissait d' « un

[358] RÉGNIER, Paul-Eugène, dans TORMAY, Cécile de, *Le livre proscrit – Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, paris, Librairie Plon, 1933, Préface écrite le 18 mars 1925, pp. 20 à 22
[359] POZZI, Henri, *La Guerre revient*, Paris, Editions Paul Berger, 1933, p. 294
[360] *Ibid.*, POZZI, Henri, *La Guerre revient*, Paris, Editions Paul Berger, 1933, p. 294

agitateur communiste qui était en Russie. Trotski le renvoya avec d'autres pour travailler en Hongrie, et il paraît qu'ils apportèrent beaucoup d'argent, qu'ils étaient pour quelque chose dans les événements d'octobre. D'autres les suivirent. Le gouvernement le sait. Pourtant il leur laisse passer la frontière. Trotski, Liebknecht, Rosa Luxembourg et ceux-ci… Quels liens les unissent dans l'espace ou par les tunnels qu'ils creusent ? »[361]. La dictature sanglante de Bela Kun, telle la terreur rouge, ne dura que trois mois. Cécile de Tormay analyse avec précision la situation politique de son pays et ce que vécut la population. Elle rappelle la déclaration que Michel Károlyi avait faite le 22 mars et que la presse publia : « La conférence de Paris a secrètement décidé d'occuper militairement *presque tout le territoire* de la Hongrie. La Mission de l'Entente a déclaré *qu'elle considérait désormais la "ligne de démarcation" comme une frontière politique*. Le but évident de cette occupation étendue est de faire *du sol hongrois une base stratégique contre l'armée des Soviets russes combattant à la frontière roumaine*. Les territoires qui nous ont été volés constitueraient *la solde des troupes roumaines et tchèques, que l'on destine à combattre l'armée russe des Soviets*. […] »[362]. Outre les violences et le barbarisme de ces révolutionnaires cruels et fanatiques, ce que Cécile de Tormay déplorait bien davantage encore était le nouvel esprit pédagogique du bolchevisme car il concernait l'avenir :

> La transformation de l'école hongroise a commencé il y a longtemps. Elle a précédé la guerre. Nos gouvernements francs-maçons et les maires francs-maçons de la capitale l'ont provoquée insensiblement. Après vint Károlyi et, comme partout ailleurs, il prépara le bolchevisme par l'éducation de la jeune génération hongroise. La nomination en masse de professeurs et de maîtres juifs, la réforme bolchevique des livres d'enseignement de Lukacs-Löwinger et de Balazs-Bauer Béla Hersch, la corruption de l'âme enfantine, le mépris de l'autorité paternelle, la destruction systématique du sentiment moral et national, les leçons de choses sur les rapports sexuels, furent l'œuvre du gouvernement de Károlyi. Les Soviets n'eurent à changer que quelques hommes et la machinerie fonctionna exclusivement selon l'esprit de destruction. On est saisi d'effroi quand on pense à ceux qui dirigent actuellement

[361] TORMAY, Cécile de, *Le Livre proscrit – Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, Paris, Librairie Plon, 1933, p. 108. Après avoir adapté et traduit ce livre avec Paul Eugène Régnier, Marcelle Tynaire, écrivaine en vue à l'époque, perdit toute célébrité.
[362] *Ibid.*, TORMAY, Cécile de, *Le Livre proscrit – Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, Paris, Librairie Plon, 1933, pp. 128-129

> l'enfance et la jeunesse hongroises. […] Les commissaires du peuple à l'instruction publique : Malades aux mœurs crapuleuses, criminels qui ne voient dans l'école qu'un moyen de propagande pour leurs idées, qu'un laboratoire démoniaque, où l'on peut empoisonner les âmes sans défense ![363]

Ce témoignage de l'écrivaine hongroise, loin d'être hors sujet, reflète ce que fut la terreur rouge anxiogène, le bolchevisme russe transporté dans les pays voisins ; il appartient à la mémoire privée, à la mémoire collective, et non seulement hongroises.

- **Les bolcheviks et les Forces d'intervention**

Tandis que, suite à la défaite ottomane,[364] Lénine et ses affiliés, devenus les maîtres de la Russie par une série de coups de force […], « avaient le violent désir que leur usurpation fût amnistiée. Elle l'aurait été si les Puissances avaient reconnu la légalité de leur gouvernement »[365]. Mais officiellement, elles ne le firent pas, même si, par le biais de leurs agents diplomatiques et militaires, elles entretenaient des relations avec lui. Lénine engagea des manœuvres d'approche auprès des gouvernements anglais et américain par l'intermédiaire de Litvinov – né Meir Henoch Mojszewicz Wallach-Finkelstein, dans une famille de riches banquiers juifs –, ambassadeur des Soviets à Londres où l'envoya Lénine dès qu'il prit le pouvoir, et par Tchitcherine, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, qui contactait les ambassadeurs en Russie. La présence, même officieuse, d'un ambassadeur bolchevique à Londres dès novembre 1917, signifiait que le gouvernement de la Grande Bretagne avait reconnu le pouvoir soviétique. Les déclarations de Lloyd George manifestant son antipathie envers ce nouveau gouvernement russe usurpé n'étaient alors que mise en scène, même s'il craignait, comme tous les gouvernements

[363] *Ibid.*, TORMAY, Cécile de, *Le Livre proscrit – Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, Paris, Librairie Plon, 1933, pp. 206-207

[364] *Ibid.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'armée d'Orient dans la guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, pp. 271 -275. Le gouvernement turc devait négocier l'armistice de Moudros du 30 octobre 1918 avec l'amiral Gauchet, plénipotentiaire désigné conformément à un accord intervenu entre l'Angleterre, la France et l'Italie, mais le fit avec le vice-amiral Calthrope choisi par les Anglais car ceux-ci s'arrangèrent pour mener, seuls, ces négociations.

[365] MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922, p. 268. (Gabriel Terrail, Journaliste, ancien député, ancien préfet, connu sous le pseudonyme de Mermeix, autre pseudonyme : Saint-Simonin ; a aussi traduit de l'anglais en français).

de l'Entente, l'infiltration des idées bolcheviques dans les sociétés occidentales. C'est sans doute la raison pour laquelle Lloyd George expulsa Litvinov : sa légation pratiquait de la propagande révolutionnaire en Angleterre tandis qu'il était ambassadeur[366].

Le gouvernement américain agissait de manière similaire : « le 9 novembre 1918, le président Wilson avait déclaré qu'il n'était pas disposé à négocier avec les autorités bolcheviques[367]. Cependant, le 24 décembre 1918, Litvinov lui avait envoyé un télégramme, dans lequel il déplorait les préparatifs militaires et les campagnes coûteuses imposés à la Russie et désirait savoir si les États-Unis et les Alliés cherchaient la paix, une paix qui pourrait alors être facilement négociée[368]. « Par leurs agents en contact avec l'Occident, dans les capitales des États Scandinaves, non seulement ils [Lénine et ses affiliés] correspondaient avec les partis socialistes de tous les pays, mais ils pouvaient même avoir accès auprès des gouvernements »[369]. Ces gens qui s'étaient donné à eux-mêmes la dictature, aspiraient à entrer dans la famille des gouvernements que légitime le consentement des Peuples[370]. Et pour l'obtenir, il est évident qu'ils auraient promis beaucoup avant la reconnaissance, mais donné bien peu après. Une preuve en est l'affaire des emprunts qu'ils promettaient de rembourser et qui ne fut que (partiellement) réglée quatre-vingts ans plus tard[371]. Au sujet de l'intervention des Alliés et associés en Russie, Arthur Ransome, correspondant du *London Daily News*, constamment en rapport avec les bolcheviks à Stockholm et qui avait une connaissance approfondie de leurs vues, croyait « qu'une intervention continue de l'Entente finira[it] par briser la puissance des Soviets. Toutefois une fois cette tâche accomplie, l'intervention devra[it] continuer sur une échelle de plus en plus grande, pour une période indéfinie, afin de mater l'anarchie qui sera[it] inévitable »[372].

---

[366] *Ibid.*, MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922, p. 269, note 3
[367] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 58
[368] *Op. Cit.*, MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922, p. 269
[369] *Ibid*, MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922, p. 268-269
[370] *Ibid*, MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922, p. 268
[371] *Op. Cit.*, SAINT-CHAMAS, Benoît de, *Les emprunts russes*, article transmis par mail le 8.3.2011 (dans Thèse). Contacté sur recommandation de M. Christophe Barbier, directeur de l'*Express*.
[372] *Op. Cit.*, MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922, p. 272

Cet agent spécial anglais était le trait d'union entre les bolcheviks et les Alliés et associés, il leur conseillait vivement de reconnaître ce gouvernement soviétique. Le jeu était double dans les deux camps.

Le chapitre II.2 révèle que l'amiral Koltchak fut confronté à une attitude totalement différente. Pourquoi ?

Cette Grande Guerre se poursuivait donc sur le sol russe où, « après l'armistice du 11 novembre 1918, l'Angleterre et la France se lancèrent dans une politique d'intervention directe nettement marquée par la volonté de maintenir leur influence dans la région et de contenir l'expansion bolchevique »[373]. C'était là l'opinion d'un militaire qui comprenait que les Allemands libérés par la paix russo-germanique devaient être maintenus dans la région car ce « million d'hommes [Allemands] qui resta sur place servit surtout à garantir la sécurité des territoires russes occupés face aux actions de guérillas menées par des éléments révolutionnaires de tout poil »[374]. La paix abandonnait aussi aux « Austro-Allemands le sort de la Pologne et de l'ensemble des provinces baltes. Les territoires occupés par l'ennemi le demeurent. En tout, près d'un million d'hommes restent ainsi commis par les Empires centraux à la surveillance de la Russie et de la Roumanie »[375]. Cette citation d'un militaire est une preuve de plus que les Allemands n'ont pas déplacé leurs troupes d'est en ouest, contrairement à ce qui est écrit de manière récurrente.

Les Allemands considéraient que les pays baltes étaient germaniques en raison de leur passé : Domaines féodaux de l'Ordre Teutonique, les régions de la Lettonie et de l'Estonie subirent au cours de l'ère moderne une domination soit de populations allemandes ou bien scandinaves. « L'obiettivo che guida i generali tedeschi e le loro truppe all'occupazione di queste regioni subito dopo la firma della pace di Brest Litowsk nel 1918 è quello di civilizzare delle popolazioni considerate simili tra loro e che attendevano ansiose la *Kultur* tedesca. »[376]. La mer qui bordait

---

[373] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 54

[374] *Ibid.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 54

[375] *Op. Cit.*, GREY, Marina et BOURDIER, Jean, Éditions Stock, 1968, p. 177

[376] REALI, Roberto, *L'Italia e i Paesi Baltici (1919-1924) - I documenti dell'Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito*, Thèse de Doctorat d'histoire dirigée par le Prof. Antonello Biagini, Roma, 2010 : « L'objectif des généraux allemands et de leurs troupes qui ciblent l'occupation de ces régions tout de suite après la signature de la paix de Brest-Litovsk en 1918, est de civiliser des populations considérées comme se ressemblant et qui attendaient anxieusement la *Kultur* allemande ».

ces terres fut dominée pendant des siècles par les Allemands et par les Russes. Le gouvernement d'Ulmanis, antibolchevique et antiallemand, avait proclamé l'indépendance de la Lettonie le 18 novembre 1918. Mais à partir du port de Riga, les bolcheviks russes entrevirent la possibilité de soviétiser tous les États baltes. Le processus de soviétisation dans la zone des territoires contrôlés par les communistes lettons ressemblait à celui appliqué en Russie en 1918 : répressions, spoliation des propriétés et exécutions en masse des prisonniers politiques se firent avec autant de violence. En même temps, des généraux de l'ex-Empire tsariste cherchèrent à former des armées pour contrer la progression bolchevique. L'Entente observait, se disant qu'elle devra concilier l'objectif d'arrêter l'expansion et la consolidation du régime bolchevique, même à l'aide de ces nouvelles formations, et celui de développer ces néo-gouvernements qui représentaient la seule alternative concrète à la domination allemande et russe en Baltique[377]. En novembre 1918, les Alliés demandèrent aux troupes allemandes qui occupaient ces territoires baltiques de ne pas se démobiliser afin de créer une force d'opposition à l'arrivée des troupes bolcheviques et, ensuite, en mai 1919, ils ordonnèrent au gouvernement allemand d'évacuer ces troupes et de les ramener en Prusse orientale. Au milieu de cet imbroglio violent, les populations subissaient les mêmes souffrances que celles du peuple russe.

En France, ces plans d'intervention ne faisaient pas l'unanimité parmi les gouvernants. Les socialistes n'approuvaient guère une opposition aux bolcheviks. Initialement, les ambassadeurs alliés et associés demandaient l'envoi de quelques régiments qui, selon eux, suffiraient pour éliminer les bolcheviks et permettraient ainsi à la Russie de reprendre la guerre. Quant aux militaires, ils voulaient certes respecter les engagements de la France envers la Russie, conclus avant la guerre, mais la crise des effectifs sévissait à l'époque au sein de l'Entente. « Le général Berthelot, commandant des forces armées françaises en Roumanie, s'[était] prononcé en faveur d'un soutien immédiat aux armées blanches. Pour lui, la Russie continuait son existence historique et le bolchevisme n'était qu'un régime criminel »[378]. Le 1er

[377] *Ibid*, REALI, Roberto, *L'Italia e i Paesi Baltici (1919-1924) - I documenti dell'Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito*, Thèse de Doctorat d'histoire dirigée par le Prof. Antonello Biagini, Roma, Anno 2010

[378] RECHETNIKOV, Léonid, Directeur de l'Institut des Recherches stratégiques à Moscou, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, in http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison-, p. 2

décembre, le maréchal Foch avait déclaré pouvoir s'emparer de Moscou sans difficulté, avec l'aide des soldats américains, soutenus par des volontaires britanniques et français ainsi que par les quelques régions aux confins de la Russie, « afin de donner au peuple russe la possibilité de choisir son propre destin », ajoutant qu'il suffisait de lui donner l'ordre de le faire. Aucun ordre ne lui parvint[379]. Pourquoi ?

Lorsque le 15 décembre 2010, M. Léonid Rechetnikov, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques de Moscou, intervint à Paris, à l'Institut de la Démocratie et de la Coopération, il résuma le comportement des Alliés et associés au cours de leur intervention en Russie :

> En effet, l'Entente jouait un double jeu : aidant les forces blanches, elle menait des négociations avec les Bolchéviques (*sic*). C'était surtout vrai pour les Anglais et les Américains, qui ont été très actifs, mais les agents français étaient aussi en contact avec les Bolchéviques. D'après les informations du Ministère des Finances, la France a donné 210 millions de francs pour soutenir l'amiral Koltchak et 62 millions à Dénikine, Youdénitch et Wrangel. Cela peut paraître une aide importante, mais la littérature scientifique s'interroge de savoir si les armées blanches ont effectivement reçu cet argent et combien ils ont reçu. Les mémoires des principaux protagonistes blancs de l'époque montrent bien que très peu de cet argent leur est parvenu. On a raison de croire que les fonds ont été détournés. Il suffit de citer le général blanc Krasnov qui a écrit dans ses mémoires « De nos alliés nous n'avons reçu un seul kopek. » Le général exagère peut-être mais ces mots reflètent la réalité. Natalia Narotchnitskaïa a déjà évoqué l'attitude ambiguë des Alliés à l'égard de l'amiral Koltchak et des généraux Denikine et Wrangel. Il est vrai que Koltchak en particulier suscitait une grande méfiance car on redoutait son désir de rétablir la Russie historique.[380]

Cette citation crée le contexte dans lequel s'est jouée l'intervention des Forces armées des Alliés et associés en Extrême-Orient. Il est recommandé d'en tenir compte afin de mieux comprendre la deuxième partie.

---

[379] *Ibid*, RECHETNIKOV, Léonid, in http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison-, p. 2 et LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 56

[380] *Ibid*, RECHETNIKOV, Léonid, in http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison- , p. 2

PARTIE II

QUI SONT LES INTERVENANTS ?

Sont intervenues en Russie les Forces militaires de tous les pays qui avaient quelque intérêt à y trouver : la France, la Grande Bretagne et ses Dominions, l'Italie, les Etats-Unis, le Japon, la Chine ; les Légionnaires incluant Tchèques, Slovaques, Polonais, Serbes, Roumains étaient déjà sur place. Toutes ces Forces militaires et diplomatiques qui sont intervenues dans le vaste ex-Empire russe ne l'ont pas fait pour rendre service à la Russie. Il n'y avait rien d'humanitaire non plus dans leur démarche de porter secours à la Légion tchéco-slovaque. Pas même de la part des Croix Rouges, ou si peu. Il suffit de lire les témoignages du Dr Montandon, le chef de la Croix Rouge internationale, d'Elsa Brändström, l'infirmière qui soigna les prisonniers durant toutes les années de guerre, c'est-à-dire jusqu'en 1920, de Jacques Sadoul et de Pierre Pascal, officiers de la mission militaire française en Russie, de Lockhart, agent britannique, des soldats qui écrivirent un carnet de guerre, du général Sakharov et surtout les documents des archives diplomatiques de Nantes et de La Courneuve ainsi que des archives militaires de Prague pour le comprendre. Ce que les historiens ont ensuite raconté flirte seulement avec la vérité.

La Russie, diminuée suite à « la première action d'envergure des bolcheviks [qui] fut, en signant la paix séparée de Brest-Litovsk, de céder à l'Allemagne une énorme portion du territoire russe, afin d'asseoir leur pouvoir sur la partie restante »[381] – « Lénine, Trotski et leurs affidés n'ont jamais exprimé […] le moindre blâme à l'endroit de l'Allemagne »[382] – devint en 1918 le creuset de la guerre civile causée par le pouvoir bolchevique auquel s'opposèrent le peuple, les mencheviks, les Armées blanches, les Légionnaires slaves et une partie des hommes de troupe des Forces alliées et associées. Ces derniers avaient d'ailleurs parfois bien du mal à comprendre quel était l'enjeu d'un tel imbroglio socio-politico-diplomatico-militaire.

[381] *Op. Cit.*, SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* II, Paris Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 91
[382] *Ibid.,* SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 II*, p. 92

Le premier chapitre définit les différentes Forces militaires, leur équipement et comment et où elles agirent en Russie. Le second chapitre met l'accent sur le rôle déterminant des prisonniers austro-hongrois des différentes nations de l'empire des Habsbourg : particulièrement les Tchéco-Slovaques, outil de l'Entente, et les Austro-Hongrois italophones, que les Russes nommaient Talianski et s'entendaient abusivement appelés *irredenti* par le gouvernement de Rome, ils servirent les ambitions politiques de ce dernier.

3. Les Alliés et associés, les autres

Le 11 novembre 1918, date de l'armistice, alors que la cessation des hostilités ne fut décrétée que le 24 octobre 1919[383], étaient encore à considérer comme Alliés les membres de l'Entente, c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne et la Russie, puisque ses partenaires ne l'avaient pas désavouée et que les difficultés politiques de cet ancien Empire ne l'avaient pas poussé au retrait. Le Japon, lié à la Grande-Bretagne par les accords de 1902 et 1912, y adhérait également. Au fil des années de guerre et selon les circonstances, se joignirent à eux tous les États sollicités par l'Entente ou les États-Unis, pour fourniture de denrées alimentaires ou de matériel, ou bien ceux qui d'eux-mêmes avaient compris qu'au traité de paix, ils pourraient présenter leurs exigences. Un tableau synoptique de cette fin de guerre opposerait donc deux colonnes, d'un côté les Puissances centrales et l'Empire ottoman, de l'autre les membres de l'Entente, les Américains associés et non alliés, et tous les autres pays entrés en guerre. C'est ainsi que se retrouvèrent en Russie, dans une lutte commune, les Américains, les Britanniques, les Français et les Japonais. Les Chinois, les Slaves – pratiquement tous ceux qui ne voulaient plus appartenir à l'Empire austro-hongrois – regroupés en légions diverses, les appuyaient. Quant aux propriétaires des lieux, les Russes, leurs idéologies politiques les partageaient également en deux camps depuis le coup d'État bolchevique de la nuit du 6-7 novembre 1917. Les Rouges s'opposaient aux Blancs désireux d'établir dans l'ancien Empire des tsars, un régime démocratique en

[383] Cf. Annexe Nr 2

remplacement de l'autocratisme communiste. La Russie avait tout simplement changé de tsar et de système.

Pour les Alliés et associés sur place, les Allemands, quoique en paix avec les Russes depuis le 3 mars 1918, restaient des ennemis. Ou plutôt, des adversaires voire des rivaux. Sur le plan économique. Car au niveau militaire et idéologique, les Alliés étaient même prêts à préférer « une Allemagne prussienne et […] sa domination militaire concomitante plutôt que […] le succès de la propagation de l'idéologie bolchevique »[384]. Les Occidentaux tentaient de convaincre les maximalistes de reprendre le combat contre les militaires du Reich, mais plus que jamais, après l'attentat de juillet 1918 – « mis en scène par les socialistes-révolutionnaires de gauche »[385] – qui coûta la vie à l'ambassadeur allemand, Mirbach, les Alliés durent comprendre que « la Russie ferait toujours son possible pour éviter de se battre contre les Allemands aussi bien que contre les Alliés ». Malgré sa colère, le gouvernement allemand dut se contenter d'adresser une protestation diplomatique, car l'envoi d'un bataillon de ses soldats – qui lui fut refusé par les bolcheviks – aurait sûrement déclenché l'intervention des Alliés. Ceux-ci débarquèrent pourtant le 4 août 1918 à Arkhangelsk, quatre mois *avant* le dernier armistice de novembre. Abandonnés désormais par les Alliés aussi bien que par les Allemands, les bolcheviks semblaient dans une situation désespérée. Mais le 10 août, les journaux des bolcheviks annonçaient en première page une victoire navale russe devant Arkhangelsk. Ils avaient coulé une barque alliée sur la Dvina. En réalité, « les Alliés avaient débarqué quelques centaines d'hommes seulement. [Ce qui fit écrire à l'agent britannique :] La faiblesse de notre corps de débarquement dans le nord entraîna la perte du front de la Volga et l'effondrement temporaire de tout le mouvement anti-bolcheviks en Russie d'Europe »[386]. Les Alliés l'avaient-ils voulu ?

[384] LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.107
[385] *Op. Cit.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, p. 317, aussi pour la citation suivante
[386] *Ibid.*, LOCKHART, R.H.Bruce, Consul de Grande-Bretagne à Moscou, *Mémoires d'un Agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933, pp. 325-326

Les Forces militaires et leur équipement

Il est difficile d'établir avec certitude le nombre des militaires intervenus en Extrême-Orient entre 1918 et 1920. Dénombrer les Forces d'intervention occidentales et orientales représente une tâche complexe car les différents textes, anglais, français, et italiens, et autres ne donnent pas tous les mêmes valeurs.

Le sergent John Kelly a rappelé dans ses mémoires, qu'à l'exception possible de la Légion étrangère française, l'ensemble des intervenants donnait l'image d'une foule la plus bigarrée qui ait jamais constitué une force dite militaire. Selon lui, il y avait huit nationalités dans ces armées : Russes, Polonais, Finlandais, Lituaniens, Lettons, Tchèques, Estoniens et Chinois. La Chine était représentée par des hommes qui, avant la révolution, avaient été engagés dans les mines et les camps d'entraînement de la Sibérie. Il oubliait cependant d'ajouter ses co-nationaux, les Australiens, et les Néo-Zélandais de l'Empire britannique. Au sud de la Russie, sur la mer Noire, les Français comptaient aussi des soldats provenant de leurs colonies.

Ces nombreuses Forces alliées et associées officielles : Américains, Anglais, Français, Italiens, Japonais avaient débarqué sur le continent asiatique en 1918, pour y défendre leurs intérêts économiques. La matière dominait la déontologie politique et diplomatique, en supposant que celle-ci ait jamais existé. Chinois, Tchèques, Slovaques et autres Slaves, se trouvaient déjà sur le sol russe puisque la majorité d'entre eux étaient d'anciens prisonniers des camps de concentration russes. Ce sous-chapitre se limite cependant à ces pays : Amérique, Empire britannique, France, Italie, Japon, le suivant met l'accent sur la Légion tchéco-slovaque et les autres prisonniers austro-hongrois. Mais auparavant, il convient de mentionner les forces militaires.

Un document[387] "SECRET" daté du 1er août 1918, photographié aux archives militaires de Prague, donne pour les forces alliées britanniques 4 400 hommes, commandés par le général anglais Poole et soutenant les généraux anti-bolcheviques

[387] Cf. Annexe Nr 32

Alexeïev, Dietrich et Doutov à la tête de 85 000 hommes, face à 38 000 bolcheviks. Dans le secteur mourman, le capitaine Mandrilli[388], vice-consul d'Italie à Arkhangelsk, évoqua environ 14 000 bolcheviks commandés par le général Samailov, qui tenaient tout le front au sud et sud-est de la péninsule de Kola,



La péininsule de Kola (réalisation personnelle)

et auxquels s'opposaient des troupes alliées composées du lieutenant-général anglais Maynard, d'un commandant français, italien, serbe, responsables respectivement d'une brigade d'infanterie anglaise, d'un bataillon français de 800 hommes et d'une compagnie de skieurs français, d'un bataillon d'infanterie italien de 800 hommes, d'une compagnie italienne de mitrailleurs et d'une compagnie de skieurs italiens de 150 hommes, d'un bataillon serbe de quelques centaines d'hommes et enfin d'un bataillon américain de 600 soldats qui n'obéissaient qu'à un commandant américain. Cette armée d'intervention était aussi hétéroclite qu'une armée de mercenaires des temps passés.

[388] MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933, p. 177



Fig. 16. — Soldati alleati in Siberia (*da sinistra a destra*: americano, canadese, cinese, italiano, czeco-slovacco, giapponese). [389]

Soldats alliés en Sibérie (de gauche à droite : américain, canadien, chinois, italien, tchéco-slovaque, japonais)

En revanche le capitaine Gaetano Bazzani fournit d'autres valeurs numériques dans son récit de guerre, mais elles concernaient toute la Sibérie : « Gli Alleati ai primi di dicembre 1918 venivano ad avere in Siberia le seguenti forze »[390] :

- Japon : 4 divisions soit 60 000 hommes ; les 3e et 7e divisions positionnées en Mandchourie et sur le territoire de Transbaïkalie ; les 12e et 5e sur le fleuve Amour et dans la Province Maritime de Vladivostok.

- États-Unis d'Amérique : 2 divisions soit 40 000 hommes ; la première se trouvait à Vladivostok, Kharbin, Tchita et la 2e sur l'Amour (Khabarovsk, Blagoventschensk).

- Tchéco-Slovaques : 4 divisions soit 50 000 hommes [en réalité, ils étaient à la fin 67 730[391]] ; la 1e division se trouvait dans l'Oural, la 2e a Omsk et en Sibérie centrale, la 3e agissait en Transbaïkalie et en Mandchourie, la 4e à Vladivostok.

389 MINISTERO DELLA GUERRA – COMANDO DEL CORPO DI STATO MAGGIORE – UFFICIO STORICO, *L'Esercito italiano nella grande guerra (1915-1918)*, Vol. VII cit., tomo I, *Il Corpo di spedizione italiano in Estremo oriente*, Roma, Tipografia regionale, 1934. (Avec l'accord du *Stato Maggiore dell'Esercito* du 24.11.2020

390 BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920,* Trento, Editrice Legione Trentina, 1933, p.p. 274-275 : "Début décembre 1918, les Alliés en étaient arrivés à avoir en Sibérie les forces suivantes ».

391 Cf. Annexe Nr. 15

- Angleterre : 2 régiments soit 4 500 hommes ; le 1° se trouvait dans l'Oural et le long du Transsibérien, le 2° à Omsk et Vladivostok.

- Italie : 2 000 hommes dont le Corps expéditionnaire italien en Extrême-Orient (C.I.S.E.O.) combattaient à Krasnoïarsk tandis que la garnison et le dépôt se trouvaient à Vladivostok.

- France : 500 hommes [en réalité plus nombreux] ; un bataillon avec une batterie d'artillerie de campagne agissait à Omsk mais la garnison était à Vladivostok.

Ce qui donne un total de 157 000 hommes, parfaitement équipés. Mais Américains et Japonais restèrent quasiment toujours l'arme au pied, les derniers n'ayant combattu qu'une seule fois. En outre, dans le port de Vladivostok se trouvaient deux croiseurs, un japonais et un américain, ainsi qu'une canonnière anglaise ; les dépôts des quais abritaient l'immense armement de toutes ces forces ne devaient former que le premier noyau, l'avant-garde d'une armée interalliée bien plus grande. Vladivostok était le Q.G. de ces Forces militaires internationales à la tête desquelles commandait le Conseil supérieur interallié (C.S.I.) ou Comité suprême interallié.

Il est vrai que,

> malgré l'envoi de nombreuses missions en Russie, gouvernementales (Albert Thomas, ministre français des Munitions, ou Henderson, ministre britannique) ou partisanes (socialistes français, italiens, belges), l'Occident allié comprend mal la rapidité et l'ampleur des changements intervenus en Russie. On veut croire en la solidarité combattante, on espère même user de la faiblesse grandissante du nouveau régime pour obtenir sur place de nouveaux avantages économiques ; on croit surtout à la force de la dépendance pour obliger les Russes à rester un allié fidèle. C'est se leurrer. Par contre, l'insistance des Alliés est de plus en plus mal supportée, même par les responsables […] ; elle aboutit à poser de manière abrupte le problème des rapports entre Alliés et Russie. À côté de ses orientations politiques et sociales la révolution russe n'est-elle pas aussi une tentative pour affirmer l'indépendance nationale ? Sortir de la guerre, ce serait être enfin libre de son destin.[392]

[392] *Op. Cit.*, GIRAULT, René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, pp. 69-70

Même si ce désir d'indépendance nationale se manifestait durant l'année 1917 avec les nouveaux gouvernants, que la politique extérieure de Čeretelli, leader menchevique, tout en souhaitant le soutien des socialistes occidentaux, recherchait une paix sans annexions ni indemnités et défendait le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il n'en est pas moins vrai que l'attitude du peuple russe au débarquement des Forces alliées à l'été 1918 était la même. Les Russes souhaitaient ce soutien des Alliés pour qu'ils les aident à combattre leur adversaire d'alors, les bolcheviks, afin d'établir un régime démocratique et de vivre en paix. L'ex-Empire dont le tsar avait été assassiné un mois auparavant, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, se trouvait dans une situation chaotique. Cependant « quand les Alliés ont commencé à s'occuper de la Sibérie en 1918, elle n'était pas plongée dans l'anarchie où nous l'avons laissée en 1920 »[393], mais ce ne furent pas les Russes qui l'y jetèrent mais bien l'intervention des Forces alliées, contrairement à ce qu'écrivit le général Rouquerol de la mission militaire française, qui fit plus d'une fois manque de discernement face à son supérieur, le général Janin.

Alors pourquoi plus de cent cinquante milliers de soldats sur une terre qui n'est pas la leur ? Qu'y firent-ils ? La suite redonne la synthèse de ce que les lectures et les recherches permirent de comprendre.

- **Américains et Britanniques**

Les forces françaises et anglaises qui se trouvaient en Russie manquaient d'effectifs et « l'avis unanime des représentants militaires des Alliés d'Arkhangelsk était que, pour progresser, le général Poole, commandant des troupes alliées en Mourmanie, devait disposer de 15 bataillons ; or, il n'en avait que 6. Les Anglais venaient d'en envoyer 4 nouveaux pour garder la ligne Mourmansk contre toute éventualité. Il manquait 5 bataillons pour avancer d'Arkhangelsk sur Vologda et Perm – il s'agissait d'établir une liaison de plus de 1.000 kilomètres en pays soulevé. Bien que cet effort soit minime au regard des résultats à obtenir, il ne pouvait être fait par la France ni par l'Angleterre dans l'état des effectifs. Nous le demandons à l'Amérique qui pourrait envoyer des troupes vigoureuses avec une instruction rudimentaire

[393] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 174

provenant des provinces septentrionales d'Amérique pour résister au climat russe »[394]. Donc, après consultation de l'ambassadeur des États-Unis en Russie, de son attaché militaire, de l'attaché militaire américain à Paris, M. Baker, tous d'accord, le maréchal Foch, commandant en chef les armées alliées, s'exprimant dans sa note du 12 septembre 1918, « estime avantageux l'envoi direct d'Amérique à Arkhangelsk de cinq bataillons de troupes américaines »[395]. Wilson les refusa en se basant sur les avis mêmes des autorités américaines évoquées par l'ambassadeur.

Cependant, le 2 août 1918, le lendemain du jour du débarquement des troupes anglaises à Arkhangelsk, le major général William Graves, de l'Armée américaine, commandant la 8e division au camp de Frémont de Palo Alto, en Californie, recevait un message chiffré du ministère de la Guerre à Washington, lui recommandant la plus haute discrétion. Il devait se rendre par le premier train à Kansas City où le secrétaire d'État à la Guerre, Newton Baker, lui communiqua hâtivement que le ministère l'avait choisi pour commander une expédition de troupes américaines, elle devait partir de suite pour la Sibérie. Baker lui remit également une enveloppe cachetée en lui disant rapidement : « *Ceci contient les instructions du gouvernement des Etats-Unis que vous aurez à suivre en Russie. Faites bien attention: vous marcherez sur des œufs chargés de dynamite. Que Dieu vous protège et au revoir !* ». Pourquoi cette extrême discrétion ? La totale inaction en Sibérie devait sûrement ^correspondre à l'une des instructions contenues dans le courrier que lut le général Graves. En excluant le général Knox, tous les généraux choisis pour commander au cours de cette intervention semblent avoir été choisis pour leur manque d'envergure ou bien pour leur parfaite soumission.

L'aide-mémoire de sept pages que contenait ce pli, n'était pas signé, mais portait à la fin la mention : *Département d'Etat, Washington, 17 juillet 1918.* Après des considérations générales sur la volonté unanime du peuple américain de gagner la guerre, le document disait qu'il fallait que les Etats-Unis « coopèrent de bon cœur» de toutes les façons avec les Alliés contre l'Allemagne. L'Aide-mémoire arrivait alors à son projet principal : « *C'est l'opinion claire et déterminée du gouvernement des Etats-Unis, à laquelle il a abouti après des enquêtes répétées et très approfondies sur toute*

[394] *Ibid.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 34
[395] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p.p. 34-35

la situation en Russie, qu'une intervention militaire dans ce pays ajouterait à la pénible confusion actuelle plutôt qu'il ne la guérirait; qu'elle blesserait la Russie plutôt qu'elle ne l'aiderait et qu'il n'en résulterait aucun avantage dans la poursuite de notre objet principal qui était de gagner la guerre contre l'Allemagne. Le gouvernement des États-Unis ne peut donc participer à une semblable intervention ni la sanctionner en principe ». Ce qui ressemblait fortement à l'attitude Ponce Pilate. Soljénitsyne n'a-t-il pas écrit que « tout au long de la guerre civile, l'attitude des récents alliés [les États-Unis] de la Russie étonne par son sens du profit et son indifférence aveugle au mouvement des Blancs, héritier de la Russie impériale »[396] ?

Comme pour justifier sa participation à l'intervention en Russie, l'indécis *Département d'État* ajoutait qu'« *une action militaire n'est admissible en Russie, comme le gouvernement des États-Unis en voit les circonstances, que pour aider les Tchécoslovaques à consolider leurs forces et leur permettre une heureuse coopération avec leurs frères slaves* »[397]... Quels frères slaves : les bolcheviks ou les anti-maximalistes ? Jeu de mots ? Si Wilson ne manifestait pas ouvertement sa répugnance à l'action des Alliés en Sibérie, il se servait des Tchéco-Slovaques pour éviter d'exprimer un choix pour l'un ou l'autre parti et refusait de prendre part aux querelles internes qui divisaient les Russes. Ce n'était qu'apparence et incohérence puisque, officiellement, les Forces alliées étaient censées soutenir les Armées Blanches contre les Armées Rouges. Wilson mettait l'accent sur la défense des intérêts des Alliés et sur la protection d'une action économique. Évidemment, puisque l'article XI et les annexes 2 à 5 du traité de Brest-Litovsk réglaient la reprise des relations économiques entre la Russie et les quatre puissances de l'Alliance. France, Grande-Bretagne et États-Unis craignaient donc de voir fondre le butin que pouvait apporter l'immense et fabuleusement riche Sibérie demeurée presque totalement en friche et à exploiter ; la plus grande partie de cette vaste région allant des frontières de l'Europe aux rives du Pacifique et de l'Arctique à l'Afghanistan était presque complètement inhabitée. Ce fut donc avec cette arrière-pensée ou plutôt derrière ce paravent que les Alliés disaient vouloir faire obstacle aux Allemands. En réalité, l'objectif militaire se révéla secondaire. Le général Rouquerol le sous-entend lorsqu'il rappelle que le président

[396] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 171
[397] GRAVES, William, général, *America's Siberian Adventure*, Peter Smith Publishers, New York, 1941, Chapitre VII qui inclut aussi les citations précédentes.

Wilson était « très nettement opposé à toute intervention sur les côtes de l'océan Glacial pour ne pas distraire des troupes du front occidental sur lequel on devait concentrer, à son avis, le maximum de moyens. Cette raison militaire était peut-être un voile jeté sur des raisons politiques qui n'ont pas été dites »[398]. Encore une fois, rien n'était clair dans tout ce qui se passait en Russie entre 1918 et 1920.

Les Forces américaines, commandées par le général Graves, ne furent donc (officiellement) jamais utilisées par les troupes alliées, constamment, elles restèrent sous commandement exclusivement américain. Leur effectif atteignait environ 7.700 hommes qui ne combattirent jamais, restant l'arme au pied. Ils servirent parfois à la réfection des voies du Transsibérien depuis Vladivostok. Dans quel but ? Pour l'évacuation des Légionnaires tchéco-slovaques ou celle des prisonniers ? Ou mieux encore, pour l'évacuation de leur butin ? À moins qu'il n'ait fallu s'assurer que la voie serait opérationnelle le moment venu ? Le général Rouquerol nota qu'au début de 1919, le gouvernement d'Omsk avait fait appel aux Américains pour mettre en ordre et développer les voies ferrées de l'Oural au Pacifique. « Une mission américaine, dirigée par M. Steevens y travailla en 1919-1920. Un comité supérieur interallié secondait Steevens. Il comprenait un Américain, un Anglais, un Russe, un Français, un Italien et un Tchèque »[399]. Mais aussi bien les chiffres évaluant l'importance des effectifs, que l'action des soldats américains furent remis en question par le sergent australien, John Kelly, qui écrivit dans ses mémoires que

> The U.S.A. had a total of 5,000 men spread over all the fronts. From September 1918 until April 1919, they lost 104 killed and some 500 or so wounded. Just by the way of comparison the 5th Australian Division at Fromelles in France on the 19th July 1916 in one night lost 5,500 killed and wounded out of a total of about 12,000. You be the judge – would you prefer France or Russia.[400]

---

[398] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak – La guerre des Rouges et des Blancs*, Paris, Payot, 1929, p. 40

[399] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak – La guerre des Rouges et des Blancs*, Paris, Payot, 1929, p. 65

[400] http://www.argo.net.au/andre/KellyENFIN.htm , consulté le 10.4.2009 : « Les USA avaient envoyé un total de 5 000 hommes, répartis sur tous les fronts. Entre septembre 1918 et avril 1919, 104 ont été tués et environ 500 blessés. À titre de comparaison, la 5e Division australienne qui combattit à Fromelles en France le 19 juillet 1916, a perdu en une nuit 5 500 hommes, tués et blessés, parmi ses 12 000 soldats. À vous de juger, préférez-vous la France ou la Russie ? ».

Il révéla aussi l'incompatibilité qui régnait entre les troupes américaines et britanniques ; les premières se plaignaient de n'avoir à supporter que des commandements britanniques et que chaque ordre était anglais. Ils n'acceptaient pas non plus que ces derniers aient eu le droit de perdre alors que les troupes américaines étaient abandonnées à leur sort et devaient se débrouiller avec un seul colonel américain. Il convient de ne pas négliger cette hégémonie bien plus politique que militaire qu'exerçait les Anglais. Le major britannique Fraser, incarcéré en 1918 avec Ludovic Naudeau, raconta à ce dernier comment il avait été capturé avec ses quelques soldats dans les parages d'Arkhangelsk : « avant sa venue en Russie, on lui avait raconté que les Alliés n'auraient en réalité à faire qu'une promenade militaire du Nord au Sud, entre Arkhangel, Vologda, Iaroslav et Moscou. Ils seraient acclamés par les populations enthousiastes qui leur dresseraient des arcs de triomphe, cependant que les quelques contingents bolcheviki (sic) se rendraient immédiatement à merci. […] Mais assailli, criblé de coups de fusil, traqué pendant plusieurs jours par une force énormément supérieure à la sienne, il doit se résoudre à capituler »[401]. Partout étaient utilisés deux poids, deux mesures.

Quant aux Britanniques, le *Field-Marshal Sir* Henry Wilson, chef de l'état-major impérial, cousin du président américain – y avait-il entre eux un autre lien que celui de la parenté ? –, il écrivit dans son *Journal* que « le débarquement du Général Poole à Arkhangelsk s'était effectué sans opposition »[402]. C'est tout. À la tête d'un détachement, le général Poole avait en fait débarqué le 4 août 1918. « Mais rien d'autre ne fut jamais accompli dans le Nord ; l'établissement de la base devait pourtant continuer à entraver la stratégie des Tchèques et des Russes blancs pendant tout le reste de la guerre civile en Sibérie »[403]. Selon le témoignage du sergent de l'armée australienne, John Kelly, qui appartenait au contingent de Poole, la mission comprenait une flottille de 5 chalutiers armés, un croiseur, un navire et un porte-hydravions. Il y avait 150 officiers et sous-officiers britanniques, 21 canadiens, 9 australiens (capitaine Richard Tarrant, le capitaine Paul Lohan, capitaine Allan Brown, sergent –plus tard capitaine– Robert Graham, sergents J. Kelly, B. Perry, A. Von Duve, C. Hickey, C.

[401] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe,* Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 154
[402] WILSON, Henry, maréchal, *Journal*, Paris, Payot, 1929, p. 416
[403] BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie", in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, pp. 376-377

Wyatt) et 4 Néo-Zélandais. Aussi authentique que Jean-Norton CRU, le sergent Kelly s'appliqua à noter tous les détails de son vécu et de son ressenti ; tous deux, et bien d'autres encore, tels les *diari* (Journaux personnels) des prisonniers austro-hongrois italophones, enrichirent la littérature de guerre de leur propre témoignage. L'attitude des Alliés et des Russes désarçonnait Kelly, il déplorait arrogance de la Grande-Bretagne envers les Russes, le manque de volonté de se battre dans toutes les unités des forces antibolcheviques multinationales, et le désespoir de la cause des Blancs. La férocité des Cosaques – qui avaient été l'instrument du tsar pour maintenir la loi et l'ordre – l'effrayait et il constatait leur haine envers le peuple russe, dont tous les militaires étrangers, sans exception, reconnurent la bonté et l'amabilité. Qu'en déduire ? D'un côté souffrait une population autochtone qui n'avait voulu ni la guerre, ni le bolchevisme, et de l'autre les Alliés et associés s'imposaient sur son sol, soumis au diktat anglais.

Car l'expédition avait été, à l'origine, une entreprise britannique et les Anglais s'évertuèrent à faire sentir leur suprématie aux autres militaires. Les soldats américains qui se retrouvèrent à Arkhangelsk ne savaient pas qu'on les y menait ; le trajet qui devait les conduire en France fut détourné et, selon le témoignage de Kelly, ils en étaient remplis d'amertume. Mais leur plus grande source d'irritation résidait dans le fait qu'ils étaient commandés par des officiers britanniques. Le Grand Quartier Général et son personnel restaient constamment et totalement sous domination britannique. Les soldats américains les haïssaient, au point que le correspondant de presse du magazine *Collier's – The National Weekly*, Frazier Hunt écrivit entre autres :

> American and British troopers are simply incompatible. Ask nine or ten American doughboys what they think of the Tommies and see what they say. This was a British show straight out. They dominated every phase of it. Every order was a British order, and every command had a British Colonel at the head of it. The British had rank to waste while our troops had to get along with a single American Colonel.[404]

---

[404] "... Les troupes américaines et britanniques sont tout simplement incompatibles. Demandez à neuf ou dix *doughboys* américains ce qu'ils pensent des Tommies et voici ce qu'ils disent. Ce fut un véritable scenario britannique. Ils ont dominé toutes les phases de celui-ci. Chaque ordre était un ordre britannique, et chaque commandement avait un colonel britannique à la tête de celui-ci. Les Britanniques avaient le droit de perdre alors que nos troupes ont dû se débrouiller avec un seul colonel américain.

Lorsqu'ils eurent connaissance de l'armistice du 11 novembre, la tension s'aggrava. Ils déclarèrent que cet arrêt des hostilités concernait tous les belligérants et que cette affaire russe ne concernait que les Russes. Ils en arrivèrent même à refuser de se battre. Ils voulaient être rapatriés.

Trop souvent sont oubliés les Canadiens, même s'il est évident qu'ils faisaient partie de l'Empire britannique dont le gouvernement disposait des citoyens de ses dominions comme de ses sujets. Ce que révèle également cet épisode interventionniste. Le site de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes raconte comment s'est effectué l'enrôlement des Canadiens volontaires pour la Sibérie. Les détails fournis dévoilent bien des dessous de cartes ignorés dans les autres textes d'historiens. En voici un exemple :

> L'expédition sibérienne fut marquée par les retards. La décision d'envoyer des Canadiens pour constituer l'essentiel du contingent britannique fut prise à la hâte. L'organisation de l'opération s'embourba dans les disputes sur des questions de détail. Il fallait s'entendre sur la part des frais qu'assumeraient respectivement le Canada et la Grande-Bretagne. Il fallait décider des voies de communication entre le major-général Elmsley et Ottawa, entre Emsley et le ministère de la Guerre, et aussi déterminer dans quelle mesure le contrôle opérationnel du Corps expéditionnaire serait partagé entre le Canada et la Grande-Bretagne. En outre, puisque l'on souhaitait monter une force composée de volontaires, il fallait mener une vaste campagne de recrutement auprès des militaires rentrés au Canada ainsi qu'au sein de la population civile canadienne. La création de cette force faisait donc concurrence à la recherche de renforts pour le front de l'Ouest. […] Et puis la nouvelle force devait aussi être sanctionnée par un ordre en conseil du gouvernement canadien, lequel fut finalement adopté le 23 août 1918. […] La mobilisation posa un défi considérable, et le transport du contingent et son commandement furent des pommes de discorde. À la fin de juillet, Borden avait accepté le mandat que lui avait confié Lloyd George de veiller au transfert des troupes jusqu'à Vladivostok. Le Premier ministre canadien devait toutefois compter sur les compétences du ministère britannique du Transport maritime pour organiser les déplacements à partir de la côte ouest du Canada. […] La direction de l'opération dans son ensemble restait entre les mains du ministère britannique de la Guerre.[405]

[405] http://www.journal.forces.gc.ca/vo8/no3/moffat-fra.asp 19.4.2015

Le gouvernement français apprit l'envoi en Sibérie d'une mission anglaise commandée par le général Knox ; elle devait s'occuper de l'organisation des troupes russes. Il convient de préciser déjà que cette mission ne les organisa pas, elle les commanda, soit directement en insinuant à Koltchak et aux autres officiers de l'état-major d'adopter telle ou telle manœuvre, soit par le biais des chefs militaires tchéco-slovaques qui obéissaient aveuglément au Comité national tchèque de Paris, totalement tributaires des ordres de Londres. Or, des accords franco-anglais antérieurs réservaient aux Français l'instruction des troupes russes.

Une mise au point des attributions des deux généraux se révéla nécessaire : le général Knox devenait le directeur de l'arrière ; « le général Janin devait avoir sous ses ordres toutes les troupes russes et alliées à l'ouest du lac Baïkal en Sibérie et en Russie orientale. Toutefois, il ne pouvait disposer des troupes anglaises sans l'autorisation de leur gouvernement. […] L'organisation et l'instruction des troupes russes étaient dans les attributions du général Knox ayant sous ses ordres tout le personnel instructeur sans distinction de nationalités »[406]. Ce qui signifie que les troupes britanniques n'obéissaient qu'aux ordres anglais et que tous les instructeurs alliés devaient respecter les consignes des chefs de la Grande Bretagne.

Le gouvernement britannique – qui à Londres ? – prenait effectivement des allures autocratiques, non seulement envers ses dominions mais également envers ses partenaires. Il s'entendait avec Washington pour imposer ses diktats. Quel objectif commun les unissait-il ?

- **Les Japonais**

Les Japonais étaient liés aux Britanniques par les accords militaires de 1902 renouvelés en 1912, c'est pourquoi ils déclarèrent la guerre à l'Allemagne le 23 août 1914. Leur tâche consistait à affaiblir l'Allemagne en s'emparant des territoires qu'elle contrôlait en Chine et dans le Pacifique. Cette participation nipponne renforçait le pouvoir de Tokyo et devait, selon la promesse de l'Angleterre et de la France, leur

[406] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, pp. 26-27

apporter les concessions allemandes et le Shantung [407]. Balfour en avait informé le président Wilson et le secrétaire d'État Lansing lors de sa visite à Washington en 1917[408]. Durant la guerre, la puissance maritime du Japon avait été d'un grand secours à la Grande-Bretagne et aux États-Unis dans l'Atlantique et en mer du Nord[409] ; ils envoyèrent également armes et munitions à la Russie.

Mais les relations entre les États-Unis et le Japon se caractérisaient par leur oscillation : le gouvernement de Washington était convaincu que celui de Tokyo entendait se servir des Alliés pour étendre sa zone d'influence en Sibérie. En réalité, les Japonais craignaient que l'effet *domino* du coup de force bolchevique puisse influencer la Chine avec laquelle ils se disputaient l'hégémonie territoriale de la Mandchourie[410]. L'ataman Semionov qu'ils subventionnaient en était-il l'instrument ?

Les archives diplomatiques de Nantes révèlent que selon Noulens, « chaque jour nous apporte une nouvelle preuve de la ferme résolution prise par les Japonais d'intervenir en Sibérie, que les Alliés leur en donnent ou non le mandat, et prennent ou non part à l'entreprise. [– Quelle entreprise ? –] Monsieur MOTONO, dans les déclarations qu'il faisait au Parlement en mars dernier tout en protestant de son désir de subordonner l'expédition à l'assentiment des Gouvernements de l'Entente, ne manquait pas d'ajouter que si cependant les intérêts de son pays étaient menacés en Sibérie, l'armée japonaise pourrait être amenée à agir isolément. Comme en pareil cas le Cabinet de Tokio devait être seul juge du préjudice national, c'était sous-entendre que le Japon interviendrait à l'heure qui lui paraîtrait opportune ». Et plus loin, Noulens se servant de nouveau de la flatterie, de la provocation et de son argument antiallemand et confirmant les craintes américaines, écrivit : « Comment supposer en effet qu'un Gouvernement aussi réaliste que celui de Tokio laissera échapper l'occasion exceptionnelle que lui offre l'anarchie russe pour assurer sinon les

[407] Wilson exigea cependant que le Shantung soit restitué à la Chine et que les îles allemandes du Pacifique soient remises à l'Australie ; elles finirent par être partagées entre elle et le Japon.
[408] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 23
[409] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 23
[410] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico – Missioni military e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico, 2008, p. 57

agrandissements territoriaux du moins l'expansion économique qu'exige le développement de sa population et que les menées allemandes tentent de lui disputer ».

Il est évident que Noulens souhaitait l'intervention des Japonais, il l'exprima d'ailleurs le 10/23 avril 1918 lors d'une interview qui lui valut son retour en France ; Tchitcherine, le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, expliqua le 30 avril lors d'une entrevue qu'il avait accordée à Naudeau, dans un but politique[411] : « Nous avons été dans la nécessité de demander le rappel de M. Noulens, car il nous serait impossible d'admettre son immixtion dans nos affaires intérieures ni qu'il approuve ouvertement l'occupation de notre territoire par des troupes japonaises »[412]. Jouant de diplomatie et de duplicité, Tchitcherine objecta au journaliste du *Temps* qui lui rétorquait que les Alliés ne voulaient rien faire sans le consentement de la Russie : « Alors, qu'on ne fasse rien, car notre consentement n'est pas donné. Nous sommes en paix ; nous avons besoin de paix ; nous ne voulons pas qu'on trouble la paix »[413]. Dehors, dans ce pays soi-disant en paix, la guerre civile dont les bolcheviks étaient la cause, faisait rage. Tchitcherine justifia son opposition à l'intervention japonaise par ces arguments :

> Il nous est impossible de recommencer la guerre maintenant ; cela n' aboutirait qu'à des catastrophes aussi préjudiciables à nos anciens alliés qu'à nous-mêmes. Les Allemands prendraient inévitablement Petrograd et Moscou. Voilà pourquoi nous ne saurions admettre, sous quelque forme que ce soit (sic), l'intervention japonaise, et même sous la forme d'une aide supposée, qui ne ferait que nous mettre en péril. Premièrement, nous ne sommes pas sûrs que le Japon ne conserverait pas les territoires qu'il aurait occupés. Secondement et surtout, son action, comme je viens de le dire, son action, à lui, en précipiterait d'autres, contre nous, en Occident, de la part des Allemands. Troisièmement, n'oubliez pas que l'intervention japonaise pourrait fort bien distraire l'attention de la démocratie russe du péril allemand et l'obliger à se tourner contre cette nouvelle invasion. Ce point est à considérer sérieusement.[414]

Pourquoi le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères mentionne-t-il « nos anciens alliés » ? Pourtant la Russie appartenait toujours à l'Entente. Le discours

[411] Il était évident que Tchitcherine se servait de Naudeau comme d'un émissaire
[412] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 177
[413] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 179
[414] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 180

politicien de Tchitcherine contient aussi des réponses, voire des mises en garde à l'adresse des Alliés. Reprendre la guerre contre les Allemands serait préjudiciable autant pour les partenaires de l'Entente que pour les Russes, Moscou ne bougera donc pas. Tout comme Wilson, le ministre russe craint les velléités expansionnistes nipponnes ; elles pourraient déclencher une réaction de l'Allemagne à l'Ouest : contre les Russes émigrés en Europe occidentale ou bien ″contre nous″, Entente, reconnaissant ainsi que la Russie en fait toujours partie. Déclarer que la démocratie russe ne pouvait être distraite de quoi que ce soit était facile, il n'y avait pas de démocratie sous ce régime bolchevique, et il n'y avait pas de péril allemand non plus, depuis le 3 mars, si ce n'est celui de la rivalité économique, mais non pas avec le gouvernement maximaliste mais avec les capitalistes américains, anglais, français et japonais auxquels Lénine consentirait, sans plaisir, avec résignation, « à des cessions de territoire de l'ancien empire de Russie »[415]. Ces arguments prononcés par Lénine en 1917 périmaient avec l'évolution de la situation. En janvier 1918, le Japon envoya deux vaisseaux de guerre en inspection dans le port de Vladivostok, suite à un incident fâcheux survenu à quelques ressortissants japonais.

Le *New York Times*[416] annonça le 10 avril 1918 que Lénine pourrait déclarer la guerre au Japon suite au débarquement des Japonais à Vladivostok, soutenus par l'arrivée des Anglais et des Français au Nord, sur la côté mourmane. Les Allemands arrivant par le Sud l'encercleraient. En réalité, ceux-ci demandent à Lénine de désarmer les bateaux russes ancrés dans les ports finlandais. Les autorités japonaises qui ont reçu les représentants russes, informent que les Japonais ont débarqué sous la responsabilité des Anglais et qu'ils se tiennent près de la gare et sont chargés de surveiller le consulat britannique. Les Russes craindraient que les Japonais créent des troubles et prennent possession du Transsibérien. Mais la Russie bolchevique qui avait démantelé son armée n'était absolument pas en mesure de faire la guerre à quiconque, sauf aux anti-maximalistes, sous forme de guérillas.

De même que l'Entente avait eu besoin de l'Italie pour faire obstacle aux Puissances centrales par le Sud, les Alliés et associés jugèrent indispensable l'intervention des Japonais sur la côte pacifique. Il n'est pas à écarter non plus que le

---

[415] *Ibid.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 190

[416] http://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf?_r=1&res=9B02E7DF1F3FE433A25753C1A9629C946996D6CF , consulté le 9.4.2010

Japon ait accepté de jouer son rôle dans le programme des Alliés et associés. Les Alliés pressèrent donc le Japon d'intervenir en mai pour soi-disant aider les légionnaires tchéco-slovaques, l'Empire du Soleil Levant envoya 14 000 hommes en juillet 1918, les États-Unis 7 000. Les Alliés débarquèrent avec les leurs dès le mois de mai[417] dans les districts de Mourmansk et Arkhangelsk, en août en Sibérie, en Finlande et sur la mer Noire. L'Entente se distinguait-elle de ses associés ?

L'éternel problème de l'ambition expansionniste japonaise qui ciblait toujours la Transbaïkalie et l'île Sakhaline déplaisait vivement à Wilson. Il leur demanda malgré tout, comme une faveur, de prendre en main le contrôle du Transsibérien, pour assurer, par Vladivostok, le rapatriement des légionnaires tchèques. S'agissait-il d'un prétexte ou d'une véritable raison ? Débarquer à Vladivostok leur convenait parfaitement. Ils y prenaient « des allures de maître de maison, et leur vanité était visiblement flattée par la nomination du général Otani au commandement des troupes alliées en Sibérie. Il est vrai que, pour éviter l'engagement du Japon dans une affaire militaire concertée simplement par les Alliés, le général Otani ne pouvait pas disposer directement d'une seule des trois divisions japonaises qui se trouvaient en Sibérie »[418]. La rivalité se révélait bien plus politique que militaire. Le 15 septembre 1919, le général Oï le remplaça dans les mêmes fonctions. Tous devaient cependant se soumettre au diktat du Conseil supérieur interallié (C.S.I.).

En ce qui concerne la situation de 1918 en Russie, les Japonais ne manifestaient de sympathie particulière ni envers les bolcheviks ni envers le gouvernement d'Omsk. L'amiral Koltchak connaissait leur désir expansionniste, et il aimait trop sa Russie pour envisager de la morceler. Mais il était clair, que comme les autres Alliés, leur but était de soutenir un gouvernement faible afin de le maîtriser ensuite. De même que les Américains, les Anglais et les Français, « ils étaient d'ailleurs bien fixés sur la situation du gouvernement. Car ils entretenaient un certain nombre d'officiers du G.Q.G. russe avec lesquels ils avaient ostensiblement des conférences secrètes »[419]. Le Japon se

[417] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico – Missioni military e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico, 2008, p. 59
[418] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, pp. 156-157
[419] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 157

montrait prêt à tendre une main secourable à l'amiral à la condition de recevoir dans l'autre la rémunération du service rendu.

Dans la région de Vladivostok, le général Horvath, directeur du Chemin de fer de l'Est chinois, assumait un pouvoir nominal comme représentant du gouvernement provisoire d'Omsk. Une division japonaise occupait la ville et la contrée environnante. Entre le lac Baïkal et le Pacifique (la Transbaïkalie), l'ensemble de cette centaine de milliers de soldats garnissaient la région : les effectifs des troupes japonaises s'échelonnaient le long du Transsibérien, tandis que les troupes américaines, anglaises, serbes, lettonnes se concentraient presque uniquement dans la région de Vladivostok. Officiellement, leur occupation principale consistait à pourchasser les bandes de pillards qui sévissaient après la disparition de la police russe.[420] À titre d'exemple, les troupes nipponnes stationnées à Blagoventschensk intervinrent pour contrer l'ennemi bolchevique sur le chemin de fer de l'Amour, une fois à Zlednayaboulia et une autre fois aux environs de la gare de Mogotcha avec une compagnie d'infanterie et un train de wagons blindés.

L'argument de Noulens selon lequel un gouvernement réaliste ne laisse pas échapper l'occasion exceptionnelle qu'offre l'anarchie russe pour assurer sinon les agrandissements territoriaux du moins l'expansion économique ne concernait pas uniquement le Japon. Évoquant l'Empire du Soleil Levant, Noulens pensait probablement que les soi-disant menées allemandes disputaient l'expansion économique à la France. Cette anarchie russe n'aurait-elle pas été politiquement orchestrée ?

- **Qui commande les intervenants en Russie ?**

Soutenant l'opinion de Masaryk, le président Wilson confirma le 22 août 1918 que les Américains avaient été envoyés en Extrême-Orient pour aider les Tchèques dans ce district, mais non pas pour se laisser entraîner à prendre part au projet des

[420] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, pp. 37-43

Alliés franco-britanniques, qui tendait à reconstituer un front oriental contre l'Allemagne. Cette précision signifiait que les Américains décidaient par eux-mêmes ; en fait leurs soldats restèrent presque toujours l'arme au pied.



87. Tien-Tsin, 6 settembre 1918. Comandanti ed Ufficiali delle truppe alleate in E.O. Prima riga in piedi da sinistra a destra: Cap.no T. Isobe (Giappone); Sten. Petranich Nereo (ITA); Cap.no W. Stoner (G.B.); Ten. Col. S. Tanaka (Giappone); Magg. N. Vjeno (Giappone). Seconda riga in piedi da sinistra a destra: Cap.no O. Davis (U.S.A.); Magg. E. Dubreuil (FRA); Cap.no F. Hatfied (U.S.A.); Magg. Gaggiotti Cino (ITA); Ten. G. Bourbonlou (FRA); Ten. E.R. Kennedy (G.B.). Terza riga seduti: Col. W.T. Walder (U.S.A.); Col. Marienne Lucas (FRA); Magg. Gen. H. Kanaja (Giappone); Col. E.G. Wright (G.B.); Ten. Col. Fassini-Camossi (ITA).

Tien Tsin, le 6 septembre 1918. Commandants et officiers des troupes alliées en Extrême-Orient.
Première rangée, debout, de gauche à droite : Capitaine T. Isobe (Japon), Sous-lieutenant Petranich Nereo (Italie), Capitaine W. Stoner (G-B), Lieutenant-Colonel Tanaka (Japon), Major N.Vjeno (Jap.).
Deuxième rangée, debout, de gauche à droite : Capitaine O. Davis (U.S.A.), Major E. Dubreuil (France), Capitaine F. Hatfied (U.S.A.), Major Gaggiotti Cino (Italie), Lieutenant G. Bourbonlou (France), Lieutenant E.R. Kennedy (G-B).
Troisième rangée, assis, de gauche à droite: Colonel W.T. Walder (U.S.A.), Colonel Marienne Lucas (France), Major-Général H. Kanaja (Japon), Colonel E.G. Wright (G-B), Lieutenant-Colonel Fassini-Camossi.[421]

À la fin de 1918, au moment de l'arrivée de la Mission militaire française en Sibérie, les attributions des divers commandements interalliés étaient les suivantes :

- Le général Janin avait autorité sur toutes les troupes à l'ouest du Baïkal ;

- Le général japonais Otani commandait les troupes interalliées en Extrême-Orient ;

- Le général japonais Oba commandait la division japonaise de Transbaïkalie

[421] BAZZANI, Gaetano, *Nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Edito dalla Legione Trentina, 1933, p. 357 et MAUTONE, Antonio, generale divisione alp., *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 121 – Photo dans le Domaine public

et recevait directement des ordres en dehors du général Otani ; l'armée japonaise était la plus importante avec ses 70.000 hommes ;

- Les Américains dans l'Oussouri restaient, en fait, indépendants ;

- Le général Knox, Anglais, était commandant de l'arrière ; [422]

- Le colonel Fassini-Camossi commandait les 1500 hommes du C.I.S.E.O.

Même si le Conseil supérieur interallié (C.S.I.), créé en novembre 1917 à Paris, représentait l'organe suprême auquel tous devaient obéir, les Anglais s'immisçaient partout, particulièrement à l'instigation du général Knox. Quel était son pouvoir ? Pourquoi envoya-t-il Koltchak à Omsk ? Pourquoi fit-il se rencontrer l'amiral et le pseudo-général Gayda[423] ? À qui obéissait Knox ? Il était le chef des services de l'arrière, mais il « s'occupait de beaucoup de choses si ce n'est du chemin de fer et des transports. Le colonel français de notre mission, secondé par un petit état-major, était obligé de faire toutes les démarches et de provoquer ou prendre toutes décisions qui ressortissaient au commandant de l'arrière »[424]. Knox laissait faire le travail aux Français et s'occupait bien plus de politique.

Les Alliés considéraient que les fonctionnaires russes n'avaient aucune autorité, les officiers anglais et français étaient affectés aux états-majors ou aux officiers russes, ils commandaient aussi les contingents allogènes composés de Polonais, Roumains, Serbes et Lettons et autres ; seuls les Tchéco-Slovaques avaient leur commandement qui se trouvait sous la tutelle du C.N.T de Paris. En résumé, au niveau des prérogatives, l'intervention concernait surtout les Anglais et les Tchèques.

Voici comment les archives militaires de Prague fournissent la situation globale[425] des pseudo-belligérants sur le sol russe en 1918 :

Forces russes (bolcheviques) : (le nom d'aucun commandant n'est indiqué)

- De la Baltique à la mer Noire, effectif : 15.000 hommes

[422] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 36
[423] *Ibid*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 45
[424] *Ibid*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 73
[425] Cf. Annexe Nr. 32

- Région de Petropavlosk, effectif : 2 à 3.000 hommes
- Région de Perm, effectif : 2.000 hommes
- Région de Penza : ?

Forces alliées :

- Port de Mourmansk, le commandant était le général Poole, 4 croiseurs
- Mourmansk, même commandant, effectif : 600 hommes
- Kandalakska, même commandant, effectif : 1.500 hommes
- Kem, même commandant, effectif : 1.000 hommes
- Port d'Arkhangelsk, même commandant, effectif : 2 croiseurs
- Arkhangelsk, même commandant, effectif : 1.400 hommes

Forces anti-bolcheviks

- Région de Tsaritsyne, le commandant était le général Alexeieff, effectif : 20.000 hommes
- Transsibérien, le commandant était le général Dietrich, effectif : 60.000 Tchéco-Slovaques
- Région d'Orenburg, le commandant était le général Doutof, effectif : 15.000 cosaques

Il en résulte que 20 000 bolcheviks affrontaient 4 400 soldats des Forces alliées et 95 000 hommes des Forces anti-bolcheviques. Un simple raisonnement arithmétique permettrait d'en déduire que les bolcheviks n'avaient aucune chance de vaincre. Et pourtant !

Un « accord réservait à l'amiral Koltchak le commandement direct de toutes les troupes russes »[426]. Les problèmes relationnels entre Russes et officiers alliés conduisaient à des dysfonctionnements, soit à cause d'une incompréhension linguistique, soit par orgueil national, les Russes acceptaient difficilement les ordres d'étrangers. Ils avaient demandé de l'aide et non pas d'être dirigés ; ce furent les Alliés, particulièrement les Anglais qui leur imposèrent leur diktat. Les officiers de l'état-major central des forces militaires françaises en Sibérie agissaient en nomades, ils étaient envoyés en mission soit sur le front russe, soit près des contingents allogènes.

[426] *Op. Cit.,* ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 72

Leur rôle n'était pas du tout comparable à celui qu'ils assumaient pendant la Grande Guerre, ils n'avaient aucune autorité personnelle et donnaient parfois des conseils équivalant à des ordres sans en endosser la responsabilité. Leurs comptes rendus remis au chef de la mission et les ordres qu'il en recevait maintenaient dans toute l'étendue de l'immense Sibérie l'unité d'action de la mission systématiquement étrangère aux partis politiques qui se déchiraient entre eux. Au cours de ces déplacements, ils étaient souvent confrontés à des situations difficiles, voire dangereuses.

À quoi menait cette intervention ? Le 10 novembre, échangeant avec Naudeau, Tseretelli, ancien ministre d'un défunt gouvernement provisoire, lui dit « qu'à son avis l'intervention indirecte des Alliés et l'appui qu'ils donnent aux généraux blancs renforcent plutôt qu'ils n'affaiblissent le régime des bolcheviki puisque, dans l'atmosphère excitante d'une lutte à outrance contre des armées réputées réactionnaires et soutenues par l'or étranger, le Commissariat parvient, comme les faits le prouvent, à grouper autour de lui les masses populaires et à leur inspirer une ardeur martiale »[427]. Mais les masses populaires obéissaient surtout par la crainte.

Parmi les dirigeants des Alliés et associés, celles et ceux qui détenaient le pouvoir décisionnel, craignaient quant à eux que l'Allemagne, et non pas l'Autriche-Hongrie, ne soit la première à s'approprier les gisements pétrolifères et les autres ressources de la Sibérie et du Caucase, ils commandaient donc les Forces militaires. Toutes. Les Blanches, les Rouges et les leurs. À coups de propagande et de manipulation. Pour entraver la marche des Allemands dans un pays en plein chaos, qui officiellement n'était plus en guerre, l'escarmouche apparaissait comme la méthode la plus efficace. Rouges, Blancs, Soviets, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, militaires des diverses missions dont il était parfois difficile de comprendre pour qui ils agissaient, diplomates, politiques, Ukrainiens, Polonais, Finlandais, chacun voulait avoir gain de cause.

Guerre ou guérillas ?

[427] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 243

Une guerre serait une « lutte armée entre États. (La guerre entraîne l'application de règles particulières dans l'ensemble des rapports mutuels entre États ; elle commence par une déclaration de guerre ou un ultimatum et se termine par un armistice et, en principe, par un traité de paix qui met fin à l'état de guerre.) »[428]. Entre 1918 et 1920, dans cette vaste Russie sévissait une lutte armée, non pas entre États, mais entre idéologies au sein d'un même peuple ; elle incluait également l'affrontement entre foi patriotique et obsession du pouvoir, sans oublier les rivalités d'intérêts. Elle se déroulait sans règles, sans déclaration, sans armistice et le traité de Brest-Litovsk ne fut que politique. Malgré les beaux discours, il n'avait rien à voir avec la paix. La guerre civile s'était déchaînée dans l'ex-Empire tsariste. Le traité de Versailles n'était guère plus brillant, mais il concernait la Grande Guerre englobant la Russie ; les rivalités économiques entre puissances capitalistes avides de gains se glissaient dans les clauses de ce traité. Les armes étaient présentes, entreposées dans les ports, théoriquement distribuées aux Blancs mais également aux Rouges car les fabricants d'armes faisaient la pluie et le beau temps, conformément aux directives des Alliés. Au cours de l'année 1918, la mission française, tout comme les autres, agit selon les ordres qu'elle recevait par les liaisons quotidiennes avec leurs gouvernements respectifs et du C.S.I.. À des milliers de kilomètres, la France dirigeait les opérations militaires de ses missions par télégraphie et par le biais de son corps diplomatique. Après le traité de paix de Brest-Litovsk, tout combat guerrier cessa en Russie contre les Allemands mais les guérillas prirent le relais. Kiev connut par exemple des agressions sanglantes : « Le lendemain de leur arrivée, les bolcheviks prennent la ville, maison par maison, et procèdent à des centaines d'exécutions sommaires. Couduret et Murat ne sont épargnés que parce qu'ils portent des uniformes français »[429]. Sanglante guérilla. Les Français furent-ils épargnés en tant que ressortissants de l'Entente ?

Les armes livrées par les Alliés ou récupérées sur les anciens champs de bataille servaient ou desservaient tantôt les Rouges mais plus souvent les Blancs; ces oppositions sanglantes entre Blancs et Rouges causaient de très nombreuses victimes. Au cours de cette fausse guerre, les adversaires utilisèrent aussi les nouveaux engins destructeurs, c'est-à-dire les avions, les mitrailleuses, les chars, sans oublier les gaz toxiques comme ce fut le cas sur tous les fronts de la Grande Guerre ; il s'agissait de

[428] http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/guerre/38516 , consulté le 18 avril 2015
[429] http://www.hervedavid.fr/francais/14-18/Pillorget%20article.htm , consulté le 15.4.2014

l'une des armes nouvelles que les décideurs de la guerre voulaient expérimenter et que les Français utilisèrent en premier[430] en septembre 1914, sous forme de grenades chargées de gaz lacrymogène, puis les Allemands par une attaque chimique de grande échelle sur le front de l'Est en janvier 1915. Cependant, en Russie, le froid hivernal intense bloquait l'action du gaz et les Russes ne remarquaient pas toujours sa présence. Quant aux marchands d'armes, tel Zaharoff, ils ne cessaient de s'enrichir tout en choisissant leur camp.[431]

Cette intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient se manifesta sous une forme de guerre caractérisée par des actions d'embuscades ou de coups de main. La guerre de position et de tranchées redevenait une guerre de mouvement. Mais c'était une guerre sans déclaration de guerre. Des groupes de soldats légèrement armés, menés par des groupes clandestins, étaient chargés de harceler l'ennemi. Les actions ponctuelles de cette guérilla ciblaient la déstabilisation d'un régime ou de l'autre. Ce combat entre les Armées blanches et les Armées rouges auquel se mêlaient les militaires britanniques, français, italiens, tchéco-slovaques, slaves, lettons, finlandais, chinois, répondait à la définition de la guérilla, mais l'objectif poursuivi ne se distinguait pas puisque les enjeux n'étaient pas les mêmes pour tous. L'entière population russe, déjà profondément bouleversée par la guerre civile, se trouvait malheureusement impliquée dans cet imbroglio.

---

[430] Ludwig Fritz HABER, *The Poisonous Cloud: Chemical Warfare in the First World War*, Oxford, Oxford University press, 1986 in http://fr.wikipedia.org/wiki/Gaz_de_combat_de_la_Premi%C3%A8re_Guerre_mondiale , consulté le 27.9.2013, confirmé par la thèse de doctorat de M. Arnaud Lejaille : http://www.guerredesgaz.fr/these/Introduction/introduction.htm , consulté le 25.XI.2013 : "Contrairement à une idée répandue, la Guerre chimique ne fut pas initialisée par l'Allemagne mais bien par la France, dès le début des hostilités. Les premières armes chimiques n'avaient alors pour but que de déloger l'ennemi de positions inaccessibles aux armes conventionnelles. Des recherches similaires furent menées également Outre-Rhin après le début de la campagne, si bien qu'en réalité, avant le 22 avril 1915, chaque protagoniste avait entamé des études visant à utiliser des substances toxiques dans un but tactique. […] Les Français utilisèrent ainsi, dès le début de la guerre, des munitions chargées de produit "neutralisant", des projectiles de pistolet lance-fusées chargés de 19cm3 d'éther bromacétique (ou bromacétate d'éthyle), dont la portée avoisinait 230 mètres, ainsi que des grenades suffocantes lancées manuellement jusqu'à une trentaine de mètres. Ces armes étaient destinées à un usage intérieur, la volatilité du produit les rendant pratiquement inefficaces à l'air libre. Cependant, leur toxicité n'était pas négligeable.…". Et par http://www.canadaatwar.ca/forums/showthread.php?p=8925 , consulté le 26.XI.2013 : "It is generally assumed that gas was first used by the Germans in World War One. This is not accurate. The first recorded gas attack was by the French. In August 1914, the French used tear gas grenades containing xylyl bromide on the Germans ».

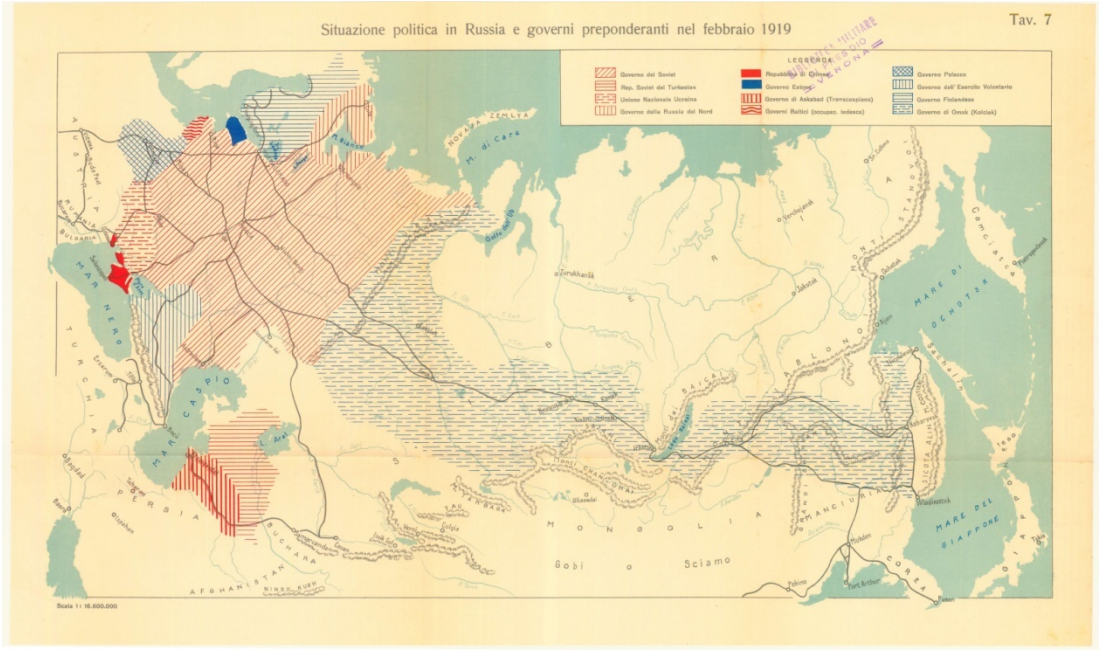
[431] SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, p. 149

Les soldats des missions militaires interalliées envoyées en Sibérie en 1918 connurent « deux années de fatigue, de privations, de dangers »[432] et d'interrogation quant au sens de leur mission. Le *Sergeant* Kelly[433] témoigna, par exemple, que les soldats australiens à Arkhangelsk se demandaient pourquoi ils étaient là et à quoi servait leur lutte dans ce Nord glacial. Ils pensaient devoir combattre ce bolchevisme qui ruinait le peuple. D'autres étaient convaincus que leur mission consistait aussi à reconstituer un front oriental contre l'Allemagne, ce qui était totalement impossible : les responsables politiques des Alliés et associés le savaient, les officiers supérieurs des missions militaires probablement aussi, mais les grades inférieurs ignoraient souvent ce qui se disait dans les états-majors, eux-mêmes mal informés des décisions politiques. La duplicité de la diplomatie anglaise, américaine, française joua une étrange partition : elle aidait Lénine et Trotski tout en soutenant Koltchak, mais elle s'immisçait dans les desseins des Armées blanche et rouge, avec l'intention de déceler qui, au bout du compte, saurait représenter le gouvernement le plus valable et accorderait le plus de concessions pour l'exploitation des matières premières.

- **L'action à travers la Russie : quel objectif ?**

Il apparaît qu'en Russie, seul un nombre restreint de militaires savait que des corps expéditionnaires alliés devaient accomplir une mission en Russie ou Sibérie, tout au plus avaient-ils été officiellement informés qu'ils allaient affronter les bolcheviks et s'opposer aux Allemands. Comme ce nom, propagande aidant, avait été chargé de toute la problématique de la guerre, il suffisait de l'évoquer pour justifier d'une action militaire quelconque. Les troupes ne s'interrogeaient pas au sujet de l'état de guerre auquel le traité de Brest-Litovsk avait mis un terme le 3 mars 1918. Avec Lénine, la Russie administrative changea de visage et se subdivisa en différentes entités gouvernementales qui n'avaient cependant plus grand-chose en commun avec les *goubernias* (Cf. Note 122 du Chapitre I) du temps du tsar. Plusieurs gouvernements s'étaient localement détachés de celui de Lénine à Moscou.

[432] *Ibid.,* ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 8
[433] http://www.argo.net.au/andre/KellyENFIN.htm , consulté le 10.04.2009



[434] Stries rouges obliques : *gouvernement des Soviets* ; stries rouges horizontales : *Rép. Soviet Turkestan* ; pointillés rouges horizontaux : *Union nationale ukrainienne* ; stries rouges verticales : *gouvernement de la Russie du Nord* ; rouge : *République de Crimée* ; bleu : *gouvernement estonien* ; stries rouges épaisses verticales : *gouvernement d'Askabad (Transcaspien)* ; stries rouges ondulées : *gouvernement baltique (occupation allemande)* ; quadrillage bleu : *gouvernement polonais* ; stries bleues verticales : *gouvernement de l'Armée des Volontaires* ; stries bleues horizontales : *gouvernement finlandais* ; pointillé bleu : *gouvernement d'Omsk (Koltchak)*

Quant à la population, dominée par la terreur et vivant dans un climat anxiogène causé par les exactions des bolcheviks et des autres combattants, elle avait placé tous ses espoirs dans l'aide que leur apporteraient les Forces alliées et associées pour les libérer du bolchevisme. Mais la présence de ces dernières aggrava le chaos, comme le confirme le général Rouquerol qui écrivit que « quand les Alliés ont commencé à s'occuper de la Sibérie en 1918, elle n'était pas plongée dans l'anarchie où nous l'avons laissée en 1920. Ce sont les Russes qui l'y ont jetée »[435]. Ce dernier argument doit cependant être contesté, même s'il est vrai que la guerre civile était une affaire russe tout comme l'étaient également le coup d'État bolchevique et ses

[434] MAUTONE, Antonio, Generale di Divisione degli Alpini,*Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa – La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri" 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, Tav. 6 : Situazione politica in Russia nel febbraio 1919, **avec l'autorisation de l'éditeur.** Antonio Mautone était un Général de division alpine, il est décédé depuis peu ; il était titulaire d'une licence en Sciences stratégiques de l'Université de Turin, il était entre autres *Socio Accademico del Gruppo Italiano Scrittori di Montagna* et du *Museo Storico in Trento e del Museo della Guerra di Rovereto* ; il avait publié quatre livres sur la Première Guerre mondiale. Le Général reconstitua dans cet ouvrage ci-dessus l'odyssée des soldats de nationalité italienne, de citoyenneté autrichienne, qui se retrouvèrent en Chine puis à Vladivostok ; il mentionna les événements en s'appuyant sur des documents d'archives toujours cités et dont la photocopie figure en annexe.
[435] *Ibid.,* ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 174

répercussions nationales. Les Russes demandaient de l'aide mais pas une immixtion dans les affaires internes de la Russie, selon eux la réprobation du gouvernement bolchevique ne concernait pas les Alliés et associés ; l'Entente sollicitait les Russes pour combattre les Allemands mais elle ciblait surtout l'exploitation du sol russe. Les chefs militaires, tels le consciencieux général français, Rouquerol, ne semblaient pas être toujours au courant du dessous des cartes. Il savait observer, mais bien que faisant preuve de sens critique face à ce qu'il constatait, il est évident qu'il n'était pas conscient de la duplicité du jeu auquel s'adonnaient les diplomates et les politiques. En bon militaire, il s'inclinait devant toutes les décisions et semblait ne jamais pouvoir envisager la moindre idée de rétivité face au général Janin ou au C.S.I.

Les Alliés qui avaient donc demandé au peuple russe de poursuivre la guerre contre l'Allemagne et contre ses serviteurs et agents, les bolcheviks, par cette proclamation :

> Schart Euch um Euer russisches Banner, nehmt die Waffen in die Hand und verjagt Euren Feind, den Deutschen, mit seinen Dienern, den Bolschewisten. Kein Fußbreit soll Rußland von seinem Reich verlieren, und nie wird die Souveränität des russischen Reiches angetastet werden.[436]

promirent d'aider activement la Russie dans cette démarche et de ne poursuivre aucun intérêt personnel ; ils déclarèrent même, de manière éhontée, ne pas vouloir posséder le moindre morceau de sol russe. D'ailleurs, les Ambassadeurs et Ministres des États-Unis, de France et d'Italie, réunis le 11 avril 1918 à Petrograd n'avaient-ils pas déclaré que les gouvernements de l'Entente auraient fourni des « garanties d'intégrité territoriale, d'abstention politique et de désintéressement économique »[437] ? Et le général Sakharov d'écrire alors : « *Wie groß und naiv war das Vertrauen der Russen auf die Hilfe der Verbündeten !* »[438]. Comme il avait raison ; il fallait être bien naïf ou totalement désespéré pour faire confiance aux promesses des Alliés. Dans ce Nord-Est

---

[436] SAKHAROV, Konstantin W., général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 33 : "Patriotes russes ! Groupez-vous autour de votre drapeau national ! Courez aux armes ! Chassez vos ennemis les Allemands et leurs valets, les Bolchéviks ! Défendez chaque pouce de votre territoire ! Jamais la souveraineté de la Russie ne sera contestée ! » (Traduction de Benoist-Méchin, V, p. 54)

[437] Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

[438] *Op.Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, von, Generalleutnant, *Das weiße Sibirien,* München, Alpenfreund-Verlag, 1925, p. 14 : « Combien grande et naïve fut la confiance des Russes dans l'aide des Alliés ! »

du continent asiatique, l'immense territoire de la Sibérie qui représente les trois quarts de la Russie, avait un richissime potentiel économique très convoité. Les Forces alliées y firent, à leur manière, acte de présence :

> En fait, les grands pays capitalistes sont intervenus en Russie dès la révolution pour tenter de mettre sur pied des armées contre-révolutionnaires, à terme démanteler le pays pour le plus grand profit de leurs grandes entreprises. […]. Le 23 décembre 1917, lendemain du début de la Conférence de Brest-Litovsk, des représentants de la France et de la Grande-Bretagne se réunissaient à Paris et concluaient une convention pour le démembrement de la Russie en zones d'influence : l'Angleterre se réservait les provinces baltes et le Caucase (surtout son pétrole) ; la France choisissait l'Ukraine de la Biélorussie à la Bessarabie et au Donetz (fer, charbon, bassin sidérurgique...) ainsi que les rives de la Mer Noire dont Odessa et la Crimée. C'est surtout le grand patronat, d'une part français, d'autre part britannique, qui poussa à profiter de la situation instable née de la révolution pour s'accaparer des richesses naturelles du pays.[439]

Le général Rouquerol ne s'éloignait pas de cette version en déclarant :

> M. Wilson ne manifestait pas de répugnance formelle à l'action des Alliés en Sibérie. Toutefois, il estimait que cette action ne devait pas avoir pour objet de prendre parti dans les querelles qui divisaient les Russes, mais seulement de *défendre les intérêts des Alliés et de protéger une action économique*. Le désir d'écarter en Mandchourie la concurrence économique du Japon transpirait de cet entretien qui donnait le premier son de cloche de la rivalité ininterrompue de l'Amérique et du Japon pour accaparer chacun à leur profit la clientèle économique de la Sibérie orientale. Enfin, le président fit comprendre plus tard devant d'autres témoins son désir de voir les Français et les Tchécoslovaques quitter la Sibérie le plus tôt possible.[440]

L'intérêt des Alliés est confirmé par les documents des Archives diplomatiques de Nantes disant, en résumé, que les Forces alliées partageaient le même désir de faire des affaires sur le sol sibérien tout en rivalisant les uns avec les autres, le problème des Russes étant le dernier de leurs soucis. La presse occidentale et russe fut pourtant

---

[439] http://www.gauchemip.org/spip.php?article5118 , consulté le 2910.2012 – Site du parti de gauche Midi-Pyrénées et Cf. Annexe Nr. 33 et surtout 33a

[440] *Op.Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p.p. 40-41

informée du contraire afin que l'opinion publique se convainque de la version officielle qui consistait à intervenir pour chasser les bolcheviks. L'article du 4 mai 1918, à la page 6 du numéro 200 du 15 août 1918 de la revue *Pays de France*[441] témoigne de la subjectivité de l'information**.** L'action de tous ces contingents interventionnistes ciblait « la sauvegarde des intérêts économiques [qui] orientait une répartition des tâches futures, élargies aux Américains et Japonais, prêts à l'intervention en Sibérie ; elle marquait surtout la volonté réciproque des Anglo-Français d'implanter leur toute-puissance économique, qui dans le Caucase (pétrole, cuivre), qui en Ukraine (mines du Donetz, hauts-fourneaux et métallurgie) »[442]. D'ailleurs, il convient de le redire, la conférence du 23 décembre 1917 à Paris, sous prétexte de soulager le front occidental de la pression des Puissances centrales, n'avait dans sa ligne de mire que les richesses du sous-sol russe. De plus, la mésentente régnait entre pouvoirs : politique, diplomatique, militaire mais également entre Alliés, c'est-à-dire au niveau international mais également dans la relation entre les gouvernements des Alliés et associés avec les bolcheviks. Chacun tirait à hue et à dia. L'intervention qui ne ciblait pas la lutte contre les bolcheviks s'appliqua à semer une totale confusion. L'ambassadeur Noulens n'avait-il pas dit que l'anarchie russe représentait une occasion exceptionnelle !

Libéré du souci de la guerre et conformément à son souhait, Lénine, avec la brutalité requise, s'évertuait à inculquer le socialisme révolutionnaire aux travailleurs[443] et à la population, tandis que Trotski combattait les antirévolutionnaires avec son Armée rouge. La carte dont l'auteur, M. Fonjallaz, a autorisé l'insertion révèle les mouvements des adversaires rouges et blancs.

[441] Cf. Annexe Nr. 34 : LE PAYS DE FRANCE, N° 200 du 15 août 1918, *L'Armée tchéco-slovaque*, 4 mai 1918
[442] *Op.Cit.*, GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, p. 77
[443] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013 pour la traduction française (1995 pour l'original), p. 57



[444]

Sur la carte ci-dessus les flèches noires indiquent les mouvements des Armées russes blanches ; les pointillés rouges correspondent aux zones occupées par les bolcheviks en août 1918 ; les flèches vertes les Forces antibolcheviques non russes, voire les Alliés ; les petits triangles verts sont les villes occupées par les Forces alliées d'août 1918 à 1919 ; les flèches orange mentionnent les activités militaires anarchistes ; le petit pointillé rouge est la limite de la zone contrôlée par les bolcheviks en août 1919.

Ces derniers adoptèrent la tactique d'une guerre de mouvement avec une Armée rouge dont Trotski – Lénine lui avait remis les pleins pouvoirs militaires – organisa la création. Elle devait avoir un caractère essentiellement politique et représenter l'expression du prolétariat et l'émanation du parti. Il créa un « Comité supérieur de la Guerre » chargé de mettre sur pied la nouvelle armée bolchevique avec un « Corps de Commissaires politiques (ou *Politkoms*) », représentatif du Parti au sein des unités et diffuser sa doctrine. Ce Corps faisait aussi connaître les décisions du

[444] http://www.fonjallaz.net/Communisme/Appareil%20ideologique/RevRus/ , consulté le 29 .XI.2014

Comité central et veillait à ce que chacun s'y soumette aveuglément. Afin de remplir les rangs, le gouvernement donna l'ordre de procéder au recensement et au recrutement des hommes et des cadres par voie de mobilisation. Comme il était urgent de disposer de cadres, Trotski prescrivit d'enrôler d'anciens officiers tsaristes. Pour pallier tout risque de trahison, ils furent recrutés en tant que « conseillers techniques, surnommés « *Spets* » et éliminés au fur et à mesure de la création de cadres authentiquement prolétariens. Aucun commandement effectif ne leur fut confié mais les événements poussèrent à faire appel à leur compétence. Ceux qui ne voulaient pas s'enrôler volontairement étaient soumis à des pressions variées, voire à des menaces. Les Commissaires politiques les accompagnaient et les surveillaient.

L'instruction militaire obligatoire fut instituée le 22 avril par le biais d'Écoles de *Kommandirs*. Forte de 300 000 hommes en janvier 1918, l'Armée rouge en compta 600 000 en décembre de la même année. La *Tchéka* renforça le dispositif de police, dès les premiers jours, et ses membres avaient pour mission de dépister et de réprimer toutes les menées anticommunistes. « Initialement, la *Tchéka* devait limiter son action au secteur civil, l'armée faisant sa propre police. Mais insensiblement, du fait de la fluidité des fronts et de la nécessité d'assurer la sécurité des arrières, elle finit par y pénétrer et par s'y incruster solidement. Ainsi apparurent avec le *Commissaire*, le *Spets* et le *Tchékiste*, les trois facteurs essentiels de la nouvelle Armée rouge : l'*exaltation révolutionnaire*, la *technicité* et la *peur* »[445]. Il s'agissait donc d'une armée très organisée et disciplinée. De plus, les hommes disposaient de tout l'armement laissé sur place, selon les accords secrets d'août 1918 passés avec les Allemands.

À cette Armée rouge faisait face une Armée blanche composée de volontaires : des étudiants nationalistes, des cadets, des soldats démobilisés et d'anciens officiers tsaristes farouchement hostiles au régime bolchevique. Tous ces hommes s'étaient regroupés autour de quelques chefs dont le nom avait valeur de symbole. Il y avait là des hetmans de Cosaques comme Semenov – pourquoi son nom ne figure-t-il dans aucun dictionnaire ? –, Krasnov et Petlioura ; « des représentants de la Marine comme l'amiral Koltchak ; d'anciens commandants en chef comme Alexéiev et Kornilov ; des patriotes finlandais comme Mannerheim qui avait fait toute sa carrière d'officier dans la Garde impériale ; des généraux comme Wrangel, Denikine, Miller et Ioudenitch.

[445] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, pp. 217-218, ainsi que les informations qui précèdent.

Rassemblés autour de leurs étendards traditionnels, ces « Gardes blancs », comme ils s'appelaient eux-mêmes, s'étaient juré de délivrer leur pays de la ″peste marxiste″. Ceux qui disposaient des plus forts contingents étaient Denikine et Koltchak. Leur tâche fut facilitée par le fait que leur intervention coïncidait avec une jacquerie généralisée et une insurrection fomentée par les Socialistes révolutionnaires[446] »[447]. Selon le général Rouquerol, « l'effectif des troupes russes en Sibérie à la fin de 1918 pouvait atteindre 150.000 hommes. L'absence de situations régulières ne permettait pas d'ailleurs d'en fixer le chiffre exact »[448]. Mais il convient de ne pas oublier que les Forces alliées venues pour les aider comptaient entre 150 000 et 250 000 hommes. Ensemble, n'auraient-ils pas dû vaincre les bolcheviks ?

Armée rouge et Armée blanche étaient donc officiellement les deux acteurs principaux de cette guerre-guérilla qui dura jusqu'en 1920 au moins. Mais c'était sans compter les autres protagonistes qui jouèrent un rôle déterminant dans ce marasme politique. La Légion tchéco-slovaque dominait le Transsibérien dont le dernier tronçon après le lac Baïkal était contrôlé par les Japonais. Le capitaine Mandrilli avait l'impression que les Russes ne témoignaient pas une grande confiance à l'aide que les Alliés auraient dû apporter au mouvement contre-révolutionnaire.[449] Les promesses furent effectivement nombreuses auxquelles ne répondait pas la réalité des faits. Compte tenu des négociations engagées par les agents américains, anglais et français avec les bolcheviks, la méfiance des Blancs était tout à fait justifiée.

- **Pour ou contre les bolcheviks ?**

Dès l'été 1917, Entente et États-Unis avaient envoyé leurs agents en Russie pour observer la situation et lorsque Lénine et les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir, ils servirent de trait d'union entre ce nouveau gouvernement et les Alliés et associés.

---

[446] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 218 : « ou mencheviks. Expulsés du pouvoir à la suite du coup de force bolchevique d'octobre1917, ils se sont réunis en congrès à Ourga et ont nommé un Directoire de cinq membres qui a remis le pouvoir à l'amiral Koltchak. […] ».

[447] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 218

[448] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 77

[449] *Op. Cit.*, MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori, 1933, p.224

Voici comment, selon le livre, devenu classique, de Louis Fischer (*Les Soviets dans la politique mondiale*, New-York, 1931 et Paris 1933), les gouvernements et les représentants des plus grands pays de l'Entente envisageaient, en mars 1918, le problème d'une collaboration avec les soviets :

> En ce qui concerne l'Amérique, le colonel Robins à Moscou était cordial, l'ambassadeur Francis à Vologda était muet, le secrétaire d'État Lansing, à Washington, était froid. Pour la France, le capitaine Sadoul, à Moscou, était tout à fait favorable ; l'ambassadeur Noulens à Vologda nourrissait une amertume croissante. Clemenceau, à Paris, était franchement hostile. Pour l'Angleterre, Lockhart était acquis à la coopération. Il ne put cependant convaincre Londres où Lloyd George envoyait sir Clarck discuter avec Tchitchérine, tandis que Churchill, d'accord avec Clemenceau, préparait une intervention armée… Enfin, fait plus stupéfiant, les attachés militaires alliés aidèrent à organiser l'Armée Rouge. Le Comité central du parti communiste était d'accord pour accepter l'aide des Franco-Anglais. En mars, avril, mai 1918, eurent lieu des conversations intéressantes. Quarante-huit heures après ces entretiens [entre des officiers de la mission militaire française, l'attaché militaire américain Riggs et Trotsky], non seulement des Français mais des Américains et des Anglais coopéraient avec l'Armée Rouge.[450]

Et Sadoul d'ajouter : « Évidemment les représentants de l'Entente connaissaient cette coopération mais ignoraient l'existence de la convention secrète franco-anglaise signée le 23 décembre 1917 par Clemenceau et lord Milner – mystérieux personnage qui, entre autres, inspira à Balfour sa fameuse déclaration. La plupart des membres des cabinets français et britanniques ignoraient également cette convention secrète. Seul, peut-être, l'ambassadeur français Noulens la connaissait. Ils [les soviets] ne savaient pas, évidemment, que le 23 décembre, leurs ″alliés″ anglais et français, se partageaient trop tôt la peau de l'U.R.S.S., – la possession de ses plus riches régions en tout cas – avaient attribué à l'Angleterre les pétroles du Caucase, et à la France, le blé, le charbon et le fer de l'Ukraine »[451].

De manière directe et efficace, Robins, se présentant comme l'un des membres de la mission de la Croix Rouge américaine, financée par William B. Thompson présenté comme « commissaire et directeur commercial, directeur de la Banque

[450] FISCHER, Louis in SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'URSS*, Charlot, 1946, p. 316
[451] *Ibid.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'URSS*, Charlot, 1946, p. 317

fédérale de New York », ne cachait pas son soutien aux bolcheviks. Cette mission était composée de juristes et de financiers du quartier financier de New York. Robins câbla même un message à Henry Davison au siège de la Croix Rouge en le priant d'insister auprès du président Wilson afin qu'il établisse des relations avec le gouvernement bolchevique. L'auteur de ce texte résume en soulignant que la mission était loin d'assumer son rôle d'aide humanitaire, car elle agissait en fait comme une mission de financiers de Wall Street qui ciblaient l'ouverture du marché avec les bolcheviks et l'exploitation des ressources de la Russie. Ni Thompson, ni Robins n'étaient bolcheviks, mais simplement des hommes d'affaires. Et afin de les réaliser, ils sympathisaient avec les bolcheviks et soutenaient Lénine et Trotski. L'auteur conclut en interpellant ainsi le lecteur :

> However, the fact that his mission was dominated by representatives of Wall Street institutions raises a serious question — in effect, whether the mission was a planned, premeditated operation by a Wall Street syndicate. This the reader will have to judge for himself, as the rest of the story unfolds.[452]

Selon Sutton, « avant de quitter la Russie début décembre 1917, Thompson remit les rênes de la mission de la Croix Rouge américaine à son adjoint, Raymond Robins. Celui-ci se chargea alors de coordonner les efforts des révolutionnaires russes afin de mettre en œuvre le plan de Thompson pour la diffusion de la propagande bolchevique en Europe. […] Le principal succès que Thompson et Lamont [un ami du premier] remportèrent à Londres fut de parvenir à convaincre le Cabinet de Guerre britannique – alors résolument antibolchevique – que le régime bolchevique était là pour durer, et que la bonne politique pour le gouvernement de Sa Majesté serait de ne plus être antibolchevique, d'accepter les nouvelles réalités et de soutenir Lénine et Trotski. Thompson et Lamont quittèrent Londres le 18 décembre et débarquèrent à New York le 25 décembre 1917 pour convaincre les États-Unis d'adopter la même attitude »[453]. Comment ne pas mentionner également les affaires de Sir Basil Zaharoff, le marchand d'armes international, dont Lloyd George était l'obligé : « En 1917,

---

[452] http://reformed-theology.org/html/books/bolshevik_revolution/chapter_05.htm, consulté le 19.9.2014 : « Cependant, le fait que sa mission ait été dominée par des représentants des institutions de Wall Street soulève une question grave : en effet, si la mission était une opération préméditée, planifiée par un syndicat de Wall Street, le lecteur devra juger par lui-même la suite du déroulement de l'histoire ».

[453] *Op. Cit.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, pp. 147-148

Zaharoff était en cheville avec les Bolcheviks ; il s'efforçait d'interrompre l'approvisionnement en armes des anti-bolcheviks et il était déjà intervenu en faveur du régime bolchevique, aussi bien auprès de Londres que de Paris »[454].

Il existe cependant d'autres preuves du soutien que les Alliés et associés apportèrent aux bolcheviks, la presse en témoigne. Le 22 avril 1918, le *New York Times*[455] publia un article disant que les troupes de l'Entente coopéraient avec les bolcheviks pour combattre les Armées blanches finlandaises :



The Entente allied troops are co-operating with Bolshevist forces in protecting the Mourman coast and the railway against attacks that are being made by Finnish White Guards.

Russian Red Guards also are acting with British and French troops under the direction of the Mourman Soviet War Council, which consists of one Englishman, one Frenchman, and one Russian.

Finnish White Guards have attacked the Mourman Railway near Kem, 270 miles south of Mourmansk and 200 miles west of Archangel, but have been repulsed by the Entente forces. The Bolshevist and foreign troops are acting in harmony, and residents along the White Sea coast appreciate that the Entente allied assistance is saving the district from isolation and domination by the White Guard.

Même si Leibovitz écrivit que l'intervention militaire des Alliés ciblait le « double but de répondre aux nécessités de la guerre contre l'Allemagne et d'aider le peuple russe à renverser un régime qu'il était censé haïr »[456], Benoist-Méchin était d'avis que les forces blanches étaient « soutenues par de petits contingents alliés – français, anglais, américains et japonais – débarqués à Odessa, à Mourmansk, à

[454] *Ibid.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, p. 149

[455] Cf. Annexe Nr. 30 Article NY Times. Traduction : Les troupes alliées de l'Entente coopèrent avec les forces bolcheviques pour protéger la côte mourmane et la ligne ferroviaire contre les attaques perpétrées par les Gardes blancs finlandais.
Les Gardes rouges russes opèrent également en coopération avec les troupes britanniques et françaises sous la direction du Conseil de guerre soviétique mourman, composé d'un Anglais, d'un Français et d'un Russe.
Les Gardes blancs finlandais ont attaqué la ligne ferroviaire mourmane près de Kem, à 435 km au sud de Mourmansk et à 320 km à l'ouest d'Arkhangelsk, mais ont été repoussés par les forces de l'Entente. Les troupes bolcheviques et étrangères opèrent en parfaite entente et la population riveraine de la mer Blanche apprécie l'assistance apportée par les alliés de l'Entente, qui épargne au district l'isolement et la domination de la Garde blanche.

[456] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.65

Arkhangelsk et à Vladivostok »[457]. Pourtant même si les Alliés et associés avaient en apparence adopté une attitude défavorable aux bolcheviks, Londres, Paris, Washington leur apportèrent malgré tout leur soutien. « Lorsque la révolution communiste a semblé devenir incertaine, Wilson envoya en Russie son émissaire personnel, Elihu Root, avec cent millions de dollars provenant de son Fonds Spécial d'Urgence de Guerre afin d'empêcher le renversement du régime bolchevique »[458]. Soljénitsyne rappela que « les Américains ne firent que gêner les Blancs en Sibérie et contribuèrent à l'occupation du littoral par les bolcheviks. Pour toute aide aux armées blanches, les Alliés se faisaient payer cher, en or par Koltchak, dans le sud de la Russie en bateaux de la mer Noire, ou par des concessions. (Parfois, toute honte bue : les Anglais, en quittant Arkhanguelsk, sur le front nord, emmenèrent une partie des équipements militaires du temps des tsars, en livrèrent une autre aux Rouges, et le reste, ils l'expédièrent par le fond pour que les Blancs ne puissent en profiter »[459]. Qu'en déduire sinon que les Alliés n'avaient aucune intention d'aider les Blancs ?

Les témoignages que laissa le jeune officier Dwinger dans le récit de sa traversée de la Russie lorsqu'il tentait de fuir pour rentrer en Allemagne révèlent non seulement toute la tragédie du conflit entre Rouges et Blancs auquel se sont mêlées les Forces d'intervention de l'Entente et de Wilson mais également tous les dysfonctionnements qui le poussent à s'interroger sur cette aide. Il confirme sans en avoir conscience ce qui est dit dans le paragraphe précédent, à savoir l'absence d'aide apportée à Koltchak, il raconta entre autres, la situation où le général Sakharov ne put disposer d'une batterie parce que le général Janin n'en donna pas l'autorisation. Il en allait de même pour les magasins contenant « une douzaine de *pouds* de grains » qui ne purent être distribués par manque de transport et qui lui fit écrire : « Comment ne pas penser, en ces conditions, au sabotage, aux menées d'adversaires souterrains ? […] Il m'apparaît toujours plus clairement que n'importe où, peut-être au Ministère, peut-être à l'Intendance, il existe des cellules secrètes pleines de gens qui ne tirent pas la

[457] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 219
[458] MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve Fédérale*, Paris, Éditions Scribedit, 2010, p. 167
[459] SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972, II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Fayard, 2003, p. 171

corde dans le même sens que nous, qui ne veulent pas que Koltchak soit vainqueur ». À qui obéissait Gayda lorsqu'il refusa d'attaquer à un moment stratégique ? »[460]

Le général Rouquerol écrivit que « les Américains, qui tenaient la région de Vladivostok, avaient en réalité une attitude bienveillante pour les agents bolcheviks. Sous prétexte de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la Russie, ils n'exerçaient aucun contrôle sur les passeports et laissaient le champ libre aux agitateurs de toutes nationalités. On a prétendu que les Y.M.C.A.[461] avaient parfois aidé leur action »[462]. Telle était la situation dramatique dans laquelle se trouvaient Koltchak et les Armées blanches auxquelles les Alliés s'évertuèrent et se limitèrent à faire des promesses, beaucoup de promesses. Naudeau écrivit en prison que « rien ne démontrait que les puissances eussent résolu d'en finir par la force avec les usurpateurs bolcheviki ; tout au contraire, on avait le sentiment que plusieurs cabinets hésitaient à adopter ce parti et que d'autres étaient hostiles à une telle idée. Tout demeurait nébuleux et vague »[463]. Ce manque d'efficacité à l'aide apportée aux Blancs les vouait inévitablement à l'échec, il n'est pas permis de ne pas le comprendre.

- **L'approvisionnement des Forces militaires**

Avec le problème des armements abordé précédemment, la question la plus cruciale concernait l'équipement vestimentaire des combattants. « Les pertes russes pendant l'hiver 1918-1919 ont été sensibles. Elles étaient dues en grande partie au froid dont les troupes souffraient cruellement par suite du manque de vêtements chauds et de chaussures appropriées. La dilapidation avait arrêté en route les collections d'effets d'hiver expédiés par milliers des magasins de l'arrière »[464]. Le général Janin était pourtant responsable des équipements et du matériel à fournir pour un effectif de 100 à 200 000 hommes. N'avait-il pas à s'assurer du transport et de la livraison ? Les Américains avaient prétendu intervenir en Russie pour rétablir les moyens de transport.

[460] DWINGER, Edwin, Erich, *Entre les Rouges et les Blancs*, Paris, Payot, 1931, p. 126
[461] Fondé à Londres en 1844 par George Williams, l'Y.M.C.A., Young Men's Christian Association, est un mouvement de jeunesse chrétien agissant pour le bien d'autrui, particulièrement pour les jeunes.
[462] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 91
[463] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 131
[464] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 110

Mais traduit en langage politique, cela signifiait redonner au Transsibérien toute la force de ses prestations, surtout entre Omsk et Irkoutsk. Au-delà de cette ville, les Japonais en assuraient la sécurité.

Dwinger confirma cette aide lorsqu'il dit avoir lu dans un journal que « l'Angleterre s'était définitivement décidée à secourir les armées antibolcheviks et à fournir des armes, des munitions et des équipements pour deux cent mille hommes. En outre, à titre d'aide plus active, elle avait l'intention d'envoyer à pied d'œuvre deux bataillons, l'un du Middelsex, l'autre du Hampshire, une division canadienne complète, et quelques centaines d'instructeurs pour appuyer les cadres d'officiers blancs »[465]. Mais comme l'avaient mentionné Regnault, alors ambassadeur de France à Tokyo, et Martel, chargé d'affaires à la légation française de Pékin, le 13 novembre 1918, depuis Vladivostok, « la jeune armée fait figure de troupes disciplinées, mais il lui manque des équipements et des fusils »[466], les armements faisaient défaut ; « les Russes manquaient de canons et de mitrailleuses. On a accusé les Anglais de leur écouler leurs vieilleries. Pour être justes, nous devons dire qu'il s'agissait de matériel de modèles démodés mais très supérieurs au 90 que nous sûmes employer sur le front français. Les canons fournis par les Français ont été bien reçus mais arrivèrent tardivement. Les Russes ont également reçu avec satisfaction des mitrailleuses Colt tirant la cartouche du fusil russe. D'autre part, les mitrailleuses Saint-Etienne, fournies par les Anglais, sans munitions, ont été d'abord un embarras pour les Russes ; des instructeurs français leur ont appris à s'en servir »[467]. Comment définir le comportement des Anglais ?

Malheureusement, au sein du gouvernement de Koltchak, les malversations des ministres étaient monnaie courante. Des milliers de collections d'effets, de quantité de matières premières ou de subsistance disparaissaient en cours de route. L'amiral n'ignorait pas que la plus grande partie des envois à l'armée n'arrivait pas à destination et connaissait les trafics de ses subalternes ; mais ses grandes colères ne résolvaient pas le problème. Les Sibériens, navrés de ce qu'ils voyaient autour d'eux, déploraient l'absence de l'ordre et de la justice dans leur pays. Ils en arrivaient à se plaindre de la présence de ces Forces alliées censées être intervenues sur leur sol pour

[465] *Op. Cit.*, DWINGER, Edwin, Erich, *Entre les Rouges et les Blancs*, Paris, Payot, 1931, pp. 39-40
[466] Cf. Annexe Nr. 35 Arch La Courneuve Direction Politique et commerciale, Série E Carton 128 D
[467] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 100

les aider. Il est hélas aujourd'hui difficilement prouvable que ces malversations et tous ces manquements n'aient pas été intentionnels. Un chaos organisé. Par l'Entente ?

En 1916, la France avait envoyé à son alliée la Russie des avions en caisses et des pilotes expérimentés. La Belgique et la Grande-Bretagne lui avaient également fourni chacune un corps d'automobiles blindées, mais aussi deux escadrilles d'avions. La France fit parvenir par Arkhangelsk des avions en caisse et envoya également des officiers pilotes pour former les Russes. Il n'existait aucune route terrestre, et seulement deux voies maritimes. Celle qui passait par la mer Blanche, pour aboutir à Mourmansk ou Arkhangelsk ; alors que le port au-delà du cercle polaire n'était jamais encombré grâce au Gulf Stream – pourquoi ne l'ont-ils pas considéré ? –, celui sur la mer Blanche devenait inutilisable en hiver à cause des glaces. « L'autre, libre toute l'année mais infiniment plus longue, obligeait les navires alliés, sauf les américains et les japonais, à faire le tour du monde, pour débarquer le matériel à Vladivostok. Dans les deux cas, le point le plus épineux demeurait la traversée du territoire russe. L'incurie généralisée des transports ferroviaires ainsi que la fréquente mauvaise volonté des autorités retardaient considérablement l'acheminement des équipements nécessaires à la Roumanie. Et lorsque ceux-ci aboutissaient à bon port – ce qui n'était pas toujours le cas, et le fut de moins en moins après la révolution de février – des mois s'étaient écoulés depuis leur chargement »[468].

C'est alors qu'il convient de rappeler qu'« en août 1918, la diplomatie soviétique parachève son entreprise en signant avec l'Allemagne une Convention complémentaire au traité de Brest-Litovsk. En échange de différentes mesures favorables aux vainqueurs, une clause secrète assure aux bolcheviks la propriété de tout le matériel de guerre saisi depuis 1914 »[469]. Non seulement cette Convention complémentaire prouve à quel point les bolcheviks n'ont jamais eu l'intention de reprendre le combat contre les Allemands, malgré les diverses tentatives des Alliés, mais rappelle également que les bolcheviks disposaient de tout le matériel de guerre qui faisait tant défaut aux Armées blanches.

[468] *Op. Cit.*, GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel et SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'armée russe*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 27-28
[469] *Op. Cit.*, GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995, p. 15

Dans la première moitié de 1919, les Anglais avaient mis sur pied cinq divisions particulièrement soignées, avec des uniformes anglais. Ces troupes étaient réservées à Gayda. Un homme jeune, dont Benoist-Méchin donne ce portrait :

> Ancien étudiant tchèque en pharmacie, Rudolf Geidl –car tel était son vrai nom– a été mobilisé en 1914 comme caporal –infirmier dans l'Armée autrichienne. Fait prisonnier par les Monténégrins en 1915, il s'est évadé de son camp après avoir détruit ses papiers d'identité et s'est enrôlé comme officier de santé dans l'Armée monténégrine, où il a exercé les fonctions de médecin militaire, jusqu'à l'effondrement du Monténégro en 1916. Après quoi, ayant décidé de poursuivre sa carrière aventureuse en Russie, il s'est embarqué clandestinement sur un cargo qui l'a amené à Odessa. Arrivé en Ukraine, il est entré –toujours sous un faux nom– dans la brigade tchèque, avec le grade de capitaine d'État-Major. A partir de ce moment, il a gravi rapidement tous les échelons de la hiérarchie. On le retrouve, peu après, commandant du 7e régiment d'infanterie, puis commandant de la 2e division. Le Comité national de Paris l'a nommé général, bien que Štefánik ait exigé son expulsion de l'armée, au cours de sa visite à Omsk. Nul ne sait au juste qui il est, ni d'où il vient. Mais une chose est certaine : ce personnage haut en couleur est un mégalomane dangereux.
>
> C'était un jeune homme blond de taille moyenne, dont le visage étroit avait la pâleur d'un masque de cire. Deux sillons profonds encadraient sa bouche. Ses yeux durs, presque incolores, donnaient à sa physionomie une expression de rapacité. Sa voix fluette contrastait avec son élocution hachée. Il posait manifestement au chef de guerre et au héros.[470]

Le dernier paragraphe est du général Sakharov qui avant d'en donner sa version, précise que tout ce que Gayda avait dit n'était que mensonge. En réalité, selon lui, Rudolf Geidl n'était pas étudiant en pharmacie[471] :

---

[470] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, Tome V, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 64. La note 1 précise qu'« En 1917, lors de son séjour à Kiev, Gayda avait été inculpé d'escroquerie et déféré à un Tribunal militaire. Mais l'affaire avait été etouffée. Elle avait cependant laissé suffisamment de traces pour que Štefánik puisse invoquer ″des raisons de moralité et de politique générale″ pour justifier sa demande de radiation, et pour que les *Münchener Neuesten Nachricheten* puissent publier, dans leurs numéros des 25 et 26 janvier 1928, des articles intitulés : « *Quand un escroc devient Chef d'état-major général* » (*Der Hochstapler als Generalstabchef*) sans jamais recevoir de démenti. Ce titre du journal de Munich est emprunté au général Sakharov.

[471] En Autriche-Hongrie, jusqu'en 1920, le baccalauréat n'était pas exigé pour entreprendre une formation de pharmacien. Pour le devenir, il fallait avoir fréquenté le lycée pendant six ans, effectué trois années (deux avec le bac) de stage dans une pharmacie et ensuite suivi deux années d'études à l'université ou dans une école supérieure.

> Er hatte vier Klassen Gymnasium absolviert und war dann als Pharmazeut in einer Drogenhandlung beschäftigt gewesen. Bei Beginn des Weltkrieges war Gaida in der k. u. k. österreichisch-ungarischen Armee als Sanitätsunteroffizier tätig. 1915 geriet er in die Gefangenschaft der Montenegriner und hatte hier den Entschluß gefaßt, sich Dr. Gaida zu nennen. Die Montenegriner glaubten ihm, und der Pharmazeut wurde zum Arzt.[472]

Son parcours d'imposteur et d'effronté ressemble fort à celui du malfrat Zaharoff qui, sans un sou, par ses intrigues et sa malhonnêteté réussit à devenir richissime, à être nommé Lord par le gouvernement anglais et obtint la Légion d'honneur de la France. Il n'était pourtant ni britannique, ni français. Pourquoi le Comité national de Paris a-t-il nommé Gayda général, bien que Štefánik ait exigé son expulsion de l'armée, au cours de sa visite à Omsk[473] ? Il prétextait avoir besoin des cinq divisions en uniforme anglais en renfort. Il répondit à Koltchak qui voulait les faire entrer les premières à Moscou : « Si le front les y porte ». Pourquoi cette allusion du Tchèque ? Gayda était l'agent de Londres, l'Ordre du Bain que lui remit le général Knox en est la confirmation. Les intrigues des Russes, des Américains, des Anglais et des Japonais créèrent des complications au gouvernement d'Omsk et tout ce qui portait préjudice à Koltchak avantageait les bolcheviks. L'ambassadeur des États-Unis à Tokyo rendit visite à l'amiral pour s'entretenir avec lui, mais après son départ, les Russes ne reçurent aucune aide particulière des Américains. Le diplomate était convaincu de la chute du gouvernement sibérien. Les Japonais se détournèrent de tout engagement envers lui, malgré les offres avantageuses qu'il aurait faites. Apparemment, Alliés et associés s'étaient concertés. Le désordre, la confusion et le mauvais esprit qui régnait dans les services centraux avaient bien sûr des répercussions néfastes sur toutes les questions de recrutement, d'instruction, d'équipement des troupes à l'intérieur. Les bolcheviks en profitaient pour infiltrer ce milieu démuni à tous niveaux et y faisaient œuvre de prosélytisme.

---

[472] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin W., général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 54 : « Il avait fréquenté le lycée pendant quatre ans et travaillé ensuite comme préparateur en pharmacie dans une droguerie. Au début de la guerre, Gayda agissait dans l'Armée austro-hongroise en tant que sous-officier du service sanitaire. En 1915 il se retrouva prisonnier des Monténégrins et décida alors de se nommer Dr. Gayda. Les Monténégrins le crurent, et le préparateur en pharmacie devint médecin ».

[473] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, Tome V, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 64

Les Alliés agissaient également dans un sens destructeur. Ils disposaient du personnel technique pour assister les Armées blanches, il est permis de s'étonner qu'il ne soit pas intervenu pour aider à l'installation de la station radiotélégraphique, envoyée de France à Omsk, elle devait permettre la liaison entre les deux fronts séparés par un millier de kilomètres. Le général Knox, chef de l'arrière, avait la direction de l'instruction et de l'organisation des troupes russes, ayant sous ses ordres tout le personnel instructeur sans distinction de nationalités. Pourquoi n'ont-ils pas pallié la soi-disant incompétence des officiers russes ? La non assistance ciblait-elle un objectif précis ?

Le général Rouquerol se rappelle que « des détachements d'aviation et de chars, prévus pour la Sibérie, y arrivèrent seulement au printemps 1919 et diminués en route par la démobilisation. Leur matériel les avait suivis de très loin. Les chars furent débarqués au moment de l'évacuation finale. Les avions purent être utilisés pour l'instruction des Russes qui finirent par s'en servir un peu sur le front. Le personnel des chars fournit des instructeurs notamment pour la mitrailleuse »[474]. Le matériel était donc sur le sol russe, mais pas au bon endroit au bon moment. Voulu ? Comment ne pas reprendre ces mots du diplomate, le comte de Saint-Aulaire et les appliquer à toutes les Armées blanches : « Tout se passe comme si l'Entente nous attirait dans un guet-apens prémédité où elle réserve à la Roumanie le rôle du cheval du picador qu'on fait épuiser froidement pour fatiguer le taureau »[475] ?

Les actions des intervenants

Même si l'objectif de l'intervention ciblait les mêmes intérêts politiques et économiques, les Alliés et associés manifestèrent leur présence militaire en trois endroits distincts assumant chacun un enjeu politique différent des autres. Au nord, à

[474] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. , général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 39
[475] Comte de Saint-Aulaire, *Confession d'un vieux diplomate*, Paris, 1953, p. 342 in *Ibid.*, GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel et SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'armée russe*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.24

Mourmansk et Arkhangelsk débarquèrent les Anglais et les Français, à l'est Japonais, Canadiens et Américains qui n'avaient que le Pacifique à traverser amenèrent plusieurs milliers de soldats. Au sud, par la mer Noire, ce furent les Anglais qui primaient, même si les Français manifestèrent également leur présence, surtout en Ukraine et Crimée. Les Italiens ne manquaient pas d'être de tous les épisodes :

> Gli italiani, al nord, offrono l'apporto logistico e strutturale a difesa dei materiali contenuti nei porti di Murmansk e Arkangel'sk e sostengono le truppe del generale Nikolaj Judenič ; in Siberia e nell'Estremo oriente si occupano della sicurezza del tratto ferroviario della Transiberiana, tra Krasnojarsk e Irkutsk, controllando l'area per evitare sabotaggi o sollevazioni bolsceviche ; nel Caucasio e nella Russia meridionale realizzano scalbi commerciali e danno supporto logistico all'esercito dei volontari dei volontari di Anton Denikin. Al di là dell'apporto tecnico, l'altro dato estrememente significativo è rappresentato dall'appoggio morale prestato alle milizie che combattevano strenuamente contro il bolscevismo. Un popolo allo stremo delle forze aveva bisogno di ufficiali capaci di riorganizzare le prime file, mantenere la disciplina, evitare le diserzioni o le ribellioni, dare coraggio e dignità a uomini che lottavano contro avversari fino a qualche tempo prima vicini di casa, amici, talvolta parenti.[476]

Il convient d'attirer l'attention sur les lieux d'interventions des Italiens, cités précédemment par Randazzo : les ports du Nord pour les armes, la Sibérie pour le tronçon capital du Transsibérien, le Caucase pour les affaires et pour soi-disant soutenir Denikine et Wrangel dont « l'Entente exigea [au printemps 1920] qu'ils cessent leur combat contre les bolcheviks »[477]. Décision très significative. Quoiqu'ils n'aient fait qu'obéir au C.S.I., les Italiens donnèrent malgré tout une coloration humanitaire à leur intervention, témoignage dont avait besoin sans doute l'histoire

---

[476] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico – Missioni military e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico, 2008, p. 48 : « Les Italiens, au nord, offrent l'apport logistique et structurel pour défendre les matériels déposés dans les ports de Mourmansk et d'Arkhangelsk et soutiennent les troupes du général Nicolas Ioudenitch ; en Sibérie et en Extrême-Orient ils s'occupent de la sécurité du trajet ferroviaire du Transsibérien entre Krasnoïarsk et Irkoutsk, et contrôlent les alentours pour éviter des sabotages ou des soulèvements bolcheviques ; dans le Caucase et en Russie méridionale, ils réalisent des échanges commerciaux et accordent leur support logistique à l'armée des Volontaires d'Anton Denikine. En plus de cet apport logistique, l'autre donnée extrêmement significative consiste dans l'appui moral apporté aux milices qui combattaient vaillamment contre le bolchevisme. Un peuple exténué avait besoin d'officiers capables de réorganiser les premières lignes, de maintenir la discipline, d'éviter les désertions ou les rébellions, de redonner courage et dignité à des hommes qui luttaient contre des adversaires qui, jusqu'à peu de temps auparavant, étaient leurs voisins, leurs amis parfois des membres de leur famille ».

[477] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 171

pour tenter de faire croire que les Alliés voulaient vraiment aider les Blancs contre les Rouges.

Ces Forces interalliées composées d'Américains, de Britanniques, de Français, de Grecs, d'Italiens, de Japonais, de Polonais, de Roumains, de Serbes, de Tchéco-Slovaques intervinrent sur le sol russe. Les troupes allemandes des Puissances centrales stationnaient en Ukraine et soutenaient le nouveau pouvoir indépendant contre les bolcheviks ; les Austro-Hongrois occupaient Odessa où débarquaient les soldats anglais et français ; les Turcs pénétraient dans le Caucase. Vladivostok, grand port extrême-oriental, où stationnaient Américains et Japonais et dont le C.S.I. avait fait son Q.G..

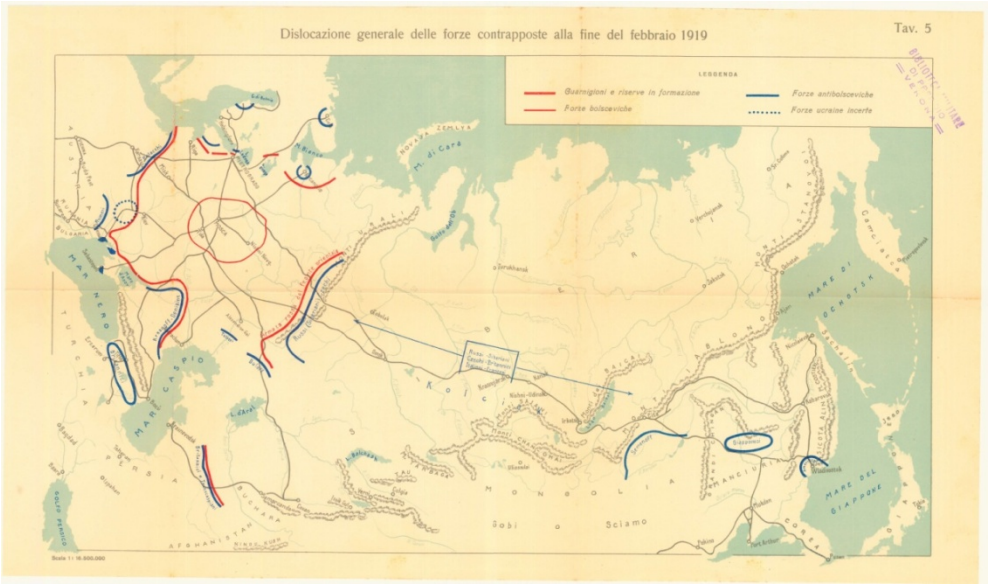
Toutefois, le rôle essentiel des Alliés et associés devait consister officiellement à entraver la progression germanique à travers la Russie. Les Allemands n'étant plus les ennemis du nouveau gouvernement bolchevique, ils pouvaient se déplacer librement, conformément aux accords du traité de Brest-Litovsk. Retrouver les pays baltes devenait leur souci majeur. Quant aux bataillons de Trotski, à la fin supérieurs en effectifs aux contre-révolutionnaires, ils devaient faire face à des forces blanches, nombreuses aussi et au début bien équipées, composées de volontaires braves jusqu'à la témérité.

Soutenues par de petits contingents alliés, les troupes des Armées blanches se manifestaient sur tout le pourtour du territoire, en Carélie, en Finlande, dans les Pays baltes, en Sibérie, en Crimée. Leur répartition était la suivante :

- Au nord, en Finlande et en Carélie : les Volontaires de Mannerheim et les Gardes blancs de Ioudenitch amorcent une offensive sur Petrograd. Ils sont soutenus par le corps expéditionnaire britannique de Mourmansk, où a été créé un *Gouvernement régional provisoire de la Russie du Nord*, placé sous l'autorité du général russe Miller ;
- Au sud, en Ukraine, en Crimée et au Kouban : l'Armée des cosaques du Don, l'Armée des Cosaques d'Ukraine et l'Armée des *Volontaires blancs* composée d'anciens officiers, d'élèves-officiers et d'étudiants nationalistes. Constituées en *entente* et placées sous l'autorité nominale du général Alexéiev (ancien commandant en chef des armées de Nicolas II), ces forces seront commandées successivement par les généraux Kornilov

(tué au combat le 13 avril 1918) et Denikine. Elles sont appuyées par un petit contingent français, stationné à Odessa ;

- À l'est, sur la Volga, en Sibérie et en Extrême-Orient : les cosaques du général Krasnov, des groupes de légionnaires tchèques, les forces de l'amiral Koltchak, les Cosaques de Séménov, les Américains du général Graves et un corps de fusiliers japonais débarqué à Vladivostok ;
- À l'ouest et au sud-ouest, en Russie blanche, en Lettonie, en Estonie ainsi qu'en Ukraine occidentale : les armées allemandes des généraux Hoffmann, von der Glotz, von Falkenhayn et du maréchal von Eichhorn ; les forces austro-hongroises du général Arz ; les volontaires du colonel Ballodis et de Bermondt-Avaloff [478].



[479] Répartition générale des forces qui s'opposaient à la fin de février 1919

En bleu : Forces anti-bolcheviques ; cercle rouge : les Forces bolcheviques ; traits rouges : bolcheviks, garnisons et réserves en formation ; petit cercle en pointillé bleu : Forces ukrainiennes incertaines ; catté au centre : Russes, Sibériens, Tchèques, Britanniques, Italiens, Français. (Avec l' utorisation de l'éditeur TEMI Editrice Trento, Italie)

Alors que les corps francs allemands avançaient dans les provinces baltes, le reste des troupes demeurait l'arme au pied, immobilisé par les ordres du maréchal

[478] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, pp. 219-220

[479] *Op. Cit.*, , Antonio, Generale di Divisione degli Alpini, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa – La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri" 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, Tav. 5 : Dislocazione generale delle Forze contrapposte alla fine del febbraio 1919

Foch[480]. Cette décision de l'officier supérieur français signifiait-elle qu'il ne fallait pas s'opposer aux Allemands car un autre plan était prévu. Lequel ?

Les Alliés et associés débarquèrent donc dans les ports du Nord de la Russie, au Sud dans ceux de la mer Noire et à l'extrême Est, dans l'immense port de Vladivostok, que Joseph Kessel connaissait pour y avoir fréquenté l'*Aquarium* dont il disait que c'était

> en février 1919, le seul établissement de nuit qui comptât dans Vladivostok [et qu'on y trouvait des] Clients venus de tous les points du monde ! Officiers de tous les rangs, de tous les grades, de toutes les armées ! Que faisaient-ils au bord du Pacifique dans cette ville que la volonté des tzars avait posée au bout de la plus longue voie ferrée qu'aient bâtie les hommes et ainsi qu'une lucarne sur l'immense Océan ? Personne n'en savait rien. Ni les aviateurs et tankeurs français, ni les chefs de légions polonaises, roumaines, hongroises ou tchèques formées de prisonniers libérés, ni les officiers des ″marines″ américains, ni ceux qui commandaient aux Écossais en kilt, ou aux Sikhs à turbans ou aux Canadiens à courte veste de fourrure. Non, aucun d'eux ne savait la raison exacte de sa présence en ce lieu, sur le seuil d'une terre sans limites ni mesure, soumises à la neige profonde, au froid meurtrier, à la guerre civile, au typhus, à la faim.[481]

Cette citation de l'académicien résume parfaitement l'incompréhension des militaires et le climat qui s'était créé en cette fin de guerre à l'autre bout de la clairière de Rethondes. Il ajoutait que les Cosaques régnaient en maîtres sur le lac Baïkal, que des forçats évadés ou libérés avaient formé leurs propres bandes, que les Tchèques disciplinés, ardents, formaient un monde distinct. Les Japonais qui se tenaient à l'écart de toute agitation, de toute alliance, menaient en sourdine un patient et mystérieux travail. Parmi les dizaines de milliers de militaires alliés et associés, les troupes tchèques n'avaient débarqué nulle part, elles se trouvaient déjà en Russie depuis le début de la guerre, elles étaient composées d'ex-prisonniers sortis des camps de concentration où les événements conflictuels les avaient enfermés. Leur action, sous la houlette du C.S.I. et du C.N.T. fut déterminante.

---

[480] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande IV*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 220, Note 2

[481] KESSEL, Joseph, *Tous n'étaient pas des anges*, Paris, Librairie Plon, 1963, p.13

Dans le télégramme qu'il adressait le 9 mars 1918, au lendemain de la paix de Brest-Litovsk, à Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur Noulens avait programmé l'intervention de cette façon :

> Il nous faut donc créer un ou plusieurs centres de groupements autour desquels viendront s'agglomérer tous les éléments favorables à notre influence et à la reconstitution d'une Russie puissante. Les forces interalliées même peu importantes que nous établirons sur les points choisis constitueront le point de départ d'une organisation militaire qui entravera l'expansion allemande et *obligera nos ennemis à entretenir des forces d'occupation qui dégageront d'autant notre front.* Ces centres de résistance me paraissent être Vladivostok pour les Américains et les Japonais, Arkhangel et la côte de Mourmansk pour les autres Alliés. Le débarquement de troupes à Arkhangel peut se faire dès le mois d'avril avec des brise-glaces d'une façon normale à partir de Juin. L'accès de Mourmansk est possible dès maintenant[482]. De l'avis des techniciens il suffirait d'un croiseur allié de chaque puissance à Mourmansk et de deux régiments français, anglais et italiens pour occuper le chemin de fer de Mourmansk jusqu'à Kandalakcha. De même deux navires de guerre et 15.000 hommes de troupes nous rendraient maîtres d'Arkhangel et de la voie ferrée jusqu'à Vologda. A n'en pas douter des officiers et des soldats russes hostiles aux Allemands ne tarderaient pas à venir rejoindre nos contingents dont l'effectif se trouverait ainsi porté dans le Nord de la Russie à 60 ou 80.000 hommes au minimum. Pendant ce temps les Japonais et Américains opéreraient en Sibérie et ne tarderaient pas à atteindre des positions d'où leur action pourrait se combiner à la nôtre. [483]

Dans son esprit d'initiative, Noulens se montrait très sûr de lui et faisait preuve de prétention en croyant que les Russes favorables à l'influence des Alliés viendraient s'agglutiner autour d'eux. Il semblait convaincu que seuls les Alliés pourraient reconstruire une Russie puissante. Il est vrai qu'il pensait « qu'on chercherait vainement en Russie l'esprit de décision, d'organisation et de combativité»[484], manifestant ainsi le peu de considération qu'il avait pour les Russes. Obsédé par la présence des Allemands dont il voulait combattre la rivalité, il confirma que les ennemis n'étaient pas allés renforcer le front occidental puisqu'il fallait les obliger à

[482] L'accessibilité permanente du port de Mourmansk est favorisée par la présence du Gulf Stream dont l'effet empêche la formation de glaces dans le secteur. Confirmé par le capitaine SCHMIDT- WALTER.
[483] Cf. Archives diplomatiques de Nantes Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1 : Courrier du 9 mars 1918 de Noulens à Pichon

[484] Cf. Annexe Nr. 10

défendre sur place leur expansion (mis en italique), maintenant ainsi leurs forces militaires en Russie.

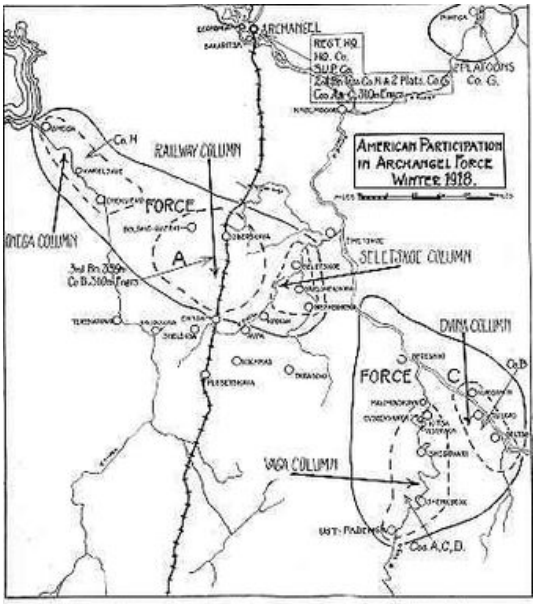
En somme, six jours après le premier traité de paix de cette Grande Guerre, le diplomate décidait avec aplomb – trop grand pour être seulement celui d'un ambassadeur – comment s'y prendre pour protéger « les intérêts considérables que nous avons laissés après nous ». En avril il estimait même « que malgré les déceptions que nous a données la Russie, nous ne devons pas abandonner la place, car elle serait prise définitivement par d'autres sans que nous puissions espérer récupérer un jour les milliards que nous avons exposés. Nous devons aussi chercher à multiplier les obstacles à l'emprise allemande et à tirer parti des occasions de rupture entre nos ennemis et les bolcheviks. Mais cette politique ne deviendra vraiment décisive que si les Alliés peuvent l'appuyer du seul argument qui compte aux yeux des Russes, c'est-à-dire de la force armée ; fût-elle très réduite ». Cette force armée devait donc agir contre les Allemands sous couvert d'aide aux Blancs et de lutte contre le bolchevism. L'intervention alliée devait donc s'évertuer à empêcher quiconque, même les Américains ou les Japonais[485], de prendre la place de la France ou de la Grande-Bretagne – sur le plan économique et politique, cela s'entend – et les Allemands de pactiser avec les bolcheviks. Il était donc essentiel que les Forces alliées interviennent d'un commun accord, chacune pouvant surveiller l'autre. Les loups devaient entrer ensemble dans la bergerie.

- **Au nord de la Russie : seulement Arkhangelsk[486] ?**

Arkhangelsk, capitale de la Sibérie européenne, a un port stratégique distant de la ville, aménagé sur la rive droite de l'embouchure de la Dvina, c'est-à-dire à environ 25 km de la mer Blanche, à quelque mille kilomètres au nord de Moscou, à un peu plus de sept cents au nord-est de Petrograd et à six cents au sud-est de Mourmansk. Tchaïkovsky, anti-maximaliste, y avait été remplacé par le général russe Ievgueni

[485] Cf. Annexe Nr. 10b
[486] Il faudrait écrire "Arkhanguelsk" ou "Arkhanghelsk" afin de prononcer correctement

Miller, rentré d'Italie où il s'était réfugié après le coup d'État bolchevique[487], il était devenu le gouverneur de la *goubernia* du Nord. Comme le prouvent les documents des archives diplomatiques de La Courneuve et de celles de Nantes, l'intervention des Alliés et associés ciblait la saisie de gages territoriaux et l'aide à l'établissement d'un régime d'ordre favorable à la cause de l'Entente et non pas favorable à la cause du peuple russe qui espérait tant de leur aide pour chasser les bolcheviks.



Distribution of American Troops of the North Russian Expedition During Winter of 1918 **488**

Le 12 mai 1918, de Vologda, l'ambassadeur Noulens écrivait[489] au ministre Pichon que les Allemands avaient prié le gouvernement maximaliste d'avoir à éloigner les Alliés des côtes de Mourmansk et d'Arkhangelsk les menaçant d'occuper Petrograd pour en faire leur base sur l'océan Arctique. Il s'ensuivrait, toujours selon Noulens, un isolement de la Russie d'Europe puisque la route maritime lui serait ainsi coupée. Aucune nouvelle de Finlande soi-disant soumise à l'omnipotence allemande, les répressions contre les Rouges y seraient cruelles. L'ambassadeur considérait comme une grave faute de la part des Alliés s'ils tardaient à occuper les deux grands ports du

[487] *Op. Cit.*., MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933, p. 201

[488] http://www.google.fr/imgres?imgurl=http://quod.lib.umich.edu/p/polaread/graphics/pbmap2.jpg&imgrefurl=http://quod.lib.umich.edu/p/polaread/history.html&h=443&w=373&tbnid=xD2KU8TfAqKJEM:&zoom=1&tbnh=96&tbnw=81&usg=__QkPxOn7C5A3WMRVROx3aPXjXyK4=&docid=dBAic1c5JZ4lxM&sa=X&ei=MNo-U7GmDIrx0gWvooDQDw&ved=0CIcBEPUBMAs&dur=916 , consulté le 4.4.2014. Aujourd'hui, ce lien renvoie à http://quod.lib.umich.edu/p/polaread/history.html.

[489] Cf. Annexes Nr. 36 et 36a

Nord précisant qu'ils perdraient ainsi toute visée politique sur la Russie. Il conseillait vivement de concevoir que les contingents serbes et tchèques offraient « une occasion exceptionnelle pour organiser une résistance immédiate à l'agression des Finlandais et des Allemands ». Mais les Finlandais ne faisaient que combattre les bolcheviks et tentaient de négocier avec les Allemands. Une fois de plus Tchèques et Serbes étaient des outils. La haine de Noulens ou sa responsabilité diplomatique se focalisait sur les Allemands. Il manquait totalement de discernement et d'objectivité, à moins qu'il n'ait été lui-même également manipulé.

Avec à leur bord des soldats, saturés de guerre, qui attendaient la démobilisation générale et s'agitaient contre l'intervention qu'ils ne comprenaient pas, « le 2 août 1918, le croiseur anglais *Attentive* et le croiseur français *Amiral Aube* débarquèrent donc à Arkhangelsk un détachement allié de 15 000 hommes, composé de ″Royals marines″ et d'un groupement de marche français sous les ordres du général anglais Poole »[490]. Pourquoi un commandement anglais ? Le contingent des troupes italiennes avait été débarqué en Mourmanie, commandé par le lieutenant-colonel des *Bersaglieri*, Sifola. Dans ce secteur, les bolcheviks disposaient d'un effectif d'environ 14 000 hommes, commandés par le général bolchevique Samailov, ils tenaient tout le front au sud et sud-est de la péninsule de Kola. Face à eux, l'organisation des troupes alliées était la suivante :

- un commandement anglais était confié au général Maynard, résidant à Mourmansk ;
- un commandement de détachement français ;
- un commandement de détachement italien, résidant lui aussi à Mourmansk ;
- un commandement de détachement serbe, résidant à Kem ;
- les services logistiques étaient contrôlés par les Anglais.

Quant aux troupes, elles étaient composées d'

- une brigade d'infanterie anglaise avec un certain pourcentage d'artillerie et de différents services ;

[490] *Op. Cit.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, p. 86

- un bataillon français de 800 hommes ;
- une compagnie de skieurs français ;
- un bataillon d'infanterie italien de 800 hommes ;
- une compagnie de mitrailleuses italienne ;
- une compagnie de skieurs italiens de 150 hommes (elle formait la colonne mobile appelée ″Savoia″) ;
- un bataillon américain de 600 hommes ;
- un bataillon serbe de quelques centaines de soldats.

À ceux-ci s'ajoutaient des légions volontaires composées de Slaves, d'Anglais, de Français, regroupant en tout quelques centaines d'hommes. Toutes ces troupes, réunies à environ 8 000 soldats russes réguliers, formaient un total de 15 000 hommes. Seule la voie maritime permettait d'atteindre Arkhangelsk, car la seule voie terrestre, le chemin de fer Petrograd-Vologda-Arkhangelsk, était aux mains des bolcheviks[491].

À peine débarqués, les 15 000 hommes du détachement allié s'emparèrent de la ville d'Arkhangelsk. Parmi eux, le 21ème Bataillon de marche d'infanterie coloniale s'illustra par la conquête du principal point d'appui d'Isagorka au sud d'Arkhangelsk. Il était important d'assurer la défense du périmètre urbain afin d'y installer des dépôts d'armes fournies par les Alliés, qui devaient servir à la constitution de l'Armée blanche du général Miller. Le colonel Donop, chef de la mission militaire française à Arkhangelsk, demanda au ministère de la Guerre l'autorisation de créer sur place un bataillon de la Légion étrangère : les troupes françaises étant inférieures en nombre à celles anglaises, il jugeait nécessaire de contrebalancer l'influence des Britanniques beaucoup plus nombreux[492]. Une sorte de rivalité régnait entre ceux-ci et les Français. « Ces opérations de recrutement étaient en cours, au moment où la fin des hostilités fut signée entre les forces belligérantes, à Rethondes, le 11 novembre 1918. Néanmoins, l'armistice ne mit pas un terme à l'intervention des Alliés ; Clemenceau et Churchill considéraient en effet, que l'établissement au pouvoir des bolcheviks en Russie menaçait l'Europe centrale d'une extension de la révolution »[493]. Fin juillet

[491] *Op. Cit.*, MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933, pp. 177-178
[492] *Op. Cit.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, p. 87
[493] *Ibid.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, p. 88

1918, l'alors colonel Wilson, cousin du président américain, avait simplement noté dans son *Journal* « que le débarquement du Général Poole à Arkhangel s'était effectué sans opposition »[494]. Il ne fit nullement mention des combats dans les Pays baltes et en Finlande qui eurent lieu à la même période. Les ″grands″ personnages impliqués dans le conflit écrivirent dans leurs mémoires ou dans leurs Journaux ce que les historiens devaient ensuite colporter. Ne pratiquaient-ils pas alors une sorte d'autocensure ?

Les contingents[495] de la Légion étrangère avaient été levés au gré des circonstances et des besoins, tout au long de la Grande Guerre, par « son appartenance constitutive jamais mise en cause, à l'Armée française »[496]. Chaque volontaire russe ou allogène qui s'engageait savait bénéficier alors d'un statut spécifique de soldat au service de la France, mais également du fait qu'il serait nourri et vêtu, ce qui était déterminant à une époque de grande misère. La première compagnie fut formée à Arkhangelsk sous les ordres du capitaine Pieton et passée en revue par l'ambassadeur Noulens. Il s'agissait d'une unité spéciale de skieurs et coureurs des bois[497] et dès le mois de décembre 1918, elle participa avec succès à une attaque le long de la voie ferrée d'Arkhangelsk à Vologda. L'âge des recrues oscillait entre 15 et 40 ans[498]. Une nouvelle compagnie fut créée et instruite, puis confiée au commandant Vitrey. Sous les ordres du capitaine Boyet, elle rejoignit le 3 mars 1919 la première compagnie sur le front d'Obozerskaïa, à 150 km au sud d'Arkhangelsk. La basse température de 30°C au-dessous de zéro infligeait de graves blessures aux légionnaires ; son seul avantage était de maintenir au sol les gaz toxiques employés par les Anglais.

Alors que la loi du 16 août 1915 interdisait pendant toute la durée de la guerre l'engagement au titre de la Légion étrangère des sujets appartenant aux puissances ennemies, il fut suspendu par la loi du 18 avril 1919[499]. Le décret du 3 août 1914, qui autorisait les étrangers à s'engager dans la Légion étrangère pour la durée de la guerre, permit d'ouvrir un centre de recrutement à Arkhangelsk, dès le 15 août. La prise du pouvoir par Lénine n'exclut pas les Russes de l'Entente, ils n'étaient donc pas

[494] WILSON, Henry, maréchal, *Journal du maréchal Wilson*, Paris, Payot, 1929, p.416
[495] Cf. Annexe Nr. 37
[496] COMOR, A.P., *La Légion étrangère*, P.U.F., 127 pages, p. 7, in *Ibid.*, BOYER, Michel, p. 90
[497] Cf. Annexe Nr. 38
[498] Cf. Annexe Nr. 39
[499] Cf. Annexe Nr. 40 et 40a

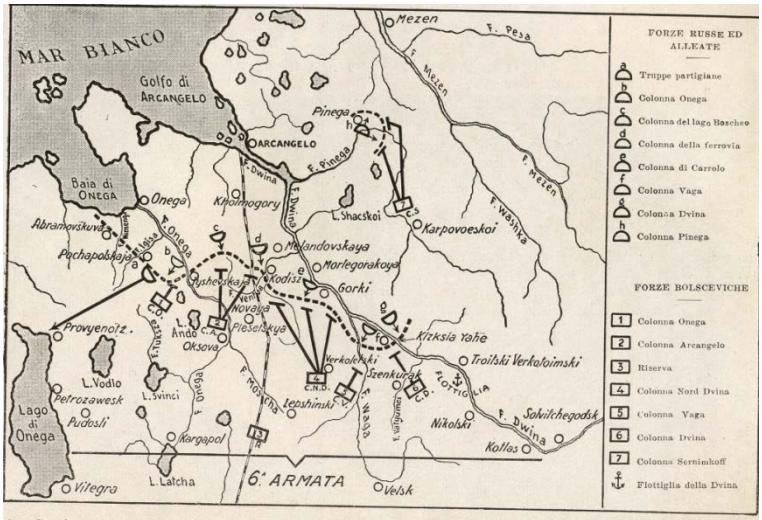
ennemis. La mission militaire française avait besoin d'hommes, il fallait attirer et engager les autochtones et tous les bénévoles. Les Armées blanches mal ravitaillées, mal équipées, souffraient de crises répétées de commandement et d'une carence quasi générale de véritables structures administratives et logistiques. Ce qui peut surprendre. Les Alliés n'étaient-ils pas allés sur place pour les aider ? Faute de versement régulier de leur solde, les soldats des Armées blanches vivaient en partie sur le pays, les détachements plus ou moins isolés devaient subvenir à leur propre entretien quotidien. Mal nourris, mal vêtus, par manque de moyens, les Volontaires se tournaient vers qui pouvait les aider. « À ce titre, les conditions proposées par l'engagement dans le bataillon spécial de la Légion étrangère étaient [pour eux] particulièrement attractives. Elles reposaient sur le décret relatif aux engagements et rengagements pour la durée de la guerre de légionnaires étrangers du 24 juin 1905 – modifié le 17 juin 1918 qui donnait droit à une prime de 500 francs payable pour moitié au moment de la signature de l'acte, ainsi qu'à une indemnité journalière de 20 centimes, laquelle se cumulait avec la solde mensuelle »[500]. Mais les conditions n'étaient pas exactement celles-là, puisque le décret du 17 juin mentionnait *un engagement pour la durée de la guerre et un rengagement d'un an*, contractés successivement le même jour, comme le révèle le document des archives de La Roche-sur-Yon précédemment cité en annexe. Et il ne faut pas oublier que *la cessation des hostilités était fixée par décret à la date du 24 octobre 1919*[501]. Et non pas le 11 novembre 1918. Cette manière abusive de recruter des soldats fournissait à l'armée française une main-d'œuvre bon marché.

Ces hommes russes et autres étrangers, par exemple ceux des camps de concentration détenant des civils en France, qui s'engageaient pour la durée de la guerre, durent obéir aux ordres de l'état-major français jusqu'en octobre 1920. Ce qui révèle les intentions belliqueuses réelles de l'Entente. En Russie, les autochtones et les allogènes qui s'engageaient d'abord pour combattre les bolcheviks furent ainsi utilisés par les Alliés et associés ; mais les Russes finirent par s'opposer à ces forces interventionnistes lorsqu'ils comprirent que l'aide annoncée n'était qu'une vaine

[500] *Op. Cit.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* p. 89

[501] *Ibid.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, annexe 15 du mémoire. Cf. Annexe Nr 2 (Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

promesse. Michel Boyer écrit que la levée des forces autochtones, sous commandement français, présentait un double intérêt : celui de répondre à la crise des effectifs créée par l'opposition anti-interventionniste, et à l'assurance de disposer d'éléments sûrs et disciplinés sous l'autorité directe de l'état-major français. Il est alors évident que cette dernière faisait de ces hommes des sujets du pouvoir français. Mais si une majorité de Russes désapprouvait le régime bolchevique, beaucoup contestaient également la présence des Forces militaires alliées et associées intervenues sur leur sol ; ils se considéraient abusés par des promesses non tenues.



23. Cartina dimostrativa della dislocazione delle forze bolsceviche e russo-alleate nel settore di Arcangelo nell'anno 1918-1919. **502**

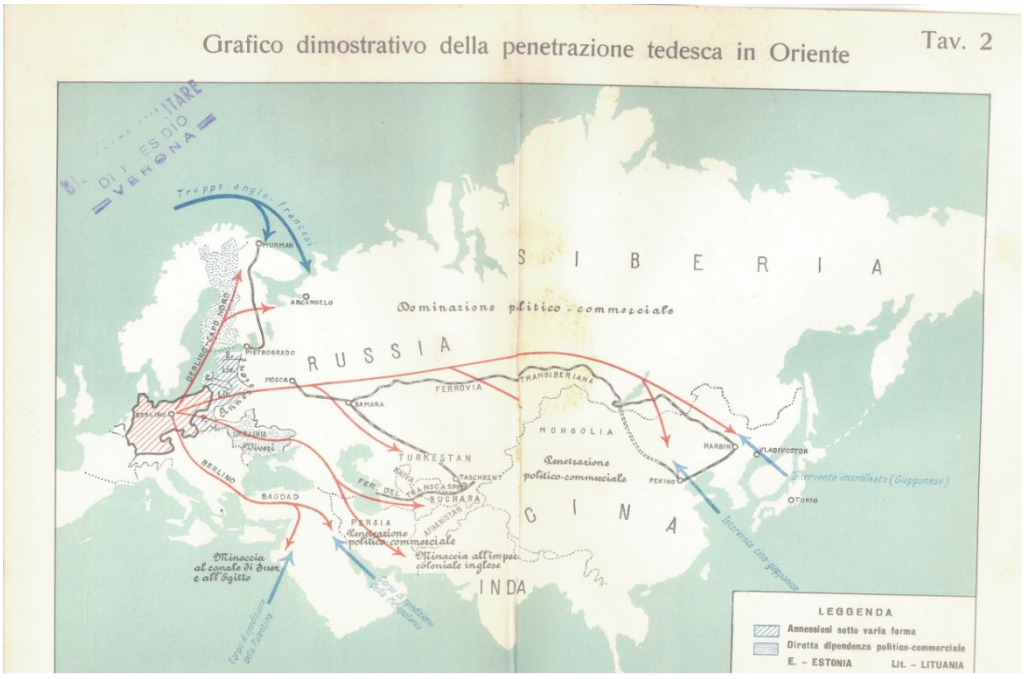
Carte révélant le positionnement des forces bolcheviques et russes-alliées dans le secteur d'Arkhangelsk en 1918-1919

En mars 1919, le commandant Vitrey, malade, est remplacé par le commandant Monod de la Légion étrangère qui dirige le bataillon appelé à barrer la route d'Arkhangelsk à l'Armée rouge. « Cette mission est brillamment remplie et toutes les poussées offensives de l'ennemi dans ce secteur n'aboutissent à rien. Le retrait des troupes expéditionnaires est déjà résolu car les Alliés constatent l'impuissance de consolider un gouvernement du Nord. Le Bataillon du commandant Monod est appelé à disparaître ». Comme le B.C.S., comme le C.I.S.E.O., il sera dissous. Le 21e Bataillon arrive à Dunkerque le 12 juin 1919. Les légionnaires liés par contrat « pour la durée de la guerre » sont libérés mais une grande partie d'entre eux se rend en

[502] *Op. Cit.*, MANDRILLI, Aldo, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933, p. 192 (Domaine public)

Estonie où le général Ioudenitch les inclut dans son armée, une autre rejoint le général Wrangel en Crimée[503]. Cet épisode dans le Nord se conclut aussi au désavantage des Armées blanches.

Au nord-ouest de la Russie, dans les pays Baltes, la lutte impliquait les Allemands. Bien qu'il ait mis l'accent sur la présence des Italiens dans cet épisode baltique, Roberto Reali de l'Université *La Sapienza* de Rome a abordé ce sujet dans sa thèse dirigée par le Prof. A. Biagini. Il rappelle que les pays Baltes étaient dominés depuis bien avant Pierre-le-Grand par la classe nobiliaire germanophile de tradition militaire. Un accord signé par cette noblesse et le tsar garantissait la continuité du pouvoir et accordait aux Russes une ouverture sur la Baltique. En 1918, l'objectif des généraux allemands et de leurs troupes consista donc à occuper ces régions tout de suite après la signature du traité de paix biélorusse pour imprégner de nouveau ces populations de la *Kultur* allemande, le problème n'était cependant pas essentiellement culturel, il englobait politique et économie. C'est en cela que les Alliés et associés tenaient à les combattre et à les empêcher de s'y implanter.



504

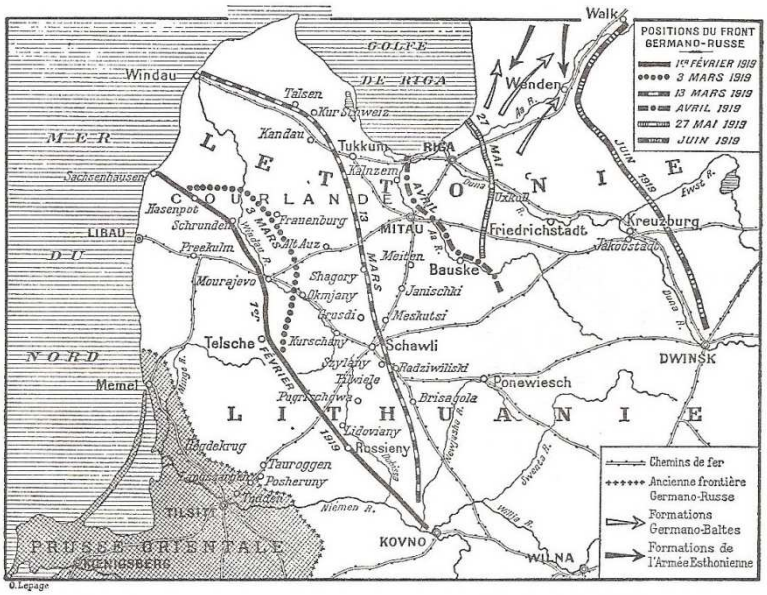
Schéma révélant la pénétration allemande en Orient

[503] Cf. Annexe Nr. 41

[504] *Op. Cit.*, MAUTONE, Antonio, Generale di Divisione degli Alpini,*Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa – La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri" 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, Tav. 2 : Grafico dimostrativo della penetrazione tedesca in Oriente, avec l'autorisation de l'éditeur, comme pour les cartes des pp. 173 et 192.

Stries obliques noires : Annexions sous formes diverses ; moucheté : Dépendance politico-commerciale directe

Le traité de Brest-Litovsk libérait les Empires centraux, officieusement il autorisait les troupes allemandes et autrichiennes à pénétrer en Russie. Tandis que les Austro-Hongrois se positionnaient surtout en Ukraine, l'un des greniers de l'Empire russe, les Allemands occupaient au nord la Courlande, la Lituanie et l'Estonie et au sud la Crimée. C'est alors aussi que s'étaient créées les républiques autonomes qui usèrent du droit à l'autodétermination des peuples. Ces incursions germaniques servirent de prétexte aux Alliés et associés pour intervenir dans ce jeu politico-économique à double visage et faire obstacle à l'ennemi. Dans ces nouvelles républiques s'affrontaient bolcheviks, anti-bolcheviks, indépendantistes, ceux qui acceptaient la protection, voire la restauration d'un régime allemand, mais aussi les germanophobes. Les pays de l'Entente se servirent de ces dissonances. Les Anglais s'appliquèrent à « opposer les divisions allemandes aux forces soviétiques et à constituer, grâce à elles, une sorte de bouclier à l'abri duquel le gouvernement letton pourrait organiser une armée nationale »[505]. Les Estoniens refusaient la tutelle allemande. Parallèlement, Trotski employait les officiers allemands comme instructeurs des cadres de son Armée rouge.



AVANCE DES FORMATIONS GERMANO-BALTES (février-juin 1919).

[505] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande,* Tome II, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 31

L'Entente envoya du matériel de guerre à Riga pour soutenir Ulmanis, président d'un gouvernement national letton, qui lutte pour établir une république lettonne indépendante, avec l'appui des Alliés. Le délégué français, le lieutenant-colonel Du Parquet obligea le général allemand von der Glotz et les Esthoniens à conclure un armistice avec le général britannique Gough. Les Alliés firent alors entrer en scène un certain colonel prince Bermondt-Awaloff. « Qui est cet individu ? D'où vient-il ? Nul ne le sait au juste. D'après le lieutenant-colonel Du Parquet qui lui rendit visite, « c'était un homme jeune encore et portant beau, revêtu de la longue houppelande et du bonnet de fourrure des Circassiens, avec tout un arsenal de cimeterres, de poignards, de pistolets et cartouchières en sautoir »[506]. Ancien officier d'état-major du XXXIe corps d'armée russe, il créa de toutes pièces un ″Gouvernement de la Russie de l'Ouest″ et finit par porter préjudice au général Ioudenitch, celui-ci le déclarant « traître à la patrie ». La lutte finale qui opposa les Lettons au Commandant en chef de l'Armée russe de l'Ouest fut d'une férocité inouïe et se termina par l'anéantissement d'un des deux adversaires. Dans ce tragique imbroglio orchestré, les Alliés utilisèrent les Allemands contre les bolcheviks et l'inverse, y mêlèrent un personnage d'opérette pour déstabiliser les Blancs. Benoist-Méchin décrit cette situation dans les pays Baltes[507] avec précision. Il convient de souligner ici que tout apparaît organisé pour l'échec de Ioudenitch, pourquoi ? Encore une fois, les Armées blanches étaient perdantes.

Le conflit à peine suspendu en Europe occidentale, la France chercha à se positionner aussi dans cet ex-Grand-Duché du tsar, la Finlande, qui avait déclaré son indépendance le 6 décembre 1917 mais demandait le soutien de son statut d'autonomie. Le 4 janvier 1918, le ministère des Affaires étrangères français annonça la reconnaissance de l'indépendance finlandaise. Le prosélytisme bolchevique avait cependant atteint la Finlande que la guerre civile toucha également. L'aide apportée par les dirigeants blancs et par les Allemands fit redouter à la France l'implication finlandaise dans la sphère allemande. En octobre, sûre de sa victoire contre l'Allemagne, la France avait dénoncé le gouvernement monarchiste et déclaré pro-allemand, celui du régent Pehr Evind Svinhufvud, elle conditionna ainsi la Finlande

[506] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, Tome II, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 21 – Avec l'accord des Éditions Albin Michel –
[507] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande,* Tome II, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, pp. 31-58

par une reprise du dialogue avec les vainqueurs. La régence successive du général Mannerheim, ancien officier tsariste, commandant en chef des forces finlandaises en 1918, avait été accueillie positivement par Paris. Le gouvernement de Clemenceau avait alors vu dans cette nouvelle gestion de la Finlande un triple avantage : Mannerheim était favorable aux Russes blancs, il pouvait aussi « contribuer à la lutte contre l'influence allemande en Baltique »[508] et la France pouvait ainsi espérer y trouver une place commerciale et stratégique. De son côté, Mannerheim demanda, dès décembre 1918, l'appui technique de Paris pour créer une armée finlandaise indépendante, symbole d'une existence nationale.

La politique de Clemenceau qui reconnaissait que cette demande de Mannerheim constituait une garantie de l'orientation nouvelle que ce dernier entendait donner à son pays, resta toutefois ambiguë car le contexte était dominé par les Anglo-Saxons. La France souhaitait que ces derniers assument l'effort militaire tandis qu'elle voulait s'investir en Pologne. Alors que Mannerheim ne revendiquait aucun agrandissement territorial pour la Finlande, Paris se mit à douter d'elle et voulut garder ses distances, comme le révèle l'échange de notes entre le sous-directeur d'Europe Philippe Berthelot et Albert Kammerer. Clemenceau finit toutefois par décider d'envoyer une mission pour la Finlande capable de satisfaire les demandes de Mannerheim, mais aussi les souhaits de l'Entente. Les instructions du ministère de la Guerre furent transmises au lieutenant-colonel Gendre : renseigner sur la situation militaire finlandaise et russe, évaluer les besoins contre les bolcheviks, conseiller techniquement, assurer la primauté des matériels et des doctrines militaires françaises contre l'influence allemande. Il arriva en mars 1919 en Finlande et dirigea la mission jusqu'en 1921. Les membres de la mission furent d'abord pris dans les évolutions dramatiques de l'intervention antibolchevique, convaincus de devoir appuyer les Finlandais désireux de soutenir les Russes blancs. Cependant, Gendre dut, sur l'ordre de Paris, se concentrer dès l'été sur « la formation d'une armée finlandaise indépendante, l'expertise technique, le renseignement et la vente de matériels militaires français »[509].

[508] *Op. Cit.*, CLERC, Louis, in http://rha.revues.org/6403, consulté le 4.3.2014
[509] *Ibid.*, CLERC, Louis, Lecteur au département d'histoire contemporaine de l'université de Turku en Finlande, il a soutenu sa thèse de doctorat en 2007 sur *La place de la Finlande dans la diplomatie française, 1918-1940*, in http://rha.revues.org/6403, consulté le 4.3.2014

Former une armée finlandaise se présenta comme une tâche ardue, car elle était constituée d'unités éparses, de différentes expressions linguistiques – finnois, allemand, russe, suédois, français – mais également de différentes formations militaires : allemande (les *Jaeger)* ou russe dont les officiers étaient souvent francophones, à ces divergences s'ajoutait celle de la couleur politique de droite ou de gauche. Lorsque Gendre et ses hommes arrivèrent en Finlande, ils se retrouvèrent en quelque sorte désorientés, même « si la lutte contre l'influence allemande figurait constamment en filigrane de la correspondance du chef de mission »[510], le problème dominant était celui de l'intervention antibolchevique, du moins durant les premiers mois. Avec le soutien français, Mannerheim se faisait fort d'expulser les bolcheviks de Petrograd, mais les Français réfléchissaient à l'opportunité d'un soutien finlandais aux Russes blancs et réagissaient « par un soutien prudent, l'intervention finlandaise devant s'inscrire dans une opération menée par les Russes blancs et *ne mettant pas en cause la sécurité d'un futur État russe* »[511]. D'autre part, les Français ne devaient pas favoriser des forces pro-allemandes dans la région. Comment ne pas comprendre qu'il ne fallait pas soutenir les Finlandais dans leur lutte antibolchevique puisque nombreux étaient les ressortissants de ces régions du Nord à avoir subi, pour des raisons historiques, une influence allemande ? Une manière détournée de ne pas aider non plus les Armées blanches. Mais Gendre était un militaire et il arriva à Helsinki avec la conviction d'avoir à aider le général Ioudenitch avec qui collaborait Mannerheim. Le lieutenant-colonel français ne se gêna pas pour critiquer l'inertie du général britannique Hubert Gough, coordinateur allié en Baltique, et de Jean Fabre, représentant diplomatique français arrivé en été 1919 à Helsinki.

Le chef de mission proposa sans relâche de manifester en actes le soutien de la France à Mannerheim tout en faisant pression pour une collaboration avec les Russes blancs. Gendre qui travaillait avec les Finlandais était convaincu de leur capacité à porter un coup décisif au bolchevisme. « Dans les dilemmes français entre action contre l'Allemagne et intervention contre les bolcheviks, reconnaissance d'une réalité nationale et nostalgie d'une unité russe, Gendre semble faire son choix dès le printemps 1919. Convaincu que *"ce pays peut beaucoup pour rétablir l'ordre en Russie "*, il se fait l'avocat d'un soutien français plus actif aux Finlandais. S'il ne

[510] *Ibid.*, CLERC, Louis
[511] *Ibid.*, CLERC, Louis

manque pas de rappeler les difficultés de l'entreprise, il se fait l'avocat infatigable d'une politique française plus active »[512]. Celle-ci avait sans aucun doute un autre programme.

Mannerheim échoua, il ne fut pas nommé président de la République, remplacé par Kaarlo Juho Ståhlberg, peu favorable à une aide aux Russes blancs. Exprimant sa déception, Gendre critique Hubert Gough, le décrivant comme le jouet des « milieux socialistes britanniques » et qualifiant les Finlandais de « bochophiles » et de timorés, sans oublier les Russes blancs aveuglés, selon lui, par leur grandeur passée. Alors que Gendre proposait de maintenir le général Mannerheim à la tête de l'armée finlandaise, curieusement, sa mission est « tenue à l'écart des pressions françaises sur la Finlande. Et lorsque Ioudenitch, réfugié en Estonie, lance en octobre une attaque sur Petrograd, les responsables français alternent menaces voilées et pressions diplomatiques dans le but d'obtenir un soutien finlandais qui ne vient pas ou plutôt dans le but de convaincre les Finlandais de ne pas agir. Ce qui semble tout à fait évident. « Ioudenitch échouant dès la fin octobre à prendre Petrograd, une page se tourne dans le rôle de la mission militaire française en Finlande ». Ne serait-il pas plus correct d'écrire que cet échec du général russe fut intentionnel de la part des Alliés ? S'agissait-il alors de cette demande de coopération[513] sollicitée par les bolcheviks pour leur Armée rouge ?

Le général Mannerheim, monarchiste, fidèle aux Alliés de son ancien tsar, n'en était pas moins disposé à accepter et instaurer une république parlementaire en Finlande. Il fut utilisé par les Britanniques et les Français pour s'opposer aux Allemands qu'il avait combattus pendant trois ans, mais il fut ensuite lâché lorsqu'il voulut, avec le général Ioudenitch, chasser les bolcheviks hors de Petrograd. Les Alliés n'étaient-ils pas venus combattre les bolcheviks et soutenir les Armées blanches ? Comme un leit-motiv il faut reposer la question : que voulaient les Alliés et associés en Russie ?

Au nord-ouest de la Russie, l'action des Alliés ne fut rien d'autre que synonyme d'ingérence dans les affaires de politique intérieure de ces nations ; encore une fois, le bilan se révéla négatif pour les Armées blanches.

[512] *Ibid.*, CLERC, Louis
[513] Cf. Annexe Nr. 10 et 10a

- **Sur la très convoitée mer Noire**

En prenant possession des Détroits du Bosphore, l'Entente pouvait intervenir dans le Sud de la Russie où se battait l'Armée des Volontaires. L'embryon de cette armée s'appelait « Organisation secrète et antibolchevique des officiers », plus connue sous le nom d'« Organisation Alexéiev »[514], que l'ancien généralissime du G.Q.G. avait créée à l'époque de l'affaire Kornilov, ce général s'était d'ailleurs associé à cette démarche à sa sortie de prison. « Pour prévenir un coup d'État bolchevique, le général Kornilov, commandant en chef de l'armée russe, avait fait mouvement sur Petrograd, mais fut arrêté par le chef du Gouvernement provisoire et emprisonné »[515]. Citant Kerenski, Leibovitz révèle pourtant que les Anglais ont nettement soutenu l'opposant dans sa démarche puisque « cet homme discrédité [Aladin, attaché militaire britannique] apporta au général Kornilov une lettre de lord Milner, ministre britannique de la Guerre, exprimant son approbation d'une dictature militaire en Russie et donnant sa bénédiction à l'entreprise »[516]. Quant à Pipes, il serait plutôt d'avis qu' « il n'existe aucune preuve d'un complot ourdi par Kornilov, mais il y en a tant et plus de la duplicité de Kerenski »[517], ce que confirme Sutton en citant un document obtenu grâce au *Foreign Office* britannique en 1971 disant :

> L'explication qui est donnée le plus souvent pour sa [de Trotski] libération est qu'elle eut lieu à la demande de Kerenski, mais plusieurs mois avant cet épisode, des officiers britanniques et un Canadien en service en Russie, qui parlaient russe, transmirent à Londres et à Washington l'information selon laquelle Kerenski était à la solde de l'Allemagne.[518]

---

[514] GREY, Marina et BOURDIER, Jean, *Les Armées blanches*, Éditions Stock, 1968, p.79 : Marina Grey y raconte aussi, p. 79, que Nicolas II avait prié le général Alexéiev d'envoyer un télégramme à Petrograd dans lequel « le tsar avait écrit qu'il consentait à ce que son fils Alexis montât sur le trône » Alexéiev emporta le télégramme mais ne l'expédia pas. Il fut conservé dans un dossier secret et devrait se trouver aujourd'hui dans les archives de Moscou.

[515] *Op. Cit.*, SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 163 note*

[516] KERENSKY, A.F., *La catastrophe*, p. 315 in LEIBOVITZ, Clément, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 68

[517] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, texte original First published by Vintage Canada in 1995, pour la traduction française, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 74

[518] *Op. Cit.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, p. 48 et document n° 4 pp. 319-323

Il est donc permis de réfuter les dires de Leibovitz pour qui « il n'y a aucune raison de douter de la véracité des accusations de Kerensky. Il était vigoureusement opposé au bolchevisme et n'avait pas d'intérêt à inventer une histoire contre la Grande-Bretagne »[519]. Après de remarquables succès dans le Kouban, l'Armée de Volontaires échoua à Ekaterinodar, où Kornilov fut tué pendant la bataille. Elle se reforma dans les territoires du Don, sous l'autorité du général Denikine qui réussit à reprendre Ekaterinodar le 3 août 1918 puis s'empara du port de Novorossisk, sur la mer Noire. « Denikine disposait ainsi d'une liaison avec les Balkans (Armée d'Orient) et avec l'Europe. Les contacts avec les Alliés étaient désormais possibles, et d'autant plus prometteurs que ces derniers avaient débarqué à Vladivostok des contingents destinés à soutenir l'action d'un gouvernement sibérien installé à Omsk »[520]. Les Alliés promirent effectivement à Denikine de l'épauler par l'aide d'officiers d'état-major et d'instructeurs, et de lui fournir du matériel.

Il est vrai que les Alliés et associés s'évertuaient à faire de nombreuses promesses aux chefs des Armées blanches, des promesses qui n'étaient pas toujours tenues. C'était d'autant plus déplorable que « pour toute aide aux armées blanches, les Alliés se faisaient payer cher, en or par Koltchak, dans le sud de la Russie en bateaux de la mer Noire, ou par des concessions. (Parfois, toute honte bue : les Anglais, en quittant Arkhanguelsk, sur le front nord, emmenèrent une partie des équipements militaires du temps des tsars, en livrèrent une autre aux Rouges, et le reste, ils l'expédièrent par le fond pour que les Blancs ne puissent en profiter) »[521]. Lorsqu'il arriva à Taganrok, le capitaine et consul Mandrilli apprit que la situation des forces blanches était bien plus grave que ce qui lui fut dit à Constantinople. Selon les renseignements fournis sur place par les prisonniers et des émissaires de confiance, l'armée bolchevique déployait sur les différents fronts quelque 550 000 hommes et disposait d'environ 1 800 à 2 000 canons. Outre les munitions de l'ancienne armée du tsar, dont ils profitaient, qui leur fournissait les autres ? Jamais, les Armées rouges n'auraient pu vaincre si elles n'avaient été soutenues financièrement. De son côté, le marchand d'armes Zaharoff[522] faisait la pluie et le beau temps : « En 1917, Zaharoff

[519] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clément, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 68
[520] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, « L'intervention française en Russie méridionale », *Revue historique des armées*, 1992, Nr. 186, p. 56
[521] *Op. Cit.*, SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 171
[522] Cf. Annexe Nr. 42

était en cheville avec les bolcheviks ; il s'efforçait d'interrompre l'approvisionnement en armes des anti-bolcheviks et il était déjà intervenu en faveur du régime bolchevique, aussi bien auprès de Londres que de Paris »[523]. La guerre se jouait dans les cabinets ministériels et dans les banques.

Face à eux, Denikine opposait ses armées de Volontaires composées des cosaques du Don, du Kouban, du Terek et de tous les éléments des provinces libérées ainsi que de tous ceux qui fuyaient la Russie bolchevique. C'était une armée d'environ 200 000 hommes[524]. Leur situation faisait peine sur le plan de l'équipement et des munitions. L'Angleterre en avait envoyé, Lauri Kopisto[525] met en évidence dans sa thèse combien les Anglais dominaient la situation en Russie du Sud. Churchill avait chargé l'état-major d'envoyer à Denikine du matériel de guerre pour une armée de 250 000 hommes. Ces munitions destinées à la Russie du Sud comprenaient également 25 000 obus de gaz toxique ; Churchill considérait le gaz moutarde comme « l'arme idéale contre l'ennemi bestial », mais les Blancs ne devaient les utiliser que si les bolcheviks les lançaient les premiers. Tout le matériel était emmagasiné à Salonique, Alexandrie et dans d'autres ports de la Méditerranée. Les fournitures étaient ensuite acheminées par les Dardanelles à Novorossisk sur la rive nord-est de la mer Noire et leur distribution s'effectuait sous contrôle anglais. Seuls les chars et un certain nombre d'avions devaient être envoyés directement d'Angleterre.

Le général Poole avait soutenu de prime abord avec succès le général Denikine et l'avait aidé à unifier le commandement des Armées blanches. Lui reprochant son manque d'objectivité, Londres le rappela à Londres le 31 janvier 1919 après huit semaines de service dans le Sud. Le général Milne, commandant des forces britanniques sur la mer Noire, fut chargé d'établir en Russie du Sud une mission militaire permanente auprès de Denikine, le lieutenant-général Briggs en devint le commandant. Il avait reçu des instructions personnelles vagues et devait assurer la

---

[523] *Op. Cit.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, p. 149

[524] http://www.universalis.fr/encyclopedie/anton-ivanovitch-denikine/ , consulté le 11.5.2015 et *Op. Cit.*, MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori, 1933, p.274

[525] War Diary, General Staff, 3.1. & 13.1. 1919, WO 95/4958, and Air Ministry Memorandum, 13.1. 1919, AIR I/204/260/8, NA, in KOPISTO, Lauri, *The British Intervention in South Russia 1918-1920*, Faculty of Arts at the University of Helsinki, in Auditorium XII, 29th of April, 2011, p. 77

liaison entre Denikine et le *War Office* via le général Milne à Constantinople. Les officiers et sous-officiers britanniques arrivés furent dispersés dans les différentes unités de l'ASFR (*Armed Forces of South Russia*) afin d'assumer formation et contrôle. Un groupe britannique assurait la liaison entre les trois armées blanches : l'Armée des Volontaires, l'Armée du Don et l'Armée du Caucase ; un quatrième groupe de liaison fut fondé à Odessa quand le Sud de l'Ukraine fut conquis. Les Anglais régnaient dans le Sud. Les pétroles de Bakou n'étaient pas loin.

Les gouvernements des États du Caucase qui venaient d'accéder à l'autonomie manifestèrent cependant quelque hostilité aux Blancs qui, selon eux, menaçaient leur indépendance bien plus que les bolcheviks. Il y eut des affrontements entre les Blancs et les troupes géorgiennes. Mais à l'ouest, les forces de Denikine durent affronter un autre problème, celui des Français qui poursuivaient leur politique d'intervention. Les troupes, envoyées par Paris, débarquèrent en Ukraine et en Crimée, afin de superviser le retrait des forces allemandes et autrichiennes et de combler le vide du pouvoir laissé par les Puissances centrales. Les Ukrainiens avaient demandé à ces dernières aide et protection contre les bolcheviks ; mais les troupes françaises semèrent la confusion en arrivant. Elles ne répondaient pas à l'aide que Denikine attendait des Alliés. Les Français négocièrent avec Petlioura l'indépendance de l'Ukraine, les Anglais voulurent jouer les médiateurs, mais les officiers n'étaient pas à la hauteur de la tâche. Ensuite la France s'engagea aux côtés de la Pologne et lâcha Denikine et Wrangel qui rassemblaient dans leurs rangs des monarchistes, certes, « mais aussi de nombreux reliquats de groupes libéraux de toutes tendances, voire des socialistes de diverses nuances – tous ceux qui se montraient intransigeants envers le bolchevisme »[526].

Il n'est pas difficile de comprendre que l'Entente jouait un double jeu : tout en aidant les forces blanches, elle menait des négociations avec les bolcheviks et trouvait des subterfuges pour entraver l'action des Volontaires blancs. C'était surtout vrai pour les Anglais et les Américains, qui furent très actifs dans l'aide qu'ils apportèrent aux Rouges, mais les agents français entretenaient aussi le contact avec les bolcheviks. Les promesses des Alliés, particulièrement des Anglais, ne les engageaient pas, elles étaient des instruments de négociation. Les objectifs politiques finaux de l'intervention n'étaient pas bien clairs. Duroselle estimait en effet « qu'il y avait, de la part des

[526] *Op. Cit.*, SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 161

militaires, une prédilection pour une politique des nationalités »[527]. Clemenceau approuva l'organisation d'armées polonaise et ukrainienne dans le cadre de sa politique des nationalités.

L'envoi des troupes causa quelque problème car « lors des premiers contacts entre l'Armée des Volontaires et des militaires alliés (10 novembre 1918 – arrivée d'une escadre franco-anglaise à Novorossisk), une certaine confusion a régné : gagnés par l'enthousiasme des Volontaires, les militaires alliés se sont laissés à répondre aux discours de bienvenue par des promesses qui dépassaient largement le cadre strict du concours consenti aux forces de Denikine, et dont ils étaient bien en peine de savoir si elles seraient tenues»[528]. La logique militaire ne s'accommode pas toujours des subtilités politiques. La preuve en est que les perspectives politico-militaires changèrent radicalement entre la décision d'intervenir et l'arrivée des troupes sur place. Le 17 novembre 1918, l'hetman (commandant en chef des armées) ukrainien, Skorospadski, avait constitué un gouvernement favorable à l'Entente, mais il proclama ensuite qu'il se déclarait favorable à la restauration d'une Russie unitaire sous l'égide des Alliés. Voulait-il dominer le gouvernement d'Ekaterinodar, capitale de la république cosaque du Kouban, proclamée en octobre 1917 et déclarée indépendante en août 1918 ? Appuyé par la Grande-Bretagne, le général Denikine avait dû, à contrecœur, accepter l'autonomie de cette république ainsi que celle du Don, érigée le 10 janvier 1918. Tout comme Koltchak, il désirait avant tout l'unité de la Russie que cette nouvelle tendance nationaliste était en train de morceler. S'agissait-il de l'un des objectifs ciblés par le nationalisme prôné, cultivé et utilisé par l'Entente et Wilson ?

Mais en Ukraine, les nationalistes se soulevèrent contre l'hetman Skorospadski, revendiquant une Ukraine autonome pour laquelle Petlioura combattit victorieusement aussi bien les bolcheviks que les Armées blanches de Denikine. Les forces françaises débarquèrent donc et intervinrent dans le port ukrainien d'Odessa[529]

---

[527] *Op. Cit.*, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Librairie A. Fayard, 1988, p. 802

[528] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, « L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919 », *Revue historique des Armées*, N° 186, 1/1992, p. 57

[529] DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient*, Paris, Payot, 1932, pp. 300-301 : « Odessa est une très grande ville extra-moderne avec ses grands immeubles réguliers, ses rues larges, droites, tirées au cordeau. Malgré l'absence des gratte-ciels, Odessa fait songer aux villes américaines. Cette ville de plus de 400.000 habitants a été fondée à la fin du XVIIIe siècle par le Duc de Richelieu [Armand-Emmanuel du Plessis, 1766-1822, gouverneur d'Odessa de 1803 à 1814], chassé de France par la Révolution. On voit tout de suite que le créateur d'Odessa avait fait son éducation d'urbaniste dans le Versailles du Grand Roi. Odessa est un grand port de commerce destiné à l'entrepôt et au commerce des blés de la riche Ukraine »

travaillé par la propagande bolchevique et dans un pays bouleversé par l'anarchie. La France perdait ainsi le pilier sur lequel devait reposer le principal de son intervention dans le Sud de la Russie. Il lui fallut s'accorder avec Denikine. Là se focalisait le problème car chaque partie poursuivait des objectifs différents : les Français, en accord avec ses partenaires de l'Entente, voulaient accaparer les ports de la mer Noire et l'important détroit du Bosphore et des Dardanelles qui ouvrait sur la Méditerranée et le reste du monde, alors que le seul but de Denikine était de s'emparer de Moscou et de Petrograd pour débarrasser la Russie du pouvoir bolchevique et rétablir ainsi l'intégrité du territoire de la Grande Russie. Ce qui était totalement à l'opposé des intentions de l'Entente et de ses associés. Le général russe comprit alors qu'il ne pouvait pas compter sur l'aide effective des Alliés. La situation se révéla identique avec l'amiral Koltchak.

Brièvement, l'intervention française en mer Noire[530] s'était déroulée de cette manière :

- Le 28 octobre 1918 eut lieu la création, constitution et concentration de l'Armée du Danube aux ordres du général Berthelot (Instruction particulière n° 5647/3 du Commandant en chef de l'Armée Alliée d'Orient –AAO[531]), dont l'action fut déclenchée le 21 novembre par le télégramme n° 14476 BS/3 ;
- Le 11 décembre, les compagnies de la Marine qui débarquent à Odessa, aidées de l'Armée des Volontaires commandée par le général Blanc Grichine-Almazov prennent la ville aux hommes de Petlioura – qui combattait les bolcheviks ;
- Fin décembre débarque à Sébastopol un régiment commandé par le colonel Ruet ;

[530] Cf. Annexe Nr. 43

[531] *Op. Cit.*, http://cdg.pagesperso-orange.fr/CDG15092014.html , consulté le 30.XI.2014 : « AAO: armée française d'orient, Gal Henrys, 205.000 hommes, 62.000 animaux (chevaux, mulets); armée britannique, Gal Milne, 119.000 hommes, 51.000 animaux; corps expéditionnaire italien en Macédoine (35e division), Gal Mombelli, 50.000 hommes, 10.000 animaux; armée hellénique, Gal Danglis, 160.000 hommes, 42.000 animaux; armée serbe, Prince Alexandre, 115.000 hommes, 34.000 animaux (voir carte Micro SD « Mémoires de Franchet d'Espèrey » - Carnets de route et de guerre – Tome III - Annexe AI 3107 à 3111) ».

- Le télégramme du 28 janvier 1919 attribue au général Franchet d'Espèray la tâche de coordination des AAO[532], et le commandement de l'Armée du Danube au général Berthelot ;
- Le 3 mars 1919 ont lieu les premières offensives de l'Armée Rouge à trente kilomètres au nord d'Odessa tandis que du 1er mars au 1er avril, les troupes allemandes sont évacuées de Russie méridionale. Le 25 mars, le Conseil des Quatre (Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Orlando) avait donné l'ordre d'évacuer Odessa, ce qui fut fait du 3 au 6 avril 1919. Le 28 avril, Sébastopol est également évacuée car la ville est prise par les Rouges, ce qui met un terme à l'intervention directe de la France en mer Noire. Toutefois la flotte française participe à l'évacuation des restes de l'Armée Wrangel en Crimée.

Au sujet de ce dernier, M. Léonid Rechetnikov déclara en décembre 2010 à Paris qu'en 1920, seule la France reconnut le gouvernement du général Wrangel en Crimée, ce qui enthousiasma les forces antibolcheviques. Mais cette décision du président Millerand ciblait le désir de la France de sauver la Pologne contre l'agression de l'Armée Rouge. Après la victoire des troupes de Józef Piłsudski et la Pologne sauvée, personne n'intervint pour aider Wrangel lorsque les soldats de l'Armée Rouge se sont déchaînés contre lui. Léonid Rechetnikov prononça ce discours à Paris :

> La France avait déjà fait son choix. Elle avait décidé que la résistance blanche n'avait plus aucun avenir et qu'il fallait ouvrir les contacts avec le régime bolchévique. En novembre 1920, les restes de l'armée de Wrangel avec 150 000 réfugiés civils ont été évacués vers Constantinople avec l'aide de la France [comme l'a mentionné le chef d'escadron Lunet dans son article]. C'était le moment culminant du grand exode de la Russie, qui a eu pour conséquence le départ de leur pays de plus de 2 millions de Russes. Les armées rouges ont été éparpillées sur décision de la France : la flotte a été stationnée à Bizerte, les cosaques à Lymnos en Grèce, et l'armée de terre à Gallipoli. Le général Wrangel a[vait] tout fait pour conserver la cohérence de son armée et il a[vait] proposé aux Alliés de les utiliser pour continuer la lutte contre les Bolchéviques. Mais les Alliés [avaient] décidé de dissoudre les forces armées du

[532] http://cdg.pagesperso-orange.fr/CDG15122009.html , consulté le 15.4.2014 : « L'action des **A**rmées **A**lliées en **O**rient constituées de 645.000 hommes - Français, Anglais, Serbes, Italiens et Grecs - le 15 Septembre 1918, sous le commandement en chef du général Franchet d'Espèrey, est ***pratiquement*** inconnue des historiens qui la confonde souvent avec celle de l'**A**rmée **F**rançaise d'**O**rient (composante "FRANCE" des AAO) du général Henrys ».

> général. Wrangel a[vait] résisté autant qu'il a[vait] pu, il a[vait] même demandé de transférer ses forces dans les pays slaves. Mais tout a[vait] été fait pour démoraliser ses forces, notamment par le biais de l'approvisionnement. Une grande propagande se développait alors pour encourager les soldats à s'engager dans la Légion étrangère ; ces militaires ont été envoyés en Corse, au Brésil ou en Afrique. Le plus désagréable était que personne n'a empêché l'infiltration de ces troupes par les agents soviétiques. Les officiers français étaient dégoûtés par cette politique : ils la considéraient comme une simple trahison de leurs camarades d'armes. Leur opposition à ces décisions fut la dernière manifestation de cette fraternité d'armes qui s'était forgée pendant la première guerre mondiale. Mais ce sont les politiques qui ont le pouvoir et qui prennent les décisions.[533]

Il ajouta cependant que la France avait sauvé une grande partie de l'émigration russe et qu'elle avait donné la possibilité à des centaines de milliers d'officiers des armées de Wrangel de vivre. Il n'omit pas de dire que la France n'avait pas reconnu tout de suite la Russie soviétique mais que la décision de coopérer avec elle avait été prise durant la guerre civile. L'herméneutique autorise déjà ici le syllogisme selon lequel la France a bien davantage aidé les Rouges que les Blancs. Et non seulement la France. Selon le chef d'escadron Lunet, l'intervention directe des Français en Russie méridionale, dont les opérations se déroulèrent entre décembre 1918 et avril 1919, se solda par un échec total. « L'examen minutieux de leur contexte politique, diplomatique et militaire permet de mieux comprendre les raisons de cette apparente faillite :

- Absence de consensus dans la classe politique française, mettant en cause l'opportunité même de l'intervention ;
- Limitation de la marge de manœuvre des différents acteurs, l'action se déroulant dans un cadre international[534] ;

[533] RECHETNIKOV, Léonid, Directeur de l'Institut des Recherches stratégiques à Moscou, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, in http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison-, p. 3

[534] Le ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon, déclarait pourtant devant le Parlement : « Je pourrais établir par des documents incontestables que notre politique est en accord absolu avec la politique des Alliés et il serait impossible d'en faire une autre sous peine d'être seul ». *J.O*. Chambre, 1918, pp. 3 721-3722 in LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 55

- Insuffisance du renseignement, au moins autant sinon plus pour le politique que pour le militaire.[535]

Il convient d'ajouter ici le témoignage du capitaine Mandrilli qui, à son retour d'Arkhangelsk à Rome, fut chargé par le *Commissariato dell'Aeronautica* de se rendre dans le Sud de la Russie pour accomplir une mission importante et délicate, mais ne la précisa pas. En quittant l'Italie, il laissait derrière lui une opinion publique italienne – en particulier les socialistes et les communistes – insatisfaite de cette ingérence du gouvernement de Rome dans les affaires russes et qui contestait le soutien accordé par les Alliés aux forces antibolcheviques. De Brindisi, le *Carniola* l'emporta dans les premiers jours de janvier 1920 jusqu'à Constantinople. Le but de son voyage était Taganrok, une petite ville au sud de la Russie, au nord-est de la mer d'Azov, le Quartier Général de Denikine qu'il devait rencontrer. Il ne dit pas pourquoi, mais l'Italie respectait les directives de Londres. Lorsque l'amiral Koltchak voulut transmettre le pouvoir suprême de toutes les Russies au commandant en chef des Forces Armées du Sud de la Russie, le général Denikine, ce dernier le refusa. Les Alliés, par l'entremise du capitaine Mandrilli, eurent-ils une influence sur cette prise de décision ?

Dans ce Sud de la Russie, dans les pays limitrophes de la mer Noire et de la mer Égée, près des Dardanelles et du Bosphore, – point stratégique éternellement convoité – avait eu lieu également une bataille mémorable qui avait engagé l'Armée d'Orient[536], trop souvent oubliée : les militaires de l'Entente qui avaient survécu à la

---

[535] Sur ce point précis, un extrait de l'interpellation du gouvernement par un député de l'extrême gauche (de l'époque !) est particulièrement intéressant : « M. Franklin-Bouillon, avec une autorité que je ne possède pas, a critiqué l'insuffisance de renseignements de notre diplomatie pendant la guerre. Elle est évidente et – vous êtes d'accord avec nous, j'en suis sûr, sur ce point – nulle part elle ne s'est manifestée de façon plus continue et plus éclatante qu'en ce qui concerne la Pologne et la Russie. Pour la Russie, vous savez bien sans doute, monsieur le Ministre, qu'il y a quelques semaines encore, la maison de la presse aussi bien que les services du Quai d'Orsay continuaient de recevoir des journaux russes vieux de plusieurs semaines […] Malgré tous les efforts faits par certaines personnes, malgré toutes les suggestions qu'ont pu apporter certains particuliers ou quelques parlementaires, on n'a pas réussi à améliorer le régime et l'on a continué, au Duai d'Orsay, de se faire une opinion avec des journaux vieux de plusieurs mois […] ». *J.O.* Chambre, 1918, p. 3 720, in LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 55

[536] http://cdg.pagesperso-orange.fr/CDG15092014.html , consulté le 30.XI.2014 : « Les historiens oublient bien souvent de citer "Par suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution des réserves qui en est résultée sur le front occidental..." pour expliquer le pourquoi du commencement des négociations laborieuses entre la France et l'Allemagne aboutissant à l'armistice du 11 Novembre 1918. Cet oubli explique pourquoi la percée dans le massif montagneux de la Moglena en direction de Prilep et d'Uskub ne figure pas dans les hauts faits de guerre présentés lors des cérémonies du 14 Juillet 1919. « Le peuple français ignora toujours les prouesses grandes entre toutes de ses troupes de Macédoine. Mais l'armistice du 11 Novembre rejeta dans l'oubli les succès de l'Armée d'Orient, comme si ces succès n'avaient pas largement contribué au résultat final ».

cuisante défaite sur la péninsule de Gallipoli en 1915, puis tenté de porter secours aux Serbes, s'étaient retranchés à Salonique où le corps expéditionnaire devint l'Armée d'Orient en 1918. Elle fut commandée par le successeur du général Guillaumat rappelé en France, le général Franchet d'Espèrey. Profitant de la large indépendance que lui laissaient la distance et la difficulté des communications entre Salonique, Londres et Paris, le général prit toutes les responsabilités ; il poursuivit avec acharnement son offensive foudroyante et gagna presque malgré les gouvernements alliés la victoire la plus décisive qui fût : celle de Dobro Polje en Macédoine, à la fin de septembre 1918 ; elle étonna et surprit « surtout ceux qui, pendant trois ans avaient couvert de railleries ou de mépris les Poilus d'Orient »[537].



538

Plus clairvoyant que les gouvernements alliés, Ludendorff avait saisi toute l'importance de l'effondrement bulgare – le tsar Ferdinand dut abdiquer, il fut la deuxième tête couronnée qui tomba dans ce conflit mondial – et déclara le 30 septembre :

> Les événements de Bulgarie ont surpris la direction suprême ; l'armée bulgare est en pleine débâcle ; elle a conclu l'armistice aujourd'hui. La Turquie, les frontières de l'Autriche-Hongrie, le front sud-est sont menacés. Il n'y a pas de troupes disponibles.

---

[537] *Op. Cit.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'armée d'Orient dans la guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, p. 258

[538] http://www.google.fr/imgres?imgurl=http://www.larousse.fr/archives/assets/img/grande-encyclopedie/full/Macedoine-campagnes_de-1915-1918_001.jpg&imgrefurl=http://www.larousse.fr/archives/grande-encyclopedie/page/8330&h=539&w=919&tbnid=lVdKgnHlenrVSM:&zoom=1&tbnh=90&tbnw=153&usg=__vwAwQ69Sda1iuvYq_iMeJKzOYPc=&docid=8bt1If5PuL_DaM&sa=X&ei=jc2NVNvBC4TeaLPzgrAD&ved=0CEMQ9QEwBw&dur=575 , consulté le 30.11.2014

La situation du front ouest est grave. Aussi, le feld-maréchal et moi sommes-nous convaincus qu'il faut, dans l'intérêt de l'armée, mettre fin aux hostilités.[539]

Cet épisode déterminant de la Grande Guerre, trop oublié lui aussi, accapara non seulement les armées du Reich partiellement libérées par le traité de paix biélorusse et qui ne furent donc pas envoyées sur le front occidental, mais il déclencha de surcroît la capitulation allemande qui aboutit à la signature de l'armistice de Rethondes le 11 novembre.



BULGARIE-ROUMANIE 540

Ce fut le dernier acte mettant un terme aux combats, après l'armistice de Moudros signé le 30 octobre 1918 par le représentant de l'Empire ottoman et les Alliés. Il ne faut pas oublier non plus que les événements de Petrograd d'octobre/novembre 1917 « revêtaient une importance capitale pour la Roumanie, dont l'armée était englobée dans le front russe »[541]. L'appel à une paix immédiate et inconditionnelle

[539] *Ibid.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'armée d'Orient dans la guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, p. 260 et http://cdg.pagesperso-orange.fr/CDG15092014.html , consulté le 30.XI.2014
[540] DEYGAS, Ferdinand.-Joseph, capitaine, *L'armée d'Orient dans la guerre mondiale 1915-1919*, Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale, Paris, © Editions Payot, 1932, p. 281, avec l'autorisation des Editions Payot ; et Cf. également Annexe Nr 44
[541] *Op. Cit.*, GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel, SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'armée russe*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 31-32

proposée par Lénine bouleversa la situation en Roumanie, alliée de l'Entente : elle se retrouva privée du soutien de la Russie et seule face aux Empires centraux.

Le chef d'escadron Lunet écrivit que « l'action en Russie faisait l'objet de directives précises, transmises par le télégramme n° 14476/BS/3 du 21 novembre 1918, à savoir :

A. Motif de l'intervention

Appel adressé à nous par le gouvernement de Kiev et les populations locales. Contrôle de l'évacuation des troupes allemandes en application des clauses de l'Armistice.

B. Mission

Appuyer les gouvernements locaux à l'intérieur et leur donner le temps et les moyens d'organiser leur propre armée. Assurer la protection des intérêts alliés. S'abstenir rigoureusement de toute intrusion dans la politique intérieure.

C. Mode d'action vis-à-vis de l'Ukraine

Mainmise sur les bases de la Mer Noire et de la Mer d'Azov : Odessa, Nicolaïeff, Sébastopol, Taganrog. Incursions de détachements dans les bassins du Dniepr et du Donetz pour assurer l'ordre et le travail. Vis-à-vis du général Denikine, envoi de moyens matériels : armement, munitions, instructeurs, officiers d'E.M.

D. Moyens

En Ukraine : 3 DI françaises, dont une à venir de Salonique. 3 DI grecques, éventuellement les troupes roumaines disponibles. L'emploi de troupes italiennes et anglaises ne devrait être envisagé qu'après entente avec les gouvernements intéressés ».[542]

Dans le texte de ce télégramme, pas une seule fois il n'est cependant spécifié que les troupes alliées auront à combattre les bolcheviks. L'évacuation des soldats allemands devait se faire conformément aux clauses de l'armistice du 11 novembre. L'objectif poursuivi consistant à éliminer la rivalité allemande servit de prétexte à

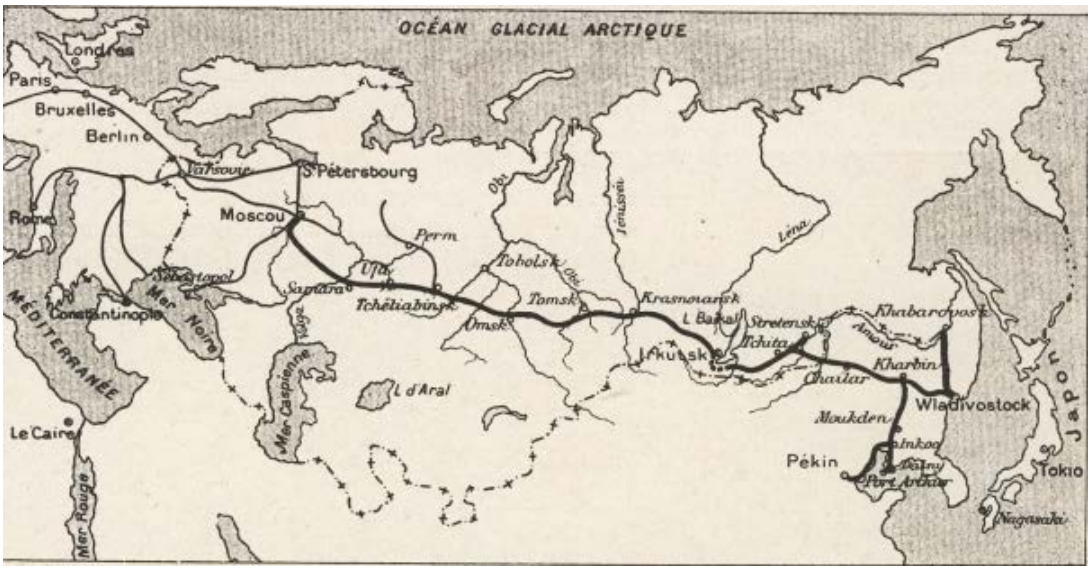
[542] Télégramme n° 14476/BS/3 du 21 novembre 1918 in *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 57, Note 12

l'action en Finlande pour empêcher la victoire de Ioudenitch et des Blancs ; la mainmise sur les bases de la mer Noire et de la mer d'Azov ciblait la domination des détroits et les intérêts économiques des bassins mentionnés, elle ne concernait pas les bolcheviks non plus ; il n'est pas davantage précisé que l'aide au général Denikine prévoyait le combat contre les bolcheviks. L'envoi préventif de divisions d'infanterie française, grecque, roumaine et italienne avait trait à l'invasion des nouvelles nations d'Europe centre-orientale qui allaient être envahies par le fanatisme et la propagande bolcheviques. Le C.S.I. prévoyait sans doute aussi des conflits lors de la prochaine définition des nouvelles frontières. Quant à s'abstenir de toute intrusion dans la politique intérieure, c'est-à-dire préconiser la non ingérence dans les affaires russes témoignait d'une bien grande hypocrisie, puisque durant toute la durée de leur séjour, les Alliés et associés n'ont cessé de se mêler de problèmes qui n'étaient pas les leurs. Ces détails qui, de prime abord, pourraient être qualifiés d'anodins sont au contraire primordiaux et très révélateurs de la mauvaise foi des Alliés.

- **Le Transsibérien et Irkoutsk**

Le général Rouquerol écrivait que « le Transsibérien, avec ses embranchements, est l'axe de toute la vie sibérienne. Les rares grandes villes de la contrée en sont les jalons. Toutes les opérations militaires, tous les transports économiques suivent la voie ferrée. Dans un pays où les distances entre villes voisines dépassent tout ce que nous pouvons imaginer en Europe, le chemin de fer s'est substitué pour les voyages à tous les anciens moyens de transport »[543]. Plusieurs autorités parallèles qui fonctionnaient indépendamment les unes des autres dirigeaient ce chemin de fer. Les conflits ou les très nombreux malentendus qui résultaient du manque d'unité de la direction compliquaient le fonctionnement de ce moyen de transport. Ce défaut général se retrouvait dans tous les services russes, y compris ceux de l'armée. Le chaos qui en résultait aggravait la situation du gouvernement d'Omsk et portait préjudice à l'autorité de l'amiral Koltchak qui avait été désigné chef suprême par le Conseil des ministres.

[543] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 64



[544]

Le Transsibérien

Il fallait compter parfois un mois pour franchir les 6 000 kilomètres d'Omsk à Vladivostok, son terminus, et cinq à six semaines pour le transport d'une division de la Mandchourie à l'Oural, à la condition de ne manquer ni de matériel, ni de charbon et sous réserve des accidents. Le but le plus fréquent des attaques dont les trains devenaient souvent l'objet était de les arrêter pour les piller. Des déraillements étaient préparés à cet effet, soit par le déboulonnement ou l'enlèvement de quelques rails, soit, plus rarement, par l'établissement d'une déviation conduisant les véhicules à une chute inévitable.[545] Cette destruction poursuivait-elle un objectif ? Les Alliés n'étaient-ils intervenus que pour remettre de l'ordre dans l'armée ? Laquelle, la Rouge ou la Blanche ? La garde en avait été confiée aux Japonais en Tansbaïkalie, ils poursuivaient les bandes de pillards infestant le pays. Ils avaient déclaré ne pas intervenir dans l'administration intérieure de la Sibérie, et ils n'empêchaient donc pas certaines autorités locales de prélever un droit de passage sur les marchandises traversant leur territoire. Les agents de l'ataman Semenov étaient ouvertement accusés d'exiger « une dîme de 100 pour 100 ad valorem sur les transports transitant à Tchita et parfois de les confisquer ». Semenov était financé par le général Horvat, chef du chemin de fer de l'Est chinois. Et Horvat, à qui obéissait-il ?

---

[544] https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Transsib%C3%A9rien.png?uselang=fr , consulté le 7.2.2010 ; Transsibérien.png Source **:** *La Nature* du 30 avril 1904 ; cette image est dans le domaine public car son copyright a expiré.

[545] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, pp. 68-70 et aussi pour ce qui suit.



546

La région de l'Est était desservie par le *Chemin de fer de l'Est chinois*, dépendant de trois directions russes : celle de l'Est chinois, celle de l'Oussouri et celle de la Transbaïkalie. « Un Comité d'exploitation interallié siégeait à Vladivostok.

546 http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Chinese_Eastern_Railway-en.svg, consulté le 13.4.2012 http://fr.wikipedia.org/wiki/Chemin_de_fer_de_l%E2%80%99Est_chinois : « Le **chemin de fer de l'Est chinois** (en russe : Китайско-Восточная железная дорога, К.В.Ж.Д. dans sa forme abrégée) était un tronçon ferroviaire du Transsibérien de 2 536 kilomètres traversant la Mandchourie et administré par la société russe éponyme. La ligne fut mise en service en 1903 et reliait les villes russes de Tchita et Grodekovo (aujourd'hui Pogranitchnaïa). Elle desservait plusieurs villes mandchoues dont Kharbine où fut installé le centre administratif de la compagnie. La construction en 1903 dans l'Extrême-Orient russe du tronçon Grodekovo-Oussouriisk finalisa le tracé du Transsibérien et permit pour la première fois de relier Vladivostok au reste de la Russie via la Mandchourie. La partie sud du chemin de fer, connue sous le nom de chemin de fer sud-mandchourien, devint un enjeu et un lieu de dispute entre les puissances, notamment lors des guerres russo-japonaise de 1905 et sino-japonaise de 1937 à 1945 ». Il fut également un enjeu durant la Première Guerre mondiale. « En novembre 1917, soit moins d'un mois après la prise de pouvoir bolchevique, le Sovnarkom démet le général Khorvat de ses fonctions et transmet la direction du chemin de fer au soviet de Kharbine. L'ensemble de la ligne passe alors officiellement sous contrôle bolchevique. En décembre, avec l'aide de gardes blancs et de troupes chinoises, le général Khorvat renverse le soviet de Kharbine et reprend la maîtrise du chemin de fer. Il fonde à Kharbine un gouvernement provisoire russe et transforme le siège de la compagnie en bastion de résistance anti-bolchevique. Fin décembre, plusieurs gares situées à l'ouest de la ligne et étant sous contrôle bolchevique sont attaquées. L'ataman Semenov s'empare de la gare de Mandchouli, désarme la garnison rouge et la renvoie en Russie suivie, dans un wagon à bestiaux, par les membres du soviet local. Semenov et Ungern-Sternberg s'établissent en Mandchourie occidentale le long du chemin de fer où ils organisent une petite armée. À l'autre extrémité de la ligne, l'ataman Kalmikov s'implante avec des cosaques à Pogranitchnaïa. En mars 1918, le prince Koudatchev et les actionnaires du chemin de fer demandent à l'amiral Koltchak de se joindre au bureau directeur de la compagnie. Koltchak, qui souhaitait rejoindre le front occidental et combattre aux côtés des Alliés, accepte à contrecœur la proposition sur insistance du War Office. Mi-avril 1918, Koltchak rencontre le prince Koudatchev à Pékin et accepte le poste de "membre militaire" au conseil d'administration du chemin de fer. Quelques jours plus tard, le général Khorvat, l'industriel Poutilov et plusieurs représentants de la Banque russo-asiatique, qui détenaient l'essentiel des actions de la compagnie, arrivent à Pékin. Ensemble, ils se mettent d'accord sur la réorganisation de la compagnie et le retour à l'ordre dans la région du chemin de fer. La nomination de Koltchak au poste de commandant en chef des forces russes dans la région du chemin de fer est officialisée le 26 avril 1918 ». Chinese_Eastern_Railway.svg: Voland77 derivative work: Vmenkov (talk) — Chinese_Eastern_Railway.svg

Pratiquement, les voies ferrées de cette partie de la Sibérie étaient sous l'influence des Japonais par l'organe du général Nakashima, président du Comité interallié »[547]. Mais à la demande du gouvernement d'Omsk, au début de 1919, les Américains avaient mis en ordre et développé les voies ferrées de l'Oural au Pacifique. Ce fut d'ailleurs l'activité majeure des Américains sur le sol russe. Un Comité supérieur interallié, composé d'un Américain, d'un Anglais, d'un Russe, d'un Italien et d'un Tchèque, secondait la mission américaine dirigée par M. Steevens de 1919 à 1920. Cependant cette mise en ordre du Transsibérien se révélait totalement inefficace, compte tenu de toutes les exactions mentionnées précédemment.

De plus, les personnels de la traction et de l'exploitation comprenaient, parmi les ingénieurs, un très grand nombre de Polonais qui s'efforçaient de plaire à l'Entente, particulièrement à la France ; les cheminots étaient très irrégulièrement payés, souvent maltraités, se mettaient donc fréquemlment en grève, ne déféraient pas toujours de bon gré aux ordres donnés par les autorités qualifiées et s'entendaient avec les insurgés locaux, ce qui permet de comprendre les problèmes qui surgirent sur cette longue voie ferrée de plus de neuf mille kilomètres, particulièrement au cours de la période d'intervention des Forces alliées et associées sur une terre dont la population attendait surtout leur aide mais qui subit leur envahissement. Vladivostok, le terminus du Transsibérien sur le Pacifique était la base des Alliés et associés en Sibérie. De cette ville, la voie ferrée se dirige à l'ouest à travers la Mandchourie chinoise vers Kharbine où s'embranche la ligne de Pékin par Moukden, elle fut empruntée par les dissidents, par les Légionnaires tchéco-slovaques et par les prisonniers. Une autre ligne*, partant de Tchita, contourne au nord la Mandchourie pour rester en territoire sibérien et rejoint Vladivostok. Elle rejoint la ligne directe un peu avant Tchita. Les insurrections rendaient l'exploitation de certaines sections difficile.

Après avoir contourné le lac Baïkal par le sud, la ligne principale de 6 000 km est à double voie jusqu'à Omsk. Pendant la période de 1918-1919, des trains express entre Omsk et Vladivostok avaient été organisés environ une fois par semaine, dans les deux sens, sur les conseils techniques donnés par un ingénieur de la mission. À Partir de 1919, les destructions dues à la malveillance obligèrent à interrompre le

[547] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, p. 65

*Commencée en 1914, cette ligne suivant le fleuve Amour et la frontière russo-mandchoue fut mise en service en avril ou mai 1917.

trafic la nuit ou bien à escorter les convois par un train blindé. La marche des trains était constamment entravée dans certaines régions. Dès leur arrivée à la fin novembre 1918, les marsouins du Bataillon colonial français en Sibérie

 [548]

Marsouins du Bataillon colonial sibérien (au centre Alexandre Chateigner)

assumèrent la mission d'escorter des convois d'armes et de munitions sur le Transsibérien, dans la partie occidentale de la Sibérie, de Tcheliabinsk à Oufa et Penza. Ces missions s'avéraient extrêmement dangereuses, car les convois étaient dirigés par des employés russes, polonais ou sibériens, rouges ou blancs, sous la surveillance de la Légion tchèque. Installées sur le tablier avant de la locomotive, deux sentinelles essayaient d'apercevoir d'éventuels attaquants. Ces sentinelles portaient comme protection une espèce de coque capitonnée pour se protéger du vent glacial : Mme Ginette Metz, la fille de Paulin Chateigner, dit Alexandre, marsouin du B.C.S., m'en a fait parvenir un croquis :

[548] Photo remise par Mme Ginette Metz dont le père, Alexandre Chateigner, est au centre (Exception pédagogique)




549

(dessin personnel)

À cause du manque de routes et de l'immensité de la Sibérie, les trains servaient à l'approvisionnement de tous, des Alliés, des Armées blanches de l'amiral Koltchak, de la Légion tchèque et des divers mouvements antibolcheviques. Selon les écrits du colonel Boulié[550], dans cette Sibérie livrée au chaos et à l'anarchie, il y avait toutes sortes de personnages qui profitaient de la situation pour organiser des trafics de devises, d'immenses trafics de denrées alimentaires et surtout des trafics d'armes et de munitions que tout le monde convoitait. Des trains entiers de biens étaient le plus souvent pillés dans les villes et villages au cours des avances ou reculs des belligérants, ils étaient acheminés vers Vladivostok en priorité, et souvent au détriment des convois de munitions qui firent tant défaut aux troupes luttant contre les bolcheviks. Dans ce tourbillon de l'histoire et loin de toute civilisation, le plus fort faisait la loi et l'emportait. D'où les difficultés multipliées par les attaques de convois dues à des forces bolcheviques et autres groupuscules locaux sans foi ni loi. Qui dominait le Transsibérien disposait d'un énorme pouvoir. Est-ce la raison pour laquelle le C.S.I. en confia la garde aux Tchéco-Slovaques ? Ceux-ci obéissaient au CNT en France, entièrement soumis aux gouvernements de Paris, Londres et Washington.

---

549 *Op. Cit.*, MAUTONE, Antonio, generale divisione alp., *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 252. Avec l'autorisation de l'éditeur.

550 http://www.witzgilles.com/page_guerre_orien_1918.htm , consulté le 7.2.2010 ne répond plus, il est inclus maintenant dans ce lien : http://www.air-defense.net/forum/topic/4983-intervention-des-alli%C3%A9s-dans-la-guerre-civile-russe-1918-1920/, consulté le 14.5.2015

Les autorités et les troupes refusaient de se séparer de leurs wagons, de leurs trains, y compris des locomotives. Les Tchéco-Slovaques, notamment, avaient soigneusement gardé les wagons qui les avaient amenés d'Ukraine en Russie et de plus dictaient la loi sur le Transsibérien. Le général Sakharov les accusa d'avoir volé des trains entiers et pillé la Russie, ils emportèrent leur butin dans leur nouvelle république[551]. Les Alliés les avaient laissés faire. Le général Rouquerol rappelle aussi que « les officiers attachés à des formations allogènes eurent à contrôler leur organisation et à diriger leurs opérations. Ces formations ne furent pas employées sur le front après l'arrivée de la mission [française], mais coopérèrent avec les Tchécoslovaques à la garde de la voie ferrée dans une certaine mesure. Nous avons vu que ce service comportait de véritables et fréquentes opérations de guerre »[552].Il convient de tenir compte et de se souvenir de cette autorité et du pouvoir sur le Transsibérien, dont les soldats de la Légion tchéco-slovaque disposaient, particulièrement lorsque l'amiral Koltchak quitta Omsk pour chercher refuge à l'Est et fut bloqué à Irkoutsk.

- **Que se passa-t-il à Irkoutsk ?**

Ce sujet pourrait, à lui seul faire l'objet d'une thèse. Il est très complexe. Il convient de retenir que l'amiral Koltchak y vécut ses dernières heures, bien amères.

Sur le parcours du Transsibérien, Irkoutsk est à une soixantaine de kilomètres à l'ouest du Baïkal, le lac le plus profond du monde, et se situe au confluent de deux rivières, l'Irkout qui donne son nom à la ville et l'Angara. C'est dans cette ville que fut tendu le piège qui coûta la vie à l'amiral Koltchak.

Le 28 février 1919, le général Lavergne arriva à Vladivostok, accompagné du général Lokhvitsky[553]. Ce dernier avait été à la tête d'une brigade des Russes rebelles

---

[551] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, pp. 82-84

[552]*Op. Cit.*, ROUQUEROL, p. 74

[553] http://www.defense.gouv.fr/ecpad/a-la-une/l-ecpad-expose-a-moscou , consulté le 13.5. 2012 : « Vendredi 4 mars 2011 a été inaugurée une exposition au Musée historique d'état de Moscou consacrée au contingent russe en France durant la Première Guerre mondiale. Cette exposition, produite par l'ECPAD en collaboration avec le musée de la Grande Guerre de Meaux, et avec le soutien de la DMPA,

en France en 1917, il était maintenant « à notre solde et fut mis à la disposition de Koltchak »[554]. Le général Janin déplorait l'incompétence des officiers de la *Stavka*, – hormis le général Dieterichs cependant trop faible de caractère pour s'imposer – se disait gêné par le manque d'officiers et considérait la situation militaire déprimante. L'ignorance et la confusion régnaient partout. Le général Janin semblait s'évertuer à dénigrer les Russes et nourrissait une antipathie profonde envers l'amiral Koltchak. Selon Janin, les Britanniques cherchaient à accroître leur influence sur la Russie, en dépit de leur politique officielle de non-intervention en Russie européenne. Le colonel Ward avait conseillé à l'amiral de dissoudre les contingents des Lettons, des Sibériens, des Bachkirs et des Roumains. Alors qu'en avril 1919, Koltchak remportait des victoires dans l'Ouest, Janin dut concentrer ses efforts sur l'Est. Les Tchèques, quant à eux, ne pensaient qu'à rentrer chez eux, la République tchéco-slovaque existait depuis le 28 octobre 1918, les troupes ne voulaient donc plus se battre. Le 19 avril 1919 Štefánik envoya un télégramme à Janin pour lui commander « d'arrêter le combat et de concentrer les troupes tchèques autour d'Irkoutsk, prêtes à une évacuation rapide vers leur pays »[555]. « Mais Janin obéissant à un ordre de son gouvernement et en raison des succès sur le front occidental n'en tint pas compte. Ce fut le début d'un *jeu de bascule* entre lui-même, les Tchèques et les Alliés à Paris pour retenir la Légion en Sibérie »[556]. Il est plus que surprenant de la part de ce général Janin, « très pointilleux sur la tenue », prétendant être « venu pour rétablir l'ordre dans ce pays » disant de Koltchak qu'il «était un aventurier [qui s'était] nommé Régent de la Russie en toute impudeur ! Il me tarde de rencontrer ce personnage et de mettre les choses à leur place »[557], qu'il n'ait pas obéi à l'ordre du général Štefánik, c'est-à-dire du CNT qui suivait les directives de l'Entente. Janin n'était qu'un prétentieux, sans caractère, misant surtout sa gloire sur son apparence.

On ne peut parler de jeu, ce fut un complot ourdi par les Alliés et associés, impliquant la Légion tchèques devenue « la pierre de voûte de la politique de la France en Sibérie » et sans doute aussi des Anglais et des Américains. Comment croire que

---

relate l'incroyable voyage des 8 000 hommes de la 1e brigade commandée par le général Lokhvitsky pour venir combattre aux côtés des Alliés, de 1916 à 1918 ».

[554] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 384

[555] JANIN, Maurice, *Ma mission en Sibérie 1918-1920*, Paris, Payot, 1933, p.121

[556] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., p. 385 et 387 pour la citation suivante

[557] BORDES, Nicolas-Pierre, *L'or de Kazan*, Nîmes, Éditions Lacour, MMV, p. 491

Clemenceau ait pu envisager début mai d'expédier les troupes tchèques sur le front ? De leur côté, les Américains avaient fait croire aux Tchèques que des troupes américaines les auraient remplacés le long du Transsibérien. S'en mêlèrent les Britanniques et il devint difficile de calmer la révolte des Tchèques à Irkoutsk. Le 23 juin 1919, Churchill aurait demandé à Beneš d'ordonner « l'évacuation de la Légion soit par Arkhangelsk soit par la Russie méridionale, cette dernière alternative étant la meilleure. La Légion se fraierait une route par les armes et rejoindrait le général Denikine pour retourner ensuite en Tchécoslovaquie » – certes, l'évacuation par la mer Noire correspondait à la voie la plus courte, mais la moins réalisable. Voulait-on informer la presse de cette manière afin que personne ne s'y retrouve ? Ou bien voulait-on berner les troupes tchécoslovaques qui piaffaient d'impatience de rentrer au bercail.

Les nombreux échanges entre Paris (gouvernement et CNT), Londres, Washington et la Russie avec le chef politique Pavlů et le commandant de la Légion Syrovy, étaient insensés, au sens propre du terme. Comment les 67 730 ex-prisonniers et leur gigantesque butin auraient-ils pu être évacués *rapidement* par le Nord ou par la mer Noire ? Il fallait d'abord l'organiser ce transport, prévoir les navires. Ces palabres politiques étaient d'autant plus mensongères que le *Roma*, premier bateau d'évacuation des Tchèques était déjà parti de Vladivostok le 15 janvier 1919, suivi le 14 février par le *Madras*, le 14 avril par le *Sheridan* et le 14 mai par l'*Archer*.[558] Écrire que « le 25 septembre 1919, Janin informa Beneš que seule une évacuation progressive restait possible et pour donner plus de poids à sa *proposition*, il soumit la question au Conseil Suprême Allié »[559] et ensuite que le 26 septembre, Beneš ordonna *brusquement* à Janin d'évacuer, en dépit des désirs des Alliés, prouve à quel point le mensonge est une arme de guerre. Beneš aurait reçu un rapport de F.V. Krejčí, député socialiste, qui se trouvait à la tête de la délégation en Sibérie, chargée d'étudier les problèmes sur place : d'après ce rapport, la Légion était impatiente de rentrer et prête à marcher vers l'Est par la force des armes ou vers l'Ouest par des négociations avec les bolcheviks[560], ce qui tient de la pure fantaisie. L'évacuation ayant déjà commencé le 15 janvier 1919, en septembre 5 613 Tchèques avaient quitté la Russie au rythme d'un navire par mois, comme le prouve le document des archives de Prague. Sans

[558] Cf. Annexe Nr. 15
[559] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., p. 385 et 387
[560] F.V. KREJČÍ, *Návrat sibiřských legií*, Prague, 1920, p. 11 in *Ibid.*, BRADLEY, J.F.N., p. 388 et aussi la citation suivante

doute au sujet de ceux qui se trouvaient encore à Irkoutsk le 31 octobre 1919, Janin avait-il déclaré à Beneš « que la Légion n'était pas capable de combattre. Elle ne pouvait sauver ni les Blancs ni personne d'autre. Il fallait la faire rentrer ». Janin voulait-il dédouanner les Tchèques de leur passivité aux yeux de l'opinion publique ou pour obéir au C.S.I. ? Il devait avoir un grand ascendant sur le général Rouquerol, apparemment honnête et sincère, mais avant tout militaire obéissant, puisqu'il nota dans son livre que « le premier soin du général Janin après son inspection du front, en fin décembre 1918, fut de décider le mouvement vers l'est des contingents tchéco-slovaques qui fut entamé au début de février 1919 »[561]. Et pour mieux embrouiller cette histoire – on serait tenté d'écrire 'imposture' pour ne pas dire 'canular' – du rapatriement des Légionnaires slaves, Rouquerol mentionna que les discussions engagées fin 1918 par le gouvernement tchéco-slovaque et le CSI au sujet du renvoi des troupes slaves au front occidental aboutirent à des conclusions opposées, puis que « des indications envoyées en Sibérie par l'intermédiaire du maréchal Foch prescrivaient de ne pas ramener les Tchécoslovaques au front, [que] le général Janin recevait au début de juillet 1919, des indications du conseil suprême interallié en vue d'un mouvement tchécoslovaque sur Arkhangelsk ». Sur quelles données Bradley s'est-il appuyé pour écrire de telles erreurs ? L'objectivité fait défaut à son article. Mais que se passa-t-il en réalité à Irkoutsk ?

Selon le témoignage du général Sakharov, la trahison fut l'œuvre des Tchéco-Slovaques. Il serait plus juste de préciser qu'ils furent les instruments de cette trahison. Alors qu'à l'automne 1919, les Armées blanches avaient infligé de sérieuses défaites aux bolcheviks le long du Transsibérien, elles durent faire halte pour se reprendre et s'approvisionner avant l'hiver. Le moment apparaissait propice pour attaquer et dominer les Rouges, mais elles avaient besoin de renfort. L'aide d'une seule division tchèque leur aurait suffi et « das russische Volk wäre von der blutigen Diktatur befreit gewesen »[562]. Mais les Tchèques restèrent devant leurs wagons, l'arme au pied, et ne bougèrent pas. Ils obéissaient, à n'en pas douter, à un ordre donné, ciblant la défaite des Armées blanches et de Koltchak.

[561] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, p. 84, aussi pour la citation suivante
[562] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, p. 62 : « le peuple russe aurait été libéré de la dictature sanglante ».

Les bolcheviks comprirent le danger pour les Blancs – ou bien furent-ils informés ? – et, rassemblant toutes leurs réserves en hommes, appelant des divisions d'autres fronts, assaillirent victorieusement les Armées blanches qui durent se replier vers l'est, ne pouvant disposer de nouvelles forces. Commença alors l'évacuation de la population qui fuyait devant l'arrivée des bolcheviks.

C'est alors que sur l'ordre de leur Conseil national à Paris et sous la protection du général Janin, leur commandant en Russie, les Tchèques intervinrent. Ils se ruèrent sur tous les trains qui n'étaient pas les leurs et en détachèrent les locomotives. Ce qui conduisit à une véritable catastrophe : au point de jonction ferroviaire de *Taiga* où conflue la ligne venant de Tomsk se trouvait également la deuxième division tchèque, la plus dangereuse des trois. Les 20 000 wagons à bord desquels se trouvaient les 50 000 Tchèques formaient un interminable ruban et bloquaient la ligne. Plus aucun train ne pouvait continuer vers l'est. Derrière, de jour en jour, l'attente amplifiait le désordre, les malades et les blessés des voitures sanitaires mouraient. Toutes les démarches entreprises par le ministre des Transports restèrent sans succès. Aux protestations de l'amiral Koltchak, Syrovy à Krasnoïarsk et Janin déjà à Irkoutsk répondirent qu'ils étaient impuissants face à la force de la nature[563].

L'action des Tchèques sur le Transsibérien mit des milliers de personne en difficulté, voire en danger de mort. Comme l'écrivit un témoin oculaire dans un article publié dans le numéro 14 du journal *Djelo Rostii* à Tokio en 1920, seuls les Tchèques étaient responsables de ce cruel incident. Au lieu de rester à leur place pour laisser passer les convois sanitaires et les trains de réfugiés, ils s'étaient emparé de leurs locomotives et avaient ainsi bloqué le trafic ferroviaire[564]. Pourquoi avaient-ils agi ainsi ? Le lieutenant-général X, témoin occulaire, pensait que 50% du matériel roulant était aux mains des Tchèques, empli de tout le butin qu'ils avaient accaparé dans les régions de l'Oural et de la Volga. Afin de le sauver et de pouvoir l'emporter, ils sacrifièrent la population pour être sûrs de passer. L'amiral Koltchak fit savoir à l'ataman Semenov qu'il avait donné l'ordre de ne reculer devant aucun moyen pour obliger les Tchèques à libérer la voie ferrée, quitte à faire sauter un tunnel sur leur

[563] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, pp. 64-65
[564] *Ibid.*, SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, pp. 64-65

parcours. Alors, pour sauver leur butin, les Tchèques s'en prirent au régime de Koltchak et aidèrent les bolcheviks à anéantir son armée. Et ce fut l'épisode d'Irkoutsk.

La situation du gouvernement d'Omsk s'était aggravée et l'amiral avait fait appel au général Janin en qui il avait encore confiance – il s'agissait là de son plus gros défaut, comme cela se voit trop souvent chez les personnes foncièrement honnêtes – et, n'écoutant pas Sakharov, s'était mis en route le premier, sans son armée, avec ses cinq trains dont l'un contenait la réserve d'or du gouvernement russe impérial. Le général Janin se trouvait alors à Irkoutsk. Maîtres de la voie ferrée, les Tchèques laissèrent d'abord passer les trains de l'amiral. Mais déjà après Krasnoïarsk, deux trains seulement purent continuer et dès qu'ils eurent quitté cette ville, une insurrection avait été arrangée dans la ville avec les mêmes revendications qu'à Vladivostok, quand le général tchèque Gayda avait tenté de déclencher des agitations en criant, avec ses acolytes : « À bas la guerre civile ! ». La presse de Vladivostok avait alors publié la vérité sur ce personnage :

> Als dann die Wladiwostoker Zeitung über Gaida einen Artikel veröffentlichte, in welchem von ihm als einem Hochstapler gesprochen wurde, der aus Oesterreich als Feldscher und Habenichts geflohen war und jetzt heimkehren würde als tschechischer General und steinreicher Mann – da versuchten die Tschechen, diese Aeußerungen zu unterdrücken; sie hatten aber nicht genug Ehrgefühl, ihnen zu widersprechen. Der Chef des tschechischen diplomatischen Korps verlangte Einstellung des Geredes über Gaida, u.z. ″auf Grund seiner einstigen Verdienste um Rußland″. Die russische Zeitung antwortete : ″Rußland wisse von keinen Verdiensten des Gaida, und sollte er doche welche gehabt haben, so solle man nicht vergessen, daß auch Judas Ischarioth vor seinem Verrat an Christus zu dessenb Jüngerschar gezählt habe…″ [565]

Il convient de souligner que l'instigateur du complot était Girsa et que c'était le Conseil national tchèque qui fournissait les armes et les munitions aux conspirateurs.

---

[565] *Ibid.*., SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, p. 66 : « Lorsque le journal de Vladivostok publia un article sur Gayda [dire Gaïda], dans lequel il était présenté comme un imposteur qui s'était enfui d'Autriche alors qu'il était infirmier militaire et bon à rien et rentrerait maintenant comme général tchèque et homme richissime – les Tchèques tentèrent alors de réprimer ces déclarations ; ils n'avaient cependant pas suffisamment le sens de l'honneur pour leur répliquer. Le chef du corps diplomatique tchèque exigea que l'on mette un terme à ce discours sur Gayda, à savoir ″au nom des services rendus autrefois à la Russie″. Le journal russe répondit : ″La Russie n'était au courant d'aucun mérite reconnu à Gayda, et s'il devait y en avoir eu quelques-uns, il ne faudrait cependant pas oublier que même Judas Iscariote, avant de trahir le Christ, avait compté parmi ses disciples…″ ».

Pour sa propagande, Gayda avait su détourner 300 000 Yens[566] de la Banque russe de Crédit. Après le cas d'Omsk, Girsa, le représentant officiel de la République tchéco-slovaque nouvellement organisée, envoya à Gayda à Vladivostok le télégramme suivant : « *Fangt an, hier ist alles bereit* », commencez, ici tout est prêt.

Donc, lorsque les deux trains de Koltchak approchèrent de la gare de Nijneudinsk dans l'Oblast d'Irkoutsk, ils furent soudainement encadrés de troupes tchèques armées de mitrailleuses. C'était le 18 décembre 1919. La petite escorte qui accompagnait l'amiral s'apprêta à combattre, le chef de la Sibérie leur interdit quoi que ce soit avant qu'il n'ait d'abord personnellement négocié avec les Tchèques et avec Janin. Tous les efforts effectués par les officiers de l'état-major de l'amiral pour parler par télégraphe avec le haut fonctionnaire des Alliés se révélèrent vains. Janin affirmait ne pas avoir le temps. Janin s'empressa de quitter Irkoutsk pour aller à l'est. Après l'insurrection des Tchèques, la centrale politique bolchevique dominait la ville. Le général Janin finit par envoyer un télégramme à l'amiral Koltchak par lequel il l'invitait, « de son habituelle manière visqueuse », à se soumettre à l'inévitable et à se fier à la protection des Tchèques. S'il ne le faisait pas, Janin lui disait ne pouvoir prendre aucune responsabilité concernant l'évolution de la situation. Il argumentait la protection des Tchèques comme étant garantie par les cinq Grandes Puissances. Pour la confirmer, sur l'ordre de Janin, les Tchèques hissèrent au-dessus des fenêtres de l'unique wagon laissé à Koltchak les cinq drapeaux : le britannique, le japonais, l'américain, le tchèque et le français. Pouvait-on considérer la République tchéco-slovaque à peine née comme une grande puissance ? L'escorte de l'amiral fut congédiée et remplacée par des Tchèques. Il ne s'agissait pas d'une garde d'honneur accordée à un chef mais plutôt de la surveillance d'un prisonnier.

La voiture de Koltchak et son train d'or arrivèrent à Irkoutsk où ils furent bloqués sur une voie de garage pendant la nuit. Le lendemain, spectateurs, les Japonais présents restèrent impassibles, participaient-ils à cette trahison ? À 16 h, un officier tchèque se rendit chez l'amiral et lui déclara que la décision de le livrer au gouvernement révolutionnaire d'Irkoutsk avait été prise. Koltchak demanda pourquoi et on lui répondit que, sur l'ordre du général Syrovy, sa livraison était la condition pour

[566] Die tschechischen Argonauten in Sibirien, p. 15 in *Ibid.*., SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, p. 66

le passage de tous les Tchèques. L'amiral comprit alors que Janin avait menti et que les Alliés l'avaient trahi[567].

Cet épisode prouve que les Alliés n'avaient jamais eu l'intention de soutenir Koltchak et le gouvernement sibérien. Les Tchèques servaient d'intermédiaire entre les bolcheviks et les Alliés et associés. Ils combattirent d'abord les bolcheviks pour faire croire qu'ils étaient favorables aux Blancs, puis firent l'inverse. Voilà pourquoi la Légion tchéco-slovaque se révélait indispensable aux Alliés et associés, elle faisait le 'sale travail' et permettait aux décideurs de s'en sortir blancs comme neige. Moyennant quoi les soldats tchèques purent piller la Russie de tous les biens dont ils avaient besoin pour édifier leur nouvel État républicain. Bradley, comme de nombreux historiens, prit indiscutablement la défense des 'pauvres Tchèques' qu'il fallait sauver. De quoi ? Les hommes de troupe étaient à plaindre, mais pas les responsables qui jouaient leur rôle dans la soi-disant anabase qui ne fut qu'un scénario politique monté de toutes pièces. La Légion commençait de rentrer simplement parce qu'elle avait accompli ce pour quoi elle avait été retenue en Russie. Ce qui explique également son demi-tour ordonné par le CNT lorsqu'elle était presque arrivée à Vladivostok au printemps 1918. La mémoire collective peut retenir qu'Irkoutsk est le haut lieu de la trahison dont l'amiral Koltchak a été victime. Il fut trahi par les Alliés et associés. Pourtant, le capitaine Sadoul prétend qu' « en décembre 1918, les travailleurs d'Irkoutsk, où Koltchak avait installé son quartier général, se révoltèrent. Ils arrêtèrent l'amiral et le fusillèrent »[568]. L'amiral, livré aux bolcheviks par les Tchèques, sur ordre du C.S.I., a été fusillé par les maximalistes le 7 février 1920. Aujourd'hui, sa statue se dresse à Irkoutsk, à proximité de la rivière Angara où il perdit la vie. Peu importe que ce soient des Commissaires bolcheviques à l'avoir fusillé, dans la cour de la prison d'Irkoutsk[569] et non pas au bord de la rivière, comme l'écrit le général Sakharov, l'ignominie est de l'avoir supprimé parce qu'Alliés et associés ne voulaient pas de lui à la tête d'un gouvenement russe.

---

[567] *Ibid.*., SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, p. 71
[568] *Op. Cit.*, SADOUL, Jacques, capitaine, *Naissance de l'URSS*, Charlot, 1946, p. 349
[569] , SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, p. 74

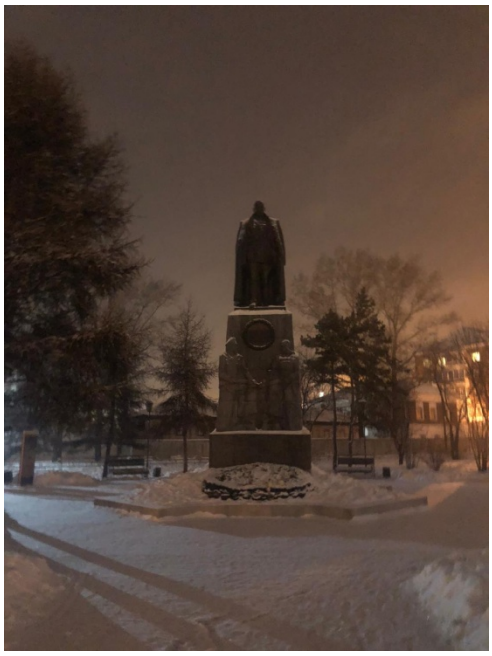


Photo prise par une amie d'Irkoutsk, avec autorisation

En résumé, ni dans le Nord, ni au Sud et encore moins en Sibérie sur le Transsibérien, les Alliés n'ont véritablement aidé les Armées blanches. Au contraire. Ce qui fit écrire au capitaine Mandrilli, consul d'Italie à Arkhangelsk et envoyé en mission en Russie du Sud, témoin oculaire des événements que subit le peuple de l'ancien Empire tsariste :

> Dirò che da tutto un complesso di circostanze apparve chiaro come l'intervento in Russia degli Alleati fosse stato originato da due ben distinti scopi: politico ed economico. E questo intervento fu deciso solo quando si ebbe la certezza che Lenin e Trotzky non avrebbero volto a favore dell'Intesa né l'opera loro né l'ascendente e l'influenza che esercitavano sulle masse sollevate contro lo zarismo. […]. Le truppe alleate, stanche dalla lunga guerra, mal volentieri si assoggettavano a combattere per la causa di un popolo al quale non si sentivano avvinte da nessun legame di affinità. Gli Alleati non hanno mai opposto, almeno mi pare, alla propaganda bolscevica, né un programma di evidente e immediata attuazione, né una serie e fattiva propaganda *antibolscevica*. Con la loro condotta non sono riusciti che a sollevare la diffidenza delle masse amorfe, nelle quali la propaganda bolscevica aveva trovato facile esca nel suscitare l'odio contro lo straniero che veniva ad ingerirsi nelle cose interne della Russia, ammatandosi di un falso sentimentalismo. È mia convinzione che se gli Alleati avessero veramente voluto, avrebbero potuto, in quel tempo, stroncare il bolscevismo

al suo primo nascere; sarebbe bastata una fattiva collaborazione, ispirata a propositi solidali, e lo scopo sarebbe stato pienamente raggiunto. La storia dirà le ragioni per cui ciò non avvenne.[570]

4. Les prisonniers austro-hongrois en Russie impliqués dans l'intervention

[570] *Op. Cit.*, MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori, 1933, pp.301 et 303 : « Je dirai que, compte tenu de tout un complexe de circonstances, il apparut clairement que, dès l'origine, l'intervention des Alliés en Russie a ciblé deux objectifs bien distincts : l'un politique et l'autre économique. Et cette intervention ne fut décidée que lorsque l'Occident eut la certitude que Lénine et Trotski n'auraient pas dévolu en faveur de l'Entente, ni leur entreprise, ni l'ascendant et l'influence qu'ils exerçaient sur les masses soulevées contre le tsarisme.[…]. À contre cœur, les troupes alliées, fatiguées par cette longue guerre, se soumettaient à l'ordre de combattre pour la cause d'un peuple avec lequel elles ne se sentaient liées par aucune affinité. À la propagande bolchevique, les Alliés n'ont jamais opposé, du moins me semble-t-il, ni un programme de réalisation évidente et immédiate, ni une propagande *antibolchevique* (en italique dans le texte), sérieuse et efficace. Leur comportement a réussi seulement à susciter la méfiance des masses amorphes que la propagande bolchevique avait facilement réussi à convaincre de haïr l'étranger qui venait s'ingérer dans les affaires internes de la Russie, en se parant d'un faux sentimentalisme. Je suis convaincu que si les Alliés avaient vraiment voulu, ils auraient pu, à l'époque, briser le bolchevisme dès son apparition ; il aurait suffi d'une réelle collaboration, inspirée de solidarité, et l'objectif aurait été pleinement atteint. L'histoire dira pour quelles raisons cela n'eut pas lieu ».

Le concept de guerre sous-entend inévitablement celui de prisonniers[571]. Ceux-ci se subdivisent en deux catégories : les civils non-combattants détenus à cause de la guerre et les prisonniers combattants de guerre, arrêtés sur les champs de bataille pendant la guerre. « L'internement est devenu synonyme de détention dans un camp à partir de la Première Guerre mondiale, avec la généralisation de deux types de camps : les camps de prisonniers de guerre et les camps d'internés civils »[572]. Tous deux s'appelaient des camps de concentration. Le prisonnier n'est pas un vaincu, il est une victime. La rétention des combattants ennemis répond à une logique de conflit qui consiste à priver l'adversaire d'une partie de ses forces vitales, afin de l'affaiblir et d'exercer ainsi sur lui une pression tactique et morale. Mais chaque belligérant adoptant la même attitude, il convient de considérer que la captivité est partie intégrante du concept de guerre et il en résulte que les prisonniers acquièrent une valeur relative au contexte spatio-temporel : soit ils furent autrefois assimilés à des esclaves en Europe comme ailleurs, soit ils devenaient et deviennent monnaie d'échange ou outil de guerre lorsqu'ils sont utilisés en première ligne par l'adversaire : pour épargner ses forces vives, ou pour exercer une pression psychique sur ceux d'en face. Dans les deux premiers cas, ils étaient cotés par les belligérants sur le marché de la guerre et assumaient un « intérêt croissant pour les sorties de guerre qui placent le prisonnier au cœur des dynamiques de démobilisation, militaire et culturelle, politique et idéologique, publique et privée »[573], selon le camp dans lequel ils se trouvent. Mais, théoriquement, la vie des prisonniers était réglée par des conventions internationales. Le statut de prisonnier fut créé en France par la Révolution française[574]. Paris, Armand Colin, 2012

---

[571] http://www.clio-cr.clionautes.org/les-prisonniers-de-guerre-francais-enjeux-militaires-et-strategiques.html#.Uh5guH_LJJw , consulté le 25.8.2013. Le service de presse des *Clionautes* assure la recension et l'annonce de parution d'ouvrages en histoire, géographie, et questions de société. Il est organisé autour de trois responsables de rubriques et d'un noyau dur de cinquante rédacteurs. Les annonces de parutions sont assurées en collaboration avec les chargés de communication des éditeurs. Les comptes rendus de lecture sont validés avant publication par les responsables des rubriques et transmis aux éditeurs. Ils sont également annoncés sur H Français, la liste professionnelle des historiens géographes qui compte 1500 abonnés.

[572] PATHÉ, Anne-Marie et THÉOFILAKIS, Fabien, sous la direction de, *La captivité de guerre au XXe siècle,* Paris, Armand Colin, 2012, p. 230

[573] *Ibid.*, PATHÉ, Anne-Marie et THÉOFILAKIS, Fabien, sous la direction de, *La captivité de guerre au XXe siècle,* Paris, Armand Colin, 2012, p. 17.

[574] http://www.histoire-genealogie.com/spip.php?article2276 , consulté le 15.9.2013 : Texte de MARTINET, Henri-Claude, Professeur certifié d'allemand, Doctorat Sorbonne Nouvelle Paris III : « Les terribles conditions de la bataille de Valmy du 20 septembre 1792 causèrent de nombreuses désertions et des rétentions de soldats ; ces hommes prirent l'appellation de déserteurs étrangers (DE) pour les premiers et de prisonniers de guerre (PG) pour les seconds. Le statut de ces derniers, créé par

Apparemment, les conditions de détention des prisonniers de la fin du XVIIIe siècle s'avèrent avoir été bien plus clémentes que celles que connurent ceux de la Première Guerre mondiale. La guerre fut réglementée par des conventions internationales que les belligérants ne respectaient pas toujours. Alors que « les Conventions de Genève [de 1864 et 1906] étaient portées par la notion nouvelle d'un humanitarisme neutre international, et, plus particulièrement, par l'idéologie du Comité international de la Croix Rouge (CICR) », celles de La Haye étaient plutôt « les fruits d'une initiative lancée par la Russie tsariste autocratique, prenaient en partie modèle sur le code Lieber[575] de la guerre civile américaine [et] avaient été plutôt motivées par des besoins militaires et gouvernementaux »[576]. La Convention néerlandaise de 1907 établissait donc le règlement de la guerre sur terre.[577]

---

la Révolution n'a rien de comparable avec la conception moderne. Si on peut parler de statut dans la mesure où des règles étaient définies par le pouvoir central, au niveau local leur mode de vie était régi en fonction des circonstances et des personnes, c'est-à-dire que d'une commune à l'autre, leur gestion pouvait être très différente. Dans les arrêtés de 22 Messidor 2, la Convention fit un amalgame entre tous les étrangers (DE et PG), son but étant de se soucier de la sécurité des citoyens et de répondre aussi au souhait de certains députés qui voulaient assimiler les DE aux PG et les transformer en PG. La différence de statut entre DE et PG : les DE devenus Français avaient pour vocation à rester en France alors que les PG devaient un jour ou l'autre retourner dans leur pays d'origine. Sinon le statut de PG était, sur certains points, semblable à celui de DE : ils pouvaient travailler, mais pour moins cher que les DE et ils pouvaient sortir pour acheter leur nourriture, les soldats dans l'enceinte de la ville, les officiers dans la campagne. Différences notables: les DE étaient répartis dans toutes les communes et soumis à une surveillance assez simple, parfois seulement par ceux qui les occupaient. Les PG étaient regroupés dans les grosses communes et provenaient souvent de la même armée, (celle où ils étaient lors de leur capture) et restaient avec leurs officiers ; ils étaient en dépôt dans les ex-églises, séminaires et autre, et surveillés par des gardes en nombre insuffisant qui, de plus, devaient vaquer à leurs occupations habituelles pour assurer leur propre subsistance. Dernière remarque : au niveau local, l'idée de statut était absente, car dans les actes de mariage, par exemple, dans tout l'état civil, la situation DE ou PG était précédée par l'expression "se disant", sans aucune justification. La Révolution française créa donc le statut de prisonniers de guerre pour les différencier des prisonniers de droit commun et, conformément à la Déclaration des droits de l'Homme, s'efforça de leur assurer un traitement plein d'humanité : nourriture, coucher, habillement, bois et une solde ».

[575] Le Code Lieber tenta de codifier des lois et coutumes de la guerre existant à cette époque. Il n'avait cependant pas valeur de traité, car il ne s'adressait qu'aux forces armées nordistes des États-Unis engagées dans la Guerre de Sécession. Il entra en vigueur en avril 1863.

[576] *Op. Cit.,* PATHÉ, Anne-Marie et THÉOFILAKIS, Fabien, sous la direction de, *La captivité de guerre au XXe siècle,* Paris, Armand Colin Editeur, 2012, p.17

[577] https://www.icrc.org/dih/INTRO/195 , consulté le 23.9.2013. Site du Comité International de la Croix Rouge, le CICR, : « Une des raisons pour lesquelles la première Conférence internationale de la Paix de La Haye de 1899 fut convoquée était "la révision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour" (Seconde circulaire russe du 30 décembre 1898/11 janvier 1899). La Conférence de 1899 adopta la Convention concernant la guerre sur terre à laquelle le Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre fut annexé. La Convention et le Règlement furent révisés lors de la Deuxième Conférence internationale de la Paix de 1907. Les deux versions de la Convention et du Règlement ne comportent que de légères différences. […]Les dispositions des deux Conventions de 1899 et 1907, ainsi celles des règlements annexés, sont considérées comme faisant partie du droit international coutumier. De ce fait, elles lient également les Etats qui n'en sont pas formellement parties ».

Alors que les prisonniers civils étaient privés du droit de combattre, les soldats devaient se battre. Dès que la guerre éclata, ces derniers étaient les victimes vivantes des combats sur les différents fronts et le vainqueur les emmenait chez lui en détention pour amoindrir la force combative de l'adversaire. Puis ces prisonniers devinrent des éléments de marchandage, voire de la monnaie d'échange : non seulement le traitement qu'ils subissaient se répercutait sur les prisonniers de l'adversaire, mais les hommes – particulièrement les officiers – étaient échangés entre belligérants. Les armistices de 1918 ne libérèrent malheureusement pas aussitôt les prisonniers qui continuaient de subir le rôle de "moyen de pression" durant les négociations censées mener aux traités de paix. Toutefois « Deutschland muβte die Gefangenen sofort zurückgeben und gleichzeitig den gröβten und besten Teil der Eisenbahnbetriebsmittel ausliefern »[578].

Quoique exclus du combat, les prisonniers continuaient d'être des éléments de la guerre, puisque « du fait que les camps de captifs militaires et d'internés civils se présentent comme un monde à part au sein de la guerre, ils sont un lieu où l'enjeu national et même idéologique s'exprime sous une forme originale. L'ennemi y est en effet désarmé et démuni de son potentiel d'action, mais, en principe – et dans les meilleurs des cas –, se voit octroyés certains droits qui respectent son appartenance nationale et son autonomie culturelle (droit à la pratique religieuse, contact avec la patrie, règlement des mesures prises en cas de tentatives d'évasion) »[579]. Ils y subissaient cependant l'humiliation de l'arbitraire, de la maltraitance par la méchanceté de leurs gardiens. Dans tous les pays, sans exceptions, le problème se révélait identique, il n'était pas de dimension nationale mais humaine.

D'où l'utilité de se questionner quant à la création de règles, telle la Clause de Martens qui servit de base aux principes humanitaires[580] mais ne devint jamais une loi

---

[578] DOEGEN, Wilhelm, *Kriegsgefangene Völker*, Band I, Berlin, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1921, p.10 : "L'Allemagne dut rendre aussitôt les prisonniers et en même temps la majeure et meilleure partie des équipements ferroviaires ».

[579] *Op. Cit.,* PATHÉ, Anne-Marie et THÉOFILAKIS, Fabien, p. 29

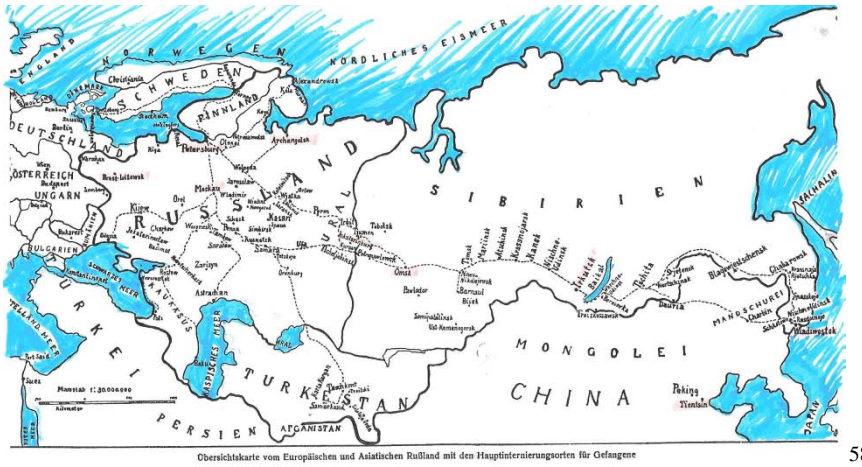
[580] http://www.ut-capitole.fr/encadrement-de-l-action-humanitaire-203614.kjsp , consulté le 23.9.2013. Institut d'Etudes politiques – Université de Toulouse Capitole : Des conventions de Genève et de La Haye naquirent « les expressions "droit international humanitaire", "droit des conflits armés" et "droit de la guerre" [qui] peuvent être considérées comme équivalentes, et le choix de l'une ou de l'autre dépendra essentiellement des habitudes et du public. Ainsi, les organisations internationales, les universités ou encore les États utiliseront plutôt celle de "droit international humanitaire" (ou "droit humanitaire"), tandis qu'au sein des forces armées les deux autres expressions sont plus couramment en usage ». Autrement dit, il s'agit de deux concepts à valeur syncrétique.

répondant à l'humanité et aux exigences de la conscience publique. En fait, on ne peut dire que dès 1914, « les Conventions de la Haye de moins en moins appliquées, tombèrent en désuétude »[581], elles n'étaient tout simplement pas respectées.

La subjectivité du droit humanitaire qui créait et appliquait des règles en fonction des conflits et se souciait de la protection des humains, civils ou soldats, variait selon les États, les lieux et les périodes. Le Russe, Frédéric de Martens, disait clairement que tout ce qui n'était pas interdit n'était pas forcément autorisé, en 1899 il énonçait, pour les cas non prévus par le droit humanitaire, le principe selon lequel : « (...) les personnes civiles et les combattants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique »[582]. Ainsi, durant la guerre, chaque État appliquait-il ses règles de détention, mais le seul dénominateur commun à tous les centres était malheureusement presque toujours la misère physique et morale qui y régnait : ces détenus devaient souvent exécuter des travaux pénibles ou être exploités par l'autorité locale qui faisait la sourde oreille aux protestations de la Croix Rouge. Ni la clause de Martens pas plus que l'article 4 de la Convention de La Haye de 1907 stipulant que « les prisonniers de guerre sont au pouvoir du gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés [et qu'] ils doivent être traités avec humanité » ne furent respectés. Nulle part.

Sur les fronts orientaux, les Russes se battaient contre les soldats allemands, turcs, bulgares et austro-hongrois. Les premiers étaient tous germanophones – peut-être y avait-il aussi parmi eux quelques éléments alsaciens et lorrains francophones – les derniers appartenaient à l'Empire ottoman et aux différentes nations de l'Empire habsbourgeois. Pendant la Grande Guerre 2 322 378 captifs emplirent les camps de concentration russes : 2 104 146 étaient austro-hongrois (54 146 officiers et 2 050 000 soldats) ; 167.082 allemands (2 082 officiers et 165 000 soldats) ; 51.500 turcs (950 officiers et 50 000 soldats) et 200 officiers et soldats bulgares[583]. Voici comment étaient disséminés les camps de concentration en Russie :

[581] *Op. Cit.*, PATHÉ, A-M, p. 51
[582] *Op. Cit.*, Université Capitole Toulouse
[583] *Op. Cit.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, , 1927, p. 16 (Domaine publci)

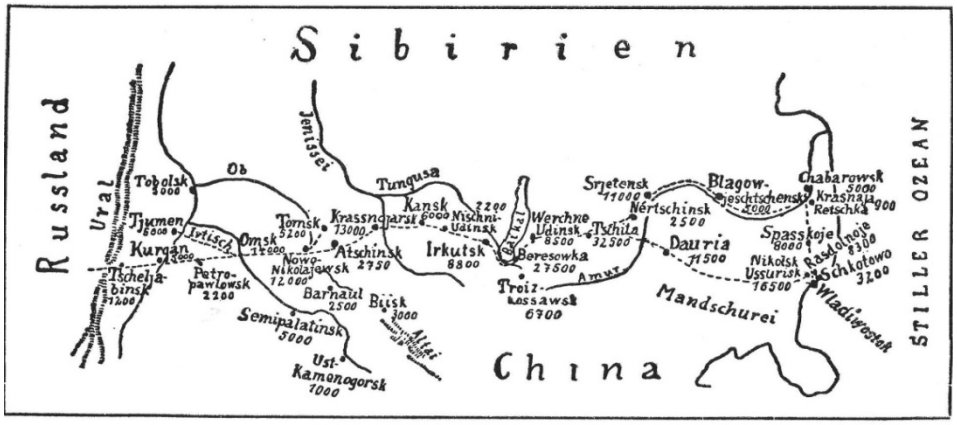


Obersichtskarte vom Europäischen und Asiatischen Rußland mit den Hauptinternierungsorten für Gefangene

584

Camps de concentration en Russie durant la Première Guerre mondiale

Cette carte révèle qu'ils étaient surtout concentrés en Russie occidentale et le long du Transsibérien en Sibérie ; le détail apparaît dans le schéma ci-dessous :



Kartenskizze der sibirischen Lager, mit Angabe der Gefangenen-Zahlen

Jusqu'aux événements de février 1917, l'ambassade des États-Unis à Petrograd reçut en divers versements 49 500 000 de Marks de la part du Reich et 50 000 000 de couronnes autrichiennes pour qu'elle organise aide et soutien à leurs prisonniers. Ensuite, après des négociations diplomatiques, l'ambassade suédoise se soucia des prisonniers allemands et l'ambassade danoise des prisonniers austro-hongrois. Durant toute la guerre, les représentants de l'Espagne en Russie apportèrent, modestement par manque de moyens, leur aide aux prisonniers civils et de guerre turcs.

584 *Ibid.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, p. 243 et p. 242 pour le schema suivant. (Domaine public)

Au cours de leur détention en Russie, les prisonniers souffrirent non seulement du grand froid des hivers, particulièrement en Sibérie, mais également des bouleversements dus aux événements sociopolitiques de 1917 et 1918 ; comparée à celle des autres prisonniers de cette Grande Guerre, leur détention fut la plus dure. Ils connurent la faim, les poux, les épidémies de typhus et autres maladies, le dénuement et la misère physique et morale ; comme dans les autres pays belligérants, ils furent utilisés pour travailler en usine, dans les champs et dans les mines. Les carnets de guerre rédigés par les prisonniers austro-hongrois italophones en témoignent, ils enrichissent la mémoire collective des deux régions du Nord de l'Italie que le traité de Saint-Germain-en-Laye a annexées au Royaume de Victor-Emmanuel III.



585

Prisonniers en haillons en Russie

Le Dr Montandon[586], chef de la mission de la Croix Rouge internationale avait « pu constater leur état lamentable – vêtements en haillons, chaussures-loques, solde

585 *Ibid.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, p. 65 (Domaine public)

586 Georges Montandon, médecin, passait pour un homme de gauche. La révolution russe de 1917 attirait sa sympathie, comme celles de beaucoup d'intellectuels de l'époque. En 1919, le Comité international de la Croix-Rouge l'envoie en Russie où il se trouve immergé dans la guerre civile. Il est chargé de négocier et d'organiser le rapatriement par Vladivostok de prisonniers de guerre autrichiens retenus en Sibérie. Dans son compte rendu publié en 1923 chez Alcan, il écrivit au sujet des bolcheviks : « Personne mieux qu'eux n'a réussi à instaurer un État où la tendance à l'égalité fut si manifeste, et, parce qu'en se maintenant aussi près que possible de leur programme primitif, ils restent un centre de ralliement pour tous ceux qui rêvent non pas d'un État, mais d'un monde plus égalitaire ; aux yeux de ceux qui sympathisent avec cette tendance, ces hommes ont le devoir absolu de rester au pouvoir ». Cependant, en 1921, le Conseil d'État suisse refusa de ratifier sa nomination par une partie du corps enseignant comme professeur d'ethnologie à la faculté de Neuchâtel, pour des raisons politiques. Membre du Parti communiste de Lausanne, il recevait mensuellement de l'argent des services secrets soviétiques. In Marc KNOBEL, "George Montandon et l'ethno-racisme", *in* P.-A. TAGUIEFF,

dérisoire (grosso modo : aux officiers 100 roubles = 2 yen = 1 dollar par mois, sans la nourriture ; aux soldats la nourriture mais pas de solde), nourriture insuffisante et mauvaise, manque de médicaments, manque d'approvisionnements de combustible pour l'hiver, baraquements ultra-primitifs, humides, sombres, mal chauffables, laissant entrer l'eau et le vent, lazarets qui en temps normal ne seraient pas acceptés comme écuries – pour ceux-là, disons-nous, il est clair que l'hiver apporterait une exacerbation de cette situation »[587]. Le Dr Montandon raconta également que « les prisonniers suppliaient d'être secourus, mais autrement que par des commissions de délégués prenant des photographies et faisant des statistiques »[588]. L'infirmière suédoise Elsa Brändström[589] rendit compte dans son ouvrage[590] rédigé sans pathos, presque comme un rapport professionnel, de ce que fut la détention en Russie pendant la Grande Guerre. Ce livre fut traduit du suédois en allemand et en anglais, mais il est inconnu en France.

Même pour leur rapatriement, les dizaines de milliers de prisonniers de Russie furent trompés par les autorités. Déjà, la paix de Brest-Litovsk signée le 3 mars 1918 par les Empires centraux et la Russie de Lénine et Trotski aurait dû permettre à tous les prisonniers austro-hongrois et allemands de rentrer chez eux, puisqu'elle stipulait que

> Art. 8 : Die beiderseitigen Kriegsgefangenen werden in ihre Heimat entlassen. Die Regelung der hiermit zusammenhängenden Fragen erfolgt durch die im Art. 12 vorgesehenen Einzelverträge.
>
> Art. 12 : Die Herstellung der öffentlichen und privaten Rechtsbeziehungen, der Austausch der Kriegsgefangenen und der Zivilinternierten, die Amnestiefrage sowie die Frage der Behandlung der in die Gewalt des Gegners geratenen Handelschiffe

L'Antisémitisme de plume, 1940-1944, Berg International Éditeurs, 1999, pp. 277-293, in http://louisferdinandceline.free.fr/indexthe/antisem/montandon.htm, consulté le 18.5.2010

587 MONTANDON, George, *Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks pour la croix Rouge de Genève (1919-1921),* Paris, Librairie Felix Alcan, 1923, p. 50.

588 *Ibid.*, MONTANDON, George, *Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks pour la croix Rouge de Genève (1919-1921),* p. 22

589Fille d'un diplomate suédois à Petrograd, Elsa Brändström s'engagea bénévolement comme infirmière dans la Croix Rouge, pour aider et soigner les prisonniers, aidée par Ethel von Heidenstam. Confrontées à la désolation physique et morale des prisonniers, victimes de la faim, du froid, du typhus et du manque d'hygiène, elles entreprirent, avec succès, des démarches auprès du gouvernement russe et des Croix-Rouges danoise et suédoise.

590 *Op. Cit.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, le texte originel a été rédigé en suédois puis traduit en allemand et de cette langue en anglais.

werden in Einzelverträgen mit Rußland geregelt, welche einen wesentlichen Bestandteil des gegenwärtigen Friedensvertrages bilden und, soweit tunlich, gleichzeitig mit diesem in Kraft treten.[591]

Rares furent ceux qui réussirent à rentrer, comme le fit Marco CUSMA : après vingt-sept mois de détention, il se mit en route le lendemain de la signature du traité biélorusse, avec deux compagnons de camp, et arriva chez lui, à Turriaco dans le Frioul, le 3 octobre 1918[592], les autres attendirent le bon vouloir des politiques. La Convention de La Haye n'engageait-elle pas aussi les États belligérants à rendre leurs prisonniers ? Mais ils ne le firent pas. D'abord, la non-reconnaissance officielle du gouvernement bolchevique posait problème ; ensuite l'armistice de la Villa Giusti du 3 novembre 1918 devait libérer tous les prisonniers austro-hongrois et italiens, mais à Versailles, les négociateurs du traité considérèrent que la fin du conflit n'étant pas la paix, les combats étaient toujours susceptibles de reprendre – d'où la prorogation de six semaines en six semaines de l'armistice du 11 novembre – et que ces hommes devaient servir de moyen de pression et de monnaie d'échange. S'agissait-il d'un faux prétexte, pour ne pas dire publiquement que la cessation des hostilités ne fut décrétée que le 24 octobre 1919 ? Pris au piège d'une guerre qui n'était pas la leur, les soldats de citoyenneté austro-hongroise, de nationalité italienne, revenus de leur détention russe, représentent le type de détenu le plus singulier : ils furent prisonniers de guerre chez les Russes, engagés dans la *Legione Redenta*, une armée sans pays, et rentrant chez eux furent de nouveau enfermés par l'État italien qui les considéra alors comme des pisonniers politiques et les traita d'éléments dangereux.

Ainsi, les 2 104 1146 prisonniers austro-hongrois (54 146 officiers et 2 050 000 soldats) se subdivisaient, sur le plan politique, en Autrichiens (à combattre et anéantir, Ludwig Wittgenstein fit exception), en Slaves (à utiliser) et en Italiens (à manipuler) ; sur le plan linguistique en germanophones qui se retrouvaient dans la classe noble de

[591] http://www.dhm.de/lemo/html/dokumente/brest/ , consulté le 3.XII.2013 : « Art. 8 : Les prisonniers de guerre de chaque camp sont libérés dans leur patrie. Le règlement des questions qui en dépendent se fait selon les traités spécifiques prévus dans l'Art. 12. - Art. 12 : La préparation des relations juridiques publiques et privées, l'échange des prisonniers de guerre et des détenus civils, la question de l'amnistie ainsi que la question du traitement des bateaux de commerce tombés au pouvoir de l'adversaire sont réglés par des traités spécifiques avec la Russie, ils représentent une partie essentielle de l'actuel traité de paix et, dans la mesure du possible, entrent simultanément en vigueur avec celui-ci ».

[592] SPANGHERO, Alberto Vittorio et COSMA, Roberto, *Turriaco nelle Grande Guerra*, Turriaco, Circolo Culturale e Ricreativo don Eugenio Brandl, 2009, p. 190

toutes les nations de l'Empire danubien, en slavophones de Pologne, Bohême, en Slaves de la future Yougoslavie et en italophones du Tyrol du Sud et du Frioul autrichien. La conséquence de la propagande nationaliste entrée en action déjà avant la guerre partageait les Slaves en nationalistes indépendantistes et en nationalistes fidèles à l'Empire austro-hongrois. Parmi les italophones, une minorité intellectuelle revendiquait l'appartenance à l'Italie, les autres continuaient de se considérer comme des sujets austro-hongrois sans renier pour autant ni le ladin, ni le frioulan, ni leurs dialectes italianisants. La grande majorité des hommes de troupe austro-hongrois était formée de paysans et de petits artisans. Les ouvriers se voyaient minoritaires. Mais la particularité des prisonniers slavophones et italophones en Russie fut la politisation de leur présence dans le contexte chaotique de l'ex-empire tsariste en pleine guerre civile.

Sous prétexte que les fronts occidentaux avaient besoin de combattants, la France, soutenue par ses alliés, envoya des responsables militaires dans les camps de concentration russes pour y recruter des Slaves à inclure dans la Légion que Štefánik était chargé de mettre sur pied en Russie. Logiquement, les nouvelles recrues durent prêter serment comme le firent les Légionnaires qui s'engageaient dans la Légion tchèque en Italie.

Tandis que la France, soutenue par ses partenaires, recrutait des légionnaires slaves parmi les prisonniers russes et roumains, l'Italie envoyait, dès 1916, une Mission militaire avec la tâche de se soucier des prisonniers austro-hongrois italophones. La démarche était politique et n'avait rien d'humanitaire. Ces prisonniers slavophones et italophones étaient des citoyens austro-hongrois, contrairement à ce qu'écrivit le général Rouquerol, convaincu que la mission militaire française avait « parfaitement rempli sa tâche particulière qui consistait à assurer le rapatriement des anciens prisonniers faits par les armées impériales russes et qui appartenaient aux nations alliées, d'après les traités conclus au cours de la guerre »[593]. La citoyenneté de ces soldats ne fut modifiée que par le traité de Versailles (Section VII, Art. 81 à 84) et celui de Saint-Germain-en-Laye qui démantela l'Empire danubien, et non pas pendant la guerre, si par ces trois derniers mots il entendait 14-18. Il convient cependant de préciser que pour régler un problème politico-militaire, le 7 février 1918, la France assimila l'immense Légion tchéco-slovaque à l'armée française et que quelque 800

[593] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 8

soldats austro-hongrois italophones prêtèrent serment de fidélité au drapeau italien à Tien-Tsin en août 1918, devenant ainsi les *Battaglioni neri* du Corps expéditionnaire italien, le C.I.S.E .O.. Il n'en est pas moins vrai qu'il ne s'agissait là que de subterfuges politiques et que ces hommes étaient alors encore des sujets austro-hongrois. Le 28 octobre 1918, les Tchèques et les Slovaques devinrent officieusement des citoyens de la toute nouvelle République pour la création de laquelle Masaryk, Beneš, Štefánik et les Légionnaires s'étaient soumis au diktat de l'Entente.

Les plus de deux millions de prisonniers austro-hongrois n'étaient pas tous des nationalistes indépendantistes, loin s'en faut. Mais tous furent manipulés ou utilisés. Particulièrement les Tchéco-Slovaques et les Polonais. Menés par Masaryk et Beneš, parfois commandés par Štefánik, les Tchèques et les Slovaques devinrent l'instrument de la destructuration de l'Empire austro-hongrois. Les Polonais, désireux d'acquérir leur autonomie se prêtèrent au jeu de l'Entente et servirent de prétexte aux Anglais et aux Français pour abandonner Denikine et Wrangel. Le jeu de l'intervention en Russie entre 1918 et 1920 ne se fit que par le biais de promesses, mensonges et trahisons. Romano n'aurait-il pas dit à propos de Crispi que l'infidélité est « le revers nécessaire de toute alliance ».[594]

A. Les missions militaires de l'Entente en Russie : un rôle politique ?

Durant les Conférences militaires des 24 et 26 juillet, « les représentants militaires de l'Angleterre, de l'Italie, des États-Unis et de la France se sont mis d'accord sur les conclusions du Mémoire N° 2 (Appui à donner à la Russie pour l'empêcher de fléchir). L'Angleterre prend à sa charge la remise en état de la flotte ; les États-Unis prennent à leur charge la réorganisation des transports intérieurs ; la France prend à sa charge la reconstitution et la réorganisation de l'armée »[595]. Mais ce ne fut pas tout.

[594] ROMANO, Ruggiero, in FEJTÖ, François, *Requiem pou un Empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 53
[595] Cf. Annexes Nr. 45

Les archives de Prague, de La Courneuve, de Nantes, de Rome révèlent que l'Entente envoya en Russie des missions militaires dès le début du conflit. A priori, leur rôle était essentiellement militaire ; la tâche des cadres consistait à épauler les officiers russes et à former les hommes de troupe à l'utilisation des nouveaux engins de guerre. La prise du pouvoir par Lénine et Trotski en novembre 1917, l'armistice puis la paix de Brest-Litovsk occasionnèrent le débarquement d'autres missions militaires dans les ports russes, à Mourmansk et Arkhangelsk au nord, à Sébastopol et Odessa au sud et à Vladivostok à l'est.

Lorsqu'en 1915 l'Italie, la Roumanie et la Bulgarie entrèrent en guerre, « les projets d'utilisation des prisonniers en faveur de l'Entente furent redéfinis sur de plus amples bases »[596] ; d'intenses négociations furent engagées par les Missions militaires de l'Entente avec le gouvernement russe pour que soient mis en place des comités nationaux de prisonniers, tous volontaires et disposés à s'enrôler aux côtés de la Russie ou de l'État qui venait les solliciter. Les missions militaires s'infiltraient et agissaient dans les camps auprès des prisonniers tchèques, slaves, polonais, ruthènes, italiens, laissant miroiter liberté et autonomie, l'objectif ciblait la désagrégation de l'Empire habsbourgeois. Toutes les stratégies destinées à miner la cohésion des armées ennemies furent adoptées.

Après le traité de Brest-Litovsk, ces missions venaient théoriquement dans le but de stimuler les Russes restés fidèles à l'Entente – la Russie n'en était pas sortie – afin qu'ils reprennent la lutte contre l'Allemagne pour ainsi soulager le front occidental, ce qui était faux. En pratique, la manœuvre consistait à empêcher les Allemands de tirer profit de leur nouvelle situation et à exploiter avant eux les richesses de la Russie. Mais une autre raison importante maintenait les Légionnaires tchéco-slovaques en Russie. Le fonctionnement dichotomique des Forces alliées et associées

[596] ROSSI, Marina, *I Prigionieri dello Zar, Soldati italiani dell'esercito austro-ungarico nei lager della Russia (1914-1918)*, *op. cit.,* p. 45
Marina ROSSI, née à Trieste en 1945, est chercheuse de l'*Istituto per la storia del Movimento di Liberazione di Trieste*. Elle a étudié l'histoire du mouvement ouvrier julien et celle des emprisonnements en Russie durant les deux guerres mondiales ; elle est l'auteure des ouvrages *Il lavoratore* (L'ouvrier), *Storia di un giornale* (Histoire d'un journal), Trieste 1987, et de *Lettere di guerra e d'amore,* Trieste 1989, ainsi que de nombreux essais et articles parus dans différentes revues parmi lesquelles « *Storia e Dossier* », « *Qualestoria* », et des vidéos *L'altra riva del Don* (Parma 1995), et *Sui campi di Galizia* (Rovereto 1996).

en Extrême-Orient entre 1918 et 1920 assumait dans son ensemble une dimension politico-économique.

Les missions militaires envoyées par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les États-Unis jouaient essentiellement trois rôles : un rôle militaire consistant à « conseiller les Russes au point de vue de l'organisation et des opérations et de commander aux mêmes points de vue les divers contingents allogènes existant en Sibérie »[597]. Un rôle propagandiste : elles étaient chargées de matériel de propagande servant à manipuler l'opinion populaire russe et à la convaincre des valeurs des Alliés de la Russie. Bruce Lockhart le confirme :

> Parmi le matériel de propagande transporté par notre train-bagages se trouvait l'équipement d'une mission cinématographique […]. Lui aussi [le colonel Bromhead] était chargé de ranimer l'esprit guerrier des Russes en leur montrant des films de guerre du front occidental. Il est facile de conjecturer l'effet de ces tableaux de guerre sur la mentalité d'une armée désorganisée par l'indiscipline. Ils ne servaient naturellement qu'à augmenter le nombre des déserteurs[598].

Mais aussi Ioannis Sinanoglou qui écrivit : « Représentant de la Banque privée de Lyon en Russie, le comte de Chevilly était chargé de la propagande cinématographique française depuis 1916. En mai 1917, il devint directeur du comité de propagande organisé à Petrograd par Albert Thomas »[599]. Ce dernier, ministre socialiste aux Armements avait été envoyé en Russie par le gouvernement Ribot pour ses compétences en matière d'organisation industrielle, la sincérité de son langage et sa connaissance de la Russie ; de plus il « avait la réputation justifiée de servir la cause de la défense nationale, sans aucune arrière-pensée ». Une sincère amitié le liait au capitaine Jacques Sadoul.

Dans leur troisième rôle d'informatrices, les missions militaires renseignaient aussi leur gouvernement respectif sur les événements locaux et les agissements des autres missions. Situations diplomatique, financière et militaire, tout devait être dit.

---

[597] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 72
[598] LOCKHART, Bruce, *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918*, Paris, Payot, 1933, p. 199
[599] SINANOGLOU, Ioannis, Journal de Russie d'Albert Thomas. In: *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol. 14 N°1-2. Janvier-juin 1973. pp. 86-204, in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr_0008-0160_1973_num_14_1_1173 , consulté le 22 juin 2015, aussi pour la citation suivante

Par exemple, le télégramme chiffré[600] envoyé le 6 février 1917 par le Chef de la Mission française en Russie au ministre de la Guerre à Paris mentionne des problèmes financiers, celui du 3 mars du Chef de la Mission française du G.Q.G. russe à Ministre de la Guerre Paris, que Masaryk se rendrait en Russie pour règlement de diverses questions de nature politique étroitement liées avec le recrutement de l'armée tchéco-slovaque et « d'autre part qu'il vaudrait mieux ne pas donner officiellement à cette mission comme titre au moins des fonctions de recrutement qui pourraient mal impressionner »[601]. Le télégramme chiffré envoyé le 4 mars 1917 par le G.Q.G. Russe reconnaissait que la solde à verser aux « volontaires tchèques recrutés pour le front français comme soldats et ouvriers » ne pouvait pas être inférieure à ce que leur auraient donné les Russes : 3 roubles par homme et par mois pour les hommes de troupe et 75 par officier[602]. Mais le 4 mars, le gouvernement était celui de Nicolas II, pour quelques jours encore, puis celui de Lvov et Kerenski lui succéda. En somme, quoique alliés ou associés et agissant dans un même but, les uns surveillaient les autres.

C'est dans ce contexte que, parti pour la Russie « sur la proposition du *War Office* »[603], Masaryk, président du Conseil national tchéco-slovaque, arriva en mai, sous prétexte de s'informer sur la révolution russe. En réalité il voulait rencontrer tous les chefs bolcheviques et il « cherchait à résoudre la question des troupes tchèques placées avec son accord sous l'autorité française »[604]. Il entendait aussi régler politiquement le problème des prisonniers slaves afin de les regrouper dans une Légion impliquée dans la situation chaotique de l'ex-empire russe. *Persona non grata* au temps de Nicolas II, Masaryk apparaissait alors en Russie : après la chute du tsar, après le retour de Lénine et après l'entrée en guerre des Etats-Unis. Calcul ou coïncidence ? Il convient de souligner de nouveau cette réaction de cause à effet entre ces événements de 1917, semblable à un jeu de domino. Quel était leur dénominateur commun ? Masaryk, si l'on en croit ses écrits, avait des amis partout, il s'évertuait à établir des relations avec des personnages influents dans un seul but politique : celui de réussir

[600] Cf. Annexe Nr 46
[601] Cf. Annexe Nr. 47
[602] Cf. Annexe Nr. 48
[603] Cf. Annexe Nr. 49
[604] MARÈS, Antoine. Les Français et Thomas Garrigue Masaryk. In: *Revue des études slaves*, Tome 60, fascicule 3, 1988. Tome 60, fascicule 60. En hommage à Yves Millet études linguistiques et Tchèques. p. 706 in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1988_num_60_3_5792 , consulté le 8.6.2013 et *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande,* p. 52

non seulement à créer la République tchéco-slovaque mais aussi à détruire l'Empire bicéphale, comme le souhaitait l'Entente. Sa présence en Russie de mai 1917 à début avril 1918[605] entrait-elle dans le cadre d'une mission politico-militaire française ? Décidément, cette armée tchéco-slovaque fournissait de très nombreux prétextes à la politique de l'Entente.

- **La mission militaire française en Russie et son action : plurielles ?**

En août 1917, la France avait désigné le général Niessel[606] comme chef de la mission militaire française en Russie. Les officiers qui ne comptaient pas dans un corps de troupe constituaient dans leur ensemble un état-major d'armée mais d'un effectif bien inférieur à celui d'un organe de ce genre. Les attributions de cet état-major furent limitées par l'accord qui réservait à l'amiral Koltchak le commandement direct de toutes les troupes russes[607]. Paris considérait que les événements de Russie rendaient urgente l'action de la France pour lutter « contre les extrémistes soudoyés par l'Allemagne [et pour] concourir par tous les moyens à restaurer la discipline, à relever le moral et à accroître la valeur technique des Armées russes ». Pour ce faire, la France envisageait l'organisation d'une mission militaire puissante qui devait agir non seulement auprès du Gouvernement provisoire assumant la Direction de la guerre et « l'appuyer de son autorité, de son expérience et de sa connaissance du sujet » mais aussi auprès du « Commandement aux Armées pour y faire connaître, en même temps que la nécessité de conduire rationnellement la guerre, la nécessité absolue du maintien de la hiérarchie et de la discipline »[608]. Le chef de la mission était assisté d'un état-major à Petrograd.

Les Alliés, et ici en particulier la France, voulaient-ils apprendre aux Russes la manière de mener une guerre, comme si ces derniers étaient des néophytes en ce

[605] MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 219
[606] Cf. Annexes Nr. 50 et 50a
[607] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 72
[608] Cf. Annexes Nr. 45 et 45a

domaine. Pourtant, le général Rouquerol considérait que même si certains cadres russes de Sibérie ne pouvaient être complimentés au vu de la médiocrité de leur comportement, malgré tout, dans « l'ancienne armée impériale, les officiers dévoués et instruits, les généraux distingués par le savoir et les talents militaires, y étaient nombreux »[609]. En dénigrant le corps militaire russe, les Alliés et associés donnaient l'impression de vouloir justifier la nécessité de leur présence, à moins qu'ils n'aient ciblé un autre objectif ; c'est ce que semblent prouver les nombreuses pièces contenues dans le dossier *FVM Reorganizace FVM v Rusku1916-1918 Inv. Jedn. 2* des Archives militaires de Prague. Ces projets militaires, si concrets, avaient été faits au moins trois mois avant le coup d'État de Lénine et Trotski. La machine de guerre fonctionnait, où le pouvoir militaire semblait dissocié du pouvoir politique.

Toutefois, les intérêts économiques s'inséraient entre les deux de manière prépondérante, comme le démontre Ioannis Sinanoglou : « Attaché à la mission technique des munitions dirigée par le lieutenant-colonel Pyot, Pierre Darcy a joué un rôle important dans la mobilisation métallurgique de la Russie pendant la guerre. Homme d'affaires aux vastes relations dans le monde industriel du Petrograd d'avant-guerre, il a été un des fondateurs et le vice-président de la Chambre de commerce franco-russe. Représentant à Petrograd la Banque de l'Union parisienne, il a été mêlé aux divers projets d'investissement dans la métallurgie russe »[610]. Ce qui explique la conviction du gouvernement de la nécessité de défendre les intérêts de la France.

Mais la réalité que vivaient les missions militaires en Russie divergeait des objectifs gouvernementaux. Une absence de consensus régnait aussi dans la classe politique française, mettant en cause l'opportunité même de l'intervention. Le député Maurice Violette déclara ainsi devant le Parlement :

> La question de l'expédition de Russie se posa en France dès l'armistice. La France n'en voulait à aucun prix. Le gouvernement, lui, l'avait résolue à tout prix. Il s'agissait donc, en cet état, de trouver une telle manière qu'il pût toujours fournir une explication au moment opportun devant la Chambre, pour arriver à obtenir une majorité au moins

---

[609] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 8

[610] Pour l'avant-guerre, cf. John P. McKay, *Pioneers for profit : foreign entrepreneurship and Russian industrialization, 1885-1913*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 1970, pp. 94, 103-104, 200, in *Op. Cit.* SINANOGLOU, Ioannis, Journal de Russie d'Albert Thomas. In: *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol. 14 N°1-2. Janvier-juin 1973. pp. 86-204, in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr_0008-0160_1973_num_14_1_1173 , consulté le 22 juin 2015

provisoire : (*au cours du débat de juin 1919, le gouvernement soutenait encore la thèse selon laquelle l'intervention française était motivée par une lutte contre les Allemands qui, selon lui, encadraient largement les formations Bolcheviques, NDR*). Ce fut donc, en Russie, un régime de guerre pour servir la politique du gouvernement, mais sans déclaration de guerre, pour ne pas trop heurter l'opinion publique (…). Le Gouvernement, dans ces conditions, se trouvait obligé de recourir aux demi-mesures (…). Il n'était pas besoin d'être doué d'un sens critique supérieur pour comprendre que cette politique était folie. Vouloir entreprendre le blocus de la Russie, même avec 300 000 ou 400 000 hommes, en admettant qu'on eût pu les envoyer, c'était quelque chose d'à peu près aussi raisonnable que d'entreprendre le blocus de Paris avec une compagnie d'infanterie ; à plus forte raison lorsqu'on devait se contenter de tenter le blocus de la Russie avec les 30 000 au 40 000 hommes que, sans trop faire crier la France, on pouvait essayer de prélever sur nos contingents pour les envoyer là-bas.[611]

Cette déclaration parlementaire témoignait du refus de l'opinion publique d'envoyer des soldats se battre en Russie pour une cause inacceptable. Mais le gouvernement passa outre. La décision avait été prise depuis longtemps par l'Entente et ses associés. La voix parlementaire n'avait aucun poids.

L'intervention se focalisa donc sur trois points essentiels : dans le Nord de la Russie occidentale, au cœur de la Sibérie et en Russie méridionale. Les corps expéditionnaires arrivèrent par les ports correspondants où le matériel de guerre avait également été débarqué et entreposé : Mourmansk, Arkhangelsk, Vladivostok, Sébastopol et Odessa. Tous les détails poursuivent un objectif : montrer à quel point rien n'était clair dans le déroulement de cette intervention et combien les déclarations et les actions des intervenants se côtoyaient, s'opposaient ou se complétaient.

Si le capitaine Bazzani dénombra 500 militaires français[612] présents en Russie en 1918, le capitaine Mandrilli mentionnait dans le Nord un bataillon de 800 soldats français et d'une compagnie de skieurs. Un document des Archives de la Légion étrangère précise que la ville d'Arkhangelsk « a été prise par les troupes alliées le 2 Août 1918 et à la date du 2 Décembre l'effectif des troupes alliées à Arkhangelsk était

[611] *J.O.* Chambre, 1919, p. 2 591 in *Ibid.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, *L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919*, Revue historique des Armées, N° 186, 1/1992, p. 55
[612] BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice Legione Trentina, 1933, p. 275

environ 15.000 hommes dont 3 compagnies françaises »[613] ; une compagnie comportant de 80 à 225 soldats, il n'est donc pas faux de compter entre 500 et 800 soldats français dans le Nord de la Russie. Si l'on additionne tous les autres corps expéditionnaires envoyés par Paris, l'ensemble des éléments de la Mission militaire française en Russie correspond à plusieurs milliers de soldats ; en définir le nombre exact représente un travail d'apothicaire et la lecture des nombreux documents d'archive qui le prouvent et pouvant être mis en annexes risquerait d'être lassante. Le gouvernement transmettait sa décision au Grand Quartier Général qui désignait les militaires et leur lieu d'affectation ainsi que leur mission ; mais souvent d'autres éléments s'y ajoutaient, selon les circonstances. Par exemple, le courrier[614] que le général Janin envoya le 16 août 1918 à Clemenceau précisait le nom des officiers et sous-officiers se préparant à partir les 16 et 29 août, ainsi que le 15 septembre 1918 tandis que d'autres listes étaient en préparation ; combien seraient-ils ? Après la fameuse Conférence des Alliés du 29 novembre 1917 qui décida d'intervenir en Russie en usant de faux prétextes, cette intervention avait pris la forme d'une guérilla et semblait s'organiser au jour le jour. Compte tenu de la diversité des lieux d'action, il est permis de dire que la mission militaire française en Russie était subdivisée en sous-missions ou bien que les corps expéditionnaires furent multiples.

Au nord de la Russie

Les éléments de la mission militaire française arrivèrent de France depuis Bordeaux, Brest, Le Havre ou Cherbourg. La Légion étrangère forma en « août-septembre 1918 à Arkhangelsk un Bataillon spécial, sous le commandement du colonel Vitrey, ayant comme adjoint le lieutenant Moussy, [qui] a participé avec d'autres troupes alliées aux combats livrés par les forces russes du général Miller contre les soldats bolchevistes au cours de l'hiver 1917-1918 et de l'année 1918. La première Compagnie, notamment, après avoir reçu une instruction spéciale, constitua une unité de Skieurs ″coureurs des bois″ qui, dès le mois de décembre 1918, prit part à une attaque menée le long de la voie ferrée d'Arkhangelsk à Vologda. Le reste du Bataillon ne paraît pas avoir été engagé avant Février ou Mars 1919 »[615]. ; « quant à l'armée française de Vologda, elle n'a jamais existé que dans l'imagination des propagandistes.

[613] Cf. Annexe Nr. 51
[614] Cf. Annexe Nr. 52
[615] Cf. Annexe Nr. 38

Il ne peut s'agir, tout au plus, que du petit corps expéditionnaire débarqué à Arkhangelsk, et qui n'en bougera pas »[616]. Le 4 août 1918, le général Poole avait débarqué un détachement à Arkhangelsk. S'il est vrai que l'établissement de la base porta préjudice à la stratégie des Russes blancs pendant tout le reste de la guerre civile en Sibérie, Bradley ne pouvait écrire que rien d'autre ne fut accompli dans le Nord [617].

En Finlande comme à Mourmansk et Arkhangelsk, le bilan du Nord fut négatif pour les Blancs car l'action des Alliés contribua à l'échec de Ioudenitch. Les militaires auraient été les seuls à s'en plaindre tandis que les politiques se taisaient. Que comprendre ?

Dans le Sud, sur la très convoitée mer Noire

Les régions riveraines de la mer Noire connurent d'abord l'engagement de l'Armée d'Orient, fort méconnue elle aussi[618] : « Il fallut les succès de l'Armée d'Orient à partir de septembre 1918, sous le commandement du général Franchet d'Espèrey, pour que Clemenceau réexamine sérieusement l'éventualité d'une politique nettement antibolchevique »[619]. Un calcul politique et des négociations secrètes avaient conduit l'Entente à considérer la Roumanie, d'abord restée neutre, comme une alliée possible. La mission Berthelot, « qui atteignit un effectif de 1 150 personnes, essentiellement des officiers spécialisés » concrétisa l'idée d'une aide militaire *technique* française à ce royaume. Elle avait été évoquée dès le mois d'août, plusieurs jours avant que la Roumanie ne déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne, le 27 août 1916. Le général Berthelot intervint donc en Roumanie et au sud de la Russie, car l'armée du royaume roumain était englobée dans le front russe. Mais « l'armistice puis la paix de Brest-Litovsk portèrent un coup fatal à la résistance roumaine et aux projets de Berthelot, entraînant le départ de la mission française.

La France qui avait d'abord choisi d'agir en Ukraine dans un but politico-militaire envoya un corps expéditionnaire à Odessa et Sébastopol où il devait prendre

---

[616] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, V Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p.55, Note 1

[617] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 376

[618] *Op. Cit.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, p. 279

[619] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919 in *Revue historique des Armées*, N° 186, 1/1992, p. 55

les gages indispensables : les ports et arsenaux de l'ex-flotte impériale de la mer Noire[620]. Selon les Conférences militaires de fin juillet, même si d'après le général Berthelot, le rôle de la mission française devenait de plus en plus celui de reconstitution et rééducation militaire[621], il n'était cependant pas prévu que tous les cadres et techniciens militaires envoyés soutiendraient et formeraient les Armées blanches. L'aide était donc sélective.

L'escadre franco-anglaise envoyée à Novorossisk fit de nombreuses promesses au général Denikine et à ses Volontaires. Ces Alliés ne partageaient pas la position de Denikine dont l'objectif était de s'emparer de Moscou ou Petrograd assuré ainsi de se débarrasser du pouvoir bolchevique et de rétablir l'intégrité du territoire de la Grande Russie ; une stratégie à l'opposé de celle des Français qui visaient l'établissement d'une zone tampon[622]. À Odessa, les Alliés étaient soutenus par la 4e division polonaise désireuse de rentrer en Pologne, et par Venizelos qui, voulant se ménager pour les futurs traités de paix les sympathies de Londres et Paris, mit à disposition des Alliés d'abord une brigade puis près de trois divisions. Mais Venizelos agissait aussi par intérêt : « au printemps 1919, le jeune roi Alexandre de Grèce meurt d'une morsure de singe. Bon débarras. C'était un timide et un sage incapable de comprendre les plans grandioses de la ″troïka″ Zaharoff- avec Lloyd George et Zaharoff-Venizelos-Lloyd George »[623].

Selon le capitaine Deygas, même « des troupes allemandes étaient sous les ordres du général d'Anselme si invraisemblable qu'en soit la chose »[624]. Le manque de moyens de transport avait retenu tous les Allemands qui se trouvaient dans le Sud de la Russie, ils furent placés sous les ordres d'un amiral. Les Allemands de Nikolaïev, sous les ordres du général d'Anselme, devaient résister aux Armées rouges et défendre la ville jusqu'à leur relève par les Français.[625] Ce qui prouve, si c'est encore nécessaire, que les soldats allemands ne furent jamais transportés à l'ouest et que les Français

[620] *Ibid.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919 in *Revue historique des Armées*, N° 186, 1/1992, p. 57
[621] *Op. Cit.*, GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel et SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'Armée russe*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 129
[622] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, chef d'escadron, L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919 in *Revue historique des Armées*, N° 186, 1/1992, p. 58
[623] HAUTECLOCQUE, Xavier de, Le Crapouillot, Numéro spécial, mars 1932, p. 10
[624] *Op. Cit.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, p. 304
[625] *Ibid.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, p. 304

coopéraient avec les Rouges. Le chaos qui régnait là aussi était aggravé par l'infiltration des bolcheviks qui convainquaient, avec succès, les combattants de tous bords (français, helléniques, ukrainiens, russes) de ne pas se battre. Il y eut de graves mutineries. Cependant le redoublement des attaques conduisirent les bolcheviks à demander un armistice de huit jours à la mi-avril. Mais « le 22 avril les troupes alliées reçoivent l'ordre d'évacuer Sébastopol. On prolongea l'armistice et comme à Odessa on laisse installer dans la ville un gouvernement soviétique local qui facilite notre départ et l'évacuation de la population qui se fait sans à-coup »[626]. Pourquoi cet abandon des Alliés sur le point de vaincre ?

Le capitaine Deygas n'écrivit pas que le général Denikine abandonna son commandement à Wrangel le 4 avril 1920 lorsqu'il s'exila. Installé en république de Crimée, le général Wrangel réorganisa les restes de l'Armée des Volontaires (30 000 dont 12 000 Cosaques) et remonta vers le Nord lorsque les Polonais intervinrent en Ukraine. Sans soutien contre l'Armée rouge, lâché par les Alliés, il dut abandonner. Il s'efforça cependant d'évacuer ses hommes et fit embarquer 13 000 personnes (soldats et civils) sur cent vingt navires qui les transportèrent vers la Turquie, la Grèce, la Roumanie, la Yougoslavie ou la Tunisie[627].

Dans son intervention du 15 décembre 2010 à Paris, Léonid Rechetnikov souligna que la France avait été la seule à reconnaître en 1920 ce gouvernement du général Wrangel en Crimée et que ce fut une décision dictée « par la volonté de la France de sauver la Pologne contre l'offensive de l'armée rouge. […] Cependant, quand les Bolchéviques (*sic*) ont signé la paix avec Varsovie, toutes les forces se sont déchaînées contre Wrangel. Plus personne n'a aidé Wrangel à cette époque, ni la France ni la Pologne »[628]. La politique de l'Entente consistait donc à se servir des uns pour ou contre les autres.

En résumé, l'intervention des missions militaires dans le Sud de la Russie se solda également par un échec, pour les Blancs. Là aussi, les Forces alliées

---

[626] *Ibid.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919*, Paris, Payot, 1932, p. 313

[627] http://www.philatelie-populaire.com/spip.php?article215 13.9.2013

[628] http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison- , consulté le 15.4.2014

abandonnèrent les Volontaires. Comment ne pas en déduire qu'Alliés et associés ne voulaient pas voir vaincre les Armées blanches ?

À l'est, en Sibérie

La Sibérie traversée d'ouest en est par cet acteur principal, le Transsibérien, qui joua un premier rôle dans l'épisode de l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient, abrita également à Omsk le siège du gouvernement provisoire, le Directoire. Celui-ci devint la dictature de Koltchak par le vouloir du « conseil des Ministres qui le pria de prendre le pouvoir Suprême »[629], comme le confirme ce document[630] des Archives diplomatiques de La Courneuve, du 20 novembre 1918 :

> A la suite des événements signalés par mon télégr. N° 110, Amiral Kotchak, ministre de la Guerre et ministre de la Marine, a été nommé hier à titre provisoire ″Gouverneur Suprême″ par le Conseil des Ministres ; il a pris (le) commandement en chef de toutes les forces russes (Directoire) est supprimé. Conseil des Ministres a accepté rester aux Affaires sous la présidence de Vologodski. Titre Gouvernement n'a pas changé ; il est toujours ″Gouvernement Provisoire Russe″. L'amiral est venu dès hier m'annoncer ces mesures qui devaient être publiées et qui l'ont été ce matin ; il m'a affirmé à diverses reprises que son gouvernement ne tolérerait ni restauration ni réaction ; il veut rétablir l'ordre ; reconstruire une armée disciplinée, décidée (à) combattre bolcheviks et ennemis des Alliés. Il m'a demandé de porter ces déclarations à la connaissance du gouvernement français.

La note[631] secrète que le ministère de la Guerre transmit le 4 octobre 1918 à l'état-major des Armées précisait, quant à elle, que les tâches de la mission militaire française en Sibérie concernaient « l'organisation de l'Artillerie Tchèque à Kharbin, l'encadrement de l'Artillerie Tchèque et éventuellement de l'Artillerie russe ». De plus, avant de partir, tous ces officiers prévus pour la Sibérie devaient d'abord se présenter à l'état-major de l'Armée tchéco-slovaque, 34 rue Bonaparte à Paris. Quel était ce pouvoir donné au CNT ? Les protagonistes de cet épisode sibérien étaient donc bien les Tchèques et les Slovaques ; les Polonais jouèrent également un rôle important. Venaient ensuite les Armées blanches contre-révolutionnaires ou anti-maximalistes.

[629] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 183
[630] Cf. Annexe Nr. 53
[631] Cf. Annexe Nr. 54

Autrement dit, tout tournait autour des Tchéco-Slovaques. Pourtant, les Forces alliées n'avaient-elles pas déclaré intervenir pour soutenir les Blancs contre les Rouges ? En cet été 1918, quel était donc l'objectif réel de la Mission militaire française ? Et celui des Alliés et associés ?

Le général Janin arriva à Vladivostok à la mi-novembre 1918. Le personnel attaché à sa mission n'avait pas la composition d'un état-major d'armée, il présentait un effectif réduit. Mais d'autres unités avaient été envoyées auparavant comme le prouve le document très secret du 18/31 décembre 1917[632]. Janin disposait aussi des troupes coloniales parvenues d'Indo-Chine en Sibérie pendant l'été 1918, ainsi que de détachements d'aviation et de chars de combat. Ces troupes coloniales composées d'un bataillon et d'une batterie étaient arrivées à Vladivostok le 9 août à 6 heures du matin, sur le vapeur *André Lebon* ; elles comprenaient une forte compagnie de volontaires alsaciens-lorrains[633] et une grande proportion de convalescents de paludisme et de récupérés. Que faut-il comprendre ? Ces 1 136 hommes étaient commandés par le chef de Bataillon Mallet[634], accompagné par les médecins, le major Jouvelet ainsi que le major Genevray dont les archives de l'Institut Pasteur à Paris ne possèdent que les délicieux dessins, son épouse ayant détruit toutes ses notes après son décès. Qu'avait-il écrit qu'il fallût supprimer ? Du 9 août 1918 au 14 février 1920, durant les dix-neuf mois consacrés à la lutte antibolchevique, ces marsouins du Bataillon Colonial Sibérien (B.C.S.) qui souffraient beaucoup du climat glacial, furent d'abord employés à la répression d'insurrections sur l'Oussouri, puis à Oufa pour renforcer les Tchéco-Slovaques qui luttaient contre les bolcheviks et instruisaient des Russes. Joseph Madelon qui partit de France en février 1919, arriva, avec les autres soldats, en mai à Tien Tsin fut intégré en mars à Haïphong au 11e Régiment colonial et combattit avec les marsouins jusqu'à sa démobilisation en septembre, son carnet de route[635] apporte un témoignage intéressant et original de l'action de ces soldats en Sibérie. Ces derniers

---

[632] Cf. Annexe Nr. 57

[633] Étaient-ils des volontaires francophiles ou bien s'étaient-ils engagés dans la Légion étrangère pour échapper à l'emprisonnement dans les camps de concentration en France, comme l'évoque J.-C. Farcy dans son livre *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos historiques, 1995

[634] BORDE, Fernand, (Marsouin au 9e R.I.Ma. en 1961) Causerie tenue à la Maison du Combattant, à Nice, le 2 avril 2003, sur la base de la thèse du colonel BOULIÉ (Lieutenant au 16e R.I.C. en 1918) présentée à la faculté de Lettres de Nice. Cette causerie est le récit de campagne d'une unité française en Sibérie, de 1918 à 1920, donc durant la guerre de 1914-1918 et ses suites diverses. In http://www.witzgilles.com/page_guerre_orien_1918.htm , consulté le 7.2.2010

[635] Cf. Annexe Nr. 56 à 56c

constatèrent entre autre, que parmi les 25 000 hommes que comptaient les forces américaines et japonaises, les premières restèrent toujours l'arme au pied à Vladivostok. Pourquoi avoir déplacé autant de soldats s'ils n'agissaient pas ? Quant aux Japonais, une seule fois, le 23 août 1918, le général Oï engagea ses troupes sur l'ordre du lieutenant-colonel Pichon, commandant du Corps expéditionnaire Allié, soutenu par le B.C.S..

La multiplicité des missions réparties sur le sol russe induit en erreur quant à l'importance des forces militaires françaises en Russie : les corps de la Légion étrangère dans le Nord, la mission en Crimée et en Ukraine, et les autres unités à Omsk et Vladivostok. Cette omniprésence active française correspondait à l'omniprésence passive des Anglais mais actives des Dominions Britanniques. En fait, parmi les Alliés et associés, les seuls combattants étaient les Français, les Italiens et les Légionnaires tchéco-slovaques.

Le B.C.S. rentra le 4 mars 1920 à Tien Tsin ; les rescapés de cette campagne de Sibérie de 1918 à 1920 furent réunis le lendemain une dernière fois au centre du cantonnement. Pour eux, la guerre était bien finie : détachés de leurs unités respectives, les 9° R.I.C., 3° Zouaves, 4° et 5° R.A.C., ils furent rattachés au 16° Régiment d'Infanterie Coloniale. Le Bataillon colonial de Sibérie fut dissous. Le corps expéditionnaire italien, le C.I.S.E.O., connut le même sort à son retour à Naples au printemps 1920 : sa dissolution eut lieu dès qu'ils eurent débarqué, sur le quai. Pourquoi ? Voulait-on effacer un épisode de la fin de la guerre 14-18 qui cependant devrait être 14-19 ? Il s'agit là d'une mystification politico-médiatique.

Après l'arrivée des officiers sans troupe de la mission française en novembre 1918 suivit celle des autres unités à Omsk le 13 décembre 1918. La tâche du général Janin est immense, et le chef de la Mission militaire alliée est « un homme de peu d'envergure, qui se laissera rapidement déborder par les événements »[636] ; il fut nommé « chef de la mission française au grand quartier général russe, [il avait été] précédemment premier attaché militaire à l'ambassade française de Petrograd »[637]. Il

[636] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, V Les épreuves de force 1938*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p.63 et SAKHAROV, Constantin, général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien,*, p. 47

[637] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, pp. 18-19

eut le lendemain de son arrivée à Omsk son premier entretien avec l'amiral Koltchak qu'il n'appréciait guère. À juste titre, ce dernier était irrité de devoir subir sur le front russe le commandement d'un général étranger. « L'effectif des troupes russes en Sibérie à la fin de 1918 pouvait atteindre 150.000 hommes. L'absence de situations régulières ne permettait pas d'ailleurs d'en fixer le chiffre exact »[638]. Cet accord franco-britannique dont il avait eu connaissance la veille par la publication d'un radiogramme, avait été pris sans son avis. Il était pourtant la première personne concernée. Les Alliés faisaient donc peu de cas de l'amiral que les Anglais avaient pourtant mis à ce poste, sans doute afin de mieux dominer la situation. Il est donc aisé de comprendre que « la lutte contre le bolchevisme semble être devenue une manifestation du nationalisme sibérien naissant à se libérer de la subordination au gouvernement européen ».

L'état-major de la mission française, constitué de l'ensemble des officiers[639], réserva néanmoins à Koltchak le commandement direct de toutes les troupes russes. Mais le général Knox restait omniprésent. « Dans tous les cas, la mission militaire restait chargée de conseiller les Russes au point de vue de l'organisation et des opérations, et de commander aux mêmes points de vue les divers contingents allogènes existant en Sibérie. Un bureau spécial fut créé pour les Allogènes autres que les Tchécoslovaques. Le général [Janin] constitua pour ces derniers une chancellerie spéciale distincte de l'état-major ».[640] Tout ceci confirmait la mainmise de l'Entente et des Américains sur l'ensemble de la Russie, par le biais de l'intervention. Noulens n'avait-il pas conseillé de créer un gouvernement russe « favorable aux intérêts de l'Entente » ? Mais était-ce le rôle de l'Entente de créer un gouvernement russe alors qu'elle avait déclaré ne pas vouloir s'immiscer dans la vie politique du pays ?

À Vladivostok débarqua également la mission Loubignac à propos de laquelle la Revue des Anciens combattants *La Charte* publia en août 2008 un article[641] rédigé par l'un de ses membres et resté au fond d'un tiroir jusque là. Les documents des Archives militaires de Prague comportent souvent le patronyme de cet officier

[638] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 77, aussi pour la citation suivante
[639] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 72
[640] *Ibid.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 72
[641] LEGUY, M., adjoint du colonel Loubignac, « La mission Loubignac (12 novembe 1918-25 août 1920) », in *La Charte*, Juillet-Août 2008, N° 4, Organe de la Fédération nationale André Maginot, pp. 9-12

supérieur, mais en août 2008, ce fut probablement la première fois que son nom parut dans la presse française, quatre-vingt-dix ans après les événements. Elle partit discrètement de la rade de Brest le lendemain de l'armistice. Quelle aurait été la réaction de l'opinion publique si elle avait été informée ?

La mission Loubignac : le témoignage du lieutenant Leguy

La mémoire collective n'a jamais su que dès le lendemain de l'armistice, le 12 novembre 1918, une mission militaire française embarquait à bord du *Président Grant*, anciennement le *Vahrl* allemand, mouillé dans la rade de Brest, pour se rendre en Sibérie. M. Leguy, l'un des membres, écrivit : « Le soir vers 16 heures, le navire quittait la terre de France à destination de l'Amérique. Dans les premières 48 heures, nous étions convoyés par six contre-torpilleurs[642]. Le 25 novembre vers 10 heures du soir, nous quittons New York par train spécial à destination de San Francisco où nous arrivons le 29 novembre à 7 heures. Le 5 février 1919, nous quittons San Francisco à bord du transport militaire américain, le *Thomas*. Le 13 nous arrivons à Hawaï, dans le Pacifique en Océanie. Enfin le 3 mars nous atteignons Nagasaki. Dès le 4 au soir, nous réembarquons pour la Sibérie où nous arrivons le 6 au soir. Ah ! La belle réception qui nous attendait : 1 mètre 30 de glace dans le port… »[643]. Qu'allait faire ce corps expéditionnaire dans cette Sibérie[644] dont l'élément capital était le Transsibérien ? « Nous étions en mission d'instruction des troupes tchécoslovaques en Sibérie. En réalité, nous ne le fûmes jamais »[645]. Il convient d'applaudir à l'honnêteté de cet officier. Le 12 juillet 1919, à Ekaterinbourg, le colonel Loubignac, accompagné du commandant Laisis, député, et de M. Leguy, participent à une commission d'enquête pour étudier le cas de la mort du tsar dans la maison Ipatiev. « Certaines

---

[642] Pourquoi le Lusitania n'a-t-il pas été convoyé par six contre-torpilleurs ?

[643] *Op. Cit.*,LEGUY, M., adjoint du colonel Loubignac, *La mission Loubignac (12 Novembre 1918 – 25 Août 1920)*, in La Charte, Juillet-Août 2008, p. 9

[644] Cette région se subdivise en trois zones : au nord du 63e parallèle, la toundra ne voit pousser que les mousses et les lichens, aucun arbre, les condamnés politiques et autres y étaient déportés ; plus bas, les forêts de pins, mélèzes, sapins recouvrent la taïga sur six millions de kilomètres carrés et fournissent le combustible pour le transsibérien qui traverse la Sibérie, y vivent des races mongoles, les Yedes, les Lamoutes, les Yakoutes, les Ostiaks ; les très basses températures gèlent les rivières pendant huit à neuf mois. Au sud, la zone cultivable englobe 2 millions de km² et produit des céréales entre mai et septembre, grâce à son climat plus doux. Sur le plan ethnographique, l'élément russe domine. Tomsk aurait la mosquée la plus septentrionale du monde ; au point de vue religieux, la Sibérie est le prolongement de la Russie d'Europe, même de la grande Russie. Ses grandes villes sont Omsk, Toms et Krasnoïarsk mais aussi Irkoutsk et Ekaterinbourg.

[645] *Ibid.*, LEGUY, M., adjoint du colonel Loubignac, *La mission Loubignac (12 Novembre 1918 – 25 Août 1920)*, in La Charte, Juillet-Août 2008, p. 9

paroles anglaises, de nombreuses contradictions dans les témoignages laissent planer le doute total »[646]. Manifestement, la vérité que d'aucuns connaissent ne sera jamais dévoilée sur ce sujet. Le récit étonnant que fait M. Leguy de la présence de la mission Loubignac en Sibérie révèle la confusion qui régnait : il implique « l'armée Pepelaïeff, en partie vêtue par les Anglais, [qui] voit son nombre diminuer. Les jeunes recrues, après avoir massacré les cadres, passent avec armes et bagages aux bolcheviks. Le front se désagrège et tout craque. C'est le recul de Koltchak qui commence et ne finira qu'au fossé d'Irkoutsk. On avait bien essayé d'enrayer le recul mais *des ordres précis nous obligèrent à faire comme tous les autres, c'est-à-dire reculer*. Nous évacuons Ekaterinbourg sous une fusillade nourrie. *De qui ou contre qui ? On n'en a jamais rien su* et les plus surpris furent ceux sans doute qui en furent les victimes. La place de la gare fut *nettoyée par une mitrailleuse inconnue* ». M. Leguy mentionne également des bandes "rouges" exécutant des raids pour fréquemment couper la ligne devant eux, ou bien « la défection de la légion polonaise du colonel Mumcha me faisait perdre toutes mes pièces comptables, tout l'approvisionnement du détachement, mes affaires personnelles » et encore : « le train blindé polonais, que suivait le colonel Loubignac, se rendait avec armes et bagages à deux commissaires bolcheviks *sans aucune résistance* » et « le train du détachement était, avec tous les échelons qui suivaient, bloqué définitivement », puis « nous sommes finalement bloqués à notre gauche par les "rouges", en face et derrière par les S.R. qui sont commandés par des officiers allemands, à notre droite par l'armée verte[647] de l'ataman Semenoff de Transbaïkalie, qui nous accuse d'avoir abandonné Koltchak ». Semenoff joua pourtant un rôle aussi important que Wrangel ou Youdenitch, même s'il ne fut pas un exemple de vertu, car tout en soutenant les Armées blanches, il essaya de faire des affaires et de se constituer un capital si ce n'est un ″royaume″ ; il avait probablement compris que chacun tirait la

[646] *Ibid.*, LEGUY, M., adjoint du colonel Loubignac, *La mission Loubignac (12 Novembre 1918 – 25 Août 1920)*, in La Charte, Juillet-Août 2008, p. 11

[647] *Op. Cit.*,MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, II-1933, p. 284 : « Le ″Bande Verdi″ erano costituite da bolscevivhi malcontenti e da disertori delle due fazioni in lotta e vivevano di rapina attaccando ora gli stessi bolscevichi, ora i controrivoluzionari. In una parola erano dei volgari briganti inquadrati e armati. Di queste bande facevano parte molti mongoli. Si ricorderà che di esse i giornali riparlarono recentemente perché Gorgulof, l'assassino del Presidente della Repubblica Francese, pare vi avesse appartenuto ». Les ″Bandes Vertes″ étaient constituées de bolcheviks mécontents et de déserteurs des deux factions en lutte, elles vivaient de vols en attaquant soit les bolcheviks eux-mêmes, soit les contre-révolutionnaires. Bref, ces hommes étaient de vulgaires brigands encadrés et armés. De nombreux mongols faisaient partie de ces bandes. On rappellera que les journaux en parlèrent récemment, parce qu'il semble que Gorgulov, l'assassin du président de la République française [Paul Doumer], aurait été des leurs.

couverture à soi et fit de même, mais plus effrontément. Après de nombreuses péripéties, Leguy finit par arriver à Vladivostok où il réussit à monter à bord d'un *bateau anglais* sur lequel est embarquée la *division serbe qui se rendait à Raguse*. Ces exemples de guérillas – tous extraits du témoignage de M. Leguy – très fréquents durant la période d'intervention témoignent de la complexité de la situation et amène la question : qui s'opposait aux corps expéditionnaires alliés en Russie ? Qui chercha à les empêcher d'agir contre les maximalistes ? Ce récit de M. Leguy ressemble étrangement à celui du lieutenant-colonel Gendre en Finlande : les ordres donnés ne correspondaient pas à la réalité des exigences politiques ; des guérillas inattendues et inconnues surgissaient et tuaient. Cette mission Loubignac connut également l'incertitude, le chaos, l'étrange comportement des Anglais et la confrontation sporadique avec des échelons de Rouges et de Socialistes-Révolutionnaires de gauche. À n'en pas douter, les Rouges devaient vaincre.

- **Les missions italiennes**

La mission militaire italienne en Russie (MMIR) est née dans la capitale française à la table des « pourparlers qui aboutirent à la Convention entre l'Italie et l'Entente, signée à Paris le 9 mai 1915, et où fut décidé l'échange de missions de liaison auprès des GQG alliés »[648]. La MMIR fut confiée au major Maurizio Marsengo auquel succéda en 1916 l'officier de cavalerie Giovanni Romei Longhena[649]. La délégation italienne soutenait soit la nécessité d'une étroite collaboration entre armées alliées, soit l'indépendance du front italien[650]. La durée de la guerre et le bouleversement survenu en Russie changèrent le caractère même de la mission italienne qui s'insérait dans la décision de la Convention. L'Italie envoya deux missions, celle de 1916 et le Corps expéditionnaire italien appelé C.I.S.E.O. (*Corpo Italiano di Spedizione in Estremo Oriente*), arrivé le 3 septembre 1918 sur la

[648] CAPPELLANO, Filippo, Traduction de Adam Molho, ″ Les relations entre les armées italienne et française pendant la Grande Guerre ″ in *Revue historique des armées*, 250-2008, pp. 53-65, in http://rha.revues.org/182 , consulté le 6.7.2014

[649] *Op. Cit.*,RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p.65

[650] Cf. Rochat (Giorgio), « La Convention militaire de Paris, 2 mai 1915 », dans Il Risorgimento (Milan), 1961, no 3, Note 6 du texte ci-dessus mentionné

concession italienne de Tien Tsin de 444,647 mètres carrés[651]. Toutes deux jouèrent un rôle essentiellement politique. Elles furent interdépendantes.

Soutenues par l'Entente, les missions militaires envoyées en Russie étaient censées collaborer pour maintenir l'ordre sans ingérence dans la politique interne russe et œuvrer pour la réorganisation sociétale du pays. Elles devaient aider moralement et matériellement le peuple russe à protéger la Sibérie d'une éventuelle invasion par l'Allemagne qui, selon Randanzo, aurait pu profiter du chaos causé par la révolution et, échappant au contrôle des Alliés, s'emparer des ressources de cette richissime région[652]. En réalité, les Alliés intervinrent en Russie de 1918 à 1920 surtout dans cet objectif, car ils entendaient bien être les premiers à profiter des richesses de la Sibérie. Mais non seulement. À ces directives générales s'ajoutaient bien sûr les intérêts inhérents aux objectifs nationaux des missions.

La plupart d'entre elles, Italie incluse, faisaient œuvre de prosélytisme dans les camps de concentration en Russie ; elles y poursuivaient un objectif politique. Les membres des missions devaient convaincre les prisonniers considérés comme appartenant à la nation qui les envoyait, de renier leur appartenance à l'Autriche-Hongrie ; s'ils n'acceptaient pas, ils étaient vus comme des traîtres et souvent maltraités par les autres[653]. C'était surtout le cas des Slaves mais aussi des italophones du Frioul et du Tyrol du Sud. Avant même que la première mission italienne, commandée par le lieutenant-colonel Achille Bassignano, ne quitte Turin le 16 juin 1916, les milliers de prisonniers austro-hongrois italophones, pris dès 1914 sur le front de Galicie où les avait envoyés Vienne pour les éloigner de la frontière austro-italienne, jouèrent déjà le rôle d'instrument politique. Cette mission italienne arriva à Kirsanov, lieu de rassemblement des *irredenti*, le 9 août 1916.

Le Royaume d'Italie, encore neutre en 1914, calculait au mieux son avantage avant d'entrer dans le conflit. Le Frioul oriental et le Tyrol du Sud représentaient l'objet de ses convoitises. Soit l'Autriche-Hongrie les lui cédait et il conservait sa neutralité, soit il s'engageait dans la guerre aux côtés de l'Entente qui promettait de

---

[651] *Op. Cit.*,, Antonio, Generale Divisione Alpini, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri", 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 74

[652] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p.63

[653] *Op. Cit.*,FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 64

les lui annexer en cas de victoire. Pour faire pencher la balance de son côté, l'Entente avait payé Mussolini[654] afin qu'il entreprenne une propagande interventionniste à travers l'Italie. Le tsar avait tout intérêt à ce que François-Joseph affronte l'Italie au sud de son Empire ; il proposa donc à Victor-Emmanuel III d'accepter les prisonniers italophones qui pouvaient servir au moins comme main-d'œuvre dans son Royaume, tandis que les soldats italiens se battraient contre les Autrichiens. La légende de cette caricature très révélatrice dit que ce sont « des soldats de Cervignano, sujets autrichiens prisonniers en Russie dont on chercha par tous les moyens à boycotter le retour dans leur terre d'origine ».



Cervignanesi sudditi austriaci prigionieri in Russia, si cercò in tutti i modi di boicottare il rientro nelle loro terre di origine. 655

Le tsar Nicolas II voyait dans cette démarche

> un modo per premere sull'Italia, rimasta neutrale, perché scendesse a combattere a fianco degli Alleati. Ma accettare quei prigionieri significava dare rifugio a dei sudditi austriaci, in molti casi a disertori. Non era ancora giunto il momento. Nei primi mesi del 1915, lo zar rinnovò l'offerta; l'Italia prese tempo.[656]

Le roi refusa. Dans les premiers mois de 1915, Nicolas II renouvela son offre au gouvernement italien qui prit le temps de répondre, signa le Pacte secret de Londres le 26 avril, puis accepta. Les prisonniers n'étaient pas dupes puisque Angelo Visintin attesta :

---

654 ZENI, Marco, *La moglie di Mussolini*, Trento, Éditions Effe&ERRE, 2006, p. 96

655 FONTANA, Bruno, *Cervignano austriaca*, Édité à compte d'auteur, 1994, p. 196

656 *Op. Cit.*,ROSSI, Marina, *I Prigionieri dello Zar*, Milano, Mursia, 1997, p. 45 ; FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*., p. 57 ; FONTANA, Bruno, *Cervignano austriaca*, Edizione a cura di Bruno Fontana, 1994, p. 196, crédit photo DR. C'était "un moyen de faire pression sur l'Italie, restée neutre, afin qu'elle se décide à combattre aux côtés de l'Alliance. Mais, accepter ces prisonniers signifiait donner refuge à des sujets autrichiens, et dans de nombreux cas, à des déserteurs. Le moment n'était pas encore venu. Dans les premiers mois de 1915, le tsar renouvela l'offre ; l'Italie prit son temps".

> La sorte dei prigionieri entrò nel merito delle discussioni tra l'Italia e la Russia sin dai primi approcci del Regno con l'Intesa, nell'autunno 1914. Per le autorità italiane, integrare nel proprio esercito i "fratelli irredenti" sarebbe stato un colpo propagandistico non indifferente.[657]

C'est alors que Rome élabora l'organisation pour rassembler ces prisonniers tyroliens et frioulans dans le camp de Kirsanov avant de les transporter en Italie – et non pas chez eux – avec leur accord. Avec l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente, Petrograd ordonna d'exempter ceux que les Russes appelaient *Talianski* de l'obligation de travailler.

L'action de rassemblement commença au cours de l'été 1915. Depuis les quarante-cinq *goubernias* de l'immense Empire russe commencèrent alors à affluer à Kirsanov les prisonniers qui voulaient être rapatriés en Italie, voire quitter les camps d'emprisonnement. Il convient de considérer que la population du Trentin et du Frioul était majoritairement composée de paysans originaires de petits villages qu'ils n'avaient quittés que pour faire leur service militaire. Ils ne connaissaient pratiquement pas l'Italie. La guerre et l'emprisonnement avaient habitué ces hommes aux souffrances et les avait rendus apathiques par les privations, ils se trouvaient dans l'impossibilité de communiquer avec leurs familles, vivant toujours dans la crainte d'être contrôlés par l'Autriche qui infiltrait les camps d'éléments inquisiteurs sous le couvert du personnel de la Croix Rouge. Ces prisonniers étaient des êtres très humbles qui se souciaient peu de politique et qui pensaient aux leurs, si loin, inquiets de leur causer des dommages matériels ou des représailles s'ils manquaient de fidélité à la monarchie habsbourgeoise[658]. Dans un but dissuasif, l'Autriche avait effectivement fait savoir aux soldats qu'ils risquaient d'être fusillés et de voir leurs biens confisqués s'ils se faisaient enrôler dans l'armée italienne[659].

---

[657] http://www.grandeguerra.ccm.it/scheda_archivio.php?goto_id=1253 , consulté le 23 mars 2009 : « Le sort des prisonniers fut au cœur des discussions entre l'Italie et la Russie dès les premières approches du Royaume envers l'Entente, à l'automne 1914. Pour les autorités italiennes, intégrer dans son armée les "frères irrédentistes" aurait été un coup propagandiste non indifférent ».

[658] *Op. Cit.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, p. 50

[659] RIZZI, Bice, *Un documento della Grande Guerra – Sequestri di beni a Trentini passati dalla Russia all'Italia,* Studi Trentini di Scienze storiche, Anno XVIII, 1937, fasc. 4, in *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, p. 60

Au début, le voyage vers le Royaume de Victor Emmanuel III devait se faire à travers les Balkans qui, à l'époque, étaient encore amis ou neutres[660]. L'ambassadeur d'Italie à Petrograd, le marquis Carlotti, le major Oscar Tonelli di Fano, membre de la *Missione militare italiana* accréditée près la *Stavka*, accompagné du journaliste Virginio Gayda et du Consul général à Moscou, C. Gazzurelli, étaient à la tête de cette organisation qui prétendait agir « senza secondi fini spinta dalla voce della fratellanza e della carità »[661]. Mais les prisonniers craignaient d'être enrôlés pour combattre ensuite sur le front italien, car, au cours de l'été 1915, des militaires de l'Empire lisaient aux soldats autrichiens en zone de guerre le conseil suivant :

> Ufficiali italiani in Russia vanno arruolando prigionieri di nazionalità italiana con molte lusinghe, ma in realtà per mandarli al fronte. Non lasciatevi al caso ingannare e traviare: i prigionieri che venissero ritrovati sul fronte italiano, saranno condannati a morte.[662]

Pour contrecarrer cette prise de position, l'État italien organisa dès le printemps 1915 une propagande efficace. Il envoya des émissaires dans les différents camps de concentration de la Russie, tels Kiev, Kirsanov, Tambov et Moscou, pour y faire oeuvre de prosélytisme[663]. À Darnitsa, appelé le camp de la faim, qui détenait quarante mille prisonniers, sur deux mille *irredenti*, cent soixante-dix acceptèrent de s'enrôler dans l'armée italienne.[664] Les détenus ″convertis″ devaient joindre Kirsanov, centre de rassemblement des prisonniers austro-hongrois italophones, tournés à la cause italienne, avec de nombreuses promesses mensongères. On leur fit croire aussi que leurs terres étaient devenues italiennes, ceux qui arrivèrent en Italie comprirent la supercherie. La propagande italienne avait déjà commencé en avril 1915 avec cet appel du journaliste du *Secolo*, un organe de la presse démocratique interventionniste, Luciano Magrini, depuis le balcon de l'*Hôtel de France* à Petrograd :

---

[660] *Op. Cit.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, p. 48
[661] *Ibid.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, p. 49 : "sans objectif caché, mue par la voix de la fraternité et de la charité »
[662] *Ibid.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, p. 49 ; "Officiers italiens en Russie sont en train d'enrôler des prisonniers de nationalité italienne avec beaucoup de promesses illusoires, mais en réalité pour les envoyer au front. Ne vous laissez pas alors tromper ni corrompre : les prisonniers qui seraient retrouvés sur le front italien seront condamnés à mort ».
[663] *Op. Cit.*, , Antonio, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri", 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 25.
[664] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, p. 64

> Italiani, siamo alla vigilia della guerra, della nostra quarta guerra nazionale contro l'Austria. In nome della sempre vibrante e palpitante italianità delle nostre terre soggette all'Austria, in noùe di tutte le speranze e di tutti i doliori della nostra storia, in nome del principio di nazionalità io vi invito a meditare e a scegliere il vostro posto inb quest'ora suprema. Chi di voi non sente la voce della coscienza, la voce del dovere ? Chi di voi rifiuterebbe di portare le armi alla resurrezione delle nostre terre ? E voi, voi che pensate di fare in quest'ora ? Come pensate di assolvere il vostro dovere verso la terra natia, verso voi stessi ?[665]

En soulignant cette quatrième guerre nationale contre l'Autriche, il sous-entendait la quatrième guerre d'indépendance, à tort, car elle fut une guerre de conquête[666]. Selon Francescotti, le discours de Magrini est intéressant parce qu'il évoque un certain climat de nationalisme ardent, aussi parce qu'il prouve que certains cercles étaient déjà informés et quasiment sûrs, dans les premiers jours d'avril, que l'Italie s'engagerait aux côtés des Alliés, et enfin parce qu'il représentait la première tentative concrète de ramener en Italie les prisonniers qui se sentaient de nationalité italienne. Cette tentative assez personnelle et plutôt improvisée n'eut pas de suite. Mais après, s'employèrent dans cette démarche nationaliste trois civils : Virginio Gayda, journaliste ; Vigilio Ceccato, émigré à treize ans en Russie, devenu membre de la Chambre de Commerce italo-russe, président de la société *Dante Alighieri* et de la *Società Italiana di Beneficienza* ; la marquise Gemma Guerrieri Gonzaga qui faisait oeuvre de bienfaisance.

L'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des Empires centraux, le 7 juillet 1915, barra la route du retour planifié par les Balkans. Ce qui aurait considérablement ralenti le rassemblement des prisonniers dans les camps de concentration. Rome

---

[665] *Ibid.,* FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, p. 57 : "Italiens, nous sommes à la veille de la guerre, de *notre quatrième guerre nationale* contre l'Autriche. Au nom de la toujours vibrante et palpitante italianité de nos terres soumises à l'Autriche, au nom de tous les espoirs et de toutes les douleurs de notre histoire, au nom du principe de nationalité, je vous invite à méditer et à choisir votre place dans cette heure suprême... Qui parmi vous n'entend-il pas la voix de la conscience, la voix du devoir ? Qui parmi vous se refuserait-il de porter les armes pour la résurrection de nos terres ? Et vous, vous, que pensez-vous faire en ce moment ? Comment pensez-vous accomplir votre devoir envers votre terre natale, envers vous-mêmes ?". Ce document a été publié dans le Bollettino del Museo del Risorgimento e della Lotta per la libertà. Anno XV, 1965.
Questo museo si chiama ora MUSEO STORICO DEL TRENTINO : www.museostorico.tn.it

[666] *Op. Cit.*, SPANGHERO, Alberto Vittorio et COSMA, Roberto, *Turriaco nella Grande Guerra, Ricordi e immagini novant'anni dopo*, Circolo Culturale e Ricreativo don Eugenio Brandl, Turriaco, 2009, p. 28-29

hésitait et Petrograd insistait. Finalement, d'accord avec le ministre de la Guerre russe, le ministre des Affaires étrangères italien créa à Turin la *Missione militare speciale* destinée à se rendre en Russie et à ramener en Italie le premier groupe de 3 250 soldats italophones. Elle était commandée par le lieutenant-colonel Achille Bassignano, accompagné de deux majors et de six capitaines (dont Manera), ainsi que de cinq lieutenants (dont un médecin) et de sept sous-lieutenants. La mission quitta Turin le 16 juillet 1916, fit étape à Paris et à Londres pour régler le problème des passeports, puis arriva à Newcastle où ses membres embarquèrent. De Bergen ils se rendirent par la voie terrestre à Christiana, traversèrent la Suède et entrèrent en territoire russe à Torneo en Finlande pour arriver à Petrograd le 2 août 1916. Entre Newcastle et Torneo, la mission se subdivisa en trois groupes distincts de sept hommes chacun, habillés en civil afin d'échapper à la surveillance de la marine allemande et aux observations des Scandinaves neutres. Ils reprirent leur aspect militaire à Torneo.



Les officiers de la Mission militaire italienne à Petrograd

À Petrograd, la mission se mit aussitôt en contact avec le général Romei, chef de la mission militaire italienne au G.Q.G. de Moghilev et avec le journaliste italien Gayda qui remit la liste des prisonniers rassemblés puis déclara dissous le Comité d'assistance, dont l'activité fut reprise par cette mission. Actions politique, diplomatique et militaire se conjuguaient pour le bonheur ou le malheur des prisonniers qui sortaient, certes, des camps de concentration mais qui ne savaient pas quel sort les attendait en Italie. Tandis que le pouvoir militaire s'efforçait de rapatrier, ou plutôt de ramener en Italie, les prisonniers austro-hongrois italophones, dans le Tyrol envahi le 23 mai 1915 par les troupes italiennes, le gouvernement de Rome se souciait de ″dompter″ la population civile locale :

> Nel dopoguerra la storiografia nazionalistica fu impegnata a costruire una memoria del Trentino in senso esclusivamente irredentista nella quale potevano trovare spazio unicamente le vicende, le virtù e le sofferenze dei vincitori. Si trascurò, quindi, il fatto che in tutti gli stati belligeranti la popolazione residente nella zona di guerra, ma soprattutto quella residente nelle zone occupate da eserciti nemici, fu soggetta a delle didatture militari che, per garantirsi il controllo dei civili, si esplicò, ieri come oggi, con i soliti strumenti repressivi : omicidi, esecuzioni sommarie, carceri, internamenti, sfollamenti, intimidazioni, minacce e violenze di vario tipo.[667]

Il en résulta une situation quelque peu ubuesque puisque, d'une part en Russie les hommes du Tyrol et du Frioul, prisonniers des camps de concentration, furent libérés de l'emprisonnement à des fins politiques par des militaires italiens, et que d'autre part, en même temps, les familles de ces hommes restées au pays étaient surveillées, malmenées, voire incarcérées, également dans un but politique, et également par les militaires italiens, pour la sécurité de l'État.

En Russie, les prisonniers austro-hongrois n'avaient qu'à demander aux autorités locales de pouvoir se rendre à Kirsanov ; les gardes avaient donc été informés. Ce qui prouve combien cette mainmise sur les prisonniers austro-hongrois italophones répondait à une organisation politique internationale, à celle des Alliés et associés qui usaient largement de l'arme de la propagande. Répondant à la feuille reçue qui les encourageait à aller en Italie, les jeunes Carlo Prokajac et Toni avaient quitté leur patron russe pour se rendre à Kirsanov. D'autres arrivaient des mines ou des champs et quand ils furent assez nombreux, le major Manera les rassembla tous dans la cour devant la caserne où ils étaient logés, pour leur dire que l'Italie s'occuperait d'eux et ferait tout son possible afin de réunir tous les *irredenti* et qu'ils étaient les bienvenus. Il ajouta que leurs terres seraient bientôt libérées, mais cette nouvelle ne satisfaisait pas tous les hommes :

---

[667] MIORELLI, Aldo, *Trentini internati dall'Italia (1915-1920)*, in *ANNALI*, Rovereto, Museo Storico Italiano della Guerra, N° 17-22, 2009-2014, p. 203 : "Après la guerre, l'historiographie nationaliste s'efforça de construire une mémoire du Trentin dans un contexte exclusivement irrédentiste, au sein duquel ne pouvaient y trouver place que les événements, les vertus et les souffrances des vainqueurs. Donc, on négligea le fait que dans tous les États belligérants, la population résidant en zone de guerre, mais surtout celle résidant dans les zones occupées par les armées ennemies, fut soumise à des dictatures militaires qui, pour s'assurer du contrôle des civils, s'imposèrent, hier comme aujourd'hui, par les habituels moyens de répression : homicides, exécutions sommaires, prisons, internements, expulsions, intimidations, menaces et violences de toute sorte ».

> Chi applaudiva e inneggiava alla vittoria e chi chinava la testa, perché appena arrivati abbiamo sentito che circolavano le voci che un trasporto partito prima, i germanici l'avevano silurato. Il maggiore non ha detto quando si partiva. Si dormiva sul duro senza nemmeno un po' di paglia, coiè si dormiva poco perché le cimici non ci lasciavano a chiuder occhio. Il vitto : alla mattina il tè con due zollette di zucchero, un pezzo di pane nero (circa una libbra). A mezzogiorno si andava inquadrati a prendere il pranzo in un'altra caserma, il pranzo consisteva in lenticchie […]. Alla sera idem e così tutti i giorni. Fortuna che la maggioranza di noi avevamo qualche pò di denaro che si aveva risparmiato, ma ora si spendeva ogni giorno senza guadagnare. […] Sui muri, dappertutto, si vedevano delle scritte in questo tono : « Quando alle vostre case ritornerete – A morte l'Austria odiar dovete – Abbasso l'Austria e Carlo primo imberbe. Evviva l'Italia e il bianco-rosso-verde. Negli orinatoi (pisadori) qualcuno inchiodava quella che noi chiamavamo la rosetta che noi portiamo sul berretto (Franz Josef Erste). C'erano dei moderati e c'erano degli spinti. Una buona parte riflettevano pensando che abbiamo la famiglia in Austria.[668]

La propagande de la mission italienne s'employait à leur faire haïr l'Autriche. Prokajac mentionna l'existence d'une bibliothèque avec des livres et des journaux qui arrivaient une fois par mois, le *Corriere della Sera*, la *Domenica del Corriere*. Puisqu'ils savaient tous lire, ces magazines étaient censés italianiser déjà leurs pensées, la manipulation portait ses fruits. Ils avaient le droit de sortir de la caserne, ce qu'ils faisaient chaque matin, accompagnés d'officiers, même des leurs. Les jours s'écoulaient dans la monotonie, on leur avait parlé de départ, cependant rien ne se passait. Pour chacun d'eux, des fiches avec des généralités en italien-russe et peut-être aussi en français ou allemand avaient été rédigées ; ils avaient été habillés d'un uniforme russe estival, ils avaient donc dû abandonner l'apparence de soldats autrichiens. Deux courants s'étaient créés qui partageaient ces hommes en optimistes

---

[668] *Op. Cit.*, PROKAJAC, Carlo, *Diario di Guerra di un adolescente*, p. 89 : « Il y avait ceux qui applaudissaient et exaltaient la victoire et ceux qui baissaient la tête, parce que, à peine arrivés, nous avons entendu dire qu'un transport parti avant, les Germains l'avaient torpillé. Le major n'a pas dit quand on partira. On dormait sur le dur, sans même un peu de paille, c'est-à-dire on dormait peu à cause des punaises des bois qui ne nous laissaient pas fermer l'œil. La nourriture : le matin le thé avec deux morceaux de sucre, un morceau de pain noir (environ une livre). A midi on allait, encadrés, manger dans une autre caserne, le repas consistait en une assiette de lentilles. Le soir idem et comme ça tous les jours. Heureusement que la majorité d'entre nous avait un peu d'argent qu'on avait économisé, mais maintenant on dépensait chaque jour sans rien gagner. […] Sur les murs, partout, on voyait ce genre d'écrits : ″Quand vous retournerez dans vos maisons – À mort l'Autriche, vous devez la haïr – À bas l'Autriche et Charles Ier imberbe. Vive l'Italie et le blanc-rouge-vert. Dans les urinoirs (pissoirs) quelqu'un avait cloué celle que nous appelions la rosette que nous portions sur notre béret (François Joseph Premier). Il y avait des modérés et il y avait des extrémistes. Une bonne partie réfléchissait en pensant que nous avions notre famille en Autriche″. Pour la suite, pp. 89-94

patriotes : ils chantaient toujours *Non deporrem la spada finché a Trieste e Trento non splenda il tricolor* (Nous ne lâcherons pas l'épée tant qu'à Trieste et Trento ne flottera le tricolore) ; mais les pères de famille graves n'avaient aucune envie de chanter. On faisait preuve de méfiance envers ceux qui se plaignaient, ils étaient aussitôt appelés *austricante* (austrophile). Ceux qui refusaient de signer pour partir avec les autres étaient même frappés. Il s'agissait surtout des plus âgés qui ne voulaient pas entreprendre ce long voyage considéré comme dangereux ; de plus signer signifiait s'engager à combattre les Autrichiens, ce qui n'était pas toujours spécifié. La petite chorale chantait la *Marseillaise* que tous devaient ensuite entonner en arrivant à Cherbourg ou à Brest. Puis la perversité de la manipulation fut telle que Manera les invita à dépenser tous leurs *kopeks* dont le change leur serait trop défavorable, disait-il, de ne rien acheter car tout ce qu'ils emporteraient serait brûlé et qu'ils seraient habillés de neuf en arrivant au-delà des Alpes. En Italie, ils devaient se fondre dans la masse ; rapporter des éléments de Russie leur faisait assumer une connotation étrangère et révélait aussi l'intervention du gouvernement en Extrême-Orient, or ils devaient être Italiens en Italie.

Très insatisfaits de leur séjour à Kirsanov, Prokajac et son ami Toni comprirent qu'il valait mieux s'enfuir pour retourner chez leur ancien patron russe. Mais arrivés chez lui, après quelques jours ils furent prévenus de se cacher parce que tous ceux qui avaient repris leur travail étaient recherchés par la police qui devait les ramener à Kirsanov. Peut-on alors parler de libre choix ? Avec emphase et pathos, Caminiti en arriva pourtant à écrire « scegliendo col cuore una nuova patria a cui essi e le loro famiglie anelavanao »[669]. Andreatta di Canova di Gardolo raconta à Francescotti qu'après la grande offensive russe qui commença le 4 juin 1916 :

> A Kiev ci ritrovammo in 45.000 prigionieri. Arrivò un ufficiale serbo, incaricato dalla Missione italiana: voleva farci firmare di ritornare in Italia. Ma io e molti altri non volemmo firmare, perché non sapevamo come ci avrebbero trattati o utilizzati. Così ci portarono a Tambov. Qui era in atto in pieno la propaganda italiana. Ci radunarono in un teatro in 2.200. Quelli che accettavano di andare in Italia salivano sul palco: gli

[669] CAMINITI, Alberto, *Gli irredenti in Siberia 1918-1920*, Genova, Liberodiscrivere, 2011, p. 85 "choisissant avec le cœur une nouvelle patrie à laquelle ils aspiraient ardemment ainsi que leurs familles ».

gridavamo: - Ombrellai ! A noi che non avevamo firmato ci gridavano : - Austriacanti ! C'erano liti perfino tra fratelli.[670]

Les membres de la mission italienne, de connivence avec les Serbes et les Tchéco-Slovaques, ne proposaient pas aux prisonniers de signer pour rentrer en Italie, ils les y poussaient. Il fallait faire preuve de caractère et de courage pour refuser et subir les insultes et les punitions. Mussolini eut beau s'évertuer ensuite à manipuler les textes après la guerre, la vérité des faits a commencé à émerger dans les années soixante dans le Trentin et au Frioul.

Au cours de l'année 1916, la mission militaire italienne avait envoyé en Italie 4 140 ex-prisonniers austro-hongrois italophones, en trois voyages. Le navire *Huntspeal* – anciennement *Baron Körber* autrichien – larguait les amarres à Arkhangelsk. Un échelon de 1 720 hommes, parti une première fois de Kirsanov le 25 août, rentra bredouille par manque de bateau, se remit en chemin et le 14 septembre 1916, réussit finalement à embarquer le 20 septembre à Arkhangelsk.



Gli ufficiali della Missione militare a Cherbourg

671

Les officiers de la Mission militaire italienne à Cherbourg

Transportés jusqu'à Glasgow, les hommes continuaient sur Cherbourg où d'autres officiers italiens de la mission les accueillaient, ensuite ils poursuivaient en train jusqu'à Turin. À la mi-octobre, deux autres échelons de 1720 et 700 hommes laissèrent le camp de Kirsanov et embarquèrent le 23 octobre à Arkhangelsk : le

670 *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, p. 97 : "À Kiev, nous nous sommes retrouvés à 45.000 prisonniers. Un officier serbe arriva, chargé par la Mission italienne de nous faire signer pour rentrer en Italie. Mais moi et beaucoup d'autres, on ne voulait pas signer, parce qu'on ne savait pas comment ils nous auraient traités ou utilisés. Alors ils nous ont conduits à Tambov. La propagande italienne y faisait fureur. Ils réunirent 2.200 d'entre nous dans un théâtre. Ceux qui acceptaient d'aller en Italie montaient sur la scène, sous nos cris de Ombrellai! [*marchands de parapluie, sous-entendu, vous vous vendez à l'Italie*] Nous qui n'avions pas signé, nous étions traités d'austrophiles ! Il y avit même des disputes entre frères".

671 *Op. Cit.*, BAZZANI, p. 52 – Domaine public comme pour la photo de la p. 270.

premier sur le *Huntspeal*, l'autre sur le *Medie* français. Les premiers arrivèrent à Turin le 15 novembre, les autres quatre jours plus tard à Milan. Dans la capitale du Piémont, ni les archives municipales ni les militaires ne semblent avoir trace de l'arrivée de ces milliers de soldats. Et pourtant. Veut-on tourner cette page douloureuse, particulièrement en cette année du centenaire de l'entrée en guerre de l'Italie ? Le *Medie* les faisait débarquer à Brest d'où ils étaient acheminés vers Milan. Lorsque 2.500 autres prisonniers arrivèrent à Kirsanov, la France proposa d'en transporter 300, à condition de les emmener au Maroc où ils auraient dû s'enrôler dans la Légion étrangère. Tous refusèrent. Las de la guerre, les hommes ne voulaient plus combattre.

Le bateau ne se présentant plus à Arkhangelsk, les derniers prisonniers de Kirsanov furent déroutés vers Vladivostok. Mais il ne s'agissait que d'une mise en scène puisque l'utilisation de ces hommes était déjà planifiée par la politique de l'Entente. Dans une lettre du 18 janvier 1918[672] Sonnino, ministre des Affaires étrangères, évrivait à Orlando, Président du Conseil des Ministres :

> L'Ambasciatore di Francia mi rappresentava stamane la opportunità che il contingente italiano da inviarsi in Siberia fosse costituito da irredenti che si trovano a Pechino e che volontariamente offrissero i loro servizi al R. Governo. Il Signor Barrère aggiungeva che per il loro armamento si potrebbe fare appello al concorso del Giappone. Ho informato di tutto i colleghi della Guerra e della Marina pregandoli di farmi conoscere le loro conclusioni sul contingente italiano da inviarsi in Siberia. Per mio conto sono favorevole alla proposta di formare il contingente con degli irredenti perché essi non correrebbero in Siberia i pericoli cui sarebbero esposti al nostro fronte. Dovrebbe però restare inteso che essi presterebbero la loro opera volontariamente e che sarebbero inquadrati e ad ogni modo sotto il comando di ufficiali italiani. Gradisca, Eccellenza, gli atti della mia alta considerazione.[673]

---

[672] Cf. Annexe Nr. 57

[673] Archivio Centrale Roma, Fascicolo 12 Anno 1919-1920-102-6 Presidenza del Consiglio dei Ministri N° 194 (autorisation N° 1006/2012) : "L'ambassadeur de France me faisait remarquer ce matin que le contingent italien à envoyer en Sibérie fût constitué d'irrédentistes qui se trouvent à Pékin et qui, volontairement, offriraient leurs services au Gouvernement Royal. Monsieur Barrère ajoutait que pour leur armement, l'on pourrait faire appel au concours des Japonais. J'ai informé de tout les collègues de la Guerre et de la Marine, en les priant de me faire connaître leurs conclusions sur le contingent italien à envoyer en Sibérie. En ce qui me concerne, je suis favorable à la proposition de former le contingent avec des irrédentistes parce que ceux-ci ne connaîtraient pas en Sibérie les dangers auxquels ils seraient exposés sur notre front. Il devrait cependant être entendu qu'ils accorderaient volontairement leurs prestations et qu'ils seraient encadrés par des officiers italiens et soumis à leur commandement. Veuillez agréer..."

La première mission italienne partie en 1916 de Turin avait donc accompli sa tâche : récupérer les prisonniers austro-hongrois italophones et les envoyer en Italie, ou bien à Tien Tsin ainsi qu'à Vladivostok dans le camp de Gornostai. Après le départ des derniers *irredenti*, le camp de Kirsanov fut fermé. L'ancien chef de la mission italienne, le lieutenant-colonel Bassignano, se mit jusqu'en septembre 1918 au service d'un Trotski qui sollicitait l'aide des missions militaires alliées pour créer son Armée rouge :

> In verità, è proprio Troskij –investito dal Partito del potere di riorganizzare l'esercito russo- nel marzo del 1918 a invitare I rappresentanti delle mission francesi, inglesi, americane e italiane a concorrere alla costituzione del nuovo esercito su basi militari : a questo lavoro avrebbero preso parte quegli ufficiali delle missioni militari alleate distaccati presso i vari Stati Maggiori. Questi ufficiali sarebbero stati consiglieri, coadiutori e soprattutto garanti della seriatà ed efficacia del lavoro svolto. La Francia aveva messo a disposizione circa quaranta ufficiali proveniente dalla Romania, gli Stati Uniti circa quattrocento ingegneri per il riordino dei trasporti su tutte le ferrovie, l'Inghilterra aveva ipotizzato l'uso di ufficiali di marina per risistemare i porti. Il generale Romei, dato l'esiguo numero di cui si compone la missione, aveva indicato per tali incarichi il colonnello brigadiere Achile Bassignano e il maggiore Ruggeri-Laderchi.[674]

Ce qui confirme, une fois de plus, la coopération entre l'Entente et les bolcheviks. Les Alliés voyaient-ils dans cette aide une possibilité d'agir auprès des Soviets pour les convaincre de combattre les Allemands ? Selon Randazzo, c'est alors qu'en juin 1918, les Représentants militaires permanents (RMP) au Conseil Suprême de la Guerre[675] à Versailles envisagent un plan d'intervention dans les ports de

---

[674] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico – Missioni military e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico, 2008, p. 23 : "En vérité, c'est justement Trotski –chargé par le Parti du pouvoir de réorganiser l'armée russe– qui, en mars 1918 invite les représentants des missions françaises, anglaises, américaines et italiennes à participer à la constitution de la nouvelle armée sur des bases militaires : les officiers des missions militaires alliées détachés auprès des différents états-majors auraient pris part à ce travail. Ces officiers auraient été conseillers, assistants et surtout garants du sérieux et de l'efficacité du travil accompli. La France avait mis à disposition environ quarante officiers provenant de Roumanie, les États-Unis quelque quatre cents ingénieurs pour la remise en ordre des transports sur toutes les voies ferrées, l'Angleterre avait envisagé l'emploi d'officiers de la marine pour réorganiser les ports. Le général Romei, compte tenu du faible nombre d'éléments dont dispose la mission, avait indiqué pour ces tâches, le colonel des brigadiers Achille Bassignano et le major Ruggeri-Laderchi".

[675] *Ibid.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico*, p. 24 : L'activité du CSG sera très intense. Il représente l'organe militaire à travers lequel sont étudiées, souvent en commun avec le Conseil Naval Interallié (CNI), les possibilités d'intervention et d'envoi de Corps expéditionnaires en

Mourmansk et d'Arkhangelsk et que peu après le Royaume d'Italie concrétrise sa participation à l'expédition alliée en Extrême-Orient. Mais les Alliés avaient déjà pris cette décision depuis novembre 1917, et l'entrée en lice de Rome avait également été l'objet de négociations en mai 1915 à Paris.

L'autre mission militaire italienne, le C.I.S.E.O., Corps expéditionnaire italien en Extrême-Orient, arriva à Tien Tsin[676] le 2 septembre 1918. En mars, le ministère de la Guerre avait décidé d'envoyer en Extrême-Orient un corps expéditionnaire constitué à Naples et dont le commandement fut confié au lieutenant-colonel Fassini-Camossi[677]. Comme le cas particulier d'Andrea Compatangelo, capitaine autoproclamé qui, lui aussi, rassembla quelques centaines de prisonniers austro-hongrois italophones, il fait l'objet d'un sous-chapitre au chapitre II.2.C.



Au moyen de l'action propagandiste organisée par le gouvernement italien que soutenait l'Entente, quelque dix mille prisonniers austro-hongrois d'ethnie italienne, originaires des nations italophones du Sud de l'Empire bicéphale avaient donc été

Russie. Au cours de l'été 1918, il se compose d'un représentant français, Belin, d'un Britannique, Sackville-West, d'un Italien, Nicolis Di Robilant, et d'un Américain, Tasker Bliss.

676 Tien T'sin, aujourd'hui Tianjin, écrit ici Tien Tsin, est peu distante de Beijing, Pékin, est une ville portuaire sur le fleuve Hai, navigable jusqu'à l'océan Pacifique. En 1901, l'Impératrice chinoise Tsu Tsi attribua des concessions territoriales aux puissances occidentales intervenues pour réprimer la guerre des Boxers en 1900.

677 Le baron Fassini-Camossi était un ami de Puccini qui s'inspira des récits de l'officier qui connaissait bien la Chine -où il n'avait lui-même jamais séjourné- pour composer Madame Butterfly et Turandot. Sa photo est extraite de *Op. Cit.*, BAZZANI, p. 234 – Elle est dans le domaine public.

retrouvés dans les camps de concentration russes et rassemblés dans celui de Kirsanov. Le général Mautone écrivit que Manera « ci riuscì con una intensa e capillare azione di proselitismo attuata con tenacia, determinazione e carisma personale ».[678] Ce prosélytisme eut raison du découragement des milliers d'hommes éprouvés par les souffrances de la guerre et de l'emprisonnement. Les prisonniers qui ne s'engagèrent pas dans l'armée italienne, entrèrent d'office, sur ordre du lieutenant-colonel Baldissera, dans la *Legione Redenta* hébergée dans les baraques et constructions du camp de Gornostai. Il se trouvait près du port de Vladivostok, quartier général des Forces alliées et associées. Cette Légion, soignée et équipée, devint en ce lointain Extrême-Orient une sorte d'armée italienne à l'étranger. Une armée sans État, dont les soldats avaient certes signé en faveur de l'Italie mais ils n'en restaient pas moins des citoyens austro-hongrois. Les responsables que le gouvernement de Rome avait envoyés contactèrent le général Janin pour lui proposer une éventuelle utilisation, en cas de besoin, de cette division. Ce ne fut jamais le cas. La *Legione Redenta* subit une subdivision organique en huit compagnies à côté desquelles existait un détachement appelé ″Prisonniers de guerre″ réunissant les anciens prisonniers austro-hongrois italophones qui n'avaient pas choisi de devenir italiens. Les autres hommes des différentes compagnies assumèrent un rôle de police pour assurer la sécurité de la population citadine mais aussi des arsenaux, de la poudrière et des différents dépôts d'armes.[679] Le détachement du major Marchini fut renforcé par une section d'artillerie de montagne, une section équipée de mitrailleuses Maxim[680] – armes fabriquées et fournies par Zaharoff – une autre de fusils mitrailleurs Otchise. Le commandant de la garnison alliée de Vladivostok était le lieutenant-colonel tchéco-slovaque Vuchterle.

---

[678] *Op. Cit.*, , Antonio, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri", 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 101 : "Manera réussit à le faire au moyen d'une action intense et capillaire qu'il réalisa avec ténacité et détermination, ainsi que grâce à son charisme".

[679] *Ibid.*, , Antonio, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri",* p. 104

[680] HAUTECLOCQUE, Xavier, ″Sir Basil Zaharoff – Le magnat de la mort subite ″, in *LE CRAPOUILLOT***,** *Les maîtres du monde*, Numéro spécial, mars 1932, p. 6 : « En 1888, Basil Zaharoff réussit un coup de maître. Il associe Hiram Maxim, l'inventeur américain de la mitrailleuse moderne, à la Société Nordenfeldt [anglaise]. Raison sociale : *Maxim-Nordenfeldt Gun and Ammunition Co*. En 1889, la mitrailleuse Maxim est adoptée par l'armée anglaise. Les millions pleuvent sur Zaharoff et ses amis. 1890. Nordenfeldt se trouve assez riche et se retire. Hiram Maxim et Zaharoff, demeurés seuls, courent le monde côte à côte. Où ils vont, c'est que des guerres ont éclaté ou vont éclater, non plus des flammèches comme les guerres balkaniques de jadis, mais de beaux incendies qui rougeoient, crépitent dur : guerre sino-japonaise, guerre hispano-américaine, etc… Le Yankee Maxim tient, par exemple, le marché américain. […p. 10] Au printemps de 1919, le jeune roi Alexandre de Grèce meurt d'une morsure de singe. Bon débarras, c'était un timide et un sage, incapable de comprendre les plans grandioses de la ″troïka″ Zaharoff-Veniselos-Lloyd George. … »

De nouveau un Tchèque qui obéissait à l'Entente et disposait d'un grand pouvoir militaire dans ce lieu stratégique.

Considérant, à titre d'exemple, que sur les quelque 40 000 Trentins qui portèrent l'uniforme austro-hongrois, ils ne furent que 700 à s'engager avec les troupes italiennes[681] de la *Legione Trentina*, il est permis de se demander : Que se serait-il passé si ces milliers d'hommes avaient été *normalement* rapatriés à la fin du conflit, qu'ils aient retrouvé leur Tyrol et leur Frioul, en ruines, et soient devenus italiens en 1919 ? Une insurrection ? Peut-être. Le gouvernement de Rome l'avait-il envisagée et l'avait-il palliée en envoyant la mission militaire qui manipula environ 10 000 hommes avant l'échéance ? Craignait-il que tout ce peuple masculin militaire, tous ces hommes ne s'opposent à l'Italie lorsqu'ils rentreraient chez eux, n'y apportent et mettent en pratique les idées révolutionnaires bolcheviques ? Le gouvernement de Rome redoutait-il de perdre tout pouvoir sur la population de ces deux régions qu'il voulait italiennes ? Commença-t-il son œuvre d'italianisation en agissant dès 1915 sur les soldats, fragilisés par les souffrances de la guerre et les dures conditions de vie dans les camps de concentration ?

- **Quelle était alors l'action des Anglais et des Américains ?**

Le professeur J.F.N. Bradley commença son article intitulé *L'intervention française en Sibérie (1918-1919)* par trois mots : L'intervention franco-anglaise… Effectivement, les acteurs, au sens premier du terme, furent la Grande-Bretagne et la France. Comparé à l'américain ou au japonais, le contingent qu'elles envoyèrent était certes faible, mais actif. Pourtant, compte tenu du fait que la Légion tchéco-slovaque devint subitement française en février 1918, ce contingent atteignit d'énormes proportions. Les Américains auraient été « envoyés en Extrême-Orient pour aider les Tchèques »[682] alors que celles-ci n'en avaient pas besoin[683]. Ils apportèrent une aide économique, mais les soldats restaient l'arme au pied, leurs homologues nippons de

[681] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, p. 12
[682] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 377
[683] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 85

même, et dans ce scénario politico-militaire, les Anglais firent preuve d'une habileté qui jonglait avec la perversité.

Succédant au général Niessel, le général Janin fut nommé commandant en chef de toutes les forces alliées en Russie le 24 août 1918, mais il n'arriva que le 16 novembre à Vladivostok. Le gouvernement britannique nomma simultanément le général Knox chef d'une mission en Sibérie et précéda de loin Janin dans le grand port sibérien. C'est par Clemenceau que les ordres importants étaient échangés entre les deux généraux, via les gouvernements qu'il fallait consulter. Toutefois, le général Knox maintenait sa position sur le devant de la scène.

Le Japon refusant en septembre 1918 son aide à la Russie, selon Bradley, « la France et la Grande-Bretagne durent s'occuper sans intermédiaires des problèmes de Sibérie, aplanir les difficultés et établir les bases d'opérations futures […] Les alliés voyaient les Blancs dans la perspective des intérêts tchèques : c'est dans cette optique qu'ils définissaient leurs lignes de conduite »[684]. Vaste programme formulé en des termes pouvant cacher de nombreux sous-entendus. Le 5 octobre arriva à Omsk le représentant politique britannique, Sir Charles Eliot, à qui le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Balfour, avait recommandé de faire sentir aux Blancs la pénible impression que les Alliés retiraient de la désunion russe. Fallait-il comprendre que les Blancs auraient dû s'entendre avec les bolcheviks ? Était-ce une manière détournée de les culpabiliser ? Eliot « était chargé d'étudier les possibilités d'établir un gouvernement russe plus fort : une dictature paraissait préférable, mais Balfour ne voyait aucun candidat ″civil″ capable de remplir cette fonction »[685]. L'idée d'un homme fort, d'un dictateur, venait donc des Anglais. Le général Alexeïev fut mentionné, mais il se trouvait trop loin dans le Sud, il avait pris la relève de Kornilov. Après d'autres suggestions, Eliot jugea préférable de s'appuyer sur les Tchèques. Ceux-ci n'étaient-ils pas censés embarquer à Vladivostok pour aller soutenir le front occidental ? Le 24 septembre, les Tchèques reconnurent au général Boldyrev le commandement suprême, mais en titre seulement. Pourquoi cette restriction ? Les généraux de la Légion, Syrovy et Gayda, conservaient la direction des fronts de la Volga et du Nord. Mais n'était-ce pas une affaire russe ? Masaryk était pourtant

[684] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., "L'intervention française en Sibérie", in *REVUE HISTORIQUE*, p. 379
[685] *Ibid.*, BRADLEY, J.F.N., "L'intervention française en Sibérie", in *REVUE HISTORIQUE*, p. 379

convaincu « qu'il fallait s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures de la Russie » et de « ne pas se laisser entraîner dans le chaos militaire russe » et déclara encore : « nous prîmes pour règle de ne pas nous immiscer dans les affaires intérieures, et d'éviter toute intervention dans les conflits et dans les luttes des partis »[686]. Des mots.

Sans ménagement, le représentant politique britannique, Eliot, déclara que les Tchèques avaient été subordonnés aux Russes trop tôt, et offensa ainsi le général Boldyrev. Mais lorsque Knox arriva à Omsk le 21 octobre 1918, il signa avec lui un accord, le 24 octobre, stipulant que le général Janin devenait commandant en chef de toutes les forces alliées et russes. En retour, les Alliés promettaient leur aide matérielle et technique dans la formation d'une nouvelle armée russe. Les promesses étaient nombreuses et peu tenues. Faut-il croire le général Rouquerol qui écrivit que « dans la première moitié de 1919, les Anglais avaient mis sur pied l'organisation de cinq divisions particulièrement soignées, avec des uniformes anglais »[687] ? Il ajouta cependant que

> les Russes manquaient de canons et de mitrailleuses. On a accusé les Anglais de leur écouler leurs vieilleries. Pour être justes, nous devons dire qu'il s'agissait de modèles démodés mais très supérieurs au 90 que nous sûmes employer sur le front français. Les canons fournis par les Français ont été bien reçus mais arrivèrent tardivement. Les Russes ont également reçu avec satisfaction des mitrailleuses Colt tirant la cartouche du fusil russe. D'autre part, des mitrailleuses de Saint-Etienne, fournies par les Anglais, sans munitions, ont été d'abord un embarras pour les Russes ; des instructeurs français leur ont appris à s'en servir. La disparition en cours de route de milliers de collections d'effets, de quantité de matières premières ou de subsistances, etc., les bénéfices illicites de millions de roubles réalisés par des ministres en louant des wagons ou tripotant sur le thé de la troupe supposent des organisations étendues, des complicités innombrables.[688]

Il apparaît ainsi que les munitions et les équipements étaient envoyés, mais de telles manières que le succès ne fût pas au bout du parcours pour Koltchak et son armée.

---

[686] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, pp. 192 184, 207
[687] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 34
[688] *Ibid.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 100

En janvier 1918, les Anglais n'ont-ils pas fait d'abord croire à Koltchak qui voulait se battre avec les Alliés contre les Puissances centrales, qu'il pouvait le faire en Mésopotamie pour user d'un subterfuge et le faire revenir à Kharbine ? Une fois nommé au poste de commandant des 3 000 Russes dans la région du chemin de fer le 26 avril 1918, ne l'ont-ils pas convaincu d'aller à Omsk ? Knox n'a-t-il pas mis Koltchak en relation avec Gayda ? Sur le plan de la politique interne de la Sibérie, qui intima à ce dernier l'ordre de faire pression sur la Conférence d'Oufa afin que soit créé un Directoire ? L'initiative ne pouvait venir uniquement des Tchèques puisque Knox, Olsten, Pichon et Bourgeois l'approuvèrent[689]. Selon Bradley, « avant même que les différends du Directoire et du gouvernement sibérien fussent révolus, les Tchèques augmentèrent la confusion en soulevant des objections contre les divers ministres sibériens et en soutenant de façon générale le Directoire ou plutôt ses membres socialistes révolutionnaires »[690]. S'il est vrai que les Tchèques ne cessèrent de semer la confusion, Bradley semble ne pas savoir que le Directoire s'était constitué à titre de ″pouvoir suprême″ pour toute la Russie, en face du pouvoir soviétique qu'il combattait[691]. Il n'empêche que les socialistes-révolutionnaires dictaient leur loi au Directoire, ce qui entraînait de nombreux problèmes. Les Anglais apparaissent partout, ils jouaient toutes les partitions, en fait ils dirigeaient l'orchestre de l'intervention.

Lorsque les Tchèques abandonnèrent le combat – leur République était créée, ils n'avaient plus aucune raison de continuer – le général Knox prévint Boldyrev « sur un ton de plaisanterie, qu'il susciterait un coup d'État contre le Directoire, si celui-ci ne s'entendait pas avec le gouvernement sibérien »[692]. Apparemment, ce ne fut pas une plaisanterie puisque le Directoire fut renversé et Koltchak n'y fut pour rien. Les Anglais seraient-ils à l'origine de ce mensonge colporté d'abord par le général Janin, puis de texte en texte et de génération en génération ?

---

[689] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 172

[690] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., "L'intervention française en Sibérie", in *REVUE HISTORIQUE*, p. 381

[691] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 172, aussi pour la phrase qui suit.

[692] V.G. Boldirev, *Direktoriya, Koltchak, Interventy,* Novonikolayevsk, 19825, p. 72 ; Milner, Box E-2, Balfour à Eliot, 27 novembre 1918 in *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., "L'intervention française en Sibérie", in *REVUE HISTORIQUE*, p. 380

Sans avoir à mentionner de nouveau la trahison d'Irkoutsk qui impliquait totalement les Forces alliées et associées en Extrême-Orient, il suffit de rappeler qu'elles avaient voulu le combat inégal entre Blancs et Rouges puisque ces derniers recevaient de l'aide et des munitions des Alliés :

> Les services secrets britanniques, toujours selon McCornick, « découvrirent des documents accusant des serviteurs de la Couronne d'être des agents secrets au service de Basil Zaharoff[693], *ce que Lloyd George savait parfaitement bien* »[694]. En 1917, Zaharoff était en cheville avec les bolcheviks ; il s'efforçait d'interrompre l'approvisionnement en armes des anti-bolcheviks et il était déjà intervenu en faveur du régime bolchevique, aussi bien auprès de Londres que de Paris. […] le Premier Ministre lloyd George était donc l'obligé des puissants intérêts de l'industrie de l'armement, lesquels étaient associés avec les Bolcheviks et leur prêtaient assistance afin qu'ils étendent leur pouvoir en Russie. Le Premier Ministre britannique qui rencontra William Thompson en 1917 n'était donc pas libre de ses décisions ; c'est Lord Milner qui détenait véritablement le pouvoir et il était plutôt favorablement disposé envers le socialisme de Marx.

Soutenu par Knox, le général Gayda avait su si bien manœuvrer auprès de Koltchak que l'amiral révéla un jour au général Sakharov :

> « Wissen Sie, daß der englische König durch den General Knox an Gaida den Bathorden geschickt hat ? …"[695]

[693] CRAPOUILLOT, *Les maîtres du monde,* mars 1932, Numéro spécial
[694] Donald McCornick, *The Mask of Merlin* (Londres, MacDonald, 1963; New York, Holt, Rinehart and Winston, 1964, p. 208 in *Op. Cit.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, p. 149, et 150 pour le reste de la citation.
[695] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, W. général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien,* p. 59 : "Savez-vous que le roi anglais a fait remettre l'Ordre du Bain à Gayda par le général Knox ?... »



696



Général Gayda

Le général Rouquerol l'avait bien compris puisqu'il écrivit que « la dictature avait été l'œuvre des Anglais. Ce sont eux qui avaient mis l'amiral Koltchak au pouvoir, l'avaient soutenu. Le grave échec de leur politique entraînait pour les Alliés la perte de la Sibérie. Ils avaient un intérêt évident à détourner l'attention des responsabilités que pouvaient encourir les auteurs du désastre »[697].

Les Légions tchéco-slovaques : que ciblaient-elles ?

La Légion tchéco-slovaque est au cœur de cette intervention des Alliés et associés en Russie, auxquels elle appartient, par un tour de magie politique :

> Le 2 septembre 1918, une déclaration Wilson-Lansing vient confirmer la prise de position anglaise. Elle reconnaît le Conseil national comme ″une Puissance belligérante, en guerre avec les Empires centraux″. Alors Masaryk décide de franchir le pas décisif. Avant de repartir pour les États-Unis, il transforme le Conseil national en ″Gouvernement provisoire tchécoslovaque à Paris″ (26 septembre). En tant que président de ce nouvel organisme, il nomme Beneš, ministre des Affaires étrangères et Štefánik, ministre de la Guerre. Le 14 octobre, Beneš, agissant en vertu de ses

[696] http://military-photos.com/obt.htm , Fondé en 1399 par Henri IV, renouvelé en 1725 par Georges Ier, modifié en 1815 par Georges III et le 24 mai 1847 par la reine Victoria. Il a pour objet de récompenser les mérites civils et militaires. Il existe deux catégories de membres : les Titulaires tous Anglais et en nombre limité, les Honoraires, tous étrangers et en nombre illimité, consulté le 30.09.2012 (Avec l'accord de Jérôme Discours, http://military-photos.com/obt.htm)

[697] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 146 (La photo du général Gayda, extraite de ce livre, appartient au Domaine public)

> nouvelles fonctions, notifie cette décision à tous les chefs d'État alliés et accrédite auprès d'eux des représentants diplomatiques. Le lendemain, le 15 octobre, le Gouvernement français reconnaît *de jure* le Gouvernement provisoire tchécoslovaque. L'Angleterre en fait autant.[698]

Il serait tentant d'ajouter : Et le tour est joué ! La première république tchéco-slovaque fut donc créée à Paris, par la volonté politique de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. Ce qui prouve que, à l'inverse, la non-reconnaissance de la Russie dirigée par Koltchak a bien été voulue. La Légion tchèque en Russie composée de plusieurs dizaines de milliers d'ex-prisonniers austro-hongrois slavophones fut la dernière mise sur pied après celle de France et celle d'Italie. Le général T.T. Štefánik s'y employa assidûment. Dès le début, il convient cependant de se départir de toute connotation romanesque attribuée trop souvent à cette Légion. Les historiens tchèques comparèrent ses péripéties à l'Anabase de Xénophon – dont les Légionnaires n'avaient en commun que l'appât du gain – alors qu'elle ne fut que l'instrument des Alliés et associés. Ce qui n'enlève rien cependant au courage de ses soldats et aux souffrances endurées par ces quelque 70 000 hommes parmi lesquels nombreux devaient être ceux qui se posaient des questions quant à leur présence et leur action en Russie. Mais tous avaient dû prêter ce serment d'obéissance, ainsi libellé dans le télégramme envoyé au ministère de la Guerre des pays tchéco-slovaques à Paris, au 34 de la rue Bonaparte :

> Je m'oblige solennellement de servir comme soldat de l'armée tchécoslovaque honorablement et fidèlement la nation représentée par Conseil national tchécoslovaque et je m'oblige d'exécuter honorablement et fidèlement tous mes devoirs émanant de ce serment surtout tous les ordres de mes chefs militaires. [699]

Le sous-titre « l'odyssée ferroviaire d'une armée sans pays qui, en 1917, fut prise au piège de la tourmente russe » que Pascal Ory donne à son article intitulé *La Légion tchèque*[700]*,* témoigne des interprétations dont cette Légion est affublée. S'il est vrai qu'il s'agissait d'une odyssée, au même titre que celle que vécurent les *Battaglioni neri* englobés dans le corps expéditionnaire envoyé par le Royaume d'Italie, et pire

---

[698] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande V*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p. 100. Dans la note 1 de cette page, Benoist-Méchin mentionne : « M. Balfour avait préparé cette décision par sa déclaration du 1er octobre ».
[699] Cf. Annexe Nr. 58
[700] ORY, Pascal, « La Légion tchèque », in *L'HISTOIRE*, N° 367, septembre 2011, p. 28

encore, celle des soi-disant *irredenti* manipulés et utilisés par le gouvernement de ce même pays, elle ne peut être qualifiée uniquement de ferroviaire, même si le point culminant de leur action se déroula sur le Transsibérien. Sous l'illustration de cet article, la légende veut que « le but de ces soldats tchèques et slovaques [était de] rejoindre les troupes alliées sur le front de l'Ouest. Pour cela, un seul moyen : s'emparer du Transsibérien ». La réalité diverge considérablement. Toutefois, cette Légion fut effectivement une armée sans pays, maintenue en Russie, en attendant que la première République tchéco-slovaque soit officiellement déclarée et reconnue le 28 octobre 1918 à Prague. Ce ne fut pas la tourmente russe qui la prit au piège, mais bien l'Entente, quoique l'origine de son organisation fût politique et ses auteurs, Tomáš Garrigue Masaryk, Edvard Beneš et Milan Ratislav Štefánik, aient été soutenus et assistés par les gouvernements de Paris, Londres, Washington et Rome et passivement Tokyo. Sans oublier l'importance de « la franc-maçonnerie, en particulier le Grand Orient, [qui] appuie également la cause de l'indépendance de la Bohême, mise à l'ordre du jour du Congrès des Maçons des Nations alliées et neutres le 28 juin 1917. De fait, on ne retrouve pas les clivages classiques de la société politique française sur la question tchèque : elle n'est au centre ni de ses préoccupations majeures ni de ses sensibilités essentielles. Les relations personnelles importent parfois plus qu'un engagement à gauche ou à droite »[701]. Il n'est donc pas possible de parler d'épisode romanesque, même si tout événement historique ou sociétal est en mesure de devenir roman sous l'habile plume d'un rédacteur. Quoique sans aménité, Tchèques et Japonais étaient communément liés par le Transsibérien. Mais non seulement.

Rapidement, le général japonais Otani se rendit compte que les Forces envoyées par les Alliés ne suffisaient pas pour accomplir la tâche qui lui avait été confiée. Malgré le risque de mécontenter Wilson en augmentant le nombre de soldats japonais, il demanda à son gouvernement l'envoi d'autres unités. Les Divisions nipponnes arrivèrent de Mandchourie pour aller porter secours au général Oï qui soutenait le lieutenant-colonel Pichon, français. Durant la phase précédant l'hiver 1918-1919, l'action de l'Entente fut incertaine, à cause des relations tendues entre États-Unis et Japon, mais aussi à cause de la difficulté qu'éprouvaient les Alliés et associés pour élaborer « un piano operativo relativo ad uno scacchiere molto vasto, e

[701] MARÈS, Antoine, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France*, in www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/naissance-tchecoslovaquie.pdf, consulté le 24.2.2010, p. 4

con obiettivi startegici molto complessi »[702], alors qu'ils auraient dû avant tout se soucier de la consolidation d'un gouvernement sibérien fragilisé par les querelles de partis. Ils firent l'inverse, ils attisèrent ces querelles pour semer la discorde afin de réaliser leur objectif.

En 1918, le général Otani, commandant des troupes alliées en Russie, assisté du chef d'état-major, le général Yuki, avait pour première tâche immédiate d'aider, avant l'hiver, les forces tchéco-slovaques[703]. Trop souvent, les textes mentionnent le soutien aux Tchéco-Slovaques, ce qui pousse à s'interroger car l'humanitaire entrait bien peu en ligne de compte dans ce contexte. En réalité, ce ne fut que mise en scène. « Tandis que les États-Unis faisaient semblant d'intervenir en Sibérie pour venir en aide aux troupes tchécoslovaques, ils participaient à un complot qui avait d'autres motifs »[704]. Selon Coates, le Conseil national tchéco-slovaque de New York avait clairement établi, le 27 juillet 1918, la responsabilité des Alliés puisqu'il avait déclaré : « La question, cependant, de rester en Russie ou d'en sortir, ne dépend pas des seuls Tchécoslovaques (*sic.*). C'est une chose qui doit être décidée par les Alliés. L'armée tchécoslovaque est l'une des armées alliées et elle est sous les ordres du Conseil de guerre de Versailles autant que l'armée française ou l'armée américaine »[705]. La Légion tchéco-slovaque devint effectivement, pour des raisons politiques, une armée alliée obéissant au C.N.T. de Paris, lequel obéissait au C.S.I. Mais en Russie, tandis qu'un bureau spécial était créé pour les Allogènes autres que les Tchécoslovaques, le général Janin « constitua pour ces derniers une chancellerie spéciale distincte de l'état-major »[706].

Mais comment les Slaves s'étaient-ils retrouvés si nombreux sur le sol de l'Empire tsariste devenu en septembre 1917 la première république russe ? Un retour en arrière s'impose, mais d'abord un retour dans l'histoire de la Bohême, voire même de l'Autriche.

---

[702] *Op. Cit.*, , Antonio, Generale Divisione Alpini, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri", 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 110 : "un plan d'opération comparable à un très vaste échiquier, comportant des objectifs stratégiques fort complexes".
[703] *Ibid.*, , Antonio, p. 110, pour l'essentiel du paragraphe.
[704] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 85
[705] COATES, W.P. et COATES Zelda K., *Armed Intervention in Russia,* Londres, Victor Gollancz Ltd, 1935, p. 112 in *Ibid.* LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 83
[706] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J. général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 72

a) La Bohême en Autriche-Hongrie

Le 4 mars 1849, François-Joseph octroya à son pays – vaste et catholique, conçu par les Habsbourg comme un rempart contre le conquérant turc[707] – une constitution dont les premiers articles stipulaient que « l'empire d'Autriche » se compose d'archiduchés, de duchés et de plusieurs royaumes, dont celui de Hongrie, que « ces pays de la couronne constituent la monarchie héréditaire autrichienne, constitutionnelle, une et indivisible, libre et indépendante »[708]. Les branches ethniques (*Volksstämme*) étaient reconnues égales devant la loi et avaient droit au développement de leur propre personnalité nationale. Les libertés fondamentales, même si assorties de restrictions, étaient réaffirmées ainsi que l'égalité de tous les citoyens de l'Empire devant la loi ; le servage étant définitivement aboli.

Dans cet État unitaire, François-Joseph représentait la figure centrale du système politique, partageant le pouvoir de légiférer avec les deux Chambres du Conseil d'Empire (*Reichsrat*). L'empereur voulait centraliser l'administration. Cette constitution ne fut cependant pas appliquée et le monarque fit ensuite en sorte d'instaurer un absolutisme monarchique avec un seul système juridique, imposé à tout l'Empire, maintenant l'égalité devant la loi et l'abolition du système féodal. Les municipalités devaient se concentrer sur les affaires de la commune. Ce régime s'appuyait sur l'Église catholique et sur l'armée. Mais, cette politique de centralisation se doublait d'une politique de germanisation qui heurtait les intérêts des différentes nationalités de l'Empire, hormis les Germains[709], bien entendu. La langue allemande était donc imposée aux textes administratifs. Ce fut l'un des bâts les plus blessants rejeté par l'entité ethnique. Particulièrement par les Hongrois et les Tchèques de Bohême. Cette politique de centralisation néo-absolutiste était incompatible avec le pluralisme de l'Empire.

Après moult confrontations et discussions, les Germains d'Autriche et les Hongrois conclurent un compromis historique, *Ausgleich*[710], que les Hongrois

[707] FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 76
[708] PASTEUR, Paul, *Histoire de l'Autriche De l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIIIe-XXe xiècles)*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 76 et p77 pour les phrases suivantes
[709] Pour éviter toute confusion, il est impératif de ne pas utiliser « Allemands » pour définir les germanophones de l'Empire d'Autriche-Hongrie, mais Germains. La différence est la même entre Américains et Anglais.
[710] KLEINDEL, Walter, *Österreich Daten zur Geschichte und Kultur*, Wien, Heidelberg, Ueberreuter, 1978, p. 267

revendiquèrent comme étant « la loi XII de 1867 concernant les relations communes entre les pays de la couronne de Hongrie et les autres pays sous le règne de Sa Majesté et sur leur modalités de gestion »[711]. Mais dans cette double monarchie François-Joseph se révéla incapable de donner dans l'Empire une place à la Bohême – *Čechy* en tchèque – dont il était également le roi. Dans ce très ancien royaume, les Germains furent toujours majoritaires dans les villes, mais l'industrialisation changea la donne. Le Conseil municipal de Prague avait une majorité tchèque depuis 1861 et cette participation qui allait s'augmentant, causait des rivalités avec l'aristocratie germanophone de Bohême. Il faut également signaler « la faiblesse politique des Tchèques, incapables de faire front de manière unie et convaincante, ainsi que leur pratique de boycott soit à la Diète de Bohême, soit au Conseil d'Empire, qui a duré seize ans et qui a empêché de légiférer sereinement »[712]. Et c'est dans cette brèche que s'engouffra le nationalisme, exploité à l'extrême durant la Première Guerre mondiale.

L'historien Pekař – chez lequel « prévalait le souci de rigueur historique et le refus de tout anachronisme »[713] – n'adhérait pas « à la coloration religieuse, mystique que Palacký et Masaryk donnaient au nationalisme en fondant le renouveau national sur la vénération des hussites et des Frères moraves, ainsi que de Comenius, et en privilégiant ces hérétiques par rapport au règne brillant de Charles IV ». Le réveil national tchèque fut suscité par la conscience de leur passé historique, par le fondement de leur droit à l'existence autonome, sous l'influence des historiens, particulièrement du grand Palacký. Il sut rendre aux Tchèques leur dignité, leur fierté, et la richesse de leur culture. Les dirigeants du mouvement national tchèque espéraient d'abord trouver contre l'hégémonisme pangermanique une protection dans le panslavisme diffusé à partir de la Russie, mais ils s'aperçurent qu'ils risquaient de le voir englouti par cette « idéologie autoritaire, antilibérale, antioccidentale, profondément contraire à leur attachement traditionnel à l'Occident et à leurs idées progressistes »[714]. Dès lors, deux voies s'offraient à l'auto-affirmation de la nation tchèque : soit la recherche d'un statut d'autonomie au sein de la monarchie, une quasi-indépendance semblable à celle de la Hongrie, ou bien un nationalisme radical, séparatiste. Un fédéralisme eût sans doute

[711] *Op. Cit.*, PASTEUR, Paul, *Histoire de l'Autriche De l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIIIe-XXe xiècles)*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 90
[712] *Ibid.*, PASTEUR, Paul, p. 95
[713] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 139
[714] *Ibid.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 140

été la meilleure solution, la plus réaliste. C'est d'ailleurs ce que finit par proposer le dernier Empereur Charles Ier, peu avant la fin de son règne et de la guerre.

La Première Guerre mondiale causa, entre autres, l'affrontement des Austro-Hongrois et des Russes, c'est-à-dire des Slaves de l'Empire danubien contre les Slaves de l'Empire tsariste. Ce qui mécontenta vivement les militaires et provoqua des désertions sur les fronts mais également un « accroissement des sympathies envers l'action séparatiste organisée par l'émigration, sous la conduite de Masaryk et de Beneš »[715]. Tout cela ne signifiait pas pour autant que la plupart des Tchèques étaient prêts à se séparer de la monarchie. Nul ne peut dire si avec l'entrée en guerre de l'Empire, la majorité du peuple tchèque avait rejoint le camp séparatiste. Quatre ans de combats ne semblaient pas l'avoir convaincu, car le 4 mars 1919, quatre mois après la fondation de la République tchéco-slovaque, à l'occasion de la première séance de l'assemblée nationale constituante à Vienne, « in diesem Zusammenhang gibt es in der Tschechoslowakei Demonstrationen *für* einen Anschluß an Deutschösterreich – sie werden mit Militär unterdrückt, 57 Tote und etwa 100 Schwerverletzte »[716]. À la mort de François-Joseph, en novembre 1916, Joseph Pekař – « l'historien qui représentait le camp du droit d'État, militant pour le rétablissement des droits historiques du royaume de Bohême, à l'instar de la Hongrie qui l'avait obtenu en 1867 : si ces droits historiques étaient respectés, pensait-il, si le roi de Bohême affirmait pleinement son identité en se faisant couronner à Prague selon une tradition qui avait été interrompue depuis 1835, alors les Tchèques pourraient continuer à vivre dans l'empire des Habsbourg »[717] – dressa un bilan tout à fait positif de celui-ci dans l'éloge funèbre qu'il prononça à ses funérailles. Et puis, l'armée austro-hongroise ne se battait-elle pas pour empêcher la dislocation de l'Empire ?

Juste avant la guerre, Karel Kramář[718] envisageait concrètement l'Europe orientale et centrale en un empire "slave", projet dont il mit même secrètement au

---

[715] *Ibid.*, FEJTÖ, François, p. 141

[716] *Op. Cit.*, KLEINDEL, Walter, *Österreich Daten zur Geschichte und Kultur*, Wien, Heidelberg, Ueberreuter, 1978, p. 317 : "À cette occasion, des manifestations ont lieu en Tchéchoslovaquie en faveur d'un rattachement à l'Autriche germanophone – elles sont réprimées par l'armée, il y eut 57 morts et environ une centaine de blessés graves ».

[717] MICHEL, Bernard, *Prague, Belle époque*, Paris, Flammarion, 2008, p. 34

[718] http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Kram%C3%A1%C5%99/128026, consulté le 27.5.2015 : Karel Kramář fut élu en 1891 député jeune-tchèque au Reichsrat de Vienne. Chef de file du courant néoslaviste, il présida le Congrès slave de Prague en 1908. Il fut le chef du premier gouvernement de l'État tchécoslovaque (novembre 1918-juillet 1919).

courant le ministre des Affaires étrangères du tsar ; dans cet empire slave, ce dernier aurait également été roi de Pologne, roi de l'État tchèque, et le royaume de Bulgarie, la Serbie et le Monténégro en auraient fait partie. Cet empire slave aurait constitué un unique territoire douanier, aurait eu armée et flotte communes commandées en langue russe ; ce projet résolvait aussi le destin des Slovaques puisqu'il incluait les terres de la Couronne tchèque et toute la Hongrie septentrionale et même davantage vers le Sud. Mais l'éclatement de la guerre modifia totalement la donne[719]. Les Tchèques manifestaient-ils par cette démarche une sorte de nostalgie de leur passé historique, du temps où ils avaient été une grande nation ? Le royaume de Bohême aurait aimé exister au même titre que la Hongrie ; il n'est pas à exclure que cette non-reconnaissance ait été à l'origine de ce désir d'autonomie.

En 1914, lorsque la guerre éclata, la loi martiale fut proclamée dans tous les pays impliqués, qui mobilisa les hommes de vingt à quarante-cinq ans. Les jeunes Austro-Hongrois furent envoyés sur le front russe. Personne ne répondit à l'appel du 3 août 1914 du grand-duc Nicolas, commandant en chef des armées tsaristes, qui invitait toutes les populations slaves de la Double-Monarchie à se soulever contre leurs oppresseurs. « En Bohême notamment, les masses sont demeurées loyales. Les activistes de l'opposition n'ont ni armes, ni moyens financiers, ni chef généralement reconnu. Ce qui reste des partis politiques n'est pas prêt à l'événement »[720]. Compte tenu de ce qui précède, Victor Tapié ne peut donc écrire que « les Tchèques avaient été les premières victimes de cette politique étouffante. Sous prétexte qu'il était slave et susceptible de complaisance envers les Serbes et les Russes, on avait traité en suspect un peuple entier »[721]. La majeure partie des Tchèques se sentait profondément enracinée dans la tradition autrichienne et restait fidèle à ses devoirs de citoyens vis-à-vis de la monarchie. C'est pourquoi les partisans d'un nationalisme tchèque radical

---

[719] PICHLÍK, Karel, KLÍPA, Bohumír, ZABLOUDILOVÁ, Jitka, *I legionari cecoslovacchi (1914-1920), Traduzione di Barbara Zane,* Trento, Collana di pubblicazioni del Museo storico in Trento, 1997, p. 35-36. Ces auteurs sont tchèques, les faits qu'ils mentionnent sont authentiques puisque évoqués chez d'autres auteurs, leur interprétation contient sans doute une nuance de patriotisme et donc de subjectivité. Il en va de même pour les écrits du général Sakharov, vu que, dit-on, l'objectivité n'existe pas (NDR).

[720] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande V*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p. 37

[721] TAPIÉ Victor-Lucien. L'opinion des pays Tchèques au printemps de 1917. In: *Revue des études slaves*, Tome 27, 1951. Mélanges André Mazon. pp. 246-254. doi : 10.3406/slave.1951.1547 in /web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1951_num_27_1_1547, consulté le 8.6.2013

ne faisaient que persister dans une résistance passive. Globalement, les Tchèques restaient encore attachés à la monarchie. En Bohême, les manifestations russophiles ou séparatistes n'apparaissaient d'abord que dans peu de cas et sans grande envergure[722]. Mais les forces nationalistes rongeaient leur frein et le 6 août 1914, jour de la déclaration de la guerre de l'Empire austro-hongrois à la Russie, amena un tournant dans les comportements de toutes les couches de la société : on ne pouvait se battre contre les frères slaves. Karel Kramář, Alois Rašín, Masaryk, Beneš et autres responsables engagés décidèrent énergiquement de libérer le peuple de la monarchie danubienne, c'était leur version de leur action. À eux s'opposèrent donc des forces politiques qui voulaient le maintien de cette monarchie.

Même si les opposants souhaitaient que la guerre modifie la situation, leurs opinions divergeaient cependant quant à la manière d'y parvenir. L'historien Jaroslav Papoušek écrivit en 1928, à propos de l'orientation de la politique thèque : « Sauf d'infimes exceptions, [elle] comptait elle-même avec l'existence de l'empire des Habsbourgs, et, bien plus, se montrait prête à conclure avec lui un compromis durable, dans l'espoir de voir la nation tchécoslovaque y prendre une position susceptible de lui faire exercer une action décisive sur ses destinées »[723]. Ce que confirme Antoine Marès en mentionnant que « l'attachement à une transformation fédérale de la monarchie rest[ait] encore le credo institutionnel de tous ou presque »[724]. Masaryk y adhérait.

b) La rhétorique de Masaryk

Cependant, les plus radicaux, voyaient dans l'Autriche-Hongrie un édifice en pleine décrépitude dont la guerre précipiterait la destruction. Détruire l'image de l'adversaire semble être la première démarche à entreprendre lorsque son

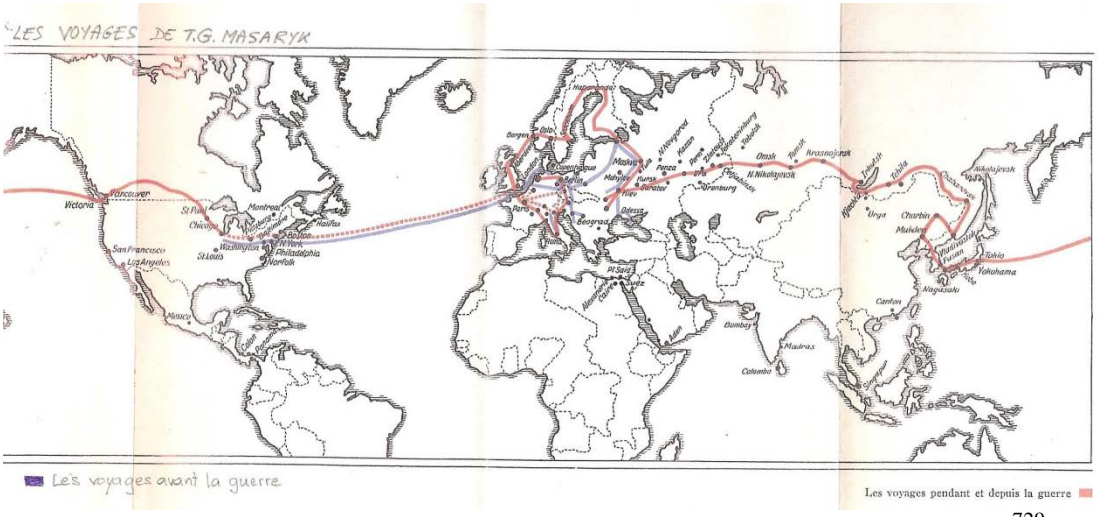
[722] THUNIG-NITTNER, Gerburg, *Die tschechoslowakische Legion in Russland – Ihre Geschichte und Bedeutung bei der Entstehung der 1. Tcshechoslowakischen Republik*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1970, p. 3
[723] PAPOUŠEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions ″Orbis″, 1928, p. 7
[724] *Op.cit.*, MARÈS, Antoine, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France*, in www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/naissance-tchecoslovaquie.pdf, consulté le 24.2.2010, p. 2

anéantissement est ciblé. À Prague, l'opposant le plus radical était sans aucun doute Masaryk, professeur à l'université de Prague et unique député du petit parti appelé réaliste[725] au *Reichsrat*, le parlement de Vienne. Lorsque la guerre éclata, il avait pris sa décision, elle était définitive : « il fallait que l'opposition à l'Autriche devînt une opposition effective, une opposition pour tout de bon, une opposition à mort. La situation mondiale l'exigeait »[726]. Dans sa *Résurrection d'un État* Masaryk écrivit cette phrase chargée de connotation agressive alors que deux pages auparavant il prétendait avoir été interpellé par ces adjectifs : « Pacifiste, idéaliste incurable ». Il avait commencé ce premier chapitre prétendant songer « à réconcilier les Serbes et les Bulgares, car [il] s'attendait à voir éclater à brève échéance une guerre de plus grande envergure, et, pour cette raison, l'inimitié des deux nations [l]'inquiétait ». Ce qui signifie que d'une part Masaryk jouait les pacificateurs et de l'autre il était destructeur et voulait la mort. Où est la cohérence ? De plus, lors de la rédaction de son ouvrage, Masaryk aurait disposé, pour les événements dont il n'a pas été le témoin direct, des rapports officiels de ses amis et collaborateurs intimes. À ce sujet, comment ne pas s'interroger sur les notes que Štefánik *lui* apportait et qui furent « entièrement consumées dans le tragique accident où il a péri »[727] ? Si le Franco-Slovaque remettait ses notes à Masaryk, elles étaient donc en la possession de ce dernier ; comment ont-elles pu se trouver dans l'avion de Štefánik qui arrivait d'Udine ? Autre incohérence. Comment les notes de Klecanda, des documents d'archive si importants, ont-elles pu être perdues ? En résumé, compte tenu de ce qu'il a écrit, Masaryk s'appuya seulement sur les écrits de Beneš qui œuvrait dans la même mouvance que lui. Étonnant ?

Quoique ce livre, auquel s'adapterait davantage le qualificatif d' ″autocomplentatif″ plutôt que d'autobiographique, fournisse de très nombreux détails sur l'activité de son auteur et sur l'histoire de la création de la Tchécoslovaquie, il est permis de s'interroger quant à l'authenticité de son contenu et de rejoindre ici Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, qui aurait exprimé en 1903 quelques jugements acerbes sur l'œuvre et la personnalité du leader tchèque. À son avis, « Masaryk est un prophète, c'est-à-dire que ceux qui ne sont pas ses disciples sont souvent agacés par

[725] *Op.cit.*, PICHLÍK, Karel, KLÍPA, Bohumír, ZABLOUDILOVÁ, Jitka, *I legionari cecoslovacchi (1914-1920), Traduzione di Barbara Zane,* Trento, Collana di pubblicazioni del Museo storico in Trento, 1997, p. 37
[726] *Op.cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 5
[727] *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 11

ses allures de hiérophante, ses aphorismes tranchants et ses vaticinations nuageuses. […]. Ce qui ne m'empêche pas de reconnaître en lui un esprit très éveillé, un écrivain d'un rare mérite et un grand dénicheur de merles. Il avait les qualités et surtout les défauts qui étaient les plus nécessaires à cette heure de la vie nationale »[728].



Les voyages de Masaryk avant, pendant et depuis la guerre [729]

En fait, le dénicheur d'oiseaux, qui, d'après ses écrits, avait des relations partout et souvent haut placées, sut profiter de chaque personne et de chaque circonstance pour agir, puisque selon lui : « l'examen consciencieux de la situation nous commandait de passer à l'étranger et d'organiser là notre lutte contre l'Autriche ». Aucun hasard à cela, car il connaissait déjà Wickham Steed, journaliste du *Times* et historien anglais, qui avait séjourné à Vienne entre 1902 et 1913, et Seton-Watson présent dans les universités de Berlin, de la Sorbonne et de Vienne. Ces deux historiens s'étaient liés d'amitié avec Masaryk et Beneš, ils les aidèrent par la force de leur plume – aussi importante que celle de la finance et des armes – en apportant non seulement l'eau mais également les céréales au moulin de la création de la Tchécoslovaquie et de la destruction de l'Autriche-Hongrie. Leurs articles encourageaient l'éclatement de l'Empire austro-hongrois qu'ils détestaient et donc la création de la Tchécoslovaquie. Ils eurent une grande influence sur leurs lecteurs. Il était donc facile à Karel Kramář, Alois Rašín, Masaryk, Beneš et autres responsables engagés de décider énergiquement de libérer le peuple de la monarchie danubienne,

728 MARÈS, Antoine, *Les Français et Thomas Garrigue Masaryk*, in : Revue des études slaves, Tome 60, Fascicule 3. Tome 60, fascicule 60. En hommage à Yves Millet études linguistiques et Tchèques, pp. 703-723. Ici, p. 704

729 *Op.cit.*, PAPOUŠEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Éditions ORBIS, 1928. L'ouvrage appartient au domaine public.

ils se savaient déjà appuyés par qui faisait et défaisait l'opinion publique. La manipulation n'est-elle pas, de tout temps, la première arme puissante des belligérants ou de qui souhaite endosser cette bure ?

c) De la création du CNT

Ainsi, officiellement, sans armes ni moyens financiers, Masaryk et ses adeptes édifièrent progressivement une organisation révolutionnaire dirigeante secrète, et s'efforcèrent d'en assurer la liaison avec les pays de l'Entente. Ce n'était pas là une tâche aisée, et pour plusieurs raisons. Il fallait, en fait, sonder les hommes politiques, aller de l'un à l'autre, s'entendre avec eux sur les questions de tactique et de programme, organiser un service de renseignements souterrain, effectuer des voyages d'information à l'étranger. Bref il fallait faire œuvre de négociant, car l'autonomie d'un État plus tchèque que slovaque fut achetée au prix de la destruction de l'Empire danubien, aux conditions imposées par le plus fort. Masaryk commença par établir un premier contact avec l'Angleterre en adressant un texte au rédacteur de la politique étrangère du *Times*, W. Steed, puis il se rendit en Hollande où il rencontra Seton Watson, historien réputé, connu comme « le meilleur expert britannique sur les problèmes de l'Europe Centrale, que les dirigeants de la Petite-Entente ont depuis la guerre constamment consulté »[730]. Il reprit également sa correspondance avec le professeur Ernest Denis, un autre slavophile.

Depuis Rotterdam où il s'était exilé dans la seconde quinzaine d'octobre 1914, Masaryk reprit contact avec ses amis cités précédemment. À Seton Watson qui vint le voir, il exposa l'état de l'Autriche, ses idées sur la guerre et ses plans d'action. En Angleterre, son arrivée encouragea l'action en faveur du mouvement. En avril 1915, il remit à Sir Edward Grey un memorandum *Independant Bohemia* auquel il avait joint une carte *Map of United States of Bohemia*. Son memorandum disait textuellement :

> Für Boehmen und Balkanslawen ist die Freundschaft mit Rußland das wesentlichste. Die Böhmischen Politiker glauben, daß Konstantinopel und auch die Meeresengen nur Rußland gehören dürfen. Böhmen ist als monarchistischer Staat projektiert. Die

[730] VAUCHER, Paul. R. W. Seton-Watson. *Britain and the Dictators* J.-F. Charvet. *L'influence britannique dans la SDN*, *Politique étrangère*, 1938, vol. 3, n° 3, pp. 301-302, in : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1938_num_3_3_5667_t1_0301_0000_2 consulté le 26 mai 2015

> Idee einer Republik Böhmen ist nur von den wenigen radikalen Politikern vertreten. Die Frage der Dynastie könnte auf zwei verschiedene Arten gelöst werden, entweder könnten die Alliierten einen ihrer Prinzen hergeben, oder es könnte eine Personalunion zwischen Böhmen und Serbien errichtet werden. Die russische Dynastie, einerlei in welcher Form, wäre überaus populär.[731]

Ce faisant, les Tchèques donnaient à leurs revendications nationales une dimension internationale et se plaçaient dans la totale dépendance de l'Entente et de qui détenait le pouvoir décisionnel. S'en libéreraient-ils jamais ?

Après la Hollande et l'Angleterre, Masaryk se rendit dans la capitale française où Beneš le rejoignit dès le 2 septembre 1915, et « partageant les mêmes idées, les deux hommes se constituèrent un réseau, à la fois à Londres et à Paris, facilité par leur commune appartenance à la franc-maçonnerie »[732]. Celle-ci était présentée, « surtout en France, comme l'avant-garde du camp républicain, radical dans sa lutte traditionnelle contre le cléricalisme et le monarchisme que symbolisait et incarnait la monarchie austro-hongroise »[733]. Mais comme le dit Fejtö, l'avant-garde ne saurait entraîner les foules, il fallait une doctrine que Masaryk et Beneš s'employèrent à fournir à la franc-maçonnerie française et internationale. Ils jouèrent une part importante « dans la lutte *contre*[734] toute paix de compromis, dans la fixation des objectifs de guerre et dans la substitution d'une Europe nouvelle à celle de l'avant-guerre »[735]. Car il s'agissait bien là de *l'un* des objectifs de la Grande Guerre : changer le visage de l'Europe.

---

[731] SAKHAROV, Konstantin W., *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, 1930, p. 92 : „Pour la Bohême et les Slaves des Balkans, l'amitié avec la Russie est l'élément le plus important. Les responsables politiques de Bohême croient que Constantinople ainsi que les détroits ne peuvent appartenir qu'à la Russie. La Bohême est projetée en tant qu'État monarchique. L'idée d'une République de Bohême n'est défendue que par quelques politiciens radicaux. La question de la dynastie pourrait être résolue de deux manières : soit les Alliés pourraient donner l'un de leurs princes, ou bien une union personnelle entre la Bohême et la Serbie pourrait être effectuée. La dynastie russe, sous quelle forme que ce soit, serait très populaire". Masaryk changea toutefois d'avis car, à la page 134 de son livre "*Die Weltrevolution*" (La révolution mondiale) il exprima un jugement très négatif sur le tsarisme et son incompétence.

[732] SÉVILLA, Jean, *Le dernier empereur Charles d'Autriche 1887-1922,* Paris, Perrin, 2009, p. 179

[733] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, p. 350

[734] LAUNAY, Jacques de, *Histoire de la diplomatie secrète de 1914 à 1945*, Verviers, Marabout Université, 1966, p. 70 : À la suite d'une entrevue entre Sixte de Bourbon et Lloyd George, ce dernier envisagea « Une réunion des trois chefs d'État et de leurs premiers ministres pour fixer les bases de négociations. [la conférence n'aura pas lieu et Sixte ne recevra de réponse ni de l'Angleterre ni de la France. Et Ribot, président du Conseil, de déclarer à la Chambre] : Ils viendront demander la paix non pas hypocritement comme aujourd'hui, par des moyens louches et détournés, mais ouvertement, à des conditions dignes de la France ». Pour les politiques, l'humain n'a aucune importance.

[735] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, p. 350

Ce réseau avait des comités en Suisse, en France, en Angleterre, en Italie, en Amérique, partout où des émigrés tchèques et slovaques se regroupaient dans un esprit de lutte contre l'Autriche et dans le but de la création d'un État autonome. Mais ces hommes hors des frontières étaient travaillés par la propagande. Chacun des responsables assumait son rôle. Masaryk voyageait d'une capitale à l'autre et s'efforçait de contacter non seulement les responsables politiques mais surtout les personnes influentes, comme par exemple « Sokolov, leader influent du sionisme. En Amérique, comme en Europe, les Juifs ont une grande influence dans la presse ; il nous fut très précieux de ne pas avoir la presse contre nous »[736], ce qui veut dire : « d'avoir la presse avec nous ». Masaryk sut convaincre le président Wilson de défendre sa cause, utile à l'Entente et aux Etats-Unis ; ce faisant, la naissance de l'État tchécoslovaque devint l'un des objectifs des Alliés et de l'Amérique[737], un objectif qui ciblait la destruction de l'Empire danubien. Avec le recul, la crainte de Louis Léger, membre de l'Institut, universitaire spécialisé dans les questions touchant à la monarchie, considérant que seul le panslavisme pouvait sauver l'Europe du pangermanisme[738] surprend, il avait toutefois compris que les nationalistes tchèques « visaient non pas l'indépendance de la Bohême mais la fédéralisation de la monarchie » à laquelle le dernier empereur Charles Ier l'aurait conduite si la guerre, par le biais du pouvoir franc-maçonnique, ne l'avait fait tomber.

Sans moyens financiers, pas de combat. En Hollande Masaryk avait reçu de l'argent de ses compatriotes d'Amérique et ces transactions s'étaient faites par câble, grâce à Steed. Masaryk avait bien conscience de la question des ressources financières nécessaires à l'action à l'étranger et que « toute guerre exige beaucoup d'argent »[739]. Lorsqu'il fut en Amérique, il chercha également à se faire « des relations dans les milieux financiers, ceux du gouvernement (le ministère des finances, qui avait pour chef Mac Adoo, le gendre de Wilson), et ceux de la banque (le *Banker's Club* de New York, etc. »[740]. Masaryk faisait feu de tout bois qui lui apportait soutien politique et financier. Se vendait-il ou vendait-il la future république tchéco-slovaque ? « Aux États-Unis se tint, le 13 janvier 1915, à Cleveland, le congrès de l'Association

[736] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 244
[737] MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France – un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925),* Catalogue d'exposition, 2008, p. 135
[738] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, p. 351
[739] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 66
[740] *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 245

nationale tchèque d'Amérique, qui centralisa toute l'action révolutionnaire de nos colonies américaines. À Moscou, le premier congrès des représentants des associations tchécoslovaques de Russie, qui eut lieu du 7 au 11 mars, créa l'*Union des associations tchécoslovaques de Russie*. Nos compatriotes de Serbie et de Bulgarie s'organisèrent de la même façon »[741]. Toutes ciblaient la révolte contre l'Autriche-Hongrie mais avançaient des programmes politiques irréalisables. La propagande – le premier combat – tentait partout de convaincre les émigrés de s'enrôler dans une Légion tchéco-slovaque qui s'engagerait sur les fronts en Occident. Était-ce à la demande de l'Entente en échange du soutien qu'elle apportait à la cause de Masaryk ?

Et cette cause se concrétisa progressivement. À l'exclusion des civils qui se trouvaient sur le sol français le 4 août 1914 et que le gouvernement français fit interner dans des camps de concentration[742] le long du littoral Atlantique, en tant que citoyens de pays ennemis de l'Entente, les Tchèques et les Slovaques militaires eurent droit à un régime particulier en France. Dans la capitale, de nombreux Tchèques s'étaient regroupés en association des *Originaires tchèques* installée en 1909 « dans quelques-uns des appartements du 18 rue Bonaparte[743] pour fonder la Colonie tchèque, à vocation essentiellement culturelle. Cette association regroupait le *Sokol* [744] de Paris […], les Jardiniers tchéco-slovaques, l'Association franco-slave, *Rovnost* et l'Association des cyclistes tchèques »[745]. Cette adresse fut ensuite connue sous le nom de Maison Masaryk. En 1912, ces associations fondèrent le Comité national tchèque qui prit en 1914 le nom de Comité national des Pays tchèques. Le *Sokol* de Paris céda

---

[741] *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 57

[742] FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration françaisde la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos historiques, 1995

[743] http://www.czechcentres.cz/paris/novinsky.asp?menu=5422, consulté le 25.08.2012 : Après la Grande Guerre, et jusqu'au traité de Versailles, Beneš y sera ministre des Affaires étrangères de la première République tchéco-slovaque, cette adresse sera également le siège de son gouvernement provisoire.

[744] Un *sokol* (signifie faucon) est en quelque sorte une association de gymnastique mêlant activités sportives, culture et patriotisme. Il fut fondé par Miroslav Tyrš et Jindřich Fügner. Le *sokol* est indépendant financièrement et de l'empire austro-hongrois ; il soutient la promotion de la nation tchèque.
Cf. http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article229, de l'Institut Pierre Renouvin, consulté le 21.2.2012
CHOPIN, Jules, *Le complot de Sarajevo, Etude sur les origines de la guerre,* Paris, Editions Bossard, 1918, p. 13 : « un rapport sur l'*Activité de l'Association des Sokols (Dusan Silni) à Kragujevac dans les années 1912 et 1913 » tend à faire croire que cette société de gymnastique nourrissait également des idées subversives contre la monarchie danubienne et qu'elle les répandait parmi les Slaves du Sud par l'intermédiaire "des associations similaires" de l'Empire ».*

[745] http://www.czechcentres.cz/paris/novinsky.asp?menu=5422, consulté le 25.08.2012 : Centre tchèque de Paris.

sa place au « Comité de la colonie et des volontaires tchèques » (CCVT)[746]. Avec le soutien d'Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, ils fondèrent un journal, *La Nation tchèque*, dont la direction fut par la suite confiée à Beneš. Ils furent rejoints par Štefánik. L'organisation se mettait concrètement en place : le Q.G. de la Colonie tchèque de France se trouvait au 16 rue Richelieu à Paris, tandis que le 18 de la rue Bonaparte hébergeait le Conseil National des Pays Tchèques ; plus tard le numéro 34 de cette même rue devint le quartier général de l'état-major tchéco-slovaque ; tous les courriers passaient par cette dernière adresse et toutes les décisions y étaient prises concernant les Tchèques, les Slovaques, l'Entente et la future Tchéco-Slovaquie, comme le prouvent les archives[747].

Leur combat nécessitait des sommes considérables qu'ils reçurent également de l'Entente. Rien n'est offert en politique, quel prix auraient-ils à payer ensuite ? Beneš aida Masaryk à obtenir d'importantes subventions des immigrés tchèques et slovaques aux Etats-Unis, nombreux à Chicago ; ceux-ci publiaient des feuilles séparées car ils ne partageaient pas le même sentiment national. Le plus dur restait à faire. Moyennant finances, Masaryk et Beneš avaient assuré au lobby panslave le concours de grands journaux français tels que le *Figaro* de Calmette, le *Journal des débats* de Gauvin, le *Journal* d'Henri Letellier puis Charles Humbert, les *Dernières Nouvelles*, l'*Éclair*, la rubrique de politique étrangère du *Temps*, auxquels Izvolski, l'ambassadeur russe à Paris, – en 1914, il dépensa pour la presse 10 250 000 francs or – faisait distribuer ses informations et sa propagande le plus souvent par l'intermédiaire de l'Agence des Balkans créée à cet effet et à laquelle il donnait la consigne d'agir "avec prudence et discrétion"[748]. Henri Pozzi révéla des informations puisées de l'étude des documents secrets rendus publics par le Conseil des

---

[746] http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article229, de l'Insitut Pierre Renouvin, consulté le 21.2.2012 : « En réalité, le Sokol de Paris ne joue plus le rôle prépondérant qui était le sien avant 1914 parce qu'il cède la place à une autre association, le « Comité de la colonie et des volontaires tchèques » (CCVT), à qui il fournit cependant beaucoup de ses dirigeants : ainsi, en 1914-1915, le CCVT a comme président Josef Čapek et comme vice-président František Svoboda, deux anciens présidents des Sokols de Paris, comme trésorier François Jakl, ancien trésorier des Sokols de Paris, comme secrétaires François Stepan, vice-président des Sokols de Paris et Vladislas Chalupa, ancien président des Sokols de Paris. En 1915, le CCVT se transforme en « colonie tchèque de France », présidée par le peintre Kupka. De plus, l'action politique des Tchèques de l'exil et de l'émigration se trouve monopolisée par les politiques. Ainsi, si l'armée tchécoslovaque « fut le résultat du travail diplomatique accompli d'abord par la colonie tchèque de Paris sous la présidence de Čapek, ancien président du Sokol de Paris qui accueillit le professeur Masaryk et le Dr Benes », ce sont ces derniers « qui se chargèrent du reste du travail », et qui fondent en 1916 le « Conseil national des Pays tchèques », devenu « tchéco-slovaque » en 1917 ».

[747] Cf. annexe Nr. 59

[748] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, p. 359

Commissaires du Peuple de l'Union soviétique, selon lesquelles « six ministres du gouvernement français s'entremirent, pour le compte de l'ambassadeur Izvolski, afin de distribuer à la presse ces subventions, en qualité de "conseillers techniques". En 1912, les Allemands apprirent de bonne source que l'ambassadeur de Russie à Paris disposait d'un fonds secret d'un million de roubles-or, où il puisait pour récompenser ses amis politiques. L'opinion française mettra longtemps à connaître les "sources" des informations dont elle avait été abreuvée avant et pendant la guerre »[749]. Le système a perduré et l'on est en droit de se demander s'il est toujours d'actualité. Ainsi, l'opinion publique ne pensait plus par elle-même mais par les renseignements qui lui étaient diffusés, instillés, elle était manipulée par les écrits des journalistes soudoyés, tout comme elle l'était par les affiches propagandistes[750] qui appelaient à la haine, à payer des emprunts ou, s'adressant aux hommes, à s'engager dans la guerre. En résumé, la propagande ne jetait pas seulement son dévolu sur les champs de bataille, dans les cabinets ministériels ou dans les ambassades, elle se vautrait sur le papier des journaux et affiches, tous corrompus par la manipulation et par l'argent.

Beneš fréquentait l'entourage du président de la République et du ministre des Affaires étrangères avec lesquels il s'appliquait à nouer des liens privilégiés. Il apprit ainsi qu'un dossier « Comment constituer la nouvelle Yougoslavie » avait été établi, dont les Alliés se serviraient lors de la Conférence de la paix de 1919. Les *Mémoires* de Beneš révèlent que Pierre de Margerie « écouta avec attention l'exilé tchèque qu'il était, le 30 juin 1916, lorsque celui-ci vint lui parler de son projet de créer une armée tchécoslovaque**,** au sujet duquel il avait déjà eu plusieurs entretiens au Quai d'Orsay »[751]. Cette armée devait constituer ensuite l'armée du futur État tchéco-slovaque.[752]

---

[749] *Ibid.,* FEJTÖ, François, p. 360
[750] Cf. Annexes Nr 60
[751] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, p. 361
[752] *Op. Cit.*, POINCARÉ, Raymond, *Au service de la France – Tome X - Victoire et Armistice, 1918,* Paris, Librairie Plon, 1933, p. 248 : « Dimanche 30 juin [1918] – Hier au soir, départ de la gare de l'Est à 21 heures trente avec Pichon, Leygues, Lebrun, Gay, du Conseil municipal de Paris, général Archinard, général Jeannin et M. Benès, premier secrétaire général du comité tchèque. […] Aux accents de la Marseillaise, je passe devant les troupes, quatre ou cinq mille soldats de fière allure. M. Benès prononce un beau discours, où il me remercie avec une extrême cordialité. "Lorsque la catastrophe mondiale a éclaté, dit-il, la France martyre et envahie est immédiatement devenue la conscience du monde, l'expression du droit et de la justice, l'incarnation de toutes les valeurs morales que le monde connaît" ».

Outre l'outil juridique qui régit la formation d'un État, la reconnaissance internationale, lui est également demandée – ce que les Alliés et associés refusèrent à l'amiral Koltchak. Cela signifie qu'un État n'existe qu'à travers les autres. *« C'est un jeu de miroirs*, explique Odile Perrot, docteur en sciences politiques. *Un jeu dans lequel il faut trouver des alliés avant même d'exister »*[753]. *Et la reconnaissance internationale coûte cher. Entente et Etats-Unis financèrent et les Tchéco-Slovaques se procurèrent des moyens financiers tout en payant également leur* tribut de vies humaines : 138 000 hommes du côté de la monarchie (sur 1 200 000 morts) et 5 405 du côté allié[754] à leur autonomie ; ce qui n'autorise cependant pas à dire que "traîtres et déserteurs" ou bien "victimes de la prison des peuples", ils « auraient conquis leur indépendance par les armes ». Ils ont, non pas conquis, mais acquis leur indépendance par la politique et par les appuis de l'Entente et des Américains, il est indéniable cependant qu'ils se sont battus. Pendant la guerre Masaryk et Beneš avaient conclu plusieurs traités avec les Slovaques qui vivaient à l'étranger.

En 1918, Beneš réussit à obtenir de toutes les grandes puissances la reconnaissance du Conseil national tchécoslovaque (CNT) comme fondement du futur État tchécoslovaque[755]. Car

> la doctrine est unanime pour estimer qu'une collectivité humaine ne peut être un État que si elle dispose d'une population, d'un territoire et d'une autorité politique (« gouvernement »). Ces éléments constitutifs de l'État, qui ont un caractère objectif, sont nécessaires mais non suffisants. Il faut également que l'entité qui prétend à la qualité d'État bénéficie de la souveraineté (ou indépendance)[756].

Mais il lui faut également une armée. Et ce furent les soldats tchèques et slovaques, citoyens de l'Empire austro-hongrois qui, déserteurs ou prisonniers récupérés dans les camps de concentration, constituèrent cette armée. Štefánik fut chargé de rassembler

---

[753] http://www.slate.fr/story/35081/creer-etat-soudan-kosovo-belgique, consulté le 8.6.2013 http://www.slate.fr/story/qui-sommes-nous : Slate.fr, entreprise indépendante contrôlée par ses fondateurs J-M. Colombani, Eric Leser, Johan Hufnagel, Eric Le Boucher journalistes et J. Attali), a pour ambition de devenir l'un des principaux lieux en France d'analyses et de débats dans les domaines politiques, économiques, sociaux, technologiques et culturels. Publié le 9.2.2009

[754] *Op. Cit.*, MARÈS, Antoine, p. 2, aussi pour la citation suivante

[755] *Op. Cit.,* MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France – un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925),* Catalogue d'exposition, 2008, p. 129

[756] NGYUEN QUOC DINH, DAILLIER, Patrick, FORTEAU, Mathias, PELLET, Alain, *Droit international public*, 8e édition, Paris, LGDJ-Lextenso éditions, 2008, pp. 449-450

tous ces hommes. « Le travail [qu'il] accomplit sur le plan militaire est aussi impressionnant que celui de Beneš, sur le plan diplomatique. En août 1918, le Conseil national dispose effectivement de trois armées, réparties de la façon suivante :

- Armée de France…….. 12 000 hommes
- Armée d'Italie…….. 24 000 hommes
- Armée de Russie…….. 92 000 hommes »[757]

Mais comme le souligne Benoist-Méchin, si les chiffres pour les armées de France et d'Italie correspondant à la réalité, ceux des effectifs attribués à la Russie paraissent un peu ″gonflés″ par Masaryk. Les Archives de Prague prouvent qu'ils étaient 67 730 qui rentrèrent au pays.

- **Constitution des Légions en France, Italie et Russie**

Aujourd'hui les noms de Masaryk, Beneš et Štefánik échappent à la mémoire collective – il suffit de demander autour de soi – exception faite peut-être de cette commune de Darney dans les Vosges où des événements militaires et politiques importants concernant la Bohême et la Slovaquie se déroulèrent durant la Grande Guerre. Et qui connaît l'Observatoire de Meudon peut voir dans le parc une statue de l'astronome, Milan Ratislav Štefánik. Le nom de ce dernier, sans l'associer à une page d'histoire, sollicite également toute personne qui se rend à Bratislava par la voie aérienne puisque l'aéroport porte le sien. Ce trio poursuivait le même but mais l'harmonie ne régnait pas entre eux. Beneš considérait Štefánik comme un idéaliste[758] et Masaryk éprouvait pour ce jeune officier une espèce d'affection condescendante qui transparaît dans ces quelques lignes :

> Il menait une propagande plutôt en apôtre qu'en diplomate et qu'en soldat. Il nous fraya la voie, à Beneš et à moi, vers plus d'un personnage haut placé à Paris (M. Briand, par exemple) et à Rome. Quand je pense à lui, je vois toujours l'image de notre petit *drotar*[759] slovaque, qui parcourt le monde ; mais lui, ce petit Slovaque, avait

[757] *Op. Cit.,* MASARYK, T.G., *Résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 289
[758] SAKHAROV, Konstantin, W., Général de Corps d'Armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Heinrich Wilhelm Hendriok Verlag, 1930, p. 46
[759] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 111 Note 1. Montagnards slovaques de la région de Zilina, qui parcourent le monde comme raccommodeurs de

parcouru tous les fronts et presque tous les ministères alliés, une quantité de salons politiques et plusieurs cours. Il s'était fait des amis influents dans l'armée. C'est par lui que Foch[760] entendit pour la première fois parler de nous et de nos efforts contre l'Autriche ; naturellement, il avait aussi ses ennemis dans le gouvernement et parmi les fonctionnaires.[761]



Général T.T. Milan Ratislav Štefánik

https://fr.wikipedia.org/wiki/Milan_Rastislav_%C5%A0tef%C3%A1nik#/media/Fichier:Milan_Rastislav_%C5%A0tef%C3%A1nik.jpg – public domain-This file is lacking author information.

Alors qu'il n'est que louange pour lui-même, Masaryk consacre moins de deux pages de son livre pour évoquer brièvement l'action de Štefánik en France, en Russie – il en profite alors au passage pour égratigner les Russes dans l'Hexagone – et en Italie, alors qu'il devait beaucoup à ce jeune officier franco-slovaque dont il sut instrumentaliser l'idéal. Il contourna habilement leur divergence d'opinion à propos de la déclaration du 18 octobre 1918 qu'il lança à Washington et par laquelle il proclamait l'indépendance de la future Tchéco-Slovaquie en disant qu'« il [Štefánik] n'approuva pas le programme que j'y avais succinctement formulé. Il craignait que nous ne pussions pas parvenir à organiser et à faire vivre une république pleinement démocratique »[762]. Les craintes de Štefánik étaient fondées. Cette divergence concernait la forme étatique de la future Tchécoslovaquie. Dans la déclaration de Moscou du 16 mai 1915, il avait été établi que la Slovaquie devait obtenir son propre Parlement, un gouvernement autonome et garder sa langue comme langue

faïence et marchands d'objets en fil de fer. (N. du Tr.). Ce *drotar* est le même que *Tönle* que raconte si bien Mario Rigoni Stern dans son *Histoire de Tönle*, Lagrasse, Éditions Verdier, 1998

760 Il est difficilement crédible que Foch, qui, en mai 1916, approuva la constitution en France d'unités tchèques composées de prisonniers tchèques faits par les Russes, ait été informé de l'existence du CNT par Štefánik.

761 *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 111

762 *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 111

administrative. Le 27 octobre 1915, ces conditions furent confirmées par le traité de Cleveland aux Etats-Unis, et le 30 juin 1918 à Pittsburg un autre traité fut conclu selon lequel « la Slovaquie devait avoir son administration, son propre Parlement et sa propre Cour de Justice, le slovaque serait sa langue officielle ». Il n'en fut rien comme l'écrivit le général Sakharov : « il s'agissait seulement de vaines promesses sur du papier. Dans le nouvel État, les Slovaques furent spoliés de leurs droits par les Tchèques et furent tchéchisés. Après avoir obtenu le pouvoir, les parjures ne se soucièrent plus de leurs accords »[763]. Fourbe, Masaryk écrivit plus tard : « Je signai cet Accord sans hésitation, car ce n'était qu'une convention locale entre Tchèques et Slovaques d'Amérique. Les signataires étaient tous, à l'exception de deux, citoyens américains… »[764].

La double fonction de ministre de la Guerre et de ministre de la Défense de la République de Tchéco-Slovaquie, la première attribuée à Štefánik et l'autre à Vavro Šrobár, par les accords de Genève d'octobre 1918 ne révèle-t-elle pas déjà l'ambiguïté et la perversité de ces accords politiques ? Existe-t-il un lien entre cette problématique et l'accident d'avion dans lequel le jeune général T.T. trouva la mort le 4 mai 1919 en arrivant à Bratislava ? Est-ce par devoir de mémoire que l´Ambassade de la Répubblique Slovaque en Italie à Rome a fait apposer à Campoformido d'où il avait décollé ce jour-là avec son appareil, un *Caprone* à bord duquel avaient pris place aussi deux pilotes chevronnés et un mécanicien italiens, une plaque commémorative sur le mur de l'édifice de la mairie ? (La photo ci-dessous a été prise par l´*Ambasciata della Repubblica Slovacca in Italia/l´Istituto Slovacco a Roma*, qui me l'a envoyée).



(Envoi de l'ambassade de la République de Slovaquie à Rome)

[763] *Op. Cit.,* SAKHAROV, Konstantin, W., Général de Corps d'Armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien,* p. 98
[764] MASARYK, T.G., *Résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 236

Štefánik était naturalisé français, mais « envisageant sa mort prochaine, il avait émis le souhait devant le général Janin, que soit déposée dans sa tombe la réponse de Stephen Pichon au sujet de sa nomination comme ministre de la Guerre tchéco-slovaque, tout en restant citoyen français »[765] :

> *L'État tchécoslovaque doit sa reconnaissance à la foi patriotique, à la vaillance et à l'esprit de sacrifice de ses fils qui ont écrit pour leur patrie et pour l'admiration des générations futures une des plus belles pages de la guerre du droit contre la force. Vous avez été parmi les plus dévoués et les plus valeureux de nos compatriotes : à aucun moment vous n'avez douté de la victoire, ni résisté devant l'effort à fournir. L'État tchécoslovaque, allié de la France, peut revendiquer tout son concours qui ne lui fera pas défaut, il réclame la continuation de vos services. Vous n'avez pas le droit de vous y soustraire. Je vous autorise à accepter le poste de ministre de la Guerre tchécoslovaque : la France vous gardera toujours en son foyer la place que vous y avez si glorieusement méritée.*

Ce jeune général T.T. – en réalité, il était Chef de bataillon d'infanterie[766] – rendit de grands services à la cause de son pays mais aussi à celle de la France durant la guerre. À juste titre, la mémoire collective slovaque en a fait un mythe. La France a donné son nom à une place dans le XVIe arrondissement de Paris.

Štefánik, mise au point

Avant de mettre l'accent sur les rôles essentiels joués par Milan Rastislav Štefánik durant sa courte vie – dont les détails peuvent se lire dans la thèse[767] très intéressante de Michal Kšiňan, soutenue en 2012 à Bratislava en collaboration avec la France – rappelons brièvement son parcours. Il était né en 1880 (ou 1884[768] ?) au nord

[765] http://rha.revues.org/index6790.html, consulté le 21 décembre 2010 et télégramme du général Janin sous http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/jpg/Telegramme_du_Gal_Janin.jpg
[766] Cf. Annexe Nr. 61
[767] KŠIŇAN, Michal, *Milan Ratislav Štefánik, essai biographique*, thèse de doctorat, histoire, Bohumila FERENČUHOVÁ et Antoine MARÈS, Bratislava, Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie, 2011, 477 pages. La thèse se trouve à l'Institut P. Renouvin de la Sorbonne.
[768] Cf. Annexe Nr. 62

de Bratislava, dans le royaume de Hongrie, avait fait des études d'astronomie à l'université de Prague[769] – où il connut Masaryk – complétées pour l'optique à Zurich et à Genève puis était arrivé en France en 1904. Il maîtrisait donc déjà le slave, l'allemand et le français. Il fut en 1905 astronome volontaire[770] à l'observatoire de Meudon que dirigeait Jules Janssen, l'un des meilleurs astronomes de l'époque, qui décéda en 1907. Il avait été invité par ce dernier à se joindre à quelques expéditions, en Espagne[771] et sur le Mont-Blanc. Il s'enrichit des vastes compétences d'Henri Poincaré, mathématicien de génie, physicien, philosophe et ingénieur, nommé en 1904 professeur d'astronomie générale. Avoir travaillé avec le responsable de l'Observatoire ne signifie pas qu'il était devenu « l'assistant du professeur Jules Janssen »[772], comme le prétend l'ECPAD, pas plus qu'il ne fut « secrétaire à l'Observatoire »[773], selon Masaryk.

Ce jeune Austro-Hongrois de nationalité slovaque se fit naturaliser français en juillet 1912. Entre son arrivée en France et l'éclatement de la guerre, Štefánik ne se consacra pas exclusivement à la recherche scientifique[774], car il était avant tout un agent secret au service de la France ; ses expéditions devinrent un paravent pour d'importantes missions diplomatiques qu'il assuma avec probité, bref il était un espion

---

[769] Prague possède la plus ancienne université germanophone d'Europe centrale, elle fut créée en 1348 sous Charles IV alors empereur du Sain-Empire romain germanique ; en 1882, elle fut divisée en deux entités autonomes, l'une tchèque, l'autre de langue allemande qui perdurèrent jusqu'en 1939 ; la partie dite allemande disparaît en 1945. Vienne eut son université en 1365 et Heidelberg en 1386.

[770] LAUNAY, Françoise, *Un globe-trotter de la physique céleste, l'astronome Jules Janssen,* Paris, Vuibert, 2008 (collection Culture scientifique), pp. 252, 253, 255 et Françoise Launay, courriel du 10.6.2013 : « A Meudon Stefanik était employé par Janssen comme "astronome volontaire", comme la quasi totalité des personnes qui travaillaient avec (pour) lui à la fin de sa vie. Les seuls autres astronomes en titre, avec un poste, étaient Deslandres et Millochau avec qui Stefanik a travaillé. Le terme "professeur Janssen" que l'on trouve sur Wikipedia et ailleurs est impropre. Janssen appartenait au corps des astronomes et non à celui des professeurs d'université. […].*De mon point de vue, le général Stefanik est beaucoup plus important que l'astronome, et son grand mérite, en tant que général français, est d'avoir créé le service météorologique des armées* ».

[771] Dans son courriel du 31.7.2012, la Bibliothèque de l'Observatoire écrit : « La plupart des archives du site de Meudon n'ont malheureusement pas été versées à la Bibliothèque et il est à craindre qu'elles ont disparu. Il devient du coup très difficile d'écrire l'histoire de certaines périodes et nous le déplorons. Je n'ai donc pas de réponses à vos questions et ne peux que vous conseiller d'éplucher les *Annales de l'Observatoire d'astronomie physique de Paris* qui sont d'ailleurs à la BU de Poitiers.[…] Nous avons malheureusement peu de traces du passage de Stefanik à l'Observatoire de Meudon : Nous conservons un instrument, l'héliostat de Silbermann (Inv. I-42), utilisé par Milan Stefanik en 1905 lors de la mission qu'il effectua à Alcosèbre (Espagne) avec Jules Janssen pour observer une éclipse totale de soleil. Cette observation est décrite dans les *Annales de l'Observatoire d'astronomie physique de Paris, sis Parc de Meudon* Tome 3, fascicule 1 (1906). La dernière planche (planche IX) comporte un (petit) dessin de M. Stefanik ».

[772] http://www.ecpad.fr/wp-content/uploads/2010/06/stefanik2.pdf 1.6.2012

[773] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 108

[774] Cf. Annexe Nr. 63

du gouvernement français[775]. Entre autres missions, il « aurait dû arracher à l'Équateur[776] les îles Galapagos afin d'y installer une station "astronomique" (voire, de TSF) pour les navires français. […]. Par ailleurs, l'histoire des îles Galapagos remonte à l'expédition géodésique de 1901-1906 que j'ai étudiée car Eloy Alfaro, alors président de l'Équateur, affirma avoir reçu une offre de cent millions de francs du gouvernement français pour faire construire aux Galapagos une station de ravitaillement pour la marine : sans doute Henri Poincaré en était à connaissance car cela se discutait au BDL » (Bureau des Longitudes). Ce jeune astronome qui savait séduire et convaincre était un excellent diplomate qui rendit de nombreux services à la France et ainsi, par la suite, à la cause de la Tchéco-Slovaquie et donc à celle de l'Entente. La France sut lui exprimer sa reconnaissance car il fut cité à l'Ordre de la Légion d'honneur[777] : fait Chevalier le 30 juillet 1914, Officier le 20 octobre 1917 et Commandeur le 9 janvier 1918 ; il cessa d'être astronome avec la Première Guerre mondiale au cours de laquelle sa carrière militaire évolua à un rythme fulgurant. Sans aucun doute pour les mêmes raisons de reconnaissance exprimée par le gouvernement français, pour les besoins de ses missions et non pas seulement « par sa capacité à adapter ses connaissances scientifiques aux besoins militaires »[778], comme l'écrit l'ECPAD.

Lorsque la guerre éclata, Štefánik fut mobilisé le 2 août 1914 dans l'Infanterie ; rapidement il demanda une mutation dans l'aviation où il intégra le 1er groupe de Dijon. Il entra à l'école d'aviation militaire de Chartres le 26 janvier 1915 et obtint son brevet de pilote en avril. Il était alors caporal au 1er groupe d'aviation (détaché du 102ème Régiment d'Infanterie). Sur proposition de ses supérieurs, il obtint le grade de

[775] PYENSON, Lewis, *Civilizing Mission. Exact Sciences and French Overseas Expansion, 1830-1940*, Baltimore-Londres, Johns Hopkins University Press, 1993 par le courriel du 10.6.2013 de Laurent Rollet de l'université de Nancy transmettant le message de Martina Schiavon, spécialiste de géodésie : « Est-ce que cette étudiante connaît le livre de Lewis Peyson, *Civilizing Mission. Exact Sciences and French Overseas Expansion, 1830-1940,* Baltimore-Londres : Johns Hopkins University Press, 1993, Il y explique bien que Stefanik était un espion du gouvernement français: en 1909, il aurait dû arracher à l'Equateur les îles Galapagos afin d'y installer une station "astronomique" (=de TFS) pour les navires français. Je n'ai pas son livre sous les yeux, mais il me semble qu'il cite des sources d'archives (AN) et mentionne les acteurs impliqués dans cette histoire. Par ailleurs, l'histoire des îles Galapagos remonte à l'expédition géodésique de 1901-1906 que j'ai étudiée car Eloy Alfaro, alors président de l'Equateur, affirma avoir reçu une offre de 100 millions de francs du gouvernement français pour faire construire aux Galapagos une station de ravitaillement pour la marine : sans doute Poincaré en était à connaissance car cela se discutait au BDL mais, pour le moment, je n'ai pas trouvé d'autres infos dans le PVS ».

[776] *Op. Cit.,* KŠIŇAN, Michal, *Milan Ratislav Štefánik, essai biographique*, thèse de doctorat, pp. 234-239.

[777] http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore_fr , consulté le 10.06.2013, Archives nationales

[778] http://www.ecpad.fr/wp-content/uploads/2010/06/stefanik2.pdf , 1.6.2012

sous-lieutenant de Réserve à titre temporaire (T.T.) le 3 mai 1915 (Journal Officiel du 5 mai 1915, p. 2851) et entra dans l'escadrille MF 54[779]. Il organisa un service de prévision du temps qui rendit de grands services à l'aviation. En mars 1917, Štefánik était déjà devenu commandant, 2 février 1918, chef de bataillon à titre temporaire, et lieutenant-colonel à la fin du mois de mars 1918. Puis Clemenceau le nomma « *général de Brigade à titre de mission dans l'armée tchéco-slovaque pendant la durée de la mission qu'il remplit comme adjoint au commandant de l'armée tchéco-slovaque et comme membre du Conseil National. Il n'exercera l'autorité qui s'attache à ce grade que vis-à-vis des contingents tchécoslovaques ainsi qu'au cours des diverses missions qu'il accomplira à l'étranger au service de la cause tchéco-slovaque. L'effet de cette nomination cessera dès que la mission de M. Štefánik aura pris fin* »[780].

Habité par un idéal patriotique et slavophile, Štefánik collabora étroitement avec Masaryk et Beneš. Le gouvernement français utilisa « son capital social de jeune savant ambitieux »[781], ses compétences linguistiques, techniques et militaires, ainsi que son sens de la négociation, pour l'envoyer accomplir des missions en Angleterre, Italie, Etats-Unis, Roumanie, Russie, et autres. Štefánik assuma aussi la fonction de vice-président du Conseil National tchéco-slovaque (CNT) et de commandant adjoint des Forces tchéco-slovaques. Le rôle principal que lui attribua l'Entente fut de recruter des soldats austro-hongrois des différentes nationalités slaves de l'Empire : tchèque, slovaque, polonaise, serbe, croate, bosniaque, dans tous les camps de prisonniers des pays alliés. Non seulement il mit sur pied la Légion tchèque en Russie mais il forma également la Légion tchéco-slovaque en Italie, en avril 1918. Sans lui, qu'auraient fait Masaryk et Beneš pour la réalisation de leur plan ?

À juste titre, la Slovaquie a mythifié son fondateur, lui a érigé un imposant tombeau,

---

[779] Son dossier personnel administratif est conservé au Service historique de la Défense (SHD) sous la cote Yh 296

[780] http://rha.revues.org/index6790.html, consulté le 21.12.2010

[781] KŠIŇAN, Michal, *Milan Ratislav Štefánik, essai biographique*, thèse de doctorat, histoire, Bohumila FERENČUHOVÁ et Antoine MARÈS, Bratislava, Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie, 2011, 477 pages, p. 142. La thèse se trouve à l'Institut P. Renouvin de la Sorbonne. Michal Ksinan, de l'institut historique de l'Académie Slovaque des sciences de Bratislava, avait suivi au préalable les enseignements du cycle « Histoire de l'Europe centrale contemporaine » dans le cadre de l'université de Paris I- Panthéon Sorbonne.



a donné son nom à l'aéroport de Bratislava et a installé de nombreuses statues à son effigie dans le pays.

La Légion tchèque en France

Lorsque la guerre fut déclarée, tous les ressortissants de citoyenneté austro-hongroise devenaient des ennemis de l'Entente, donc de la France. Dès le premier août, les préfets adressaient « aux maires le décret sur les dispositions particulières à prendre à l'égard des étrangers voyageant ou résidant en France. [Le texte reprenait] les dispositions prévues au début de l'année 1913, en garantissant la possibilité de quitter immédiatement la France :

> Tous les étrangers, sans distinction de nationalité, seront autorisés à quitter la France, jusqu'à la fin du premier jour de mobilisation (24e heure). Ils pourront utiliser, au cours du premier jour de la mobilisation, et dans la limite des places disponibles, les différents trains qui circuleront encore… Les étrangers qui voudront quitter la France par une frontière maritime pourront s'embarquer sur tout bateau partant avant la fin du premier jour de la mobilisation″. Ceux qui demandent à rester en France – soit pour toute la durée du conflit, soit parce qu'ils n'ont pu prendre leurs dispositions pour partir le premier jour – ″sont astreints, quelle que soit leur nationalité, à une déclaration au commissariat de police ou, à défaut, à la mairie de leur résidence avant la fin du 2e jour de la mobilisation. Après constatation de leur identité, il leur sera délivré un permis de séjour″. Ils pourront ultérieurement, après acceptation de leur demande écrite, gagner une frontière neutre. En attendant, chaque étranger ne pourra se déplacer d'une localité

à une autre ″sans être muni d'un laissez-passer délivré par le commissaire de police ou, à défaut, le maire, et qui comportera obligatoirement la photographie de l'intéressé″.[782]

Un régime particulier était imposé aux Alsaciens-Lorrains, selon qu'ils aient été naturalisés français ou assimilés à des familles françaises en vertu de leurs origines et de leur sentiments francophiles. Ce décret du 2 août visait particulièrement les ressortissants des Puissances centrales, les Tchèques et les Slovaques étaient donc directement concernés. Mais ce même jour de la mobilisation générale, la Colonie tchèque de Paris envoyait au ministre de la Guerre une lettre l'avisant que ses membres « obéissant avant tout et au décret de Monsieur le Président de la République et aux dispositions concernant les étrangers, feront demain, le 3 août, la déclaration prescrite aux commissariats de leur résidence. Avec leurs papiers d'identité, ils remettront une déclaration spéciale » selon laquelle ils se disent prêts à servir dans l'armée, étant de naissance tchèque, mais Français de cœur[783]. Dès l'été 1914, les associations tchèques de France s'étaient réunies en une Colonie destinée d'abord à envoyer des soldats dans la Légion étrangère, afin de lutter pour l'indépendance de leur pays. Pourtant, la Colonie ne devait rien craindre car elle avait obtenu « l'autorisation de délivrer des cartes de nationalité tchèque pour que ses titulaires soient distingués des autres citoyens austro-hongrois et jouissent d'un statut comparable à celui des Alsaciens-Lorrains et des Polonais, statut qui évit[ait] même à ceux qui ne [pouvaient] porter les armes l'enfermement dans des camps de prisonniers civils et la mise sous séquestre de leurs biens »[784].

Malgré tout, le 22 août 1914, les deux associations tchèques de Paris, le *Sokol* (Faucon) et *Rovnost* (Égalié) proposèrent leur aide aux autorités françaises et leurs hommes s'engagèrent dans la Légion étrangère pour la durée de la guerre. Ils ne voulaient sans doute pas risquer de se retrouver enfermés avec les autres ennemis de la

[782] *Op. Cit.*, FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos, 1995, pp. 10-11
[783] APP, Tchécoslovaquie, lettre du Comité des Volontaires… Note 15 in NAMONT, Jean-Philippe, « La colonie tchécoslovaque en France pendant la première guerre mondiale » in *Guerres mondiales et Conflits contemporains*, Presses Universitaires de France, 2004/4, n° 216, pp. 41-57 in http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=GMCC_216_0041#no15, consulté le 4.6.2015
[784] NAMONT, Jean-Philippe, « La colonie tchécoslovaque en France pendant la première guerre mondiale » in *Guerres mondiales et Conflits contemporains*, Presses Universitaires de France, 2004/4, n° 216, pp. 41-57 in http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=GMCC_216_0041#no15, consulté le 4.6.2015

France dans les camps de concentration[785] prévus[786] depuis 1913 et aménagés à cet effet le long du littoral Atlantique – le Hongrois, Aladar Kuncz[787], en laissa un témoignage édifiant et émouvant dans le Journal qu'il rédigea durant sa captivité. De plus, « le livre du Lieutenant-Colonel Preninger, *Les Tchécoslovaques dans les combats de la 4ème armée sur l'Aisne (octobre 1918)*, […] apporte quelques précisions : les membres de la colonie tchéco-slovaque de Paris en état de porter les armes formèrent en septembre 1914 la compagnie ″Nazdar″[788] du 1er régiment de marche du 1er étranger ; ce régiment qui fit partie de la Division marocaine, passa dans tous les durs secteurs du front »[789]. Cette compagnie *Na Zdar [Salut]*, composée de 343 volontaires tchèques entraînés au maniement des armes à Bayonne et dirigée par des officiers français fut envoyée se battre en Champagne le 23 octobre puis, l'année suivante, incorporée à une division marocaine, elle se distingua dans la bataille d'Arras du 9 mai, où elle fut pratiquement anéantie à La Targette en Champagne – quelques soldats reposent au Père Lachaise pour lesquels un monument à la mémoire « des morts tchécoslovaques » a été érigé[790]– comme à la bataille suivante du 16 mai. La compagnie *Nazdar* cessa alors d'exister et fut intégrée à d'autres unités de la Légion étrangère. Elle fut la première création militaire slave organisée par le gouvernement de Paris qui comprit que ces soldats slaves représentaient un capital de forces combatives non négligeable.

---

[785] *Op . Cit.*, FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos, 1995

[786] LEGAL, Pierre-Yannick, *Devoir de mémoire, devoir d'historien. Le sort des étrangers évacués et internés en Vendée au début de la Première Guerre mondiale*, in LE GALL, Yvon, GAURIER, Dominique et LEGAL, Pierre-Yannick, *Du droit du travail aux droits de l'humanité, Etudes offertes à Philippe-Jean Hesse* : « J'ai l'honneur de vous informer, à titre strictement confidentiel, qu'en cas de guerre un certain nombre de sujets allemands et austro-hongrois seront évacués sur le département de la Vendée. Je vous prie de me faire connaître d'urgence les ressources que vous pourriez trouver aux Sables ou sur d'autres points de votre arrondissement, en logements disponibles, autres que les écoles publiques, pour y loger un millier d'hommes… » (Lettre du préfet de la Vendée au sous-préfet des Sables-d'Olonne, 13 octobre 1913). Le sous-préfet dans une réponse du 16 octobre propose l'ancien séminaire (700 places), le casino (300 places) et le casino des pins (500 places), soit un total de 1500 places, ADV, 4M265.

[787] KUNCZ, Aladar, *Le monastère noir,* Beauvoir-sur-Mer, Éditions de l'Étrave, 1999

[788] Cf. Annexe Nr. 64

[789] *Op . Cit.*, BOYER, Michel, *Les Russes au service de la France : 1914-1921-Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère*, D.E.A. « Histoire militaire Défense Sécurité », Mémoire préparé sous la direction de M. le Pr André MARTEL, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, Année universitaire 1996-1997, page c de l'annexe 8.

[790] TARTAKOWSKY, Danielle, *Nous irons chanter sur vos tombes – Le Père Lachaise, XIXe-XXe siècle*, Paris, Aubier, 1999, p. 89

D'ailleurs, à tous les prisonniers[791] bloqués dans l'Hexagone par le décret du 2 août 1914 et qui furent enfermés dans des camps de concentration français, aux Alsaciens-Lorrains[792] et aux Austro-Hongrois, c'est-à-dire aux Autrichiens, Hongrois, Slovènes, Croates, Trentins, Frioulans, et aussi aux Roumains, Bulgares, Turcs, fut proposé en 1916 de s'engager dans la Légion étrangère. L'objectif poursuivi, en leur interdisant de rentrer chez eux, consistait à empêcher tous les hommes de la Triple Alliance de devenir des soldats combattant contre l'Entente. Les Slaves pouvaient être utilisés sur le front français avec la promesse d'une aide à la création d'un État autonome. Ceux qui ne voulaient pas adhérer à cette idée restaient enfermés dans les camps de concentration des pays de l'Entente. La Russie détenait le plus grand nombres de prisonniers slaves dans ses camps. En étroite collaboration avec les Alliés, Masaryk s'évertua à les utiliser. Štefánik fut chargé de mettre sur pied des Légions tchéco-slovaques, souvent appelées tchèques car ceux-ci dominaient en nombre. Il n'a donc pas contribué à la création de la compagnie Nazdar, mais il agit cependant en France et fut infatigable pour se rendre dans les camps de détention des pays de l'Entente et y convaincre les prisonniers slaves d'entrer dans la Légion tchèque.

Le gouvernement français, approuvé par Londres et Washington, avait, par exemple, fait parvenir cet ordre à Štefánik :

> *« Le Lieutenant Štefánik se rendra en Russie en mission spéciale. Sa mission consistera, sous la direction du Général Janin et d'accord avec les autorités russes, à recruter, parmi les prisonniers de guerre autrichiens de race tchèque, des volontaires consentant à servir en France, soit dans les rangs des contingents russes, soit dans des unités spéciales qui seraient à organiser d'après un accord entre les Gouvernements français et russe. » SHD/DAT, 16 N 3015, lettre du général Joffre au président du Conseil, 26 juillet 1915.*[793]

Le télégramme de Saint-Aulaire du 19 novembre 1916 avait également chargé Štefánik de convaincre à Bucarest les autorités de lui permettre de recruter les prisonniers slaves pour leur proposer de s'engager volontairement dans la Légion tchéco-slovaque. Autorisation obtenue, il rassembla 2.000 prisonniers tchèques,

[791] Cf. Annexes Nr. 65 à 65e
[792] Cf. Annexes Nr. 66 à 66c
[793] http://rha.revues.org/index6790.html, consulté le 21 décembre 2010

slovaques et alsaciens-lorrains qui demandaient à servir dans une armée des Alliés. Cependant, la Roumanie, ancienne partenaire des Puissances centrales, venait d'adhérer à l'Entente depuis août 1916, et le roi de Roumanie ne voulait pas prendre ces soldats dans son armée, mais

> v[oulait] bien les envoyer en France pour la Légion étrangère où ils serviraient sur le front continental ou en Afrique. Il resterait à se mettre d'accord avec le gouvernement russe pour *les faire transporter à Vladivostok*. Dès que l'accord sera fait les dispositions nécessaires seront prises par le général Berthelot pour le départ desdits prisonniers[794].

Vladivostok est à des milliers de kilomètres de la Roumanie, pourquoi envoyer deux mille prisonniers si loin s'ils devaient servir en France ou en Afrique ? En traversant la Roumanie, la Serbie et le Monténégro, pays associés à l'Entente, les prisonniers auraient pu atteindre la mer Adriatique et ensuite l'Italie et de là être transportés en Afrique du Nord ou en France. Ce texte ne prouve-t-il pas que l'armée tchéco-slovaque qui était l'un des objectifs les plus importants des autonomistes devait être créée en Russie ? Mentionner l'Afrique apparaît vraiment comme un subterfuge. De même que les deux télégrammes du G.Q.G. roumain du 30/11/1916, l'un noté à 19 h 30 et l'autre 7 h 30, laissent perplexe : dans le premier, « un contingent d'environ 1.500 prisonniers tchèques en Roumanie serait prêt à être dirigé en France » ; en dessous, « leur envoi […] pourrait être fait comme émigrants par Vladivostok et l'Égypte »[795]. Une autre note du 15 décembre 1916 envisageait le transport de ces hommes : soit par Kola (à 12 km au sud de Mourmansk) ou par Vladivostok et l'Égypte. Dans les deux cas, les hommes devaient parcourir des milliers de kilomètres, comme des marchandises, à travers la Russie qui donna son accord de principe. Mais le 17 janvier 1917, les prisonniers de Jaşy[796] (ou Iasi) en Roumanie attendaient toujours, les autorités n'ayant pas encore défini le port de départ ni le « procédé pour assurer le paiement des dépenses »[797]. Il avait donc plutôt été prévu de les utiliser dans le Sud de la Russie afin qu'ils rejoignent ensuite la Légion tchéco-slovaque. Ainsi, tout

[794] Cf. Annexe Nr. 67
[795] Cf. Annexe Nr. 68
[796] Une brève consultation d'Internet, effectuée le 21.06.2013, pour situer et connaître un peu cette grande ville roumaine conduit à http://www.universalis.fr/encyclopedie/iasi-jassy/ qui ne dit pas un mot sur le passé de la ville pendant la Grande Guerre.
[797] Cf. Annexe Nr. 69

fut fait pour regrouper tous ces Slaves de Bohême et de Slovaquie et d'ailleurs en Légions – qui devinrent l'armée de la future République. Štefánik se voua entièrement à cette tâche.

Le décret du 16 décembre 1917 régla la collaboration du *Comité des Volontaires Tchèques* avec la mission militaire franco-tchèque chargée de l'organisation d'une armée tchèque en France. Štefánik était présent et y prit part[798]. Mais apparemment, tous les Slaves ne voulaient pas s'engager, car le 13 avril 1918, le *Comité des Volontaires* désira connaître le nom de tous les Tchéco-Slovaques résidant en France et porteurs d'un permis de séjour ; celui-ci devait être retiré à « ceux de ses compatriotes qui, en âge de porter les armes, refuseraient de répondre à son appel »[799]. Ces jeunes hommes avaient-ils le choix ? C'était pour eux soit l'emprisonnement, soit la Légion. Pourtant l'autorité écrivait « volontairement », convaincue de l'engouement des Slaves pour adhérer à l'autonomie. Le gouvernement français s'accordait ainsi avec le Comité pour adopter et appliquer aux Slaves une politique volontariste. Le ministère de l'Intérieur demanda donc à tous ses préfets de lui « faire parvenir le plus tôt possible et en double exemplaire, sous timbre *"Recensement Général des Etrangers"* la liste des tchéco-slovaques en permis de séjour dans votre département ».

Le lieu de rassemblement des Volontaires Tchèques et Slovaques en France, était le camp Kléber à Darney, dans les Vosges de cette Lorraine qui avait été un domaine des Habsbourg et où les souffleurs de verre de Bohême s'étaient implantés – sont-ils à l'origine des célèbres cristaux de Baccarat ? Aujourd'hui Darney, jumelé avec Austerlitz en République tchèque, garde pour la mémoire collective le souvenir de ce passé : un musée de la Tchécoslovaquie et, au camp Kléber, le second monument – le premier fut détruit pendant la Seconde Guerre mondiale – érigé à la mémoire des soldats tchèques et slovaques qui combattirent en France pour leur indépendance. La feuille de chêne est l'emblème de Darney, celle de l'érable celui des Tchèques. Les Légionnaires en décoraient leurs wagons en Russie et les deux se retrouvent sur la base de ce monument érigé au camp Kléber, comme le montre la photo ci-dessous (*autorisation de la mairie de Darney*).

---

[798] http://www.ecpad.fr/la-vie-de-stefanik-histoire-d-une-legende/ , consulté le 25.11.2012

[799] Cf. Archives départementales de la Vendée sous la cote 4 M 272 (surveillance des ressortissants de pays ennemis : examens de la nationalité des polonais, Tchèques, Trentins, Slovènes, Italiens, Ottomans, 1914-1919)





C'est également au camp Kléber que, le 29 juin 1918, le drapeau[800] fut remis par le Président Poincaré au XXIe régiment de chasseurs, première unité de l'armée tchécoslovaque en ligne ; Margerie envoya, avec l'accord de son ministre de tutelle Pichon, un texte que lui avait préparé Beneš, par lequel « la France a donné sa consécration à la renaissance de la Bohême »[801]. Dans le musée, le catalogue d'exposition intitulé *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France : un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925)* rappelle que « le centre de l'activité de Beneš se situe à Paris, où il devient secrétaire du Conseil national tchécoslovaque. À partir de la fin de l'année 1916, il encourage la création d'une armée tchécoslovaque en France et *développe d'importants efforts* pour que le projet d'un État tchécoslovaque figure parmi les objectifs des Alliés ».[802]

Le jeune lieutenant poursuivit sa tâche et ne cessa de monter en grade. En février 1918, en tant que Général T.T., il se rendit au gouvernement de Rome pour obtenir l'autorisation de mettre sur pied une Légion tchéco-slovaque, là aussi souvent appelée la *Legione ceca*, dont les hommes, avec les Italiens, les Anglais et les Américains, combattirent à Vittorio Veneto sur le front austro-italien pour infliger une

[800] Cf. Annexe Nr. 70
[801] *Op . Cit.*, FEJTÖ, François, p. 361
[802] Op. Cit., MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France – un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925),* Catalogue d'exposition, 2008, p. 129

défaite aux Autrichiens à la fin du mois d'octobre 1918 ; elle entraîna l'armistice de Villa Giusti signé le 3 novembre.

La Légion tchéco-slovaque en Italie[803], la *Legione ceca*

Au printemps 1916, Štefánik, pilote, officier franco-slovaque autonomiste et agent secret de la France, voire de l'Entente, survolait les lignes du front au nord-est de l'Italie où se battaient les soldats austro-hongrois de toutes les ethnies de l'Empire, pour y jeter des feuilles volantes propagandistes s'adressant à tous les soldats de l'Empire. Le texte[804] était rédigé en italien. L'interprétation épistémologique conduit à penser que, bien qu'il ait interpellé les Slaves, il était intentionnellement rédigé en italien pour atteindre tout particulièrement les soldats italophones originaires du Frioul et du Tyrol du Sud, qui se battaient également pour leur patrie autrichienne. Évidemment, comme tous les outils propagandistes, ce texte, jouant de manichéisme, faisait appel au pathos de ces soldats. Il noircissait l'ennemi, et le leur présentait comme le monstre barbare à abattre, manipulant leur opinion avec force mensonges pour attiser la haine de l'autre :

> N'oubliez pas : tandis que les Magyars et les Allemands vous poussent en avant, chez vous les prisons sont remplies par vos frères, vos sœurs, vos épouses ; dans vos villes, dans vos villages, vos vieux parents, vos enfants sont pendus et fusillés ; vos biens sont confisqués et dans les cellules d'emprisonnement souffrent presque tous vos chefs. Voudriez-vous, vous tous *Slaves* que vous êtes, sacrifier vos vies pour ces Magyars, ces Allemands, qui détruisent vos bourgades, s'approprient vos biens, pendent et fusillent de manière barbare la population slave dans le seul but d'anéantir notre peuple. La victoire sur les Magyars et les Allemands est sûre ; en résistant, vous ne faites que prolonger la guerre et vos souffrances.[805]

[803] Aujourd'hui encore, l'Italie rappelle la présence de ces Légionnaires tchécoslovaques sur leur sol pendant la Grande Guerre. Les 11 et 12 juin 2015, eut lieu à Rome à une journée commémorative concernant la Grande Guerre, à l'initiative de l'ambassade de la Slovaquie ; l'Université *La Sapienza* organisa une conférence sur les Légions tchéco-slovaques en Italie. La mémoire de Milan Ratislav Štefánik y sera omniprésente.
[804] Cf. Annexe Nr. 71
[805] Cf. Annexe Nr. 71

Gabriele d'Annunzio fit de même lorsqu'il survola Vienne en août 1918 et aspergea la ville d'une pluie de 400 000 tracts. Cette propagande qui « offre au politicien habile et sincère un instrument de choix pour modeler et façonner la volonté du peuple »[806] devenait pour les belligérants le même outil de guerre. Mais, perverse, elle tuait aussi par la pensée. Il est important d'ajouter que « ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays »[807]. Un mécanisme toujours d'actualité ?

Le 17 janvier 1917, dans le camp de prisonniers de guerre *Santa Maria Capua Vetere*, près de Naples, un Corps de Volontaires tchéco-slovaques avait été créé sur la base des idéaux du *Sokol*[808]. Le gouvernement italien n'avait cependant pas permis la formation d'unités de combat et les membres du corps étaient utilisés comme main-d'œuvre. Ce n'est qu'après la défaite des Italiens à Caporetto en Octobre 1917 que ces unités tchéco-slovaques furent reconnues et progressivement intégrées au sein de formations italiennes.

Alors, le gouvernement italien donna l'ordre de préparer plusieurs camps pour recueillir les prisonniers slaves. Le premier dans les environs de Gallarate[809] (plus exactement, à côté de Busto Arsizio), tandis que les autres furent installés à Avezzano, Fonte d'Amore et Foligno. Les légionnaires, soldats et officiers, portaient l'uniforme italien gris-vert identique à celui de l'infanterie. Un faucon ornait leur béret, pour rappeler le *Sokol*. Le camp de Busto Arsizio était le plus grand des quatre, il avait été aménagé sur l'aire de l'ancien camp d'aviation militaire ouvert en 1913 et devenu ensuite une école de pilotage. En 1917, cette école fut supprimée, même si un petit détachement d'appareils et de pilotes perdura ; cette structure fut équipée pour devenir un camp de concentration de prisonniers. Les témoignages recueillis évoquent « les conditions de pauvreté et de gêne de ces pauvres prisonniers tchéco-slovaques, de sorte que [la population de Busto Arsizio] tentait de les aider de quelque façon en leur jetant

[806] BERNAYS, Edward, *Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris, Éditions La Découverte, 2007, p. 92 et pour la citation de Noam Chomsky, p. 5
[807] *Ibid.*, BERNAYS, p. 31
[808] Un *sokol* est en quelque sorte une association de gymnastique mêlant activités sportives, culture et patriotisme. Il fut fondé par Miroslav Tyrš et Jindřich Fügner. Le *sokol* est indépendant financièrement de l'empire austro-hongrois ; il soutient la promotion de la nation tchèque. Ce mot signifiant 'Faucon', l'emblème de cet oiseau se retrouve par exemple sur les bérets des légionnaires tchèques.
[809] Gallarate se situe à mi-chemin entre Milan et Varese qui se trouve à environ 50 km au nord de la grande métropole.

du pain par dessus le grillage d'enceinte[810]. Le commandement du camp siégeait à Somma Lombardo, puis à Gallarate et enfin à Varese dans la villa Bianchini de Bosto, afin de mieux gérer le rapatriement des hommes vers la Bohême après l'armistice, où ils devaient intégrer l'armée du nouvel État. Le camp enfin vidé fut fermé le 10 janvier 1920. Le cimetière de *Solbiate Olona*[811] abrite les tumulus de 562 dépouilles de soldats tchéco-slovaques qui avaient appartenu à la deuxième Légion tchéco-slovaque. Ce n'est que dans le Nord de l'Italie que l'historiographie évoque cette dernière :

> Mentre in Russia nel 1917 si riuscì effettivamente a creare delle unità cecoslovacche, in Italia il governo rimandava la loro formazione. In Francia il Consiglio Nazionale riuscì ad ottenere il riconoscimento della loro autonomia politica. In Russia ciò permise al Corpo d'armata cecoslovacco di proclamarsi parte integrante di questo esercito autonomo e di raggiungere un accordo con il governo sovietico sul trasferimento in Francia. Nella primavera del 1918 venne raggiunto un accordo con il governo italiano sulla costituzione di una divisione cecoslovacca sul fronte sudoccidentale e in Francia nacquero i primi reggimenti cecoslovacchi.[812]

En fait, en avril 1917, l'entrée en guerre des États-Unis apporta aux Alliés la quasi-assurance de la victoire finale. Les Tchèques et Slovaques émigrés aux USA soutinrent alors sans réserve leurs compatriotes et le CNT, convaincus que les Empires centraux ne pouvaient plus vaincre, les pays, les ressources et les hommes étant épuisés. Toutes les inutiles tentatives de paix séparée avaient prolongé le conflit. L'orchestration de celui-ci était apparemment parfaite. Lorsque Jaroslav Papoušek écrivait qu'« au début de 1918, tout indiquait que les affaires de l'Autriche-Hongrie penchaient vers leur fin »[813], il le justifiait par les succès de l'action révolutionnaire

---

[810] GRAMPA, Alberto, *L'Armata ritrovata – Presenza dei militari ceco-slovacchi a Busto Arsizio e nel Varesotto (1918-1920*, Gallarate, La Famiglia Bustocca, 2009, p. 13

[811] *Ibid.* GRAMPA, p. 19

[812] PICHLÍK, Karel ; KLÍPA, Bohumír ; ZABLOUDILOVÁ, Jitka, *I legionari cecoslovacchi (1914-1920)*, traduzione di Barbara Zane, Trento, Collana di Pubblicazioni del Museo Storico di Trento, 1997, p. 126 : « Tandis qu'en Russie, en 1917, on réussit effectivement à créer des unités tchécoslovaques, en Italie le gouvernement reportait leur formation. En France, le Conseil national réussit à obtenir la reconnaissance de leur autonomie politique. Ce qui permit au Corps d'armée tchécoslovaque en Russie de se proclamer partie intégrante de cette armée autonome et d'arriver à un accord avec le gouvernement soviétique au sujet de leur transfert vers la France. Au printemps 1918, un accord fut réalisé avec le gouvernement italien quant à la constitution d'une division tchécoslovaque sur le front sud-occidental, et en France naquirent les premiers régiments tchécoslovaques ».

[813] *Op. Cit.*, PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions Orbis, 1928, p. 56

tchéco-slovaque à l'étranger, par la mise en harmonie de la politique tchèque avec les soi-disant aspirations des masses populaires à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie, avait-il conscience que cette fin représentait seulement l'un des succès de cette Grande Guerre organisée ? La rédaction des causes et du déroulement d'événements tragiques ne peut être réalisée objectivement par les parties prenantes, et encore moins après ces événements.

Lors du *Congrès des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie* qui se tint à Rome du 9 au 12 avril 1917, les représentants des Roumains et des nations slaves de l'Empire danubien y réclamèrent reconnaissance et indépendance. « Quinze jours après le congrès, le 21 avril, les représentants du Conseil National Štefánik et Sychrava signaient une convention intervenue entre l'Italie et le Conseil National Tchécoslovaque »[814]. Ainsi, par ce traité, le gouvernement italien reconnaissait le Conseil National Tchécoslovaque comme gouvernement de fait du futur État.

Tandis que Papoušek écrivit « qu'en Italie les délégués du Conseil National Tchécoslovaque organisaient, en vertu de la convention du 21 avril, de nouvelles unités militaires tchécoslovaques »[815], Andrea Cateny de l'Université de Teramo mentionne :

> En 1918 en Italie, après la défaite de Caporetto, une critique évidente à l'« Austro-philia » des Anglais et des Américains était animée surtout par la position du quotidien *Il Corriere della Sera* et de l'influent groupe dirigé par Luigi Albertini. Le résultat de cette action politique était l'organisation des légions tchéco-slovaques enrôlées grâce à la propagande du Conseil national, animée par Masaryk, Beneš et Stefanik. Les soldats tchèques et slovaques étaient séparés des autres prisonniers austro-hongrois en Russie, en Serbie et en Italie, pour être réemployés dans les tranchées. En faveur de tous les peuples opprimés de l'Empire austro-hongrois, un groupe de journalistes lança l'idée d'organiser un congrès de représentants des nationalités, qui aurait eu lieu à Rome après des négociations – pas faciles – entre Italiens et Yougoslaves : celles-ci terminaient le 7 mars avec une déclaration conjointe de sept points. Le Congrès de Rome commença le 8 avril 1918, avec les personnalités les plus importantes parmi les délégations nationales (Tchèques et Slovaques, Yougoslaves et Serbes, Polonais,

[814] *Ibid.,* PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions Orbis, 1928, p. 59
[815] *Ibid.,* PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions Orbis, 1928, p. 63

> Roumains). A Rome les délégués de 30 millions de slaves et latins, opposés à 20 millions d'allemands et hongrois, voulaient créer « le droit, la liberté et la justice pour les nations contre l'empire de la violence». Le lancement des papiers de propagande au-delà de la ligne du front austro-hongrois, incitant à la désertion des soldats des nationalités, était réalisé en utilisant des roquettes et des avions sur l'arrière-pays.[816]

Donc, suite au Congrès de Rome, la formation d'une Légion indépendante fut autorisée en Italie le 27 avril 1918, le Président du Conseil Orlando en signa ensuite le traité. Le 22 mai, Clemenceau promettait à Beneš la reconnaissance par la France du droit de la nation tchécoslovaque à l'indépendance. Le 3 juin, sur les instances de Masaryk, le gouvernement britannique déclare « qu'il est disposé à reconnaître le Conseil national comme Organe dirigeant du Mouvement tchécoslovaque ainsi que de l'armée qui se bat aux côtés de l'Entente »[817]. Beneš s'employa à obtenir du gouvernement français une prise de position encore plus catégorique et l'accord que Pichon donna début juin conduisit à la remise du drapeau à Darney le 29 juin avec la déclaration officielle écrite et lue selon laquelle le Conseil national tchéco-slovaque était reconnu « comme gérant suprême de tous les intérêts de la nation » et qu'il était « la base du futur gouvernement », promettant « que le Gouvernement français s'emploiera à faire valoir les aspirations du peuple tchécoslovaque à l'indépendance dans ses frontières historiques ». La Tchéco-Slovaquie encore inexistante devenait donc une Alliée aussi puissante que l'Angleterre ou la France. Selon Papoušek, « la situation particulière de l'Italie, que ses intérêts empêchaient de préjuger, par une déclaration quelle qu'elle fût touchant la question tchécoslovaque, de la solution de la question yougoslave, fut cause que cette reconnaissance collective n'eut pas lieu »[818].

Cette Légion tchéco-slovaque mise malgré tout sur pied en Italie par l'intervention de l'Entente et par l'action de Štefánik était composée de volontaires auxquels avaient été joints les prisonniers capturés :

---

[816] http://dsi.institute.ubbcluj.ro/docs/revista/76_ro.pdf, consulté le 17.2.2013 : CARTENY, Andrea, Université de Teramo, *Le « Congrès de Rome » et les «nationalités opprimées » par l'Autriche-Hongrie (1918)* : « Le Congrès de Rome commençait le 8 avril 1918, avec les personnalités les plus importantes parmi les délégations nationales (Tchèques et Slovaques, Yougoslaves et Serbes, Polonais, Roumains).

[817] Accord Balfour-Beneš in BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande – Les Épreuves de force 1938*, Tome V, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p. 95

[818] *Op. Cit.,* PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions Orbis, 1928, p. 64

Anche sul fronte italiano i prigionieri austro-ungarici, di nazionalità ceco-slovacca, vengono separati dagli altri ed internati in due campi di concentramento istituiti a Salerno e Padula, essi a partire dal febbraio 1918 vengono impiegati come manodopera per la costruzione di difese nella zona del basso Adige.
Successivamente, in base all'accordo stipulato con il governo italiano, questi militari vanno a costituire il Corpo Ceco-slovacco al comando del ten.col. Milan Štefánik, lo stesso che il 24 maggio di quell'anno a Roma, sull'altare della Patria è autore di un appassionato discorso : "*…l'esercito dei Boemi, sfuggito alla schiavitù, combatteva a fianco dei liberi italiani per il trionfo dei comuni ideali*". Durante questa cerimonia vi è la consegna della bandiera di guerra alla 6a Divisione Ceco-Slovacca composta da circa 12.500 uomini di cui 350 ufficiali, il comando è affidato al maggiore generale Andrea Graziani. L'addestramento delle truppe si svolge a Foligno ed Avezzano. […]. Il valore dei soldati ceco-slovacchi ha modo di mettersi in evidenza (soprattutto il 31° e 33° reggimento) quando, nel giugno 1918, vengono spostati sul Piave per arginare l'offensiva austariaca[819].

De l'armée tchéco-slovaque en Italie, la 6e Division composée de quatre régiments se distingua lors des combats sur la rivière Piave. Deux autres régiments furent formés en septembre 1918, la 7e Division et le Corps d'Armée avec six détachements (31e, 32e, 33e, 34e, 35e et 39e) ainsi qu'un régiment d'artillerie, qui se rendirent célèbres par leur intervention au Doss Alto, le 21 septembre 1918[820].

À la gigantesque bataille finale engagée le 24 octobre 1918 prirent part 51 Divisions italiennes, 3 britanniques, 1 tchéco-slovaque et un régiment américain face à

[819] *Op. Cit.,* GRAMPA, p. 7 : "Même sur le front italien, les prisonniers austro-hongrois, de nationalité tchéco-slovaque, sont séparés des autres et internés dans deux camps de concentration institués à Salerno et Padoue, à partir de février 1918, ils sont employés comme main-d'œuvre pour la construction de défenses dans la région du Bas-Adige.
Ensuite, sur la base de l'accord stipulé avec le gouvernement italien, ces militaires créent le Corps tchéco-slovaque commandé par le Lt-Col. Milan Štefánik, le même qui, le 24 mai de cette année-là [1915] à Rome, sur *l'Altare della Patria* déclame un discours passionné dont il est l'auteur : "…l'Armée de Bohême, qui a fui l'esclavage, combattait aux côtés des Italiens libres pour le triomphe des idéaux communs. Au cours de cette cérémonie fut remis son étendard à la 6° Division tchéco-slovaque composée de quelque 12.500 hommes dont 350 officiers, le commandement en est confié au Général Major Andrea Graziani. Les troupes sont entraînées à Foligno et à Avezzano. […].Les soldats tchéco-slovaques auront la possibilité de se faire valoir (surtout le 31° et le 33° régiments) quand, en juin 1918, ils seront positionnés sur le Piave pour endiguer l'offensive autrichienne".
[820] http://www.valecnehroby.army.cz/htm/a_3_0_1.html , consulté le 4 mai 2010 ; Ministère de la Défense tchèque.

73 Divisions austro-hongroises[821]. Les Austro-Hongrois, épuisés, n'avaient aucune chance, d'autant moins qu'il leur fut tendu un piège par l'annonce de l'armistice avant l'heure, de sorte que les soldats abandonnèrent toute attitude combative. Ce fut la fin de la guerre pour l'Italie, avec l'armistice du 3 novembre. La fin aussi de l'Empire des Habsbourg où, après le traité de Versailles, le titre de noblesse fut interdit ; en Allemagne, il fut supprimé et intégré au patronyme. Cette Première Guerre mondiale poursuivait donc aussi l'objectif de détruire les monarchies et la classe nobiliaire. Cependant la couronne britannique qui ne reçut jamais de déclaration de guerre en sortit grandie et vainqueure. Pourquoi elle ?

Après le Congrès de Rome d'avril 1918, la tâche de Štefánik n'était pas accomplie, il devait encore se soucier de la Légion en Russie. L'ex-Empire était le seul pays où pouvait s'organiser cette Légion tchéco-slovaque aussi grande et aussi bien armée que possible, qui devait devenir l'armée de la future première république de Tchéco-Slovaquie. Mais l'immensité du territoire russe justifiait-elle à elle seule le maintien de presque 70 000 hommes en Sibérie ?

La Légion tchéco-slovaque en Russie

Les documents des archives de Prague révèlent qu'au mois de mai 1916, « le principe de la constitution en France d'unités tchèques formées au moyen de prisonniers de race tchécoslovaque faits par les Russes » avait été admis par le général commandant en chef de l'armée française. En juillet 1916, dans le cadre de la « Mission pour l'utilisation des éléments tchèques se trouvant à l'étranger, notamment en Russie », l'alors commandant Štefánik, fut envoyé en Russie pour organiser ce recrutement sous la direction du général Janin. Dans son rapport du 7 mars 1917, ce dernier « signalait que le Commandant Štefánik, après de longues et nombreuses difficultés, avait réussi finalement à obtenir l'adhésion et la coopération du Gouvernement russe pour l'accomplissement de sa mission ». En juin 1917, le chef de la *Stavka* mettait 30 000 Tchéco-Slovaques, destinés aux usines et aux armées, à disposition de la France. L'attaché militaire français à Petrograd fit également

[821] *Op. Cit.,* GRAMPA, Alberto, *L'Armata ritrovata – Presenza dei militari ceco-slovacchi a Busto Arsizio e nel Varesotto (1918-1920*, Gallarate, La Famiglia Bustocca, 2009, p. 5. C'est la Biblioteca Civica L. Majno de Gallarate qui m'a procuré ce texte qui appartient désormais à la mémoire collective italienne, tchèque et slovaque.

connaître par télégramme que le ministre de l'Armement en mission en Russie avait approuvé ce projet et discuté avec Masaryk, président du Conseil national tchéco-slovaque, « les crédits nécessaires au recrutement de l'ensemble de ces contingents ainsi que les statuts du travail du personnel destiné aux usines ». Masaryk s'était rendu en Russie en mai 1917, un mois après l'abdication du tsar. Ce groupe armé qui devait devenir la Légion tchèque se constituait alors progressivement sur le sol russe.

Le Comité des Tchèques, "*Rada Čechů na Rusi*" fut le point de départ, voire l'embryon, de cette Légion qui finit par assumer en Russie les dimensions d'une armée. Il demanda dès le 4 août 1914 au gouvernement russe l'autorisation de rassembler ses propres troupes. Le 28 août 1914 la *Česká Družina*[822] donnait ses premiers ordres en russe[823]. Pourtant les 800 hommes qui composaient ce bataillon de volontaires tchèques n'étaient pas recrutés parmi les déserteurs de l'armée autrichienne ; seuls eurent le droit d'en faire partie les Tchèques établis depuis longtemps déjà en Volhynie, ou que la déclaration de guerre avait surpris en territoire russe[824]. Les premières batailles en Galicie et dans les Carpates causèrent une hécatombe de morts, blessés et prisonniers.

Puis le recul des armées tsaristes durant l'été 1915 augmenta le nombre de prisonniers tchèques dans les camps de concentration russes. Selon Erich Körner-Lakatos, seuls peu de transfuges s'engagèrent dans la Légion, dont 1 673 hommes (fin 1915) demeuraient majoritairement des Tchèques de Russie. En décembre 1916, les troupes tchèques et slovaques, comptaient 2 500 soldats ; ce nombre était vraiment réduit, si l'on tenait compte que 50 000 à 60 000 soldats tchèques de l'armée impériale autrichienne étaient prisonniers des Russes[825]. Entre temps, les membres des colonies tchèques de Petrograd et de Moscou s'étaient groupés et avaient fondé l'*Union des*

---

[822] L'origine de ce nom est très ancienne et s'apparente au sens de *antrustion* ou *leude*, qui était « chez les Germains et les Francs, un Grand vassal attaché à la personne du chef, du roi ». (Grand Robert). THUNIG-NITTNER écrit dans son ouvrage, à la page XIX, que ces soldats tchèques se définissaient d'abord *družinník* (partisan, vassal) puis *dobrovolník* (volontaire) ; ils n'aimaient pas l'appellation 'Légionnaire'.

[823] *Op. Cit.,* THUNIG-NITTNER, Gerburg, *Die tchechoslowakische Legion in Russland*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1970, p.p. 9-10

[824] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande – Les Épreuves de force 1938*, Tome V, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p. 41

[825] KÖRNER-LAKATOS, Erich, « La ″légion tchécoslovaque″ en Russie » in *Zur Zeit*, Vienne, n° 35/2006, traduction française de Robert Steuckers, in http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2008/08/15/la-legion-tcheque-en-russie.html, consulté le 13 mars 2012

Tchèques et des Slovaques de Russie, et ce huit mois avant la création du Comité national de Paris[826], réalisée en juin 1916 par Masaryk, avec l'aide de Beneš et Štefánik. Ce Comité national à Paris devint « tchéco-slovaque » en juillet 1917, et confisqua alors à la Colonie tchèque de Paris toute l'action politique de la résistance extérieure[827]. Les membres de l'Union de Russie entreprirent rapidement des démarches auprès du gouvernement de Petrograd pour obtenir l'autorisation de créer une armée tchèque autonome qui, aux côtés des Russes, se battrait contre les Empires centraux ; ils proposèrent au gouvernement russe de libérer les prisonniers de guerre afin de les incorporer dans la *Česká Družina*. Si Sazonov, le ministre des Affaires étrangères, se montra favorable à cette idée, le Grand état-major russe, la *Stavka*, était réticent et faisait preuve de méfiance, compte tenu des risques de désertion ou trahison. Mais le tsar intervint en personne pour forcer la décision, probablement à l'instigation de l'Entente. Et c'est ainsi que la *Družina* – qui a quelques points communs avec le roman de Jacques Mazeau *La Druzina*[828] – se transforma le 13 janvier 1916 en un régiment de chasseurs[829] qui s'amplifia très rapidement par l'afflux de prisonniers. Cependant, tous les prisonniers des plus de 400 camps qui existaient en Russie en 1917[830] ne voulaient pas adhérer à cette Légion. Ils y furent contraints. Le Dr Montandon en laissa un témoignage :

> Un très grand nombre d'entre eux ne voulaient pas entendre parler de leur nouvelle appartenance, dictée par le nouveau tracé des frontières ; mais ils avaient à se présenter une fois par semaine à la Commission tchèque de recrutement, et qui refusait de s'enrôler était quasi officiellement roué de coups. La chose est certifiée par trop de témoins pour qu'elle puisse être démentie « d'en haut ». De façon générale, les Tchèques se sont acquis en Sibérie un renom de brutalité qui ne leur sera pas de sitôt enlevé.[831]

L'état-major russe imposa que les cadres et la langue de commandement soient russes. Les volontaires tchèques devaient être tenus à l'écart des secteurs névralgiques

---

[826] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande,* Tome V, p. 41
[827] *Op. Cit.*, NAMONT, Jean-Philippe, « La colonie tchécoslovaque en France pendant la première guerre mondiale » in *Guerres mondiales et Conflits contemporains*, Presses Universitaires de France, 2004/4, n° 216, pp. 41-57 in http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=GMCC_216_0041#no15, consulté le 4.6.2015
[828] MAZEAU, Jacques, *La Druzina*, Éditions Balland, 1987
[829] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande,* Tome V, p. 42
[830] Selon un document russe traduit par Evelyn
[831] *Op. Cit.*, MONTANDON, Georges, *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolchéviques pour la Croix Rouge de Genève (1919-1921)*, Paris, Alcan, 1923, p. 37

du front, ne recevoir qu'un armement léger et être employés à des missions de reconnaissance. Insatisfaits de cette attitude défiante à leur égard, les dirigeants de l'*Union des Tchèques* déclenchèrent une campagne de presse en faveur de la constitution d'une « véritable armée tchèque distincte de l'armée tsariste » ; le tsar consentit le 21 avril 1916 à la mise en liberté des prisonniers slaves dont les organisations tchèques et slovaques de Russie se porteraient garantes. Deux mois plus tard, le ministre de la Guerre Chouraiev se prononça pour la création d'une armée tchèque et slovaque. Mais aucune de ces promesses précitées ne fut tenue.

Pour deux raisons. D'une part les Tchèques voulaient, outre la création de l'armée tchèque, obtenir également les moyens financiers nécessaires à son entretien ainsi qu'une déclaration publique du gouvernement russe promettant d'accorder l'indépendance au futur État tchèque. Indisposé par ces exigences, le Cabinet impérial répondit par un refus catégorique précisant que ces demandes étaient contraires, non seulement au droit international, mais encore aux buts de guerre de la Russie. D'autre part, pour des raisons de politique intérieure, dans le nouveau gouvernement de février 1916, Stürmer – il remplaçait Goremikine comme Président du Conseil et plus tard en juillet également Sazonov aux Affaires étrangères – n'avait pas renoncé à l'idée de faire de la Bohême un satellite de la Russie. Il considérait avec inquiétude l'activité du Comité national tchèque de Paris, en particulier celle de Masaryk. Il exerça donc « une pression croissante sur l'Union tchèque de Petrograd pour l'obliger à rompre les relations avec le Comité de Paris. Ces craintes conduisent l'état-major tsariste à pratiquer une véritable politique d'obstruction à l'égard des Tchèques ».[832]

L'état-major russe suspendit alors au cours de l'été 1916 le recrutement des prisonniers prétextant en avoir besoin pour les moissons. Puis la brigade tchèque fut scindée en deux, une moitié pour être incorporée à un "Corps de complément ukrainien", stationné à Kiev ; l'autre à une "Légion serbe" en voie de formation à l'arrière du front roumain. L'*Union des Tchèques et des Slovaques de Russie* fut "invitée" à se transformer en un ″Conseil national″ qui ne devait recevoir ses directives que du gouvernement de Petrograd. Masaryk et Beneš en furent consternés.

Devant le risque de voir l'unité des Tchèques à l'étranger compromise, et croyant que la Russie ne savait que faire des milliers de prisonniers tchèques, le

[832] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande,* Tome V, p. 43

Comité national tchèque (CNT) de Paris envisagea, en accord avec le gouvernement français qui les prendrait en charge, la solution de leur envoi en France. En août 1916, Masaryk dépêcha alors le député Dürich[833] et Štefánik – promu commandant depuis quelques semaines – à Petrograd dans cet objectif. Mais les deux envoyés adoptèrent des attitudes différentes : Dürich s'opposa aux thèses de Masaryk acceptant la solution slave de la Russie. Il en résulta une scission entre les deux Conseils nationaux, celui de Petrograd et celui de Paris. La représentation russe était monarchiste, celle de Paris républicaine. Les Tchèques avaient donc désormais une double représentation à l'étranger. Équiper et armer tous ces soldats puis les diriger sur le front occidental afin de contribuer à la victoire finale représentait pour la France un excellent scénario qui permettait de garder le pouvoir décisionnel sur ces Divisions tchèques en Russie, mais la pénurie des moyens de transport – un critère qu'il convient de noter – rendait quasiment irréalisable leur envoi sur le front occidental. Était-ce la véritable raison ?

Le 22 novembre 1916, la représentation moscovite du Conseil national tchèque de Paris avait déclaré son dévouement et sa fidélité au tsar. C'était l'époque où les politiciens tchèques à l'étranger songeaient à un royaume autonome de Bohême gouverné par un roi issu d'une dynastie étrangère, de préférence un Romanov ; mais leurs idées ne correspondaient pas à celles de la population de Bohême[834]. Mais lorsque la révolution de février-mars 1917 éclata à Petrograd, les Tchèques changèrent leur fusil d'épaule et devinrent républicains. Ils avaient déjà obtenu de Milioukov, ministre du gouvernement provisoire, l'assurance de pouvoir créer avec les prisonniers de guerre en Russie une armée tchèque autonome.

À partir de fin mars 1917 eurent alors lieu à Petrograd des réunions entre les représentants de ces associations de co-nationaux appuyées par le Conseil national de Paris, les représentants des Comités des unités de la Brigade tchéco-slovaque des fusiliers, et les représentants des ex-officiers tchèques de réserve de l'armée austro-hongroise. La création en Russie d'une Section du Conseil national tchéco-slovaque y fut décidée ; elle eut lieu à l'occasion du Congrès du 6 mai 1917 (dans l'édifice de l'université de Kiev), au cours duquel s'étaient réunis 113 délégués représentant les

[833] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., p. 58, dit de lui « Le député Dürich nous arriva vers la fin de mai. Je le connaissais de Vienne, du Parlement ; il avait de bonnes manières, parlait français et russe, mais politiquement, il n'était pas à la hauteur des circonstances.[…] Dürich tenait pour le tsarisme et surtout l'orthodoxie, comme beaucoup de nos russophiles qui attendaient de la Russie le salut ».
[834] *Op. Cit*., SAKHAROV, Konstantin, W. général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien,* p. 25

5 700 membres (dont 2 000 prisonniers), 93 délégués militaires de la Brigade tchéco-slovaque des fusiliers, du camp des officiers de Bělgorod et du Corps des volontaires serbes, croates et slovènes, et enfin 116 délégués des 98 camps de prisonniers. Après la cérémonie d'ouverture, lors de la première session des travaux fut prise la résolution selon laquelle « le Conseil national tchéco-slovaque dirigé par le Prof. Masaryk est l'organe suprême de la lutte nationale politique tchéco-slovaque »[835]. Le Congrès élabora ensuite le statut de la Section du Conseil national en Russie et en élut les membres. Le président serait toujours membre du Conseil national tchéco-slovaque se trouvant en Russie (de la mi-mai 1917 à début mars 1918, ce fut Masaryk), Bohumil Čermák assuma la fonction de vice-président, Jiří Klecanda et Ivan Markovič furent désignés comme secrétaires, ils étaient tous issus de l'opposition de Petrograd. Les membres de la commission principale, étaient les membres de cette présidence et les représentants des autres commissions.

Les prisonniers austro-hongrois enfermés dans les camps de concentration russes virent alors de nouveau grossir leurs effectifs, non pas par conviction mais sous l'effet de la violence physique et morale infligée par les décideurs tchèques. Comment se faisait ce recrutement ?

La vie dans les camps de concentration russes et les Tchèques

Dans les camps de concentration de Russie se manifestait l'antagonisme qui régnait déjà en Autriche-Hongrie : les Tchèques, les Slovaques et autres Slaves détestaient les Autrichiens germains (ou germanophones) et les Hongrois, et cette aversion retrouva vigueur dans ce malheureux contexte de l'emprisonnement. Le Dr Montandon écrivit : « Il semblerait que la brutalité tchèque dût être ressentie principalement par les Autrichiens, leurs anciens maîtres. En fait, la haine a surtout grandi entre Tchèques et Hongrois »[836].

Lorsque la guerre éclata, le quartier général du mouvement tchéco-slovaque en Russie se trouvait à Kiev d'où partait la propagande distribuée aux prisonniers slaves et financée par l'Entente. Après avoir été séparés des prisonniers germains et hongrois,

[835] *Op. Cit.*, PICHLÍK, Karel, KLÍPA, Bohumír, ZABLOUDILOVÁ, Jitka, *I legionari cecoslovacchi (1914-1920),* p. 93-94

[836] *Op. Cit.*, MONTANDON, George, *Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks pour la Croix Rouge de Genève (1918-1921)*, Paris, Alcan, 1923, p. 38

les Slaves se retrouvaient dans ce qui était appelé des camps de propagande où ils étaient submergés de discours et de textes garnis de promesses pour le cas où ils renonceraient aux Puissances centrales. Même les diplomates, les consuls et les officiers des différents pays de l'Entente leur rendaient visite. Ils subissaient un véritable lavage de cerveau. Mais en échange, ils étaient très bien soignés, disposaient de bons hébergements et d'une plus grande liberté que les autres prisonniers de guerre. Comme il leur était facile d'apprendre le russe, ils fréquentaient les familles russes dans les petites villes de province. Est-il difficile de comprendre qu'un tel programme était irréalisable dans un autre pays que la Russie ? Voilà sans doute pourquoi la grande Légion tchéco-slovaque qui devait devenir l'Armée de la première république éponyme ne pouvait être mise sur pied que dans l'Empire russe, probablement avec la connivence de son gouvernement. Tous les subterfuges furent utilisés pour y parvenir. Dans la plus grande discrétion.

Voici comment étaient triés et traités les 2 050 000 prisonniers austro-hongrois parmi les 2 322 378 détenus en Russie durant la Grande Guerre[837]. Dans le centre de détention obligé de Kiev où se retrouvaient tous les sujets de l'Empire danubien amenés par les Russes, le tri s'effectuait en fonction de la sympathie ou de l'intérêt que la nationalité pouvait inspirer à l'Entente, de sorte que, dès qu'ils étaient pris, les Allemands, les Autrichiens germains et les Hongrois étaient séparés des autres pour en faire, par une propagande appropriée, le rebut déclaré des Puissances centrales. Dans cette intention, les Tchèques, les Slovaques, les Polonais, les Roumains, les Trentins et Frioulans italophones, les Serbes, les Slaves méridionaux et les Ruthènes de l'armée austro-hongroise étaient regroupés séparément de même que le furent les Alsaciens-Lorrains et les Polonais de l'armée allemande. Toutes ces nationalités furent englobées sous l'appellation ″Slaves″. L'élément essentiel de ce mouvement slave était représenté par les Tchèques et les Serbes. Ce qui renvoyait au nationalisme de la Bohême de la fin du siècle précédent, mais non seulement : les troupes ne le savaient pas, mais les chefs des mouvements séparatistes slaves, particulièrement les Tchèques, étaient informés du soutien de l'Entente dont l'un des objectifs de guerre consistait en l'implosion de l'Empire danubien. Et ce rôle d'affaiblissement de la résistance austro-hongroise devait être joué par les Tchèques. C'était donnant-donnant.

[837] *Op. Cit.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920,* Leipzig, Verlegt bei Koehler & Amelang, 1927, p. 16

Suite au tri et à leur regroupement par nationalité, les prisonniers étaient envoyés vers le camp de leur destination définitive. La Russie européenne était réservée aux Slaves ; les Autrichiens germains, les Allemands, les Hongrois et les Turcs – ces derniers furent 50.950 – se retrouvèrent au Turkestan et en Sibérie jusqu'à Vladivostok. Partant des différentes circonscriptions militaires – Petrograd, Moscou, Kiev, Tachkent, Kazan, Omsk, Khabarovsk – qui subdivisaient l'Empire, toutes les données arrivaient jusqu'au Commandement suprême, la *Stavka*.

Les autorités militaires devaient indiquer la citoyenneté des prisonniers sur la base de critères analogues à ceux des autres puissances. Alors que les Empires centraux envoyaient ponctuellement leurs listes à la Russie, le Bureau russe des prisonniers, débordé et mal organisé, élabora des listes d'Austro-Hongrois sans préciser leur lieu de détention. Autrichiens et Allemands, officiers et soldats, tout était mélangé. En fait, nom et prénom pouvaient être suivis de la signature en russe ou dans la langue maternelle du prisonnier. N'étaient translittérés en caractères latins que le nom et le prénom, le grade et la formation militaire ; figuraient en russe la confession, l'état de santé ou d'autres données éventuelles. Le Bureau des prisonniers allemands et autrichiens chercha une entente avec celui de la Russie, mais il fut difficile de définir des critères communs. Alors pour distinguer les nationalités les unes des autres, de petits cartons de couleurs furent attribués aux détenus : rouge pour les officiers allemands et jaune pour ceux autrichiens, aux hommes de troupe allemands correspondait un carton marron, aux soldats autrichiens le blanc, les officiers turcs reçurent la couleur orange et leurs soldats le bleu-gris.

Plus tard, le cas des Roumains, partagés par les nouvelles frontières entre la Hongrie et la Roumanie, présenta de sérieuses difficultés au niveau religieux : la Commission roumaine d'enrôlement dans la Légion tchèque les soumit à toutes sortes de vexations jusqu'à ce qu'ils s'enrôlent. Quoique de langue roumaine, ils refusaient d'accepter leur nouvelle nationalité en signant d'une croix car ils pensaient que par ce geste ils allaient devoir « aller dans une autre Église, les Roumains de Transylvanie étaient uniates, ceux de Roumanie, orthodoxes ». La situation clarifiée puisque ce ne serait pas le cas, ils acceptèrent leur nouvelle appartenance[838].

[838] *Op. Cit.*, Dr MONTANDON, p. 43

Tous ces détails apparemment secondaires révèlent en revanche à quel point l'utilisation des prisonniers fut organisée et politisée. Ils éloignent également la Légion tchéco-slovaque de tout concept d'anabase auquel plus d'un voudraient la comparer. Ces hommes n'étaient que des éléments devant servir des intérêts politiques et économiques nationaux, sous la tutelle des Alliés et associés. Que savaient et que savent aujourd'hui les opinions publiques des pays belligérants de ces prisonniers enfermés en Russie entre 1914 et 1920 ?

Durant toutes les années de guerre, de 1914 à 1920, l'infirmière suédoise, Elsa Brändström, ne cessa de côtoyer et de soigner les prisonniers dans les camps de Russie, ces hommes l'avaient surnommée "L'Ange de Sibérie" – l'Allemagne et l'Autriche ont donné son nom à des rues, des écoles ou à des établissements sanitaires, pour lui exprimer leur reconnaissance. En 1922, sous le titre *Unter Kriegsgefangenen in Rußland und Sibirien 1914–1920 (Among POWs in Russia and Siberia 1914-1920)*, elle livra à la mémoire collective le vécu de ses six années consacrées au soulagement des peines physiques et morales des prisonniers. Ce texte ne répond pas à la simple narration d'une expérience paramédicale et humanitaire, il rend compte d'une situation observée et analysée par la fille d'un attaché militaire de l'ambassade de Suède à Petrograd. Elle livre dans son témoignage[839] force détails et commentaires non seulement sur la vie des prisonniers dans les camps de concentration russes mais aussi sur le contexte sociopolitique de la Russie de cette période-là et sur les agissements de l'Entente. Est-ce la raison pour laquelle une version française de son livre n'existe pas ? Quelques-unes de ses illustrations figurent dans les annexes. Ce qui suit est extrait, entre autre, de son livre.

Elsa Brändström relata que parmi ces Slaves il fallait tenir compte de ceux qui ne voulaient pas manquer à leur parole de fidélité à l'Empire de la Double monarchie :

> Besonders die aktiven Offiziere und zahlreiche Soldaten aus dem Bauernstande wiesen den Verrat energisch und standhaft zurück. Diese Widerstrebenden verfolgte man scharf und versuchte, sie durch Arrest, Hunger, Strafarbeit und Prügel dazu zu bewegen, ″ihre Meinung zu ändern″. Viele von ihnen flohen aus den

[839] *Op. Cit.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920,* Leipzig, Verlegt bei Koehler & Amelang, 1927. L'original est en suédois. L'auteure bénéficiait probablement des commentaires de son père, diplomate suédois. Elle a consacré ses droits d'auteur à la création de sanatoriums pour aider les prisonniers revenus de Russie. La carte ci-dessous est extraite de son livre.

> Propagandalagern, um durch Angabe einer anderen Nationalität unter den nichtslawischen Kriegsgefangenen leben zu können.[840]

L'enrôlement des soldats slavophones dans la Légion tchèque de Russie n'avait rien de l'engouement souvent mentionné par les slavophiles. Il ne sera jamais possible de savoir combien adhérèrent spontanément au mouvement. Ce qui est sûr, c'est que les sévices en firent flancher plus d'un.

En revanche, les prisonniers de guerre en Russie qui entraient dans les corps tchèque, italien, serbe et polonais étaient traités en amis et jouissaient d'une liberté totale ainsi que des faveurs de l'administration. À tous égards, le corps tchèque était le plus important. Dès le mois d'août 1914 il s'opposait activement à l'Autriche en émigrant par Arkhangelsk ou par Salonique pour les Serbes, il apportait son soutien sur les fronts où les Puissances centrales étaient combattues. Selon Elsa Brändström le corps tchèque comptait déjà 35 000 hommes en été 1916, grâce aux désertions, ce que conteste le général russe Konstantin Sakharov :

> Damals hatten wir den Eindruck, daß die Berichte, tschechische Truppenteile ergäben sich freiwillig, Märchen seien. Es war wohl eine Art Spiel mit doppelter Sicherung : sich tapfer schlagen, wenn die eigenen siegen, aber im Fall der Niederlage oder in kritischen Momenten rechtzeitig sich den slawischen Brüderschaftmantel umhängen, damit es in der Gefangenschaft nicht unbehaglich werde.[841]

Il est vrai que les textes sont nombreux à mentionner les désertions des bataillons austo-hongrois slavophones. L'armée impériale austro-hongroise a-t-elle été également infiltrée comme le fut celle de Russie par les bolcheviks ? Tous les doutes sont permis. Les visites que le tsar Nicolas II accorda à ces corps d'armée étrangers composés de prisonniers originaires des diverses nations de l'Empire habsbourgeois pourraient être interprétées comme une confirmation. Les effectuait-il en tant que

---

[840] *Ibid.,* BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, Leipzig, Verlegt bei Koehler & Amelang, 1927, p. 116 : "C'était en particulier les officiers actifs et les nombreux soldats issus du monde paysan qui refusaient énergiquement et fermement de trahir. Ces opposants étaient sévèrement poursuivis et il était tenté de les ″faire changer d'avis″ par des punitions drastiques : mise aux arrêts, faim, travaux pénibles et coups. Ils étaient nombreux à fuir ces camps de propagande pour pouvoir vivre parmi les prisonniers non-slaves en mentionnant une autre nationalité ».

[841] *Op. Cit*., SAKHAROV, Konstantin, W. général, p. 24 : « Autrefois nous avions l'impression que les rapports déclarant que les troupes tchèques se rendaient délibérément, étaient des histoires. Il s'agissait bien d'une sorte de jeu à double sécurité : se battre courageusement quand les siens gagnent, mais en cas de défaite ou de moments critiques, il leur convenait de s'envelopper à temps dans le manteau de la fraternité slave afin que la détention ne soit pas ensuite trop dure ».

membre de l'Entente ou en tant que tsar slave ? Aussi longtemps qu'il fut empereur, Nicolas II obéissait-il aux exigences de l'Entente ?

Hormis une brève pause sous le gouvernement de Stürmer à l'automne 1916, l'action propagandiste se poursuivit sans interruption parmi les prisonniers. Après la révolution de février-mars 1917, le Gouvernement provisoire la reprit de plus belle, non seulement parce que ses membres du parti des Cadets avaient toujours défendu le slavisme, mais surtout parce que tout renfort militaire était le bienvenu pour conforter leur nouveau zèle guerrier. Ce qui ressemble fort à un prétexte, compte tenu de l'implication de Kerenski dans la libération de Trotski suite à son emprisonnement à Halifax au Canada :

> L'explication qui est donnée le plus souvent pour sa libération [de Trotski] est qu'elle eut lieu à la demande de Kerenski, mais plusieurs mois avant cet épisode, des officiers britanniques et un Canadien en service en Russie, qui parlaient russe, transmirent à Londres et à Washington l'information selon laquelle Kerenski était à la solde de l'Allemagne.[842]

Ce comportement de Kerenski ouvre la porte à toutes les supputations, entre autres celle d'avoir favorisé la propagande de l'Entente en Russie afin de gagner le plus grand nombre de Tchèques et autres Slaves contre l'Empire de Charles Ier

En avril 1917 eut lieu à Kiev un Congrès tchéco-slovaque qui, en accord avec la nouvelle situation politique de la Russie, voulait envisager une réorganisation du mouvement tchéco-slovaque. En été 1917, les troupes se trouvaient encore loin sur le front mais les Tchèques ne rencontraient plus auprès du nouveau gouvernement majoritairement socialiste les mêmes sympathies qu'auprès de celui des Cadets. La relation ″grand frère″ et ″petit frère ″ était en berne. Convaincus de leur supériorité culturelle et de leur valeur par rapport aux Russes, les Tchèques adoptaient ouvertement un comportement méprisant et sans-gêne envers eux. Ce qui rendait difficile au front toute relation entre les soldats russes et les troupes tchèques. Les Russes embauchèrent donc de nombreux Tchèques aux postes administratifs des camps de prisonniers où ils en profitaient pour extérioriser leur haine envers les Germains et les Hongrois.

---

[842] *Op. Cit.*, SUTTON, Antony C., *Wall Street et la revolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012, p. 48, cf. Annexe 3 p. 319-323

Le cheminement de la Légion à travers la Russie

La révolution du début de l'année 1917 fut bénéfique aux prisonniers : elle leur apporta la journée de huit heures de travail et une totale liberté le 1er mai. En revanche, les transports bloqués eurent de graves répercussions sur toutes les populations, civile, militaire et celle des camps de détention. Et sous pression de l'Entente, les soldats devaient continuer de se battre, mais après son coup d'État, Lénine mit un terme au conflit entre la Russie et les Puissances centrales. Cette décision ne pouvait que faire partie de son plan, car bien qu'il n'en ait jamais eu l'intention, il savait qu'il ne pouvait pas poursuivre la guerre, il n'y avait plus d'armée russe, et pour cause : la discipline avait été sapée avant la révolution, la troupe n'en pouvait plus de la guerre, les officiers dans l'ensemble n'inspiraient plus respect ni confiance à leurs hommes[843]. Auparavant l'infiltration bolchevique avait déjà mentalement démobilisé les soldats sur les fronts russo-germaniques, laissant présager de profonds bouleversements. Ce qui confirme qu' « une révolution n'est possible, en nation armée, que par la subversion totale de la discipline militaire, […] »[844], cela répond aux objectifs de Lénine qui réussit ainsi à mettre un terme à la guerre sur le sol russe et à imposer ensuite par la terreur sa révolution prolétarienne et son pouvoir.

Le 7 novembre 1917, tous les prisonniers devenus de libres citoyens avec les mêmes droits que les Russes pensaient alors sortir par les portes grandes ouvertes des camps de concentration, mais les retours au foyer, tant espérés, ne se réalisèrent pas et les détenus se retrouvèrent dans le chaos et la misère de la guerre civile, opprimés par la dictature prolétaire bolchevique. Il ne faut pas oublier de considérer « la question des prisonniers de guerre en Russie qui, fatigués et déracinés, constituèrent, dès après la Révolution de février et pour une longue période, une masse de manœuvre que se disputèrent les diverses forces armées aux prises à l'intérieur des frontières de l'ancien Empire tzariste »[845], les prisonniers représentaient une puissance de travail quasiment gratuite pour l'employeur, ils ne coûtaient qu'en nourriture et vêtements. Quant aux

---

[843] Extrait du Rapport Emmott in LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 65

[844] DAUDET, Léon, *L'hécatombe Récits et souvenirs politiques 1914-1918*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, MCMXXIII, p.165

[845] A. KRIEGEL et G.-C. HAUPT. - Les groupes communistes étrangers en Russie et la révolution mondiale (1917-1919). Etat des travaux, p. 292 in http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54521892/f51.image.r=monarchie%20de%20juillet.langFR, consulté le 5.6.2015

ex-prisonniers de guerre tchèques, ils ne furent pas « libérés par la révolution russe »[846], mais par un autre subterfuge politico-militaire orchestré par Masaryk et les Alliés et associés.

Il convient de rappeler que, un mois après le retour de Lénine à Petrograd, Masaryk, muni d'un passeport anglais[847], parti de Londres le 5 mai pour Aberdeen, Bergen, Christiana et Stockholm « était arrivé à Petrograd pendant la guerre [et avait] assisté au commencement de sa [de Lénine] propagande révolutionnaire »[848], il avait débarqué en Russie le 16 mai 1917[849]. Trotski était arrivé le lendemain[850]. Cette concomitance n'était pas anodine. Masaryk fut donc présent à tous les événements de l'été et de l'automne 1917 : l'affaire Kornilov, la fuite de Lénine en Finlande par peur de se faire lyncher par les marins, le coup d'État des bolcheviks. Masaryk n'avait jamais eu aucune sympathie pour le régime tsariste dont il disait qu' « il était nécessaire que cette Sodome et Gomorrhe du tsarisme disparût dans le feu et dans la soufre » ; il n'eut non plus aucune sympathie pour les Russes blancs les accusant de vouloir ressusciter le premier. Ces opinions révèlent son appartenance à cette mouvance dont l'objectif ciblait la destruction des Empires et la chute des royautés, hormis celle anglaise, bien entendu. Toutefois, Masaryk ne désirait pas non plus « que ses compatriotes succombent à la propagande bolchéviste, ni qu'ils ramènent le communisme à Prague le jour où ils reviendront »[851].

Après la prise du pouvoir par Lénine et Trotski, la soi-disant fraternité slave se modifia et se tendit comme le confirme[852] l'infirmière Elsa Brändström. La relation entre les bolcheviks et les troupes tchéco-slovaques se modifia car ces dernières ne pouvaient plus se battre avec les Russes pour vaincre les Puissances centrales et ainsi

---

[846] *Op.Cit.*, GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004, p. 94
[847] *Op.Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 147
[848] *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 194
[849] PEŠKA, Vladimir, MARÈS , Antoine, *Thomas Garrigue Masaryk, européen et humaniste*, Éditions de l'Atelier, 1991, p. 177 in https://books.google.fr/books?id=wQzdoDo0LoIC&pg=PA177&lpg=PA177&dq=Masaryk+arrive+en+Russie+en+mai+1917,+quel+jour+?&source=bl&ots=ZHEkZMB6s0&sig=WBCgjHIV-KM_TVzQ8j7rJq3Ad1k&hl=fr&sa=X&ei=djNyVcf1CIn9Up-HgfgK&ved=0CCkQ6AEwAg#v=onepage&q=Masaryk%20arrive%20en%20Russie%20en%20mai%201917%2C%20quel%20jour%20%3F&f=false , consulté le 6.6.2015
[850] http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Lev_Davidovitch_Bronstein_dit_Trotski/147542 , consulté le 6.6.2015 : « et n'arrive que le 17 (4) mai 1917 à Petrograd »
[851] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 52
[852] *Op. Cit.*, BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russalnd und Sibirien 1914-1920*, Leipzig, Verlegt bei Koehler & Amelang, 1927, p. 199

lutter pour la liberté de la Bohême. Pourtant, dans ce contexte, « en janvier 1918, la revendication d'une Tchécoslovaquie indépendante dev[enait] la loi pour tous »[853], même si l'*Union des Tchèques de Russie* connaissait des divergences entre la Colonie de Petrograd, progressiste, et celle de Kiev, conservatrice, puis entre les compatriotes de Kiev eux-mêmes[854]. Depuis le 20 novembre 1917, l'Ukraine était devenue une République populaire ukrainienne que la France et la Grande-Bretagne avait reconnue en janvier 1918 ; elle se déclara indépendante le 24 janvier. Mais les bolcheviks s'emparèrent de Kiev le 8 février et les forces bolcheviques commandées par Mouraviev approchant de Kiev obligèrent les Tchèques à signer avec elles un accord garantissant leur rapatriement en échange de leur neutralité. Les pourparlers se conclurent par l'accord de Jagotin le 31 janvier 1918, « complété, le 1er février, par une clause indiquant que cette Convention n'est soumise à aucun délai de dénonciation et qu'elle s'étend à toutes les formations tchécoslovaques »[855]. Les Tchèques jouèrent cependant le double jeu d'aider les Rouges contre les Blancs. Ce faisant, l'unité d'action des formations armées elles-mêmes fut mise en danger : certains régiments tchèques, demeurés neutres, ouvraient le feu sur d'autres unités tchèques ralliées au communisme. Selon le général Sakharov, en certains endroits où les unités tchèques étaient laissées à elles-mêmes, elles remirent leurs armes aux bolcheviks. D'autres commandées par des officiers tsaristes s'y opposaient. C'est dans ce contexte chaotique que le traité de Brest-Litovsk fut signé le 3 mars ; il bouleversa la situation, ouvrant aux Empires centraux tout l'Ouest de la Russie. Les troupes austro-allemandes pénétrèrent dans les Pays Baltes et en Ukraine où elles entrèrent à Kiev. Craignant d'être faits prisonniers et rendus à l'Autriche-Hongrie qui les aurait jugés et condamnés pour haute trahison, les quelque 50 000 Tchèques se replièrent vers l'est, à travers la Russie, convaincus que les bolcheviks les avaient trahis après avoir pactisé avec les Allemands.

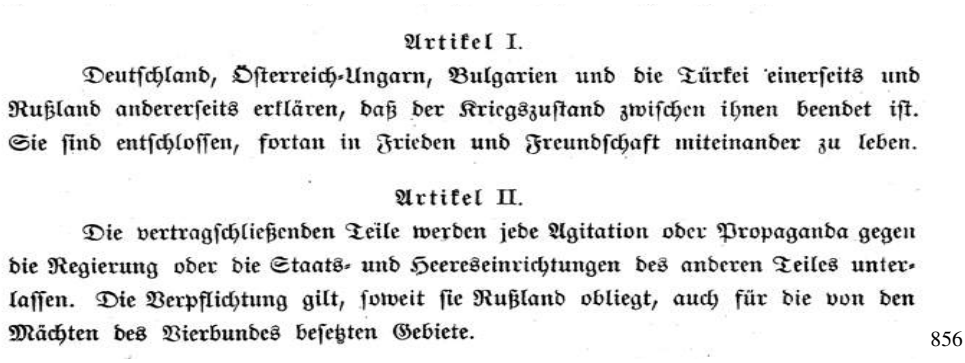
Les troupes slaves en conclurent qu'elles ne pourraient atteindre leur objectif que si elles s'unissaient aux armées de l'Entente en France. Fortes de ce prétexte, au printemps 1918, les troupes tchéco-slovaques, très souvent appelées troupes tchèques probablement à cause de leur supériorité numérique par rapport aux autres soldats,

---

[853] *Op.Cit.*, GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, p. 94
[854] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 168
[855] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* pp. 51-52, note 5

quittèrent Kiev et se mirent en route vers Penza, Samara, Tcheliabinsk et Vladivostok. C'est alors que commença leur odyssée à travers la Russie dans laquelle elles s'impliquèrent au niveau politique, soit avec les Armées blanches contre les Rouges, soit l'inverse. Ils jouèrent différentes partitions, ce fut une cacophonie orchestrée.

La guerre mondiale était terminée en Russie, mais elle se poursuivait pour Alliés et associés – dont, théoriquement, la Russie faisait toujours partie – qui semblaient ne pas avoir pensé à la délicate situation de cette armée sans État. Se référant aux deux premières clauses du traité de Brest-Litovsk, qui stipulaient



Artikel I.

Deutſchland, Öſterreich-Ungarn, Bulgarien und die Türkei einerſeits und Rußland andererſeits erklären, daß der Kriegszuſtand zwiſchen ihnen beendet iſt. Sie ſind entſchloſſen, fortan in Frieden und Freundſchaft miteinander zu leben.

Artikel II.

Die vertragſchließenden Teile werden jede Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die Staats- und Heereseinrichtungen des anderen Teiles unterlaſſen. Die Verpflichtung gilt, ſoweit ſie Rußland obliegt, auch für die von den Mächten des Vierbundes beſetzten Gebiete.

856

Trotski exigea que « tous les combattants tchèques soient immédiatement désarmés et parqués dans des camps, en attendant d'être renvoyés dans leur pays d'origine »[857]. Masaryk donna sa version en prétendant que Moscou avait exigé le désarmement « sous prétexte que leurs armes appartenaient à la Russie »[858] tandis que Jaroslav Papousek écrivit que suite aux protestations élevées par quelques Soviets locaux de Sibérie contre les mouvements de troupes tchécoslovaques dans ce pays, Trotski « exigea que le corps d'armée tchécoslovaque remît entièrement ses armes aux Soviètes *(sic)*. Comme il n'avait pas la force d'imposer cette exigence par un simple décret, il s'efforça d'y arriver par une entente à l'amiable, qui était relativement aisée, les chefs du corps d'armée étant eux-mêmes tout disposés à régler de cette manière les modalités de leur départ. C'est ainsi que fut établi, avec l'assentiment des représentants des

---

856 http://www.reichstagsprotokolle.de/Blatt_k13_bsb00003428_00612.html , consulté le 4.4.2014 : « Article I : L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part, et la Russie d'autre part, déclarent qu'il est mis un terme à l'état de guerre entre elles. Elles sont décidées à vivre dorénavant dans un contexte de paix et d'amitié. Article II : Les parties contractantes abandonneront toute agitation ou propagande contre les institutions de l'État et de l'armée de l'autre partie. L'engagement vaut, dans la mesure où la Russie est concernée, également pour les territoires occupés par les Puissances de la Quadruple Alliance ». (Avec l'accord du Deutsches Historisches Museum)

857 *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* Paris, Albin Michel, 1965, p. 51

858 *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 290

Alliés, *l'accord dit de Penza* (26 mars 1918), formulé dans un télégramme de Staline »[859]. Par l'accord dit ″de Penza″, les autorités soviétiques autorisaient simplement le mouvement des Légions tchécoslovaques vers l'est et elles devaient se déplacer en tant que convoi de libres citoyens, emportant avec eux une certaine quantité d'armes en vue de se défendre contre les attaques des contre-révolutionnaires, traverser la Russie pour embarquer à Vladivostok. En réalité, ce sont les Alliés qui intervinrent auprès des bolcheviks pour les convaincre de renoncer au désarmement des soldats austro-hongrois, les documents des archives diplomatiques de Nantes le prouvent :

> Le 31 mai 1918, l'ambassadeur Noulens écrivait au ministre Pichon, de Volgda : J'ai fait envoyer au Général Lavergne le télégramme ci-dessous : « Il est bien entendu que ni vous ni les officiers placés ou envoyés auprès des tchèques n'interviennent dans une mesure quelconque pour conseiller ou provoquer le désarmement de ces troupes » - Le 6 juin 1918 : Par un télégramme du 5 juin communiqué pour information au Ministre de la Guerre, le Général Lavergne, en me faisant connaître que l'attaché militaire japonais lui proposait de s'associer à sa démarche auprès de Trotski au sujet du non désarmement des Tchèques, m'a demandé des instructions à cet égard. Je lui ai répondu ce qui suit : « L'attaché militaire japonais offre de s'associer à votre démarche en faveur des Tchéquo-Slovaques, j'estime que vous ne pouvez refuser ce concours. C'est celui d'un allié qui a le droit de partager nos sympathies pour des troupes dévouées à l'Entente et en tout cas peut chercher à fortifier notre action à propos d'une menace qui intéresse directement notre résistance contre l'Allemagne » - Le 6 juin 1918 : « Le chargé d'affaires du Japon a envoyé aujourd'hui à son consul à Moscou l'instruction de se joindre aux démarches faites par les Consuls alliés (français, anglais, américain et italien) auprès des Commissaires du Peuple contre le désarmement des Tchèques. Secret : De son côté l'attaché militaire japonais doit s'associer au nôtre. Cet officier a déjà appelé l'attention de l'Etat Major de Tokio sur l'urgence d'encourager Semenov à profiter de l'interruption de tout trafic sur le transsibérien depuis huit jours causé par la mainmise des Tchèques sur plusieurs stations de la ligne ». – Le 8 juin 1918 : « Il serait urgent d'aviser M. Bourgeois par l'intermédiaire de notre ministre à Pékin que les gouvernements alliés s'opposent au désarmement des Tchèques. Les consuls d'Irkoutsk ne doivent donc pas si leur

[859] *Op. Cit.*, PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions Orbis, 1928, p. 67

médiation est demandée consentir à un arrangement qui imposerait aux Tchèques la remise de leurs armes ».[860]

L'entremise des Alliés dans cette affaire de désarmement des Tchèques eut donc lieu entre la fin mai et le début de juin, elle apparaît véhémente et pousse à s'interroger : en quoi ce désarmement des Tchèques en Russie concerne-t-il la France et pourquoi ces derniers devaient-ils rester armés alors qu'il leur suffisait de traverser le territoire russe pour embarquer soit à Arkhangelsk, soit à Salonique, soit à Vladivostok ? Car les trois éventualités avaient été envisagées. Cette entremise des Alliés ne se réfère pas non plus à ce que Papoušek a appelé l'accord de Penza. En outre, la décision de Trotski ne concernait en rien « la force d'imposer cette exigence par décret » et les chefs du corps d'armée n'étaient pas du tout disposés à régler le problème par une entente à l'amiable, car si « quelques unités, prises de panique, acceptent de livrer leurs armes, […] les autres s'y refusent avec l'énergie du désespoir »[861]. Ce corps donc maintenant armé, grâce à la pression des Alliés, assimilable à une armée sans État puisque la Tchéco-Slovaquie n'existait pas encore en ce début du mois de juin, était considéré par les Autrichiens comme un regroupement de traîtres passibles de la peine de mort. Il se mit en chemin vers l'est.

Dès son arrivée à Petrograd le 16 mai 1917, Masaryk entra en relation avec Milioukov – chef du parti constitutionnel démocratique, le parti libéral des Cadets (KD) – et avec les chefs des missions militaires alliées détachées auprès du Haut Commandement, voire du Conseil Supérieur Interallié, les généraux Niessel, Knox, Berthelot et surtout Janin[862]. Ce dernier, désigné responsable des unités tchèques, était « un homme de peu d'envergure, qui se laissera rapidement déborder par les événements »[863], à moins qu'il n'ait été désigné à ce poste parce que justement il

[860] Cf. Annexes Nr. 72, 72a et 72b
[861] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* Paris, Albin Michel, 1965, p. 51,
[862] *Op. Cit.*, SINANOGLOU, Ioannis, Journal de Russie d'Albert Thomas. In: *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol. 14 N°1-2. Janvier-juin 1973. p. 93 Note 2, in : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr_0008-0160_1973_num_14_1_1173 , consulté le 22.6.2015 : « Le général Janin, chef de la mission militaire française en Russie de mai 1916 jusqu'en août 1917, fut un des premiers à réclamer l'intervention des socialistes et des syndicalistes français auprès de leurs camarades russes. Craignant le courant pacifiste en Russie, il prédit qu' ″une des difficultés que rencontrerait Gouvernement provisoire russe en vue du maintien ordre et de la continuation de la guerre serait l'attitude d'une partie des ouvriers de Petrograd et autres endroits parmi lesquels on signale des tendances pacifistes et hostiles à la guerre. Peut-être des exhortations de la part des ouvriers français montrant leur propre attitude à cet égard pourraient-elles être utiles″. (Télégramme de M. Janin à Paul Painlevé, ministre de la Guerre, 17 mars 1917, ShA, Fonds Clemenceau, 174).
[863] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 63

présentait cette tendance. Le général Sakharov ne le tenait pas non plus en très haute estime, il le voyait « verschlagen und willensschwach. Er hatte verschleierte Instruktionen und trieb von Anfang an ein Doppelspiel »[864].

De toute évidence, Masaryk était venu en Russie pour des raisons politiques ; il lui fallait prendre des décisions concernant la future armée de la future république, objet de tous ses engagements et se rendre compte de l'influence du bolchevisme sur les soldats tchèques[865]. Les pages 190 à 206 de son livre intitulé *La résurrection d'un État*, dans lesquelles il relate son intervention en Ukraine et Russie révèlent combien Ernest Denis avait raison lorsqu'il le définissait de hiérophante. Ces lignes laissent transparaître à quel point il se considérait à la fois comme maître d'ouvrage et maître d'œuvre de tous les événements relatifs à ce corps d'armée composé d'ex-prisonniers austro-hongrois en Russie. À Kiev, « nous conclûmes un accord avec eux [les bolcheviks] ; ils nous garantissaient notre neutralité armée, et notre libre départ pour la France. Cette reconnaissance de notre neutralité armée était, en fait, notre reconnaissance comme armée et gouvernement (le Conseil national) réguliers et

---

[864] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, W. général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, p. 47 : « sournois et sans volonté. Les instructions qu'il donnait étaient floues et dès le début, il joua un double rôle ».

[865] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, pp. 194-195 : « En ce temps-là je considérais le bolchevisme surtout du point de vue militaire ; la question principale, pour moi, était celle de l'attitude qu'il prendrait à l'égard de notre armée ; mais il va de soi que je suivais le mouvement bolcheviste avec l'intérêt d'un sociologue. J'avais, depuis longtemps observé le mouvement ouvrier et socialiste dans toute l'Europe et chez nous, et c'est l'origine de ma critique du marxisme. Étudiant la Russie, j'avais porté mon attention sur la tendance de Lénine dès son début même ; arrivé à Petrograd pendant la guerre, j'assistai au commencement de sa propagande révolutionnaire. […] Dans son principe, je ne tiens pas le communisme pour un idéal social et socialiste, si par communisme on entend l'égalité économique et sociale absolue. La société ne peut parvenir à un état politique et social normal sans un individualisme fort, c'est-à-dire sans la libre initiative des individus ; pratiquement cela signifie un régime qui permette le développement des différentes individualités auxquelles la nature a inégalement départi les qualités physiques et intellectuelles ». pp. 198-199 : « Les bolchévistes employèrent la tactique ″souterraine″, comme ils disaient, dont ils usaient depuis de longues années. Ils n'étaient pas préparés pour une révolution administrative, positive, mais seulement pour une révolution négative, c'est-à-dire que, par fanatisme doctrinal, étroitesse d'esprit et manque de culture, ils commirent quantité de destructions superflues. […]. Le bolchévisme est d'inspiration bien plus bakouninienne que marxiste. […] Les bolchévistes pourraient se réclamer de Bakounine pour le jésuitisme et le machiavélisme dont ils font profession. […] Les bolchévistes connaissaient peu la Russie. Contraints sous le tsarisme de vivre à l'étranger, ils avaient perdu l'habitude de leur pays. Ils ne connaissaient pas mieux l'Occident, cr ils vivaient entre eux dans leurs petits groupes ; s'ils s'intéressaient à lui, c'était pour mesurer à son échelle la Russie. Croyant que la révolution sociale se ferait aussi en Occident et plus tôt qu'en Russie, ils faisaient de la propagande en Occident dans la mesure où il le fallait pour attirer l'attention sur la situation de la Russie. Deplus, ils consacraient à cette propagande des sommes relativement élevées. En un mot, la politique bolchéviste est extensive, non intensive, extensive à l'intérieur et à l'extérieur : elle est absolument primitive. Le bolchévisme n'est pas du tout identique au communisme ; il est, tout au plus, un socialisme et un capitalisme d'État ».

indépendants »[866]. Il aurait dû cependant ajouter ″de la part de la Russie bolchevique″, car le 30 juin 1918 seulement, le gouvernement français, en présence des représentants de l'Entente reconnut officiellement la création de l'État tchéco-slovaque, à Darney dans les Vosges, comme en témoignent le Président Poincaré[867] dans ses mémoires où il évoque la remise du drapeau aux troupes tchèques et le discours de Beneš, ainsi que les documents du musée de la Tchécoslovaquie à Darney. Masaryk fit sienne également une autre décision très importante : « Kiev fut pris par les bolchévistes le 8 février [1918] ; la veille, après m'être entendu avec la mission militaire française, je proclamai, pour renforcer notre position, notre armée partie de l'armée française »[868]. Benoist-Méchin écrivit que « d'un coup d'œil, il mesure les dangers de la situation et mesure les moyens d'y parer avec une lucidité et une hardiesse qui témoignent de ses qualités d'homme d'État. D'accord avec Štefánik, il édicte une série de mesures qui assureront le salut de ses compatriotes »[869]. Cependant, le ministre des affaires étrangères, Stephen Pichon, avait envoyé à Masaryk à Kiev un courrier daté du le 29 décembre 1917 disant qu'

> Un décret présidentiel reconnaît officiellement que les Tchécoslovaques, organisés en armée autonome, combattront sous leur propre drapeau contre les empires centraux. Cette armée accepte au point de vue militaire le haut commandement français. Le décret reconnaît que cette armée nationale est placée au point de vue politique sous la direction du conseil national des pays tchèques et slovaques dont le siège central se trouve à Paris. A notre mobilisation répondent avec enthousiasme nos colonies d'Amérique, prisonniers d'Italie etc. Concentration des troupes est commencée, organisation assurée par le général Janin avec Milan comme adjoint. Nos divisions en Russie ont faculté de se considérer comme partie organique de cette armée ; cette adhésion très importante au point de vue politique tchèque nous permettrait de faire bénéficier également les divisions en Russie des engagements moraux et matériels de la République Française prises (*sic*) envers armée tchécoslovaque autonome. Notamment toutes les ressources possibles vous seront données immédiatement pour augmenter le nombre. Si nos divisions en Russie acceptent ces principes elles

[866] *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 192
[867] *Op. Cit.*, POINCARÉ, Raymond, *Victoire et armistice 1918*, Tome X, Paris, Librairie Plon, 1933, p.249
[868] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 192
[869] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 52

recevront provisoirement toutes les indications utiles par intermédiaire du général Berthelot. Vous devrez assurer directement le fonctionnement de cette armée.[870]

De plus, le 7 février 1918, un arrêté signé par Clemenceau et Beneš avait proclamé que « le corps tchécoslovaque en Russie fai[sai]t partie intégrante de l'Armée française ». Tout avait donc déjà été décidé à Paris qui finançait[871], et Masaryk disposa, ce ne fut donc pas son initiative. Face au danger que courait le corps d'armée des Tchèques devant l'arrivée des bolcheviks et puis des Austro-Hongrois qui avaient conclu un traité de paix avec l'Ukraine, il édicta les mesures suivantes :

1° Les combattants tchèques, y compris tous les prisonniers de guerre se réclamant de cette nationalité, porteront désormais le nom de « Légionnaires ».

2° Toutes leurs forces devront être consacrées exclusivement au nouvel État ;

3° Ils observeront une stricte neutralité dans les combats qui opposent Russes blancs et Russes rouges.

4° Les Légionnaires resteront armés. Ils se procureront tout le matériel supplémentaire dont ils pourraient avoir besoin en faisant main basse sur les dépôts de l'ancienne armée tsariste.

5° Tous les cadres russes seront progressivement éliminés et remplacés par des Tchèques, pour donner aux Légions un caractère cohérent et homogène.

6° Les Tchèques s'efforceront de regagner le front français dans les plus brefs délais et par la voie la plus courte.

7° L'Armée tchèque fera désormais partie intégrante de l'Armée française. Toute attaque dont elle serait l'objet sera considérée comme une agression envers les Puissances alliées.

8° Pour bien marquer cet état de choses, les Légions dépendront directement d'une Commission franco-anglo-tchèque présidée par le général Janin.

---

870 http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-publications/archives-diplomatiques-3512/expositions/expositions-diverses/90e-anniversaire-de-la-fondation/article/messages-de-stefanik-et-benes-a , consulté le 1.9.2014

871 Cf. Annexe Nr 73

> L'Angleterre y sera représentée par le général Knox, et les Tchèques par le général Stéfanik.[872]

Les points 3 et 6 ne furent cependant pas respectés. Ils s'immiscèrent dans les affaires russes avec le soutien des Alliés et ils ne regagnèrent pas (un très petit nombre seulement) le front français dans les plus brefs délais, ni par la voie la plus courte. Cette Légion devenue française ne pouvait être désarmée ni subir une agression puisque maintenant officiellement membre de l'Entente. Elle servait ses intérêts. Quels étaient leurs objectifs, à l'une comme à l'autre ? Cette réalité éloigne encore une fois ces combattants du schéma de l'Anabase de Xénophon[873], auquel les historiens tchèques voudraient les comparer, et des pauvres Tchèques et Slovaques qui luttèrent pour se libérer du joug des Habsbourg, et aussi de l'idée que « si la France a donné son accord, en 1917, à la création d'une armée tchécoslovaque au sein de l'armée française, c'est par pragmatisme : ces combattants renforceront le front allié »[874]. En Russie, ils furent chargés par l'Entente de surveiller le Transsibérien et ils en prirent même possession, « denn man muß nicht vergessen, daß den 50 000 Tschechen 20 000 Wagen zur Verfügung standen »[875] ; ils y imposèrent violemment leur loi. Seul Semenov leur tenait tête. Le point 4 leur permit de faire main basse sur tout ce dont ils avaient besoin, ils ne se gênèrent pas puisqu'ils pillèrent sans vergogne la Russie. Et non seulement, car selon le général Sakharov, ils emportèrent une partie du fameux train d'or dont ils eurent la garde après avoir arrêté l'amiral Koltchak. En 1965, le journal viennois *Die Presse* publiait un article dont voici un extrait:

> Ein großes Rätsel, das durch viereinhalb Jahrzehnte ungelöst geblieben war, nämlich jenes des Schicksals des Goldschatzes des russischen Zarenreiches, ist jetzt enthüllt worden. Im Zentralorgan der tschechoslowakischen KP, ″Rude Pravo″, hat dieser Tage Vlastimil Vavra zugegeben, daß wenigstens ein Teil des riesigen Schatzes im Sommer 1918 in Sibirien den tschechischen Legionen in die Hände gefallen ist und später über

[872] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* pp. 52-53
[873] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 54
[874] *Op. Cit.*, SÉVILLIA, Jean, *Le dernier empereur Charles d'Autriche 1887-1922*, Paris, Perrin, 2009, p. 182
[875] *Op. Cit*., SAKHAROV, Konstantin, W. général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien,* p. 80 : « car il ne faut pas oublier que 20 000 wagons avaient été mis à la disposition des 50 000 Tchèques » ; et *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 60.

Wladiwostok und Triest nach Prag gebracht wurde, wo er das Stammkapital der damals gegründeten ″Legiobank″ bildete.[876]

La publication de la traduction de cet article et de l'ouvrage du général Sakharov, sans oublier le témoignage de l'infirmière Elsa Brändström, permettrait d'informer l'opinion publique sur ce qui s'est passé en Russie entre 1918 et 1920. Les recherches entreprises dans les archives du port de Trieste n'ont évidemment rien révélé sur le chargement rapporté par les trente-sept navires qui, en plusieurs voyages et en deux ans, ramenèrent au pays les 67 730 légionnaires[877] et leur immense butin par Trieste, Marseille[878] et Cuxhaven[879]. Ces Légionnaires se comportèrent exactement comme des mercenaires à la solde desquels le pouvoir qui les employait accordait l'autorisation de piller.

- **Pour ou contre Koltchak ?**

Ce sous-paragraphe aborde essentiellement le comportement des Légionnaires tchéco-slovaques envers Koltchak. Ils étaient censés soutenir le peuple russe dans sa lutte contre le bolchevisme. Ce qui signifie aider les Volontaires Blancs et leurs chefs – dont Koltchak était le premier – contre les Rouges de l'armée de Trotski devenu Commissaire du Peuple à la Guerre le 7 novembre 1917. Ces soldats slaves apparurent d'abord au peuple russe comme l'élément catalyseur de sa réaction contre les maximalistes : entre le putsch[880] de Lénine et le premier soulèvement des Tchèques le 18 mai 1918 à Penza (l'*oblast* est en rouge sur la carte ci-dessous), contre les bolcheviks qui voulaient les désarmer[881], car les habitants des régions

[876] Cf. Annexe Nr. 74 : « Une grande énigme non résolue pendant quatre décennies et demie, à savoir celle du trésor d'or de l'Empire tsariste russe, a été maintenant dévoilée. Dans l'Organe central du parti communiste tchécoslovaque, ″Rude Pravo″, Vlastimil Vavra a reconnu ces jours-ci que, en Sibérie, au cours de l'été 1918, au moins une partie de ce gigantesque trésor a été aux mains des Légions tchèques et plus tard transporté par Vladivostok et Trieste à Prague où il forma le capital initial de la ″Legiobank″ alors fondée ».
[877] Cf. Annexe Nr. 15
[878] CCI de Marseille, Article de presse
[879] Cf. Annexe Nr. 75
[880] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972,* II, Paris Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 80
[881] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 168

 [882]

(ru) Пензенская область

éloignées de Petrograd et de Moscou ne faisaient que subir le nouveau régime bolchevique auquel ils étaient hostiles[883]. Le soulèvement armé des Tchèques donna alors à cette population l'impulsion à la création le long de la Volga, d'une série de petits détachements d'officiers de l'ancienne armée auxquels venaient se joindre des étudiants, des collégiens et, dans certaines régions, même des ouvriers comme ce fut le cas à Samara où ils trouvèrent et s'emparèrent des réserves de poudre et de matériel de guerre. « Ces organismes débutèrent du reste bien modestement ; mais vers le mois d'août, ils comptaient déjà 8.000 volontaires et 22.000 mobilisés. Ces forces baptisées Armée Nationale, se mirent à la disposition du ″Comité de Salut public″ formé à Samara et composé d'anciens membres de l'Assemblée constituante élue du temps du gouvernement provisoire ». Cette Armée nationale était l'expression du peuple tandis que les bolcheviks étaient loin de représenter la majorité populaire russe[884], contrairement à ce que dit le général Graves, selon lequel « quatre-vingt-dix-huit pour cent des gens de Sibérie sont des bolchevistes »[885]. Pour la dominer Lénine appliqua son régime de terreur. Soljenitsyne le mentionne clairement dans le premier tome de son ouvrage *Deux siècles ensemble.*

Le 7 août 1918, cette Armée Nationale russe sous le commandement du général Romanovsky et du colonel Kappel, avec les Tchèques du colonel Svets, les Serbes de

---

882 https://fr.wikipedia.org/wiki/Oblast_de_Penza , consulté le 22.6. 2015, This vector graphics image was created with Adobe Illustrator ; This file was uploaded with Commonist ; Author TUBS, 29 July 2011, fr.wikipedia.org

883 *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 89

884 *Ibid.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 86

885 Betty Miller UNTERBERGER, *America's Siberian Expedition, 1918-1920*, Duke University Press, Durnham, N.C. 1956, p. 233, note 8, in LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 80

Blagotitch et les Français commandés par le capitaine français Joseph Bordes[886], enleva aux bolcheviks la ville de Kazan et « s'empara de toute la réserve d'or russe représentant 657 millions de roubles, évacuée de Petrograd en son temps par Kerensky »[887]. Si l'on en croit Nicolas-Pierre Bordes, ce trésor fut amené à Omsk sous la responsabilité du capitaine Bordes [son père] et de ses hommes, avec l'approbation des vainqueurs et du « général Gayda, nouvellement promu – il était jusqu'alors capitaine – qui commande à présent la Légion Tchèque »[888], le colonel Blagotitch ayant été tué, probablement par ses hommes qui ne voulaient plus combattre. Gayda avait été élevé à ce grade par le CNT. Depuis la révolution de février 1917, le chaos russe se mettait en place, un oxymore qui s'impose. L'attentat qui tua l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou ne ciblait-il pas une reprise des hostilités entre Russes et Allemands ? À qui profitait le crime ? « Très peu de jours après l'assassinat de Mirbach, peut-être le lendemain, s'est présenté à la Mission un individu […] Il se donne comme un des assassins de Mirbach. Il venait rendre compte à Gourdin, collaborateur de Bordes, et prendre des instructions »[889]. Qui a fait tuer l'ambassadeur d'Allemagne ?

Rien n'est clair en Russie depuis 1917. Les réflexions des six Français qui avaient conduit le précieux train jusqu'à Omsk révèlent celles de la majorité des hommes de troupe étrangers arrivés sur le sol russe, dans le cadre de missions ou dans celui de l'intervention, et confirmées par les documents[890] d'archives de La Courneuve : « ils se demandent ce qu'ils font là, quel va être leur avenir. Ils sont partis en civil de Moscou, ont revêtu un temps l'uniforme des russes blancs, puis des tchèques, enfin des serbes, lesquels ont disparu après la mort de leur chef »[891] ; Bordes s'interroge et

[886] *Op. Cit.*, PASCAL, Pierre, *Mon Journal de Russie 1916-1918*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1975, p. 304 : Le capitaine Pascal écrit que Bordes « […], se trouvait à Kazan près d'un mois avant sa prise par les Tchèques. Il devait faciliter le passage chez les Tchèques des agents alliés qu'on lui adressait. C'est lui qui a indiqué aux Tchèques les 370 millions de roubles-or déposés à Kazan. Il se déplaçait souvent en avion ».

[887] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 169 et BORDES, Nicolas-Pierre Nîmes, Lacour Éditeur, MMV, p. 480 : sa version est un peu différente : « le trésor avait été expédié par les Soviets à Kazan, à l'époque de Brest-Litovsk, afin de le sauver des entreprises des blancs ! Ce but était à l'évidence manqué ! Lénine et Trotsky, lorsqu'ils apprirent la nouvelle, en furent malades de rage ».

[888] *Op. Cit.*, BORDES, Nicolas-Pierre, Nîmes, Lacour Éditeur, MMV, p. 484-485

[889] *Op. Cit.*, PASCAL, Pierre, *Mon Journal de Russie 1916-1918*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1975, p. 304

[890] Cf. Annexe Nr. 76

[891] *Op. Cit.*, BORDES, Nicolas-Pierre, Nîmes, Lacour Éditeur, MMV, p. 485 et p. 482 pour la suivante.

aimerait savoir comment ce chef serbe a pu être touché dans le dos alors qu'il courait vers l'avant : « Blagotitch a été assassiné par l'un de ses hommes, c'est un complot pour stopper l'offensive dont ils ont assez ». Ou peut-être en ont-ils reçu l'ordre, vu l'acharnement de Blagotitch à combattre les Rouges. Les Serbes, slaves eux aussi, se battaient avec les Tchèques et nombre d'entre eux appartenaient à la Légion tchéco-slovaque. Quiconque pouvait entrer dans cette Légion, comme le laisse entendre plus haut Pierre Pascal.

D'autre part, la manière dont Bordes et ses hommes obtinrent de l'argent pour joindre Vladivostok – le général Lavergne leur en avait transmis l'ordre – correspond également aux affaires réalisées sous le manteau en Russie. Le capitaine Bordes raconta qu'il avait obtenu « des roubles, de bons roubles de l'ancien temps. Pendant que nous étions à Kazan, j'ai eu la visite de deux personnages plutôt bizarres. L'un est français, il s'appelle Jeannot de son nom de famille. Il a quitté Moscou en octobre 1917 le feu aux fesses, laissant femme et enfant sur place. Il s'est lancé dans le commerce dans la région avec les tchèques, et a gagné pas mal d'argent, je ne sais trop comment. Le tout est qu'il m'a proposé de nous prêter une somme de 100 000 roubles destinés à notre mission pour l'aider à combattre les soviets qu'il hait. Je crois qu'il voulait se blanchir quelque peu de cette façon. […]. J'ai aussi été approché par un négociant de Kazan, Nabokoff, qui m'a offert la même somme, lui en remerciement de la libération de la ville »[892].

Dans ce contexte, les Tchèques faisaient la loi. Ils se battaient avec les Blancs contre les bolcheviks, « car les Tchèques devaient se borner à combattre les bolcheviques (*sic*) »[893]. Peu à peu, le peuple voyait en eux les libérateurs du bolchevisme et leur faisaient non seulement confiance mais « pour les remercier de leur concours, les Russes leur remettent un train blindé capturé aux Rouges, qui leur permettra d'établir la liaison entre leurs différents échelons »[894]. Mais le général Sakharov en donne une autre version. Les Blancs avaient pris aux Rouges deux trains blindés et les avaient confiés aux Tchèques en juillet. Alors que les Blancs en avaient

[892] *Ibid.*, BORDES, Nicolas-Pierre, Nîmes, Lacour Éditeur, MMV, p. 486
[893] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 382
[894] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 55, Note 3 : « Dès ce moment, les Tchèques ont installé un chapelet de petits postes avancés le long du Transsibérien, notamment à Tcheliabinsk, Omsk, Krasnoïarsk, Irkoutsk et Khabarovsk ».

urgemment besoin dans leurs combats de l'été, les Tchèques firent la sourde-oreille et ne les rendirent pas. De plus,

> der tschechische Panzerzug leistete uns keine Hilfe, da er sich die ganze Zeit im Bereich der geschützten Eisenbahnlinie hielt und nicht einmal unserem selbtsgemachten Panzerzug folgen wollte, obgleich wir eine Attacke gewagt hatten und es uns gelungen war, den Panzerzug der Bolschewisten zu beschädigen. Die Tschechen hatten hierbei keinen einzigen Schuß abgegeben.[895]

Le vol et l'inaction des Tchèques ne pouvaient s'expliquer autrement que par l'intention préméditée de leur nuire et de les conduire à l'échec. Après cette bataille, le commandant du train blindé tchèque eut même l'insolence de demander aux Russes d'attester par écrit la participation des Tchèques au combat. Devant l'hésitation des Russes, interdits, il imposa sa dictée : les Tchèques se sont battus comme des lions…[896]. La légende de l'anabase des Tchèques a-t-elle été élaborée par les historiens tchèques sur la base de tels récits ? Pourquoi ne raconte-t-elle pas que ces Légionnaires, dès septembre refusèrent de se battre, qu'ils privèrent la Russie d'un tiers des moyens de locomotion, de médicaments pour une valeur de trois millions de roubles-or, et qu'outre ces vols, ils s'emparèrent d'armes – conformément à la quatrième mesure que Masaryk avait édictée, dont ils usèrent et abusèrent – et d'autres équipements. Il est évident que le désistement au combat et le pillage commis portaient un grave préjudice à Koltchak et à son engagement envers ses Volontaires mais également envers le peuple russe. Celui-ci ne voulait pas de bolchevisme et il eut le malheur de croire en l'aide des militaires slaves lorsqu'ils soutinrent les Volontaires et les Français pour s'emparer de Kazan en août 1918 – reprise par les bolcheviks le 9 septembre suivant – et qu'il pouvait compter sur eux et sur les Alliés. La Légion tchéco-slovaque, devenue française appartenait aux Alliés, elle était « sous les ordres du Conseil de guerre de Versailles autant que l'armée française ou l'armée

[895] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin W., *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, pp. 30-31 : "le train blindé tchèque ne nous apporta aucune aide, puisqu'il s'était maintenu dans le secteur protégé de la voie ferrée et ne voulut pas même suivre notre train blindé fabriqué par nous-mêmes, bien que nous ayons osé une attaque et réussi à endommager le train blindé des bolcheviks. Les Tchèques ne tirèrent alors pas le moindre coup de feu ».

[896] *Ibid.*, SAKHAROV, Konstantin W., *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 31

américaine »[897]. Donc toute action réalisée par les Légionnaires s'effectuait sur l'ordre de ce Conseil de guerre.

Les commandants de la Légion recevaient leurs ordres de Beneš du CNT de Paris, c'est-à-dire de l'Entente et de ses associés. Beneš ne leur avait-il pas donné « l'ordre de s'arrêter et de faire demi-tour »[898] alors qu'en route vers Vladivostok, les avant-gardes avaient effectué une première poussée le long du Transsibérien ? Selon Leibovitz, « les gouvernements alliés n'avaient pas fourni de navires pour leur transport sur le front ouest »[899]. C'est incorrect. Pour quelle raison devaient-ils revenir à l'ouest ? En octobre 1918, le CNT ne leur a-t-il pas communiqué l'ordre de se retirer derrière la ligne de combat[900] ? La présence de ces Légionnaires tchéco-slovaques semblait désormais s'imposer de manière semi-passive : ils n'aidaient pas les Armées blanches, ne combattaient plus les bolcheviks et faisaient ce que le C.S.I. leur demandait. N'ont-ils pas, selon ses plans, fait pression[901] sur la Conférence d'Oufa pour exiger la création d'un Directoire de cinq membres, alors qu'ils ne devaient pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie ? Ce Directoire reçut également les instructions – de qui ? – de se plier à toutes les directives du parti socialiste-révolutionnaire, ce fut un grand obstacle auquel se heurta le Directoire[902]. Lors de l'offensive de l'armée de l'Ouest, à la mi-avril 1919, Gayda n'a-t-il pas trahi les ordres de Koltchak ? Les Tchèques n'ont-ils pas causé sciemment l'incident[903] d'Ekaterinbourg pour entraîner un conflit entre Slaves et Russes blancs ? N'ont-ils pas fomenté le prélude de ce que trop de textes appellent le coup d'État de Koltchak ? Il

[897] W.P. COATES et Zelda K. COATES, *Armed Intervention in Russia*, Victor Gollancz Ltd, Londres, 1935, p. 112, in *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, p. 84
[898] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 54
[899] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 82
[900] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin W., *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 42 et p. 43-44 pour l'épisode suivant.
[901] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 172
[902] *Ibid.*, FILATIEFF, général, *L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919)*, p. 172
[903] Début novembre à Ekaterinbourg, Koltchak arriva en visite officielle pour se rendre compte de l'état du front ; les Tchèques insultèrent à haute voix son état-major sans qu'ils soient rappelés à l'ordre par leurs officiers. L'un de ceux-ci, grossier, voulut frapper le militaire qui lui barrait l'accès au train de l'amiral. Cet incident ne permet pas de douter de la mauvaise intention tchèque qui ciblait évidemment Koltchak. Celui-ci n'avait d'ailleurs pas une très haute opinion de ces Légionnaires qu'il ne voulut pas désarmer afin de ne pas entrer en conflit avec les Alliés. Les Légionnaires tchéco-slovaques et particulièrement leurs chefs disposaient donc d'un pouvoir que leur avait attribué l'Entente aux exigences de laquelle Koltchak devait se plier car il avait besoin de leur aide matérielle.

s'agit d'une autre erreur trop récurrente. Le général Filatieff en donna la version corroborée par les documents d'archives :

Lorsque le général Janin arriva à Omsk, un banquet fut donné en l'honneur de ce représentant de l'armée française. Filatieff écrivit : « Un vin d'honneur généreux avait aidé à griser légèrement la jeunesse militaire présente à ce banquet. On joua la *Marseillaise* ; et ces officiers qui souffraient d'une nostalgie patriotique, exigèrent, à sa suite, l'exécution de l'ancien hymne national russe. Les leaders socialistes-révolutionnaires furent choqués de cette manifestation qu'ils qualifièrent de ″prière monarchiste″ et demandèrent au ministre de la Guerre, l'amiral Koltchak, de mettre aux arrêts les officiers cosaques Krassilnikoff, Katanaeff et Wolkoff qui avaient pris l'initiative d'exiger l'exécution de l'hymne national. En fait, cet incident n'était qu'un prétexte. Le gouvernement socialiste-révolutionnaire savait pertinemment qu'une conspiration avait été ourdie contre lui et qu'à la tête du complot se trouvaient les trois officiers cosaques sus-mentionnés »[904]. La situation dégénéra parce que les inculpés se saisirent de deux membres du Directoire, Avxentieff et Zenzinoff, et du chef du Cabinet, Rogovsky. Tous furent mis sous les verrous pour la nuit. Le 18 novembre au matin, Wologodsky réunit un Conseil des ministres pour se prononcer sur la situation créée par cette arrestation que le général Filatieff jugea arbitraire. Le Conseil considéra que les membres du Directoire qui avaient passé une nuit aux arrêts à la caserne ne pouvaient être réintégrés et que l'élection d'un nouveau Directoire ne mettrait pas fin aux difficultés. La décision qui s'imposait tacitement depuis un certain temps de concentrer tout le pouvoir entre les mains d'un seul homme s'imposait. Le général Rosanoff proposa le général Boldyreff, soutenu en cela par l'amiral Koltchak qui était d'avis que « l'homme qui s'appuyait sur l'armée et jouissait de sa confiance, pouvait devenir Dictateur ». Tous n'approuvèrent pas. Différents noms furent proposés mais non retenus. Koltchak, mentionné, refusa catégoriquement. « Alors on lui demanda de quitter la séance pour ne pas gêner l'examen des candidatures possibles. Dès qu'il fut sorti de la salle du Conseil, tous se mirent rapidement d'accord pour lui confier la plénitude du pouvoir, en lui donnant le titre de ″Chef suprême″ ou de Dictateur ». Le terme officiel russe était *″Verkhovny Pravitel″* qui se traduit plus exactement par

[904] *Ibid.*, FILATIEFF, général, *L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919)*, p. 174

″Administrateur suprême″[905]. Il n'est donc pas permis d'évoquer un coup d'État de Koltchak, d'autant moins que les documents[906] des archives de La Courneuve le prouvent. Pourtant le général Janin s'était autorisé à communiquer au Département dans un courrier[907] du 20 novembre 1918

> de la répercussion du coup d'État de l'Amiral Koltchak sur les troupes tchèques. Peu favorable (*sic*) à la nouvelle (orientation) (de la) politique les tchèques se plaignent de l'attitude des Russes (qui ne) songent qu'à faire des coup (*sic*) d'Etat au lieu de faire face à l'ennemi. Pendant ce temps eux seuls supportent le poids d'une lutte inégale car alors que les bolcheviks se renforcent et s'organisent, leur propre ravitaillement en armes et en munitions n'est même pas assuré et les contingents que les Russes promettent d'envoyer n'arrivent même pas, ainsi insuffisamment secondés par ceux dont ils assurent cependant la libération, ils n'ont d'autre part reçu des alliés que des promesses vaines et ne peuvent tenir indéfiniment avec des effectifs inférieurs. Cet état d'esprit s'est traduit par une demande formelle d'abandonner le front de l'Oural à l'occasion…

Le coup apparaît parfaitement monté contre Koltchak, et non pas par Koltchak. Janin avait-il reçu l'ordre d'agir ainsi ? Il voulait faire croire aussi que les Tchèques se trouvaient dans une situation difficile alors que la situation des Armées blanches était très précaire ; tout leur faisait défaut : les vivres, les armes, les moyens de transport. Non seulement sous-alimentées, les troupes « souffraient cruellement du froid par suite du manque de vêtements chauds et de chaussures appropriées. La dilapidation avait arrêté en route les collections d'effets d'hiver expédiés par milliers des magasins de l'arrière »[908]. Qui était à l'origine de tous ces dysfonctionnements ?

Les Légionnaires, quant à eux, avaient non seulement tout accaparé, mais « les alliés envo[yaient] aux Tchèques des armements par Vladivostok »[909], ce qui fit écrire à Kotomkin au sujet des troupes slaves :

> Elles n'ont jamais été dans un meilleur état physique et nous ferions un beau cadeau à la République en les ramenant intactes, car elles constituent 12 régiments d'infanterie,

[905] KOLTCHAK, Alexandre, Le sacrifice de l'amiral Koltchak, in *La Nation française,* N° 233 du 23 mars 1960, p. 13
[906] Cf. Annexes Nr. 77 et 77a
[907] Cf. Annexe Nr. 78
[908] *Op. Cit.,* ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 110
[909] *Op. Cit.*PASCAL, Pierre, *Mon Journal de Russie 1916-1918*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1975, p. 301

> 2 régiments de cavalerie, 3 régiments d'artillerie avec un matériel de premier ordre et des stocks d'armes pléthoriques, ainsi que 12.000 des meilleurs chevaux de Sibérie achetés à vil prix. Soldats et officiers sont bien instruits, les États-Majors connaissent leur affaire. Bref tout est pour le mieux.[910]

Les Tchèques n'assuraient nullement la libération des Russes, bien au contraire. Tout ce scénario n'était qu'un subterfuge pour justifier l'abandon de la lutte de la part des Tchèques. Ils s'en allaient parce que leur république était créée, c'était acquis. Mais encore ? Il confirme l'implication négative du général Janin qui s'employa à faire du tort à l'amiral Koltchak. Il ne pouvait s'agir d'une mesquine jalousie humaine mais bien plus d'un comportement ciblé. N'a-t-il pas obéi aux ordres du C.S.I. ou de Versailles en laissant les Tchèques l'arrêter et le livrer ensuite aux bolcheviks ? Il savait pertinemment que Koltchak était ainsi mené à une condamnation certaine.

En résumé, les Tchèques, les Slovaques et autres Slaves étaient censés se trouver en Russie pour défendre leur slavitude et leur désir d'autonomie ; ils prétendaient également vouloir échapper aux Allemands et aux Austro-Hongrois en quittant Kiev vers un port russe pour embarquer à destination de la France afin de servir sur le front occidental. Tout cela était faux. En réalité, ils se trouvaient sur le sol russe pour servir un autre objectif, très complexe, comme le déclara le Conseil national tchéco-slovaque de New York le 27 juillet 1918 : « La question, cependant, de rester en Russie ou d'en sortir, ne dépend pas des seuls Tchécoslovaques. C'est une chose qui doit être décidée par les Alliés. L'armée tchécoslovaque est l'une des armées alliées et elle est sous les ordres du Conseil de guerre de Versailles autant que l'armée française ou l'armée américaine »[911]. L'immense Légion de presque 70 000 hommes, avant de devenir l'Armée nationale de la future République tchéco-slovaque, devait d'abord participer à la réalisation des desseins des Alliés et associés, ce que sous-entend Clement Leibovitz par ces mots : « tandis que les États-Unis faisaient semblant d'intervenir en Sibérie pour venir en aide aux troupes tchécoslovaques, ils participent

---

[910] ALEXANDRE KOTOMKIN, *Über die Tschechoslowakischen Legionen in Sibirien, 1919 bis 1920. Erinnerungen und Dokumente, p. 66* in *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 73, Note 1

[911] , COATES, W.P. et COATES Zelda K., *Armed Intervention in Russia,* Londres, Victor Gollancz Ltd, 1935, p. 112 in *Op. Cit.* LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 83

à un complot qui avait d'autres motifs »[912]. C'était le premier point pour comprendre l'opposition à Koltchak.

Mais la silhouette de l'amiral Koltchak, « symbole historique du vrai chevalier sans peur et, au fond aussi, sans reproche, parce qu'il ne cherchait à aucun moment de sa vie nul intérêt personnel et s'engageait toujours entièrement et à fond au service de la patrie »[913], devait disparaître. Ses adversaires s'employèrent à détruire son image. Pour la postérité. De Koltchak, Masaryk dit qu'il « était incapable et son entourage germanophile »[914] ; le général Janin déclara au capitaine Bordes que l'amiral était un « aventurier, [s'était] nommé Régent de la Russie en toute impudeur ! Quelle Russie ? Il me tarde de rencontrer ce personnage et de mettre les choses à leur place. Je représente ici une grande et puissante nation, la France ! ce n'est pas un officier venu d'on ne sait où, d'ailleurs traître à son tsar à l'origine, qui va commander la Sibérie, pas plus qu'un intrigant comme ce cosaque fou, ce Sémenoff ! Et c'est à de tels hommes que vous avez confié le trésor impérial ! »[915] ; le général Rouquerol écrivit : « L'amiral passait pour un patriote ardent au moment de son ascension à la dictature, mais il était ″trop névropathe pour être un homme d'État″, selon le mot de M. Ph. Berthelot »[916], mais oubliant l'influence de Janin, il
comprit malgré tout combien on se jouait de Koltchak :

> Le gouvernement d'Omsk était en réalité la couverture d'un syndicat de tripoteurs rapprochés pour l'exploitation du pays sous un dictateur impuissant, par défaut de caractère, à imposer sa volonté et à se défendre contre les influences intéressées dont il devenait le jouet. On l'avait nommé ″un roseau peint en fer″ mots qui donnent bien l'impression d'un mélange d'emportement et de faiblesse.

Koltchak ne créa pas de bataillon de femmes au sein des Armées blanches. Ce fut Maria Leontievna Botchkareva (en russe : Мари́я Леóнтьевна Бочкарёва), née en 1889 et exécutée en 1920 par la Tcheka à Krasnoïarsk, qui fonda le « bataillon féminin

[912] *Ibid.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 85
[913] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, *L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919)*, p. 166
[914] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 281
[915] *Op. Cit.*, BORDES, Nicolas-Pierre, Nîmes, Lacour Éditeur, MMV, p. 491
[916] *Op. Cit.,* ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 56, aussi pour la citation suivante.

de la mort » composé exclusivement de femmes. En revanche Koltchak demanda à cette combattante de former une unité d'infirmières intégrée à la Croix Rouge[917].

Quant à Koltchak même, au pouvoir, il déclara : *Mon but premier et fondamental est d'effacer le bolchevisme de la Russie, de l'exterminer et de l'anéantir.* Il s'agissait d'un programme aux antipodes de celui des Alliés. Koltchak était seul, face aux loups, sa faiblesse n'était pas de caractère, bien au contraire, mais la meute des opposants se manifestait trop puissamment et avec perversité. En fait d'un « tempérament sensible et généreux qui lutte comme un paladin ″pour Dieu et pour le Tsar″, il est agréablement surpris de trouver un Tchèque qui le comprenne. Mais son romantisme incurable lui masque la réalité et l'empêche de juger correctement les hommes. Pour finir, ce n'est pas son incapacité qui le perdra –comme on l'a prétendu à tort – mais sa trop grande bonté »[918]. Ce Tchèque qui le comprenait n'était autre que Gayda qui savait le manipuler.

- **Les Armées blanches, leurs chefs et l'Entente**

Bolcheviks, anti-maximalises, Alliés, associés, Tchèques, socialistes-révolutionnaires (SR), Directoire, dictature, marins, Transsibérien, prisonniers, mer Blanche, mer Noire, armée, et plus encore, tous ces termes s'entremêlent de manière indicible mais de cet enchevêtrement doivent cependant émerger les Armées blanches et ses chefs dont le but était non pas de rétablir le tsarisme mais d'instaurer un régime démocratique parlementaire, comme le voulait l'amiral Koltchak et comme le laisse entendre Richard Pipes lorsqu'il écrit que si le Gouvernement provisoire avait respecté ses engagements au lieu de tergiverser – peut-être intentionnellement, compte tenu du fait que Kerenski jouait un double jeu – il aurait convoqué une Assemblée Constituante où les bolcheviks étaient minoritaires.

[917] Science et Vie - Guerres et Histoire nº 13, p. 82-85, in https://fr.wikipedia.org/wiki/Maria_Botchkareva , consulté le 22.6.2015
[918] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 65

En fait, les Armées blanches naquirent secrètement avec le général Alexéiev et après

> la dénommée Affaire Kornilov, épisode très compliqué de la révolution qui a été largement déformé dans une grande partie de la littérature historique. Kornilov est habituellement dépeint comme un général contre-révolutionnaire, résolu à renverser le gouvernement démocratique et à s'arroger des pouvoirs dictatoriaux. Cette version est fausse. Elle doit sa vaste audience au fait assez inhabituel qu'elle sert les intérêts des deux ennemis mortels, le Gouvernement Provisoire et les bolcheviks. [Cet événement] est le résultat d'une manigance ratée de la part de Kerenski qui, sentant le sol se dérober sous ses pieds, avait voulu se regagner le soutien du Soviet et, en même temps se débarrasser d'un général qu'il en était venu à voir comme un dangereux rival. Kornilov observait avec consternation l'effondrement à la fois de l'État et de son armée bien-aimée. […] Kerenski lui fit croire qu'il fallait envoyer des troupes à Petrograd pour parer un nouveau soulèvement en préparation des bolcheviks. Après que Kornilov eut obéi à ses ordres, Kerenski l'accusa de chercher à s'emparer de la capitale, à renverser le gouvernement et à prendre le pouvoir en main. Il n'existe aucune preuve d'un complot ourdi par Kornilov, mais il y en a tant et plus de la duplicité de Kerenski.[919]

Après cette Affaire Kornilov de fin juillet 1917, Kerenski – il était déjà chef du deuxième Gouvernement Provisoire – s'était proclamé généralissime en remplacement du général Alexéiev qu'il pria alors d'être son chef d'état-major. Alexéiev accepta la charge, le temps de « mettre à l'abri des tribunaux expéditifs » Kornilov – enfermé à la prison de Bykhov – et ses amis. Il reprit sa liberté dès que possible et se consacra entièrement à « l'Organisation secrète et antibolchevique des officiers », plus connue sous le nom d'« Organisation Alexéiev », le futur noyau de l'Armée des Volontaires.[920] C'est au sud, dans le territoire du Don érigé le 10 janvier 1918 en République cosaque autonome que Kornilov et Alexéiev furent accueillis par l'ataman Kalédine.

Le territoire cosaque échappait à l'emprise bolchevique en cette fin d'année 1917. La population représentait un cas particulier de par ses origines et ses traditions,

---

[919] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 74

[920] *Op. Cit.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.79

elle vivait de manière autonome. Contre un impôt et l'obligation de fournir régulièrement des contingents militaires, les cosaques [avaient] le droit de s'administrer eux-mêmes ; « l'anoblissement était pratiqué pour les cadres cosaques sur la base des grades militaires obtenus. Tout cosaque atteignant le grade de sous-lieutenant était anobli à vie, et cette noblesse devenait héréditaire à partir du grade de *poklovnik* ou colonel. De ce fait, les cosaques devenaient l'élément le plus conservateur et le plus sûr du pays aux yeux du gouvernement impérial »[921]. […] D'autre part, les obligations militaires des cosaques, codifiées par la loi de 1875, imposaient à « tout cosaque, à partir de l'âge de dix-huit ans, vingt années de service militaire : trois ans de ″service préparatoire″, douze ans d'active et cinq ans de réserve ». Les cosaques représentaient donc une armée d'élite. Peut-être est-ce la raison pour laquelle Alexéiev, ancien généralissime, et Kornilov, ont-ils commencé leur action antirévolutionnaire dans le Sud, mais non sans difficulté. À l'automne 1917, 45 000 hommes sont sous les drapeaux. La population du Don jouissait d'une certaine aisance matérielle et les deux généraux fuyards comptaient bien sur son aide pour gagner des volontaires mais aussi pour trouver les moyens d'obtenir des armes pour leurs quelques centaines de soldats, parmi lesquels se trouvaient quelques femmes[922]. « Kornilov et Denikine dont les forces et les moyens étaient minimes avaient pour but exclusif d'abattre le bolchevisme et de restaurer leur patrie. Leur tâche était immense et présentait d'invraisemblables difficultés »[923]. Le 25 décembre 1917, le général Kornilov devenait officiellement le commandant de cette Armée des Volontaires. Mais ses premières actions dans le Sud, chez les cosaques, entraînèrent dès le mois de janvier 1918 le remplacement des Gardes Rouges, fils de la Révolution, par ″l'Armée Rouge des Ouvriers et des Paysans″ :

> Il ne s'agit pas là d'un simple changement d'étiquette, mais d'une modification radicale des conceptions affirmées naguère par les propagandistes de la révolution bolchevique. Aux milices ″spontanément formées par les travailleurs en lutte″, on veut substituer, du propre aveu de Lénine, ″une véritable armée régulière, fermement disciplinée″, pour s'opposer à l'ennemi de l'intérieur. Et pour cela, on va tenter de réaliser sournoisement l'amalgame des Gardes rouges et des cadres récupérés dans

[921] *Ibid.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.68 aussi pour la phrase suivante.
[922] *Ibid.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, p. 83
[923] *Op. Cit.*, DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'Armée d'Orient*, Paris, Payot, 1932, p. 298

l'ancienne armée impériale – sournoisement, car jusqu'au bout la fiction de l'″armée des travailleurs″ sera maintenue avec application.[924]

Marina Grey, fille du général Denikine, ne mentionna cependant pas que les Alliés et associés contribuèrent largement à mettre sur pied, aussi bien techniquement que matériellement, cette Armée rouge décrétée le 28 janvier 1918 par Trotski et dirigée par lui. D'anciens officiers de l'Armée tsariste s'y engagèrent, soit par ambition, soit par la nécessité de survivre ou de ne pas mettre en danger leurs familles[925].

Avec la formation et l'action de l'Armée des Volontaires commença en janvier 1918 la guerre civile en Russie. Entre l'armistice et le traité de paix de Brest-Litovsk. Tous ces hommes qui combattaient pour ou contre les bolcheviks portaient les mêmes uniformes. À la mi-février, le soir d'une bataille, Kornilov donne l'ordre à tous les Volontaires de coudre une bande blanche sur leurs casquettes ou leurs *papakhas*, afin qu'on puisse facilement distinguer les blessés, ou les morts de leurs frères ennemis. Le nom de ″Blancs″ qui s'opposent aux ″Rouges″, donné par ces derniers fut alors officiellement accepté. « Et lorsque plus tard d'autres armées antibolcheviques apparaîtront en Sibérie sous Koltchak, au nord et au nord-ouest sous Miller et Ioudenitch, tout comme l'Armée du Sud, elles se réclameront de cette appellation commune : les Armes blanches ».[926] Après de remarquables succès initiaux, les Volontaires échouèrent à Ekaterinodar où le général Kornilov fut tué le 31 mars 1918. Le général Denikine assuma la relève, avec l'approbation du général Alexéiev. L'Armée des Volontaires se reforma dans les territoires du Don. Au 1er novembre 1918, elle était forte d'environ 90 000 hommes. Ils reprirent Ekaterinodar et s'emparèrent du port de Novorossisk sur la mer Noire, donnant ainsi à Denikine une liaison avec les Balkans et avec les Alliés.

Ceux-ci ne partageaient cependant pas les mêmes buts de la contre-révolution. Denikine, aussi patriotique que Koltchak, se préoccupait essentiellement de prendre Moscou ou Petrograd afin de débarrasser la Russie du bolchevisme et de rétablir

[924] *Op. Cit.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.98
[925] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe,* Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 205 et *Ibid.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.101
[926] *Ibid.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.112

l'intégrité du territoire de la Grande Russie. Cette stratégie s'opposait nettement à celle des Français pour qui les buts de guerre devaient viser l'établissement d'une zone tampon, conformément à la politique d'encerclement dite « du cordon sanitaire »[927] prônée par Clemenceau[928]. D'autre part, à Odessa s'était formée avec les débris de l'ancienne armée tsariste la 4e division polonaise qui n'avait nullement l'intention de soutenir les Volontaires mais de rentrer en Pologne. Les Français boycottèrent les Volontaires et soutinrent les Polonais. Le comportement des Britanniques fut semblable : alors que le lieutenant-colonel Blackwood avait fait de nombreuses promesses à Denikine, la tâche du général-major FC Poole en Russie du Sud fut limitée à des rapports sur la nature et les quantités de fournitures qui devraient être fournies aux Armées blanches. Il fut même prié de ne pas faire de promesses précises et détaillées de l'aide à apporter aux Russes.[929] Dans le document secret du 28 décembre 1919, le Captain H.O. Reinhold rapporta à de Ribeck que le général Schilling, responsable anglais de la défense d'Odessa, transmettait des informations contradictoires :

> Until the morning of 27th inst. it had been clearly understood by all concerned that he Volunteer Army would resist the advance of the Bolcheviks an Odessa, and no anxiety was felt. On the Morning of the 27th, however, Major Owen received information from a Russian Political General that General Schilling was making arrangements for evacuating troops and stores. […] The result of this interview and of a later conversation between Major Owen and the Chief of Operations being most desapointing, and as follows : General Schilling stated that he could give no definite assurance that Odessa could be held, and that his orders were that the Crimea was to be defended at all costs, and that it was left to his judgement as to what other places were to be protected.[930]

---

[927] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, « L'intervention française en Russie méridionale », *Revue historique des armées*, 1992, Nr. 186, p. 58

[928] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 388

[929] KOPISTO, Lauri, *The British Intervention in South Russia 1918-1920*, Academic Dissertation To be publicy dicussed, by due permission of the Faculty of Arts at the University of Helsinki, in Auditorium XII, on 29th of April 2011, in https://helda.helsinki.fi/bitstream/handle/10138/26041/thebriti.pdf?sequence=1 , consulté le 13.1.2014 :

[930]Paul Halpern, *The Mediterranean Fleet 1919-1929*, Burlington 2011, p. 118, in https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=-USRsyFdxeMC&oi=fnd&pg=PR9&dq=The+Mediterranean+Fleet+1919-1929&ots=FGyDaXlPLX&sig=yZ9WPZZ8a8tuMKK-

Schilling avait donc reçu l'ordre d'abandonner Denikine et les Armées blanches. Il est donc permis d'en déduire que là aussi, dans le Sud-Ouest de la Russie les Alliés tricotaient soigneusement la confusion avec les fils ukrainiens, polonais, bolcheviques contre les Volontaires. Denikine abandonna, confia le commandement le 4 avril 1920 au général Wrangel et s'exila. Ensuite, les Alliés finirent même par lâcher le général Wrangel.

Au nord, les Alliés débarqués à Mourmansk et Arkhangelsk semèrent la confusion entre les Blancs finlandais, les Allemands, les troupes de Ioudenitch, celles du lieutenant-général Mannerheim ; il en résulta la victoire des bolcheviks. Se référer au sous-chapitre II.1.C.

A l'est, en janvier 1918, ce furent les cosaques de l'Oussouri commandés par Semenov, qui lancèrent le mouvement les Armées blanches de Sibérie orientale. Semenov était un ancien capitaine du colonel baron Wrangel, le futur commandant de ce qui survivra de l'Armée des Volontaires dans le Sud. Dès les événements de novembre 1917, Semenov s'était retranché en Manchourie avec son escadron et un petit groupe d'officiers afin d'y préparer sa guerre personnelle contre les Rouges. Avec deux cents soldats russes et quatre cents Mongols enrôlés de sa propre initiative, il remporta sa première victoire. Wrangel avait très bien cerné le personnage : « soldat exemplaire, brave surtout sous l'œil du chef, il avait su se rendre très populaire parmi les cosaques et les officiers. Un penchant aux intrigues et l'indifférence devant les moyens à employer pour parvenir à ses fins étaient ses côtés faibles. Ingénieux et habile, il manquait complètement d'instruction, ses horizons étaient bornés. Je n'ai jamais pu comprendre comment il parvint à jouer un rôle de premier plan… »[931]. Peut-être n'était-il pas si rustre puisque selon le général américain Graves, « ce même

ujFNmeLbjHY#v=onepage&q=The%20Mediterranean%20Fleet%201919-1929&f=false , consulté le 2.8.2015 :
« Jusqu'au matin du 27, il était clair pour tout le monde que l'Armée des Volontaires résisterait à l'avancée des Bolcheviks sur Odessa, et personne ne s'inquiétait à ce propos. Mais le matin du 27, le Major Owen a été informé par un général politique russe que le général Schilling était en train de s'organiser pour faire évacuer les troupes et les approvisionnements. […] Le résultat, assez décevant, de cet entretien et d'une conversation ultérieure entre le Major Owen et le Chef des opérations [Schilling], est le suivant : le général Schilling a dit qu'il ne pouvait donner aucune assurance précise qu'Odessa pourrait être conservée, qu'il avait pour ordre de défendre la Crimée à tout prix et que ce serait à lui d'apprécier quels autres endroits devaient être défendus ».

[931] *Op. Cit.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.164

Semenov arriva plus tard aux États-Unis via le port de Vancouver, B .C. et se rendit à Washington où il s'entretint avec certain fonctionnaire américain et avec d'autres »[932]. Courageux au combat – il reçut l'ordre de Saint-Georges – tristement célèbre le long du Transsibérien pour sa cruauté « il mena la vie de ″partisan″ ; il opérait avec un petit détachement aux environs de la station ″Mandchourie″, se basant sur Kharbine ; il était financé par le général Horvath, chef du chemin de fer de l'Est chinois. C'est à ce moment que Semenoff trouva le moyen de se mettre en rapports intimes avec les autorités militaires japonaises de Kharbine[933]. Le général Filatieff ajouta dans la note en bas de page « que même jusqu'à nos jours [1932] ces relations avec Semenof subsistent et le but que les Japonais poursuivaient, en les maintenant, reste mystérieux ». Les intérêts personnels de Semenov oscillaient entre les Blancs, les Japonais qui savaient également se servir de lui et les bolcheviks. Dictionnaire et encyclopédie francophones mentionnent bien un Nikolaï Semionov (1896-1986), chimiste de renom et la ville de Semionov dans le district de Nijni-Novgorod, mais pas de Grigori Semenov (1890-1946). Peut-on déduire de ce silence qu'il est très parlant ? Depuis peu, Semenov (ou Semionov) apparaît sur l'écran de l'ordinateur[934].

Le colonel Lebedev avait été envoyé en Sibérie pour « y préparer un terrain favorable à la contre-révolution. Il [devint] plus tard chef de l'état-major de l'amiral Koltchak »[935]. Qui chargea Lebedev de cette mission ? C'est dans le Sud que se créèrent les premières Armées blanches et c'est dans ce Sud qu'intervinrent en premier les Anglais et les Français. Faut-il rappeler que Koltchak, fut d'abord nommé à Kharbine chef militaire du Chemin de fer de l'Est chinois dont, selon Filatieff, le général Horvath était propriétaire ? Il fut ensuite invité par les Anglais à se rendre à Omsk pour assurer le commandement de l'Armée blanche sibérienne mais aussi le gouvernement de Sibérie. Selon le général Rouquerol, « la dictature avait été l'œuvre des Anglais. Ce sont eux qui avaient mis l'amiral Koltchak au pouvoir, l'avaient soutenu »[936].Tout fut organisé en ce sens par les Alliés. En juillet 1919, l'Armée de Sibérie comptait 800 000 hommes, mais au cours de l'été, elle perdit en blessés, tués,

[932] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.79
[933] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 178
[934] https://fr.wikipedia.org/wiki/Grigori_Semenov , consulté le 30.6.2015
[935] *Op. Cit.*, GREY, Marina, et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968, p.108
[936] *Op. Cit.,* ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, p. 146

prisonniers mais surtout en déserteurs un demi-million d'éléments[937]. Avec l'amiral combattaient les généraux russes Lebedev, Kappel, Sakharov, Dieterichs, Ungern-Sternberg, Semenov et d'autres encore moins connus. Aussi bien les bolcheviks que les Alliés, voire les Tchèques, infiltraient leurs corps d'armée et causèrent ainsi non seulement le départ de nombreux soldats mais pis encore, la défaite de l'armée sibérienne. Tout fut fait pour son échec.

Quant à l'accusation portée contre la cruauté des Blancs, le chef de la mission militaire britannique auprès du général Denikine déclarait par exemple en juillet 1919 que les atrocités et diverses formes de crime résultant de l'administration Denikine sont entièrement fausses et dictées par la propagande bolchevique et allemande.[938] Sous ce régime de terreur infligé par Lénine, Trotski et leurs affidés, les actes de violence étaient commis par tous. Tuer des prisonniers était un acte terroriste, recruter une armée sous peine de mort était aussi une forme de terrorisme.[939] Mais regarder et laisser faire ne l'est-il pas aussi ? Le peuple était victime mais tous les responsables, spectateurs, étaient bourreaux. Car « toutes ces persécutions, tortures, meurtres, se poursuivirent pendant près de deux ans ***sans aucune protestation des puissances civilisées*** »[940].

[937] *Op. Cit.,* FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 3, Juillet 1932, p. 277
[938] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.81
[939] *Ibid.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.78
[940] *Ibid.,* LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.81, en italique et en gras dans le livre.



OFFENSIVES BLANCHES (1918-1920).

941

La carte ci-dessus révèle clairement les lieux d'intervention des Armées blanches. Tous les détails de leurs actions guerrières peuvent se lire dans différents ouvrages tels *Armées blanches* de Marina Grey et Jean Bourdier, où la fille de Denikine, née en 1919 à Krasnodar, retransmet sans aucun doute les mémoires de son père. L'*Histoire de l'Armée allemande* Vol. II, IV et V de Benoist-Méchin s'approche le plus de la vérité par l'exposition des faits et l'analyse qu'il en fait. Dans son livre *Die tschechischen Legionen*, le général Sakharov qui fut non seulement témoin oculaire mais également acteur de ce qu'il rédige, exprime toute son amertume ressentie face aux exactions et aux trahisons des Tchèques et des Alliés. Les lignes écrites par le général Rouquerol dévoilent qu'il était un officier scrupuleux et intègre, mais peu au courant de la réalité ; il faisait preuve de trop d'abnégation face à un général Janin qui ne bénéficiait pas de l'estime du général Sakharov, ni de celle du capitaine Bordes, Rouquerol tenta cependant de donner sa version objective de l'épisode de l'intervention des Alliés et associés dans *L'aventure de l'amiral Koltchak*. Le compte rendu d'Elsa Brändström neutre par sa nationalité et par son rôle en Russie, tire bénéfice non seulement du sens de l'observation de l'infirmière mais aussi de ce

941 *Op. Cit.,* BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande,* Tome IV*,* Paris, Albin Michel, 1964*,* p. 223 – Avec l'accord des Éditions Albin Michel

qu'elle vécut elle-même par son implication directe dans les événements ; elle profita sans doute aussi des renseignements recueillis ou entendus à l'ambassade de Suède où son père était diplomate. Bradley n'est pas objectif et il est préférable d'oublier Masaryk.

Nombre de prisonniers allemands combattirent aussi aux côtés des Armées blanches, pour les soutenir dans leur lutte contre le bolchevisme. Le jeune Junker allemand Erich Edwin Dwinger, engagé volontaire à dix-sept ans, le raconte dans *Mon Journal de Sibérie*[942] et dans *Entre les Rouges et les Blancs*[943], il y précise les péripéties de sa fuite, de son engagement auprès des Blancs pour combattre les Rouges et fournit de riches commentaires sur le contexte de la Russie après le coup d'État de Lénine en octobre/novembre 1917 et sur la guerre civile qui suivit. Les prisonniers, allemands et austro-hongrois, en théorie n'étaient pas concernés par cette guerre civile, mais ils s'y trouvaient totalement impliqués et se voyaient confrontés à de douloureux questionnements : « Et je pense que justement nous les prisonniers, nous avons diablement peu de raisons de marcher contre le tsarisme… […] on ne sait rien, on n'apprend rien. Les journaux mentent, chacun pour son parti. On tâtonne dans le noir. Si je donne raison aux Rouges, je fais peut-être réussir les pires utopistes et nihilistes. Si je soutiens les Blancs, je défends peut-être la plus noire inquisition, la plus sombre réaction. Que faire ? Que penser ? En ce pays, il n'y a que des extrêmes, et pas de milieu »[944]. Le chaos qui régnait dans cet empire défunt privait quiconque « du recul et de la sérénité d'esprit qui permettraient de juger les aspects du phénomène »[945].

Il ne convient pas ici de mentionner les Tchèques qui furent, par leur présence imposée et leur action, la ruine des Armées blanches, sur ordre des Alliés et associés.

Les prisonniers austro-hongrois italophones et le C.I.S.E.O.

À la fin du XIXe siècle, le vent du nationalisme que la politique avait fait souffler sur l'Europe éveilla bien des désirs, voire des revendications d'autonomie qui

[942] DWINGER, Edwin Erich, *Die Armee hinter Stacheldraht-Das sibirische Tagebuch*, Iena, Eugen Dieterichs Verlag, 1929
[943] *Ibid.*, DWINGER, Edwin Erich, *Entre les Rouges et les Blancs 1919-1920*, Paris, Payot Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la Guerre mondiale, 1931
[944] DWINGER, Edwin Erich, *Entre les Rouges et les Blancs 1919-1920,* Paris, Payot, 1931, p. 66
[945] NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Hachette, 1920, p. V

interpellaient surtout les Slaves – Polonais, Tchèques, Slovaques et Croates – de l'Empire danubien mais peu les hommes des régions italophones du Frioul oriental et du Tyrol du Sud. Dans les pays qu'il régissait, le règne des Habsbourg « présentait de nombreux aspects positifs que seuls des esprits fanatiques ne reconnaissaient pas »[946]. L'historien Corsini, après avoir rappelé les ″mauvais côtés″ de la restauration – pédanterie bureaucratique, administration et juridiction suspectes à cause de leur nature secrète, censure sourcilleuse, paternalisme autoritaire, ubiquité de la police et de la soldatesque, répression du mouvement libéral, procès politiques entre 1820 et1840 – souligne les côtés positifs dont le souvenir subsiste encore en Lombardie, à Venise et en Toscane, mais aussi dans le Tyrol et le Frioul. Aujourd'hui encore, les autochtones de ces deux dernières régions se rappellent, par leurs ascendants, le sens de l'ordre public, la sécurité des personnes, la conscience professionnelle incorruptible des fonctionnaires, l'égalité devant la loi, le respect avec lequel l'administration traitait les individus, parce qu'ils les ont gravés dans leur mémoire collective.

a) Frioulans et Trentins du Tyrol du Sud : des irrédentistes ?



Tyrol du Sud



Frioul oriental

(Réalisation personnelle)

Jamais le gouvernement de Vienne n'essaya de faire renoncer les « Italiens » à leur nationalité, à leur langue, à leurs traditions, à leur mode de vie, à leur culture. Il en allait de même pour les citoyens des autres nations. Le respect des langues, religions et cultures était inscrit dans la constitution. L'unité italienne devait attendre une insurrection – qui ne venait pas – ou bien une improbable décision

[946] *Op. Cit.,* FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 143, aussi pour Corsini.

gouvernementale de Vienne, ou encore une guerre. Ce que Rome choisit, sans tenir compte pourtant que,

> d'autre part, les Germains du Tyrol et les Slaves de l'Adriatique préféraient l'appartenance à l'Autriche à une domination italienne, tandis que de nombreux Triestins avaient peur de perdre la prospérité qu'ils avaient gagnée aux dépens de Venise, en devenant le plus grand port d'Europe centrale. Entre 1914 et 1917, la population de ces territoires fut divisée entre pro-italiens et pro-autrichiens, la question restant ouverte. En octobre 1918, les catholiques du Frioul se prononcèrent même contre l'attachement à l'Italie, tandis que les socialistes de Trieste[947] optaient pour une solution d'indépendance de la région. Mais la majorité activiste italienne se décida pour l'unification, faisant ainsi cadeau à l'Italie de problèmes de minorités qu'elle n'avait pas connus jusqu'alors.[948]

À cette majorité activiste italienne, qu'il faudrait prouver, adhérait une minorité intellectuelle et bourgeoise du Tyrol et du Frioul qui revendiqua pendant la guerre son italianité et son annexion à l'Italie. Le Pacte secret[949] de Londres du 26 avril 1915 ne ciblait pas la satisfaction de cette minorité mais les ambitions territoriales de la politique italienne. D'aucuns l'évoquèrent ensuite et même aujourd'hui comme étant la quatrième guerre d'indépendance ; Vincenzo Guanci la mentionne dans son analyse intitulée *Le royaume et l'Italie durant les guerres mondiales*, présentée par le dictionnaire Treccani :

> In Italia si affermò l'idea della guerra irredentista, per la liberazione di Trento e Trieste e per la completa indipendenza dall'Austria; ma assieme si fece strada il trionfo nazionalista della "quarta guerra d'indipendenza", la successiva rivolta contro la

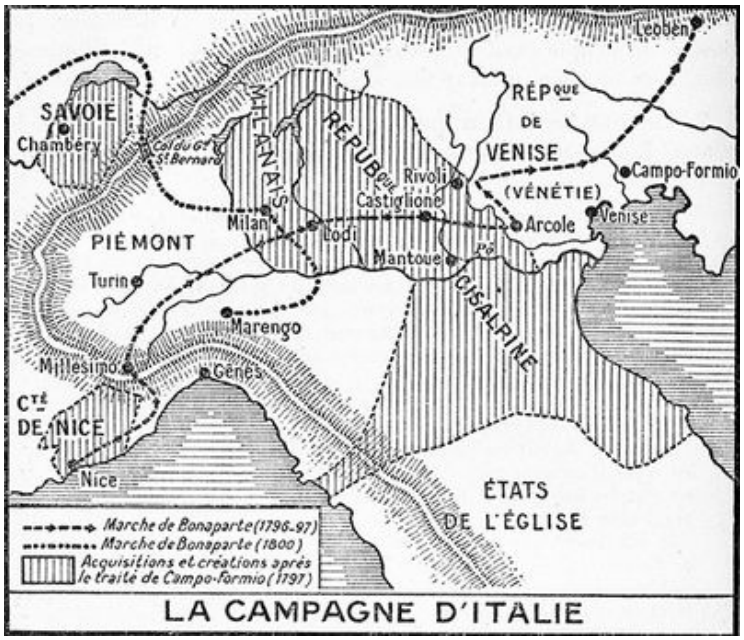
[947] *Ibid.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 275 : « Trieste n'a jamais été italienne ».
[948] *Ibid.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 145
[949] Secret, parce que le parlement italien, représentant d'un peuple majoritairement favorable au maintien de la neutralité du pays, ne fut pas informé ni consulté. Après avoir pris le pouvoir à l'automne 1917, les bolcheviks se firent un plaisir de publier dans le journal *Izvestia* ce document resté jusque là secret, afin de dénigrer encore davantage la politique étrangère du tsar et d'en révéler les intrigues. Le Pacte de Londres prévoyait qu'à dater du jour de la signature, l'Italie serait entrée en guerre aux côtés de l'Entente dans un mois et qu'en compensation elle recevrait, en cas de victoire, le Tyrol du Sud, le Frioul autrichien, l'Istrie sans Fiume qui appartenait à la Hongrie, une partie de la Dalmatie, des îles de l'Adriatique, le bassin houiller d'Antalya en Turquie ainsi que la confirmation de sa souveraineté sur la Lybie et le Dodécanèse. Le royaume d'Italie fit son choix et déclara la guerre à l'empire danubien le 23 mai 1915 avec entrée en vigueur le lendemain 24 mai[949]. Les troupes italiennes envahirent le Trentin et le Frioul dont les hommes se trouvaient déjà sur les fronts de guerre en Galicie et dans les Carpates depuis août 1914 pour défendre l'empire dont ils étaient citoyens.

"vittoria mutilata" e la presa di Fiume da parte di D'Annunzio, con la delegittimazione grave e profonda delle istituzioni, premessa non secondaria per il colpo di stato del 28 ottobre 1922 che portò il fascismo del cav. Benito Mussolini al potere.[950]

C'est la raison pour laquelle ils appelèrent abusivement ces régions des terres irrédentes et les prisonniers italophones que la mission militaire italienne alla ″récupérer″ en Russie, à partir de 1916, des irrédentistes. Une simple analyse étymologique du terme dévoile l'erreur. La racine de ce substantif est le verbe rédimer (du latin *redimere*) qui signifie « racheter », aussi bien dans le sens moral (rédempteur) que matériel. Or ces terres n'ont jamais été italiennes avant le 10 septembre 1919. Elles connurent une brève parenthèse française, partielle, sous Napoléon I[er][951] mais furent toujours autrichiennes. Appeler les citoyens austro-hongrois de ces régions des irrédentistes correspond à un abus sémantique et politique.

950 http://www.treccani.it/scuola/tesine/centocinquant_anni_anni_di_guerre_e_di_pace/guanci_guerre_mondiali.html , consulté le 3.7.2015 ; la Treccani est l'équivalent du Grand Robert : « En Italie s'affirma l'idée d'une guerre irrédentiste, pour la libération de Trente et Trieste et pour une totale indépendance vis-à-vis de l'Autriche ; mais en même temps faisait son chemin le triomphe nationaliste de la *″quatrième guerre d'indépendance″*, la révolte qui s'ensuivit contre la ″victoire mutilée″ et la prise de Fiume par D'Annunzio, avec la délégitimation grave et profonde des institutions, préambule non sans importance du coup d'État du 28 octobre 1922 qui donna le pouvoir au fascisme de Benito Mussolini ».

951 Napoléon créa en juin 1797 la République cisalpine http://napoleon.benoa.net/manuel.html consulté le 29.6.2015 aussi pour la carte et www.enciclopedia.it.msn.com/definizione.asp?id=17148&query=Napoleone+I+imperatore+dei+Francesi, consulté le 17.3.2012





1870

952

Rome ne voulait pas les appeler par leur citoyenneté austro-hongroise car c'eût été les reconnaître tels, ni ne pouvait les nommer italiens puisqu'ils ne l'étaient pas, jusqu'au 10 septembre 1919, ils devinrent donc, par commodité politique, des *irredenti*. En revanche, les Alsaciens-Lorrains étaient des irrédentistes[953], de même que les Savoyards de Chambéry ou les Niçois de l'ancien comté, mais pas ces Austro-Hongrois même s'ils appartenaient en grande partie à une ethnie italienne. Les auteurs Alberto Vittorio Spanghero e Roberto Cosma donnent de l'irrédentisme italien la meilleure définition :

> L'irredentismo fu un movimento culturale politico che sorse verso il 1880, il cui scopo principale era la redenzione delle terre per lingua e cultura italiana ancora soggette all'Austria. All'inizio del 1900 assunse un carattere nazionalista e guerrafondaio. Infatti l'ideale di estendere i confini dello Stato ovunque esistessero gruppi di gente della propria nazione fu spesso un pretesto per mascherare una vera e propria azione di conquista, cioè l'espressione più spiccata del nazionalismo, che, pur essendo un sentimento, se vogliamo nobile, finì per ispirare l'attivismo e la politica

952 https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Italy_1864_de.svg?uselang=fr , consulté le 5.8.2015, Auteur : Italy_1843.svg: User:Gigillo83; derivative work: User:Enok

953 Cf. Annexe Nr. 79

dell'imperialismo che servì nei primi anni Venti come base per il decollo dell'idea fascista. [954]

b) L'entrée en guerre du Royaume d'Italie

En 1914, lorsque la guerre éclata, le jeune Royaume d'Italie se trouvait encore dans la nécessité de consolider son identité nationale. La Triplice le liait à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, il s'agissait d'un pacte défensif face à l'alliance anglo-franco-russe. Les Empires centraux bénéficiaient d'une excellente réputation militaire et d'une grande influence politique, sans oublier leur puissance économique et leur envergure culturelle ; à côté d'eux, l'Italie faisait figure de parent pauvre et fragile. Elle devait trouver sa place au niveau international et se positionner par rapport aux grandes puissances européennes. Elle considéra que l'éclatement de la Grande Guerre était pour elle une opportunité. D'abord, comme l'y autorisait le traité de la Triple Alliance, elle déclara sa neutralité. Elle comprit toutefois que son intervention ou sa non-intervention dans ce premier conflit mondial pouvait jouer un rôle déterminant quant à l'issue de celui-ci. Elle engagea alors des négociations avec les Empires centraux mais aussi avec l'Entente. Parallèlement, en Italie, Mussolini, l'un des responsables du parti socialiste, comprit, ou fut invité à comprendre, que l'Italie avait intérêt à faire la guerre à l'Autriche. Alors qu'il avait d'abord adopté une attitude anti-interventionniste, il changea brusquement de position, quitta la direction du journal socialiste *l'Avanti*, et créa son propre journal *Il Popolo d'Italia* avec l'argent que lui fournirent son épouse Ida Dalser[955], l'Angleterre, la France et peut-être aussi la Russie et les Etats-Unis[956]. Il s'engagea alors dans une propagande interventionniste à travers l'Italie. Le gouvernement de Salandra obtint de la *Camera* les pleins pouvoirs pour entrer en guerre, malgré l'opposition des socialistes. Les pays belligérants de l'Entente avaient su trouver l'élément capable d'infléchir la politique intérieure de l'Italie. Le

---

[954] *Op. Cit.,* SPANGHERO, Alberto Vittorio et COSMA, Roberto, *Turriaco nella Grande Guerra, Ricordi e immagini novant'anni dopo*, Circolo Culturale e Ricreativo don Eugenio Brandl, Turriaco, 2009, p.12: "L'irrédentisme italien fut un mouvement culturel politique qui émergea vers 1880, son but principal était la rédemption des terres de langue et culture italiennes encore sujettes à l'Autriche. Au début de 1900, il assuma un caractère nationaliste et belliciste. En fait, le désir d'étendre les frontières de l'État partout où se trouveraient des groupes de gens de cette même nation italienne, fut souvent un prétexte pour masquer une véritable action de conquête, c'est-à-dire l'expression la plus aiguë du nationalisme qui, tout en étant un sentiment noble si l'on veut, finit par inspirer l'activisme et la politique de l'impérialisme qui, au cours des vingt premières années, servit de base à l'envol de l'idée fasciste".
[955] *Op. Cit.,* ZENI, Marco, *La moglie di Mussolini*, Trento, Edizioni Effe e Erre, 2005, pp. 62-63
[956] SMITH, Denis Mack, *Mussolini,* Milano, BUR Storia, 2008, p. 48 et ZENI, Marco, *La moglie di Mussolini,* Trento, Edizioni EFFE e ERRE, 2005, p. 96

Conseil Supérieur Interallié (C.S.I.) poursuivit d'ailleurs cette même attitude, même après la guerre, surtout pour les problèmes inhérents à Trieste et à l'Adriatique.

Dans le plus grand secret, Sydney Sonnino, alors ministre des Affaires étrangères, négocia avec l'Entente, et le 26 avril 1915, le Pacte fut donc signé à Londres par le marquis Guglielmo Imperiali, ambassadeur d'Italie, Sir Edward Grey pour le Royaume-Uni, Jules Cambon, ambassadeur de France, et le comte Alexander Benckendorff pour l'Empire russe. Ainsi, l'Italie entrait en guerre aux côtés des Alliés en échange du Tyrol et du Frioul, entre autres. Ignorante du contenu du traité et propagande aidant, l'opinion publique française informée par la presse de la décision de Rome s'enthousiasma. À titre d'exemple, le préfet du Pas-de-Calais envoya ce télégramme à ses sous-préfets : « À l'heure où l'Italie entre en lutte à nos côtés pour la défense du droit et de la liberté des peuples, je vous prie d'inviter les maires de votre arrondissement à pavoiser en son honneur »[957]. Ainsi, agissant au sud de l'Autriche, l'Italie permettait l'encerclement des Empires centraux aux côtés de la Russie qui les combattait à l'est. Mais elle se pliait aux directives de l'Entente, dans le but essentiel d'obtenir l'annexion des terres italophones au sud de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Pour ce faire, elle se servit également des soldats autrichiens de nationalité italienne. Ces hommes devinrent pour elle un outil politique.

Dès le début des hostilités, le gouvernement de Vienne avait envoyé ses soldats italophones défendre l'Empire sur le front austro-russe en Galicie et dans les Carpates, loin de leurs régions d'origine qui jouxtaient avec l'Italie, pour éviter toute tentation de désertion vers l'autre côté de la frontière. Le risque était toutefois mineur car, à titre d'exemple, parmi les Trentins du Sud du Tyrol, ils furent 700 à se battre pour l'Italie ou à entrer dans la *Legione Trentina*[958], alors que ceux qui persistèrent à porter l'uniforme austro-hongrois étaient 40.000[959]. Les premières batailles firent des milliers de prisonniers qui se retrouvèrent dans les camps de concentration russes. Déjà en 1914, le tsar Nicolas II avait proposé au roi Victor-Emmanuel III d'accueillir en

---

957 http://www.archivespasdecalais.fr/Activites-culturelles/Chroniques-de-la-Grande-Guerre/A-l-ecoute-des-temoins/Le-23-mai-1915-entree-en-guerre-de-L-Italie , consulté le 5.8.2015

958 *Op. Cit.*, MIORELLI, Aldo, *Le perdite militari trentine nella prima guerra mondiale*, in FAIT, Gianluigi (a cura di), *Sui campi di Galizia (1914-1917). Gli italiani d'Austria e il fronte orientale: uomini popoli culture nella guerra europea,* pp. 434-443, Trento, Museo storico della Guerra, 1997, 2004 : Les listes des volontaires ne sont pas fiables à cause des critères impropres adoptés pour les établir.

959 AGOSTINI, Piero, Préface in FANCESCOTTI, Renzo, *Talaianski*, Prigioneri trentini in Russia nella Grande Guerra, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 9

Italie[960] ces prisonniers italophones, voyant dans cette démarche un moyen de faire pression sur l'Italie, restée neutre, afin qu'elle se décide à combattre aux côtés de l'Alliance. Mais, accepter ces prisonniers signifiait donner refuge à des sujets autrichiens, et dans de nombreux cas, à des déserteurs. Le moment n'était pas encore venu. Dans les premiers mois de 1915, le tsar renouvela l'offre ; l'Italie prit son temps[961] afin de mieux calculer où était son avantage.

En Russie, les prisonniers austro-hongrois étaient les plus nombreux dans les camps de concentration parce que les soldats allemands du Reich[962] se partageaient entre deux fronts, l'un occidental et l'autre oriental. Les mêmes rivalités entre les différentes ethnies de l'Empire danubien – 50 % de Slaves, 25 % de Germains, 20 % de Hongrois – se retrouvaient dans les camps. Tyroliens et Frioulans italophones**,** minoritaires à 1,5 %, connaissaient aussi des frictions entre eux à cause de leurs différentes opinions politiques ; toutefois, la grande majorité des hommes de troupe se déclarait favorable à l'Autriche. Dans le camp de Tambov, les prisonniers appelés *irredenti* préféraient dormir dehors pour échapper à la surpopulation mais aussi à ces différends avec leurs concitoyens[963].

Ces événements ainsi que « la politique panslaviste russe fort soutenue par l'action des agents de ces Missions militaires de l'Entente provoquant des désertions dans les rangs de l'armée austro-hongroise »[964], attestent l'objectif de dislocation du vaste empire d'Autriche-Hongrie que poursuivait l'Entente. Non seulement elle le privait de ses forces militaires humaines, mais elle les dissuadait de rester autrichiens ou fidèles aux Habsbourgs. Alliés et associés semblaient avoir inclus dans l'ordre du jour de ce premier conflit mondial la destruction et le démantèlement de ce qui existait, afin de dominer et de pouvoir ensuite imposer une espèce de nouvel agencement géo- et socio-politique de la planète – s'agissait-il d'un nouvel ordre mondial ? – ; ceci

---

[960] *Op. Cit.*, FONTANA, Bruno, *Cervignano austriaca,* Cervignano, publié à compte d'auteur, 1994, p. 196

[961] *Op. Cit.*, ROSSI, Marina, *I Prigionieri dello Zar*, Milano, Mursia, 1997, p. 45 ; FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*., p. 57 ; FONTANA, Bruno, *Cervignano austriaca*, Edizione a cura di Bruno Fontana, 1994, p. 196 : "un moyen de faire pression sur l'Italie, restée neutre, afin qu'elle se décide à combattre aux côtés de l'Alliance. Mais, accepter ces prisonniers signifiait donner refuge à des sujets autrichiens, et dans de nombreux cas, à des déserteurs. Le moment n'était pas encore venu. Dans les premiers mois de 1915, le tsar renouvela l'offre ; l'Italie prit son temps".

[962] Empires centraux : 120 millions d'habitants dont 52 800 000 pour l'Autriche en 1914 et ca. 64 900 000 pour l'Allemagne en 1910.

[963] *Op. Cit.*, ROSSI, Marina, *I Prigionieri dello Zar*, Milano, Gruppo Ugo Mursia Editore, 1997, p. 48

[964] *Op. Cit.*, Marina Rossi p. 45

laisse planer le doute quant à l'éventuelle existence d'un plan et aux agissements d'une synarchie, difficilement prouvables. Non sans raison le président Théodore Roosevelt disait-il dans son programme électoral de 1912 que « derrière le gouvernement visible siège un gouvernement invisible qui ne doit pas fidélité au peuple et ne se reconnaît aucune responsabilité. Anéantir ce gouvernement invisible, détruire le lien impie qui relie les affaires corrompues avec la politique, elle-même corrompue, tel est le devoir de l'homme d'État »[965]. L'essayiste Jean-Pierre Deloux écrivit également dans la préface de l'œuvre de Balzac *Sur Catherine de Médicis* :

> Balzac est indéniablement passionné par l'histoire. Cette dernière résulte, selon lui, et il n'est pas le seul à le prétendre, de l'enchaînement des causes et des effets, et de leurs intrications. De plus, il va jusqu'à postuler le rôle fondamental des causes secrètes, des événements souvent d'apparence anodine qui échappent aux observateurs contemporains, aux chroniqueurs et mémorialistes et, bien sûr, davantage encore aux historiens. […] Comme d'autres historiens, Balzac est donc un tenant de la théorie qui veut que l'histoire (et plus particulièrement, celle des origines de la Révolution) soit la résultante du complot et de la conspiration, n'hésitant pas à y voir la patte des sociétés secrètes. Et, principalement, des *Illuminati de Bavière* ou, surtout, d'une partie de la franc-maçonnerie.[966]

c) La première mission militaire italienne et son action

Avec ce même désir de disloquer l'Empire danubien, le gouvernement de Rome entendait utiliser les milliers de détenus italophones retenus en Russie, pour agir, parallèlement aux Slaves. Il envoya donc une mission dont l'idée avait été initiée à Paris le 9 mai 1915 (cf. II.2.A). C'est ainsi que le 16 juin 1916, partit de Turin la *Missione militare italiana* mandatée par le ministère de la Guerre et celui des Affaires étrangères, et chapeautée par l'Entente. Ses bagages contenaient un abondant matériel propagandiste. Sa tâche consistait à rechercher et rassembler tous les prisonniers austro-hongrois italophones disséminés dans les différents camps de concentration

[965] RÜGGEBERG, Dieter, *Geheimpolitik, der Fahrplan zur Weltherrschaft*, p. 75 in VAN HELSING, Jan, *Les sociétés secrètes et leur pouvoir au 20ème siècle*, Gran Canaria – Spain, Ewertverlag, 1995, p. 84

[966] DELOUX, Jean-Pierre, *Balzac historien et visionnaire*, in BALZAC, Honoré de, *Sur Catherine de Médicis,* Paris, Les Éditions du Carrousel, 1999, pp. 5-6

russes, à les convaincre d'opter pour la nationalité italienne et de se battre contre l'Autriche, en échange de quoi ils seraient « rapatriés », c'est-à-dire amenés en Italie, ce qui n'était pas toujours spécifié, voire pieusement tu. Cependant, tous les prisonniers ne devaient pas aller dans le Royaume de Victor-Emmanuel III. Rassemblés dans les camps de Tambov, Moscou et Kirsanov, quelque 4 000 d'entre eux furent acheminés, en trois transports – un premier échelon de 1 663 hommes de troupe partit le 24.9.1916, un deuxième de 1620 éléments quitta Arkhangelsk le 1.11.1916 et le dernier de 664 prisonniers embarqua trois jours plus tard – vers Arkhangelsk, puis après avoir vu le port de Glasgow ou de Southampton et celui de Cherbourg ou de Brest, ils arrivaient en train à Turin ou Milan, via Lyon. À Turin, un camp les attendait où ils étaient placés en quarantaine. Par mesure d'hygiène corporelle et aussi pour les 'purifier' des idées révolutionnaires qu'ils rapportaient de Russie. Mais en Russie, la révolution de février-mars 1917 et les glaces qui bloquaient le port d'Arkhangelsk empêchèrent de poursuivre ces retours. Ils auraient pu cependant se faire à partir du port de Mourmansk épargné par les glaces, grâce l'influence positive du Gulf Stream. Pourquoi y avoir renoncé ? L'objectif poursuivi et justifié par cet empêchement consistait-il à emmener ces hommes ailleurs qu'en Italie ?

Quelques Austro-Hongrois slovènes et croates – leur mission promettait mais ne faisait rien – se joignaient parfois à leurs concitoyens italophones lorsque les membres de la mission italienne passaient convaincre ces derniers d'adhérer à la cause de Rome ; ils étaient alors *de facto* naturalisés et trouvaient ainsi l'opportunité de quitter la Russie. La grande majorité des prisonniers de Kirsanov choisirent d'être transportés en Italie seulement pour sortir de l'emprisonnement – où ils souffraient de la faim, du froid, du typhus et des poux, comme l'évoquaient leurs chants[967] – et pour se rapprocher de leur foyer. Écrire que « parecchie centinaia di italiani d'Austria che

[967] http://www.coro-ermes-grion.org/wp- content/uploads/2012/06/programmini60pdf.pdf Choeur "ERMES GRION", Monfalcone : Siam prigionieri, siam prigionieri di guerra / Siam su l'ingrata terra del suolo siberian / Siam sui paioni, siam sui paioni di legno / Di pulci è quasi un regno e di pidocchi ancor / Ma quando, ma quando la pace si farà / Ritorneremo contenti dove la mamma sta / Chiusi in baracca sul duro letto di legno / Fuori tempesta di freddo ma noi cantiamo ancor / Siam prigionieri, siam prigionieri di guerra / Lontana è la nostra terra dal suolo siberian : Nous sommes prisonniers, nous sommes prisonniers de guerre/Nous sommes sur la terre ingrate de Sibérie/Nous sommes sur des matelas, des matelas de bois/Qui sont le royaume des puces et des poux/Mais quand , quand se fera la paix/Nous retournerons contents là où se trouve notre maman/Enfermés dans des baraques sur le dur lit de bois/Dehors tempête le froid mais nous chantons encore/Nous sommes prisonniers…

hanno optato per la cittadinanza italiana vengono trasferiti nel loro nuovo paese... »[968] pourrait laisser croire qu'ils furent nombreux parmi les *irredenti* de Russie à vouloir devenir italiens, or, à titre d'exemple, sur 40 000 Trentins seuls environ sept cents soldats combattirent aux côtés des troupes italiennes et entrèrent dans la *Legione Trentina*[969]. Et tous ne venaient pas de Russie, plus d'un avaient franchi la frontière dans le Tyrol. D'autre part, ils n'étaient pas des Italiens d'Autriche mais des Autrichiens d'ethnie ou de nationalité italienne, ensuite dire qu'ils furent transférés dans leur nouvelle patrie, consiste à faire un procès d'intention. Voilà combien, par l'entremise de la mission italienne avec la complicité de l'Entente par les Tchèques et les Russes, arrivèrent en dessous des Alpes :

SPECCHIO DIMOSTRATIVO DEL MOVIMENTO IRREDENTI ITALIANI IN RUSSIA ED ESTREMO ORIENTE.

1915		Nuclei sparsi in tutti i campi di concentramento in Russia e in Siberia.
		Nessuna organizzazione per concentramenti di prigionieri di nazionalità italiana.
		Forza imprecisata.
1916		Campi di concentramento di Kirsanoff, Tamboff e Mosca (oltre 4.000).
	Rimpatri	(1° scaglione: Uff. 33 - Truppa 1663 [24-9-1916]).
		(2° » Uff. 45 - » 1620 [1-11-1916]).
		(3° » Uff. 26 - » 664 [4-11-1916]).
1917		Campo di concentramento di Kirsanoff.
	Rimpatri	Piccoli nuclei (150).
		600 provenienti da fronte rumena.
		600 trasferiti a Vologda.
		Scioglimento campo di concentramento di Kirsanoff.

970

En 1915, rien ne fut donc organisé pour les prisonniers de nationalité italienne retenus dans les camps de concentration russes. Quelque 4 000 hommes arrivèrent en Italie en 1916 et en 1917, six cents rejoignirent Kirsanov en provenance du front roumain, ils furent transférés à Vologda avec un petit groupe de 150 éléments.

La grande majorité des prisonniers austro-hongrois italophones qui refusaient la citoyenneté italienne étaient maintenus dans le statut de prisonniers de guerre ; afin de sortir des camps, ils travaillaient – les autorités civiles russes avaient même établi

968 PAOLI, Michel, *Scritture di guerra,* Rovereto, Edizione Osiride, 2001, p. 22

969 La *Legione Trentina* ne fut pas une légion de combattants mais une association coordonnée et dirigée par des combattants et des ex-combattants ; elle fut créée à Florence en 1917, pour soutenir moralement et matériellement les volontaires trentins (austro-hongrois) qui s'étaient enrôlés dans l'armée italienne. La maison d'éditions sus-mentionnée œuvrait en ce sens.

970 MINISTERO DELLA GUERRA, Commando del Corpo di Stato Maggiore, *L'esercito italiano nella Grande Guerra (1915-1918)*, Volume VII Le Operazioni fuori del territorio nazionale, Tomo I, Il Corpo di Spedizione italiano in Estremo Oriente, Roma, 1934, XII, p. 150, **pour les trois extraits des pp. 372, 383, 396 et 400 car il s'agit d'une seule page**. Domaine public.

pour eux un Livret de travail[971] – alors dans les campagnes, les usines ou chez les artisans. Pour le peuple russe dont, sans exception, tous les prisonniers louaient la gentillesse et la générosité[972], ils étaient des *Talianski*. La propagande italienne sut les trouver chez leur employeur. En voici un exemple.

Le jeune Prokajac, né en 1896 en Istrie, partit défendre sa patrie autrichienne en 1915. Il avait 19 ans. Il retranscrivit sous forme de notes son vécu en Russie. Prisonnier, il travaillait dans de bonnes conditions chez un commerçant de Jmskaja qui l'avait embauché. Le dimanche 1er juillet 1917, alors qu'il bénéficiait d'un jour de repos, son ami Toni lui apporta

> un opuscolo di propaganda che veniva diffuso fra i progionieri istriani, triestini, friulani, tirolesi, da una missione italiana in Russia. Erano poche le pagine : qui si invitavano tutti coloro che desideravano a partire per l'Italia, basta domandare permesso alle autorità russe che non fanno nessun ostacolo. Il centro raccolta dei prigionieri si trovava a Kirsanow nel governatorato di Tambow. Nell'opuscolo era scritto : il clima rigido della Russia non è adatto per voi, abituati al nostro clima più mite. Avrete un trattamento non come prigionieri ma come liberi cittadini, ognuno di voi potrà lavorare nel proprio mestiere, gli studenti che hanno interrotto gli studi per il servizio militare, potranno continuare gli studi in Italia, c'è un comitato che si interessa di loro.[973]

Alors les deux amis et quinze autres se laissèrent convaincre et partirent le 7 juillet 1917 et arrivèrent le lendemain à Kirsanov

> Ci hanno alloggiato in una caserma, ex cinema, due piani, grandi cameroni con i ″pric″ a due piani. Il giorno dopo ne sono arrivati ancora tanti come noi, chi dalle miniere e chi da altri campi. Verso mezzogiorno è arrivato il maggiore Manera in divisa italiana. Radunatici nel cortile davanti alla caserma ci ha tenuto un discorso, che ha detto tra l'altro che l'Italia si preoccupa per noi e fa tutto il possibile per raccogliere gli italiani

[971] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 81
[972] *Ibid.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 63
[973] *Op. Cit.*, PROKAJAC, Carlo, *Diario di Guerra di un adolescente*, Ronchi dei Legionari, Consorzio Culturale del Monfalconese, 2006, p. 86 : « un opuscule de propagande qui était distribué parmi les prisonniers istriens, triestins, frioulans, tyroliens, par une mission italienne en Russie. En quelques pages étaient invités tous ceux qui désiraient partir en Italie, il suffisait de demander l'autorisation aux Russes qui ne faisaient aucun obstacle. Le centre de rassemblement était Kirsanov dans la *goubernia* de Tambov. L'opuscule disait : le climat rigide de la Russie n'est pas fait pour vous qui êtes habitués à notre climat plus doux. Vous serez traités non comme des prisonniers mais comme des citoyens libres, chacun de vous pourra travailler dans sa profession, les étudiants qui ont interrompus leurs études à cause du service militaire, pourront les continuer en Italie, il y a un comité qui se soucie d'eux ».

irredenti, saremo i benvenuti. Le nostre terre saranno presto liberate. Chi applaudiva e inneggiava alla vittoria e chi chinava la testa, perché appena arrivati abbiamo sentito che circolavano le voci che un trasporto partito prima, i germanici l'avevano silurato. Il maggiore non ha detto quando si partirà.[974]

Prokajac ajouta que sur le dur sans même un peu de paille, ils dormaient, sans dormir, parce que dévorés par les punaises. Le matin ils avaient droit à du thé avec deux morceaux de sucre et à une livre de pain noir. À midi, encadrés, ils allaient manger des lentilles dans une autre caserne, le soir idem, et « e così tutti i giorni » (comme ça tous les jours). Ceux qui avaient un peu d'argent le dépensaient pour améliorer ce quotidien. La propreté de la caserne laissait à désirer. Les graffitis peints sur les murs disaient de haïr l'Autriche et louaient l'Italie. Ils apprirent la Marseillaise qu'ils devaient chanter en arrivant à Cherbourg ou à Brest. On les habilla de l'uniforme russe d'été, neuf. Un jour, Manera les invita à dépenser tout leur argent dont ils n'auraient plus besoin et que le change serait défavorable, mais de ne pas acheter de vêtements car à l'arrivée, tout serait brûlé, on les habillerait de neuf. C'était pervers, il est évident qu'ils ne devaient rapporter aucune preuve de leur séjour en Russie. Mais on ne parlait plus de départ, alors dégoûtés et désespérés, Prokajac et son ami Toni s'organisèrent pour fuir. Après de nombreuses péripéties, ils réussirent à retourner chez leur ancien employeur qui les accueillit. Mais au bout de quelques jours, on les avisa que la police les recherchait pour les ramener à Kirsanov[975]. Ils se cachèrent. Ces témoignages sont des preuves irréfutables de la manipulation exercée par la politique de Rome et de l'Entente.

Quant à Clemente Fedele, il raconta que, une fois en Italie, il travailla et « quando avevo firmato per venire in Italia avevo dovuto impegnarmi che avrei combattuto contro l'Austria ; altrimenti i russi non ci avrebbero lasciato andare via.

974 *Ibid.*, PROKAJAC, Carlo, *Diario di Guerra di un adolescente*, pp. 88-89 : « Ils nous ont logés dans une caserne, un ancien cinéma, deux étages, grandes chambrées avec des ″lits″ à deux étages. Le lendemain, beaucoup d'autres comme nous sont arrivés, qui des mines, et qui d'autres camps. Vers midi, le major Manera est arrivé en uniforme italien. Après nous avoir réunis dans la cour devant la caserne, il nous a tenus un discours qui disait entre autre que l'Italie se soucie de nous et fait tout son possible pour rassembler les Italiens irrédentistes, que nous serons les bienvenus. Nos terres seront bientôt libérées. Il y en avait qui applaudissaient et exaltaient la victoire et d'autres qui baissaient la tête, parce que à peine arrivés nous avons entendu des voix qui circulaient disant qu'un transport parti avant, les Germains l'avaient coulé. Le major n'a pas dit quand on partira ».
975 *Ibid.*, PROKAJAC, Carlo, *Diario di Guerra di un adolescente*, p. 100

Ma una volta in Italia nessuno poté obbligarci ad andare al fronte : solo alcuni scelsero di andare a combattere contro gli austriaci… »[976].

Luigi Prati est un cas d'un autre genre. D'une famille de la petite bourgeoisie, irrédentiste notoire, qui avait même accueilli chez elle le célèbre Battisti, il devint après la guerre membre des *"camicie nere"* (chemises noires), puis, dégoûté, après avoir dit au podestat (appellation donnée au maire sous le régime fasciste) local tout son mépris de Mussolini, partit travailler comme maçon en Uruguay[977].

Ces témoignages sont des exemples révélateurs de ce que fut l'enrôlement des soi-disant irrédentistes. Il convient de retenir que la grande majorité signait pour quitter la vie de prisonniers. Quelques-uns réussirent à rentrer, de leur propre initiative. Par exemple, au début du mois d'octobre 1918, les hommes de l'Empire danubien apprirent que les prisonniers austro-hongrois italophones, les blessés et ceux qui avaient plus de quarante ans étaient rapatriés. Andreatta di Canova et ses amis se présentèrent au consulat autrichien. Ils y passèrent une visite, furent désinfectés et mis dans un train de la Croix Rouge. D'autres prirent le train en mars 1918, après le traité de Brest-Litovsk, et arrivèrent à Kursk près de la frontière ukrainienne. Les Gardes rouges (c'étaient des Tchèques) les bloquèrent et les renvoyèrent presque jusqu'à Moscou. Bien sûr, ils ne devaient pas rentrer en Autriche, l'œuvre de destruction ne tolérait aucun entracte. Alors ils prirent un autre train et connurent le même scenario, mais cette fois les Gardes rouges tchèques leur proposèrent d'entrer dans leur corps comme volontaires, ce qu'ils acceptèrent. On leur donna uniforme et armes, et ils firent la cuisine pour des centaines d'ouvriers, hommes et femmes, qui travaillaient dans les champs. Au bout de deux mois, après s'être constitué une provision, ils réussirent à tenter un retour pour la troisième fois. Il s'agit d'exemples qui prouvent que les italophones autrichiens ne rêvaient pas tous de l'Italie, loin s'en faut.

Après la prise du pouvoir par Lénine, Luigi Zampar profita des quelques semaines de liberté accordées par la nouelle politique, traversa d'abord la Sibérie jusqu'à Vladivostok et de bateaux en trains arriva à Gênes puis chez lui dans le Frioul

---

[976] *Op.Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 71 : "Lorsque j'avais signé pour venir en Italie, j'avais dû m'engager à combattre l'Autriche, sinon les Russes ne nous auraient pas laissés partir. Mais une fois arrivés en Italie, personne ne put nous obliger à aller au front : quelques-uns seulement choisirent d'aller se battre contre les Autrichiens… ».

[977] *Ibid.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 51 et les autres exemples.

pour se retrouver non plus en Autriche-Hongrie mais en Italie. Le tour du monde avait duré longtemps. Marco Cusma[978] se mit en route le lendemain du traité de paix du 3 mars, il était emprisonné depuis juin 1916 en Russie occidentale et avec des moyens de fortune il réussit à retrouver sa famille près de Trieste le 3 octobre 1918. Pendant son absence, son épouse avec six enfants avait perçu du gouvernement autrichien des subsides militaires. Pour ces deux soldats, le désir de retrouver leur famille n'effleurait pas même la question de la citoyenneté.

La *littérature* des prisonniers austro-hongrois en Russie est précieuse, elle est un véritable témoignage de ce qu'ils vécurent durant ces années de captivité, leurs écrits éclaircissent et rétablissent l'authenticité des événements, car

> le scritture popolari costringono gli storici a lasciare da parte la storia un po' astratta dell'uomo e della sua civiltà, per fare i conti con la storia di uomini realmente esistenti o esistiti che nascono e muoiono, che si legano tra loro con forti sentimenti di amore e di odio, che agiscono mossi da rappresentazioni e pulsioni soggettive, che sono immersi in una materialità fisica e biologica.[979]

Le *Diario di guerra di un adolescente* (Journal de guerre d'un adolescent) a été rédigé par Carlo Pokrajac en 1965 sur la base de toutes les notes qu'il avait prises entre 1915 et 1919, l'année de son retour. Il écrivit lui-même qu'il ne savait pas pourquoi il terminait en 1965 ces notes commencées cinquante ans plus tôt en « mentionnant seulement les choses vues, senties, éprouvées, puis j'ai ajouté mon jugement sur tout cela selon l'idée que je m'en étais faite »[980]. Alessandro Morena explique dans le prologue que ce manuscrit a été réalisé en 1965, lorsque l'auteur était âgé de 69 ans, et qu'il avait traversé l'expérience du fascisme et d'une autre guerre, de la résistance armée en Istrie et du second après-guerre. Il est donc clair que ce récit parvenu aux Archives de la Mémoire du *Consorzio culturale del Monfalconese* est le résultat d'un processus dynamique de réélaboration qui ne peut faire abstraction du vécu des

---

[978] *Op. Cit.*, SPANGHERO, Albert Vittorio et COSMA, Roberto, *Turriaco nella Grande Guerra*, Turriaco, Circolo Culturale e Ricreativo don Eugenio Brandl, 2009, p. 190 et courriel de ZAMPAR, Roberto du 25.03.2012.

[979] *Op. Cit.*, ANTONELLI, Quinto, *I dimenticati della Grande Guerra*, p. 264 : « les écrits populaires obligent les historiens à mettre de côté l'histoire un peu abstraite de l'homme et de sa civilisation, pour régler ses comptes avec l'histoire d'hommes qui existent ou ont existé réellement, qui naissent et meurent, qui s'attachent les uns aux autres par de forts sentiments d'amour et de haine, qui agissent sous l'effet de représentations et de pulsions subjectives, qui sont immergés dans une matérialité physique et biologique ».

[980] *Op. Cit.*, PROKAJAC, Carlo, *Diario di guerra di un adolescente,* Ronchi dei Legionari, Consorzio Culturale del Monfalconese, Archivio della memoria, 2006, p. 5

cinquante années qui séparent la matérialité de l'expérience et l'immédiateté du témoignage, à partir du moment de sa transcription effective. La projection, dans le texte, de considérations et réflexions maturées au cours des années, les interprétations, les représentations et les autoreprésentations, fruit du parcours naturel de la mémoire et de la relecture du passé dans le processus de réélaboration à la suite des faits racontés, est une caractéristique physiologique des sources subjectives. Loin de constituer un élément de mystification, la reconstruction de la mémoire à travers les éléments symboliques, les retentissements littéraires, les soulignements et les "inventions", représente une forme d'enrichissement et une importante stimulation de la réflexion pour le lecteur attentif et pour le chercheur intéressé par ce particulier genre de sources[981].

Mentionner ces récits ou écrits conduit à l'essai de Walter Ong qui évolue scientifiquement dans un espace englobant la psychologie des processus cognitifs, la linguistique de l'histoire et les disciplines humanistes, trace l'histoire des différentes étapes du cheminement de l'humanité dans son évolution la menant de l'oralité à la totale intériorisation de l'écriture. Selon Ong, « è stata l'introduzione della scrittura, la prima forma di tecnologia della parola, a trasformare la coscenza degli uomini, producendo nuovi modelli di pensiero che hanno reso possibile l'enorme sviluppo della cultura »[982] – et il ajoute que l'invention de l'imprimerie et la diffusion de l'ordinateur sont aujourd'hui des points de changement analogues, tout en soulignant que, paradoxalement, l'ordinateur est en train de provoquer le retour à une forme d'oralité secondaire dans la civilisation contemporaine. Comment alors ne pas évoquer les autres témoignages laissés par les prisonniers revenus au bercail, entre autres ceux oraux recueillis par de patients historiographes attentionnés, tels que Renzo Francescotti qui comprit l'importance et la richesse de la mémoire individuelle de ces survivants de la Grande Guerre : soixante ans après leur retour, entre l'automne 1976 et l'été 1979, il sut les écouter, enregistrer leurs récits, il s'enrichit des témoignages entendus pour les retranscrire et les offrir ensuite à la mémoire collective, convaincu qu'« una comunità senza memoria è una comunità senza storia, ovvero non è più una

[981] MORENA, Alessandro, in *Ibid.*, PROKAJAC, Carlo, *Diario di guerra di un adolescente,* Ronchi dei Legionari, Consorzio Culturale del Monfalconese, Archivio della memoria, 2006, p. 7

[982] ONG, Walter J., *Oralià e scriturra-La tecnologia della parola*, Bologna, il Milino, 1986, (dos de la couverture) : « ce fut l'introduction de l'écriture, la première forme de technologie de la parole, qui transforma la conscience des hommes, en produisant de nouveaux modèles de pensée qui ont rendu possible l'énorme développement de la culture ».

comunità ! »[983]. Peut-être le temps avait-il aidé ces ex-prisonniers de guerre à guérir du traumatisme qu'ils avaient subi et qui avait bloqué en eux tout désir de se souvenir et de raconter[984] ; il est bien connu que « rien n'est plus difficile à un homme que de s'exprimer lui-même »[985].

En 1917, les événements révolutionnaires de février-mars modifièrent profondément la situation de ces soldats : au nom de la liberté des peuples, ils purent en un premier temps sortir des camps, mais rapidement, Lénine comprit que les prisonniers représentaient une force de travail non négligeable dont avait besoin la Russie. Les grosses fermes, les commerçants et les usines tenaient à garder cette main-d'œuvre bon marché. Après l'envoi en Italie, et non pas « *rimpatriati* »[986] (rapatriés), de quelque dix mille prisonniers austro-hongrois italophones en moins de trois ans, après l'évacuation et la fermeture du camp de Kirsanov, le 24 décembre 1917, et après le déchaînement du bolchevisme, la mission militaire italienne dut mettre un terme à ses activités soi-disant humanitaires, elle fut dissoute.

Manera, Bassignano, Bazzani sont les noms les plus connus des membres de cette première mission italienne, qui cherchèrent et rassemblèrent les *irredenti*. Cependant, celui d'Andrea Compatangelo ne peut être ignoré. Les avis divergent à son sujet. Une publication de l'*Ufficio storico della guerra* dit de cet étrange personnage qu'il était comptable et jouait le rôle de correspondant du journal italien socialiste l'*Avanti!* dans la ville de Samara. Il y organisa une formation militaire en utilisant les prisonniers *irredenti*. En revanche, le lieutenant Bazzani, membre de la mission militaire italienne en Russie, écrivit que Compatangelo était « venu de Naples en Russie pour y exercer une activité commerciale dont l'arrivée du bolchevisme

---

[983] PETIZIOL, Paolo, Presidente Associazione Culturale Mitteleuropa, in *Op. Cit.*, SPANGHERO, Alberto Vittorio, COSMA, Roberto, *Turriaco nella Grande Guerra-Ricordi e immagini novant'anni dopo*, Turriaco, Circolo Culturale don Eugenio Brandl, 2009, p. 5 : « Une communauté sans mémoire est une communauté sans histoire, ou bien elle n'est plus une communauté ».

[984] GENEST, Philippe, psychologue à Paris écrit dans son courriel du 18.4.2012 : « Il est vrai, que devant les horreurs qu ils ont vécues, peu racontaient leur propre histoire. Le choc ou trauma était si fort qu'il constituait un refoulé du souvenir afin de préserver leur équilibre mental. Ceux qui étaient faibles psychologiquement avaient des remontées du refoulé avec des risques traumatiques les conduisant vers la folie, l'isolement. En ce qui concerne mon grand-père de retour de quatre ans de guerre en tant qu'artilleur, il garda un silence durant tout le reste de sa vie de peur que les souvenirs ne redeviennent réels ».

[985] BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 141

[986] *Ibid.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, p. 159

l'avait privé »[987]. Il s'autoproclama capitaine le 22 août 1918[988] et nomma le même jour son bataillon ″irrégulier″ *Battaglione irregolare Savoia* – en l'honneur de la maison de Savoie – , il le mit à la disposition des Tchèques qui agissaient contre les bolcheviks le long du Transsibérien[989]. Assisté du lieutenant Gressan de Trieste, il commanda trois cents hommes –quelques textes mentionnent huit cents – majoritairement des Trentins, dont une dizaine d'officiers. Les hommes portaient un uniforme gris-vert, c'est-à-dire italien. Qui procura ces uniformes à Compatangelo ? Pourtant, selon Mendoza, les hommes du Battaglione Savoia étaient vêtus de l'uniforme russe, sale et élimé, leur équipement était insuffisant, les officiers en partie improvisés et parfois russes comptaient dans leurs rangs[990]. Quant au général Mautone, il raconta, entre autres péripéties, que Compatangelo avait trouvé les uniformes italiens à Krasnoïarsk, ville dont il avait été le dictateur pendant quarante-cinq jours tandis qu'il attendait l'arrivée du Corps expéditionnaire italien commandé par le lieutenant-colonel Fassini Camossi[991]. Bazzani affirma que « il ten. col. Fassini Camossi però non volle ammettere nel R. Corpo di spedizione né il Compatangelo né i suoi uomini, che furono invece diretti al deposito di Vladivostok»[992]. Bazzani reconnut cependant que ce Bataillon irrégulier s'était battu courageusement sur la Volga et dans l'Oural aux côtés des Volontaires de Samara et des Tchéco-Slovaques pour le bien de la Russie et par solidarité avec l'Entente. Tous les hommes du bataillon furent intégrés à la *Legione Redenta*, stationnée à Vladivostok, ou plus exactement hébergée dans le camp de Gornostai. Il est toutefois permis de se demander comment Compatangelo put se faire capitaine, former un bataillon et avoir le soutien des autorités tchéco-slovaques. Qui le finançait ? Journaliste, il ne devait pas l'être parce que son nom ne figure pas dans les archives du journal *Avanti!*, interrogé. Il se serait battu avec les Tchèques, les

---

[987] *Op. Cit.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, p. 273

[988] *Op. Cit.*, CAMINITI, Alberto, *Gli irredenti in Siberia 1918-1920*, Genova, Liberodiscrivere, 2011, p. 69

[989] Op. Cit., , Antonio, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri", 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 92

[990] MENDOZA, Roberto, *Andrea Compatangelo Un capitano dimenticato*, Roma, Aracne editricie, MMXIV, p. 144

[991] Op. Cit., , Antonio, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa, La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni Neri", 1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, pp. 94-95

[992] *Op. Cit.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice ″Legione Trentina″, 1933, pp. 273-274 : "Le lieutenant-colonel Fasini-Camossi ne voulut cependant pas admettre dans le Corps expéditionnaire de la Royauté, ni Compatangelo, ni ses hommes qui furent en revanche dirigés vers le dépôt de Vladivostok".

Volontaires et le capitaine Bordes à Kazan ; ce dernier aurait ensuite envoyé à son sujet une attestation élogieuse au chef de la mission italienne à Vladivostok.

Francesco Randazzo de l'Office historique de l'état-major de l'armée, à Rome, mentionne que certaines lettres de témoins de la mission italienne en Sibérie décrivent Compatangelo comme un affairiste sans pitié, qui, avec un groupe de militaires de la pire espèce, aurait commis toutes sortes d'infamies envers les populations locales, laissant derrière lui une image négative du soldat italien. Si Compatangelo était un agent secret, il est possible qu'il ait agi sous le couvert de rassembleur des prisonniers à récupérer pour l'Italie. Ces scélératesses qu'il commit envers la population russe permirent de dire ensuite qu'il s'agissait des mésactions des Blancs, puisqu'il se battait officiellement contre les Rouges. S'agissait-il d'une manœuvre politique pour discréditer les Blancs ? Avait-il été commandité pour agir de la sorte ? Par qui ? Roberto Mendoza, ancien magistrat, a pourtant voulu redonner récemment une certaine aura à ce capitaine Compatangelo. L'annexe 7 de son ouvrage révèle un certificat délivré par le commandant du Bureau de Contre-Espionnage militaire près l'état-major général de l'armée populaire russe – authentique ? – :

> Concesso al Capitano dell'Esercito Italiano A. Compatangelo allo scopo di certificare che Egli col (*illisible*) Battaglione, si trova in servizio effettivo nella sezione militare del Contro Spionaggio del Generale Quartier-Meister dello Stato Maggiore del Comandante degli Eserciti operanti sul Fronte del Volga, ciò che attesto coll'apposizione della mia firma e del Siggillo di Stato.[993]

Un prisonnier austro-hongrois, originaire du Trentin, témoigna aussi que les Tchèques (*i soldati boemi*), accompagnaient les captifs au camp de Samara où ils étaient triés selon les nations puis conduits dans des baraques où ils souffraient du froid et de la faim et des poux. Quinze jours après, passa un capitaine italien qui les obligea – ce qui prouve que les prisonniers italophones n'avaient pas toujours le choix – à le

[993] *Op. Cit.*, MENDOZA, Roberto, *Andrea Compatangelo Un capitano dimenticato*, Roma, Aracne editricie, MMXIV, p. 166 : "Concédé au capitaine de l'armée italienne A. Compatangelo dans le but de certifier que lui et (peut-être son) Bataillon, se trouve en service effectif dans la section militaire du contre-espionnage de l'intendant général de l'état-major du commandant des armées opérant sur le front de la Volga, ce que j'atteste en apposant ma signature et le sceau de l'État".

suivre pour être soldats, ce qu'ils ne voulaient pas. Ils durent obéir et prendre le train avec ce capitaine pour aller à la recherche d'autres prisonniers en Sibérie[994].

Décédé le 24 novembre 1932 à Shanghai où il avait tenté de monter une affaire commerciale qui ne réussit pas, Compatangelo, capitaine autoproclamé, peut-être agent spécial de l'Italie, n'obtint jamais la moindre reconnaissance du gouvernement italien, contrairement à son officier adjoint, « il valoroso ufficiale Gressan Mario, organizzatore del Battaglione Savoia in Russia e Siberia, per la grande opera svolta »[995]. La non-reconnaissance de Compatangelo par le gouvernement de Rome permit au lieutenant Gressan d'en bénéficier de la gloire. Le cas de Compatangelo qu'aucun texte italien abordant l'épisode sibérien ne manque de citer, prouve combien il est facile de créer un héros, voire un mythe, sans être vraiment sûr de l'identité du personnage. Il ne s'agit pas là d'un cas unique.

d) Les prisonniers austro-hongrois italophones récupérés

Que devinrent les quelque 4 000 prisonniers austro-hongrois italophones que Rome avait récupérés en 1916 pour les envoyer en Italie ? En 2011, avec pathos, mais aussi dans l'erreur, Caminiti évoque « un commosso ricordo per i tremila e più fratelli italiani che per puro spirito di patria, indossarono il grigio-verde nelle immense distese ghiacciate della Russia, scegliendo col cuore una nuova Patria a cui essi e le loro famiglie anelavano »[996]. Bazzani, l'un des membres de la *Missione militare italiana* en Russie reconnut pourtant qu'en mai 1916, après presque un an d'efforts, parmi les 3 250 irredenti rassemblés et disposés à être transportés en Italie, seule une petite minorité d'entre eux, quelques centaines, finirent par s'enrôler dans l'armée italienne et entrèrent dans la *Legione Trentina*[997], parce que « la stragrande maggioranza degli

---

994 *Ibid.*, [994] MENDOZA, Roberto, *Andrea Compatangelo Un capitano dimenticato*, Roma, Aracne editricie, MMXIV, p. 39

995 *Op. Cit.*, CAMINITI, Alberto, *Gli irredenti in Siberia 1918-1920*, Genova, Liberodiscrivere, 2011, p. 139 : "le valeureux officier Gressan Mario, organisateur du Battaglione Savoia en Russie et en Sibérie, pour la grande œuvre accomplie".

996 *Ibid.*, CAMINITI, Alberto, *Gli irredenti in Siberia 1918-1920*, Genova, Liberodiscrivere, 2011, p. 85 : " un souvenir ému tourné vers les plus de trois mille frères italiens qui, par pur sens de la patrie, revêtirent l'uniforme gris-vert dans les immenses étendues glacées de la Russie, choisissant avec le cœur une nouvelle Patrie à laquelle eux et leurs familles aspiraient".

997 *Op. Cit.*, MIORELLI, Aldo, *Le perdite militari trentine nella prima guerra mondiale*, in FAIT, Gianluigi (a cura di), *Sui campi di Galizia (1914-1917). Gli italiani d'Austria e il fronte orientale: uomini popoli culture nella guerra europea,* pp. 434-443, Trento, Museo storico della Guerra, 1997, 2004 : Les listes des volontaires ne sont pas fiables à cause des critères impropres adoptés pour les réaliser.

″irredenti″ scelse di essere trasportata in Italia solo per liberarsi dalla prigionia e avvicinarsi alle proprie case »[998]. Mais après la guerre, le pouvoir fasciste manipula l'opinion italienne donnant une tout autre version :

> Ed i Trentini e i Giuliani, raminghi e dispersi, hanno fatto ritorno ai loro paesi liberati, per prendervi il posto di effettivi cittadini d'Italia: di cittadini probi, onesti, operosi; di cittadini giustamente orgogliosi di aver visto risorgere, anche mercé il loro contributo entusiastico e fattivo, l'Impero di Roma, tenacemente voluto dal genio del Duce; di sudditi devoti e fedeli del Re Vittorio Emmanuele III, tre volte vottorioso.[999]

dont s'est probablement inspiré Caminiti. Une politique volontariste peut dire, écrire et imposer ce qu'elle veut, elle s'appelle de la manipulation ou plus modestement de la désinformation.

Après avoir opté pour la nationalité italienne, ces hommes qui croyaient pouvoir rentrer chez eux changeaient de statut : en tant qu'Italiens – par une signature sur une feuille de papier – ils devenaient amis de la Russie mais ennemis de l'Empire danubien. C'est la raison pour laquelle l'administration russe ne leur créait aucune difficulté ; les gardes-chiourmes étaient tchèques, ils les obligeaient ainsi à jouer le même rôle destructeur envers l'Autriche-Hongrie. Mais leur situation s'avérait délicate pour ces italophones en Russie où ils cotoyaient leurs co-nationaux restés fidèles à l'empereur autrichien. Et en Italie ? Mais voyaient-ils vraiment dans le Royaume de Victor-Emmanuel III leur nouvelle patrie ? Pour ces soldats qui avaient connu les souffrances du front et de l'emprisonnement, la patrie n'avait pas d'autre sens que celui qu'écrivit l'un d'eux, humblement, dans son modeste langage parlé :

> Io lasio memoria della mia conoscenza a quanto so, e che o visto: che la patria per la povera gente e il mondo intiero, dove si sta bene e patria; la casa sua i genitori, molie e fili queli sono la patria, e il resto e nulla altro che odio, colera ed invidia: a questo

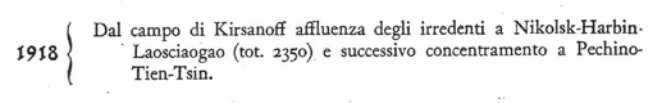
---

[998] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 60 : « La très grande majorité des ″Irrédentistes″ choisit d'être transportée en Italie seulement pour se libérer de l'emprisonnement et pour se rapprocher de leurs maisons ».

[999] MOLIGNONI, Annibale, *Trentini prigionieri in Russia*, Torino, SEI, 1920, in *Ibid.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 62, Note 1 : « Et les Trentins et les Juliens, vagabonds et dispersés, sont revenus dans leurs contrées libérées, pour y prendre leur place de véritables citoyens de l'Italie : de citoyens probes, honnêtes, travailleurs ; de citoyens à juste titre orgueilleux d'avoir vu renaître, également grâce à leur contribution enthousiaste et efficace, l'Empire de Rome, fermement voulu par le génie du Duce ; de sujets dévots et fidèles du Roi Victor Emmanuel III, trois fois lvainqueur ».

mondo lunica cosa e quella di amarsi e volersi bene, e aiutarsi scambievolmente e compatirsi lun l'altro.[1000]

Les bouleversements sociopolitiques de 1917 en Russie furent cause de difficultés et servirent de prétexte au Major Manera à Kirsanov pour déclarer aux hommes épuisés et déprimés, travaillés par la propagande bolchevique, que le transport vers le port d'Arkhangelsk ne pouvait plus se faire, à cause des glaces qui le bloquaient. Il obtint des autorités russes que les 2 350 ex-prisonniers d'ethnie italienne soient emportés par le Transsibérien à Kharbine en Mandchourie puis de là à Vladivostok et à Tien Tsin :


1918 Dal campo di Kirsanoff affluenza degli irredenti a Nikolsk-Harbin-Laosciaogao (tot. 2350) e successivo concentramento a Pechino-Tien-Tsin.

À partir du 18 décembre 1917, le transport des plus de deux mille hommes s'échelonna par petits groupes, sur quinze jours, à bord de chaque train allant vers l'est. Le major Manera partit avec les derniers. Il avait auparavant instruit les prisonniers quant au voyage sur le Transsibérien : en cours de route ils subirent divers contrôles de papiers d'identité ou de transport, effectués, selon l'endroit, soit par des bolcheviks ou par des cosaques anti-maximalistes. Quoique officier militaire, son rôle continuait d'être essentiellement politique, car Manera savait pourquoi ces hommes étaient attendus à l'extrémité orientale de la Russie. À son niveau, il ne pouvait pas ne pas connaître l'objectif du gouvernement contenu dans le courrier que Sonnino, ministre des Affaires étrangères, envoya le 18 janvier 1918 à Orlando, Président du Conseil, il concernait les *irredenti*.

Les premiers arrivés à Vladivostok le 12 janvier 1918, furent accueillis à la gare par le consul anglais qui remit 180 roubles à chacun ; aucun représentant de la diplomatie italienne n'était présent. Ceux qui avaient opté de s'engager dans l'armée reprirent un autre train pour Nikolak d'où ils repartirent le 5 février pour une autre halte à Harbin où ils restèrent jusqu'au 31 mars. Pendant ce temps le major Manera

[1000] Bollettino del Museo trentino del Risorgimento, 3, 33 (1984), pp. 21-22 : "Je laisse mémoire de ma connaissance pour ce que je sais et ce que j'ai vu : que la patrie pour les pauvres gens et le monde entier, là où on est bien, c'est la patrie, sa maison, ses parents, sa femme et ses enfants, c'est eux la patrie, et le reste n'est rien d'autre que haine, colère et envie : dans ce monde, la seule chose, c'est de s'aimer et de vouloir le bien, c'est de s'entraider et d'avoir de la compassion pour les autres".

s'était rendu à Pékin, il lui fallait obtenir pour ses hommes l'autorisation de traverser la Chine afin de se rendre à Tien Tsin. Le train parti de Lao-Chao-Gao le 7 avril 1918, les emporta en compagnie d'un officier japonais, et les laissa à Chang-Hai-Kuan trois jours plus tard. Deux cents prisonniers devenus italiens, habillés d'un uniforme neuf de l'armée d'Italie les attendaient à la gare. Un dernier train les conduisit le même jour à Tien Tsin. C'était le 10 avril 1918, Manera les accueillit, les conduisit à leur caserne où ils retrouvèrent une vie normale. Dès le lendemain matin, de 6 heures à 8 heures ils pratiquaient un entraînement militaire et le 1er août ils appartenaient officiellement à l'armée royale italienne et commencèrent à toucher une solde. Une fête officialisa le 15 août leur nouveau statut[1001].

À Lao Chao Gao, le lieutenant Bazzani répartit les hommes. La plupart atteignirent le port de Vladivostok à côté duquel le camp de Gornostai accueillait tous les prisonniers austro-hongrois italophones qui affluaient de Kirsanov ou d'ailleurs. Ceux qui avaient opté pour l'Italie entraient dans la *Legione Redenta*, les autres continuaient d'être des prisonniers de guerre. Le petit millier restant fut dirigé sur Pékin et vers la concession italienne de Tien Tsin, où le major Manera accueillit les hommes le 10 avril 1918[1002]. Une partie intégra le C.I.S.E.O., le Corps expéditionnaire italien arrivé de Naples.

- **Le corps expéditionnaire italien (C.I.S.E.0.)**

En complément ou en parallèle de la première, dirigée par le général Bassignano et ensuite par Manera, l'autre mission militaire italienne, le C.I.S.E.O., *Corpo Italiano di Spedizione in Estremo Oriente*, arriva sur la concession italienne de Tien Tsin le 2 septembre 1918. Pourquoi lorsqu'il évoque Tien T'sin[1003] (aujourd'hui

[1001] *Op. Cit.*, MAUTONE, Antonio, generale Div. Alp., *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa – La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni neri"1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, pp. 55-68

[1002] *Ibid.*, MAUTONE, Antonio, generale Div. Alp., p. 60

[1003] http://www.herodote.net/Quel_avenir_pour_les_concessions_occidentales_-article-244.php consulté le 25.4.2013 : "Clôturant la Seconde guerre de l'opium, la convention de Pékin (1860) offre trois concessions aux puissances occidentales (France, Royaume-Uni et États-Unis). En 1894, de nouvelles concessions sont attribuées à l'Allemagne et au Japon. À la fin de la guerre des Boxeurs, quatre autres concessions sont octroyées (Italie, Autriche Hongrie, Russie et Belgique). Dans leur sillage, vingt ambassades s'installent à Tien T'sin (ou Tientsin), ainsi baptisée par les Occidentaux. Le

Tianjin), l'avant-port de Beijing, à propos de la visite du maréchal Joffre en 1922, l'ECPAD ne précise-t-il pas l'Italie, présente durant la guerre des Boxers, parmi les troupes internationales ? :

> Située à 140 kilomètres au sud-est de Pékin, la ville de Tien-Tsin est déclarée "ville internationale" après les traités de 1858 qui accordent à la France, à l'Angleterre, aux Etats-Unis et à la Russie, l'ouverture au commerce de onze nouveaux ports en Chine. La non-observation de ces traités par les Chinois entraîne l'occupation de Tien-Tsin, en 1860, par un corps expéditionnaire franco-anglais. En 1900, à la suite de la révolte des "Boxers", des troupes internationales s'installent dans la cité et en font démolir les remparts.[1004]

En janvier 1918, le gouvernement italien avait accepté l'offre de Paris de participer aux opérations en Sibérie poursuivant officiellement la chute du bolchevisme. Ainsi le ministère de la Guerre avait-il décidé en mars d'envoyer en Extrême-Orient un corps expéditionnaire constitué à Naples et dont le commandement fut confié au baron lieutenant-colonel Fassini-Camossi[1005].

À propos de la participation de l'Italie à cet engagement sibérien, Pasquale Villani, 84 ans, professeur d'histoire moderne et contemporaine, retranscrit un témoignage qui ne ciblait pas un objectif politique, son père écrivait simplement à sa

---

découpage des concessions est arbitraire. Elles recouvrent des étendues variables. Si le Royaume-Uni et l'Allemagne se taillent la part du lion, Belges et *Italiens* sont cantonnés à des espaces confinés. Entre 1860 et 1870, les premières bâtisses voient le jour. Chaque concession reflète un style de chaque pays. Des architectes occidentaux en élaborent les plans, certains deviendront très prospères. En bordure du fleuve Hai, l'hôtel Astor devient le point de ralliement des entrepreneurs occidentaux. C'est le premier établissement hôtelier de Chine du nord ouvert aux étrangers. Dans les premières années, la présence des Occidentaux n'est pas acquise. En juin 1870, une foule importante saccage l'orphelinat français. 18 étrangers sont tués dont le consul. Cependant la dynastie Qing apporte ses excuses et une sévère répression sera exercée contre les fauteurs de troubles. L'histoire des concessions évolue alors au rythme d'une situation internationale particulièrement chaotique. Très engagés aux Philippines, les Américains cèdent en 1902 leur concession au Royaume-Uni. Dans la foulée de l'entrée de la Chine en guerre du côté des Alliés, en mars 1917, les concessions allemande et austro-hongroise sont dissoutes".

[1004] http://www.ecpad.fr/visite-du-marechal-joffre-a-tien-tsin-en-mars-1922 , consulté le 25.4.13

[1005] Le baron Fassini-Camossi, lieutenant-colonel de l'armée italienne, était un ami de Puccini qui composa *Turandot* en s'inspirant d'une boîte à musique, la « Fassini-box » et de ce que lui racontait le baron sur l'Extrême-Orient, car il n'avait jamais été lui-même en Chine. Monsieur Anthony Sheppard, Professor of Music, Chair, Department of Music, Williams College, Editor-in-Chief Journal of the American Musicological Society, m'a contactée par courriel pour avoir quelques renseignements au sujet de Fassini-Camossi. Le 2 mai dernier, il m'a envoyé ce message :
"My Puccini article has finally appeared in the Journal of the Royal Musical Association and I thought you would enjoy seeing it. It is available "free access" worldwide until February: http://dx.doi.org/10.1080/02690403.2015.1008863 Please feel free to share this news and link. All best and many thanks, Tony Sheppard".

fiancée ce qu'il voyait et vivait en tant que membre militaire du C.I.S.E.O., ce qui permet de croire en son absence de subjectivité. Dans le désir de retracer les fiançailles de ses parents sur la base de lettres retrouvées, Pasquale Villani rappelle alors de son père, Felice Villani,

> la partecipazione del fidanzato, ormai tenente dell'esercito italiano, alla missione internazionale in Siberia, che lo vide impegnato tra il giugno 1918 e il gennaio 1920. [Questo] rinvia e richiama un evento internazionale, anche se, generalmente, poco noto, e si inserisce perciò più agevolmente nelle linee storiografiche tradizionali. […] L'Italia ebbe qualche motivo particolare per aderire e partecipare alla spedizione perché aveva il problema di accogliere e rimpatriare gli italiani delle terre irredenti, liberati in Russia, dai campi nei quali erano stati concentrati i prigionieri dell'impero asburgico. Degli ″irredenti″ si erano presi cura alcuni membri della missione diplomatica e militare in Russia, cercando di organizzare, coloro che optavano per la patria italiana, in un corpo di soldati volontari.[1006]

Comme Bradley, Villani souligne que cet événement internaltional est peu connu. Mieux vaudrait dire inconnu. Quant à la participation de l'Italie à cette expédition, il en donne une version édulcorée ; elle ne ciblait pas le rapatriement – même si elle le réalisa en partie – mais l'utilisation des prisonniers du Tyrol et du Frioul, elle se servait d'eux dans un but propagandiste également. Par sa participation en Extrême-Orient, le gouvernement italien voulait démontrer que l'Italie faisait partie des grandes puissances comme l'Angleterre, la France, les États-Unis et le Japon et donner vigueur à ses revendications politiques à la fin de la guerre. Mais ce gouvernement de Rome savait-il que la grande majorité de ces *irredenti* avaient accepté d'être transportés en Italie pour être libérés de l'emprisonnement et se rapprocher de leur famille[1007] ?

[1006] VILLANI, Pasquale, *Rievocare il privato – Un fidanzamento ritrovato (1905-1920)*, Bologna, Società editrice il Mulino, 2009, pp. 18-19 et 212: « la participation du fiancé, désormais lieutenant de l'armée italienne, à la mission internationale en Sibérie, qui l'engagea de juin 1918 à janvier 1920. Cela rappelle et renvoie à un événement international, même si, généralement, peu connu, et c'est pourquoi il s'insère plus facilement dans une dimension historiographique traditionnelle […] L'Italie eut quelque raison particulière d'adhérer et de participer à l'expédition parce il lui fallait affronter le problème d'accueillir et de rapatrier les Italiens des terres irrédentes, libérés en Russie des camps dans lesquels les prisonniers de l'Empire habsbourgeois avaient été concentrés. Quelques membres de la mission diplomatique et militaire en Russie s'étaient occupés d'eux en cherchant à organiser dans un corps de soldats volontaires ceux qui optaient pour la patrie italienne ».

[1007] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 60

Le lieutenant-colonel Fassini Camossi rédigea lui-même le début de l'expédition qu'il intitula *Una Spedizione ignorata* (Une expédition ignorée) :

> Nel giugno del 1918 mi trovavo a Vicenza in attesa di destinazione dal Comando Supremo, quando il 1° luglio ricevetti ordine di partire subito per Napoli ove dovevo assumere il Comando di un forte contingente destinato nelleestremo Oriente […] detto contingente composto di cinquecento soldati di fanteria, una sezione di artiglieria da montagna, un Ospedaletto da campo e 75 Carabinieri doveva completarsi con una compagnia sul piede di guerra che avrei imbarcato a Massaua. Non si sapeva con precisione dove si andava; si diceva in Russia per aiutare i russi nella loro lotta contro i bolscevichi, ma erano soltanto voci vaghe. Dal 2 al 21 luglio stetti a Napoli per preparare tutto e a mezzanotte tra il 20 e il 21 venne l'ordine di partire dopo che la truppa era stata imbarcata sul piroscafo Roma.[1008]



1009

Groupe de la ″Section spéciale de montagne″ dans la caserne de Turin, avant de partir pour la Sibérie

1008 Extrait de *Una Spedizione ignorata* (Une expédition ignorée), Roma, AUSSME, Fondo F-3, busta 272, foglio 1 in *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p.74 : «En juin 1918, je me trouvais à Vicence dans l'attente d'une destination de la part du Commandement suprême, lorsque, le 1er juillet je reçus l'ordre de partir aussitôt pour Naples où je devais assumer le commandement d'un fort contingent destiné à l'Extrême-Orient. […] ledit contingent composé de cinq cents soldats d'infanterie, d'une section d'artillerie de montagne, d'un petit hôpital de camp et de 75 Carabiniers devait être complété par une compagnie sur le pied de guerre que j'aurais embarqué à Massaoua. On ne savait pas précisément où on allait; on disait en Russie pour aider les Russes dans leur lutte contre les bolcheviks, mais il s'agissait seulement de rumeurs. Du 2 au 21 juillet je restai à Naples afin de tout préparer et au milieu de la nuit entre le 20 et le 21 arriva l'ordre de partir après l'embarquement de la troupe sur le *Roma* ».

1009 Photo extraite du Journal de Domenico Peirone. Avec l'accord de l'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito , 2^ Sezione

Avant son départ, des tâches bien spécifiques lui avaient été assignées : collaborer avec les autres missions alliées pour le maintien de l'ordre mais sans ingérence dans la politique russe interne ; aider moralement et matériellement le peuple russe à protéger la Sibérie d'une eventuelle invasion de la part de l'Allemagne qui, profitant du désordre causé par le coup d'État de Lénine et par la guerre civile qui s'ensuivit, aurait pu échapper au contrôle des Alliés et s'approprier les ressources de cette richissime région ; collaborer à l'œuvre de réorganisation sociale. Outre ces directives principales données par l'Italie, lui fut également confiée la tâche d'assurer la sécurité des troupes italiennes, particulièrement de celles affluées en Chine après avoir traversé la Sibérie :

> si trattava di un certo numero di irredenti, ex prigionieri di guerra dei russi, raccolti dai militari della missione inviata appositamente nella Russia europea dal governo italiano. […] Così a Vladivostok si ritroveranno due missioni, quella degli irredenti, dipendente dal ministero degli Esteri, e quella militare inviata dal ministero della Guerra.[1010]

Les soldats conviés à participer à cette mission militaire arrivèrent de différents coins d'Italie, comme par exemple Domenico Peirone dont le journal intitulé *Il mio viaggio in Estremo-Oriente*[1011] évoque son départ de Turin le 6 juillet 1918 « dopo aver salutato noi tutti chi i parenti chi amici chi amante con un gran dolore nel cuore ». Arrivé à Naples, il dut attendre une dizaine de jours avant d'embarquer, le *Roma* leva l'ancre « verso le ore 2 del giorno 20 ». Compte tenu de ce qu'écrivit Fassini Camossi, ce fut le 21 à 2h du matin. Le navire passa par Messine, s'arrêta deux jours à Malte pour y recevoir toutes informations de la bouche de l'amiral anglais, poursuivit sur Port Saïd, escorté par deux contre-torpilleurs japonais[1012]. Puis le consul d'Italie de ce

---

[1010] *Ibid.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p.63 « il s'agissait d'un certain nombre d'irrédentistes, ex-prisonniers de guerre des Russes, recueillis par les militaires de la mission envoyée expressément en Russie européenne par le gouvernement italien. […] C'est ainsi qu'à Vladivostok se retrouveront deux missions, celle des irrédentistes, dépendant du ministère des Affaires étrangères, et celle militaire envoyée par le ministère de la Guerre », et aussi une partie du contenu du paragraphe qui introduit la citation.

[1011] PEIRONE, Domenico, *Il mio viaggio in Estremo Oriente quale facente parte del "Corpo di Spedizione nella Siberia orientale" 19.7.1918-2.4.1920,* Cf. Annexe Nr. 80 : « après avoir salué qui les parents, qui les amis qui l'amoureuse avec une grande douleur dans le cœur » et « vers 2h du matin le 20 juillet ».

[1012] Cette escorte souligne l'importance de la mission mais permet de rappeler également que le Lusitania ne fut jamais escorté.

port égyptien l'envoya à Massaoua pour y embarquer dix officiers et quatre cents hommes de troupe. Les autorités britanniques l'accueillirent à Singapour le 18 août où l'ordre fut donné d'aller au port de Ching-kwan-tao, aujourd'hui Qinhuangdao. L'implication de la Grande-Bretagne et du Japon confirmait la dimension internationale de cette expédition. Parti de Singapour le 18 août, le *Roma* arriva le 28 août dans le port chinois précité. De là, le corps expéditionnaire italien atteignit ensuite Tien Tsin en train le 2 septembre 1918.

Pasquale Villani est le seul à préciser que, de Hong Kong, où les officiers italiens furent invités par des résidents conationaux, ils allèrent visiter Canton où le consul général Volpicelli de Naples les reçut. Ils poursuivirent leur voyage dans un wagon ferroviaire réservé à leur intention, firent étape à Shangai le 25 octobre et arrivèrent à Tien Tsin le 27. Ils y apprirent que leur destination était la Sibérie et furent équipés pour affronter son hiver. Ils rejoignirent le Corps expéditionnaire à Kharbine.[1013]



Fig. 67 – Mappa della Cina Settentrionale.

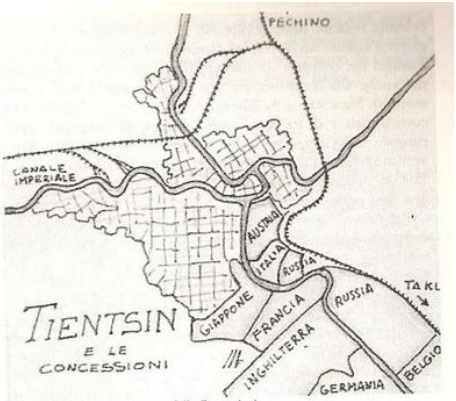


Fig. 68 – Mappa del quartiere delle Concessioni. 1014

[1013] *Op. Cit.*, VILLANI, Pasquale, *Rievocare il privato – Un fidanzamento ritrovato (1905-1920)*, Bologna, Società editrice il Mulino, 2009, p. 217

[1014] *Op. Cit.*, CAMINITI, Alberto, *Gli irredenti in Siberia 1918-1920*, Genova, Liberodiscrivere, 2011, p. 151 et http://www.herodote.net/Quel_avenir_pour_les_concessions_occidentales_-article-244.php consulté le 25.4.2013 : ″Clôturant la Seconde guerre de l'opium, la convention de Pékin (1860) offre trois concessions aux puissances occidentales (France, Royaume-Uni et États-Unis). En 1894, de nouvelles concessions sont attribuées à l'Allemagne et au Japon. À la fin de la guerre des Boxeurs, quatre autres concessions sont octroyées (Italie, Autriche Hongrie, Russie et Belgique). Dans leur sillage, vingt ambassades s'installent à Tien T'sin (ou Tientsin), ainsi baptisée par les Occidentaux. Le découpage des concessions est arbitraire. Elles recouvrent des étendues variables. Si le Royaume-Uni et l'Allemagne se taillent la part du lion, Belges et *Italiens* sont cantonnés à des espaces confinés. Entre 1860 et 1870, les premières bâtisses voient le jour. Chaque concession reflète un style de chaque pays. Des architectes occidentaux en élaborent les plans, certains deviendront très prospères. En bordure du fleuve Hai, l'hôtel Astor devient le point de ralliement des entrepreneurs occidentaux. C'est le premier établissement hôtelier de Chine du Nord ouvert aux étrangers. Dans les premières années, la présence des Occidentaux n'est pas acquise. En juin 1870, une foule importante saccage l'orphelinat français. 18 étrangers sont tués dont le consul. Cependant la dynastie Qing apporte ses excuses et une sévère

Les soldats du C.I.S.E.O. et ceux des Bataillons noirs formèrent un contingent de 1 500 hommes de troupe et de cinquante officiers, que le ministère subdivisa en deux bataillons de deux compagnies chacun. Selon Randazzo, Fassini Camossi, à la tête de ce corps expéditionnaire, sut très bien gérer les difficultés auxquelles il fut confronté avec les Américains et les Japonais, et établir de bonnes relations avec les autres Alliés qui lui accordèrent leur estime. Francesco Randazzo considère que les opérations diligentées par les forces militaires italiennes en Russie entre 1918 et 1921 ont quelque peu été ternies par les reconstructions anglo-américaines et françaises et que les recherches des historiens ne cessent de les mettre en lumière[1015].

L'engagement du gouvernement de Rome dans cet épisode interventionniste des Alliés et associés en Russie était une manœuvre politique qui consistait à se faire reconnaître sur la scène internationale auprès des autres grandes puissances et à vouloir manifester sa présence à la table des négociations de Versailles. Sonnino, ministre italien des Affaires étrangères prétendit, lui comme tant d'autres, que son gouvernement voulait soutenir les légitimes aspirations du peuple tchéco-slovaque dont il reconnaissait l'existence nationale. De nouveau, les Tchèques servaient de justificatif. Et c'était, selon Sonnino, pour défendre cette cause juste et humanitaire que l'Italie avait envoyé les deux bataillons. La récurrence de cet argument ne lui fait-elle pas perdre toute crédibilité ? L'analyse a suffisamment prouvé que les Tchèques n'avaient nullement besoin de cette aide, comme le précise également Francescotti. Sonnino ajouta que le gouvernement italien ne commettrait aucun acte d'ingérence dans les affaires internes de la Russie et respecterait sa souveraineté et son intégrité territoriale.[1016] Effectivement, les soldats italiens furent fort appréciés aussi bien à Arkhangelsk qu'à Krasnoïarsk et en Crimée. Comme presque tous les hommes de troupes, ils durent souvent s'interroger. L'un d'eux qui rentra chez lui en février 1920, dans le Frioul devenu italien, observa un mutisme total sur ce qu'il vit et vécut en Sibérie, il n'en parlait qu'avec les deux ou trois autres compagnons rentrés au pays

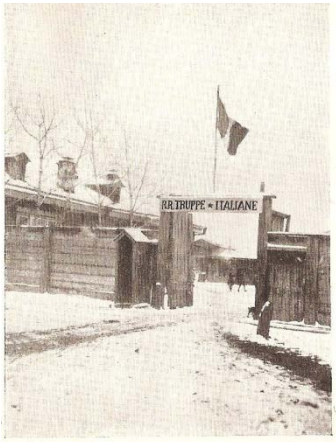
répression sera exercée contre les fauteurs de troubles. L'histoire des concessions évolue alors au rythme d'une situation internationale particulièrement chaotique. Très engagés aux Philippines, les Américains cèdent en 1902 leur concession au Royaume-Uni. Dans la foulée de l'entrée de la Chine en guerre du côté des Alliés, en mars 1917, les concessions allemande et austro-hongroise sont dissoutes″. (Schémas dans le domaine public). Avec l'accord d'Herodote.

[1015] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico – Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio storico, 2008, p. 7

[1016] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, p. 111

avec lui. Avait-il tout compris et le traumatisme l'enfermait-il dans le silence, ou bien avait-il reçu l'ordre de se taire ?

Le 8 octobre 1918, le C.S.I., Conseil suprême interallié, assignait aux soldats de Fassini Camossi la zone de Krasnoïarsk. Les troupes italiennes occupèrent trois convois de quarante wagons, équipés en dortoirs, boulangerie, infirmerie et autre. Le premier convoi, occupé par la section des *Alpini*, partit le 13 octobre, le deuxième emportait le 17 octobre le 1er Bataillon noir, la compagnie des mitrailleuses, suivi le 21 par le convoi du commandement du C.I.S.E.O. et du 2e Bataillon noir. À Kharbin, le lieutenant-colonel Fassini-Camossi fut avisé par la Mission militaire italienne de Vladivostok qu'il recevrait le renfort d'un peloton autonome du Génie des télégraphistes qui partirait la première semaine de novembre, de Naples, pour rejoindre le corps expéditionnaire italien en Sibérie. Les convois arrivèrent sur les lieux le 20 novembre. Ils y avaient leur cantonnement :



Krasnojarsk – Caserma del R. Corpo di spedizione [1017]

Caserne du Corps expéditionnaire italien à Krasnoïarsk

Le transport des troupes et du matériel rencontra diverses difficultés : le trajet de Tien Tsin à Krasnoïarsk imposait la traversée de trois États : la Chine, la Mandchourie et la Russie. Le changement de train et donc le transbordement des personnes et de l'équipement dut se faire deux fois, à Mukden puis à Kharbin. À la gare de Klukvennaja, Fassini-Camossi fut rejoint par le capitaine Compatangelo,

1017 *Op. Cit.*, BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, p. 324 et *Op. Cit.*, MAUTONE, p. 162 (La photo est dans le domaine public)

provenant de Krasnoïarsk, qui l'informa d'un proche soulèvement bolchevique. Le chef du corps expéditionnaire italien s'empressa de s'y rendre.

Sur les ordres du C.S.I. et à la demande de Koltchak, soutenus par 3 400 contre-révolutionnaires russes et 1 800 Tchèques, les 1 350 Italiens combattirent les 6 000 soldats de l'Armée rouge, appuyés par 3 000 autres qui agissaient en bandes. L'opération de guerre était prévue pour une durée de dix à quinze jours. Les trois phases selon lesquelles devaient se dérouler les opérations se soldèrent toutes par un échec : le programme ne fut pas respecté. De plus, l'intervention du général Romerov finit par n'être qu'un raid terroriste cruel contre la population, qui fit dire au capitaine italien Ferraris, interrogé sur la révolution russe par un Commissaire du Peuple :

> Ma che dirvi se non che io, come straniero, non posso che starmene seduto a guardare ! Da una parte veggo i bianchi, dall'altra i rossi. Io osservo e mi diverto come al drama a teatro…[1018]

La désobéissance des uns et des autres et l'action cruelle du colonel Romerov étaient-elles programmées ? L'analyse que fit Francescotti, sur la base des récits de ceux qui avaient vécu les événements converge vers ce bilan :

> Ciò che si voleva colpire era proprio questo : la saldatura che si andava ormai realissando tra governo bolscevico e popolazione. Così quest'operazione militare si rivelò in effetti ciò che voleva essere : un ″raid″ terroristico rivolto contro la popolazione civile che simpatizzava ormai apertamente con il governo sovietico, o addiritura lo appoggiava. Con la partecipazione della piccola Missione italiana si voleva coinvolgere in ogni responsabilità anche il Corpo di Spedizione italiano. Non abbiamo documenti che testimoniano la ferocia dei russi controrivoluzionari, ma una malaugurata avventura fece assistere [i soldati italiani] alle più inumane vendette perpetrate dal crudele Col. Romerof, ma nella quale essi tennero alto il decoro del soldato italiano, astenendosi da ogni eccesso e portando nei momenti più critici, specialmente per bocca del loro generoso capo, la voce dell'umanità…[1019]

1018 *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, pp. 118-119 : "Mais que vous dire si ce n'est que moi comme étranger, je ne peux que rester là assis à regarder ! D'un côté

1019 *Ibid.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editori, 1981, p. 118 : "Ce que l'on voulait atteindre était justement cela : la liaison qui était en train de se réaliser entre le gouvernement bolchevique et la population. De sorte que cette opération militaire se révéla en effet ce qu'elle voulait

Ce témoignage des soldats du C.I.S.E.O. à Krasnoïarsk est très révélateur : un plan fut conçu pour vaincre les bolcheviks, et tout semble avoir été fait pour qu'il ne fonctionne pas, par la désobéissance des officiers. L'implication des Italiens devait servir à justifier les méactions des Blancs, puisque qui combattait les Rouges appartenait logiquement aux Blancs. La perversité et le chaos se manifestaient dans tous les domaines, à tous les niveaux, ce ne pouvait être que ciblé afin de tout détruire pour pouovir ensuite modifier de fond en comble. Comme dans les Pays Baltes, en Crimée et en Sibérie, l'échec apparaissaitt orchestré. Voulait-on la victoire des bolcheviks ?

De même que le Bataillon colonial que la France avait envoyé en Sibérie, le C.I.S.E.O. fut dissous dès son retour à son arrivée au port de Naples le 10 avril 1920.[1020] Voulait-on jeter le voile du silence sur cet épisode sibérien ? Même Nitti, Président du Conseil en 1919, nia au parlement l'implication italienne dans les opérations antibolcheviques en Russie. Il ne voulait pas déplaire au groupe parlementaire socialiste.[1021]

- **Les *Battaglioni neri* : qui sont-ils ?**

Les Forces italiennes intervinrent à la demande de la France, donc de l'Entente. L'ambassadeur de France à Rome, Barrère, en accord avec le président du Conseil, Orlando, avait évoqué l'opportunité d'envoyer[1022] en Sibérie un contingent italien constitué des *irrédentistes* de citoyenneté austro-hongroise et de nationalité italienne, qui se trouvaient à Pékin et qui auraient volontairement accepté de servir la cause

être : un ″raid″ terroriste tourné contre la population civile qui désormais symaphisait ouvertement avec le gouvernement soviétique, ou même l'appuyait. La participation de la petite Mission italienne voulait impliquer également le Corps expéditionnaire italien dans chaque responsabilité. Nous ne disposons pas de documents qui témoignent de la férocité des Russes contre-révolutionnaires, mais une malheureuse aventure fit assister [les soldats italiens] aux vengeances les plus inhumaines perpetrées par le cruel colonel Romerof, mais dans laquelle ils sauvèrent l'honneur du soldat italien, s'abstenant de commettre le moindre excès et exprimant dans les moments les plus critiques, spécialement par la bouche de leur chef généreux, la voix de l'humanité ».

[1020] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p.77

[1021] *Ibid.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p. 96

[1022] Cf. Annexe Nr. 57

italienne. Barrère ajoutait que le Japon aurait pourvu à leur armement. Parmi les documents trouvés aux Archives de Rome, la lettre du 18 janvier 1918 de Sonnino à Orlando, prouve combien politique et prévue était l'organisation de l'envoi de ces soldats austro-hongrois italophones en Chine :

> Mi pregio inviarle qui accluso coppia di un telegramma Gabinetto N. 48 da me diretto alle Regie Ambasciate in Parigi, Londra, Washington e R. Legazione in Pechino nonchè la risposta di quest'ultima contenuta nel telegramma N° 98. L'Ambasciatore di Francia mi rappresentava stamane la opportunità che il contingente italiano da inviarsi in Siberia fosse costituito da irredenti che si trovano a Pechino e che volontariamente offrissero i loro servizi al R. Governo. Il Signor Barrère aggiungeva che per il loro armamento si potrebbe fare appello al concorso del Giappone. Ho informato di tutto i colleghi della Guerra e della Marina pregandoli di farmi conoscere le loro conclusioni sul contingente italiano da inviarsi in Siberia. Per mio conto sono favorevole alla proposta di formare il contingente con degli irredenti perché essi non correrebbero in Siberia i pericoli cui sarebbero esposti al nostro fronte. Dovrebbe però restare inteso che essi presterebbero la loro opera volontariamente e che sarebbero inquadrati e ad ogni modo sotto il comando di ufficiali italiani. Gradisca, Eccellenza, gli atti della mia alta considerazione.[1023]

Ce n'étaient pas les prisonniers de guerre qui s'impliquaient dans le chaos russe, mais les potentats de la guerre qui utilisaient les prisonniers à des fins politiques. Cependant, il fallait que ces hommes soient volontaires : pour s'assurer de leur obéissance et de ne courir aucun risque ? N'était-il pas hypocrite d'écrire que ces soldats seraient exposés à moins de danger en Sibérie que sur le front italien ? Le risque concernait le Royaume d'Italie car ils se seraient battus contre leur patrie d'origine et puis, proches de leur domicile, ces soldats étaient susceptibles de ne pas utiliser leurs armes et de déserter. Leur vie étant mise en péril autant en Russie que sur le front

[1023]Archivio Centrale Roma, Fondo Presidenza del Consiglio dei ministri, Guerra europea. Fascicolo 18 (autorizzazione N° 1006/2012). "J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus copie d'un télégramme Cabinet N. 48 que j'ai adressé aux Ambassades Royales à Paris, Londres et Washington et à la Légation Royale à Pékin ainsi que la réponse de cette dernière contenue dans le télégramme N° 98. L'ambassadeur de France me faisait remarquer ce matin combien il serait opportun que le contingent italien à envoyer en Sibérie fût constitué par les irrédentistes qui se trouvent à Pékin et qui, volontairement, offriraient leurs services au gouvernement du Roi. Monsieur Barrère ajoutait que pour leur armement on pourrait faire appel au concours du Japon. J'ai informé de tout cela les collègues de la Guerre et de la Marine en les priant de me faire connaître leurs conclusions sur le contingent italien à eenvoyer en Sibérie. En ce qui me concerne, je suis favorable à la proposition de former le contingent avec des irrédentistes parce qu'en Sibérie, ils ne courraient pas les risques auxquels ils seraient exposés sur notre front. Il devrait cependant être entendu que ces hommes participeraient volontairement et qu'ils seraient encadrés et de toutes façons commandés par des officiers italiens. Veuillez agréer...".

austro-italien, les Alliés et associés jugèrent préférable de les utiliser pour qu'ils servent la politique de l'Entente.

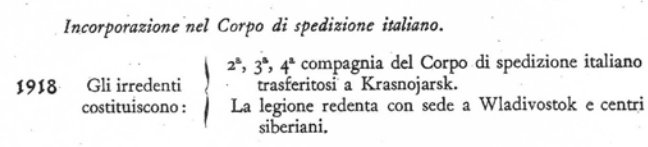
Parmi les hommes – quelque 1 600 Trentins et 900 Juliens – qui avaient quitté le camp de Kirsanov ou Vologda, étaient arrivés à Vladivostok le 12 janvier 1918 puis à Tien Tsin le 10 avril, une centaine d'hommes parmi les plus âgés et les plus malades furent embarqués quelques semaines après leur arrivée sur le *Sheridan* qui quittait Vladivostok pour San Francisco. Les colonies italiennes d'Amérique accueillirent avec enthousiasme ces anciens prisonniers austro-hongrois italophones qui traversèrent les États-Unis en train pour embarquer à New York en direction de Gênes où ils arrivèrent le 27 juin 1918. Aliotti, ministre de l'Italie à Pékin, appuyait le transport des *irredenti* à travers l'Amérique « e ciò allo scopo di propaganda per far meglio apprezzare al di là dell'Oceano la causa dell'*Irredentismo* e la partecipazione dell'Italia alla guerra »[1024]. Il y eut d'autres rapatriements similaires.

Lorsque le C.I.S.E.O. était arrivé au port de Ching-kwan-tao, le consul Fileti lui avait ordonné de se rendre à Tien Tsin et d'incorporer dans le Corps expéditionnaire « otto ufficiali e circa milleduecento uomini dell'esercito austriaco, appartenenti alle terre allora non ancora redente, che desiderano entrare a far parte dell'esercito italiano »[1025]. Des 2 000 ex-prisonniers présents dans les deux groupes stationnés à Pékin et à Tien Tsin, 843 (508 Trentins et 345 Frioulans) hommes de troupe austro-hongrois s'engagèrent pour l'Italie et furent intégrés au C.I.S.E.O., lorsque celui-ci arriva en train de Ching-kwan-tao à la concession italienne de Tien Tsin, le 2 septembre 1918. L'uniforme italien de ces 843 soldats portait au col l'écusson noir des *Arditi italiani*, un corps d'armée d'élite italien[1026]. Le 15 septembre 1918, ils devinrent officiellement *i Battaglioni neri*, les Bataillons noirs. Le C.S.I les fit envoyer à Krasnoïarsk.

[1024] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981, p. 108 : « et cela, dans un but propagandiste pour mieux faire apprécier au-delà de l'océan la cause de l'irrédentisme et la participation de l'Italie à la guerre »

[1025] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico Missioni militari e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore Esercito Ufficio Storico, 2008, p.76 : "de l'armée autrichienne, appartenant aux terres alors non encore rédimées, qui désireraient faire partie de l'armée italienne ».

[1026] Les *Arditi* (Hardis) étaient une unité spéciale de l'infanterie, créée durant et pour la Première Guerre mondiale ; bien que dissoute à la fin de celle-ci, ses anciens membres se reconstituèrent en association *Arditi d'Italia*, proches du fachisme de 1919 à 1945.

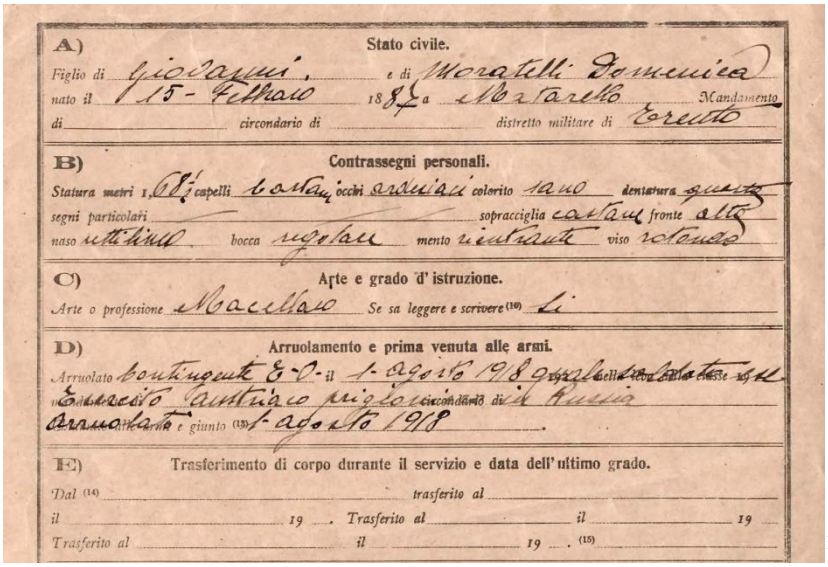

Incorporazione nel Corpo di spedizione italiano.

1918 Gli irredenti costituiscono: 2ª, 3ª, 4ª compagnia del Corpo di spedizione italiano trasferitosi a Krasnojarsk. La legione redenta con sede a Wladivostok e centri siberiani. 1027

La ville de Krasnïarsk s'avérait être un centre de propagande bolchevique et le siège d'un vaste camp de prisonniers austro-hongrois et allemands. Comme le lieutenant Felice Villani, les soldats du Corps expéditionnaire ne comprenaient pas les objectifs italiens quand la situation politico-militaire en Europe annonçait plutôt la fin de la guerre. Sonnino proclamait qu'il fallait aider les prisonniers tchéco-slovaques, soi-disant en danger en Russie. Un prétexte trop récurrent. Le 21 novembre 1918, les 39 officiers et 1 350 hommes de troupe, accompagnés de 110 mulets, de deux canons de montagne, de quatre mitrailleuses, de 8 000 projectiles d'artillerie et d'un million de cartouches, surent rapidement imposer l'ordre et la tranquillité. La principale responsabilité du contingent italien se concrétisa dans un service de police dans la ville, dans la surveillance des prisonniers de guerre austro-allemands et de morceaux du Transsibérien ainsi que dans la défense contre d'éventuelles tentatives de révoltes des bolcheviks. Les soldats italiens se virent alors parfois engagés dans des combats de guérillas qui ne firent pas de victimes parmi eux, mais il fallut malgré tout dénombrer vingt-deux morts dont trois dues à un accident et les autres à la maladie. Le ministère de la Guerre décida le rapatriement de ce Corps expéditionnaire seulement le 18 juin 1919 ; alors commencèrent pour tous des semaines et des mois d'attente difficile.

Beaucoup de ces *irredenti* qui avaient pris la décision d'entrer dans l'armée italienne durent se poser de nombreuses questions et vécurent des moments douloureux. Même si la majorité des soldats revenus de la guerre reconnaissaient avoir signé ce document, apparemment sans valeur puisqu'il ne porte aucun sceau,

[1027] *Op. Cit.*, MINISTERO DELLA GUERRA, Commando del Corpo di Stato Maggiore, *L'esercito italiano nella Grande Guerra (1915-1918)*, Volume VII Le Operazioni fuori del territorio nazionale, Tomo I Il Corpo di Spedizione italian in Estremo Oriente, Rom, 1934, Annexe IV (seconde partie). "Incorporation dans le corps expéditionnaire italien. 1918 Les irrédentistes constituent : 2e, 3e, 4e compagnie du corps expéditionnaire italien qui s'est transféré à Krasnoïarsl. La Legione redenta avec base à Vladivostok et dans les centres sibériens.



A) Stato civile.

Figlio di Giovanni e di Moratelli Domenica

nato il 15 - Febbraio 1887 a Matarello Mandamento

di circondario di distretto militare di Trento

B) Contrassegni personali.

Statura metri 1,68½ capelli castani occhi ardesiaci colorito sano dentatura guasta

segni particolari sopracciglia castani fronte alto

naso rettilineo bocca regolare mento rientrante viso rotondo

C) Arte e grado d'istruzione.

Arte o professione Macellaio Se sa leggere e scrivere (16) Si

D) Arruolamento e prima venuta alle armi.

Arruolato contingente E.O. il 1 agosto 1918 quale soldato ... Esercito austriaco prigioniero circondario di in Russia

arruolato alle armi e giunto (13) 1 agosto 1918.

E) Trasferimento di corpo durante il servizio e data dell'ultimo grado.

Dal (14) trasferito al

il 19 . Trasferito al il 19

Trasferito al il 19 . (15)

1028

non pas pour faire la guerre aux bolcheviks mais parce qu'ils pensaient que c'était le seul moyen pour eux de rentrer rapidement ; dans cette période d'attente, le dilemme réaffleurait. Il s'étaient déjà torturés avant : trahison ou retour en famille ? Après l'hésitation, la perplexité, la raison domina: cet enrôlement leur avait donné la possibilité de s'éloigner de cette terre qui les avait vus combattre pour l'Autriche-Hongrie dans une guerre qui les conduisit à de douloureuses années d'emprisonement. Avaient-ils donné un sens à ce combat en allant s'opposer aux bolcheviks ? Avaient-ils maintenant le sentiment de se sentir de nouveau exister ? Pensaient-ils vraiment avoir rendu service à l'Italie ou à une cause valable ? À eux-mêmes ? Se sentir proprement vêtus et correctement nourris leur redonnait une certaine dignité. Le lieutenant Villani arrivé de Naples la leur reconnut lorsqu'il écrivit à leur sujet qu'ils étaient « educatissimi e di ottimo cuore, provati già da tutte le privazioni di una lunga prigionia »[1029]. Le 15 août, les officiers des Bataillons noirs avaient prêté serment lors d'une cérémonie officielle ; avec leurs hommes de troupe ils étaient entrés non seulement dans l'armée italienne mais aussi dans l'histoire de l'Italie et de la Grande Guerre et n'en eurent pas conscience.

En résumé, les prisonniers austro-hongrois, originaires du Tyrol du Sud et du Frioul oriental étaient des hommes, de nationalité italienne, des soldats qui avaient

[1028] Transmis par voix électronique par son petit-fils, M. Massimo Baldi, le 3.8.2012

[1029] *Op. Cit.*, VILLANI, Pasquale, *Rievocare il privato Un fidanzamento ritrovato (1905-1920*, Bologna, Il Mulino, 2009, p. 218 : « très bien élevés et manifestant un grand cœur, déjà éprouvés par toutes les privations d'un long emprisonnement ».

accompli leur devoir envers la patrie de Vienne. Ils n'étaient pas des *irredenti*, des irrédentistes, parce que leurs terres n'étaient pas à rédimer. Pendant presque cinq ans, ils servirent de pions à déplacer dans un *no man's land* virtuel, une sorte de *no time's land*, entre deux frontières géopolitiques et temporelles, entre le temps de l'Autriche-Hongrie et le temps de l'Italie, entre le Congrès de Vienne et le traité de Saint-Germain-en-Laye. L'épisode sibérien bouleversa leur identité mais ces hommes qui avaient cruellement souffert ne souhaitaient que *tornare a casa*, rentrer à la maison. Ils se retrouvèrent dans un pays qui avait bien changé. Et pour certains, le retour fut très douloureux.

- **Le retour des prisonniers et du C.I.S.E.O.**

Il est important de savoir que le Conseil suprême interallié (C.S.I.) avait donné l'ordre en 1919 de rapatrier d'abord les corps expéditionnaires et ensuite les prisonniers[1030]. Les dizaines de milliers de Slaves de la Légion tchéco-slovaque n'étant plus des prisonniers puisque le gouvernement français, les intégrant à l'armée française, en avait fait des Alliés. Ils pouvaient dans ce cas spécifique être considérés comme le plus grand corps expéditionnaire de cet épisode interventionniste sibérien. Leur rapatriement s'effectuait déjà depuis le mois de janvier 1919. « La longueur de leurs trains atteignait de 8 à 900 kilomètres, par trains de 2 à 300 hommes, échelonnés de dix en quinze kilomètres. Tout cet ensemble avançait par bonds partiels de 30 à 40 kilomètres par jour (dans les bonnes journées), quelquefois de 8 à 10, quelquefois zéro »[1031]. Ce qui n'empêchait pas les Légionnaires tchéco-slovaques d'agir militairement et politiquement en Sibérie tout en procédant à leur évacuation.

Le retour des prisonniers austro-hongrois slaves s'effetua sans difficultés. Avec l'aide financière des Alliés et associés ainsi qu'avec l'argent obtenu par leurs actions commerciales en Russie, les Légionnaires purent louer des bateaux[1032] qui, en trente-

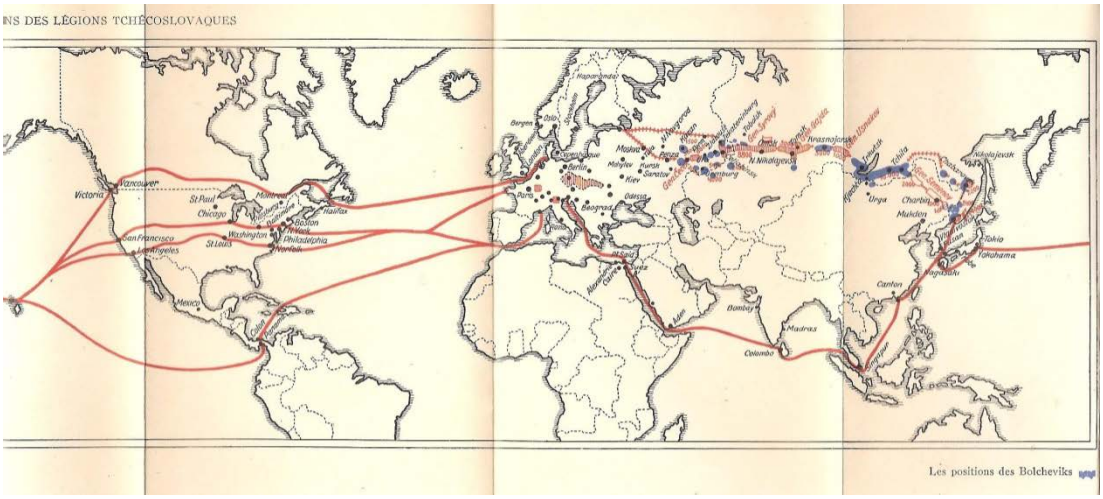
---

1030 *Op. Cit.*, MONTANDON, Georges, Docteur en médecine et raciologue, *Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks,* Troisième Edition. Paris: Librairie Félix Alcan, 1923, p.p. 77-79

1031 *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 149

1032 Cf. Annexe Nr 15 et http://translate.google.fr/translate?hl=fr&sl=cs&u=http://forum.valka.cz/viewtopic.php/t/1276&ei=Eq6FT-aJLumu0QXju_28Bw&sa=X&oi=translate&ct=result&resnum=1&ved=0CCgQ7gEwADgK&prev=/s

six voyages entre le 15 janvier 1919 et le 11 novembre 1920, les ramenèrent en Europe et leur permirent de rapporter également leur énorme butin. Deux navires arrivèrent à Naples dont celui parti le premier qui jeta l'ancre le 13 avril 1919, trois à Brest, trois à Marseille, trois à Cuxhaven et un à Cruž ; tous les autres débarquèrent à Trieste. Voici leurs parcours :



Les voyages des Légions tchéco-slovaques et et les positions des bolcheviks [1033]

Les soldats de la *Legione ceca* provenant de la région de Varese au Nord de l'Italie, rentrèrent par chemin de fer jusqu'à Pressburg/Prešporok/Presbourg devenue Bratislava en 1919, et Prague. La première République tchéco-slovaque existait depuis le 28 octobre, elle avait désormais une armée et des banques, les *Legiobanka*. La presse française, *Le Pays de France* à titre d'exemple, cessa le 12 décembre 1918 de publier son article hebdomadaire intitulé « Sur le front oriental » qui informait le public des événements en Russie, particulièrement des activités des Tchéco-Slovaques. De nombreuses photos de la guerre noyèrent cette absence de la rubrique. La censure la lui imposa-t-elle ? N'y avait-il plus de correspondant en Russie ? Une lourde chape de silence a rapidement recouvert l'épisode sibérien.

earch%3Fq%3Ddas%2BSchiff%2B%2522Legie%2522%26start%3D10%26hl%3Dfr%26sa%3DN%26biw%3D1024%26bih%3D673%26prmd%3Dimvnsb , consulté le 12.4.12

[1033] *Op. Cit.*, PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Editions Orbis, 1928, carte jointe à la fin du livre qui appartient au domaine public.

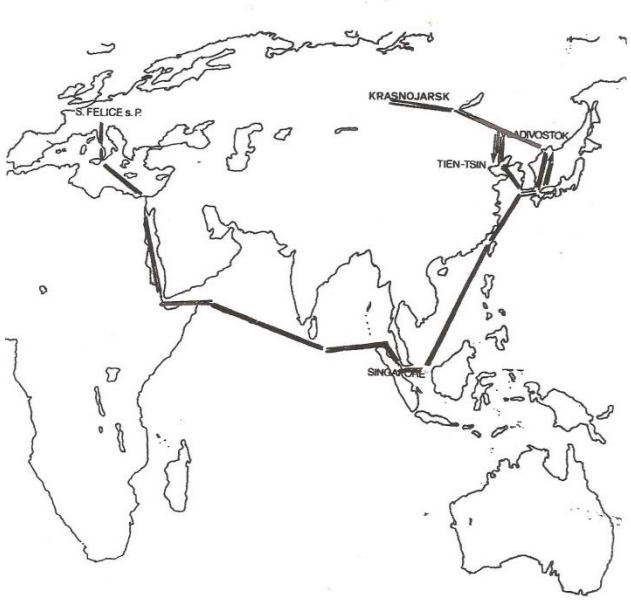
Quant à la situation des prisonniers austro-hongrois italophones ou d'ethnie italienne qui revinrent au pays après cinq ans d'emprisonnement, elle tourna parfois au drame. La vérité des faits émergea dès les années soixante-dix dans les régions annexées. Ce petit tableau schématise le retour

Rimpatrio del Corpo di spedizione e della « Legione Redenta ».

1919	1° scaglione:	Uff.	7 -	Truppa	300 (1° settembre 1919).
	2° »	: »	34 -	»	960 (26 novembre 1919).
1920	3° »	: »	20 -	»	1103 (22 febbraio 1920).
	4° »	: »	13 -	»	465 (23 febbraio 1920).
	5° »	: »	23 -	»	1200 (26 febbraio 1920).

1034

des combattants des *Battaglioni neri* – départ en 1919 – et celui des *irredenti* de la Legione Redenta maintenus dans le camp de Gornostai près de Vladivostok. Ces plus de 4 000 hommes rentrèrent par le Pacifique, le canal de Suez et Brindisi, Naples ou Trieste. Lorsque le dernier échelon des *Battaglioni neri* débarqua à Naples le 2 avril 1920, un an et demi après la date de novembre 1918, ancrée dans la mémoire collective, le C.I.S.E.O. fut dissous. Tout comme fut dissous le Bataillon colonial sibérien, dès son arrivée à Tien Tsin. Que voulait-on effacer ?



1035

[1034] *Op. Cit.*, MINISTERO DELLA GUERRA, Commando del Corpo di Stato Maggiore, *L'esercito italiano nella Grande Guerra (1915-1918)*, Volume VII Le Operazioni fuori del territorio nazionale, Tomo I Il Corpo di Spedizione italian in Estremo Oriente, Rom, 1934, Annexe IV (seconde partie).
[1035] *Op. Cit.*, MAUTONE , Antonio, generale Div. Alp., *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa – La storia del Corpo di Spedizione in Estremo Oriente e dei "Battaglioni neri"1918-1920*, Trento, Temi Editrice, 2003, p. 319 et aussi BAZZANI. La carte est dans le domaine public.

Ces Hardis des Bataillons noirs se retrouvèrent dans une Italie qui baignait dans un climat de nationalisme croissant, prélude du fascisme. Le gouvenement remit-il à chacun cette médaille ? (Elle fut appelée *medaglia di benemerenza* et remise à ceux qui avaient combattu pour le Royaume d'Italie et revenaient de Chine, mais pas à tous).



Quand ? Le témoignage du petit-fils de l'un d'eux permet d'en juger. En voici un extrait :

> Rentré au pays, Massimo Mittempergher reprend son activité de boucher et bien que ne s'occupant pas de politique, il est inscrit à la "*Legione Trentina*" qui rassemble tous les survivants trentins qui se sont battus pour l'Italie. D'après les témoignages familiaux, à l'avènement du fascisme, quelques personnages lui demandent de changer son patronyme allemand en un nom italien (sous peine de se voir retirée sa licence de boucher), mais il refuse sèchement. À l'époque fasciste, il reçoit médailles et attestations de reconnaissance pour avoir fait partie des "*Battaglioni neri*", mais il manifeste une grande méfiance vis-à-vis du Régime fasciste, au point de faire accrocher les médailles envoyées par le *Duce* au cou de l'un de ses chiens de chasse. Presque un défi par rapport aux *ras* fascistes qui se trouvaient dans le secteur et qui purent bien peu contre lui, vu que Massimo Mittempergher était inattaquable à cause de son passé de "légionnaire". […] Dernière remarque non anodine : malgré toutes ses vicissitudes de combattant, l'État italien ne lui reconnaîtra jamais la période passée au service du Corps expéditionnaire en Extrême-Orient et lui nia toute pension. La seule concession : un tumulus gratuit dans le cimetière de Mattarello ![1036]

Et c'est ainsi que quelques-uns de ces *Arditi*, devenus des hommes intouchables, prirent leur revanche. L'anecdote est plaisante mais très révélatrice de la

[1036] Traduction de l'original, en italien, envoyé par le petit-fils, Massimo Baldi de Trento.

situation que ces soldats trouvèrent à leur retour. Cependant, les autres prisonniers qui rentraient par le train en traversant l'Autriche connurent un sort bien différent.

L'Italie, où soufflait un vent de rébellion contre le gouvernement – en été 1920 les ouvriers armés occupèrent les usines – considéra que ces hommes "contaminés" par les idées bolcheviques représentaient un danger pour le Royaume et qu'il convenait de les surveiller et si besoin de les désintoxiquer – il fut même envisagé de les interner dans les colonies. Une mission italienne fut envoyée à Vienne, chargée d'orienter ces malheureux qui arrivaient de Russie vers Innsbruck où ils étaient mis en quarantaine ; ensuite un train les amenait parfois jusqu'à Trento où ils étaient retenus dans un campement. Si parmi eux, quelques éléments étaient soupçonnés de propagande bolchevique, tout le groupe était envoyé à Civitavecchia d'où un bateau les emportait sur l'île de l'Asinara au nord-ouest de la Sardaigne[1037]. Quand le train ne s'arrêtait pas à Trento, il les emmenait directement au port pour joindre la Sardaigne. Il leur arriva même d'être enfermés dans des forts ou dans des camps, ce qui leur faisait dire qu'il valait mieux retourner en Russie[1038]. Durant son voyage de retour, Pokrajac vécut aussi des épisodes semblables, le peu d'argent que lui et ses compagnons possédaient fut changé à un taux dérisoire. Ils avaient tout perdu, ne leur restait que l'ardent désir de se retrouver parmi les leurs. Longtemps ils gardèrent en mémoire le souvenir de leurs souffrances mais aussi l'humanité du simple peuple russe, la solidarité et la camaraderie partagées malgré ou peut-être à cause de la faim, des poux, des maladies, de la cruauté de certains gardiens, des chefs bolcheviques et aussi de l'incompréhension de ce conflit.

Ce qu'ils vécurent en arrivant dans leur foyer les désempara plus que tout : ils n'étaient plus des sujets austro-hongrois, la guerre leur avait imposé la citoyenneté italienne. Qui étaient-ils ? La langue dans laquelle ils s'exprimaient ne suffisait pas à

[1037] *Op. Cit.*, TERRANOVA, Giovanni, *Quei Trentini all'Asinara per Cecco Peppe*, in LA NOSTRA STORIA, de Vita trentina du 12 décembre 2010, et *Der Totenmarsch durch Albanien* von Mjr. d.R. Adalbert Haid-Haidenburg, Wien, in Prof. Dr. Hans WEILAND und Dr Leopold KERN, *In Feindeshand, Die Gefangenschaft im Weltkriege in Einzeldarstellungen,* Zweiter Band, Wien, Bundesvereinigung der ehemaligen österreichischen Kriegsgefangenen, 1931, p. 11 : Pris à Belgrade, surveillés et dirigés par les Serbes, 40.000 prisonniers austro-hongrois durent parcourir 700 km en plein hiver, dans des conditions inhumaines, pour atteindre Valona, en Albanie. Près de la moitié mourut en route. En décembre 1915, 460 officiers et 21.000 soldats furent livrés à l'Italie qui, avec d'autres navires, les emportèrent sur l'île de l'Asinara parce que l'épidémie de choléra et de typhus sévissant, l'éloignement de l'île permettait d'endiguer les risques de contamination à la population du continent. Encore 1.300 prisonniers moururent pendant le transport sur mer.

[1038] *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, p.p. 126-130

justifier leur italianité pas plus que la contrainte d'italianiser leur patronyme. Beaucoup refusèrent. Ils se virent colonisés par les populations du Sud de l'Italie dont ils ne connaissaient pas la culture, somme d'habitudes de vie et de pensée acquises au fil des siècles et transmises de génération en génération. Certes, les italophiles se réjouirent d'être italiens. Le gouvernement publia des textes élogieux sur les faits d'une guerre qu'ils définirent la "quatrième guerre d'indépendance" à la gloire de la nouvelle patrie. Les écrits de guerre rapportés par les sympathisants de l'Italie furent divulgués et politiquement instrumentalisés, comme le fit le colonel E. Grasselli[1039]. Les autres *diari* n'apparurent que dans les années 70 et informèrent la mémoire collective. Malgré tous les efforts de Mussolini, un siècle plus tard, la population de ces deux nations s'interroge encore. Aujourd'hui dans le Trentin, d'aucuns ont demandé à l'Autriche de pouvoir acquérir de nouveau la citoyenneté autrichienne afin de se définir binationaux, quant aux Frioulans ils sont de plus en plus nombreux à adhérer à cette mouvance culturelle de la *Mitteleuropa*. Trieste a remis sur leurs piédestals Elisabeth d'Autriche, l'épouse de François-Joseph, et le frère de ce dernier, l'archiduc Maximilien qui venait souvent au château de Miramare.

Après la guerre, la politique volontariste de Mussolini instrumentalisa les événements. Elle fit, entre autres, de Cesare Battisti[1040], un martyr de la libération des terres italiennes et publia des comptes rendus de la mission italienne en Russie, interprétés de façon à laisser croire que ces soldats de nationalité italienne s'étaient battus pour l'Italie ; le livre de Bazzani[1041] en est un exemple. La propagande ne se soucie pas de l'histoire, elle manipule le mental des gens pour les mener là où elle veut. Et la propagande ne s'exerce qu'au moyen de mensonges. Noam Chomsky ne dit-il pas que « la propagande est aux démocraties ce que la violence est aux

[1039] GRASSELLI, Ettore, colonello, *L'esercito italiano in Francia e in Oriente*, Edizioni Corbaccio, 1934

[1040] Cesare Battisti fut trahi par les Italiens qui le dénoncèrent à l'Autriche alors qu'il combattait aux côtés des soldats italiens contre l'Empire. Il fut jugé par le tribunal militaire autrichien, condamné pour trahison et emprisonné dans le château de Trento. Son exécution par strangulation eut lieu dans les douves du château. Mussolini en fit un symbole de la libération du Tyrol et lui fit ériger une très grande statue sur la place de Trento. C'est ainsi que le mythe fut créé.

[1041] BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920*, Trento, Editrice *Legione Trentina*, 1933. Le livre du Trentin Gaetano Bazzani, lieutenant du "*Savoia Cavalleria*", retiré du front des hauts plateaux où il était officier du commandement du Génie de la 6e Armée pour faire partie de la Mission italienne devant rapatrier les "*irredenti*" et pour devenir ensuite membre du C.S.I. (Commandement suprême interallié) en Sibérie, est un livre de plus de 400 pages très documenté. Même s'il ne fut pas ouvertement fasciste, sa vision nationaliste, propre à l'époque de la publication, lui porta préjudice.

dictatures »[1042] ? Avait-on demandé à ce peuple italophone s'il voulait devenir italien ou rester autrichien ? Il eût été cependant logique de le faire dans le respect du sacrosaint droit à l'autodétermination des peuples, si souvent utilisé à des fins politiques par les Alliés et associés. Mais Rome savait pertinemment que le vote du peuple du Tyrol du Sud aurait donné un résultat défavorable pour l'Italie. Car lorsque l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Karl von Macchio, rencontra en 1914 Alcide De Gasperi, celui-ci affirma que si un referendum était organisé, 90% des Trentins auraient voté en faveur de l'Autriche, c'est sans doute la raison pour laquelle aucun plébiscite ne fut fait lorsque le Tyrol fut annexé à l'Italie en 1919.[1043]

Quel sens donner alors au neuvième Point de Wilson, qui prétendait rectifier les frontières italiennes « conformément aux données clairement perceptibles du principe des nationalités »[1044] ? Quelles données clairement perceptibles ? Le texte anglais : « along clearly recognizable lines of nationality »[1045] voudrait que ce réajustement des frontières de l'Italie soit effectué le long des lignes clairement reconnaissables des nationalités. Aucune ligne de ce genre ne peut être reconnue.

Aujourd'hui, après près d'un siècle, le traité de Saint-Germain-en-Laye, comme d'autres, révèle combien la décision fut uniquement politique et ne tint nullement compte de l'humain dans son contexte de vie. Lloyd George aurait déclaré le 5 janvier 1918 que le démembrement de l'Autriche-Hongrie ne faisait pas partie des objectifs des Alliés ; une place parmi les nations devait être garantie aux peuples de l'Autriche grâce à des développements d'autonomie. Naturellement les nations issues des restes de l'ex-Double-Monarchie habsbourgeoise devaient être "pures", selon une définition à la mesure des fameuses "lignes de nationalités clairement reconnaissables". La formule wilsonienne fut-elle à peine énoncée que se préparèrent des cartes ethnico-linguistiques, conçues et réalisées comme si le monde était plan et plat et que les gens s'y soient placés avec une densité uniforme, évitant judicieusement de s'encastrer et de s'engager les uns chez les autres. Personne ne voulut se rappeler

---

[1042] http://www.noam-chomsky.fr/livres-chomsky/l-medias/ , consulté le 10.8.2015

[1043] PICCOLI, Paolo et VADAGNINI, Armando, *De Gasperi. Un trentino nella storia d'Europa*, Rubbettino, 2004

[1044] http://mjp.univ-perp.fr/textes/wilson08011918.htm 4.II.13

[1045] http://avalon.law.yale.edu/20th_century/wilson14.asp 31 janvier 2012

la formule d'un homme d'État sicilien, réaliste, Francesco Crispi[1046], qui avait averti que là où vivent deux ou plusieurs personnes dans des régions ou des bassins plats, elles entrent en contact entre elles, de par le fait qu'à la contiguïté des Patries d'origine se superpose la continuité des localisations humaines, et alors personne ne peut tracer une ligne de séparation tranquille. C'est ce qui avait causé la concession de "zones grises" pour l'éventuelle recherche d'une certaine frontière politique, souvent conventionnelle, qui aurait pu relier tous les "lieux" de faible densité et les assigner de manière relativement plus juste aux respectives minorités. L'oubli fatal de placer chaque "affaire juste" dans son "juste contexte" conduisit à l'application du canon wilsonien à la mesure de deux préjugés subjectifs[1047]. Cet article a été écrit en 1938 en référence à la Tchécoslovaquie, mais il définit parfaitement la situation du Tyrol et du Frioul. Le partage du littoral méditerranéen nécessita, après ce traité arbitraire de 1919, celui de Rapallo[1048] du 12 novembre 1920, celui de Londres[1049] du 5 octobre 1954 et

---

[1046] http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Crispi/115188 , consulté le 26.2.2013 : « Homme politique italien (Ribera, Sicile, 1818-Naples 1901). Avocat à Palerme puis à Naples, il fait partie de la Chambre des députés à la suite de l'insurrection de Palerme du 12 janvier 1848, et l'octroi d'une Constitution par Ferdinand II. Élu député au Parlement en 1861, il est le chef de l'extrême gauche, mais se rallie à partir de 1865 à la dynastie de Savoie et fonde le parti radical constitutionnel. Président de la Chambre en 1876, il est ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'Agostino Depretis (1877-1878), mais, accusé de bigamie, il est obligé de démissionner. Pendant 9 ans en opposition à Depretis, il lui succède à la présidence du Conseil en 1887 ».

[1047] LE VIE DEL MONDO, Rivista mensile della consociazione turistica italiana, Anno VI, Numero 6, Giugno 1938, XVI, *Di paese in paese, La Cecoslovacchia dopo l'Anschluss*, p.p. VI et VII

[1048] http://www.herodote.net/12_novembre_1920-evenement-19201112.php , consulté le 27.8.2013 : « Le 12 novembre 1920, à Rapallo, l'Italie et la Yougoslavie conviennent de rectifier leurs frontières. Dans la petite cité balnéaire des environs de Gênes, il est convenu que l'Italie annexe l'enclave de Zara et quelques îlots de la côte dalmate, tandis que Fiume, autre ville de la côte dalmate (aujourd'hui Rijeka, en Croatie), devient un État indépendant. Cet arrangement bilatéral est le premier coup de canif dans les traités de paix des mois précédents qui ont mis fin à la Grande Guerre. Il témoigne de la montée des nationalismes. Après la Grande Guerre de 14-18, les Italiens reprochaient aux Alliés de ne pas leur accorder les territoires promis à Londres en 1915 en échange de son entrée en guerre à leurs côtés. Ces territoires sont finalement cédés au royaume de Yougoslavie, né du dépècement de l'Autriche-Hongrie. Mais dans la nuit du 11 au 12 septembre 1919, le poète nationaliste Gabriele D'Annunzio fait une entrée triomphale à Fiume, une ville yougoslave à population italophone revendiquée par les nationalistes italiens. Il défile à la tête de 287 volontaires italiens, les *arditi* ou corps-francs, anciennes troupes d'élite de la Grande Guerre ».

[1049] http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/afdi_0066-3085_1976_num_22_1_1978 , consulté le 27.8.2013 : « Lorsqu'il s'est révélé impossible d'appliquer les dispositions du Traité de paix concernant le régime permanent du Territoire Libre de Trieste (T.L.T.), et le danger des actions unilatérales apparaissant imminent, les Gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Italie et de la Yougoslavie décidèrent de renoncer à leurs efforts faits en vue d'appliquer les dispositions du Traité de paix concernant le T.L.T. Le 5 octobre 1954, ils conclurent à Londres le mémorandum d'accord relatif au T.L.T., en vertu duquel une partie du Territoire (la zone « A ») était placé sous l'administration civile de l'Italie, et l'administration civile yougoslave s'étendait sur l'autre partie (la zone « B ») ».

celui d'Osimo[1050] du 10 novembre 1975. Ils ont apaisé les esprits mais le problème demeure sous-jacent. Après cent ans, le gouvernement de Rome paie encore cette annexion imposée.

[1050] Même lien que précédemment : « Le 10 novembre 1975 la Yougoslavie et l'Italie ont conclu à Osimo (Ancona) un Traité sur la réglementation de quelques problèmes frontaliers, en vertu duquel seront précisées les frontières définitives entre les deux pays sur le terrain où avait été établi le Territoire Libre de Trieste conformément au Traité de paix avec l'Italie. Parallèlement à la réglementation des questions ouvertes concernant la délimitation de la frontière commune, les deux pays ont arrêté de nombreuses dispositions conventionnelles afin d'empêcher que la ligne-frontière ne soit un obstacle à la coopération entre les populations frontalières. Ainsi, parmi les documents adoptés à Osimo figurent des dispositions concernant la position des minorités italienne et slovène, réglant différentes formes de la coopération économique des deux pays (surtout au profit de la population frontalière) et établissant les bases d'une coopération dans beaucoup d'autres domaines (écologie, protection de la mer Adriatique, reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires, et autres). De cette façon, l'entrée en vigueur des documents conclus à Osimo mettra fin au différend de longue date entre la Yougoslavie et l'Italie concernant le territoire de Trieste et les régions adjacentes, en donnant un nouvel élan à la coopération des deux pays adriatiques ».

PARTIE III

COMPRENDRE L'INTERVENTION

Quelques années après la Grande Guerre, les Puissances impliquées dans l'intervention en Extrême-Orient se sont majoritairement évertuées à se taire, quelques historiens ou témoins en ont donné leur version. Elle est, soit subjective, soit approximative, soit incomplète. Selon Peter Fleming qui n'oublia jamais qu'il était britannique et disposa des documents que lui permit de consulter la veuve de Koltchak pour écrire son livre sur la vie de l'amiral,

> l'intervention ne fut pas le résultat d'une politique coordonnée. Elle fut entreprise par chacune des puissances pour des raisons différentes. Les espoirs, les craintes et les erreurs sur lesquels ces raisons s'étayaient ne furent jamais longtemps les mêmes, car la marche des événements hors de Russie s'écartait régulièrement des théories, pour la plupart fausses, sur lesquelles les plans alliés étaient fondés, et les faisait tomber en désuétude. On se trouve donc devant une espèce de marécage historique.[1051]

Si chacune des puissances voyait dans l'intervention des motifs qui la concernaient, la décision d'intervenir fut cependant le résultat d'une politique coordonnée. Il convient de rappeler leur concertation à Paris le 29 novembre 1917, quelques semaines après la déclaration Balfour du 2 novembre, après la prise du pouvoir russe par Lénine et Trotski et le retour de Clémenceau à la présidence du Conseil. En Extrême-Orient, les Japonais acceptèrent de jouer en quelque sorte le rôle des gendarmes de l'Entente – donc concertation – et n'agirent pas plus loin que jusqu'au lac Baïkal. De leur côté, les Américains débarquèrent à Vladivostok et se figèrent dans leur passivité, mais se servirent d'expéditions privées pour manifester leur présence dans tous les secteurs ″délicats″ de la Russie. Quant aux Français et surtout aux Anglais, ils se retrouvèrent partout dans la vaste Russie : ils agirent militairement et politiquement auprès des bolcheviks et des Blancs et s'appliquèrent, sournoisement, à faire gagner le camp qui les intéressait. Bien sûr, espoirs, craintes et erreurs ne furent jamais longtemps les mêmes, ils représentaient tout simplement les embûches rencontrées par la multiplicité des intervenants. Il apparaît plutôt que

[1051] FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, 1963 pour la version anglaise, Paris, Plon, 1963, pp. 12-13

l'immixtion des Alliés et associés dans la vie russe, économique, militaire et politique, répondait à une parfaite orchestration qu'ils avaient communément conçue.

Un adage italien qui prétend qu'entre le dire et le faire se trouve au milieu la mer[1052] renvoie en quelque sorte à la même distance que celle qui existe entre l'idéologie et son application par un pouvoir politique ou autre. Il suffit de parcourir le chemin parcouru par ceux qui voulurent utiliser le principe de l'autodétermination des peuples pour atteindre leurs objectifs politiques. Ce fut le cas des Italiens, des Sionistes mais également des Slaves. Leurs ambitions apparaissent comme n'ayant pu être satisfaites que par la destruction de trois empires : celui des tsars, celui des Habsbourg et celui de l'Empire Ottoman. Quels furent leurs outils pour y parvenir ? La guerre dont Trotski disait qu'elle « est aussi inconcevable sans mensonge que la machine sans graissage »[1053] ; mais une guerre se prépare et se met en scène longtemps avant qu'elle ne se déclenche. « Elle exige en effet la mise en œuvres de techniques multiples pour tromper et démoraliser l'adversaire, même potentiel. La propagande est une arme de guerre ». Une arme insidieuse et redoutable car elle injecte progressivement dans la pensée de l'opinion publique la haine du futur adversaire. La propagande est perverse, « le matériel d'agitation et de propagande, d'où qu'il vienne, […] est d'abord un instrument de combat politique ». L'issue de la destruction des empires prit l'apparence d'une couronne de lauriers ou d'épines, pour qui ?

Les minorités ethniques connaissaient une cohabitation parfois séculaire sous l'autorité d'un pouvoir russe, austro-hongrois ou ottoman. Elles étaient intégrées à des entités politiques qui ne répondaient pas toujours à leurs origines ou à leur vœu et cette situation pouvait provoquer une sourde effervescence ou même dégénérer en conflits. La Première Guerre mondiale bouleversa totalement la donne. Les décisions wilsoniennes censées résoudre le problème par le droit à l'autodétermination des peuples ne firent qu'aggraver la situation. En 1938, Robert Lambel écrivit dans *L'Illustration* que « l'Alsace-Lorraine avait été restituée à la France, le Trentin et le Triestin à l'Italie » et qu' « en procédant à ce découpage, les artisans des traités étaient animés des meilleures intentions » [1054]. Il n'y eut cependant aucun respect des

[1052] *Tra il dire e il fare, c'è di mezzo il mare*
[1053] MARIE, Jean-Jacques, *Histoire de la guerre civile russe 1917-1922*, Paris, Éditions Tallandier, 2015, p. 13 pour les trois citations.
[1054] LAMBEL, Robert, L'Imbroglio des nationalités, in *L'Illustration*, 12 novembre 1938, p. 346, aussi pour la citation suivante, p. 348

nationalités, puisque les nations ne furent pas consultées, pas plus que les intentions des auteurs du découpage ne firent preuve de philanthropisme. En revanche, le démantèlement fut catastrophique car après 1919 « les minorités n'ont jamais cessé de protester contre l'ordre établi par les traités ». Le mélange et l'enchevêtrement des populations ne causèrent-ils pas des conflits seulement lorsque les intérêts politiques des puissances dominatrices les y incitaient ? Quand il y a reconnaissance et respect des minorités nationales, les différends ne s'estompent-ils pas ? Nationalisme et démocratie n'ont aucune raison d'être incompatibles dans cette optique.

5. De l'idéologie nationaliste à la politique

L'idéologie nationaliste fut incontestablement le terme dont Alliés et associés, mais également le bolchevisme de Lénine, se servirent politiquement le plus souvent au cours de ce premier conflit mondial pour justifier nombre de leurs gestes belliqueuses. C'était une idéologie fluctuante modelée à la mesure des exigences de chaque État, ce que confirme Raoul Girardet :

> Reconnu par tous comme un phénomène majeur de l'histoire européenne du XIXe et de la première moitié du XXe siècle, comme un facteur décisif de l'évolution générale des sociétés de notre temps, le nationalisme continue cependant à apparaître au regard de l'analyse historique comme une réalité singulièrement fuyante. Protée omniprésent, mais insaisissable et multiforme, il est plus souvent exalté ou déploré que défini, cerné, décrit, inventorié.[1055]

Quoique création de la fin du XVIIIe, le nationalisme de la fin du siècle suivant fut alors considéré comme synonyme de « chauvinisme », c'est-à-dire « préférence aveugle et exclusive pour tout ce qui est propre à la nation à laquelle on appartient » tandis que le second le rattache aux mouvements « nationalitaires » du XIXe siècle

[1055] GIRARDET, Raoul, « Autour de l'idéologie nationaliste : perspectives de recherches », in: *Revue française de science politique*, 15e année, n°3, 1965. p. 423 in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1965_num_15_3_392858
consulté le 19.3.2014

européen et le définit comme « l'existence propre des peuples à l'état de nations indépendantes ».[1056] Le 15 novembre 1917, David Pinski, écrivain de langue yiddish et défenseur du sionisme travailliste envoya une lettre à Moscou, Marosseika, Armiatski pereoulok 9, pour annoncer que :

> À la réception de la fédération des Sionistes Anglais, Lord ROTCHILD a lu officiellement la lettre de BALFOUR qui contenait les déclarations du gouvernement Britannique aux sionistes et celle que les sionnistes lui adresseent. Lord ROTCHILD, WEIZMAN, SOKOLOF, TCHLENOF JAMERSON. Edmont ROTCHILD en célébrant notre cause ont prononcés des speechs solennels. Parmi les télégrammes de congratulations, un du bureau de l'association des Arméniens unifiés adressé à tous les leaders des organisations sionistes par le monde qui contient des félicitations pour la reconnaissance de la nationalité juive et de son droit inaliénable à posséder le rôle historique de leurs ancétres. L'assemblée a décidé d'envoyer des remerciements aux Arméniens en exprimant l'espoir que les deux peuples vivront en bon voisinage. PINSKI[1057]

La judéité à laquelle le dictionnaire Larousse donne le sens d' « identité juive définie par un ensemble de caractères religieux, sociologiques et culturels »[1058] amène la question : la religion juive correspond-elle à une nationalité ? Le « droit inaliénable à posséder le rôle historique de leurs ancêtres » a-t-il jamais été contesté aux juifs ? La religion juive acquerrait-elle une dimension politique ?

Le président Wilson adopta-t-il cette acception de « l'existence propre des peuples à l'état de nations indépendantes » pour l'insérer dans les Quatorze Points qu'il fit élaborer ? Y insérait-il la religion juive ? Avec eux, le nationalisme prit une teinte politique dont il ne s'est plus départi depuis. Il a toutefois constamment évolué depuis pour prendre dernièrement une autre dimension puisque, comme l'a révélé le referendum d'avril 2013 ciblant la fusion des départements, le pouvoir de Bruxelles est en train de transformer les frontières nationales pour en faire des frontières régionales. Un régionalisme identitaire avec une autonomie politique, fiscale et technocratique s'évertue à se mettre en place subrepticement et à glisser vers une

---

[1056] *Ibid*, GIRARDET, Raoul, « Autour de l'idéologie nationaliste : perspectives de recherches », in: *Revue française de science politique*, 15e année, n°3, 1965. p. 426, aussi pour la citation précédente.
[1057] Cf. Annexe Nr. 81-L'adresse à Moscou abritait le siège d'une imprimerie révolutionnaire en 1917.
[1058] http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/jud%C3%A9it%C3%A9/45087 , consulté le 19.9.2015

autorité non plus nationale mais européenne[1059]. Serait-ce la raison pour laquelle l'enseignement des dialectes et des langues régionales a été remis à l'ordre du jour depuis quelque temps ? Alors qu'au début du XXe siècle la politique était une affaire entre empires, la politisation du nationalisme les a détruits, hormis le britannique évidemment, et le pouvoir se tourne maintenant vers une mondialisation.

L'instrumentalisation du panslavisme et du nationalisme

Peut-être convient-il de considérer les siècles précédents, car « l'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la compréhension du présent ; elle compromet, dans le présent, l'action même »[1060]. Et au fil des siècles, l'histoire cristallise les problèmes de chaque peuple, qui surgissent alors douloureusement en cas de crise aiguë. Il en fut probablement ainsi en ce début de XXe siècle pour les ethnies du centre de l'Europe. Les Russes se rappelaient-ils que les Slaves dont le nom fut mentionné pour la première fois au Ve siècle après J.C. se localisaient au Moyen Âge dans de puissants États tels la principauté de Grande-Moravie, la Russie kiévienne, le royaume de Pologne, le grand-duché de Lithuanie et le royaume de Serbie ? Passant outre les épisodes de leur évolution, il est permis de résumer en disant que « la dispersion géographique, la diversité des influences subies, les regroupements politiques sous tel ou tel chef, la différence religieuse s'ajoutant aux particularités originelles des communautés, [tous ces éléments] contribuèrent, avec le temps, à la formation des principaux États slaves, préfiguration des États modernes ayant chacun sa personnalité propre s'affirmant sur un fonds commun. […]. Il faut d'abord se rappeler qu'ils ont servi de bouclier préservant l'Europe des incursions nomades venues d'Asie »[1061] et des tentatives de conquêtes venant des pays voisins. On peut leur attribuer aussi le mérite d'avoir été l'un des liens entre l'Asie et l'Occident. Environ 250 millions de personnes parlent leurs langues, très proches les unes des autres, principalement sur le territoire de ces cinq États : Russie, Pologne, ex-Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Bulgarie. La prédominance linguistique slave d'un si grand nombre peut expliquer et

[1059] http://www.egaliteetreconciliation.fr/Conference-de-Pierre-Hillard-et-Piero-San-Giorgio-a-Nancy-20687.html , consulté le 13.10.2013
[1060] BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 61
[1061] ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, Éditeur à Paris, 1989, Corpus 21, p. 77c

justifier ce désir de reconnaissance du panslavisme. Ce sentiment d'appartenir à un très vaste mouvement linguistique, mais pas nécessairement culturel, en venait cependant à être parfois rapidement oublié en faveur du nationalisme. La langue et le langage peuvent toutefois appartenir aux premiers éléments d'identification culturelle et nationale.

En ce début de XXe siècle, le nationalisme désignait un système de pensée essentiellement fondé sur l'affirmation de la primauté dans l'ordre politique, de la défense des valeurs nationales et des intérêts nationaux. Ce terme assuma ensuite une triple possibilité de définition : « soit qu'il s'applique pour stigmatiser certaines formes outrancières du patriotisme, soit qu'il soit utilisé pour désigner les revendications d'un peuple assujetti aspirant à l'indépendance, soit enfin qu'il serve d'étiquette et de profession de foi à certains mouvements ou à certains groupements ordinairement situés à droite ou à l'extrême-droite de l'horizon politique ».[1062]

Le panslavisme ne rejoignait donc le nationalisme qu'en un seul point, d'ailleurs incohérent : les peuples slavophones assujettis à Vienne et à Budapest, aspirant à l'indépendance, désiraient se retrouver dans le cadre du panslavisme sous la tutelle d'un autre monarque, un Romanov ; en quoi consistait donc pour les Slaves l'intérêt de se rassembler sous une autorité différente ? Nationalisme et panslavisme pouvaient-ils être alors considérés comme apparentés ?

Le lien entre le panslavisme prôné par les Russes et les Slaves, l'Entente et la Tchéco-Slovaquie qui s'en servirent se révèle à lui seul. Le pan-slavisme, tout comme le pan-islamisme, ou le pan-américanisme sensibilise à la solidarité toutes celles et ceux qui se définissent d'une même appartenance. Il en va de même pour l'impérialisme, le capitalisme, le communisme, le libéralisme et tous les ″isme″ que l'esprit humain est capable d'inventer et qui englobent et définissent une doctrine ou une idéologie. Ce panslavisme de 1914 est surtout celui des Russes : en un premier temps, au début de la guerre, ils accueillirent les éléments slavophones de la Double Monarchie qui déjà avant 1914 avaient émigré sur leurs terres ; ensuite ils accordèrent aux prisonniers tchèques et slovaques retenus dans les camps de concentration russes

[1062] *Op. Cit.*, GIRARDET, Raoul, « Autour de l'idéologie nationaliste : perspectives de recherches », in: *Revue française de science politique*, 15e année, n°3, 1965. p. 426

un régime de faveur, sous l'impulsion de l'Entente. Puis, ces Austro-Hongrois slavophones revendiquant l'autonomie se rassemblèrent et créèrent leur propre armée par le biais de la Légion tchéco-slovaque. Celle-ci fut mise sur pied par les deux Comités nationaux tchèques, celui de Paris aux ordres de l'Entente, et celui de Petrograd, son concurrent plus monarchiste que républicain. Le gouvernement tsariste les accepta et se limita à les intégrer dans l'armée russe tout en respectant la singularité de l'unité qu'ils formaient. Mais les événements politiques russes se répercutèrent également sur cette unité, devenue ensuite la Légion tchéco-slovaque, sur décision du gouvernement français. Si Masaryk se rendit en Russie en mai 1917, après la révolution de la fin de l'hiver, après la chute du tsar, après l'entrée des États-Unis dans le conflit qui était déjà mondial sans eux, lorsque le gouvernement était dirigé par Lvov et Kerenski, ce fut en grande partie pour se soucier de cette Légion et lui donner, sans le dire ouvertement, une dimension politique. Masaryk n'agissait pas seul, il dépendait totalement du bon vouloir de l'Entente et des Etats-Unis. L'autonomie souhaitée du nouvel État tchéco-slovaque ne pouvait se réaliser seulement avec des idées, des intentions et une armée, il fallait de l'argent, un soutien politique puissant et les circonstances qui permettraient sa concrétisation. Masaryk les trouva à Londres, Paris et Washington où maçonnerie et sionisme lui accordèrent leur appui. Mais ce dernier n'avait aucun rapport avec le panslavisme, c'était une affaire politique ciblant la destruction de l'Empire danubien et pour ce faire, le panslavisme et le nationalisme tchèque et slovaque furent instrumentalisés. Masaryk instrumentalisa également ces prisonniers de guerre tchéco-slovaques devenus des *Légionnaires* et auxquels il recommanda « d'investir toutes leurs forces dans la création de leur nouvel État, sans se soucier de la morale. Les officiers russes furent ainsi limogés de plusieurs postes de commandement [dans la Légion] »[1063] : le grand empire slave rêvé par les nations slavophones de l'Autriche-Hongrie était aussi irréel que le panslavisme, le pangermanisme ou le panislamisme. Les désirs d'autonomie de la Bohême ou de la Slovaquie utilisés par une Entente uniquement désireuse d'aboutir à ses fins n'avaient rien en commun avec le rêve idéaliste et humain de créer une grande nation slave. « Même si l'idée du panslavisme était en fait un courant très superficiel qui n'aurait jamais pu prendre racine dans une large couche de la population, bien que, au cours du

[1063] *Op. Cit.,* SAKHAROV, Konstantin, W., Général de Corps d'Armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien,* p. 28 : « alle Kräfte zur Bildung eines neuen Staates anzusetzen, ohne sich um moralische Hemmungen zu kümmern. Die russischen Offiziere wurden von mehreren Kommandostellen entfernt ».

dernier demi-siècle avant la guerre, il ait défini la vie publique en Russie. Il s'agissait bien davantage d'un courant culturel et poétique »[1064]. Inutile d'expliquer que la poésie a bien peu de points d'ancrage avec la guerre ni avec le nationalisme des Tchèques et des Slovaques exploité par l'Entente.

- **Le nationalisme et sa politisation**

Ce nationalisme qui, selon Michelet, représentait l'ensemble des traits de caractères distinguant une nation[1065] et, selon la deuxième formule de Girardet, revendiquait l'autonomie, devint l'outil principal de cette Première Guerre mondiale. Il servit les desseins politiques des Alliés et associés : n'a-t-on pas redessiné à Versailles une Europe nouvelle sur la base du principe des nationalités ? Ne s'agissait-il pas d'un objectif déjà ciblé. Il suffit de se rappeler que pour Briand « le mot paix est un sacrilège »[1066] – la guerre devait donc aller jusqu'au bout de ce qui avait été prévu – et de lire le commentaire que Balfour, chef de l'amirauté, écrivit le 4 octobre 1916 sur l'opportunité de la guerre, dont voici quelques passages :

> Il faut diminuer l'étendue des territoires dont les Puissances centrales peuvent tirer les hommes et l'argent que requiert une politique d'agression : et il faut amoindrir, en même temps les attraits d'une telle politique, en modifiant la carte de l'Europe, d'accord avec ce que l'on appelle, plutôt vaguement, le principe des nationalités.
>
> Appliquée avec succès, la seconde de ces méthodes assurerait certains buts que les Alliés sont tous à désirer. Elle rendrait à la Belgique son indépendance, restituerait l'Alsace et la Lorraine à la France, procurerait à la Pologne une sorte de ″home rule″, étendrait les frontières de l'Italie, établirait une Grande-Serbie et une Grande-Roumanie dans le sud-est de l'Europe. J'aimerais beaucoup la voir appliquée aussi en Bohême.[1067]

[1064] *Ibid.*, Sakharov, p . 19
[1065] LE GRAND ROBERT, Dictionnaire de la langue française, Paris, 1985, p 694
[1066] BALFOUR in LLOYD GEORGE, David, *Mémoires de guerre*, Paris, A. Fayard & Cie Éditeurs, 1935, p. 323
[1067] *Ibid.*, LLOYD GEORGE, David, *Mémoires de guerre*, Paris, A. Fayard & Cie Éditeurs, 1935, p. 329

Les jeux étaient donc déjà faits depuis l'automne 1916, si ce n'est avant. Il est malgré tout nécessaire de faire une distinction entre le nationalisme slave et celui italien, car il convient de mettre en exergue que le nationalisme se révèle aussi politiquement malléable que le caméléon est capable d'adapter sa couleur à celle de son support.

Le Royaume d'Italie souhaitait-il réunir dans son jeune État toutes les populations italophones ? Selon Fejtö, « le grand dessein national était moins celui de récupérer les Italiens dominés par l'Autriche – quitte à placer un certain nombre d'Austro-Allemands sous domination italienne, et à créer ainsi de nouveaux problèmes – que d'unifier les particularismes italiens en leur offrant la perspective de faire de l'Italie une grande nation »[1068]. Selon Sergio Romano, écrivain, diplomate et historien, Sonnino « pensait à la guerre comme le seul moyen capable de trancher le nœud des contradictions nationales » du pays encore mal uni. Pour ce faire, l'Italie avait besoin des Alliés, elle marchanda donc avec les puissances de l'Entente et « les exigences italiennes dépassèrent les revendications proprement nationales pour s'étendre, en cas de dislocation de l'Empire turc, à la Libye, à l'Érythrée, à la région d'Adala ». Le prix apparaissait excessif aux Anglais, Français et Russes. Mais Sonnino avait également négocié avec le gouvernement autrichien, lui proposant la neutralité en échange de la cession immédiate du Trentin ; il ne pouvait s'attendre qu'à un refus, connaissant l'attachement de Vienne à cette région. L'Italie s'engagea donc aux côtés de l'Entente.

Mais l'engagement de l'Italie dans la guerre devait vaincre au préalable les réticences nationales : la majorité de l'opinion penchait en faveur de la neutralité, les socialistes avançaient leur pacifisme et leur internationalisme, les catholiques tenaient à rester solidaires de l'Autriche, les milieux financiers et industriels étaient liés à l'Allemagne. L'éloquence de D'Annunzio se soucia de convaincre les foules et d'« ameuter la rue contre le Parlement récalcitrant, lequel, avec trois cent vingt députés sur cinq cent huit, se prononça contre la ratification de la déclaration de guerre »[1069]. D'où le caractère secret des accords de Londres parce que le Parlement ne fut pas informé. Leo Valiani, historien italien, analysa ensuite de cette manière :

[1068] *Op. Cit.,* FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 51, aussi pour les deux citations suivantes
[1069] *Ibid.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 52

> L'intervention italienne fut décidée sous l'égide du patriotisme du Risorgimento, de l'irrédentisme justifié par l'italianité du Trentin et de Trieste. L'Italie avait un régime politique plus démocratique, libéral, moins militariste que l'Autriche-Hongrie. Mais parmi les buts de guerre que l'Italie fit insérer au traité de Londres, il y eut aussi l'annexion, pour des raisons stratégiques, de terres peuplées de non-Italiens, ce qui aura une influence, entre autres causes, bien entendu, sur le naufrage ultérieur du régime libéral italien.[1070]

Ce à quoi, Fejtö ajouta que « d'ailleurs, les antiautrichiens mazzinistes conséquents, comme Bissolati et Salvemini, étaient opposés à ce que l'Italie annexât des territoires habités par des groupes compacts de populations allemandes ou slaves ». Y avait-il deux courants parmi les interventionnistes : ceux travaillés par un désir d'expansion territoriale et ceux chez qui dominait le principe des nationalités ? L'Italie était-elle à la recherche de son identité nationale ? Englober les Austro-Hongrois du Sud ne pouvait que compliquer cette démarche.

L'Empire des Habsbourg était très attaché au Tyrol et à son port de Trieste que les habitants avaient su rendre prospère aux dépens de Venise. De plus, les Germains[1071] du Tyrol et les Slaves de l'Adriatique préféraient l'appartenance à l'Autriche à une domination italienne. Dans ce Sud-ouest italophone de l'Empire austro-hongrois, seule une minorité italophile, intellectuelle et bourgeoise souhaitait, en 1914, devenir citoyenne du Royaume d'Italie. La très grande majorité du peuple restait fidèle à François-Joseph. Pour preuve, il est permis de rappeler que sur les 400 *irredenti* – 10% des quatre mille que la Russie ″rendit″ à l'Italie en octobre-novembre 1916 – disposés à s'engager dans l'armée italienne lorsqu'ils se trouvaient dans le camp de Kirsanov, seuls 250 s'enrôlèrent effectivement[1072] lorsqu'ils arrivèrent dans le Royaume de Victor-Emmanuel III ; qu'en octobre 1918, les catholiques du Frioul

---

[1070] *Ibid.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 54, aussi pour la citation suivante

[1071] L'opportunité est offerte ici de préciser que les textes français ou francophones commettent l'erreur de mentionner les citoyens germanophones de l'empire bicéphale comme étant des Allemands. Ceux-ci sont les citoyens de l'Allemagne et non de l'Autriche-Hongrie. Les Autrichiens d'expression allemande sont mentionnés sous l'appellation de 'Germains' ou qualifiés de germanophones. Dans ce contexte de la guerre, cette erreur peut conduire à de sérieuses confusions. L'alliance entre les deux empires ne fait pas de l'ensemble des deux populations des Allemands, pas plus que les Belges Wallons ou les Canadiens francophones ne sont des Français.

[1072] BRESCIANI, Giuseppe, *Una generazione di confine*, a cura di Gianluigi FAIT, Riva del Garda, Biblioteca civica, 1991, p. 201, note 48

se prononcèrent même contre l'attachement à l'Italie, tandis que les socialistes de Trieste optaient pour une solution d'indépendance de la région. Cette situation ne pouvait donc pas même avoisiner le nationalisme. Travaillé par Paris et Londres, le gouvernement de Rome donna donc à un mouvement pseudo-irrédentiste une teinte politique allant même après la guerre jusqu'à parler de quatrième guerre d'indépendance. Mussolini appliqua une politique volontariste d'italianisation et fit coloniser ces zones conquises par les populations du Sud. Ce fut tout simplement une guerre de conquête. L'annexion de ces deux régions se révéla comme un troc politique, alors que le principe des nationalités revenait comme une antienne. Il était utilisé par qui en avait besoin pour justifier un désir de liberté, d'émancipation ou de nationalisme, puisque le nationalisme n'avait pas le même visage dans chaque pays.

Tchèques de Bohême et Slovaques de Hongrie ne connurent pas du tout le même schéma que les Italiens. Déjà en 1870, le panslavisme avait fourni à la Russie expansionniste le prétexte nécessaire pour considérer les Balkans comme la sphère d'influence de la Russie. Ce qui déclencha la politique balkanique de l'Autriche et de l'Allemagne. Mais toutes les nations de cette région montagneuse des Balkans n'adhéraient pas au panslavisme, puisque « nombreux furent les Roumains qui auraient aimé s'allier aux Hongrois contre le panslavisme, dans lequel, peuple non slave de la région, ils voyaient, eux aussi, un danger pour la survie de leur nation ». Mais face au refus des Hongrois, ils « cherchèrent à se rapprocher des Slovaques et des Serbes, afin de constituer un front anti-hongrois commun »[1073]. Sans succès. Et la rupture fut irrémédiable lorsque la Roumanie entra en guerre contre l'Autriche-Hongrie en 1916 et impardonnable suite au traité de Versailles.

De leur côté, les Slovaques qui avaient tenté d'échapper à la domination hongroise s'étaient réfugiés dans le panslavisme en se rapprochant du mouvement national tchèque. « Ce courant aboutit à la création, en 1896, à Prague, d'une union tchécoslovaque. Un congrès réunit à Budapest des autonomistes slovaques, serbes et roumains, qui élaborèrent un programme commun, demandant l'autonomie pour les nationalités »[1074]. Thomas G. Masaryk entra alors en lice et commença sa propagande avec l'aide de ses amis britanniques – « Loyd George s'entourait de personnalités du

[1073] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, pp. 123 et 124 pour les deux citations
[1074] *Ibid.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 127

groupe *Round Table*[1075] (que Masaryk connaissait bien ; il est vrai qu'il connaissait tout le monde […] dont la plupart étaient partisans de la guerre à outrance, jusqu'à la victoire finale »[1076] – et puis de l'Entente. Des difficultés existaient également avec les Serbes et les Croates, pourtant selon Fejtö,

> la majorité des Tchèques, des Polonais, des Croates et des Slovènes ne se sont retournés contre la monarchie que vers la fin de la guerre, lorsque la situation de la dynastie parut de plus en plus compromise et que tous commencèrent de redouter l'expansion vers le Sud de l'impérialisme germanique.[1077]

Nombreux étaient encore ceux qui croyaient en l'avenir de la monarchie à deux ans de sa fin, « évoquant seulement un nouveau statut à l'intérieur de l'empire »[1078] et nombreux furent également ceux qui, le 4 mars 1919, tandis que l'Assemblée nationale constituante siégeait pour la première fois à Vienne, revendiquèrent leur rattachement à l'Autriche lors de manifestations en Tchéco-Slovaquie : la répression militaire y fit cinquante-sept morts et quelque cent blessés graves[1079]. Ceci va à l'encontre de ce qu'écrit Antoine Marès : « À Prague, la passation des pouvoirs [s'est faite] sans heurts à part quelques échauffourées le 28 à l'occasion du décrochage des emblèmes

---

[1075] BRAMLEY, William, *Die Götter von Eden*, 1989 by Dahlin Family Press, San Jose, California, Peiting, In der Tat Verlag, 1994, p. 360 : La *Round Table* a été fondée en 1891 par un Anglais du nom de Cecil Rhodes (1853-1902) qui avait fait ses études à Oxford. Rhodes dominait l'empire du diamant en Afrique du Sud et en Rhodésie du Nord et du Sud, offrant ainsi à l'Empire britannique un élément vital au niveau mondial. Appartenaient à cette société Rothschild, Milner et après la guerre Rockefeller et Whitney. Cf. aussi : http://www.bibliotecapleyades.net/sociopolitica/esp_sociopol_roundtable_4.htm , consulté le 24.8.2015 : SEE, Rose, The Cliveden Set,pp.95-96 : "During the years 1916 to 1919 many Round Table members occupied senior positions in the government of British Prime Minister David Lloyd George. This was no accident, for since January 1916 a number of key Round Table members, including Milner, Kerr, Dawson, Amery and Waldorf Astor had begun to cultivate the ambitious Lloyd George. Dining together every Monday, often at Amery's residence, the primary obsession of this so-called "ginger group" was the need to replace the then Prime Minister, Herbert Asquith, with "firm leadership". For most Round Table members the obvious choice as Prime Minister was Milner. However an apparently blundered attempt by Dawson and Astor to convince Asquith to resign in favour of Milner merely paved the way for the more politically astute Lloyd George to assume the prime ministership in December 1916.

[1076] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 199

[1077] HANÁK, Péter, *A dualizmus korának történeti problémái*, (Les problèmes historiques de l'époque du dualisme), Budapest, 1971, in *Ibid.*, FEJTÖ, François, p.137

[1078] *Op. Cit.*, GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2004, p. 94

[1079] *Op. Cit.*, KLEINDEL, Walter, *Österreich-Daten zur Geschichte und Kultur*, p. 317 : „ 4. März: Erste Sitzung der verfassungsgebenden Nationalversammlung [...] – In diesem Zusammenhang gibt es in der Tschechoslowakei Demonstrationen für einen Anschluß an Deutschösterreich – sie werden mit Militär unterdrückt, 57 Tote und etwa 100 Schwerverletzte".

impériaux : ce changement de régime s'est déroulé sans effusion de sang… »[1080]. Tous ces éléments permettent donc d'en déduire que le mouvement nationaliste guidé par Masaryk et Beneš n'était pas majoritaire. Tous deux l'avaient conduit sous la houlette d'une dictature politicienne internationale bien éloignée du panslavisme. De plus, dans le pays même, l'harmonie ne régnait pas, comme le dévoile Françoise Mayer.

Sur place, en Bohême, après le « coup d'État » du 28 octobre[1081], en accord avec les autorités autrichiennes, Švelha s'empara avec Soukup, au nom du Comité national, de l'Office céréalier, première étape décisive pour dominer la situation et assurer le ravitaillement de l'armée autrichienne. Les problèmes commençaient pour cette nouvelle république :

> L'État tchécoslovaque né en 1918 dépend d'abord du soutien des puissances alliées. La défense de ses frontières compromet ses relations avec les États voisins. La Première République relie des régions hétérogènes qu'il coupe dramatiquement de ses partenaires économiques traditionnels. Le nouvel État rassemble des groupes ethniques qui ne sont pas prêts à vivre ensemble. L'indépendance tchécoslovaque met la classe politique tchèque et slovaque à la tête d'un État multinational et disparate dont l'existence est remise en cause à l'intérieur comme à l'extérieur.[1082]

En somme, cette toute nouvelle république réunissait à son tour les mêmes problèmes que l'Empire abhorré. Chacun comprend qu'il est plus aisé de dire, comme l'encyclopédie Universalis, que « l'idée d'un État rassemblant Tchèques et Slovaques commençait à peine à s'affirmer dans les premières années du XXe siècle. La Première Guerre mondiale la fit progresser à grands pas et en permit la réalisation »[1083], tandis que la complexité de la création de la première République tchéco-slovaque se poursuivit même après le 28 octobre. Le chef de la résistance intérieure, Kramarč, et le représentant de la Résistance à l'étranger, Beneš, le premier soutenu par le peuple de Bohême et l'autre par les Alliés, bien que luttant pour la même cause, étaient des

---

[1080] MARÈS, Antoine, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France*, conférence du 10.9.2009, p. 3 in http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/naissance-tchecoslovaquie.pdf , consulté le 10.10.2012

[1081] MAYER, Françoise, Švehla, démocrate tchèque, In: *Revue des études slaves*, Tome 62, fascicule 4, 1990.p. 835. In : /web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1990_num_62_4_5934 , consulté le 25.8.2015

[1082] *Ibid.* , MAYER, Françoise, Švehla, démocrate tchèque, p. 836

[1083] http://www.universalis.fr/encyclopedie/tchecoslovaquie/1-de-la-creation-de-l-etat-a-la-seconde-guerre-mondiale/ , consulté le 25.08.12

rivaux, presque des adversaires. Et dans leur dimension humaine, ils en oubliaient toute notion de nationalisme ou de panslavisme. Aucun ne pouvant évincer l'autre, leurs forces étaient complémentaires et ils eurent conscience qu'il fallait éloigner le spectre de la guerre civile. Ils s'accordèrent donc pour fusionner et constituer un gouvernement unique composé de membres choisis parmi les deux organismes. Le 14 novembre,

> l'Assemblée nationale révolutionnaire tchèque[1084], convoquée à Prague par Kramarč, tient sa première séance solennelle dans l'ancien Landtag de Bohême. Les députés adoptent à main levée les articles de la nouvelle Constitution, préparée à l'avance par le Comité national. Après quoi, se conformant aux stipulations de l'Accord de Genève, ils élisent à l'unanimité Thomas Garrigue Masaryk chef de l'État et nomment Kramarč, Président du Conseil. Beneš, devient ministre des Affaires étrangères ; Rašin, ministre des Finances ; Svehla, ministre de l'Intérieur ; Klofatsch, ministre de la Défense ; Štefánik, ministre de la Guerre[1085].

Il convient de souligner que, maintenu trop en retrait par « l'historiographie occidentale obnubilée par les personnalités de Masaryk et Beneš »[1086], Švehla, l'intelligent chef du Parti agrarien, fut ensuite plusieurs fois chef du gouvernement entre 1922 et 1929. Françoise Mayer[1087] qui sut reconnaître l'importance de ce personnage et le redimensionner à sa juste valeur, doit cependant être contestée lorsqu'elle écrit que « la position de Masaryk est entièrement la conséquence de son travail personnel » [1088]. Malgré sa culture, ses vastes capacités intellectuelles et sa

---

[1084] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande V*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 120, note 3 : « Elle comprend 249 membres, répartis comme suit : 54 Agrariens, 49 Socialdémocrates, 40 Démocrates du ″Droit d'État″, 28 Socialistes tchèques, 24 Catholiques, 4 Socialistes centralistes, 1 membre du Parti morave des artisans, 40 membres représentant provisoirement les Slovaques, 9 non inscrits ».

[1085] *Ibid.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande V*, p. 120, note 5 : « Le secteur militaire se trouve ainsi scindé en deux : l'autorité de Klofatsch s'étend aux troupes de l'Intérieur et aux Sokols ; celle de Stéfanik s'étend aux troupes de l'Extérieur, c'est-à-dire aux Légions de France, d'Italie et de Sibérie. Sa mort accidentelle, survenue le 4 mai 1919 et le retour des Légions mettront fin à cette dyarchie »

[1086] *Op. Cit.*, Françoise Mayer, Revue des études slaves , Year 1990, Volume 62, Issue 62-4, p. 827

[1087] *Ibid.*, MAYER, Françoise, Švehla, démocrate tchèque, In: *Revue des études slaves*, Tome 62, fascicule 4, 1990. pp. 827-847. In : /web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1990_num_62_4_5934 , consulté le 25.8.2015

[1088] *Ibid.*, MAYER, Françoise, Švehla, démocrate tchèque, In: *Revue des études slaves*, Tome 62, fascicule 4, 1990. p. 827. In : /web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1990_num_62_4_5934 , consulté le 25.8.2015

compétence en rhétorique, Masaryk n'aurait rien pu faire sans le soutien politico-financier des Alliés et des Américains, et aussi sans celui de la presse britannique.

Pas plus que Jitka Rychtarikova et Jan Rehak ne peuvent écrire que « la Tchécoslovaquie a été déclarée État indépendant, le 28 octobre 1918 à la suite de la Première Guerre mondiale, après la désintégration de la monarchie d'Autriche-Hongrie. Les Slovaques [avaient] décidé de partager le même État avec les Tchèques par la déclaration de Martin du 30 octobre 1918 »[1089]. D'abord le 30 juin 1918, à Darney, le président Poincaré avait déjà déclaré dans le discours prononcé à la cérémonie de remise d'un drapeau à l'armée tchéco-slovaque que

> lorsque le gouvernement de la République a constitué l'armée tchécoslovaque et reconnu, d'accord avec nos alliés, l'autorité du comité national, il a voulu tout à la fois, témoigner sa gratitude à de vaillants soldats dont beaucoup s'étaient engagés, dès le début de la Guerre, sous le drapeau français, et consacrer les légitimes revendications d'un peuple qui n'a jamais fléchi sous le fardeau de l'uniforme et qui ne s'est point résigné à la domination de l'étranger.[1090]

Le chef de l'État français et les Alliés reconnaissaient donc dès le 30 juin 1918 l'autorité du CNT et la légitimité des revendications du peuple tchéco-slovaque. Reconnaissance officialisée le 28 octobre à Prague après que le 9 août l'Angleterre avait reconnu la Tchéco-Slovaquie comme nation belligérante l'incluant parmi les Alliés, c'est-à-dire lui donnant les mêmes droits à l'exigence d'indemnités à la conclusion de la guerre. Le 3 septembre 1918 les USA avaient également reconnu le Conseil national tchéco-slovaque comme belligérant et le considéraient désormais comme associé au même titre que la Serbie et la Grèce. Le 21 octobre, les membres germanophones de l'Assemblée de Cisléthanie s'étaient réunis en Assemblée nationale provisoire de l'Autriche des Germains[1091]. Ce ne fut pas à la suite de la guerre que la Tchéco-Slovaquie put se déclarer indépendante – du début à la fin, la guerre avait servi les indépendantistes – et ce ne fut pas non plus après la désintégration de la

---

[1089] RYCHTARIKOVA, Jitka, Rehak, Jan. Populations et frontières : le cas de la Tchécoslovaquie. In: *Espace, populations, sociétés*, 1992-2. Population et frontières - Population and frontiers. pp. 185-201. In http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/espos_0755-7809_1992_num_10_2_1524 consulté le 1.8.2015

[1090] Le texte intégral du discours m'a été remis en 2012 par M. André POIROT, responsable du musée de la Tchécoslovaquie à Darney (88260)

[1091] *Op. Cit.*, KLEINDEL, Walter, Österreich – Daten zur Geschichte und Kultur, Wien, Heidelberg, 1978, p. 311

monarchie d'Autriche-Hongrie puisque la déclaration d'indépendance de la première République tchéco-slovaque, prononcée par le CNT de Paris contribua, entre autres, à la dislocation de l'Empire danubien. D'autre part, fin octobre, la Slovaquie appartenait encore à la Hongrie, la déclaration Martin[1092] du 30 octobre 1918 l'en détacha et officialisa cette rupture et son intégration dans le nouvel État qui choisit Prague pour capitale :

Déclaration de la nation slovaque de 1918

> Les délégués de tous les partis politiques slovaques réunis le 30 octobre 1918 à Turčiansky Sv. Martin, et organisés en Conseil National slovaque comme membres de la grande nation tchéco-slovaque[1093], affirment le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, droit admis par le monde entier. Le Conseil National déclare qu'il est le seul autorisé à parler et à agir au nom de la nation tchéco-slovaque vivant dans les limites de la Hongrie.
>
> Nous dénions cette autorité au gouvernement hongrois qui, pendant de nombreuses décades, ne connaissait pas de tâche plus sérieuse que celle d'opprimer tout ce qui était slovaque, qui n'a ni créé ni permis de créer aucune école pour notre peuple, qui n'a jamais permis que le peuple slovaque soit admis aux fonctions publiques, qui a anéanti la propriété de notre peuple, et qui, par sa constitution et sa politique d'un féodalisme médiéval, nous a dépouillés. […]
>
> Le Conseil national de la nation tchéco-slovaque habitant en Hongrie déclare : 1° Les Slovaques font linguistiquement et historiquement partie de la nation tchéco-slovaque une. Les Slovaques ont pris part à toutes les luttes intellectuelles livrées par la nation tchèque, et qui l'ont fait connaître à travers le monde. 2° Nous demandons aussi pour cette nation tchéco-slovaque le droit de disposer d'elle-même en pleine indépendance. En vertu de ce principe, nous approuvons la nouvelle situation juridique internationale formulée le 18 octobre 1918 par le président Wilson et reconnue le 27 octobre par le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie. […] [1094]

[1092] http://www.eurel.info/spip.php?rubrique501 , consulté le 25.8.2015 et MASARYK, Thomas G., *La résurrection d'un État*, Paris, Librairie Plon, 1930, p. 237

[1093] La constitution de 1920 changea l'orthographe du nom du pays (Tchéco-Slovaquie) en laissant tomber le trait d'union pour donner le nom que l'on connaît aujourd'hui, celui de Tchécoslovaquie. Toute personne qui utilisait l'orthographe des Traités de paix était coupable d'une infraction à la loi du pays. KIRSCHBAUM, S. J., *Slovaques et Tchèques,* p. 17

[1094] KIRSCHBAUM, S. J., *Slovaques et Tchèques Essai sur un nouvel aperçu de leur histoire politique*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1987, Annexe VIII, p. 174

Il convient toutefois de rappeler que les accords de Pittsburgh du 30 mai 1918 garantissaient aux Slovaques le respect de leur identité, laissant entendre l'existence d'un État fédéral qui cependant ne vit jamais le jour :

> Les représentants des organisations tchèques et slovaques suivantes aux Etats-Unis : la Ligue slovaque, l'Association nationale tchèque, l'Union des catholiques tchèques ont discuté en présence du professeur Thomas Masaryk, président du Conseil national tchèque et slovaque, la question tchèque et slovaque et les programmes publiés jusqu'à ce jour et ont rédigé la Convention ci-dessous : Nous approuvons le programme politique qui veut unir les Tchèques et les Slovaques en un État indépendant. La Slovaquie aura sa propre administration, son Parlement, sa magistrature. La Langue slovaque sera la langue officielle devant les tribunaux et généralement dans toutes les manifestations de la vie publique. […] [1095]

Or, la validité de ces accords probablement conclus selon une procédure *courte* ou *à un seul degré* est indiscutable en droit international[1096]. Pourtant, Masaryk s'autorisa cette attitude :

> Un second événement important fut la conférence qui réunit à Pittsburgh les Slovaques et les Tchèques. Le 30 juillet, j'y signai l'accord – « accord » et non traité (*Ceskoslovenska Dokoda, ne smlouva*) – conclu entre les Tchèques et les Slovaques d'Amérique. Cet accord devait donner satisfaction à la petite fraction slovaque qui rêvait de Dieu sait quelle indépendance de la Slovaquie. Les idées de quelques slavophiles russes, celles de Stur et de Vajansky, avaient pris racine aussi parmi les Slovaques d'Amérique. C'est contre cela que nos Tchèques et nos Slovaques s'accordèrent sur un texte qui demandait pour la Slovaquie une administration, une Diète et des tribunaux particuliers. Je signai cet accord sans hésitation, car ce n'était qu'une convention locale entre Tchèques et Slovaques d'Amérique. Les signataires étaient tous, à l'exception de deux, citoyens américains ; quelques autres signatures y furent ajoutées ensuite dans des conditions incorrectes. L'accord stipulait entre autres que c'étaient les représentants légaux du peuple slovaque qui décideraient sur les détails du problème politique slovaque. De même je marquai, dans la « Déclaration d'indépendance » proprement dite, qu'elle n'était qu'une tentative de caractériser la

[1095] HRUŠOVSKÝ František, *Slovenské dejiny*, Turčiansky Sv. Martin, Matica slovenská, 1939, p. 368, in *Ibid.*, KIRSCHBAUM, S. J., *Slovaques et Tchèques*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1987, p. 172

[1096] *Op. Cit.*, NGUYEN QUOC DIN, DAILLIER, Patrick, FORTEAU, Mathias, PELLET, Alain, avec la collaboration de Daniel Müller, *Droit international public*, 8e édition, Paris, LGDJ-Lextensio éditions, p. 157

future Constitution et que celle-ci serait fixée définitivement par les représentants légaux du peuple.[1097]

Si Masaryk signa l'accord de Pittsburgh le 30 juillet 1918, les représentants du peuple slovaque ne pouvaient pas s'être « *déjà* prononcés pour l'unité le 30 octobre » de la même année, c'est-à-dire trois mois après Pittsburgh, qu'ils l'aient fait auparavant, à Saint-Nicolas de Liptov, le 1er mai1918, est en revanche tout à fait crédible sur le plan chronologique. Masaryk ajouta : « voilà l'unité dont il s'agit, et l'autonomie est une revendication tout aussi justifiée que pourrait l'être le centralisme ; l'essentiel est d'arriver à un juste équilibre entre ces deux tendances ».

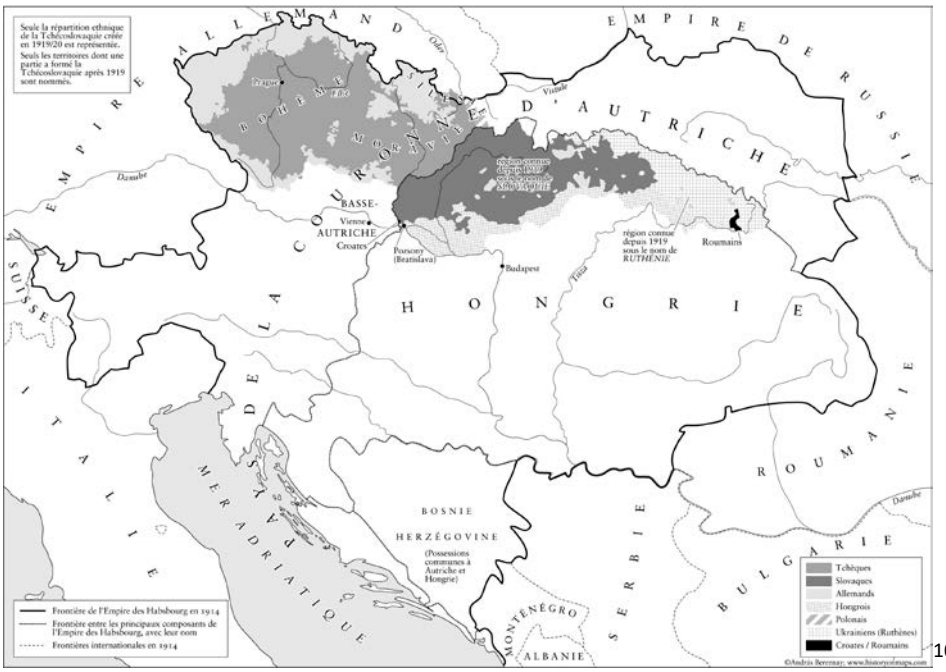
Par cette dernière phrase, Masaryk prouve à quel point il n'avait jamais eu l'intention d'envisager une Tchéco-Slovaquie fédérale. En signant spontanément, il savait qu'il trompait le peuple slovaque. Tous ces émigrés slaves en Amérique lui étaient indispensables car ils lui donnaient de l'argent. Lorsque le comte Karolyi se rendit aux États-Unis au début de l'année 1918 pour obtenir du gouvernement la reconnaissance de l'intégrité de la Hongrie, en échange de quoi il acceptait la libération des Tchèques mais pas celle des Slovaques, House, le faux colonel, « en informa les Tchèques, qui s'entendirent avec les Slovaques pour que ceux-ci se déclarassent en faveur de l'État tchécoslovaque ». Wilson soutenait ainsi Masaryk dans sa démarche frauduleuse car il savait très bien qu'au bout du compte, c'était l'Autriche-Hongrie qui devait s'effondrer.

Où est le nationalisme ou le panslavisme dans ce cas ?

Un bilan rétrospectif du panslavisme, voire de l'autonomie tchécoslovaque met en évidence que ″l'aventure politique″ des Tchèques et des Slovaques les ramena, moins d'un siècle plus tard, à la même situation qu'en 1914. Alors ils étaient soi-disant soumis au joug des Habsbourg, ou plutôt à la domination des nobles germanophones de l'Empire, et souhaitaient adhérer à cette doctrine appelée panslavisme, censée unir politiquement les peuples slaves. Au début de la Grande Guerre, la Bohême était alors prête à se soumettre à l'autorité d'un Romanov, autrement dit, elle voulait changer de monarque, voire de joug. Puis sous l'influence des événements conflictuels et des intrigues politiques, Bohême, Slovaquie et Ruthénie subcarpatique devinrent une

[1097] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, pp. 236-237, aussi pour les citations suivantes

république le 30 octobre 1918, la Tchéco-Slovaquie puis la Tchécoslovaquie lorsque, le 29 février 1920, la première Charte constitutionnelle fut acceptée.

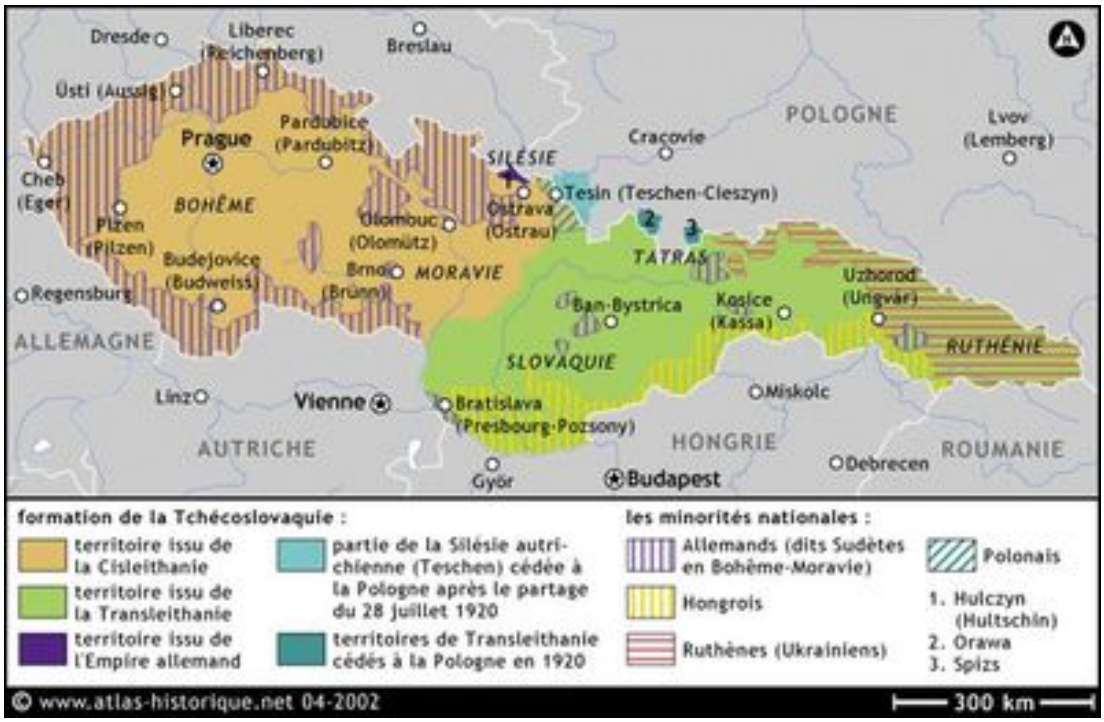


1098

La Tchéco-Slovaquie s'impose au sein de l'ex-Empire austro-hongrois

Ses nouvelles frontières englobèrent quatre grandes régions historiques : la Bohême, la Moravie-Silésie, la Slovaquie et la Ruthénie, présentant en 1921 globalement pour 13 374 364 habitants la suivante répartition par nationalité : 8 760 937 tchécoslovaques (65,5 %), 3 123 568 allemands (23,4 %), 745 431 hongrois (5,6 %), 461 849 russes-ukrainiens-ruthènes (3,45 %), 180 855 juifs (1,35 %) et autre (,7 %). L'Ukraine subcarpatique fut rattachée à la République par le traité de Saint-Germain-en-Laye de 1919.[1099] Presque toute la pluriethnicité austro-hongroise se retrouvait dans la nouvelle République. Et les nouvelles frontières ne résolurent pas leurs problèmes d'avant 1914 pour autant. Masaryk aurait dû respecter l'accord de Pittsburgh.

[1098] M. András Berreznay, cartographe et historien a fait cette carte à ma demande, elle est ma propriété.
[1099] RYCHTARIKOVA, Jitka, REHAK, Jan. Populations et frontières : le cas de la Tchécoslovaquie. In: *Espace, populations, sociétés*, 1992-2. Population et frontières - Population and frontiers. pp. 185-201, in /web/revues/home/prescript/article/espos_0755-7809_1992_num_10_2_1524 , Consulté le 01 août 2015



La première République tchéco-slovaque

Deux ans après la signature du traité de paix du Trianon le 4 juin 1920, le parti populiste introduisit au Parlement de Prague la première proposition d'autonomie de la Slovaquie. En juin 1938, le parti populiste de Hlinka introduisit la deuxième et suite au Diktat de Munich, la Slovaquie se déclara autonome à Žilina en juin 1938. Puis le 6 novembre 1938, arbitrée par Vienne, la Hongrie céda le Sud de la Slovaquie. En mars 1939 eut lieu la signature du traité de protection entre la Slovaquie et le Reich allemand, et la République slovaque indépendante fut proclamée. Ce que confirme Pierre Dejean :

> Avant 1938, la République tchécoslovaque était un État centralisé sur le mode occidental, mais le 14 mars 1939, Hitler érigea la Slovaquie en État indépendant slovaque sous la tutelle du Reich, tandis que les pays tchèques furent soumis directement à la domination allemande sous le nom de ″Protectorat de Bohême-Moravie″.[1100]

Masaryk aurait vraiment dû éviter d'écrire en 1930 que « ceux des chefs slovaques qui réfléchissaient, comprenaient qu'ils ne tireraient rien d'une simple

[1100] DEJEAN, Pierre, Rapports tchéco-slovaques. In: *Politique étrangère* N°5 - 1947 - 12e année pp. 557-576. In : /web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1947_num_12_5_5510 consulté le 27 août 2015

autonomie territoriale, et voyaient clairement qu'une action isolée des Slovaques pour l'indépendance se terminerait par un fiasco »[1101]. Puis, suite à la Seconde Guerre mondiale, les Tchèques et les Slovaques connurent de nombreuses difficultés et tombèrent sous la tutelle du pouvoir communiste pour aboutir, après les événements de l'automne 1989, à l'inévitable scission du 1er janvier 1993. Qui domine aujourd'hui en République tchèque ?

- **Les Russes et le panslavisme**

En 1905, l'auteur du manuel *L'Histoire contemporaine* écrivait pour les lycéens des Classes terminales, dans le chapitre intitulé "Le panslavisme et le panislamisme" que « c'est vraiment, cette fois, le duel de la Turquie et de la Russie, auquel l'Europe assiste avec une sorte d'épouvante. À ce moment, en effet, l'ambition mystique des Slaves, l'orgueil fanatique des musulmans, ont atteint leur dernier degré d'exaltation, sous la forme du *Panslavisme* et du *Panislamisme*. Moscou est le centre du premier mouvement, qui se livre à une active propagande dans les Balkans, les Karpathes, en Bohême, etc. […] »[1102]. Mais durant ce premier conflit mondial, c'est contre l'Autriche-Hongrie que luttèrent les Slaves pour revendiquer leur autonomie. L'antagonisme ne se situait cependant pas au niveau du panslavisme ou du panislamisme mais bien de la Russie et de la Turquie, chacune voulant s'approprier la mer Noire, ses ports et ses détroits pour des raisons de stratégie politique et économique. Signes annonciateurs ou prémisses de la guerre, des enjeux des guerres. En réalité, la mer Noire et ses pays riverains n'ont jamais cessé d'être convoités. Le 21 novembre 1914, Nicolas II n'avait-il pas exposé dans ses objectifs de guerre : « base fortifiée au Bosphore et dans la Thrace… » ? Mais Poincaré sembla minimiser la portée des ambitions russes sur les détroits, même si, en mars 1915, le tsar inscrivit ouvertement l'occupation de Constantinople sur la liste de ses revendications.[1103] Tandis que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie intervenaient fin décembre 1917 en Ukraine en faveur de son indépendance et pour obtenir des denrées

[1101] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 237
[1102] JALLIFFIER, R., *Histoire contemporaine de 1789 à 1875*, Classes de Philosophie et de Première moderne, Paris, Garnier Frères, Libraires Éditeurs, 1905, pp. 815-816
[1103] *Op. Cit.*, FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt*, Lieu Commun, 1988, p. 38

alimentaires[1104] pour leurs peuples qui subissaient le blocus « mis en place par les Alliés depuis le début de la guerre »[1105], la France, voire l'Entente, visait en Russie du Sud la saisie de gages territoriaux nécessaires pour garantir ses intérêts[1106]. Pendant la Grande Guerre, la mer Noire et ses détroits furent toujours dans la ligne de mire de la politique des Alliés et associés. La circulation maritime par les Détroits a toujours représenté un problème stratégique pour l'Empire ottoman autrefois, pour la Russie et ensuite pour qui saurait s'en arroger les droits ou la surveillance.

En Russie, le panslavisme naquit dans la première moitié du XIXe siècle et s'épuisa au début en évocations théoriques et poétiques sur la parenté existant entre les peuples slaves, leurs langues et leur us. Mais très vite l'intérêt politique se mêla à ces considérations scientifiques et intellectuelles, débouchant sur un sentimentalisme qui considérait que tous les peuples européens se devaient d'aider les faibles et les besogneux, les petites ethnies chrétiennes contre les infidèles. En Russie, le panslavisme, soutenu par des érudits du monde politique et militaire, connut son apogée sous le règne d'Alexandre III, le père du dernier tsar. Le général Sakharov déplora[1107] aussi qu'ensuite l'amitié entre la Russie et l'Allemagne, consolidée par la Sainte Alliance, n'ait pas été entretenue ; après Bismarck, le vent politique souffla en direction de l'ouest et oublia la Russie.

Les accords secrets qu'Alexandre III avait conclus avec la France cachaient déjà, selon Sakharov, les intrigues de la France qui avait prévu depuis longtemps d'éloigner la Russie de l'Allemagne en se servant du panslavisme. Ce dernier connut des heures de gloire à Petrograd et dans toutes les capitales slaves d'Europe grâce à la politique de Nicolas II qui poursuivit celle de son père qu'il admirait. Cependant, le peuple russe, considérait ce panslavisme avec indifférence et le jugeait superflu car il ne se sentait pas concerné. Certes, la majeure partie de la population était slave, cependant d'autres ethnies vivaient en Russie, telles les Germains des Pays Baltes et de la Volga, celles du Caucase, les Tartares, les Kalmuks, les Bachkirs, les Kirghizes,

---

[1104] SOUTOU, Georges-Henri, sous la direction de, CASTELBAJAC, Ghislain de, GASQUET, Sébastien de, *Recherches sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995, p. 143
[1105] *Ibid.*, SOUTOU, Georges-Henri, sous la direction de, p. 144
[1106] *Op. Cit.*, LUNET, Patrick, Chef d'escadron, L'intervention française en Russie méridionale en 1918-1919, *Revue historique des Armées (R.H.A.)*, 1/1992, n° 186, p. 56
[1107] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin, général de corps d'armée, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, H. W. Hendriock Verlag, 1930, pp. 19-22

les Bouriates, les Sartes et les Finlandais. Ils étaient de fidèles sujets de l'Empire tsariste mais le panslavisme ne les touchait pas. En revanche, les Polonais, peuple pourtant purement slave, manifestaient depuis longtemps leur antagonisme aux Romanov. Suite à l'appel lancé par le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch à tous les peuples slaves d'Autriche-Hongrie, Sakharov, le général russe avait donc raison de se demander si l'État tsariste était en droit d'utiliser les moyens et la force armée du pays pour des peuples slaves étrangers. Le sang de la Russie devait-il couler pour la liberté et l'autonomie des petits peuples slaves disséminés en Europe ? La sagesse politique répond négativement. Mais, sous l'influence de l'Entente, le panslavisme accapara le gouvernement russe qui sombra ensuite dans le chaos provoqué par le bolchevisme et la guerre civile qui s'ensuivit. Si l'utilisation du panslavisme par la politique française est indéniable, elle fut cependant une idée réductrice car la France agit de concert avec l'Angleterre et les États-Unis. Ils poursuivaient tous un plan déjà édifié depuis longtemps. Le panslavisme ne fut pas source de discorde ni même cause du conflit mondial, car comme la propagande, les soldats et les armes, il servit d'instrument à qui voulait arriver à ses fins. Le panslavisme valait comme tout autre outil de guerre.

La révolution de février 1917 n'avait rien de panslaviste, elle correspondait au soulèvement d'un peuple exploité, mais qui fut très probablement infiltré pour être poussé à s'insurger. Considérant que les révolutions pouvaient être classées selon leurs principales forces agissantes, ignorant le panslavisme, Soljenitsyne était d'avis que

> la révolution de Février doit être reconnue comme le fait de toute la nation russe, ou plus strictement comme étant russe. Si on la juge – comme cela est de mise chez les sociologues matérialistes – selon le critère de qui en a le plus, le plus vite et le plus durablement profité, alors on peut certes l'appeler autrement (juive ? mais aussi allemande : Guillaume II, dans un premier temps, en a assurément tiré profit !). Pourtant, même si tout le reste de la population russe, presque dès le début, n'en a reçu que préjudice et ruine, cela ne fait pas encore que la révolution « n'ait pas été russe ».[1108]

Mais si « la révolution de février a été faite par les mains russes à cause du manque de discernement russe », force est de constater que le Comité exécutif du

[1108] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 45, pour les deux citations suivantes, p. 46

Soviet des députés ouvriers et soldats, constitué dans les premières heures de la révolution, se manifesta comme un gouvernement de l'ombre des plus durs et priva le Gouvernement provisoire de tout pouvoir réel, se gardant de l'assumer lui-même ouvertement.

> Par son ″Décret n° 1″, ce Comité exécutif arracha le pouvoir au corps des officiers et s'appuya sur la garnison démoralisée de Petrograd. C'est très précisément ce Comité exécutif, et non pas les avocats, ni les exploitants forestiers, ni les banquiers, qui mena le pays par la voie la plus courte à la ruine.

Priver le corps des officiers de tout pouvoir ne correspondait nullement à une démarche russophile, car le *prikaze N° 1* anéantit l'armée. Tous deux à bord du *Vautour*, célèbre petit bateau de l'amirauté anglaise, toujours escorté de deux contre-torpilleurs magnifiques[1109], qui assurait la liaison entre la Russie et l'Europe occidentale, Claude Anet, écrivain français et journaliste, déclara en juillet 1917 à Joseph Goldenberg, délégué du Soviet de Petrograd et du Comité Central Exécutif, que ce fut

> la faute irréparable de la Révolution ; celle que les siècles lui reprocheront. Je comprends bien que ce *prikaze* funeste a été écrit dans une heure de fièvre, à un moment où il fallait récompenser les soldats de la garnison de Petrograd qui vous avaient donné le pouvoir. Je veux y voir une erreur, vous n'avez rien fait pour l'annuler. Votre propagande incessante à l'armée n'a été que le commentaire du *prikaze N° 1.* Quel est l'homme qui a écrit ce *prikaze* ? Est-ce l'avocat Sokolof ? On a assuré que, depuis, il avait vivement regretté la folie dont il s'était rendu coupable. Kerenski a dit, dans une conversation particulière, qu'il donnerait dix années de sa vie pour que le *prikaze N° 1* n'eût pas été écrit. Le soldat dressé contre l'officier, la discipline ruinée, l'armée désorganisée, voilà la faute fatale de la Révolution russe, qu'elle a commise, je n'en oublie pas la date, le 2/15 mars 1917.[1110]

Et Goldenberg expliqua alors d'une voix douce à son interlocuteur :

> Le *prikaze N° 1* n'est pas une erreur, c'était une nécessité. Ce n'est pas Sokolof qui l'a rédigé ; il est l'expression de la volonté unanime du Soviet. Au jour où nous avons

[1109] ANET, Claude, *La Révolution russe (Juin novembre 1917)*, Tome II, Paris, Payot et Cie, 1918, p. 55

[1110] *Ibid.*, ANET, Claude, *La Révolution russe (Juin novembre 1917)*, Tome II, Paris, Payot et Cie, 1918, p. 61, aussi pour la citation suivante.

> fait la révolution, nous avons compris que si nous ne ruinions pas l'armée ancienne, elle écraserait la Révolution. Nous avions à choisir entre l'armée et la Révolution. Nous n'avons pas hésité : nous avons pris parti pour cette dernière et nous avons employé, j'oserai dire par un coup de génie, les moyens nécessaires.

Dans sa réponse, Anet attira l'attention de Goldenberg sur le fait qu'au moment du *prikaze*, l'armée nationale, loin d'être en état de paix, se battait sur un front qui s'étendait de la Baltique à la mer Noire pour défendre la Russie, et que ce décret appelant à la désobéissance la rendait incapable de remplir son devoir patriotique. Pour le Soviet de Petrograd et le Comité Central Exécutif, ni la patrie, ni la Russie et encore moins le panslavisme ne paraissaient être gravides d'un sens quelconque. Soljenitsyne explique-t-il cette indifférence en révélant que

> la composition du Comité exécutif préoccupait beaucoup et le public et les journaux, en 1917, quand nombre de ce CE se cachaient sous des pseudonymes et, pendant deux mois, se gardèrent de paraître en public : la Russie était gouvernée par on ne savait trop qui. Il apparut plus tard qu'il y avait dans le CE une dizaine de soldats abêtis, pour la montre, et qu'on tenait à l'écart. Des autres trois dizaines de membres vraiment actifs, plus de la moitié étaient des socialistes juifs. Il y avait des Russes, des Caucasiens, des Lettons et des Polonais, mais les Russes constituaient moins d'un quart.[1111]

Soljenitsyne ajouta une comparaison entre Soukhanov et Kornilov, maladroit, emphatique et si peu habile en politique, dont Kerenski sut si bien exploiter la naïveté, qui « lance un appel de détresse, un véritable cri de douleur : ″Ô peuple de Russie ! Notre grande Patrie est en train de périr. Proche est l'heure de sa fin… Vous tous en qui bat un cœur russe, en qui habite la foi, allez dans les églises et priez Dieu pour qu'Il accomplisse le plus grand des miracles, qu'Il sauve la terre qui nous a fait naître[1112]″ ». Mais ces propos firent ricaner Soukhanov qui ne manifestait pas le moindre intérêt à la préservation de la culture d'un pays auquel il appartenait lui aussi, il était au service d'une idéologie, de l'Internationale ; il tourna en dérision la « Russie d'autrefois », c'est-à-dire son histoire, sa spiritualité, son art. « Et c'est avec ce mépris

[1111] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 47
[1112] Nik. Soukhanov, *Zapiski o revolutsii* [Notes sur la révolution], Berlin, 1923, vol. 58, p. 287, in *Ibid.* SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 69, aussi pour la citation suivante

pour tout ce que des siècles d'histoire russe ont accumulé que Soukhanov et ses amis – cette écume internationale – fixent les orientations de la révolution de Février ». Cette indifférence des premiers révolutionnaires envers le nationalisme ou le panslavisme se retrouva chez les responsables du coup d'État d'octobre, elle submergea carrément un Lénine trop préoccupé de « former un parti politique original qui inculquerait le socialisme révolutionnaire aux travailleurs »[1113] et de bouleverser la société russe, indépendamment des ethnies qui la composaient. Car Lénine considérait que « le marxisme est incompatible avec le nationalisme, même le plus juste, le plus pur, le plus raffiné et le plus civilisé des nationalismes. Le marxisme substitue à toutes les formes de nationalisme un internationalisme qui est la fusion de toutes les nations dans une unité supérieure »[1114]. Affubler le nationalisme de superlatifs insensés pour l'opposer au marxisme témoigne d'un manque de réflexion et de l'enfermement de Lénine dans une conception d'un monde internationaliste, selon lui supérieur. Ce n'étaient que des mots.

En fait, au cours des mois qui suivirent la prise du pouvoir par Lénine et les bolcheviks, l'ancien Empire tsariste se morcela en plusieurs entités étatiques : le droit à l'autodétermination des peuples permit à l'Ukraine, à la Pologne, à la Finlande, à l'Estonie, à la Lituanie et à la Lettonie d'accéder à l'autonomie ; une partie de la Transcaucasie fut cédée à la Turquie. La Russie perdait ainsi environ un tiers de sa population, un quart des terres cultivables et du système ferroviaire, sans oublier 75 % des réserves de charbon[1115] – ce qui était fort préjudiciable pour l'économie du pays et fit employer à l'ambassadeur Noulens l'adjectif ″honteux″ pour qualifier le traité de paix de Brest-Litovsk. Définition qui fut bien sûr colportée de texte en texte. Il ne s'agissait cependant de la part du nouveau potentat de la Russie que de l'application du droit à l'autodétermination des peuples, garanti avec l'accord tacite que, « s'il est exercé, il sera annulé par le droit supérieur de ″l'autodétermination

[1113] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trios pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 57

[1114] LÉNINE in CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène. Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination. In: *Revue française de science politique*, 21e année, n°2, 1971. p. 221 in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1971_num_21_2_418048 , consulté le 2.9.2015

[1115] *Op. Cit.*, RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico – Missioni military e Corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico, 2008, p. 53

prolétarienne″ »[1116]. Lénine qui, de toute façon, n'aimait pas la Russie était absolument indifférent à cette autonomie des nouvelles nations précitées et encore bien plus indifférent au panslavisme. Il était particulièrement dénué de scrupules : « sur des bases tactiques, il était prêt à collaborer avec absolument n'importe qui pouvant servir ses intérêts, non seulement dans son pays mais aussi à l'étranger ». Le rêve du panslavisme, s'il avait jamais existé, tenait de l'utopie.

Selon le journaliste du *Temps*, « le général allemand Hoffmann a dit véridiquement que la doctrine bolchevique est faite d'initiation offensive. Dans ce remous, des nationalismes néophytes ou ressuscités avec des peuples revenants se trouvent en face du vaste internationalisme difficile à définir, puisqu'il est à la fois destructeur, autoritaire et unitaire »[1117]. Quel sens donner effectivement à cet internationalisme léniniste ? Avait-il le « caractère de ce qui est international, non limité à une seule nation » ? Ou bien correspondait-il à une « doctrine politique préconisant que les divers intérêts nationaux doivent être subordonnés à un intérêt général supranational » ? À moins que ce ne fût l'opinion de ceux qui préconisent une alliance internationale des classes populaires et le développement de la solidarité entre les peuples, une sorte d'internationalisme ouvrier, prolétarien »[1118]. L'internationalisme de Lénine ciblait trois objectifs :

> Jeter les bases d'un État socialiste, ouvrir la voie aux révolutions dans les sociétés industrialisées de l'Europe occidentale, rassembler les nations multiples de l'Empire russe qui avaient contribué à sa destruction dans un État unitaire où l'internationalisme prolétarien remplacerait les rêves nationaux. Ces buts divers se réduisaient en fait à une aspiration unique : assurer partout le triomphe de la classe révolutionnaire sur les autres classes, mais aussi sur les nations.[1119]

[1116] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trios pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 67, aussi pour la citation suivante.
[1117] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 239
[1118] http://www.cnrtl.fr/definition/internationalisme , consulté le 2.9.2015, pour les trois citations
[1119] *Op. Cit.*, CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène. Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination. In: *Revue française de science politique*, 21e année, n°2, 1971. p. 221 in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1971_num_21_2_418048 , consulté le 2.9.2015

En résumé, Lénine voulait changer le monde, il voulait établir un nouveau type de société sur laquelle il aurait régné en tsar. Son système domina un peu plus de soixante-dix ans, derrière ce qui fut appelé le rideau de fer.

- **Le nationalisme et les Quatorze Points**

L'encyclopédie Universalis publie en ligne que « contenus dans le message que le président Wilson a prononcé devant le Congrès, le 8 janvier 1918, les Quatorze Points définissent les buts de guerre des États-Unis :

> Disparition de la diplomatie secrète ; liberté des mers ; suppression des barrières économiques ; réduction des armements ; règlement juste des questions coloniales ; évacuation des territoires russes occupés par les Allemands ; restauration de la Belgique ; libération des territoires français occupés par les Allemands et retour de l'Alsace-Lorraine à la France ; réajustement des frontières italiennes ; développement autonome des peuples formant l'Empire austro-hongrois ; évacuation par les Allemands des territoires serbes, monténégrins et roumains ; sécurité pour les nations balkaniques ; indépendance de la Pologne ; création d'une Société des Nations. Les Quatorze Points, précisés à diverses reprises dans le cours de l'année 1918, ont servi de base à l'armistice du 11 novembre et à la Conférence de la paix.[1120]

Une définition fort surprenante qu'il convient de contester parce que les Quatorze Points de Wilson ciblaient plutôt le rétablissement de la paix et n'étaient pas considérés comme la définition des buts de guerre américains. Jean-Christophe Delmas non seulement conforte cette dernière version mais lui donne une dimension nouvelle jamais évoquée jusque là, puisqu'il écrit dans son cours du lycée des adultes que « le 8 janvier 1918, le président démocrate Woodrow Wilson expose devant le Congrès américain sa vision d'un nouvel ordre mondial fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté commerciale, la fin de la diplomatie secrète et la création d'une ″association internationale des nations″ chargée d'arbitrer les conflits. Ces ″Quatorze Points″ forment une doctrine nouvelle, visant à étendre au monde entier

[1120] http://www.universalis.fr/encyclopedie/quatorze-points/ , consulté le 1.9.2015

les principes sur lesquels se fonde la démocratie américaine. Ce positionnement est en rupture avec la doctrine Monroe, énoncée en 1823 et selon laquelle les États-Unis ne doivent pas s'immiscer dans les affaires européennes - ni permettre d'intervention européenne sur le continent américain ».[1121] En commençant par Wilson, chacun semble donner aux Quatorze Points le sens qui correspond à ses aspirations ou à ses exigences personnelles.

Des Quatorze Points soi-disant de Wilson, huit – de 6 à 13 – furent rédigés par Walter Lippmann[1122], écrivain et journaliste américain. Ces huit Points concernaient exclusivement, directement ou indirectement, le problème du nationalisme ; leur lecture amène une fois de plus à se demander au nom de quoi les États-Unis s'arrogeaient le droit d'intervenir dans les problèmes de nations qui ne les concernaient pas ? Qui les avait chargés de régler les problèmes, causes ou conséquences, de la guerre ? Qui, à Washington ou ailleurs, décidait ?

Le traité de paix de Versailles qui est l'application concrète des Points de Wilson interpelle dès la page 6 où figurent non seulement toutes les parties contractantes mais aussi leurs représentants. Que faut-il comprendre par « en son nom personnel » dans cette phrase :

1121 http://www.lyceedadultes.fr/sitepedagogique/documents/HG/HGTermL/livret_hg_TermLES/TermL_H06_T3_Q1_C1_Puissances_et_tensions_dans_le_monde_de_la_fin_de_la_Premiere_Guerre_mondiale_a_nos_jours_version_eleves.pdf , consulté le 1.9.2015

1122 Walter Lippmann nait à New York le 23 septembre 1889, d'une famille juive aisée et assimilée, qui a l'habitude de faire un voyage annuel en Europe. C'est en effet sur le vieux continent, et parmi les ashkénazes allemands en particulier, que se trouvent ses racines familiales, dont il n'entend pas se départir. C'est du reste le propre de la bourgeoisie éclairée de l'époque que de ranimer, à intervalle régulier, le cordon ombilical qui lie le Vieux continent au Nouveau monde, en particulier dans les familles juives de la côte Est. Après de brillantes études, le jeune Walter Lippmann entre à Harvard à l'âge de 17 ans, en 1906, et a, notamment, comme professeur William James[1] (1842-1910), George Santayana[2] (1863-1952), ou encore Charles Townsend Copeland[3]. Lippmann est du reste, durant sa quatrième année à Harvard, l'assistant de Santayana. Il est nommé en septembre 1917 secrétaire général de l'*Inquiry*, une commission de spécialistes formée par Wilson et le colonel Edward Mandell House pour étudier les problèmes des nationalités en Europe, et pour réfléchir sur la façon dont pourrait être redessiné le paysage européen après-guerre. Il participe ainsi, au sein de l'*Inquiry*, à l'élaboration de huit des célèbres *Quatorze points* de Wilson, et, de la sorte, à la définition des buts de guerre de la diplomatie américaine. Fin 1918, membre de la délégation américaine à la Conférence de Paris (18 janvier 1919 – août 1920), il est chargé de réaliser à la hâte l'exégèse officielle de ces mêmes *Quatorze points* pour les premiers plénipotentiaires arrivés à Versailles, mais quittera rapidement la France, fin janvier 1919, non sans avoir auparavant rencontré et sympathisé avec John Maynard Keynes (1883-1946), dont il restera l'ami, et Bernard Berenson. in http://www.contrepoints.org/2011/02/15/5701-walter-lippmann-du-%C2%AB-muckraker-%C2%BB-socialiste-au-columnist-respecte , consulté le 2.9.2015

> Le président des États-Unis d'Amérique [est représenté] par : L'honorable Woodrow Wilson, Président des États-Unis, agissant tant en son nom personnel que de sa propre autorité.[1123]

Tous les autres représentants sont mentionnés avec leur titre ou leur fonction, justifiant l'un ou l'autre leur présence, seul Wilson agit *en son nom personnel*. Dans quelle mesure un chef d'État peut-il, dans un contexte aussi officiel, international et aussi important, agir autrement que par l'autorité que lui confère son rôle de Président des États-Unis ? Quels sous-entendus cache cette périphrase « en son nom personnel » ? Au nom de qui ou de quoi se trouvait-il autorisé à agir ainsi ?

La première partie du traité de paix de Versailles présente le Pacte de la Société des Nations, alors que celui-ci fait l'objet du dernier Point de Wilson. Le placer avant tous les Articles du Traité lui conférait une allure de mise en garde. Les vingt-six articles instituant la SDN ressemblent à une sorte de règlement devant faire fonctionner le monde nouvellement établi selon les Quatorze Points et dont les États-Unis posséderont le leadership en matière politico-économique. Constituée d'une Assemblée, d'un Conseil – pour la première réunion desquels la convocation viendra du Président de la République des États-Unis d'Amérique – et d'un secrétariat permanent (Art. 2), la SDN avait déjà décidé en mai 1919 que

> sont membres originaires de la Société des Nations, ceux des signataires dont les noms figurent dans l'annexe au présent pacte, ainsi que les États, également nommés dans l'annexe, qui auront accédé au présent pacte sans aucune réserve par une déclaration déposée au secrétariat dans les deux mois de l'entrée en vigueur du pacte et dont notification sera faite aux autres membres de la Société.[1124]

Autrement dit, d'office, le Conseil des Quatre avait inscrit les pays pouvant être membres, c'est-à-dire presque tous ceux qui avaient déclaré la guerre à l'Allemagne et/ou à l'Autriche-Hongrie ou avaient apporté une contribution efficace

[1123] TRAITÉ DE VERSAILLES 1919, Nancy-Paris-Strasbourg, Librairie Berger-Levrault, 1919, p.12, aussi pour la citation suivante, p 6
[1124] *Ibid.*, TRAITÉ DE VERSAILLES 1919, Nancy-Paris-Strasbourg, Librairie Berger-Levrault, 1919, p.12, aussi pour la citation suivante, p 14.

au déroulement du conflit, comme la Tchéco-Slovaquie, par exemple. « Le premier secrétaire général est désigné dans l'annexe », comprendre qu'il est choisi par le Conseil des Quatre, il s'agissait de « L'honorable Sir James Eric Drummond, K.C.M.G., C.B., ces initiales signifient Commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre du Bain »[1125], le même Ordre que celui qui fut décerné en Russie à ce Gayda que le Comité national tchèque (CNT) de Paris avait élevé au grade de général – pour quel mérite ? – alors qu'auparavant il s'était lui-même toujours attribué ses galons. La dernière phrase du Pacte de la SDN révèle l'esprit de ce texte : « Tout membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société ».

Le Point 6 voulait l'évacuation du territoire russe tout entier, ce qui signifiait le départ de toutes les Forces d'intervention et donc l'abandon du soutien à Koltchak. Ainsi, en janvier1918, le sort de Koltchak était déjà décidé. Le 8 janvier 1918, c'est-à-dire avant le traité de paix de Brest-Litovsk, l'Ukraine et les nations qui avaient déclaré leur autonomie, étaient censées revenir dans le giron russe, selon Wilson. Ce qui sous-entend que tout ce qui était russe avant Lénine était le ″territoire russe tout entier″ et que les Allemands devaient aussi abandonner les pays Baltes et autres régions. D'autre part ″la meilleure et la plus libre coopération de toutes les nations du monde″ peut tout dire et ne rien signifier, c'est un jeu de rhétorique. Le Point 6 préconisait également une libre coopération de toutes les nations du monde avec la Russie dans le but de lui faciliter le choix de son organisation nationale : la Russie échangeait déjà depuis longtemps avec les autres nations, libres, sans incidence aucune sur son système gouvernemental. Que fallait-il comprendre ? Ne s'agit-il pas d'ingérence dans les affaires russes ? Ou bien d'un accord plus ou moins tacite entre bolcheviks et Alliés et associés ?

> VI. Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes questions concernant la Russie en vue d'assurer la meilleure et la plus libre coopération de toutes les autres nations pour accorder à la Russie toute latitude, sans entrave ni obstacle, de décider en toute indépendance de son développement politique et de son organisation nationale, et pour lui assurer un accueil sincère dans la société des nations libres, sous les institutions qu'elle aura elle-même choisies et, plus qu'un simple accueil, toute

[1125] *Ibid.*, TRAITÉ DE VERSAILLES, p. 22 , aussi pour la citation suivante.

> aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait recevoir. Le traitement accordé à la Russie par ses nations sœurs dans les mois à venir constituera l'épreuve décisive de leur bonne volonté, de leur aptitude à comprendre ses besoins, indépendamment de leurs propres intérêts, et de leur sympathie intelligente et désintéressée.[1126]

Ces dix lignes ne signifient pas autre chose que l'autorisation accordée aux nations du monde de s'ingérer, de manière détournée, dans les affaires de la Russie. Ce n'étaient que des mots pour mieux noyer le poisson.

Le Point 7 voyait la libération de la Belgique que l'armée allemande avait envahie durant la guerre. Avait-il jamais été question de restreindre la souveraineté de ce Royaume ? Pourquoi cet acte isolé devait-il rendre ces nations confiantes dans leurs lois ? Existait-il un rapport quelconque avec l'armature du droit international ? Lippmann, grand journaliste, savait parler pour enrober.

> VII. La Belgique, tout le monde en conviendra, doit être évacuée et rétablie, sans aucune tentative de limiter la souveraineté dont elle jouit en même temps que toutes les autres nations libres. Aucun acte, plus que celui-ci, ne sera en mesure de rétablir la confiance au sein des nations sous les lois qu'elles ont établies elles-mêmes et déterminées pour gérer leurs relations avec les autres nations. Sans cet acte salvateur, l'entière structure et la validité du droit international seront pour toujours incomplètes.

Par le Point 8, la France était assurée de récupérer l'Alsace et la Lorraine, une récupération qui donna à Clemenceau un sentiment de revanche et le poussa à apposer sur les documents du traité de paix à Versailles, le sceau de la bague de Fersen, que les Allemands avaient appliqué en 1871. L'Alsace et la Lorraine furent bien moins cause de conflit que le Nord de l'Irlande :

> VIII. Tout le territoire français devrait être libéré et les parties envahies restituées, et l'injustice faite à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, qui a déstabilisé la paix mondiale pendant près de cinquante ans, devrait être réparée afin que la paix puisse encore une fois être assurée dans l'intérêt de tous.

Il ne fut cependant pas question de redonner à l'Italie la Savoie ni le comté de Nice, obtenus, il est vrai, par marchandage politique et non pas par conquête guerrière.

[1126] BROQUET, Hervé, LANNEAU, Catherine et PETERMANN, Simon, *Les 100 discours qui ont marqué le XXe siècle*, André Versaille éditeur, 2008, pp. 49-50

L'Alsace et la Lorraine ne troublèrent pas la paix du monde ni celle de l'Europe, elles servirent de prétexte aux conflits. Elles poussèrent les soldats dans les tranchées à s'interroger :

> Alors pourquoi se bat-on ?... Pour empêcher le triomphe du germanisme ? En êtes-vous bien sûr ? Pour tous les gens mêlés aux affaires avant la guerre, mis au courant de l'incroyable essor économique de l'Allemagne, le germanisme signifiait richesse et prospérité. Et si la rage de vaincre n'avait pas inspiré à nos ennemis de si hideux moyens, leur conquête n'eût soulevé là aucune révolte. Que ne font pas pardonner le bien-être, le succès et l'opulence ?... Eh bien non, le soldat de 1916 ne se bat ni pour l'Alsace, ni pour ruiner l'Allemagne, ni pour la patrie. Il se bat par honnêteté, par habitude et par force. Il se bat parce qu'il ne peut faire autrement. Il se bat ensuite parce que, après les premiers enthousiasmes, après le découragement du premier hiver, est venue, avec le second, la résignation. Ce qu'on espérait n'être qu'un état passager… est devenu une situation stable dans son instabilité même.[1127]

Walter Lippmann jouait dans sa rhétorique sur la gamme aiguë du dolorisme entretenu et cultivé. Quant au Point suivant, les frontières entre le Royaume de Victor Emmanuel III et l'Empire de Charles Ier existaient depuis des siècles, comment pouvaient-elles être rectifiées par des données absolument imperceptibles d'un principe qui n'était pas celui des nationalités ; le bon sens reconnaît bien qu'il est absolument impossible de tracer ″des lignes clairement reconnaissables de nationalité″, seul primait là aussi le désir politique de redessiner la carte géopolitique de l'Europe :

> IX. Un réajustement des frontières de l'Italie devrait être effectué selon des lignes clairement reconnaissables de nationalité.

Ce qui mène au Point 10. Rien n'a été demandé aux peuples d'Autriche-Hongrie et, à l'exclusion de certains Tchèques et de certains Slovaques, ces peuples n'avaient rien demandé non plus. Avant que ne leur ait été imposé le traité de Saint-Germain-en-Laye, avait-on interrogé les populations du Tyrol du Sud et du Frioul oriental quant à leurs désirs d'appartenance ? Et les nations qui se regroupèrent sous l'appellation Yougoslavie, qui décida pour elles ? Il suffit de regarder l'évolution de

[1127] CRU, Jean-Norton, *Témoins*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993, p. 192

ces nations devenues autonomes pour comprendre que le nationalisme ne répondait qu'à une décision politique. Qui est « nous » dans l'énoncé de ce Point ?

> X. Les peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous souhaitons que la place parmi les nations soit sauvegardée et assurée, devraient se voir accordée l'occasion la plus libre d'un développement autonome.

Voilà ce que « nous » fit de l'Empire des Habsbourg :



1128

Par le biais du Point 11, les nations balkaniques devaient subir les directives de ceux qui possédaient le pouvoir décisionnel à Paris, Londres ou Washington, quant à leur configuration politico-géographique et quant à leurs relations intra-étatiques. Le texte de ce onzième point jouait avec les mots, particulièrement lorsqu'il évoquait des données d'attaches traditionnelles et nationales historiquement établies pour déterminer un échange amical de vues entre voisins ; il rappelait ainsi à ces nations leur passé historique. Dans le nouveau ″dessin″ de la carte de ces nations, les responsables de Versailles ont-ils tenu compte de la tradition et de l'histoire ? Et du nationalisme ? Et du panslavisme ?

1128 http://commons.wikimedia.org/wiki/File:%C3%96sterreich-Ungarns_Ende.png?uselang=fr Auteur : AlphaCentauri, 29 décembre 2004, La fin de l'Empire d'Autriche-Hongrie, consulté le 2 janvier 2013

> XI. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devraient être évacués ; les territoires occupés restitués ; la Serbie se voir accordé un accès libre et sur la mer ; et les relations mutuelles entre les différents États des Balkans déterminées par une consultation amicale le long des lignes d'allégeance et de nationalité établies par l'Histoire ; et des garanties internationales de l'indépendance politique et économique et de l'intégrité territoriale des différents États des Balkans devraient être recherchées.

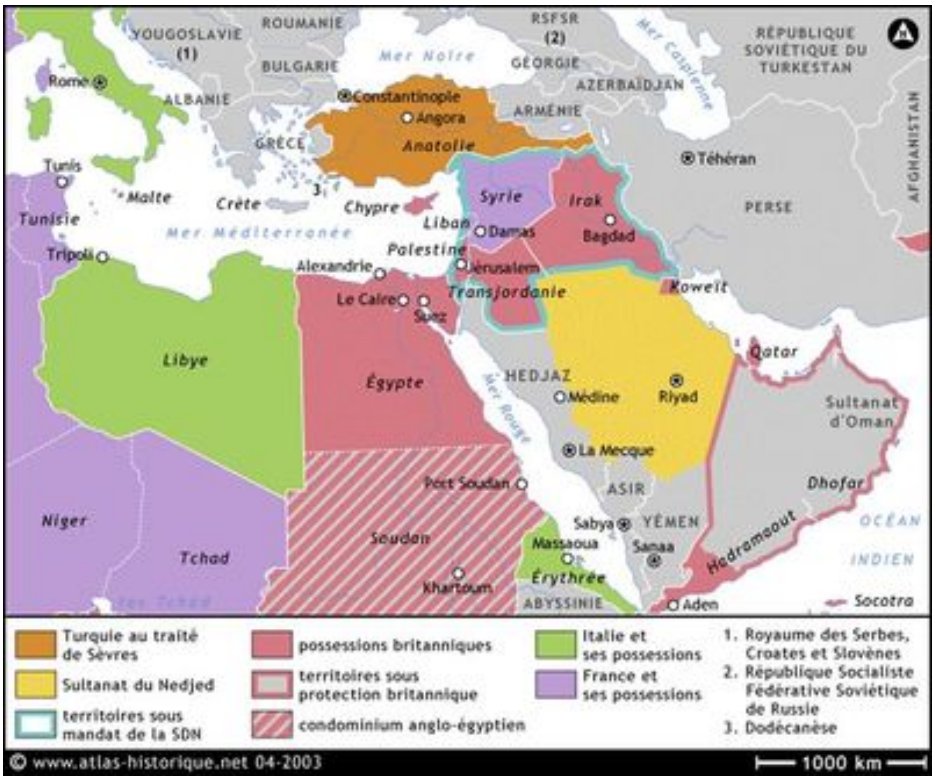
La tâche plus délicate incombait au douzième point : de régions, il devait faire des nations et garantir leur souveraineté et sécurité. Qui les garantirait ? Qui garantirait la sécurité absolue d'existence et la possibilité de se développer aux nations sous domination turque ? « Sans être aucunement molestées » cache bien des sous-entendus, tels d'éventuels conflits. Le passage des Dardanelles devait être libre : Alliés et associés savaient donc déjà qu'ils imposeraient, d'abord par le traité de Sèvres de 1920, puis par la Convention de Lausanne de juillet 1923 – sous le contrôle d'une commission internationale composée des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon et de l'Italie – le principe de la libre circulation en temps de paix comme en temps de guerre. Qu'est devenu l'Empire ottoman ? Pourquoi Wilson, ou plutôt Lippmann, s'est-il abstenu d'évoquer d'autres régions que les Dardanelles. Quelle fut la conséquence de la déclaration Balfour, inspirée par Milner ?

> XII. Les parties turques de l'actuel Empire ottoman devraient avoir la garantie d'une souveraineté sûre, mais les autres nationalités qui sont maintenant sous l'autorité turque devraient se voir garanties de manière incontestable la sécurité de leur existence et l'entière possibilité d'un développement autonome ; et les Dardanelles devraient être ouvertes en permanence, en tant que couloir libre pour les bateaux et le commerce de toutes les nations, sous des garanties internationales.



La carte[1129] ci-dessus révèle ce qu'était l'Empire ottoman en 1914. Le traité de Sèvres de 1920 le démembra en plusieurs États : la Grande-Bretagne s'appropria l'Égypte, la Transjordanie, la Palestine et l'Irak ainsi que le Qatar et l'Hadramaout. En outre, la Perfide Albion – Bossuet avait déjà ainsi appelé l'Angleterre au XVIIe siècle – fit placer le Sultanat d'Oman sous son protectorat et exerça avec l'Égypte la souveraineté conjointe sur le Soudan. Mais le traité de Sèvres se soucia de placer sous mandat de la Société des Nations les territoires qui englobaient la Syrie française ainsi que l'Irak, la Transjordanie et la Palestine. Non seulement ces nations ex-ottomanes étaient aux mains de puissances étrangères, mais elles se retrouvaient de surcroît sous mandat de la SDN. Palestine et Transjordanie sollicitaient le contenu de la fameuse déclaration Balfour du 2 novembre 1917. Où trouve-t-on dans ces traités le respect des nations ?

[1129] http://www.atlas-historique.net/copyright.html , consulté le 4.9.2015



1130

Avant même la fin de la Grande Guerre, Français et Britanniques s'étaient partagé l'Empire ottoman par les accords Sykes-Picot. Un partage dont Lloyd George et Clemenceau[1131] doivent assumer la responsabilité. Il s'agissait bien dans ce cas de nationalisme, mais non pas de droit à l'autodétermination des peuples.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne fut jamais respecté. Ni le traité de Versailles, ni ceux de Saint-Germain-en-Laye, de Neuilly, du Trianon et de Sèvres ne tinrent compte de l'opinion des peuples lorsqu'il fallut tracer les nouvelles frontières. Ce fut une décision arbitraire émergeant de haines profondes ou résultant de promesses faites en échange de considérations politiques. Lorsque les chefs tchèques et slovaques créèrent leur république commune, le peuple fut-il consulté ? La Roumanie tripla sa superficie : Versailles la récompensa d'avoir changé d'alliance. La Pologne reconnue indépendante par la France le 31 mars 1917 « a sans doute eu la chance de bénéficier de plusieurs circonstances qui l'ont amenée à jouer un rôle de tout premier plan dans la future barrière d'Europe centrale mise en place en

[1130] http://www.atlas-historique.net/1914-1945/cartes_popups/EmpireOttoman1920GF.html , 4.9.2015 Il est impossible d'entrer en relation avec ce lien.
[1131] PRÉVOST, Philippe, *La France et la tragédie palestinienne*, Éditions Érick Bonnier, 2012, p. 188

1918 »[1132] ; durant les quatre années de guerre, la question polonaise a servi à gêner l'Allemagne. Les seuls plébiscites jamais organisés par le traité de Versailles concernaient la frontière entre l'Allemagne et le Danemark, à la demande de ce dernier, ils eurent lieu en février et mars 1920, sous le contrôle d'une commission composée de représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de deux États neutres du Nord, la Norvège et la Suède. Pourquoi ne pas l'avoir fait pour toutes les nations ?

Les Quatorze Points proclamés par Wilson en janvier 1918 n'ont donc tenu compte ni du nationalisme ni du droit à l'autodétermination des peuples qu'ils mentionnaient dans la théorie du texte mais jamais, sauf pour le Schleswig, dans l'application de ce droit. Tous les Empires impliqués dans la Première Guerre mondiale ont été démembrés et morcelés pour satisfaire à des objectifs politiques. Seulement politiques ? Le Sénat américain ne fut sans doute pas dupe, qui refusa d'entériner le traité de Versailles et d'adhérer à la Société des Nations.

Selon Ludovic Naudeau :

> Aussi longtemps que le principe des nationalités demeurera le pivot de la politique européenne, les hommes, avides de paix, forgeront des armes pour la tuerie. De quelque manière qu'on trace des frontières à travers notre continent, impossible de ne pas créer des irrédentismes, des causes de protestations et de revanches ! Les races, dans la plus grande partie du vieux monde, n'occupent pas des compartiments étanches ; elles sont mêlées, entrelacées, enchevêtrées : nul partage territorial ne se fera jamais sans molester des minorités hétérogènes, sans froisser des traditions et des orgueils, sans soulever des rancunes implacables. Plus on avivera, plus on surexcitera le principe des nationalités et plus on aiguisera l'acier des futurs homicides. Tant que chaque groupement humain s'obstinera à chercher des inspirations dans les profondeurs de son histoire il n'en exhumera que des convoitises et des inimitiés. Si les Européens tendent véritablement à la paix, ce n'est point en scrutant les siècles révolus qu'ils en découvriront la formule. Celle-ci n'existe peut-être pas ; si nous

[1132] *Op. Cit.*, SOUTOU, Georges-Henri, sous la direction de, CASTELBAJAC, Ghislain de, GASQUET, Sébastien de, *Recherches sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995, p. 100

rêvons de la faire naître, il nous faut regarder non point en arrière, mais en avant, résolument, à la virginale genèse de l'Idée.[1133]

La trahison de Koltchak

Le personnage de Koltchak est mythique. Peut-être est-il possible de tenter de l'analyser en le regardant comme un tableau de maître et en portant sur lui différents regards, selon l'angle de vue, voire la position politico-économique choisie par le spectateur. Les observateurs et les critiques furent et sont nombreux, mais peu nombreux sont ceux qui vécurent aux côtés de l'amiral et purent laisser un témoignage valide. En effet, le langage varie selon que le commentaire est formulé par un politique, un militaire, un diplomate, un simple soldat, une infirmière. Les trois premiers étant totalement tributaires de leurs gouvernements respectifs, il est permis de se fier aux écrits des deux autres qui n'avaient rien à gagner et tout à perdre dans cette lamentable situation. Mais la meilleure perspective qu'il convient d'adopter consiste à tenter de prendre un froid recul aussi bien par rapport à l'amiral que face aux interventionnistes.

- **Koltchak et la Russie**

La Russie malmenée à tous les niveaux depuis février 1917 connut bien des aléas avant que Lénine ne s'empare du pouvoir. Alliés et associés étaient parfaitement informés par leurs agents, comme le confirme le texte de Peter Fleming :

> Les Alliés étaient en contact avec le Gouvernement soviétique par l'intermédiaire de trois agents officieux. Robert Bruce Lockhart, robuste Écossais de trente ans, connaissant bien la Russie et parlant le russe, représentait le Gouvernement britannique. Bien qu'il ne fût pas en odeur de sainteté au Foreign Office, il avait l'oreille de Lloyd George et de lord Milner. Le colonel Raymond Robins, de la Croix Rouge américaine, n'avait pas le statut quasi diplomatique de Lockhart, mais il était en contact étroit avec les chefs bolcheviques ; idéaliste honorable, quoique assez arrogant, il fournissait à Washington un aperçu des affaires soviétiques, qui, malgré

[1133] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 244

> son ignorance de la langue, était souvent plus réaliste, et toujours plus compréhensif, que les rapports de l'ambassade américaine. Le capitaine Jacques Sadoul, juriste d'opinion socialiste, attaché à la Mission militaire française, était en contact suivi avec Trotsky ; plus influent, mais moins objectif que Lockhart et Robins, c'était un apôtre plus qu'un interprète de la politique soviétique ; finalement, il s'inscrivit au Parti communiste.[1134]

De plus, ces trois hommes coopéraient étroitement. Les gouvernants de l'Occident savaient donc que l'armée russe s'était liquéfiée, ils offrirent à Trotski d'encadrer l'Armée rouge avec des officiers français, britanniques, américains et italiens pour la réorganiser et l'entraîner. Ils n'ignoraient pas non plus qu'après le traité de Brest-Litovsk les Russes avaient compris que « les Allemands n'avaient pas l'intention de détruire l'État soviétique »[1135] et que l'idée d'un front oriental était utopique. D'autre part, les Japonais qui ne pouvaient concevoir d'intervenir en Russie contre les Allemands, exploitaient à la fois « le statut de belligérant qu'ils s'étaient assuré, et l'affaiblissement que la guerre causait à leurs alliés pour affermir la situation économique et politique du Japon en Chine ». Durant les quatre années que durait déjà la Grande Guerre, les combats terrestres s'étaient déroulés selon un schéma rigide, la guerre de mouvement d'autrefois était devenue une guerre de position, une guerre de tranchées. L'intervention des Alliés et associés en Russie ne pouvait ne dérouler selon le même modèle, d'autant moins que leurs soldats ne comprenaient pas toujours contre qui ils devaient se battre. Le chaos régnait en Russie dans toutes les sphères.

La stratégie antigermanique consistait à empêcher les Allemands de pactiser avec les bolcheviks sur le plan économique. « Quelle que fût son invraisemblance fondamentale, on en vint à accepter partout la théorie selon laquelle Berlin non seulement finançait, mais contrôlait les bolcheviks ». Que Lénine pût traverser l'Allemagne pour rentrer en Russie par la Suède est indéniable mais « les seules preuves que les Alliés eussent en main, pour démontrer que la révolution bolchevique avait été montée par l'Allemagne » étaient quelques faux documents, colportés aux alentours de Saint-Pétersbourg, et qu'un membre mineur du corps diplomatique

[1134] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, pp. 46-47
[1135] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 47, pour la suivante p. 49, puis encore p. 74

américain acheta au début de 1918.[1136] Apparemment obnubilés par la lutte contre les Allemands, Alliés et associés jouaient cependant d'autres rôles en même temps, il convient de le rappeler.

Depuis la fin de 1917 se mettait lentement en place une opposition contre le gouvernement bolchevique qui s'amplifia en guerre civile. Au sud d'abord, avec une armée de Volontaires, puis au nord, des combats eurent lieu entre Rouges et Blancs. En Russie septentrionale, combattaient dans les rangs d'un front antibolchevique, « non pas des troupes de Russes Blancs, soutenus financièrement, techniquement et moralement par les Alliés, mais des unités britanniques, américaines et françaises, sous commandement anglais – les Blancs jouant le rôle d'auxiliaires en lesquels il devint de plus en plus difficile d'avoir confiance »[1137]. Dès le début, le chaos apparaissait bien organisé. Renverser le pouvoir des Soviets et créer une « grande Russie unie et indivise » définissait le rêve que poursuivait Koltchak lorsqu'il accepta l'offre des Anglais d'intervenir à Omsk.

- **L'amiral, entité politique exploitable**

Les Alliés intervenus dans une Russie bouleversée, au sens propre du terme, obéissaient aux ordres du Conseil supérieur interallié, le CSI. Celui-ci recommanda que « tous les groupes nationaux (en Russie méridionale) qui sont déterminés à continuer la guerre soient soutenus par *tous* les moyens en notre pouvoir »[1138], le premier bénéficiaire en fut l'ataman cosaque Kalédine. Il n'était qu'un chef local et ne se souciait pas de continuer la guerre, ce ne fut pas un bon choix de la part des Alliés. Ces derniers envisageaient la création dans le territoire des cosaques d'une espèce de bastion autour duquel se rassembleraient l'Armée roumaine, les Ukrainiens, les

[1136] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 73
[1137] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 55. La note du bas de cette page dit : « Dans un livre blanc (*L'évacuation de la Russie du Nord. Cd 818*) présenté au Parlement en 1920, les forces britanniques, à qui, lors de cérémonies officielles, les chefs militaires alliés avaient à un moment ou à l'autre appliqué les épithètes les plus grandiloquentes, apparaissaient, dans la comptabilité des rations, etc., tenues par le War Office, sous le vocable de ″forces locales″ ».
[1138] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 36, pour la citation suivante, p. 37

Transcaucasiens. Kalédine devait recevoir une importante aide financière du *War Office*, mais le 11 février 1918, quand il « se fit sauter la cervelle, il n'avait pas reçu un kopek de Londres ni d'aucune autre capitale alliée ». La décision de soutenir Kalédine avait été prise à Londres le 3 décembre 1917. Trois jours plus tard**,** l'ambassadeur de Grande Bretagne à Tokyo transmettait au *Foreign Office* la requête de l'ancien commandant en chef de la flotte de la mer Noire, l'amiral Alexandre Vassilievitch Koltchak, de combattre sur le front ouest, par fidélité à l'engagement pris par la Russie. Londres modifia ses plans.

Koltchak était considéré en Angleterre comme une personne à prendre au sérieux, puisque Balfour, alors ministre des Affaires étrangères, avait examiné sa proposition. La réputation de Koltchak était bien établie, même à l'étranger. Non seulement le monde scientifique connaissait le chercheur en océanographie et hydrologie, mais le secteur militaire savait de lui qu'il était aussi un excellent marin. Après avoir fait ses classes au Septième Bataillon naval de Saint-Pétersbourg, le jeune aspirant s'était rendu jadis en Grande-Bretagne où l'industriel Amstrong lui avait proposé d'être ingénieur dans ses usines d'armement, lui offrant un très bon salaire. Mais il refusa car dans sa famille on était russe et il aimait la mer.[1139] Comment ne pas associer armement et pouvoir politique ? Le ministère de la Défense de l'époque ne pouvait pas ne pas avoir été informé des compétences de ce brillant aspirant russe. Sans doute avait-on retenu de lui son esprit patriotique et son attachement à la marine.

Ses exceptionnelles qualités de chef l'avaient promu au grade de contre-amiral à l'âge de quarante-trois ans, vice-amiral un an plus tard, en juin 1916, il fut alors désigné commandant de la flotte de la mer Noire, rôle dans lequel il se révéla d'une redoutable compétence. Il se montra à la fois hardi sur le plan militaire et efficace comme administrateur. Les événements politiques, voire les effets révolutionnaires, détruisirent l'édifice de la discipline navale. Koltchak présenta alors sa démission et rentra à Petrograd. Au cours de ce voyage, il rencontra dans le train l'amiral James Glennon, de la mission spéciale américaine Elihu Root[1140], arrivé à Sébastopol le jour

[1139] Varneck, The Testimony of Kolchak and Other Siberian Materials, Stanford University Press, in http://fr.guyderambaud.wikia.com/wiki/Alexandre_Vassilievitch_Koltchak 11.6.2015

[1140] http://www.jstor.org/stable/23881928?seq=1#page_scan_tab_contents ainsi que https://fr.wikipedia.org/wiki/Elihu_Root , consultés le 12.6.2014 : « En juin 1917, à l'âge de 72 ans, Elihu Root – prix Nobel de la Paix 1912 – fut envoyé en Russie par le président Wilson pour organiser la coopération américaine avec le nouveau gouvernement révolutionnaire. Le responsable syndical de l'AFL James Duncan, le socialiste Charles Edward Russell, le général Hugh L. Scott, *l'amiral James H.*

même de la démission de l'amiral. Ce ne pouvait être un hasard, comme le voudrait Guy de Rambaud. L'officier anglophone suggéra à Koltchak de visiter les États-Unis pour partager avec ce nouvel allié ses expériences de la guerre des mines – Koltchak était un spécialiste en la matière – et des débarquements de troupes[1141]. Jean Bourdier écrit cependant que l'amiral dut « se mettre à la disposition du gouvernement provisoire de Kerenski qui, se méfiant de cet officier par trop intransigeant, le chargea, pour l'éloigner, d'une mission technique auprès du Secrétariat à la Marine des États-Unis »[1142]. Y avait-il collusion entre le pouvoir de Kerenski et Washington ? Accompagné de quatre officiers de la marine russe, Koltchak passa par la Grande-Bretagne avant de se rendre en Amérique du Nord. Il rencontra les amiraux John Jellicoe et Reginald Hall, donna une série de conférences au *Naval War College* à Newport (Rhode Island), notamment sur l'invasion des Dardanelles ; mais cette expédition ne faisait soi-disant pas partie des projets américains.[1143]

Koltchak ne comprenait pas que son approche des intérêts de la Russie quant aux détroits fût aux antipodes de ceux des Alliés et associés, le Point II de Wilson en était la confirmation. L'amiral retourna donc déçu en Russie, par le Pacifique. Informé en route de la prise du pouvoir par les bolcheviks et de la défection russe, il considéra que l'armistice de Brest-Litovsk avait valeur de trahison envers les Alliés. C'est pourquoi en arrivant à Tokyo, il se rendit chez l'ambassadeur, sir Conyngham Greene, pour offrir ses services au Gouvernement britannique, il déclara ensuite :

> Je considérais de mon devoir, puisque j'étais un des représentants du précédent gouvernement, de remplir mon engagement envers les Alliés, et je pensais que les obligations contractées par la Russie envers eux étaient les miennes, au même titre… Je jugeais donc indispensable de les remplir jusqu'au bout et désirais participer à la guerre, même si la Russie des bolcheviks signait la paix. […]. Je connaissais bien la

---

Glennon, le banquier new-yorkais S.R. Bertron, John Mott et Charles Richard Crane étaient membres de la Mission Root. Ils voyagèrent depuis Vladivostok à travers la Sibérie dans le train de l'ancien tsar Nicolas II de Russie. Root resta à Petrograd à peu près un mois, et ne fut pas très impressionné par ce qu'il vit. Les Russes, dit-il, « sont sincèrement, chaleureusement, de braves gens mais désorientés, et choqués ». Il résuma sa position face au gouvernement Provisoire d'une manière très tranchée : « pas de combat, pas de prêts » en référence au conflit en cours avec l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale ».

[1141] DELANOË, Igor, « Le bassin de la mer Noire, un enjeu de la Grande Guerre en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, 81 | 2010, 75-90, in http://cdlm.revues.org/5478 **,** consulté le 12.6.2015

[1142] http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2011/11/23/koltchack-le-heros-blanc-de-siberie.html , consulté le 14.6.2014 et http://biography.yourdictionary.com/aleksandr-vasilievich-kolchak , consulté le 17.5.2015

[1143] http://fr.guyderambaud.wikia.com/wiki/Alexandre_Vassilievitch_Koltchak 11.6.2015

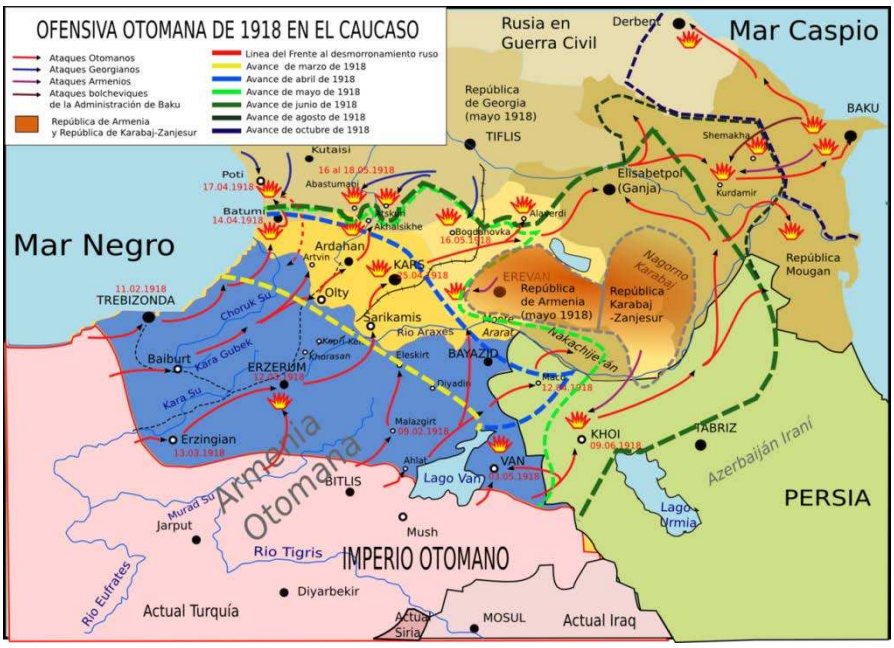
> marine britannique et je savais qu'elle n'avait certes pas besoin de notre aide… Que pouvais-je espérer si je rejoignais cette marine ? J'avais commandé la flotte de la mer Noire ; j'étais prêt à accepter n'importe quelles conditions, mais les Anglais eux-mêmes, qui me connaissaient bien, auraient été dans une situation fausse. Si j'avais été jeune officier, ils auraient pu me mettre sur un escorteur quelconque ; mais, telle quelle, la situation était absurde. C'est pourquoi j'exprimais le désir d'aller dans l'armée de terre, même comme simple soldat.[1144]

Ces quelques lignes dévoilaient totalement Koltchak : il se révélait respectueux de la parole donnée, conscient, vu son grade, de ne pouvoir obtenir une fonction quelconque au sein de la marine britannique dont il connaissait le fonctionnement, prêt à s'humilier en acceptant un rôle inférieur mais lucide au point de comprendre que les Anglais ne l'auraient toléré. C'est pourquoi, afin de ne pas les mettre dans l'embarras, il se proposa pour aller dans l'armée de terre. En résumé, par respect envers l'honneur de sa patrie et la dignité de ses Alliés, Koltchak s'ignora jusqu'à l'abnégation et fit preuve d'une extrême docilité. Les Alliés surent s'en servir.

Le *Foreign Office* accepta donc officiellement l'offre de Koltchak le 29 décembre 1917 et l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tokyo lui communiqua qu'il serait informé très rapidement du poste où l'on pourrait au mieux l'utiliser. Mais parallèlement, le ministère de la Guerre avait déjà pris une décision concernant l'amiral. Whitehall fit savoir à l'ambassade de Tokyo de faciliter son transfert en Mésopotamie. Décision étrange et floue. À la même époque, Londres décidait d'envoyer une mission militaire à Bagdad au Caucase, chargée de coopérer avec un petit groupe de Russes cantonné en Perse du Nord, qui refusait de reconnaître l'armistice de Brest-Litovsk. Il ne s'agissait nullement de les soutenir, l'objectif se situait ailleurs car « il est hautement probable que Koltchak avait été désigné pour quelque rôle mal défini dans cette entreprise, qui devait essentiellement empêcher les

[1144] *The Testimony of Koltchak (Le témoignage de Koltchak)*. Ed. Varneck and Fischer. In FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, pp. 39-40

Turcs d'acquérir le contrôle des puits de pétrole de la région de Bakou[1145] et établir sur les rives de la Caspienne le point de départ d'une attaque contre l'Inde »[1146].



1147

Le *Foreign Office*, ou peut-être le *War Office*, souhaitait envoyer Koltchak en Mésopotamie aussi vite que possible. Le consulat britannique de Shanghai en fit parvenir le message à l'amiral qui partit deux jours plus tard. « Le directeur des

---

1145 À la fin du mois de juin 1918, Berlin envoie le général Kress von Kressenstein avec le titre de ″Chef de la délégation impériale allemande dans le Caucase″. Il doit maintenir la Géorgie sous contrôle allemand et prendre Bakou avant les Turcs, le pétrole de Bakou étant déclaré objectif militaire par les stratèges allemands. Afin de maintenir la Russie dans un état de neutralité, Berlin entend proposer aux Russes un marché : la souveraineté politique sur la ville de Bakou en échange de l'utilisation du pétrole par l'armée allemande. Pour autant, les premières troupes étrangères à rentrer dans Bakou ne sont ni allemandes, ni turques mais britanniques. Le 4 août 1918, un corps de 1 000 soldats remontant de Perse arrive dans la ville, répondant ainsi à l'appel à l'aide lancé par le gouvernement social révolutionnaire de la ville. Pour autant, et malgré les pressions de Berlin, l'Armée de l'Islam s'empare de Bakou le 16 septembre, rejetant à la mer les soldats britanniques. L'euphorie est de courte durée : la situation en Syrie tourne à l'avantage des Anglais et la Bulgarie s'effondre. Les Turcs sont contraints d'abandonner leurs positions dans le Caucase et de se retirer jusqu'à la ligne d'armistice de 1917. Les ambitions allemandes concernant Bakou se dissipent rapidement dans la mesure où même si la ville est évacuée par les Ottomans au cours du mois d'octobre 1918, l'armistice est signé quelques jours plus tard, le 11 novembre. **Igor** Delanoë, « Le bassin de la mer Noire, un enjeu de la Grande Guerre en Méditerranée », Dossier : La Grande Guerre en Méditerranée, in *Cahiers de la Méditerranée*, n° 80, 2010, pp. 75-90 in http://cdlm.revues.org/5478 , consulté le 31.3.2014

1146 *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, pp. 40-41

1147

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ofensiva_turca_de_1918_en_el_Caucaso.png#/media/File:Ofensiva_turca_de_1918_en_el_Caucaso.png , « Ofensiva turca de 1918 en el Caucaso » par Shliahov — Travail personnel. Sous licence CC BY 3.0 via Wikimedia Commons, consulté le 9.9.2015 - 17:46, 4 July 2019 Ellin Beltz talk contribs deleted page File:Ofensiva turca de 1918 en el Caucaso.png (per Commons:Deletion_requests/Files_uploaded_by_Shliahov) Tag: VisualFileChange (global usage; delinker log)

services militaires de renseignements (*Director of Military Intelligence*) qui, à ce moment-là, dirigeait les mouvements de Koltchak, avait omis, sans doute pour des raisons de sécurité, de prévenir Hong-Kong du passage de ce volontaire exceptionnel ; quand le bateau y fit escale, l'Amiral se trouva soumis à la désagréable obligation de se faire pointer à la police, chaque fois qu'il allait à terre »[1148]. Peut-être s'agissait-il d'une manœuvre pour mieux contrôler ses allées et venues. Koltchak devait ensuite embarquer pour Singapour, mais avant même qu'il ne s'y rende, le *War Office* avait changé d'avis car le 11 mars 1918 il reçut ce câble du directeur des services militaires de renseignements : « Votre présence secrète en Mandchourie serait tout à fait opportune ».

Au sujet de cette éventuelle mission de l'amiral en Mésopotamie, Peter Fleming rappelle qu' « aucun document ne subsiste, nous l'avons vu, qui témoigne de ce que l'état-major britannique avait l'intention de faire de Koltchak en Mésopotamie. Les raisons de son rappel de Singapour en Mandchourie sont également peu claires »[1149], il attribue l'idée de ce rappel au capitaine cosaque de vingt-huit ans, Grégoire Semenov. Reparti de Shanghai vers la fin mars 1918, il arriva environ un mois plus tard à l'ambassade russe de Pékin à la mi-avril afin d'y rencontrer le prince Koudachev.

Mais comment omettre de rappeler qui se trouvait également en Extrême-Orient en avril 1918 : Masaryk. Il venait de passer presque un an en Russie (Cf. II.2.B). Le Tchèque écrivit :

> De Vladivostok, je voulais aller par mer directement en Amérique, mais, en raison de divers obstacles, je dus prendre le chemin de fer de Mandchourie [*le Chemin de Fer de l'Est chinois*] et traverser toute la Corée jusqu'à Fusan d'où je m'embarquai pour le Japon. Parti le 1er avril par Kharbine et Moukden, j'arrivai le 6 à Shimonosaki et le 8 à Tokio, où je me retrouvai en Europe, car je pus immédiatement entrer en rapports avec les ambassades européennes. L'Amérique avait pour représentant M. Roland Sletor Morris et l'Angleterre sir Conyngham Greene. M. Morris me demanda d'écrire un mémorandum pour le président Wilson sur l'état de la Russie et le bolchévisme et

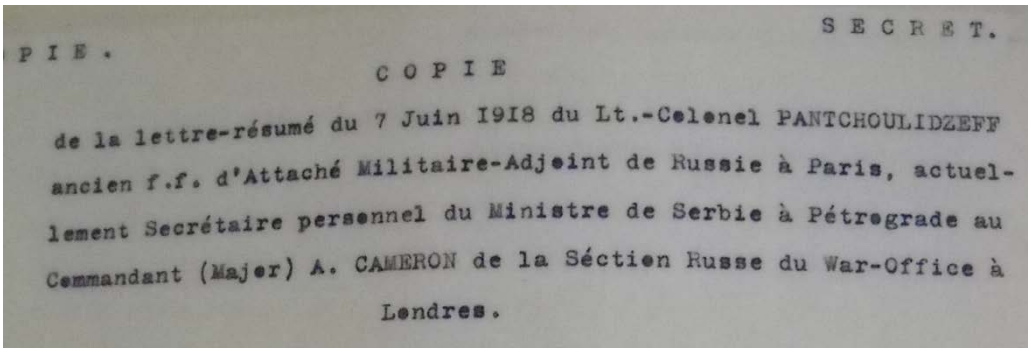
[1148] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, pp. 41-42
[1149] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, p. 59

me posa à cette fin quelques questions ; j'y répondis par un bref exposé sur la nécessité d'une politique réfléchie des États européens en Russie.[1150]

Dans son texte du 10 avril 1918, Masaryk transmettait ses vues, c'est-à-dire le comportement politique que les Alliés devaient adopter pour résoudre le problème russe en faveur des bolcheviks, en adoptant un « plan commun sur les moyens de secourir la Russie »[1151] ; il ne précisait cependant pas de quelle Russie il s'agissait. Il conseillait de s'efforcer de « supplanter les Allemands et les Autrichiens », un thème par lequel les Alliés sont obnubilés et qui semble utilisé de manière récurrente pour justifier chacune de leurs actions en Russie. Mais les écrits de Masaryk correspondent au compte rendu d'un observateur envoyé spécialement pendant un an en Russie pour s'assurer de ce qui était advenu de la Russie depuis les événements capitaux de 1917 et dans lesquels étaient impliqués les gouvernements britanniques et français. C'étaient bien les Alliés et associés qui décidaient du sort de la Russie. Pas les Russes.

Avec l'ambassadeur russe à Pékin, Koltchak discuta sur les activités de Semenov qui, à Mandchouli, avec l'aide d'un pseudo-mouvement entièrement russe composé de mercenaires japonais, de bandits chinois, de voleurs de bestiaux, de prisonniers serbes et d'aventuriers cosaques, avait réussi un coup de main. Usant de hardiesse et de bluff, il avait désarmé la garnison pro-bolchevique et, dans un wagon à bestiaux, l'avait renvoyée en territoire russe, ainsi que les membres du soviet local. Il avait pris l'offensive en Transbaïkalie à la tête de 600 hommes dont 400 Mongols et Chinois. Cette action avait suscité un intérêt sérieux chez les Français et les Anglais dont le consulat de Kharbine (ou Harbin) versa 10 000 livres sterling à Semenov. Les Japonais le surveillaient étroitement. À Kharbine se trouvait une importante communauté russe, présidée par le général Horvath, constituée d'hommes sortis de Russie lorsque cela était encore possible. Fleming écrivit que Londres ne semblait pas très au courant des détails, ce qui est difficile à croire, puisqu'une lettre du 7 juin 1918 adressée au commandant A. Cameron de la section russe du *War Office*

[1150] *Op. Cit.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 219
[1151] *Ibid.*, MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930, p. 221, aussi pour la citation suivante.



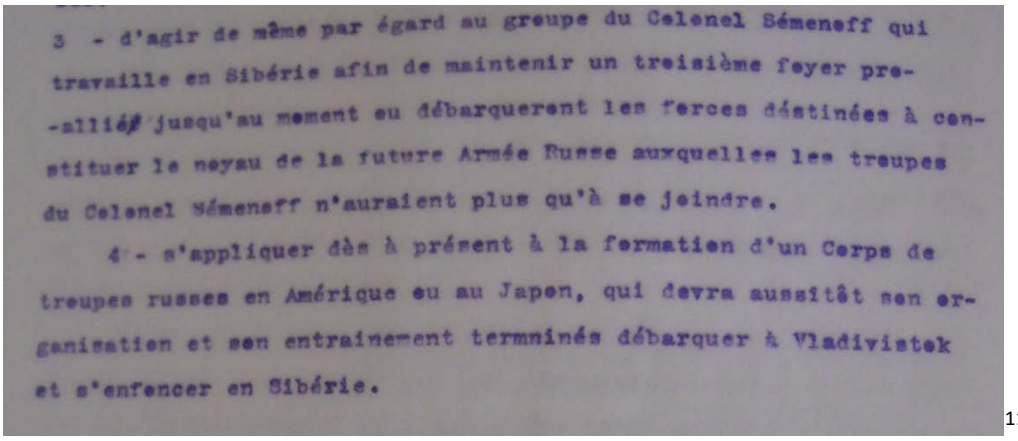
S E C R E T.

P I E .

C O P I E

de la lettre-résumé du 7 Juin 1918 du Lt.-Colonel PANTCHOULIDZEFF ancien f.f. d'Attaché Militaire-Adjoint de Russie à Paris, actuellement Secrétaire personnel du Ministre de Serbie à Pétrograde au Commandant (Major) A. CAMERON de la Séction Russe du War-Office à Londres.

résumait très précisément les plans des Alliés. Semenov y était mentionné :



3 - d'agir de même par égard au groupe du Colonel Sémeneff qui travaille en Sibérie afin de maintenir un treisième foyer pre--allié jusqu'au moment ou débarquerent les forces déstinées à constituer le noyau de la future Armée Russe auxquelles les troupes du Colonel Sémeneff n'auraient plus qu'à se joindre.

4 - s'appliquer dès à présent à la formation d'un Corps de troupes russes en Amérique ou au Japon, qui devra aussitôt son organisation et son entrainement termninés débarquer à Vladivistok et s'enfencer en Sibérie.

[1152]

Semenov retenu un temps comme le représentant d'un mouvement national en Sibérie fut progressivement lâché par la Grande-Bretagne. Même si Kennan considéra que l'aide française et britannique éveillait les soupçons soviétiques au sujet de la bonne foi des Alliés en général, il convient de ne pas oublier que ces derniers aidaient les bolcheviks déjà depuis des mois. « Cette situation absurde, dans laquelle le Japon et la France payaient Semenov pour se battre contre les bolcheviks, tandis que la Grande-Bretagne le payait pour ne pas les combattre, se régularisa presque entièrement lorsqu'en mai les espoirs britanniques d'un accord avec les Russes disparurent »[1153]. Si Fleming entendait par 'Russes' les bolcheviks, il se trompait puisque le 16 avril 1918, le *Foreign Office* déclarait « qu'il était cordialement disposé à traiter avec les bolchevicks sur les bases offertes par Trotski et qu'il n'y a pas lieu de soulever actuellement des questions économiques telles que le paiement des emprunts, car le seul but est de battre les Allemands »[1154]. Si les 'Russes' étaient les anti-

[1152] Cf. Annexe Nr. 82 à 82f
[1153] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 66, pour la citation suivante, p. 69
[1154] Cf. Annexe Nr. 83

révolutionnaires, la situation se révélait alors beaucoup plus délicate. Le mythe de Semenov libérateur s'était également estompé.

La mission proposée en avril à Koltchak n'était pas en rapport direct avec l'action de Semenov. Il lui était demandé d'être le ″membre militaire″ (c'est-à-dire le porte-parole de l'état-major général russe) au conseil d'administration du Chemin de Fer de l'Est chinois, qui avait été reconstitué. Le prince Koudachev lui fit cependant remarquer qu'il lui faudrait arriver à un compromis avec Semenov – ce qui prouve l'importance du personnage, qui ne cessa pourtant de fluctuer au gré des événements entre 1918 et 1922 – et prendre en main l'administration des fonds (étrangers) actuellement distribués au hasard à cause de l'anarchie qui régnait. Avec Horvath, directeur de la compagnie du Chemin de Fer de l'Est chinois depuis 1903, arrivèrent à Kharbine l'industriel Poutilov et des représentants de la Banque Russo-Asiatique[1155], qui détenait l'essentiel des actions de la compagnie. « D'après le *témoignage* de

[1155] JEVAKHOFF, Alexandre, *Les Russes blancs*, Paris, Éditions Tallandier, 2011, pp.191-192 : « Malgré sa toute jeunesse (1910), la Banque russo-asiatique tient une place éminente au sein de la ″haute banque″ russe. Elle naît de la fusion de la Banque russo-chinoise et de la Banque du Nord, deux établissements dépendant la première de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la seconde de la Société générale. Celle-ci tient les rênes de la nouvelle banque avec le soutien d'Alexéï Poutilov, ancien collaborateur du comte Witte, l'homme du grand bond économique russe à la fin du XIXe siècle et d'Ivan Stakheev. Stakheev est discret, à n'intéresser aucun historien, avec ce goût pour l'ombre cher aux architectes de leur propre puissance. En plus de la Russo-asiatique, Stakheev est actionnaire important d'une autre composante de la ″haute banque russe″, la Banque commerciale Volga-Kama, ainsi que de soixante-quinze sociétés industrielles et de sept compagnies de chemin de fer ; en plus l'homme est un des principaux exportateurs de blé. Bref, selon une estimation française, Stakheev contrôle environ le quart de l'industrie russe ! […] Les bolcheviks ont tout nationalisé, ils ont supprimé le système capitaliste, que reste-t-il donc de la Banque russo-asiatique et de l'empire Stakheev, à quoi peut servir un directeur de banque à Odessa ? En fait, une grande force distingue les banquiers et les entrepreneurs russes de leurs compatriotes antibolcheviques. Quand les militaires, les dignitaires ou les intellectuels russes intéressent les Allemands et les Alliés par leurs contributions éventuelles à la renaissance d'une Russie sans bolcheviks, banquiers et entrepreneurs demeurent les propriétaires des actions et des actifs accaparés par les bolcheviks. À Berlin, à Londres, à Paris, l'avenir du pouvoir rouge est considéré au mieux comme incertain. […] Il est donc urgent de ramasser du papier russe. Dès les premiers mois de 1918, une bataille intense, discrète oppose Allemands et Britanniques dans l'acquisition de banques russes. Très vite, les Allemands se portent acquéreurs de trois banques à Moscou et Petrograd. Pour contrer leur intention d'ajouter à cette liste la banque commerciale de Sibérie, les Britanniques utilisent le banquier et industriel Karl Iarochinskii. Le rôle central de Iarochinskii dans le réseau complexe des affaires russes le conduit à recevoir plusieurs offres britanniques et américaines : les Britanniques lui proposent de racheter ses titres avec une plus-value de 35 millions de livres. Devant son refus, on évoque la création de syndicats bancaires anglo-russe et russo-américain, avec des crédits de 56 millions de livres et 200 millions de dollars. Londres se déclare prêt alors à acheter ″à n'importe quel prix″ – l'amabilité est française. Un gros lot d'actions (67 000 actions) de la très importante Banque russe pour le commerce étranger est cédé par le président du conseil d'administration Leonid Davidov à Iarochinskii qui le revend presque aussitôt aux Britanniques avec une plus-value conséquente : acquise 1 250 roubles, l'action est vendue 1 600 avec paiement d'un acompte de 25% en livres sterling et une option de reprise dans les deux années suivant la fin de la guerre. Avec le même appétit, les Britanniques acquièrent des actions d'une autre banque commerciale et deux journaux russes influents avant la révolution, *La Gazette de la Bourse* et *Le Nouveau Temps* ».

Koltchak, la conférence qui s'ensuivit s'occupa uniquement de la réorganisation du Chemin de Fer de l'Est et du retour à l'ordre dans la région du chemin de fer. D'autres sources attestent que ce ne fut pas tout ». La nomination de Koltchak dans sa nouvelle fonction de commandant en chef des forces russes dans la région du Chemin de Fer parut le 26 avril 1918. Poutilov et les représentants du gouvernement britannique avaient bien fait remarquer à Koltchak que ce rôle qui lui était confié visait les mêmes objectifs que lui, c'est-à-dire organiser un Centre politique pour la restauration russe. Pourtant, il apparaissait clairement que la rigueur et l'honnêteté de Koltchak étaient utilisées à des fins financières. Commençait-on à piéger l'amiral ?

Qui était Koltchak ?

Homme d'honneur sincère et honnête, il ne s'autorisait pas à mettre en doute la parole d'un allié, encore moins celle d'un officier. Personnellement incapable d'y manquer, il devait croire naïvement qu'il en était de même pour les autres. Et ce fut son seul gros défaut, les autres étaient des traits de caractère comme en possède tout un chacun. Autrement dit, il péchait par excès d'honnêteté et cela le conduisit au bord de la rivière Outchakovka, entièrement gelée ce 7 février 1920. Nombreuses sont les personnes qui témoignèrent de l'honnêteté, de la gentillesse et de la sensibilité d'Alexandre Vassilievitch Koltchak.

L'amiral américain Newton A. Mc Cully qui connut Koltchak en fit ce portrait : il était de taille moyenne, avait le teint mat et un regard perçant à l'expression déterminée... des détails qui révélaient combien il était un homme de caractère. Il était simple, pratique, ouvert d'esprit, et habité d'un profond patriotisme pour la Russie. Mc Cully avait également remarqué l'affection que Koltchak portait aux officiers de son état-major ainsi qu'à son marin d'ordonnance, ce qui était peu courant chez un officier russe.[1156]

Claude Anet écrivit en 1918 que « le chef de la mer Noire est l'amiral Koltchak, le meilleur des amiraux russes, et c'est à son travail, à son influence personnelle que

[1156] http://www.gwpda.org/naval/pers0002.htm, consulté le 27.6.2015 : « The American Admiral Newton A. McCully described Kolchak as "medium size, very dark with piercing eyes and a determined expression... [which] gave every indication of the resolution for which he was noted. He was simple, practical, broad minded, and full of intense patriotism for Russia." McCully also noted Kolchak's "personal affection for the officers of his staff as well as for his sailor orderly, not usually credited to the Russian official character."

la flotte de la mer Noire doit d'être restée une unité puissante. Voici qu'à son tour, elle est empoisonnée par le virus révolutionnaire »[1157]. Samuel Hoare, le chef de *l'Intelligence Service*, déclarait que Koltchak était ce qu'il avait trouvé de plus proche d'un gentleman anglais[1158].

Selon Benoist-Méchin, il était d'un « tempérament sensible et généreux qui lutte comme un paladin ″pour Dieu et pour le Tsar″. […]. Mais son romantisme incurable lui masque la réalité et l'empêche de juger correctement les hommes. Pour finir, ce n'est pas son incapacité qui le perdra – comme on l'a prétendu à tort – mais sa trop grande bonté »[1159]. Koltchak avait indubitablement l'âme d'un chef militaire et fut sans doute victime de sa grande droiture. La ruse, même pour une bonne cause, n'était pas à sa portée.

Et c'est ce Koltchak qui, à Pékin, avait trouvé aussi un télégramme portant la mention « Personnel et confidentiel » ; il provenait de l'ambassadeur russe à Washington. « Bakhmatiev câblait que l'on prévoyait pour bientôt la réunion, à titre d'expérience, d'un certain nombre de personnalités politiques russes se trouvant à l'étranger, pour examiner la possibilité d'organiser un Centre politique, qui prendrait les mesures d'urgence nécessaires à la restauration nationale de la Russie ». S'agissait-il de l'objet du document secret envoyé à Cameron au *War Office* ? Probablement. L'ambassadeur jugeait la présence de Koltchak « absolument indispensable » et le priait de venir en Amérique « ne serait-ce que pour un moment, sans avertir personne »[1160]. Il ne s'y rendit pas. C'est à Kharbine que son action était attendue pour ramener l'ordre dans le secteur afin de sécuriser le chemin de fer dans l'intérêt des actionnaires. Voulait-on d'abord tester Koltchak au niveau local ?

En réalité, le plan des Alliés visait plus haut et plus loin que ces intérêts d'actionnaires dont la France faisait partie. Le 30 avril, le prince Koudachev, Horvath et Koltchak rendirent visite à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Pékin, sir John Jordan, et lui proposèrent un plan ambitieux ciblant la libération, sans préciser de date,

---

[1157] *Op. Cit.*, ANET, Claude, *La révolution russe*, Tome II, Paris, Payot et Cie, 1918, p. 21
[1158] Sayers M. et Kahn A., La grande conspiration contre la Russie, Hier et Aujourd'hui, 1947, p.19, in http://fr.guyderambaud.wikia.com/wiki/Alexandre_Vassilievitch_Koltchak 11.6.2015

[1159] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, *Histoire de l'Armée allemande V,* p. 65
[1160] Koltchak MSS (manuscrit de Koltchak) in *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 69 pour les deux citations

de Vladivostok à l'est et d'Irkoutsk à l'ouest par une force russe de 17 000 hommes, basés sur le Chemin de Fer de l'Est chinois. L'ambassadeur envoya un compte rendu à Londres. On n'en entendit plus parler par la suite. Ce plan ne ressemblait-il pas étrangement à l'occupation du Transsibérien par les Légionnaires tchéco-slovaques ? Subrepticement, la force russe s'était mutée en force de l'Entente. Britanniques, Français, Russes s'entretenaient en différents points de la planète sans que, apparemment, chacun soit mis dans le secret des dieux.

La communauté russe de Kharbine où Koltchak arriva début mai et où Masaryk fut de passage avant lui, était censée être gouvernée par « un groupe venu de Sibérie sous la conduite d'un Juif d'Odessa nommé Derber. Il ne gouvernait personne, ne représentait personne, mais, de temps à autre, envoyait des télégrammes au président Wilson ». Quelle était donc la mission de ce personnage qui informait le président Wilson ? De quoi l'informait-il ? Toutes les puissances avaient leurs agents secrets, plus simplement leurs espions, afin d'être constamment mises au courant des détails de chaque situation dans chaque secteur de la vaste Russie. Le chaos régnait aussi au sein de ce regroupement de Russes réfugiés en Mandchourie pour fuir le bolchevisme. Les petites armées particulières que certains s'étaient créées, s'occupaient bien plus de règlements de compte privés, d'extorsions de fonds et de trafic d'opium que de l'avenir de la Russie. Les mauvaises relations que la troupe du colonel Orlov entretenait avec Semenov ne permettaient pas d'envisager une action commune pour combattre les bolcheviks en Transbaïkalie. La situation se révélait préoccupante pour Koltchak.

Semenov à un bout du Chemin de Fer de l'Est chinois et Kalmikov à l'autre bout dépendaient tous deux des Japonais qui les subventionnaient. Ce que désapprouvait Koltchak qui ne pouvait compter ni sur ces cosaques, ni sur les Japonais. Ceux-ci accueillirent mal la nouvelle de son arrivée à Kharbine. « Les vertus pour lesquelles les Anglais l'estimaient – son intégrité, ses qualités de chef – le rendaient automatiquement indésirable en Extrême-Orient ; il n'y avait pas de place pour un Russe qui imposait le respect général à ses compatriotes et qui était susceptible, si on lui donnait une chance, de rétablir quelque espèce d'ordre et de mener dans quelque direction précise le *"demi-monde"*, ramolli et chicanier, dont les chefs paraissaient, aux Japonais, d'un maniement si facile et si profitable. Dès que Koltchak entra dans

l'arène, ils lui jurèrent une guerre sans merci »[1161]. Les Japonais n'attendaient que la déchéance totale de la Russie afin de pouvoir mieux la dévorer. Le général Nakajima fournit cependant armes et matériel à l'amiral lui signifiant combien il était sceptique à l'égard de son entreprise et lui laissa entendre qu'il attendait quelque chose en échange, voire quelque concession. C'était le dernier argument à mentionner à Koltchak, il ne fallait pas toucher à sa chère Russie. Nakajima sut également manipuler Semenov qui répondit donc de manière évasive à Koltchak venu lui demander son aide ; face à sa proposition d'argent, l'ataman lui précisa également qu'il obtenait tout ce qu'il voulait du Japon. Durant toute l'intervention, le fourbe et cruel Semenov – que Joseph Kessel rencontra à Vladivostok[1162] – sut jouer le rôle d'outil utilisé aussi bien par les Japonais que par les Alliés et associés. Koltchak dut également l'interpeller. Était-ce calcul de la part du CSI ?

À Kharbine, l'indiscipline et l'intrigue rendaient la tâche de l'amiral très difficile, d'autant plus que les Japonais chapeautaient l'ensemble. Koltchak se rendit donc à Tokyo pour solliciter de l'aide mais n'obtint rien d'autre que l'invitation de séjourner au Japon et de ne pas retourner sur le continent. C'était une manière élégante de la part du gouvernement japonais de le retenir en attendant l'arrivée des troupes des Alliés et associés. Août 1918 vit arriver les premiers éléments américains de l'Intervention à Vladivostok. Elle semblait pourtant être une affaire purement japonaise, vu l'importance de leur contingent nippon.

Quant à Koltchak, il était considéré comme *persona non grata* par le gouvernement de l'Empire du Soleil Levant. Ce fut encore une fois sous les auspices de la Grande-Bretagne qu'il quitta Tokyo ; le chef de la mission militaire britannique en Sibérie, le général Knox, n'avait-il pas écrit le 31 août, qu'il était « le Russe le plus capable de nous aider dans la réalisation de nos projets »[1163]. Quels projets ? La reconstitution d'un front oriental ? La protection des Tchéco-Slovaques ? Le soutien aux Armées blanches ?

[1161] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 96
[1162] *Op. Cit.*, KESSEL, Joseph, *Tous n'étaient pas des anges*, Paris, Éditions Plon, 1963
[1163] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 100, pour la suivante p. 126

Le général Knox disait estimer l'amiral parce qu'il possédait : « deux caractères inhabituels chez un Russe : son humeur est très vive, ce qui inspire à ses subordonnés une crainte salutaire, et il n'aime pas parler pour le seul plaisir de parler ». Il apprivoisa Koltchak pour mieux le conseiller, voire le manipuler. Après l'avoir convaincu qu'il pouvait jouer un rôle pour la Russie, il s'adressa aux Japonais, plutôt hostiles au personnage, et réussit à profiter « d'un moment favorable pour aborder la question, qu'il savait délicate, de l'emploi qui serait confié à Koltchak en Sibérie ». Knox amadoua également le général Nakajima à Vladivostok avant que l'amiral ne pût quitter Tokyo. À la mi-septembre, ce dernier put enfin revenir sur le sol russe après un an d'absence. Et durant cette période, il s'était constamment trouvé aux mains des Américains, des Britanniques, des financiers internationaux en Chine et des Japonais.

Comment se fit-il que le 21 septembre 1918, de Vladivostok pour aller à Omsk, Koltchak partagea un wagon particulier du Transsibérien avec Rudolf Gayda[1164] ? Un voyage sûrement organisé par le général Knox, il ne peut en être différemment. Pourquoi Knox tenait-il à réunir ces deux hommes dans l'espace réduit d'un wagon ? Koltchak arriva à Omsk le 15 octobre 1918, quatre jours après la création du Directoire. De son côté, le général Janin, après avoir vu Wilson à Washington puis l'empereur du Japon à Tokyo arriva tardivement en Sibérie. « Il avait reçu ses ordres à Paris, seulement quelques jours après que Knox avait reçu les siens à Londres. Janin était à l'armée française à peu près ce que Knox était à l'armée anglaise : l'autorité principale pour tout ce qui concernait la Russie ». Mais les deux généraux, hormis leur grade, avaient peu de points communs : Knox était un « officier compétent, d'un style incisif et tranchant, il avait depuis le début plaidé, non sans succès, en faveur de l'Intervention. Il avait une bonne connaissance de la langue russe »[1165] ; le général Rouquerol écrivit que les Anglais « avaient mis l'amiral Koltchak au pouvoir, l'avaient soutenu »[1166] et ce ne pouvait être que l'initiative de Knox, révélant indirectement l'aspect machiavélique de son action. Les commentaires ne manquent pas sur Janin : le général français était replet, coquet, intelligent et ambitieux[1167] mais avait peu

[1164] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 100, pour les suivantes p. 127
[1165] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 125
[1166] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 146
[1167] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 128

d'envergure, il se laissa rapidement déborder par les événements[1168] ; le général russe le décrivit ainsi :

> Janin war verschlagen und willensschwach. Er hatte verschleierte Instruktionen und trieb von Anfang an ein Doppelspiel. Aeußerlich huldigte er dem Admiral Koltschak und versicherte ihn seiner Sympathie und Ergebenheit und die russische Armee seines Mitgefühls, seines guten Willens und seiner Hilfsbereitschaft. Hinter unserem Rücken aber hieß er alle tschechischen Untaten gut, und wir hatten Grund, zu glauben, daß er sie gelegentlich auch anregte.[1169]

Le Directoire d'Omsk fit de Koltchak le ministre de la Guerre. Ce Directoire était né de longs débats le 23 août à Tcheliabinsk et un mois plus tard, le 23 septembre 1918, à Oufa. Ce nouveau pouvoir unique, composé de cinq membres, siégea à Omsk et fut investi par la conférence d'Oufa « du pouvoir suprême sur le territoire entier de l'Etat russe »[1170], jusqu'à la convocation de l'Assemblée générale Constituante de l'Empire. Au nom de l'entente, « les représentants étrangers en Sibérie (ceux d'Angleterre : Olsten et Knox ; de France : Pichon et Bourgeois ; et des Tchèques : Pavlou) approuvèrent la création de ce Directoire : les Tchèques d'ailleurs avaient exercé une forte pression sur la Conférence et menacé de quitter le front, si l'accord ne se faisait pas ». Ce gouvernement était donc une création russe voulue par des étrangers qui avaient prétendu ne pas commettre d'acte d'ingérence dans les affaires de la Russie. À peine constitué, ce Directoire nomma des ministres et appela donc Koltchak au ministère de la Guerre. L'amiral ne se trouvait pas par hasard à Omsk, puisque Knox avait tout fait pour l'y envoyer.

À Omsk, le 18 novembre 1918, Koltchak se retrouva « chef suprême », désigné par les autres ministres. Il était donc à la tête non seulement de la Sibérie, mais de toute

---

[1168] *Op. Cit.*, BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande V*, Paris, Éditions Albin Michel, 1964, p. 63

[1169] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin W., général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 47 : « Janin était sournois et faible de caractère. Il donnait des instructions voilées et dès le début joua un double jeu. En apparence, il était très révérencieux envers l'amiral Koltchak et l'assurait de sa sympathie et de son dévouement, et l'armée russe de sa compassion, de sa bonne volonté et de sa complaisance. Mais derrière notre dos, il approuvait tous les méfaits des Tchèques, et nous en arrivions même à croire, non sans raison, qu'il les incitait parfois contre nous ».

[1170] *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 171, aussi pour la citation suivante,

la Russie. Les premières protestations vinrent des Tchèques, les serviteurs de l'Entente, alors qu'ils n'avaient rien à dire, c'était une affaire russo-russe. Pourquoi désapprouvèrent-ils cette nomination ? Le général Stepanoff remplaça Koltchak au ministère de la Guerre, à l'Intérieur se trouva un incompétent mais aux Affaires étrangères : « M. Soukine fut particulièrement nuisible. On l'appelait ″le gosse américain″ ; il avait 28 ans et venait des Etats-Unis. C'est lui qui arriva à brouiller, en deux temps trois mouvements, Koltchak avec les Japonais, ne parvint pas à réduire l'hostilité des Tchèques, ni à obtenir la confiance de la France et des Etats-Unis. Si même il n'aboutit pas à une rupture avec l'Angleterre, c'est uniquement parce que le représentant anglais, le colonel Knox, faisait semblant de l'ignorer ». Peut-on le croire ? La nomination de ces ministres incompétents n'apparaît-elle pas comme l'œuvre des Alliés ? Les puissances étrangères s'abstinrent de reconnaître le gouvernement de Koltchak, ce qui correspondait à une condamnation anticipée.

Afin de mieux comprendre le guêpier dans lequel Koltchak avait été fourré par Londres, Paris et Washington, lorsqu'il fut envoyé à Omsk, il convient de rappeler quelques éléments essentiels. Janin avait été désigné par le Conseil National Tchéco-slovaque de Paris pour commander la Légion en Russie « en accord avec les directives générales du commandant en chef japonais », il dirigeait aussi la mission militaire française ; en outre, on lui avait vaguement donné juridiction sur les divers Polonais, Yougoslaves, Roumains et autres groupes de personnel allié qui, avec la fin du contrôle russe sur les camps de prisonniers, s'étaient formés en unités militaires, essentiellement pour leur propre protection – la protection contre qui ou quoi ? Janin n'aimait pas du tout Koltchak.

À Versailles, on s'était mis d'accord pour que le Commandement suprême de toute l'entreprise, c'est-à-dire de l'intervention, fût aux mains des Japonais. Non seulement ils n'aimaient pas Koltchak, mais de plus, ils ne voulaient pas dépasser Irkoutsk et pouvaient donc difficilement conduire des opérations sur le front de la Volga à plus de trois mille kilomètres. D'autre part, les Américains ne se considéraient pas comme étant sous commandement japonais et, comme eux, ils ne voulaient pas combattre. Ni Janin, ni Knox n'étaient chargés, d'un point de vue technique, de commander les contingents français et britannique et devaient donc inévitablement

demander voix au chapitre en ce qui concernait leur utilisation. Il est difficile de faire mieux pour organiser une situation chaotique.

Le gouvernement russe ″blanc″, le Directoire créé sous la menace tchèque, avait son propre ministère de la Guerre et considérait qu'il avait la haute main sur toutes les affaires militaires en Sibérie. [1171] Quant aux Tchèques, ils prétendaient n'être soumis à aucune hiérarchie, ce qui était évident puisqu'ils étaient totalement soumis aux directives de l'Entente et de Washington. France, Grande-Bretagne et Japon se concertaient, l'Amérique, associée et non alliée, préservait son autonomie. Quant à Semenov, il était une roue libre, n'obéissait à personne et faisait le jeu qui lui convenait le mieux. Le Transsibérien dont tout dépendait, avait été confié par les Alliés et associés à la garde des Légionnaires tchéco-slovaques. Le fiasco d'une telle organisation était-il réellement le seul résultat possible, comme l'écrivit Fleming ?


1172

Cette caricature de l'amiral Koltchak, œuvre du Dr. Genevray, médecin du Bataillon colonial sibérien (BCS), révèle le personnage et en dit long sur ses difficultés.

[1171] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 100, pour les suivantes p. 128
[1172] Archives de l'Institut Pasteur, caricature de Koltchak réalisée par le Dr. Genevray, médecin du B.C.S. entre 1918 et 1920. Autorisation accordée par l'Institut Pasteur.

- **Les courriers diplomatiques relatifs à Koltchak**

Tandis qu'à l'extrême est de la Russie orientale, les Britanniques se souciaient de manipuler et de convaincre Koltchak d'accepter le rôle de sauveur de la Russie, à l'ouest, les diplomates assumaient un autre jeu. Noulens, obnubilé par la haine des Allemands, maintenait son cap car « le seul but est de battre l'Allemand »[1173], comme l'écrivit le *Foreign Office* le 16 avril 1918. Ni l'un, ni l'autre ne précise cependant qu'en Russie, battre l'Allemand ne signifiait pas l'affronter dans les tranchées, cela voulait dire l'empêcher de s'emparer des immenses richesses de l' ex-Empire russe avant les Britanniques, les Français et les Américains. Ou bien également de l'empêcher de collaborer avec la république des Soviets, conscients de l'habileté technique des Allemands pouvant être « extrêmement précieuse pour aider au développement des vastes ressources de la Russie »[1174]. Mais Anglais et Français rivalisaient aussi dans ce domaine car selon l'ambassadeur français « il serait bon que le gouvernement anglais se mît d'accord avec nous, et il ne semble pas l'être ». La rivalité s'étendait au secteur militaire, entre Knox et Janin, censé être responsable de l'instruction des troupes russes. De leur côté, « les Américains, qui tenaient la région de Vladivostok, avaient en réalité une attitude bienveillante pour les agents bolcheviks »[1175] et les Tchèques et Slovaques ne s'entendaient pas du tout avec les Russes anti-maximalistes. Ils avaient alors sûrement oublié leur panslavisme.

Dans le chaos de la Russie d'après Brest-Litovsk, Koltchak, envoyé pour assumer l'opposition au pouvoir bolchevique, savait-il ce qui se tramait en sous-main ? Savait-il par exemple que l'ambassadeur de France, Noulens, faisait parvenir au ministre des Affaires étrangères, Pichon, un courrier du 20 mai 1918 de Cermak[1176]

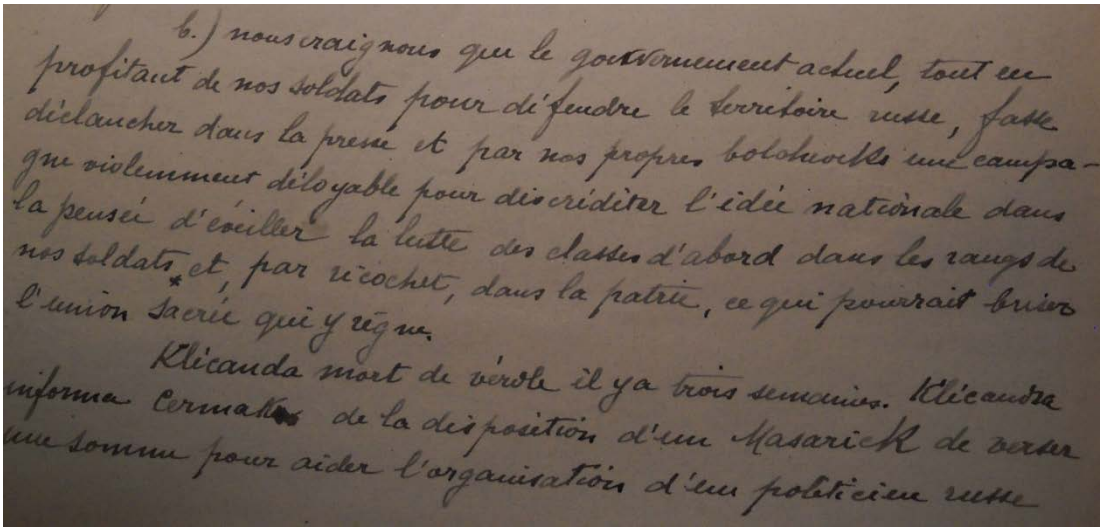
[1173] Cf. Annexe Nr. 83 et 83a

[1174] Colonel Malone aux Communes, in NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe,* Paris, Librairie Hachette, 1920, p. 240

[1175] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 91

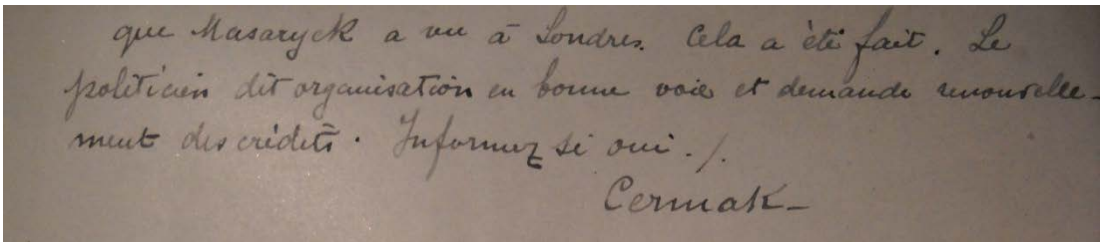
[1176] https://fr.wikipedia.org/wiki/Anton_Cermak , consulté le 13.9.2015 : « Anton (Tony) Joseph Cermak, en tchèque Antonín Josef Čermák, (9 mai 1873 – 6 mars 1933 (à 59 ans)) est un homme politique américain, membre du Parti démocrate qui fut élu maire de Chicago en 1931. Il fut assassiné pendant son mandat, par Giuseppe Zangara en 1933 ». Dans un courrier du 20 mai 1918, Noulens écrivait à Pichon que Cermak, alors délégué du Conseil national tchèque, lui donnait de longues explications sur l'état d'esprit de ses concitoyens slaves qui avaient hâte de quitter la Russie pour aller combattre en France. Noulens lui représenta que « puisqu'ils épousaient la cause des Alliés, les Tchèques devaient accepter de remplir le rôle momentané que notre commandement jugerait le plus utile de leur assigner. M. Cermak en a convenu avec moi, mais il m'a dit que seule l'autorité du Conseil

destiné au Conseil national des Pays tchèques à Paris, 18 rue Bonaparte, et qui révélait les actions des Tchèques en accord avec des bolcheviks, et celles de Masaryk :



b.) nous craignons que le gouvernement actuel, tout en profitant de nos soldats pour défendre le territoire russe, fasse déclancher dans la presse et par nos propres bolchevicks une campagne violemment déloyale pour discréditer l'idée nationale dans la pensée d'éveiller la lutte des classes d'abord dans les rangs de nos soldats et, par ricochet, dans la patrie, ce qui pourrait briser l'union sacrée qui y règne.

Klicanda mort de vérole il y a trois semaines. Klicandra informa Cermak de la disposition d'un Masaryck de verser une somme pour aider l'organisation d'un politicien russe



que Masaryck a vu à Londres. Cela a été fait. Le politicien dit organisation en bonne voie et demande mensuellement des crédits. Informez si oui. /.

Cermak

1177

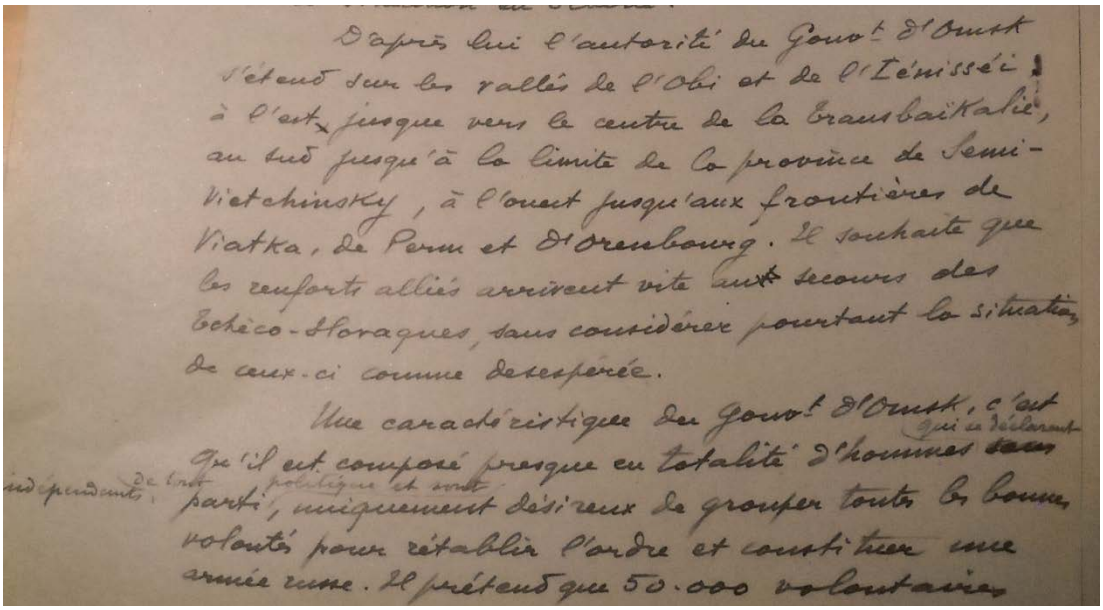
Le 5 juin 1918, Noulens mentionnait à Pichon un télégramme envoyé au ministère de la Marine à Paris, « dans lequel le commandant Petit, d'accord avec les chefs des forces militaires et navales anglaises et américaines, insiste pour la reconnaissance officielle du pouvoir des Soviets ». Diplomates et militaires rivalisaient dans leurs compétences et leurs attributions. De même, l'amiral anglais Kemp considérait indispensable la reconnaissance du gouvernement des Soviets et reprochait à la France de ne pas le faire. Bref, à l'Ouest, Noulens ne parlait que des Allemands, de l'intervention qui ne se faisait pas assez rapidement, des affaires financières et commerciales à réaliser, de propagande, tandis qu'à l'Est les Anglais menaient Koltchak à la tête du gouvernement de Sibérie.

National siégeant à Paris pourra imposer nos directives aux troupes tchèques assez peu malléables sous le régime des soviets qu'elles ont emprunté aux Russes. Il fera d'ailleurs personnellement tout son possible pour persuader ses compatriotes du devoir qui peut leur incomber de combattre les Allemands à Arkhangelsk ou à Mourmansk ».

1177 Cf. Annexe Nr. 84

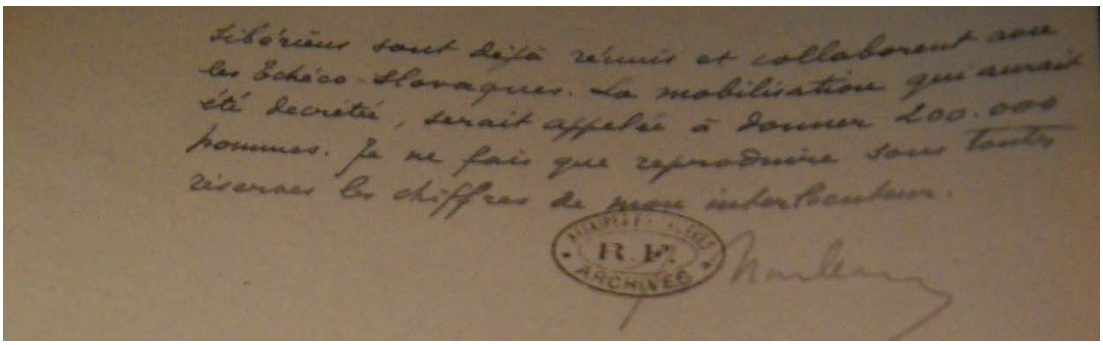
Pour la première fois, le 13 septembre 1918, à cause du retrait de Tchaïkovski d'Arkhangelsk, Noulens évoqua la création du gouvernement de Samara auquel il ne semblait accorder beaucoup de crédibilité. Apparemment, il n'était pas au courant des agissements des Britanniques, des Japonais et des Russes en Mandchourie ou à Tokyo. Les décisions politiques des intervenants n'impliquaient probablement qu'un nombre très restreint de responsables. Les diplomates ne semblaient pas toujours être mis dans le secret des dieux.

Le 26 septembre enfin, le gouvernement d'Omsk apparaît dans un courrier de Noulens à Pichon et lui en transmet cette information exprimée dans un style plutôt dubitatif :



D'après lui l'autorité du Gouvt d'Omsk s'étend sur les vallées de l'Obi et de l'Iénisséi à l'est jusque vers le centre de la Transbaïkalie, au sud jusqu'à la limite de la province de Semi-Vietchinsky, à l'ouest jusqu'aux frontières de Viatka, de Perm et d'Orenbourg. Il souhaite que les renforts alliés arrivent vite aux secours des Tchéco-Slovaques, sans considérer pourtant la situation de ceux-ci comme desespérée.

Une caractéristique du Gouvt d'Omsk, c'est qu'il est composé presque en totalité d'hommes sans parti, politique et indépendants de tout, uniquement désireux de grouper toutes les bonnes volontés pour rétablir l'ordre et constituer une armée russe. Il prétend que 50.000 volontaires



Tchéciens sont déjà réunis et collaborent avec les Tchéco-Slovaques. La mobilisation qui aurait été decrétée, serait appelée à donner 200.000 hommes. Je ne fais que reproduire sous toutes réserves les chiffres de mon interlocuteur.

R.F. ARCHIVES

Noulens

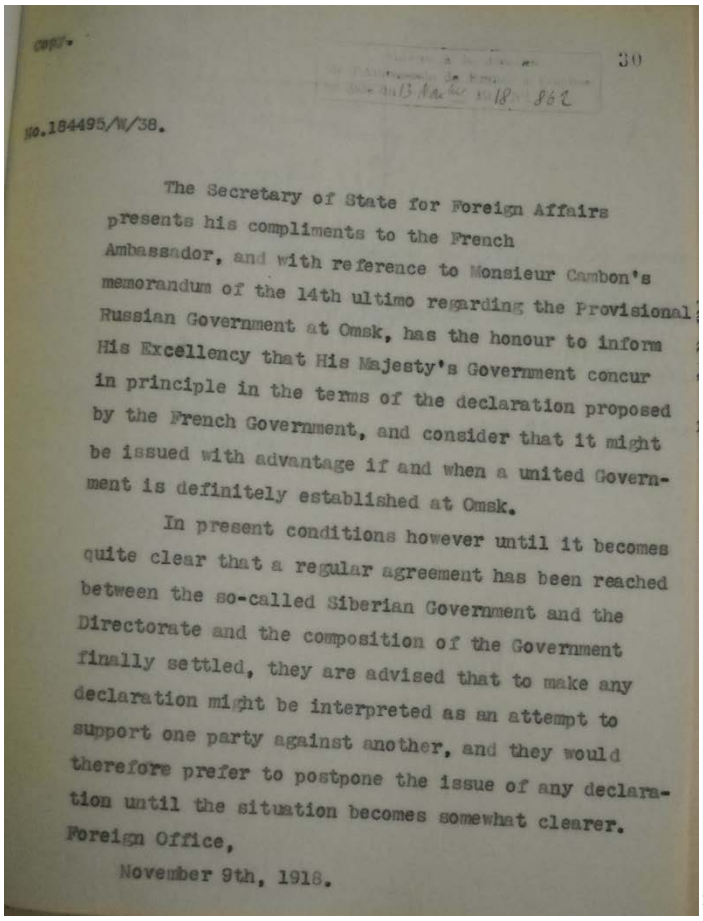
1178

1178 Cf. Annexe Nr. 85 et 85a

Ni la France, ni les autres Alliés ou associés ne se sont en fait jamais soucié de la Russie. Les courriers diplomatiques mettent particulièrement en évidence que seul l'intérêt économique a poussé les gouvernements occidentaux, japonais et chinois à intervenir dans cet immense pays. Mais le cadre posé, leur comportement envers les Armées blanches et leurs chefs émerge des documents des archives. Voici quelle fut leur action politique envers Koltchak et le gouvernement dont il assumait la responsabilité.

Le Directoire des cinq investi par la conférence d'Oufa « du pouvoir suprême sur le territoire entier de l'Etat russe » jusqu'à la convocation de l'Assemblée générale Constituante de l'Empire[1179], avait informé les ambassades russes dans le monde entier ainsi que les gouvernements étrangers de son existence. Il était convaincu de sa reconnaissance internationale. L'ambassadeur Paul Cambon à Londres envoya un courrier[1180] au ministre Pichon pour lui communiquer la réponse de Balfour quant à la demande de reconnaissance formulée par le Directoire d'Oufa. Il avait soumis au ministre britannique des Affaires étrangères un projet de réponse du gouvernement français à la déclaration remise par M. Maklakoff, le dernier ambassadeur de la Russie non soviétique en France. Balfour répondit ce qui suit :

1179 *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 171 (la copie m'en a été remise par le petit-fils de l'amiral Koltchak)
1180 Cf. Annexe Nr. 86



Copy.

No.184495/W/38.

The Secretary of State for Foreign Affairs presents his compliments to the French Ambassador, and with reference to Monsieur Cambon's memorandum of the 14th ultimo regarding the Provisional Russian Government at Omsk, has the honour to inform His Excellency that His Majesty's Government concur in principle in the terms of the declaration proposed by the French Government, and consider that it might be issued with advantage if and when a united Government is definitely established at Omsk.

In present conditions however until it becomes quite clear that a regular agreement has been reached between the so-called Siberian Government and the Directorate and the composition of the Government finally settled, they are advised that to make any declaration might be interpreted as an attempt to support one party against another, and they would therefore prefer to postpone the issue of any declaration until the situation becomes somewhat clearer.

Foreign Office,
November 9th, 1918.

[1181]

La Grande-Bretagne s'alignait sur la France pour déclarer qu'il conviendrait d'attendre l'établissement d'un gouvernement uni à Omsk :

> Toutefois, dans les circonstances actuelles, tant qu'il n'est pas tout à fait clair qu'un accord en bonne et due forme a été atteint entre le soi-disant Gouvernement sibérien et le Directoire et que la composition du Gouvernement a été définitivement établie, ils sont avertis que toute déclaration de leur part pourrait être interprétée comme une tentative de soutien d'une partie contre une autre et qu'il serait donc préférable de remettre à plus tard toute déclaration jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse quelque peu.

Ce Directoire, reconnu en Russie pour toute la Russie, décidé en présence des représentants des Alliés et même imposé par l'arrogance des Tchèques était donc mis en question. « La question de savoir si oui ou non, et si oui de quelle manière il fallait reconnaître le gouvernement d'Omsk, attirait de temps à autre l'attention des

1181 Archives de La Courneuve, Dossier Ministère des Affaires étrangères 1918-1929, Russie d'Asie 19. Traduction du second paragraphe à la suite. (Avec l'accord des Archives diplomatiques)

négociateurs de Paris, où les succès militaires du Chef suprême étaient, dans une certaine mesure, contrebalancés par l'atmosphère déplaisante de son administration politique. On résolut finalement de formuler un ensemble de conditions moyennant lesquelles les Alliés et les gouvernements se préparaient à ″continuer leur aide″ »[1182]. Ce qui pouvait s'assimiler à de la spéculation rhétorique. Il est évident que les Alliés et associés ne désiraient nullement reconnaître ce gouvernement démocratique d'Omsk. Aux archives du ministère des Affaires étrangères à Prague, dans un volume qui recueille les documents inhérents à la politique étrangère tchécoslovaque entre 1918 et 1920 se trouve la retranscription d'un document du 23 novembre 1918 signé par Martel, haut commissaire en Russie méridionale, qui accorde aux Tchèques le droit de ne pas reconnaître le gouvernement de l'amiral Koltchak. Il s'agit d'une situation qui soulève plusieurs questions d'ordre juridique : les soldats de la Légion tchéco-slovaque en Russie avaient été déclarés appartenant à l'armée française, donc au nom de quoi ou de qui pouvaient-ils s'arroger le droit de reconnaître ou pas le gouvernement de Koltchak ? Il s'agissait là d'une démarche politique. Le 23 novembre 1918, tous les armistices étaient signés qui, théoriquement, mirent fin au conflit mondial, rien ni personne n'empêchait ces légionnaires de rentrer chez eux à travers l'Ouest, c'eût été plus court. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

[1182] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 177

1918, 23. listopadu, Vladivostok. – Telegrafická zpráva francouzského zplnomocněnce na Sibiři D. Martela ministerstvu zahraničních věcí Francie o odmítavém postoji československého vojska na Sibiři k vládě admirála A. V. Kolčaka a k zasahování do vnitřních záležitostí Ruska.

Je vous communique télégramme suivant que je (mot passé)[a] commandant Pichon Tcheliabinsk. Le Conseil national tchèque à Omsk[1] me communique demandant mon approbation projet manifeste du délégué national de Tcheliebilski aux troupes tchèques par lequel ces dernières refusent au nom principes liberté pour lesquels combattent, de reconnaître gouvernement amiral Koltchak.

J'ai répondu troupes françaises, tout autant que libéraux tchèques étaient en droit de se dire attachés aux principes d'un gouvernement démocratique mais que la discipline militaire leur interdisait toute manifestation de leurs opinions et toute immixtion dans affaires intérieures Russie, je devais donc désapprouver manifeste. Quant à Général Sirovi [Syrový] pour lequel délégué tchèque demande instruction, j'ai dit Général Janin avait longuement causé avec lui par le fil. Général Janin m'a télégraphié en même temps que le président Massarik lui avait confirmé ainsi que Général Stefanik sa volonté formelle interdire troupes tchèques toute intervention politique intérieure russe.

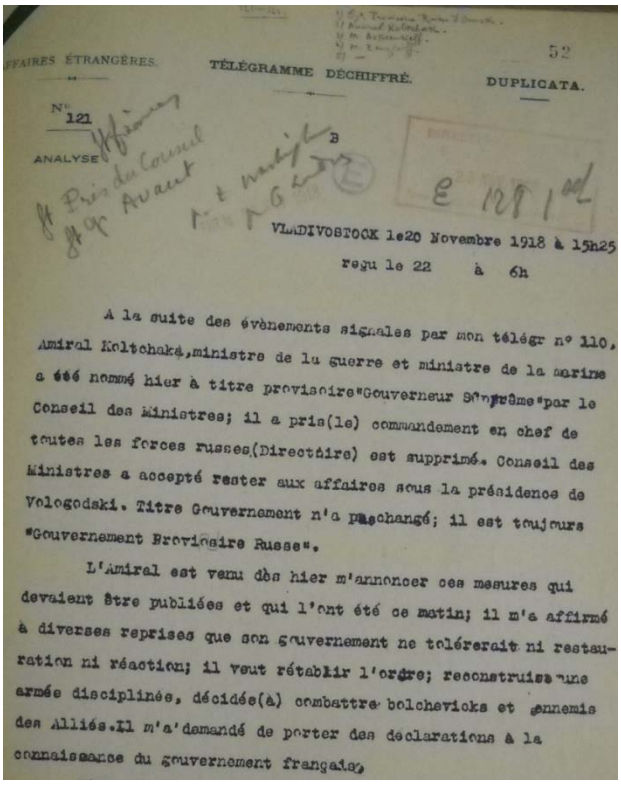
Martel [1183]

Il n'est pas permis de ne pas discerner la mauvaise foi manifestée par les Alliés et associés pour reconnaître ce gouvernement démocratique alors que la reconnaissance de celui de Lénine était recommandée par le gouvernement britannique. Londres exerçait une pression sur la France pour qu'elle le fît également, ce que Masaryk avait chaudement conseillé. Pourquoi Américains, Anglais et Français n'hésitaient-ils pas pour reconnaître le pouvoir de Lénine alors qu'ils tergiversaient envers celui de Koltchak ? Ne pas en déduire que les Alliés et associés semblaient vraiment décidés à consolider le pouvoir de Lénine correspondrait à une erreur de raisonnement. D'autant plus que les documents d'archives sont nombreux qui conduisent à ce dénouement.

Il convient de rappeler que Koltchak n'a jamais renversé le Directoire le 18 novembre 1918 ; il s'agit d'un montage fait de toutes pièces, colporté de diplomate en gouvernement, puis repris dans les textes d'histoire, encore aujourd'hui il est toujours question du coup d'État de Koltchak. En son absence, l'amiral a tout simplement été

[1183] Dokumenty Československé Zahraniční Politiky – Československo na pařížské mirové Konferenci (La Tchécoslovaquie lors de la Conférence de paix de Paris), p. 76 (Autorisation accordée)

désigné[1184] par les membres du Conseil ministériel, soi-disant convaincu qu'il valait mieux confier les rênes du gouvernement à un seul homme. Voici l'un des documents des archives de La Courneuve qui l'atteste :



AFFAIRES ÉTRANGÈRES. TÉLÉGRAMME DÉCHIFFRÉ. 52 DUPLICATA.

N° 121 B

ANALYSE

VLADIVOSTOCK le 20 Novembre 1918 à 15h25

reçu le 22 à 6h

A la suite des évènements signalés par mon télégr n° 110, Amiral Koltchak, ministre de la guerre et ministre de la marine a été nommé hier à titre provisoire "Gouverneur Suprême" par le Conseil des Ministres; il a pris(le) commandement en chef de toutes les forces russes(Directoire) est supprimé. Conseil des Ministres a accepté rester aux affaires sous la présidence de Vologodski. Titre Gouvernement n'a pas changé; il est toujours "Gouvernement Provisoire Russe".

L'Amiral est venu dès hier m'annoncer ces mesures qui devaient être publiées et qui l'ont été ce matin; il m'a affirmé à diverses reprises que son gouvernement ne tolérerait ni restauration ni réaction; il veut rétablir l'ordre; reconstruire une armée disciplinée, décidée(à) combattre bolchevicks et ennemis des Alliés. Il m'a demandé de porter des déclarations à la connaissance du gouvernement français.

1185

Le général Filatieff le confirma dans son article disant que « c'est donc bien à tort que l'amiral fut accusé d'avoir participé au renversement du Directoire »[1186]. Peter Fleming écrivit : « La vérité complète sur le coup d'Etat ne sera jamais connue. […]. Mais qui étaient ces gens, et quels étaient leurs buts, hormis la chute du Directoire ? Il n'y a aucun moyen de le savoir. On peut néanmoins penser avec quelque certitude que Koltchak lui-même n'était pas impliqué dans l'attentat, ni même au courant. Il était revenu à Omsk moins de trente-six heures avant que les arrestations n'eussent lieu. Il ne possédait pas un tempérament de conspirateur, et il n'avait pas d'ami ni d'associé à Omsk pour tramer une conspiration »[1187].

1184 *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 144

1185 Cf. Annexe Nr. 87 (Accord des Archives diplomatiques)

1186 *Op. Cit.*, FILATIEFF, général, L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919), in *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932, p. 172

1187 *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 148

La conspiration venait d'ailleurs, il suffit de lire les six pages du document estampillé ″SECRET″, du 7 juin 1918, dans lequel l'auteur parle de « tracer dans ses grandes lignes le plan dont les détails sont à élaborer conformément aux intérêts communs de tous les Alliés » et mentionne avoir compris que « le secours des Alliés à la Civilisation agonisante en Russie ne pouvait venir qu'à la suite de décisions prises définitivement à Washington »[1188]. Le sort de la Russie se jouait aux États-Unis.

Échec ou succès de l'intervention

Les rares textes qui évoquent l'intervention des Forces alliées en Extrême-Orient entre 1918 et 1920 concluent par un échec de celle-ci. Selon le professeur Bradley « l'échec de l'intervention, et peut-être aussi les explications embarrassées que les représentants alliés ont données de leurs actions, ont détourné plus d'un historien de cet épisode »[1189]. La conclusion ne peut cependant être définie qu'en fonction de l'objectif que poursuivaient Alliés et associés en débarquant sur le sol russe. Voulaient-ils rétablir un front oriental ? Voulaient-ils aider les milliers d'ex-prisonniers tchéco-slovaques à rentrer dans leur nouvel État ? Voulaient-ils soutenir les Blancs dans leur lutte contre les Rouges ? La réponse ne peut être évaluée que relativement à l'entité qui la pose. Si l'on s'en tient à ces prétextes officiellement avancés pour justifier l'intervention, il convient alors de les observer à partir d'angles différents, selon que le problème était militaire, politique ou économique. Cependant, aucun des trois n'exclut la dimension humaine mais tous se teintent inévitablement d'une couleur éthique.

1188 Cf. Annexe Nr. 82 et 82f

1189 *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 375

- **Victoire ou échec des militaires ?**

Les historiens ont beaucoup écrit sur cette Grande Guerre qui adopta sur tous les fronts une nouvelle manière de se battre : ce fut une guerre de coalitions, Entente contre Quadruple Alliance, une guerre de position dans les tranchées qui humiliait les hommes car « aux soldats se battant fiers et debout ont succédé des hommes rampants et se terrant dans les tranchées. Ces conditions humiliantes, amplifiées par le nombre de mobilisés et la durée de la guerre, ont affaibli moralement les peuples européens »[1190] ainsi que tous les peuples combattants. Ils vivaient dans des trous au milieu des rats et des poux, la faune des tranchées[1191]. Sur tous les fronts, les armes étaient nouvelles : propagande, mitrailleuse, gaz toxiques, grenade, sous-marin, engins aériens (avion et zeppelin), char. Ce fut également le cas durant l'intervention en Russie avec cette différence que les opposants pratiquaient non pas une guerre de mouvement mais la guérilla, sur un fond de terreur rouge qui n'épargnait personne. Ce qui rendait difficile la décision de victoire ou d'échec.

Les nombreux militaires, de toutes nationalités, intervenus en Russie entre 1918 et 1920 se subdivisaient globalement en hommes de troupe, sans lesquels les chefs ne sont rien, et en officiers et officiers supérieurs, les premiers obéissant aux seconds et ceux-ci flirtant avec le pouvoir politique et décisionnel. Les simples soldats devaient obéir aveuglément aux ordres de leurs supérieurs mais aucun ne manqua de se poser des questions face à la situation à laquelle il était confronté, comme le précise le chapitre II. Américains et Japonais restaient l'arme au pied et observaient, ils obéissaient aux ordres du C.S.I., ce qui immobilisa les Japonais présents[1192] lorsque Koltchak fut arrêté à Irkoutsk. Le soi-disant front oriental qui devait être reconstitué se résuma donc à des guérillas pour freiner les Allemands alors que la lutte contre les bolcheviks était censée être au centre de la cause de l'intervention. En réalité, ces derniers furent bien plus aidés que combattus. Américains et Britanniques s'évertuèrent à jouer le double jeu des opposants et des protecteurs. Sur le devant de la scène, Britanniques, Français, Italiens et Tchéco-Slovaques ″guérillaient″ contre les

[1190] Article du 14 novembre 2014 publié par Atelier E&R
[1191] GENEVRAY, Jacques, *La faune de la tranchée*, Bordeaux, Imprimerie de l'Université, 1917
[1192] *Op. Cit.*, SAKHAROV, Konstantin W., général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 70

bolcheviks, tandis qu'à l'envers du décor Entente et Amérique négociaient avec Lénine et Trotski.

Le général Graves reçut à la gare de Kansas City une enveloppe contenant la politique des États-Unis en Russie. Il devait s'y tenir. Les ordres étaient imprécis, aucune information sur la situation militaire, politique, sociale ou financière en Russie n'y figurait. Les tchèques se trouvaient au centre des ambiguïtés. Les soldats Américains firent du non-faire, ils restèrent l'arme au pied. C'était l'une des directives.

La reconstitution d'un front oriental était purement fictive, même si selon le général Rouquerol « les nations alliées étaient certainement animées pendant l'été 1918 du désir sincère d'unir leurs efforts pour retenir les Allemands sur un front oriental et soutenir un gouvernement perpétuant l'alliance de la Russie impériale »[1193]. Ce qui prouve une fois de plus que les militaires étaient tenus à l'écart des décisions politiques. Le front oriental consistait à faire obstacle aux Allemands qui avaient contracté un traité de paix avec le pouvoir bolchevique et pouvaient donc librement se déplacer à travers l'immense Russie et négocier des marchés, dans le cadre défini par le traité. D'où cette crainte des Alliés et associés de les voir s'associer, avant eux, avec le gouvernement de Lénine.

La politique des Alliés à l'égard de la Russie était totalement incohérente. En février 1919, Churchill, à la tête du *War Office*, écrivait à Lloyd George qu' « à Paris, les Alliés n'ont pas décidé s'ils souhaitaient faire la guerre ou la paix avec les bolcheviks. Ils sont arrêtés à mi-chemin entre ces deux partis, avec une égale répugnance pour les deux »[1194]. Combattre les Rouges signifiait normalement soutenir les Blancs, mais les armes qui étaient envoyées à ces derniers n'atteignaient souvent pas leurs destinataires et il arrivait aussi que les effectifs occidentaux en route pour la Sibérie « s'autodémobilisaient à tous les points du voyage », d'autres préféraient s'attarder à San Francisco ou à Hawaï ou, s'ils atteignaient le sol russe, s'efforçaient d'en repartir dès que possible. Nul gouvernement occidental ne semblait disposé à renverser le pouvoir soviétique. D'où la cacophonie qui se manifestait dans les rangs militaires puisque les ordres à exécuter provenaient des dirigeants politiques. Le

[1193] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 173
[1194] *The Aftermath*, in *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 171, aussi pour la citation suivante, p. 173

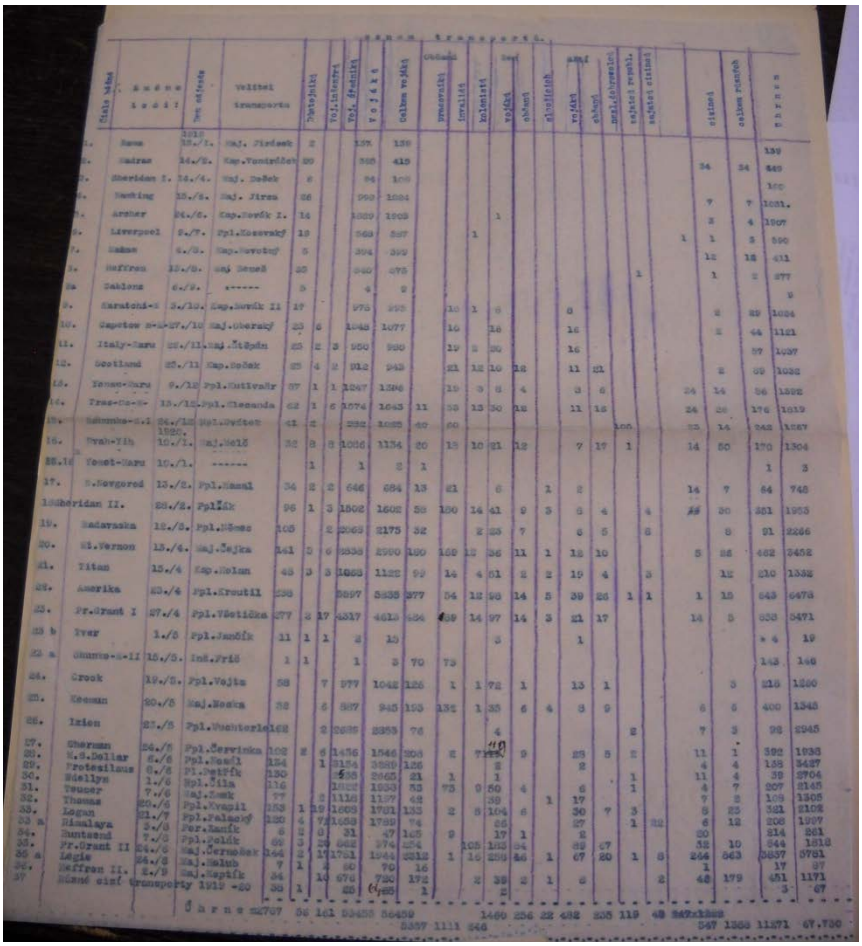
contenu du deuxième chapitre s'est efforcé de mettre en évidence que dans les divers secteurs où sont intervenues les forces militaires des Alliés et associés, leurs actions se sont toujours soldées par un échec pour les Blancs et un succès pour les Rouges.

Il est arrivé cependant que les chefs militaires soient gravement impliqués dans une manœuvre politicienne. Ce fut le cas des officiers tchèques et du général Janin ; ce dernier était théoriquement leur supérieur hiérarchique dans cet épisode russe puisqu'il avait été désigné commandant en chef de la Légion tchéco-slovaque, devenue française pendant ce séjour particulier en Russie. Il était chargé de l'évacuation des Tchèques. Ce qu'écrit Bradley tient d'une mise en scène cinématographique, Janin aurait été pris au piège entre Beneš et le Conseil Suprême Interallié :

> Le 25 septembre 1919, Janin informa Beneš que seule une évacuation progressive restait possible et pour donner plus de poids à sa proposition, il soumit la question au Conseil Suprême Allié. Beneš se trouvait dans une situation encore plus difficile que celle de Janin. A la pression des Alliés s'ajoutait celle de son propre gouvernement et du Parlement, car les familles des légionnaires menaçaient de créer une situation explosive en Tchécoslovaquie (*sic*). Le 26 septembre, Beneš ordonna brusquement à Janin d'évacuer, en dépit des désirs des Alliés. Il avait reçu un rapport de F.J. Krejčí, député socialiste, qui se trouvait à la tête de la délégation en Sibérie chargée d'étudier les problèmes sur place : d'après ce rapport, la Légion était impatiente de rentrer et prête à marcher vers l'Est par la force des armes ou vers l'Ouest par des négociations avec les bolcheviques.[1195]

Depuis le mois de janvier 1919, plusieurs milliers de légionnaires avaient déjà été évacués par Vladivostok, comme le prouve le document ci-dessous. C'étaient les navires qui manquaient et les Alliés s'employaient à les leur procurer, les Japonais les leur louaient.

[1195] F.J. Krejčí, *Návrat sibiřských legií*, Prague, 1920, p. 11 in *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 388 (Gallica – BnF – Domaine public)



1196

En 1919, les bolcheviks ne se seraient pas opposés au retour des légionnaires par l'Ouest, c'était le chemin le plus court. Si les autres nombreux légionnaires se trouvaient encore en Sibérie, c'est qu'ils y étaient maintenus, ils avaient encore une tâche à accomplir : faire tomber Koltchak et le livrer aux bolcheviks. Le 1er janvier 1920, les hauts-commissaires alliés en Sibérie envoyèrent à Janin l'ordre de veiller à la sécurité de l'amiral. Le 5, Janin adressa à son tour un message à Koltchak, lui enjoignant de se rendre à Irkoutsk dans un wagon du Transsibérien aux couleurs des Alliés, il savait très bien pourtant que la voie ferrée était aux mains des Tchèques. Gaston Maugras, haut-commissaire français en Sibérie par intérim, écrivit à Millerand, ministre des Affaires étrangères, cette lettre datée de Kharbine, le 24 janvier 1920 à 19 h 35 :

> Je viens de recevoir du général Janin le télégramme suivant : « En ce qui concerne l'amiral, nous avons pu l'amener jusqu'à Irkoutsk sans qu'il fût massacré. En arrivant là, les Tchèques se trouvant en présence d'une importante concentration militaire, j'ai

[1196] Cf. Annexe Nr. 15

> estimé que la mesure du possible était atteinte, et que je n'avais pas le droit de faire verser en son honneur le sang de quelques soldats tchèques, ce à quoi leur gouvernement ne m'avait pas autorisé. L'amiral a été remis aux commissaires du gouvernement provisoire comme il avait été fait pour le tsar que l'ambassadeur de France m'a personnellement interdit de défendre ».[1197]

Le scandale est dénoncé par Maugras lui-même :

> Je dois faire remarquer que la livraison de l'amiral aux socialistes-révolutionnaires, sans qu'il y ait eu résistance ni combat, ne paraît pas s'accorder avec la note remise le 1er janvier par les hauts-commissaires alliés au général Janin, acceptée par conséquent par lui et tendant à accorder à l'amiral la protection des troupes alliées. Mes collègues m'en ont déjà fait la remarque. […] Je ne doute pas que le général Janin n'ait eu des raisons impérieuses pour autoriser la remise de l'amiral Koltchak aux socialistes-révolutionnaires, mais je dois constater que nous subissons de ce fait une sérieuse perte de prestige non seulement vis-à-vis des Russes, mais vis-à-vis de nos alliés […] Quant aux Tchèques, ils rejettent la décision relative à l'amiral sur le général Janin et assurent qu'ils n'ont agi que suivant ses ordres.

Que vaut le prestige de la France à côté de l'exécution d'un homme qui lui faisait confiance ? La douleur de la trahison fut assurément supérieure à celle de sa condamnation à mort. Il convient d'avoir la lucidité de comprendre que les Tchèques n'ont été que l'outil de l'Entente ciblant la destruction des Armées blanches et l'élimination de Koltchak. Pourquoi ? La réponse ferait l'objet d'un long débat. Il convient alors de rappeler que lorsqu'il quitta Omsk, le Chef Suprême de la Russie, Timireva, son état-major et sa garde du corps voyageaient dans six trains, un septième, qui faisait partie du convoi, transportait la réserve d'or de l'État. « Cet immense trésor était acheminé dans vingt-neuf wagons de marchandises. Le commandant du train et des fonctionnaires de la Banque d'État occupaient un wagon de passagers au milieu. Ce wagon était relié par téléphone à deux *teplouchki*[1198], une à chaque extrémité du train, qui étaient occupées par l'escorte. […] Une partie de la réserve d'État saisie à

[1197] *Trésors et secrets du Quai d'Orsay*, Pierre-Jean Rémy, JC Lattès, 2001. Ce document y est reproduit sans le moindre commentaire qui permette aux profanes d'en saisir l'importance. In MESSADIÉ, Gerald, *4000 ans de mystifications historiques*, Paris, Éditions l'Archipel, 2011, p. 290, pour la citation suivante p. 291

[1198] La *teplouchka* était la plus basse classe de transport pour passagers, correspondant aux voitures françaises étiquetées : *hommes 40*, *chevaux 8*, in *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, note en bas de la p. 218

Kazan avait été embarquée à Vladivostok en direction de Hong Kong et vendue pour remplir les caisses du gouvernement d'Omsk »[1199]. Dès le mois d'août, Knox, Janin et les hauts-commissaires avaient vivement conseillé à l'amiral de déménager le trésor vers l'est et lui avaient offert la protection d'une escorte alliée. Mais Koltchak avait refusé et répondu d'une façon prophétique à Knox : « Si je confie l'argent à une garde internationale, et si un malheur m'arrive, vous dire que l'argent appartient au peuple russe, et vous le donnerez au premier gouvernement qui vous passera par la tête ». Il pensait que gardant le contrôle de l'or, il pourrait continuer à combattre le bolchevisme pendant trois ans, même si les Alliés l'abandonnaient[1200]. Sans doute avait-il ainsi déclenché sa condamnation à mort. Koltchak « était honnête et chevaleresque jusqu'à la limite du donquichottisme », une attitude incompatible avec la politique. Qu'est devenu cet or après l'arrestation et l'exécution de Koltchak ? D'abord les Tchèques montèrent la garde devant les wagons dont ils s'emparèrent de l'un d'eux qui contenait quatre quintaux de caisses pleines de pièces de cinq roubles-or. Il y en avait pour plus de vingt millions de roubles-or. Les Tchèques auraient remis à Irkoutsk, contre reçu, le reste du fameux train au Bureau politique des bolcheviks.[1201]

Dans l'étude que Benoît de Saint-Chamas avait faite en 1990 sur les emprunts russes, il a écrit :

> On appellera cette seconde partie « l'or de Koltchak ». Koltchak va tenter de monnayer une partie de cet or contre sa reconnaissance diplomatique. Une grande partie de cet or est acheminée en France ou dans des succursales de banques françaises à l'étranger, et particulièrement en Asie. Nous avons pu retrouver des traces d'une partie de cette fortune. […]. L'or de Koltchak. Une partie de cet or des tsars « récupéré » par les Russes blancs, transporté en Sibérie, est passé dans des banques françaises. Ainsi la « Banque industrielle de Chine »[1202] et surtout la « Banque de l'Indo-Chine »

[1199] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, note en bas de la p. 218
[1200] Britmis MSS, in *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, note en bas de la p. 219
[1201] SAKHAROV, Konstantin W., général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930, p. 78
[1202] http://www.herodote.net/almanach-ID-3098.php consulté le 16.9.2015, « Le 30 juin 1921 éclate un scandale qui met en lumière la collusion entre diplomatie et finance. Elle implique les fils du grand chimiste et homme politique Marcelin Berthelot : André, fondateur en 1913 de la Banque industrielle de Chine, et Philippe, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, qui contribua aux négociations du traité de Versailles. André place les emprunts du gouvernement chinois sur le marché français. Mais bientôt, son activité fléchit. Philippe convainc alors le riche et influent Horace Finaly, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de renflouer la banque de son frère. Il se prévaut du soutien du président du Conseil Aristide Briand et du président de la République Alexandre Millerand. Mais il faut toujours plus d'argent et le ministre des finances, Paul Doumer, qui a partie liée

ont reçu respectivement environ 2,5 et 12 tonnes d'or en lingots et monnaie d'or étrangère. Soit 1 milliard de francs actuels environ.[1203]

Il est évident que la France n'a pas été la seule bénéficiaire du partage de cette immense fortune. Selon le Conseil national des recherches de l'ISGI, l'*Istituo di Studi Giuridici internazionali*, l'Institut des études juridiques internationales, le ministre des Finances italien répondait le 14 novembre 1924 au chef de Cabinet du ministre des Affaires étrangères qu'en application de l'article 259 du traité de Versailles du 28 juin 1919, « *l'oro sovietico* » devrait être réparti entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie[1204]. Si les Tchèques ont remis « le train d'or » au Bureau politique des bolcheviks, il est permis d'en déduire que tous ceux qui avaient coopéré pour s'en saisir reçurent leur part du butin. Les Légionnaires s'étaient déjà servis, ils en avaient besoin pour fonder leur *Banka Československých Legií*[1205]. La suite est facile à comprendre. Il est donc inutile de pérenniser la légende du train d'or de Koltchak peut-être tombé dans le Baïkal, le lac le plus profond du monde.

Cette « victoire financière » fut obtenue grâce à l'action des militaires. Ils reçurent leurs ordres du C.S.I., déclenchèrent des insurrections sur le Transsibérien et particulièrement à Irkoutsk et arrêtèrent Koltchak par un acte de trahison. Les militaires pouvaient donc se considérer comme vainqueurs de l'entreprise puisque leur mission prévue par le pouvoir décisionnel s'était soldée par un succès. L'action militaire que Wilson ne considérait admissible en Russie « que pour aider les Tchécoslovaques à se renforcer et à poser les fondations d'une œuvre commune avec

---

avec un établissement concurrent, la Banque d'Indochine, rechigne à sauver la Banque industrielle de Chine. Il exige que le Parlement l'autorise à émettre un emprunt. Le scandale éclate le 30 juin 1921, avec la fermeture des guichets de la banque. L'extrême droite royaliste sonne la charge dans l'*Action française*, mais la grande presse, largement tenue par Horace Finaly, continue à défendre les Berthelot. Philippe Berthelot est contraint de démissionner à la fin de l'année lorsqu'on s'aperçoit qu'il a écrit des télégrammes au nom du président du Conseil sans le prévenir. Aristide Briand démissionne à son tour en janvier 1922. Raymond Poincaré, nouveau président du Conseil, fait condamner le secrétaire général du Quai d'Orsay à dix ans d'exclusion de la fonction publique... En 1925, Briand, de retour au gouvernement, le réintègre au ministère ».

[1203] *Op. Cit.*, SAINT-CHAMAS, Benoît de, Étude sur les Emprunts russes, rédigée en 1990. « Les sources sont principalement celles fournies par les archives officielles du ministère des Finances et du Trésor. Des archives qui, ô surprise, n'étaient pas couvertes par le sceau du « confidentiel finance ». Sans doute un oubli ».

[1204] http://www.prassi.cnr.it/prassi/content.html?id=1144 , consulté le 15.1.2011

[1205] *Op. Cit.*, JEVAKHOFF, Alexandre, *Les Russes blancs*, Paris, Éditions Tallandier, 2011, p. 280 et BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande V*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965, p. 78 et p. 81

leurs frères slaves, et pour appuyer tous les efforts des Russes vers leur indépendance et leur sauvegarde »[1206] cachait bien des sous-entendus. Comme le dit Fleming, « ces phrases nébuleuses n'ont presque aucun sens. Quels Russes ? Sauvegarde contre qui ? Et qu'est-ce qu'une œuvre commune des Tchèques avec leurs frères slaves […] avait à voir avec la victoire sur l'Allemagne ? ». Les textes américains exprimaient avec un art tout particulier cette nébulosité quand ils ne la ciblaient pas. En conclusion, les militaires avaient réussi, leur victoire résidait dans le fait qu'ils n'avaient pas fait ce qu'il ne fallait pas faire : les Blancs ne devaient pas vaincre. Koltchak fut en fait arrêté et remis aux bolcheviks grâce à eux. Le train d'or passa également sous leur autorité.

Combien fut honnête et naïf le général Rouquerol qui, lui, conclut ainsi le dernier chapitre de son livre :

> Les Alliés n'ont finalement pas rapporté beaucoup de satisfaction de leur intervention en Sibérie, en échange de l'argent et du matériel qu'ils y ont laissé. La France seule peut-être y était venue sans espérance de lucre. Seule aussi elle n'a pas éprouvé de déception de ce côté. Le désintéressement des profits matériels dans les expéditions internationales est chez nous une tradition bien ancienne. Nos Alliés en Sibérie l'ignoraient lorsqu'ils cherchaient des mobiles d'intérêt personnel dans les actes de notre mission militaire inspirés par les idées les plus élevées de devoir et de solidarité humaines. Le devoir de la mission militaire française n'était pas épuisé lorsque tout espoir de reconstitution en Sibérie d'un pouvoir fort s'était évanoui chez les Alliés. Elle avait encore à conduire au port et à rendre à leurs patries une centaine de mille allogènes disséminés dans un pays immense et sous les pas desquels les embûches étaient multipliées. L'honneur de la mission militaire française est d'avoir rempli jusqu'au bout cette tâche difficile qui a duré deux ans, grâce à sa persévérance, à son dévouement et à son activité, grâce surtout à son chef, à la droiture, à la sûreté et à la fermeté de ses desseins.[1207]

Bradley doit être contesté qui écrivit que « la mission du général Janin avait échoué. Le général était venu en Sibérie pour assumer le commandement de la Légion tchécoslovaque et aider à organiser les Russes blancs contre les bolcheviques », mais il peut être approuvé pour la phrase suivante : « En fait, il s'était laissé absorber par

[1206] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 171, aussi pour la citation suivante, p. 85
[1207] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, pp. 177-178

le conflit politique et n'avait jamais exercé son mandat militaire ».[1208] En quittant le port d'Arkhangelsk le 27 septembre 1919, les dernières troupes alliées obéissaient-elles à la cessation des hostilités décrétée le 24 octobre 1919[1209] ?

- **Quel succès ciblaient les politiques ?**

Lorsqu'à Petrograd Lénine réussit son coup d'État en novembre 1917, à Londres David Lloyd George, devenu Premier ministre en décembre 1916, avait renforcé son autoritarisme par la concentration des pouvoirs au sein d'un *War Cabinet* de cinq membres ; le nom de Balfour résonnait à travers la planète puisqu'il avait envoyé sa déclaration à Rothschild une semaine avant le coup de force de Lénine. À Paris, Clemenceau venait d'être rappelé au gouvernement, suivant Lénine d'une dizaine de jours ; seul maître à bord, il était entouré de ses hommes et l'action gouvernementale ne dépendait que de lui. N'avait-il pas décidé d'assumer à la fois la présidence du Conseil et la fonction de ministre de la Guerre, Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères lui était acquis. Démagogue, il savait manipuler le peuple lui offrant l'image d'un chef de gouvernement énergique qui voulait sauver la France et gagner la guerre, celle aussi d'un homme proche de ce peuple : lui qui n'avait pas fait son service militaire, il allait rendre visite aux poilus dans les tranchées où il se faisait photographier mangeant avec eux.

[1208] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 388

[1209] *Op. Cit.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, annexe 15 du mémoire.



1210

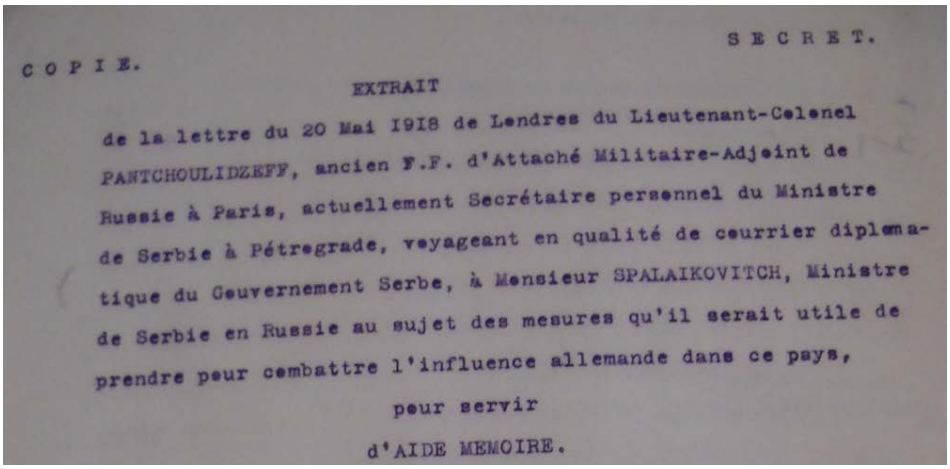
En Italie, Vittorio Orlando ne ciblait que la victoire contre l'Autriche-Hongrie dont il voulait les deux régions italophones, il luttait contre les neutralistes et les pacifistes. Wilson jouait les sauveurs, tous refusaient les propositions de paix séparée avancées par l'Allemagne et surtout par l'Empire danubien. Bref la guerre devait être menée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que les objectifs de départ fussent atteints. La prise du pouvoir par les bolcheviks faisait-elle partie du programme ? Le désir de dominer apparaissait comme le dénominateur commun à tous ces dirigeants politiques.

L'intervention en Russie avait déjà été décidée le 29 novembre 1917 à Paris, trois jours après que le nouveau régime politique de l'ancien Empire tsariste avait engagé les négociations de l'armistice de Brest-Litovsk. Les membres de l'Entente – la Russie en faisait toujours partie – s'étaient-ils accordés ? L'outil politique majeur de cette Première Guerre mondiale s'appelait ″droit à l'autodétermination des peuples″ et ainsi le traité de paix de Brest-Litovsk permit à quelques territoires allogènes de se séparer d'avec la Russie. L'accord du 28 août suivant, conclu entre Allemands et bolcheviks, garantissait au reste de la Russie son intégrité territoriale.[1211] Londres, Paris et Rome, soutenus par Washington craignaient cette réconciliation entre le gouvernement de Lénine et les Allemands. Ils ne restèrent pas inactifs et conçurent un plan.

1210 *Le Président Georges Clemenceau partageant un repas avec les soldats français dans les tranchées près de Maurepas (Somme) en 1917* © Rue des Archives/Tallandier http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/1914-1918#prettyPhoto consulté le 17.9.2015

1211 *Op. Cit.*, GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Payot, 2004, p. 93

S'agissait-il de celui rédigé dans le document[1212] de huit pages reprenant la lettre du 20 mai 1918 du lieutenant-colonel Pandchoulitzeff adressée à Spalaikovitch, ministre de Serbie en Russie :



SECRET.

COPIE.

EXTRAIT

de la lettre du 20 Mai 1918 de Londres du Lieutenant-Colonel PANTCHOULIDZEFF, ancien F.F. d'Attaché Militaire-Adjoint de Russie à Paris, actuellement Secrétaire personnel du Ministre de Serbie à Pétregrade, voyageant en qualité de courrier diplomatique du Gouvernement Serbe, à Monsieur SPALAIKOVITCH, Ministre de Serbie en Russie au sujet des mesures qu'il serait utile de prendre pour combattre l'influence allemande dans ce pays,

pour servir

d'AIDE MEMOIRE.

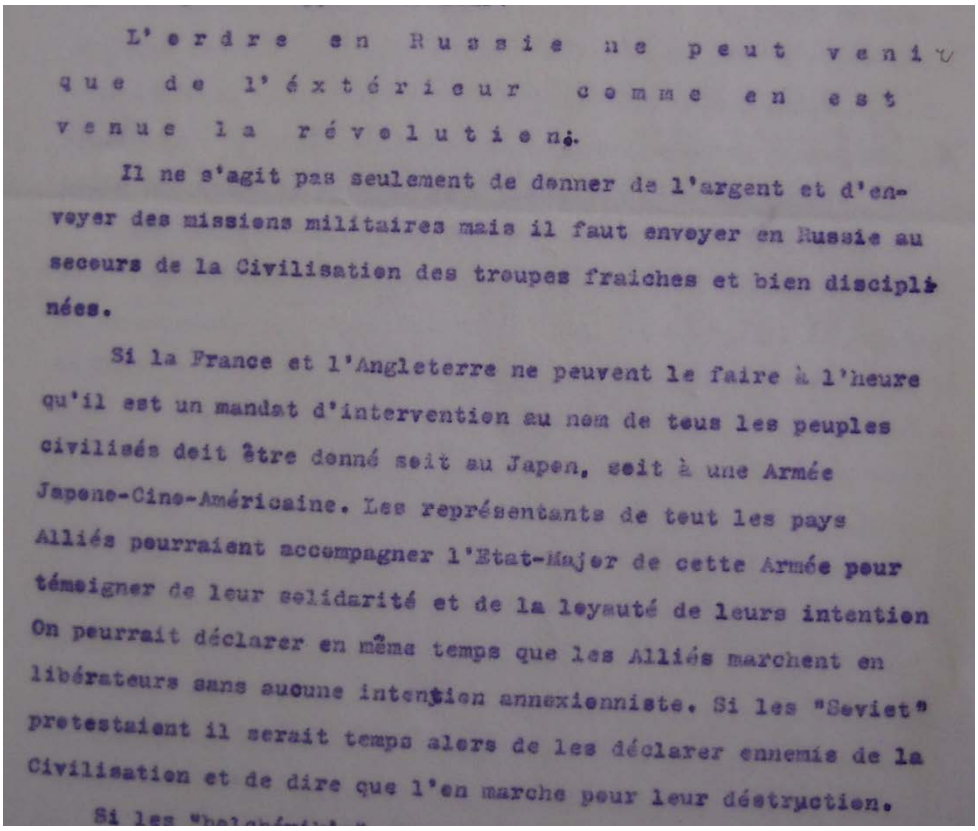
Dans la lettre du 7 juin 1918 – déjà mentionnée à la page 65 – du même auteur mais adressée au commandant A. Cameron de la Section russe du *War office* à Londres, les quatre points du plan prévoyaient d'organiser une guérilla en Petite Russie et en Russie Blanche ; de soutenir en même temps par tous les moyens possibles : armes et argent, les groupes des généraux Doutov et Alexéiev ; d'agir de même par égard au groupe du colonel Semenov qui travaille en Sibérie afin de maintenir un troisième foyer pro-allié jusqu'au moment où débarqueront les forces destinées à constituer le noyau de la future Armée Russe auxquelles les troupes du colonel Semenov n'auraient plus qu'à se joindre ; de s'appliquer dès à présent à la formation d'un Corps de troupes russes en Amérique ou au Japon, qui devra aussitôt son organisation et son entraînement terminés débarquer à Vladivostok et s'enfoncer en Sibérie. Les moyens pour le réaliser : propagande, enrôlement de volontaires russes en Amérique, concentration, formation puis répartition des généraux et officiers russes désireux de prendre part à la création de ce Corps. Autrement dit, Londres et Washington s'appliquaient à créer en Amérique ou au Japon un noyau d'armée russe constitué d'émigrés russes et formés aux méthodes américaines ou japonaises, auquel devraient se joindre, lorsqu'il débarquerait à Vladivostok, les hommes de l'ataman

[1212] Cf. Annexe Nr. 88 à 88h ; les citations ci-dessous en sont extraites.

Semenov ainsi que ceux de Doutov. Ce qui sous-entend que l'entreprise, même si physiquement soutenue par des Russes, dépendait du pouvoir américain et britannique, avec la connivence de la Serbie. Le contenu de cette lettre éclaire bien des agissements ultérieurs des militaires alliés et associés.

La lettre du 20 mai envisageait les mesures à prendre pour combattre l'influence allemande dans ce pays. Les Alliés étaient si obnubilés par cette opposition aux Allemands qu'ils en arrivaient à utiliser la souffrance du peuple russe : « la Russie est fatiguée et elle a faim. Il faut exploiter cette faim » ; l'objectif est de « faire naître dans le peuple russe la haine contre les Allemands, et le déterminer à reprendre ses armes contre eux ». Une action en faveur du tsar et de sa famille n'était pas considérée non plus sous un angle humanitaire puisque « le procès de l'empereur Nicolas II ne sera autre chose qu'un instrument de politique. Si les Alliés ne protestent pas immédiatement auprès des ″bolchevik's″, l'Empereur Guillaume II en profitera pour les accuser d'ingratitude envers un allié qui leur a toujours été fidèle et acquérera (*sic*) par ce fait les sympathies d'une très grande partie de la nation Russe ». C'est un libérateur du bolchevisme qui était attendu en Russie, c'est pourquoi « reconnaître le gouvernement ″bolchevik″ (en due forme, bien entendu seulement) serait travailler à la victoire de nos ennemis et non pas à celle des Alliés et à la ruine de la civilisation universelle ».

Toutes ces considérations concoctées dans les arcanes de la politique des Alliés menèrent à décider que « l'ordre en Russie ne pouvait venir que de l'extérieur, comme en est venue la révolution ». Par cette phrase, les Alliés ne se dévoilent-ils pas ? Si la ″révolution venue de l'extérieur″ ne permet pas d'affirmer que cet extérieur est la Suisse ou l'Allemagne en référence à Lénine, d'où venait-elle alors ?



L'ordre en Russie ne peut venir que de l'extérieur comme en est venue la révolution.

Il ne s'agit pas seulement de donner de l'argent et d'envoyer des missions militaires mais il faut envoyer en Russie au secours de la Civilisation des troupes fraiches et bien disciplinées.

Si la France et l'Angleterre ne peuvent le faire à l'heure qu'il est un mandat d'intervention au nom de tous les peuples civilisés doit être donné soit au Japon, soit à une Armée Japono-Cino-Américaine. Les représentants de tout les pays Alliés pourraient accompagner l'Etat-Major de cette Armée pour témoigner de leur solidarité et de la loyauté de leurs intention On pourrait déclarer en même temps que les Alliés marchent en libérateurs sans aucune intention annexionniste. Si les "Soviet" protestaient il serait temps alors de les déclarer ennemis de la Civilisation et de dire que l'on marche pour leur destruction.

Si les "bolchéviks"

Ces extraits prouvent une fois de plus que l'objectif politique des Alliés était bien l'opposition aux Allemands, c'est-à-dire l'entrave à leur conquête économique de la Russie. Ce que confirma Kalervo Hovi, car selon lui, lorsque le ministre de l'Armement, le socialiste Albert Thomas, se rendit en Russie à la fin mai 1917 pour tenter de se concilier les Polonais de Russie, « son but premier fut pourtant d'éviter un rapprochement germano-russe, toujours craint par Paris »[1213]. Avancer l'argument de la reconstitution d'un front oriental mène à conclure qu'il n'y eut ni échec ni succès puisque l'élément n'était qu'un faux prétexte.

Tout aussi erroné est apparu le combat contre les bolcheviks ; considéré avec recul il se révèle comme un épais écran de fumée derrière lequel Alliés et Lénine s'entendaient. Pas plus que la reconstitution d'un front oriental, l'antibolchevisme n'est à prendre au sérieux puisque les Alliés firent en sorte d'entraver l'action des Blancs et de conforter la victoire des bolcheviks partout, aussi bien sur le plan militaire que politique. Ce fut le cas pour Denikine, lâché par les Français qui portèrent secours aux Polonais, pour Ioudenitch, près d'emporter la ville de Petrograd, « fort des

[1213] Kalervo Hovi, in *Op. Cit.,* SOUTOU, Georges-Henri, sous la direction de, CASTELBAJAC, Ghislain de, GASQUET, Sébastien de, *Recherches sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995, p. 68

promesses de l'amiral anglais Cowan de lui assurer l'appui du feu de son escadre »[1214], mais l'Anglais ne tint pas sa promesse ; et pour Koltchak en Sibérie, trahi par Janin. Masaryk n'a-t-il pas, en outre, vivement encouragé Londres et Washington à reconnaître le gouvernement de Lénine ? La conclusion logique se résume donc dans le succès de l'intervention des Alliés et associés.

Pourtant, lorsque le bolchevisme s'étendit sur l'Allemagne, des francs-tireurs eurent vite fait à Berlin d'éliminer Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui voulaient faire triompher les doctrines russes, et le critique théâtral Kurt Eisner, « un Juif à l'allure bohême »[1215] à Munich. Des forces militaires anglaise, française et italienne intervinrent également en Europe centre-orientale pour s'opposer à la terreur rouge que Bela Kun pratiquait en Hongrie avec son groupe de fanatiques bolcheviques, mais aussi pour régler un différend entre Tchèques et Polonais au sujet des nouvelles frontières.

Quant à ces Tchèques pour l'évacuation desquels Wilson aurait fini par accepter d'intervenir en Sibérie, « il n'y avait pas d'obstacle au départ de l'armée tchécoslovaque, si ce n'est la volonté des Alliés »[1216], les États-Unis avaient pourtant affirmé dans une déclaration du 3 août 1918 :

> Telle que le gouvernement des États-Unis voit la conjoncture actuelle, donc, l'action militaire est maintenant admissible en Russie, uniquement pour offrir toute la protection et l'aide possibles aux Tchécoslovaques contre les prisonniers allemands et autrichiens armés qui les attaquent, ainsi que pour affermir tous efforts vers l'autonomie ou l'auto-défense pour lesquelles les Russes eux-mêmes accepteront peut-être de l'aide.[1217]

William Graves mentionna un texte tout à fait semblable faisant partie des instructions présidentielles qu'il reçut comme directives à sa mission en tant que chef de l'expédition américaine en Sibérie. Il s'agissait cependant d'une mission plus

---

[1214] *Op. Cit.,* MESSADIÉ, Gérald, *4000 ans de mystifications historiques*, Paris, l'Archipel, 2011, p. 286

[1215] *Op. Cit.,* SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 152

[1216] *Op. Cit.,* LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 84

[1217] *Op. Cit.,* COATES, W.P. et COATES Zelda K., *Armed Intervention in Russia,* Londres, Victor Gollancz Ltd, 1935, p. 114 in *Ibid.,* LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 84

politique que militaire et le prétexte utilisé concernait les Tchéco-Slovaques. Ceux-ci n'étaient pas toujours au centre des préoccupations sans raison. Les Russes qui accepteraient peut-être de l'aide étaient-ils les bolcheviks ou les antirévolutionnaires ? Impartir des ordres de manière imprécise relève-t-il d'une manœuvre politicienne ?

En conclusion de ce sous-chapitre, Fleming, Bradley, Rouquerol, et d'autres encore doivent être contestés, l'intervention n'avait pas lamentablement échoué, si ce n'est pour les Blancs et le peuple russe. Ioudenitch subit un échec au Nord par manque de soutien, les généraux Denikine et Wrangel furent vaincus par la cause polonaise à laquelle les Alliés accordèrent bien plus de poids qu'à celle du dernier général Blanc. Wrangel, soucieux de ses 100 000 hommes, réussit cependant leur évacuation hors de Crimée ainsi que celle d'une cinquantaine de milliers de civils en les faisant transporter en Turquie sur 126 bateaux, pour la plupart français et russes[1218]. L'*Aide-Mémoire* de Wilson avait bien prévu que l'action des Alliés ajouterait au triste état de confusion qui régnait en Russie plutôt qu'elle ne le guérirait, nuirait à la Russie plutôt qu'elle ne l'aiderait. Le bilan du général Rouquerol correspond à ce chaos, car selon lui, « quand les Alliés ont commencé à s'occuper de la Sibérie en 1918, elle n'était pas plongée dans l'anarchie où nous l'avons laissée en 1920. Ce sont les Russes qui l'y ont jetée. La responsabilité de ce changement pèse sur les généraux et fonctionnaires de tous ordres qui se sont succédé dans le commandement des troupes et l'administration du pays »[1219]. Mais qui encadrait les Armées blanches ? Anglais et Français. Qui combattait aux côtés des Blancs ? Les Légionnaires tchéco-slovaques. Qui commandait ces derniers ? Le général Janin.

Même si Koltchak reconnaissait qu'autour de lui « il n'y avait plus d'honneur, ni de sens du devoir, ni de conscience – rien qu'apathie, indifférence, prévarication et recherche de gains faciles »[1220], il n'en est pas moins vrai que les Alliés abandonnèrent les Blancs à leur triste sort. Convaincu que l'intervention des Alliés en Russie avait pour cause deux objectifs bien distincts, l'un politique et l'autre économique, le capitaine Mandrilli, membre du Tribunal interallié en Mourmanie, dans le

[1218] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 171, aussi pour la citation suivante, p. 296 et p. 87 pour *l'Aide-Mémoire* de Wilson.
[1219] *Op. Cit.*, ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Paris, Payot, 1929, p. 174
[1220] Koltchak MSS in *Ibid*. FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 206

gouvernement de Tchaïkosvski – mis en place par les Alliés – à Arkhangelsk, témoigna en 1933 de cet abandon ; il écrivit vers la mi-août 1919 :

> La conferenza degli Ambasciatori di Londra aveva deciso di abbandonare la Russia del Nord. Già dal 3 agosto il Comando inglese, secondo ordini ricevuti, comunico' al colonnello Sifola che il contingente di truppe italiane della Murmania avrebbe dovuto rimpatriare, ed il 9 agosto, con un piroscafo inglese, l'intero Corpo di spedizione italiano era salpato alla volta dell'Inghilterra.[1221]

Il y aurait d'autres exemples d'abandon. Il suffit d'en résumer l'ensemble dans la conclusion de Mandrilli :

> È mia convinzione che se gli Alleati avessero veramente voluto, avrebbero potuto, in quel tempo, stroncare il bolscevismo al suo primo nascere ; sarebbe bastata una fattiva collaborazione, ispirata a propositi solidali, e lo scopo sarebbe stato pienamente raggiunto.[1222]

Le maréchal Foch s'était pourtant déclaré prêt à vaincre les bolcheviks si on le lui demandait. M. Leonid Rechetnikov, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques à Moscou, le rappela lors de son Intervention du 15 décembre 2010 à l'Institut de la Démocratie et de la coopération de Paris, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?* :

> Le 1er décembre 1918, le maréchal Foch avait déclaré : « Plusieurs centaines de milliers d'Américains, soutenus par des volontaires britanniques et français, et avec l'aide des chemins de fer modernes, pourraient s'emparer de Moscou sans aucune difficulté. De plus, nous avons déjà le contrôle sur trois régions aux confins de la Russie. Si vous voulez soutenir l'ancienne Russie avec vos forces afin de donner au

[1221] *Op. Cit.,* MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933, p. 253 : « La Conférence des Ambassadeurs de Londres avait décidé d'abandonner la Russie du Nord. Dès le 3 août, le Commandement anglais, conformément aux ordres reçus, communiqua au colonel Sifola que le contingent de troupes italiennes en Mourmanie aurait dû rapatrier, et le 9 août, à bord d'un bateau anglais, tout le corps expéditionnaire italien avait pris la mer en direction de l'Angleterre ».

[1222] *Ibid.*, MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933, p. 304 : « Je suis convaincu que si les Alliés l'avaient vraiment voulu, ils auraient pu, à cette époque-là, tronquer le bolchevisme à ses origines ; il aurait suffi d'une effective collaboration, inspirée de solidarité, et l'objectif aurait été pleinement atteint ».

peuple russe la possibilité de choisir son propre destin, il suffit de me donner l'ordre de le faire ». Aucun ordre ne lui est parvenu. [1223]

Les chefs des Armées blanches, tels Ioudenitch, Denikine, Wrangel et l'amiral Koltchak en Sibérie tenaient lieu de symboles et incarnaient l'espoir pour le peuple russe opposé au bolchevisme. La défaite de Koltchak, qui avait toutes les qualités d'un chef, ne fut pas due à la faiblesse des Alliés ni à la corruption de son entourage, ni au manque de courage de ses Volontaires. Elle n'était tout simplement pas programmée et l'amiral n'a servi que de subterfuge. L'échec des Armées blanches et de Koltchak était donc bien prévu. Par qui, par les Alliés et associés ou par une synarchie occulte ?

Les grands vainqueurs de l'intervention furent les financiers et les marchands d'armes. Les Alliés étaient tous débiteurs du Système Fédéral de Réserve américain, les intérêts lui rapportèrent de gros bénéfices. De plus, les États-Unis s'enrichirent considérablement avec la construction d'un formidable arsenal et par la propension des milieux industriels et financiers à faire de leur pays l'usine et la banque du monde. Quant aux Anglais, en proposant « un principe qui permet d'en finir avec les taux de change flottants en vigueur depuis la guerre et facilite le retour aux parités fixes, tout en économisant les réserves d'or mondiale : le Gold Exchange Standard (l'étalon de change-or) »[1224], ils souhaitaient la reconstruction monétaire de l'Europe. Pour ce faire, ils surent utiliser l'effondrement des devises allemande, autrichienne, hongroise et polonaise. Ils se consolèrent ainsi de la perte de la prééminence navale à laquelle ils tiennent tant.

Grâce à la guerre, le Japon connut des conditions qui l'incitèrent à adopter une politique d'expansion. Les industriels nippons profitèrent de l'absence de rivalité européenne et américaine et cette croissance économique hissa l'Empire du Soleil-Levant au rang de grande puissance. Versailles lui permit de conquérir les droits de l'Allemagne sur la province du Shandong[1225] ; la lutte contre les bolcheviks les maintint dans une position dominante dans le grand port de Vladivostok, au moins

[1223] *Op. Cit.,* RECHETNIKOV, Léonid, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques, Moscou, Intervention du 15 décembre 2010 à l'Institut de la Démocratie et de la coopération de Paris, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, in http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison- , consulté le 15.4.2014

[1224] *Op. Cit.,* GIRAULT, René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 229

[1225] *Ibid.*, GIRAULT, René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 164

durant les deux années de l'intervention. Ils étaient gagnants aussi grâce à leur flotte qu'ils surent louer avec bénéfice pour le rapatriement des Tchèques, puis celui des prisonniers.

Mais ceux qui repartirent mille fois plus riches qu'ils ne l'étaient lorsqu'ils arrivèrent sur le sol russe, furent les Tchéco-Slovaques. « La solde des hommes était envoyée de Paris à Tokyo en francs, et là, changée en roubles. [Quand le rouble s'effondra, il valut mieux laisser l'argent à la banque qui utilisait le crédit ainsi obtenu pour spéculer au nom de la Légion car] il valait infiniment mieux acquérir des marchandises telles que du cuivre, du caoutchouc, du coton et de l'épicerie, qui feraient prime en Tchécoslovaquie. […] Une partie de cette précieuse cargaison avait été payée »[1226] mais une grande partie étiquetée ″butin de guerre″ n'était aux yeux des Russes, que le fruit du pillage dont le peuple fut le premier à souffrir.

- **Le peuple dans la guerre civile. Les médias**

a) La tragédie humaine

Les grands perdants de cette intervention plus ou moins analysée et plus ou moins transmise à l'opinion publique par la presse, furent à n'en pas douter, les populations de l'ex-Empire autocratique de Nicolas II. La misère matérielle subie par tous était aggravée par les défaites militaires des Blancs, celles-ci eurent de graves répercussions sur leur moral. La Russie ne bouillait pas d'ardeur révolutionnaire. Le peuple ne comprenait plus qui s'opposait à qui, car

> pendant toute la révolution et la guerre civile, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires n'ont cessé de critiquer les bolcheviks, mais à tous les instants cruciaux ils les ont soutenus contre leurs adversaires. En particulier en 1919 quand, avec les Rouges contre les Blancs, ils ont saboté la lutte armée anti-bolchevique. Plus d'une fois, pour la raison que pareille résistance servirait les forces de la réaction,

[1226] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 210

> socialistes-révolutionnaires et mencheviks ont refusé le soutien d'ouvriers et de soldats venus leur offrir de l'aide pour s'opposer aux bolcheviks.[1227]

Est-ce la raison pour laquelle les représailles étaient commises autant par les Rouges que par les Blancs et s'abattaient indistinctement sur tous les éléments de la population ? La contre-révolution n'était pas seulement le fait d'une couche relativement minime de propriétaires terriens dépossédés, de bourgeois et de fonctionnaires, mais de la majorité de la nation. Koltchak savait parfaitement qu' « Omsk était un cloaque d'iniquité et de folie », mais il ne prit aucune mesure pour y changer quoi que ce fût ; il n'assura jamais son emprise sur la situation, non par faiblesse mais, bien que l'homme le plus fort de Sibérie, il n'avait pas la volonté de commander.[1228] Ou plutôt pas les moyens matériels et politiques. La corruption régnait ; encouragée ou suscitée par les Alliés et associés ? Koltchak subit-il le contexte ou était-il dans l'impossibilité d'agir ? Aucun chef d'un quelconque gouvernement ne peut s'imposer si personne ne lui obéit ou bien si l'exercice de son pouvoir est constamment entravé. L'amiral était foncièrement différent d'un Lénine qui régnait par la terreur.

En Sibérie, hormis la zone d'habitation le long du Transsibérien, où les gens savaient à peu près ce qui se passait, quasiment personne ne comprenait les événements ni ne connaissait vraiment les adversaires. La Sibérie n'avait pas de grands propriétaires terriens et peu de serfs. Elle n'était pas un terrain fertile pour le dogme révolutionnaire marxiste. Sa population, majoritairement analphabète, était polyethnique car « sainement mélangée d'exilés et de descendants d'exilés (y compris beaucoup de Polonais) et de *brodyagi*, ou criminels évadés, et par tradition, indépendante d'opinion »[1229]. La guerre civile se manifestait par des conscriptions, des réquisitions, des impôts et par des décrets et nombreux étaient ceux qui s'y rebellaient. De plus,

> pendant la première période de la révolution, la politique agraire a été confuse, comme toute la politique russe. Le paysan devait avoir la terre, mais il ne l'avait pas. Des

[1227] *Op. Cit.,* PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 87
[1228] *Op. Cit.,* FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 234
[1229] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 192

> comités agraires ont été formés pour assurer l'exécution de la réforme. Un plan de restructuration de la terre fut préparé avec un soin minutieux dans le détail et une absence de précision dans les principes tout à fait caractéristiques des plans formés dans ce pays. Impatienté, le paysan, par places, a pris les biens de quelques grands propriétaires, cela non sans violence, pillage et destruction. Les maximalistes ont décrété la mise en vigueur du projet de nationalisation en 30 ou 40 articles. Mais lorsqu'il s'est agi de l'appliquer, on s'est aperçu qu'on n'avait rien prévu et que la distribution de la terre n'allait pas sans soulever quelques difficultés. Comme je l'ai dit, sur le moment, la propriété individuelle est supprimée. Mais les paysans possédants n'admettent pas qu'on les dépouille de leur propriété. Ils veulent bien ajouter à leur lopin de terre quelques hectares appartenant aux grands propriétaires. Renoncer à ce qu'ils possèdent, il ne peut en être question.[1230]

Dans un pays où la grande majorité de la population était composée de paysans, la guerre se poursuivait autour des grandes propriétés. Le paysan comprit que Lénine et Trotski l'avaient trompé en lui promettant la paix, en réalité la guerre changeait de lieu. Ce fut une guerre où des millions de paysans se dressèrent contre des millions de soldats de l'Armée rouge et où des centaines de milliers périrent. Le peuple entier était impliqué dans cette guerre civile qui avait oublié toute notion de hiérarchie sociale.

Valait-il mieux le gouvernement des bolcheviks ou celui d'Omsk ? Un pieux paysan répondit ainsi à la question : « Celui qui est le moins voleur. Nous vivions mieux sous le règne de Nicolas que maintenant. Ils appellent ça la liberté, mais ce n'est que du vol »[1231]. Dwinger, le jeune aspirant allemand qui tentait de fuir, écrivit en décembre 1919 dans son Journal intime : « pour le moment, une seule chose est certaine : les Rouges ont vaincu, grâce à l'indignation de tout le peuple russe contre tous les partis qui ont vendu le pays aux profiteurs de l'intervention. Et ils apparaissent aux yeux du peuple comme les sauveurs qui l'ont délivré des Cosaques et des Blancs, des Anglais et des Français, des Américains et des Japonais »[1232]. Autochtones et allogènes, spectateurs et victimes du chaos russe, avaient-ils tous pris conscience de la réalité des événements ?

[1230] *Op. Cit.*, ANET, Claude, *La révolution russe*, Tome IV, Paris, Payot, 1919, pp. 153-154
[1231] *Ibid.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 193, aussi pour les citations suivantes, p. 194 et p. 195
[1232] DWINGER, Edwin Erich, *Entre les Rouges et les Blancs 1919-1920*, Paris, Payot, 1931, p. 278

Parmi les exactions dont fut victime la population, la terreur rouge était la pire, d'une indicible cruauté elle semait la frayeur. Les Blancs en commirent également, souvent par représailles contre des villages qui hébergeaient des bolcheviks ou leur fournissaient des renseignements. Wrangel fit de la Crimée un cimetière. Un haut fonctionnaire de l'Oural laissa ce témoignage sur le régime blanc : « Les autorités militaires, parmi lesquelles des officiers très jeunes, sont les maîtres réels des affaires civiles. Les exécutions sans jugement, les flagellations d'hommes et même de femmes, les meurtres de prisonniers, sous prétexte d'évasion, les arrestations sur dénonciation, sont devenus la règle ». Koltchak apparaissait ainsi totalement débordé, peut-être ne savait-il commander que sur un navire. Fleming ajouta que l'amiral annula l'embargo imposé par le tsar peu de temps après le début de la guerre, qui prohibait la fabrication et la vente de la vodka, dont il fit un monopole d'État et acquit un utile revenu. En revanche, « les bolcheviks s'en tenaient au décret tsariste ; peut-être le fait que leurs chefs étaient des Juifs, qui sont plus sobres que les Russes, eut-il une influence sur leur politique dans ce domaine ».

Devant l'avancée des bolcheviks, la population fuyait. Les trains étaient surchargés et la nourriture devenait rare. Tout le long du *trakt*, *l'ancienne* grand-route de Sibérie, en traîneau, à cheval ou à pied, un flot humain s'écoulait lentement vers l'est. Dwinger le raconta dans son livre : « Nous partons lentement, nous descendons avec prudence vers la rive, parmi l'encombrement de centaines de traîneaux chargés de malades, de milliers de piétons qui n'en peuvent plus. La surface du lac Baïkal scintille devant nous, impossible de se tromper de chemin : il est marqué, aussi loin que le regard peut atteindre dans la direction de Myssovsk, par un remblai de cadavres d'hommes et de chevaux, et de traîneaux couverts de neige »[1233].

Il semble déplacé de parler de bilan humain à la fin d'un conflit, d'autant plus qu'en 1920, le peuple russe n'avait pas fini de souffrir. Les mots de Messadié expriment malgré tout l'ampleur des conséquences de la prise du pouvoir par Lénine : « Trois quarts de siècle de terreur soviétique et quatre-vingts millions de morts seraient

[1233] *Ibid.*, DWINGER, Edwin Erich, *Entre les Rouges et les Blancs 1919-1920*, Paris, Payot, 1931, p. 311

la sanction de l'impéritie des Alliés et de la trahison d'un de leurs officiers supérieurs. Ce récit [de la trahison de Koltchak] ne se trouve guère dans les livres d'histoire »[1234].

b) Les médias

Dès la fin du XIXe siècle, la presse joua un rôle fondamental, non seulement pour informer mais aussi pour représenter. Soit par le dessin, soit par la photographie. Les premières pellicules en bobines existaient environ depuis deux décennies lorsque le conflit éclata. Les photos introduisirent la guerre dans les foyers, à l'arrière du front, et rapprochaient ainsi les combattants de leurs familles. Évidemment, les récits de guerre s'exprimaient de manière subjective, les textes censurés répondaient aux exigences gouvernementales. La manipulation s'exerçait à tous les niveaux et dans tous les domaines. Il fallait parfois attiser le patriotisme et la haine de l'ennemi. La démarche s'appliquait dans tous les pays belligérants. Les informations n'étaient donc jamais objectives. Après la guerre, les protagonistes apparaissaient sous un angle nouveau et le public découvrit de nouveaux horizons :

> L'Américain, ce grand inconnu d'avant 1914, apparaît dans les journaux européens : on en parle à cause de la guerre et de la paix, mais aussi avec une pointe d'étonnement, pour son jazz, ses automobiles et son mode de vie. Dans la Russie soviétique et l'Italie fasciste, l'information tourne à la propagande. Dans les autres pays, la vénalité de la presse, une maladie déjà ancienne, reste une pratique assez courante ; les États ″arrosent″ avec leurs fonds secrets les publicistes à l'étranger. L'Allemagne achète en France des articles critiquant la politique intransigeante de Raymond Poincaré ; l'Italie paie des journalistes pour qu'ils donnent aux Français une belle et bonne image du régime mussolinien ; la Tchécoslovaquie nouvelle se constitue une image positive en France grâce à de larges subsides. Il est évidemment très difficile de mesurer l'efficacité de ces manipulations sur les opinions publiques.[1235]

Avant, pendant et après la guerre, l'opinion publique fut informée par une presse qui la manipulait et la modelait sous contrôle du gouvernement.

La radio émergea en 1920 aux États-Unis, la France « fait coexister dans le domaine de la ″TSF″ le service de l'État (armée, PTT) et l'entreprise privée, dont la

[1234] *Op. Cit.*, MESSADIÉ, Gerald, *4000 ans de mystifications historiques*, Paris, Éditions l'Archipel, 2011, p. 292
[1235] *Op. Cit.*, GIRAULT, René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 150, aussi pour les citations suivantes p. 151,

première station *Radiola* (futur *Radio-Paris*) est née en novembre 1922 ». En Russie Lénine s'en servit comme moyen de propagande et d'éducation des masses.

Le cinéma fonda des entreprises « Charles Pathé et Léon Gaumont en France, William Fox et les frères Warner à Hollywood, dont les studios sortent le premier film en 1911. C'est pendant le conflit mondial et les années 1920 que s'affirma la suprématie du cinéma américain. […] Mais le cinéma ne marque pas seulement les mentalités nationales à l'intérieur des frontières. Muet, il s'exporte facilement puisqu'il n'existe aucun barrage linguistique et contribue à forger en profondeur les images que les peuples ont les uns des autres ». Mais il servit également de moyen de manipulation et de propagande. Par exemple, Eisenstein fit après la guerre son film propagandiste *Octobre* mettant en scène la prise du Palais d'Hiver par le peuple alors qu'en réalité Lénine agit de nuit, avec peu d'hommes, pour accaparer le pouvoir. Quel intérêt avait le pouvoir à laisser croire que Lénine avait été porté par l'engouement du peuple ?

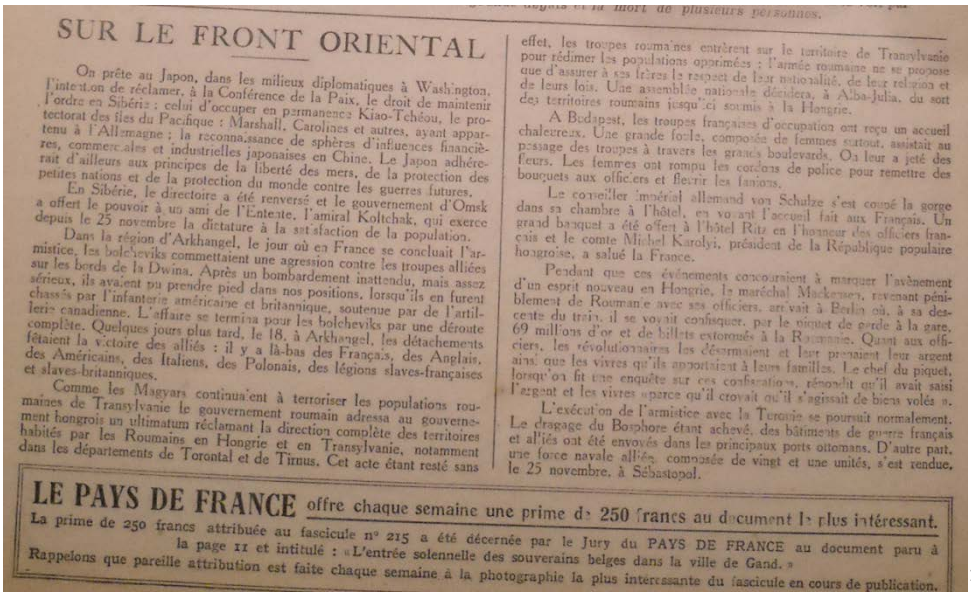
Les romans de guerre écrits avant ou après l'armistice ont obtenu également une large audience. Ils se classent en plusieurs catégories : ceux qui se font l'écho de la haine populaire contre le Boche, d'autres comme *Le Feu* d'Henri Barbusse sont d'inspiration pacifiste, ou bien encore les ouvrages qui décrivent avec réalisme les horreurs du carnage. Mais « très vite, les écrivains français renouent avec l'image traditionnelle créée au XIXe siècle, celle de la double Allemagne, l'une prussienne et militariste, l'autre romantique et libérale. Si la littérature, vecteur de la culture et du ressenti de l'humain, prit ses distances avec le chauvinisme, il n'en fut pas de même avec la monde scientifique. La communauté internationale des savants vola en éclats dès les premiers coups de canon. Leur attitude ne fut pas alors différente de celle de nombreux intellectuels, écrivains ou non, mais en revanche les scientifiques gardèrent longtemps après la fin des hostilités une rancœur tenace envers les anciens ennemis[1236]. Comme la plupart des gens, Girault et Frank ne savaient sûrement pas que les Français furent les premiers à utiliser les gaz toxiques dans les tranchées.[1237] La lecture du texte présenté dans le lien ci-dessous est fort instructive.

[1236] *Ibid.*, GIRAULT, René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 154

[1237] http://www.guerredesgaz.fr/these/Introduction/introduction.htm , consulté le 25.XI.2013 : « Contrairement à une idée répandue, la Guerre chimique ne fut pas initiée par l'Allemagne mais bien

Le sport avec Pierre de Coubertin devint une manifestation de la puissance de la nation ou put devenir un moyen d'enrégimenter la jeunesse, comme dans l'Italie fasciste. Mais il fut et reste un vecteur de relations humaines. Toutefois aux Jeux olympiques de Paris en 1924, les sportifs allemands ne furent pas admis, ils durent attendre les Jeux de 1928 à Amsterdam. Antagonisme ou réconciliation se jouaient donc également dans les stades.

Après ces considérations générales, il convient cependant de s'attarder, à titre d'exemple, sur un article de la presse française. L'hebdomadaire *Le Pays de France* informait régulièrement ses lecteurs sur les événements qui se déroulaient en Orient et Extrême-Orient sous ce titre :



SUR LE FRONT ORIENTAL

On prête au Japon, dans les milieux diplomatiques à Washington, l'intention de réclamer, à la Conférence de la Paix, le droit de maintenir l'ordre en Sibérie : celui d'occuper en permanence Kiao-Tchéou, le protectorat des îles du Pacifique : Marshall, Carolines et autres, ayant appartenu à l'Allemagne ; la reconnaissance de sphères d'influences financières, commerciales et industrielles japonaises en Chine. Le Japon adhérerait d'ailleurs aux principes de la liberté des mers, de la protection des petites nations et de la protection du monde contre les guerres futures.

En Sibérie, le directoire a été renversé et le gouvernement d'Omsk a offert le pouvoir à un ami de l'Entente, l'amiral Koltchak, qui exerce depuis le 25 novembre la dictature à la satisfaction de la population.

Dans la région d'Arkhangel, le jour où en France se concluait l'armistice, les bolcheviks commettaient une agression contre les troupes alliées sur les bords de la Dwina. Après un bombardement inattendu, mais assez sérieux, ils avaient pu prendre pied dans nos positions, lorsqu'ils en furent chassés par l'infanterie américaine et britannique, soutenue par de l'artillerie canadienne. L'affaire se termina pour les bolcheviks par une déroute complète. Quelques jours plus tard, le 18, à Arkhangel, les détachements fêtaient la victoire des alliés : il y a là-bas des Français, des Anglais, des Américains, des Italiens, des Polonais, des légions slaves-françaises et slaves-britanniques.

Comme les Magyars continuaient à terroriser les populations roumaines de Transylvanie le gouvernement roumain adressa au gouvernement hongrois un ultimatum réclamant la direction complète des territoires habités par les Roumains en Hongrie et en Transylvanie, notamment dans les départements de Torontal et de Timus. Cet acte étant resté sans effet, les troupes roumaines entrèrent sur le territoire de Transylvanie pour rédimer les populations opprimées ; l'armée roumaine ne se propose que d'assurer à ses frères le respect de leur nationalité, de leur religion et de leurs lois. Une assemblée nationale décidera, à Alba-Julia, du sort des territoires roumains jusqu'ici soumis à la Hongrie.

A Budapest, les troupes françaises d'occupation ont reçu un accueil chaleureux. Une grande foule, composée de femmes surtout, assistait au passage des troupes à travers les grands boulevards. On leur a jeté des fleurs. Les femmes ont rompu les cordons de police pour remettre des bouquets aux officiers et fleurir les fusils.

Le conseiller impérial allemand von Schulze s'est coupé la gorge dans sa chambre à l'hôtel, en voyant l'accueil fait aux Français. Un grand banquet a été offert à l'hôtel Ritz en l'honneur des officiers français et le comte Michel Karolyi, président de la République populaire hongroise, a salué la France.

Pendant que ces événements concouraient à marquer l'avènement d'un esprit nouveau en Hongrie, le maréchal Mackensen, revenant péniblement de Roumanie avec ses officiers, arrivait à Berlin où, à sa descente du train, il se voyait confisquer, par le piquet de garde à la gare, 69 millions d'or et de billets extorqués à la Roumanie. Quant aux officiers, les révolutionnaires les désarmaient et leur prenaient leur argent ainsi que les vivres qu'ils apportaient à leurs familles. Le chef du piquet, lorsqu'on fit une enquête sur ces confiscations, répondit qu'il avait saisi l'argent et les vivres parce qu'il croyait qu'il s'agissait de biens volés ».

L'exécution de l'armistice avec la Turquie se poursuit normalement. Le dragage du Bosphore étant achevé, des bâtiments de guerre français et alliés ont été envoyés dans les principaux ports ottomans. D'autre part, une force navale alliée, composée de vingt et une unités, s'est rendue, le 25 novembre, à Sébastopol.

LE PAYS DE FRANCE offre chaque semaine une prime de 250 francs au document le plus intéressant.

La prime de 250 francs attribuée au fascicule n° 215 a été décernée par le Jury du PAYS DE FRANCE au document paru à la page 11 et intitulé : « L'entrée solennelle des souverains belges dans la ville de Gand. »

Rappelons que pareille attribution est faite chaque semaine à la photographie la plus intéressante du fascicule en cours de publication.

1238

par la France, dès le début des hostilités. Les premières armes chimiques n'avaient alors pour but que de déloger l'ennemi de positions inaccessibles aux armes conventionnelles. Des recherches similaires furent menées également outre-Rhin après le début de la campagne, si bien qu'en réalité, avant le 22 avril 1915, chaque protagoniste avait entamé des études visant à utiliser des substances toxiques dans un but tactique ».

[1238] LE PAYS DE FRANCE, N° 216 du 5 décembre 1918, p. 15 (Le journal n'existe plus)

Mais en décembre 1918, il cessa de publier cette rubrique. Son N° 218 du 19 Décembre 1918 diffusa une photo présentant un échantillon de forces alliées sous laquelle figurait cette légende :



LE PAYS DE FRANCE 5

UNE REVUE DES TROUPES ALLIÉES A ARKHANGEL

Pendant que les bolcheviks continuent à imposer à la Russie un régime de terreur et se livrent, à Petrograd et à Moscou notamment, aux plus criminelles exactions, l'Entente consolide l'établissement qu'elle s'est ménagé pour le bien de ce malheureux pays à Arkhangel. Les armées alliées sont représentées là par des contingents qui rivalisent entre eux de bonne tenue et de zèle pour la cause commune. Une revue en l'honneur de la victoire des alliés réunissait récemment ces troupes qui, sous des uniformes différents, sont animées d'un même esprit. On voit ici, au premier plan, assistant à cette revue, le général britannique Poole et le général arménien Torcom. Derrière eux se tiennent des officiers de leurs troupes et un piquet de fantassins américains.

« *Pendant que les bolcheviks continuent à imposer à la Russie un régime de terreur et se livrent à Petrograd et à Moscou notamment, aux plus criminelles exactions, l'Entente consolide l'établissement qu'elle s'est ménagé pour le bien de ce malheureux pays à Arkhangel. Les armées alliées sont représentées là par des contingents qui rivalisent entre eux de bonne tenue et de zèle pour la cause commune. Une revue en l'honneur de la victoire des alliés réunissait récemment ces troupes qui, sous des uniformes différents, sont animées d'un même esprit. On voit ici au premier plan, assistant à cette revue, le général britannique Poole et le général arménien Torcom. Derrière se tiennent des officiers de leurs troupes et un piquet de fantassins américains* »[1239].

Ce texte est un parfait exemple de presse édulcorée et rassurante pour le lecteur, mais qui ne dit rien de concret, ce ne sont que formules toutes faites. La photo montre

[1239] DSCN0124 LE PAYS DE France, 5e Année, N° 218, 19 décembre 1918, p. 5

les militaires alliés et associés dans une tenue irréprochable et elle témoignerait de la solidarité qui les unissait, sous-entendu sans rivalité nationaliste, pour affronter ensemble ces terribles bolcheviks. L'ennemi était donc rouge.

L'année suivante, dans son N° 242 du 6 Juin 1919, *Le Pays de France* transmettait au sujet de Koltchak des informations plutôt inexactes qui n'engageaient en rien l'auteur de l'article :

> C'est une curieuse figure que celle de ce chef d'Etat qui était hier encore inconnu. Des campagnes d'exploration dans les mers arctiques ne l'avaient encore mené au grade de capitaine lorsque la guerre éclata, mais ensuite son avancement fut rapide. Il fut un des défenseurs de la Baltique et commanda la flotte de la mer Noire. Passé en Sibérie pour se garer de la tourmente bolcheviste, il était du Directoire du Don que les Cosaques renversèrent, le 17 novembre 1918, à cause des tendances divergentes qui s'y manifestaient. Les Cosaques, après ce coup d'Etat, élirent Koltchak pour leur seul chef, en lui donnant tous les pouvoirs. Il a si complètement justifié cette confiance, secondé d'ailleurs par un des nôtres, le général Janin, son chef d'état-major, qu'il est actuellement le « maître de l'heure » de la Russie. Sa reconnaissance par les alliés comme chef du gouvernement appelé à rétablir en Russie l'ordre et les institutions légales est encore subordonnée à son acceptation officielle de certaines conditions, mais elle n'est plus qu'une question de jours. […].[1240]

Tout ce qui sollicite le regard et l'écoute de l'individu devient outil de manipulation, la presse écrite en est un exemple incontestable et cet article une preuve concrète. Deux éléments authentiques émergent de cet article : Koltchak fut élu et la reconnaissance de son gouvernement était conditionnée.

Globalement, ce sous-chapitre intitulé « Échec ou succès de l'intervention » ne peut se conclure que par un succès. Alliés et associés se sont entendus avec les bolcheviks pour obtenir marchés ou concessions, ils ont considérablement contribué au rapatriement des Légionnaires slaves et en trahissant Koltchak, ont récupéré le train d'or.

6. Une approche historiographique

[1240] LE PAYS DE FRANCE, 6e Année, N° 242, samedi 7 juin 1919

Écrire l'histoire est un devoir de mémoire, elle assume tout son sens si les faits qui la jalonnent sont rigoureusement relatés et interprétés. Mais alors que ceux-ci sont réels, leur interprétation teinte inévitablement le récit de subjectivité, selon que l'auteur est politique, militaire, historien, journaliste, religieux, profane, ou autre. Le politique ne raconte pas les épisodes de la Première Guerre mondiale comme les redonne le diplomate, le militaire – chez lequel la distinction doit être faite entre les officiers supérieurs[1241] et les hommes de troupe[1242] – ou le peuple. Et dans le cadre de cette interprétation, les avis divergent encore, selon l'appartenance politique, philosophique ou religieuse de l'auteur. De plus, si se greffent sur cette diversité d'opinions, la problématique des archives consultables ou pas et le fait que les documents contenus dans les cartons ou dossiers peuvent souffrir d'interdit[1243], la rédaction de l'histoire se charge davantage de subjectivité. Elle devient aléatoire pour les archives russes triées et épurées avec le passage du tsarisme au bolchevisme, et pour les archives allemandes, si l'on considère par exemple, que « la plus grande partie des archives de l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne fut capturée en 1945 par les troupes anglo-américaines. Rassemblés d'abord à Berlin, puis transportés à Whaddon Hall en Grande-Bretagne, ces fonds qui intéressent la période de 1867 à 1945 furent restitués en 1958 au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Pendant les treize ans durant lesquels ces archives restèrent entre les mains des alliés, des équipes d'historiens anglais, américains et français, […] entreprirent l'exploitation méthodique de ces documents »[1244]. Il n'est pas à exclure que les archives françaises aient également subi une sélection, si l'on se réfère à ce que dit par exemple Clemenceau à son secrétaire, Jean Martet, lui rappelant entre autre qu'« il ne faudrait pas trop laisser ça traîner. C'est un magasin d'explosifs »[1245] :

[1241] *Op. Cit.*, WILSON, Henry, maréchal, de l'état-major impérial britannique, cousin du président homonyme, les généraux SAKHAROV, Konstantin, et ROUQUEROL, les capitaines DEYGAS, SADOUL, MANDRILLI, PICHON.
[1242] Nombreux sont les carnets de guerre que beaucoup de soldats écrivirent, les hommes de troupe austro-hongrois purent le faire grâce à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, car l'impératrice Marie-Thérèse avait imposé en 1725 l'obligation scolaire à tous les enfants, filles et garçons.
[1243] Châtellerault, texte du décret de loi : Procédure CAAPC N° 22, Gestion et suivi des Archives classifiées de Défense, Version validée 5 du 15 septembre 2014, Procédure entretenue par : CAAPC/OS
[1244] *Op. Cit.*, SCHERER, André et GRUNEWALD, Jacques, *L'Allemagne et les problèmes de la Paix pendant la Première Guerre mondiale,* IV, 4 mars – 4 octobre 1918, Paris, Publications de la Sorbonne, 1978, p. VII
[1245] MARTET, Jean, *Le silence de M. Clemenceau*, Paris, Albin Michel Éditeur, 1929, p. 254

> Albert le brûlera tout à l'heure. Il a l'habitude. Il y a quinze jours qu'il ne fait que ça ![1246] […] Il faut le brûler. Il n'y a aucun doute possible. Il faut brûler ! brûler ! Les pages d'histoire ! les pages d'histoire ! moi, vous savez… Je n'ai pas une âme d'historien. J'ai seulement l'âme d'un monsieur qui veut qu'on lui foute la paix.[1247]

Alors, c'étaient les nations elles-mêmes qui procédaient au tri de leurs documents, pas les autres belligérants. Du moins pour ce qui en est su. Le choix s'est effectué par la suite lorsqu'un veto fut imposé à la publication et à la diffusion de certains ouvrages après la Grande Guerre. À titre d'exemples et pour le confirmer, il convient de mentionner les auteurs suivants : en 1933, l'ancien diplomate[1248] Henri Pozzi, par son livre *La guerre revient…*[1249], voulut en leur révélant quelle était la situation de l'Europe, mettre ses fils en garde contre les risques d'une nouvelle guerre, l'ouvrage fut interdit ; il en alla de même pour *Le livre proscrit, Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, dans lequel Cécile de Tormay[1250], écrivaine, raconte la Hongrie de 1918 envahie par les hordes de bolcheviks massacreurs, mais n'oublie pas de révéler ce que fut le comportement des Alliés. La préface de cet ouvrage valut la déchéance littéraire à l'auteure Marcelle Tinayre qui, auparavant, bénéficiait d'une notoriété allant même au-delà des frontières de la France. L'histoire de l'histoire est donc sélective.

Le professeur Villani cite Hayden White[1251] selon lequel l'historien n'a le droit de proposer une interprétation que dans le respect de ce qui est dicible, et ce dicible est, sur un plan déontologique, seulement ce que les sources permettent d'affirmer à l'intérieur d'un périmètre. Et Villani d'ajouter qu'à l'intérieur de ce périmètre, il est possible de proposer des hypothèses à condition qu'elles soient cohérentes avec le contexte.[1252] Ce fut l'objectif poursuivi dans l'accomplissement de ce travail.

[1246] *Ibid.*, MARTET, Jean, *Le silence de M. Clemenceau*, Paris, Albin Michel Éditeur, 1929, p. 255
[1247] *Ibid.*, MARTET, Jean, *Le silence de M. Clemenceau*, Paris, Albin Michel Éditeur, 1929, p. 260
[1248] Cf. Annexe Nr. 89 Annuaire diplomatique et consulaire 1921 des Archives diplomatiques de La Courneuve
[1249] *Op. Cit.*, POZZI, Henri, *La guerre revient*, Paris, Éditions Paul Berger, 1933
[1250] *Op. Cit.*, TORMAY, Cécile de, *Le livre proscrit, Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, Paris, Librairie Plon, 1925. Elle était née à Budapest en 1876, avait obtenu le grand prix de l'Académie hongroise pour *La Vieille Maison*, publié en 1914. En 1919, elle s'était opposée au régime communiste de Béla Kun dont elle raconte les fonctionnements dans *Le livre proscrit*.
[1251] Hayden White, *Forme di storia. Dalla realtà alla narrazione*, Roma, Carocci, 2006, in VILLANI, p. 20
[1252] VILLANI, Pasquale, *Rievocare il privato*, Bologna, Il Mulino, 2009, p. 20

Les recherches effectuées et les lectures ont conduit aux hypothèses et aux déductions probablement idiosyncratiques qui jalonnent chapitres et sous-chapitres de cette thèse. Souvent, elles s'opposent à des versions colportées de texte en texte par des auteurs qui ne disposaient sans doute pas des mêmes sources. Mais « en matière de pensées, cela seul a une véritable valeur, qu'on a pensé avant tout pour soi-même »[1253]. Dans la démarche du « philosophe qui puise ses idées dans les livres, enregistre ce que l'un a dit, l'autre pensé, ce qu'un autre a objecté, etc., [et] compare tout cela, le pèse, le critique, et cherche à atteindre la vérité des choses : ce en quoi il ressemble absolument à l'historien critique », les recherches ont été menées et la rédaction effectuée, probablement de manière imparfaite. Mais pour ce faire, il est impératif de quitter les sentiers battus, d'abandonner toute idée de paléontologie littéraire historique car les erreurs accumulées, une fois démasquées, « s'écroulent sous le poids de leur absurdité ». Et « de même que les couches de la terre conservent par rangées les êtres vivants des époques passées, ainsi les rayons des bibliothèques conservent par rangées les erreurs passées et leurs exposés ». Celles-ci sont nombreuses et récurrentes, n'est-ce pas le rôle du chercheur et de l'historien de les démasquer, par respect pour le public qui a le droit de savoir.

La légende rouge

Décidée en décembre 1917, la terreur rouge bolchevique ensanglanta la Russie surtout entre 1918 et 1921, et plus encore sous Staline. Trotski en était avec Lénine le maître d'œuvre tandis que la Tchéka, principal organe de la terreur, et l'Armée rouge en furent les maîtres d'ouvrage. Même si aucun texte ne blanchit Lénine de ce massacre, il convient malgré tout de citer Pipes :

> La ″Terreur Rouge″ n'a pas été la réponse à contrecœur à l'action des autres, mais bien une mesure prophylactique destinée à écraser dans l'œuf toute velléité de résistance à la dictature. Plus tard, Lénine et Dzerjinski ont soutenu tous les deux que la Tcheka et

[1253] SCHOPENHAUER, Arthur, *L'Art d'avoir toujours raison*, E.J.Librio, 2014, p. 66, aussi pour les citations suivantes, p. 63, p. 52 et p. 49

> sa terreur avaient sauvé ″la révolution″. Ce qui est parfaitement exact si par ″révolution″ on entend le parti de Lénine.[1254]

Soljenitsyne rappelle que la Tchéka se gorgea de force et inspira à toute la population une frayeur mortelle. C'est bien cette Commission extraordinaire, la *Tcherzvytchaïka*, qui institua la Terreur rouge bien avant que cette dernière ne soit officiellement proclamée, le 5 septembre 1918 ; elle l'a instituée dès sa création, en décembre 1917, et l'a poursuivie bien après la fin de la guerre civile. Dès janvier 1918 fonctionnait ″la peine de mort sur place, sans jugement, ni instruction″ »[1255].

Il est important d'ajouter que Trotski menait une guerre sanglante à travers la Russie, sans le moindre état d'âme. Il n'était ému ni par les souffrances inouïes des habitants, ni par leurs malheurs :

> La révolution de février avait été une révolution russe : à l'emporte-pièce, erronée, fatale, elle n'avait pas eu l'intention de détruire tout ce qui précédait, de réduire à néant la Russie entière et son histoire. Sitôt après octobre, la révolution s'est muée en révolution internationale, essentiellement destructrice, – elle se nourrissait en phagocytant, en annihilant tout ce qui, de l'Ancien Régime, se trouvait à portée : jeter à bas tout ce qui avait été construit ; réquisitionner tout ce qu'on avait fait pousser ; fusiller tout ce qui résistait. Les Rouges n'avaient qu'une idée : expérimenter le grand projet de société prévu pour être repris, étendu, réalisé à l'échelle mondiale. Le coup d'État d'octobre, si aisé à ses impétueux débuts, s'est alors mué en une terrible guerre civile, qui, trois années durant, a apporté à tous les habitants de Russie des malheurs aussi sanglants qu'innombrables.[1256]

Ce grand projet de société qui devait s'étendre à l'échelle mondiale ne s'appela-t-il pas « nouvel ordre mondial » ? Trois mots qui reviennent de manière récurrente dans la bouche des politiques ? L'internationalisation bolchevique que tenta Lénine en Roumanie, Tchécoslovaquie et Hongrie fut l'extension de la Terreur rouge. Il suffit de rappeler la lecture de *Le livre proscrit* de Cécile de Tormay pour le comprendre.

[1254] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trios pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 63

[1255] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 140

[1256] *Ibid.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, pp. 133-134

Lénine n'avait jamais été un remarquable homme d'État, mais il fut le plus grand conquérant de l'histoire mondiale ; il faut mettre en exergue qu'il voulut le pouvoir pour instaurer un autre type de société. Pour y parvenir, il détruisit celle existante afin d'imposer ensuite sa conception de la dictature prolétarienne. Y a-t-il une autre méthode pour reconstruire à neuf que de détruire ou gravement ébranler ce qui existe déjà ? En février, les éléments subversifs avaient déjà été infiltrés pour mettre le feu aux poudres et déclencher la révolution. Il poursuivit son action et, par la terreur anéantit le peuple affamé et pauvre.

Si la révolution de février/mars 1917 correspondait effectivement à un « changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État, qui se produit quand un groupe se révolte contre les autorités en place et prend le pouvoir »[1257], ce qui se passa en octobre/novembre de la même année n'avait rien à voir avec cette définition de la révolution. Le changement brusque et violent fut celui imposé par Lénine et le parti bolchevique qui « avait pour fondement théorique l'idée de Lénine – parfaitement non-marxiste elle aussi – que la classe ouvrière en elle-même n'est pas révolutionnaire »[1258]. Lénine était d'avis que les ouvriers russes comme les européens d'Occident, étaient eux-mêmes incapables d'aller au-delà du syndicalisme, « c'est-à-dire d'organisations destinées à soutirer le maximum de concessions économiques à la classe capitaliste tout en laissant le système intact ». Lénine ne se soucia nullement de créer de meilleures conditions de travail pour les ouvriers ou de leur assurer de meilleures conditions économiques, objectifs qui prévalaient dans le mouvement syndicaliste européen, à partir de la fin du XIXe siècle. L'objectif de Lénine était *sa* révolution, c'est-à-dire, le « changement brusque et violent de la structure politique et sociale de l'État » dans lequel il se trouvait. Il s'agissait d'un changement qui semblait l'obséder. Mais cette dictature prolétarienne, que devait-elle apporter à l'humanité ?

Jamais Lénine n'eut le souci du peuple, il ne lui fit que des promesses qu'il ne tint pas. En matière de terres et propriétés,

[1257] http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9volution/69167 , consulté le 22.9.2015
[1258] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trios pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 54, aussi pour la citation suivante.

> le programme de Lénine est inapplicable : les paysans n'ont pas renoncé à la propriété individuelle. Il y a eu un transfert de propriété, mais non un changement d'état dans la teneur du sol. Lénine avait promis le pain à sa clientèle. Il a été incapable de lui donner. Sous la gestion des bolchéviques, ce pays le plus riche du monde et qui seul en Europe peut se suffire à lui-même meurt de faim. Le paysan qui ne peut acquérir aucun objet de première nécessité ne cultive de la terre que juste ce qui lui est nécessaire pour vivre. Il garde jalousement son blé et est souvent obligé de le défendre, les armes à la main, contre les bandes de gardes-rouges que Lénine et Trotski envoient dans quelques villages.[1259]

Le communisme de Lénine peut-il alors être considéré comme le remède miracle assurant le bonheur des peuples et l'harmonie des sociétés ? Une fois au pouvoir, Lénine abandonna le langage du candidat bolchevique, très vite sa politique se montra défavorable aux intérêts du peuple, il supprima le contrôle ouvrier et les syndicats indépendants, tout comme il greva de lourds impôts les vivres des paysans. Tous se révoltèrent. Alors il appliqua son régime de terreur. À l'étranger, les répercussions ne manquèrent pas, « les mouvements ouvriers en France et en Italie sont affaiblis par la scission entre communistes qui acceptent et socialistes qui refusent l'adhésion à la IIIe Internationale (congrès de Tours en décembre 1920 et congrès de Livourne en janvier 1921 »[1260]. On ne croit plus à l'extension immédiate de la révolution. « Qu'il y ait flux ou reflux de la révolution, le phénomène bolchevique et communiste fait aussi très peur, et ce sentiment a de grandes conséquences sur la vie internationale ».

Le plus surprenant fut de lire dans les documents diplomatiques, particulièrement dans ceux de l'ambassadeur Noulens, et dans les livres des années 1918 à 1920 que « la domination des bolcheviki a duré mais elle ne durera pas ; elle disparaîtra, laissant dans nos esprits un souvenir extraordinaire qui demeurera surtout comme une illustration de tout ce qu'une Révolution devrait ″ne pas faire″ »[1261]. Noulens fit mieux, d'Helsingfors (aujourd'hui Helsinki) il écrivit le 5 mars 1918 à Pichon :

[1259] *Op. Cit.*, ANET, Claude, *La révolution russe*, Tome IV, Paris, Payot, 1919, pp. 14-15
[1260] *Op. Cit.*, GIRAULT, René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 146 , aussi pour la citation suivante.
[1261] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. VIII

> La paix qui vient d'être conclue par les plénipotentiaires du Gouvernement maximaliste avec les Puissances de la Quadruple Alliance ne sera vraisemblablement point ratifiée par le Soviet des Soviets qui se réunira à Moscou le 12 courant. Les Allemands en profiteront pour aller jusqu'à Petrograd, mais ils n'auront déjà plus à ce moment en face d'eux le fantôme de pouvoir que représentait le Conseil des Commissaires du Peuple. Définitivement condamné par l'opinion russe, incapable de rien entreprendre en dehors de la Guerre des classes, il est appelé à disparaître dans la tourmente que la paix honteuse va déchaîner dans toute la Russie.[1262]

Le peuple espérait qu'il ne durerait pas plus que les deux gouvernements provisoires précédents tandis que le représentant de la France le croyait encore plus bref dans sa durée. Mais « le régime bolchévique, enfin, s'est réclamé d'un idéal élevé. Depuis que Lénine l'a imposé à la Russie par la force, il n'a vécu que grâce aux baïonnettes. Dans les périodes les plus troubles de son histoire, la Russie n'a jamais connu une année plus sanglante que celle où ont régné les bolchéviques ; mais cette fois-ci, les assassinats et les meurtres ont été commis au nom du socialisme et de la fraternité »[1263].

Quant à l'internationalisation de ce pseudo-idéal, Naudeau s'interrogea :

> La parodie d'une dictature du prolétariat aboutissant, dans la pratique, à une tyrannie exercée par un petit nombre de théoriciens monomanes, de visionnaires, de lunatiques, de bohêmes ou de galefretiers, est-ce donc là ce qui a séduit quelques-uns de nos compatriotes, et dans leur naïf appétit de puissance, ont-ils cru que la démocratie française formée par 130 années de vie politique se laisserait subjuguer comme le malléable peuple des moujiks blafards. Pour que le despotisme des bolcheviki pût s'imposer à la Russie, il a fallu, au préalable, un ensemble de circonstances extraordinaires et tout à fait particulières à ce pays si primitif, des circonstances dont pas une seule n'existe et ne peut exister en France.[1264]

Peut-on en déduire que chaque pays applique la modification qui lui convient le mieux ? Ou bien que la modification d'un pays ne peut se faire que par la tyrannie ? Ce qui signifierait que le communisme de Lénine colporté à travers le monde en tant

[1262] Archives diplomatiques de Nantes, Consulat de France à Vladivostok, 736 /PO1
[1263] *Op. Cit.*, ANET, Claude, *La révolution russe*, Tome IV, Paris, Payot, 1919, p. 16
[1264] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. VII

que marxisme généreux devant instaurer une société de partage équitable des richesses et des biens, ne serait que légende.

La faucille et le marteau sont un héritage de la révolution russe. Les deux outils, l'un témoignant de l'ouvrier et de son rude travail masculin, le marteau, l'autre suggérant non seulement le travail agricole féminin, mais aussi la femme, symbolisent ensemble le communisme. Voulu par le Conseil des Commissaires du Peuple, cet emblème, dessiné par un artiste, Alexandre Léo, devint le sceau du gouvernement et du pays lors de rencontres internationales. Comment fut-il accepté à l'étranger ?

> En France, où la pratique des symboles politiques était familière (avec le bonnet phrygien, par exemple), l'attirance pour le symbole nouveau fut vive. Dans la tradition républicaine et socialiste française, bien des éléments préparaient son adoption. La franc-maçonnerie avait déjà popularisé la représentation emblématique des outils du travail (le niveau, le fil à plomb). La marteau était, à travers le personnage du " forgeron ", familier aux écoliers français qui avaient appris à l'école l'Outil de Clovis Hugues : " Le père; un forgeron musclé comme un athlète/a deux outils de fer l'enclume et le marteau " ; ou mieux encore : la Légende du forgeron de Jean Aicard : " Un forgeron forgeait une poutre de fer (...) / Il chantait le travail qui rend dure la main / Mais qui donne un seul cœur à tout le genre humain ".[1265]

Cet emblème du parti communiste russe, repris par tous les partis communistes du monde, a-t-il réellement symbolisé l'union des travailleurs industriels et agricoles ? Exprimait-il réellement cette harmonie sociale de la société prolétaire vantée par Lénine ? Aujourd'hui, représente-t-il encore quelque valeur du monde ouvrier, industriel ou agricole ? La société a tellement changé, la production s'est mécanisée, informatisée, que l'on est en droit de se demander si l'ouvrier y trouve encore une place. Peut-être cette faucille et ce marteau qui se croisent symbolisent-ils encore dans l'inconscient de la majorité une Russie passée, une Russie qui n'existe plus. Mais que reste-t-il de sa valeur représentative de l'ouvrière et de l'ouvrier ?

[1265] HUARD, Raymond in http://pcfrivesdedordogne.pcf.fr/35620 , consulté le 30.9.2015. La franc-maçonnerie est représentée par le compas et l'équerre enfermant la lettre G au centre (in http://catholiquedu.free.fr/cultes/Octopussy/FRANC1.htm)

Les silences de l'histoire

L'histoire se tait lorsqu'elle ignore ou bien quand le mensonge ou la vérité est trop difficilement exprimable. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles cet épisode de l'intervention des Forces alliées et associées a si bien été gardé dans les oubliettes. Il ne fut pas « négligé par les historiens »[1266], comme l'écrit Bradley, il fut occulté. La longueur des recherches et la complexité du sujet furent rapidement dépassées par la saine curiosité d'en savoir davantage afin de comprendre ce qu'il en fut. L'analyse des documents d'archives et des textes écrits par quelques témoins de l'événement, diplomates et militaires, permit de remettre à leur juste place certains éléments du puzzle ébauché dans les textes officiels.

Multiples sont les mises au point qu'il conviendrait de faire. Il est impératif de mettre un terme à la légende de la révolution d'octobre. *Il n'y eut jamais de révolution d'octobre*. Dans la nuit du 6 au 7 novembre grégorien (25 au 26 octobre julien), Lénine perpétra un « classique coup d'État », accompli sans aucun soutien populaire.[1267] Ce que confirma Ludovic Naudeau par ces mots : « profitant de l'immense détresse d'un peuple en désarroi, une minorité séditieuse s'empara du pouvoir par un *pronunciamento* à la mexicaine »[1268]. Claude Anet nota également « que toutes les fractions du parti socialiste, même les minimalistes internationalistes crient : ″Anathème″ sur les extrémistes et leur coup d'État par la force des armes »[1269]. La foule se ruant sur le Palais d'Hiver n'est qu'un extrait du film propagandiste *Octobre* d'Eisenstein, tourné en 1927 avec des acteurs[1270]. Tout aussi fausse est la légende que l'américain général Graves rapporta, selon laquelle « quatre-vingt-dix-huit pour cent des gens de Sibérie sont des bolchevistes » et « qu'ils œuvrent pour la paix »[1271], ce qui s'oppose à ce qu'écrivirent les auteurs cités précédemment qui évoquent la terreur,

---

[1266] *Op. Cit.*, BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, "L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965, p. 375

[1267]*Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 88

[1268] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920, p. VI

[1269] *Op. Cit.*, ANET, Claude, *La révolution russe*, Tome IV, Paris, Payot, 1919, p. 231

[1270] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 84

[1271] Betty Miller UNTERBERGER, p. 233, note 8 in *Op. Cit.,* LEIBOVITZ, Clement, p. 80

thérapie de Lénine pour annuler les anti-maximalistes. La peur annihile toute faculté de raisonnement. Face à la terreur, le peuple avait-il le choix ?

Selon Leibovitz, « les troupes russes soutenues par les Alliés perpétrèrent de nombreux actes terroristes. Ils furent signalés par les sources officielles des Alliés. Les gouvernements alliés ne protestèrent que dans la mesure où ils s'avéraient embarrassants »[1272]. À Leibovitz disant « qu'il n'y eut pas de terreur durant les six premiers mois du gouvernement bolchevique »[1273], Soljenitsyne opposa que « dès janvier 1918 fonctionnait ″la peine de mort sur place, sans jugement ni instruction″. Puis vint la rafle de centaines et bientôt de milliers d'*otages* parfaitement innocents que l'on fusillait de nuit ou que l'on noyait dans les fleuves par barges entières »[1274]. Ajouter d'autres témoignages semble inutile.

Aujourd'hui encore, *La Charte*, l'organe de la Fédération Nationale André-Maginot, écrit « le conflit 1914-1918 », ce qui surprend de la part d'une revue militaire. La Première Guerre mondiale s'est arrêtée officiellement le 24 octobre 1919 et non pas le 11 novembre 1918. Il serait donc correct de symboliser le conflit par le pictogramme [14-19] au lieu de [14-18]. Pourquoi ce silence ? Sans doute ne fallait-il pas que l'opinion publique sache que la guerre se poursuivait en Europe orientale et en Russie extrême-orientale. Voilà sans doute pourquoi la revue hebdomadaire *Le Pays de France* cessa de faire paraître la rubrique ″Sur le front oriental″ après décembre 1918.

L'opinion publique française était-elle au courant de la présence des prisonniers allemands et austro-hongrois, civils, dans les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale[1275] au-delà de 1918 ? Outre l'excellent ouvrage de J-C. Farcy, le *Journal* – publié sous le titre *Le monastère noir*[1276] –

[1272] *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 77
[1273] Betty MILLER UNTERBERGER, *America's Siberian Expedition, 1918-1920*, Duke University Press, Durnham, N.C. 1956, p. 41, note 9 in *Op. Cit.*, LEIBOVITZ, Clement, *L'entente Chamberlain-Hitler*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 76
[1274] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 140
[1275] *Op. Cit.*, FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos-Economica, 1995
[1276] *Op. Cit.*, KUNCZ, Aladar, *Le monastère noir*, Verrières, Éditions de l'Étrave, 1981

qu'écrivit le jeune professeur hongrois, enfermé sur l'île du littoral atlantique, Noirmoutier, en sont la preuve et le témoignage. Aujourd'hui le sujet semble tabou.

Est-ce qu'au moins les habitants de Brest ont su le lendemain de l'armistice, le 12 novembre, qu'un bateau, le *Capitaine Grant*, avait quitté la rade du port et emporté les militaires de la mission Loubignac en Amérique, puis en Russie par le Pacifique ?

En 2012, Philippe Prévost, docteur ès Lettres, historien et journaliste, révéla au lecteur francophone les origines de la tragédie palestinienne, dévoilant le rôle que jouèrent Clemenceau et Lloyd George. Sa citation en début de livre en dit long :

> Nos Frères juifs « vont pouvoir féconder de nouveau la vieille terre de la Bible, ils le devront au sang de tous les soldats de l'Entente, aussi bien du petit soldat belge qui défendait Douvres en défendant Ypres et Calais que du poilu français… »[1277]

Il ne faut pas oublier que la question de la Palestine concerne directement le problème de l'Empire ottoman que les Anglais et les Français se sont partagé en protectorats. La déclaration Balfour avait un lien direct avec cette décision. Le démantèlement de cet Empire et de celui des Habsbourg se trouvait au centre des objectifs du conflit et des discussions à Versailles en 1919.

Le problème du train de Koltchak a réapparu dans des émissions télévisées en 2014. Les articles de presse avaient fait remonter à la surface le problème des emprunts russes et parfois celui de l'or, le trésor de Koltchak était submergé par le souci des millions de Français inquiets du non remboursement de leurs emprunts. L'histoire du train d'or réapparut aussi à travers les aventures du personnage, Corto Maltese, que le dessinateur Hugo Pratt (1927-1995) avait créé. Le père de Pratt était un officier anglais qui avait sans doute transmis à son fils tout ce qu'il savait et entendu de ses collègues militaires ; le dessinateur l'a communiqué à l'opinion publique au moyen de ses BD. L'an dernier, les documentaires télévisuels ont raconté des épisodes très romanesques de l'or des Romanov, un peu aussi du train d'or de Koltchak. Le dernier article[1278]

[1277] Discours d'André Spire du 14 juin 1920 in *Le Peuple juif* du 25 juin 1920, in PRÉVOST, Philippe, *La France et la tragédie palestinienne – Retour sur les accords Sykes-Picot*, Éditions Érick Bonnier, 2012, p. 5

[1278] http://sobesednik.ru/turizm/20141206-zagadki-novogo-taynika-zolota-kolchaka , consulté le 8.12.2014

paru en décembre en Russie et reçu d'une doctorante russe de Poitiers se termine de cette façon :

> Ну что ж, по крайней мере, мы теперь точно знаем: таинственное золото Колчака до сих пор лежит на недосягаемой глубине Байкала и ждет своего часа, чтобы пополнить золотовалютные запасы России. Похоже, что ими займутся уже наши потомки с более надежной техникой для сверхглубинных работ.
>
> Eh bien, maintenant nous en sommes sûrs : l'or mystérieux de Koltchak repose toujours au fond du lac Baïkal, à une profondeur inaccessible, et attend son heure pour regarnir les réserves de change de la Russie. Il semble que les recherches devront être menées par nos descendants ayant des outillages plus puissants pour pouvoir travailler dans les couches ultra-profondes du lac.

Cette conclusion libère de tout commentaire.

Il y aurait d'autres questions à poser. Par exemple, pourquoi l'histoire ne s'est-elle pas interrogée sur la fuite de Lénine en Finlande ? pourquoi n'a-t-il pas fait son coup d'Etat en juillet ? Conscient de la faiblesse du Gouvernement Provisoire de Kerenski, il aurait pu déclencher une émeute et réussir. Selon Pipes, il hésita[1279], mais peut-être la date était-elle prématurée pour le plan prévu. Les documents qui révélaient ses rapports avec les Allemands l'obligèrent à fuir pour échapper à la vindicte populaire. Il trouva refuge en Finlande puis revint clandestinement pour réaliser son coup d'État avec Trotski et ses autres adeptes bolcheviques.

Le gouvernement de Kerenski s'était solennellement engagé à convoquer une Assemblée Constituante, lorsqu'il prit le pouvoir en mars 1917, pourquoi ne cessa-t-il de tergiverser, prétextant qu'il avait des choses plus urgentes à faire ? Seule cette assemblée aurait donné à la Russie une autorité légitime, il devait le savoir, il était juriste, mais il ne le fit pas. Est-ce parce qu'il savait que « la majorité des sièges serait allée sans aucun doute aux socialistes-révolutionnaires, les rivaux des bolcheviks. Dans ces conditions, il aurait été quasiment impossible à ceux-ci de prétendre qu'ils étaient, eux et eux seuls, les vrais représentants du peuple » ? Quoique donnant l'impression de les combattre, Kerenski était-il de mèche avec eux ? Selon

[1279] *Op. Cit.*, PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 2013, p. 70, aussi pour les citations suivantes, p. 73

Pipes, considéré, il convient de le rappeler, comme le meilleur connaisseur de la révolution russe, l'affaire Kornilov, telle que la raconte la version officielle, est fausse. « Elle doit sa vaste audience au fait assez inhabituel qu'elle sert les intérêts des deux ennemis mortels, le Gouvernement Provisoire et les bolcheviks.[…] L'événement est le résultat d'une manigance ratée de la part de Kerenski qui, sentant le sol se dérober sous ses pieds, avait voulu se regagner le soutien du Soviet et, en même temps se débarrasser d'un général qu'il en était venu à voir comme un dangereux rival ».

Non, l'histoire ne révèle pas tous les événements de l'épisode qui englobe l'arrivée au pouvoir des bolcheviks et l'intervention des Forces alliées et associées en Russie entre 1918 et 1920, pas plus qu'elle ne dévoile les véritables raisons des dizaines de milliers de Légionnaires tchéco-slovaques durant la même période.

La contre-histoire

Il ne peut être accepté que Britanniques, Français et Américains soient intervenus en Russie suite au triomphe du bolchevisme à Petrograd. Pas plus que les difficultés du front ouest ne les y poussèrent, les Allemands avaient déjà perdu en septembre par la victoire de l'Armée d'Orient obtenue sous le commandement du général Franchet d'Espèrey, Hindenburg l'avait lui-même reconnu. C'est d'autant moins acceptable que cette intervention avait déjà été décidée par les Alliés et associés à Paris en novembre 1917. Fleming a donc tort lorsqu'il écrit qu' « en ces semaines de désespoir naquit la tentation d'intervenir en Russie. […] La défaite qui menaçait l'Occident faisait apparaître ce projet comme une nécessité militaire, et il en tira sa force »[1280]. Kennan souligne que les historiens soviétiques ont déformé, et inventé des preuves, aboutissant au résultat « tout simplement de retourner les faits historiques et d'en donner une représentation où les événements deviennent totalement

[1280] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 31

incompréhensibles »[1281]. Leur propos a été de dépeindre l'intervention comme un complot impérialiste, à la fois puéril et machiavélique, inspiré par l'envie, la rapacité et la crainte, et cherchant à écraser dans l'œuf l'État soviétique.

De tout ce qui a été écrit dans les chapitre I et II, il serait logique de déduire que les bolcheviks ont planifié la défection de l'armée russe pour en arriver à demander l'armistice, non pas dans un désir de paix mais poursuivant l'objectif de se libérer du souci de la guerre afin de s'investir dans une révolution triomphante qui devait marquer une première étape dans la conquête du monde.[1282] Alors qu'ils se présentaient comme des pacifistes convaincus, les bolcheviks organisaient secrètement, avec l'aide des Alliés et associés, la mise sur pied de leur Armée rouge d'un million d'hommes. Ils avaient contracté une paix internationale afin de s'engager dans une guerre nationale, une guerre civile qui fit des millions de morts.

Après le traité de paix de Brest-Litovsk, jamais les troupes allemandes ne furent envoyées à l'ouest et l'argument de la reconstitution d'un front oriental n'était qu'un lamentable prétexte pour justifier cette intervention des Alliés. Les rivalités entre Américains et Japonais laissèrent apparaître la doctrine de non-coopération du président Wilson qui s'était servi du prétexte de la sauvegarde de la Légion tchéco-slovaque pour intervenir : il voulait être présent et régler son problème avec le Japon travaillé par une fièvre expansionniste. Les Slaves de la Légion n'avaient nullement besoin d'être aidés si ce n'est pour trouver des bateaux afin de pouvoir emporter tout ce qu'ils avaient volé à la Russie. Leur premier président du nouvel État tchéco-slovaque, Masaryk, a révélé son vrai visage par la comparaison entre ses écrits et ses actions : il sut manigancer politiquement dans tous les domaines et n'aurait jamais atteint son objectif d'autonomie de la Bohême sans l'aide de la franc-maçonnerie, comme le mentionna François Fejtö et sans l'argent qu'il sut quémander à droite et à gauche, surtout aux émigrés tchèques et slovaques, leur laissant miroiter l'image d'un État fédéral tchéco-slovaque qu'il ne respecta pas. Son attitude après l'année qu'il passa en Russie prouve combien il entrait dans le plan, puisqu'il encouragea Washington, Londres et Paris à reconnaître le gouvernement bolchevique.

[1281] Georges Kennan : Russia and the West, in *Ibid.* FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 33, aussi pour ce qui suit la citation.
[1282] *Op. Cit.*, ANET, Claude, *La révolution russe*, Tome IV, Paris, Payot, 1919, p. 8

Les autres inexactitudes, telles que le soi-disant coup d'État de Koltchak et sa trahison à Irkoutsk ont déjà été suffisamment développées dans les chapitres précédents. Sans les analyser de nouveau, il convient simplement de se rappeler que dans tous les endroits de leur intervention en Russie, en commençant par le cercle polaire, puisque Mourmansk est la seule ville au-delà de celui-ci, « les prétextes des Alliés furent différents, comme le furent leurs parts de responsabilité et de contrôle »[1283]. Partout où ils agirent, les Alliés n'ont jamais ciblé autre chose que leurs intérêts économiques et politiques. Le dénominateur commun à toutes ces actions était le prétexte de la lutte contre les Allemands. Fleming a rédigé son ouvrage en se basant surtout sur les manuscrits de Koltchak (*Koltchak MSS*), sur les manuscrits Britmis (*Britmiss MSS*) et sur des témoignages d'officiers britanniques. Si les premiers permettent de comprendre la supercherie dont l'amiral fut victime, les textes anglais témoignent parfois de la subjectivité de Fleming qui n'ose critiquer le gouvernement de son pays. Jamais les Alliés et associés n'ont sincèrement voulu aider les Blancs, il n'y a aucun doute. Contrairement à ce qu'écrit Fleming qui voyait dans l'entreprise des puissances alliées « une intention louable et charitable ». Sera-t-il un jour possible d'amener les Alliés et associés à résipiscence ?

Cependant le plus grand subterfuge utilisé par l'Entente et l'Amérique réside dans le droit à l'autodétermination des peuples. À l'exception des habitants du Schleswig-Holstein, aucun peuple ne fut consulté. Et au nom du nationalisme, trois empires furent détruits. Lénine se soucia de réduire l'ex-Empire de Nicolas II pour ensuite le précipiter dans la guerre civile ; les Tchèques, guidés par Masaryk, contribuèrent au démantèlement de l'Empire des Habsbourg ; de son côté, Balfour, soutenu par Lloyd George, cibla la dislocation de l'Empire ottoman pour donner un « homeland » au peuple juif.

Il serait opportun d'attirer l'attention des lycéens quant à l'enchaînement des événements de 1917, l'année cruciale : Février-mars, révolution populaire ; mi-mars, abdication du tsar ; 6 avril, déclaration de guerre à l'Allemagne par les États-Unis ; 15 avril, retour de Lénine ; 16 mai, arrivée de Masaryk à Petrograd et le même jour ou le lendemain, celle de Trotski, muni d'un passeport américain ; juillet, Lénine s'enfuit en Finlande ; 2 novembre, déclaration Balfour ; nuit du 6/7 novembre, coup d'État de

[1283] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie Plon, 1967 pour la traduction française, p. 35, aussi pour la citation suivante, p. 95

Lénine et Trotski ; 17 novembre, Clemenceau de nouveau Président du Conseil ; 26 novembre, demande d'armistice de la part des bolcheviks ; 29 novembre, Alliés et associés décident d'intervenir en Russie ; mi-décembre, déclaration de guerre des États-Unis à l'Autriche-Hongrie. Il ne peut s'agir d'un enchaînement fortuit.

Les historiens restent-ils « dans le cercle étroit des idées en circulation, et l'époque s'embourbe[-t-elle] toujours plus profondément dans sa propre fange »[1284] ?

[1284] *Op. Cit.*, SCHOPENHAUER, Arthur, *L'Art d'avoir toujours raison*, E.J.Librio, 2014, p. 50

CONCLUSION

Même si, gravés dans la mémoire collective, les quatre chiffres 14-18 symbolisent le conflit qui fut surnommé, à juste titre, la Grande Boucherie, la Grande Guerre ne s'est officiellement terminée qu'un an plus tard. La cessation des hostilités fut décrétée le 24 octobre 1919[1285], il faut le redire. Et l'intervention des Forces alliées et associées en Russie est partie intégrante de la Première guerre mondiale, elle en est la fin. Selon Gérald Messadié, « le premier des deux cataclysmes mondiaux du XXe siècle s'acheva non par la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, mais à Irkoutsk, en Sibérie, le 7 février 1920, date du retrait définitif des armées alliées et de l'armée japonaise, des derniers combats de ce conflit »[1286]. Si les armes se sont effectivement tues avec l'armistice du 11 novembre 1918 – qui « fut l'arrêt de mort à la cause nationale russe »[1287] et causa ainsi le plus grand tort à Koltchak –, elles ont toutefois continué de servir dans l'ex-Empire russe et en Europe centre-orientale. Nombre de soldats mobilisés à la fin de juillet ou au début d'août 1914 n'ont retrouvé leur foyer qu'en 1920 ; ce fut le cas des milliers de prisonniers austro-hongrois italophones, récupérés par l'Italie dans les camps de concentration russes, par une démarche politique. Quelques centaines d'entre eux foulèrent de nouveau le sol natal après avoir quitté la Chine en décembre 1919 et fait presque le tour du monde. Combien furent les Russes qui fuyaient leur pays et, en attendant de pouvoir y retourner, tentèrent de s'établir à travers le reste du monde ? Cette souffrance humaine avait une seule cause : le chaos russe dont les origines sont plurielles.

Il ne convient pas, comme pour la Première Guerre mondiale, de charger un coupable unique de toutes les fautes, car raisonnablement, plus personne ne croit aujourd'hui que l'Allemagne fut seule responsable du déclenchement de la guerre. Inutile d'y revenir. Ce conflit que l'on voulut mondial en commençant par l'utile implication du Japon dès 1914 pour le ravitaillement par le Sud du Pacifique, puis par l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 – et d'autres encore, par intérêt – fut la résultante d'une organisation politique et financière. Politique, en ce sens que le

[1285] *Op. Cit.*, BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence de l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, Année universitaire 1996-1997, annexe 15 du mémoire. Cf. Annexe Nr 2

[1286] *Op. Cit.*, MESSADIÉ, Gérald, *4000 ans de mystifications historiques*, L'Archipel, 2011, p. 284

[1287] *Op. Cit.*, FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, Librairie plon, 1967, p. 173

nationalisme a servi de prétexte pour clamer haut et fort le droit des peuples à s'autodéterminer, mais que le Conseil des Quatre négligea totalement puisque les peuples ne furent jamais consultés, à l'exception d'un seul. L'indépendance, l'autonomie ont été politisées, utilisées, pour servir, au premier stade, Masaryk et son C.N.T. mais ensuite pour démanteler l'Empire austro-hongrois. Il suffit de comparer la carte géopolitique de ce qu'il était avant 1914 avec celle de 1919. Masaryk paya son tribut à l'Entente pour le soutien qu'elle lui accorda dans la réalisation de ses objectifs, il permit le maintien de la Légion tchéco-slovaque en Russie afin qu'elle serve, à son tour, les intérêts des Alliés et associés. Il apparaît clairement aussi que l'argument du nationalisme fut utilisé par Lénine et ses bolcheviks lorsqu'ils voulurent la paix de Brest-Litovsk. Une paix que le Conseil des Quatre s'est empressé d'annuler à Versailles. Mais la blessure de 1918 dont a souffert la Petite Russie, c'est-à-dire l'Ukraine, fait encore mal aujourd'hui. Parmi ces exemples de galvaudage du concept de nationalisme et de droit des peuples, le « homeland » promis par Balfour à Rothschild, le 2 novembre 1917, au nom du gouvernement britannique, ne peut être oublié, il ne cesse de défrayer l'actualité. D'autre part, un courant historiographique estime que, derrière les hommes politiques et les diplomates, se trouvaient les milieux financiers, les documents d'archives le confirment.

Comment ne pas mettre en exergue la déterminante année 1917 au cours de laquelle tout fut décidé ? Avec des arguments fallacieux, toutes les tentatives de paix séparée furent refusées, alors que l'armistice de Lénine fut accepté même si, alors, les Alliés et associés jouèrent et abusèrent de pudibonderie. Le 4 septembre 1914, la Russie avait déjà signé, avec Paul Cambon et Edward Grey, la Déclaration de la Triple Entente par laquelle son ambassadeur, le comte Benckendorff s'était engagé « à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre. Les trois Gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés »[1288]. N'est-il pas permis de se demander s'ils étaient tous d'accord, ou si seulement Lénine n'en tint pas compte, France et Angleterre se turent et laissèrent faire. L'attitude des membres de l'Entente ne répondait-elle pas à un plan déjà défini ? La suite du coup d'État des bolcheviks et ses conséquences le justifient.

[1288] Les Pourparlers Diplomatiques (17 mars 1913 – 4 septembre 1914) – Le Livre Jaune français, Paris, Nancy, Librairie militaire Berger-Levrault, 1915, p. 172

Lénine et le bolchevisme furent portés au pouvoir par l'argent étranger, Lloyd George et Wilson l'aidèrent à s'y maintenir. Les Armées blanches auraient pu vaincre si Alliés et associés l'avaient vraiment voulu, or ce ne fut pas le cas. Les Quatorze Points de Wilson-Lippmann portèrent un grave préjudice à Koltchak et à son gouvernement. Les faits et les témoignages sont parlants.

L'intervention des Forces alliées et associées en Russie ne répondit à aucun des prétextes avancés : reconstitution d'un front oriental, soutien des Armées blanches et aide aux Légionnaires tchéco-slovaques qui n'en avaient pas besoin. Cela ressemble en partie à ce qu'écrivit Frank Edward Fierro de la *Florida State University* en 2004 dans son *Master of Arts*[1289] ; selon lui, les objectifs poursuivis par les Alliés pour intervenir en Russie étaient les suivants : en premier lieu, les Alliés voulaient éviter que les ressources russes ne tombent aux mains des Allemands, sauver la Légion tchéco-slovaque se plaçait en deuxième position tandis que la troisième raison ciblait l'éradication du bolchevisme qui faisait peur à tous. En quatrième et dernier point qui ne concernait que les Etats-Unis, ceux-ci craignaient que le Japon ne conquît la Sibérie. Seule la première raison évoquée correspond à la réalité. Bolchevisme et Légion n'étaient que des paravents derrière lesquels Alliés et associés s'accordaient avec les bolcheviks. Voulait-on que Lénine et Trotski instaurent en Russie un nouveau régime gouvernemental, une nouvelle forme de société ?

Chaque intervenant y alla de ses arguments : Les *Carabinieri* justifièrent l'intervention de l'Italie en Russie, en débarquant dans la péninsule de Kola, ils devaient soi-disant empêcher les Allemands de s'approprier les grandes quantités d'armes et de munitions « abbandonate allo scoppio della rivoluzione bolscevica »[1290] mais aussi pour éviter que l'Allemagne n'utilise les prisonniers de guerre autrichiens et allemands qui se trouvaient dans les camps de concentration sibériens, et enfin pour aider la Légion tchéco-slovaque à embarquer à Vladivostok dans le but de rejoindre le front occidental. Cette longue phrase est très représentative des erreurs récurrentes écrites au sujet de l'intervention. Les armes abandonnées par les belligérants avaient

---

[1289] *Op. Cit.*, FRANK EDWARD FIERRO, In the Name of the Russian People but not For Them: President Wilson, the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920 , in http://diginole.lib.fsu.edu/etd/4464/ , consulté le 8.11.2008

[1290] http://www.carabinieri.it/Internet/Arma/Oggi/Missioni/1855+-+1935/1918+-+1920/ , consulté le 10.04.2009 : « abandonnées lorsque la révolution bolchevique éclata »

été données aux bolcheviks par l'accord du mois d'août 1918 signé par les Allemands et les bolcheviks ; l'Allemagne souhaitait simplement le rapatriement de ses prisonniers retenus dans les camps de concentration russes, car après la défaite de l'Allemagne sur le front d'Orient, Hindenburg savait bien que la guerre se terminait pour elle par une défaite ; la Légion tchéco-slovaque qui devint l'armée de la première République tchéco-slovaque était trop utile aux Alliés et associés en Russie pour qu'elle soit envoyée en France. Si les Quatorze Points qu'imposa Wilson pour aider l'Entente, sont examinés sous cet éclairage, ils prennent une tout autre dimension : hormis peut-être les Points VII et VIII, ils ne servirent que les Alliés et associés et leur pouvoir économique et financier. Voilà sans doute pourquoi tout fut permis aux Tchèques sur le sol russe. Le seul point incontestable concerne le désir des Japonais de coloniser la partie orientale de la Sibérie ou de s'en emparer.

Une synthèse de tous ces éléments ne peut conduire à une autre conclusion : la Première Guerre mondiale, dans toutes ses phases, et particulièrement dans la dernière, cibla la chute de quatre couronnes. La première qui tomba fut celle du tsar Nicolas II entraînant son Empire avec lui ; le traité de Versailles condamna les alliés de la Triplice : Guillaume II abdiqua et la république lui succéda ; l'Empereur Charles Ier dut s'exiler avec sa famille à Madère et le Cnseil des Quatre démantela l'Empire vaincu et transforma le visage de l'Europe au profit de leurs amis durant le conflit ; la destruction de l'Empire ottoman causa la chute de son sultan Mehmed VI, la création de l'État d'Israël, et fit perdre intentionnellement, par l'attitude de Clemenceau, la Palestine et la Syrie à la France[1291], car « toute la conduite de la guerre menée par Clemenceau reposa sur une entente étroite, intime, avec Londres et Washington »[1292]. Voulait-on remplacer les régimes monarchiques par des républiques ? Sans doute, mais on ne toucha pas, dans ce contexte, à la couronne britannique qui ne reçut aucune déclaration de guerre. Pourquoi ? De plus, la chute des monarchies supprima en Allemagne les titres nobiliaires, ils devinrent partie intégrante du patronyme ; elle les interdit en Autriche : est-ce la raison pour laquelle les fonctions professionnelles y sont aujourd'hui toujours employées devant le nom, comme un titre ?

L'intervention des Forces alliées et associées en Russie, qui ne peut en aucun cas être dissociée de la Première Guerre mondiale, cibla deux objectifs : tout en faisant

[1291] *Op. Cit.*, PRÉVOST, Philippe, *La France et la tragédie palestinienne*, Éditions Érick Bonnier, 2012
[1292] *Op. Cit.*, SOUTOU, Georges-Henri, *La Grande Illusion*, Paris, Éditions Tallandier, 2015, p. 255

semblant de soutenir les Armées blanches contre les Rouges, Alliés et associés recherchèrent leurs intérêts financiers et économiques dans ce richissime ex-Empire. Pour y parvenir, les responsables ignorèrent toute dimension humaine du problème et de ses conséquences, le pouvoir et l'argent dominaient. Mais le pouvoir devait aller aux bolcheviks qui acceptèrent de leur accorder des concessions et des marchés financiers. Koltchak n'aurait jamais toléré les premières, en aucun cas il ne voulait marchander sa chère Russie, il fut donc éliminé et l'or de son train finit dans les banques des puissances qui l'avaient fait tomber.

Tout aussi graves furent les conséquences de l'accession au pouvoir des bolcheviks et de leur maintien au gouvernement : la guerre civile et la radicale modification de la société russe. Un nouvel ordre mondial qui devait s'étendre d'abord à toute l'Europe. Les bolcheviks et les Bourses occidentales furent les plus grands bénéficiaires de cette intervention et de la Première Guerre mondiale. Cette citation en est un exemple qui le confirme : « alors que nous [Français] sommes ″créanciers de l'Ukraine″, nous préférons être ″débiteurs des Amériques″ »[1293].

La mémoire collective a le droit de savoir, elle demande le respect des citoyens de tous les pays, particulièrement de tous ceux qui furent impliqués dans le conflit, et plus précisément ici des dizaines de milliers de soldats austro-hongrois prisonniers sur le sol de Russie jusqu'en 1920. Cette thèse est le résultat de l'approche du passé par la lecture et par l'observation de documents. Selon Ricoeur,

> reconstituer un événement ou plutôt une série d'événements, ou une situation, ou une institution, à partir des documents, c'est élaborer une conduite d'objectivité d'un type propre, mais irrécusable : car cette reconstitution suppose que le document soit interrogé, forcé à parler ; que l'historien aille à la rencontre de son sens, en lançant vers lui une hypothèse de travail ; c'est cette recherche qui à la fois élève la trace à la dignité de document signifiant, et élève le passé lui-même à la dignité de fait historique.[1294]

L'histoire n'a-t-elle pas le devoir de replacer les événements dans leur contexte politique, économique, social et culturel afin de mieux informer l'opinion publique,

[1293] *Ibid.*, SOUTOU, Georges-Henri, CASTELBAJAC, Ghislain de, GASQUET, Sébastien de, sous la direction de Georges-Henri Soutou, , Recherches sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995, p. 191
[1294] *Op. Cit.*, RICOEUR, Paul, *Histoire et Vérité*, Éditions du Seuil, 1967, p.p. 29-30

mais surtout les élèves, de l'école, du lycée et de l'université ? La désinformation ne cible que l'assujettissement du citoyen de tout âge et le prive de toute possibilité de se forger un esprit critique. Car, comme l'écrivit Naudeau en 1920 :

> Tant que les intellectuels, les savants et les publicistes de l'Europe n'auront pas su se concerter pour donner aux enfants de tous les peuples le même enseignement civique européen, l'école, le journal et le livre entretiendront, dans chaque patrie, les antagonismes héréditaires.[1295]

Cependant Soljenitsyne considérait que « tout peuple répond de son passé jusque dans ses périodes ignominieuses »[1296], il ajouta en tant que Russe : « si l'on nous décharge de toute responsabilité pour les actes de nos compatriotes, c'est la notion même de nation qui perd alors toute véritable signification ».

INDEX

A

Achille Bassignano, 266, 271, 277

AGOSTINI, Piero, 369
Albert Thomas, 45, 153, 250, 253, 340, 486
ALEXANDRE KOTOMKIN, 352
András Berreznay, 426

[1295] *Op. Cit.*, NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Librairie Hachette, 1920, p. 245
[1296] *Op. Cit.*, SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972*, Tome II, Paris, Fayard, 2003, p. 131, aussi pour l'autre citation dans la même phrase, p. 132

ANET, Claude, 431, 458, 493, 505, 506, 508, 513
ANTONELLI, Quinto, 377
Arkhangelsk, 114, 116, 121, 124, 125, 130, 137, 154, 158, 169, 191, 198, 199, 200, 201, 203, 217, 254, 255, 278, 372, 384, 467, 482
Audoin-Rouzeau, 28
AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, 28

B

B.C.S, 25, 203, 226, 260, 261
Balfour, 31, 34, 50, 53, 104, 111, 162, 181, 281, 283, 286, 321, 408, 415, 442, 443, 449, 468, 482, 510, 514, 517
Balzac, 371
Basile Maklakoff, 60
Bassignano, 379
Bazzani, 379
BAZZANI, Gaetano, 152, 167, 254, 268, 269, 379, 380, 392, 404
Beneš, 93, 230, 247, 248, 285, 287, 291, 293, 294, 295, 297, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 309, 316, 321, 325, 327, 341, 342, 349, 420, 421, 476
BERNAYS, Edward, 318
Betty Miller Unterberger, 131
Betty Miller UNTERBERGER, 346, 508
BLOCH, Marc, 24, 89, 379, 412
Bohumila FERENČUHOVÁ, 307, 309
BORDES, Nicolas-Pierre, 229, 346, 347, 348, 353
BOYER, Michel, 26, 37, 198, 200, 201, 202, 312, 482, 516
BRADLEY, J.F.N, 25, 88, 158, 229, 230, 256, 280, 281, 283, 348, 358, 473, 476, 482, 508
BRAMLEY, William, 419
BRÄNDSTRÖM, Elsa, 96, 242, 244, 245, 329, 331, 332, 336
Bratislava, 303, 305, 307, 309, 310, 400
BRESCIANI, Giuseppe, 418
Brest-Litovsk, 5, 26, 30, 34, 37, 40, 43, 44, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 96, 97, 102, 104, 105, 113, 118, 127, 129, 136, 137, 144, 147, 156, 171, 174, 176, 187, 192, 195, 204, 245, 248, 249, 256, 337, 346, 357, 376, 433, 438, 447, 450, 451, 465, 483, 513, 517
BROQUET, Hervé, LANNEAU, Catherine et PETERMANN, Simon, 439

C

C.I.S.E.O., 6, 32, 153, 168, 203, 261, 265, 278, 364, 385, 387, 391, 392, 394, 396, 399, 401
C.N.T, 33, 35, 96, 168, 195, 288, 517
C.S.I., 33, 51, 153, 165, 168, 171, 175, 192, 195, 221, 227, 231, 235, 288, 349, 352, 369, 392, 393, 396, 399, 404, 474, 480
CAMINITI, Alberto, 274, 380, 382, 390
capitaine Mandrilli, 28, 151, 180, 217, 236, 254, 489
Caporetto, 26, 318, 320
CAPPELLANO, Filippo, 265
Carlo Ginzburg, 23
Carlo Prokajac, 272
CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, 433, 434
CARTENY, Andrea, 321
CASTELBAJAC, Ghislain de, GASQUET, Sébastien, 429, 445, 486, 520
CCVT, 300
Charles Péguy, 23
Cherbourg, 255, 274, 275, 372, 375
Claude Anet, 28, 431, 457, 508
Clemenceau, 28, 31, 33, 41, 49, 50, 52, 53, 56, 60, 61, 64, 67, 70, 91, 104, 119, 123, 181, 200, 206, 213, 215, 230, 255, 256, 281, 309, 321, 340, 342, 358, 439, 444, 482, 500, 501, 510, 514, 519
CLERC, Louis, 206, 207, 208
COATES, W.P. et COATES Zelda K, 288, 353, 487
colonel Boulié, 227
COMOR, A.P., 200
Conférence des Alliés à Paris, 48, 104
Conseil supérieur Interallié (C.S.I.), 51
Crapouillot, 48, 257
Croix Rouge, 55, 109, 147, 182, 239, 240, 241, 244, 268, 326, 329, 354, 376, 446
CRU, Jean-Norton, 82, 440

D

D'ORCIVAL, François,, 68
DAMANY, André, 47, 71, 98, 101, 102, 105, 106
Darney, 303, 315, 321, 341, 422
DAUDET, Léon, 335
DEJEAN, Pierre, 427
DELANOË, Igor, 450
DELOUX, Jean-Pierre, 371
Denikine, 54, 82, 85, 108, 130, 137, 146, 180, 191, 192, 193, 210, 211, 212, 213, 214, 217, 221, 230, 248, 257, 258, 356, 357, 358, 359, 361, 362, 486, 488, 490
DEYGAS, F.-J, 33, 141, 214, 218, 219, 220, 256, 257, 258, 357
Dobre Polje, 27, 33
DOEGEN, Wilhelm, 240
Dr Montandon, 28, 147, 244, 325, 329
Duroselle, 28, 213
DUROSELLE, 28, 70, 213
DWINGER, Edwin Erich, 363, 493, 494
DWINGER, Edwin, Erich, 185, 186

E

ECPAD., 308
Elsa Brändström, 28, 96, 147, 245, 331, 332, 336, 344, 363
empire des Habsbourg, 293
Empire des Habsbourg, 32, 323, 417, 441, 514
Empire ottoman, 68, 148, 220, 242, 429, 442, 443, 444, 510, 514, 519
Empire tsariste, 34, 37, 61, 144, 171, 236, 288, 291, 344, 430, 433, 483
Entente, 6, 30, 31, 32, 33, 34, 41, 45, 46, 50, 51, 55, 56, 58, 59, 60, 61, 68, 70, 72, 77, 82, 85, 91, 92, 95, 96, 97, 99, 100, 102, 103, 105, 106, 107, 112, 114, 118, 121, 122, 124, 125, 132, 139, 142, 143, 144, 145, 148, 162, 164, 165, 171, 175, 176, 181, 183, 184, 187, 190, 192, 197, 201, 202, 204, 205, 207, 209, 213, 214, 218, 220, 225, 229, 237, 247, 248, 249, 251, 254, 256, 258, 262, 265, 266, 268, 276, 277, 278, 287, 296, 297, 298, 299, 300, 302, 308, 310, 313, 314, 317, 321, 322, 325, 329, 332, 333, 334, 337, 339, 341, 343, 349, 350, 355, 365, 368, 369, 370, 371, 373, 375, 380, 394, 396, 408, 413, 416, 419, 429, 430, 459, 463, 464, 474, 475, 478, 483, 498, 510, 514, 517, 519
ERMES GRION, 372
Ernest Denis, 94

F

F.V. KREJČÍ, 230
FARCY, Jean-Claude, 299, 311, 312, 509
Fassini-Camossi., 167
FEJTÖ, François, 248, 289, 290, 291, 297, 298, 301, 302, 316, 364, 365, 416, 417, 418, 419, 428
FILATIEFF, général, 283, 345, 346, 350, 353, 360, 361, 462, 468, 472
FISCHER, Louis, 181
FLEMING, Peter, 24, 35, 408, 447, 448, 451, 452, 453, 455, 458, 460, 461, 462, 464, 470, 472, 475, 478, 479, 481, 488, 491, 492, 493, 512, 514, 516
FONTANA, Bruno, 267, 370
FOUCHARD, Gérard, 115
FRANCESCOTTI, Renzo, 266, 267, 268, 269, 270, 275, 280, 370, 374, 376, 383, 387, 391, 393, 396, 403
Franchet d'Espèrey, 215
François Fejtö, 28, 513
Frank Edward Fierro, 25, 86, 518
Frioul, 33, 80, 246, 266, 268, 272, 275, 280, 317, 364, 365, 369, 377, 387, 391, 398, 406, 418, 440

G

G.Q.G, 41, 166, 209, 250, 271, 314
Gabriele d'Annunzio, 318
Gallarate, 318, 319, 323
Gayda, 35, 168, 185, 188, 189, 233, 234, 269, 270, 271, 281, 283, 284, 285, 346, 350, 354, 438, 461
gaz toxiques, 172, 201, 474, 497
général Otani, 165, 168, 288
général Yuki, 288
GENEST, Philippe, 379
GENEVRAY, Jacques, 474
Georges Buchanan, 46
Gérald Messadié, 24, 516
Ginette Metz, 226
GIONFRIDA, Alessandro, 51
GIRARDET, Raoul, 410, 411, 413
GORBOFF, Marina, 53, 54, 55, 57, 58, 60, 70, 81, 82, 127, 128, 137, 188
GRAMPA, Alberto, 319, 323
GRANDHOMME, Jean-Noël, 29, 69, 187, 190, 220, 257
GRASSELLI, Ettore, 404
GRAVES, William, 156
GREY, Marina et BOURDIER, Jean, 63, 85, 108, 137, 143, 209

H

HANÁK, Péter, 419
HAUTECLOCQUE, Xavier, 279
HRUŠOVSKÝ František, 424
HUARD, Raymond, 507

I

Ioudenitch, 180, 191, 192, 203, 205, 208, 209, 221, 256, 357, 359, 486, 488, 490
Irkoutsk, 6, 35, 186, 191, 222, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 263, 264, 284, 339, 348, 458, 463, 474, 477, 479, 480, 513, 516

J

J.F.N. Bradley, 24, 280
Jacques Benoist-Méchin., 28
JALLIFFIER, R., 428
JANIN, Maurice, Général, 96
Jean Pierre Guéno, 48
Jean-Jacques Becker, 28
Jean-Pierre Guéno, 26
JEVAKHOFF, Alexandre, 456, 480
Joseph Madelon, 25, 260

K

Kappel, 346, 361
Karel Kramář, 292, 293, 296
KENNAN, F. George, 89
KENNAN, George F, 24
Kerenski, 29, 38, 51, 54, 60, 69, 101, 109, 137, 209, 210, 251, 333, 334, 355, 414, 431, 432, 450, 511, 512
KESSEL, Joseph, 194, 460
Kirsanov, 266, 268, 269, 272, 274, 275, 276, 277, 279, 372, 373, 374, 375, 379, 384, 385, 396, 418
KIRSCHBAUM, S. J.,, 423, 424
KLEINDEL, Walter, 289, 291, 419, 422
Koltchak, 6, 7, 24, 32, 33, 35, 54, 83, 87, 93, 116, 121, 143, 145, 154, 155, 157, 161, 165, 166, 168, 169, 173, 174, 175, 177, 180, 184, 185, 186, 189, 190, 193, 210, 214, 217, 222, 223, 224, 227, 228, 229, 232, 233, 234, 235, 244, 245, 247, 249, 252, 259, 261, 262, 264, 282, 283, 284, 285, 286, 288, 302, 326, 329, 344, 345, 346, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 357, 358, 360, 361, 363, 393, 399, 408, 438, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 467, 468, 470, 471, 472, 474, 475, 477, 478, 479, 480, 481, 487, 488, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 499, 510, 511, 512, 513, 514, 516, 518, 520
KOPISTO, Lauri, 211, 358
KÖRNER-LAKATOS, Erich, 325
KŠIŇAN, Michal, 307, 308, 309
KUNCZ, Aladar, 312, 509

L

L. Boesenberg, M. Braun, A. Duménil, B. Galloux, P. Geiss, G. Große, D. Henri, G. Le Quintrec, K. Maase, B. Toucheboeuf, M. Wicke,, 69
l'Ordre du Bain, 189, 284, 438
la paix de Versailles, 26, 77
LAMBEL, Robert, 410
LAUNAY, Jacques de, 297
Laurent Rollet, 308
LE LIVRE JAUNE FRANÇAIS, 41, 62
Le Pays de France, 49, 122, 400, 497, 499, 509
LE PAYS DE FRANCE, 123, 177, 497, 499
LEGAL, Pierre-Yannick, 312
Legione Redenta, 246, 279, 380, 385, 401
LEGUY, M, 262, 263, 264
LEIBOVITZ, Clement, 54, 68, 73, 89, 129, 130, 135, 149, 184, 280, 288, 334, 346, 349, 353, 360, 361, 362, 487, 508, 509
Lénine, 5, 26, 29, 30, 32, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 49, 51, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 81, 82, 84, 85, 90, 101, 103, 104, 105, 107, 108, 111, 113, 122, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 141, 142, 147, 164, 173, 174, 177, 178, 181, 182, 183, 201, 220, 237, 245, 248, 251, 253, 334, 335, 336, 341, 345, 346, 357, 361, 363, 376, 379, 389, 408, 410, 433, 434, 435, 438, 446, 447, 471, 475, 482, 484, 485, 486, 492, 493, 494, 496, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 511, 514, 517, 518
lieutenant Bazzani, 28, 379, 385
LOCKHART, 54, 67, 72, 90, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 149, 250
Loubignac, 262, 263, 264, 510
Ludwig Fritz HABER, 172
LUNET, Patrick, 91, 124, 142, 143, 145, 210, 213, 217, 221, 254, 256, 257, 358, 429

M

M. Borde, 25
Madame Kircher, 25
Mandchourie, 35, 152, 162, 176, 223, 224, 225, 287, 360, 384, 392, 453, 459, 467
Mandrilli, 211, 218, 489
MANDRILLI, Aldo, 151, 180, 197, 199, 203, 211, 237, 264, 489
Manera, 379, 385, 379
MARÈS, Antoine, 97, 251, 287, 293, 295, 302, 420
MARIE, Jean-Jacques, 409
MARTET, Jean, 501
Martina Schiavon, 308
MASARYK, Thomas Garrigue, 97
Massimo Baldi, 402
MAUTONE, Antonio, 174, 194, 204, 227, 266, 269, 279, 288, 380, 385, 401
MAYER, Françoise, 420, 421
MAZEAU, Jacques, 325
MENDOZA, Roberto, 380, 381, 382
MERMEIX, 141, 142, 143
Mésopotamie, 283, 451, 452, 453
MICHEL, Bernard, 291
Milan, 265, 276, 287, 303, 304, 307, 308, 309, 317, 318, 322, 342, 372
Milan Ratislav Štefánik, 287, 303, 304, 307, 308, 309, 317
ministero della Guerra, 389
MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR, 298, 302, 317
MIORELLI, Aldo, 272, 369, 382
mitrailleuses Maxim, 279
Mittempergher, 402
MOLIGNONI, Annibale, 383
MONTANDON, George, 244, 245, 329
MORENA, Alessandro, 378

MOULIS, E. et BERGONIER, E, 40, 41, 42, 43, 61, 62, 63, 70
MULLINS, Eustace, 63, 65, 184
Mussolini, 267, 275, 366, 368, 376, 404, 418

N

Nakashima, 225
NAMONT, Jean-Philippe, 311, 312, 325
Napoléon, 82, 366
Naudeau, 28, 29, 55, 73, 100, 101, 109, 133, 138, 158, 163, 170, 185, 445, 506, 508, 521
NAUDEAU, 29, 47, 55, 70, 73, 101, 109, 133, 134, 138, 158, 163, 164, 170, 185, 357, 363, 434, 446, 465, 505, 506, 508, 521
NGYUEN QUOC DINH, DAILLIER, Patrick, FORTEAU, Mathias, PELLET, Alain, 59, 107, 303
Nicolas II, 32, 34, 35, 53, 72, 136, 193, 209, 251, 267, 333, 370, 428, 429, 450, 485, 491, 514, 519
NIEMANN, Ernst, 115
Noam Chomsky, 318, 404
NOUAILHAT, Yves-Henri, 64, 78
Noulens, 30, 32, 67, 91, 99, 100, 102, 108, 110, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 122, 134, 162, 163, 166, 177, 181, 195, 196, 198, 200, 262, 339, 433, 465, 466, 467, 505

O

Odessa, 32, 33, 176, 184, 188, 192, 193, 212, 214, 215, 221, 248, 254, 256, 257, 258, 358, 359, 456, 459
Omsk, 35, 114, 116, 152, 153, 157, 165, 166, 168, 174, 186, 188, 189, 190, 210, 222, 223, 225, 228, 233, 234, 259, 261, 263, 281, 282, 283, 330, 346, 347, 348, 350, 354, 361, 448, 461, 462, 463, 467, 469, 472, 478, 492, 493
ONG, Walter J., 378
Orlando, 31, 50, 215, 276, 321, 384, 394, 483

P

PAOLI, Michel, 373
PAPOUŠEK, Jaroslav, 293, 295
PASCAL, Pierre, 39, 44, 48, 101, 128, 346, 347, 352
PASTEUR, Paul, 289, 290
PATHÉ, Anne-Marie et THÉOFILAKIS, Fabien, 238, 240
Paul Halpern, 359
Paul Veyne, 23
PEIRONE, Domenico, 389
PEŠKA, Vladimir, 97, 335
Peter Fleming, 28, 408, 446, 453, 472
PETIZIOL, Paolo, 379
Petrograd, 32, 34, 38, 39, 40, 45, 46, 55, 57, 60, 61, 62, 64, 70, 73, 75, 84, 89, 91, 93, 94, 103, 108, 109, 110, 122, 131, 138, 163, 175, 192, 197, 198, 199, 207, 208, 209, 214, 220, 243, 245, 250, 252, 253, 257, 261, 268, 269, 270, 271, 324, 325, 326, 327, 328, 330, 331, 335, 336, 340, 341, 345, 346, 355, 358, 414, 429, 431, 432, 449, 450, 456, 482, 487, 498, 506, 512, 514
PICCOLI, Paolo et VADAGNINI, Armando, 405
PICHLÍK, Karel, KLÍPA, Bohumír, ZABLOUDILOVÁ, Jitka, 292, 294, 328
PIPES, Richard, 29, 38, 39, 40, 47, 74, 75, 128, 132, 134, 135, 138, 178, 210, 345, 346, 355, 433, 434, 492, 503, 504, 508, 511
POINCARÉ, Raymond, 43, 49, 50, 52, 53, 54, 61, 302, 341
POZZI, Henri, 139, 501
Prague, 28, 89, 93, 94, 96, 97, 147, 150, 169, 230, 231, 248, 252, 262, 287, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 303, 307, 320, 322, 323, 336, 338, 344, 400, 418, 419, 421, 422, 427, 470, 476
PRÉVOST, Philippe, 53, 444, 510, 519
PROCHASSON, 28
PYENSON, Lewis, 308

Q

Quadruple Alliance, 30, 90, 338, 474, 506
Quatorze Points, 5, 6, 26, 30, 37, 43, 76, 77, 80, 84, 411, 435, 436, 437, 445, 518, 519

R

RANDAZZO, Francesco, 74, 162, 165, 191, 265, 266, 277, 388, 389, 391, 394, 396, 433
REALI, Roberto, 144
RECHETNIKOV, Léonid, 33, 67, 145, 146, 216, 490
RÉGNIER, Paul-Eugène, 139
René Girault et Robert Frank, 28
ROMANO, Ruggiero, 248
Ronald BLYTHE, 73
ROSSI, Marina, 249, 267, 370
Rothschild, 34
ROUCAUD, 29, 69, 187, 190, 220, 257
ROUQUEROL, J, 33, 87, 116, 121, 154, 155, 157, 161, 165, 166, 168, 169, 173, 175, 177, 180, 185, 186, 190, 222, 223, 247, 249, 252, 259, 261, 262, 282, 285, 288, 352, 354, 361, 399, 461, 465, 475, 481, 488
RÜGGEBERG, Dieter, 371
RYCHTARIKOVA, Jitka, Rehak, Jan, 422

S

SADOUL, Jacques, 44, 45, 46, 52, 55, 56, 77, 85, 106, 118, 119, 181, 182, 235
SAINT-CHAMAS, Benoît de, 61, 143, 480
SAINT-PIERRE, Michel de, 38
Sakharov, 28, 93, 96, 147, 176, 184, 189, 228, 231, 233, 236, 284, 292, 305, 332, 337, 340, 344, 348, 361, 362, 415, 429
SARMANT, Thierry, 29, 69, 187, 190, 220, 257
SCHERER, André, GRUNEWALD, Jacques, 65
SCHMIDT- WALTER, 195
SCHOPENHAUER, Arthur, 27, 502, 515
SDN, 296, 437, 438, 443
SEE, Rose, 419
Semenov, 36, 180, 223, 224, 233, 339, 344, 359, 360, 361, 453, 454, 455, 456, 459, 464, 484
Seton-Watson, 295, 296
SÉVILLA, Jean, 297
SINANOGLOU, Ioannis, 250, 253, 340
SMITH, Denis Mack, 368
Sokol, 299, 300, 312, 318, 319
Soljenitsyne, 28, 132, 135, 346, 430, 432, 503, 509, 521
Sonnino, 50, 276, 369, 384, 391, 395, 397, 416
SOUTOU, Georges-Henri, 429, 445, 486, 519, 520
SPANGHERO, Alberto Vittorio et COSMA, Roberto, 246, 270, 368
Stavka, 41, 42, 113, 229, 269, 324, 325, 330
Stefanik, 307, 308, 321
SUTTON, Antony C, 84, 109, 172, 183, 210, 211, 284, 333
Sykes-Picot, 444, 510

T

TAPIÉ Victor-Lucien, 293
TARTAKOWSKY, Danielle, 313
TERRANOVA, Giovanni, 403
THUNIG-NITTNER, 93, 293, 324
Tien Tsin, 167, 260, 261, 266, 277, 278, 384, 385, 390, 392, 396, 401
Tokyo, 116, 162, 186, 189, 287, 449, 450, 451, 460, 461, 467, 491
TORMAY, Cécile de, 139, 140, 141, 501
TOSTI, Amedeo, 44, 45, 59, 66
traité de Versailles, 26, 60, 68, 69, 78, 171, 247, 299, 323, 418, 444, 445, 479, 480, 519
Transsibérien, 6, 103, 153, 157, 164, 165, 166, 169, 180, 186, 191, 192, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 232, 236, 242, 259, 263, 287, 344, 348, 349, 355, 360, 380, 384, 397, 459, 461, 464, 477, 480, 492
Trotski, 5, 29, 30, 34, 38, 39, 42, 43, 48, 54, 61, 62, 63, 66, 68, 82, 84, 85, 88, 102, 104, 109, 111, 112, 113, 118, 122, 131, 132, 134, 137, 140, 147, 173, 178, 182, 183, 192, 205, 210, 237, 245, 248, 253, 277, 333, 335, 336, 338, 339, 345, 357, 361, 408, 409, 447, 455, 475, 493, 502, 503, 505, 511, 514, 518
Turin, 174, 266, 271, 275, 277, 371, 388, 389
Tyrol, 33, 80, 246, 266, 272, 280, 317, 364, 365, 369, 373, 387, 398, 404, 405, 406, 417, 440

V

Varneck, 449, 451
VAUCHER, Paul, 296
Victor Tapié, 292
Victor-Emmanuel III, 243, 267, 370, 372, 383, 418
VILLANI, Pasquale, 387, 390, 398, 502
Vladivostok, 32, 85, 89, 96, 103, 111, 118, 122, 125, 152, 153, 157, 160, 164, 165, 166, 174, 176, 184, 185, 186, 187, 192, 193, 194, 195, 210, 223, 224, 225, 227, 228, 230, 233, 234, 235, 244, 248, 254, 260, 261, 262, 265, 276, 277, 279, 281, 314, 330, 337, 338, 339, 344, 347, 349, 352, 377, 380, 384, 385, 389, 392, 396, 397, 401, 408, 450, 453, 458, 460, 461, 465, 476, 478, 484, 491, 506, 518

W

Wilson, 5, 25, 26, 30, 31, 33, 37, 43, 56, 63, 65, 67, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 96, 98, 109, 111, 119, 142, 155, 156, 158, 162, 164, 165, 167, 176, 182, 184, 200, 214, 215, 285, 287, 298, 299, 405, 411, 423, 425, 435, 436, 437, 438, 442, 445, 449, 450, 453, 459, 461, 480, 483, 487, 488, 513, 518, 519
WILSON, Henry, maréchal, 158, 200, 500
Wrangel, 54, 82, 145, 180, 192, 203, 213, 215, 216, 248, 258, 264, 359, 488, 490, 494

Z

Zaharoff, 70, 172, 183, 189, 211, 257, 279, 284
ZENI, Marco, 267, 368



© la Charte

▲ Document exposé au musée Historimage à la Grande-Garenne de Neuvy-sur-Barangeon.

Illustration extraite de LA CHARTE, N°2 Mars-Avril 2013, p. 12

UNIVERSITÉ DE POITIERS

THÈSE

pour l'obtention du grade de

DOCTEUR EN HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS

présentée et soutenue publiquement par

MARIE-NOËLLE SNIDER-GIOVANNONE

Le 15 décembre 2015

LES FORCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES EN EXTRÊME-ORIENT 1918-1920

Les soldats austro-hongrois

Volume 2

Sources et bibliographie

Annexes

LES DÉCLARATIONS DE GUERRE DE 1914 À 1918

DATE	PAYS	DECLARE LA GUERRE	A LA	le
1914	Autriche Hongrie		Serbie	28-juil
	Allemagne		Russie	1août
	Allemagne		France	3août
	Grande Bretagne		l'Allemagne	04-août
	Allemagne		Belgique	04-août
	Autriche -Hongrie		Russie	05-août
	Monténégro		l'Autriche-Hongrie	06-août
	Serbie		l'Allemagne	6août
	Autriche -Hongrie		Monténégro	09-août
Grande	-Bretagne		l'Autriche-Hongrie	12-août
	France		l'Autriche-Hongrie	12-août
	Japon		l'Allemagne	23août
	Japon		l'Autriche-Hongrie	25-août
	Autriche-Hongrie		Japon	27août
	Autriche-Hongrie		Belgique	28août
	Russie		Turquie	02-nov
	France		Turquie	02-nov
	Serbie		Turquie	02-nov
	Grande-Bretagne		Turquie	05-nov
1915	Italie		Autriche- Hongrie	23-mai
	San-Marino		Autriche- Hongrie	24-mai
	Italie		Turquie	21août
	Bulgarie		Serbie	14-oct
	Angleterre		Bulgarie	15-oct
	France		Bulgarie	16-oct
	Italie		Bulgarie	19-oct
	Russie		Bulgarie	19-oct
1916	Allemagne		Portugal	09-mars
	Roumanie		Autriche-Hongrie	27-août
	Allemagne		Roumanie	28-août
	Italie		Allemagne	28-août
	Turquie		Roumanie	28-août
	Bulgarie		Roumanie	01-sept
	Grece		Allemagne	28-nov
	Grece		Bulgarie	28-nov
1917			Révolution Russe	12-mars
	Etats-Unis		l'Allemagne	06-avr
	Cuba		l'Allemagne	07-avr
	Panama		l'Allemagne	10-avr
	Siam		l'Autriche-Hongrie	22-juil
	Siam		Allemagne	22-juil
	Liberia		l'Allemagne	4août
	Chine		l'Allemagne	14-août
	Grèce	entre en guerre aux cotés	Des Alliés	26-août
	Brésil		Allemagne	26-oct
	Etats-Unis		l'Autriche-Hongrie	07-déc
	Panama		l'Autriche-Hongrie	10-déc
	Cuba		l'Autriche-Hongrie	16-déc
1918	Guatémala		l'Allemagne	23-avr
	Nicaragua		l'Allemagne	07-mai
	Costa Rica		l'Allemagne	11-mai
	Haiti		l'Allemagne	15-juil
	Honduras		l'Allemagne	19-juil

1918	Wilson présente au congrés un plan de paix en 14 points	08-janv
	Paix de Brest-Litovsk	03-mars
	Démission de Trotski	08-mars
	Le gouvernement russe quitte Pétrograd pour Moscou	09-mars
	Puissances centrales paix avec Roumanie(traité de Bucarest)	07-mai
	La famille impériale russe est exécutée	17-juil
	Bulgarie demande l'armistice	29-sept
	Proclamation de la république tchèque Tchequoslovaquie	28-oct
	Armistice entre Italie et Autriche-Hongrie	03-nov
	Puissances centrales paix avec Alliés	10-nov
1919	**Fin du conflit**	**23 octobre**

Ce tableau est un travail personnel

Sources et Bibliographie

ARCHIVES

Le point de départ de la thèse est le retour d'un soldat austro-hongrois italophone rentré en février 1920 dans son Frioul oriental devenu italien ; il provenait de Chine. Pourquoi ? La méconnaissance, plutôt générale, du sujet a nécessité une immersion dans de nombreuses archives. L'acquis de ces recherches a servi à consolider ou à déconstruire le contenu de quelques textes.

Les cartes utilisées, de la période de la guerre, ont été trouvées sur Internet, dans les livres-sources et fournies par András Bereznay.

I. ARCHIVES EN ITALIE

1. Archivio di Stato di Udine

Les recherches ont commencé à *l'Archivio di Stato di Udine* pour tenter d'y trouver les papiers militaires de ce soldat, né à Cervignano en 1896. Ensuite, l'envoi par la Directrice de ces Archives de la copie d'un chapitre intitulé *L'Odissea dei militari giuliani inquadrati nell'esercito austro-ungarico 1914-1920* – la copie figure à la fin de cette bibliographie – du Volume V de l'anthologie de G.G. Corbanese[1], a conduit à l'intervention des Forces alliées et associées en Extrême-Orient.

2. Archivio dei Carabinieri a Roma

Seuls deux ou trois documents concernant le Maggiore Manera, qui avait amené les soldats austro-hongrois de Kirsanov à Vladivostok, ont été mis à disposition, ils contenaient peu d'informations.

[1] CORBANESE, G.G. *Il Friuli, Trieste, l'Istria nel conflitto 1915/1918,* Grande Atlante Storico Cronologico Comparato, Del Bianco Editore, 2003, p.p. 435-438

3. Archivio Centrale dello Stato a Roma

Le dossier Archivio Centrale dello Stato – Ufficio Nuove Province comporte deux fascicules : PCM B141 contient une farde 103 intitulée « *Prigionieri di guerra raccolti dalla Missione Militare Italiana in Russia (E.O.) – Elenchi dei rimpatriabili, non rimpatriabili e rimpatriati* » ; l'autre farde 102 porte le titre « *Rimpatrio dalla Russia di prigionieri di guerra a.u. appartenenti ai territori occupati dall'Italia* ».

4. Stato Maggiore dell'Esercito (SME) – Ufficio Storico

Deux recueils

- Corpo Sped. E.O. Siberia – Diario e Relazioni – DAL LUG 1918 AL APR 1920 – 1 – Ufficio Storico Armadio 11 Sezione II N 29 C
- Corpo Sped. E.O. Siberia – Ordini del giorno - DAL LUG 1918 AL APR 1920 – 1A - Ufficio Storico Armadio 11 Sezione II N 30 C

Série *Periodo 1914-1920* Missioni militari varie presso gli Alleati e Missioni militari italiane all'estero E11 : 11, 15, 98, 108, 111

5. Archivio di Stato di Trieste

Les seules archives payantes pour les photos prises. L'objectif était d'y trouver les preuves de ce que transportaient les nombreux navires qui rapportaient les Légionnaires tchéco-slovaques dans ce port d'où ils poursuivaient en train vers Prague. Silence total sur le sujet.

- Governo Marittimo (Seebehörde) in Trieste (1850-1923)
- Commissariato Generale Civile per la Venezia-Giulia (1919-1922) Gabinetto – 72, 79

II. ARCHIVES EN FRANCE

1. Archives départementales de La Roche-sur-Yon

Elles contiennent des documents sur les prisonniers civils austro-hongrois et sur les Austro-Allemands dont font partie les Alsaciens-Lorrains.

La cote 4M276 révèlent des informations sur les propositions faites aux prisonniers austro-hongrois, aux Turcs et aux Alsaciens-Lorrains, pour quitter l'emprisonnement en s'engageant dans la Légion étrangère.

2. Archives départementales du Var à Draguignan

Elles font surtout référence aux Serbes, mais peu aux Austro-Hongrois.

3. Archives de l'Institut Pasteur

Elles ont été consultées pour y trouver des renseignements sur le Dr. Genevray qui accompagnait en Sibérie le Bataillon Colonial Sibérien (B.C.S.) parti de Hanoï pour intervenir au nom de la France dans la lutte contre les bolcheviks. Elles ne contiennent que les dessins et caricatures croquées par le médecin, mais rien sur l'action du B.C.S. Son épouse a détruit les témoignages laissés.

4. Musée de la Tchécoslovaquie à Darney (88)

Cette bourgade est jumelée avec Austerlitz. Au camp Kleber se réunissaient les soldats tchèques ; le 30 juin 1918 ils y reçurent leur drapeau, des mains du Président Poincaré venu spécialement de Paris.

5. Archives de la Défense à Vincennes

Les documents y révèlent la vie des troupes dans les tranchées et les relations politiques entre les membres de l'Entente. Rien sur l'intervention en Russie.

6. Archives du ministère des Finances

Le dossier B69 165/2 Tchécoslovaquie – Relations avec la France – Dettes de guerre (1918-1929) contient des renseignements sur les dettes de la Tchéco-Slovaquie envers la France pour les armes fournies, et sur le Service comptable de la Mission militaire française à Vladivostok.

7. Archives diplomatiques

Ces archives ont révélé, avec celles de Prague, les informations les plus importantes concernant l'intervention en Russie.

a) La Courneuve

Dossiers très importants :

. Archives du Ministère des Affaires étrangères, Etat numérique du fonds de la Correspondance politique et commerciale 1914-1920 Tome I et

. Archives du Ministère des Affaires étrangères, Etat numérique du fonds de la Correspondance politique et commerciale 1897-1918

. Archives du Ministère des Affaires étrangères – 1918-1929 – Russie d'Asie 19, 23

. Ministère des Affaires étrangères – Commission de Publication des Documents diplomatiques français - Documents diplomatiques français, 1920, Tome I, 10 janvier-18 mai

b) Nantes

Ces archives foisonnent de renseignements. Nombreux sont les dossiers spéciaux contenus dans

Vice-Consulat de France à Vladivostok 1894-1924 – 736 PO/1

DS 5 Mouvement bolchevique
DS 22 Conférence de Stockholm
DS25 Pologne

DS 33 Mouvement juif
DS 113 Propagande anti-alliée et Réclamations diverses
DS 116 Organisation d'une armée rouge révolutionnaire en Russie
DS 117 Renseignements économiques et industriels
DS 118 Ambassades ennemies en Russie
DS 119 Mouvement monarchiste
DS 122 Tchéco-Slovaques
DS 123 Légion Slavo-Britannique
DS 124 Conférence de l'Ile des Princes
DS 125 Espionnage allemand en Hollande
201 à 300 Dossiers classés
285 Rozit (concerne les provinces baltiques)
DS N° 2 Ukraine
DS N° 4 Finlande
DS N° 14 Propagande allemande
DS N° 15 Mouvement séparatiste
DS N° 16 Agents
DS N° 17 Lithuanie Esthonie Courlande
DS N° 19 Roumanie
DS N° 25 Sibérie
DS N° 26 Contre-espionnage russe
DS N° 27 S.R.
DS N° 38 Dossier spécial Prisonniers de Guerre
DS N° 41 Dossier spécial Turquie
DS N° 43 Conférence démocratique

III. ARCHIVES À PRAGUE

1. Archives du minstère des Affaires étrangères

Dossiers :

II/5 ;
II/4 MIROVÁ KPNFERENCE V PAŘÍŽI A REPARACE 1918-1938
II/7 SIBIŘSKE ARCHIV
12 13 PAŘÍŽISKÝ ARCHIV Smlouvy 1229-1271
13 PAŘÍŽISKÝ ARCHIV – Legace Paříž 1272-1352
19 PAŘÍŽISKÝ ARCHIV – Legace Omsk 2104-2198
80 PAŘÍŽISKÝ ARCHIV – Banky, Cestovni rozkazy obchodní žádosti 8454-8633
MIROVÁ KPNFERENCE V PAŘÍŽI 11543-11657
SA GIRSA 34, 38

2. Archives de la Banque nationale tchèque

Banka československých legií 1919-1938 – Disertační prace 1. díl.

Ces archives contiennent également un article de la presse allemande concernant l'or de Koltchak et de nombreux autres articles de presse

3. Archives militaires des Invalides : VÚA – VHA Praha (Vojenský ústřední archiv – Vojenský Historický Archiv Praha)

FVM na Sibiři Spisy manipulované doš lé a odeslané 1

Vojenský historiký archiv FVM na Sibiři 1918-1919 čj 201-318 Inv. jedn 4,

čj 2-100 Inv. jedn 5,

FVM na Sibiři - Odjezdy ešelonu – Zprávy Unv. Jedn 20-37 - 3

FVM na Sibiři - Zajénavé dokumenty, Finanění zálesitesti, Intendaněné zakžitosti, Personalie ; Inj. Jedn. 38-46 – 4

FVM na Sibiři – Korespondence – 5

La grande majorité des documents contenus dans ces dossiers sont en français

Le dossier RL EVAR VŘAD Instrukce Predledy Transporie – 9, concerne presque exclusivement le transport des Légionnaires de Vladivostok vers Trieste, Marseille, Brest, Cuxhaven ou San Francisco.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS À CARACTÈRE DE SOURCE

1. Journaux et Revues

BARBIER, Christophe et CHAMAS, Benoît de, « *La France et l'or des Soviets* », L'Express, 13.08.1998, p.p. 51-54.

BRADLEY, J.F.N., professeur à l'Université de Manchester, « L'intervention française en Sibérie*",* in *REVUE HISTORIQUE*, publication trimestrielle des Presses universitaires de France, 89e année – Octobre-Décembre 1965

CRISPI, Francesco, « Di paese in paese », *LE VIE DEL MONDO*, Rivista mensile della consociazione turistica italiana, Anno VI Numero 6, giugno 1938

DELAISI, Francis, « Le commerce privé des armes, Diplomatie à côté – Commerce avec l'ennemi »*, LE CRAPOUILLOT*, Numéro spécial LES MYSTÈRES DE LA GUERRE, Juin 1931

FILATIEFF, général, « L'amiral Koltchak et les événements militaires de Sibérie (1918-1919) », *REVUE d'HISTOIRE de la GUERRE MONDIALE*, Rédacteur en chef : Pierre Renouvin, Paris, Alfred Costes Editeur, 10e Année, N° 2, Avril 1932 et N° 3, Août 1932

Illustrierte Geschichte des Weltkrieges 1914/19, Allgemeine Kriegszeitung, 233. Heft, Alle 8 bis 14 Tage erscheint ein Heft, Union Deutsche Verlagsgesellschaft in Stuttgart, Berlin, Leipzig, Wien

HILDERMEIER, Manfred, « La structure sociale du parti socialiste-révolutionnaire avant la Première Guerre mondiale », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Année 1978, Nr 19-3

LAMBEL, Robert, L'Imbroglio des nationalités, in *L'Illustration*, 12 novembre 1938

LE CRAPOUILLOT, Numéro spécial, Août 1930, La guerre inconnue

LE CRAPOUILLOT, Numéro spécial, Août 1931, Les mystères de la guerre

LE CRAPOUILLOT, Numéro spécial, Août 1932, Les maîtres du monde

LEGUY, M., adjoint du colonel Loubignac, « La mission Loubignac (12 novembre 1918-25 août 1920) », *LA CHARTE*, Juillet-Août 2008, N° 4, Organe de la Fédération nationale André Maginot

LES HOMMES DU JOUR*, N° 1, Paris 1908, Georges Clemenceau, Texte de Flax***,** Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

L'ILLUSTRATION, Journal Universel hebdomadaire, N° 4010, 78e Année, 10 Janvier 1920

L'ILLUSTRATION, Le XXe anniversaire de l'armistice, 12 novembre 1938

LE PAYS DE FRANCE, 5e Année, N° 205, 19 septembre 1918, N° 212, 7 novembre 1918 et N° 216, 5 décembre 1918

LUNET, Patrick, Chef d'escadron, « L'intervention française en Russie méridionale en 1918-1919 », *REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES (R.H.A.)*, 1/1992, n° 186

New York Times des 16 mars 1917, 5 mars 1918, 22 Avril 1918 et http://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf?_r=1&res=9B02E7DF1F3FE433A25753C1A9629C946996D6CF (presse NYTimes)

RECHETNIKOV, Léonid, Intervention du 15 décembre 2010 de Léonid Rechetnikov, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques, à l'IDC de Paris, *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, in http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison-

2. Mémoires et thèses

BOYER, Michel, *Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère*, D.E.A. "Histoire militaire Défense Sécurité", Mémoire préparé sous la direction du Pr André MARTEL, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence, Année universitaire 1996-1997.

FIERRO, Frank Edward, *Florida State University*, Department of History, Abstract of *In the Name of the Russian People but not for Them: President Wilson, the Allies, and Limited Intervention in Russia, 1918 to 1920*, 2004 in : http://www.scribd.com/doc/69429173/FIERRO-In-the-Name-of-the-Russian-People-but-not-For-Them-President-Wilson-the-Allies-and-Limited-Intervention-in-Russia-1918-to-1920

GENTILINI, Alessandro, *Scrivere in guerra. Epistolari trentini (Galizia, Russia 1914-1918*, Corso di Laurea in Scienze Storiche, Relatore : Prof. Gustavo Corni ; Correlatore : Prof. Vincenzo Calì ; Correlatore esterno : Dott. Quinto Antonelli, Trento, Università degli Studi di Trento, Facoltà di Lettere e Filosofia, 2009. In : https://alebergiaromal.files.wordpress.com/2011/05/tesi-da-stampare.pdf

KOPISTO, Lauri, *The British Intervention in South Russia 1918-1920*, Academic Dissertation To be publicy dicussed, by due permission of the Faculty of Arts at the University of Helsinki, in Auditorium XII, on 29th of April 2011, in https://helda.helsinki.fi/bitstream/handle/10138/26041/thebriti.pdf?sequence=1

KŠIŇAN, Michal, *Milan Ratislav Štefánik, essai biographique*, thèse de doctorat, histoire, Bohumila FERENČUHOVÁ et Antoine MARÈS, Bratislava, Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie, 2011, 477 pages. La thèse se trouve aussi à l'Institut P. Renouvin de la Sorbonne

LEJAILLE, Arnaud, thèse de doctorat de pharmacie : http://www.guerredesgaz.fr/these/Introduction/introduction.htm

REALI, Roberto, *L'Italia e i Paesi Baltici (1919-1924) - I documenti dell'Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito*, Thèse de Doctorat d'histoire dirigée par le Prof. Antonello Biagini, Roma, : « L'objectif des généraux allemands et de leurs troupes qui ciblent l'occupation de ces régions tout de suite après la signature de la paix de Brest-Litovsk en 1918, est de civiliser des populations considérées comme se ressemblant et qui attendaient anxieusement la *Kultur* allemande».
In http://padis.uniroma1.it/bitstream/10805/1105/1/Reali_Italia_Paesi_Baltici.pdf

ROLLAND, Lydia, *La Légion tchécoslovaque en Sibérie d'après le témoignage du lieutenant-colonel Pichon*, Mémoire de DESS, 1976, déposé à la Sorbonne, Institut Pierre Renouvin.

SAINT-CHAMAS, Benoît de, *Emprunts russes*, texte que l'auteur a écrit au début des années '90 et m'a transmis en fichier joint, en m'autorisant à l'utiliser.

3. Ouvrages

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, BECKER, Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et PROCHASSON, Christophe, *Sortir de la Grande Guerre Le monde et l'après-1918*, Paris, Éditions Tallandier, 2008

BECKER, Jean-Jacques et BERSTEIN, Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929*, Éditions du Seuil, 1990

BECKER, Jean-Jacques, *1917 en Europe – L'année impossible*, Éditions Complexe, 1997

BECKER, Jean-Jacques, KRUMEICH, Gerd, *La Grande Guerre, Une histoire franco-allemande*, Paris, Éditions Tallandier, 2008

BONIFACE, Xavier, *L'aumônerie militaire française 1914-1962*, Paris, Éd. du Cerf, coll. Histoire religieuse de la France, 2001, in http://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_2002_num_21_4_2279_t1_0607_0000_2

BRÄNDSTRÖM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, Leipzig, Verlegt bei Koehler & Amelang, 1927

CARTE RUSSE DES GOUBERNIAS in Карта России по губерниям и областям (до 1898).jpg

CLEMENCEAU, Georges, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Librairie Plon, 1930

CORBANESE, G.G. *Il Friuli, Trieste, l'Istria nel conflitto 1915/1918,* Grande Atlante Storico Cronologico Comparato, Del Bianco Editore, 2003

DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919*, Préface du maréchal Franchet d'Espèrey, Paris, Payot, 1932

DUBAR, Claude in VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie, Paris, Ed. du Seuil,* Paris, 1971, in http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1973_num_14_4_1066

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clémenceau*, Paris, Fayard, 1988

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français 1914-1918*, Perrin, 2002

EMPRUNTS RUSSES, FINANCE in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1972_num_23_5_408054

FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos historiques, 1995

FEJTÖ, François, *Requiem pour un empire défunt – Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Lieu Commun, 1988

GIRARDET, Raoul, « Autour de l'idéologie nationaliste : perspectives de recherches », in: *Revue française de science politique*, 15e année, n°3, 1965, in http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1965_num_15_3_392858

GRÉVY, Jérôme, sous la direction de, *Sortir de crise – Les mécanismes de résolution de crises politiques (XVIe-XXe siècle)*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

GUÉNO, Jean-Pierre, http://radionotredame.net/player/http://radionotredame.net/wp-content/uploads/podcasts/le-grand-temoin/le-grand-temoin-10-11-2014.mp3

LEIBOVITZ, Clément, *L'entente Chamberlain-Hitler*, traduit de l'anglais par Jean-Paul Lesueur, Paris, L'Harmattan, 2011

LEGAL, Pierre-Yannick, *Devoir de mémoire, devoir d'historien. Le sort des étrangers évacués et internés en Vendée au début de la Première Guerre mondiale*, in LE GALL, Yvon, GAURIER, Dominique et LEGAL, Pierre-Yannick, *Du droit du travail aux droits de l'humanité, Etudes offertes à Philippe-Jean Hesse*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003

LE LIVRE JAUNE FRANÇAIS, *Les pourparlers diplomatiques (17 mars 1913 – 4 septembre 1914)*, Pages d'Histoire 1914-1915, Paris-Nancy, Librairie Militaire Berger-Levrault, 1915

LICHNOWSKY, Fürst (Prince), ancien ambassadeur d'Allemagne en Angleterre, *Meine Londoner Mission 1912-1914*, Zürich, Druck und Verlag : Art. Institut Orell Füssli, 1918

LLOYD GEORGE, David, *Mémoires de guerre*, Paris, A. Fayard & Cie Éditeurs, 1935

MARGUERITTE, Victor, *Les criminels,* Paris, Ernest Flammarion Éditeur, 1925

MARTET, Jean, *Le silence de M. Clemenceau*, Paris, Albin Michel Éditeur, 1929

E. MOULIS et E. BERGONIER ont réuni des documents sous le titre : *La guerre entre les Alliés et la Russie (1918-1920)*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937

MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve Fédérale*, Chapitre VIII La Première Guerre mondiale, Paris, Éditions Scribedit, 2010

POZZI, Henri, *La Guerre revient*, Paris, Editions Paul Berger, 1933

PRÉVOST, Philippe, *La France et la tragédie palestinienne – Retour sur les accords Sykes-Picot*, Éditions Erick Bonnier, 2012

RENOUVIN, Pierre, *L'Armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968

RENOUVIN, Pierre, *Le traité de Versailles,* Paris, Flammarion, 1969

SAINT-PIERRE, Michel de, *Le drame des Romanov,* Paris, France Loisirs avec l'autorisation des Éditions Robert Laffont, 1969

SAKHAROV, Konstantin W., général, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Berlin, Hendriock Verlag, 1930

SCHERER, André, GRUNEWALD, Jacques (ed.), *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la Première guerre mondiale. III, De la révolution soviétique à la paix de Brest-Litovsk (9 novembre 1917 - 3 mars 1918) : documents extraits des archives de l'Office allemand des Affaires étrangères*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976

SCHERER, André, GRUNEWALD, Jacques (ed.), *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la Première guerre mondiale. IV, De la paix Brest-Litovsk à la demande d'armistice : documents extraits des archives de l'Office allemand des Affaires étrangères*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1978

SINANOGLOU, Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », in: *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol. 14 N°1-2. Janvier-juin 1973. pp. 86-204, in

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr_0008-0160_1973_num_14_1_1173

SOLJENITSYNE, Alexandre, *Lénine à Zürich*, Paris, Éditions du Seuil, 1975

SOLJENITSYNE, Alexandre, *L'erreur de l'Occident*, Paris, Grasset, 1980

SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1917-1972 – II Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003

SOUTOU, Georges-Henri, sous la direction de, CASTELBAJAC, Ghislain de, GASQUET, Sébastien de, *Recherches sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995

SUTTON, Antony C., *Wall Street et la révolution bolchevique*, Aube, Éditions Scribedit, 2012

TORMAY, Cécile de, *Le livre proscrit – Scènes de la révolution communiste en Hongrie*, Traduit et adapté par Marcelle Tinayre et Paul-Eugène Régnier, Paris, Librairie Plon, 1925

TRAITÉ DE VERSAILLES 1919 – PAGES D'HISTOIRE 1914-1919, Nancy-Paris-Starsbourg, Librairie Militaire Berger-Levrault, 1919

VAN HELSING, Jan, *Les sociétés secrètes et leur pouvoir au 20ème siècle*, Gran Canaria – Spain, Ewertverlag, 1995

VISCIOLA, Simone, *Interpréter le Risorgimento pour sortir de crise – La culture historique en Italie, de la fin du XIXe siècle au fascisme*, in GRÉVY, Jérôme, sous la direction de, *Sortir de crise – Les mécanismes de résolution de crises politiques (XVIe-XXe siècle)*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

II. DOCUMENTS GÉNÉRAUX

1. Ouvrages se référant à l'Intervention de manière directe ou indirecte

ADAM, Rémi, *Histoire des soldats russes en France 1915-1920*, Paris, l'Harmattan, 1996

AGHION, Max, *À travers l'Europe sanglante*, Paris, Flammarion, 1916

ANET, Claude, *La révolution russe*, Tomes I, II, III, IV, Paris, Payot, 1918 et 1919

ARENDT, Hannah, *Écrits juifs,* Paris, Fayard, 2011

ARMISTICE : http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/forum-pages-histoire/expedition-archangel-russie-sujet_2340_2.htm , consulté le 15.09.2011. Il s'agit d'un forum d'échanges et de discussions : Forum 14-18 et http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/forum-pages-histoire/expedition-archangel-russie-sujet_2340_2.htm 7.10.2008 Alors que le 11 novembre 1918, à l'ouest, l'Europe signait l'armistice dans le silence de la forêt de Compiègne, à l'est, en Russie, à Toulgas…

BAINVILLE, Jacques, *La Russie et la barrière de l'Est*, Paris, Librairie Plon, 1937

BAINVILLE, Jacques, *La troisième République*, 1870-1935, Paris, Les Grandes Études historiques Librairie Arthème Fayard, 1935

BEAUPLAN, Robert de, « Vingt ans après », *L'ILLUSTRATION*, *Le XXe anniversaire de l'armistice*, 96e Année, N° 4993, 12 novembre 1938

BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande – Tomes I à V*, Paris, Éditions Albin Michel, 1965

BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Lawrence d'Arabie*, Paris, Perrin, 2007

BERNAYS, Edward, *Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris, Éditions de la Découverte, 2007

BEUMELBURG, Werner, *La guerre de 14-18 racontée par un Allemand*, Paris, Éditions Bartillat, 1998

BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2012

Boesenberg, L., Braun, M., Duménil, A., Galloux, B., Geiss, P., Große, G., Henri, D., Le Quintrec, G., Maase, K., Toucheboeuf, B., Wicke, M. , Manuel d'histoire franco-allemand, Tome 2, *L'Europe et le monde du Congrès de Vienne à 1945*, Version française, Paris, Nathan/Klett, Édition 2008

BORDES, Nicolas-Pierre, *L'or de Kazan*, Nîmes, C. Lacour Éditeur, MMV

BRAMLEY, William, *Die Götter von Eden*, 1989 by Dahlin Family Press, San Jose, California, Peiting, In der Tat Verlag, 1994

BROQUET, Hervé, LANNEAU, Catherine et PETERMANN, Simon, *Les cent discours qui ont marqué le XXe siècle*, André Versaille éditeur, 2008

BRONNER, Gérald, *La démocratie des crédules*, Paris, PUF, 2013

BÜLOW et GUILLAUME II, Correspondance secrète de Bülow et de Guillaume II, Paris, Grasset, 1931

CHAUNU, Pierre, *L'historien en cet instant*, Paris, Hachette, 1985

CHEMINADE, Jacques, *Fachoda, quand les nuées portent l'orage*, écrit en 1991

CHICKERING, Roger, *Das Deutsche Reich und der Erste Weltkrieg*, München, Verlag C.H. Beck, 2002

CHOPIN, Jules, *Le complot de Sarajevo, Etude sur les origines de la guerre,* Paris, Editions Bossard, 1918

CLARK, Christopher, *Les somnambules*, Flammarion, 2013 Flammarion, 2013

CLAUSEWITZ, Carl von, *De la guerre*, Paris, Éditions Perrin, 2006

CLAY, Catrine, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Marie Boudewyn, Paris, J-C. Lattès, 2007

CLEMENCEAU, Georges, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Librairie Plon, 1930

COLLECTIF, *Recherches en hommage à Jacques Thobie – Méditerranée - Moyen-Orient : deux siècles de relations internationales*, Paris, l'Harmattan, 2003

COMBE, Sonia, *Archives interdites. Les peurs françaises face à l'histoire contemporaine,* Paris, Albin Michel, 1994, p. 249 et suivantes in ROLLAND, Denis, *La grève des tranchées*

CRU, Jean-Norton, *Témoins*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993

DAILLIER, FORTEAU, PELLET, *Droit international public,* 8e édition, Paris, LGDJ – Lextenso éditions, 2009

DARD, Olivier, *La Synarchie – le mythe du complot permanent*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1998

DAUDET, Léon, *L'hécatombe - Récits et souvenirs politiques 1914-1918*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, MCMXXIII

DEHN, Paul, Dr. DRECHSLER, Matthias ERZBERGER, Prof. Dr. FRANCKE, Dr. Ernst JÄCKH, D. NAUMANN, Graf von OPPERSDORF, Graf zu REVENTLOW, Dr. Paul ROHRBACH, Dr. SCHACHT, *Die Wahrheit über den Krieg*, Berlin, Verlag E.S. Mittler u. Sohn, 1914

DELOUX, Jean-Pierre, in BALZAC, Honoré de, *Sur Catherine de Médicis*, Paris, Éditions du Carrousel, 1999

DENIS, Ernest, *La guerre – Causes immédiates et lointaines, l'intoxication d'un peuple, le traité*, Paris, Librairie Delagrave, 1915

DOEGEN, Wilhelm, *Kriegsgefangene Völker*, Berlin, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1921

DRAEGER, Hans, *Anklage und Widerlegung – Taschenbuch zur Kriegsschuldfrage*, Berlin, Verlag : Arbeitsausschuß Deutscher Verbände, 1928

ELDERS, Leo J., *L'éthique de Saint Thomas d'Aquin*, Paris, Les Presses universitaires de l'IPIC, L'Harmattan, 2005

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, Corpus 22, Paris, Encyclopædia Universalis Éditeur, 1989

FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos historiques, 1995

FEDOROVSKI, Vladimir, *Le roman de l'Orient-Express*, Éditions du Rocher, 2006

FEDOROVSKI, Vladimir, *Le roman de Raspoutine*, Éditions du Rocher, 2011

FLOURENS, Émile, CHEMINADE, Jacques, WEBSTER GRIFFIN TARPLEY, WAGNER, Reinhold, *La France conquise*, Collection Livrier, 2009

FOERSTER, Dr. Fr. B., *Weltpolitik und Weltgewissen*, München, Verlag für Kulturpolitik, 1919

FORIEN de ROCHESNARD, Jean-Georges, « Les monnaies des prisonniers de guerre en France pendant la guerre 1914-1918 », Éditeur J. de Mey, 1987, extrait communiqué via courriel par Cécile PERDIGON (cperdigon@aol.com)

FOUCHARD, Gérard, Association des Amis des Câbles sous-marins, « Les câbles sous-marins 1890-1910 », *Les Cahiers de la FNARH*, n° 115, 2010

FRACHON, Matthieu, *Le rire des tranchées*, Paris, Balland, 2013

GATINES, Christian de, http://cdg.pagesperso-orange.fr/CDG15092014.html , consulté le 30.XI.2014 : « Les historiens oublient bien souvent de citer "Par suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution des réserves qui en est résultée sur le front occidental..."

GAUCHET, Marcel, *L'avènement de la démocratie III – À l'épreuve des totalitarismes 1914-1974*, Paris, Gallimard, 2010

GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, *Histoire des relations internationales contemporaines, Tome II*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004

HELFFERICH, Karl, *Die Entstehung des Weltkrieges im Lichte der Veröffentlichungen der Dreiverbandmächte*, Berlin NW.7, Verlag von Georg Stilke, 1915

HOARE, Samuel, *The Fourth Seal*, London, William Heinemann, 1930

HUET, Véronique, *Le principe de l'autodétermination des peuples*, Paris, L'Harmattan, 2013

HURLEY, Edward N., Wartime Chairman of the United States Shipping Board, *The Bridge to France*, Philadelphia & London, J.B. Lippincott Company, 1927

KUNCZ, Aladar, *Le monastère noir,* Beauvoir-sur-Mer, Éditions de l'Étrave, 1999

LAUNAY, Jacques de, *Histoire de la diplomatie secrète de 1914 à 1945*, Marabout Université, 1966

LE NAOUR, Jean-Yves, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2008

LEONHARD, Jörn, *Die Büchse der Pandora – Geschichte des Ersten Weltkrieges*, München, Verlag C.H. Beck, 2014

LÉVY, Arthur, *1914 Août-Septembre-octobre à Paris*, Paris, Librairie Plon, 1917

LIPPMANN, Walter, *La cité libre*, Préface d'André Maurois, Paris, Librairie de Médicis, 1938

MALMASSARI, Paul, *Les trains blindés 1826-1989*, Bayeux, Éditions Heimdal, 1989

MERMEIX, *Le combat des trois – Notes et documents sur la Conférence de la Paix*, Paris, Société d'éditions littéraires & artistiques Librairie Ollendorff, 1922

MESSADIÉ, Gérald, *4000 ans de mystifications historiques*, Paris, l'Archipel, 2011

MOMMSEN, Wolfgang J., *Der Erste Weltkrieg (Anfang vomEnde des bürgerlichen Zeitalters)*, Frankfurt am Main, Bundeszentrale für politische Bildung, 2004

MONTIGNY, Jean, *Le complot contre la paix 1935-1939*, Paris, Éditions de la Table Ronde, 1966

NGYUEN QUOC DINH, DAILLIER, Patrick, FORTEAU, Mathias, PELLET, Alain, *Droit international public*, 8e édition, Paris, LGDJ-Lextenso éditions, 2008

NOUAILHAT, Yves-Henri, *France et Etats-Unis août 1914-avril 1917*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979

OFFENSTADT, Nicolas, in ROLLAND, Denis, *La grève des tranchées – Les mutineries de 1917,* Paris, Éditions Imago, 2005

ONG, Walter J., *Oralià e scriturra-La tecnologia della parola*, Bologna, il Mulino, 1986

ORCIVAL, François, d', Roosevelt et Ibn Saoud, « Le pacte fondateur », *Valeurs actuelles*, 19 février 2015, pp. 54-56

PANORAMA DE LA GUERRE, préface du colonel Rousset, Tome cinquième, Paris, Encyclopédie générale d'histoire et de chronologie depuis les origines à la fin des hostilités, Librairie illustrée Jules Tallandier

PATHE, Anne-Marie, THEOFILAKIS, Fabien (collectif sous la direction de F. Theofilakis), *La captivité de guerre au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2012

PEDRONCINI, Guy, *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1969

POINCARÉ, Raymond, *L'année trouble 1917*, IX, Paris, Librairie Plon, 1932

POINCARÉ, Raymond, *Au service de la France, neuf années de souvenirs. X. Victoire et armistice 1918*, Paris, Plon, 1933

PONCINS, Léon de, *Les forces secrètes de la Révolution,* Paris, Editions Bossard, 1929

PONCINS, Léon de, *Top Secret – Secrets d'État anglo-américains*, Vouillé, Diffusion de la Pensée française, 1972

RAJFUS, Maurice, *La censure militaire et policière 1914-1918*, Éditions Le Cherche Midi, 1999

RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico*, Roma, Stato Maggiore dell'Esercito – Ufficio Storico, 2008

REMARQUE, Erich Maria, *À l'Ouest rien de nouveau*, Paris, Stock-Le livre de poche, 1966

RENOUVIN, Pierre, *L'Armistice de Rethondes*, Paris, Éditions Gallimard, 1968

RICŒUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000

RICOEUR, Paul, *Histoire et Vérité*, Éditions du Seuil, 1967

RITTER, Hans, *La guerre aérienne*, traduction de Horst Gorlich, Centre d'études stratégiques aérospatiales – La Documentation française, 2013

ROCHE, Émile, *Avec Joseph Caillaux – Mémoire, souvenirs et documents*, Préface de J-B. Duroselle, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980

ROLLAND, Denis, *La grève des tranchées – Les mutineries de 1917*, Paris, Éditions Imago, 2005

SCHOPENHAUER, Arthur, *L'art d'avoir toujours raison*, Librio Philosophie, 2014

SCIOLOCHOV, Michail, *Il placido Don (I Rossi e i Bianchi)*, (Prix Nobel 1965), Milano, Garzanti, 1966

SÉVILLIA, Jean, *Historiquement correct,* Paris, Éditions Perrin, collection Tempus, 2013

SOLJENITSYNE, Alexandre, *Deux siècles ensemble 1795-1995* - Tome I *Juifs et Russes avant la révolution*, et Tome II *Juifs et Russes pendant la période soviétique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2002 et 2003

STRACHAN, Hew, *La Première Guerre mondiale*, Traduit de l'anglais par Hubert Tézenas, Paris, Presses de la Cité, 2005

SUN TZU, *L'art de la guerre*, Paris, Librairie A. Fayard Mille et une nuits, 2000

TARTAKOWSKY, Danielle, *Nous irons chanter sur vos tombes – Le Père Lachaise, XIXe-XXe siècles*, Paris, Aubier, 1999

TER MINASSIAN, Anahide, *Antoine Poidebard et l'Arménie*, in VARIA TURCICA XXXVII, sous la direction de WALID ARBID, SALGUR KANÇAL, JEAN-DAVID MIZRAHI, SAMIR SAUL, *Méditerranée, Moyen-Orient : deux siècles de relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2003

TERZANI, Tiziano, *Lettres contre la guerre*, Éditions Liana Levi, 2002

TOSTI, Amedeo, *Bandiere bianche (armistizi e capitolazioni nella guerre 1914-1918)*, Milano, Edizioni A. Mondadori, 1938

TROTSKI, Leo, *Die wirkliche Lage in Russland*, Hellerau bei Dresden, Avalun-Verlag, 1928-1930

TWAIN, Mark, *La liberté de parole*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2010

VERNEY, Jean-Pierre et TARDI, Jacques, *Putain de guerre ! 1917 - 1918 - 1919*, Paris, Casterman, 2009

VIERECK, George Sylvester, *The Strangest Friendship in History, Woodrow Wilson and Col. House*, p. 106 in MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve Fédérale*, Paris, Éditions Scribedit, 2010

VRIES, Axel de, *Die Sowjetunion nach dem Tode Lenins*, Reval, Estländische Verlagsgesellschaft Wold. Kentmann & Ko., 1924

WANDT, Heinrich, *Etappe Gent*, Wien-Berlin, Agis-Verlag, 1926

WEBSTER, Nesta, *La Révolution Mondiale – Le complot contre la Civilisation*, paru en 1921, Traduction française de la 7ème édition revue et augmentée (1994), Cadillac, Editions Saint-Rémi, 2006

WEBSTER GRIFFIN TARPLEY, *King Edward VII of Great Britain : Evil Demiurge of the Triple Entente and World War I*, Published March 1995, in FLOURENS, CHEMINADE, WEBSTER GRIFFIN TARPLEY, R. WAGNER, *La France conquise*, collection Livrier, 2009

WILLETT, Robert L., Russian Sideshow – America's undeclared war 1918-1920, Washington, D.C., Brassey's, Inc., 2003 (Library of Congress Cataloging-in-Publication Data, Willett, Robert L., 1926

WILSON, Henry, maréchal, Sir, *Journal du Maréchal Sir Henry Wilson*, Préface du maréchal Foch, Paris, Payot, 1929

SLEZKINE, Yuri, *Le Siècle juif*, Paris, pour la traduction française : Editions de la Découverte, 2009

ZENI, Marco, *La moglie di Mussolini*, Trento, Edizioni EFFE e ERRE, 2005

2. Ouvrages spécialisés

a) Russie, les Armées blanches et l'Armée rouge

BERSTEIN, Serge, agrégé de l'Université, « La Révolution russe de 1917 », in *LES CAHIERS de l'HISTOIRE*, N° 69, Paris, Société d'Edition, de Diffusion, d'Information et de Propagande, septembre 1967

BORDE, Fernand, (Marsouin au 9e R.I.Ma. en 1961) Causerie tenue à la Maison du Combattant, à Nice, le 2 avril 2003, sur la base de la thèse du colonel BOULIÉ (Lieutenant au 16e R.I.C. en 1918)

BORDES, Nicolas-Pierre, *L'or de Kazan*, Nîmes, C. Lacour Éditeur, MMV

CANADIENS : http://www.journal.forces.gc.ca/vo8/no3/moffat-fra.asp
(l'enrôlement des Canadiens volontaires)

CHOPIN, Jules (Chopin est une anagramme de Pichon, le lieutenant-colonel dont Lydia Rolland s'est inspirée des mémoires pour rédiger sa thèse), *Le complot de Sarajevo (28 Juin 1914, Étude sur les origines de la guerre)*, Paris, Éditions Bossard, 1918

CLERC, Louis, in http://rha.revues.org/6403

DAMANY, André, *La Russie de mars 1917 à mars 1918*, Paris, Société des Écrivains, 2014

DEYGAS, F.-J., capitaine, *L'armée d'Orient dans la Guerre mondiale 1915-1919*, Préface du maréchal Franchet d'Espèrey, Paris, Payot, 1932

Die deutsch-bolschwistische Verschwörung, in http://digital.staatsbibliothek-berlin.de/werkansicht/?PPN=PPN716421461&PHYSID=PHYS_0019 (site de la Staatsbibliothek zu Berlin, la Bibliothèque nationale de Berlin)

DWINGER, Edwin Erich, *Die Armee hinter Stacheldraht*, Jena, Eugen Diederichs Verlag, 1929

EHRENBERG, Richard, *Die Fugger Rothschild-Krupp*, Jena, Verlag von Gustav Fischer, 1925

FLEMING, Peter, *Le destin de l'amiral Koltchak*, 1963, Paris, Librairie Plon, 1967

GILLIARD, Pierre, *Treize années à la cour de Russie (par le dernier précepteur des Romanov)*, Paris, Payot et Rivages, 2011

GINSBURG, Carlo, *Rapports de force – Histoire, rhétorique, preuve*, Paris, Seuil/Gallimard, 2003

GINSBURG, Carlo, *Mythes, emblèmes, traces – Morphologie et histoire*, Paris, Verdier, 1989

GIRARDET, Raoul, « Autour de l'idéologie nationaliste : perspectives de recherches », in: *Revue française de science politique*, 15e année, n°3, 1965.

GIRAULT, René et FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, *Histoire des relations internationales contemporaines, Tome II*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004

GIRAULT, René, FRANK, Robert, THOBIE, Jacques, *La loi des géants 1941-1964*, *Histoire des relations internationales contemporaines, Tome III*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2005

GIRAULT, René, *Diplomatie européenne – Nations et impérialismes 1871-1914*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, Payot & Rivages, 2004

GMELINE, Patrick de, *Versailles 1919 – Chronique d'une fausse paix*, Paris, Presse de la Cité, 2009

GORBOFF, Marina, *La Russie fantôme*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1995

GRANDHOMME, Jean-Noël, ROUCAUD, Michel, SARMANT, Thierry, *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'armée russe – Edition critique des rapports du général Berthelot chef de la mission militaire française en Roumanie 1916-1918,* Préface du général André BACH, Paris, L'Harmattan, 2000

GRAVES, William, général, *America's Siberian Adventure*, Peter Smith Publishers, New York, 1941

GREY, Marina et BOURDIER, Jean, *Les armées blanches*, Paris, Éditions Stock, 1968

GROSSELLI, Renzo Maria, « 1914-'18 Dalla Russia in Cina in Guerra per sei anni », *L'ADIGE*, Cultura e Società, 5 novembre 2014

JEVAKHOFF, Alexandre, *Les Russes blancs*, Paris, Éditions Tallandier, 2011

KESSEL, Joseph, *Tous n'étaient pas des anges*, Paris, Éditions Plon, 1963

KUNCZ, Aladar, *Le monastère noir,* Beauvoir-sur-Mer, Éditions de l'Étrave, 1999

LAUNAY, Jacques de, *Histoire de la diplomatie secrète de 1914 à 1945*, Marabout Université, 1966

LE BON, Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Kontre-Kulture, 2013

LE NAOUR, Jean-Yves, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2008

LLOYD GEORGE, David, *Mémoires de guerre*, Paris, A. Fayard & Cie Éditeurs, 1935

LÉVY, Arthur, *1914 Août-Septembre-octobre à Paris*, Paris, Librairie Plon, 1917

LIPPMANN, Walter, *La cité libre*, Préface d'André Maurois, Paris, Librairie de Médicis, 1938

LOCKHART, R.H.Bruce, *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918),* Paris, Payot, 1933

MANDRILLI, Aldo, Maggiore del Regio Esercito, *Tra manicomio e bolscevismo (1917-1920)*, Verona, A. Mondadori Editore, 1933

MARIE, Jean-Jacques, *Histoire de la guerre civile russe 1917-1922*, Paris, Éditions Tallandier, 2015

MONTANDON, George, Docteur, *Deux ans chez Koltchak et chez les bolchéviques pour la Croix Rouge de Genève (1919-1921)*, Paris, Librairie Félix Lacan, 1923

NAUDEAU, Ludovic, *En prison sous la terreur russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920

NAUDEAU, Ludovic, *Les dessous du chaos russe*, Paris, Librairie Hachette, 1920

PALÉOLOGUE, Maurice, *La Tsarine mystérieuse Alexandra Feodorovna*, Paris, Librairie Plon, 1932

PASCAL, Pierre, *Mon journal de Russie – Tome premier 1916-1918*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975

PASCAL, Pierre, *En communisme - Mon journal de Russie – Tome deuxième 1918-1921*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1977

PASCAL, Pierre, *Mon état d'âme – Mon journal de Russie – Tome troisième 1922-1926*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982

PASCAL, Pierre, *Russie 1927 – Mon journal de Russie – Tome quatrième 1927*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982

PIPES, Richard, *Les trois pourquoi de la révolution russe*, Paris, Éditions de Fallois, 1995 mais 2013 pour la traduction française

RECHETNIKOV, Léonid, Directeur de l'Institut des Recherches Stratégiques, Moscou, Intervention du 15 décembre 2010 à l'Institut de la Démocratie et de la coopération de Paris : *France-Russie 1914-1920 : alliance ou trahison ?*, http://www.idc-europe.org/fr/France-Russie-1914-%E2%80%93-1920-:-alliance-ou-trahison-

ROLLIN, Henry, *La révolution russe, ses origines – ses résultats – Le parti bolcheviste*, Librairie Delagrave, 1931

ROSS, Nicolas, *La mort du dernier tsar*, Lausanne, L'Age d'Homme, 2001

ROUQUEROL, J., général, *L'aventure de l'amiral Koltchak – La guerre des Rouges et des Blancs*, Paris, Payot, 1929

RUSSIE : « les socialistes-révolutionnaires qui recevaient une aide financière du service d'espionnage français » in : http://www.militcom.org/Documents/Conspiration_Russie/Conspi_III_03.htm

RYCHTARIKOVA, Jitka, Rehak, Jan. Populations et frontières : le cas de la Tchécoslovaquie. In: *Espace, populations, sociétés*, 1992-2. Population et frontières - Population and frontiers. pp. 185-201. In http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/espos_0755-7809_1992_num_10_2_1524

SADOUL, Jacques, *Naissance de l'URSS, de la nuit féodale à l'aube du socialisme*, Éditions Charlot, 1946

SADOUL, Jacques, capitaine, Membre de la Mission militaire française en Russie, *Notes sur la révolution bolchevique*, Paris, Éditions de la Sirène, 1920

SAINT-PIERRE, Michel de, *Le drame des Romanov,* Paris, France Loisirs avec l'autorisation des Éditions Robert Laffont, 1969

SAKHAROV, Konstantin W., Generalleutnant, *Das weisse Sibirien – Der russische Bürgerkrieg 1918-1920*, München, Alpenfreund-Verlag, 1925

SCHUMAN, Frederick Lewis, Ph.D., University of Chicago, *American Policy Toward Russia since 1917*, London, Martin Lawrence Limited, 1928

SEMENOV ou SEMONIOV Grigori Mikhaïlovitch, in http://fr.academic.ru/dic.nsf/frwiki/732725 , ce site est l'équivalent russe de wikipedia. Rares sont, sur Internet, les textes concernant Semenov

SINANOGLOU, Ioannis, Journal de Russie d'Albert Thomas. In: *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol. 14 N°1-2. Janvier-juin 1973. pp. 86-204, in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr_0008-0160_1973_num_14_1_1173 (« Représentant de la Banque privée de Lyon en Russie, le comte de Chevilly était chargé de la propagande cinématographique française depuis 1916. En mai 1917, il devint directeur du comité de propagande organisé à Petrograd par Albert Thomas »)

Témoignage de John Kelly : http://www.argo.net.au/andre/KellyENFIN.htm

WHEELER-BENNETT, John W., *Brest-Litovsk The Forgotten Peace March 1918*, London-Melbourne-Toronto St Martin Press New York, 1966

b) Autriche-Hongrie et Allemagne

FEIGL, Erich, herausgegeben von, nach Gesprächen und Dokumenten, *Kaiserin Zita, Legende und Wahrheit*, Wien, München, Amalthea, 1977

GERLACH, Helmut von, *Briefe und Telegramme Wilhelms II. an Nikolaus II. 1894-1914*, Wien, Meyer und Jessen, 1920

KLEINDEL, Walter, *Österreich, Daten zur Geschichte und Kultur*, Wien, Ueberreuter, 1978

MEIER-GRAEFE, Julius, *Der Tscheinik*, Berlin, S. Fischer Verlag, 1918

PASTEUR, Paul, *Histoire de l'Autriche – De l'Empire multinational à la nation autrichienne (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, Armand Colin, 2011

PEARSON, Michael, *Der plombierte Wagon (Lenins Weg aus dem Exil zur Macht),* Berlin, Universitas, 1977

SÉVILLIA, Jean, *Le dernier empereur Charles d'Autriche 1887-1922,* Paris, Perrin, 2009

c) Italie

AMICI, Walter et O. MARIANI, *La guerra di Giuseppe*, 2015, Modena, édité à compte d'auteur

ANTONELLI, Quinto, *I dimenticati della Grande Guerra – La memoria dei combattenti trentini (1914-1920)*, Trento, Casa editrice Il Margine, 2008

BAZZANI, Gaetano, *Soldati italiani nella Russia in fiamme 1915-1920,* Trento, Editrice Legione Trentina, 1933

BRANCACCIO, Nicola, *In Francia durante la guerra*, Milano, Mondadori, 1926

CAMINITI, Alberto, *Gli irredenti in Siberia 1918-1920,* Genova, Liberodiscrivere edizioni, 2012

CAPPELLANO, Filippo, Traduction de Adam Molho, ″ Les relations entre les armées italienne et française pendant la Grande Guerre ″ in *Revue historique des armées*, 250-2008, pp. 53-65, in http://rha.revues.org/182 , « pourparlers qui aboutirent à la Convention entre l'Italie et l'Entente, signée à Paris le 9 mai 1915, et où fut décidé l'échange de missions de liaison auprès des GQG alliés »

L'Esercito Italiano nella Grande Guerra (1915-1918) - Vol. VII: Le Operazioni fuori del Territorio Nazionale - Tomo I: Il Corpo di Spedizione Italiano in Estremo Oriente - Roma 1934 – XII

FAIT, Gianluigi (a cura di), *Sui campi di Galizia 1914-1917*, Trento, Museo Storico Italiano della Guerra, 2004

FONTANA, Bruno, *Cervignano austriaca,* Cervignano, publié à compte d'auteur, 1994

GIONFRIDA, Alessandro, *Le fonti archivistiche dell'Ufficio Storico, Missioni e adetti militari italiani in Polonia (1919-1923),* Roma, Stato Maggiore dell'Esercito - Ufficio Storico -, 1996

LABORATORIO DI STORIA DI ROVERETO, a cura di, *Il popolo scomparso – Il Trentino, i Trentini nella prima guerra mondiale (1914-1920)*, Rovereto (TN), Nicolodi editore, 2003

MACK SMITH, Denis, *Storia d'Italia 1861-1969*, Volumi secondo e terzo, Bari, Editori Laterza, 1970

MAUTONE, Antonio, generale, *Trentini e Italiani contro l'Armata Rossa 1918-1920*, Trento, Temi, 2003

MINISTERO DELLA GUERRA, *L'esercito italiano nella grande Guerra (1915-1918) – Volume VII : le operazioni fuori del territorio nazionale*, Roma, 1934

MIORELLI, Aldo, *Le perdite militari trentine nella prima guerra mondiale*, in FAIT, Gianluigi (a cura di), *Sui campi di Galizia (1914-1917). Gli italiani d'Austria e il fronte orientale: uomini popoli culture nella guerra europea,* pp. 434-443, Trento, Museo storico della Guerra, 1997, 2004

PAOLI, Michel, *Scritture di guerra,* Rovereto, Edizione Osiride, 2001

PEIRONE, Domenico**,** *Il mio viaggio in Estremo Oriente quale facente parte del "Corpo di Spedizione nella Siberia orientale"*, Diario dal 19.7.1918 al 2.4.1920, se trouve dans les archives de l'*Ufficio storico dello Stato Maggiore dell'Esercito* à Rome

Prisonniers : http://www.grandeguerra.ccm.it/scheda_archivio.php?goto_id=1253 , consulté le 23 mars 2009 : « Le sort des prisonniers fut au cœur des discussions entre l'Italie et la Russie dès les premières approches du Royaume envers l'Entente, à l'automne 1914. Pour les autorités italiennes, intégrer dans son armée les "frères irrédentistes" aurait été un coup propagandiste non indifférent ».

ROSSI, Marina, *I prigionieri dello Zar – Soldati italiani dell'esercito austro-ungarico nei lager della Russia (1914-1918)*, Milano, Mursia, 1997

SARDI, Luigi, *1915 Monti Scarpazi*, Trento, Curcu e Genovese, 2005

SERRA, Enrico, *Nitti e la Russia,* Bari, Dedalo Libri, 1975

SMITH, Denis Mack, *Mussolini*, Milano, BUR Biblioteca Universale Rizzoli, 1997

SPANGHERO, Alberto Vittorio et COSMA, Roberto, *Turriaco nella Grande Guerra, Ricordi e immagini novant'anni dopo*, Circolo Culturale e Ricreativo don Eugenio Brandl, Turriaco, 2009

VILLANI, Pasquale, *Rievocare il privato – Un fidanzamento ritrovato (1905-1920)*, Bologna, il Milino, 2009

DE CILLIA, Antonio, *I Friulani e la Grande Guerra*, Centro Friulano di Studi Ippolito Nievo, 2001

FRANCESCOTTI, Renzo, *Talaianski*, *Prigioneri trentini in Russia nella Grande Guerra*, Bologna, Nuovi Sentieri Editore, 1981

RIZZI, Bice, *Un documento della Grande Guerra – Sequestri di beni a Trentini passati dalla Russia all'Italia,* Studi Trentini di Scienze storiche, Anno XVIII, 1937, fasc. 4, in *Op. Cit.*, FRANCESCOTTI, Renzo, *Talianski*, p. 60

SAPORI, Julien, « Les troupes italiennes en Extrême-Orient », *14-18 LE MAGAZINE de la GRANDE GUERRE*, N° 56, FE/MARS/AVR 2012, p.p. 44-49

TERRANOVA, Giovanni, « Quei Trentini all'Asinara per Cecco Beppe », *VITA TRENTINA*, 12 dicembre 2010, p. ???

TERRANOVA, Giovanni, « Asinara I prigionieri trentini », in *L'ADIGE*, 2 ottobre 2010

d) Tchéco-Slovaquie

BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *Histoire de l'armée allemande – Tomes II, IV, V,* Paris, Éditions Albin Michel, 1965

CLARKE, William, *Der verschollene Zarenschatz auf den Spuren des Romanov-Vermögens*, Frankfurt am Main, S. Fischer, 1994

« Di paese in paese, La Cecoslovacchia dopo l'Anschluss » in *LE VIE DEL MONDO*, Rivista mensile della consociazione turistica italiana, Anno VI, Numero 6, Giugno 1938, XVI

GRAMPA, Alberto, *L'Armata ritrovata – Presenza dei militari ceco-slovacchi a Busto Arsizio e nel Varesotto (1918-1920*, Gallarate, La Famiglia Bustocca, 2009

JANIN, Maurice, Général, *Ma mission en Sibérie 1918-1920*, Paris, Payot, 1933

KIRSCHBAUM, S. J., *Slovaques et Tchèques Essai sur un nouvel aperçu de leur histoire politique*, Lausanne, Éditions L'Age d'Homme, 1987, Annexe VIII

MARÈS, Antoine, « Les Français et Thomas Garrigue Masaryk », in : *Revue des études slaves*, Tome 60, Fascicule 3. Tome 60, fascicule 60. En hommage à Yves Millet études linguistiques et Tchèques, p. 706, in http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1988_num_60_3_5792

MARÈS, Antoine, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France*, Association des amis des archives diplomatiques, Cycle de conférences 2008-2009, 10 septembre 2009, in http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/naissance-tchecoslovaquie.pdf

MASARYK, T.G., *La résurrection d'un État*, Paris, Plon, 1930

MAZEAU, Jacques, *La Druzina*, Éditions Balland, 1987

MEEK, *Un acte d'amour*, Paris, Éditions Métailié, 2007

MICHEL, Bernard, *Prague, Belle époque*, Paris, Flammarion, 2008

MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR, *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France – un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925),* Catalogue d'exposition, 2008

ORDRE DU BAIN : http://military-photos.com/obt.htm

ORY, Pascal, « La Légion tchèque », in *L'HISTOIRE*, N° 367, septembre 2011, p. 28

PICHLÍK, Karel, KLÍPA, Bohumír, ZABLOUDILOVÁ, Jitka, *I legionari cecoslovacchi (1914-1920), Traduzione di Barbara Zane,* Trento, Collana di pubblicazioni del Museo storico in Trento, 1997

PAPOUSEK, Jaroslav, *La lutte pour l'indépendance du peuple tchécoslovaque*, Prague, Éditions Orbis, 1928

SAKHAROV, Konstantin W., Generalleutnant, *Die verratene Armee*, Berlin, Hellmut Reichel Verklag, probablement antérieur à 1920

SAKHAROV, Konstantin W., Generalleutnant, *Die tschechischen Legionen in Sibirien*, Heinrich Wilhelm Hendriock Verlag, Berlin, 1930

THUNIG-NITTNER, Gerburg, *Die tchechoslowakische Legion in Russland*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1970

L'ODISSEA DEI MILITARI GIULIANI INQUADRATI NELL'ESERCITO AUSTRO-UNGARICO (1914/1920)

1914, 23 luglio

Dopo l'assassinio dell'arciduca Francesco Ferdinando a Saraievo (28 giugno), il governo austro-ungarico consegna un ultimatum alla Serbia, chiedendo la revoca degli ufficiali e dei funzionari compromessi nel movimento antiaustriaco, nonché la partecipazione di delegati austriaci all'inchiesta giudiziaria per la ricerca dei responsabili dell'attentato.

1914, 25 luglio

La Serbia, contando sull'appoggio della Russia, risponde prendendo delle misure militari e ordina la mobilitazione.

1914, 28 luglio

L'Austria-Ungheria dichiara guerra alla Serbia e mobilita anche i riservisti di prima categoria fino al 37° anno di età.
Nel Litorale Adriatico i chiamati alle armi affluiscono ai sottoindicati reparti del III Corpo d'Armata – 2ª Armata:

- al 97° reggimento di fanteria i triestini (deposito di Trieste);
- all'87° reggimento di fanteria gli istriani (deposito di Pola);
- al 47° reggimento di fanteria i goriziani (deposito di Gorizia);
- al 27° reggimento di fanteria (comando a Graz) e al 27° Landwehr (comando a Lubiana) confluiscono molti altri giuliani.

1914, primi agosto

I predetti reggimenti sono impiegati sul fronte serbo.

1914, fine agosto

Trasferimento in Galizia e battesimo del fuoco.

1914, 3 settembre

Sfondamento del fronte: i russi entrano in Galizia e pongono l'assedio alle forze austriache della città fortificata di Przemyls.

1914, fine ottobre

La ritirata austriaca si ferma alle falde dei Carpazi.
Nel corso del ripiegamento l'esercito austro-ungarico perde oltre 350.000 uomini, dei quali circa 100.000 fatti prigionieri. Fra quest'ultimi gli irredenti giuliano-trentini sono dagli 8.000 ai 10.000, parte catturati in combattimento, parte per defezione spontanea.
Tutti i prigionieri austriaci sono dapprima concentrati nel campo di Darnitsa (nei pressi di Kiev), da dove – dopo una prima selezione per nazionalità – vengono smistati, dopo una sosta obbligata a Mosca, negli altri campi di concentramento dislocati nei 45 governatorati dell'impero russo (Poltava nella Russia occidentale, Orlov nella Russia centrale, Kiev in Ucraina, Odessa sul Mar Nero, Taskent nel Turkestan, Omsk e Krasnojarsk in Siberia, ecc.), adibiti ad opere di scavo e di canalizzazione o affidati ai padroni di grandi fattorie.

1914, novembre

Dopo la dichiarazione di neutralità da parte dell'Italia, lo zar Nicola II offre a Vittorio Emanuele la consegna di tutti i prigionieri delle terre italiane irredente (giuliani e trentini), ma l'offerta è ricusata.

1915, marzo

La fortezza di Pzremyls si arrende ai russi (120.000 prigionieri e cattura di 900 pezzi di artiglieria).

1915, aprile

Tra le truppe austriache al fronte orientale si propaga la voce che l'Italia si sarebbe schierata a fianco dell'Intesa contro gli Imperi centrali e molti altri irredenti disertano.

1915, maggio/novembre

Gli eserciti degli Imperi Centrali passano all'attacco sul fronte orientale: rioccupano la Galizia e penetrano per circa 120 chilometri in territorio nemico (Polonia, Lituania, Curlandia). Incalcolabili le perdite delle armate zariste.

1915, 24 maggio

L'Italia dichiara guerra all'Austria e accetta la restituzione degli irredenti giuliano-trentini prigionieri in Russia.
Il giornalista Virginio Gayda (inviato speciale del Ministero della Guerra presso l'ambasciata di Mosca), la marchesa Gemma Guerrieri Gonzaga e Virginio Ceccato, tramite la Croce Rossa Russa, danno inizio all'opera di ricerca dei nostri connazionali nei vari campi di concentramento e ottengono dal governo zarista di riunirli nell'unico campo di Kirsanov. Agli ex prigionieri viene proposta l'accettazione della cittadinanza italiana senza l'obbligo dell'arruolamento nell'esercito italiano.
(A Kirsanov affluirono circa 10.000 tra trentini e giuliani, che furono in qualche maniera sistemati in dodici edifici diversi: scuole, cinema, ex prigioni, fabbriche dismesse, case sequestrate ai tedeschi, ecc. Dormivano per terra sulla paglia e il vitto consisteva in 600 grammi di pane nero, un tè al mattino, un tè alla sera e 100 grammi di minestra a mezzogiorno. Gli ufficiali prigionieri avevano organizzato un servizio sanitario: tra i medici il triestino F. Rosatti, il quale annotò che praticamente l'assistenza era inesistente, mancando qualsiasi medicina e ogni attrezzatura chirurgica).

1916, fine luglio

Il governo italiano invia in Russia una missione militare, per organizzare il rimpatrio degli ex prigionieri irredenti, comandata dal tenente colonnello Achille Bassignano.

(suite)

Tra i componenti della missione anche alcuni ufficiali giuliani: tenente Bartolomeo Vigini di Buie d'Istria, tenente Achille Venier di Aiello, tenente medico Giorgio Reiss-Romoli di Trieste, sottotenente medico Ettore Nordio di Trieste, sottotenente medico Francesco Sbisà di Trieste, sottotenente Renato Jellersitz-Illesi di Trieste e i due sottotenenti giuliani Francesco Santini e Ettore Ravaldini.

1916, 9 agosto

La nostra missione militare raggiunge Kirsanov.

1916, 25 agosto

Il primo treno carico di ex prigionieri lascia Kirsanov con destinazione Arcangelo, ma qualche giorno dopo rientra alla base, perché ad Arcangelo non si presenta il piroscafo.

1916, 14 settembre/9 ottobre

Ripartono da Kirsanov 1.720 giuliani e trentini; il 20 settembre sono ad Arcangelo e si imbarcano sul vapore inglese «Huntspeal» e, dopo un avventuroso viaggio, sbarcano a Glascow il 4 ottobre; il 6 ottobre raggiungono Cherbourg e, per ferrovia, arrivano a Torino il 9 ottobre.

1916, 16 ottobre/15 novembre

Un secondo scaglione di 2.420 irredenti lascia Kirsanov il 16 ottobre; riparte da Arcangelo il 23 ottobre; il 9 novembre raggiunge Glascow e il 15 novembre è a Torino.

1917, gennaio

Un terzo scaglione di ex prigionieri (circa 500), sempre via Arcangelo - Glascow, rientra in Italia.
Il porto di Arcangelo rimane poi bloccato dal ghiaccio e i rientri vengono sospesi.

1917, marzo

Provenienti dall'Italia, raggiungono la missione militare italiana in Russia il maggiore dei carabinieri Cosma Manera e il tenente di cavalleria Icilio Baccich di Fiume.
Continua l'opera di ricerca degli ex prigionieri irredenti e ne vengono censiti altri 3.000.

1917, ottobre

Dopo lo scoppio della rivoluzione e nell'impossibilità di effettuare il rimpatrio via Arcangelo, il tenente colonnello Bassignano decide di trasferire gli irredenti a Vladivostok attraverso la Siberia e da qui raggiungere la concessione italiana di Tientsin. (Nell'infuriare della guerra civile, la nostra missione fa partire un gruppo di 600 ex prigionieri da Kirsanov verso la fine di ottobre, che rimane però bloccato a Vologda, la stazione ferroviaria prima di Arcangelo, da dove era già salpata la nave che doveva provvedere al rimpatrio. I 600 vengono ospitati in cadenti vecchie baracche militari, godendo di un misero rancio, talmente misero da costringerli alla caccia di cornacchie, gatti e cani, con la carne dei quali poi si cibavano. Prima del blocco del porto di Arcangelo per il gelo, solo una sessantina di irredenti viene avviata in Italia seguendo il solito itinerario: Inghilterra, Francia, Italia).
L'attività della nostra missione militare rimane bloccata in quanto il governo italiano non riconosce quello di Lenin e di Trotzki.
I nostri connazionali vengono lasciati dal governo rivoluzionario in balia di se stessi: molti prestano la loro opera presso varie industrie, altri sono sfruttati da privati contro una misera paga o solo con la somministrazione di un altrettanto misero cibo.

1917, dicembre/1918, febbraio

A partire dalla fine del 1917, alla spicciolata o a piccoli gruppi, circa 1.900 ex prigionieri di Kirsanov e i 600 rimasti bloccati a Vologda, vengono avviati in treno verso Vladivostok, muniti di documenti, rilasciati dalla nostra missione, comprovanti la cittadinanza italiana. Parte, circa 1.500, raggiungono Harbin in Manciuria, 600 vengono accolti a Laosha-gou in Cina e altri 400 trovano una sistemazione a Nikolsk Ussurijaski in Siberia. L'assistenza è curata dallo stato italiano: il rancio è abbondante, ma scarseggiano gli effetti di equipaggiamento.

1918, fine febbraio/primi marzo

Tutti gli ex prigionieri irredenti, che si trovano ancora in diverse località della Siberia, vengono trasferiti per ferrovia, attraverso Mudken, a Tientsin in Cina, dove a cura del nostro Consolato sono alloggiati nelle caserme inglesi dell'Indian Barraks, inquadrati da una ventina di ufficiali italiani in compagnie di circa 200 uomini nei distaccamenti "Irredenti", riequipaggiati con divise giapponesi (cappello alpino con coccarda tricolore) e poi distribuiti in tre sedi: 1.750 rimangono a Tiensin, 500 passano a Pechino e 250 a Shan-kai-kuan. Il totale si aggira intorno a 2.500 uomini, dei quali 1.600 sono trentini e circa 900 giuliani.
Ha inizio l'addestramento con fucili prestati dagli inglesi.
Tra i giuliani si arruolano volontariamente nell'esercito italiano: 21 di Gorizia, 8 di Aiello, 26 di Aquileia, 7 di Campolongo, 9 di Cervignano, 6 di Cormons, 2 di Farra, 3 di Gradisca, 8 di Grado, 2 di Mariano, 3 di Monfalcone, 4 di Moraro, 1 di Mossa, 17 di Ronchi, 6 di Ruda, 1 di S. Lorenzo di Mossa, 2 di S. Pietro d'Isonzo, 2 di S. Vito al Torre, 1 di Scodovacca, 1 di Strassoldo, 2 di Versa, 5 di Villesse, una folta schiera di triestini, diversi istriani e molti trentini.
Questi uomini, inquadrati nei battaglioni *rosso* e *nero* dal colore delle mostrine, rappresentano il nucleo del costituendo Corpo Italiano di spedizione in Estremo Oriente, rinforzato poi con l'arrivo dall'Italia di un altro contingente di militari.

1918, aprile

Un centinaio di irredenti, in precarie condizioni di salute, – via Vladivostok, Honolulu, S. Francisco, New York – raggiunge Genova il 29 giugno.
Altri 445 irredenti (metà giuliani, metà trentini), seguendo lo stesso itinerario, raggiungono Genova verso la fine di agosto.

1918, 27 giugno

Con deliberazione del Ministero della Guerra è costituito il R. Corpo Italiano di Spedizione in Estremo Oriente, da aggregare alle altre forze alleate operanti in Siberia.

1918, 15 agosto

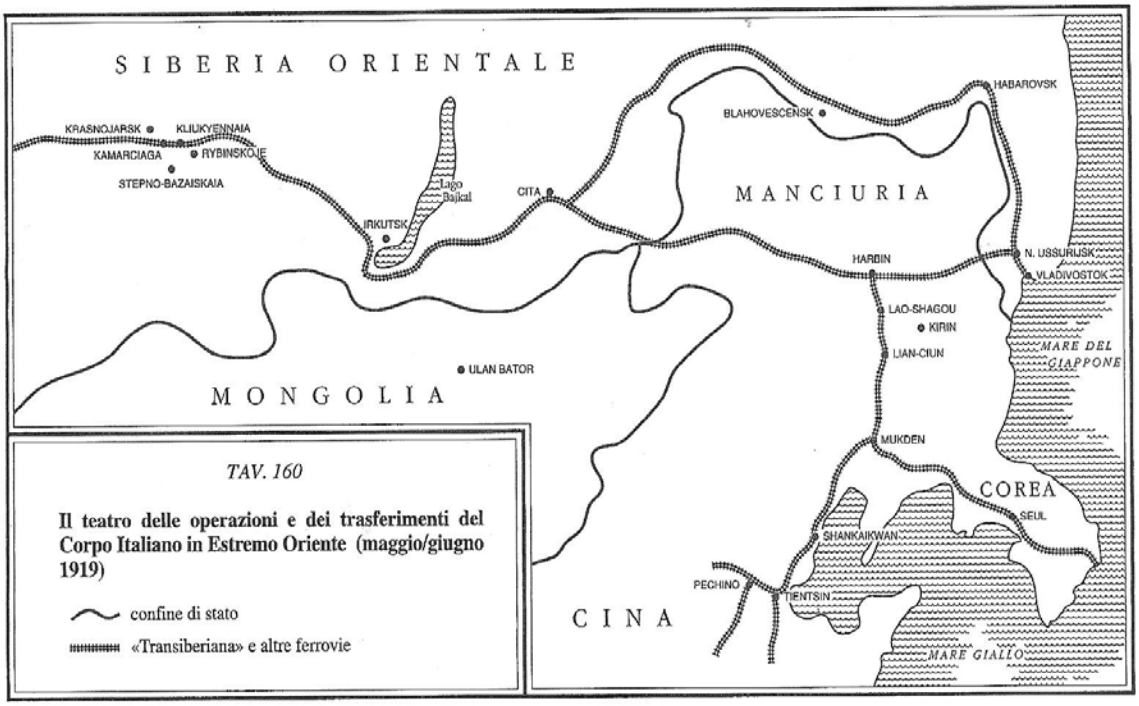
Tutti gli irredenti giurano fedeltà all'Italia e sono ufficialmente arruolati nell'Esercito Italiano - Corpo di Spedizione in Estremo Oriente.

1918, 3 settembre

Dall'Italia arrivano una ventina di ufficiali, 400 soldati di fanteria, una sezione di artiglieria e una del genio, un plotone di carabinieri e molto materiale bellico, munizioni e effetti d'equipaggiamento.
Il Corpo Italiano di Spedizione in Estremo Oriente (C.I.E.O.) risulta così costituito:

- 2 battaglioni di fanteria (fucili mod. 1891);
- una compagnia mitragliatrici pensanti (Fiat);
- una sezione artiglieria da montagna;

(suite)



- una sezione genio;
- un plotone carabinieri;

(forza complessiva 2.000 uomini).

1918, 10 settembre

Partono alla volta dell'Italia 727 uomini (parte trentini e parte giuliani), scelti tra i più anziani e gli inabili ai servizi di guerra, che approdano a Napoli il 22 ottobre.

1918, 28 settembre

Creazione del deposito del C.I.E.O. di Vladivostok.

1918, 8 ottobre

Nel corso delle operazioni per preservare dalla penetrazione bolscevica la Siberia (piano degli Alleati), il Comando Supremo Interalleato assegna al C.I.E.O. il settore di Krasnojarsk, lungo il fiume Jenissei, nella Siberia centrale. Tre convogli ferroviari (40 vagoni ciascuno) trasportano il Corpo di spedizione italiano, che giunge a Krasnojarsk il 20 ottobre.

1918, dicembre

Quadro delle forze interalleate in Estremo Oriente:

- Stati Uniti d'America - 40.000 uomini su due divisioni, dislocati a Vladivostok, Harbin, Cita e sull'Amur (Habarovsk, Blago Viescensk);
- Giappone - 60.000 uomini su 4 divisioni, due nella Manciuria settentrionale e nel territorio dello Zabaikal e altre due lungo l'Amur e nella provincia marittima di Vladivostok;
- Cecoslovacchi - 50.000 uomini su 4 divisioni, una nel territorio degli Urali (comprende anche una compagnia di 150 ex prigionieri di guerra di nazionalità italiana), un'altra nel territorio di Omsk, una terza nella zona del Baikal e in Manciuria, la quarta a Vladivostok;
- Italia - 2.000 uomini su due battaglioni a Krasnojarsk, deposito a Vladivostok;
- Inghilterra - 4.500 uomini su due reggimenti, uno sugli Urali e lungo la Transiberiana, l'altro parte a Omsk e parte a Vladivostok;
- Francia - 500 uomini (un battaglione e una batteria a Omsk, deposito a Vladivostok).

1919, febbraio

Il C.I.E.O. stacca un plotone a Omsk con il compito, tra l'altro, di provvedere *...alla raccolta dei prigionieri di guerra di nazionalità italiana, cercandoli prontamente fra i prigionieri fatti dai Bianchi, essendo noto che non pochi di essi, spinti dalla fame e dalla disperazione, si arruolarono con i bolscevichi*. Altri centri di raccolta, allo stesso scopo, vengono istituiti a Tomsk, Irkutsk e a Habarovsk, ai quali affluiscono svariate centinaia di trentini e giuliani ex prigionieri di guerra.

(suite)

1919, 14/18 maggio

Un plotone del nostro deposito di Vladivostok, con un battaglione giapponese, una compagnia inglese e alcune sotnie di cosacchi bianchi, partecipa ad un ciclo di operazioni contro agguerrite bande bolsceviche, che insidiano la sicurezza della transiberiana (tronco ferroviario) nel territorio di Habarovsk. Raggiungono Krasnojarsk il giorno 20 giugno. Ingenti le perdite delle bande bolsceviche (circa un centinaio di morti, molti i prigionieri).

Un altro contingente italiano (circa 500 uomini) viene unito ad un reggimento cecoslovacco e a uno squadrone di esploratori russi bianchi. Parte da Kliukyennaia il 15 maggio e, impegnando grosse bande armate bolsceviche, conquista il centro di Verchne-Rybinskoie il 21 maggio, dopo aver liberato tutta la zona e catturato la fabbrica di munizioni a Rybinskoie e numerosi prigionieri. Gli italiani registrano 4 feriti e rientrano a Krasnojarsk il 7 giugno. Dei feriti, riportati a Krasnojarsk, due poi soccombono (uno è il triestino A. Agolanti).

Altri piccoli reparti italiani partecipano allo stesso ciclo di operazioni con altre forze interalleate e russe (bianchi). I centri principali della vasta area liberata rimangono presidiati da reparti cecoslovacchi e russi-bianchi.

1919, 17 luglio

Dopo aver salvato tre persone in procinto di annegare, il tenente Nereo Petranic di Cherso viene travolto dalle acque del fiume Irtisch, nei pressi di Omsk, e soccombe (Medaglia d'oro al valor civile). La salma viene recuperata e portata a Krasnojarsk, dove viene tumulata accanto alle tombe di altri 7 militari italiani, deceduti per altre cause (tra i quali i giuliani G. Sartori, A. Agolanti e R. Furlani).

1919, 31 luglio

Con una nave francese partono per la Francia anche 30 uomini (affetti da varie infermità) del nostro Corpo di Spedizione (sbarco a Marsiglia).

1919, 1 agosto

A Krasnojarsk rimane ferito nel corso di un attentato terroristico un ufficiale superiore del Corpo Italiano di Spedizione.

1919, 7 agosto

Il C.I.E.O. lascia Krasnojarsk e si sposta a Vladivostok.

1919, 27 agosto

Il C.I.E.O. si trasferisce a Tiensin.

1919, settembre/novembre

Le armate dell'esercito bolscevico occupano gran parte della Siberia, si insediano a Omsk, mentre le forze interalleate ripiegano verso oriente. Molti militari italiani, impiegati nella Polizia Militare, si distinguono nei combattimenti del 17/19 novembre.

1919, primi dicembre

Reparti del C.I.E.O. – 34 ufficiali e 960 uomini di truppa – lasciano Tientsin e sbarcano a Trieste il 12 febbraio 1920.

1920, 28 febbraio

Lasciano Vladivostok gli ultimi uomini del C.I.E.O. Al rientro in Italia i reparti del Corpo di Spedizione vengono *tosto disciolti e i soldati congedati tutti, ricevendo in dono un pacco vestiario e un premio di L. 50.*

2

[2] CORBANESE, G.G., *Il Friuli, Trieste e l'Istria nel conflitto 1915/1918*, Dernier chapitre du Vol. V, 2003, Udine, Del Bianco, pp. 435-438

La maison d'édition DEL BIANCO a fermé ses portes en 2016, elle m'avait permis d'utiliser ce texte dans ma thèse.

Traduction : ODYSSÉE DES AUSTRO-HONGROIS EN SIBÉRIE

L'ODYSSÉE DES MILITAIRES JULIENS
ENCADRÉS DANS L'ARMÉE AUSTRO-HONGROISE
1914 – 1918

1914, 23 juillet
Après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo (28 juin), le gouvernement austro-hongrois adresse un ultimatum à la Serbie, demandant la révocation des officiers et des fonctionnaires compromis dans le mouvement anti-autrichien ainsi que la participation de délégués autrichiens à l'enquête judiciaire recherchant les responsables de l'attentat.

1914, 25 juillet
La Serbie, comptant sur l'appui de la Russie, répond en prenant des mesures militaires et ordonne la mobilisation.

1914, 28 juillet
L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie et mobilise même les réservistes de première catégorie jusqu'à l'âge de 37 ans.
Dans les régions du Littoral adriatique, les appelés affluent dans les détachements du III° Corps d'Armée – 2° Armée :
- au 97° régiment d'infanterie les Triestins (dépôt de Trieste) ;
- au 87° régiment d'infanterie les Istriens (dépôt de Pola) ;
- au 47° régiment d'infanterie les Goriziens (dépôt de Gorizia) ;
- au 27° régiment d'infanterie (commandement à Graz) et au 27° Landwehr (commandement à Ljubljana) arrivent, nombreux, d'autres Juliens.

1914, début août
Les régiments précités sont employés sur le front serbe.

1914, fin août
Transfert en Galicie et baptême du feu.

1914, 3 septembre
Le front est percé : les Russes entrent en Galicie et assiègent les forces autrichiennes de la ville fortifiée de Przemysl.

1914, fin octobre
La retraite autrichienne s'arrête au pied des Carpates**.**
Tandis qu'elle se replie, l'armée austro-hongroise perd plus de 350 000 hommes dont quelque 100 000 sont faits prisonniers. Parmi ces derniers, les irrédentistes juliens-trentins sont au nombre de 8 000 à 10 000, en partie capturés pendant les combats, en partie par défection spontanée.
Tous les prisonniers autrichiens sont d'abord concentrés dans le camp de Darnitsa (à proximité de Kiev) d'où –après une première sélection par nationalité– ils sont répartis, après un séjour obligatoire à Moscou, dans les autres camps de concentration aménagés dans les 45 *goubernias* de l'empire russe (Poltava en Russie occidentale, Orlov en Russie centrale, Kiev en Ukraine, Odessa sur la mer Noire, Tachkent dans le Turkestan, Omsk et Krasnoïarsk en Sibérie, etc.), affectés à des travaux de terrassement et de canalisation ou confiés à des propriétaires de grandes exploitations agricoles.

1914, novembre
Après la déclaration de neutralité de la part de l'Italie, le tsar Nicolas II offre à Victor Emmanuel III de lui remettre tous les prisonniers des terres italiennes irrédentes (des Juliens et des Trentins), mais l'offre est récusée.

1915, mars
La forteresse de Przemysl se rend aux Russes (120 000 prisonniers et prise de 900 pièces d'artillerie).

1915, avril
Parmi les troupes autrichiennes sur le front oriental se propage la rumeur selon laquelle l'Italie se serait rangée aux côtés de l'Entente contre les Empires Centraux**,** et beaucoup d'autres irrédentistes désertent.

1915, mai/novembre
Les armées des Empires Centraux passent à l'attaque sur le front oriental : elles occupent de nouveau la Galicie et pénètrent sur presque 120 kilomètres en territoire ennemi (Pologne, Lituanie, Curlande). Les pertes en hommes des armées tsaristes sont incalculables.

1915, 24 mai
L'Italie déclare la guerre à l'Autriche et accepte la restitution des irrédentistes juliens-trentins prisonniers en Russie. Le journaliste Virginio Gayda (envoyé spécial du ministère de la Guerre auprès de l'ambassade à Moscou), la marquise Gemma Guerrieri Gonzaga et Virginio Ceccato, par l'entremise de la Croix Rouge russe commencent les travaux de recherche de nos concitoyens dans les différents camps de concentration et obtiennent du gouvernement tsariste de les rassembler dans un seul camp, celui de Kirsanov. Il est proposé aux ex-prisonniers d'accepter la citoyenneté italienne sans obligation de s'enrôler dans l'armée italienne. (A Kirsanov affluèrent quelque 10 000 Juliens et Trentins qui furent en quelque sorte hébergés dans douze édifices différents : écoles, cinémas, anciennes prisons, usines désaffectées, maisons saisies aux Allemands, etc. Ils dormaient par terre sur de la paille et leur nourriture consistait en 600 grammes de pain noir, un thé le matin et un le soir et 100 grammes de soupe à midi. Les officiers prisonniers avaient organisé un service médical : parmi les médecins le Triestin F. Rosatti qui écrivit dans ses notes que l'assistance était pratiquement inexistante, faute de tout médicament et d'équipement chirurgical).

1916, fin juillet
Le gouvernement italien envoie en Russie une mission militaire chargée d'organiser le rapatriement des ex-prisonniers irrédentistes, commandée par le lieutenant-colonel Achille Bassignano. Parmi les membres de la mission, il y a aussi quelques officiers juliens : le lieutenant Bartolomeo Virgini di Buie d'Istrie, le lieutenant Achille Venier d'Aiello, le lieutenant et médecin Ettore Nordio de Trieste, le sous-lieutenant et médecin Francesco Sbisà de Trieste, le sous-lieutenant Renato Jellersitz-Illesi de Trieste et les deux sous-lieutenants juliens Francesco Santini et Ettore Ravaldini.

1916, 9 août
Notre mission militaire arrive à Kirsanov.

1916, 25 août
Le premier train chargé d'ex-prisonniers quitte Kirsanov à destination de Arkhangelsk, mais revient à la base quelques jours plus tard, parce que le bateau ne se présente pas dans le port.

1916, 14 septembre/9 octobre
1 720 Juliens et Trentins repartent de Kirsanov : le 20 septembre, ils sont à Arkhangelsk, embarquent sur le bateau à vapeur anglais "Huntspeal" et, après un voyage aventureux, ils débarquent à Glasgow le 4 octobre ; ils atteignent Cherbourg le 6 octobre et arrivent à Turin par chemin de fer le 9 octobre.

1916, 16 octobre/15 novembre :
Un deuxième groupe de 2 420 irrédentistes quitte Kirsanov le 16 octobre ; il repart du port d'Arkhangelsk le 23 octobre ; le 9 novembre il atteint Glasgow et le 15 novembre il est à Turin.

1917, janvier
Un troisième groupe d'ex-prisonniers (env. 500) rentre en Italie, toujours par Arkhangelsk et Glasgow.
Le port d'Arkhangelsk est ensuite bloqué par les glaces et les retours sont suspendus.

1917, mars
En provenance d'Italie, le commandant des Carabinieri Cosma Manera et le lieutenant de cavalerie Icilio Baccich de Fiume rejoignent la mission militaire italienne en Russie.
La recherche des ex-prisonniers irrédentistes se poursuit et 3 000 autres soldats sont recensés.

1917, octobre
La révolution éclate et dans l'impossibilité d'effectuer le rapatriement par Arkhangelsk, le lieutenant-colonel Bassignano décide de transférer les irrédentistes à Vladivostok à travers la Sibérie pour rejoindre ensuite la concession italienne de Tien-Tsin. (Dans la fureur de la guerre civile, notre mission fait partir un groupe de 600 ex-prisonniers de Kirsanov vers la fin octobre, il reste cependant bloqué à Vologda, la gare ferroviaire avant Arkhangelsk où avait déjà levé l'ancre le navire qui devait assumer le rapatriement. Les 600 ex-prisonniers sont hébergés dans de vieilles baraques militaires croulantes, nourris d'une misérable soupe, tellement misérable qu'ils en sont réduits à chasser les corneilles, les chats et les chiens avec lesquels ils se nourrissent. Avant que le port d'Arkhangelsk ne soit bloqué par le gel, seule une soixantaine d'irrédentistes est envoyée en Italie par l'itinéraire habituel : Angleterre, France, Italie).
L'activité de notre mission militaire est bloquée parce que le gouvernement italien ne reconnaît pas celui de Lénine et de Trotski.
Nos concitoyens sont livrés à eux-mêmes par le gouvernement révolutionnaire : nombreux sont ceux qui se proposent dans différentes industries, d'autres sont exploités par des personnes privées en échange d'une paye ou d'une nourriture tout aussi misérables l'une que l'autre.

1917, décembre/1918, février
À partir de la fin de 1917, par petits groupes, environ 1 900 ex-prisonniers de Kirsanov et les 600 restés bloqués à Vologda sont dirigés en train vers Vladivostok, munis de documents remis par notre mission, prouvant leur nationalité italienne. Une partie, environ 1 500, atteignent Harbin en Mandchourie, 600 sont accueillis à Lao-Shagou en Chine et 400 autres trouvent refuge à Nikolsk Ussurijaski en Sibérie. L'assistance est assumée par l'Etat italien : la soupe est abondante mais les uniformes sont rares.

1918, fin février/début mars
Tous les ex-prisonniers irrédentistes qui se trouvent encore dans différents endroits en Sibérie sont transférés en chemin de fer, par Mukden, à Tien-Tsin en Chine, où notre Consulat s'occupe de les loger dans les casernes anglaises de l'"Indian Barraks", encadrés par une vingtaine d'officiers italiens, en compagnies d'environ 200 hommes dans les détachements "Irrédentistes", rééquipés avec des uniformes japonais (chapeau alpin avec

cocarde tricolore) et ensuite répartis sur trois sites : 1 750 restent à T'ien-Tsin, 500 passent à Pékin et 250 à Shan-Kai-Kuan. Ils totalisent 2 500 hommes dont 1600 sont trentins et 900 juliens.
L'entraînement commence avec des fusils prêtés par les Anglais.
Parmi les Juliens, des hommes s'enrôlent volontairement dans l'armée italienne : 21 de Gorizia, 8 d'Aiello, 26 d'Aquileia, 7 de Campolongo, 9 de Cervignano, 6 de Cormons, 2 de Farra, 3 de Gradisca, 8 de Grado, 2 de Mariano, 3 de Monfalcone, 4 de Moraro, 1 de Mossa, 17 de Ronchi, 6 de Ruda, 1 de S. Lorenzo di Mossa, 2 de S. Pietro d'Isonzo, 2 de S. Vito al Torre, 1 de Scodovacca, 1 de Strassoldo, 2 de Versa, 5 de Villesse, de nombreux Triestins, plusieurs Istriens et beaucoup de Trentins.
Ces hommes, affectés dans les bataillons *rouge et noir* selon la couleur des écussons, représentent le noyau du Corps expéditionnaire italien en Extrême Orient se constituant, renforcé ensuite par l'arrivée de l'Italie d'un autre contingent de militaires.

1918, avril
Une centaine d'irrédentistes, dans de précaires conditions de santé –via Vladivostok, Honolulu, S. Francisco, New York– arrive à Gênes le 29 juin.
455 autres irrédentistes (moitié Juliens, moitié Trentins) suivent le même itinéraire et arrivent à Gênes vers la fin du mois d'août.

1918, 27 juin
Par délibération du ministère de la Guerre, le "*R. Corpo Italiano di Spedizione in Estremo Oriente*" ([R=Royal] Corps Italien d'Expédition en Extrême Orient) devant se joindre aux autres forces alliées agissant en Sibérie, est constitué.

1918, 15 août
Tous les irrédentistes jurent fidélité à l'Italie et sont officiellement enrôlés dans l'armée italienne – Corps expéditionnaire italien en Extrême Orient.

1918, 3 septembre
D'Italie arrivent une vingtaine d'officiers, 400 soldats d'infanterie, une section d'artillerie et une du génie, un peloton de carabiniers et beaucoup de matériel de guerre, des munitions et des uniformes.
Le *Corpo Italiano di Spedizione in Estremo Oriente* (C.I.S.E.O.) s'avère ainsi constitué :

- 2 bataillons d'infanterie (fusils mod. 1891) ;
- une compagnie de mitrailleuses (Fiat) ;
- une section d'artillerie de montagne ;
- une section du génie ;
- un peloton de carabiniers

(en tout 2 000 hommes).

1918, 10 septembre
727 hommes (Trentins et Juliens), choisis parmi les plus âgés et les inaptes à la guerre, partent à leur tour pour l'Italie, ils accostent à Naples le 22 octobre.

1918, 28 septembre
Création du dépôt du C.I.S.E.O. à Vladivostok.

1918, 8 octobre
Au cours des opérations effectuées pour préserver la Sibérie (plan des Alliés) de la pénétration bolchevique, le Commandement Suprême Interalliés assigne au C.I.S.E.O. le secteur de Krasnoïarsk, le long du fleuve Ienisseï en Sibérie centrale. Trois convois ferroviaires (de 40 wagons chacun) transportent le Corps expéditionnaire italien qui arrive à Krasnoïarsk le 20 octobre.

1918, décembre
Cadre des Forces interalliées en Extrême Orient :

- Etats-Unis d'Amérique – 40 000 hommes en deux divisions, déployés sur Vladivostok, Harbin, Tchita et sur le fleuve Amour (Khabarovsk, Blagovechtchensk) ;
- Japon – 60 000 hommes en 4 divisions, deux en Mandchourie septentrionale et sur le territoire du lac Baïkal et deux autres le long de l'Amour et dans la province maritime de Vladivostok ;
- Tchéco-Slovaquie – 50 000 hommes en 4 divisions, une sur le territoire de l'Oural (comprend aussi une compagnie de 150 ex-prisonniers de guerre de nationalité italienne), une autre sur le territoire d'Omsk, une troisième dans la zone du Baïkal et en Mandchourie, la quatrième à Vladivostok ;
- Italie – 2 000 hommes en deux bataillons à Krasnoïarsk, dépôt à Vladivostok ;
- Angleterre – 4 500 hommes en deux régiments, un dans l'Oural et le long du Transsibérien, l'autre à Omsk et à Vladivostok ;
- France – 500 hommes (un bataillon et une batterie à Omsk, dépôt à Vladivostok).

1919, février
Le C.I.S.E.O. détache un peloton à Omsk avec la tâche entre autres de trouver et rassembler des prisonniers de guerre de nationalité italienne, en les cherchant promptement parmi les prisonniers faits par les Blancs, car on savait que, poussés par la faim et le désespoir, ils étaient nombreux à s'être enrôlés chez les bolcheviks. Dans cet objectif, d'autres centres sont aménagés à Tomsk, Irkoutsk et à Khabarovsk pour accueillir ces prisonniers et où affluent par centaines d'anciens prisonniers de guerre trentins et juliens.

1919, 14/18 mai
Un peloton de notre dépôt de Vladivostok, avec un bataillon japonais, une compagnie anglaise et quelques *sotnies* de cosaques Blancs, participe à un cycle d'opérations contre des bandes bolcheviques aguerries qui attentent à la sécurité du transsibérien (tronc ferroviaire) sur le territoire de Khabarovsk. Les militaires atteignent Krasnoïarsk le 20 juin. Chez les bolcheviks, les pertes sont considérables (environ une centaine de morts et de nombreux prisonniers).
Un autre contingent italien (environ 500 hommes) est uni à un régiment tchéco-slovaque et à un escadron d'explorateurs russes Blancs. Ils partent de Kliukyennaia le 15 mai et, obligeant de grandes bandes armées bolcheviques à engager le combat, ils conquièrent le centre de Verchne-Rybinskoïe le 21 mai après avoir libéré toute la zone, pris l'usine de munitions à Rybinskoie et fait de nombreux prisonniers. Les Italiens enregistrent 4 blessés et rentrent à Krasnoïarsk le 7 juin. Parmi les blessés rapportés à Krasnoïarsk, deux succomberont (l'un est A. Agolanti de Trieste).
D'autres petites subdivisions italiennes participent au même cycle d'opérations avec d'autres forces interalliées et russes (Blancs). Des détachements tchéco-slovaques et russes-Blancs tiennent garnison dans les principaux centres de la vaste zone libérée.

1919, 17 juillet
Après avoir sauvé trois personnes sur le point de se noyer, le lieutenant Nereo Petranic de Cherso est emporté par les eaux du fleuve Irtych dans les environs d'Omsk et succombe (Médaille d'or de la valeur civile). Sa dépouille mortelle est récupérée et emportée à Krasnoïarsk où elle est enterrée à côté des tombes de 7 autres militaires italiens (parmi lesquels les Juliens G. Sartori, A. Argolanti et R. Furiani) décédés pour d'autres raisons.

1919, 31 juillet
Un bateau français accepte de ramener en France, entre autres, 30 hommes (souffrant de diverses infirmités) de notre Corps expéditionnaire (débarquement à Marseille).

1919, 1er août
À Krasnoïarsk, au cours d'un attentat terroriste, un officier supérieur du Corps expéditionnaire italien est blessé.

1919, 7 août
Le C.I.S.E.O. quitte Krasnoïarsk pour se rendre à Vladivostok.

1919, 27 août
Le C.I.S.E.O. se transfère à Tien-Tsin.

1919, septembre/novembre
Les armées bolcheviques occupent une grande partie de la Sibérie et s'installent à Omsk tandis que les forces interalliées se replient vers l'Orient. De nombreux militaires italiens, employés dans la Police Militaire, se distinguent dans les combats des 17/19 novembre.

1919, début décembre
Quelques services du C.I.S.E.O. – 34 officiers et 960 hommes de troupe – quittent Tien-Tsin et débarquent à Trieste le 12 février 1920.

1920, 28 février
Les derniers hommes du C.I.S.E.O. quittent Vladivostok. A leur retour en Italie, le Corps expéditionnaire est aussitôt dissous et les soldats tous libérés, recevant un don de vêtements et une prime de 50 Lires.

(J'ai fait moi-même cette traduction)

N.B. : Sont appelés ici Juliens, les soldats provenant de la Vénétie julienne, et Trentins, ceux originaires du Trentin, dans le Sud du Tyrol.

L'Empire russe en 1917

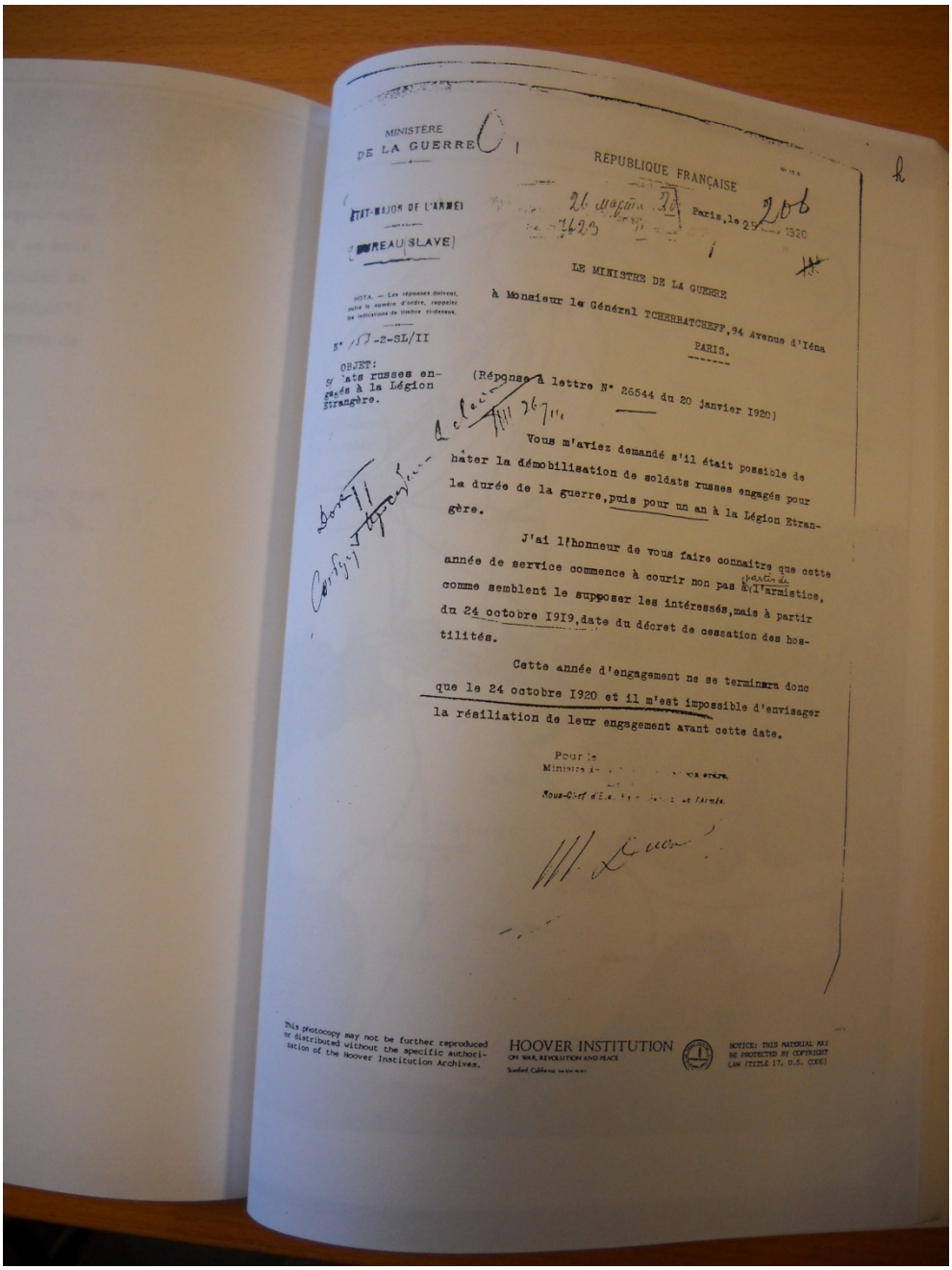


Source : Carte Russia Early 1917 de M. András Bereznay

(Avec l'accord de M. Bereznay)

Annexe Nr. 1

Décret du 23 octobre 1919 paru au J.O. le 24



MINISTÈRE DE LA GUERRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

BUREAU SLAVE

NOTA. — Les réponses doivent, outre le numéro d'ordre, rappeler les indications de timbre ci-dessus.

N° 153-2-SL/II

OBJET: Soldats russes engagés à la Légion Etrangère.

Paris, le 25 1920

LE MINISTRE DE LA GUERRE

à Monsieur le Général TCHERBATCHEFF, 94 Avenue d'Iéna

PARIS.

(Réponse à lettre N° 26544 du 20 janvier 1920)

Vous m'aviez demandé s'il était possible de hâter la démobilisation de soldats russes engagés pour la durée de la guerre, puis pour un an à la Légion Etrangère.

J'ai l'honneur de vous faire connaitre que cette année de service commence à courir non pas à partir de l'armistice, comme semblent le supposer les intéressés, mais à partir du 24 octobre 1919, date du décret de cessation des hostilités.

Cette année d'engagement ne se terminera donc que le 24 octobre 1920 et il m'est impossible d'envisager la résiliation de leur engagement avant cette date.

Pour le Ministre de la Guerre, Sous-Chef d'Etat-Major de l'Armée.

This photocopy may not be further reproduced or distributed without the specific authorization of the Hoover Institution Archives.

HOOVER INSTITUTION ON WAR, REVOLUTION AND PEACE

NOTICE: THIS MATERIAL MAY BE PROTECTED BY COPYRIGHT LAW (TITLE 17, U.S. CODE)

Source : Annexe h du Mémoire de BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction du Pr André MARTEL, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence, Année universitaire 1996-1997. Mémoire déposé au Centre de Documentation de la Légion étrangère.

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 2

Conférence du 29 novembre 1917



LE PAYS DE FRANCE 5

LA CONFÉRENCE DES ALLIÉS A PARIS

M. Balfour. Lord Northcliffe. M. Lloyd George. Colonel House.

Général Pershing. — Général Robertson. Général Foch. Amiral Jellicoé. — Sir Eric Geddes.

M. Pachitch. Général Iliesco. Amiral Sims. Général Cadorna. Général Bliss.

La Conférence des Alliés qui tenait ses séances au ministère des affaires étrangères a clôturé ses travaux le 3 décembre. Dix-sept puissances y étaient représentées. Voici les principales personnalités qui y prirent part ; leur réunion attestait la solidarité des Alliés.

Source : LE PAYS DE FRANCE n° 165 du 13 décembre 1917

(Ce journal n'existe plus – Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Pays_de_France)

Annexe Nr 3

EMPRUNTS RUSSES

EMPRUNTS RUSSES – Benoît de Saint-Chamas - transmis par mail le 8.3.2011

Chère Madame,
Je vous joins quelques morceaux choisis de l'étude que j'avais faite, au début des années 1990, dans laquelle vous trouverez, je l'espère, des éléments et références historiques utiles
Je pense que la partie qui vous intéresse se situe plutôt vers la fin
Cordialement
Benoît de Saint Chamas

La première histoire des emprunts russes, tout le monde la connaît approximativement. Il n'est pourtant pas inintéressant de l'évoquer à grands traits, ne serait-ce que pour rappeler le montant des sommes en jeu, pour souligner le traumatisme de 1917, pour préciser certains points complètement ignorés, et plus généralement parce que la connaissance de l'histoire d'une question est nécessaire pour saisir son actualité. En d'autres termes, la première histoire des emprunts russes éclaire et met en relief la seconde -l'actuelle-.

Certains événements évoqués sont assez mal connus. Ils sont ignorés parce qu'ils ont été cachés. Surtout en ce qui concerne la période 1917-1935. C'est ce qui explique qu'il sera accordé une grande place à cette période. Nous verrons en particulier les dessous des négociations franco-russes (1925-1927). Nous découvrirons certaines choses jusque-là classées "confidentiel finance" et qui auraient pu permettre -et, beaucoup plus intéressant, permettraient encore aujourd'hui- un règlement définitif de la question. C'est donc une partie un peu historique, parfois technique, mais dont le lecteur ne doit pas faire l'économie s'il veut bien appréhender dans tout son relief la seconde partie de cet ouvrage.

L'arnaque, la ruine et l'enlisement constituent les étapes principales de cette première épopée des fonds d'Etat russes.

* Plus exactement ce sont les épargnants Français qui leur ont donné ("prêté") leur fortune dans un processus qui apparaît a posteriori comme une ruée vers la ruine. 12 milliards de francs-or environ en 1914. Trois fois ce que la France a investi dans ses propres colonies à la même date!

« Ils donneraient leur sang : donnez votre or »

"Avec ces valeurs de tout premier ordre, dit M. de Norpois, si le revenu n'est pas très élevé, vous êtes assuré de ne jamais voir fléchir le capital". Cet extrait de Proust a trait...aux emprunts russes. C'est sur ce type de certitude, encouragée par les autorités de l'époque, que l'affaire des emprunts russes a pu se forger.

L'"Arnaque" a commencé bien avant cette fin de XIXème siècle. Dès 1822 des titres sont émis par la couronne de Russie et signés de la main de Nathan de Rothschild : ils garantissent une rente de 5%. 161 millions de francs-or sont ainsi placés. En 1867, 1869 et 1880 également des petits emprunts sont souscrits en France pour des montants nominaux respectifs de 300, 277 et 600 millions de francs.
Les autorités financières russes flairent dès cette époque le filon.

Annexe Nr. 4

(suite copiée des pp. 25-26)

[…]

* ***Les avoirs incontestables***

1) L'or de Brest-Litovsk. Il s'agit d'un stock de 93 tonnes d'or qui a été versé par la Russie à l'Allemagne lorsque la jeune République des Soviets a signé sa reddition à Brest-Litovsk (mars 1918). Cet or est donc allemand, rétorquera-t-on? Non, car lors du Traité de Versailles (28 juin 1919) l'article 259 annule les dispositions du Traité de Brest-Litovsk comme l'avait prévu la Commission Internationale d'Armistice de Spa (novembre 1918). L'or est donc « re-russifié ». Dès lors ce stock est partagé en deux parties égales qui sont transférées en Angleterre et en France. Les deux pays y voient un gage en vue d'inciter les Soviétiques à régler leur dette. La France a donc déposé durant l'entre-deux guerres 47 tonnes d'or qui appartiennent à la Russie. Cela représentait une somme de près de 3.5 milliards de nos francs. Cet or est-il toujours dans les caisses de la Banque de France ? Nous reviendrons sur ce point.

2) L'or de Koltchak. Cet or a une petite histoire. En 1918 le gouvernement des Soviets envoie ce que les historiens ont appelé « l'or des tsars » (constitué d'or, de pierres précieuses, de joyaux de la couronne et de fortunes appartenant à l'église orthodoxe) en deux sites. Une partie est acheminée sous haute surveillance à Nijni Novgorod. L'autre est conduite à Kazan. Or l'armée blanche, sous la direction de l'amiral Koltchak, attaque et prend Kazan, véritable Fort Knox. A partir de cette date l'or des tsars est partiellement rouge (réserves de Novgorod) et partiellement blanc (réserves de Kazan). On appellera cette seconde partie « l'or de Koltchak ». Koltchak va tenter de monnayer une partie de cet or contre sa reconnaissance diplomatique. Une grande partie de cet or est acheminée en France ou dans des succursales de banques françaises à l'étranger, et particulièrement en Asie. Nous avons pu retrouver des traces d'une partie de cette fortune.

3) Divers soldes débiteurs détenus dans des banques françaises (soldes du Trésor d'Etat russe, des succursales françaises de banques russes, des compagnies de chemin de fer russes). Le montant de ces sommes fait l'objet d'estimations divergentes. Dans tous les cas cela représente plus de 100 millions de francs or (soit 2 milliards de nos francs).

4) D'autres avoirs divers. Ce sont par exemple des marchandises, munitions et autres bien de l'ancien gouvernement tsariste saisis par les Puissances Centrales à Brest-Litovsk et transmis aux Puissances de l'Entente conformément aux dispositions du Traité de Versailles. Ce sont également des avoirs qui étaient en possession des brigades russes à Salonique (26 millions de francs-or portés au compte du Trésor à la Banque de France). Ce sont également les sommes liées à la liquidation de l'avoir des détachements russes ayant combattu en Champagne pendant la Première Guerre Mondiale.

Tous ces avoirs sont incontestables. Ils n'ont d'ailleurs jamais été contestés (sauf s'agissant de leur évaluation). Ils ont tout simplement été oubliés, ignorés, esquivés. Il y aurait pourtant largement de quoi indemniser les porteurs d'emprunts.

* ***Les avoirs contestés***

Les experts soviétiques affirment qu'avec l'or de Brest-Litovsk a été transféré une somme de 204 millions de roubles-or en billets de banques (ce qui ferait 14 milliards de nos francs). La France ne nie pas l'existence de cette fortune. Mais « l'administrateur séquestre des Avoirs russes en France », c'est-à-dire la personne chargée de la gestion des biens et intérêts russes gelés à partir de 1918, déclare que cette somme importante n'entre pas dans son champ de compétence. Il ne peut donc se prononcer sur l'exactitude de l'évaluation de cette somme.

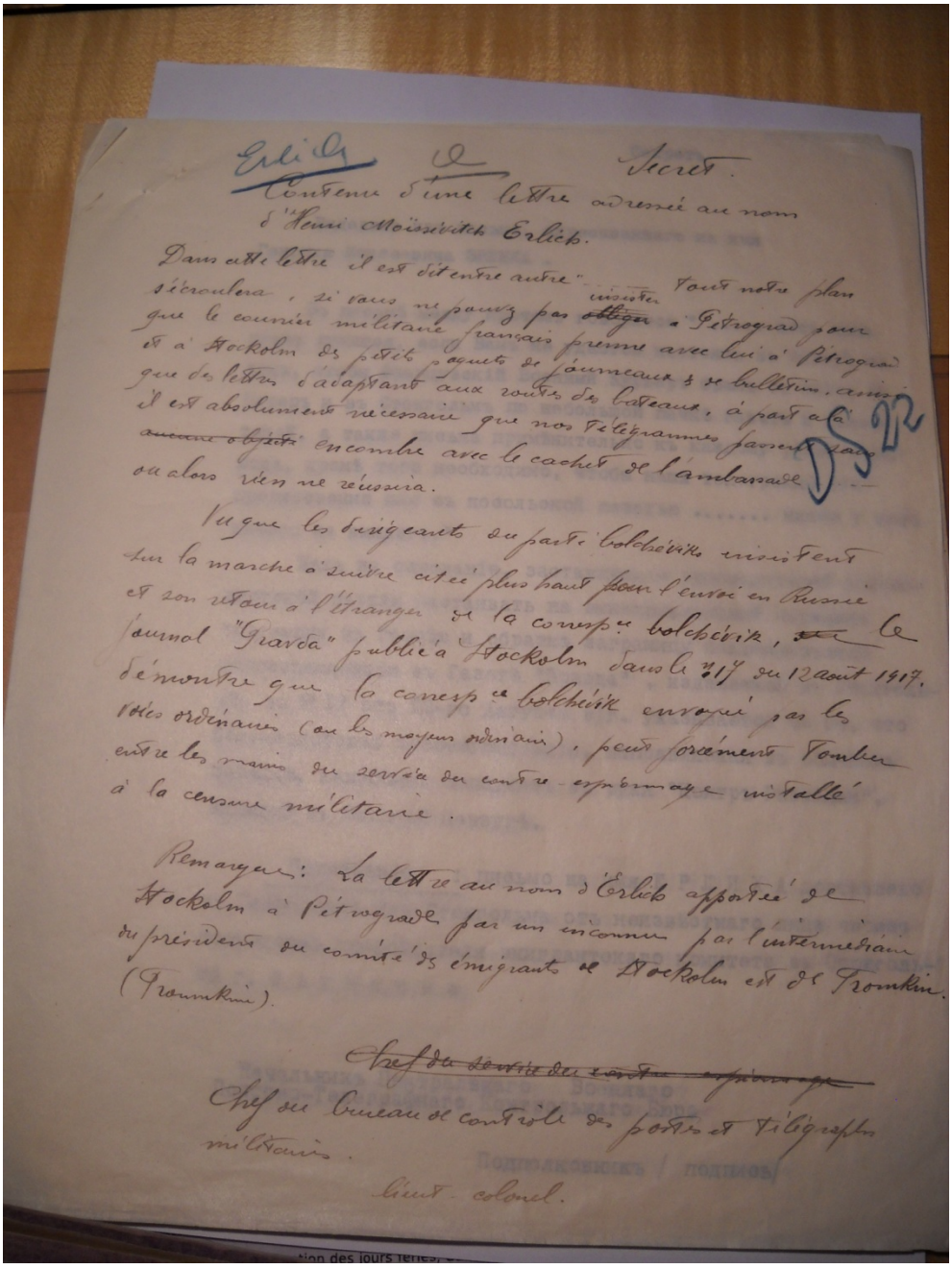
Toujours est-il qu'au terme de nos recherches nous avons pu trouver la preuve de l'existence de billets convoyés en France (voir annexe 4 : lettre du Ministre des Finances au Gouverneur de la Banque de France en date du 11 décembre 1918). Mais il ne nous a pas été possible d'évaluer leur montant total

[…]

(Avec l'accord de M. Benoît de Saint-Chamas)

Annexe Nr. 4a

PLAN DES ALLIÉS



Erlich Secret.

Contenu d'une lettre adressée au nom d'Henri Moïssévitch Erlich.

Dans cette lettre il est dit entre autre" ... tout notre plan s'écroulera, si vous ne pouvez pas ~~obliger~~ insister à Pétrograd pour que le courrier militaire français prenne avec lui à Pétrograd et à Stockolm des petits paquets de journaux & de bulletins, ainsi que des lettres d'adaptant aux routes des bateaux, à part cela il est absolument nécessaire que nos télégrammes passent sans ~~aucune objecti~~ encombre avec le cachet de l'ambassade ou alors rien ne réussira.

D S 22

Vu que les dirigeants du parti bolchéviks insistent sur la marche à suivre citée plus haut pour l'envoi en Russie et son retour à l'étranger de la corresp.ce bolchévik, ~~et~~ le journal "Gravda" publié à Stockolm dans le n° 17 du 12 août 1917, démontre que la corresp.ce bolchévik envoyée par les voies ordinaires (ou les moyens ordinaires), peut forcément tomber entre les mains du service du contre-espionnage installé à la censure militaire.

Remarque: La lettre au nom d'Erlich apportée de Stockolm à Pétrograde par un inconnu par l'intermédiaire du président du comité des émigrants de Stockolm est de Tromkin. (Troumkine).

~~Chef du service du contre espionnage~~

Chef du bureau de contrôle des postes et télégraphes militaires.

lieut. colonel.

Source : Archives diplomatiques de Nantes – Dossier D.S. 22 Conférence de Stockholm

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 5

OR DE BREST-LITOVSK



Armand Fallières l'avait dit : « Prêter à la Russie, c'est prêter à la France. » Et tous les notables le répétaient depuis 1888 : les emprunts russes étaient un placement sûr, appuyé sur une alliance politique majeure. A tel point que les Allemands eux-mêmes s'en inquiétaient : « De la petite bourse noire du bourgeois français la monarchie russe peut tirer la substance de ses plans monumentaux », prévenait le chancelier von Bülow. Et pourtant, il suffit d'un trait de plume, le 21 février 1918, au bas d'un décret du Comité central exécutif des soviets, pour signifier au monde que « tous les emprunts extérieurs sans exception sont répudiés de façon absolue ». En France, 1,6 million d'épargnants sont alors brutalement spoliés, après avoir acheté 30 millions de titres russes, pour un montant total de 12 milliards de francs-or, soit 200 milliards de francs actuels.

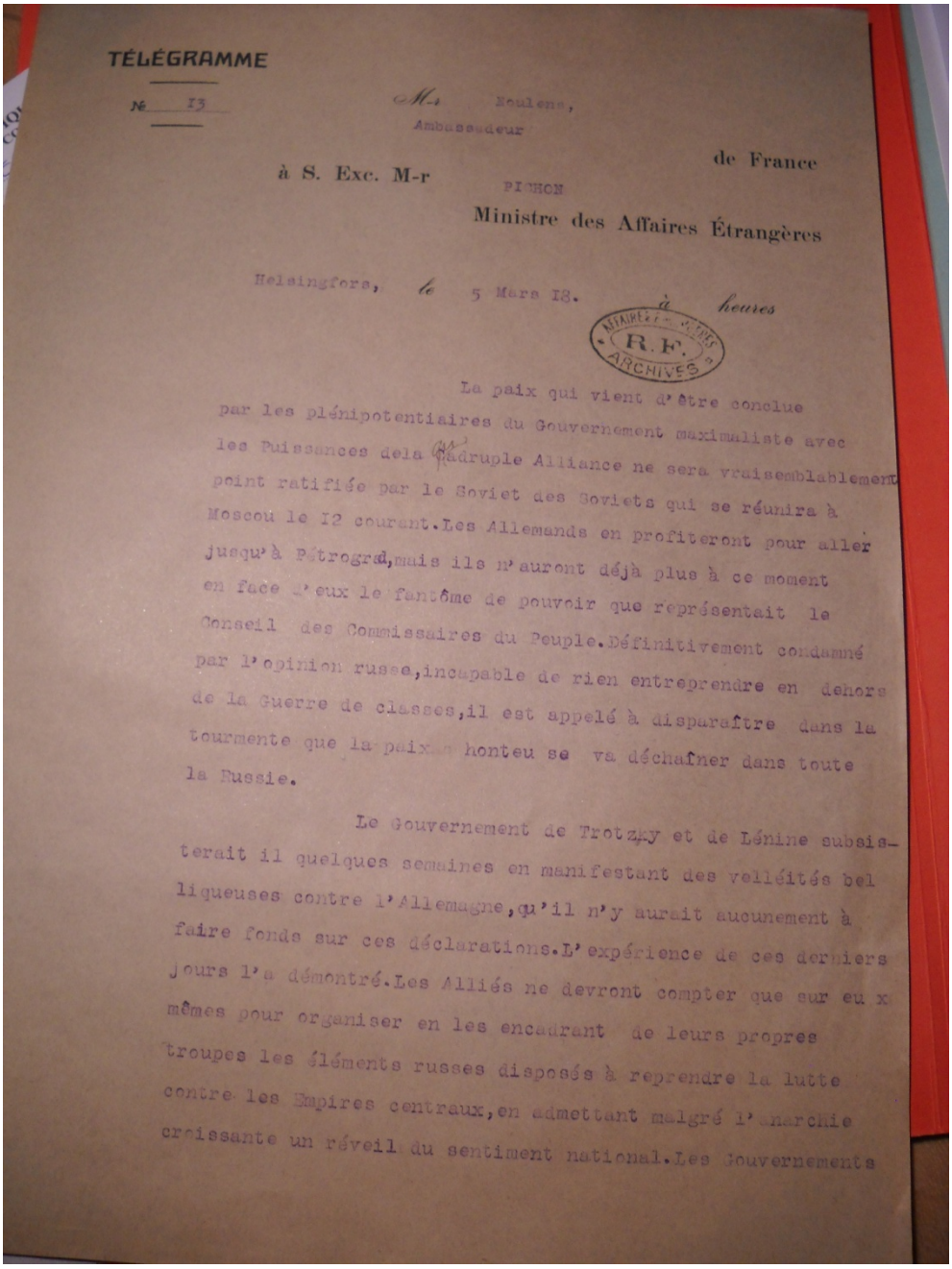
C'est le début d'un incroyable feuilleton diplomatique et financier, qui rebondit aujourd'hui avec le complexe recensement des détenteurs d'emprunts russes, aux fins d'une indemnisation symbolique. Mais les 2,5 milliards de francs qui seront distribués d'ici à mars 2001 semblent être une aumône au vu des sommes sinistrées, et surtout en considérant que l'Etat français, lui aussi créancier de la Russie, n'a pas attendu, lui, si longtemps avant de se rembourser. En effet, des archives inédites du ministère de l'Economie et des Finances, des Affaires étrangères et de la Banque de France, que L'Express a pu consulter, établissent que les gouvernements des années 20, sur fond de guerre froide avant l'heure entre la France et la toute nouvelle URSS, ont habilement escamoté de nombreux biens russes saisis en 1918, et notamment un véritable trésor : l'or de Brest-Litovsk. Objet depuis quatre-vingts ans de nombreux fantasmes, ces 5 620 lingots de 18 kilos chacun ne dorment plus dans les caves de la rue Croix-des-Petits-Champs, à Paris, quelques dizaines de mètres au-dessous de la Banque de France. Mais leur disparition organisée jette une lumière nouvelle sur la manière dont l'Etat a « géré » l'affaire des emprunts russes entre 1918 et la Seconde Guerre mondiale, le remboursement des petits épargnants paraissant être un objectif secondaire par rapport aux intérêts du Trésor.

L'or de Brest-Litovsk doit son nom à la ville où fut signée, en mars 1918, la reddition de la jeune République des soviets face aux puissances centrales. Russe, cet or devient allemand pour quelques mois. Après l'armistice du 11 novembre 1918, dont la conférence de Spa (Belgique) réglera les aspects financiers, ●●●

Source : L'Express du 13.8.1998, article rédigé par Christophe Barbier et Benoît de Saint-Chamas
Aujourd'hui sous http://www.lexpress.fr/informations/la-france-et-l-or-des-soviets_629840.html

(Avec l'accord des auteurs)

Annexe Nr. 6



TÉLÉGRAMME

N° 13

M. Boulens,
Ambassadeur
de France

à S. Exc. M-r PICHON
Ministre des Affaires Étrangères

Helsingfors, le 5 Mars 18. à heures

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

La paix qui vient d'être conclue par les plénipotentiaires du Gouvernement maximaliste avec les Puissances dela Quadruple Alliance ne sera vraisemblablement point ratifiée par le Soviet des Soviets qui se réunira à Moscou le 12 courant. Les Allemands en profiteront pour aller jusqu'à Pétrograd, mais ils n'auront déjà plus à ce moment en face d'eux le fantôme de pouvoir que représentait le Conseil des Commissaires du Peuple. Définitivement condamné par l'opinion russe, incapable de rien entreprendre en dehors de la Guerre de classes, il est appelé à disparaître dans la tourmente que la paix honteuse va déchaîner dans toute la Russie.

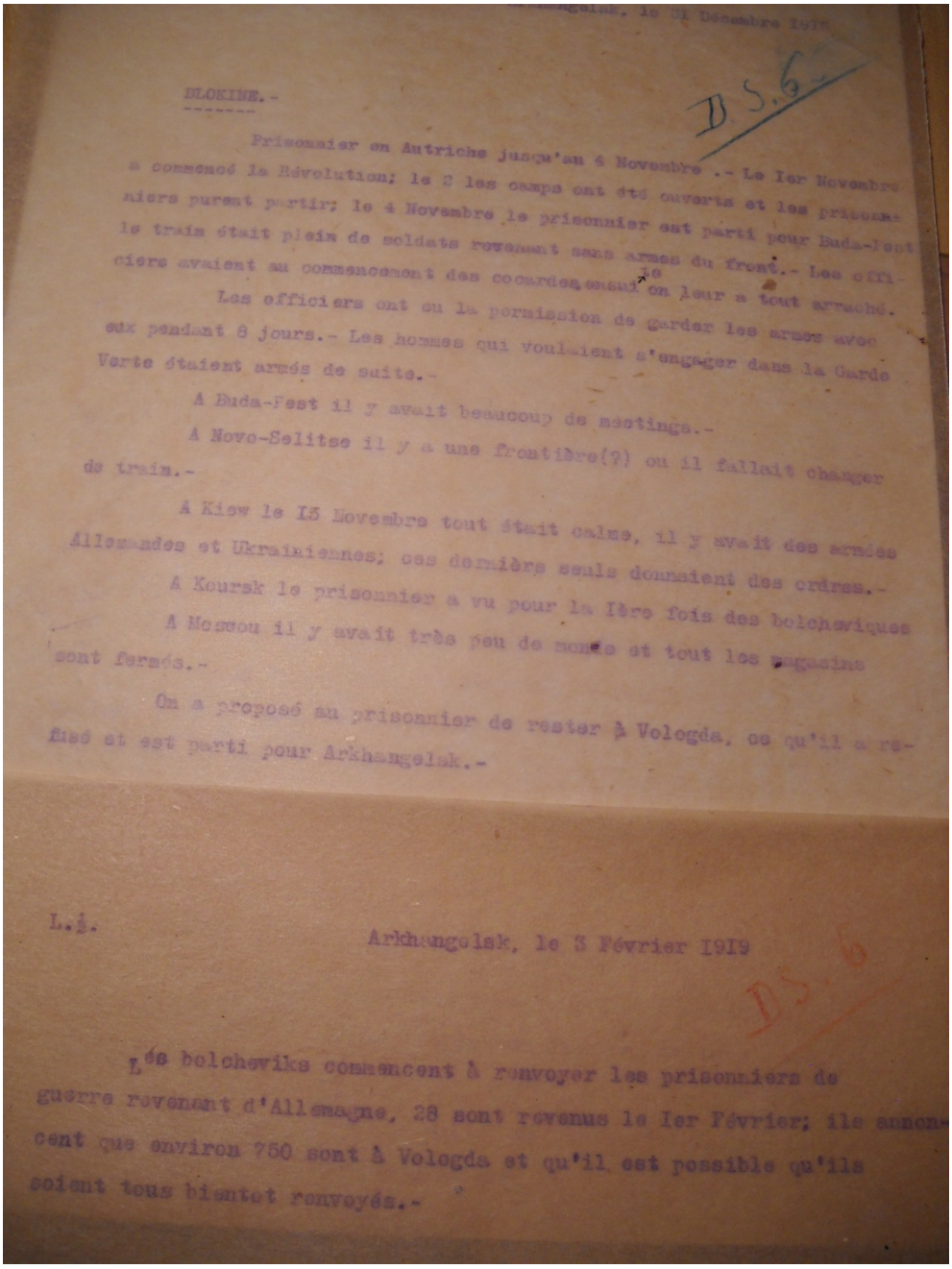
Le Gouvernement de Trotzky et de Lénine subsisterait il quelques semaines en manifestant des velléités belliqueuses contre l'Allemagne, qu'il n'y aurait aucunement à faire fonds sur ces déclarations. L'expérience de ces derniers jours l'a démontré. Les Alliés ne devront compter que sur eux mêmes pour organiser en les encadrant de leurs propres troupes les éléments russes disposés à reprendre la lutte contre les Empires centraux, en admettant malgré l'anarchie croissante un réveil du sentiment national. Les Gouvernements

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 7

PRISONNIERS APRÈS BREST-LITOVSK



BLOKINE.-

Prisonnier en Autriche jusqu'au 4 Novembre .- Le Ier Novembre a commencé la Révolution; le 2 les camps ont été ouverts et les prisonniers purent partir; le 4 Novembre le prisonnier est parti pour Buda-Pest le train était plein de soldats revenant sans armes du front.- Les officiers avaient au commencement des cocardes, ensuite on leur a tout arraché.

Les officiers ont eu la permission de garder les armes avec eux pendant 8 jours.- Les hommes qui voulaient s'engager dans la Garde Verte étaient armés de suite.-

A Buda-Pest il y avait beaucoup de meetings.-

A Novo-Selitse il y a une frontière(?) où il fallait changer de train.-

A Kiew le I5 Novembre tout était calme, il y avait des armées Allemandes et Ukrainiennes; ces dernières seules donnaient des ordres.-

A Koursk le prisonnier a vu pour la Ière fois des bolcheviques

A Moscou il y avait très peu de monde et tout les magasins sont fermés.-

On a proposé au prisonnier de rester à Vologda, ce qu'il a refusé et est parti pour Arkhangelsk.-

L.j.

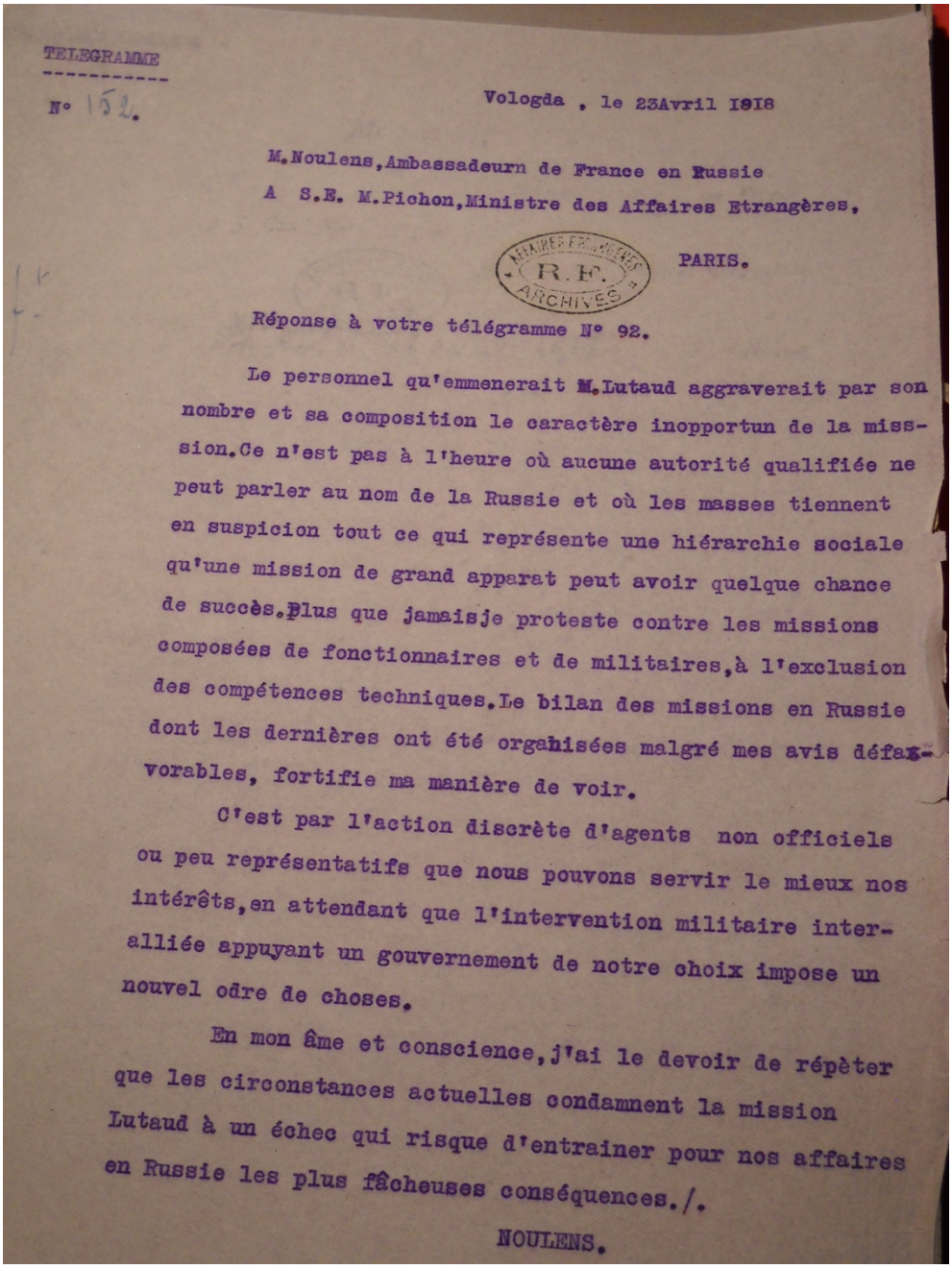
Arkhangelsk, le 3 Février 1919

Les bolcheviks commencent à renvoyer les prisonniers de guerre revenant d'Allemagne, 28 sont revenus le Ier Février; ils annoncent que environ 750 sont à Vologda et qu'il est possible qu'ils soient tous bientot renvoyés.-

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Dossier spécial Prisonniers de guerre n° 38

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 8



TELEGRAMME

N° 152.

Vologda , le 23Avril 1918

M.Noulens,Ambassadeurn de France en Russie

A S.E. M.Pichon,Ministre des Affaires Etrangères,

PARIS.

AFFAIRES ETRANGERES R.F. ARCHIVES

Réponse à votre télégramme N° 92.

Le personnel qu'emmenerait M.Lutaud aggraverait par son nombre et sa composition le caractère inopportun de la mission.Ce n'est pas à l'heure où aucune autorité qualifiée ne peut parler au nom de la Russie et où les masses tiennent en suspicion tout ce qui représente une hiérarchie sociale qu'une mission de grand apparat peut avoir quelque chance de succès.Plus que jamaisje proteste contre les missions composées de fonctionnaires et de militaires,à l'exclusion des compétences techniques.Le bilan des missions en Russie dont les dernières ont été organisées malgré mes avis défavorables, fortifie ma manière de voir.

C'est par l'action discrète d'agents non officiels ou peu représentatifs que nous pouvons servir le mieux nos intérêts,en attendant que l'intervention militaire interalliée appuyant un gouvernement de notre choix impose un nouvel odre de choses.

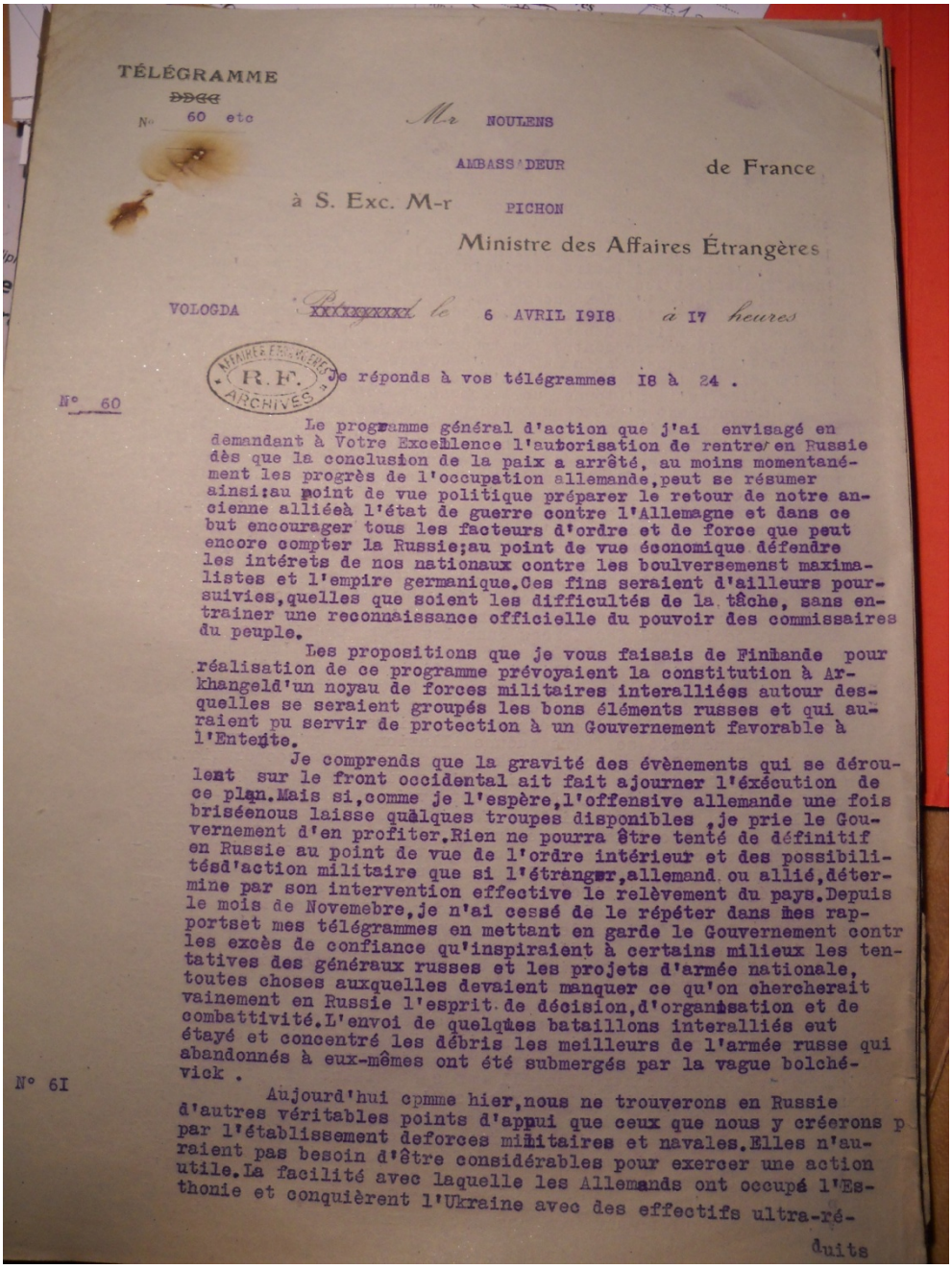
En mon âme et conscience,j'ai le devoir de répèter que les circonstances actuelles condamnent la mission Lutaud à un échec qui risque d'entrainer pour nos affaires en Russie les plus fâcheuses conséquences./.

NOULENS.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 9



TÉLÉGRAMME

N° 60 etc

Mr NOULENS

AMBASS'DEUR de France

à S. Exc. M-r PICHON

Ministre des Affaires Étrangères

VOLOGDA XXXXXXXXX le 6 AVRIL 1918 à 17 heures

R.F. AFFAIRES ÉTRANGÈRES ARCHIVES

N° 60

Je réponds à vos télégrammes 18 à 24 .

Le programme général d'action que j'ai envisagé en demandant à Votre Excellence l'autorisation de rentrer en Russie dès que la conclusion de la paix a arrêté, au moins momentanément les progrès de l'occupation allemande, peut se résumer ainsi: au point de vue politique préparer le retour de notre ancienne alliéeà l'état de guerre contre l'Allemagne et dans ce but encourager tous les facteurs d'ordre et de force que peut encore compter la Russie; au point de vue économique défendre les intérets de nos nationaux contre les boulversemenst maximalistes et l'empire germanique. Ces fins seraient d'ailleurs poursuivies, quelles que soient les difficultés de la tâche, sans entrainer une reconnaissance officielle du pouvoir des commissaires du peuple.

Les propositions que je vous faisais de Finlande pour réalisation de ce programme prévoyaient la constitution à Arkhangeld'un noyau de forces militaires interalliées autour desquelles se seraient groupés les bons éléments russes et qui auraient pu servir de protection à un Gouvernement favorable à l'Entente.

Je comprends que la gravité des évènements qui se déroulent sur le front occidental ait fait ajourner l'éxécution de ce plan. Mais si, comme je l'espère, l'offensive allemande une fois briséenous laisse quelques troupes disponibles , je prie le Gouvernement d'en profiter. Rien ne pourra être tenté de définitif en Russie au point de vue de l'ordre intérieur et des possibilitésd'action militaire que si l'étranger, allemand ou allié, détermine par son intervention effective le relèvement du pays. Depuis le mois de Novemebre, je n'ai cessé de le répéter dans mes rapportset mes télégrammes en mettant en garde le Gouvernement contr les excès de confiance qu'inspiraient à certains milieux les tentatives des généraux russes et les projets d'armée nationale, toutes choses auxquelles devaient manquer ce qu'on chercherait vainement en Russie l'esprit de décision, d'organisation et de combattivité. L'envoi de quelques bataillons interalliés eut étayé et concentré les débris les meilleurs de l'armée russe qui abandonnés à eux-mêmes ont été submergés par la vague bolchévick .

N° 61

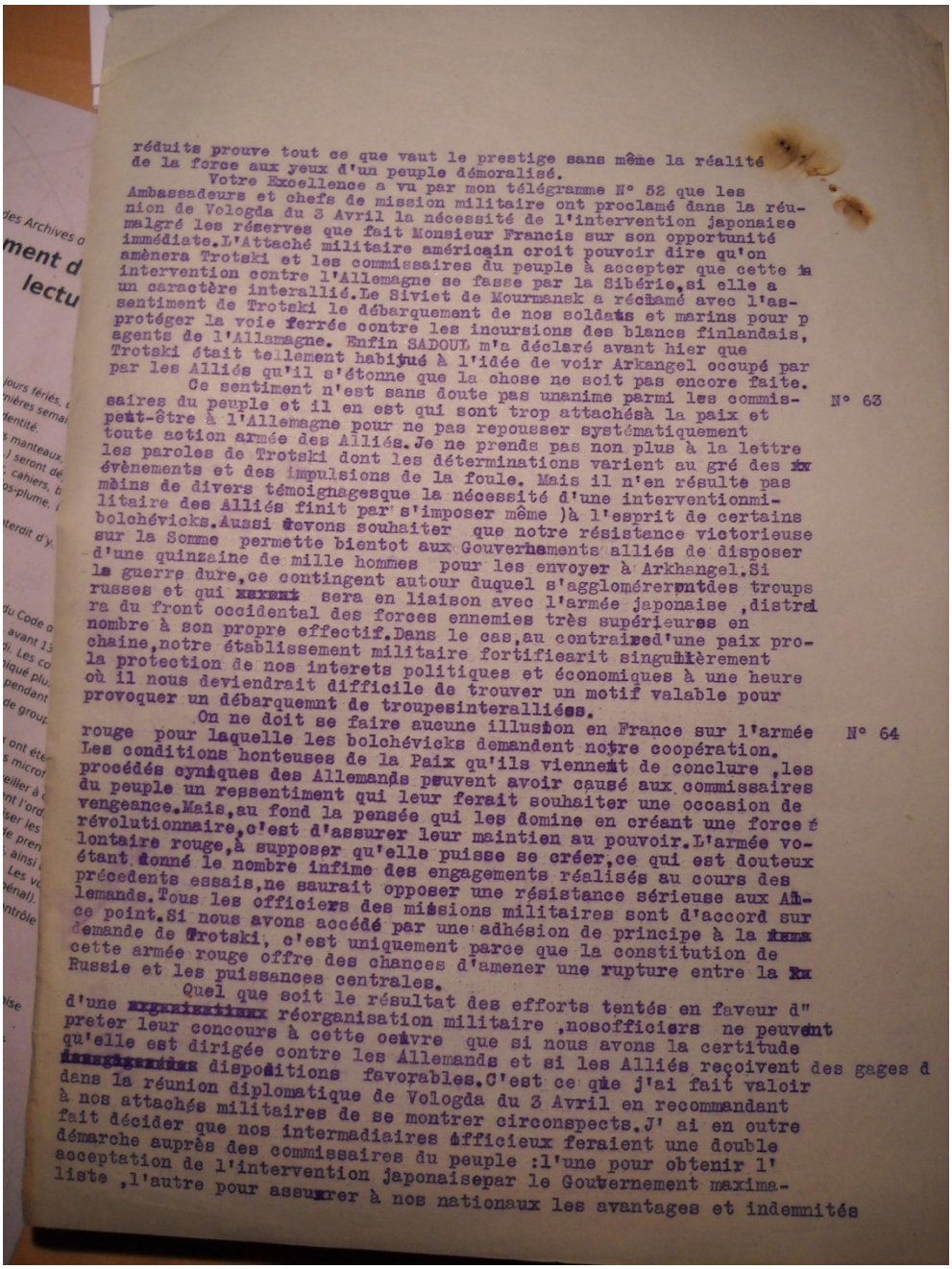
Aujourd'hui cpmme hier, nous ne trouverons en Russie d'autres véritables points d'appui que ceux que nous y créerons p par l'établissement deforces militaires et navales. Elles n'auraient pas besoin d'être considérables pour exercer une action utile. La facilité avec laquelle les Allemands ont occupé l'Esthonie et conquièrent l'Ukraine avec des effectifs ultra-réduits

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 10

(suite)



réduits prouve tout ce que vaut le prestige sans même la réalité de la force aux yeux d'un peuple démoralisé.

Votre Excellence a vu par mon télégramme N° 52 que les Ambassadeurs et chefs de mission militaire ont proclamé dans la réunion de Vologda du 3 Avril la nécessité de l'intervention japonaise malgré les réserves que fait Monsieur Francis sur son opportunité immédiate. L'Attaché militaire américain croit pouvoir dire qu'on amènera Trotski et les commissaires du peuple à accepter que cette intervention contre l'Allemagne se fasse par la Sibérie, si elle a un caractère interallié. Le Siviet de Mourmansk a réclamé avec l'assentiment de Trotski le débarquement de nos soldats et marins pour protéger la voie ferrée contre les incursions des blancs finlandais, agents de l'Allamagne. Enfin SADOUL m'a déclaré avant hier que Trotski était tellement habitué à l'idée de voir Arkangel occupé par les Alliés qu'il s'étonne que la chose ne soit pas encore faite.

Ce sentiment n'est sans doute pas unanime parmi les commissaires du peuple et il en est qui sont trop attachés à la paix et peut-être à l'Allemagne pour ne pas repousser systématiquement toute action armée des Alliés. Je ne prends pas non plus à la lettre les paroles de Trotski dont les déterminations varient au gré des événements et des impulsions de la foule. Mais il n'en résulte pas moins de divers témoignages que la nécessité d'une intervention militaire des Alliés finit par s'imposer même à l'esprit de certains bolchévicks. Aussi devons souhaiter que notre résistance victorieuse sur la Somme permette bientot aux Gouverhements alliés de disposer d'une quinzaine de mille hommes pour les envoyer à Arkhangel. Si la guerre dure, ce contingent autour duquel s'agglomérerontdes troupes russes et qui sera en liaison avec l'armée japonaise, distraira du front occidental des forces ennemies très supérieures en nombre à son propre effectif. Dans le cas, au contraired'une paix prochaine, notre établissement militaire fortifieait singulièrement la protection de nos interets politiques et économiques à une heure où il nous deviendrait difficile de trouver un motif valable pour provoquer un débarquemnt de troupesinteralliées.

N° 63

On ne doit se faire aucune illusion en France sur l'armée rouge pour laquelle les bolchévicks demandent notre coopération. Les conditions honteuses de la Paix qu'ils viennent de conclure, les procédés cyniques des Allemands peuvent avoir causé aux commissaires du peuple un ressentiment qui leur ferait souhaiter une occasion de vengeance. Mais, au fond la pensée qui les domine en créant une force révolutionnaire, c'est d'assurer leur maintien au pouvoir. L'armée volontaire rouge, à supposer qu'elle puisse se créer, ce qui est douteux étant donné le nombre infime des engagements réalisés au cours des précedents essais, ne saurait opposer une résistance sérieuse aux Allemands. Tous les officiers des missions militaires sont d'accord sur ce point. Si nous avons accédé par une adhésion de principe à la demande de Trotski, c'est uniquement parce que la constitution de cette armée rouge offre des chances d'amener une rupture entre la Russie et les puissances centrales.

N° 64

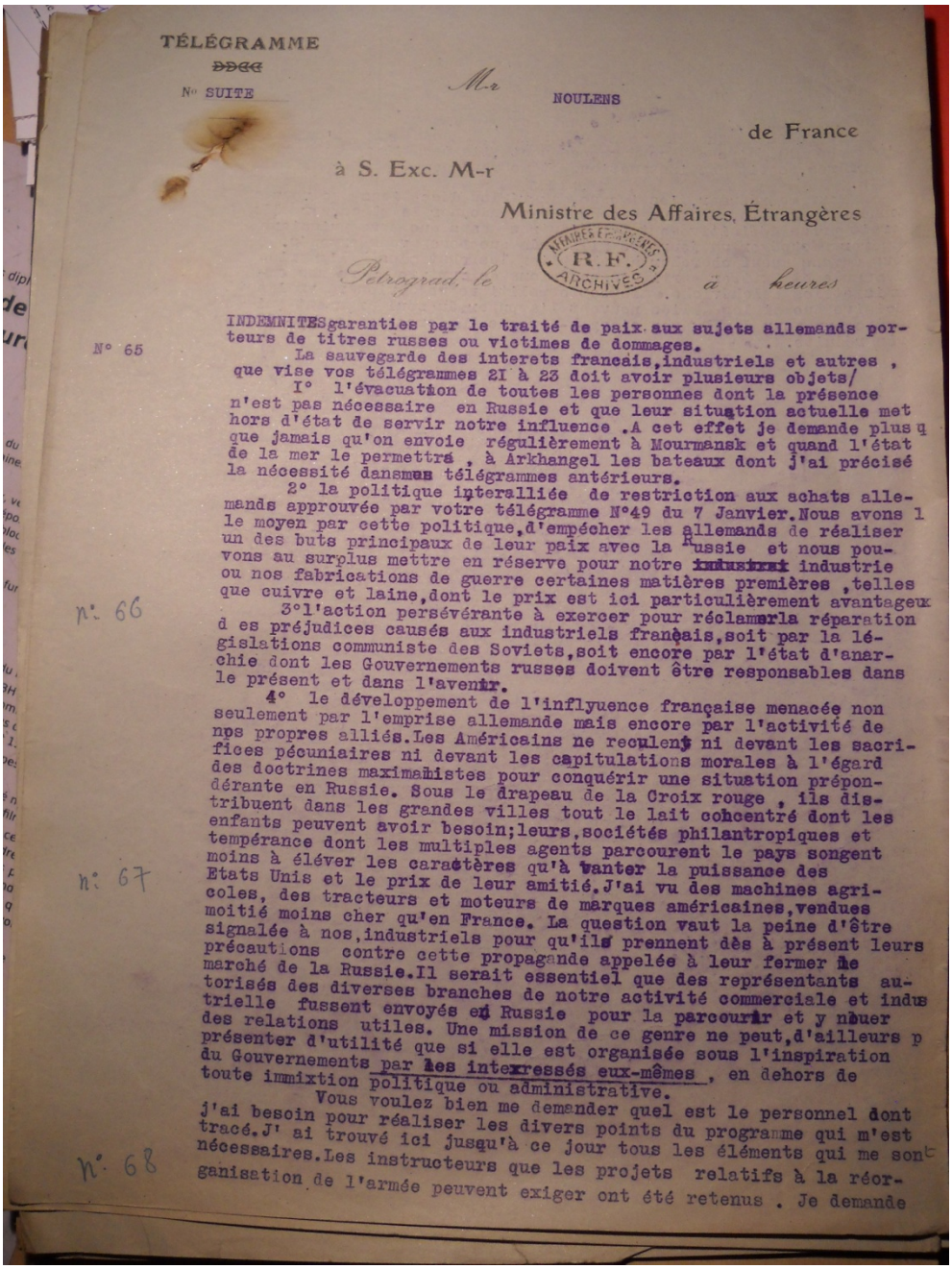
Quel que soit le résultat des efforts tentés en faveur d'une réorganisation militaire, nosofficiers ne peuvent preter leur concours à cette oeuvre que si nous avons la certitude qu'elle est dirigée contre les Allemands et si les Alliés reçoivent des gages de dispositions favorables. C'est ce que j'ai fait valoir dans la réunion diplomatique de Vologda du 3 Avril en recommandant à nos attachés militaires de se montrer circonspects. J'ai en outre fait décider que nos intermadiaires officieux feraient une double démarche auprès des commissaires du peuple : l'une pour obtenir l'acceptation de l'intervention japonaisepar le Gouvernement maximaliste, l'autre pour assurer à nos nationaux les avantages et indemnités

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 10a

(suite)



TÉLÉGRAMME

DDGG

N° SUITE

Mr NOULENS

de France

à S. Exc. M-r

Ministre des Affaires Étrangères

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

Pétrograd, le à heures

N° 65

INDEMNITES garanties par le traité de paix aux sujets allemands porteurs de titres russes ou victimes de dommages.

La sauvegarde des interets français, industriels et autres, que vise vos télégrammes 21 à 23 doit avoir plusieurs objets/

I° l'évacuation de toutes les personnes dont la présence n'est pas nécessaire en Russie et que leur situation actuelle met hors d'état de servir notre influence. A cet effet je demande plus que jamais qu'on envoie régulièrement à Mourmansk et quand l'état de la mer le permettra, à Arkhangel les bateaux dont j'ai précisé la nécessité dans mes télégrammes antérieurs.

2° la politique interalliée de restriction aux achats allemands approuvée par votre télégramme N°49 du 7 Janvier. Nous avons le moyen par cette politique, d'empêcher les allemands de réaliser un des buts principaux de leur paix avec la Russie et nous pouvons au surplus mettre en réserve pour notre industrie ou nos fabrications de guerre certaines matières premières, telles que cuivre et laine, dont le prix est ici particulièrement avantageux

n°. 66

3° l'action persévérante à exercer pour réclamer la réparation des préjudices causés aux industriels français, soit par la législations communiste des Soviets, soit encore par l'état d'anarchie dont les Gouvernements russes doivent être responsables dans le présent et dans l'avenir.

4° le développement de l'influence française menacée non seulement par l'emprise allemande mais encore par l'activité de nos propres alliés. Les Américains ne reculent ni devant les sacrifices pécuniaires ni devant les capitulations morales à l'égard des doctrines maximalistes pour conquérir une situation prépondérante en Russie. Sous le drapeau de la Croix rouge, ils distribuent dans les grandes villes tout le lait concentré dont les enfants peuvent avoir besoin; leurs sociétés philantropiques et tempérance dont les multiples agents parcourent le pays songent moins à élever les caractères qu'à vanter la puissance des Etats Unis et le prix de leur amitié. J'ai vu des machines agricoles, des tracteurs et moteurs de marques américaines, vendues moitié moins cher qu'en France. La question vaut la peine d'être signalée à nos industriels pour qu'ils prennent dès à présent leurs précautions contre cette propagande appelée à leur fermer le marché de la Russie. Il serait essentiel que des représentants autorisés des diverses branches de notre activité commerciale et industrielle fussent envoyés en Russie pour la parcourir et y nouer des relations utiles. Une mission de ce genre ne peut, d'ailleurs présenter d'utilité que si elle est organisée sous l'inspiration du Gouvernements par les intéressés eux-mêmes, en dehors de toute immixtion politique ou administrative.

n°. 67

Vous voulez bien me demander quel est le personnel dont j'ai besoin pour réaliser les divers points du programme qui m'est tracé. J'ai trouvé ici jusqu'à ce jour tous les éléments qui me sont nécessaires. Les instructeurs que les projets relatifs à la réorganisation de l'armée peuvent exiger ont été retenus. Je demande

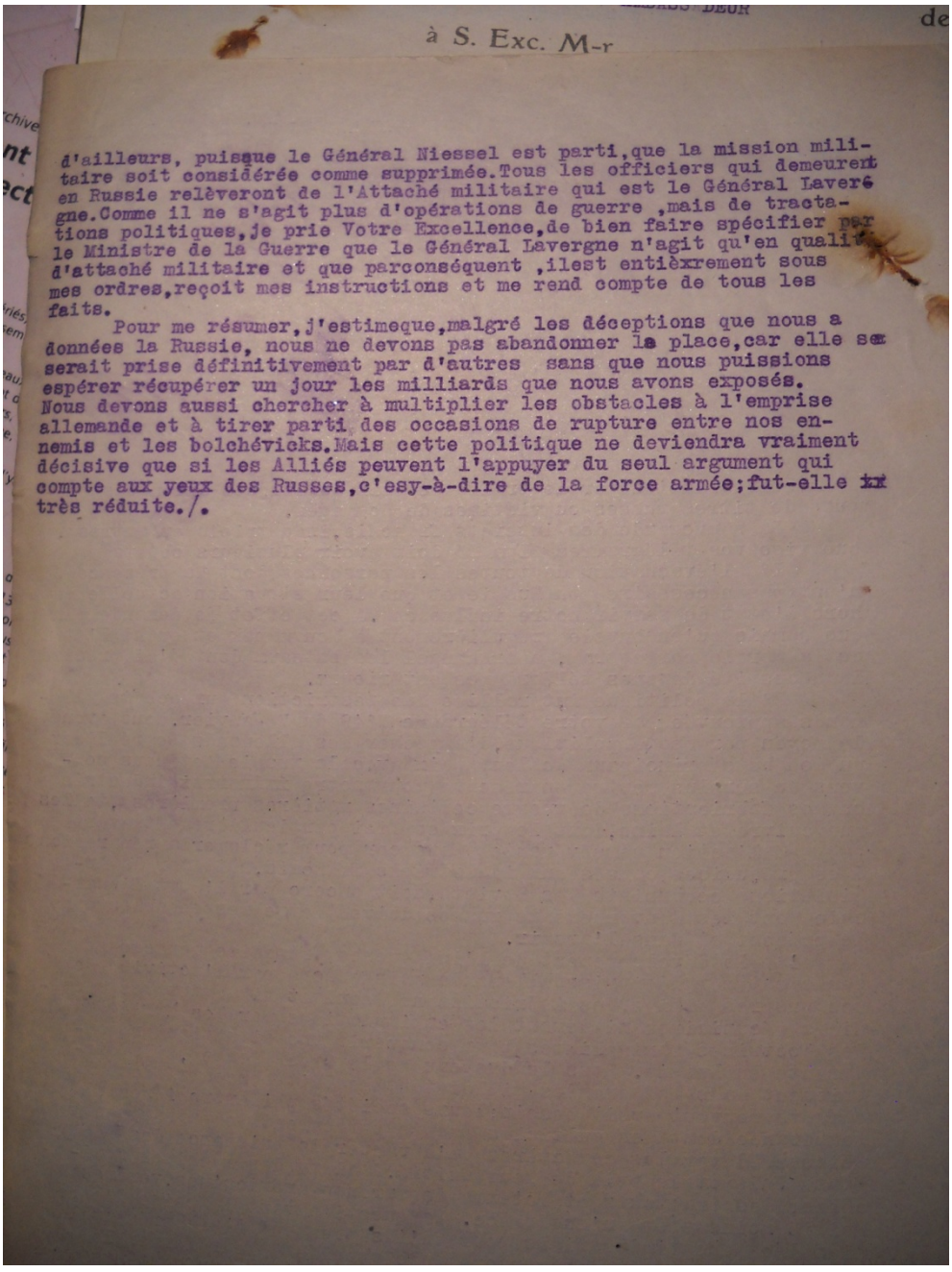
n°. 68

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 10b

(suite)



à S. Exc. M-r

d'ailleurs, puisque le Général Niessel est parti,que la mission militaire soit considérée comme supprimée.Tous les officiers qui demeurent en Russie relèveront de l'Attaché militaire qui est le Général Laverégne.Comme il ne s'agit plus d'opérations de guerre ,mais de tractations politiques,je prie Votre Excellence,de bien faire spécifier par le Ministre de la Guerre que le Général Lavergne n'agit qu'en qualité d'attaché militaire et que parconséquent ,ilest entièxrement sous mes ordres,reçoit mes instructions et me rend compte de tous les faits.

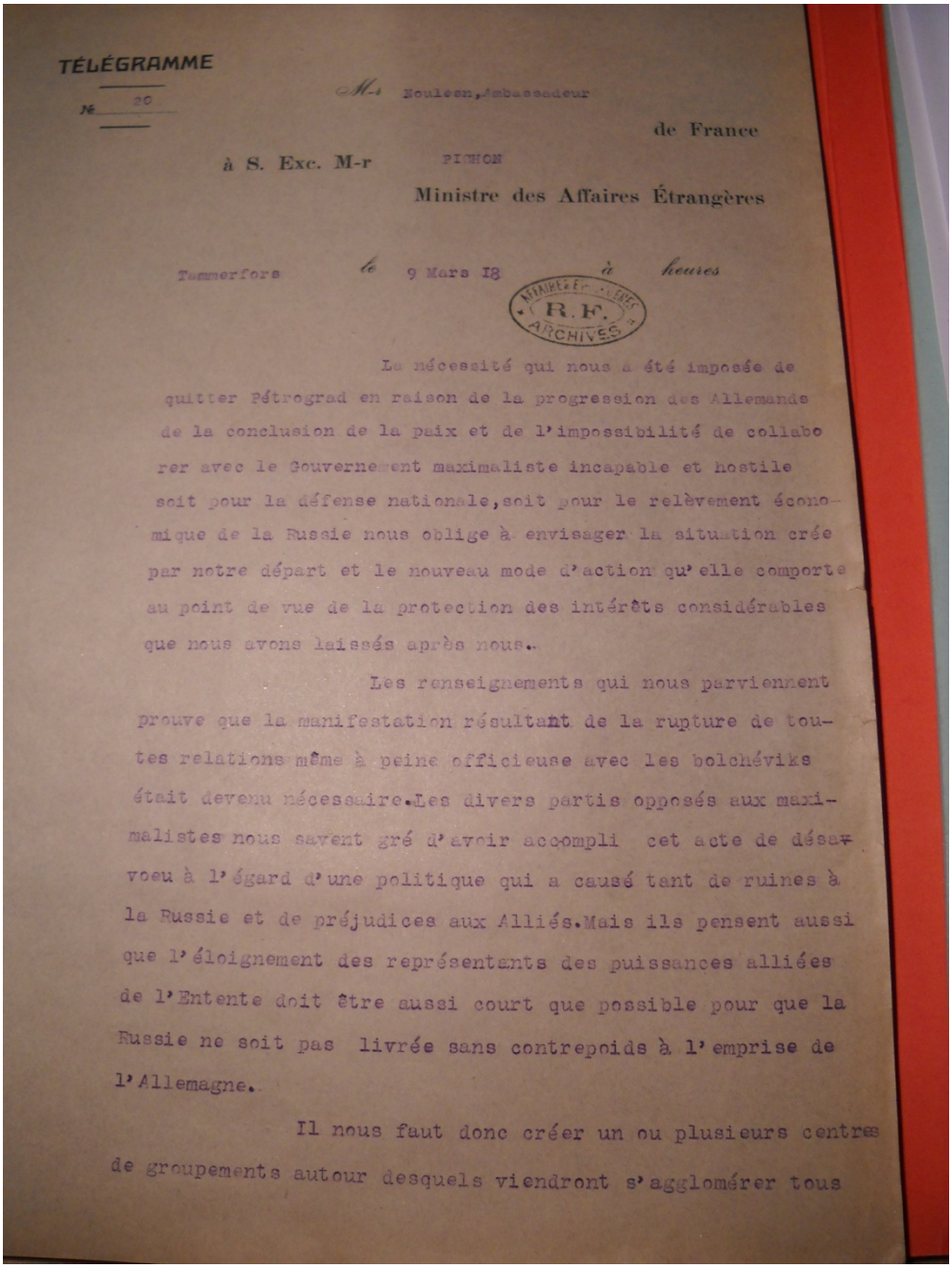
Pour me résumer,j'estimeque,malgré les déceptions que nous a données la Russie, nous ne devons pas abandonner la place,car elle se serait prise définitivement par d'autres sans que nous puissions espérer récupérer un jour les milliards que nous avons exposés. Nous devons aussi chercher à multiplier les obstacles à l'emprise allemande et à tirer parti des occasions de rupture entre nos ennemis et les bolchévicks.Mais cette politique ne deviendra vraiment décisive que si les Alliés peuvent l'appuyer du seul argument qui compte aux yeux des Russes,c'esy-à-dire de la force armée;fut-elle très réduite./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 10c

CRAINTE DE L'EMPRISE DE L'Allemagne



TÉLÉGRAMME

N° 20

M. Boulsen, Ambassadeur de France

à S. Exc. M-r PICHON

Ministre des Affaires Étrangères

Tammerfors le 9 Mars 18 à heures

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

La nécessité qui nous a été imposée de quitter Pétrograd en raison de la progression des Allemands de la conclusion de la paix et de l'impossibilité de collaborer avec le Gouvernement maximaliste incapable et hostile soit pour la défense nationale, soit pour le relèvement économique de la Russie nous oblige à envisager la situation crée par notre départ et le nouveau mode d'action qu'elle comporte au point de vue de la protection des intérêts considérables que nous avons laissés après nous.

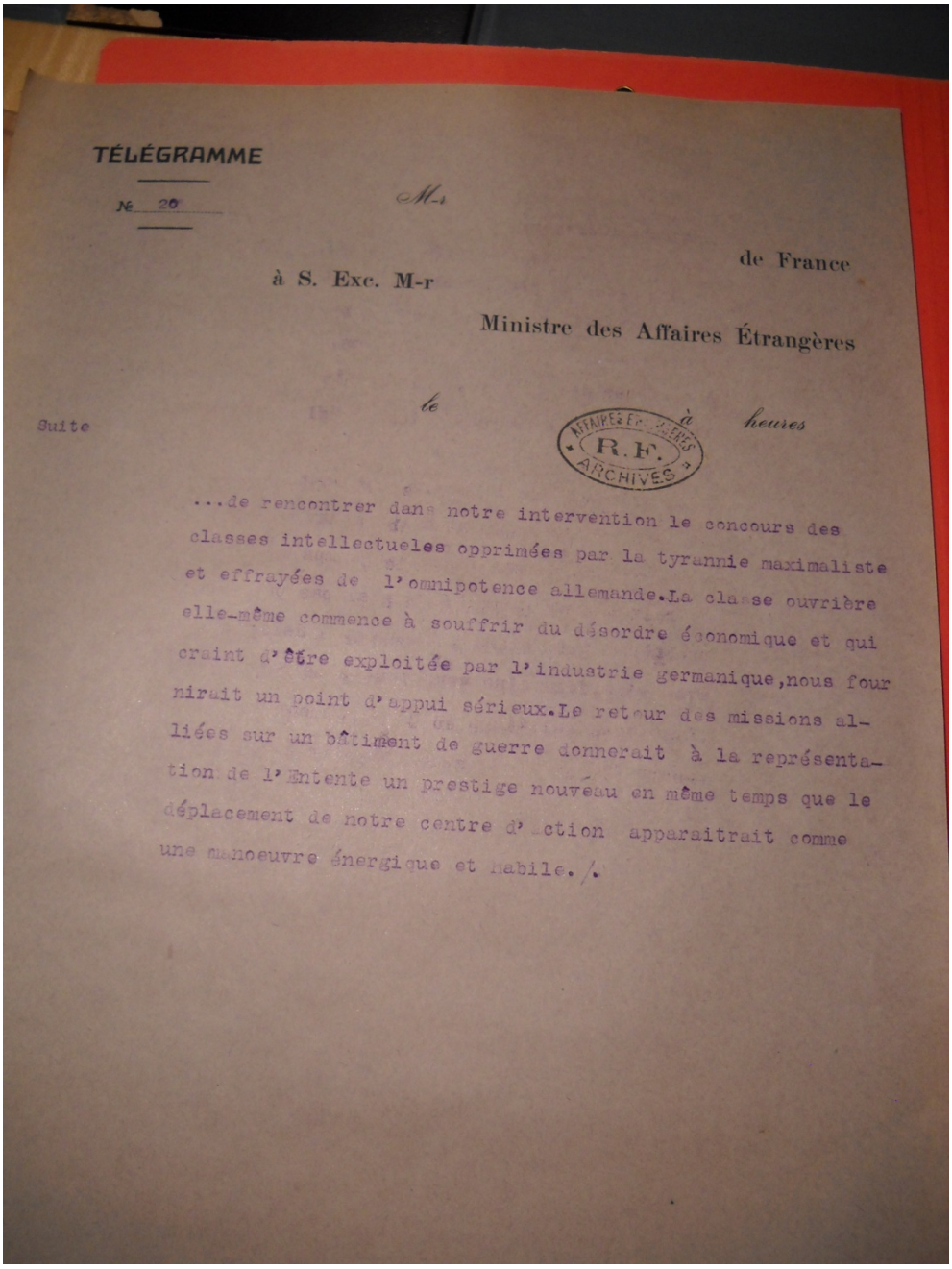
Les renseignements qui nous parviennent prouve que la manifestation résultant de la rupture de toutes relations même à peine officieuse avec les bolchéviks était devenu nécessaire. Les divers partis opposés aux maximalistes nous savent gré d'avoir accompli cet acte de désavoeu à l'égard d'une politique qui a causé tant de ruines à la Russie et de préjudices aux Alliés. Mais ils pensent aussi que l'éloignement des représentants des puissances alliées de l'Entente doit être aussi court que possible pour que la Russie ne soit pas livrée sans contrepoids à l'emprise de l'Allemagne.

Il nous faut donc créer un ou plusieurs centres de groupements autour desquels viendront s'agglomérer tous

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 11



TÉLÉGRAMME

N° 20

M-r

de France

à S. Exc. M-r

Ministre des Affaires Étrangères

le à heures

Suite

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

...de rencontrer dans notre intervention le concours des classes intellectueles opprimées par la tyrannie maximaliste et effrayées de l'omnipotence allemande. La classe ouvrière elle-même commence à souffrir du désordre économique et qui craint d'être exploitée par l'industrie germanique, nous fournirait un point d'appui sérieux. Le retour des missions alliées sur un bâtiment de guerre donnerait à la représentation de l'Entente un prestige nouveau en même temps que le déplacement de notre centre d'action apparaitrait comme une manoeuvre énergique et habile. /.

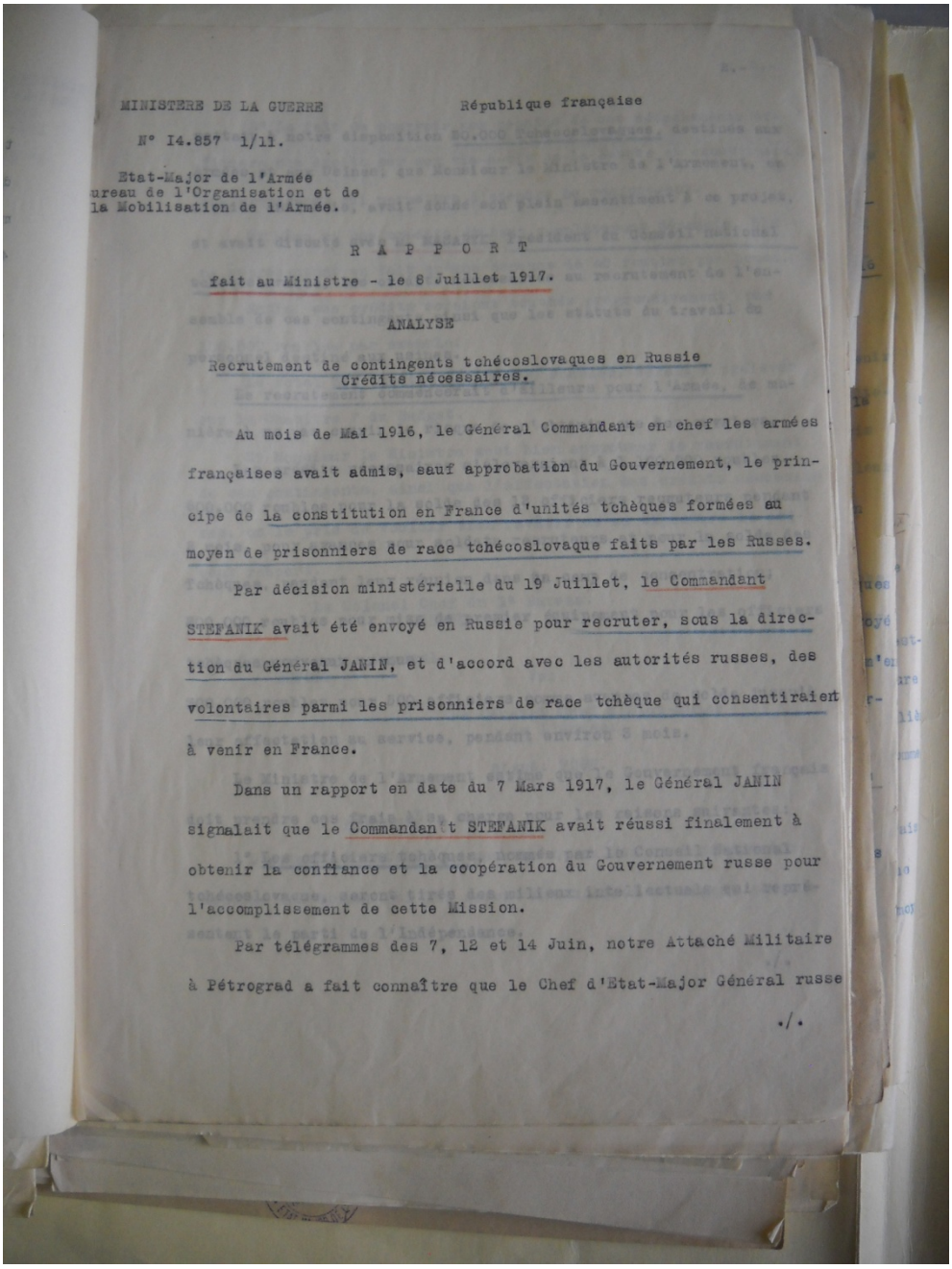
Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 12

CONTINGENTS TCHÉCO-SLOVAQUES EN RUSSIE

Commandant Štefánik



MINISTERE DE LA GUERRE — République française

N° I4.857 1/11.

Etat-Major de l'Armée
ureau de l'Organisation et de
la Mobilisation de l'Armée.

R A P P O R T

fait au Ministre - le 8 Juillet 1917.

ANALYSE

Recrutement de contingents tchécoslovaques en Russie
Crédits nécessaires.

Au mois de Mai 1916, le Général Commandant en chef les armées françaises avait admis, sauf approbation du Gouvernement, le principe de la constitution en France d'unités tchèques formées au moyen de prisonniers de race tchécoslovaque faits par les Russes.

Par décision ministérielle du 19 Juillet, le Commandant STEFANIK avait été envoyé en Russie pour recruter, sous la direction du Général JANIN, et d'accord avec les autorités russes, des volontaires parmi les prisonniers de race tchèque qui consentiraient à venir en France.

Dans un rapport en date du 7 Mars 1917, le Général JANIN signalait que le Commandant STEFANIK avait réussi finalement à obtenir la confiance et la coopération du Gouvernement russe pour l'accomplissement de cette Mission.

Par télégrammes des 7, 12 et 14 Juin, notre Attaché Militaire à Pétrograd a fait connaître que le Chef d'Etat-Major Général russe

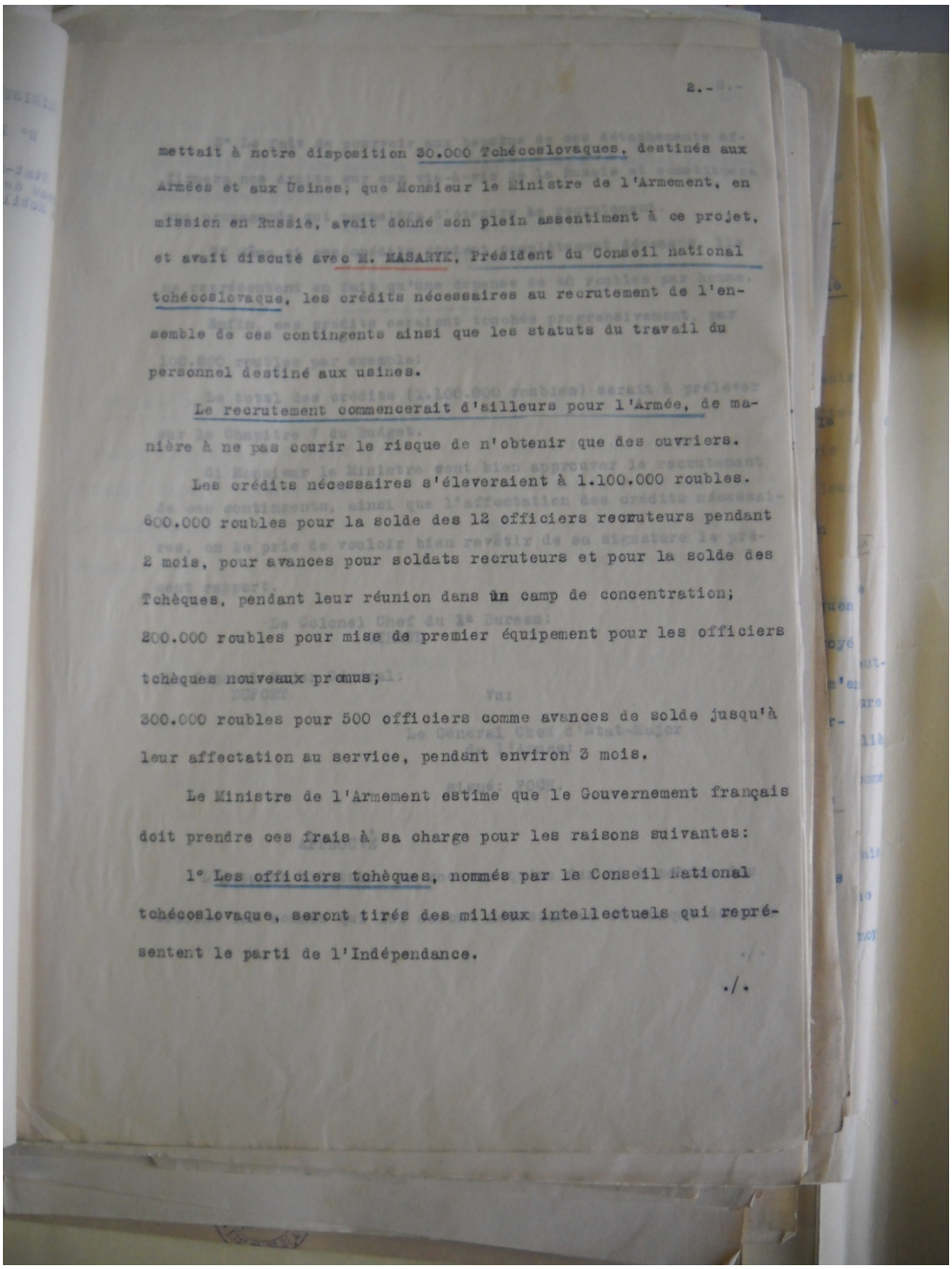
./.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, i.č. 744-783

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 13

(suite)



2.-

mettait à notre disposition 30.000 Tchécoslovaques, destinés aux Armées et aux Usines; que Monsieur le Ministre de l'Armement, en mission en Russie, avait donné son plein assentiment à ce projet, et avait discuté avec M. MASARYK, Président du Conseil national tchécoslovaque, les crédits nécessaires au recrutement de l'ensemble de ces contingents ainsi que les statuts du travail du personnel destiné aux usines.

Le recrutement commencerait d'ailleurs pour l'Armée, de manière à ne pas courir le risque de n'obtenir que des ouvriers.

Les crédits nécessaires s'éleveraient à 1.100.000 roubles.
600.000 roubles pour la solde des 12 officiers recruteurs pendant 2 mois, pour avances pour soldats recruteurs et pour la solde des Tchèques, pendant leur réunion dans un camp de concentration;
200.000 roubles pour mise de premier équipement pour les officiers tchèques nouveaux promus;
300.000 roubles pour 500 officiers comme avances de solde jusqu'à leur affectation au service, pendant environ 3 mois.

Le Ministre de l'Armement estime que le Gouvernement français doit prendre ces frais à sa charge pour les raisons suivantes:

1° Les officiers tchèques, nommés par le Conseil National tchécoslovaque, seront tirés des milieux intellectuels qui représentent le parti de l'Indépendance.

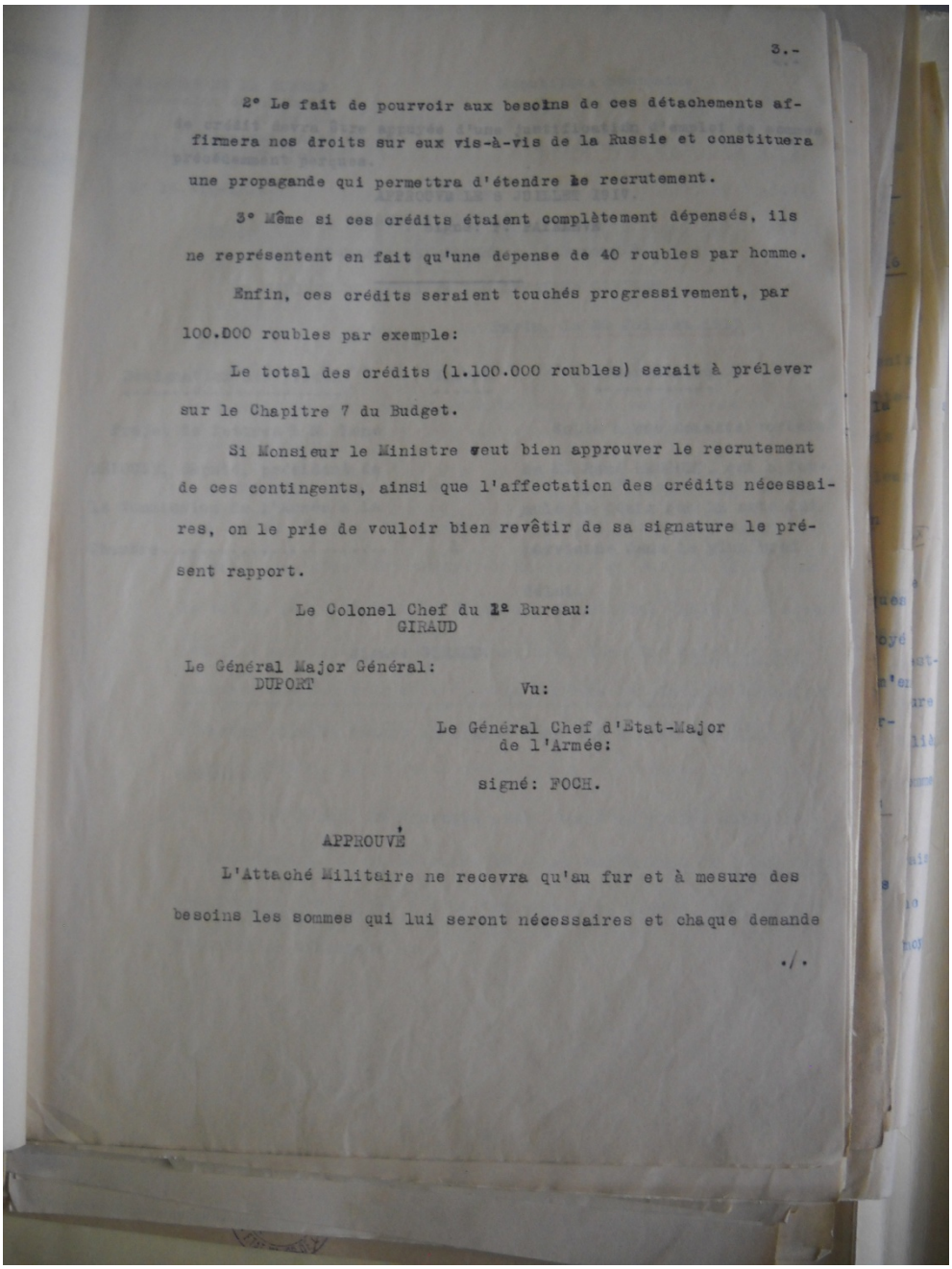
./.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, i.č. 744-783

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 13a

(suite)



3.-

2° Le fait de pourvoir aux besoins de ces détachements affirmera nos droits sur eux vis-à-vis de la Russie et constituera une propagande qui permettra d'étendre le recrutement.

3° Même si ces crédits étaient complètement dépensés, ils ne représentent en fait qu'une dépense de 40 roubles par homme.

Enfin, ces crédits seraient touchés progressivement, par 100.000 roubles par exemple:

Le total des crédits (1.100.000 roubles) serait à prélever sur le Chapitre 7 du Budget.

Si Monsieur le Ministre veut bien approuver le recrutement de ces contingents, ainsi que l'affectation des crédits nécessaires, on le prie de vouloir bien revêtir de sa signature le présent rapport.

Le Colonel Chef du 1e Bureau:
GIRAUD

Le Général Major Général:
DUPORT

Vu:

Le Général Chef d'Etat-Major
de l'Armée:

signé: FOCH.

APPROUVÉ

L'Attaché Militaire ne recevra qu'au fur et à mesure des besoins les sommes qui lui seront nécessaires et chaque demande

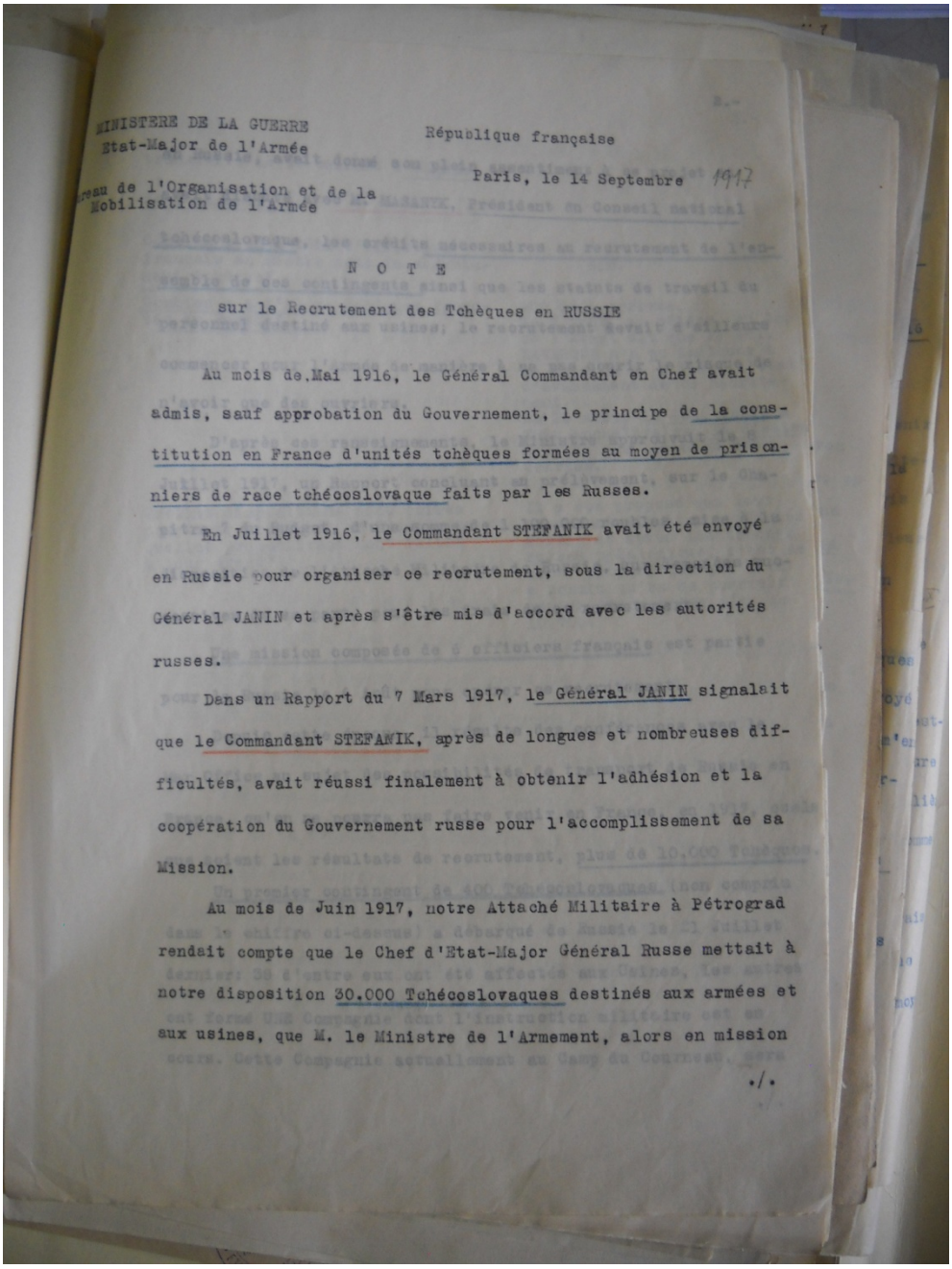
./.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, i.č. 744-783

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 13b

RECRUTEMENT DES TCHÈQUES EN RUSSIE PAR ŠTEFÁNIK



MINISTERE DE LA GUERRE
Etat-Major de l'Armée

Bureau de l'Organisation et de la Mobilisation de l'Armée

République française

Paris, le 14 Septembre 1917

N O T E

sur le Recrutement des Tchèques en RUSSIE

Au mois de Mai 1916, le Général Commandant en Chef avait admis, sauf approbation du Gouvernement, le principe de la constitution en France d'unités tchèques formées au moyen de prisonniers de race tchécoslovaque faits par les Russes.

En Juillet 1916, le Commandant STEFANIK avait été envoyé en Russie pour organiser ce recrutement, sous la direction du Général JANIN et après s'être mis d'accord avec les autorités russes.

Dans un Rapport du 7 Mars 1917, le Général JANIN signalait que le Commandant STEFANIK, après de longues et nombreuses difficultés, avait réussi finalement à obtenir l'adhésion et la coopération du Gouvernement russe pour l'accomplissement de sa Mission.

Au mois de Juin 1917, notre Attaché Militaire à Pétrograd rendait compte que le Chef d'Etat-Major Général Russe mettait à notre disposition 30.000 Tchécoslovaques destinés aux armées et aux usines, que M. le Ministre de l'Armement, alors en mission

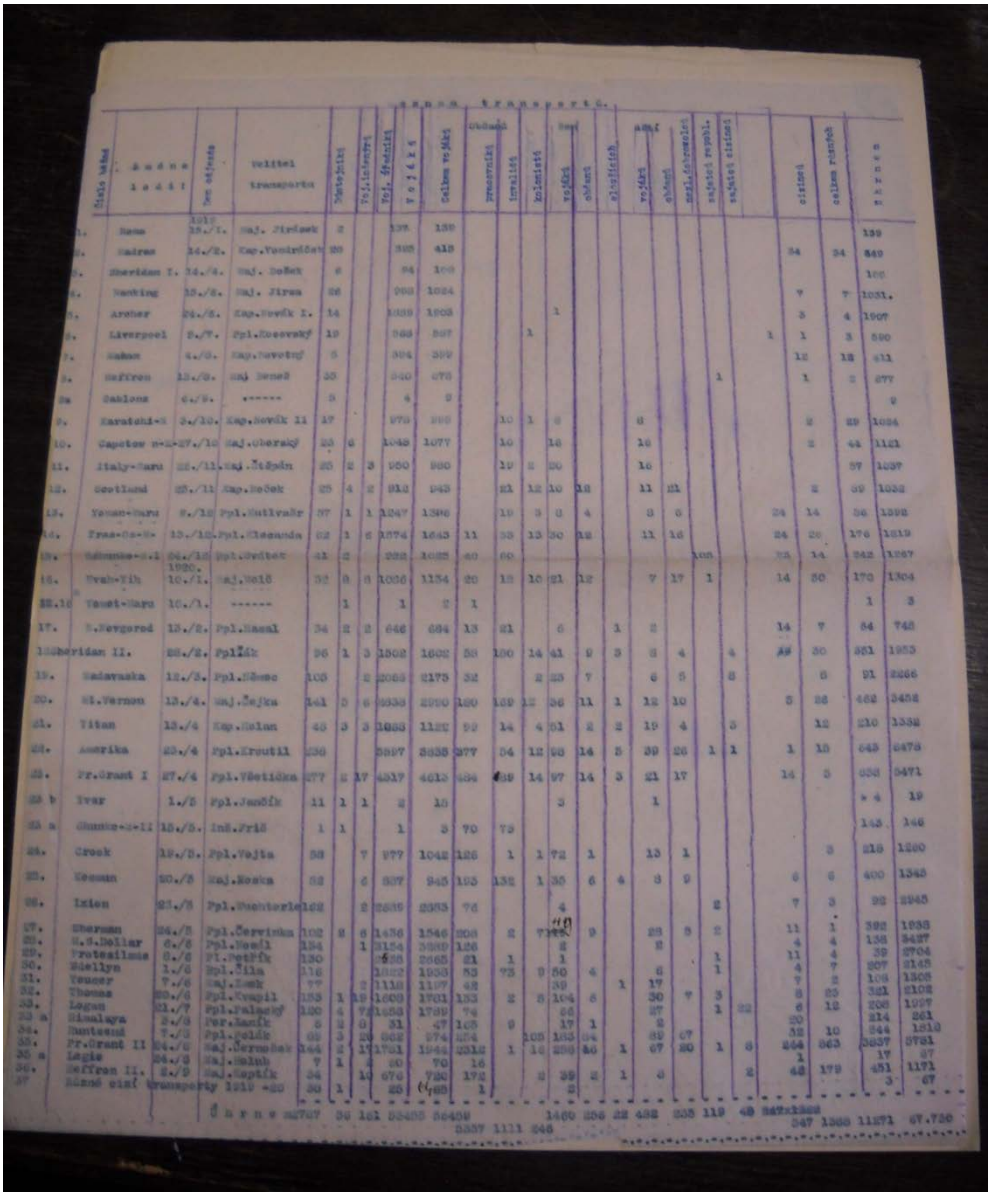
./.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, i.č. 744-783

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 14

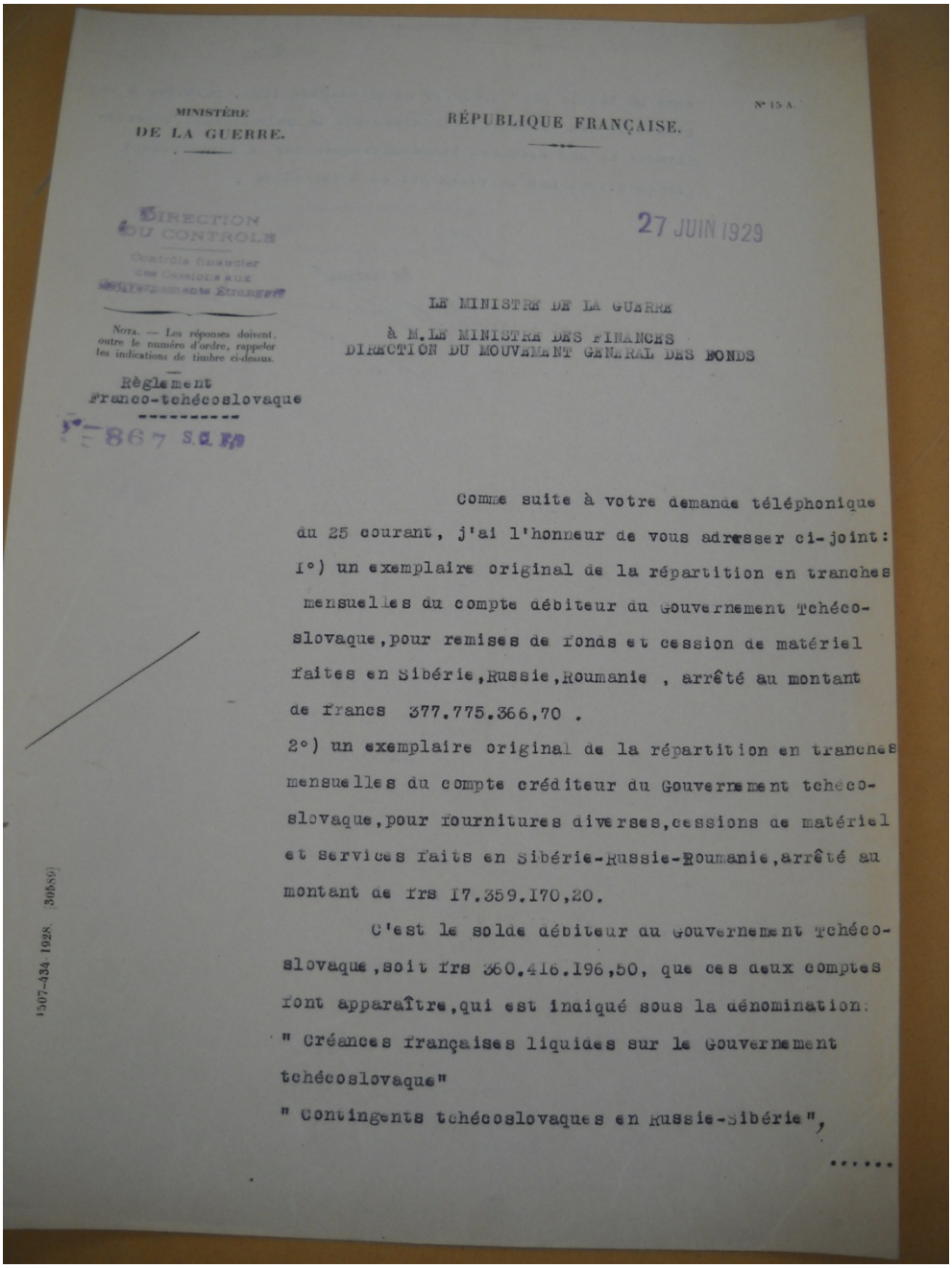
RETOUR DES TCHÈQUES



Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, RL EVAR VRAD Istrukce Preudledy Trasportu 9

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 15



MINISTÈRE
DE LA GUERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15 A.

DIRECTION
DU CONTROLE
Contrôle financier
des Cessions aux
Gouvernements Étrangers

27 JUIN 1929

NOTA. — Les réponses doivent, outre le numéro d'ordre, rappeler les indications de timbre ci-dessus.

Règlement
Franco-tchécoslovaque

867 S.C.F.

LE MINISTRE DE LA GUERRE
à M. LE MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION DU MOUVEMENT GENERAL DES FONDS

Comme suite à votre demande téléphonique du 25 courant, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint:
1°) un exemplaire original de la répartition en tranches mensuelles du compte débiteur du Gouvernement Tchécoslovaque, pour remises de fonds et cession de matériel faites en Sibérie, Russie, Roumanie, arrêté au montant de francs 377.775.366,70.
2°) un exemplaire original de la répartition en tranches mensuelles du compte créditeur du Gouvernement tchécoslovaque, pour fournitures diverses, cessions de matériel et services faits en Sibérie-Russie-Roumanie, arrêté au montant de frs 17.359.170,20.

C'est le solde débiteur du Gouvernement Tchécoslovaque, soit frs 360.416.196,50, que ces deux comptes font apparaître, qui est indiqué sous la dénomination:
" Créances françaises liquides sur le Gouvernement tchécoslovaque"
" Contingents tchécoslovaques en Russie-Sibérie",

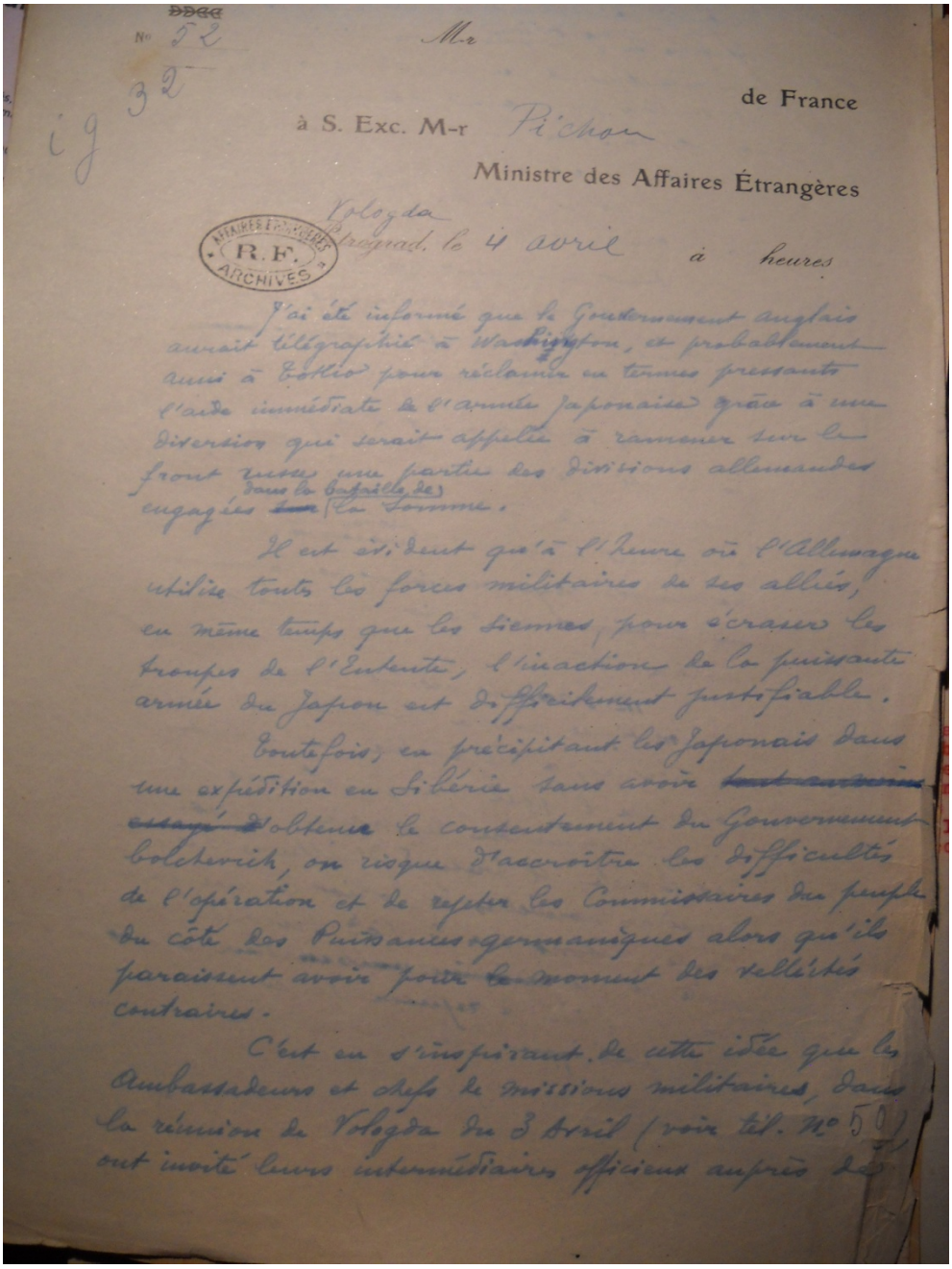
.....

1507-434 1928. 30.850

Source : Archives du ministère des Finances, Dossier B69 165/2 Tchécoslovaquie Relations avec la France Dettes de guerre (1918-1929)
(Avec l'accord du Service des Archives économiques et financières – Bureau Documentation et Archives (SEP2D))

Annexe Nr. 16

AIDE JAPONAISE DEMANDÉE



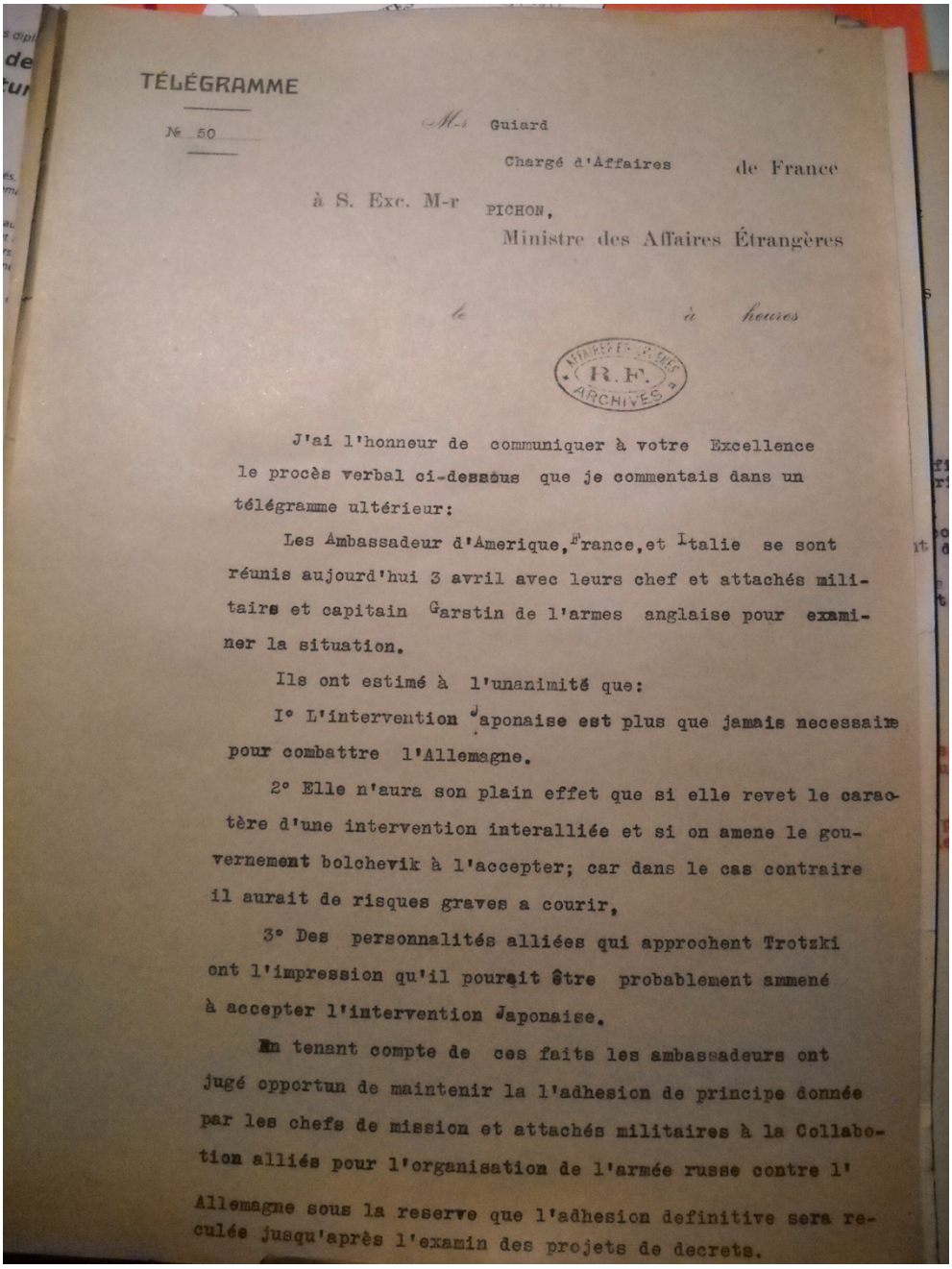
DGGE
N° 52
Mr
32
de France
à S. Exc. M-r Pichon
Ministre des Affaires Étrangères
Vologda
Petrograd. le 4 avril à heures
R.F. ARCHIVES
J'ai été informé que le Gouvernement anglais aurait télégraphié à Washington, et probablement aussi à Tokio pour réclamer en termes pressants l'aide immédiate de l'armée japonaise grâce à une diversion qui serait appelée à ramener sur le front russe une partie des divisions allemandes engagées dans la bataille de la Somme.
Il est évident qu'à l'heure où l'Allemagne utilise toutes les forces militaires de ses alliés, en même temps que les siennes, pour écraser les troupes de l'Entente, l'intervention de la puissante armée du Japon est diplomatiquement justifiable.
Toutefois, en précipitant les Japonais dans une expédition en Sibérie sans avoir obtenu le consentement du Gouvernement bolchevick, on risque d'accroître les difficultés de l'opération et de rejeter les Commissaires du peuple du côté des Puissances germaniques alors qu'ils paraissent avoir jusqu'à présent montré des velléités contraires.
C'est en s'inspirant de cette idée que les Ambassadeurs et chefs de missions militaires, dans la réunion de Vologda du 3 avril (voir tél. N° 501) ont inscrit leurs intermédiaires officieux auprès des

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 17

INTERVENTION JAPONAISE



TÉLÉGRAMME

№ 50

M-r Guiard

Chargé d'Affaires de France

à S. Exc. M-r PICHON,

Ministre des Affaires Étrangères

le à heures

AFFAIRES ETRANGERES R.F. ARCHIVES

J'ai l'honneur de communiquer à votre Excellence le procès verbal ci-dessous que je commentais dans un télégramme ultérieur:

Les Ambassadeur d'Amerique, France, et Italie se sont réunis aujourd'hui 3 avril avec leurs chef et attachés militairs et capitain Garstin de l'armes anglaise pour examiner la situation.

Ils ont estimé à l'unanimité que:

I° L'intervention Japonaise est plus que jamais necessaire pour combattre l'Allemagne.

2° Elle n'aura son plain effet que si elle revet le caractère d'une intervention interalliée et si on amene le gouvernement bolchevik à l'accepter; car dans le cas contraire il aurait de risques graves a courir,

3° Des personnalités alliées qui approchent Trotzki ont l'impression qu'il pourait être probablement ammené à accepter l'intervention Japonaise.

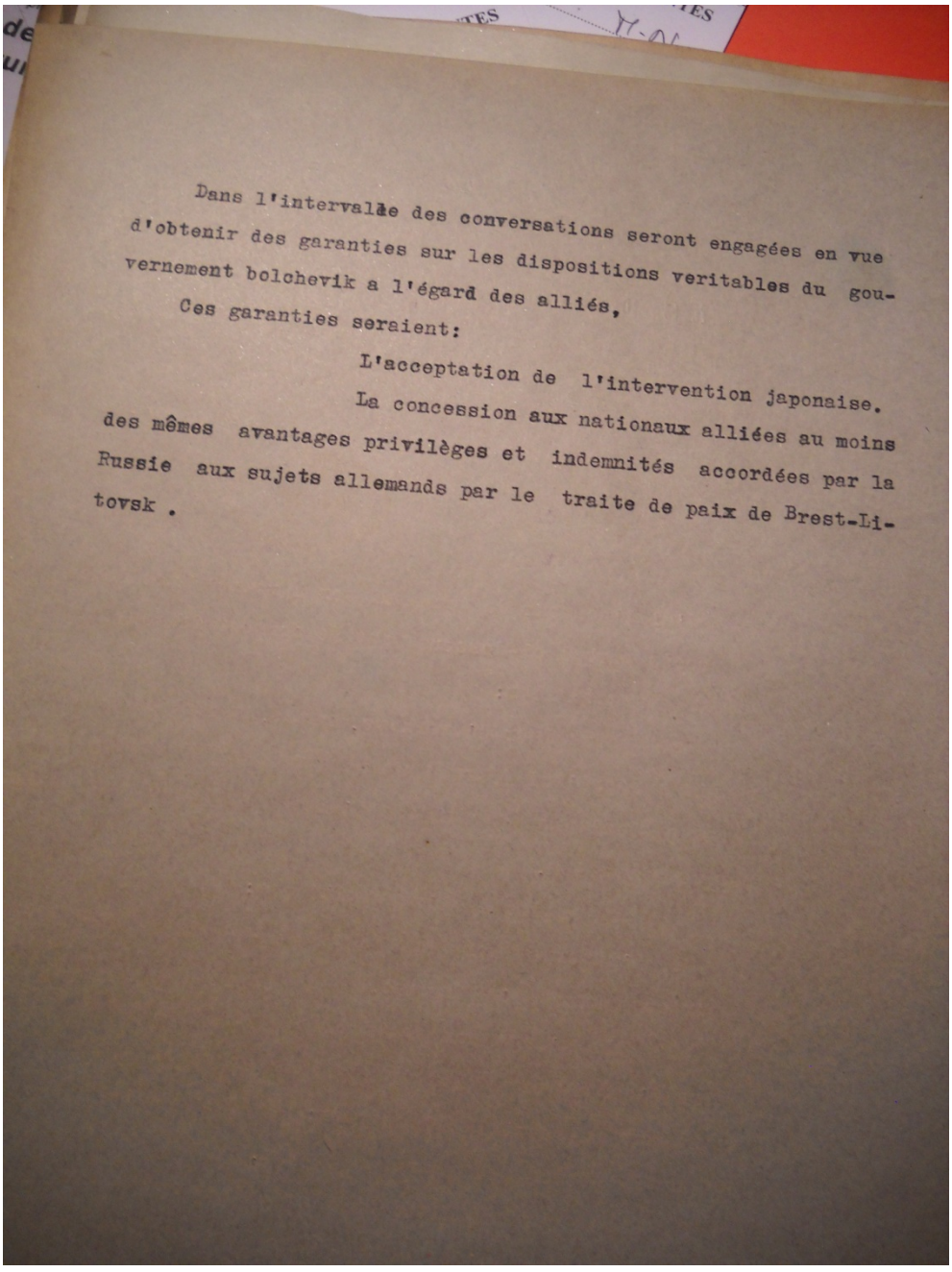
En tenant compte de ces faits les ambassadeurs ont jugé opportun de maintenir la l'adhesion de principe donnée par les chefs de mission et attachés militaires à la Collabotion alliés pour l'organisation de l'armée russe contre l'Allemagne sous la reserve que l'adhesion definitive sera reculée jusqu'après l'examin des projets de decrets.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 18

(suite)



Dans l'intervalle des conversations seront engagées en vue d'obtenir des garanties sur les dispositions veritables du gouvernement bolchevik a l'égard des alliés,

Ces garanties seraient:

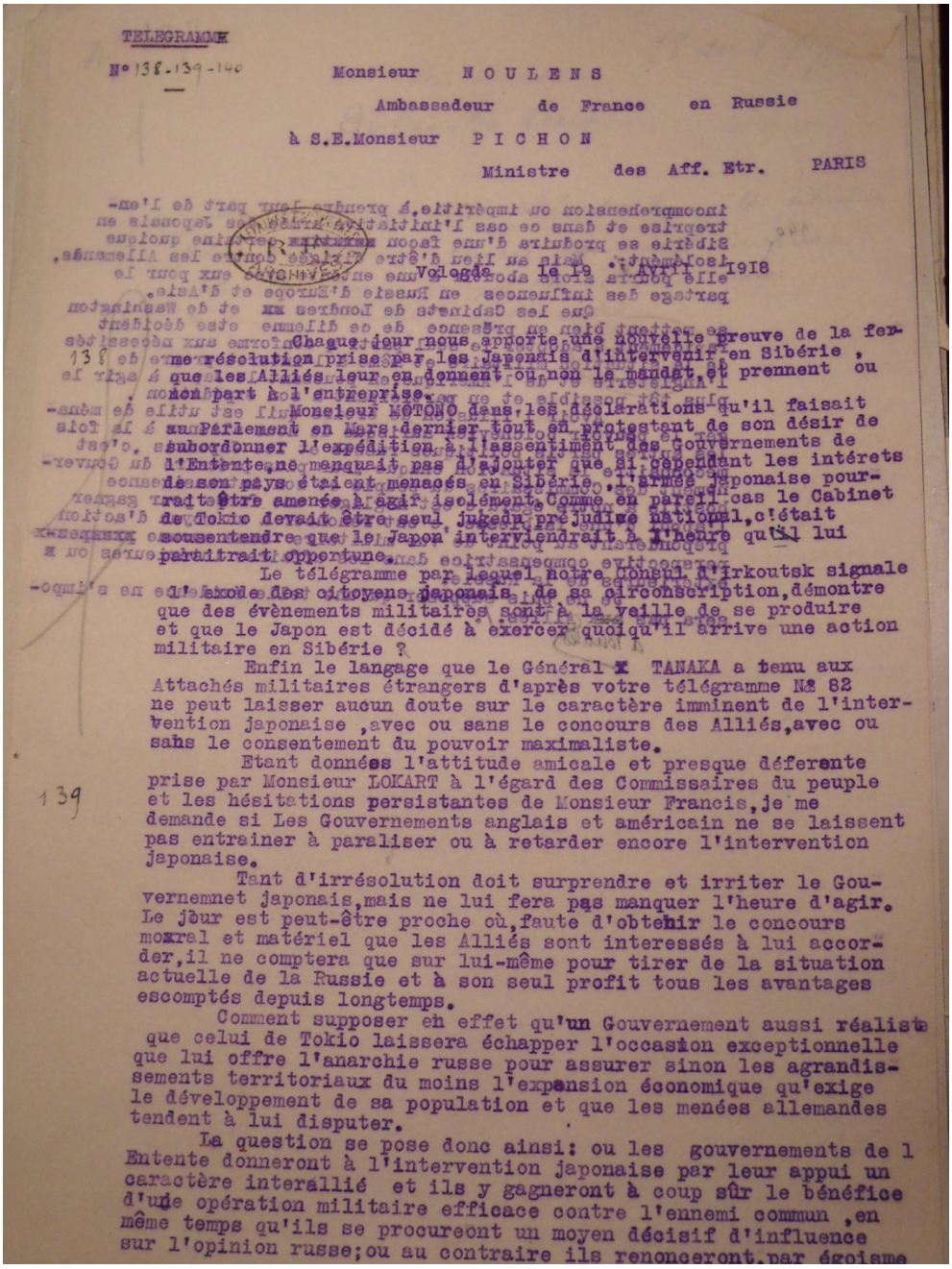
L'acceptation de l'intervention japonaise.

La concession aux nationaux alliées au moins des mêmes avantages privilèges et indemnités accordées par la Russie aux sujets allemands par le traite de paix de Brest-Litovsk .

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 18a



TELEGRAMME

N° 138-139-140

Monsieur NOULENS

Ambassadeur de France en Russie

à S.E.Monsieur PICHON

Ministre des Aff. Etr. PARIS

Vologda le 19 Avril 1918

Chaque jour nous apporte une nouvelle preuve de la fermе résolution prise par les Japonais d'intervenir en Sibérie, que les Alliés leur en donnent ou non le mandat et prennent ou non part à l'entreprise.

Monsieur MOTONO dans les déclarations qu'il faisait au Parlement en Mars dernier tout en protestant de son désir de subordonner l'expédition à l'assentiment des Gouvernements de l'Entente, ne manquait pas d'ajouter que si cependant les intérets de son pays étaient menacés en Sibérie, l'armée japonaise pourrait être amenée à agir isolément. Comme en pareil cas le Cabinet de Tokio devait être seul juge du préjudice national, c'était s'entendre que le Japon interviendrait à l'heure qu'il lui paraîtrait opportune.

Le télégramme par lequel notre Consul d'Irkoutsk signale l'exode des citoyens japonais de sa circonscription, démontre que des évènements militaires sont à la veille de se produire et que le Japon est décidé à exercer quoiqu'il arrive une action militaire en Sibérie ?

Enfin le langage que le Général TANAKA a tenu aux Attachés militaires étrangers d'après votre télégramme N° 82 ne peut laisser aucun doute sur le caractère imminent de l'intervention japonaise, avec ou sans le concours des Alliés, avec ou sans le consentement du pouvoir maximaliste.

Etant donnée l'attitude amicale et presque déférente prise par Monsieur LOKART à l'égard des Commissaires du peuple et les hésitations persistantes de Monsieur Francis, je me demande si Les Gouvernements anglais et américain ne se laissent pas entrainer à paraliser ou à retarder encore l'intervention japonaise.

Tant d'irrésolution doit surprendre et irriter le Gouvernemnet japonais, mais ne lui fera pas manquer l'heure d'agir. Le jour est peut-être proche où, faute d'obtenir le concours moral et matériel que les Alliés sont interessés à lui accorder, il ne comptera que sur lui-même pour tirer de la situation actuelle de la Russie et à son seul profit tous les avantages escomptés depuis longtemps.

Comment supposer en effet qu'un Gouvernement aussi réaliste que celui de Tokio laissera échapper l'occasion exceptionnelle que lui offre l'anarchie russe pour assurer sinon les agrandissements territoriaux du moins l'expansion économique qu'exige le développement de sa population et que les menées allemandes tendent à lui disputer.

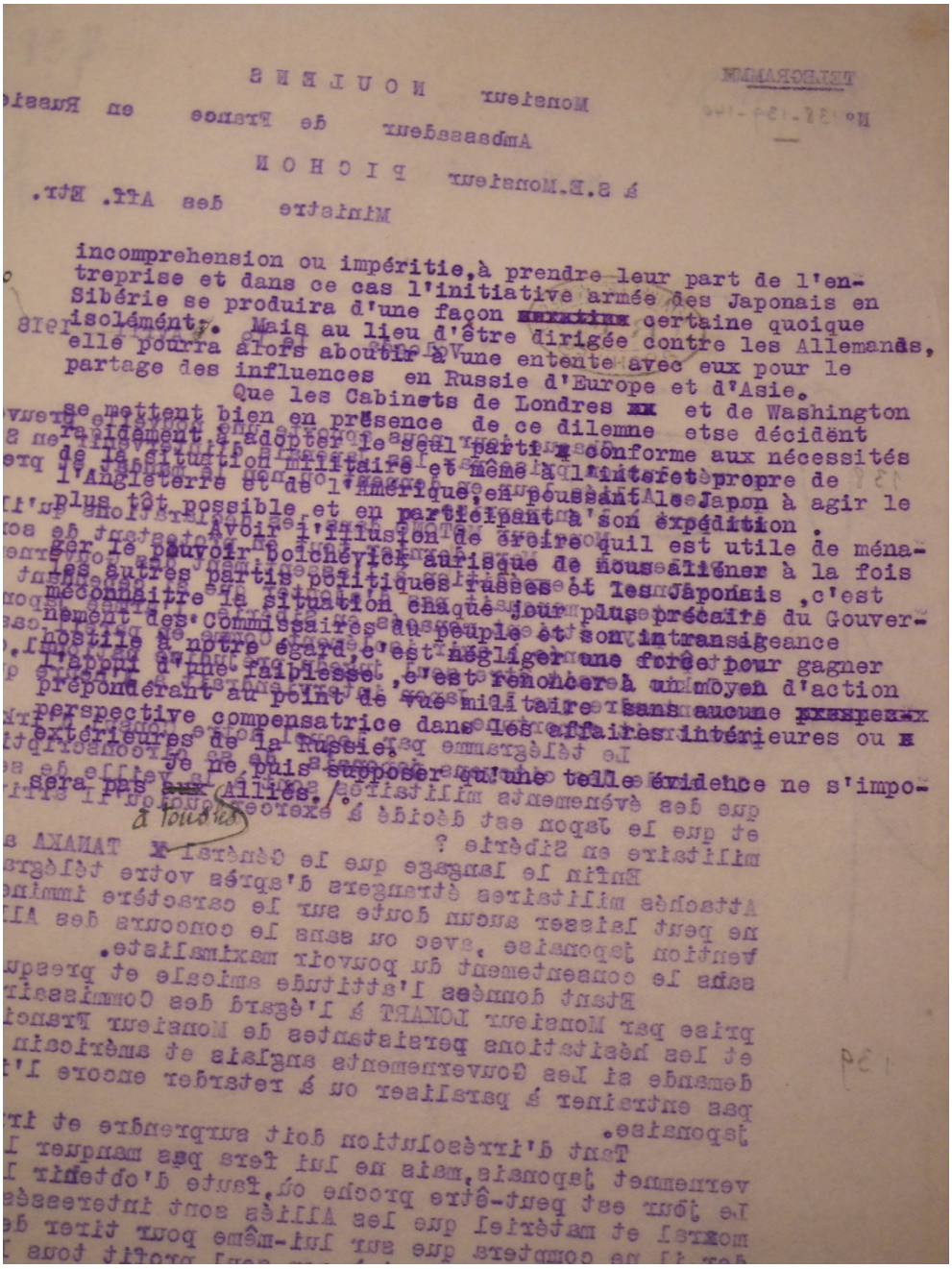
La question se pose donc ainsi: ou les gouvernements de l Entente donneront à l'intervention japonaise par leur appui un caractère interallié et ils y gagneront à coup sûr le bénéfice d'une opération militaire efficace contre l'ennemi commun, en même temps qu'ils se procureront un moyen décisif d'influence sur l'opinion russe; ou au contraire ils renonceront par égoisme

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 19

(suite)



incomprehension ou impéritie, à prendre leur part de l'entreprise et dans ce cas l'initiative armée des Japonais en Sibérie se produira d'une façon certaine quoique isolément. Mais au lieu d'être dirigée contre les Allemands, elle pourra alors aboutir à une entente avec eux pour le partage des influences en Russie d'Europe et d'Asie.

Que les Cabinets de Londres et de Washington se mettent bien en présence de ce dilemme etse décident rapidement à adopter le seul parti conforme aux nécessités de la situation militaire et même à l'interet propre de l'Angleterre et de l'Amérique, en poussant les Japon à agir le plus tôt possible et en participant à son expédition.

Avoir l'illusion de croire qu'il est utile de ménager le pouvoir bolchévick au risque de nous aliéner à la fois les autres partis politiques russes et les Japonais, c'est méconnaitre la situation chaque jour plus précaire du Gouvernement des Commissaires du peuple et son intransigeance hostile à notre égard, c'est négliger une force pour gagner l'appui d'une faiblesse, c'est renoncer à un moyen d'action prépondérant au point de vue militaire sans aucune perspective compensatrice dans les affaires intérieures ou extérieures de la Russie.

Je ne puis supposer qu'une telle évidence ne s'impose sera pas aux Alliés./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 19a

LÉNINE EN FINLANDE, HELSINKI

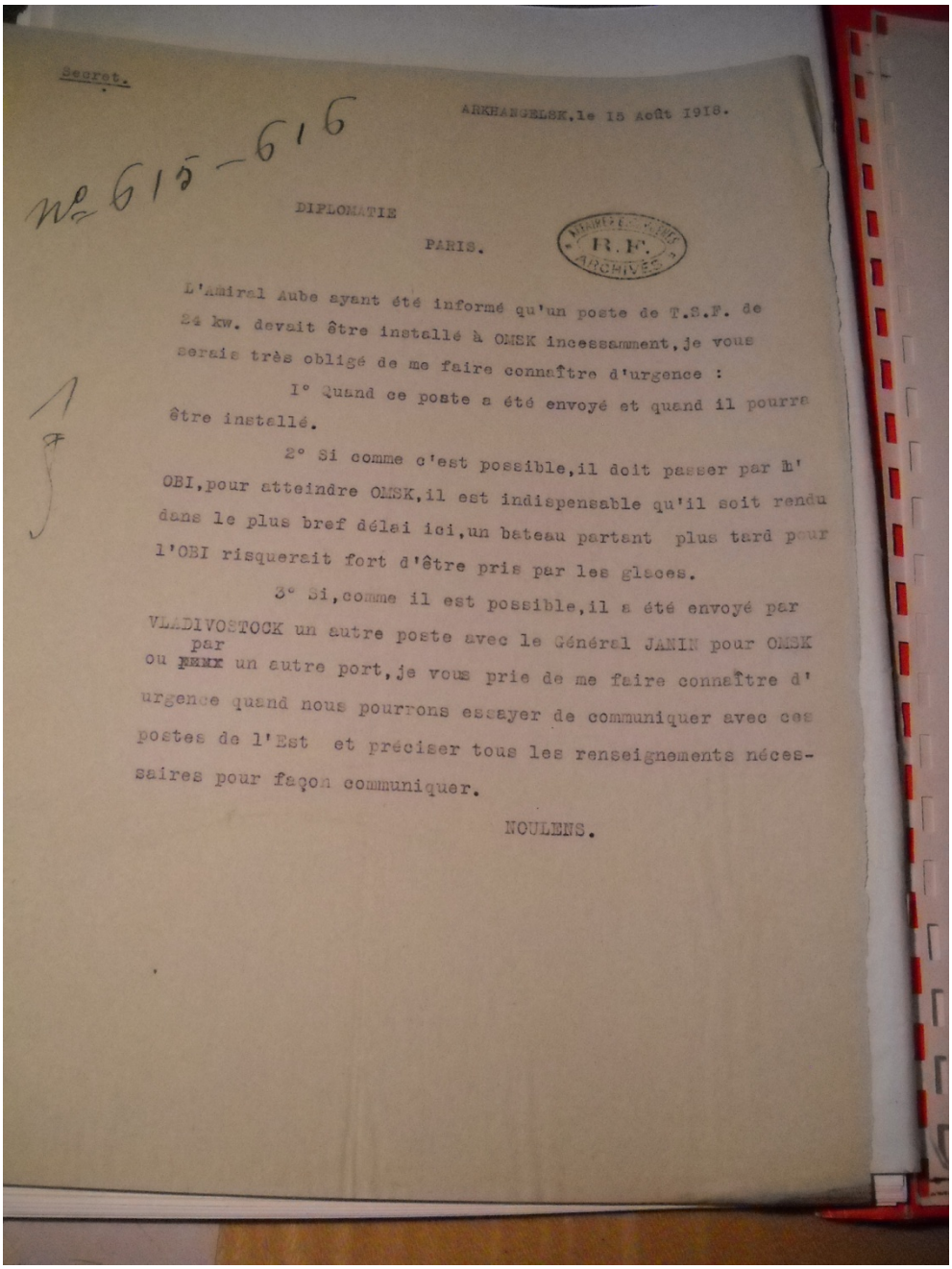






Source privée – Dispensée d'autorisation

Annexe Nr. 20



Secret.

ARKHANGELSK, le 15 Août 1918.

№ 615-616

DIPLOMATIE

PARIS.

R.F. ARCHIVES

L'Amiral Aube ayant été informé qu'un poste de T.S.F. de 24 kw. devait être installé à OMSK incessamment, je vous serais très obligé de me faire connaître d'urgence :

1° Quand ce poste a été envoyé et quand il pourra être installé.

2° Si comme c'est possible, il doit passer par l'OBI, pour atteindre OMSK, il est indispensable qu'il soit rendu dans le plus bref délai ici, un bateau partant plus tard pour l'OBI risquerait fort d'être pris par les glaces.

3° Si, comme il est possible, il a été envoyé par VLADIVOSTOCK un autre poste avec le Général JANIN pour OMSK par ou PEKIN un autre port, je vous prie de me faire connaître d'urgence quand nous pourrons essayer de communiquer avec ces postes de l'Est et préciser tous les renseignements nécessaires pour façon communiquer.

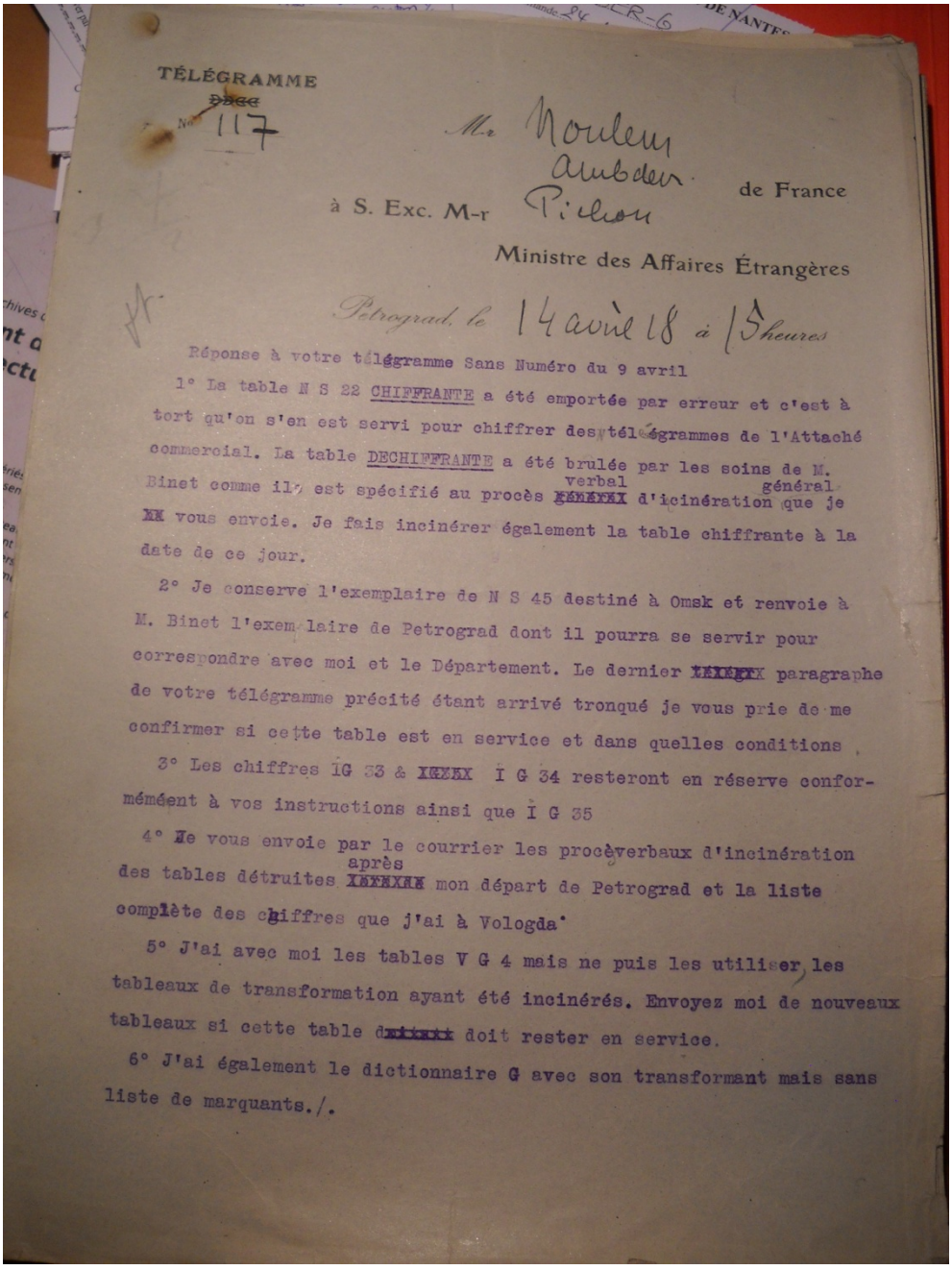
NOULENS.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 21

TABLES ET CHIFFRES



TÉLÉGRAMME

~~DECC~~

N° 117

Mr Noulens
Ambdeur
de France

à S. Exc. M-r Pichon

Ministre des Affaires Étrangères

Petrograd, le 14 avril 18 à 15 heures

Réponse à votre télégramme Sans Numéro du 9 avril

1° La table N S 22 CHIFFRANTE a été emportée par erreur et c'est à tort qu'on s'en est servi pour chiffrer des télégrammes de l'Attaché commercial. La table DECHIFFRANTE a été brulée par les soins de M. Binet comme il est spécifié au procès ~~XXXXXX~~ verbal d'icinération général que je ~~XX~~ vous envoie. Je fais incinérer également la table chiffrante à la date de ce jour.

2° Je conserve l'exemplaire de N S 45 destiné à Omsk et renvoie à M. Binet l'exemplaire de Petrograd dont il pourra se servir pour correspondre avec moi et le Département. Le dernier ~~XXXXXX~~ paragraphe de votre télégramme précité étant arrivé tronqué je vous prie de me confirmer si cette table est en service et dans quelles conditions

3° Les chiffres IG 33 & ~~XXXXX~~ I G 34 resteront en réserve conformément à vos instructions ainsi que I G 35

4° Je vous envoie par le courrier les procès verbaux d'incinération des tables détruites ~~XXXXXXX~~ après mon départ de Petrograd et la liste complète des chiffres que j'ai à Vologda.

5° J'ai avec moi les tables V G 4 mais ne puis les utiliser, les tableaux de transformation ayant été incinérés. Envoyez moi de nouveaux tableaux si cette table ~~XXXXXX~~ doit rester en service.

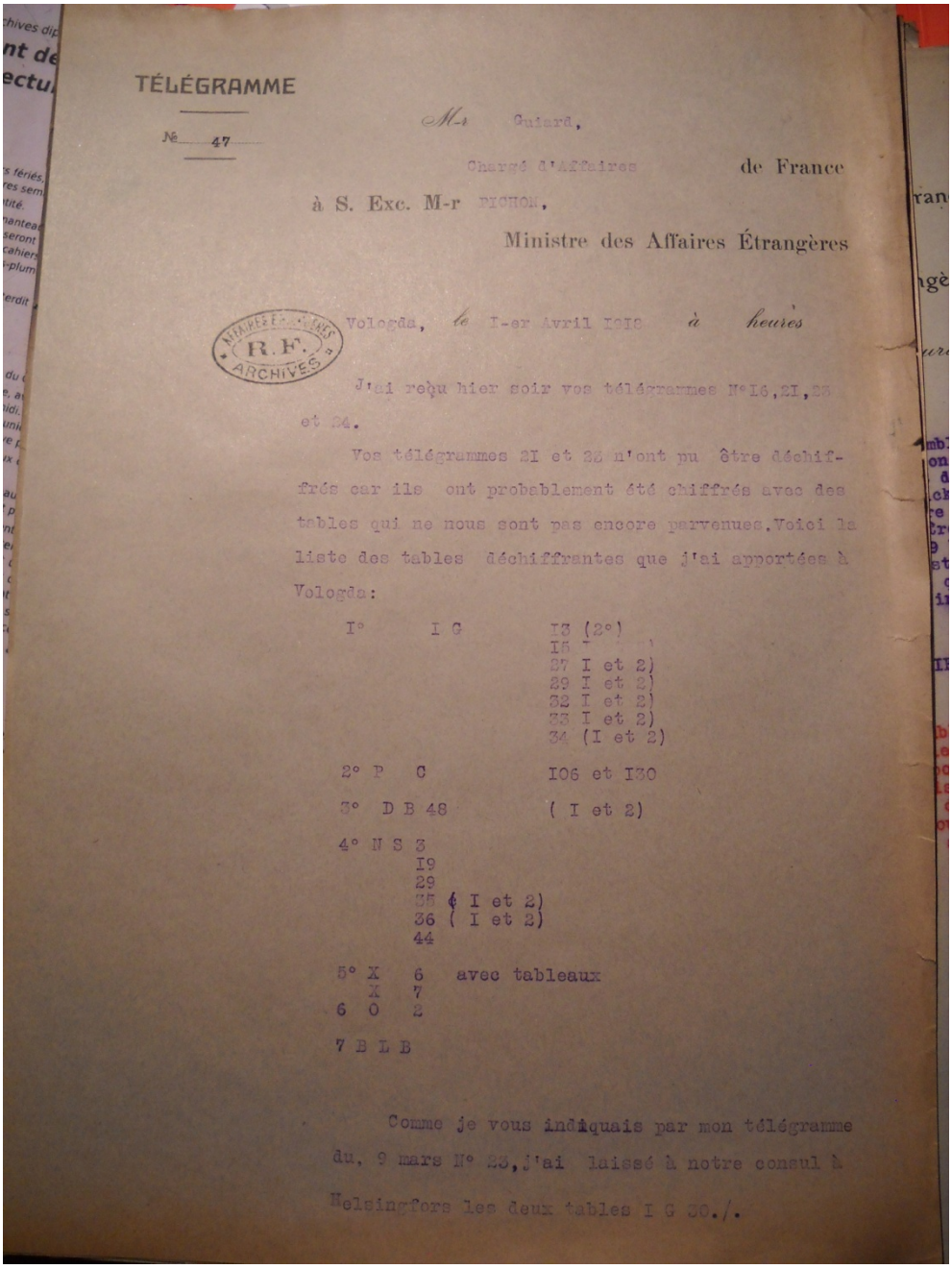
6° J'ai également le dictionnaire G avec son transformant mais sans liste de marquants./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 22

TABLES ET CHIFFRES



TÉLÉGRAMME

№ 47

M-r Guiard,

Chargé d'Affaires de France

à S. Exc. M-r PICHON,

Ministre des Affaires Étrangères

Vologda, le I-er Avril 1918 à heures

J'ai reçu hier soir vos télégrammes N°16,21,23 et 24.

Vos télégrammes 21 et 23 n'ont pu être déchiffrés car ils ont probablement été chiffrés avec des tables qui ne nous sont pas encore parvenues. Voici la liste des tables déchiffrantes que j'ai apportées à Vologda:

I° I C — I3 (2°) I5 " 27 I et 2) 29 I et 2) 32 I et 2) 33 I et 2) 34 (I et 2)

2° P C — I06 et I30

3° D B 48 — (I et 2)

4° N S 3 I9 29 35 (I et 2) 36 (I et 2) 44

5° X 6 avec tableaux X 7

6 O 2

7 B L B

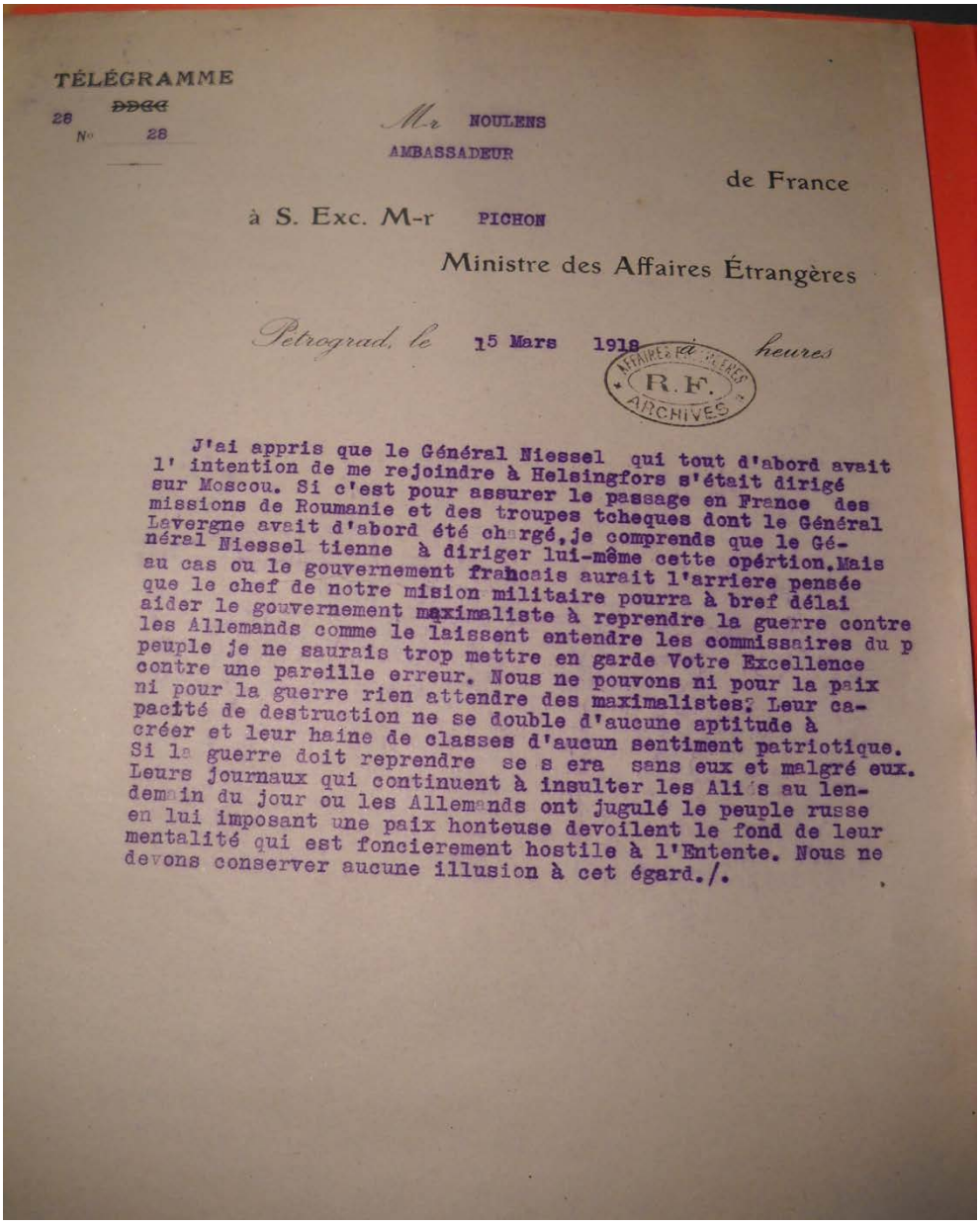
Comme je vous indiquais par mon télégramme du, 9 mars N° 23, j'ai laissé à notre consul à Helsingfors les deux tables I G 30./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 23

RIVALITÉ ENTRE DIPLOMATE ET MILITAIRE



TÉLÉGRAMME

28 ~~DDCC~~
N° 28

Mr NOULENS
AMBASSADEUR
de France

à S. Exc. M-r PICHON
Ministre des Affaires Étrangères

Petrograd, le 15 Mars 1918 à heures

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

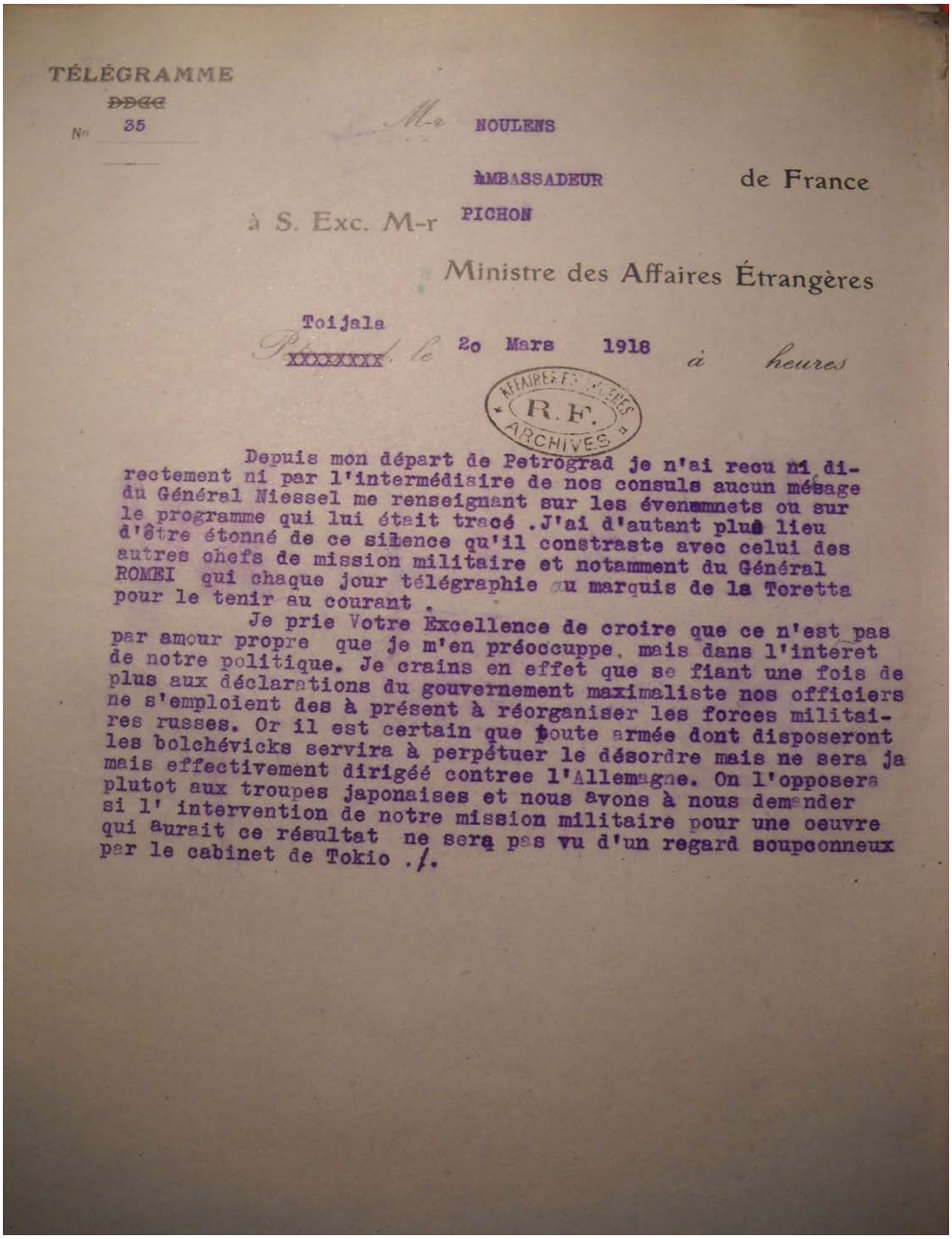
J'ai appris que le Général Niessel qui tout d'abord avait l' intention de me rejoindre à Helsingfors s'était dirigé sur Moscou. Si c'est pour assurer le passage en France des missions de Roumanie et des troupes tcheques dont le Général Lavergne avait d'abord été chargé, je comprends que le Général Niessel tienne à diriger lui-même cette opértion. Mais au cas ou le gouvernement français aurait l'arriere pensée que le chef de notre mision militaire pourra à bref délai aider le gouvernement maximaliste à reprendre la guerre contre les Allemands comme le laissent entendre les commissaires du peuple je ne saurais trop mettre en garde Votre Excellence contre une pareille erreur. Nous ne pouvons ni pour la paix ni pour la guerre rien attendre des maximalistes. Leur capacité de destruction ne se double d'aucune aptitude à créer et leur haine de classes d'aucun sentiment patriotique. Si la guerre doit reprendre se s era sans eux et malgré eux. Leurs journaux qui continuent à insulter les Alliés au lendemain du jour ou les Allemands ont jugulé le peuple russe en lui imposant une paix honteuse devoilent le fond de leur mentalité qui est foncierement hostile à l'Entente. Nous ne devons conserver aucune illusion à cet égard./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 24

RIVALITÉ ENTRE DIPLOMATE ET MILITAIRE



TÉLÉGRAMME

~~DDCC~~

N° 35

M-r NOULENS

AMBASSADEUR de France

à S. Exc. M-r PICHON

Ministre des Affaires Étrangères

Toijala

Pétrograd/ XXXXXXX le 2o Mars 1918 à heures

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

Depuis mon départ de Petrograd je n'ai reçu ni directement ni par l'intermédiaire de nos consuls aucun mésage du Général Niessel me renseignant sur les évenemmets ou sur le programme qui lui était tracé .J'ai d'autant plus lieu d'être étonné de ce silence qu'il constraste avec celui des autres chefs de mission militaire et notamment du Général ROMEI qui chaque jour télégraphie au marquis de la Toretta pour le tenir au courant .

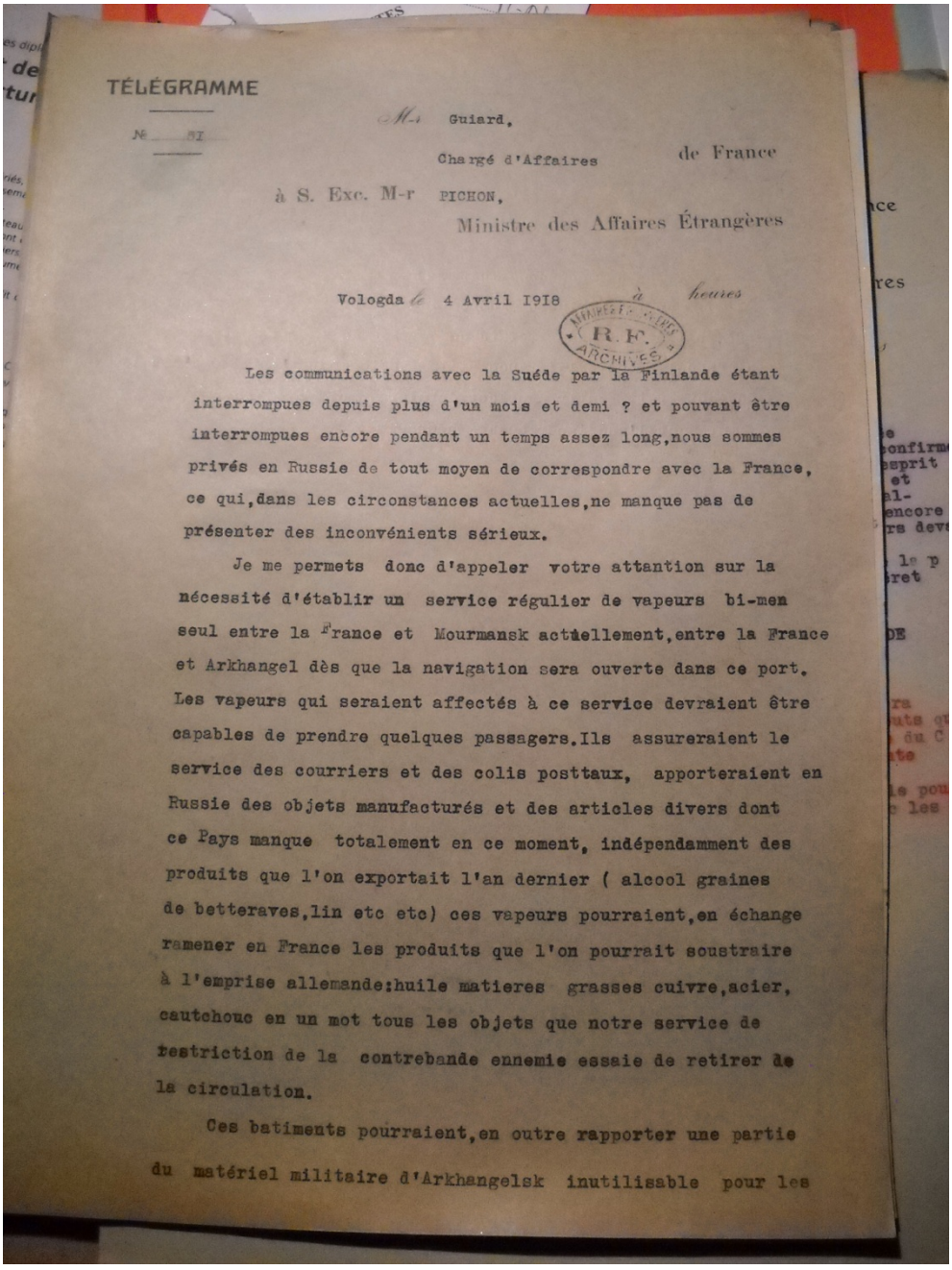
Je prie Votre Excellence de croire que ce n'est pas par amour propre que je m'en préoccuppe, mais dans l'interet de notre politique. Je crains en effet que se fiant une fois de plus aux déclarations du gouvernement maximaliste nos officiers ne s'emploient des à présent à réorganiser les forces militaires russes. Or il est certain que toute armée dont disposeront les bolchévicks servira à perpétuer le désordre mais ne sera ja mais effectivement dirigée contree l'Allemagne. On l'opposera plutot aux troupes japonaises et nous avons à nous demander si l' intervention de notre mission militaire pour une oeuvre qui aurait ce résultat ne sera pas vu d'un regard soupçonneux par le cabinet de Tokio ./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 25

COMMUNICATION PAR LA SUÈDE



TÉLÉGRAMME

№ 81

M. Guiard,

Chargé d'Affaires de France

à S. Exc. M-r PICHON,

Ministre des Affaires Étrangères

Vologda le 4 Avril 1918 à heures

R.F. ARCHIVES

Les communications avec la Suéde par la Finlande étant interrompues depuis plus d'un mois et demi ? et pouvant être interrompues encore pendant un temps assez long, nous sommes privés en Russie de tout moyen de correspondre avec la France, ce qui, dans les circonstances actuelles, ne manque pas de présenter des inconvénients sérieux.

Je me permets donc d'appeler votre attantion sur la nécessité d'établir un service régulier de vapeurs bi-men seul entre la France et Mourmansk actuellement, entre la France et Arkhangel dès que la navigation sera ouverte dans ce port. Les vapeurs qui seraient affectés à ce service devraient être capables de prendre quelques passagers. Ils assureraient le service des courriers et des colis posttaux, apporteraient en Russie des objets manufacturés et des articles divers dont ce Pays manque totalement en ce moment, indépendamment des produits que l'on exportait l'an dernier (alcool graines de betteraves, lin etc etc) ces vapeurs pourraient, en échange ramener en France les produits que l'on pourrait soustraire à l'emprise allemande: huile matieres grasses cuivre, acier, cautchouc en un mot tous les objets que notre service de restriction de la contrebande ennemie essaie de retirer de la circulation.

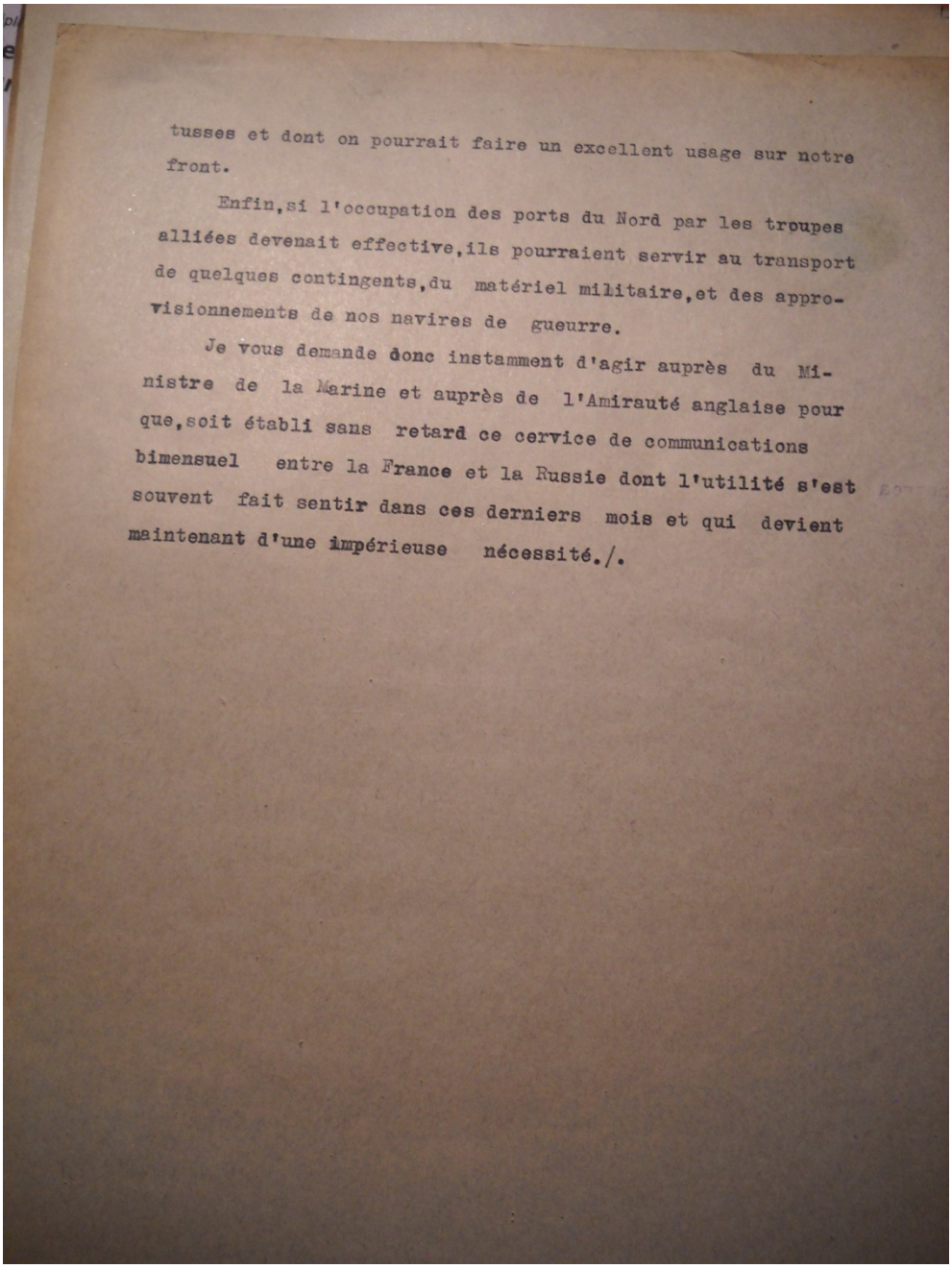
Ces batiments pourraient, en outre rapporter une partie du matériel militaire d'Arkhangelsk inutilisable pour les

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 26

(suite)



tusses et dont on pourrait faire un excellent usage sur notre front.

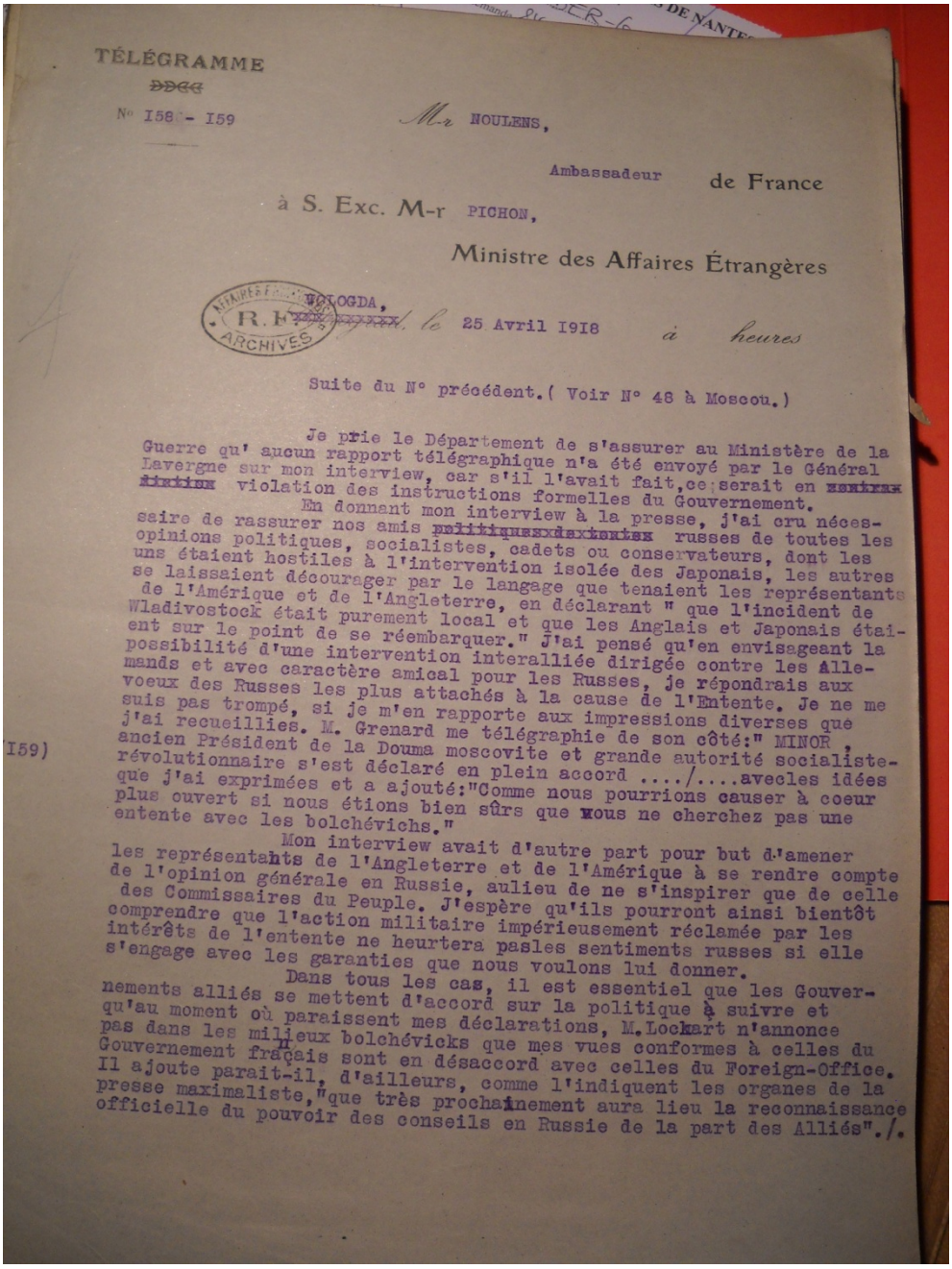
Enfin, si l'occupation des ports du Nord par les troupes alliées devenait effective, ils pourraient servir au transport de quelques contingents, du matériel militaire, et des approvisionnements de nos navires de gueurre.

Je vous demande donc instamment d'agir auprès du Ministre de la Marine et auprès de l'Amirauté anglaise pour que, soit établi sans retard ce cervice de communications bimensuel entre la France et la Russie dont l'utilité s'est souvent fait sentir dans ces derniers mois et qui devient maintenant d'une impérieuse nécessité./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 26a



TÉLÉGRAMME

DDCC

N° I58 - I59

Mr MOULENS,

Ambassadeur de France

à S. Exc. M-r PICHON,

Ministre des Affaires Étrangères

VOLOGDA, le 25 Avril 1918 à heures

Suite du N° précédent.(Voir N° 48 à Moscou.)

Je prie le Département de s'assurer au Ministère de la Guerre qu' aucun rapport télégraphique n'a été envoyé par le Général Lavergne sur mon interview, car s'il l'avait fait,ce serait en violation des instructions formelles du Gouvernement.

En donnant mon interview à la presse, j'ai cru nécessaire de rassurer nos amis russes de toutes les opinions politiques, socialistes, cadets ou conservateurs, dont les uns étaient hostiles à l'intervention isolée des Japonais, les autres se laissaient décourager par le langage que tenaient les représentants de l'Amérique et de l'Angleterre, en déclarant " que l'incident de Wladivostock était purement local et que les Anglais et Japonais étaient sur le point de se réembarquer." J'ai pensé qu'en envisageant la possibilité d'une intervention interalliée dirigée contre les Allemands et avec caractère amical pour les Russes, je répondrais aux voeux des Russes les plus attachés à la cause de l'Entente. Je ne me suis pas trompé, si je m'en rapporte aux impressions diverses que j'ai recueillies. M. Grenard me télégraphie de son côté:" MINOR , ancien Président de la Douma moscovite et grande autorité socialiste-révolutionnaire s'est déclaré en plein accord ..../....avecles idées que j'ai exprimées et a ajouté:"Comme nous pourrions causer à coeur plus ouvert si nous étions bien sûrs que nous ne cherchez pas une entente avec les bolchévichs."

I59)

Mon interview avait d'autre part pour but d'amener les représentants de l'Angleterre et de l'Amérique à se rendre compte de l'opinion générale en Russie, aulieu de ne s'inspirer que de celle des Commissaires du Peuple. J'espère qu'ils pourront ainsi bientôt comprendre que l'action militaire impérieusement réclamée par les intérêts de l'entente ne heurtera pasles sentiments russes si elle s'engage avec les garanties que nous voulons lui donner.

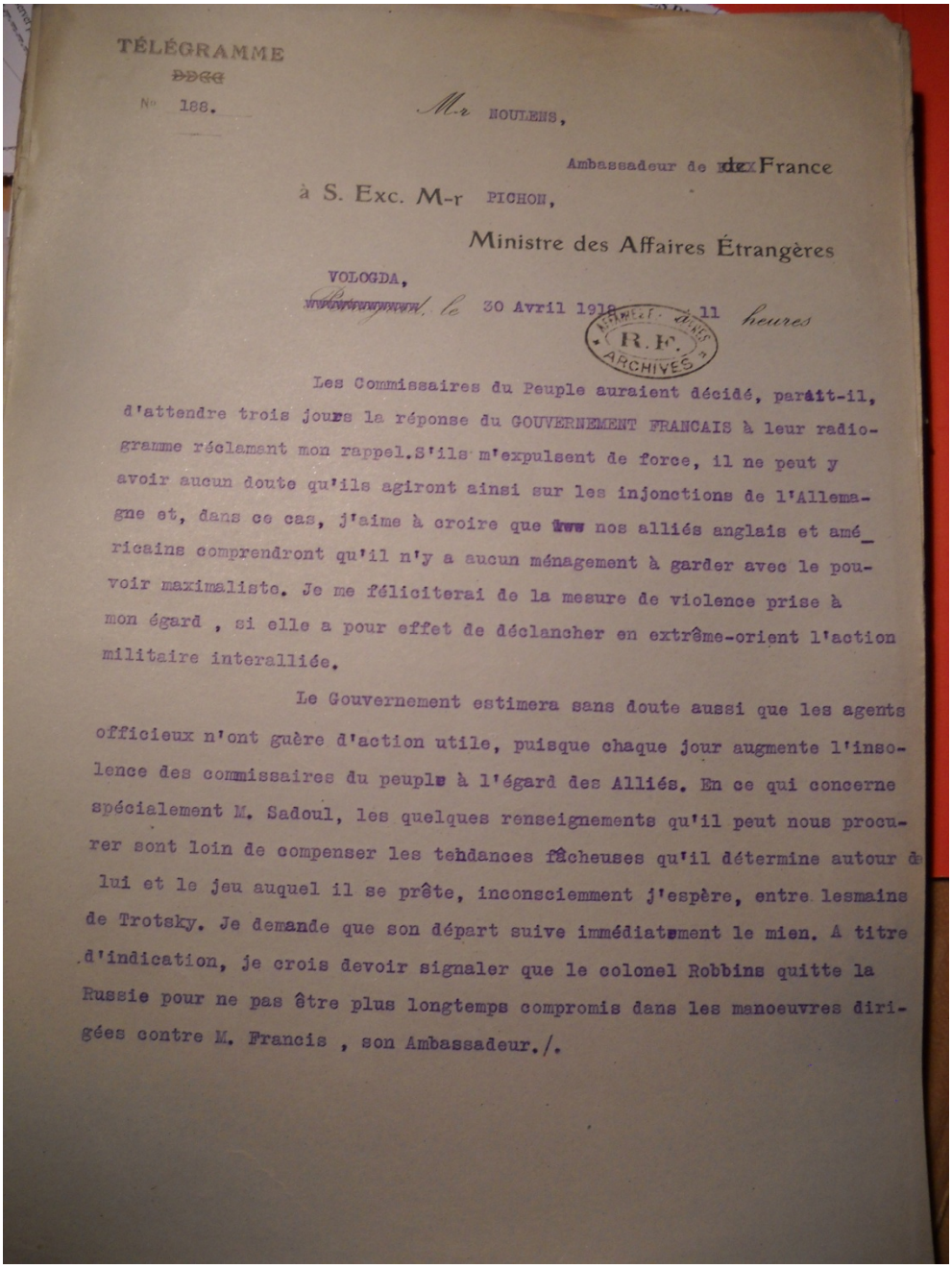
Dans tous les cas, il est essentiel que les Gouvernements alliés se mettent d'accord sur la politique à suivre et qu'au moment où paraissent mes déclarations, M.Lockart n'annonce pas dans les milieux bolchévicks que mes vues conformes à celles du Gouvernement français sont en désaccord avec celles du Foreign-Office. Il ajoute parait-il, d'ailleurs, comme l'indiquent les organes de la presse maximaliste,"que très prochainement aura lieu la reconnaissance officielle du pouvoir des conseils en Russie de la part des Alliés"./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 27

DIFFICULTÉS DE NOULENS



TÉLÉGRAMME

~~DDCC~~

N° 188.

M-r NOULENS,

Ambassadeur de ~~de~~ France

à S. Exc. M-r PICHON,

Ministre des Affaires Étrangères

VOLOGDA,

~~[illegible]~~, le 30 Avril 1918 à 11 heures

R.F. ARCHIVES

Les Commissaires du Peuple auraient décidé, paraît-il, d'attendre trois jours la réponse du GOUVERNEMENT FRANCAIS à leur radiogramme réclamant mon rappel. S'ils m'expulsent de force, il ne peut y avoir aucun doute qu'ils agiront ainsi sur les injonctions de l'Allemagne et, dans ce cas, j'aime à croire que ~~[illegible]~~ nos alliés anglais et américains comprendront qu'il n'y a aucun ménagement à garder avec le pouvoir maximaliste. Je me féliciterai de la mesure de violence prise à mon égard , si elle a pour effet de déclancher en extrême-orient l'action militaire interalliée.

Le Gouvernement estimera sans doute aussi que les agents officieux n'ont guère d'action utile, puisque chaque jour augmente l'insolence des commissaires du peuple à l'égard des Alliés. En ce qui concerne spécialement M. Sadoul, les quelques renseignements qu'il peut nous procurer sont loin de compenser les tendances fâcheuses qu'il détermine autour de lui et le jeu auquel il se prête, inconsciemment j'espère, entre lesmains de Trotsky. Je demande que son départ suive immédiatement le mien. A titre d'indication, je crois devoir signaler que le colonel Robbins quitte la Russie pour ne pas être plus longtemps compromis dans les manoeuvres dirigées contre M. Francis , son Ambassadeur./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 28



LE PAYS DE FRANCE 15

LES ADIEUX DES BARBARES A LA VILLE DE BRUXELLES

Les Boches n'ont pas pu se résoudre à quitter Bruxelles sans marquer leur départ par une nouvelle ignominie. Avant de partir, ainsi d'ailleurs qu'ils l'avaient fait en d'autres endroits, ils ont ménagé dans différentes gares où se trouvaient leurs dépôts de munitions des explosions qui ont causé l'incendie de ces bâtiments, comme on le voit par cette photographie. Il en est résulté de grands dégats et la mort de plusieurs personnes.

SUR LE FRONT ORIENTAL

On prête au Japon, dans les milieux diplomatiques à Washington, l'intention de réclamer, à la Conférence de la Paix, le droit de maintenir l'ordre en Sibérie : celui d'occuper en permanence Kiao-Tchéou, le protectorat des îles du Pacifique : Marshall, Carolines et autres, ayant appartenu à l'Allemagne ; la reconnaissance de sphères d'influences financières, commerciales et industrielles japonaises en Chine. Le Japon adhérerait d'ailleurs aux principes de la liberté des mers, de la protection des petites nations et de la protection du monde contre les guerres futures.

En Sibérie, le directoire a été renversé et le gouvernement d'Omsk a offert le pouvoir à un ami de l'Entente, l'amiral Koltchak, qui exerce depuis le 25 novembre la dictature à la satisfaction de la population.

Dans la région d'Arkhangel, le jour où en France se concluait l'armistice, les bolcheviks commettaient une agression contre les troupes alliées sur les bords de la Dwina. Après un bombardement inattendu, mais assez sérieux, ils avaient pu prendre pied dans nos positions, lorsqu'ils en furent chassés par l'infanterie américaine et britannique, soutenue par de l'artillerie canadienne. L'affaire se termina pour les bolcheviks par une déroute complète. Quelques jours plus tard, le 18, à Arkhangel, les détachements fêtaient la victoire des alliés : il y a là-bas des Français, des Anglais, des Américains, des Italiens, des Polonais, des légions slaves-françaises et slaves-britanniques.

Comme les Magyars continuaient à terroriser les populations roumaines de Transylvanie le gouvernement roumain adressa au gouvernement hongrois un ultimatum réclamant la direction complète des territoires habités par les Roumains en Hongrie et en Transylvanie, notamment dans les départements de Torontal et de Timus. Cet acte étant resté sans effet, les troupes roumaines entrèrent sur le territoire de Transylvanie pour rédimer les populations opprimées : l'armée roumaine ne se propose que d'assurer à ses frères le respect de leur nationalité, de leur religion et de leurs lois. Une assemblée nationale décidera, à Alba-Julia, du sort des territoires roumains jusqu'ici soumis à la Hongrie.

A Budapest, les troupes françaises d'occupation ont reçu un accueil chaleureux. Une grande foule, composée de femmes surtout, assistait au passage des troupes à travers les grands boulevards. On leur a jeté des fleurs. Les femmes ont rompu les cordons de police pour remettre des bouquets aux officiers et baiser les lauriers.

Le conseiller impérial allemand von Schulze s'est coupé la gorge dans sa chambre à l'hôtel, en voyant l'accueil fait aux Français. Un grand banquet a été offert à l'hôtel Ritz en l'honneur des officiers français et le comte Michel Karolyi, président de la République populaire hongroise, a salué la France.

Pendant que ces événements concouraient à marquer l'avènement d'un esprit nouveau en Hongrie, le maréchal Mackensen, rayonnant péniblement de Roumanie avec ses officiers, arrivait à Berlin où, à sa descente du train, il se voyait confisquer, par le piquet de garde à la gare, 69 millions d'or et de billets extorqués à la Roumanie. Quant aux officiers, les révolutionnaires les désarmaient et leur prenaient leur argent ainsi que les vivres qu'ils apportaient à leurs familles. Le chef du piquet, lorsqu'on fit une enquête sur ces confiscations, répondit qu'il avait saisi l'argent et les vivres parce qu'il croyait qu'il s'agissait de biens volés ».

L'exécution de l'armistice avec la Turquie se poursuit normalement. Le dragage du Bosphore étant achevé, des bâtiments de guerre français et alliés ont été envoyés dans les principaux ports ottomans. D'autre part, une force navale alliée, composée de vingt et une unités, s'est rendue, le 25 novembre, à Sébastopol.

LE PAYS DE FRANCE offre chaque semaine une prime de 250 francs au document le plus intéressant.
La prime de 250 francs attribuée au fascicule n° 215 a été décernée par le Jury du PAYS DE FRANCE au document paru à la page 11 et intitulé : « L'entrée solennelle des souverains belges dans la ville de Gand. »
Rappelons que pareille attribution est faite chaque semaine à la photographie la plus intéressante du fascicule en cours de publication.

Source : Pays de France 5e Année, Nr. 216, 5 décembre 1918: Sur le front oriental, p. 15

(Ce journal n'existe plus – Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Pays_de_France)

Annexe Nr. 29

Article du NEW YORK TIMES

ALLIES FIGHTING ON ARCTIC COAST

British and French Troops Aid Russians Against Finnish White Guard Invaders.

ATTACK ON RAILROAD FAILS

Attempt Being Made to Cut Off Ports of Mourmansk and Archangel from Interior.

MOSCOW, April 14, (Associated Press.) —British and French troops have been landed at Mourmansk, on the northeast coast of Kola Peninsula, in the Arctic Ocean, to reinforce a British marine detachment sent ashore several weeks ago.

The New York Times
Published: April 22, 1918
Copyright © The New York Times

The Entente allied troops are co-operating with Bolshevist forces in protecting the Mourman coast and the railway against attacks that are being made by Finnish White Guards.

Russian Red Guards also are acting with British and French troops under the direction of the Mourman Soviet War Council, which consists of one Englishman, one Frenchman, and one Russian.

Finnish White Guards have attacked the Mourman Railway near Kem, 270 miles south of Mourmansk and 200 miles west of Archangel, but have been repulsed by the Entente forces. The Bolshevist and foreign troops are acting in harmony, and residents along the White Sea coast appreciate that the Entente allied assistance is saving the district from isolation and domination by the White Guard.

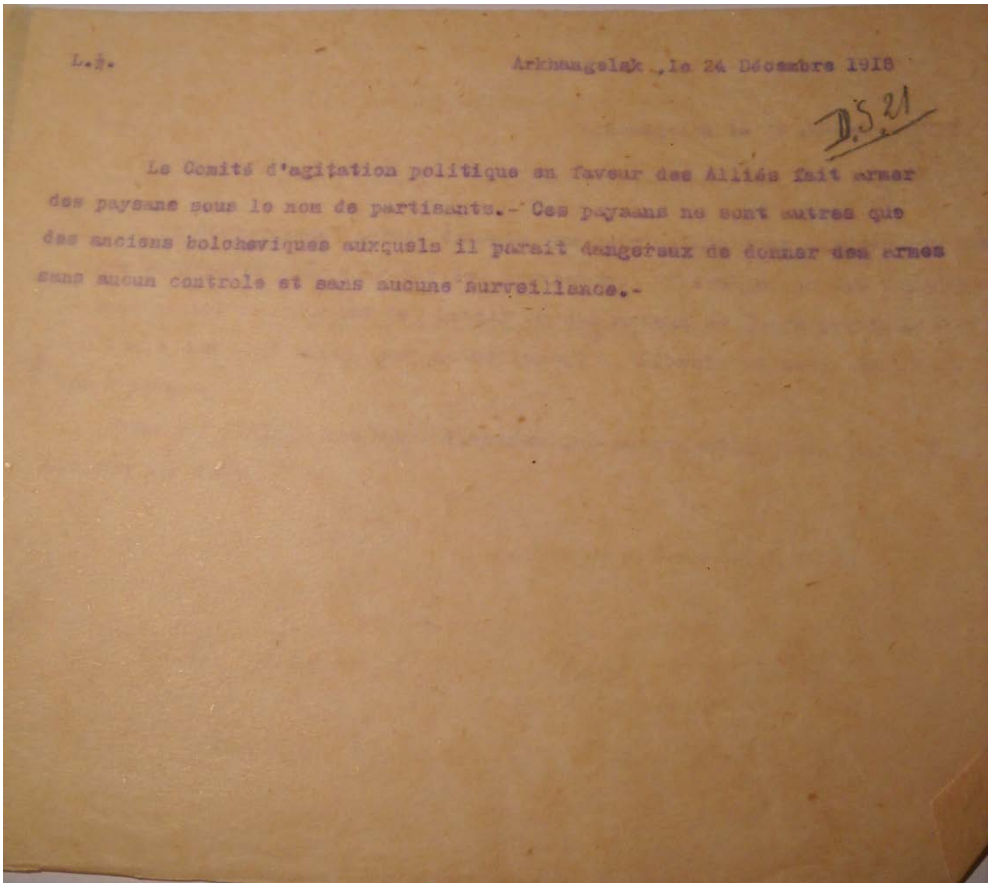
A dispatch from Moscow on March 30 announced that French and British officers were co-operating with the Council of Workmen's and Soldiers' Delegates in the defense of the Kola and Mourmansk coast and railway. They were then working with Bolshevist troops as instructors as well as supplying British marines and French soldiers returning from the Russian front.

The ports of Mourmansk and Archangel are the two main outlets in the north. At both these bases large quantities of supplies, some of which had been shipped from the United States before the Russian revolution, have been assembled in much the same manner as war material has been concentrated at Vladivostok from ships traveling by way of the Pacific Ocean from American ports.

In attacking the Russian railroad near Kem, on the west coast of the White Sea, the Finnish White Guard, which recently has received the support of the German authorities, must have pushed across the Finnish border and penetrated Russian territory for a distance of 150 miles in their efforts to sever communication by rail with Mourmansk. Archangel is situated on the east coast of the White Sea, 100 miles east of Kem.

Annexe Nr. 30

LES BOLCHEVIKS ARMENT LES PAYSANS



L.S. Arkhangelsk, le 24 Décembre 1918

D.S.21

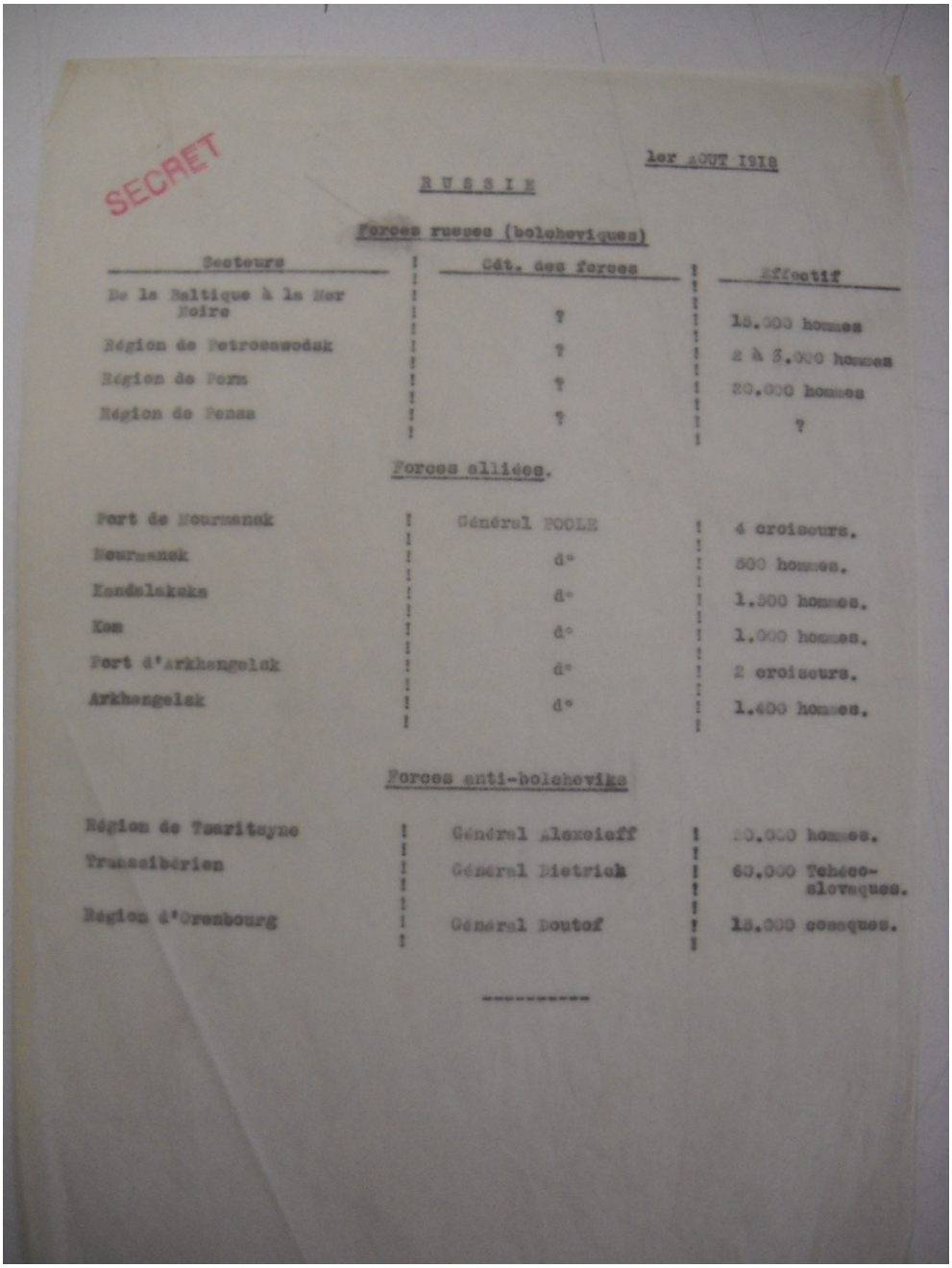
Le Comité d'agitation politique en faveur des Alliés fait armer des paysans sous le nom de partisants.- Ces paysans ne sont autres que des anciens bolcheviques auxquels il paraît dangereux de donner des armes sans aucun controle et sans aucune surveillance.-

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1 - DS21

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 31

FORCES BOLCHEVIQUES, ALLIÉES ET ANTI-BOLCHEVIQUES



SECRET

1er AOUT 1918

RUSSIE

Forces russes (bolcheviques)

Secteurs	Cdt. des forces	Effectif
De la Baltique à la Mer Noire	?	15.000 hommes
Région de Petrosawodsk	?	2 à 3.000 hommes
Région de Perm	?	20.000 hommes
Région de Penza	?	?

Forces alliées.

Port de Mourmansk	Général POOLE	4 croiseurs.
Mourmansk	d°	600 hommes.
Kandalakcha	d°	1.500 hommes.
Kem	d°	1.000 hommes.
Port d'Arkhangelsk	d°	2 croiseurs.
Arkhangelsk	d°	1.400 hommes.

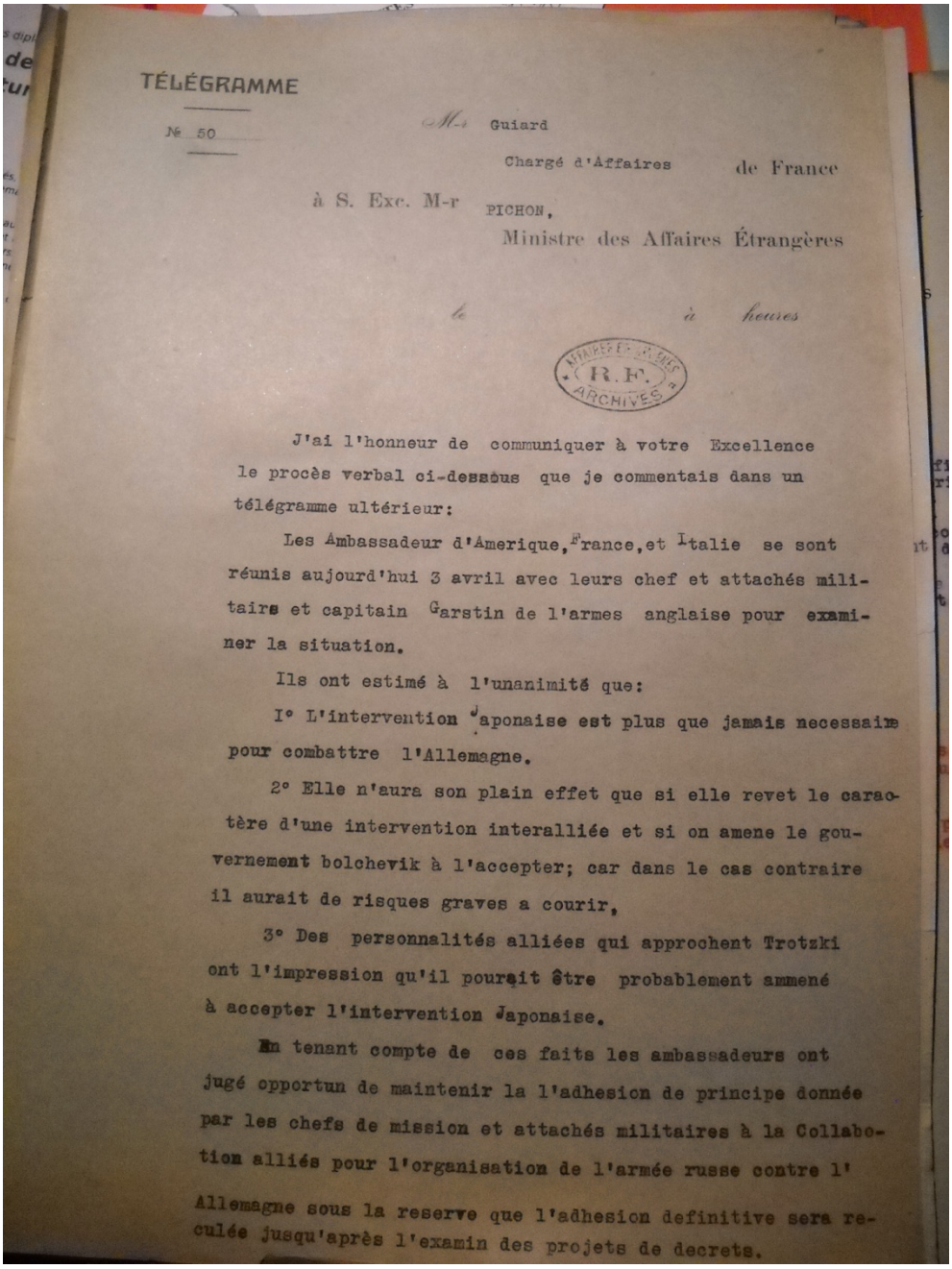
Forces anti-bolcheviks

Région de Tsaritsyne	Général Alexeieff	20.000 hommes.
Transsibérien	Général Dietrich	60.000 Tchéco-slovaques.
Région d'Orenbourg	Général Doutof	15.000 cosaques.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Inv. jedn 33

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 32



TÉLÉGRAMME

№ 50

M-r Guiard

Chargé d'Affaires de France

à S. Exc. M-r PICHON,

Ministre des Affaires Étrangères

le à heures

AFFAIRES ETRANGERES R.F. ARCHIVES

J'ai l'honneur de communiquer à votre Excellence le procès verbal ci-dessous que je commentais dans un télégramme ultérieur:

Les Ambassadeur d'Amerique, France, et Italie se sont réunis aujourd'hui 3 avril avec leurs chef et attachés militairs et capitain Garstin de l'armes anglaise pour examiner la situation.

Ils ont estimé à l'unanimité que:

I° L'intervention Japonaise est plus que jamais necessaire pour combattre l'Allemagne.

2° Elle n'aura son plain effet que si elle revet le caractère d'une intervention interalliée et si on amene le gouvernement bolchevik à l'accepter; car dans le cas contraire il aurait de risques graves a courir,

3° Des personnalités alliées qui approchent Trotzki ont l'impression qu'il pourait être probablement ammené à accepter l'intervention Japonaise.

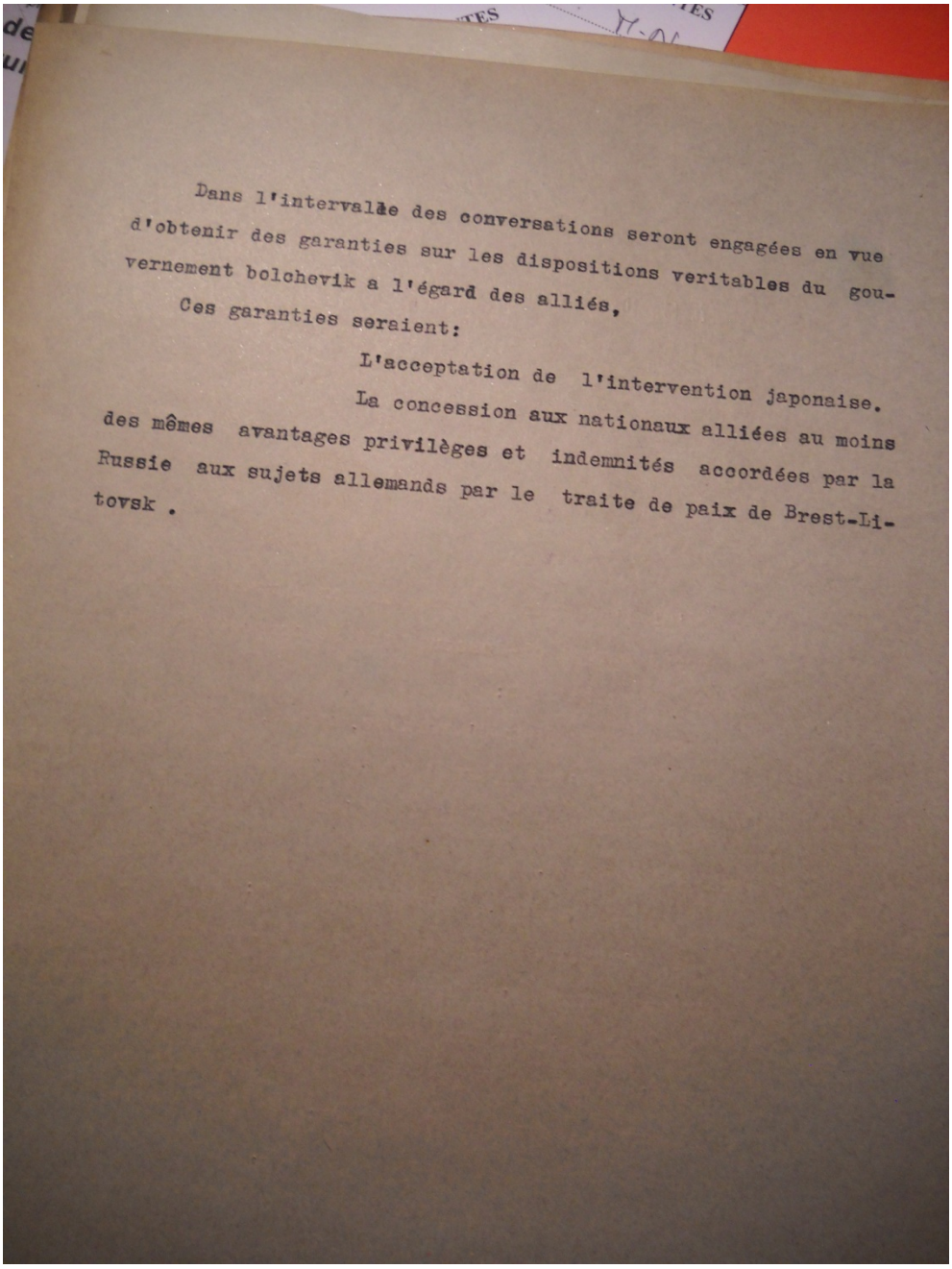
En tenant compte de ces faits les ambassadeurs ont jugé opportun de maintenir la l'adhesion de principe donnée par les chefs de mission et attachés militaires à la Collabotion alliés pour l'organisation de l'armée russe contre l'Allemagne sous la reserve que l'adhesion definitive sera reculée jusqu'après l'examin des projets de decrets.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 33

(suite) Intérêts des Alliés en Russie



Dans l'intervalle des conversations seront engagées en vue d'obtenir des garanties sur les dispositions veritables du gouvernement bolchevik a l'égard des alliés,

Ces garanties seraient:

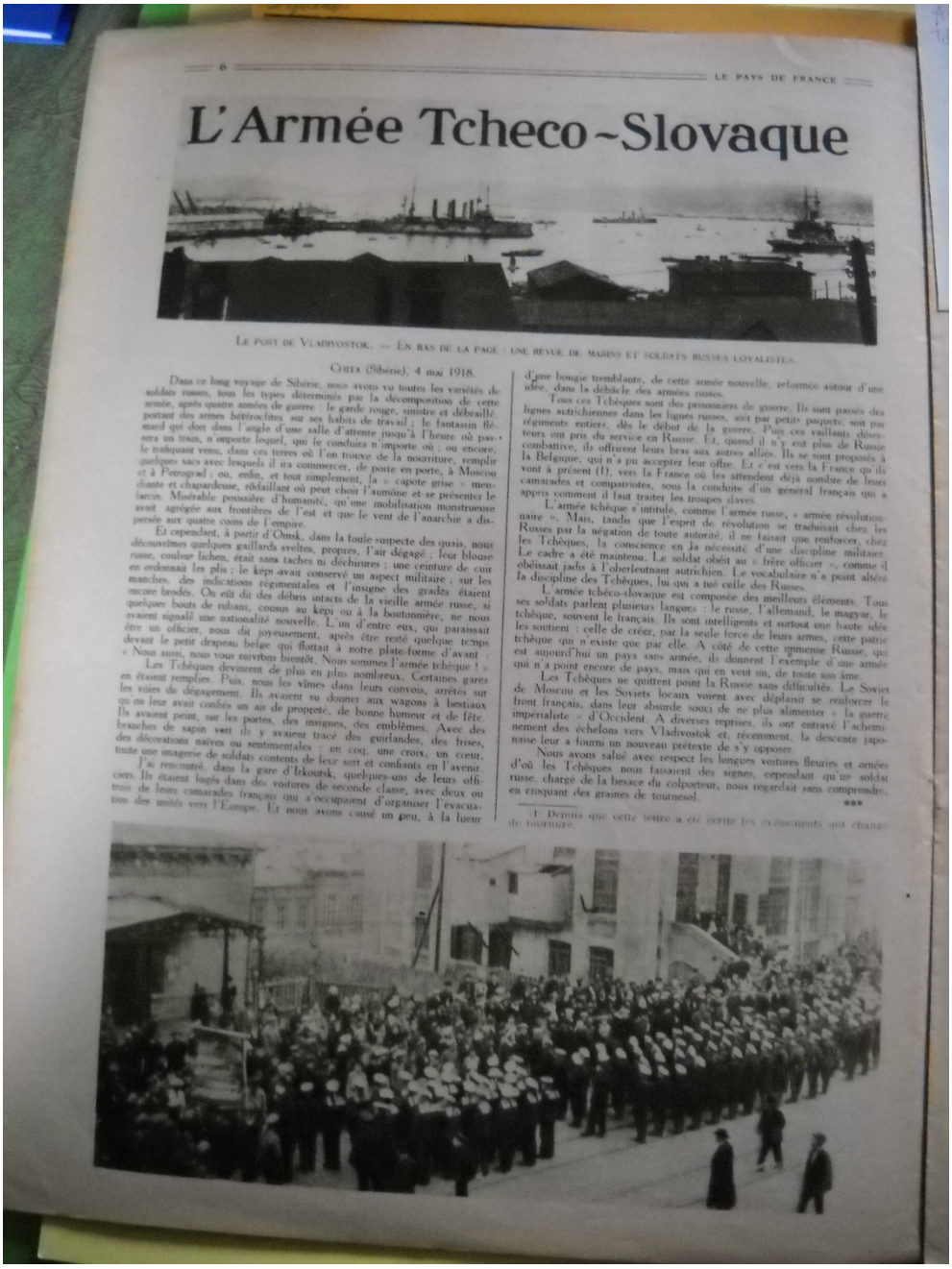
L'acceptation de l'intervention japonaise.

La concession aux nationaux alliées au moins des mêmes avantages privilèges et indemnités accordées par la Russie aux sujets allemands par le traite de paix de Brest-Litovsk .

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 33a



6 LE PAYS DE FRANCE

L'Armée Tcheco-Slovaque

LE PORT DE VLADIVOSTOK. — EN BAS DE LA PAGE : UNE REVUE DE MARINS ET SOLDATS RUSSES LOYALISTES.

CHITA (Sibérie), 4 mai 1918.

Dans ce long voyage de Sibérie, nous avons vu toutes les variétés de soldats russes, tous les types déterminés par la décomposition de cette armée, après quatre années de guerre : le garde rouge, ministre et débraillé, portant des armes hétéroclites sur ses habits de travail ; le fantassin flémard qui dort dans l'angle d'une salle d'attente jusqu'à l'heure où passera un train, n'importe lequel, qui le conduira n'importe où ; ou encore, le trafiquant venu, dans ces terres où l'on trouve de la nourriture, remplir quelques sacs avec lesquels il ira commercer, de porte en porte, à Moscou et à Petrograd ; ou, enfin, et tout simplement, la « capote grise » mendiante et chapardeuse, rôdaillant où peut choir l'aumône et se présenter le larcin. Misérable poussière d'humanité, qu'une mobilisation monstrueuse avait agrégée aux frontières de l'est et que le vent de l'anarchie a dispersée aux quatre coins de l'empire.

Et cependant, à partir d'Omsk, dans la foule suspecte des quais, nous découvrîmes quelques gaillards sveltes, propres, l'air dégagé : leur blouse russe, couleur lichen, était sans taches ni déchirures ; une ceinture de cuir en ordonnait les plis ; le képi avait conservé un aspect militaire ; sur les manches, des indications régimentales et l'insigne des grades étaient encore brodés. On eût dit des débris intacts de la vieille armée russe, si quelques bouts de rubans, cousus au képi ou à la boutonnière, ne nous avaient signalé une nationalité nouvelle. L'un d'entre eux, qui paraissait être un officier, nous dit joyeusement, après être resté quelque temps devant le petit drapeau belge qui flottait à notre plate-forme d'avant : « Nous aussi, nous vous survrons bientôt. Nous sommes l'armée tchèque ! »

Les Tchèques devinrent de plus en plus nombreux. Certaines gares en étaient remplies. Puis, nous les vîmes dans leurs convois, arrêtés sur les voies de dégagement. Ils avaient su donner aux wagons à bestiaux qu'on leur avait confiés un air de propreté, de bonne humeur et de fête. Ils avaient peint, sur les portes, des insignes, des emblèmes. Avec des branches de sapin vert ils y avaient tracé des guirlandes, des frises, des décorations naïves ou sentimentales : un coq, une croix, un cœur, toute une imagerie de soldats contents de leur sort et confiants en l'avenir.

J'ai rencontré, dans la gare d'Irkoutsk, quelques-uns de leurs officiers. Ils étaient logés dans des voitures de seconde classe, avec deux ou trois de leurs camarades français qui s'occupaient d'organiser l'évacuation des unités vers l'Europe. Et nous avons causé un peu, à la lueur d'une bougie tremblante, de cette armée nouvelle, reformée autour d'une idée, dans la débâcle des armées russes.

Tous ces Tchèques sont des prisonniers de guerre. Ils sont passés des lignes autrichiennes dans les lignes russes, soit par petits paquets, soit par régiments entiers, dès le début de la guerre. Puis ces vaillants déserteurs ont pris du service en Russie. Et, quand il n'y eut plus de Russie combattive, ils offrirent leurs bras aux autres alliés. Ils se sont proposés à la Belgique, qui n'a pu accepter leur offre. Et c'est vers la France qu'ils vont à présent (1), vers la France où les attendent déjà nombre de leurs camarades et compatriotes, sous la conduite d'un général français qui a appris comment il faut traiter les troupes slaves.

L'armée tchèque s'intitule, comme l'armée russe, « armée révolutionnaire ». Mais, tandis que l'esprit de révolution se traduisait chez les Russes par la négation de toute autorité, il ne faisait que renforcer, chez les Tchèques, la conscience en la nécessité d'une discipline militaire. Le cadre a été maintenu. Le soldat obéit au « frère officier », comme il obéissait jadis à l'oberleutnant autrichien. Le vocabulaire n'a point altéré la discipline des Tchèques, lui qui a tué celle des Russes.

L'armée tchéco-slovaque est composée des meilleurs éléments. Tous ses soldats parlent plusieurs langues : le russe, l'allemand, le magyar, le tchèque, souvent le français. Ils sont intelligents et surtout une haute idée les soutient : celle de créer, par la seule force de leurs armes, cette patrie tchèque qui n'existe que par elle. A côté de cette immense Russie, qui est aujourd'hui un pays sans armée, ils donnent l'exemple d'une armée qui n'a point encore de pays, mais qui en veut un, de toute son âme.

Les Tchèques ne quittent point la Russie sans difficultés. Le Soviet de Moscou et les Soviets locaux voient avec déplaisir se renforcer le front français, dans leur absurde souci de ne plus alimenter « la guerre impérialiste » d'Occident. A diverses reprises, ils ont entravé l'acheminement des échelons vers Vladivostok et, récemment, la descente japonaise leur a fourni un nouveau prétexte de s'y opposer.

Nous avons salué avec respect les longues voitures fleuries et ornées d'où les Tchèques nous faisaient des signes, cependant qu'un soldat russe, chargé de la besace du colporteur, nous regardait sans comprendre, en croquant des graines de tournesol.

***

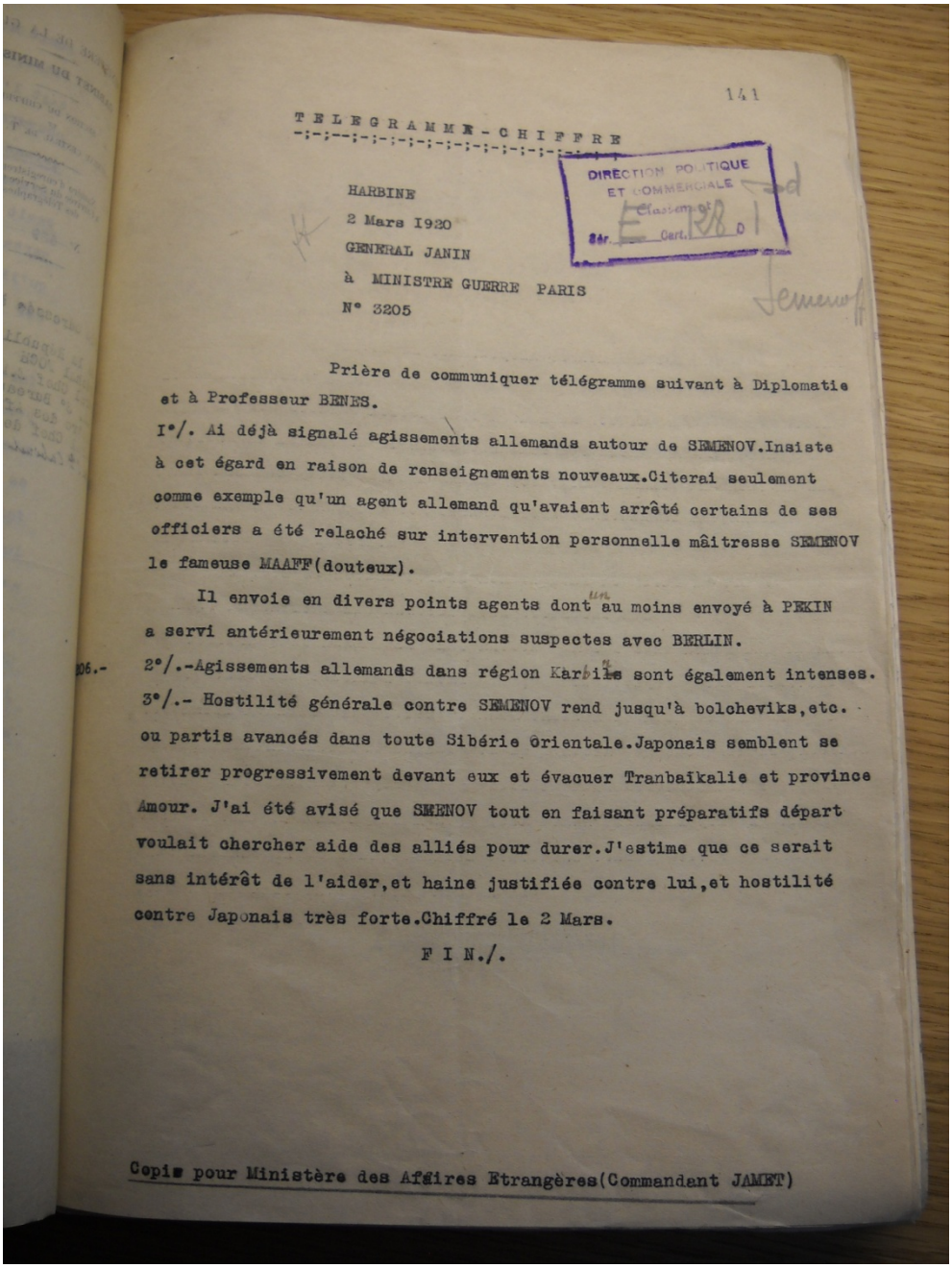
1. Depuis que cette lettre a été écrite les événements ont changé de tournure.

Source : LE PAYS DE FRANCE, N° 200 du 15 août 1918, *L'Armée tchéco-slovaque*, 4 mai 1918

(Ce journal n'existe plus – Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Pays_de_France)

Annexe Nr. 34

SEMENOV, SEMENOFF ou SEMONIOV



141

TELEGRAMME-CHIFFRE

DIRECTION POLITIQUE ET COMMERCIALE
Classement
Sér. E Cart. 128 D

HARBINE
2 Mars 1920
GENERAL JANIN
à MINISTRE GUERRE PARIS
N° 3205

Prière de communiquer télégramme suivant à Diplomatie et à Professeur BENES.

I°/. Ai déjà signalé agissements allemands autour de SEMENOV. Insiste à cet égard en raison de renseignements nouveaux. Citerai seulement comme exemple qu'un agent allemand qu'avaient arrêté certains de ses officiers a été relaché sur intervention personnelle mâitresse SEMENOV le fameuse MAAFF (douteux).

Il envoie en divers points agents dont un au moins envoyé à PEKIN a servi antérieurement négociations suspectes avec BERLIN.

2°/.-Agissements allemands dans région Karbin sont également intenses.

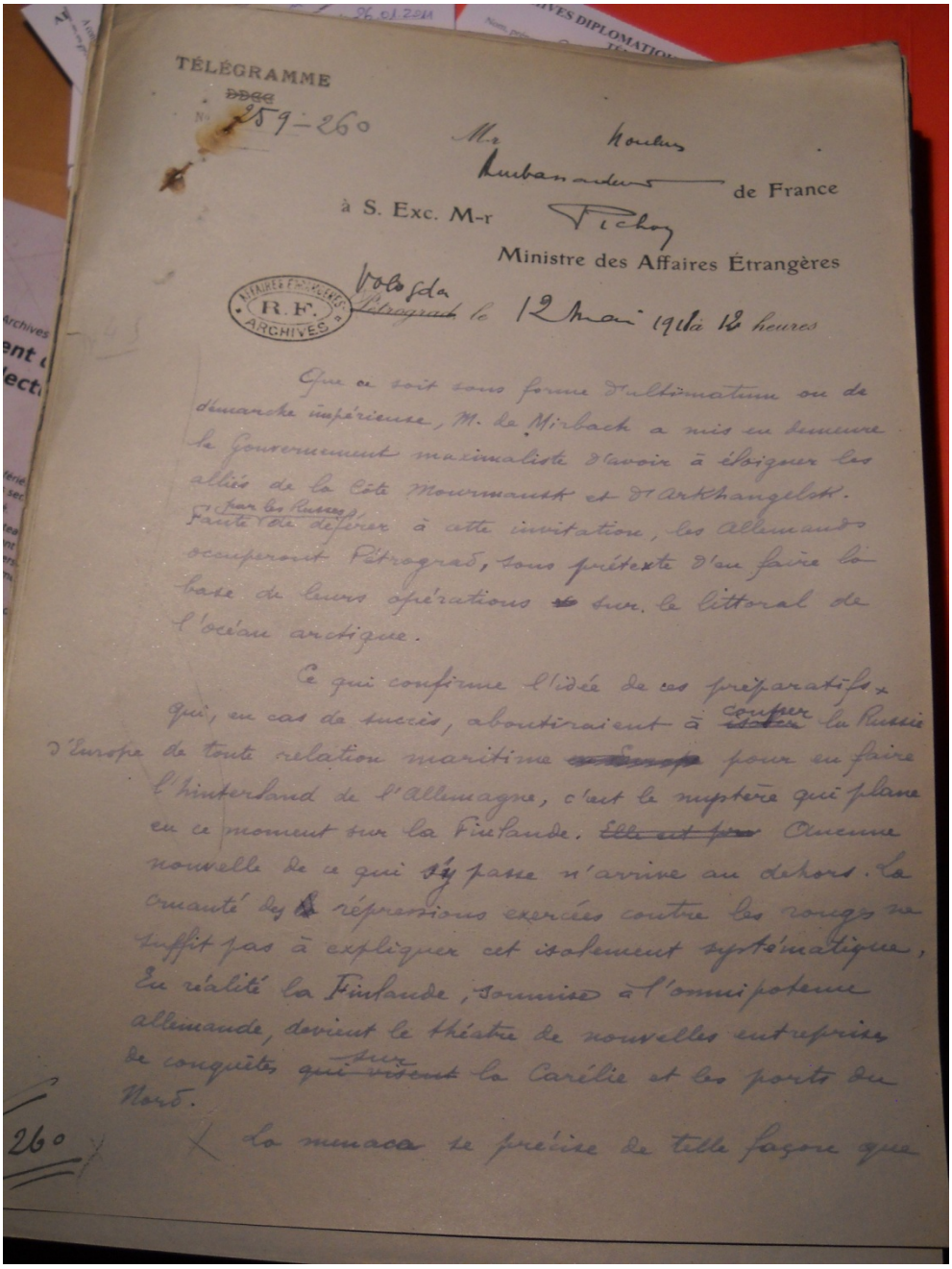
3°/.- Hostilité générale contre SEMENOV rend jusqu'à bolcheviks, etc. ou partis avancés dans toute Sibérie Orientale. Japonais semblent se retirer progressivement devant eux et évacuer Tranbaïkalie et province Amour. J'ai été avisé que SEMENOV tout en faisant préparatifs départ voulait chercher aide des alliés pour durer. J'estime que ce serait sans intérêt de l'aider, et haine justifiée contre lui, et hostilité contre Japonais très forte. Chiffré le 2 Mars.

F I N./.

Copie pour Ministère des Affaires Etrangères (Commandant JAMET)

Source : Archives diplomatiques de La Courneuve Direction Politique et commerciale, Série E Carton 128 D
(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 35



TÉLÉGRAMME

N° 259-260

Mr Noulens
Ambassadeur de France
à S. Exc. M-r Pichon
Ministre des Affaires Étrangères

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

Vologda le 12 Mai 1918 12 heures

Que ce soit sous forme d'ultimatum ou de démarche impérieuse, M. de Mirbach a mis en demeure le Gouvernement maximaliste d'avoir à éloigner les alliés de la Côte Mourmansk et d'Archangelsk. Faute par les Russes de déférer à cette invitation, les allemands occuperont Pétrograd, sous prétexte d'en faire la base de leurs opérations sur le littoral de l'océan arctique.

Ce qui confirme l'idée de ces préparatifs, qui, en cas de succès, aboutiraient à couper la Russie d'Europe de toute relation maritime pour en faire l'hinterland de l'allemagne, c'est le mystère qui plane en ce moment sur la Finlande. Aucune nouvelle de ce qui s'y passe n'arrive au dehors. La cruauté des répressions exercées contre les rouges ne suffit pas à expliquer cet isolement systématique. En réalité la Finlande, soumise à l'omnipotence allemande, devient le théâtre de nouvelles entreprises de conquêtes qui visent la Carélie et les ports du Nord.

260

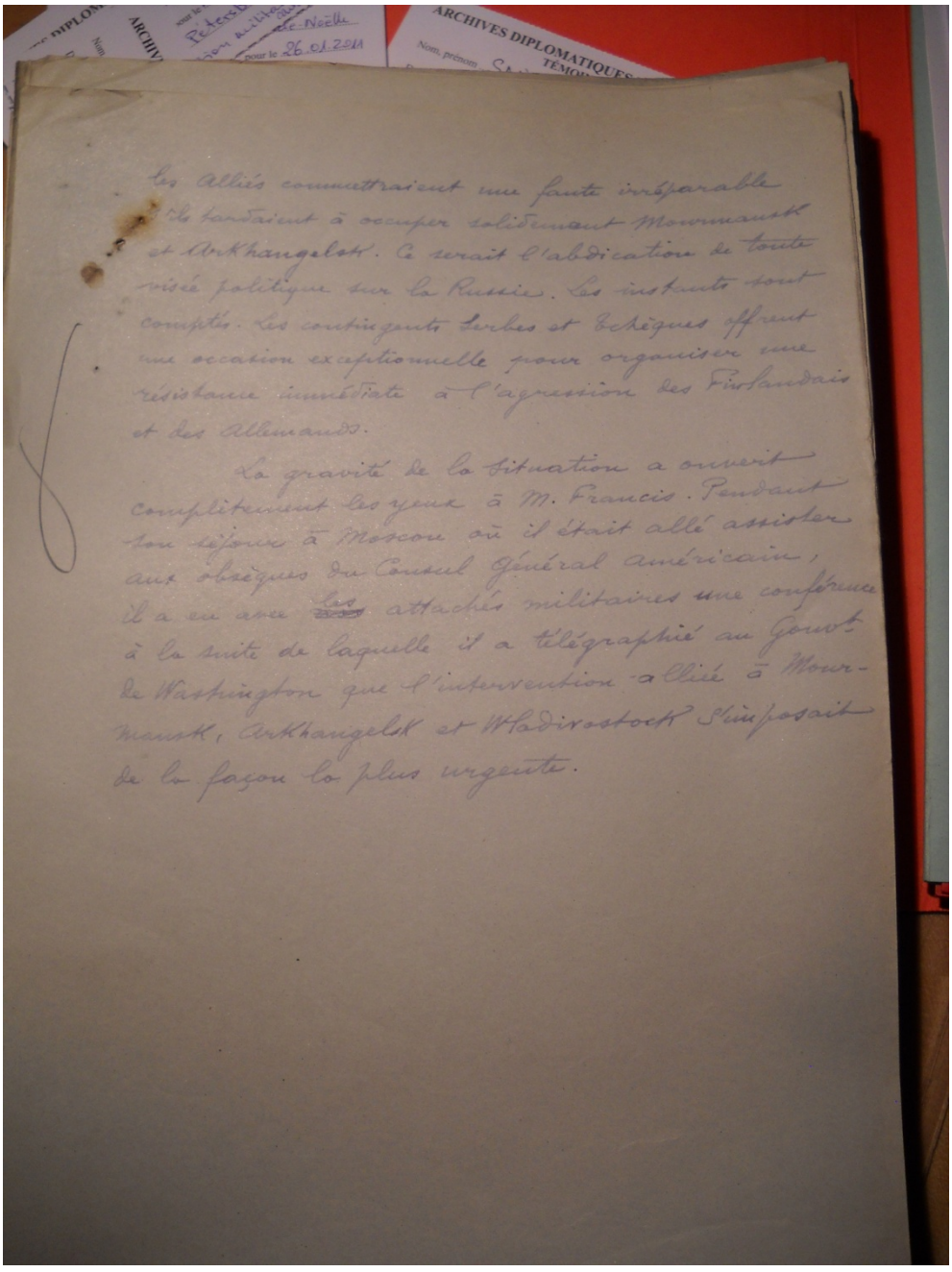
La menace se précise de telle façon que

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1 – Courrier du 12 mai 1918

Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 36

(suite)



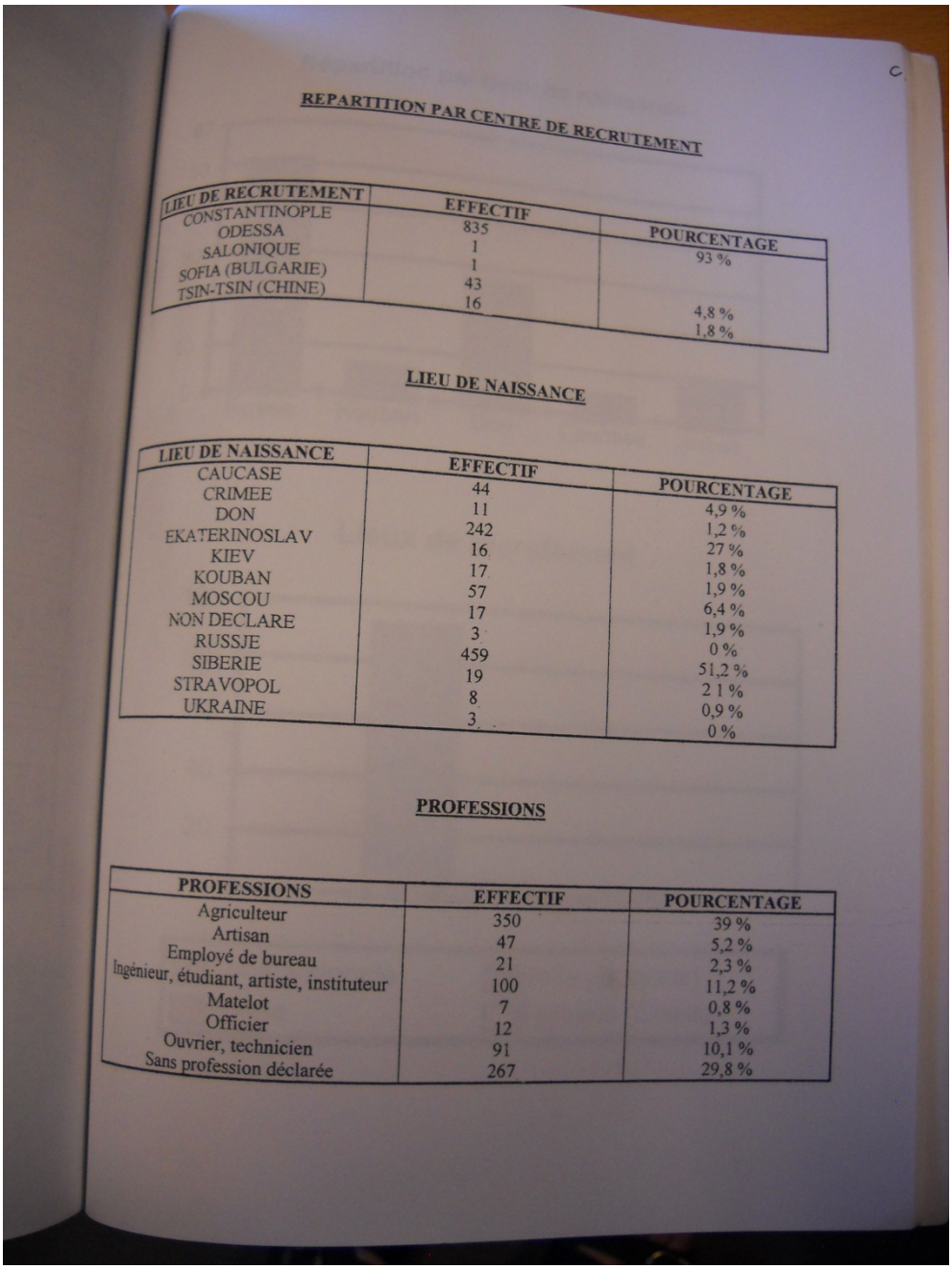
les Alliés commettraient une faute irréparable s'ils tardaient à occuper solidement Mourmansk et Arkhangelsk. Ce serait l'abdication de toute visée politique sur la Russie. Les instants sont comptés. Les contingents Serbes et Tchèques offrent une occasion exceptionnelle pour organiser une résistance immédiate à l'agression des Finlandais et des Allemands.

La gravité de la situation a ouvert complètement les yeux à M. Francis. Pendant son séjour à Moscou où il était allé assister aux obsèques du Consul Général américain, il a eu avec les attachés militaires une conférence à la suite de laquelle il a télégraphié au Gouvt de Washington que l'intervention alliée à Mourmansk, Arkhangelsk et Vladivostock s'imposait de la façon la plus urgente.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736/PO/1 – Courrier du 12 mai 1918 (fin)

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 36a



REPARTITION PAR CENTRE DE RECRUTEMENT

LIEU DE RECRUTEMENT	EFFECTIF	POURCENTAGE
CONSTANTINOPLE	835	93 %
ODESSA	1	
SALONIQUE	1	
SOFIA (BULGARIE)	43	4,8 %
TSIN-TSIN (CHINE)	16	1,8 %

LIEU DE NAISSANCE

LIEU DE NAISSANCE	EFFECTIF	POURCENTAGE
CAUCASE	44	4,9 %
CRIMEE	11	1,2 %
DON	242	27 %
EKATERINOSLAV	16	1,8 %
KIEV	17	1,9 %
KOUBAN	57	6,4 %
MOSCOU	17	1,9 %
NON DECLARE	3	0 %
RUSSJE	459	51,2 %
SIBERIE	19	2 1 %
STRAVOPOL	8	0,9 %
UKRAINE	3	0 %

PROFESSIONS

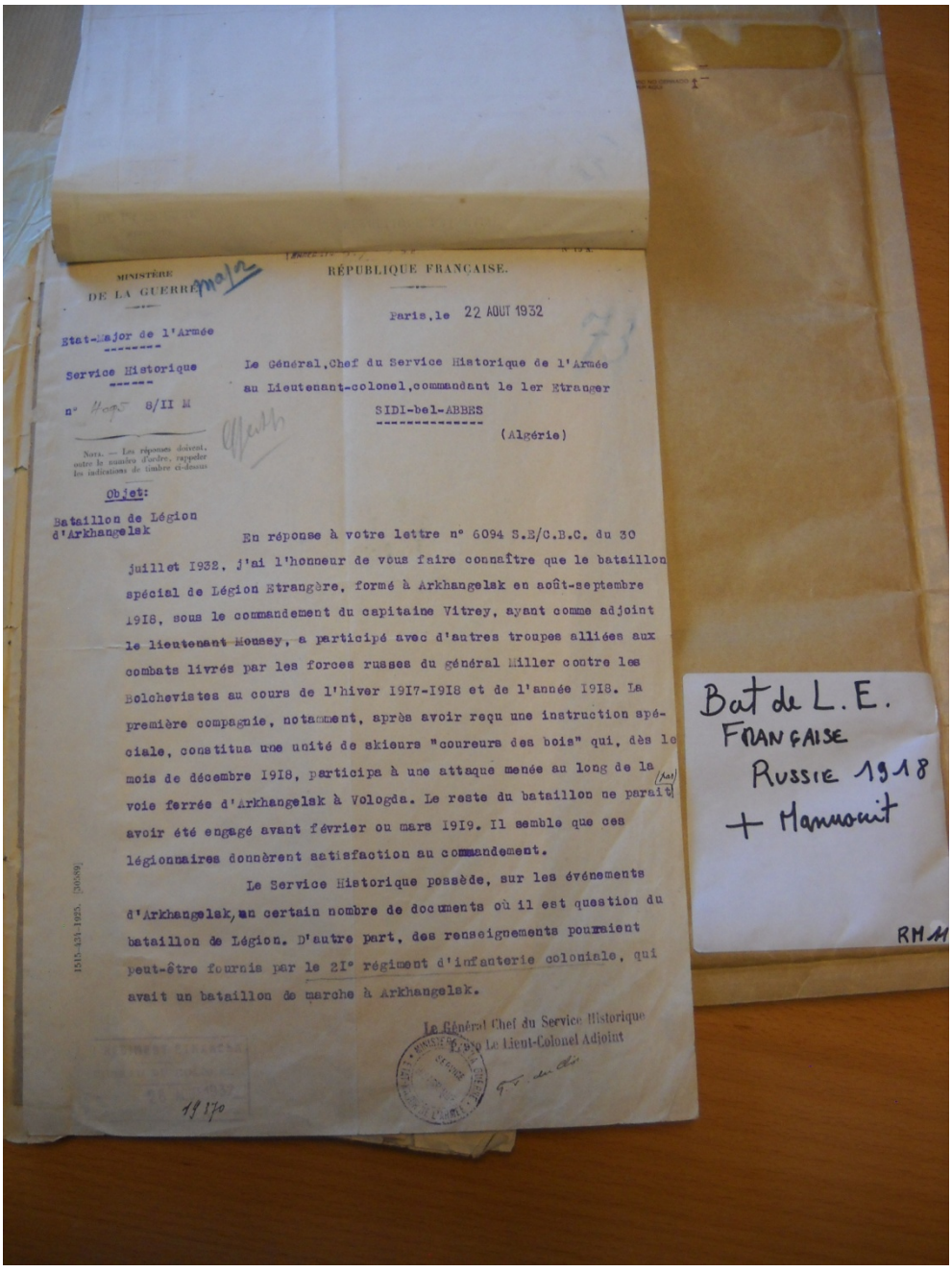
PROFESSIONS	EFFECTIF	POURCENTAGE
Agriculteur	350	39 %
Artisan	47	5,2 %
Employé de bureau	21	2,3 %
Ingénieur, étudiant, artiste, instituteur	100	11,2 %
Matelot	7	0,8 %
Officier	12	1,3 %
Ouvrier, technicien	91	10,1 %
Sans profession déclarée	267	29,8 %

Source : Centre de Documentation de la Légion étrangère à Aubagne, Annexe c du mémoire de BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 37

LÉGION ÉTRANGÈRE : SKIEURS



MINISTÈRE DE LA GUERRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 22 AOUT 1932

Etat-Major de l'Armée

Service Historique

n° 4095 8/II M

Le Général, Chef du Service Historique de l'Armée au Lieutenant-colonel, commandant le 1er Etranger

SIDI-bel-ABBES

(Algérie)

Objet:

Bataillon de Légion d'Arkhangelsk

En réponse à votre lettre n° 6094 S.E/C.B.C. du 30 juillet 1932, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le bataillon spécial de Légion Etrangère, formé à Arkhangelsk en août-septembre 1918, sous le commandement du capitaine Vitrey, ayant comme adjoint le lieutenant Moussy, a participé avec d'autres troupes alliées aux combats livrés par les forces russes du général Miller contre les Bolchevistes au cours de l'hiver 1917-1918 et de l'année 1918. La première compagnie, notamment, après avoir reçu une instruction spéciale, constitua une unité de skieurs "coureurs des bois" qui, dès le mois de décembre 1918, participa à une attaque menée au long de la voie ferrée d'Arkhangelsk à Vologda. Le reste du bataillon ne paraît avoir été engagé avant février ou mars 1919. Il semble que ces légionnaires donnèrent satisfaction au commandement.

Le Service Historique possède, sur les événements d'Arkhangelsk, un certain nombre de documents où il est question du bataillon de Légion. D'autre part, des renseignements pourraient peut-être fournis par le 21° régiment d'infanterie coloniale, qui avait un bataillon de marche à Arkhangelsk.

Le Général Chef du Service Historique
Le Lieut-Colonel Adjoint

Bat de L.E.
FRANÇAISE
Russie 1918
+ Mannouit

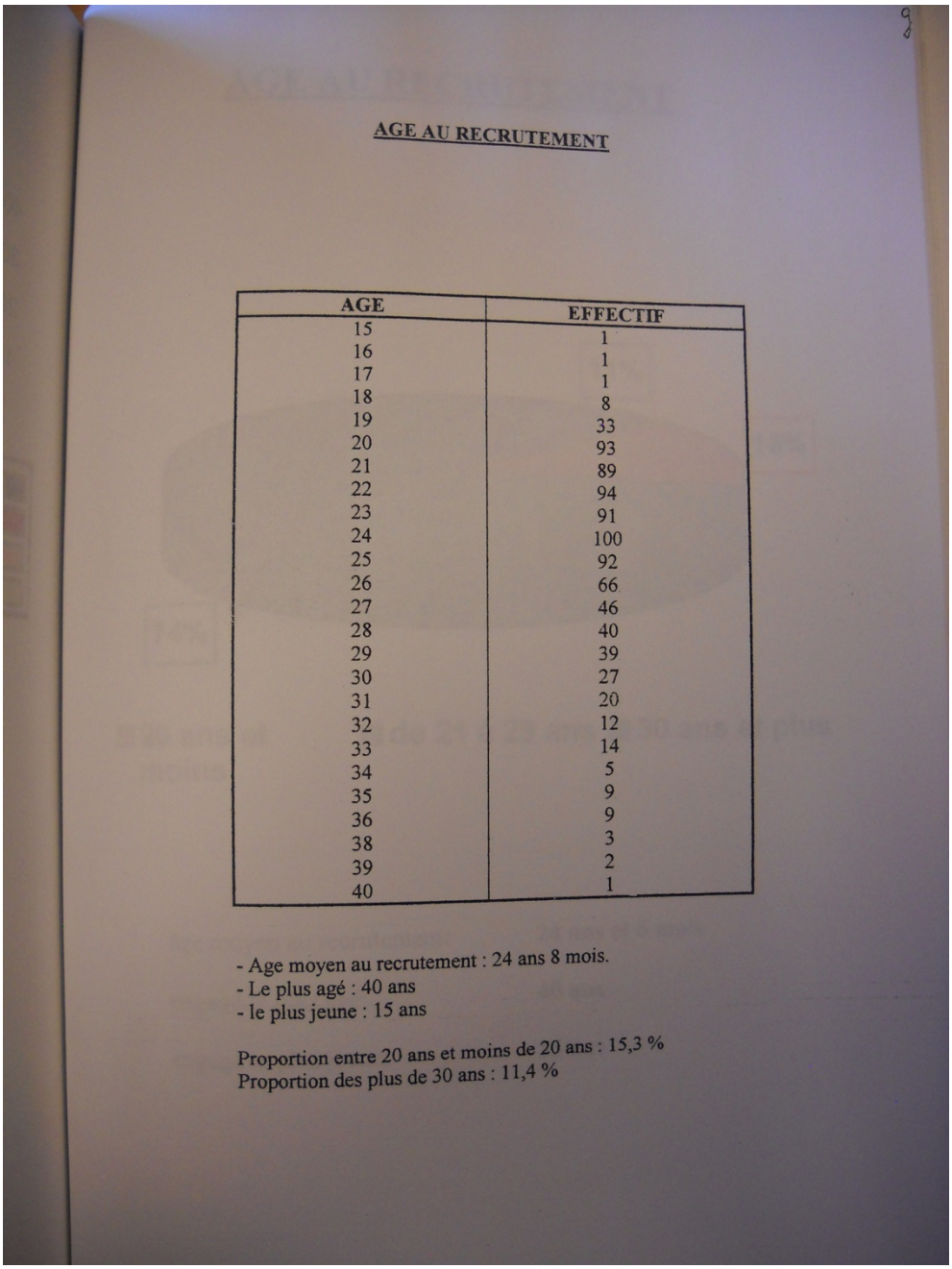
RM 11

Source : Centre de Documentation de la Légion étrangère à Aubagne, Cote RM 11 Bat. LE Russie du Nord

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 38

LÉGION ÉTRANGÈRE : ÂGE des RECRUES



AGE AU RECRUTEMENT

AGE	EFFECTIF
15	1
16	1
17	1
18	8
19	33
20	93
21	89
22	94
23	91
24	100
25	92
26	66
27	46
28	40
29	39
30	27
31	20
32	12
33	14
34	5
35	9
36	9
38	3
39	2
40	1

- Age moyen au recrutement : 24 ans 8 mois.
- Le plus agé : 40 ans
- le plus jeune : 15 ans

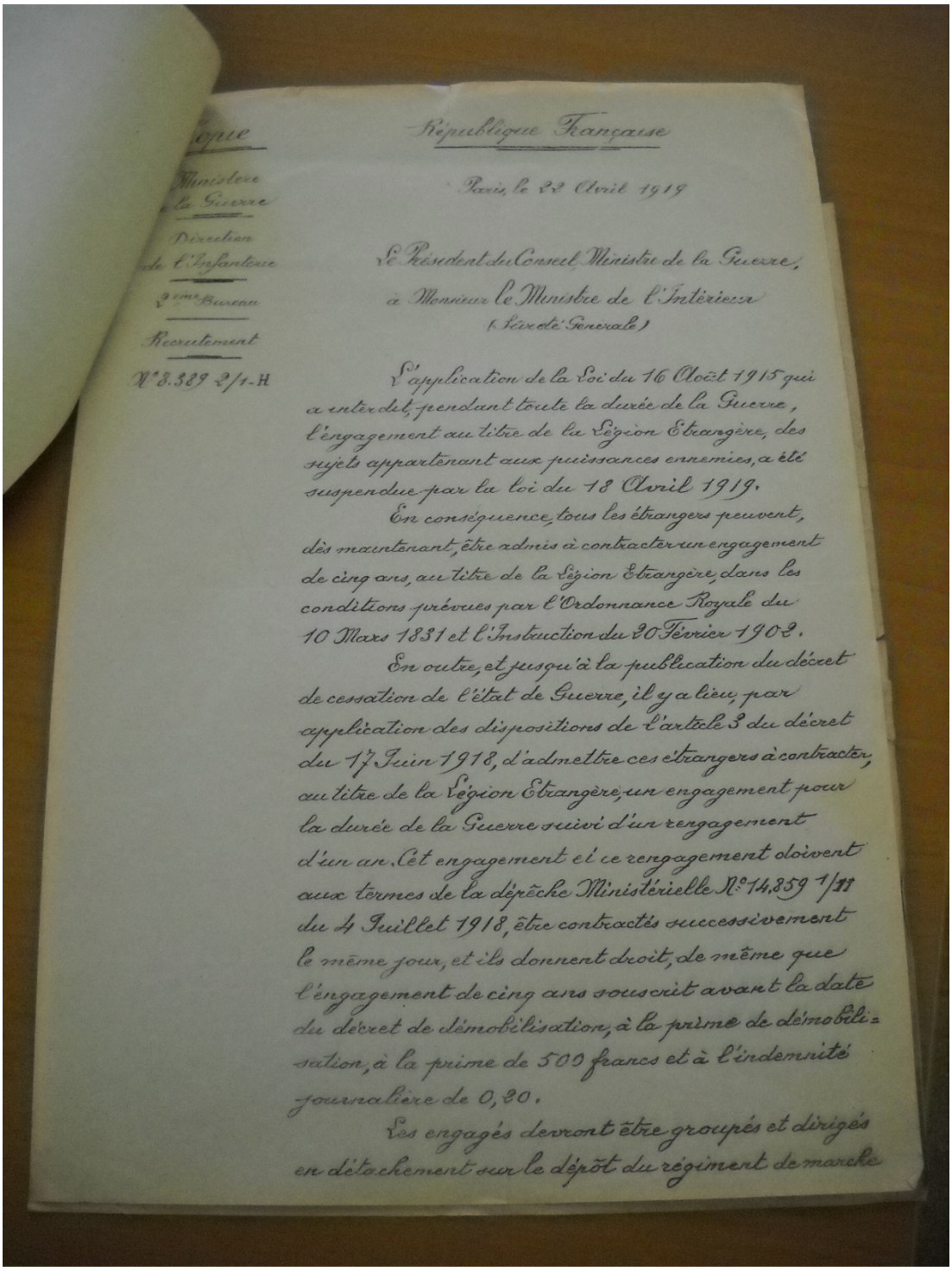
Proportion entre 20 ans et moins de 20 ans : 15,3 %
Proportion des plus de 30 ans : 11,4 %

Source : Centre de Documentation de la Légion étrangère à Aubagne, Annexe g du mémoire de BOYER, Michel, *D.E.A. Histoire militaire Défense Sécurité – Les Russes au service de la France : 1914-1921 – Des brigades russes au recrutement russe de la Légion étrangère,* Mémoire préparé sous la direction de M. le Professeur André MARTEL

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 39

LÉGION ÉTRANGÈRE : RECRUTEMENT EN 1918



Copie

Ministère de la Guerre

Direction de l'Infanterie

2ème Bureau

Recrutement

N° 3.389 2/1-H

République Française

Paris, le 22 Avril 1919

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,

à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

(Sûreté Générale)

L'application de la Loi du 16 Août 1915 qui a interdit, pendant toute la durée de la Guerre, l'engagement au titre de la Légion Etrangère, des sujets appartenant aux puissances ennemies, a été suspendue par la loi du 18 Avril 1919.

En conséquence, tous les étrangers peuvent, dès maintenant, être admis à contracter un engagement de cinq ans, au titre de la Légion Etrangère, dans les conditions prévues par l'Ordonnance Royale du 10 Mars 1831 et l'Instruction du 20 Février 1902.

En outre, et jusqu'à la publication du décret de cessation de l'état de Guerre, il y a lieu, par application des dispositions de l'article 3 du décret du 17 Juin 1918, d'admettre ces étrangers à contracter, au titre de la Légion Etrangère, un engagement pour la durée de la Guerre suivi d'un rengagement d'un an. Cet engagement et ce rengagement doivent aux termes de la dépêche Ministérielle N° 14.359 1/11 du 4 Juillet 1918, être contractés successivement le même jour, et ils donnent droit, de même que l'engagement de cinq ans souscrit avant la date du décret de démobilisation, à la prime de démobilisation, à la prime de 500 francs et à l'indemnité journalière de 0,30.

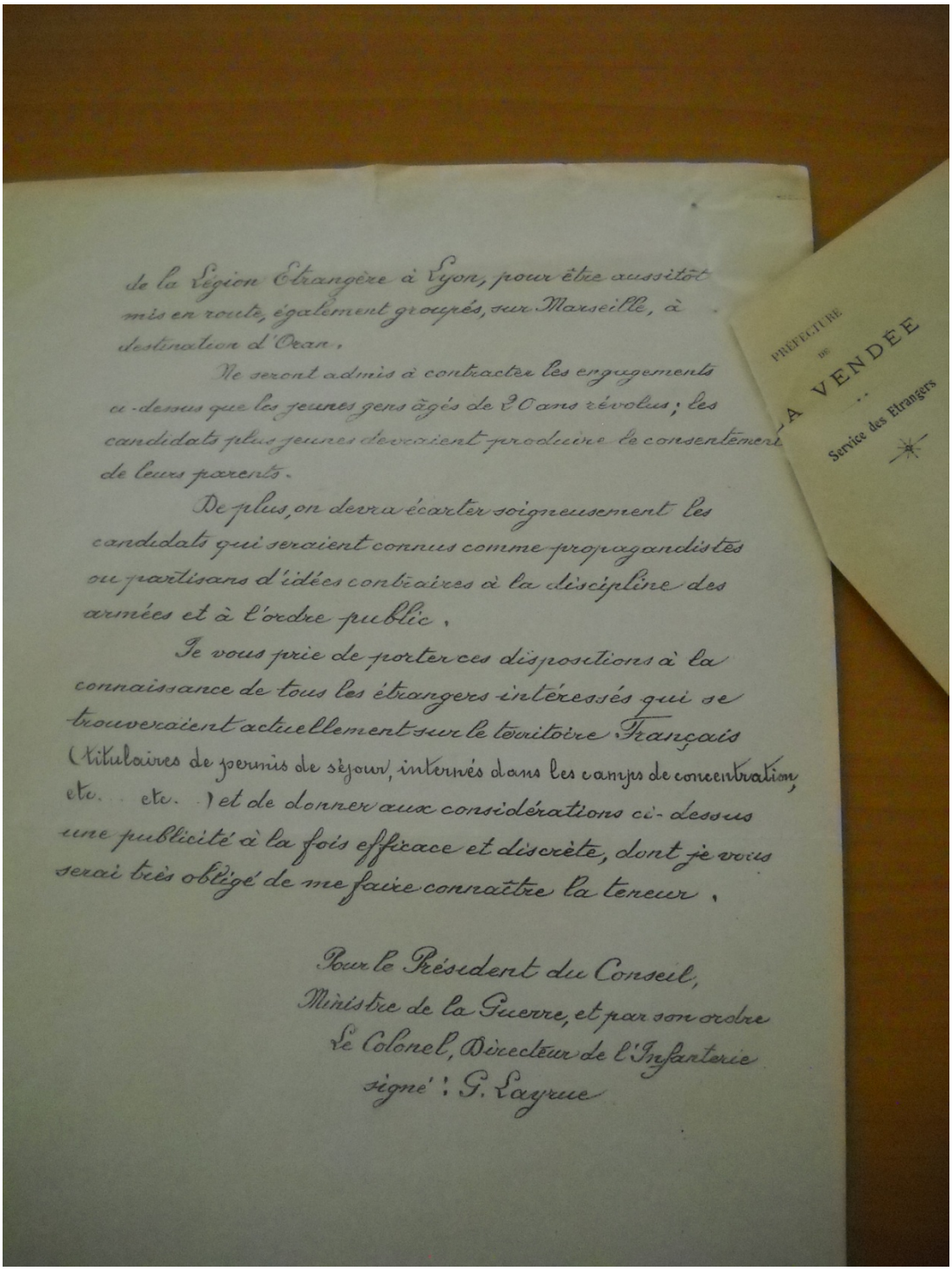
Les engagés devront être groupés et dirigés en détachement sur le dépôt du régiment de marche

Source : Archives départementales de la Vendée 4M276

(Document d'origine publique librement communicable, avec un droit non exclusif et gratuit de libre réutilisation pour une durée illimitée)

Annexe Nr. 40

(suite)



de la Légion Etrangère à Lyon, pour être aussitôt mis en route, également groupés, sur Marseille, à destination d'Oran.

Ne seront admis à contracter les engagements ci-dessus que les jeunes gens âgés de 20 ans révolus ; les candidats plus jeunes devraient produire le consentement de leurs parents.

De plus, on devra écarter soigneusement les candidats qui seraient connus comme propagandistes ou partisans d'idées contraires à la discipline des armées et à l'ordre public.

Je vous prie de porter ces dispositions à la connaissance de tous les étrangers intéressés qui se trouveraient actuellement sur le territoire Français (titulaires de permis de séjour, internés dans les camps de concentration, etc... etc...) et de donner aux considérations ci-dessus une publicité à la fois efficace et discrète, dont je vous serai très obligé de me faire connaître la teneur.

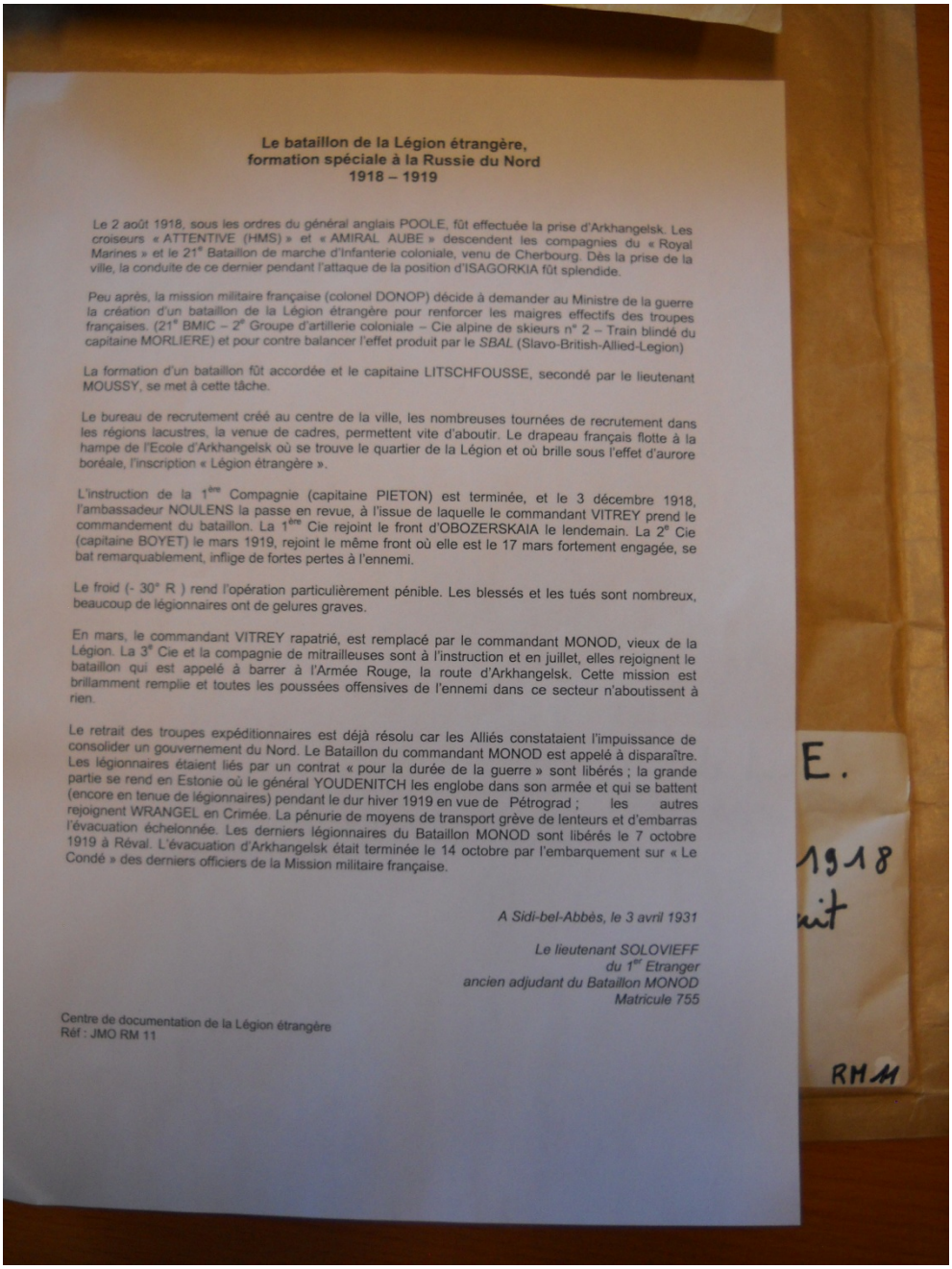
Pour le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre, et par son ordre
Le Colonel, Directeur de l'Infanterie
signé : G. Layrue

PRÉFECTURE
DE
LA VENDÉE
..
Service des Etrangers

Source : Archives départementales de la Vendée 4M276

Annexe Nr. 40a

LÉGION ÉTRANGÈRE AU NORD DE LA RUSSIE



Le bataillon de la Légion étrangère,
formation spéciale à la Russie du Nord
1918 – 1919

Le 2 août 1918, sous les ordres du général anglais POOLE, fût effectuée la prise d'Arkhangelsk. Les croiseurs « ATTENTIVE (HMS) » et « AMIRAL AUBE » descendent les compagnies du « Royal Marines » et le 21e Bataillon de marche d'Infanterie coloniale, venu de Cherbourg. Dès la prise de la ville, la conduite de ce dernier pendant l'attaque de la position d'ISAGORKIA fût splendide.

Peu après, la mission militaire française (colonel DONOP) décide à demander au Ministre de la guerre la création d'un bataillon de la Légion étrangère pour renforcer les maigres effectifs des troupes françaises. (21e BMIC – 2e Groupe d'artillerie coloniale – Cie alpine de skieurs n° 2 – Train blindé du capitaine MORLIERE) et pour contre balancer l'effet produit par le *SBAL* (Slavo-British-Allied-Legion)

La formation d'un bataillon fût accordée et le capitaine LITSCHFOUSSE, secondé par le lieutenant MOUSSY, se met à cette tâche.

Le bureau de recrutement créé au centre de la ville, les nombreuses tournées de recrutement dans les régions lacustres, la venue de cadres, permettent vite d'aboutir. Le drapeau français flotte à la hampe de l'Ecole d'Arkhangelsk où se trouve le quartier de la Légion et où brille sous l'effet d'aurore boréale, l'inscription « Légion étrangère ».

L'instruction de la 1ère Compagnie (capitaine PIETON) est terminée, et le 3 décembre 1918, l'ambassadeur NOULENS la passe en revue, à l'issue de laquelle le commandant VITREY prend le commandement du bataillon. La 1ère Cie rejoint le front d'OBOZERSKAIA le lendemain. La 2e Cie (capitaine BOYET) le mars 1919, rejoint le même front où elle est le 17 mars fortement engagée, se bat remarquablement, inflige de fortes pertes à l'ennemi.

Le froid (- 30° R) rend l'opération particulièrement pénible. Les blessés et les tués sont nombreux, beaucoup de légionnaires ont de gelures graves.

En mars, le commandant VITREY rapatrié, est remplacé par le commandant MONOD, vieux de la Légion. La 3e Cie et la compagnie de mitrailleuses sont à l'instruction et en juillet, elles rejoignent le bataillon qui est appelé à barrer à l'Armée Rouge, la route d'Arkhangelsk. Cette mission est brillamment remplie et toutes les poussées offensives de l'ennemi dans ce secteur n'aboutissent à rien.

Le retrait des troupes expéditionnaires est déjà résolu car les Alliés constataient l'impuissance de consolider un gouvernement du Nord. Le Bataillon du commandant MONOD est appelé à disparaître. Les légionnaires étaient liés par un contrat « pour la durée de la guerre » sont libérés ; la grande partie se rend en Estonie où le général YOUDENITCH les englobe dans son armée et qui se battent (encore en tenue de légionnaires) pendant le dur hiver 1919 en vue de Pétrograd ; les autres rejoignent WRANGEL en Crimée. La pénurie de moyens de transport grève de lenteurs et d'embarras l'évacuation échelonnée. Les derniers légionnaires du Bataillon MONOD sont libérés le 7 octobre 1919 à Réval. L'évacuation d'Arkhangelsk était terminée le 14 octobre par l'embarquement sur « Le Condé » des derniers officiers de la Mission militaire française.

A Sidi-bel-Abbès, le 3 avril 1931

Le lieutenant SOLOVIEFF
du 1er Etranger
ancien adjudant du Bataillon MONOD
Matricule 755

Centre de documentation de la Légion étrangère
Réf : JMO RM 11

E.
1918
RM 11

Source : Centre de Documentation de la Légion étrangère, Aubagne, JMO RM11

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 41

ZAHAROFF



pagnie rivale, la Vickers. Qu'à cela ne tienne, les vaillants Boers, eux aussi, ont besoin de munitions et la Société Maxim en a à revendre. Quand Boers et Anglais se sont suffisamment écharpés, la paix est signée. Elle est signée au même moment entre *Vickers* et *Maxim* qui s'associent par l'entremise de Basil Zaharoff.

Technique de l'opération : la *Vickers* rachète le capital de la *Maxim* pour trente millions-or représentés par des actions dont Basil Zaharoff reçoit la majorité. *Sir Ernest Cassel a financé l'affaire lui-même. Ce gros financier judéo-anglo-allemand est l'éminence grise en même temps que l'homme d'affaires du roi Edouard VII.*

Cette fois-ci, sir Basil Zaharoff est entré dans le Saint des Saints. Il vendra ses canons au nom, pour la plus grande gloire et pour le plus grand profit de Sa Majesté Impériale et Royale.

GRAND CHEF DE L' « INTELLIGENCE » EN EUROPE

La grande politique va commencer.

A ce moment-là disparaissait de la scène mondiale un autre personnage énigmatique : le fameux Cornelius Herz. Ce juif américain avait commencé par être un dentiste sans diplômes. Commanditaire du *général Boulanger*, de *M. Clemenceau*, associé du *baron de Reinach* dans les énormes tripotages de Panama, aussi corrompu que corrupteur, il venait de bouleverser et de pourrir pendant des années l'opinion et les milieux dirigeants français. De toute son action, de l'aveu de ses contemporains, de sa fuite en Angleterre, il semble bien résulter que cet homme était *le fidéicommis secret de la politique anglaise en France.*

Lui parti, la place était à prendre.

Or voici, comme par hasard, que M. Basil Zaharoff songe à notre pays. Il s'installe à Paris, 54, rue de la Bienfaisance. Il apparaît dans les colonnes du Bottin-Mondain et dans les antichambres de nos ministères. Son action sera double. En Angleterre, grâce à l'appui de la dynastie régnante, de la grosse industrie conservatrice et de la haute finance libérale, il trustera les usines de matériel de guerre anglais. En France, il étendra les tentacules de ces entreprises tout en se couvrant par des commandites aux journaux, par des gestes philanthropiques et par l'amitié de la faction politique anglomane veuve de Cornelius Herz. Puis, ses positions de départ assurées, il partira à la conquête du globe.

Ici, je me contente d'énumérer les faits.

1908. M. Basil Zaharoff, qui n'est plus Turc, qui n'est ni Anglais, ni Grec, et encore moins Français, est fait chevalier de la Légion d'honneur au titre... du ministère de la Marine. M. Clemenceau, à ce moment-là, est au gouvernement.

Juin 1910. M. Zaharoff contribue pour une forte somme à la fondation de la *Société des Quotidiens illustrés* qui va fonder le journal *Excelsior.*

1912. Il absorbe dans le trust Maxim la fabrique de mitrailleuses *Beardmore* (retenez bien ce nom que vous verrez réapparaître dans des circonstances troublantes).

La même année, il acquiert le contrôle de la Société des torpilles *Whitehead*, qui crée immédiatement une filiale en France. Dans le Conseil d'administration de cette filiale (Société française des torpilles Whitehead) figuraient simultanément :

La maison Vickers (Zaharoff).

La Société de munitions anglaises Armstrong (où la dynastie anglaise possédait des intérêts).

Et Mme Marguerite von Bismarck, nièce du prince de Bismarck, le bourreau de notre pays.

Sans parler, bien entendu, de sires de moindre importance parmi lesquels un amiral français dont le nom importe peu.

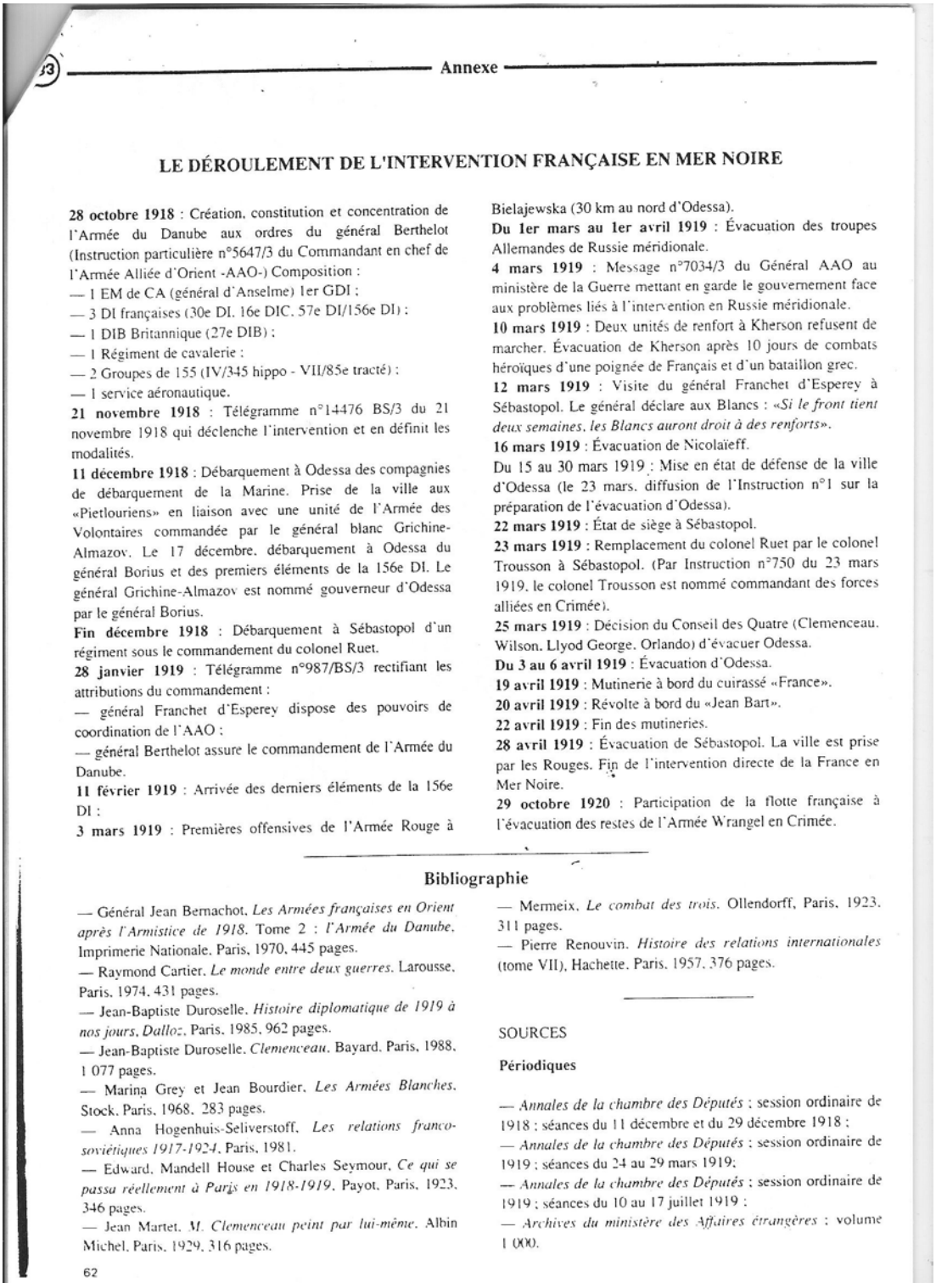
1913. Basil Zaharoff reçoit la rosette de l'Instruction publique. Il prend la haute main dans la Société *Armstrong* qui, seule, pourrait éclipser sa *Vickers*. Dans le même temps, il négocie et noue alliance avec les plus grosses affaires d'armements d'Europe. Il se soude à la haute finance interna-

SIR ZAHAROFF, A LONDRES, EN GRANDE TENUE DE COUR

Source : Le Crapouillot, Numéro spécial de mars 1932, LES MAITRES DU MONDE, p. 7

(Ce journal n'existe plus, Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Crapouillot)

Annexe Nr. 42



Annexe

LE DÉROULEMENT DE L'INTERVENTION FRANÇAISE EN MER NOIRE

28 octobre 1918 : Création, constitution et concentration de l'Armée du Danube aux ordres du général Berthelot (Instruction particulière n°5647/3 du Commandant en chef de l'Armée Alliée d'Orient -AAO-) Composition :
— 1 EM de CA (général d'Anselme) 1er GDI ;
— 3 DI françaises (30e DI. 16e DIC. 57e DI/156e DI) ;
— 1 DIB Britannique (27e DIB) ;
— 1 Régiment de cavalerie ;
— 2 Groupes de 155 (IV/345 hippo - VII/85e tracté) ;
— 1 service aéronautique.
21 novembre 1918 : Télégramme n°14476 BS/3 du 21 novembre 1918 qui déclenche l'intervention et en définit les modalités.
11 décembre 1918 : Débarquement à Odessa des compagnies de débarquement de la Marine. Prise de la ville aux «Pietlouriens» en liaison avec une unité de l'Armée des Volontaires commandée par le général blanc Grichine-Almazov. Le 17 décembre, débarquement à Odessa du général Borius et des premiers éléments de la 156e DI. Le général Grichine-Almazov est nommé gouverneur d'Odessa par le général Borius.
Fin décembre 1918 : Débarquement à Sébastopol d'un régiment sous le commandement du colonel Ruet.
28 janvier 1919 : Télégramme n°987/BS/3 rectifiant les attributions du commandement :
— général Franchet d'Esperey dispose des pouvoirs de coordination de l'AAO ;
— général Berthelot assure le commandement de l'Armée du Danube.
11 février 1919 : Arrivée des derniers éléments de la 156e DI :
3 mars 1919 : Premières offensives de l'Armée Rouge à Bielajewska (30 km au nord d'Odessa).
Du 1er mars au 1er avril 1919 : Évacuation des troupes Allemandes de Russie méridionale.
4 mars 1919 : Message n°7034/3 du Général AAO au ministère de la Guerre mettant en garde le gouvernement face aux problèmes liés à l'intervention en Russie méridionale.
10 mars 1919 : Deux unités de renfort à Kherson refusent de marcher. Évacuation de Kherson après 10 jours de combats héroïques d'une poignée de Français et d'un bataillon grec.
12 mars 1919 : Visite du général Franchet d'Esperey à Sébastopol. Le général déclare aux Blancs : «*Si le front tient deux semaines, les Blancs auront droit à des renforts*».
16 mars 1919 : Évacuation de Nicolaïeff.
Du 15 au 30 mars 1919 : Mise en état de défense de la ville d'Odessa (le 23 mars, diffusion de l'Instruction n°1 sur la préparation de l'évacuation d'Odessa).
22 mars 1919 : État de siège à Sébastopol.
23 mars 1919 : Remplacement du colonel Ruet par le colonel Trousson à Sébastopol. (Par Instruction n°750 du 23 mars 1919, le colonel Trousson est nommé commandant des forces alliées en Crimée).
25 mars 1919 : Décision du Conseil des Quatre (Clemenceau, Wilson, Llyod George, Orlando) d'évacuer Odessa.
Du 3 au 6 avril 1919 : Évacuation d'Odessa.
19 avril 1919 : Mutinerie à bord du cuirassé «France».
20 avril 1919 : Révolte à bord du «Jean Bart».
22 avril 1919 : Fin des mutineries.
28 avril 1919 : Évacuation de Sébastopol. La ville est prise par les Rouges. Fin de l'intervention directe de la France en Mer Noire.
29 octobre 1920 : Participation de la flotte française à l'évacuation des restes de l'Armée Wrangel en Crimée.

Bibliographie

— Général Jean Bernachot, *Les Armées françaises en Orient après l'Armistice de 1918*, Tome 2 : *l'Armée du Danube*, Imprimerie Nationale, Paris, 1970, 445 pages.
— Raymond Cartier, *Le monde entre deux guerres*, Larousse, Paris, 1974, 431 pages.
— Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, *Dalloz*, Paris, 1985, 962 pages.
— Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Bayard, Paris, 1988, 1 077 pages.
— Marina Grey et Jean Bourdier, *Les Armées Blanches*, Stock, Paris, 1968, 283 pages.
— Anna Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques 1917-1924*, Paris, 1981.
— Edward, Mandell House et Charles Seymour, *Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1919*, Payot, Paris, 1923, 346 pages.
— Jean Martet, *M. Clemenceau peint par lui-même*, Albin Michel, Paris, 1929, 316 pages.
— Mermeix, *Le combat des trois*, Ollendorff, Paris, 1923, 311 pages.
— Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales* (tome VII), Hachette, Paris, 1957, 376 pages.

SOURCES

Périodiques

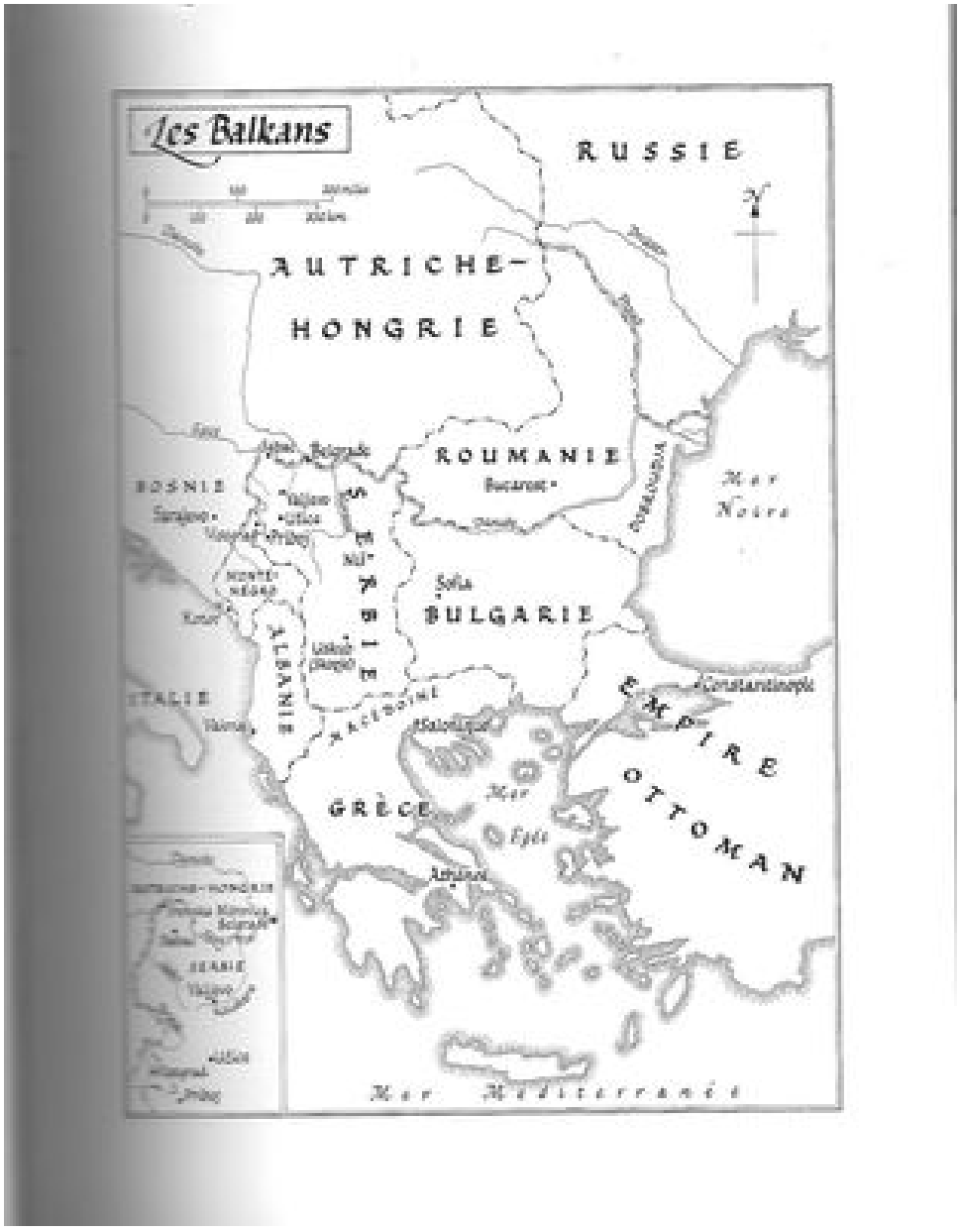
— *Annales de la chambre des Députés* ; session ordinaire de 1918 ; séances du 11 décembre et du 29 décembre 1918 ;
— *Annales de la chambre des Députés* ; session ordinaire de 1919 ; séances du 24 au 29 mars 1919;
— *Annales de la chambre des Députés* ; session ordinaire de 1919 ; séances du 10 au 17 juillet 1919 ;
— *Archives du ministère des Affaires étrangères* ; volume 1 000.

62

Source : LUNET, Patrick, chef d'escadron, ″L'intervention française en Russie méridionale 1918-1919″ in *Revue historique des Armées*, N° 186, 1/1992, p. 62

Annexe Nr. 43

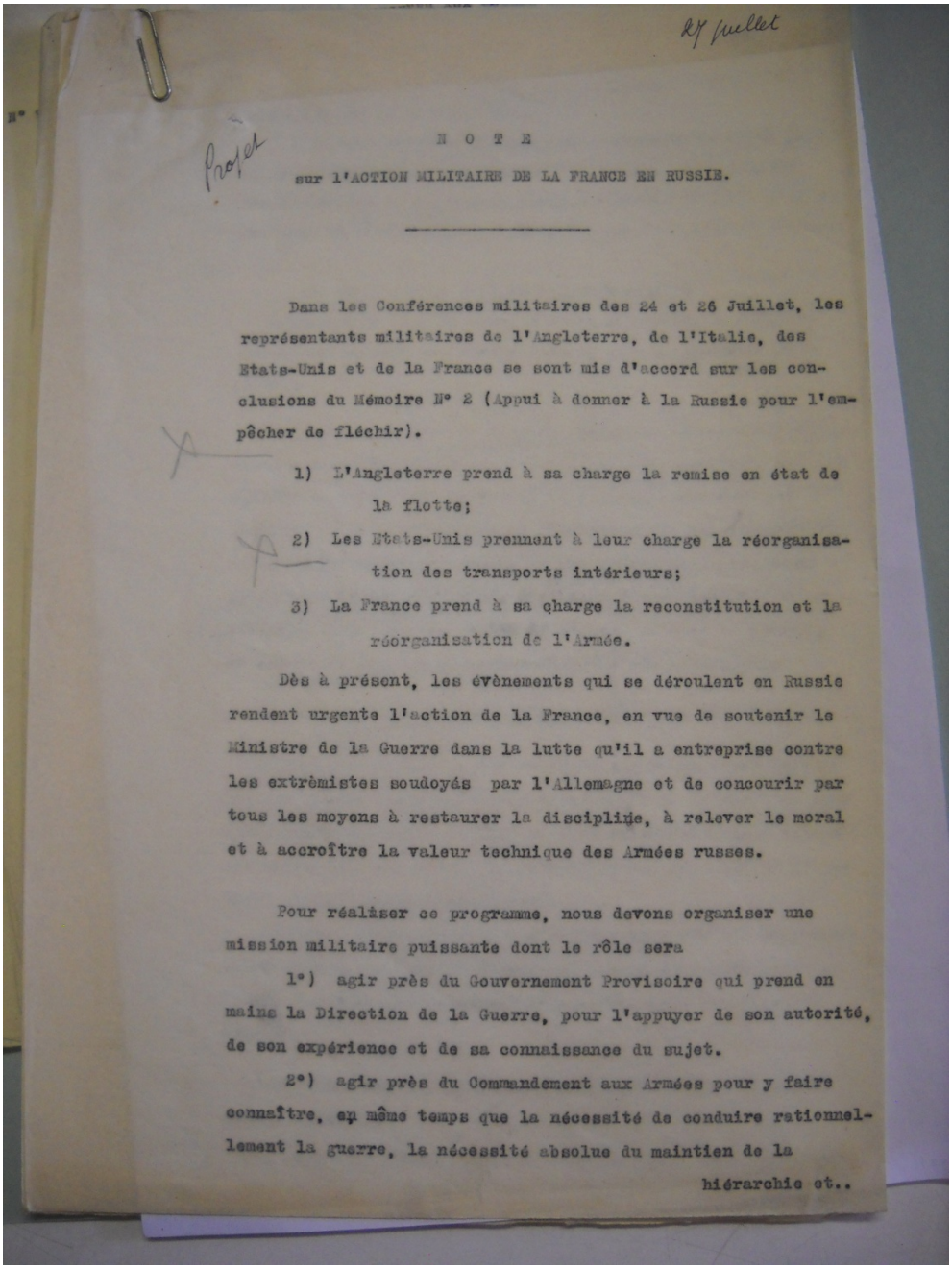
LES BALKANS



Source : STRACHAN, Hew, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 2005, p. IX

(Carte insérée dans ma thèse avec l'autorisation de la maison d'éditions)

Annexe Nr. 44



27 juillet

Projet

N O T E

sur l'ACTION MILITAIRE DE LA FRANCE EN RUSSIE.

Dans les Conférences militaires des 24 et 26 Juillet, les représentants militaires de l'Angleterre, de l'Italie, des Etats-Unis et de la France se sont mis d'accord sur les conclusions du Mémoire N° 2 (Appui à donner à la Russie pour l'empêcher de fléchir).

1) L'Angleterre prend à sa charge la remise en état de la flotte;

2) Les Etats-Unis prennent à leur charge la réorganisation des transports intérieurs;

3) La France prend à sa charge la reconstitution et la réorganisation de l'Armée.

Dès à présent, les évènements qui se déroulent en Russie rendent urgente l'action de la France, en vue de soutenir le Ministre de la Guerre dans la lutte qu'il a entreprise contre les extrêmistes soudoyés par l'Allemagne et de concourir par tous les moyens à restaurer la discipline, à relever le moral et à accroître la valeur technique des Armées russes.

Pour réaliser ce programme, nous devons organiser une mission militaire puissante dont le rôle sera

1°) agir près du Gouvernement Provisoire qui prend en mains la Direction de la Guerre, pour l'appuyer de son autorité, de son expérience et de sa connaissance du sujet.

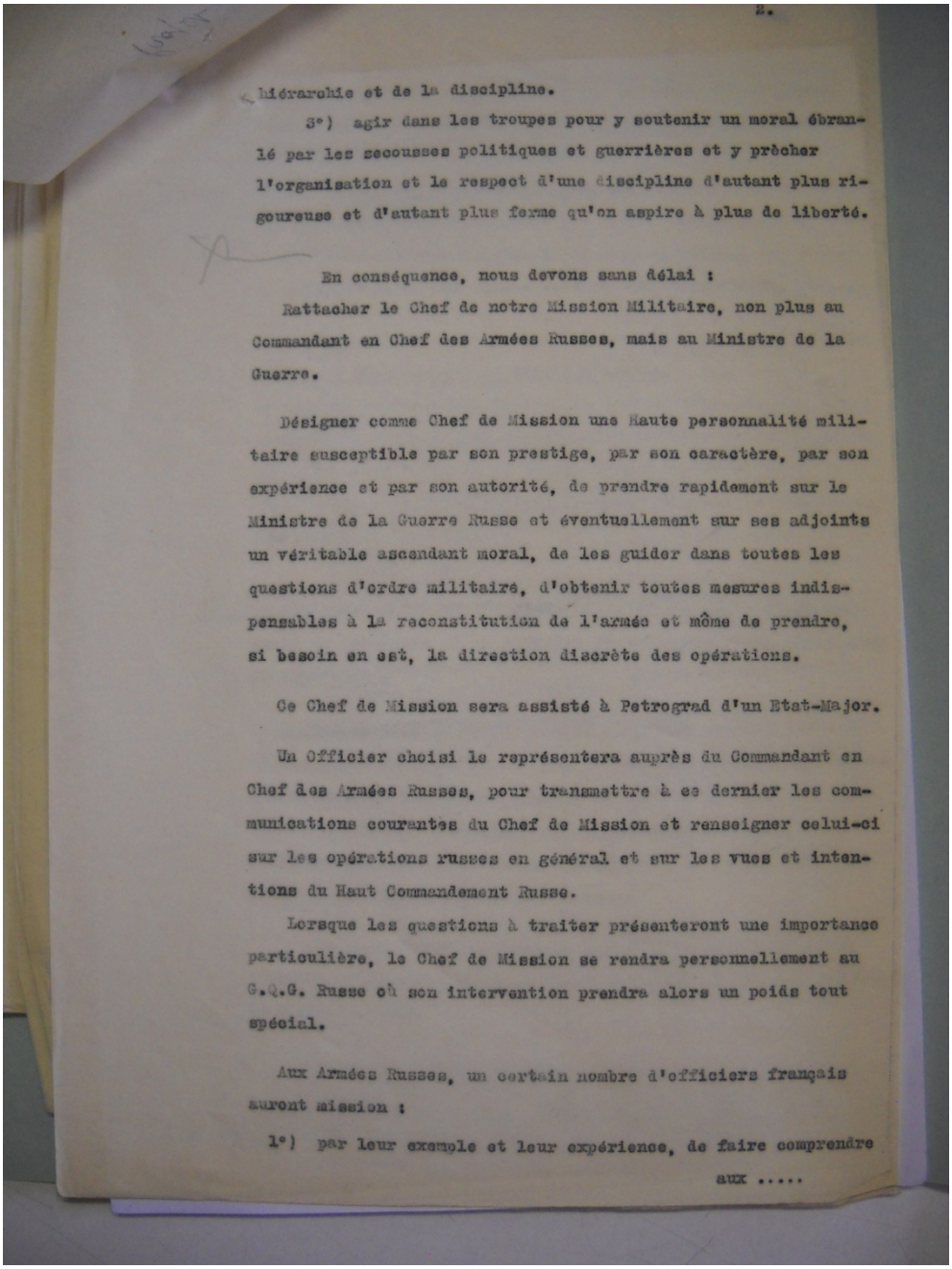
2°) agir près du Commandement aux Armées pour y faire connaître, en même temps que la nécessité de conduire rationnellement la guerre, la nécessité absolue du maintien de la hiérarchie et..

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM, Reorganizace FVM v Rusku 1916-1918, Inv. jedn 2

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 45

(suite)



2.

hiérarchie et de la discipline.

3°) agir dans les troupes pour y soutenir un moral ébranlé par les secousses politiques et guerrières et y prêcher l'organisation et le respect d'une discipline d'autant plus rigoureuse et d'autant plus ferme qu'on aspire à plus de liberté.

En conséquence, nous devons sans délai :

Rattacher le Chef de notre Mission Militaire, non plus au Commandant en Chef des Armées Russes, mais au Ministre de la Guerre.

Désigner comme Chef de Mission une Haute personnalité militaire susceptible par son prestige, par son caractère, par son expérience et par son autorité, de prendre rapidement sur le Ministre de la Guerre Russe et éventuellement sur ses adjoints un véritable ascendant moral, de les guider dans toutes les questions d'ordre militaire, d'obtenir toutes mesures indispensables à la reconstitution de l'armée et même de prendre, si besoin en est, la direction discrète des opérations.

Ce Chef de Mission sera assisté à Petrograd d'un Etat-Major.

Un Officier choisi le représentera auprès du Commandant en Chef des Armées Russes, pour transmettre à ce dernier les communications courantes du Chef de Mission et renseigner celui-ci sur les opérations russes en général et sur les vues et intentions du Haut Commandement Russe.

Lorsque les questions à traiter présenteront une importance particulière, le Chef de Mission se rendra personnellement au G.Q.G. Russe où son intervention prendra alors un poids tout spécial.

Aux Armées Russes, un certain nombre d'officiers français auront mission :

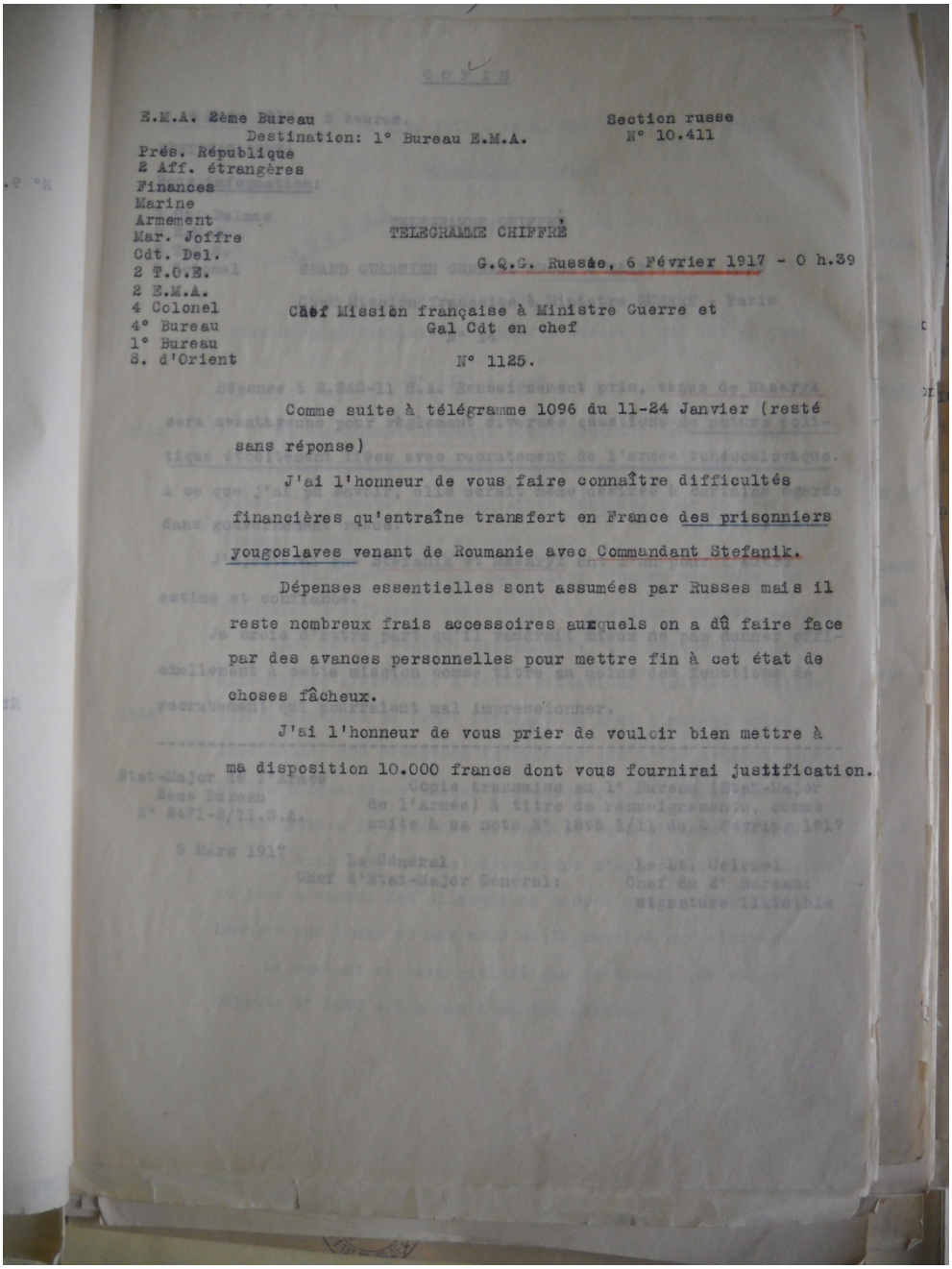
1°) par leur exemple et leur expérience, de faire comprendre aux .....

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM, Reorganizace FVM v Rusku 1916-1918, Inv. jedn 2

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 45a

TRANSFERT PRISONNIERS YOUGOSLAVES



E.M.A. 2ème Bureau — Section russe
Destination: 1° Bureau E.M.A. — N° 10.411
Prés. République
2 Aff. étrangères
Finances
Marine
Armement
Mar. Joffre
Cdt. Del.
2 T.C.E.
2 E.M.A.
4 Colonel
4° Bureau
1° Bureau
S. d'Orient

TELEGRAMME CHIFFRÉ

G.Q.G. Russie, 6 Février 1917 - 0 h.39

Chef Mission française à Ministre Guerre et Gal Cdt en chef

N° 1125.

Comme suite à télégramme 1096 du 11-24 Janvier (resté sans réponse)

J'ai l'honneur de vous faire connaître difficultés financières qu'entraîne transfert en France des prisonniers yougoslaves venant de Roumanie avec Commandant Stefanik.

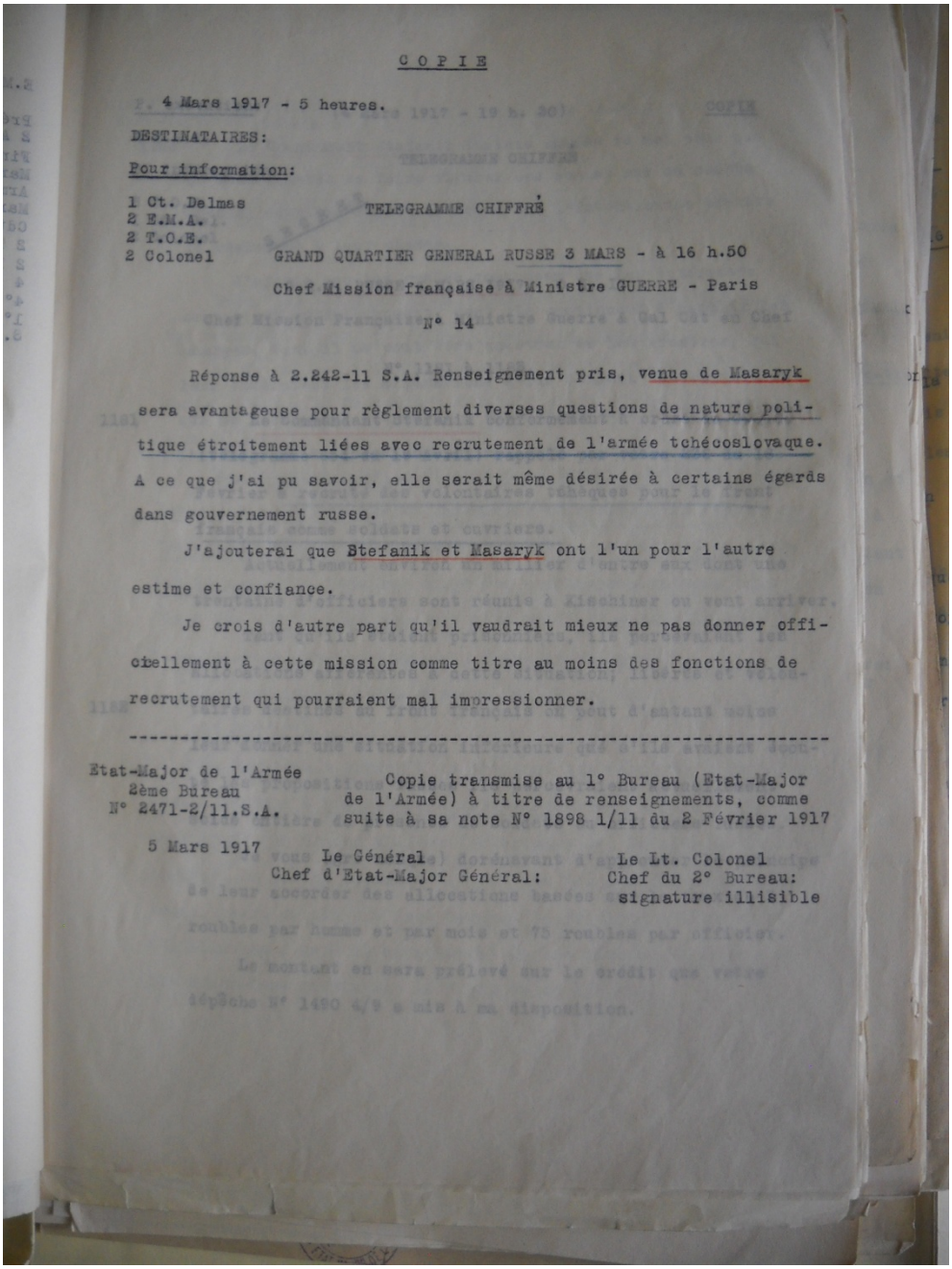
Dépenses essentielles sont assumées par Russes mais il reste nombreux frais accessoires auxquels on a dû faire face par des avances personnelles pour mettre fin à cet état de choses fâcheux.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien mettre à ma disposition 10.000 francs dont vous fournirai justification.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 784-959

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 46



COPIE

4 Mars 1917 - 5 heures.

DESTINATAIRES:

Pour information:

1 Ct. Delmas
2 E.M.A.
2 T.O.E.
2 Colonel

TELEGRAMME CHIFFRÉ

GRAND QUARTIER GENERAL RUSSE 3 MARS - à 16 h.50

Chef Mission française à Ministre GUERRE - Paris

N° 14

Réponse à 2.242-11 S.A. Renseignement pris, venue de Masaryk sera avantageuse pour règlement diverses questions de nature politique étroitement liées avec recrutement de l'armée tchécoslovaque. A ce que j'ai pu savoir, elle serait même désirée à certains égards dans gouvernement russe.

J'ajouterai que Stefanik et Masaryk ont l'un pour l'autre estime et confiance.

Je crois d'autre part qu'il vaudrait mieux ne pas donner officiellement à cette mission comme titre au moins des fonctions de recrutement qui pourraient mal impressionner.

Etat-Major de l'Armée
2ème Bureau
N° 2471-2/11.S.A.

Copie transmise au 1° Bureau (Etat-Major de l'Armée) à titre de renseignements, comme suite à sa note N° 1898 1/11 du 2 Février 1917

5 Mars 1917

Le Général
Chef d'Etat-Major Général:

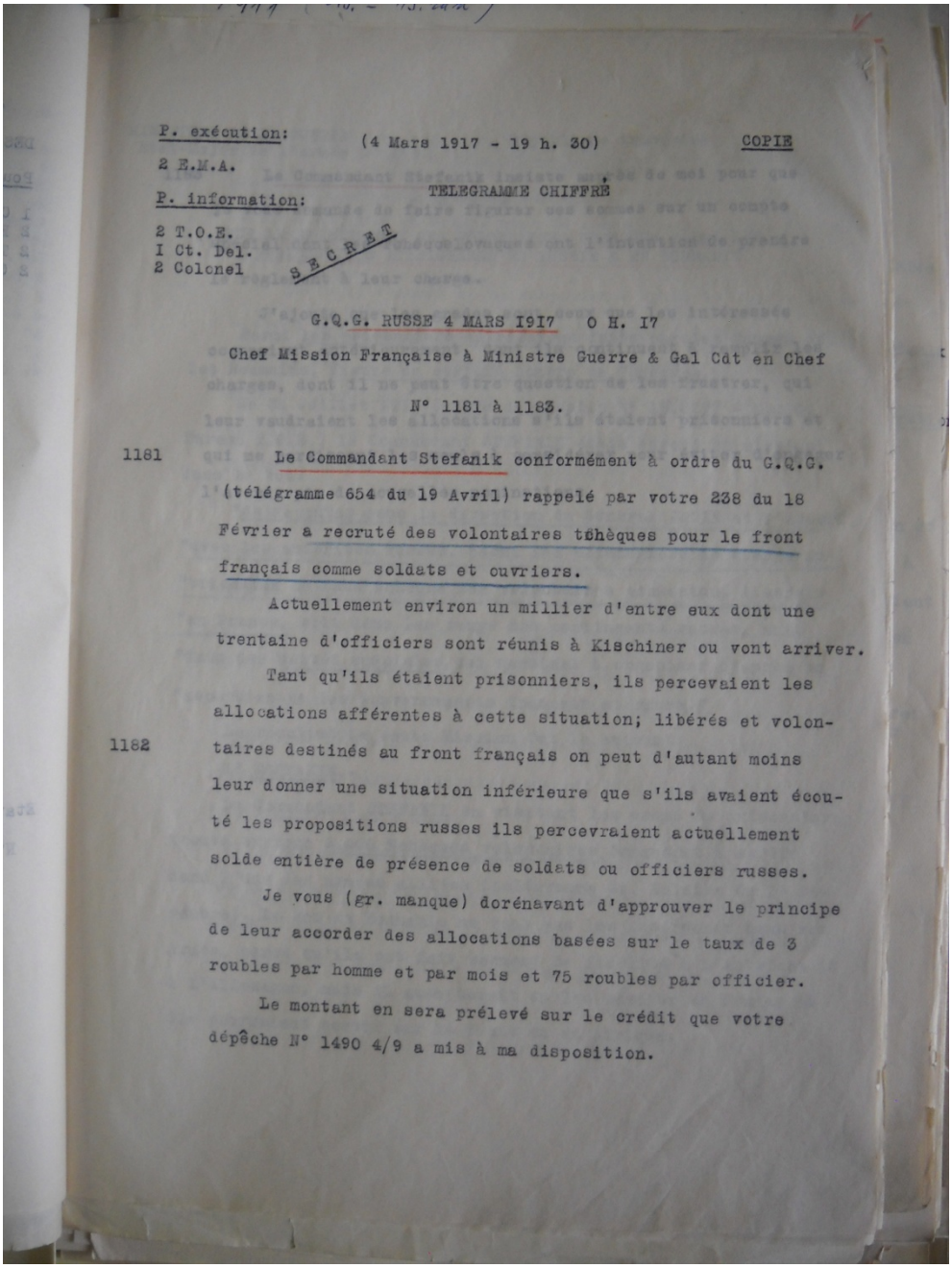
Le Lt. Colonel
Chef du 2° Bureau:
signature illisible

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 784-959

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 47

RECRUTEMENT VOLONTAIRES TCHÈQUES PAR ŠTEFÁNIK



P. exécution: (4 Mars 1917 - 19 h. 30) COPIE
2 E.M.A.
P. information: TELEGRAMME CHIFFRÉ
2 T.O.E.
I Ct. Del.
2 Colonel
SECRET

G.Q.G. RUSSE 4 MARS 1917 O H. 17
Chef Mission Française à Ministre Guerre & Gal Cdt en Chef
N° 1181 à 1183.

1181 Le Commandant Stefanik conformément à ordre du G.Q.G. (télégramme 654 du 19 Avril) rappelé par votre 238 du 18 Février a recruté des volontaires tchèques pour le front français comme soldats et ouvriers.

Actuellement environ un millier d'entre eux dont une trentaine d'officiers sont réunis à Kischiner ou vont arriver.

Tant qu'ils étaient prisonniers, ils percevaient les allocations afférentes à cette situation; libérés et volon-
1182 taires destinés au front français on peut d'autant moins leur donner une situation inférieure que s'ils avaient écouté les propositions russes ils percevraient actuellement solde entière de présence de soldats ou officiers russes.

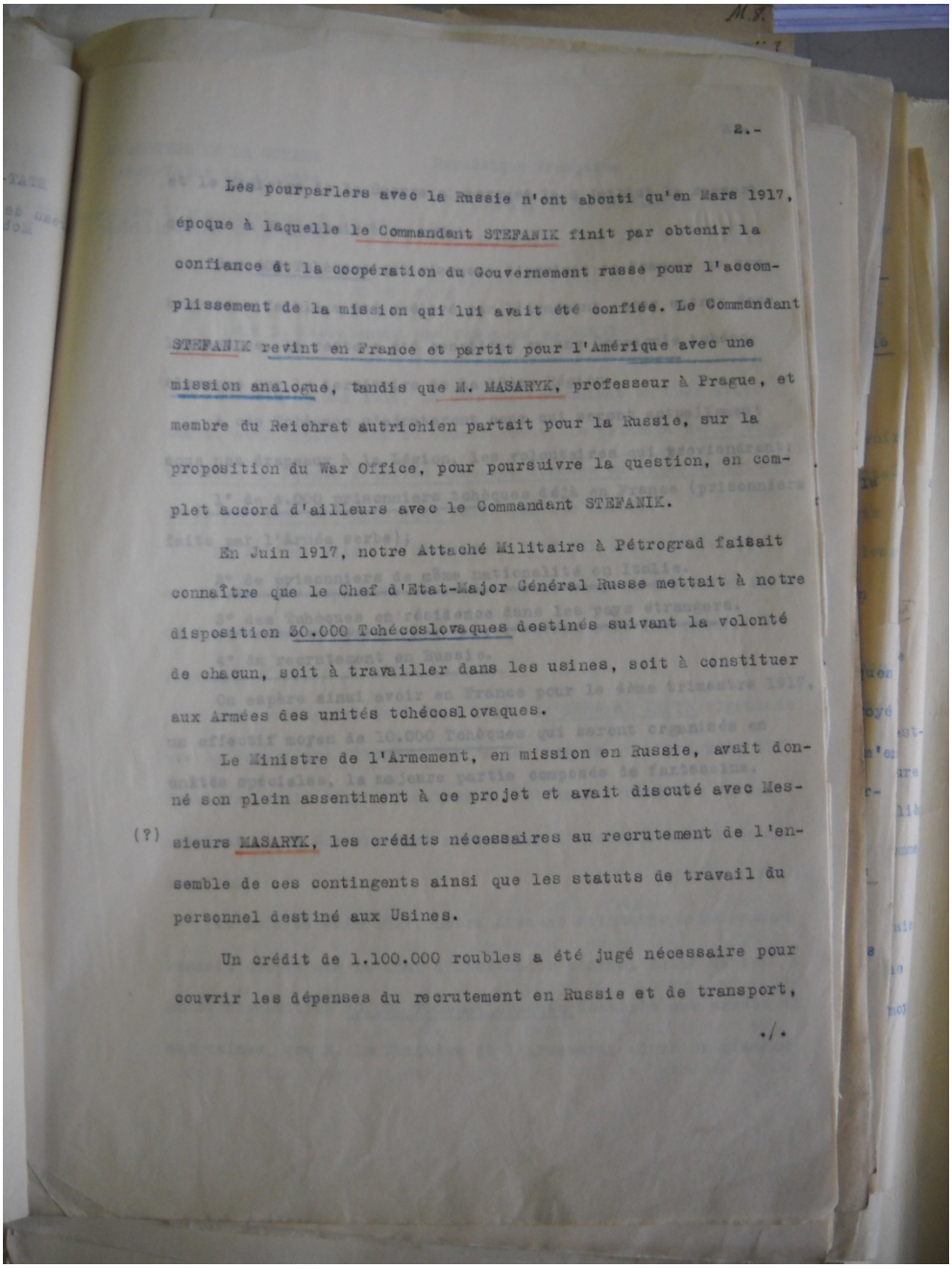
Je vous (gr. manque) dorénavant d'approuver le principe de leur accorder des allocations basées sur le taux de 3 roubles par homme et par mois et 75 roubles par officier.

Le montant en sera prélevé sur le crédit que votre dépêche N° 1490 4/9 a mis à ma disposition.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 798-806

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 48



2.-

Les pourparlers avec la Russie n'ont abouti qu'en Mars 1917, époque à laquelle le Commandant STEFANIK finit par obtenir la confiance et la coopération du Gouvernement russe pour l'accomplissement de la mission qui lui avait été confiée. Le Commandant STEFANIK revint en France et partit pour l'Amérique avec une mission analogue, tandis que M. MASARYK, professeur à Prague, et membre du Reichrat autrichien partait pour la Russie, sur la proposition du War Office, pour poursuivre la question, en complet accord d'ailleurs avec le Commandant STEFANIK.

En Juin 1917, notre Attaché Militaire à Pétrograd faisait connaître que le Chef d'Etat-Major Général Russe mettait à notre disposition 50.000 Tchécoslovaques destinés suivant la volonté de chacun, soit à travailler dans les usines, soit à constituer aux Armées des unités tchécoslovaques.

Le Ministre de l'Armement, en mission en Russie, avait donné son plein assentiment à ce projet et avait discuté avec Messieurs MASARYK, les crédits nécessaires au recrutement de l'ensemble de ces contingents ainsi que les statuts de travail du personnel destiné aux Usines.

(?)

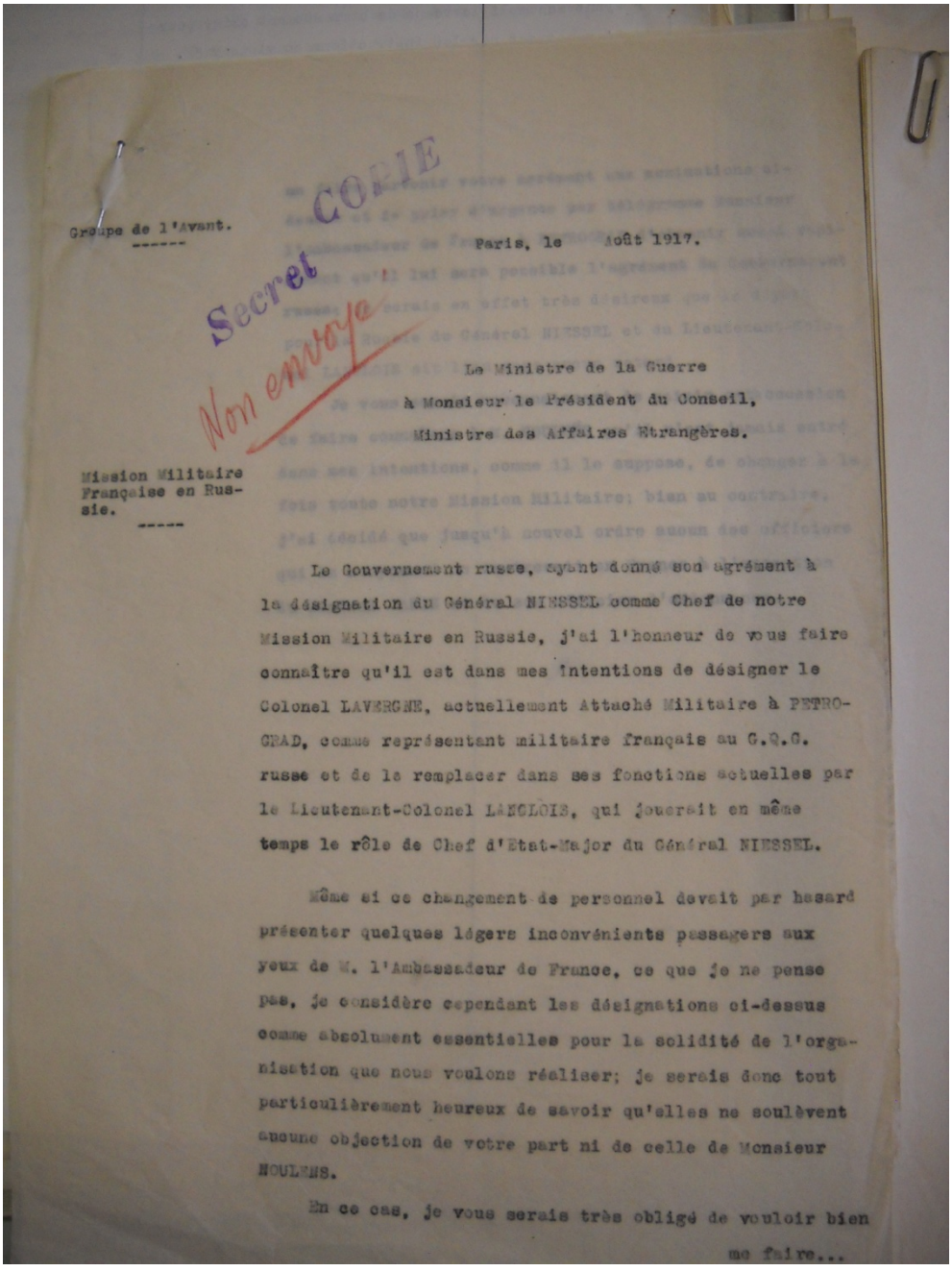
Un crédit de 1.100.000 roubles a été jugé nécessaire pour couvrir les dépenses du recrutement en Russie et de transport,

./.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 807-814

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 49



Groupe de l'Avant.

COPIE

Secret

Non envoyé

Paris, le août 1917.

Le Ministre de la Guerre
à Monsieur le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères.

Mission Militaire Française en Russie.

Le Gouvernement russe, ayant donné son agrément à la désignation du Général NIESSEL comme Chef de notre Mission Militaire en Russie, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il est dans mes intentions de désigner le Colonel LAVERGNE, actuellement Attaché Militaire à PETROGRAD, comme représentant militaire français au G.Q.G. russe et de le remplacer dans ses fonctions actuelles par le Lieutenant-Colonel LANGLOIS, qui jouerait en même temps le rôle de Chef d'Etat-Major du Général NIESSEL.

Même si ce changement de personnel devait par hasard présenter quelques légers inconvénients passagers aux yeux de M. l'Ambassadeur de France, ce que je ne pense pas, je considère cependant les désignations ci-dessus comme absolument essentielles pour la solidité de l'organisation que nous voulons réaliser; je serais donc tout particulièrement heureux de savoir qu'elles ne soulèvent aucune objection de votre part ni de celle de Monsieur MOULENS.

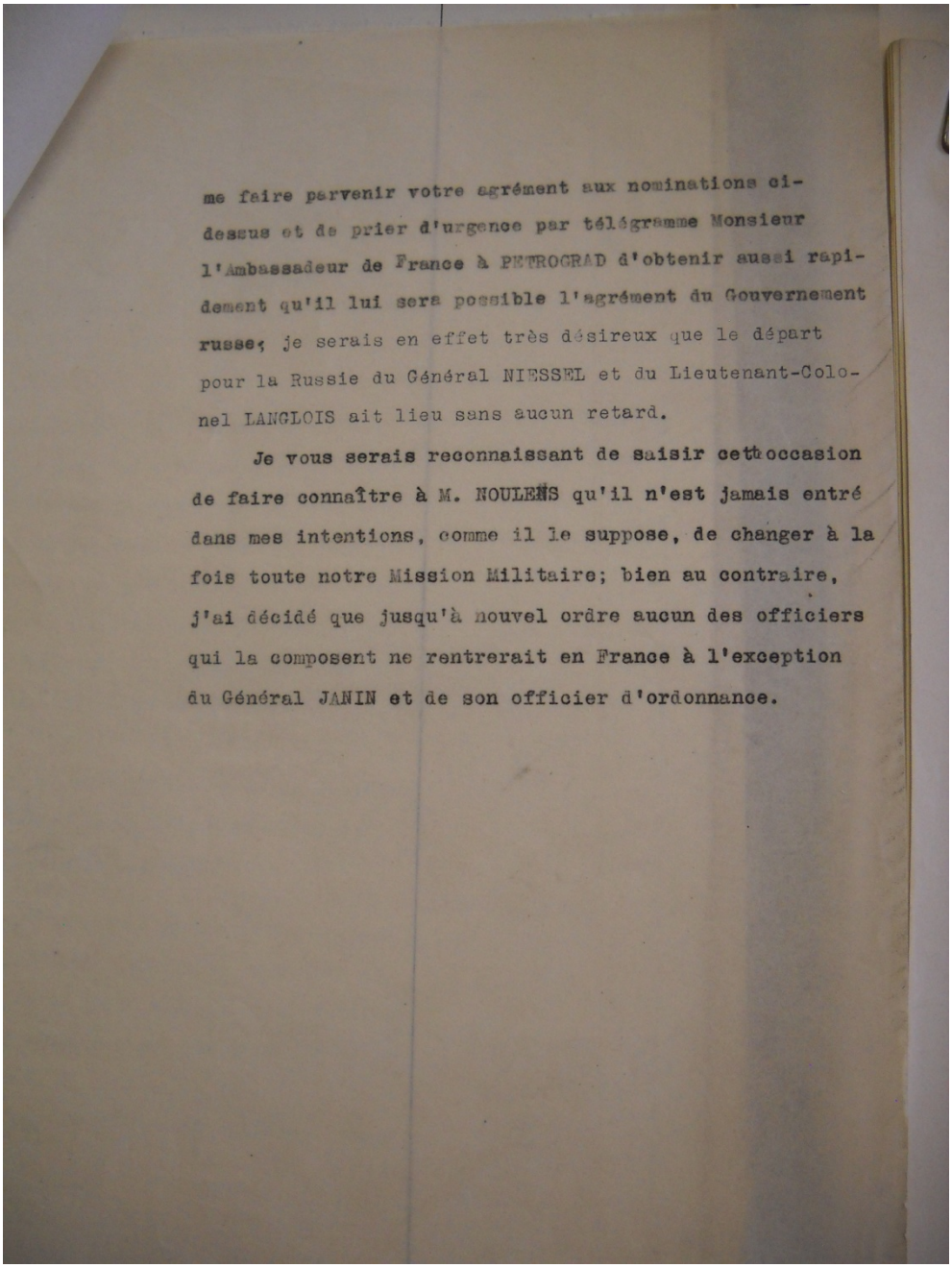
En ce cas, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire...

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM, Reorganizace FVM v Rusku 1916-1918, Inv. jedn 2

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 50

(suite)



me faire parvenir votre agrément aux nominations ci-dessus et de prier d'urgence par télégramme Monsieur l'Ambassadeur de France à PETROGRAD d'obtenir aussi rapidement qu'il lui sera possible l'agrément du Gouvernement russe; je serais en effet très désireux que le départ pour la Russie du Général NIESSEL et du Lieutenant-Colonel LANGLOIS ait lieu sans aucun retard.

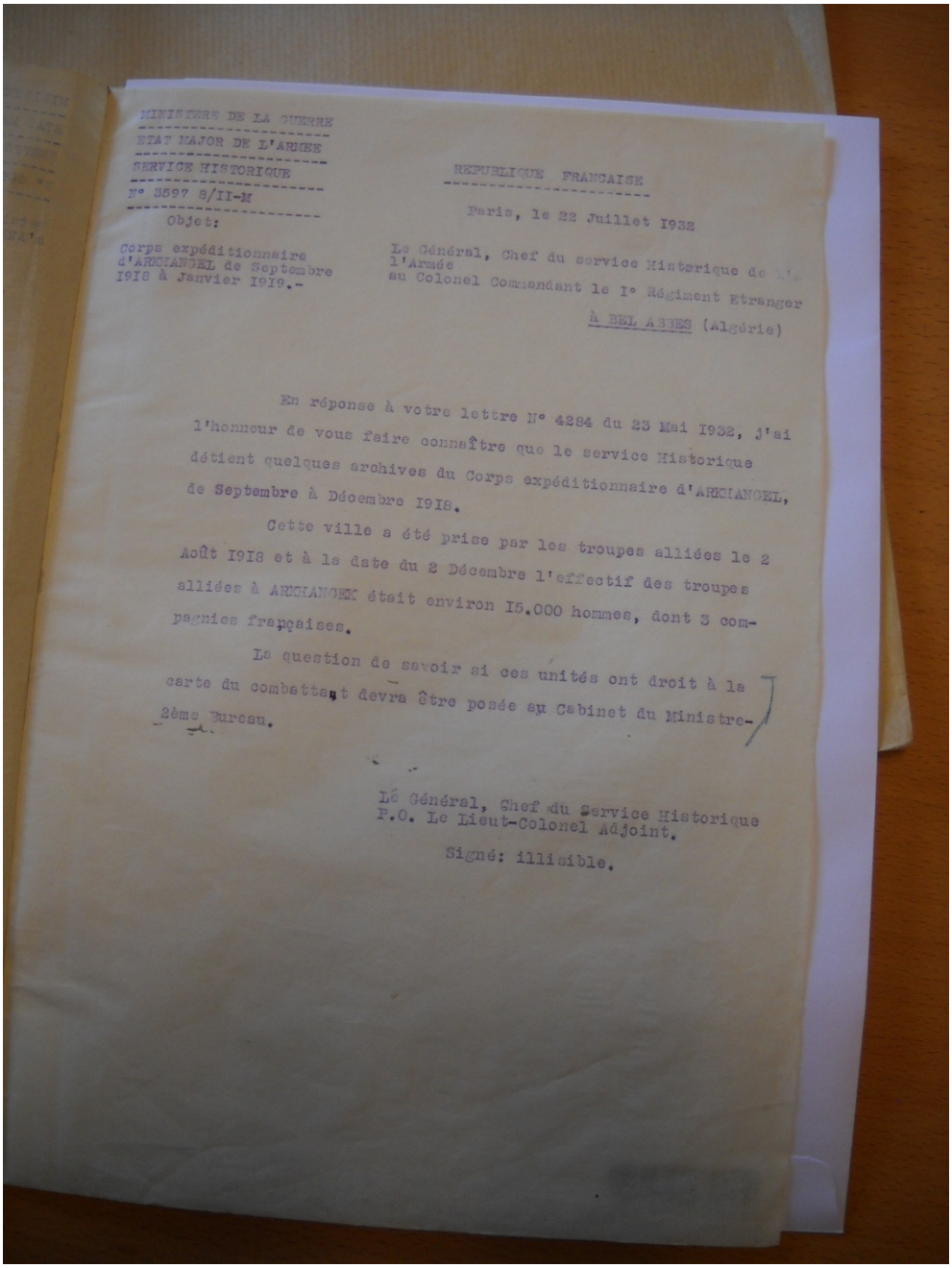
Je vous serais reconnaissant de saisir cette occasion de faire connaître à M. NOULENS qu'il n'est jamais entré dans mes intentions, comme il le suppose, de changer à la fois toute notre Mission Militaire; bien au contraire, j'ai décidé que jusqu'à nouvel ordre aucun des officiers qui la composent ne rentrerait en France à l'exception du Général JANIN et de son officier d'ordonnance.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM, Reorganizace FVM v Rusku 1916-1918, Inv. jedn 2

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 50a

TROUPES ALLIÉES À ARKHANGELSK



MINISTERE DE LA GUERRE
ETAT MAJOR DE L'ARMEE
SERVICE HISTORIQUE
N° 3597 S/II-M

Objet:

Corps expéditionnaire d'ARCHANGEL de Septembre I9I8 à Janvier I9I9.-

REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 22 Juillet I932

Le Général, Chef du service Historique de l'Armée
au Colonel Commandant le Ier Régiment Etranger
À BEL ABBES (Algérie)

En réponse à votre lettre N° 4284 du 23 Mai I932, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le service Historique détient quelques archives du Corps expéditionnaire d'ARCHANGEL, de Septembre à Décembre I9I8.

Cette ville a été prise par les troupes alliées le 2 Août I9I8 et à la date du 2 Décembre l'effectif des troupes alliées à ARCHANGEK était environ I5.000 hommes, dont 3 compagnies françaises.

La question de savoir si ces unités ont droit à la carte du combattant devra être posée au Cabinet du Ministre-2ème Bureau.

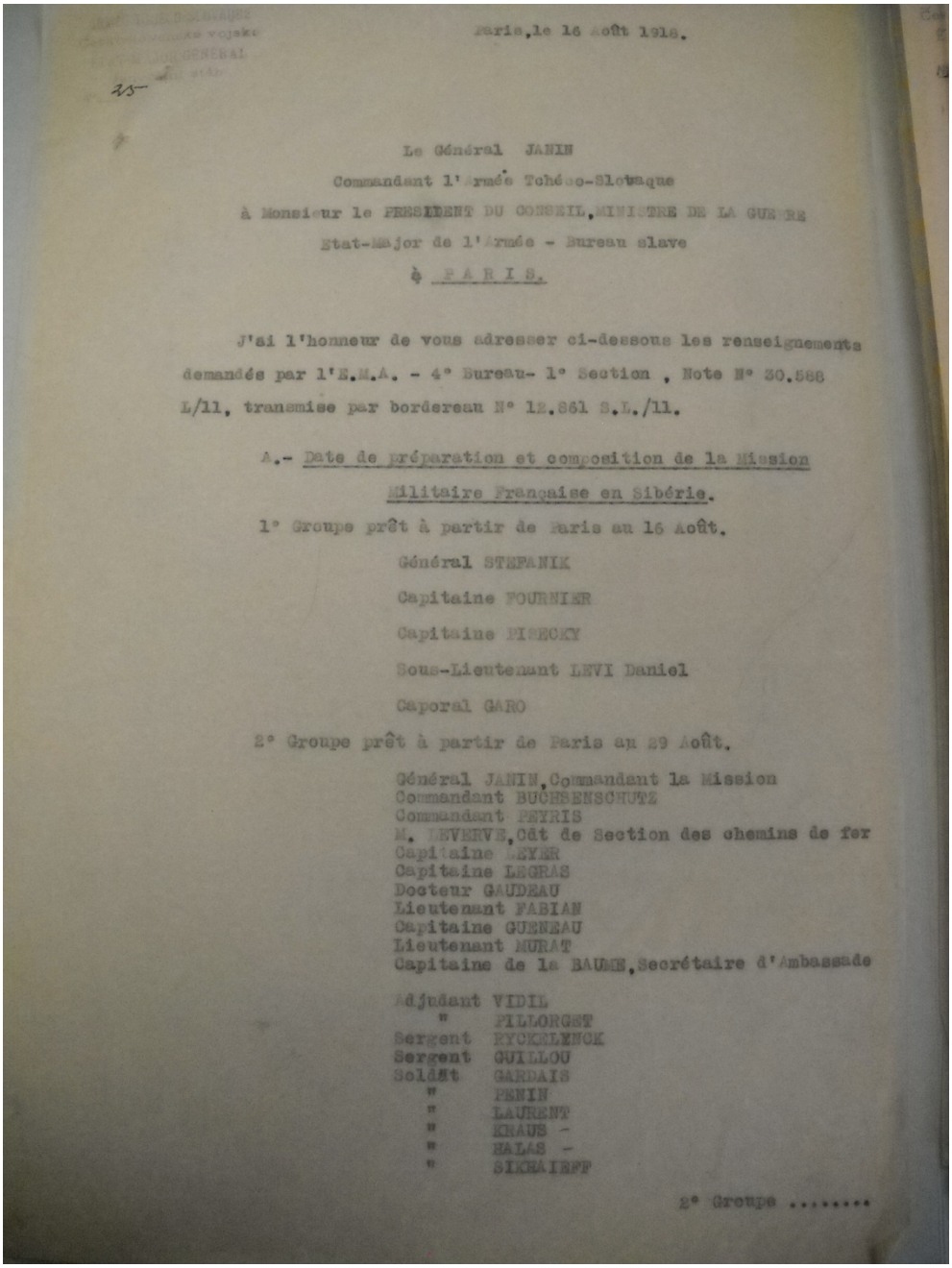
Le Général, Chef du Service Historique
P.O. Le Lieut-Colonel Adjoint.

Signé: illisible.

Source : Centre de documentation de la Légion étrangère à Aubagne, Série RM11 But LE Russie Nord JMO 01-04 16.09.1019 Lettre du 22 juillet 1932

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 51



Paris,le 16 Août 1918.

25

Le Général JANIN

Commandant l'Armée Tchéco-Slovaque

À Monsieur le PRESIDENT DU CONSEIL,MINISTRE DE LA GUERRE

Etat-Major de l'Armée - Bureau slave

à PARIS.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous les renseignements demandés par l'E.M.A. - 4° Bureau- 1° Section , Note N° 30.588 L/11, transmise par bordereau N° 12.861 S.L./11.

A.- Date de préparation et composition de la Mission Militaire Française en Sibérie.

1° Groupe prêt à partir de Paris au 16 Août.

Général STEFANIK
Capitaine FOURNIER
Capitaine PISECKY
Sous-Lieutenant LEVI Daniel
Caporal GARO

2° Groupe prêt à partir de Paris au 29 Août.

Général JANIN,Commandant la Mission
Commandant BUCHSENSCHUTZ
Commandant PEYRIS
M. LEVERVE,Cât de Section des chemins de fer
Capitaine MEYER
Capitaine LEGRAS
Docteur GAUDEAU
Lieutenant FABIAN
Capitaine GUENEAU
Lieutenant MURAT
Capitaine de la BAUME,Secrétaire d'Ambassade

Adjudant VIDIL
" PILLORGET
Sergent RYCKELYNCK
Sergent GUILLOU
Soldat GARDAIS
" PENIN
" LAURENT
" KRAUS -
" HALAS -
" SIKHAIEFF

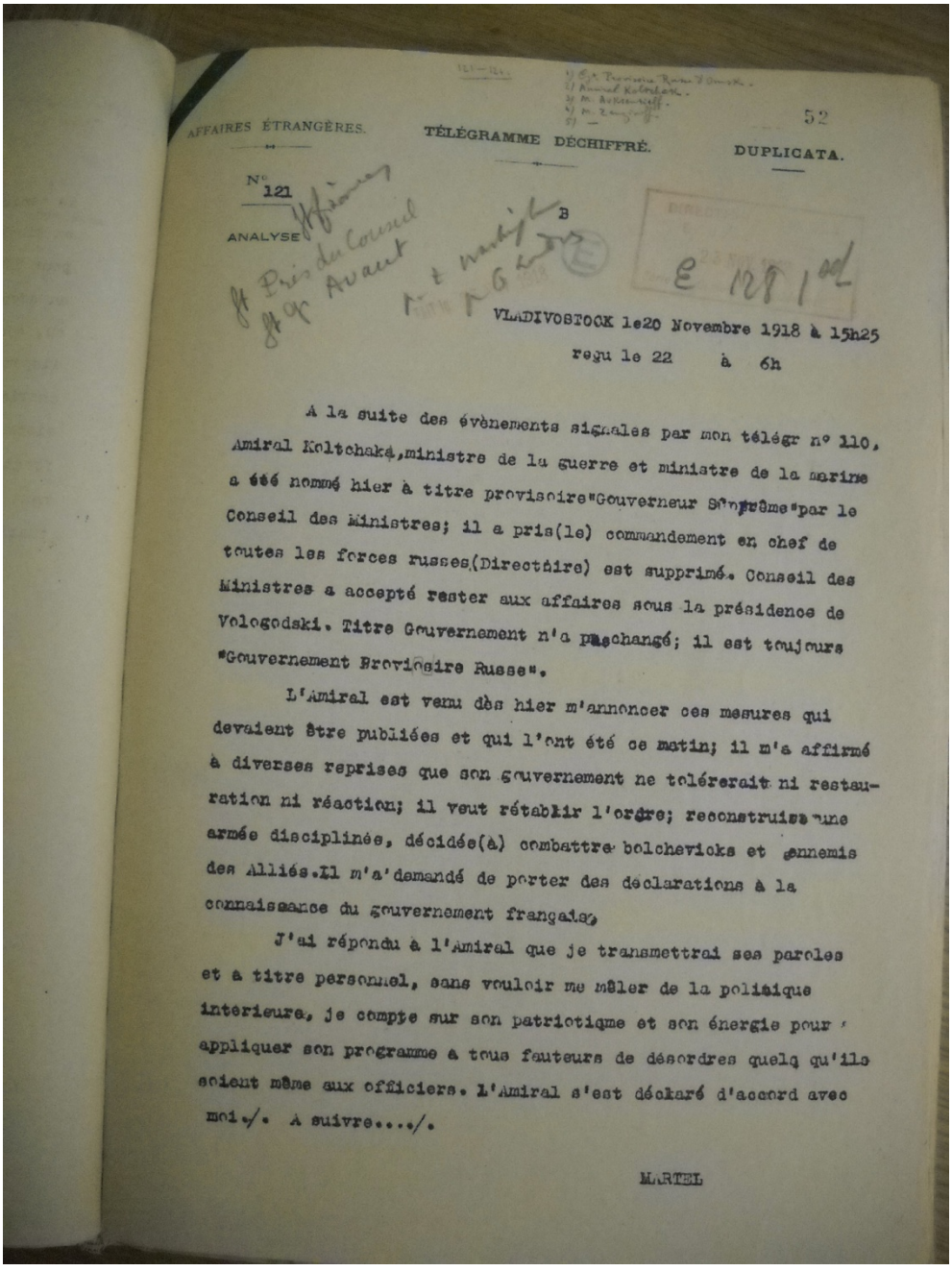
2° Groupe .....

Source : Archives militaires de Prague - FMV Spisy manipulorané-odeslané, 1918-1919 Č.j. 2-100 Inv. jedn. 5.

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 52

KOLTCHAK DÉSIGNÉ CHEF SUPRÊME



AFFAIRES ÉTRANGÈRES. TÉLÉGRAMME DÉCHIFFRÉ. 52 DUPLICATA.

N° 121 B

ANALYSE

VLADIVOSTOCK le 20 Novembre 1918 à 15h25

reçu le 22 à 6h

A la suite des évènements signalés par mon télégr n° 110, Amiral Koltchaka, ministre de la guerre et ministre de la marine a été nommé hier à titre provisoire "Gouverneur Suprême" par le Conseil des Ministres; il a pris(le) commandement en chef de toutes les forces russes (Directoire) est supprimé. Conseil des Ministres a accepté rester aux affaires sous la présidence de Vologodski. Titre Gouvernement n'a pas changé; il est toujours "Gouvernement Provisoire Russe".

L'Amiral est venu dès hier m'annoncer ces mesures qui devaient être publiées et qui l'ont été ce matin; il m'a affirmé à diverses reprises que son gouvernement ne tolérerait ni restauration ni réaction; il veut rétablir l'ordre; reconstruire une armée disciplinée, décidée(à) combattre bolchevicks et ennemis des Alliés. Il m'a demandé de porter des déclarations à la connaissance du gouvernement français.

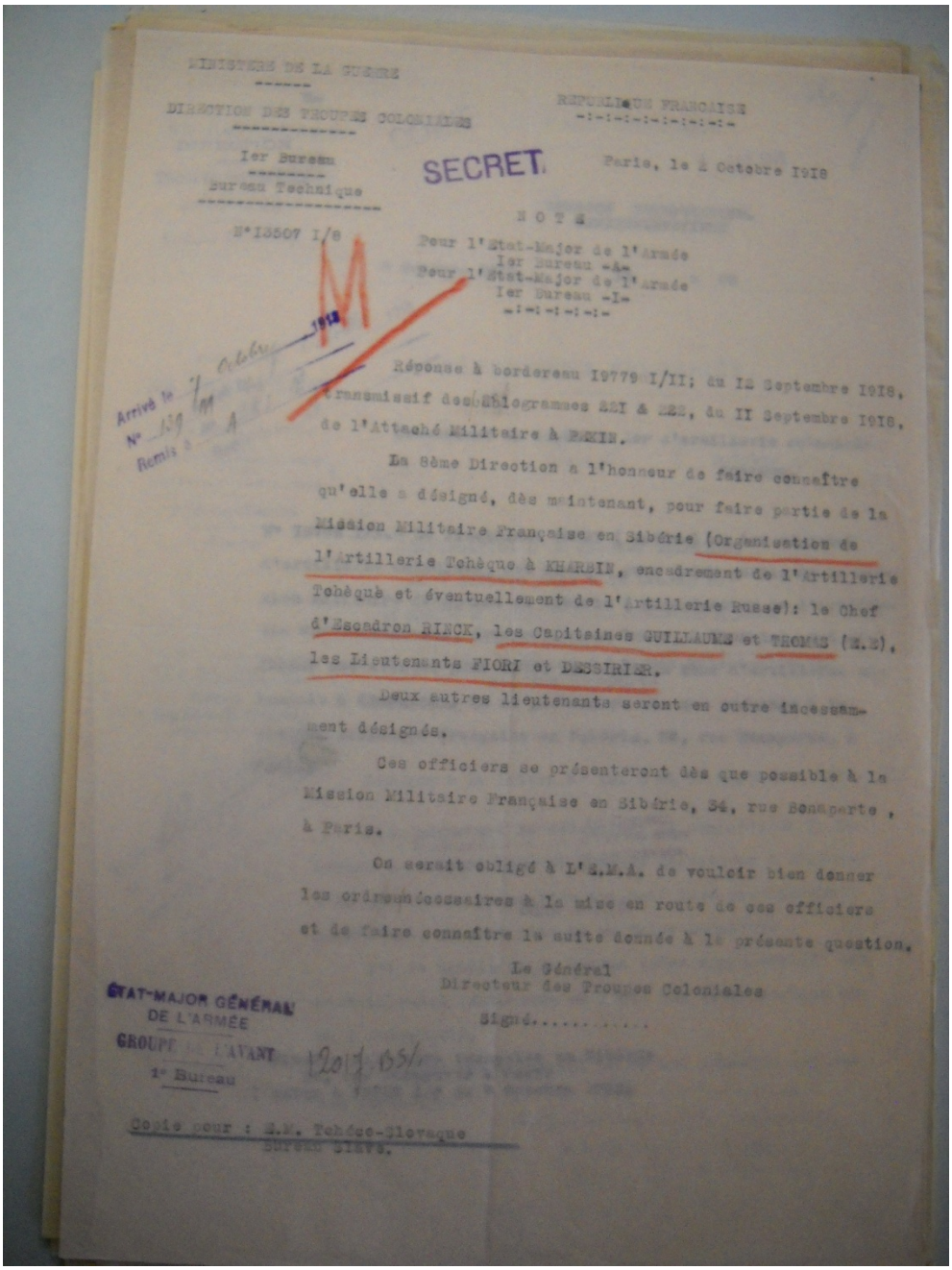
J'ai répondu à l'Amiral que je transmettrai ses paroles et à titre personnel, sans vouloir me mêler de la politique intérieure, je compte sur son patriotisme et son énergie pour appliquer son programme à tous fauteurs de désordres quels qu'ils soient même aux officiers. L'Amiral s'est déclaré d'accord avec moi./. A suivre.../.

MARTEL

Source : Archives diplomatiques de La Courneuve, Dossier : Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 53



MINISTERE DE LA GUERRE

DIRECTION DES TROUPES COLONIALES

Ier Bureau
Bureau Technique

N°13507 I/8

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRET

Paris, le 2 Octobre 1918

N O T E

Pour l'Etat-Major de l'Armée
Ier Bureau -A-
Pour l'Etat-Major de l'Armée
Ier Bureau -I-

Arrivé le 7 octobre 1918
N° 119 M
Remis à A

Réponse à bordereau I9779 I/II; du I2 Septembre I9I8, transmissif des télégrammes 22I & 222, du II Septembre I9I8, de l'Attaché Militaire à PARIS.

La 8ème Direction a l'honneur de faire connaître qu'elle a désigné, dès maintenant, pour faire partie de la Mission Militaire Française en Sibérie (Organisation de l'Artillerie Tchèque à KHARBIN, encadrement de l'Artillerie Tchèque et éventuellement de l'Artillerie Russe): le Chef d'Escadron RINCK, les Capitaines GUILLAUME et THOMAS (M.), les Lieutenants FIORI et DESSIRIER.

Deux autres lieutenants seront en outre incessamment désignés.

Ces officiers se présenteront dès que possible à la Mission Militaire Française en Sibérie, 34, rue Bonaparte, à Paris.

On serait obligé à L'E.M.A. de vouloir bien donner les ordres nécessaires à la mise en route de ces officiers et de faire connaître la suite donnée à la présente question.

Le Général
Directeur des Troupes Coloniales

Signé.....

ETAT-MAJOR GÉNÉRAL
DE L'ARMÉE
GROUPE [illegible] AVANT
1e Bureau

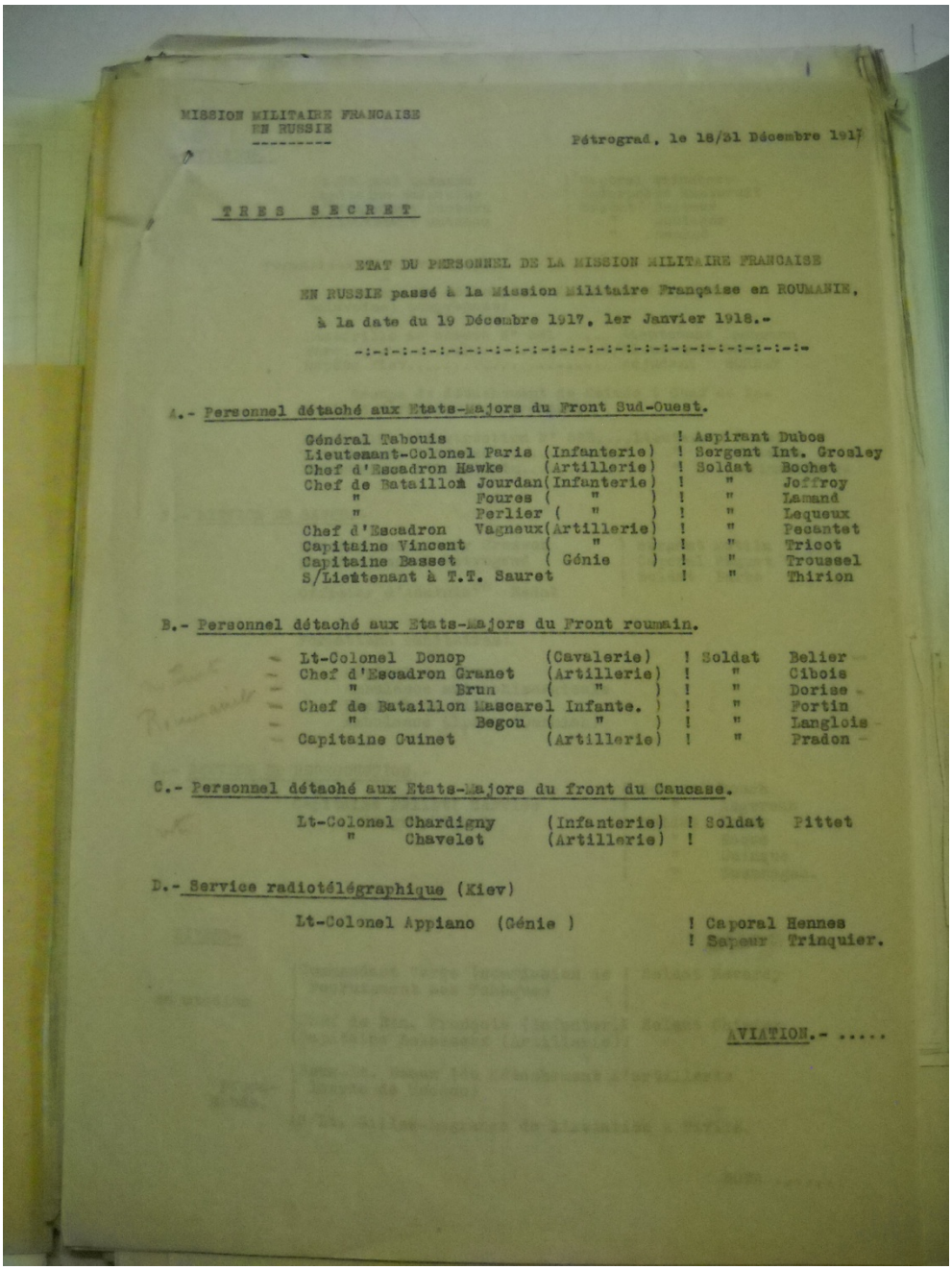
12017 15/1

Copie pour : S.H. Tchèco-Slovaque
Bureau Civil.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM na Sibiři Spisy manipulorané-doslé Č.j. 15-100 – Inv. jedn 2

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 54



MISSION MILITAIRE FRANCAISE
EN RUSSIE

Pétrograd, le 18/31 Décembre 1917

TRES SECRET

ETAT DU PERSONNEL DE LA MISSION MILITAIRE FRANCAISE EN RUSSIE passé à la Mission Militaire Française en ROUMANIE, à la date du 19 Décembre 1917, 1er Janvier 1918.-

-:-

A.- Personnel détaché aux Etats-Majors du Front Sud-Ouest.

Général Tabouis			! Aspirant	Dubos
Lieutenant-Colonel	Paris	(Infanterie)	! Sergent Int.	Grosley
Chef d'Escadron	Hawke	(Artillerie)	! Soldat	Bochet
Chef de Bataillon	Jourdan	(Infanterie)	! "	Joffroy
"	Foures (")		! "	Lamand
"	Perlier (")		! "	Lequeux
Chef d'Escadron	Vagneux	(Artillerie)	! "	Pecantet
Capitaine	Vincent	(")	! "	Tricot
Capitaine	Basset	(Génie)	! "	Troussel
S/Lieutenant à T.T.	Sauret		! "	Thirion

B.- Personnel détaché aux Etats-Majors du Front roumain.

Lt-Colonel	Donop	(Cavalerie)	! Soldat	Belier
Chef d'Escadron	Granet	(Artillerie)	! "	Cibois
"	Brun	(")	! "	Dorise
Chef de Bataillon	Mascarel	Infante.)	! "	Fortin
"	Begou	(")	! "	Langlois
Capitaine	Guinet	(Artillerie)	! "	Pradon

C.- Personnel détaché aux Etats-Majors du front du Caucase.

Lt-Colonel	Chardigny	(Infanterie)	! Soldat	Pittet
"	Chavelet	(Artillerie)	!	

D.- Service radiotélégraphique (Kiev)

Lt-Colonel	Appiano	(Génie)	! Caporal Hennes
			! Sapeur Trinquier.

AVIATION.- .....

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM Jmenn2 (illisible) 1917-1918 – Inv. jedn. 3

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 55

CARNET DE ROUTE DE JOSEPH MADELON
Année 1919

..... beaucoup de poilus avaient le mal de mer. Moi j'y échappe, pas du tout malade.

La mer était tellement mauvaise que les vagues d'eau passaient dessus le pont.

Beaucoup de types avaient mis la ceinture de sauvetage, à craindre que le bateau fasse naufrage.

Enfin vers 11 heures ça se calme.

Le 27 on passe le détroit de MESSINE et on longe les côtes d'ITALIE, où on voit un panorama splendide.

Du 27 février au 2 mars nous sommes en Méditerranée.

Enfin le 2 mars on arrive à PORT SAÏD en EGYPTE. Le bateau s'y arrête pour faire charbon et marchandises.

Là, on voit des indigènes qui nous vendent des oranges et des cigarettes.

Enfin le 3 mars on part de PORT SAÏD, on passe dans le canal de SUEZ. Le bateau s'enmare dans le sable.

On y reste 24 heures pour attendre un remorqueur.

Le 4 mars, 2 remorqueurs arrivent et enlèvent le bateau dedans le sable. Le 4 mars on arrive à SUEZ.

Ensuite on prend la MER ROUGE.

On passe vers le MONT SINAÏ le 5 mars. Il fait un soleil brûlant et toute la journée il faut avoir le mouchoir aux mains pour s'essuyer.

On reste 5 jours en pleine mer. On arrive à DJIBOUTI le 11 mars et on repart le 12 mars.

On est sur les côtes d'AFRIQUE et on prend l'OCEAN INDIEN.

On arrive à COLOMBO le 17.

On rentre dans un bassin pour réparer les hélices du bateau. On y reste 2 jours.

Alors on est sorti en ville faire un tour.

Les quartiers indigènes sont moches, les quartiers européens sont rustiques.

C'est ici qu'on voit les premiers pousse pousse.

On va manger dans un hôtel italien.

On est assez bien nourri mais on ne voit pas de pinard, rien que de la bière et de la limonade qui ne valent pas plus que de l'eau et qu'ils vendent des prix fous.

On repart le 19 mars de COLOMBO et on arrive à SINGAPORE le 24 mars.

On est resté 6 jours en plein OCEAN INDIEN.

C'est à SINGAPORE qu'on aperçoit les premiers chinois.

On repart le 25 mars et on arrive à SAIGON le 27 après avoir fait 6 heures de rivière « LE MEKONG. »

On débarque du bateau et on a été en subsistance au 11eme REGIMENT COLONIAL.

On y est 4 jours, ensuite on a touché le prêt et on a fait un peu la nouba.

Le 31 mars on rembarque sur le PAUL LECAT dans la direction de HAÏPHONG.

Nous sommes arrivés à HAÏPHONG le 3 avri nous sommes restés 4 jours en escale pour attendre les ordres du ministre, car le gouverneur de l'INDOCHINE nous avait fait demander pour aller au TONKIN arrêter les émeutes des indigènes.

Enfin les émeutes se calment et on repart le sur HONG KONG.

Arrivé a HONG KONG le 9 avril et reparti le 10.

Arrivé a SHANGAÏ le 13 après avoir fait 2 heures de rivière « YANG TSE KIANG. ».

Nous avons débarqué du PAUL LECAT et embarqué le même jour en chemin de fer dans la direction de TIEN TSIN.

Arrivé a NANKING le 14, débarqué du train.

Traversé le fleuve « YANG TSE KIANG. » en chaloupe et rembarquer dans le train le même jour.

Arrivé a TIEN TSIN le 15 avril a 3 heures de après midi, on a débarqué musique en tête et on a été a l'ARSENAL de L'EST, caserne du 11 eme COLONIAL.

Nous y sommes restés jusqu'au 9 mai.

TIENTSIN est une ville qui est plutôt moche, surtout les quartiers chinois.

L'ARSENAL de L'EST est a 6 kilomètres de l ville.

C'est une ancienne concession russe.

A TIEN TSIN il faut toujours avoir des lunette devant les yeux car il fait un vent terrible qui soulève le sable et nous l'envoie dans la figure.

Il y a les concessions européennes qui sont très bien, surtout les concessions françaises, anglaises, japonaises et américaines.

Les chinois habitent dans des maisons faites en terre.

Quand on passe dans les quartiers chinois o peut se tenir le nez car ça sent rudement mauvais.

Les chinois sont des gens dégueulasses et il ne sont pas encore bien civilisés.

Le 9 mai il y a réveil à 3 heures, a 6 heures il y a rassemblement, a 7 heures et demie on quitte l'ARSENAL de L'EST pour TIEN TSIN.

On arrive à TIEN TSIN a 9 heures, on embarque a 9 heures et demi dans la direction de MUKDEN.

De TIEN TSIN a MUKDEN on emprunte le réseau chinois et on passe aux gares suivantes :

CHUNG LIANG CHANG

Annexe Nr. 56

(suite)

HSING HO
TANGKU
PEI KANG
HAN KU
LU TAÎ
TANG FANG
HSU KO CHUANG
TANGFHAN
KAI PING
WALI
KU YEH
LEI CHUANG
LAN CHOU
SHIH MEN
ANTHAN
CHANG LI
LIU SHOU YING
PEI TAI HO
CHINWANGTAO
SHANNHAIKUANG
WUN CHIA TUN
CHIEN SO
KAO LING CHAN
CHIENG VEI
HUANG TI
SUI CHUNG HSIEN
TUNG HSIN CHUANG
SHAN HOU SO
PAI MIA GU
MING YUAN CHOU
HAN CHIA KOU
LIEN SHAN
YING PAN
KAO CHIAO
CHENG CHIA TUN
NU ERH HO
CHIN CHOU FU
SHUANG YANG TIEN
TA LING HO
SHIH SHAN CHAN
YANG CHUAN TZU
KOU PANG TZU
CHING TUI TZU
KAO SHAN TZU
TA HU SHAN
LI CHIA WO UP
JAO YANG HO
PAI CHI PU
HSIN MIN FU
CHU LIU HO
HSIN LUNG TIEN
MA SUN CHIA
HUANG KU TUN
FENG TIEN
MUKDEN (CITY STATION)

Arrivé a MUKDEN le 10 mai et de là on emprunte le réseau japonais jusqu'à CHANG CHUN.

Arrivé a CHANG CHUN le 11.

Ici on débarque et on rembarque dans des vagons a bestiaux aménagés pour la troupe.

On part de CHANG CHUN le 12 mai a 10 heures du soir.

A partir d'ici on emprunte le réseau russe.

On est arrivé à HARBINE le 13.

On ravitaille le train et on repart le 14.

Maintenant on est en MANDCHOURIE et on passe sur les frontières de la MONGOLIE.

On arrive a MANDCHOURIA le 17 et on repart le 18.

Maintenant on rentre en SIBERIE.

Le 20 on passe sur les bords du lac BAÎKAL

C'est le plus grand lac du monde, il mesure 500 km de longueur.

Au moment ou nous avons passé, le lac était encore gelé.

Enfin on arrive a TCHITA le 21 au matin et d là on suit une montagne, on passe au moins dans 5 tunnels et on arrive a IRKOUTSK le 22 mai.

Là il y a une mission française et un colonel.

On part d'IRKOUTSK le 23 au soir.

Alors d'ici on prend la zone dangereuse.

Il faut prendre beaucoup de précautions car ils font sauter les voies de chemin de fer.

Nous marchons en pleine forêt, le train marche doucement et on a mis 2 sentinelles en avant de la machine.

On arrive a CRASNOÏAK le 1er juin.

Tout le long de la route on a vu des vagons e des machines dans les fossés.

Heureusement nous sommes arrivés sans embûche.

On arrive a NOVONICOLAVIESK le 4 juin et a OMSK le 6 juin.

C'est a OMSK qu'il y a le général JANIN, che de la mission française de SIBERIE.

Nous sommes parti d'OMSK le 9 au soir et arrivé a TCHELIABINSCH le 11 juin.

C'est ici qu'on s'est arreté car il y a le bataillon.

Nous descendons a l'échelon qui est en bas de la gare et nous restons dans les mêmes vagons.

Nous avons fais l'exercice tous les jours et le 14 juillet on devait passer la revue à TCHELIABINSCH, mais le 11 juillet un télégramme arrive disant que la 1 ere compagnie monte du coté d'OUFA accompagné un parlementaire, la 2 eme compagnie reste avec le commandant à TCHELIABINSCH.

Le 12 juillet nous sommes alertés a minuit.

Les gradés nous disent qu'il faut se tenir sur nos gardes car les bolcheviks ne sont pas loin et les russes se débinent en pagaille.

La 1 ere compagnie qui était monté du coté d'OUFA à manqué d'être faite prisonnière, elle fait demi tour en vitesse et il a fallu chercher les

Annexe Nr. 56a

(suite)

chauffeurs baïonnettes au canon, 10 minutes plus tard la compagnie était prise.

La compagnie hors rang part le 13 pour OMSK, nous on devait partir aussi mais pas de machines, pas de chauffeurs, il faut attendre.

On y passe encore la journée du 14 juillet.

Moi je suis de garde autour du vagons et ce jour là on a fait 2 repas magnifiques.

Le 15 au matin la 2 me compagnie part et nous on attend toujours.

Il y a beaucoup de civils qui déménagent et accroche leurs vagons avec les nôtres.

Vers 5 heures du soir on va chercher une machine et des chauffeurs mais le chef de gare nous répond qu'il n'y a pas de machine.

Enfin vers 9 heures une machine arrive.

Au même moment les cosaques ont fait la rafle a PORT ARTHUR.

Ils ont saisis tous les types suspects bolcheviks et ils les emmènent.

Vers 11 heures du soir on part tout de même de TCHELIABINSCH, on ne marche pas vite parce que tout le long de la route il y a des trains qui encombrent la voie, des civils qui se débinent.

Enfin on arrive à PETROPAVLOSK le 19 juillet, on doit y rester provisoirement.

Le 27 juillet on apprend une bonne nouvelle, on reçoit une dépêche annonçant la démobilisations des classes 1910 a 1917 inclus.

Tout le monde est content et fous de joie de quitter ce sale pays et de ne pas passer l'hiver ici.

Alors on se met a préparer l'échelon démobilisable et a toucher les vivres pour faire la route car on a pour 1 mois de chemin de fer.

Ceux qui restent vont à la mission Française a OMSK.

Le 1 er août on touche le prêt et le 2 août à 4 h 15 du soir 5eme anniversaire de la déclaration de guerre, on démarre dans la direction de TIEN TSIN.

Notre train est rudement long, il y a les 2 échelons et on y compte 74 vagons.

En route on ne va pas vite car dans toutes les gares on s'arrête et on y reste des heures et même souvent des journées entières, mais il ne faut pas s'en faire car c'est le système russe « on a toujours le temps. ».

Enfin on arrive a OMSK le 5 août a 3 heures de l'aprés midi après avoir fait 250 kilomètres en 9 jours.

A OMSK on se ravitaille et on repart a 4 heures.

On marche toute la nuit et le 6 au matin on s'arrête dans une gare jusqu'au soir sans savoir pourquoi et on repart le soir.

Le lendemain on reste embouteiller sur la voie.

L'interprète va à la gare et le chef lui dit que c'était impossible de passer car tout le long il y a des trains ********** les uns des autres et qui encombrent la voie.

On reste la 2 jours en faisant 10 km par jour, je vous parle si le temps nous durait nous qu'on est de la classe.

Enfin le 10 au matin le lieutenant s'impatiente alors il va a la gare pour demander a passer sur la voie de gauche.

Enfin le chef de gare accepte et vers les 8 heures on démarre.

Heureusement pour nous car on a passer devant 52 trains qui étaient a la queue les uns des autres sur la voie de droite.

On arrive a NOVONICOLAVIESK le 11 a 10 heures du matin. 1131 km de TCHELIABINSCH.

On fait le ravitaillement et on repart a 2 heures de l'après midi.

On arrive a CRASNOÏAK le 14 août a 2 heures de l'après midi.

Le 15 on forme l'échelon des démobilisables et on prend les artilleurs.

On fait le ravitaillement et on part le 15 a 11 heures du soir pour IRKOUTSK

Arrivé a IRKOUTSK le 20 août a 8 heures du matin.

On achète du pain, de la viande et on repart 6 heures du soir pour TCHITA .

On longe une rivière le long d'une montagne. IRKOUTSK est la plus jolie ville de SIBERIE à 1732 verstes de NOVONICOLAVIESK et 3063 verstes de TCHELABINSCH.

On arrive vers le g**** de BAÏKAL a 9 heures du soir.

C'est ici que commence le lac BAÏKAL.

On y voit de gros bateaux a l'entrée du port e c'est ici que les russes ont embarqués en 1904 lors de la guerre russo japonaise car le chemin de fer n'existait pas encore.

Ce qu'il y a d'embêtant c'est qu'il reste gelé 6 mois dans l'année, alors ce n'est plus les bateaux qu marchent c'est les traîneaux.

On suit le lac pendant 250 km, tout le long de la montagne et on passe dans 32 tunnels.

On arrive a TCHITA le 23 au matin, 2 heures d'arrêt et on repart.

Il faut mettre 3 machines au train car on a une forte côte à monter a travers une grande montagne de sapins.

Le 24 août on est en plaine et le train marche plus vite, le même jour on voit sur la voie un train qu avait déraillé, tous les vagons étaient brisés, et on arrive a MANTCHOURIA 1421 (verstes ?), l'après midi a 2 heures.

A MANTCHOURIA la police est faite par les japonais et les chinois.

On prend des vivres et on repart le 25 à midi

On fait 300 km en plaine dans un vrai désert, c'est la MANDCHOURIE.

Annexe Nr. 56b

(suite)

On ne voit presque pas de maisons, des troupeaux de moutons et des chameaux pâturent dans le désert de sable car l'herbe n'est pas haute.

Ensuite on trouve une chaîne de montagne, on passe dessous un tunnel de 5 km de longueur et ensuite on attrape une forte descente, on met 2 machines, on attrape la boucle.

Le chemin de fer passe dessus un pont et ensuite repasse dessous.

Pendant 100 km on marche dans la montagne et ensuite on prend le désert a perte de vue.

On arrive à KHARBINE le 27 a 11 heures du soir, 816 verstes.

On y reste pas longtemps parcequ' il y a le choléra et on repart le 28 a 6 heures du soir.

On arrive a CHANG CHUN le 29 a 8 heures du matin.

On change de train, on monte dans le train japonais, on part le 30 a 10 heures et on arrive à MUKDEN le 31 a 3 heures du matin.

A MUKDEN on a laissé 3 types du détachement atteint par le choléra.

Il y en a qui sont morts le lendemain.

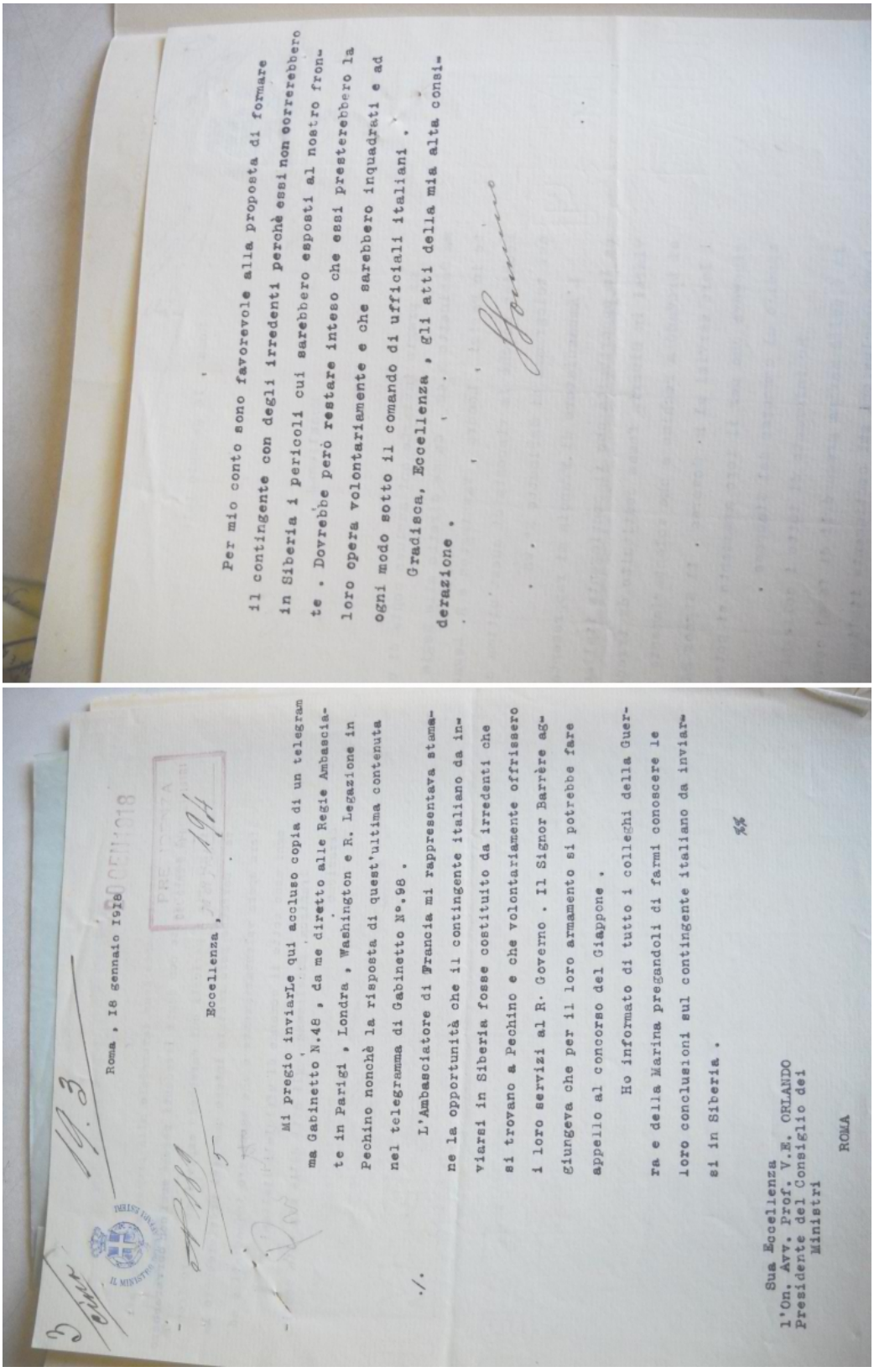
On désinfecte le train, on part le 31 a midi.

On arrive a TIEN TSIN le 1er septembre a 9 heures du matin, on monte à l'ARSENAL de L'EST et.....

Jeanvier	Yanvasé
Février	Fevrali
Mars	Marte
Avril	April
Mai	Maï
Juin	Yune
Août	Argoïesté
Septembre	Sentiabré
Octobre	Detiabré
Novembre	Noiabré
Décembre	Décabré
Je vous ai vu	Ia va vidich
A droite	Maprova, kaprovo
A gauche	Malevot, valevat
Tout droit	Préamat
Oeufs	Jatsa
Village	Donivengo
Papier	Baumager
Mouche	Mouka
Moustique	Caman
Je ne sais pas	Mit chéra
J'ai chaud	Jarco
Pomme de terre	Cartoiqua
Attacher	Pravitza
Maison	Dauna
Casser	Porval, porval
Moustache	Orussi
Soeur	Siestra
Barbe	Parot, barada
Moi	Miet
Chier	Sabaka
Casquette	Pausachta

Source privée (Document confié par la petite-fille de Joseph Madelon, Mme Marie-Rose Kircher)

Annexe Nr. 56c



Per mio conto sono favorevole alla proposta di formare il contingente con degli irredenti perchè essi non correrebbero in Siberia i pericoli cui sarebbero esposti al nostro fronte . Dovrebbe però restare inteso che essi presterebbero la loro opera volontariamente e che sarebbero inquadrati e ad ogni modo sotto il comando di ufficiali italiani .

Gradisca, Eccellenza , gli atti della mia alta considerazione .

Roma , 18 gennaio 1918

Eccellenza ,

Mi pregio inviarLe qui accluso copia di un telegramma Gabinetto N.48 , da me diretto alle Regie Ambasciate in Parigi , Londra , Washington e R. Legazione in Pechino nonchè la risposta di quest'ultima contenuta nel telegramma di Gabinetto No.98 .

./.

L'Ambasciatore di Francia mi rappresentava stamane la opportunità che il contingente italiano da inviarsi in Siberia fosse costituito da irredenti che si trovano a Pechino e che volontariamente offrissero i loro servizi al R. Governo . Il Signor Barrère aggiungeva che per il loro armamento si potrebbe fare appello al concorso del Giappone .

Ho informato di tutto i colleghi della Guerra e della Marina pregandoli di farmi conoscere le loro conclusioni sul contingente italiano da inviarsi in Siberia .

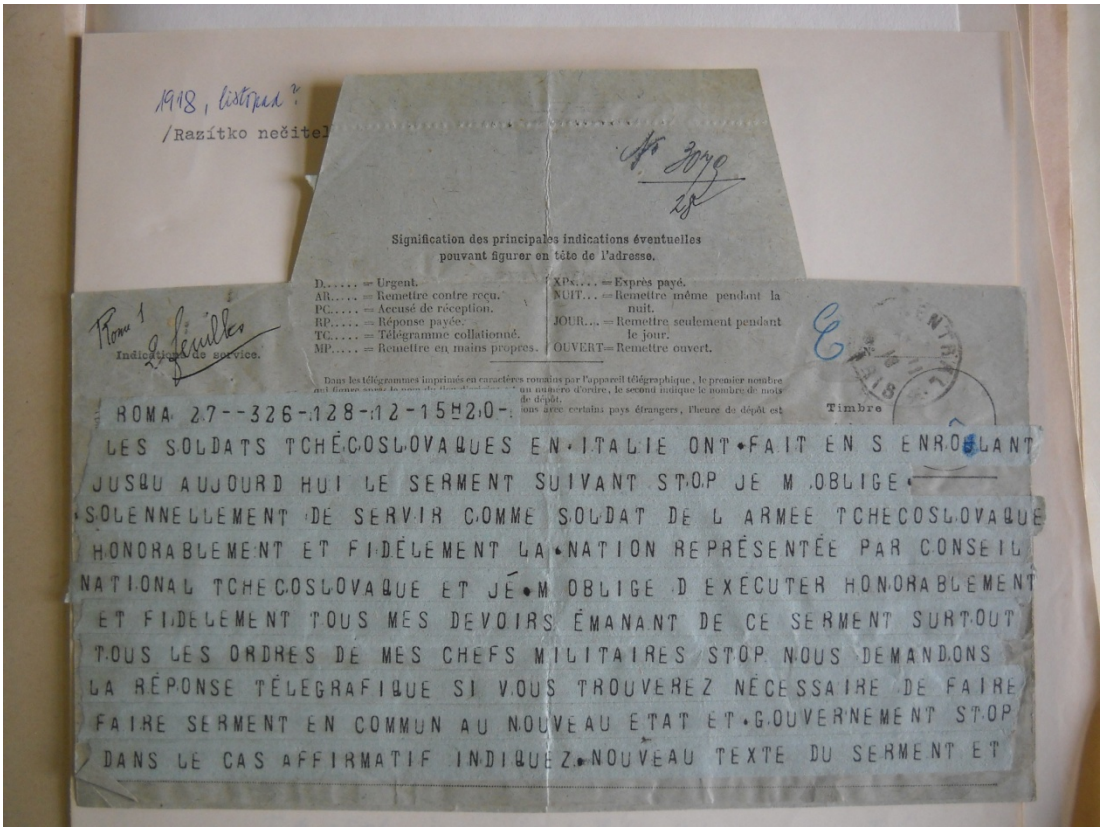
%%

Sua Eccellenza
l'On. Avv. Prof. V.E. ORLANDO
Presidente del Consiglio dei
Ministri
ROMA

Source : Archivio Centrale Roma, Fascicolo 12 Anno 1919-1920-102-6 Presidenza del Consiglio dei Ministri N° 194 (autorizzazione N° 1006/2012)

Annexe Nr. 57

SERMENT DES LÉGIONNAIRES



1918, listopad 27.
/Razítko nečitel

Signification des principales indications éventuelles pouvant figurer en tête de l'adresse.

D..... = Urgent.
AR..... = Remettre contre reçu.
PC..... = Accusé de réception.
RP..... = Réponse payée.
TC..... = Télégramme collationné.
MP..... = Remettre en mains propres.
XP..... = Exprès payé.
NUIT... = Remettre même pendant la nuit.
JOUR... = Remettre seulement pendant le jour.
OUVERT = Remettre ouvert.

Indications de service.

Timbre

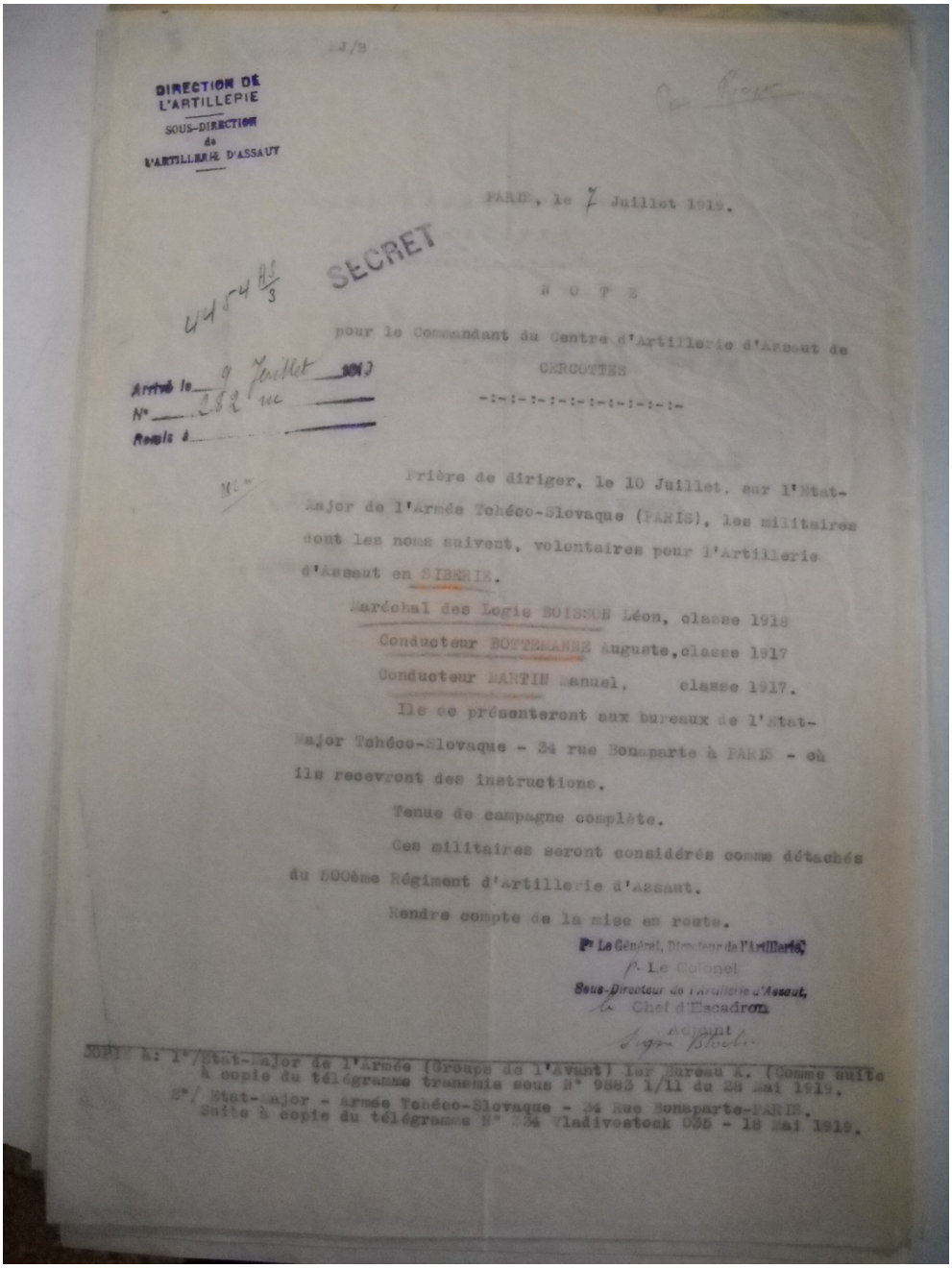
ROMA 27--326-128-12-1520-
LES SOLDATS TCHÉCOSLOVAQUES EN ITALIE ONT FAIT EN S ENRÔLANT
JUSQU AUJOURD HUI LE SERMENT SUIVANT STOP JE M OBLIGE
SOLENNELLEMENT DE SERVIR COMME SOLDAT DE L ARMEE TCHECOSLOVAQUE
HONORABLEMENT ET FIDÉLEMENT LA NATION REPRÉSENTÉE PAR CONSEIL
NATIONAL TCHECOSLOVAQUE ET JE M OBLIGE D EXÉCUTER HONORABLEMENT
ET FIDELEMENT TOUS MES DEVOIRS ÉMANANT DE CE SERMENT SURTOUT
TOUS LES ORDRES DE MES CHEFS MILITAIRES STOP NOUS DEMANDONS
LA RÉPONSE TÉLEGRAFIQUE SI VOUS TROUVEREZ NÉCESSAIRE DE FAIRE
FAIRE SERMENT EN COMMUN AU NOUVEAU ÉTAT ET GOUVERNEMENT STOP
DANS LE CAS AFFIRMATIF INDIQUEZ NOUVEAU TEXTE DU SERMENT ET

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, Archiv-Po – ČsNR 35/1/3 1918, říjen 27, Řim J. Šeba Ed. Benešovi /Zpráva z 25 října 1918./

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 58

ÉTAT-MAJOR TCHÉCO-SLOVAQUE, 34 rue Bonaparte à PARIS



DIRECTION DE L'ARTILLERIE
SOUS-DIRECTION de L'ARTILLERIE D'ASSAUT

PARIS, le 7 Juillet 1919.

4454 A/3

SECRET

Arrivé le 9 Juillet 1919
N° 282 mc
Remis à

N O T E

pour le Commandant du Centre d'Artillerie d'Assaut de CERCOTTES

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Prière de diriger, le 10 Juillet, sur l'Etat-Major de l'Armée Tchéco-Slovaque (PARIS), les militaires dont les noms suivent, volontaires pour l'Artillerie d'Assaut en SIBERIE.

Maréchal des Logis BOISSON Léon, classe 1918
Conducteur BOTTEMANNE Auguste, classe 1917
Conducteur MARTIN Manuel, classe 1917.

Ils se présenteront aux bureaux de l'Etat-Major Tchéco-Slovaque - 34 rue Bonaparte à PARIS - où ils recevront des instructions.

Tenue de campagne complète.

Ces militaires seront considérés comme détachés du 500ème Régiment d'Artillerie d'Assaut.

Rendre compte de la mise en route.

P. Le Général, Directeur de l'Artillerie,
P. Le Colonel
Sous-Directeur de l'Artillerie d'Assaut,
Le Chef d'Escadron
Adjoint

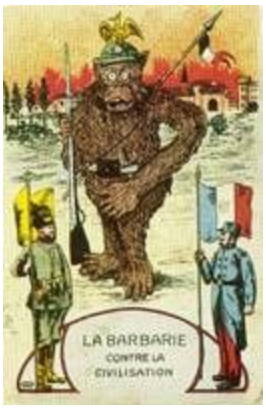
SUITE A: 1°/ Etat-Major de l'Armée (Groupe de l'Avant) 1er Bureau A. (Comme suite à copie du télégramme transmis sous N° 9883 1/11 du 28 Mai 1919.
2°/ Etat-major - Armée Tchéco-Slovaque - 34 Rue Bonaparte-PARIS. Suite à copie du télégramme N° 234 Vladivostock 035 - 16 Mai 1919.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, FVM na Sibiři
Spisy manipulorané-doslé 1918-1919 Č.j. 201-318 – Inv. jedn 4

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 59

AFFICHES DE PROPAGANDE







(Archive privée Paolo Seno - Autorisation accordée)

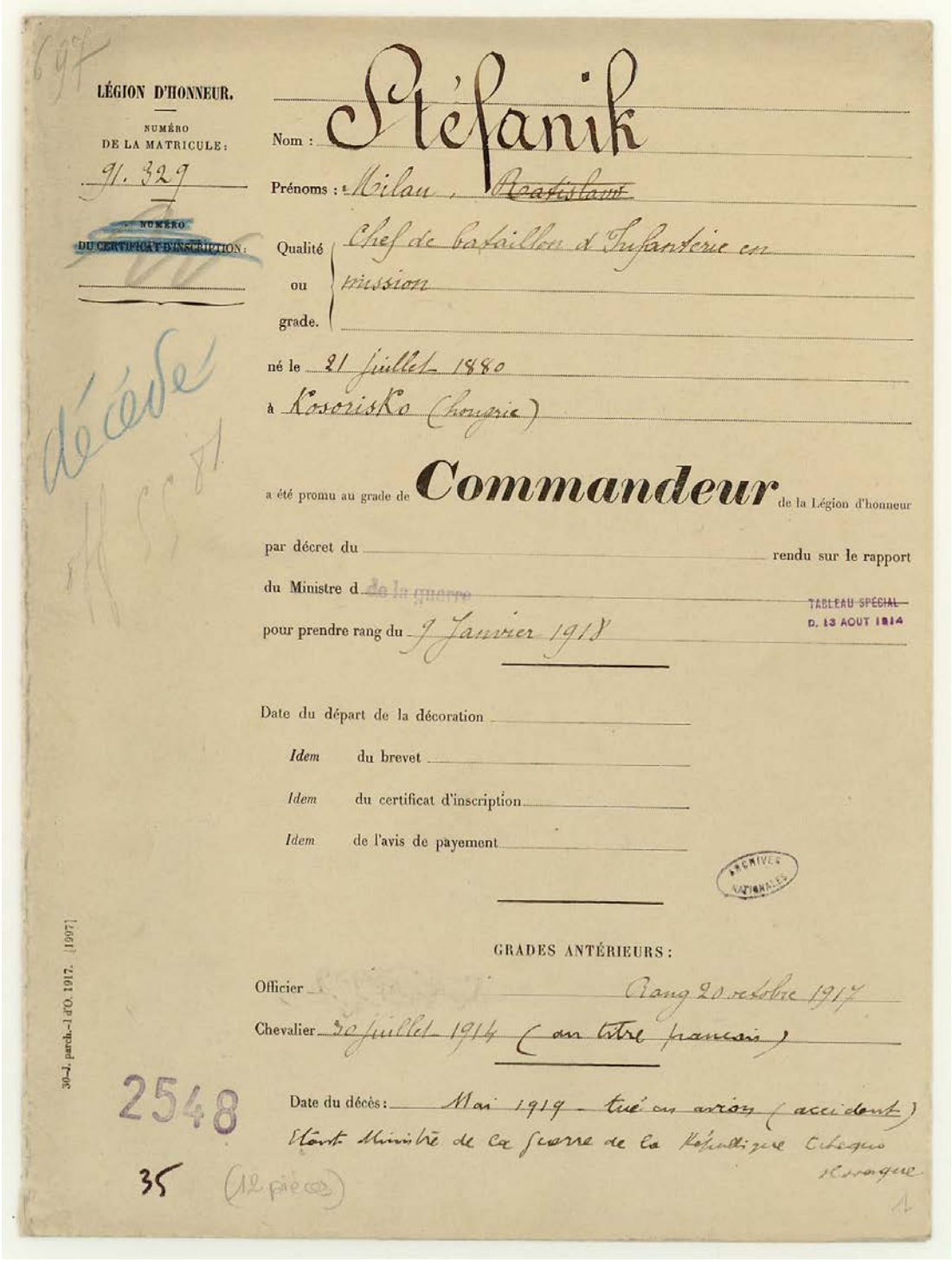


Source : http://www.deuframat.de/de/konflikte/krieg-und-aussoehnung/der-erste-weltkrieg-im-kollektiven-gedaechtnis-der-deutschen-und-der-franzosen/das-feindbild-der-deutschen-das-feindbild-der-franzosen.html?tx_eepcollect_pi1%5Bprozess%5D=add&tx_eepcollect_pi1%5Bpid%5D=4013&tx_eepcollect_pi1%5Bctrl%5D=1305652330 , consulté le 4.4.2013

et

http://www.bibliofi.it/grande-guerra/cartoline-foto-stampe/l-aquila-sabauda-si-libra-per-portare-il-tricolore-alle-terre-irredente-quot-2071.html 13.3.13 (autorisation accordée)

Annexe Nr. 60



LÉGION D'HONNEUR.

NUMÉRO DE LA MATRICULE: 91.329

NUMÉRO DU CERTIFICAT D'INSCRIPTION:

Nom : Štefanik

Prénoms : Milan, Rastislav

Qualité ou grade. Chef de bataillon d'Infanterie en mission

né le 21 juillet 1880

à Kosorisko (Hongrie)

a été promu au grade de **Commandeur** de la Légion d'honneur

par décret du ____ rendu sur le rapport

du Ministre de la guerre

pour prendre rang du 9 Janvier 1918

TABLEAU SPÉCIAL D. 13 AOUT 1914

Date du départ de la décoration ____

Idem du brevet ____

Idem du certificat d'inscription ____

Idem de l'avis de payement ____

ARCHIVES NATIONALES

GRADES ANTÉRIEURS:

Officier ____ Rang 20 octobre 1917

Chevalier 30 juillet 1914 (au titre français)

Date du décès: Mai 1919 - tué en avion (accident)

Haut Ministre de la guerre de la République Tchèque Slovaque

2548

35 (12 pièces)

30-J. parch.-1 d'O. 1917. [1917]

Source : Archives nationales (Avec l'accord du Service interministériel des Archives de France)

Annexe Nr. 61

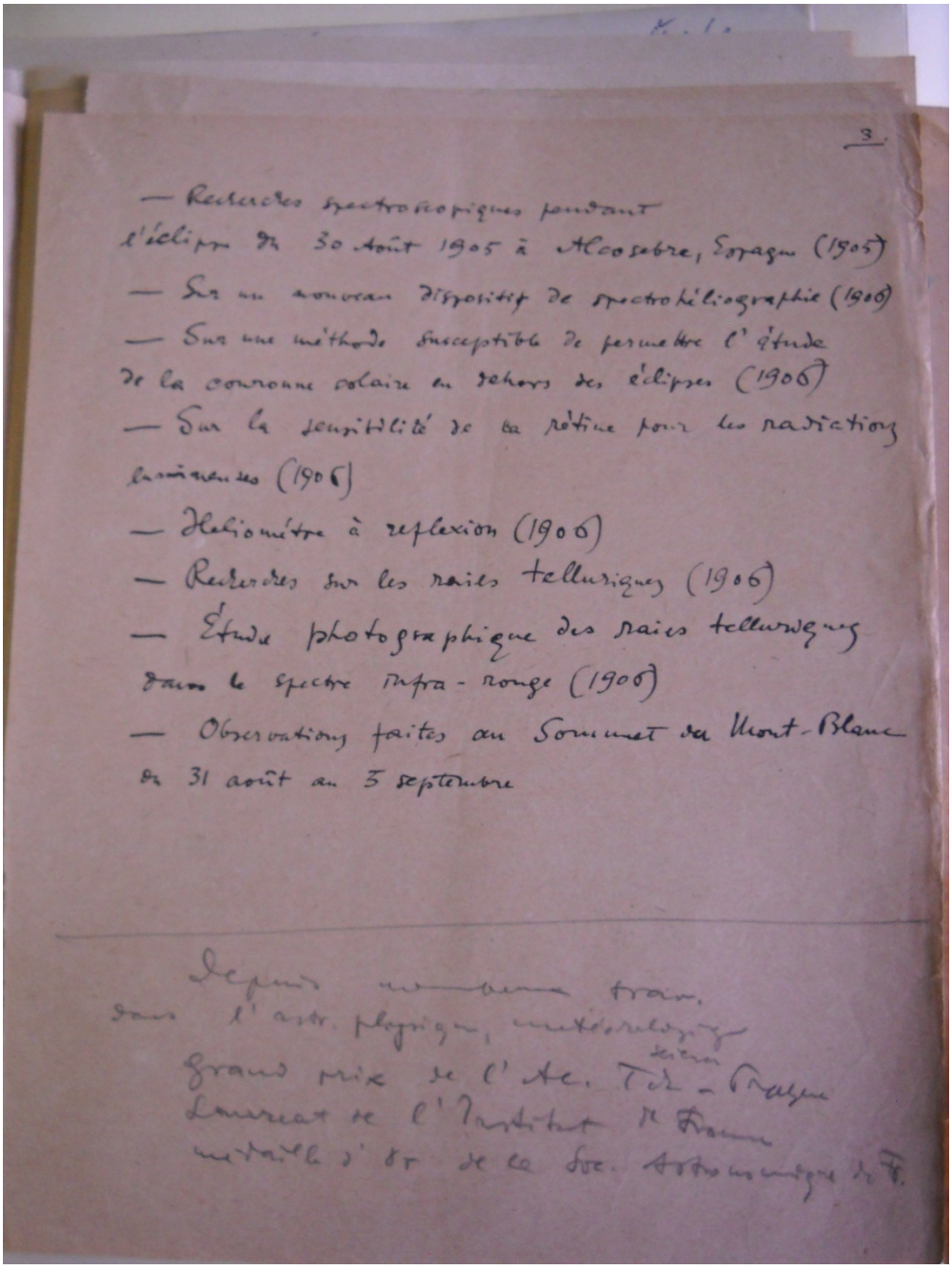
NAISSANCE DE ŠTEFÁNIK ?



Source : photo prise au camp Kléber de Darney (Vosges)

(Avec l'autorisation accordée de la maire de Darney)

Annexe Nr. 62



3.

— Recherches spectroscopiques pendant
l'éclipse du 30 août 1905 à Alcosebre, Espagne (1905)
— Sur un nouveau dispositif de spectrobolliographie (1906)
— Sur une méthode susceptible de permettre l'étude
de la couronne solaire en dehors des éclipses (1906)
— Sur la sensibilité de la rétine pour les radiations
lumineuses (1906)
— Héliomètre à réflexion (1906)
— Recherches sur les raies telluriques (1906)
— Étude photographique des raies telluriques
dans le spectre infra-rouge (1906)
— Observations faites au Sommet du Mont-Blanc
du 31 août au 5 septembre

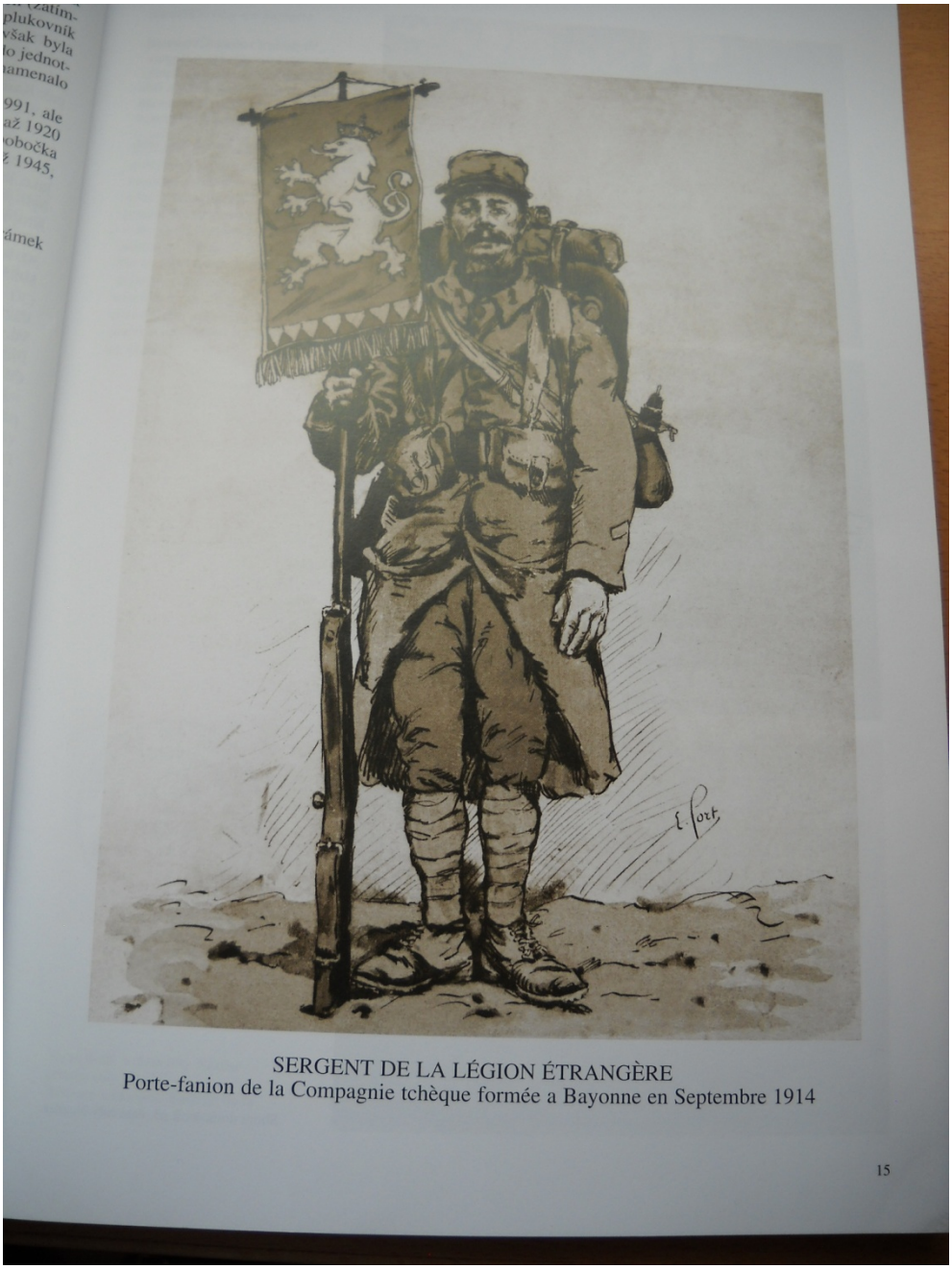
Depuis nombreux travaux
dans l'astr. physique, météorologie
Grand prix de l'Ac. Tch. - Prague
Lauréat de l'Institut de France
médaille d'or de la Soc. Astronomique de F.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Štefánik, i.č. 744-783

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 63

LA LÉGION NAZDAR À BAYONNE



SERGENT DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE
Porte-fanion de la Compagnie tchèque formée a Bayonne en Septembre 1914

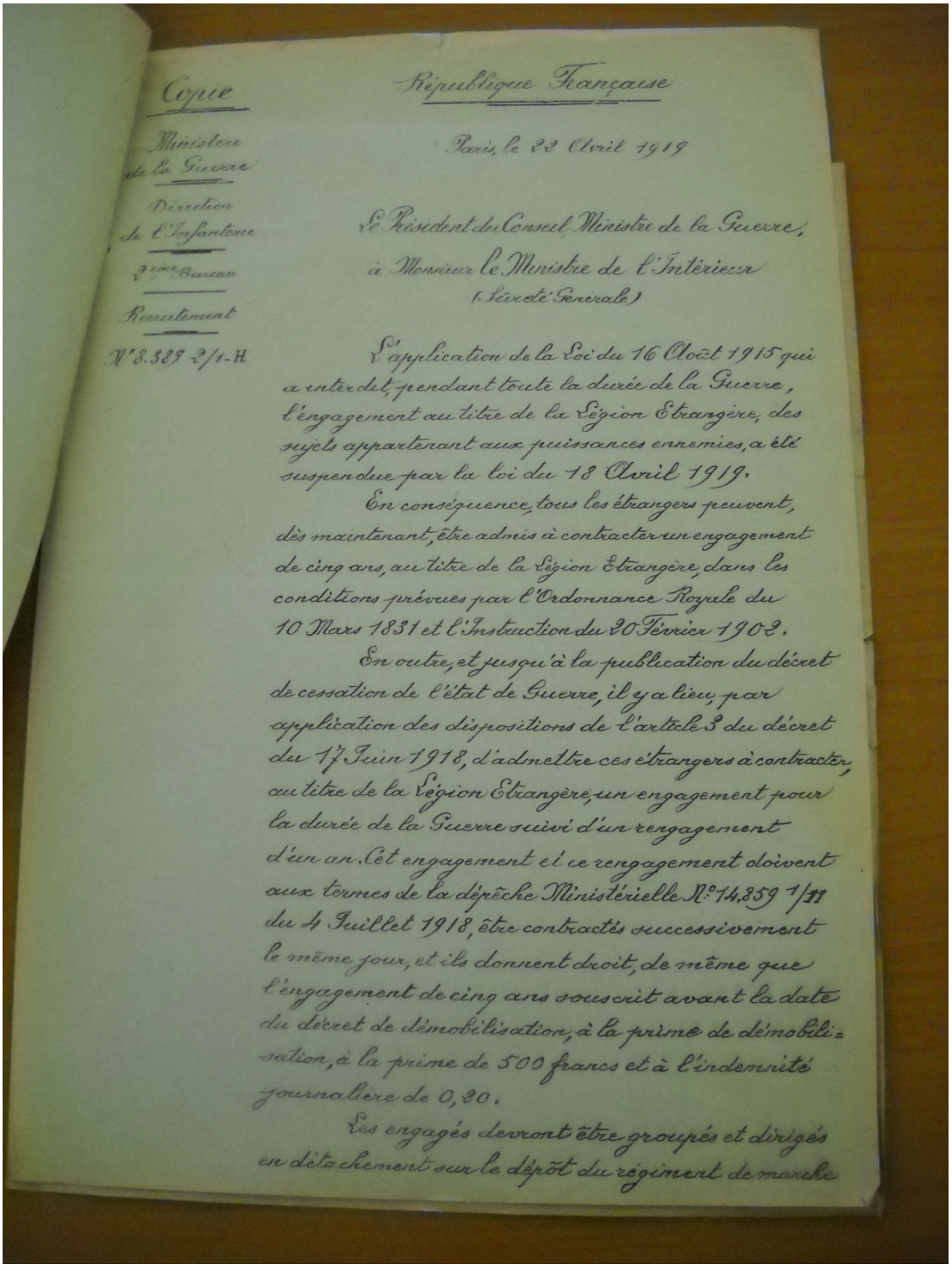
15

Source : Centre de Documentation de la Légion étrangère, extrait du fascicule intitulé Legionáři okresu Pardubice rodáci a občané

(Avec l'accord du Centre de Documentation de la Légion étrangère)

Annexe Nr. 64

ENGAGEMENT DANS LA LÉGION ÉTRANGÈRE



Copie

Ministère de la Guerre

Direction de l'Infanterie

2ème Bureau

Recrutement

N° 8.389 2/1-H

République Française

Paris, le 22 Avril 1919

Le Président du Conseil Ministre de la Guerre,

à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

(Sûreté Générale)

L'application de la Loi du 16 Août 1915 qui a interdit, pendant toute la durée de la Guerre, l'engagement au titre de la Légion Etrangère, des sujets appartenant aux puissances ennemies, a été suspendue par la loi du 18 Avril 1919.

En conséquence, tous les étrangers peuvent, dès maintenant, être admis à contracter un engagement de cinq ans, au titre de la Légion Etrangère, dans les conditions prévues par l'Ordonnance Royale du 10 Mars 1831 et l'Instruction du 20 Février 1908.

En outre, et jusqu'à la publication du décret de cessation de l'état de Guerre, il y a lieu, par application des dispositions de l'article 3 du décret du 17 Juin 1918, d'admettre ces étrangers à contracter, au titre de la Légion Etrangère, un engagement pour la durée de la Guerre suivi d'un rengagement d'un an. Cet engagement et ce rengagement doivent aux termes de la dépêche Ministérielle N° 14.359 1/11 du 4 Juillet 1918, être contractés successivement le même jour, et ils donnent droit, de même que l'engagement de cinq ans souscrit avant la date du décret de démobilisation, à la prime de démobilisation, à la prime de 500 francs et à l'indemnité journalière de 0,30.

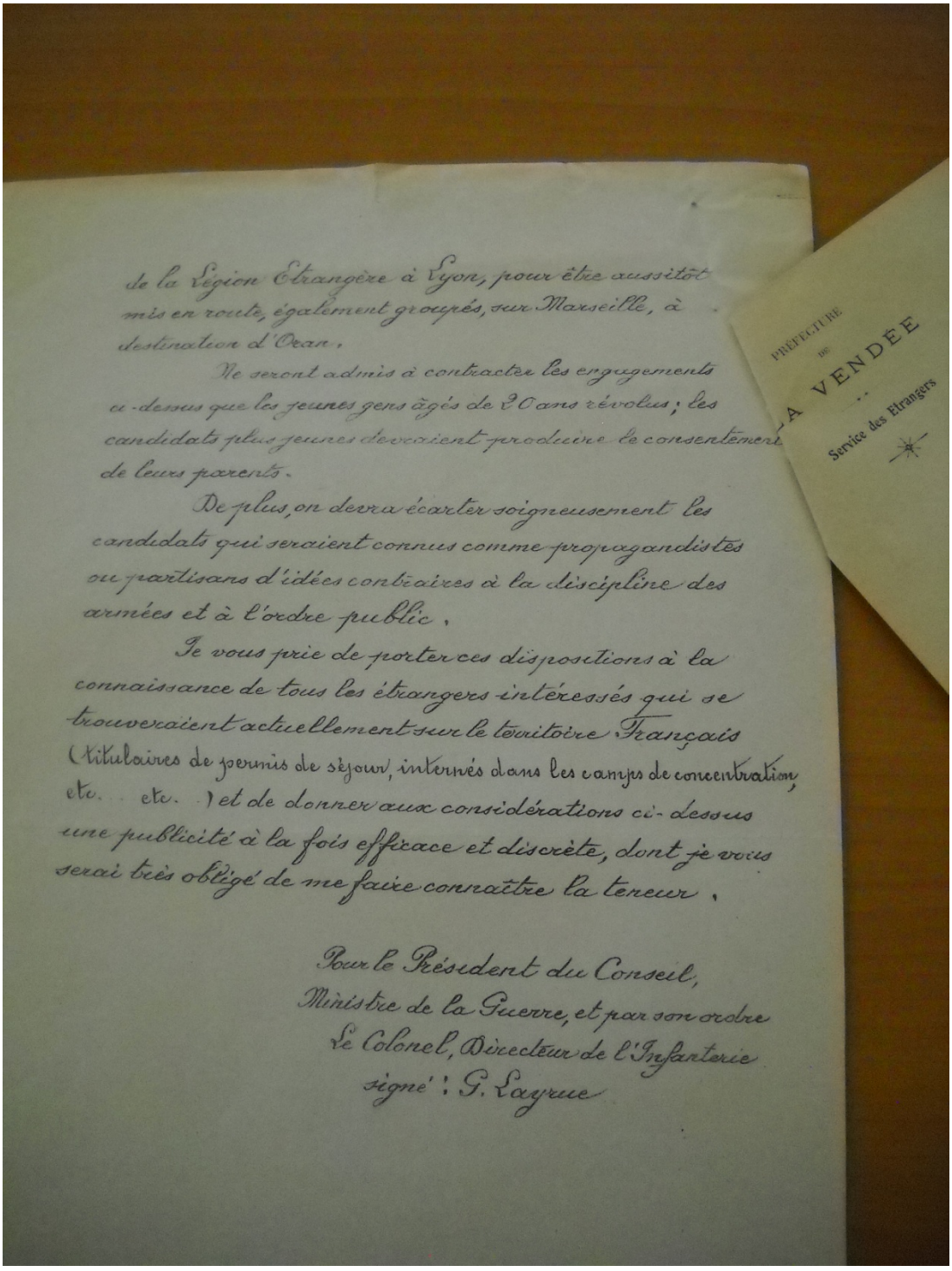
Les engagés devront être groupés et dirigés en détachement sur le dépôt du régiment de marche

Source : Archives départementales de la Vendée 4M276

(Document d'origine publique librement communicable, avec un droit non exclusif et gratuit de libre réutilisation pour une durée illimitée)

Annexe Nr. 65

ENGAGEMENT DANS LA LÉGION ÉTRANGÈRE (suite)



de la Légion Étrangère à Lyon, pour être aussitôt mis en route, également groupés, sur Marseille, à destination d'Oran.

Ne seront admis à contracter les engagements ci-dessus que les jeunes gens âgés de 20 ans révolus ; les candidats plus jeunes devraient produire le consentement de leurs parents.

De plus, on devra écarter soigneusement les candidats qui seraient connus comme propagandistes ou partisans d'idées contraires à la discipline des armées et à l'ordre public.

Je vous prie de porter ces dispositions à la connaissance de tous les étrangers intéressés qui se trouveraient actuellement sur le territoire Français (titulaires de permis de séjour, internés dans les camps de concentration, etc... etc...) et de donner aux considérations ci-dessus une publicité à la fois efficace et discrète, dont je vous serai très obligé de me faire connaître la teneur.

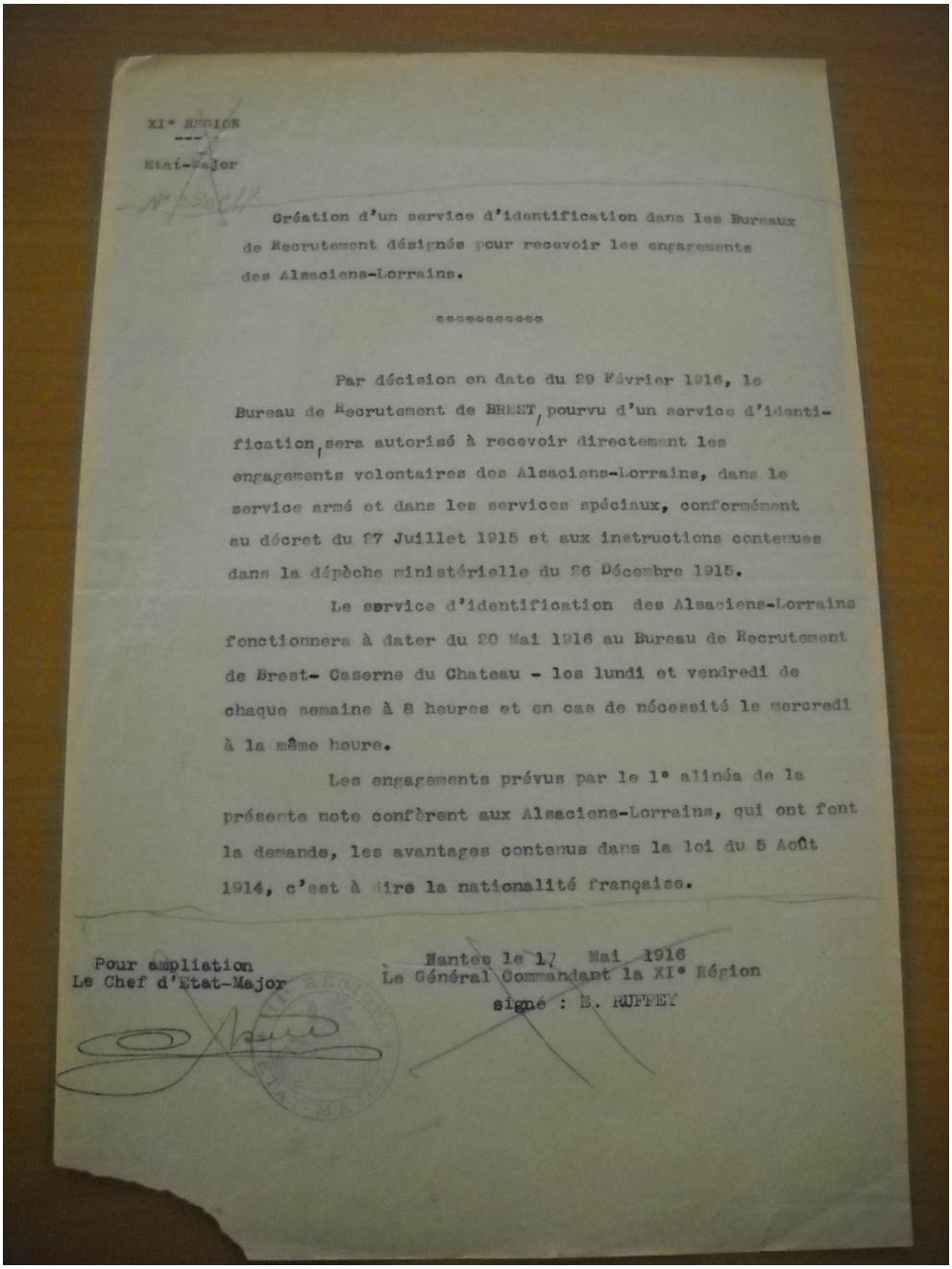
Pour le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre, et par son ordre
Le Colonel, Directeur de l'Infanterie
signé : G. Layrue

PRÉFECTURE
DE
LA VENDÉE
..
Service des Etrangers

Source : Archives départementales de la Vendée 4M276

Annexe Nr. 65a

ENGAGEMENT DES ALSACIENS-LORRAINS



XI° REGION

Etat-Major

N° 220 Cl 2

Création d'un service d'identification dans les Bureaux de Recrutement désignés pour recevoir les engagements des Alsaciens-Lorrains.

****

Par décision en date du 29 Février 1916, le Bureau de Recrutement de BREST, pourvu d'un service d'identification, sera autorisé à recevoir directement les engagements volontaires des Alsaciens-Lorrains, dans le service armé et dans les services spéciaux, conformément au décret du 27 Juillet 1915 et aux instructions contenues dans la dépèche ministérielle du 26 Décembre 1915.

Le service d'identification des Alsaciens-Lorrains fonctionnera à dater du 20 Mai 1916 au Bureau de Recrutement de Brest- Caserne du Chateau - les lundi et vendredi de chaque semaine à 8 heures et en cas de nécessité le mercredi à la même heure.

Les engagements prévus par le 1° alinéa de la présente note confèrent aux Alsaciens-Lorrains, qui ont font la demande, les avantages contenus dans la loi du 5 Août 1914, c'est à dire la nationalité française.

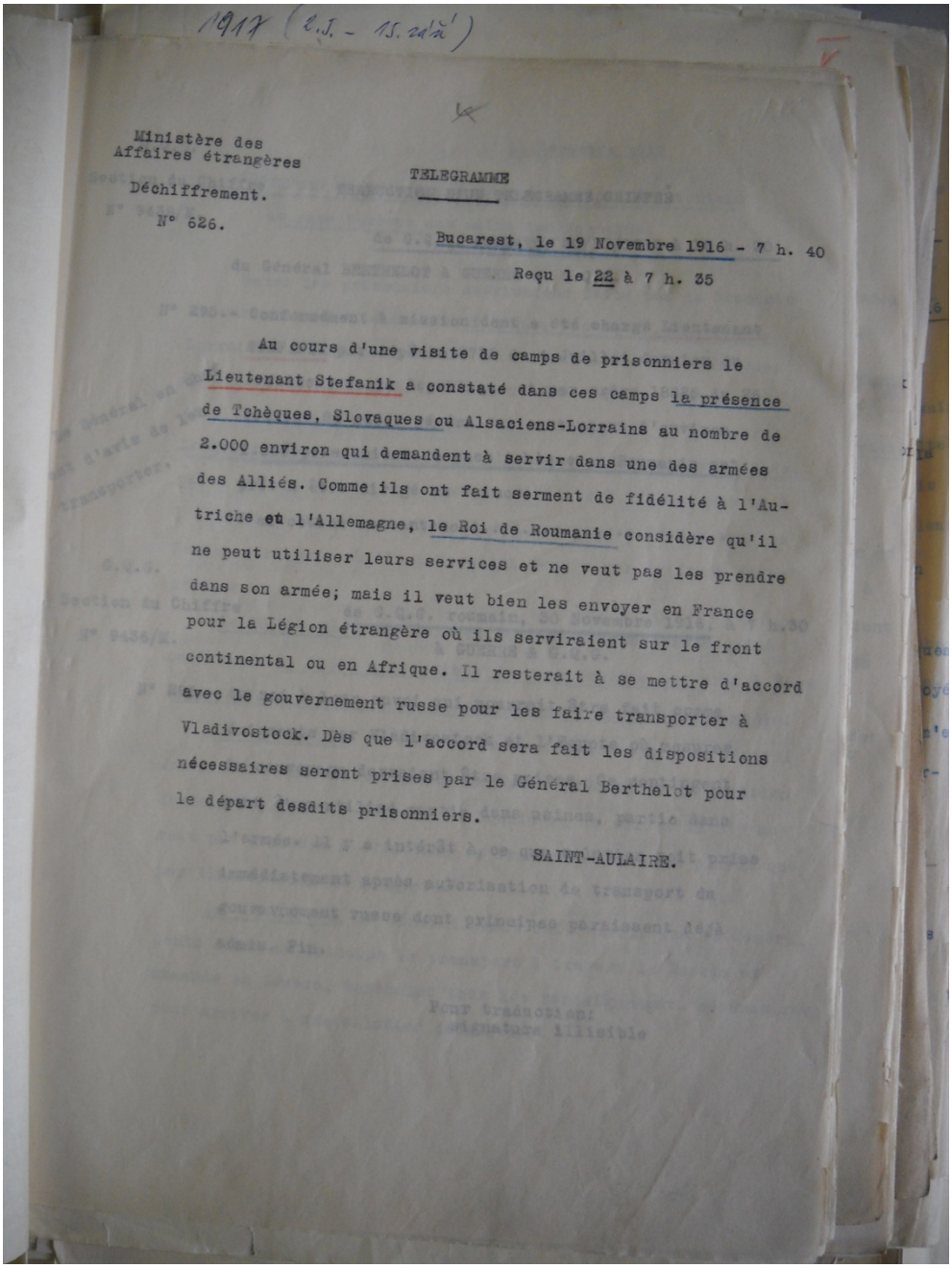
Pour ampliation
Le Chef d'Etat-Major

Nantes le 17 Mai 1916
Le Général Commandant la XI° Région
signé : E. RUFFEY

Source : Archives départementales de la Vendée 4M276

(Document d'origine publique librement communicable, avec un droit non exclusif et gratuit de libre réutilisation pour une durée illimitée)

Annexe Nr. 66



1917 (č.j. - 15. září)

Ministère des
Affaires étrangères

Déchiffrement.

N° 626.

TELEGRAMME

Bucarest, le 19 Novembre 1916 - 7 h. 40

Reçu le 22 à 7 h. 35

Au cours d'une visite de camps de prisonniers le Lieutenant Stefanik a constaté dans ces camps la présence de Tchèques, Slovaques ou Alsaciens-Lorrains au nombre de 2.000 environ qui demandent à servir dans une des armées des Alliés. Comme ils ont fait serment de fidélité à l'Autriche et l'Allemagne, le Roi de Roumanie considère qu'il ne peut utiliser leurs services et ne veut pas les prendre dans son armée; mais il veut bien les envoyer en France pour la Légion étrangère où ils serviraient sur le front continental ou en Afrique. Il resterait à se mettre d'accord avec le gouvernement russe pour les faire transporter à Vladivostock. Dès que l'accord sera fait les dispositions nécessaires seront prises par le Général Berthelot pour le départ desdits prisonniers.

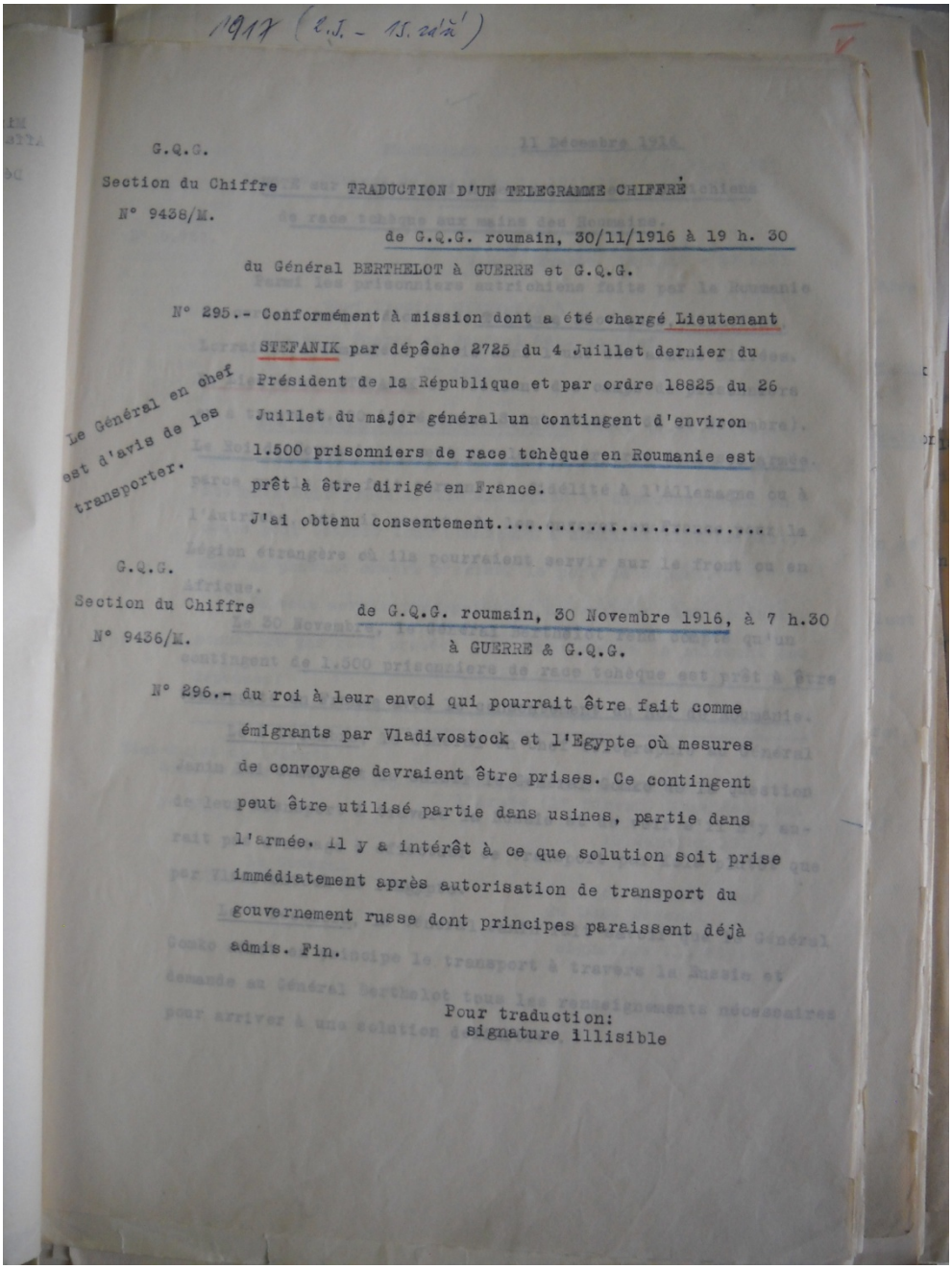
SAINT-AULAIRE.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 784-959

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 67

PRISONNIERS EN ROUMANIE



1917 (č.j. - 15. září)

G.Q.G.
Section du Chiffre
N° 9438/M.

TRADUCTION D'UN TELEGRAMME CHIFFRÉ

de G.Q.G. roumain, 30/11/1916 à 19 h. 30

du Général BERTHELOT à GUERRE et G.Q.G.

N° 295.- Conformément à mission dont a été chargé Lieutenant STEFANIK par dépêche 2725 du 4 Juillet dernier du Président de la République et par ordre 18825 du 26 Juillet du major général un contingent d'environ 1.500 prisonniers de race tchèque en Roumanie est prêt à être dirigé en France.

Le Général en chef est d'avis de les transporter.

J'ai obtenu consentement.....

G.Q.G.
Section du Chiffre
N° 9436/M.

de G.Q.G. roumain, 30 Novembre 1916, à 7 h.30

à GUERRE & G.Q.G.

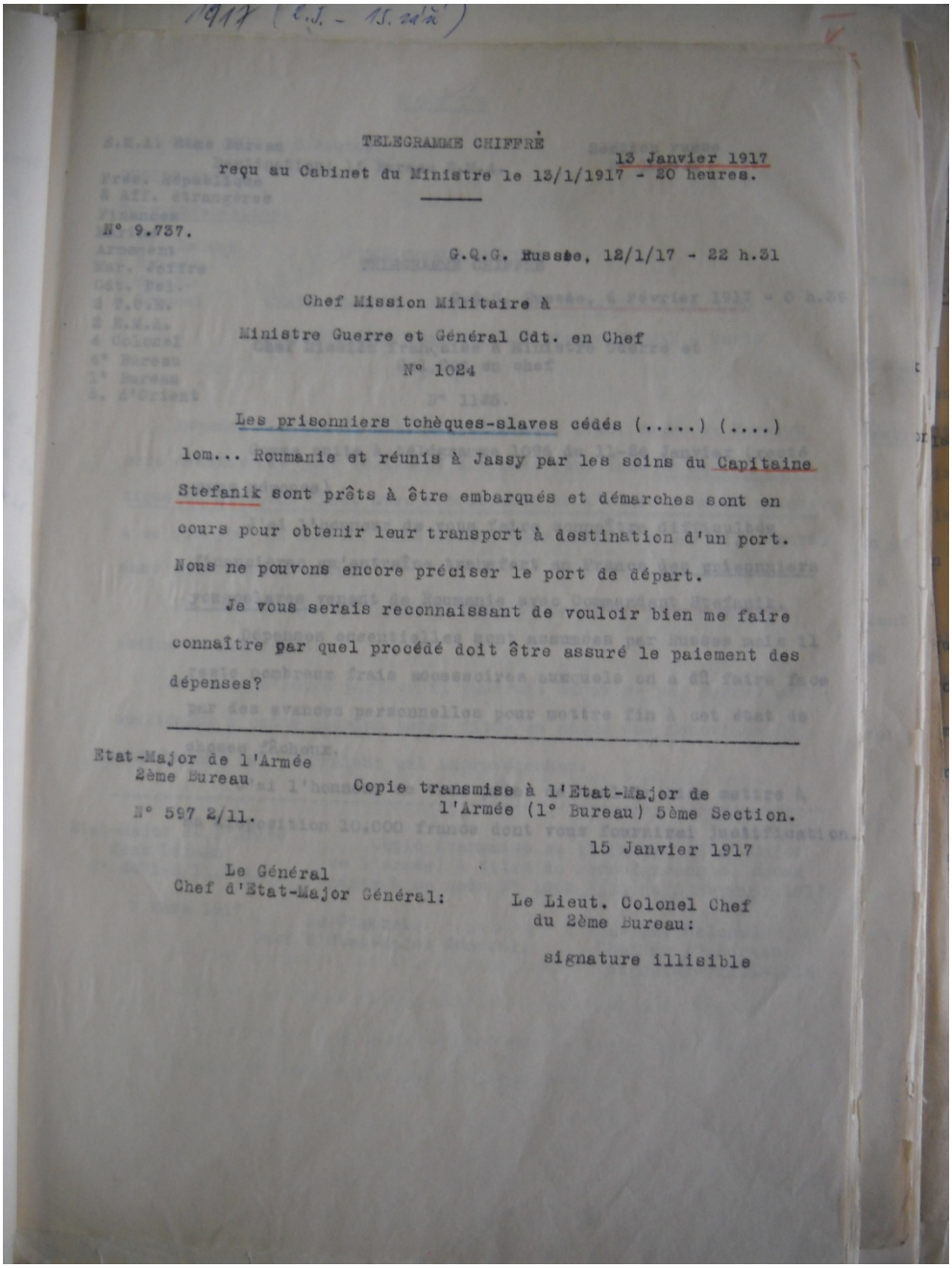
N° 296.- du roi à leur envoi qui pourrait être fait comme émigrants par Vladivostock et l'Egypte où mesures de convoyage devraient être prises. Ce contingent peut être utilisé partie dans usines, partie dans l'armée. Il y a intérêt à ce que solution soit prise immédiatement après autorisation de transport du gouvernement russe dont principes paraissent déjà admis. Fin.

Pour traduction:
signature illisible

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 784-959

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 68



1917 (č.j. - 15. září)

TELEGRAMME CHIFFRÉ

13 Janvier 1917

reçu au Cabinet du Ministre le 13/1/1917 - 20 heures.

N° 9.737.

G.Q.G. Russie, 12/1/17 - 22 h.31

Chef Mission Militaire à

Ministre Guerre et Général Cdt. en Chef

N° 1024

Les prisonniers tchèques-slaves cédés (.....) (....) lom... Roumanie et réunis à Jassy par les soins du Capitaine Stefanik sont prêts à être embarqués et démarches sont en cours pour obtenir leur transport à destination d'un port. Nous ne pouvons encore préciser le port de départ.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire connaître par quel procédé doit être assuré le paiement des dépenses?

Etat-Major de l'Armée
2ème Bureau

N° 597 2/11.

Copie transmise à l'Etat-Major de l'Armée (1° Bureau) 5ème Section.

15 Janvier 1917

Le Général
Chef d'Etat-Major Général:

Le Lieut. Colonel Chef
du 2ème Bureau:

signature illisible

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 784-959

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 69

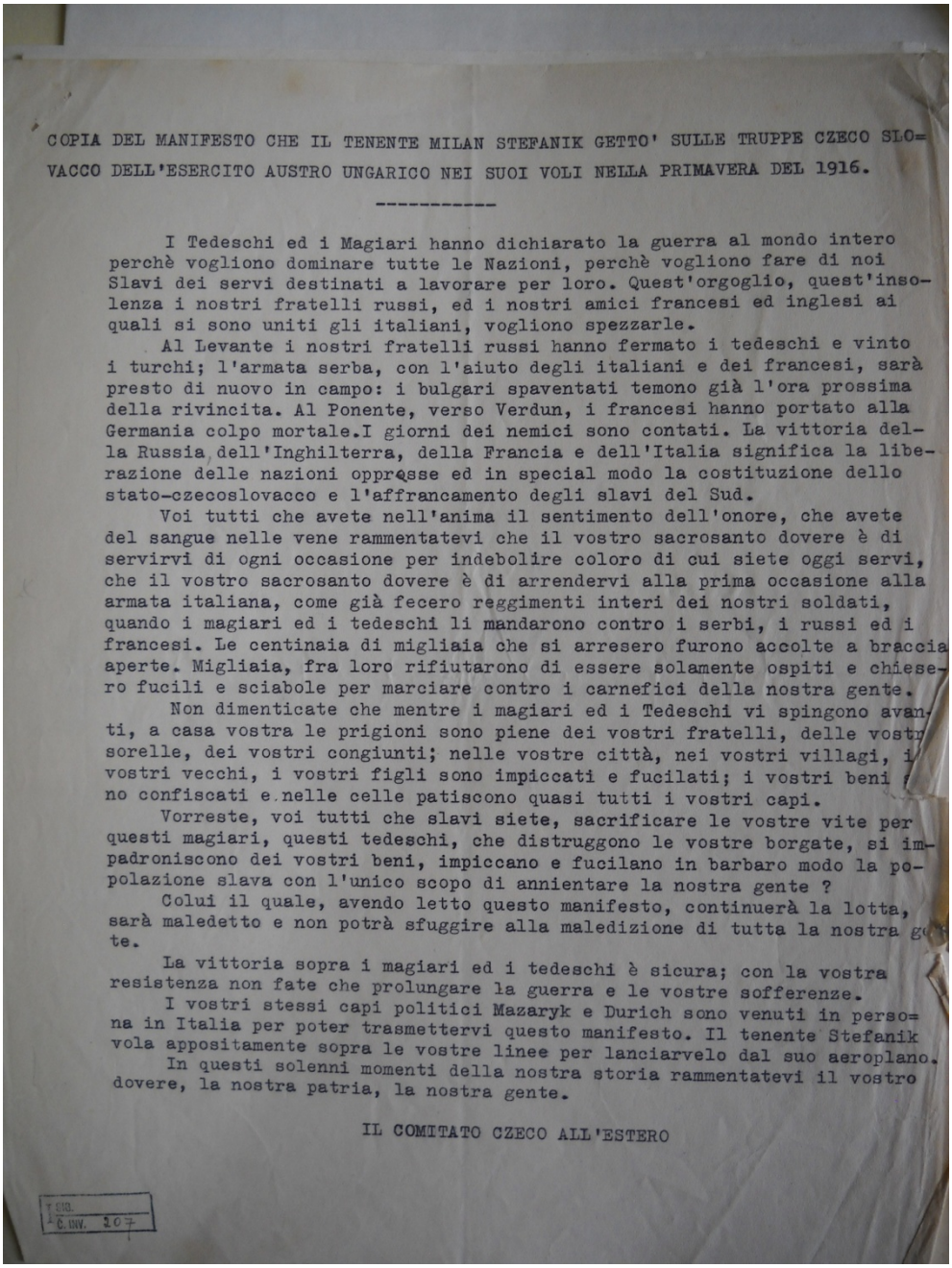
REMISE DU DRAPEAU À DARNEY



Photo prise au musée de la Tchécoslovaquie à Darney (88) avec l'autorisation du directeur, M. Poirot

Annexe Nr. 70

TRACT JETÉ PAR AVION SUR LES COMBATTANTS AUSTRO-HONGROIS



COPIA DEL MANIFESTO CHE IL TENENTE MILAN STEFANIK GETTO' SULLE TRUPPE CZECO SLO=
VACCO DELL'ESERCITO AUSTRO UNGARICO NEI SUOI VOLI NELLA PRIMAVERA DEL 1916.

I Tedeschi ed i Magiari hanno dichiarato la guerra al mondo intero perchè vogliono dominare tutte le Nazioni, perchè vogliono fare di noi Slavi dei servi destinati a lavorare per loro. Quest'orgoglio, quest'insolenza i nostri fratelli russi, ed i nostri amici francesi ed inglesi ai quali si sono uniti gli italiani, vogliono spezzarle.

Al Levante i nostri fratelli russi hanno fermato i tedeschi e vinto i turchi; l'armata serba, con l'aiuto degli italiani e dei francesi, sarà presto di nuovo in campo: i bulgari spaventati temono già l'ora prossima della rivincita. Al Ponente, verso Verdun, i francesi hanno portato alla Germania colpo mortale.I giorni dei nemici sono contati. La vittoria della Russia, dell'Inghilterra, della Francia e dell'Italia significa la liberazione delle nazioni oppresse ed in special modo la costituzione dello stato-czecoslovacco e l'affrancamento degli slavi del Sud.

Voi tutti che avete nell'anima il sentimento dell'onore, che avete del sangue nelle vene rammentatevi che il vostro sacrosanto dovere è di servirvi di ogni occasione per indebolire coloro di cui siete oggi servi, che il vostro sacrosanto dovere è di arrendervi alla prima occasione alla armata italiana, come già fecero reggimenti interi dei nostri soldati, quando i magiari ed i tedeschi li mandarono contro i serbi, i russi ed i francesi. Le centinaia di migliaia che si arresero furono accolte a braccia aperte. Migliaia, fra loro rifiutarono di essere solamente ospiti e chiesero fucili e sciabole per marciare contro i carnefici della nostra gente.

Non dimenticate che mentre i magiari ed i Tedeschi vi spingono avanti, a casa vostra le prigioni sono piene dei vostri fratelli, delle vostre sorelle, dei vostri congiunti; nelle vostre città, nei vostri villagi, i vostri vecchi, i vostri figli sono impiccati e fucilati; i vostri beni sono confiscati e nelle celle patiscono quasi tutti i vostri capi.

Vorreste, voi tutti che slavi siete, sacrificare le vostre vite per questi magiari, questi tedeschi, che distruggono le vostre borgate, si impadroniscono dei vostri beni, impiccano e fucilano in barbaro modo la popolazione slava con l'unico scopo di annientare la nostra gente ?

Colui il quale, avendo letto questo manifesto, continuerà la lotta, sarà maledetto e non potrà sfuggire alla maledizione di tutta la nostra gente.

La vittoria sopra i magiari ed i tedeschi è sicura; con la vostra resistenza non fate che prolungare la guerra e le vostre sofferenze.

I vostri stessi capi politici Mazaryk e Durich sono venuti in persona in Italia per poter trasmettervi questo manifesto. Il tenente Stefanik vola appositamente sopra le vostre linee per lanciarvelo dal suo aeroplano.

In questi solenni momenti della nostra storia rammentatevi il vostro dovere, la nostra patria, la nostra gente.

IL COMITATO CZECO ALL'ESTERO

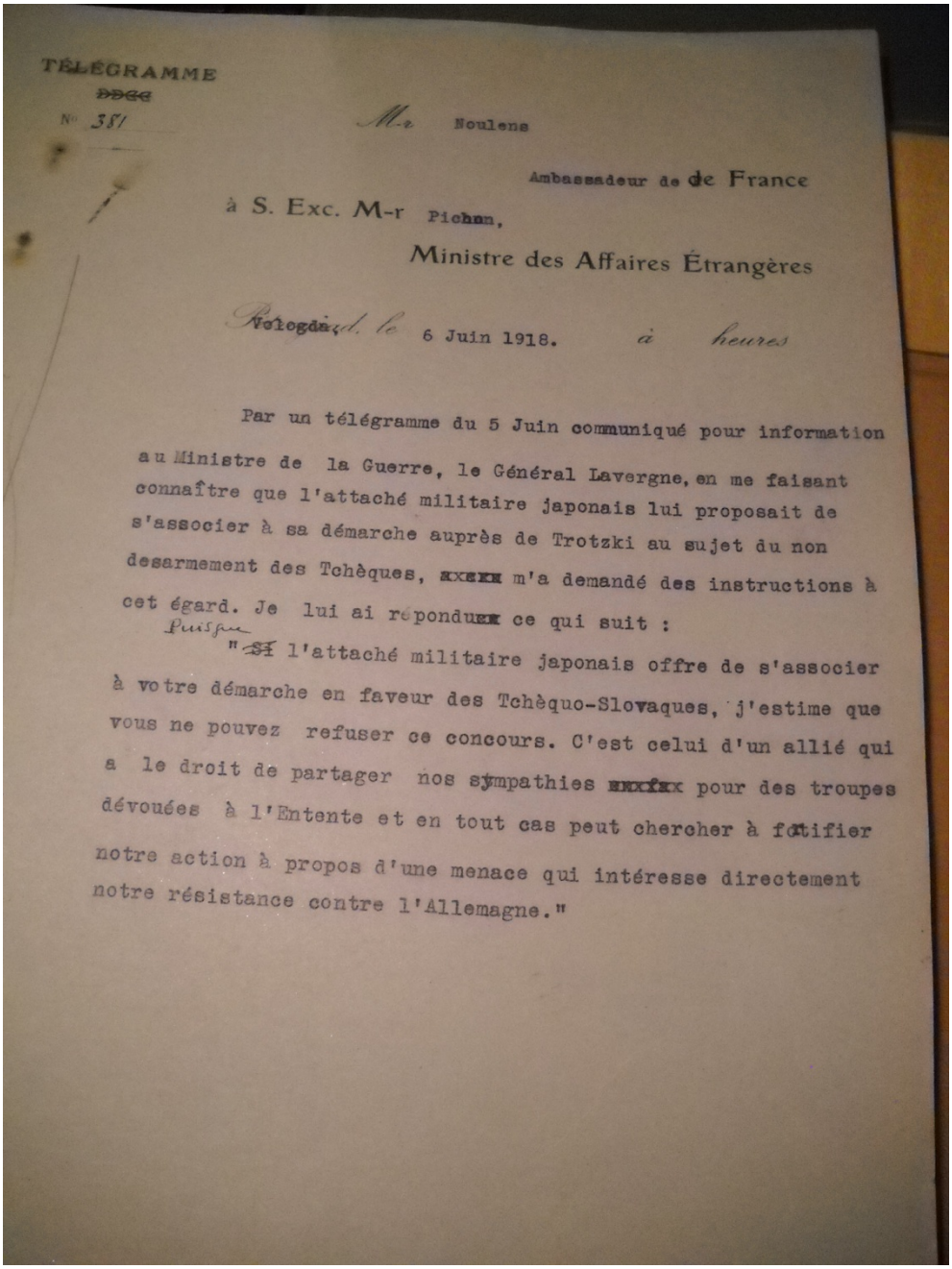
I. sig. č. inv. 207

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský historiký archív, CSNR Stefanik, i.č. 735-738

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 71

NON-DÉSARMEMENT DES TCHÈQUES



TÉLÉGRAMME

~~DDCC~~

N° 381

M-r Noulens

Ambassadeur de de France

à S. Exc. M-r Pichon,

Ministre des Affaires Étrangères

Vologda, le 6 Juin 1918. à heures

Par un télégramme du 5 Juin communiqué pour information au Ministre de la Guerre, le Général Lavergne, en me faisant connaître que l'attaché militaire japonais lui proposait de s'associer à sa démarche auprès de Trotzki au sujet du non desarmement des Tchèques, m'a demandé des instructions à cet égard. Je lui ai répondu ce qui suit :

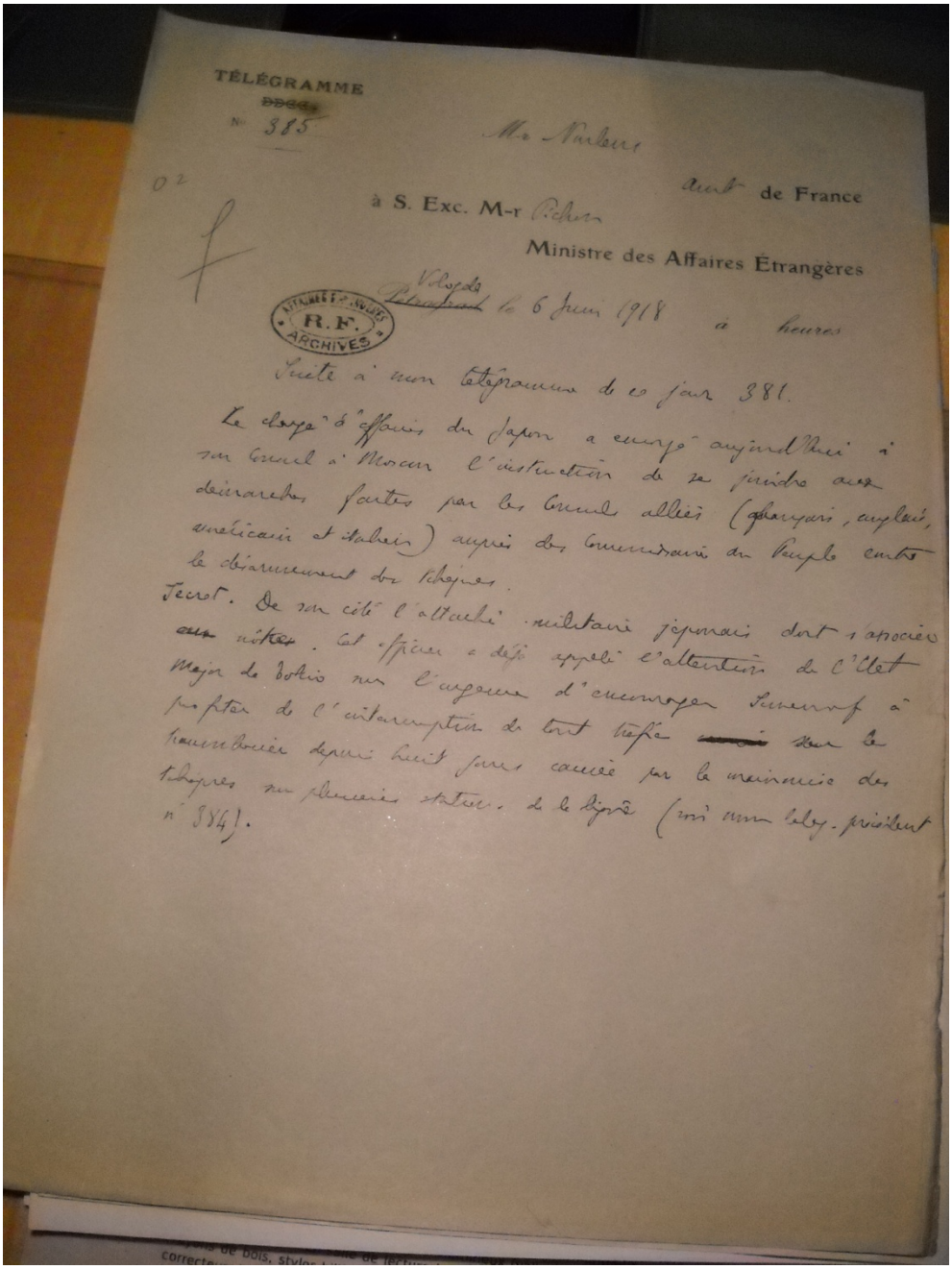
"Puisque l'attaché militaire japonais offre de s'associer à votre démarche en faveur des Tchèquo-Slovaques, j'estime que vous ne pouvez refuser ce concours. C'est celui d'un allié qui a le droit de partager nos sympathies pour des troupes dévouées à l'Entente et en tout cas peut chercher à fortifier notre action à propos d'une menace qui intéresse directement notre résistance contre l'Allemagne."

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok Dossier 736 PO/1 1894-1924

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 72

NON-DÉSARMEMENT DES TCHÈQUES



TÉLÉGRAMME
~~DDCC~~
N° 385

Mr Nurlens

02

Amt de France

à S. Exc. M-r Pichon

Ministre des Affaires Étrangères

Vologda ~~Petrograd~~ le 6 Juin 1918 à heures

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

Suite à mon télégramme de ce jour 381.

Le chargé d'affaires du Japon a envoyé aujourd'hui à son Consul à Moscou l'instruction de se joindre aux démarches faites par les Consuls alliés (français, anglais, américain et italien) auprès des Commissaires du Peuple contre le désarmement des tchèques.

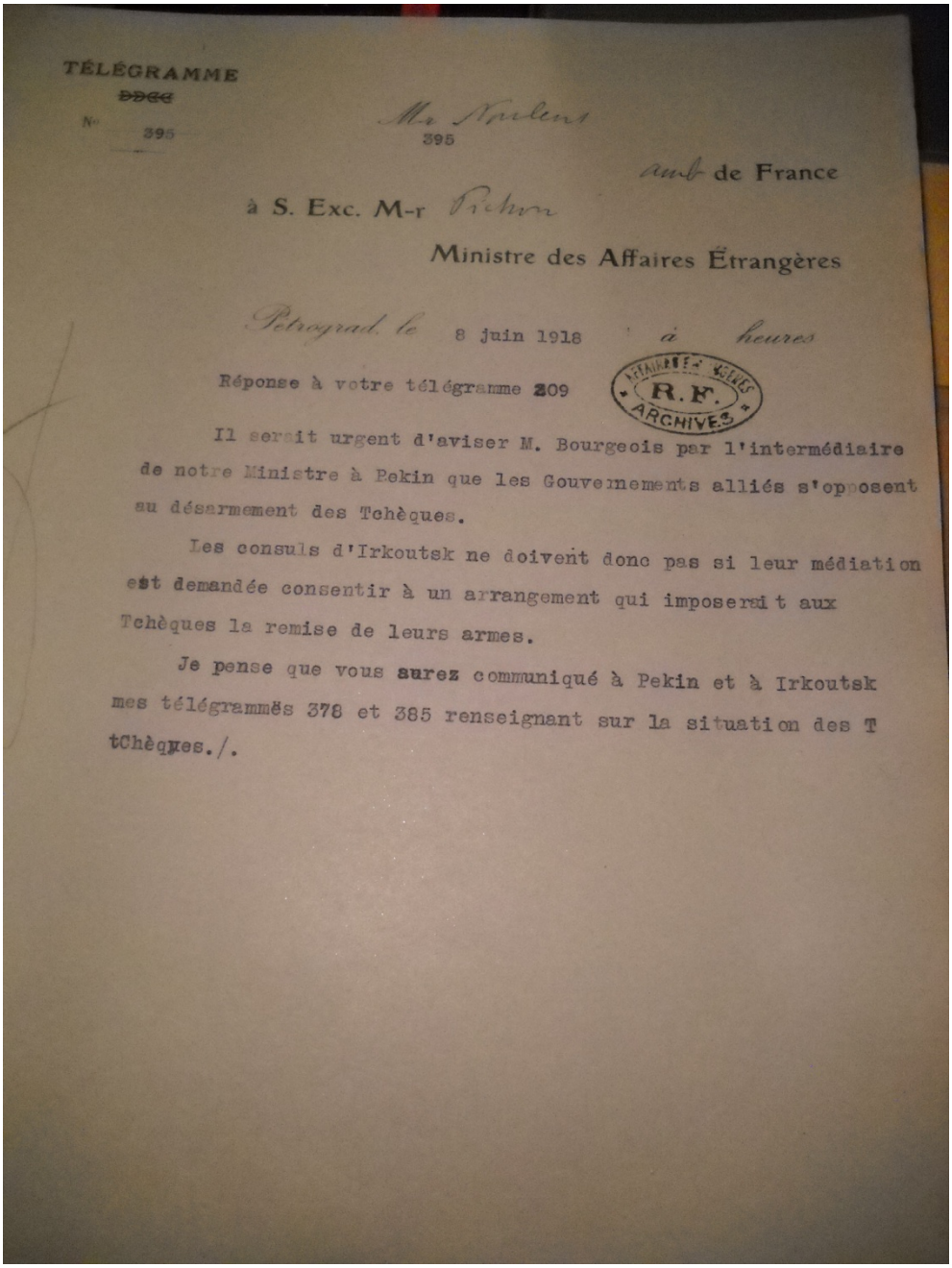
Secret. De son côté l'attaché militaire japonais dont s'associe ~~aux~~ nôtres. Cet officier a déjà appelé l'attention de l'Etat Major de Tokio sur l'urgence d'encourager Semenof à profiter de l'interruption de tout trafic ~~[illegible]~~ sur le transsibérien depuis huit jours causée par la mainmise des tchèques sur plusieurs stations de la ligne (voir mon télég. précédent n° 384).

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok Dossier 736 PO/1 1894-1924

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 72a

NON-DÉSARMEMENT DES TCHÈQUES



TÉLÉGRAMME

N° 395

Mr Noulens
395

Amb de France

à S. Exc. M-r Pichon

Ministre des Affaires Étrangères

Petrograd le 8 juin 1918 à heures

Réponse à votre télégramme 309

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

Il serait urgent d'aviser M. Bourgeois par l'intermédiaire de notre Ministre à Pekin que les Gouvernements alliés s'opposent au désarmement des Tchèques.

Les consuls d'Irkoutsk ne doivent donc pas si leur médiation est demandée consentir à un arrangement qui imposerait aux Tchèques la remise de leurs armes.

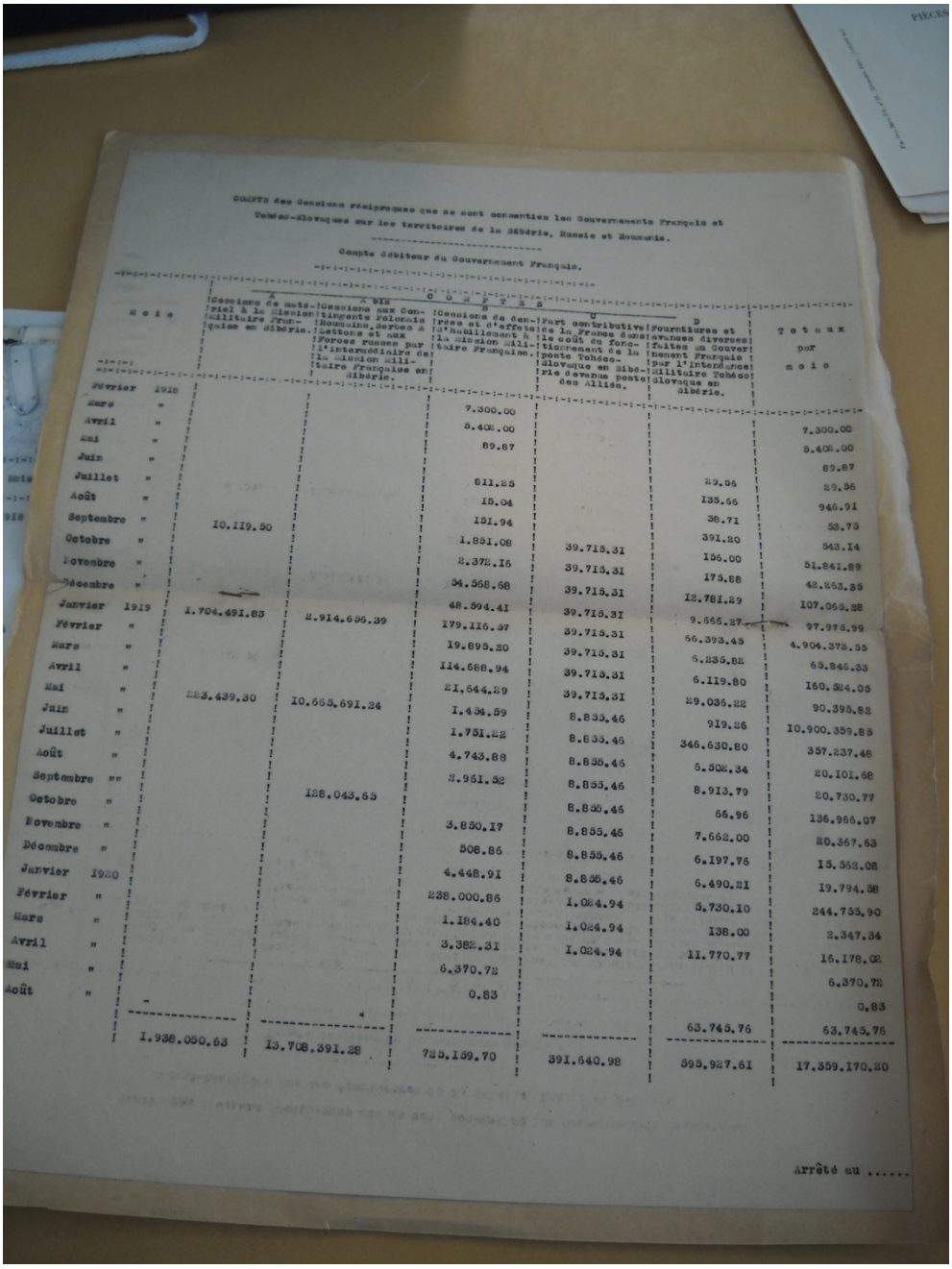
Je pense que vous aurez communiqué à Pekin et à Irkoutsk mes télégrammes 378 et 385 renseignant sur la situation des T tChèques./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice-Consulat de France à Vladivostok Dossier 736 PO/1 1894-1924

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 72b

DETTES DE GUERRE DE LA TCHECO-SLOVAQUIE



COMPTE des Cessions réciproques que se sont consenties les Gouvernements Français et Tchéco-Slovaques sur les territoires de la Sibérie, Russie et Roumanie.

Compte débiteur du Gouvernement Français.

Mois	A Cessions de matériel à la Mission Militaire Française en Sibérie.	A bis Cessions aux Contingents Polonais Roumains, Serbes à Lettons et aux Forces Russes par l'intermédiaire de la Mission Militaire Française en Sibérie.	B Cessions de dénrées et d'effets d'habillement à la Mission Militaire Française.	C Part contributive de la France dans le coût du fonctionnement de la Ponte Tchéco-Slovaque en Sibérie devenue ponte des Alliés.	D Fournitures et avances diverses faites au Gouvernement Français par l'intendance Militaire Tchéco-Slovaque en Sibérie.	Totaux par mois
Février 1918			7.300.00			7.300.00
Mars "			5.408.00			5.408.00
Avril "			89.87			89.87
Mai "					29.86	29.86
Juin "			611.25		135.66	946.91
Juillet "			15.04		36.71	53.75
Août "			151.94		391.20	543.14
Septembre "	10.119.80		1.881.08	39.715.31	156.00	51.841.89
Octobre "			2.372.16	39.715.31	175.88	42.263.35
Novembre "			54.568.68	39.715.31	13.781.29	107.066.28
Décembre "			48.594.41	39.715.31	9.566.27	97.976.99
Janvier 1919	1.704.491.83	2.914.666.39	179.116.37	39.715.31	66.393.45	4.904.373.35
Février "			19.895.20	39.715.31	6.235.82	65.846.33
Mars "			114.688.94	39.715.31	6.119.80	160.324.05
Avril "			21.644.29	39.715.31	29.036.22	90.395.82
Mai "	223.439.30	10.666.691.24	1.434.59	8.855.46	919.26	10.900.359.85
Juin "			1.751.22	8.855.46	346.630.80	357.237.48
Juillet "			4.743.88	8.855.46	5.502.34	20.101.68
Août "			2.951.52	8.855.46	8.913.79	20.730.77
Septembre "		128.043.65		8.855.46	66.96	136.966.07
Octobre "			3.850.17	8.855.46	7.662.00	20.367.63
Novembre "			508.86	8.855.46	6.197.76	15.562.08
Décembre "			4.448.91	8.855.46	6.490.21	19.794.58
Janvier 1920			238.000.86	1.024.94	5.730.10	244.755.90
Février "			1.186.40	1.024.94	138.00	2.347.34
Mars "			3.382.31	1.024.94	11.770.77	16.178.02
Avril "			6.370.72			6.370.72
Mai "			0.83			0.83
Août "	-	-			63.745.76	63.745.76
	1.938.050.63	13.708.391.28	725.189.70	391.640.98	595.927.61	17.359.170.20

Arrêté au .....

Source : Archives du ministère des Finances, Règlement Franco-Tchéco-Slovaque B69 165/2 Tchécoslovaquie – Relations avec la France – Dettes de guerre 1918-1929

(Avec l'accord du Service des Archives économiques et financières – Bureau Documentation et Archives (SEP2D))

Annexe Nr. 73

OR DE KOLTCHAK



Vollversammlung die Weltorganisation um Hilfe im Kaschmir-Streit

dazu auch noch in der UN ein Forum findet, wo man aufs heftigste deswegen angegriffen wird.

Fracht am Parkplatz unterhalb der Propyläen aus, versammeln die Führer andächtig lauschende Gruppen

So kam der Zarenschatz nach Prag

Tschechische Legionäre nahmen 1920 das russische Gold mit nach Hause

Von unserem Redaktionsmitglied Wolfgang Oberleitner

1965

WIEN. Ein großes Rätsel, das durch viereinhalb Jahrzehnte ungelöst geblieben war, nämlich jenes des Schicksals des Goldschatzes des russischen Zarenreiches, ist jetzt enthüllt worden. Im Zentralorgan der tschechoslowakischen KP, „Rude Pravo", hat dieser Tage Vlastimil Vavra zugegeben, daß wenigstens ein Teil dieses riesigen Schatzes im Sommer 1918 in Sibirien den tschechischen Legionen in die Hände gefallen ist und später über Wladiwostok und Triest nach Prag gebracht wurde, wo er das Stammkapital der damals gegründeten „Legiobank" bildete.

Die tschechischen Legionen wurden inmitten des ersten Weltkrieges in Rußland, Frankreich und Italien aus Überläufern und Kriegsgefangenen des österreichisch-ungarischen Heeres gebildet, mit der Absicht, diese an den Fronten gegen ihre ehemaligen Kameraden einzusetzen. Dazu ist es freilich kaum gekommen, doch in Rußland, wo die tschechischen Legionen immerhin fast 50.000 Mann zählten, wurden sie während des Bürgerkriegs zu einer entscheidenden Macht, die zeitweise sogar die sibirische Eisenbahn, die einzige nach Wladiwostok führende Bahnlinie, und die meisten Städte kontrollierte, in die Kämpfe zwischen den Bolschewiki und den Weißgardisten aber nur gelegentlich eingriff.

Im Sommer 1918, als die verbündeten Deutschen, Österreicher und Türken bereits in der Ukraine und im Kaukasus standen, unternahmen die Westmächte den Versuch zur Bildung einer „zweiten Front" in Asien, da ja nach dem Zusammenbruch des Zarenreiches mit den Russen nicht mehr zu rechnen war. Bis zum Herannahen britischer und japanischer Verstärkungen sollten die tschechischen Legionen einen eventuellen Vormarsch der Deutschen nach Sibirien aufhalten. Dazu kam es freilich nach der Entente-Offensive im Westen nicht mehr, doch die Besetzung der sibirischen Städte brachte die Tschechen in Konflikt mit den Rotarmisten, welche die Bevölkerung gegen die Legionäre aufwiegelte und diese schließlich zwang, sich über Wladiwostok zurückzuziehen.

Schon in den zwanziger Jahren war der kaiserlich-russische Generalleutnant Sakharow, der als Emigrant in Berlin lebte, als Ankläger gegen die Tschechen aufgetreten, die er beschuldigte, im verbündeten Rußland wie Feinde gehaust und das Land ausgeraubt zu haben. Der General, der in Sibirien Augenzeuge der Ereignisse gewesen war, schrieb, die Legionäre hätten seltene Metalle, Rohstoffe, Maschinen und sogar Zuchtpferde sowie die Universitätsausrüstung von Perm auf 20.000 Eisenbahnwaggons verladen und dann in Wladiwostok eingeschifft. Allein der abtransportierte Gummi habe einen Wert von 40 Millionen Rubel gehabt. Doch die größte Beute machten die Tschechen in Kasan, wo ihnen der russische Staatsschatz im Wert von 650 Millionen Goldrubel in die Hände fiel.

Die Prager Regierung hat damals die Anschuldigungen Sakharows dementiert, doch nach dem zweiten Weltkrieg, als die kommunistischen Machthaber in Prag die Archive öffneten, erwies sich die Richtigkeit der Aussagen des russischen Generals. In einem vor einem Jahrzehnt erschienen Buch über die „Rolle der Tschechen im revolutionären Rußland" schrieb Jindrich Vesely, die Legionäre hätten den russischen Schatz zwar am 1. März 1920 in Irkutsk den Sowjets übergeben — „aber es war nur ein kleiner Teil dessen, was sie in Kasan an sich nahmen, wobei sie sich darauf ausredeten, der russische Reichsverweser, Admiral Koltschak, habe den größten Teil des Staatsschatzes verwirtschaftet. Es scheint jedoch das Gegenteil wahr zu sein — nämlich, daß ein bedeutender Teil dieses Geldes die wirtschaftliche Grundlage für die später unglaublich großzügig aufgebaute Legiobank in Prag gewesen ist".

Diese Version wurde jetzt auch im „Rude Pravo" bestätigt. Vavra schreibt, daß 1920 im Hafen von Triest das amerikanische Schiff „Sheridan" eintraf, aus dem 750 Kisten mit Pretiosen entladen wurden. Der größte Teil davon wurde mit einem eigens zusammengestellten Sanitätszug über Österreich nach Prag gebracht, in dem unter den Betten der, den Italienern als „wahnsinnig" deklarierten Legionäre, auch jene 13 Kisten Goldes verborgen waren, welche die Russen bei der Übernahme des Staatsschatzes in Irkutsk vermißten. Wahrscheinlich jedoch war dies nur ein Teil der von den Legionären in Rußland gemachten Beute. Hat man doch jetzt in den Prager Archiven festgestellt, daß die Aufkäufer der Legionen 1919 in Wladiwostok unter anderem 400 t elektrolytisches Kupfer tief unter dem Marktpreis und 170.000 Pud Baumwolle kauften, was ihnen mehr als 100 Millionen Rubel Reingewinn einbrachte.

Freitag, 24. September 1965 Die Presse

Source : Die Presse, 24 septembre 1965, article rédigé par Wolfgang Oberleitner
(Avec l'autorisation de la Rédaction du Journal : « Genehmigung zur Übernahme des Artikels »

Annexe Nr. 74

Sujet : Ihre Anfrage zu den Schiffen Ixion, Dollar MS und Protèsilas

Le 22/05/2013 09:16, Weyer, Frank a écrit :

Sehr geehrte Frau Snider-G.,

die kursorische Durchsicht unserer einschlägigen Bestände nach Informationen über die von Ihnen angegebenen

Schiffe hat hier zu keinem Ergebnis geführt.

Allerdings wird in der hiesigen Tagespresse vom 20. Juli 1920 über die Ankunft des Dampfers Czaritza der Cunard-Linie mit tschechoslowakischen Truppen an Bord berichtet. (Das Schiff übernahm die Soldaten von dem Dampfer Mount Vernon, der wegen Maschinenschadens Norfolk anlaufen musste). *La presse locale du 20 juillet1920 mentionne l'arrivée du paquebot Czaritza de la Cunard avec à bord des troupes tchécoslovaques (le bateau a embarqué ces soldats qui étaient à bord du Mount Vernon bloqué à Norfolk pour panne de machine)*

Die Czaritza hatte 2050 Soldaten, darunter 145 Offiziere, Weizen und Asbest sowie 4 Bären, die zur Truppe gehörten, an Bord. *(Le Czaritza avait à bord 2050 soldats dont 145 officiers, du blé et de l'amiante ainsi que 4 ours qui appartenaient à la troupe)*

Des Weiteren wird berichtet, dass am 27. des Monats der Dampfer Belgique mit 2800 Mann an Bord hier eintreffen soll. *(En outré, il est dit que le 27 de ce mois, le bateau Belgique, avec 2800 hommes à bord doit arriver dans ce port)*

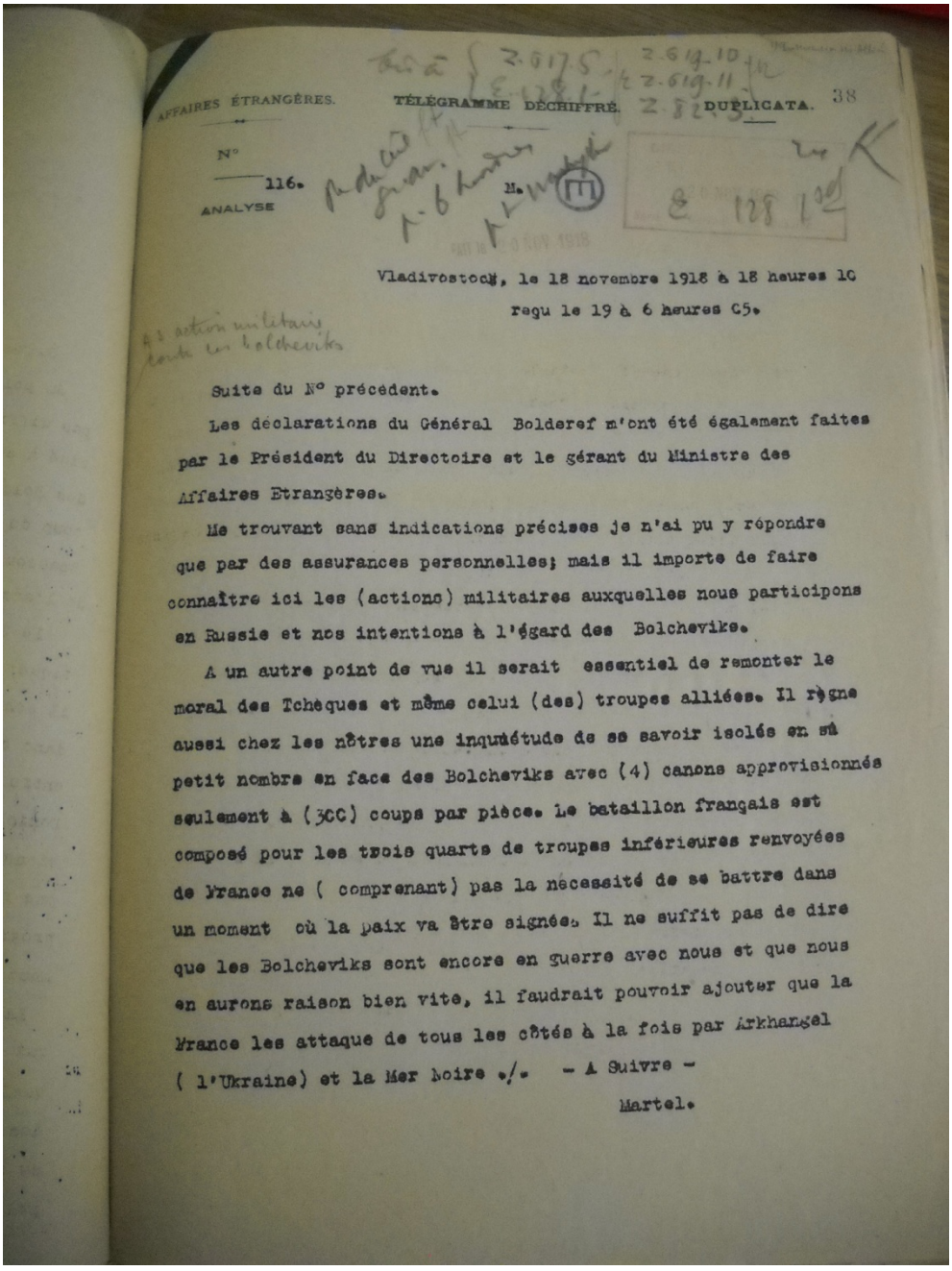
Ausnahmsweise wird in diesem Fall auf die Erhebung von Gebühren nach der Verwaltungsgebührensatzung der Stadt Cuxhaven verzichtet.

Mit freundlichen Grüßen
Im Auftrage
Frank Weyer

Stadtarchiv Cuxhaven
Fachbereich 8.3
Altenwalder Chaussee 2
27474 Cuxhaven

(Avec l'accord des Archives de Cuxhaven)

Annexe Nr. 75



AFFAIRES ÉTRANGÈRES. TÉLÉGRAMME DÉCHIFFRÉ. DUPLICATA. 38

N° 116. ANALYSE

M.

Vladivostock, le 18 novembre 1918 à 18 heures 10
reçu le 19 à 6 heures 05.

Suite du N° précédent.

Les déclarations du Général Bolderef m'ont été également faites par le Président du Directoire et le gérant du Ministre des Affaires Etrangères.

Me trouvant sans indications précises je n'ai pu y répondre que par des assurances personnelles; mais il importe de faire connaître ici les (actions) militaires auxquelles nous participons en Russie et nos intentions à l'égard des Bolcheviks.

A un autre point de vue il serait essentiel de remonter le moral des Tchèques et même celui (des) troupes alliées. Il règne aussi chez les nôtres une inquiétude de se savoir isolés en si petit nombre en face des Bolcheviks avec (4) canons approvisionnés seulement à (300) coups par pièce. Le bataillon français est composé pour les trois quarts de troupes inférieures renvoyées de France ne (comprenant) pas la nécessité de se battre dans un moment où la paix va être signée. Il ne suffit pas de dire que les Bolcheviks sont encore en guerre avec nous et que nous en aurons raison bien vite, il faudrait pouvoir ajouter que la France les attaque de tous les côtés à la fois par Arkhangel (l'Ukraine) et la Mer Noire ./. - A Suivre -

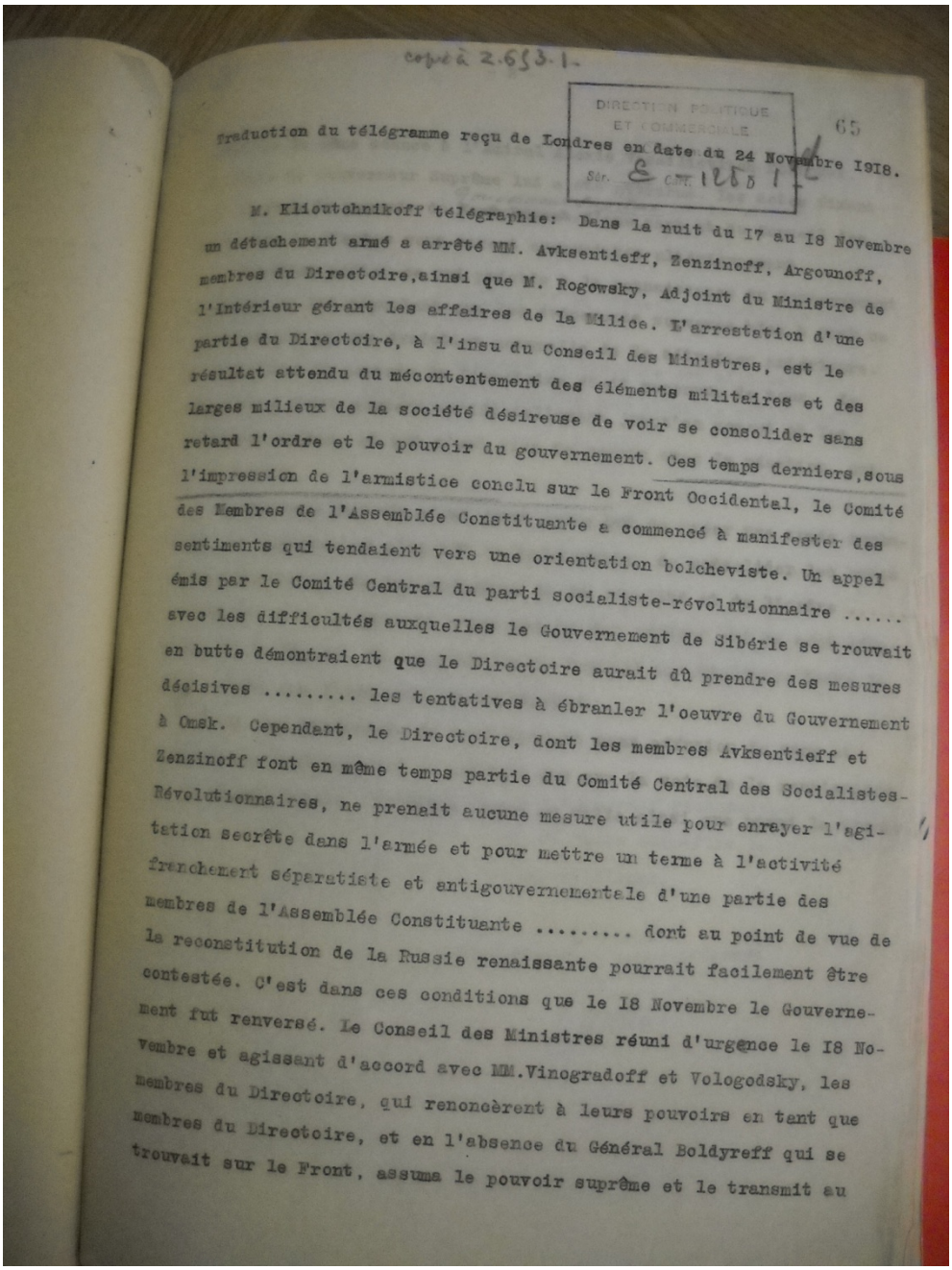
Martel.

Source : Archives de La Courneuve, Dossier Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 76

18 NOVEMBRE 1918 À OMSK



copie à 2.653.1.

DIRECTION POLITIQUE ET COMMERCIALE
Sér. E Cart. 1285 1

65

Traduction du télégramme reçu de Londres en date du 24 Novembre 1918.

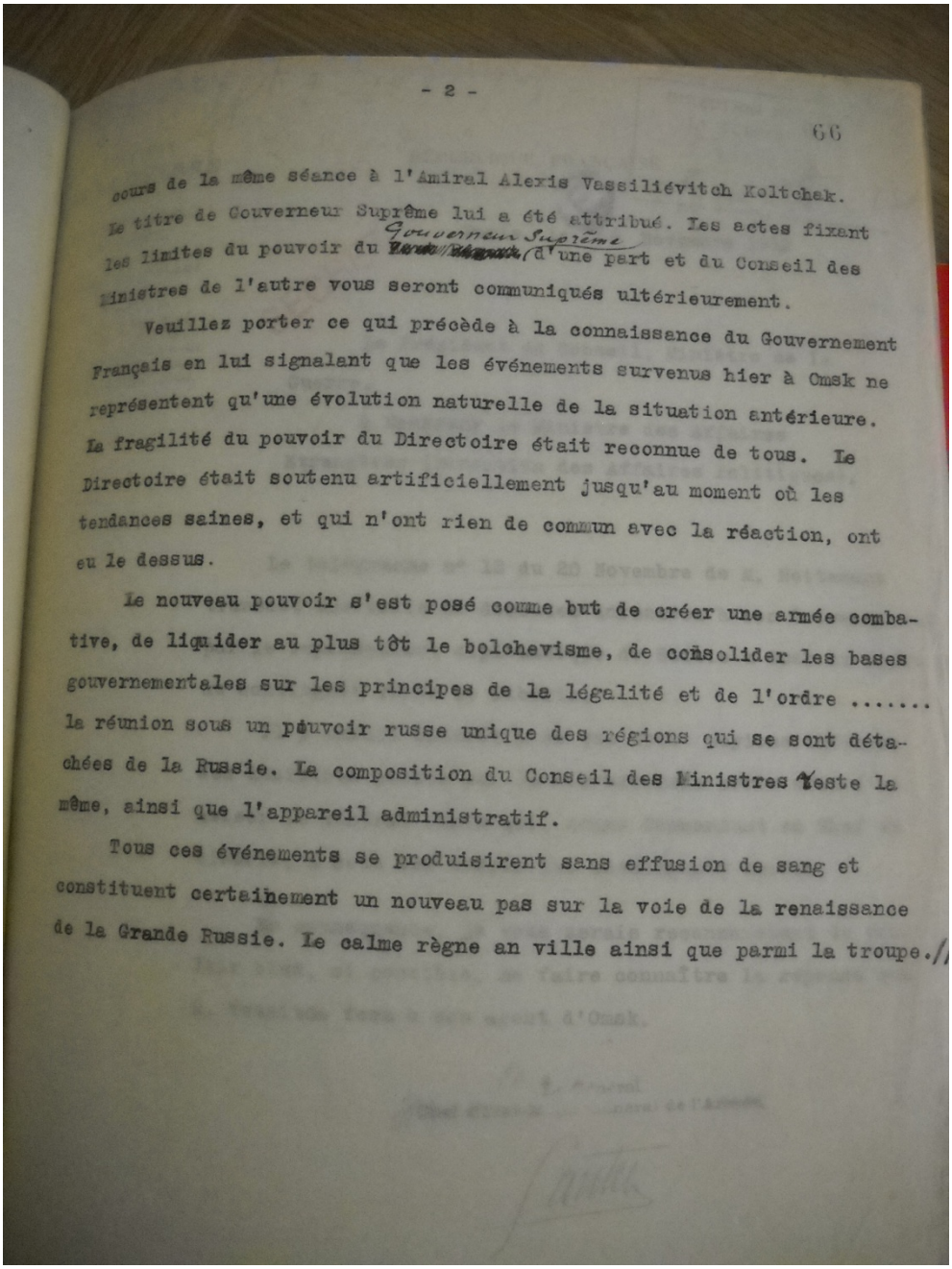
M. Klioutchnikoff télégraphie: Dans la nuit du 17 au 18 Novembre un détachement armé a arrêté MM. Avksentieff, Zenzinoff, Argounoff, membres du Directoire, ainsi que M. Rogowsky, Adjoint du Ministre de l'Intérieur gérant les affaires de la Milice. L'arrestation d'une partie du Directoire, à l'insu du Conseil des Ministres, est le résultat attendu du mécontentement des éléments militaires et des larges milieux de la société désireuse de voir se consolider sans retard l'ordre et le pouvoir du gouvernement. Ces temps derniers, sous l'impression de l'armistice conclu sur le Front Occidental, le Comité des Membres de l'Assemblée Constituante a commencé à manifester des sentiments qui tendaient vers une orientation bolcheviste. Un appel émis par le Comité Central du parti socialiste-révolutionnaire ..... avec les difficultés auxquelles le Gouvernement de Sibérie se trouvait en butte démontraient que le Directoire aurait dû prendre des mesures décisives ..... les tentatives à ébranler l'oeuvre du Gouvernement à Omsk. Cependant, le Directoire, dont les membres Avksentieff et Zenzinoff font en même temps partie du Comité Central des Socialistes-Révolutionnaires, ne prenait aucune mesure utile pour enrayer l'agitation secrète dans l'armée et pour mettre un terme à l'activité franchement séparatiste et antigouvernementale d'une partie des membres de l'Assemblée Constituante ..... dont au point de vue de la reconstitution de la Russie renaissante pourrait facilement être contestée. C'est dans ces conditions que le 18 Novembre le Gouvernement fut renversé. Le Conseil des Ministres réuni d'urgence le 18 Novembre et agissant d'accord avec MM. Vinogradoff et Vologodsky, les membres du Directoire, qui renoncèrent à leurs pouvoirs en tant que membres du Directoire, et en l'absence du Général Boldyreff qui se trouvait sur le Front, assuma le pouvoir suprême et le transmit au

Source : Archives de La Courneuve, Dossier Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 77

(suite)



- 2 -

66

cours de la même séance à l'Amiral Alexis Vassiliévitch Koltchak. Le titre de Gouverneur Suprême lui a été attribué. Les actes fixant les limites du pouvoir du Gouverneur Suprême d'une part et du Conseil des Ministres de l'autre vous seront communiqués ultérieurement.

Veuillez porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement Français en lui signalant que les événements survenus hier à Omsk ne représentent qu'une évolution naturelle de la situation antérieure. La fragilité du pouvoir du Directoire était reconnue de tous. Le Directoire était soutenu artificiellement jusqu'au moment où les tendances saines, et qui n'ont rien de commun avec la réaction, ont eu le dessus.

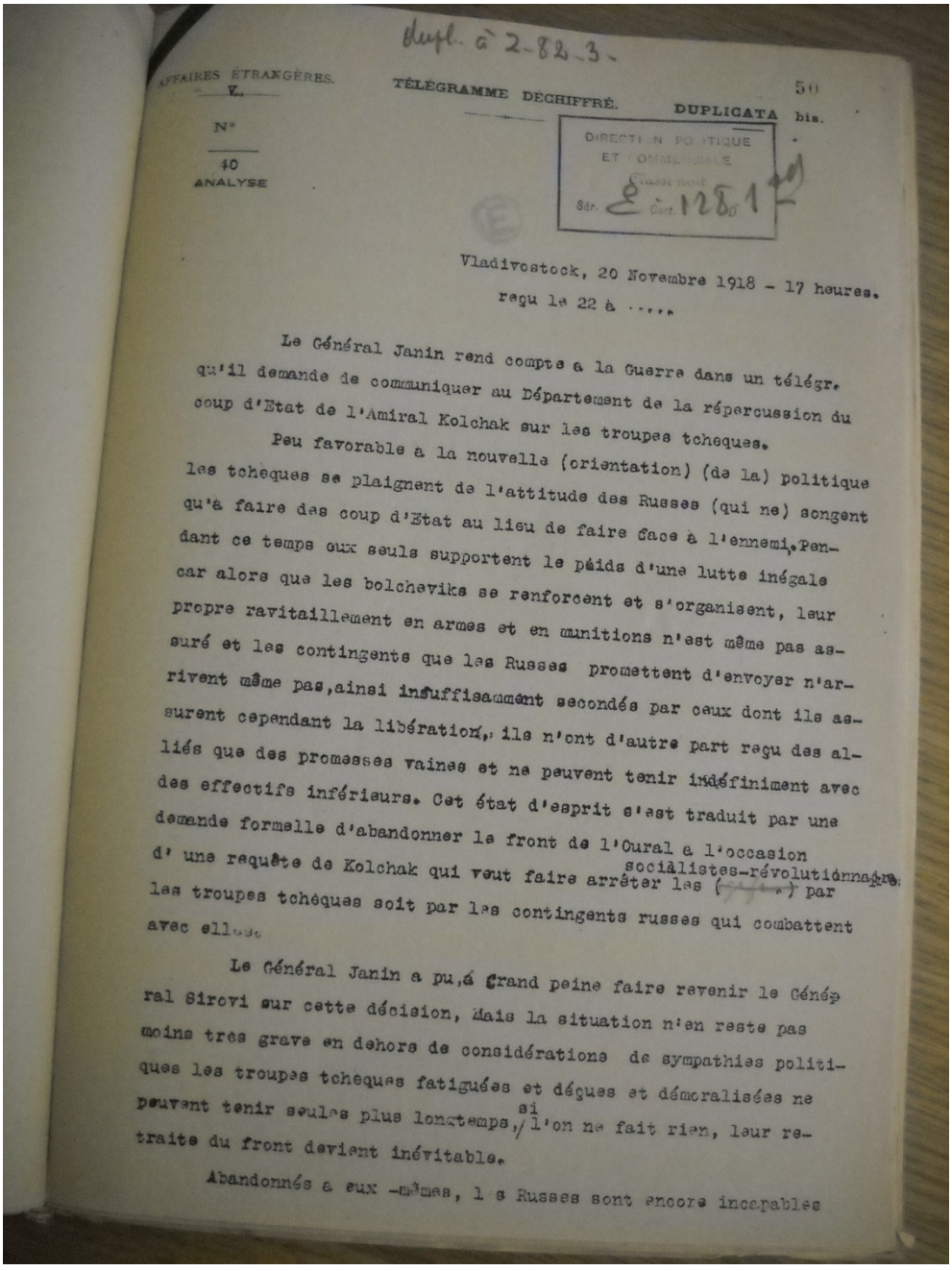
Le nouveau pouvoir s'est posé comme but de créer une armée combative, de liquider au plus tôt le bolchevisme, de consolider les bases gouvernementales sur les principes de la légalité et de l'ordre ..... la réunion sous un pouvoir russe unique des régions qui se sont détachées de la Russie. La composition du Conseil des Ministres reste la même, ainsi que l'appareil administratif.

Tous ces événements se produisirent sans effusion de sang et constituent certainement un nouveau pas sur la voie de la renaissance de la Grande Russie. Le calme règne en ville ainsi que parmi la troupe.//

Source : Archives de La Courneuve, Dossier Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 77a



Dupl. à 2-82-3-

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. V. N° 40 ANALYSE

TÉLÉGRAMME DÉCHIFFRÉ. DUPLICATA bis. 50

DIRECTION POLITIQUE ET COMMERCIALE Sér. E Cart. 1280 1

Vladivostock, 20 Novembre 1918 - 17 heures.
reçu le 22 à .....

Le Général Janin rend compte à la Guerre dans un télégr. qu'il demande de communiquer au Département de la répercussion du coup d'Etat de l'Amiral Kolchak sur les troupes tchèques.

Peu favorable à la nouvelle (orientation) (de la) politique les tchèques se plaignent de l'attitude des Russes (qui ne) songent qu'à faire des coup d'Etat au lieu de faire face à l'ennemi. Pendant ce temps eux seuls supportent le poids d'une lutte inégale car alors que les bolcheviks se renforcent et s'organisent, leur propre ravitaillement en armes et en munitions n'est même pas assuré et les contingents que les Russes promettent d'envoyer n'arrivent même pas, ainsi insuffisamment secondés par ceux dont ils assurent cependant la libération, ils n'ont d'autre part reçu des alliés que des promesses vaines et ne peuvent tenir indéfiniment avec des effectifs inférieurs. Cet état d'esprit s'est traduit par une demande formelle d'abandonner le front de l'Oural à l'occasion d'une requête de Kolchak qui veut faire arrêter les (socialistes-révolutionnaires) par les troupes tchèques soit par les contingents russes qui combattent avec elles.

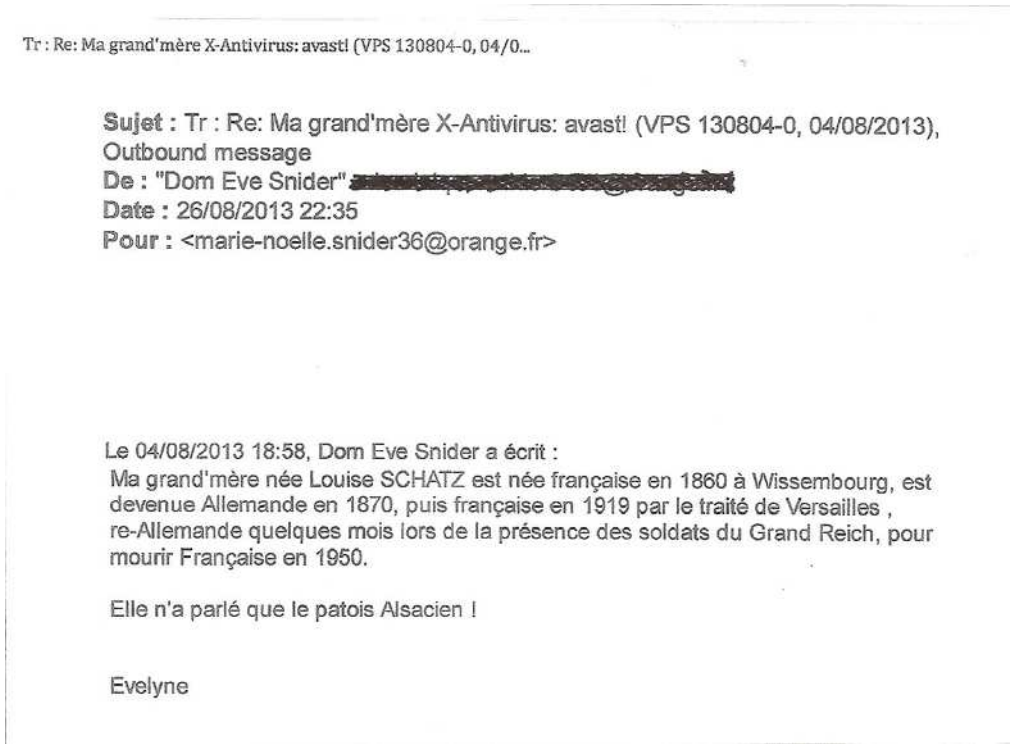
Le Général Janin a pu, à grand peine faire revenir le Général Sirovi sur cette décision, Mais la situation n'en reste pas moins très grave en dehors de considérations de sympathies politiques les troupes tchèques fatiguées et déçues et démoralisées ne peuvent tenir seules plus longtemps, si l'on ne fait rien, leur retraite du front devient inévitable.

Abandonnés à eux-mêmes, les Russes sont encore incapables

Source : Archives de La Courneuve, Dossier Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 78



Tr : Re: Ma grand'mère X-Antivirus: avast! (VPS 130804-0, 04/0...

Sujet : Tr : Re: Ma grand'mère X-Antivirus: avast! (VPS 130804-0, 04/08/2013), Outbound message
De : "Dom Eve Snider" [redacted]
Date : 26/08/2013 22:35
Pour : <marie-noelle.snider36@orange.fr>

Le 04/08/2013 18:58, Dom Eve Snider a écrit :
Ma grand'mère née Louise SCHATZ est née française en 1860 à Wissembourg, est devenue Allemande en 1870, puis française en 1919 par le traité de Versailles , re-Allemande quelques mois lors de la présence des soldats du Grand Reich, pour mourir Française en 1950.

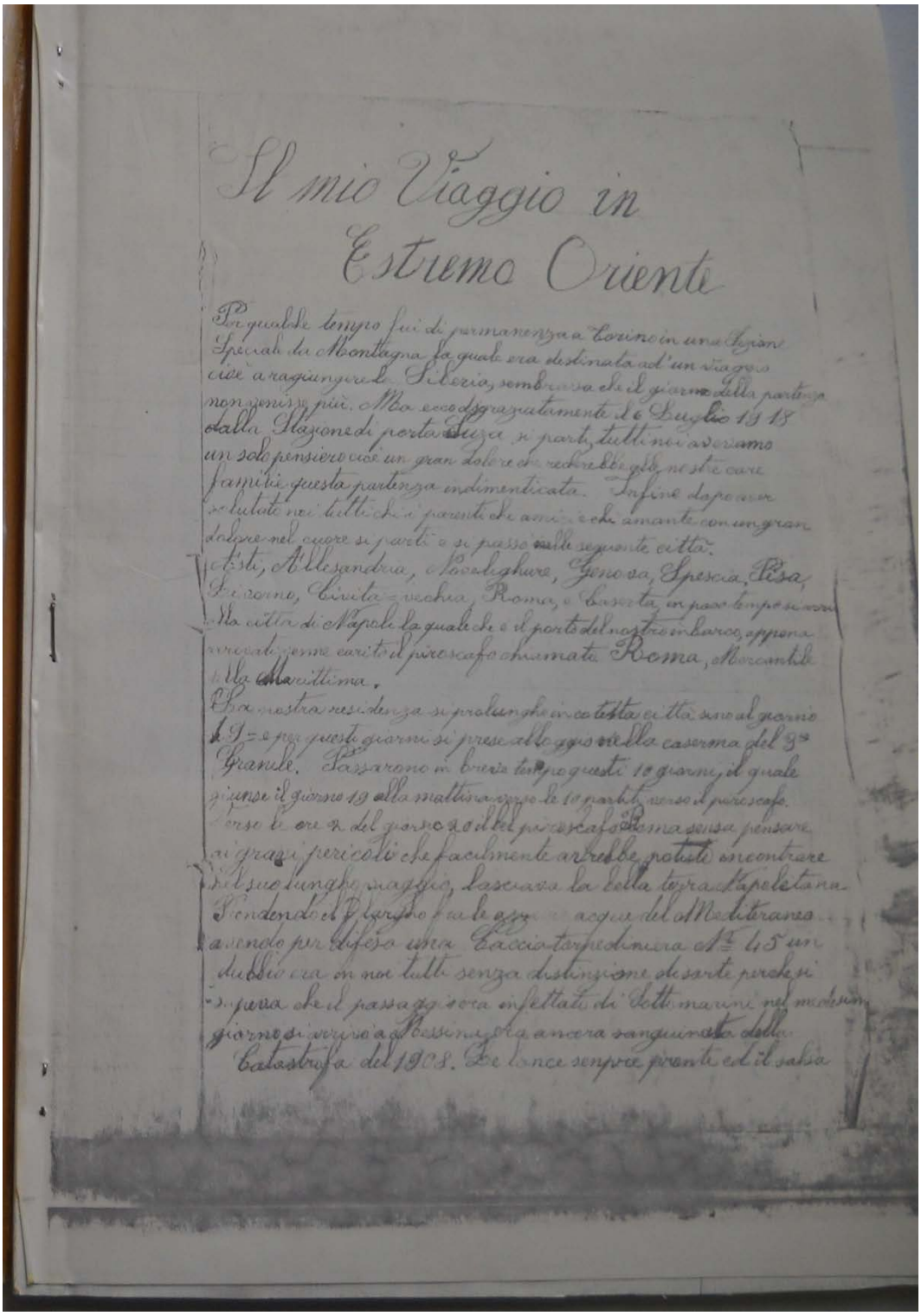
Elle n'a parlé que le patois Alsacien !

Evelyne

Source personnelle, diffusion accordée

Annexe Nr. 79

DIARIO DE DOMENICO PEIRONE, PARTI DE TURIN



Il mio Viaggio in
Estremo Oriente

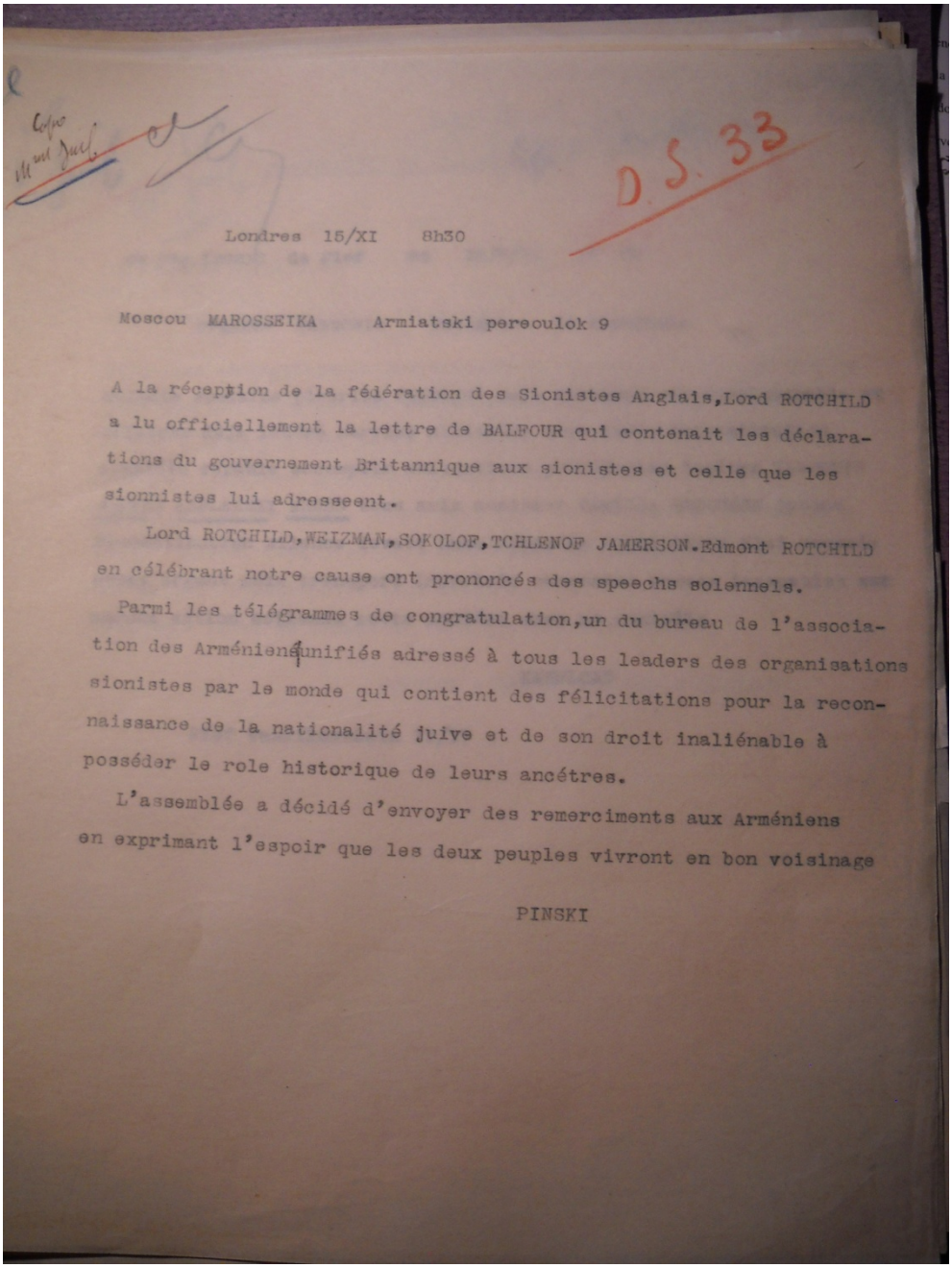
Per qualche tempo fui di permanenza a Torino in una Sezione
Speciale da Montagna la quale era destinata ad un viaggio
cioè a raggiungere la Siberia, sembrava che il giorno della partenza
non venisse più. Ma ecco disgraziatamente il 6 Luglio 1918
dalla Stazione di porta Susa si partì, tutti noi avevamo
un solo pensiero cioè un gran dolore che recherebbe alle nostre care
famiglie questa partenza indimenticata. Infine dopo aver
salutato noi tutti chi i parenti chi amici e chi amante con un gran
dolore nel cuore si partì e si passò nelle seguente città:
Asti, Alessandria, Novelighure, Genova, Spescia, Pisa,
Livorno, Civita-vechia, Roma, e Caserta, in poco tempo si arrivò
alla città di Napoli la quale che è il porto del nostro imbarco, appena
arrivati venne carito il piroscafo chiamato Roma, Mercantile
della Marittima.
La nostra residenza si prolunghò in cotesta città sino al giorno
19 = e per questi giorni si prese alloggio nella caserma del 3°
Granile. Passarono in breve tempo questi 10 giorni, il quale
giunse il giorno 19 alla mattina verso le 10 partiti verso il piroscafo.
Verso le ore 2 del giorno 20 il bel piroscafo Roma senza pensare
ai gravi pericoli che facilmente avrebbe potuto incontrare
nel suo lungo viaggio, lasciava la bella terra Napoletana
Prendendo il Largo fra le azzurre acque del Mediteraneo
avendo per difesa una Caccia torpediniera N° 45 un
dubbio era in noi tutti senza distinzione di sorte perchè si
sapeva che il passaggio era infettato di sottomarini nel medesimo
giorno si arrivò a Messina, era ancora sanguinata della
Catastrofa del 1908. Le lance sempre pronte ed il salsa

Source : Archives de l'Ufficio dello Stato Magiore dell'Esercito à Rome, fondo L-3 *Studi particolari*, b. 198, fasc. 6 – Journal intime de Peirone Domenico, classe 1899

((Avec l'accord de l'USSME)

Annexe Nr. 80

BALFOUR, PINSKI ET LES ORGANISATIONS SIONISTES



D.S. 33

Londres 15/XI 8h30

Moscou MAROSSEIKA Armiatski pereoulok 9

A la réception de la fédération des Sionistes Anglais,Lord ROTCHILD a lu officiellement la lettre de BALFOUR qui contenait les déclarations du gouvernement Britannique aux sionistes et celle que les sionnistes lui adresseent.

Lord ROTCHILD,WEIZMAN,SOKOLOF,TCHLENOF JAMERSON.Edmont ROTCHILD en célébrant notre cause ont prononcés des speechs solennels.

Parmi les télégrammes de congratulation,un du bureau de l'association des Arméniens unifiés adressé à tous les leaders des organisations sionistes par le monde qui contient des félicitations pour la reconnaissance de la nationalité juive et de son droit inaliénable à posséder le role historique de leurs ancétres.

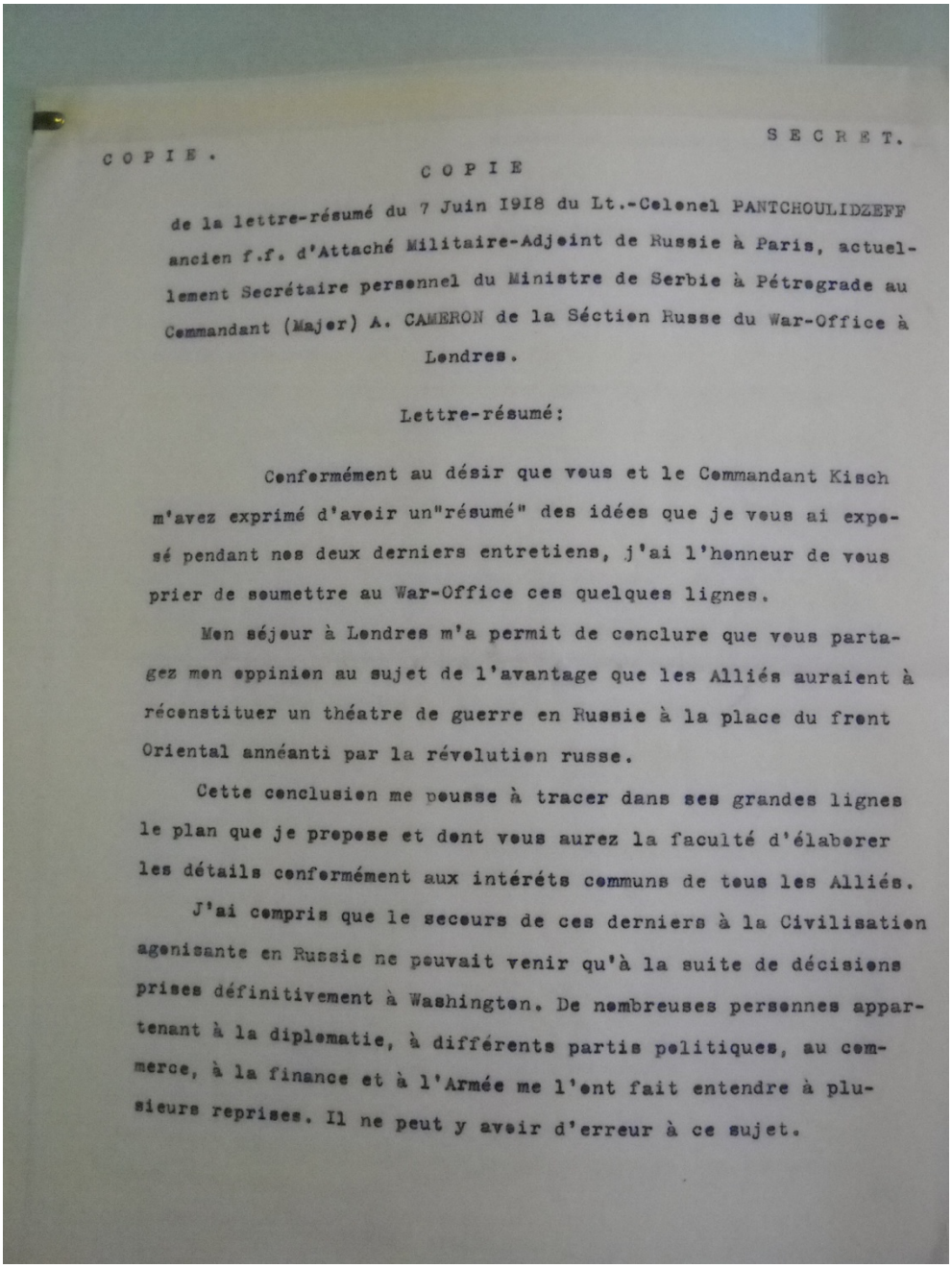
L'assemblée a décidé d'envoyer des remerciments aux Arméniens en exprimant l'espoir que les deux peuples vivront en bon voisinage

PINSKI

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Dossier DS 33, Mouvement juif

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 81



SECRET.

COPIE.

COPIE

de la lettre-résumé du 7 Juin 1918 du Lt.-Colonel PANTCHOULIDZEFF ancien f.f. d'Attaché Militaire-Adjoint de Russie à Paris, actuellement Secrétaire personnel du Ministre de Serbie à Pétrograde au Commandant (Major) A. CAMERON de la Séction Russe du War-Office à Londres.

Lettre-résumé:

Conformément au désir que vous et le Commandant Kisch m'avez exprimé d'avoir un"résumé" des idées que je vous ai exposé pendant nos deux derniers entretiens, j'ai l'honneur de vous prier de soumettre au War-Office ces quelques lignes.

Mon séjour à Londres m'a permit de conclure que vous partagez mon oppinion au sujet de l'avantage que les Alliés auraient à réconstituer un théatre de guerre en Russie à la place du front Oriental annéanti par la révolution russe.

Cette conclusion me pousse à tracer dans ses grandes lignes le plan que je propose et dont vous aurez la faculté d'élaborer les détails conformément aux intérêts communs de tous les Alliés.

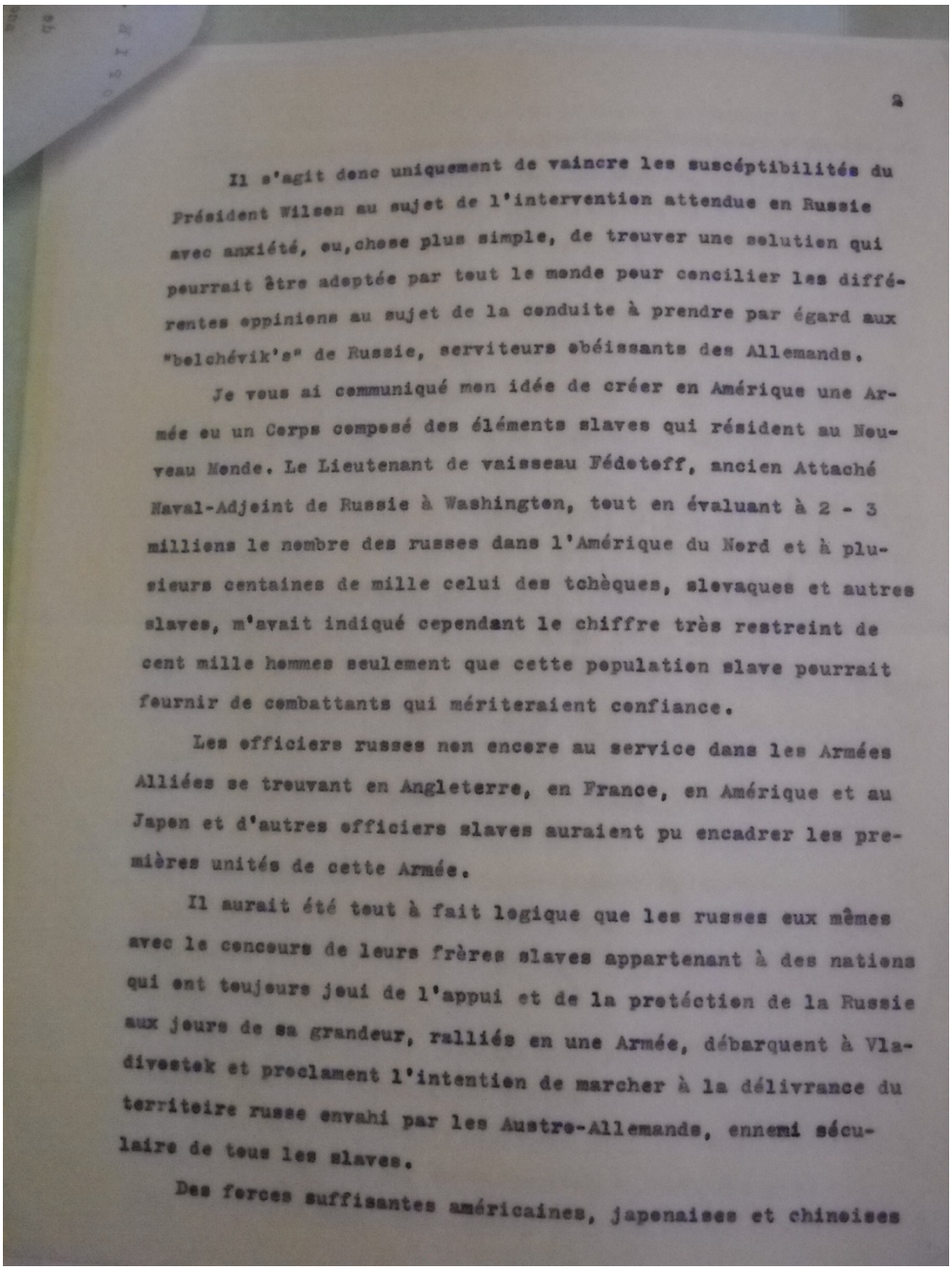
J'ai compris que le secours de ces derniers à la Civilisation agonisante en Russie ne pouvait venir qu'à la suite de décisions prises définitivement à Washington. De nombreuses personnes appartenant à la diplomatie, à différents partis politiques, au commerce, à la finance et à l'Armée me l'ont fait entendre à plusieurs reprises. Il ne peut y avoir d'erreur à ce sujet.

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82

(suite)



2

Il s'agit donc uniquement de vaincre les susceptibilités du Président Wilson au sujet de l'intervention attendue en Russie avec anxiété, ou,chose plus simple, de trouver une solution qui pourrait être adoptée par tout le monde pour concilier les différentes opinions au sujet de la conduite à prendre par égard aux "bolchévik's" de Russie, serviteurs obéissants des Allemands.

Je vous ai communiqué mon idée de créer en Amérique une Armée ou un Corps composé des éléments slaves qui résident au Nouveau Monde. Le Lieutenant de vaisseau Fédoteff, ancien Attaché Naval-Adjoint de Russie à Washington, tout en évaluant à 2 - 3 milliens le nombre des russes dans l'Amérique du Nord et à plusieurs centaines de mille celui des tchèques, slovaques et autres slaves, m'avait indiqué cependant le chiffre très restreint de cent mille hommes seulement que cette population slave pourrait fournir de combattants qui mériteraient confiance.

Les officiers russes non encore au service dans les Armées Alliées se trouvant en Angleterre, en France, en Amérique et au Japon et d'autres officiers slaves auraient pu encadrer les premières unités de cette Armée.

Il aurait été tout à fait logique que les russes eux mêmes avec le concours de leurs frères slaves appartenant à des nations qui ont toujours joui de l'appui et de la protéction de la Russie aux jours de sa grandeur, ralliés en une Armée, débarquent à Vladivostok et proclament l'intention de marcher à la délivrance du territoire russe envahi par les Austro-Allemands, ennemi séculaire de tous les slaves.

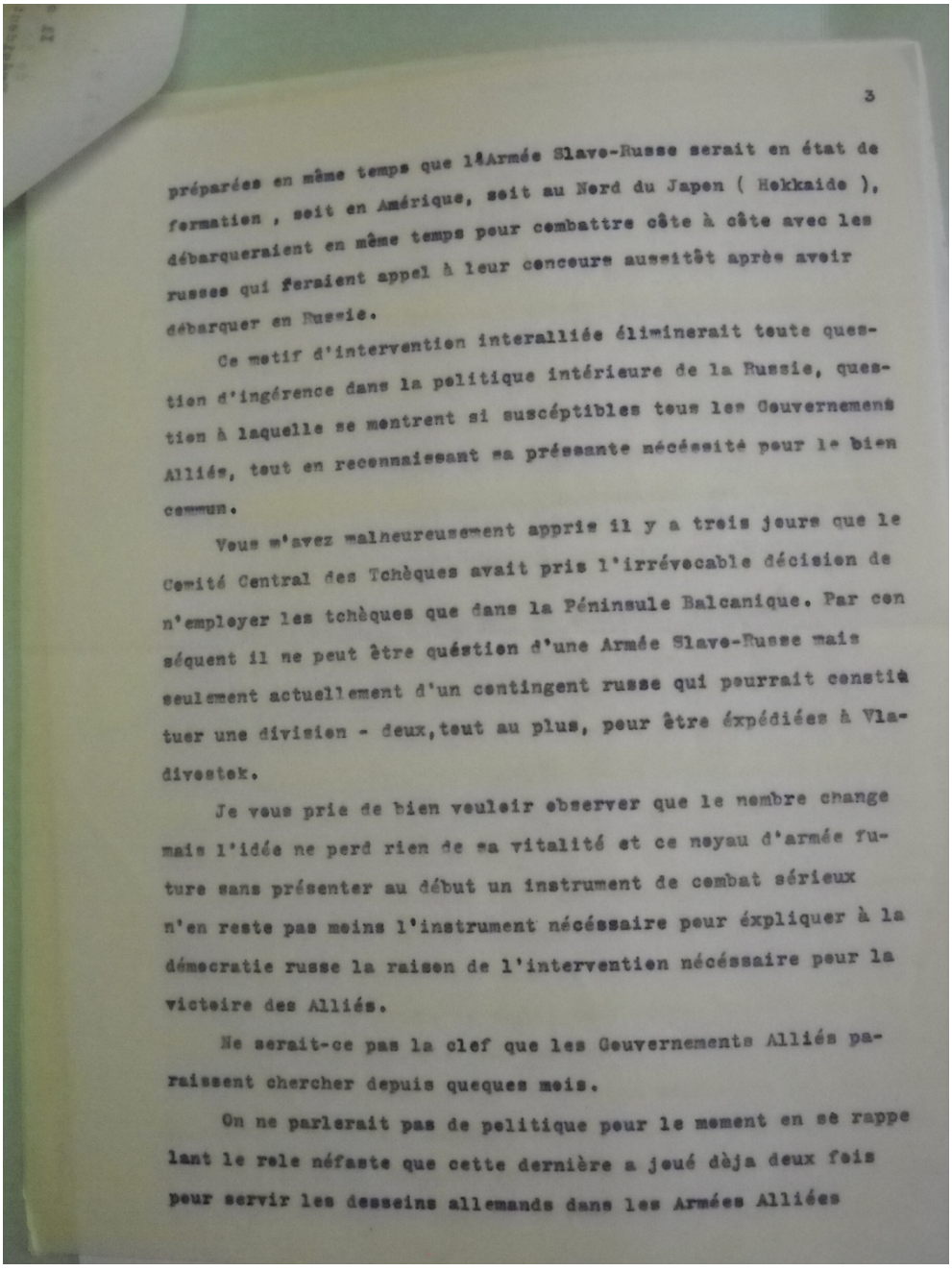
Des forces suffisantes américaines, japonaises et chinoises

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82a

(suite)



3

préparées en même temps que l'Armée Slave-Russe serait en état de
formation , soit en Amérique, soit au Nord du Japon (Hokkaide),
débarqueraient en même temps pour combattre côte à côte avec les
russes qui feraient appel à leur concours aussitôt après avoir
débarquer en Russie.

Ce motif d'intervention interalliée éliminerait toute ques-
tion d'ingérence dans la politique intérieure de la Russie, ques-
tion à laquelle se montrent si susceptibles tous les Gouvernements
Alliés, tout en reconnaissant sa présente nécessité pour le bien
commun.

Vous m'avez malheureusement appris il y a trois jours que le
Comité Central des Tchèques avait pris l'irrévocable décision de
n'employer les tchèques que dans la Péninsule Balcanique. Par con
séquent il ne peut être question d'une Armée Slave-Russe mais
seulement actuellement d'un contingent russe qui pourrait constit
tuer une division - deux,tout au plus, pour être expédiées à Vla-
divostok.

Je vous prie de bien vouloir observer que le nombre change
mais l'idée ne perd rien de sa vitalité et ce noyau d'armée fu-
ture sans présenter au début un instrument de combat sérieux
n'en reste pas moins l'instrument nécessaire pour expliquer à la
démocratie russe la raison de l'intervention nécessaire pour la
victoire des Alliés.

Ne serait-ce pas la clef que les Gouvernements Alliés pa-
raissent chercher depuis quelques mois.

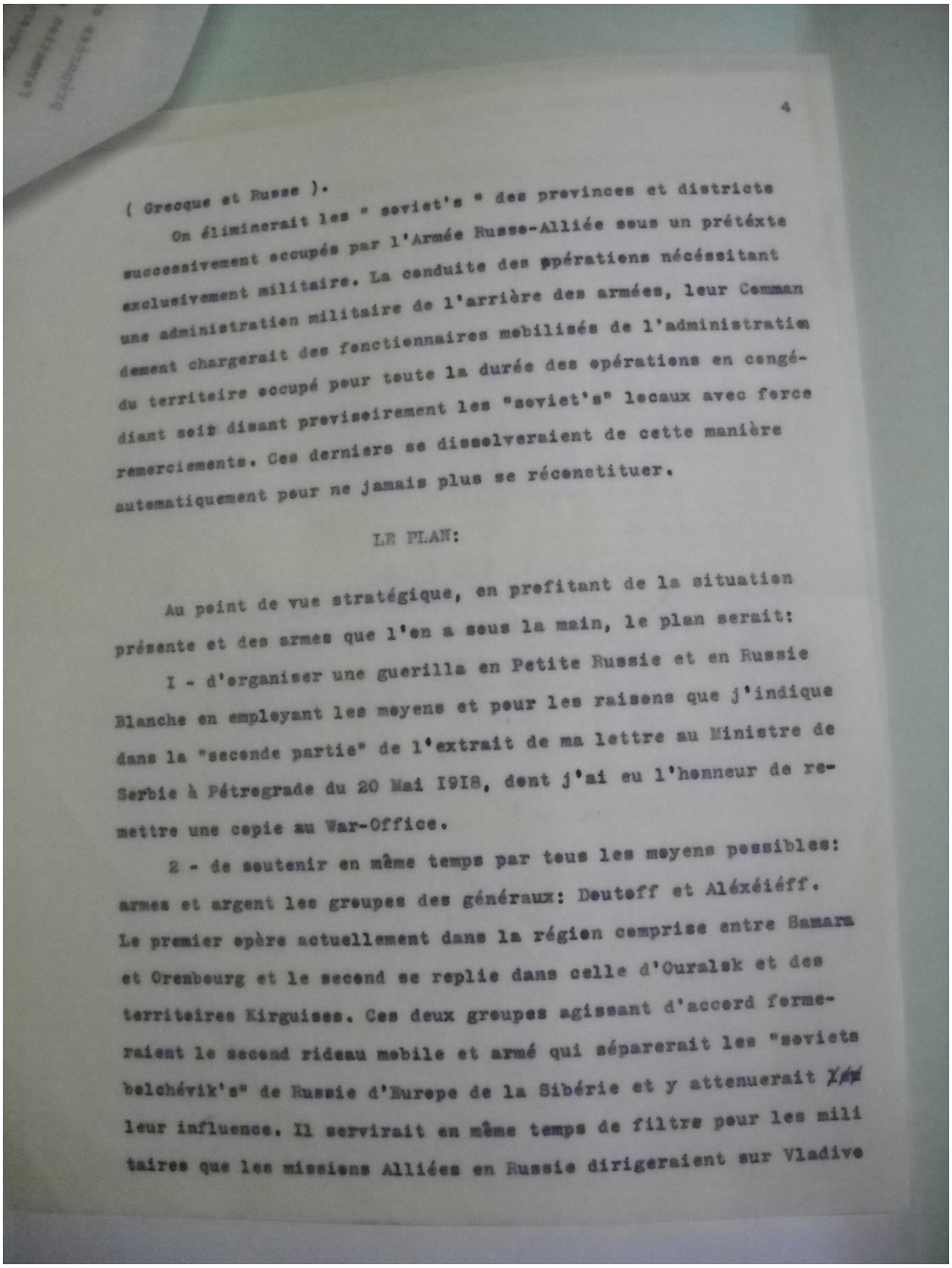
On ne parlerait pas de politique pour le moment en se rappe
lant le role néfaste que cette dernière a joué déja deux fois
pour servir les desseins allemands dans les Armées Alliées

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82b

(suite)



4

(Grecque et Russe).

On éliminerait les " soviet's " des provinces et districts successivement occupés par l'Armée Russe-Alliée sous un prétexte exclusivement militaire. La conduite des opérations nécessitant une administration militaire de l'arrière des armées, leur Commandement chargerait des fonctionnaires mobilisés de l'administration du territoire occupé pour toute la durée des opérations en congédiant soit disant previsoirement les "soviet's" locaux avec force remerciements. Ces derniers se dissolveraient de cette manière automatiquement pour ne jamais plus se réconstituer.

LE PLAN:

Au point de vue stratégique, en profitant de la situation présente et des armes que l'on a sous la main, le plan serait:

I - d'organiser une guerilla en Petite Russie et en Russie Blanche en employant les moyens et pour les raisons que j'indique dans la "seconde partie" de l'extrait de ma lettre au Ministre de Serbie à Pétrograde du 20 Mai 1918, dont j'ai eu l'honneur de remettre une copie au War-Office.

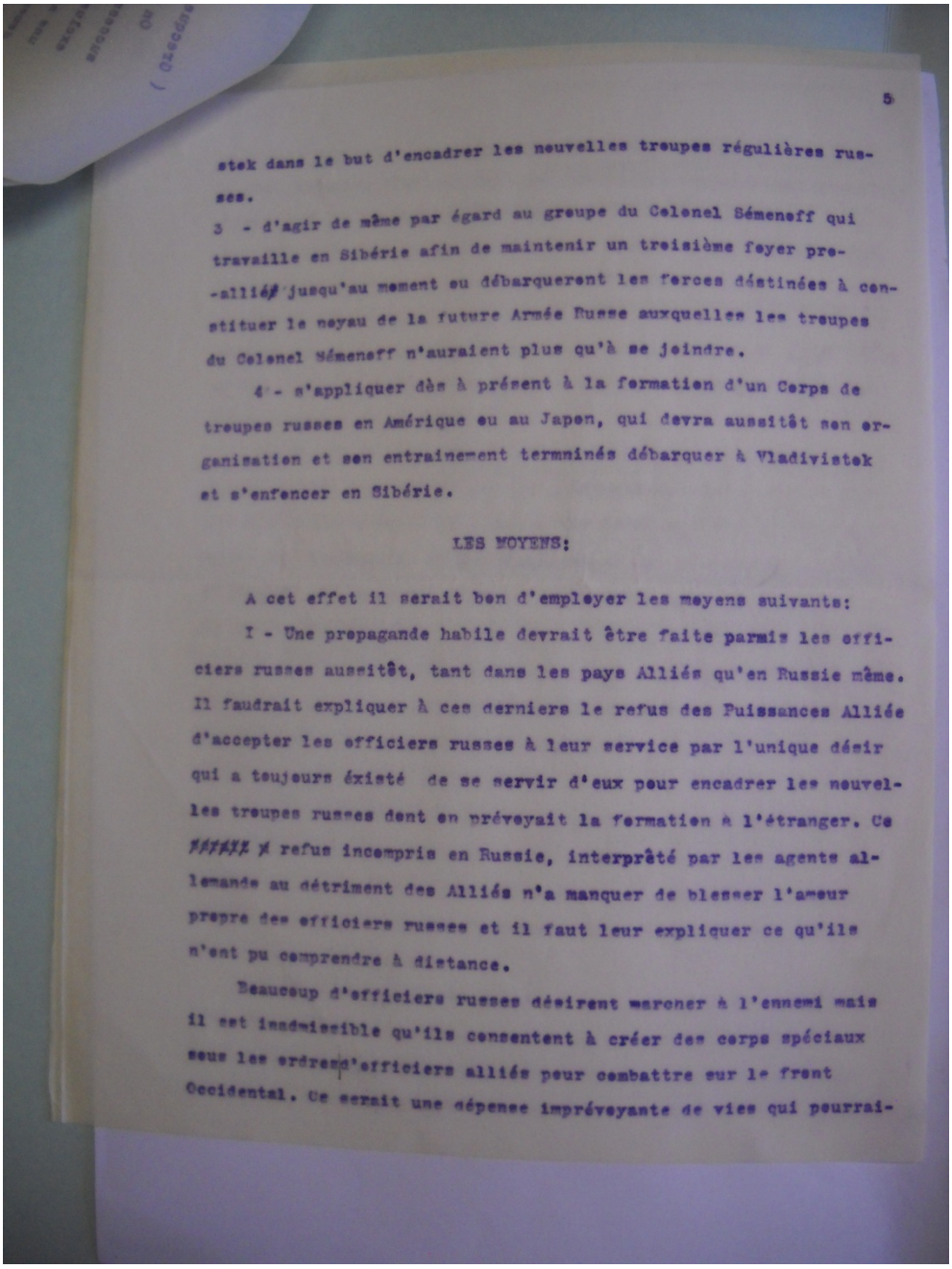
2 - de soutenir en même temps par tous les moyens possibles: armes et argent les groupes des généraux: Deuteff et Aléxéieff. Le premier opère actuellement dans la région comprise entre Samara et Orenbourg et le second se replie dans celle d'Ouralsk et des territoires Kirguises. Ces deux groupes agissant d'accord fermeraient le second rideau mobile et armé qui séparerait les "soviets bolchévik's" de Russie d'Europe de la Sibérie et y attenuerait leur influence. Il servirait en même temps de filtre pour les militaires que les missions Alliées en Russie dirigeraient sur Vladive

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82c

(suite)



5

stek dans le but d'encadrer les nouvelles troupes régulières russes.

3 - d'agir de même par égard au groupe du Colonel Sémeneff qui travaille en Sibérie afin de maintenir un troisième foyer pro-alliéf jusqu'au moment ou débarquerent les forces destinées à constituer le noyau de la future Armée Russe auxquelles les troupes du Colonel Sémeneff n'auraient plus qu'à se joindre.

4 - s'appliquer dès à présent à la formation d'un Corps de troupes russes en Amérique ou au Japon, qui devra aussitôt son organisation et son entrainement terminés débarquer à Vladivistok et s'enfencer en Sibérie.

LES MOYENS:

A cet effet il serait bon d'employer les moyens suivants:

I - Une prepagande habile devrait être faite parmis les officiers russes aussitôt, tant dans les pays Alliés qu'en Russie même. Il faudrait expliquer à ces derniers le refus des Puissances Alliée d'accepter les officiers russes à leur service par l'unique désir qui a toujours éxisté de se servir d'eux pour encadrer les nouvelles troupes russes dont on prévoyait la formation à l'étranger. Ce ~~refus~~ refus incompris en Russie, interprêté par les agents allemands au détriment des Alliés n'a manquer de blesser l'amour propre des officiers russes et il faut leur expliquer ce qu'ils n'ont pu comprendre à distance.

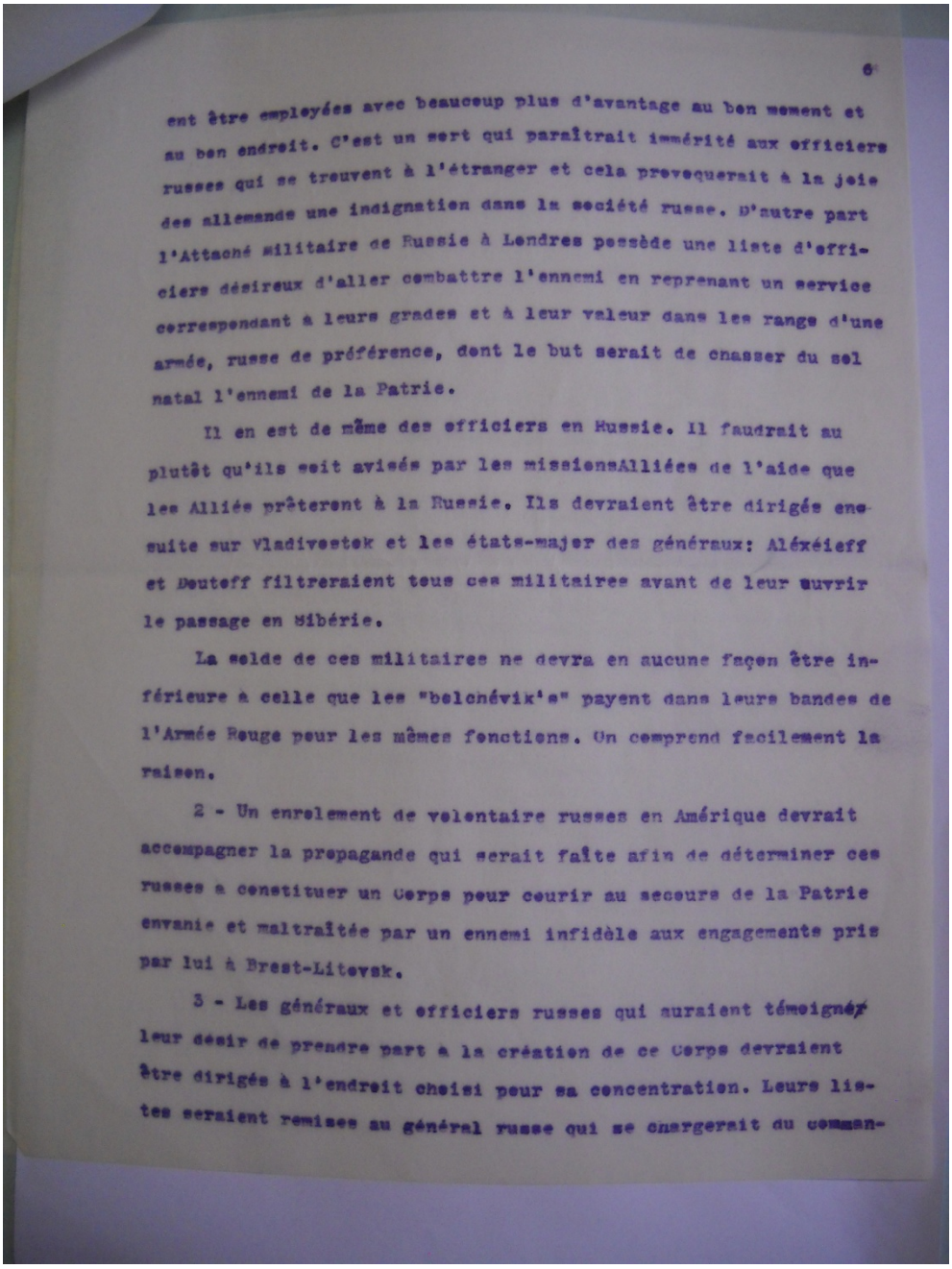
Beaucoup d'officiers russes désirent marcher à l'ennemi mais il est inadmissible qu'ils consentent à créer des corps spéciaux sous les ordres d'officiers alliés pour combattre sur le front Occidental. Ce serait une dépense imprévoyante de vies qui pourrai-

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82d

(suite)



6

ent être employées avec beaucoup plus d'avantage au bon moment et au bon endroit. C'est un sort qui paraîtrait immérité aux officiers russes qui se trouvent à l'étranger et cela provoquerait à la joie des allemands une indignation dans la société russe. D'autre part l'Attaché militaire de Russie à Londres possède une liste d'officiers désireux d'aller combattre l'ennemi en reprenant un service correspondant à leurs grades et à leur valeur dans les rangs d'une armée, russe de préférence, dont le but serait de chasser du sol natal l'ennemi de la Patrie.

Il en est de même des officiers en Russie. Il faudrait au plutôt qu'ils soit avisés par les missionsAlliées de l'aide que les Alliés prêterent à la Russie. Ils devraient être dirigés ensuite sur Vladivostok et les états-major des généraux: Aléxéieff et Deuteff filtreraient tous ces militaires avant de leur ouvrir le passage en Sibérie.

La solde de ces militaires ne devra en aucune façon être inférieure à celle que les "bolchévik'e" payent dans leurs bandes de l'Armée Rouge pour les mêmes fonctions. On comprend facilement la raison.

2 - Un enrolement de volontaire russes en Amérique devrait accompagner la propagande qui serait faîte afin de déterminer ces russes a constituer un Corps pour courir au secours de la Patrie envanie et maltraîtée par un ennemi infidèle aux engagements pris par lui à Brest-Litovsk.

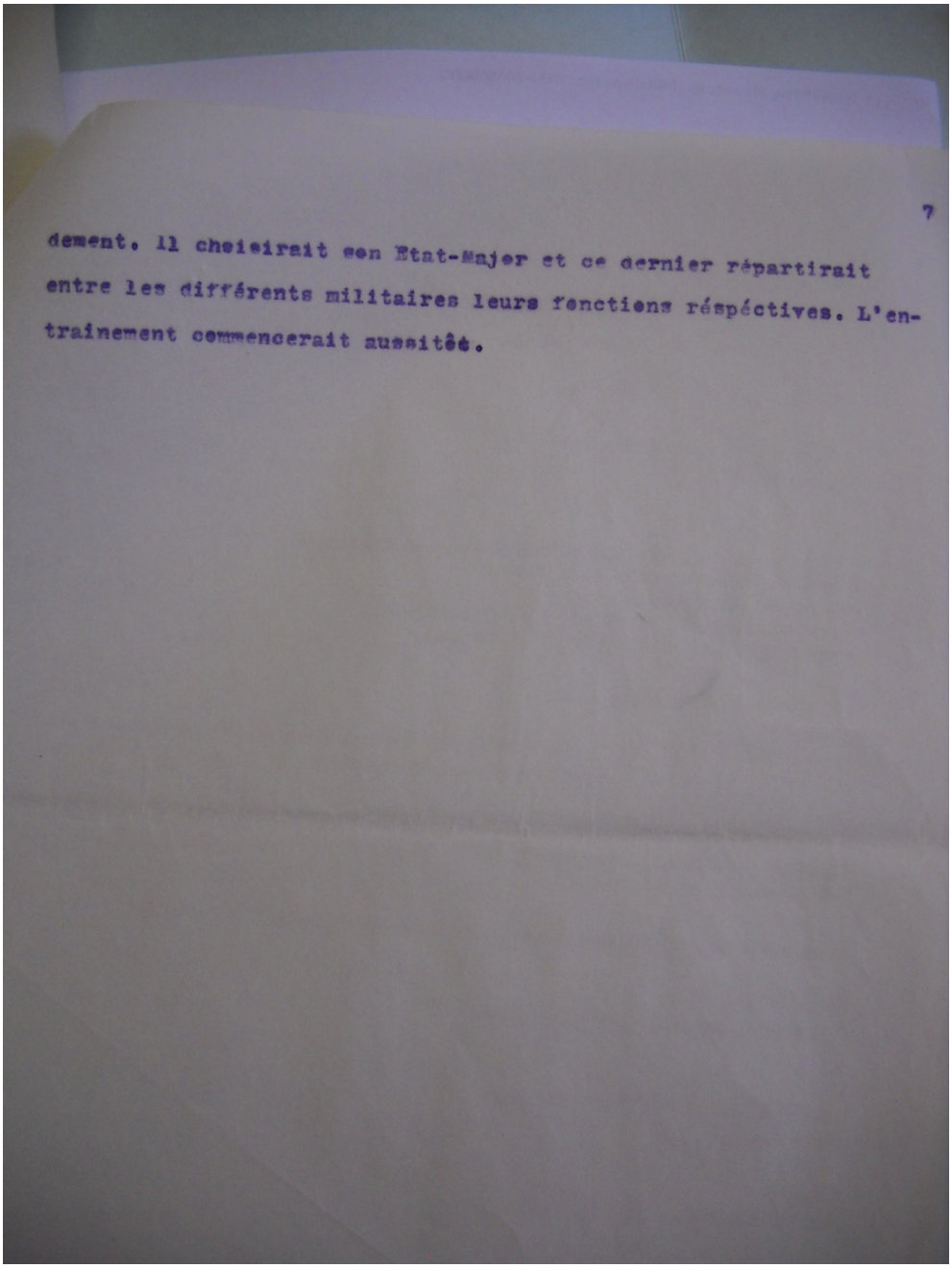
3 - Les généraux et officiers russes qui auraient témoignés leur desir de prendre part à la création de ce Corps devraient être dirigés à l'endroit choisi pour sa concentration. Leurs listes seraient remises au général russe qui se chargerait du comman-

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82e

(suite et fin)



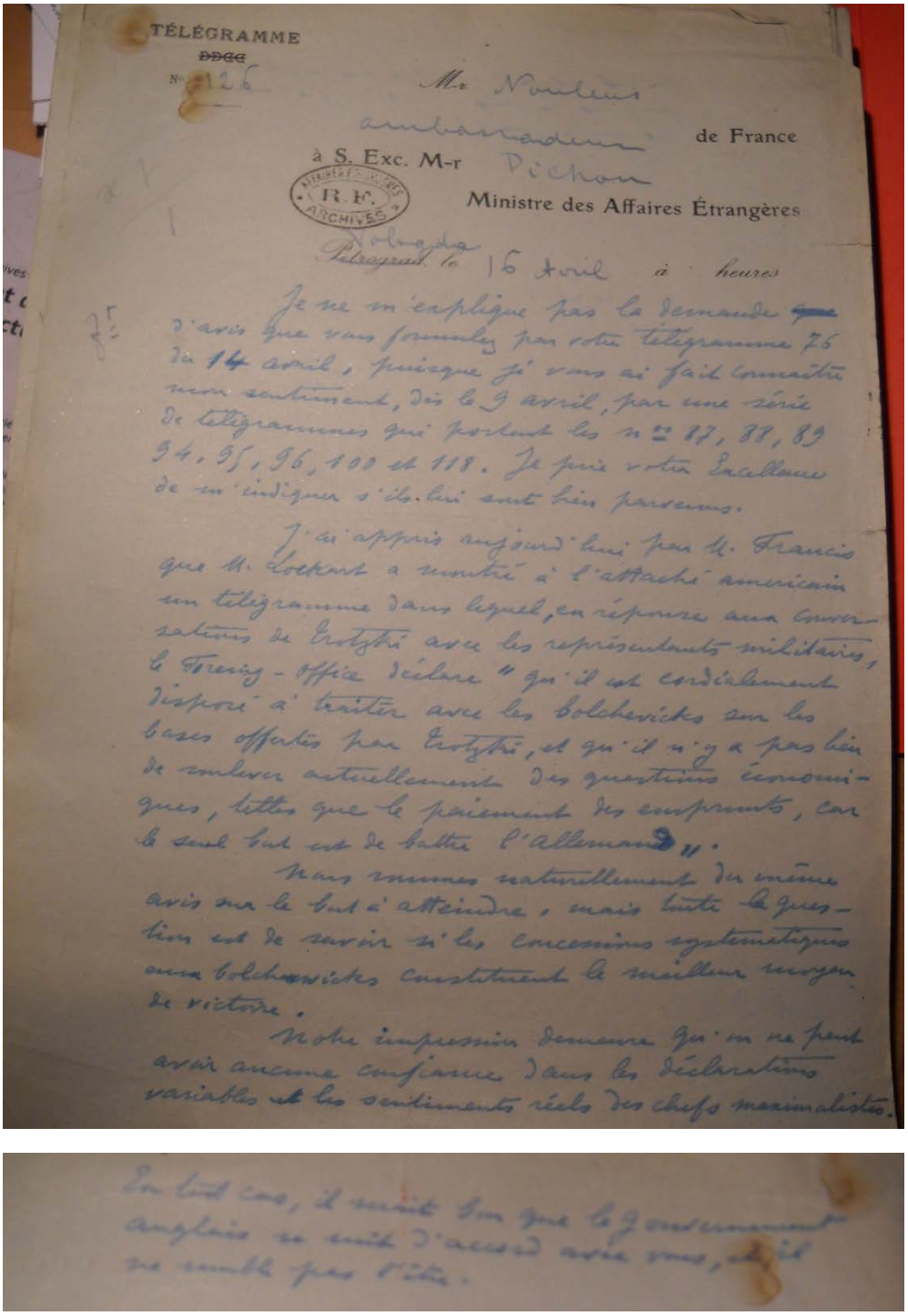
7

dement. Il choisirait son Etat-Major et ce dernier répartirait entre les différents militaires leurs fonctions réspéctives. L'entrainement commencerait aussitôt.

Source : Archives militaires de Prague : Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 82f



TÉLÉGRAMME

DDGG

N° 126

Mr Noulens

ambassadeur de France

à S. Exc. M-r Pichon

Ministre des Affaires Étrangères

R.F. ARCHIVES

Petrograd le 16 avril à heures

Je ne m'explique pas la demande que j'avais fait vous formuler par votre télégramme 76 du 14 avril, puisque j'vous ai fait connaître mon sentiment, dès le 9 avril, par une série de télégrammes qui portent les nos 87, 88, 89 94, 95, 96, 100 et 118. Je prie votre Excellence de m'indiquer s'ils lui sont bien parvenus.

J'ai appris aujourd'hui par M. Francis que M. Lockhart a montré à l'attaché américain un télégramme dans lequel, en réponse aux conversations de Trotzky avec les représentants militaires, le Foreing-Office déclare " qu'il est cordialement disposé à traiter avec les bolcheviks sur les bases offertes par Trotzky, et qu'il n'y a pas lieu de soulever actuellement des questions économiques, telles que le paiement des emprunts, car le seul but est de battre l'allemand ".

Nous sommes naturellement du même avis sur le but à atteindre, mais toute la question est de savoir si les concessions systématiques aux bolcheviks constituent le meilleur moyen de victoire.

Notre impression demeure qu'on ne peut avoir aucune confiance dans les déclarations variables et les sentiments réels des chefs maximalistes.

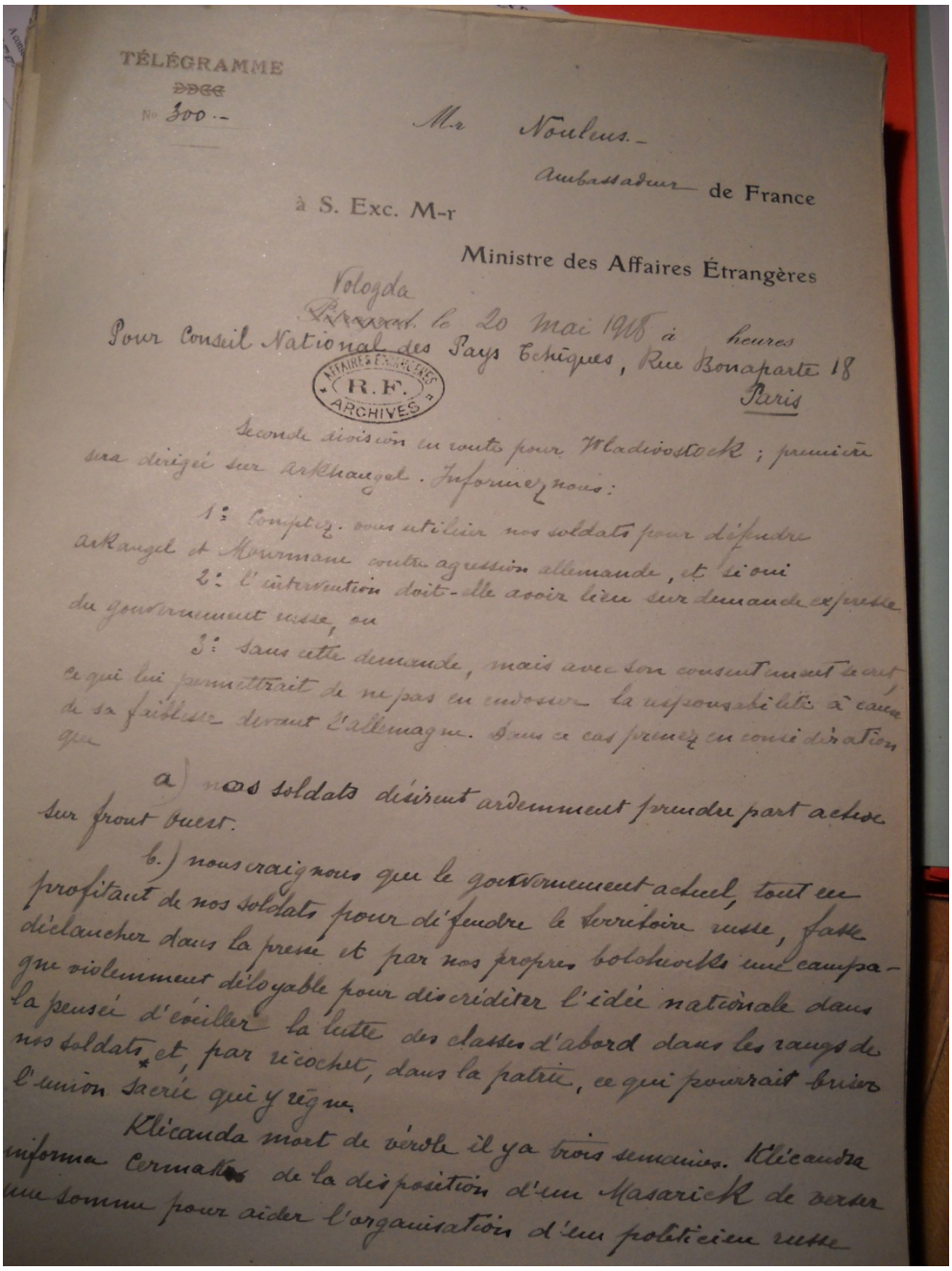
En tout cas, il serait bon que le Gouvernement anglais se mît d'accord avec nous, ce qui ne semble pas l'être.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736PO /1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 83

NOULENS, CERMAK, AU C.N.T. PARIS



TÉLÉGRAMME

~~PPGC~~

N° 300.-

Mr Noulens.-

Ambassadeur de France

à S. Exc. M-r

Ministre des Affaires Étrangères

Vologda

Reçu le 20 mai 1918 à heures

Pour Conseil National des Pays Tchèques, Rue Bonaparte 18 Paris

AFFAIRES ÉTRANGÈRES R.F. ARCHIVES

Seconde division en route pour Vladivostock ; première sera dirigée sur Arkhangel. Informez nous :

1° Comptez vous utiliser nos soldats pour défendre Arkangel et Mourmane contre agression allemande, et si oui

2° L'intervention doit-elle avoir lieu sur demande expresse du gouvernement russe, ou

3° Sans cette demande, mais avec son consentement secret, ce qui lui permettrait de ne pas en endosser la responsabilité à cause de sa faiblesse devant l'Allemagne. Dans ce cas prenez en considération que

a) nos soldats désirent ardemment prendre part active sur front ouest.

b.) nous craignons que le gouvernement actuel, tout en profitant de nos soldats pour défendre le territoire russe, fasse déclancher dans la presse et par nos propres bolcheviks une campagne violemment délétère pour discréditer l'idée nationale dans la pensée d'éveiller la lutte des classes d'abord dans les rangs de nos soldats et, par ricochet, dans la patrie, ce qui pourrait briser l'union sacrée qui y règne.

Klécanda mort de vérole il y a trois semaines. Klécanda informa Cermak de la disposition d'un Masaryck de verser une somme pour aider l'organisation d'un politicien russe que Masaryck a vu à Londres. Cela a été fait. Le politicien dit organisation en bonne voie et demande nouvellement des crédits. Informez si oui./.

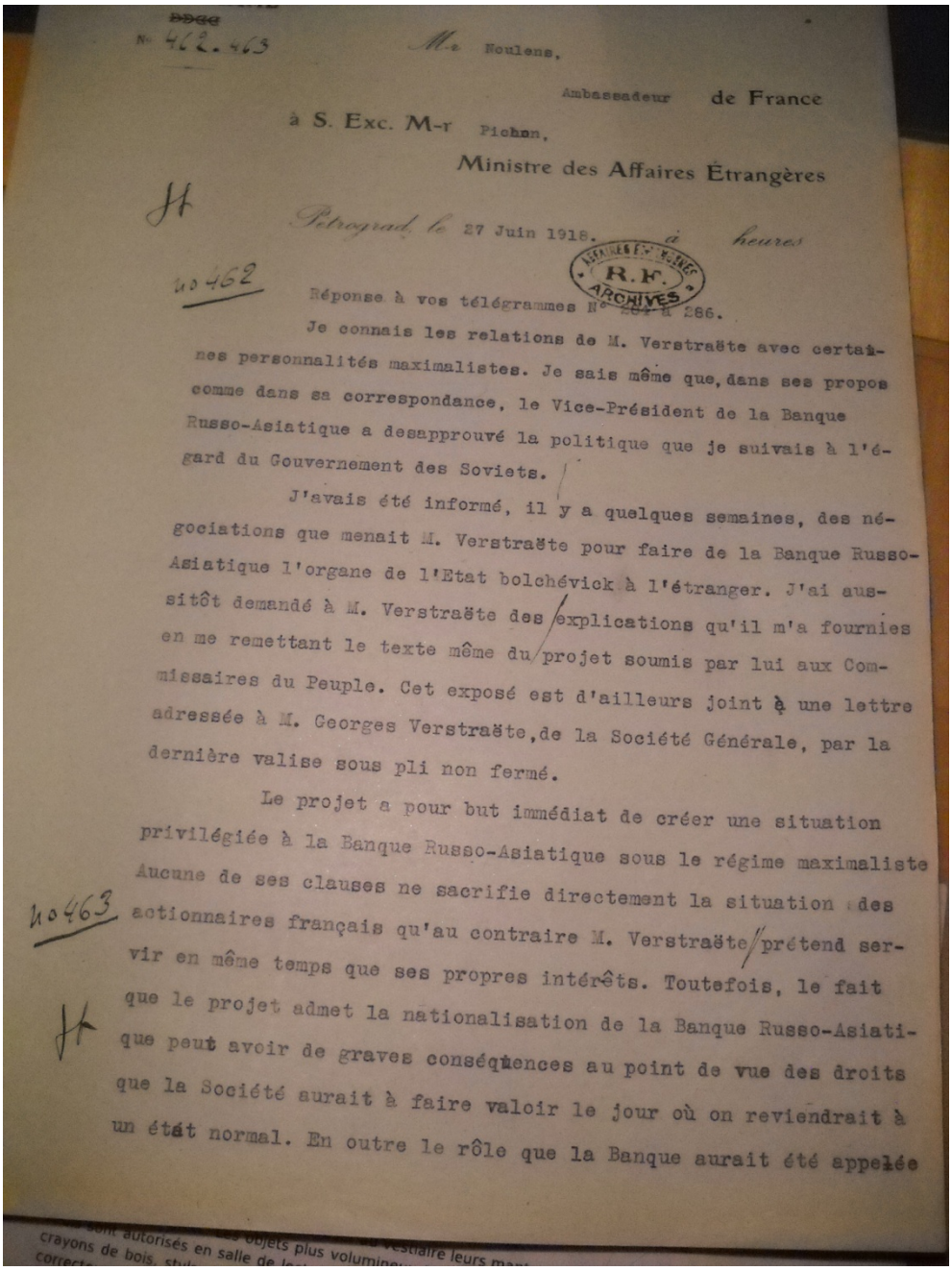
Cermak-

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736PO /1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 84

LA BANQUE RUSSO-ASIATIQUE



N° 462.463

Mr Noulens,

Ambassadeur de France

à S. Exc. M-r Pichon,

Ministre des Affaires Étrangères

Petrograd, le 27 Juin 1918. à heures

40462

R.F. ARCHIVES

Réponse à vos télégrammes N° [illegible] à 286.

Je connais les relations de M. Verstraëte avec certaines personnalités maximalistes. Je sais même que, dans ses propos comme dans sa correspondance, le Vice-Président de la Banque Russo-Asiatique a desapprouvé la politique que je suivais à l'égard du Gouvernement des Soviets.

J'avais été informé, il y a quelques semaines, des négociations que menait M. Verstraëte pour faire de la Banque Russo-Asiatique l'organe de l'Etat bolchévick à l'étranger. J'ai aussitôt demandé à M. Verstraëte des explications qu'il m'a fournies en me remettant le texte même du projet soumis par lui aux Commissaires du Peuple. Cet exposé est d'ailleurs joint à une lettre adressée à M. Georges Verstraëte, de la Société Générale, par la dernière valise sous pli non fermé.

Le projet a pour but immédiat de créer une situation privilégiée à la Banque Russo-Asiatique sous le régime maximaliste Aucune de ses clauses ne sacrifie directement la situation des

40463

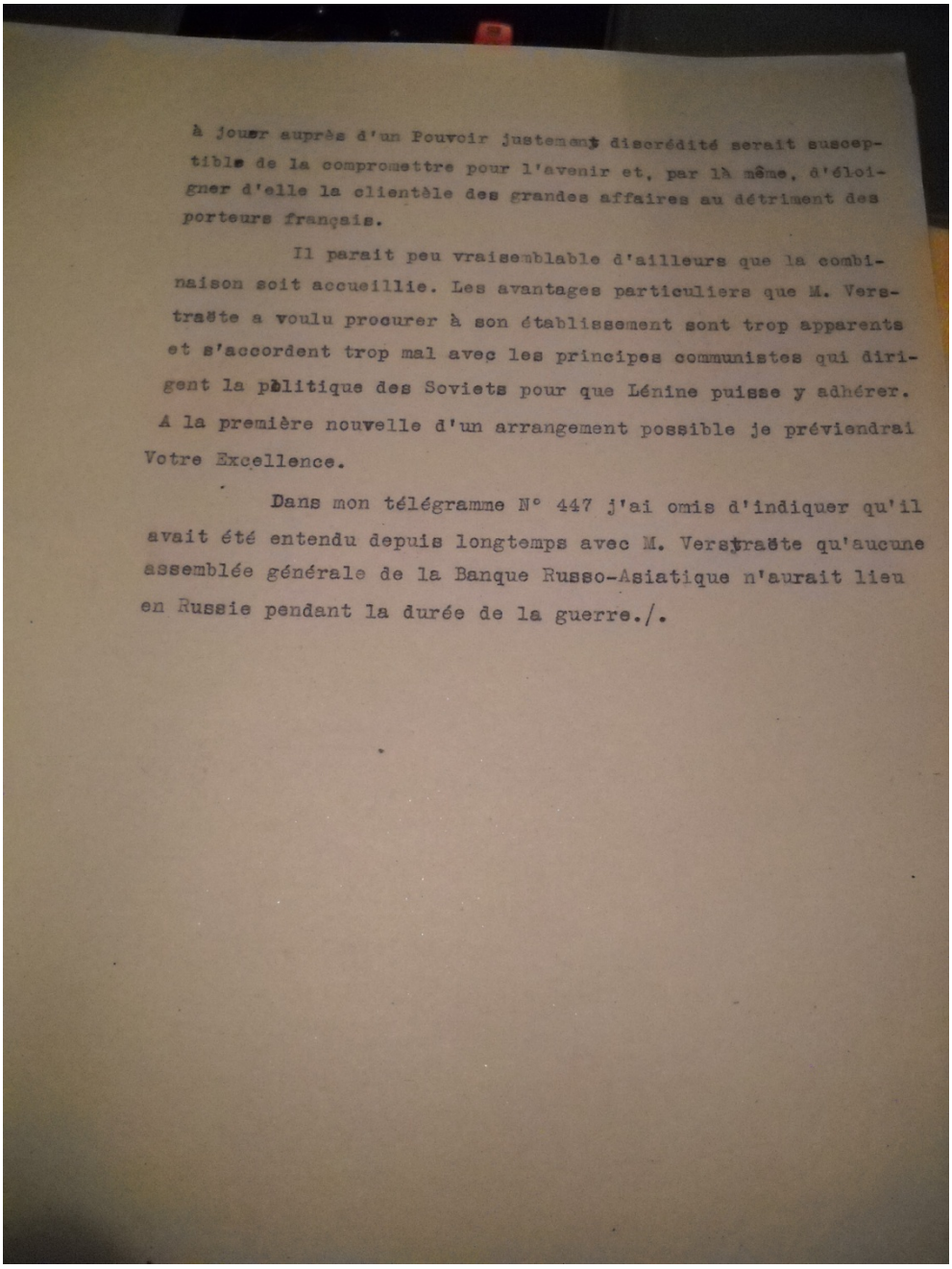
actionnaires français qu'au contraire M. Verstraëte prétend servir en même temps que ses propres intérêts. Toutefois, le fait que le projet admet la nationalisation de la Banque Russo-Asiatique peut avoir de graves conséquences au point de vue des droits que la Société aurait à faire valoir le jour où on reviendrait à un état normal. En outre le rôle que la Banque aurait été appelée

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736PO /1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 85

(suite)



à jouer auprès d'un Pouvoir justement discrédité serait susceptible de la compromettre pour l'avenir et, par là même, d'éloigner d'elle la clientèle des grandes affaires au détriment des porteurs français.

Il parait peu vraisemblable d'ailleurs que la combinaison soit accueillie. Les avantages particuliers que M. Verstraëte a voulu procurer à son établissement sont trop apparents et s'accordent trop mal avec les principes communistes qui dirigent la politique des Soviets pour que Lénine puisse y adhérer. A la première nouvelle d'un arrangement possible je préviendrai Votre Excellence.

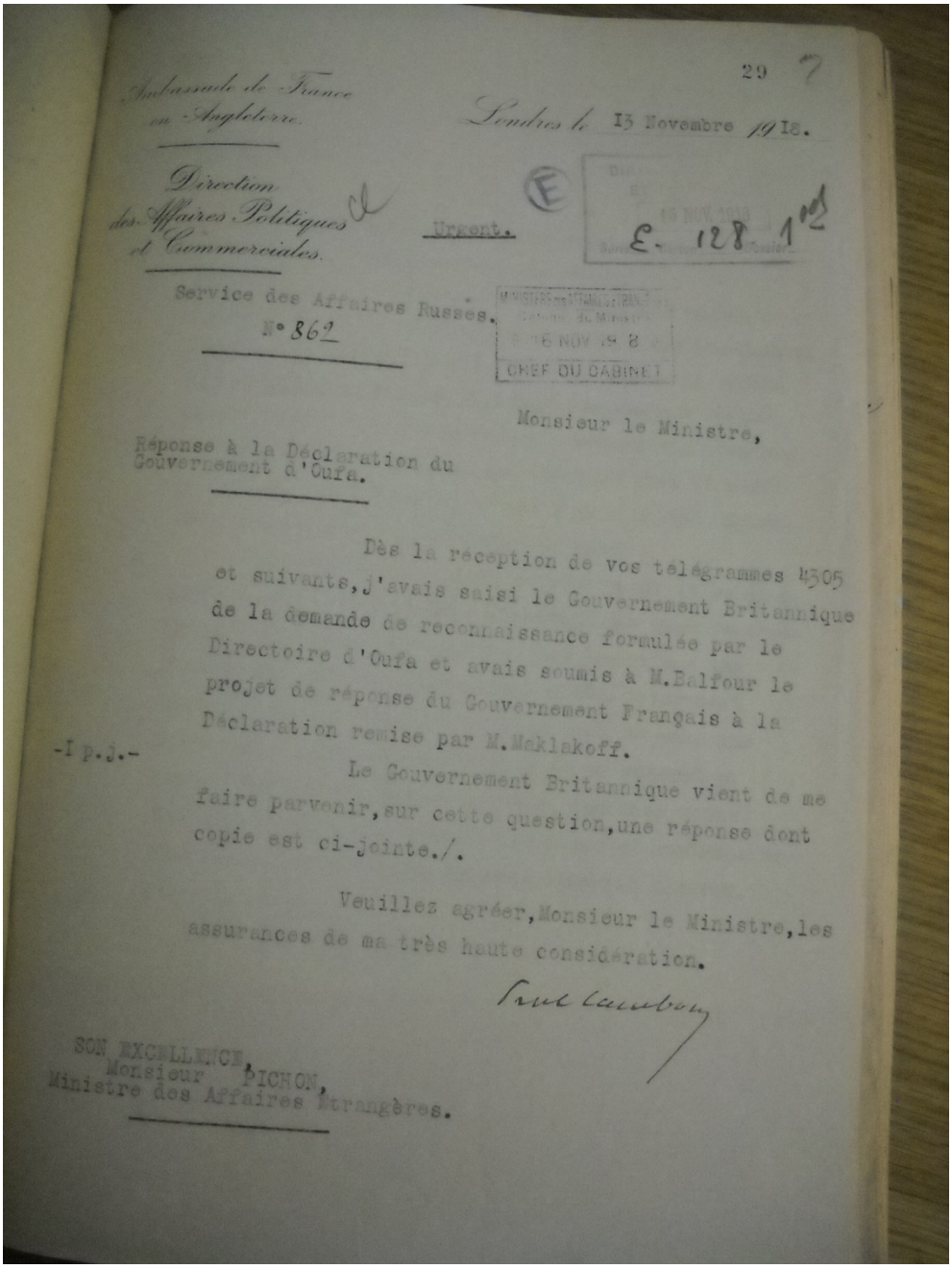
Dans mon télégramme N° 447 j'ai omis d'indiquer qu'il avait été entendu depuis longtemps avec M. Verstraëte qu'aucune assemblée générale de la Banque Russo-Asiatique n'aurait lieu en Russie pendant la durée de la guerre./.

Source : Archives diplomatiques de Nantes, Vice Consulat de France à Vladivostok, 1894-1924, 736PO /1

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe 85a

DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT D'OUFA



Ambassade de France
en Angleterre.

Londres le 13 Novembre 1918.

Direction
des Affaires Politiques
et Commerciales.

Urgent.

E. 128. 1/2

Service des Affaires Russes.

N° 862

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
15 NOV 1918
CHEF DU CABINET

Monsieur le Ministre,

Réponse à la Déclaration du
Gouvernement d'Oufa.

Dès la réception de vos télégrammes 4305 et suivants, j'avais saisi le Gouvernement Britannique de la demande de reconnaissance formulée par le Directoire d'Oufa et avais soumis à M. Balfour le projet de réponse du Gouvernement Français à la Déclaration remise par M. Maklakoff.

-1 p.j.-

Le Gouvernement Britannique vient de me faire parvenir, sur cette question, une réponse dont copie est ci-jointe./.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

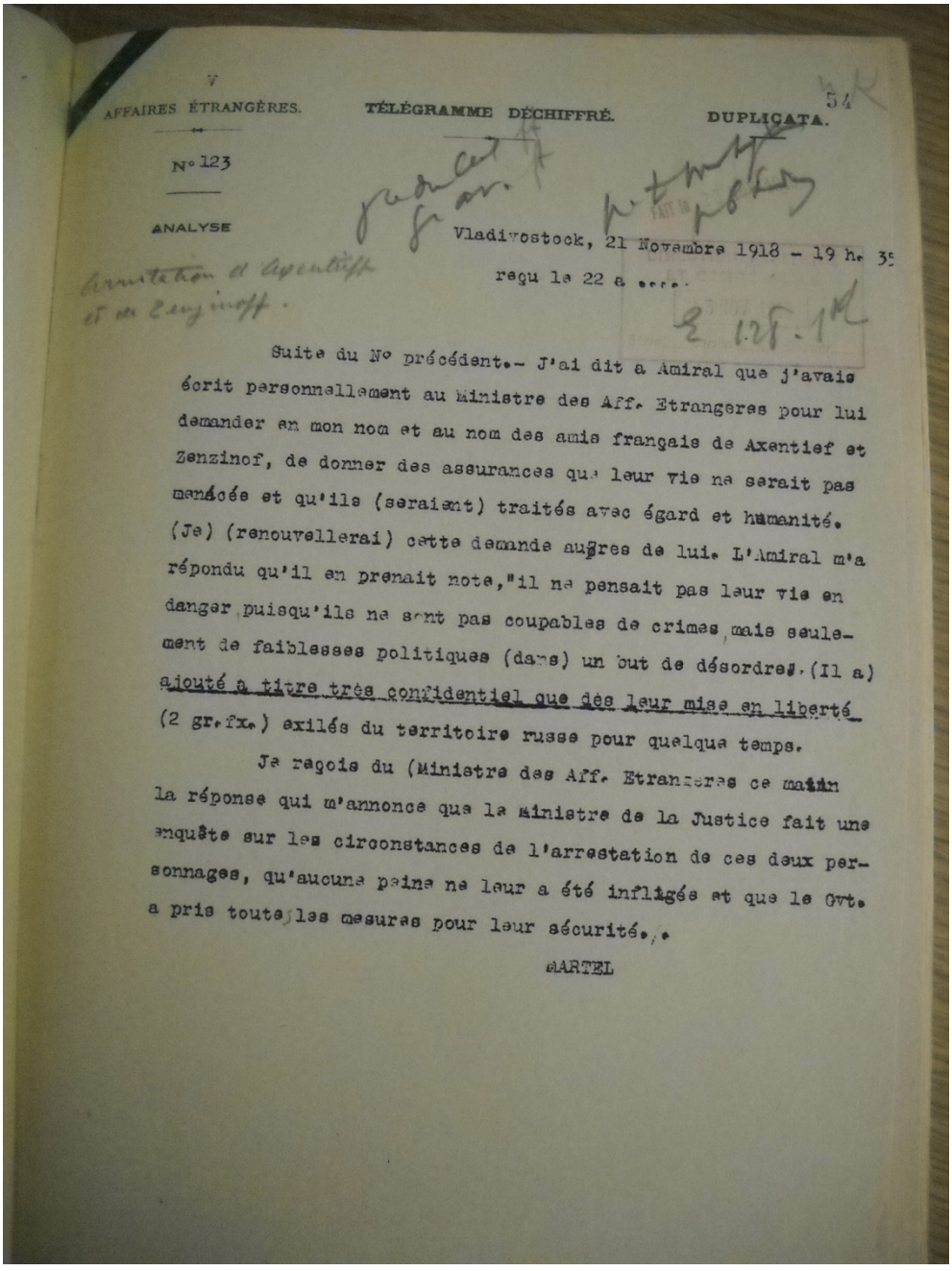
Paul Cambon

SON EXCELLENCE,
Monsieur PICHON,
Ministre des Affaires Etrangères.

Source : Archives diplomatiques de La Courneuve, Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 86



AFFAIRES ÉTRANGÈRES. TÉLÉGRAMME DÉCHIFFRÉ. DUPLICATA.

N° 123

ANALYSE

Vladivostock, 21 Novembre 1918 - 19 h. 3[illegible]

reçu le 22 a ....

Suite du N° précédent.- J'ai dit a Amiral que j'avais écrit personnellement au Ministre des Aff. Etrangeres pour lui demander en mon nom et au nom des amis frangais de Axentief et Zenzinof, de donner des assurances que leur vie ne serait pas menacée et qu'ils (seraient) traités avec égard et humanité. (Je) (renouvellerai) cette demnde auprès de lui. L'Amiral m'a répondu qu'il en prenait note,"il ne pensait pas leur vie en danger puisqu'ils ne sont pas coupables de crimes mais seulement de faiblesses politiques (dans) un but de désordres. (Il a) ajouté a titre très confidentiel que dès leur mise en liberté (2 gr.fx.) exilés du territoire russe pour quelque temps.

Je regois du (Ministre des Aff. Etrangeres ce matin la réponse qui m'annonce que le Ministre de la Justice fait une enquête sur les circonstances de l'arrestation de ces deux personnages, qu'aucune peine ne leur a été infligée et que le Gvt. a pris toutes les mesures pour leur sécurité.

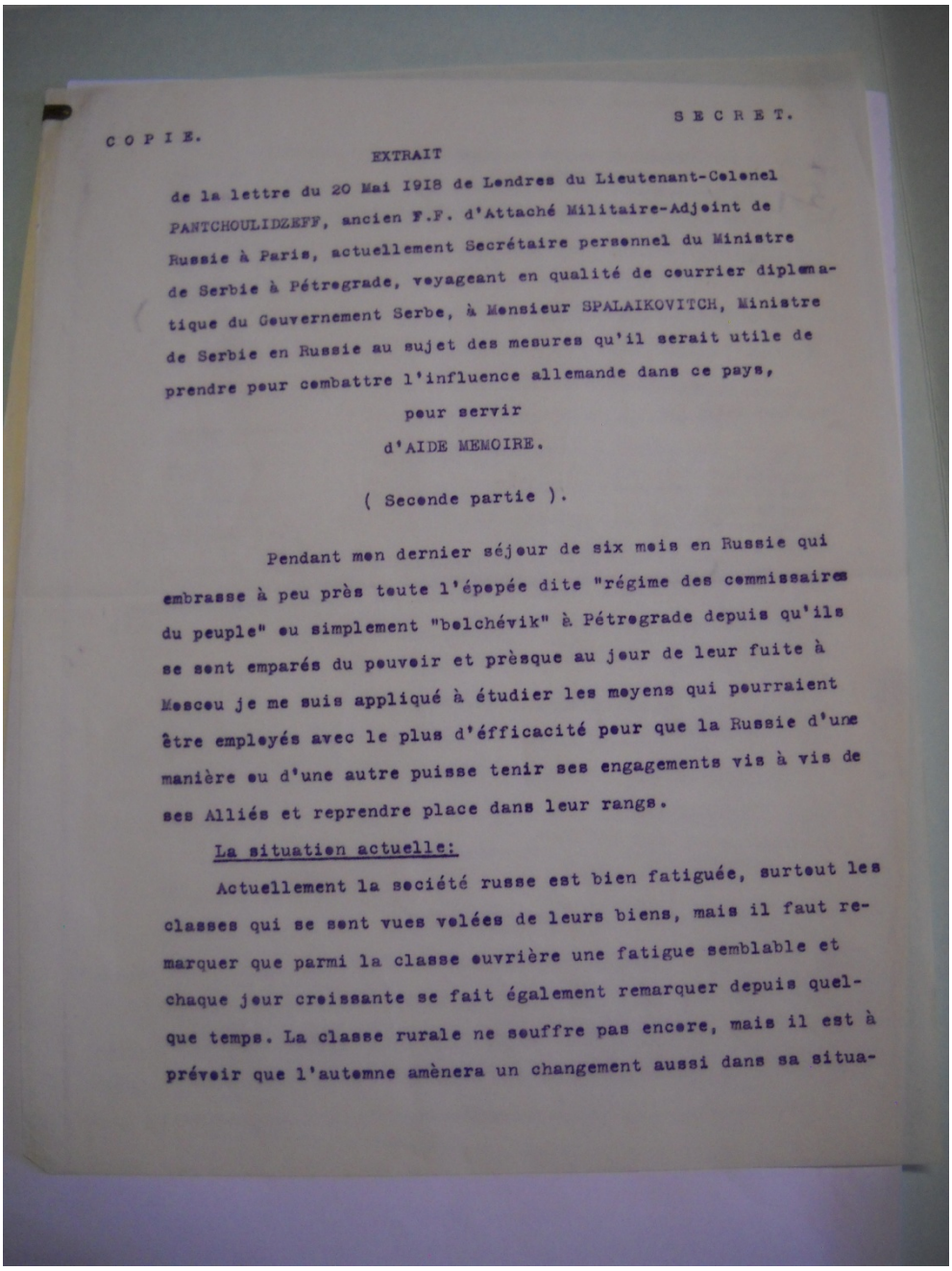
MARTEL

Source : Archives diplomatiques de La Courneuve, Ministère des Affaires étrangères, 1918-1929, Russie d'Asie, 19

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe Nr. 87

LETTRE DU 20 MAI 1918 POUR SERVIR D'AIDE MÉMOIRE



C O P I E.

S E C R E T.

EXTRAIT

de la lettre du 20 Mai 1918 de Londres du Lieutenant-Colonel PANTCHOULIDZEFF, ancien F.F. d'Attaché Militaire-Adjoint de Russie à Paris, actuellement Secrétaire personnel du Ministre de Serbie à Pétrograde, voyageant en qualité de courrier diplomatique du Gouvernement Serbe, à Monsieur SPALAIKOVITCH, Ministre de Serbie en Russie au sujet des mesures qu'il serait utile de prendre pour combattre l'influence allemande dans ce pays,

pour servir

d'AIDE MEMOIRE.

(Seconde partie).

Pendant mon dernier séjour de six mois en Russie qui embrasse à peu près toute l'épopée dite "régime des commissaires du peuple" ou simplement "bolchévik" à Pétrograde depuis qu'ils se sont emparés du pouvoir et presque au jour de leur fuite à Moscou je me suis appliqué à étudier les moyens qui pourraient être employés avec le plus d'éfficacité pour que la Russie d'une manière ou d'une autre puisse tenir ses engagements vis à vis de ses Alliés et reprendre place dans leur rangs.

La situation actuelle:

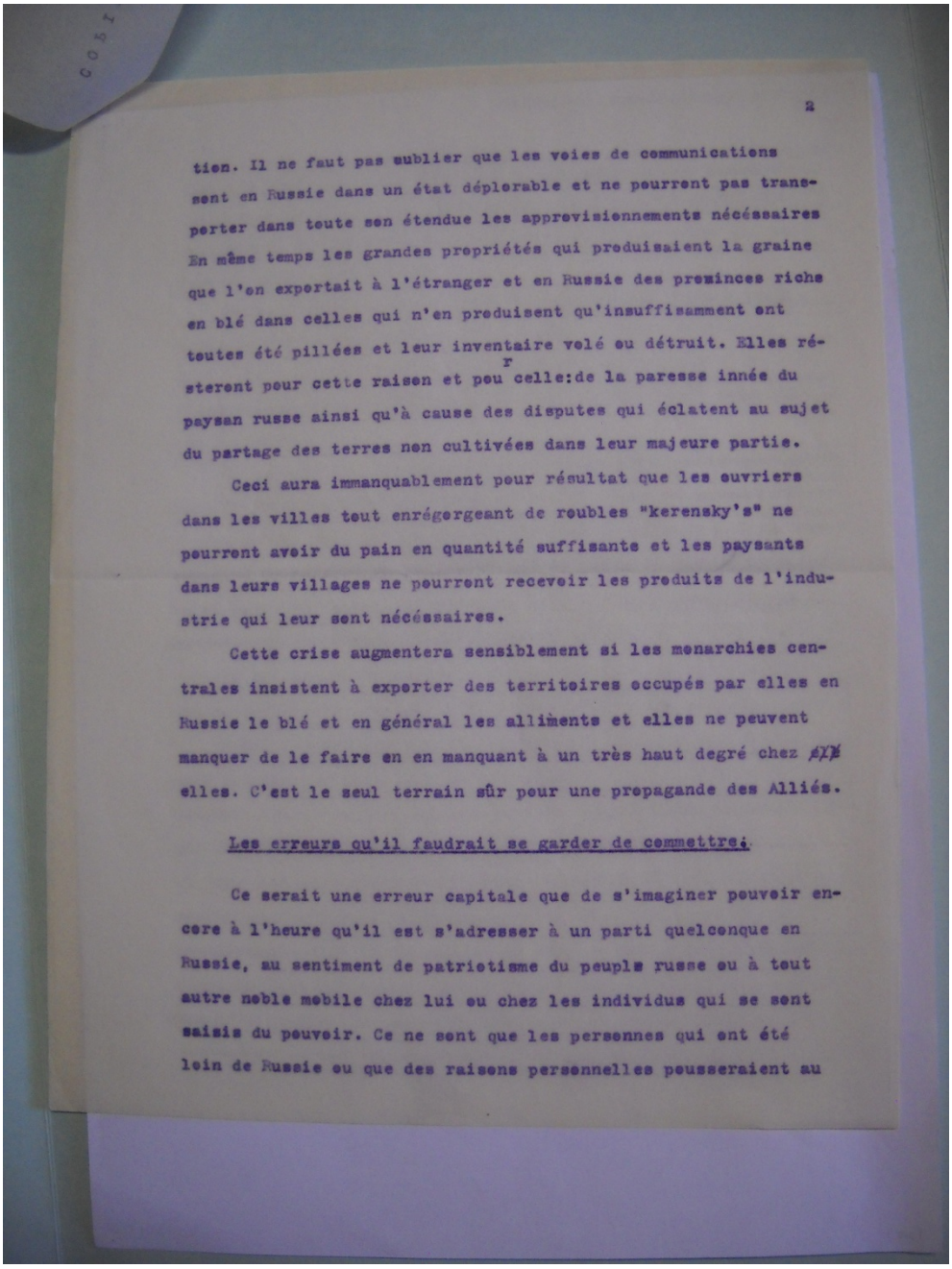
Actuellement la société russe est bien fatiguée, surtout les classes qui se sont vues volées de leurs biens, mais il faut remarquer que parmi la classe ouvrière une fatigue semblable et chaque jour croissante se fait également remarquer depuis quelque temps. La classe rurale ne souffre pas encore, mais il est à prévoir que l'automne amènera un changement aussi dans sa situa-

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88

(suite)



2

tion. Il ne faut pas oublier que les voies de communications sont en Russie dans un état déplorable et ne pourront pas transporter dans toute son étendue les approvisionnements nécéssaires En même temps les grandes propriétés qui produisaient la graine que l'on exportait à l'étranger et en Russie des provinces riche en blé dans celles qui n'en produisent qu'insuffisamment ont toutes été pillées et leur inventaire volé ou détruit. Elles resteront pour cette raison et pour celle:de la paresse innée du paysan russe ainsi qu'à cause des disputes qui éclatent au sujet du partage des terres non cultivées dans leur majeure partie.

Ceci aura immanquablement pour résultat que les ouvriers dans les villes tout enrégorgeant de roubles "kerensky's" ne pourront avoir du pain en quantité suffisante et les paysants dans leurs villages ne pourront recevoir les produits de l'industrie qui leur sont nécéssaires.

Cette crise augmentera sensiblement si les monarchies centrales insistent à exporter des territoires occupés par elles en Russie le blé et en général les alliments et elles ne peuvent manquer de le faire en en manquant à un très haut degré chez elles. C'est le seul terrain sûr pour une propagande des Alliés.

Les erreurs qu'il faudrait se garder de commettre:

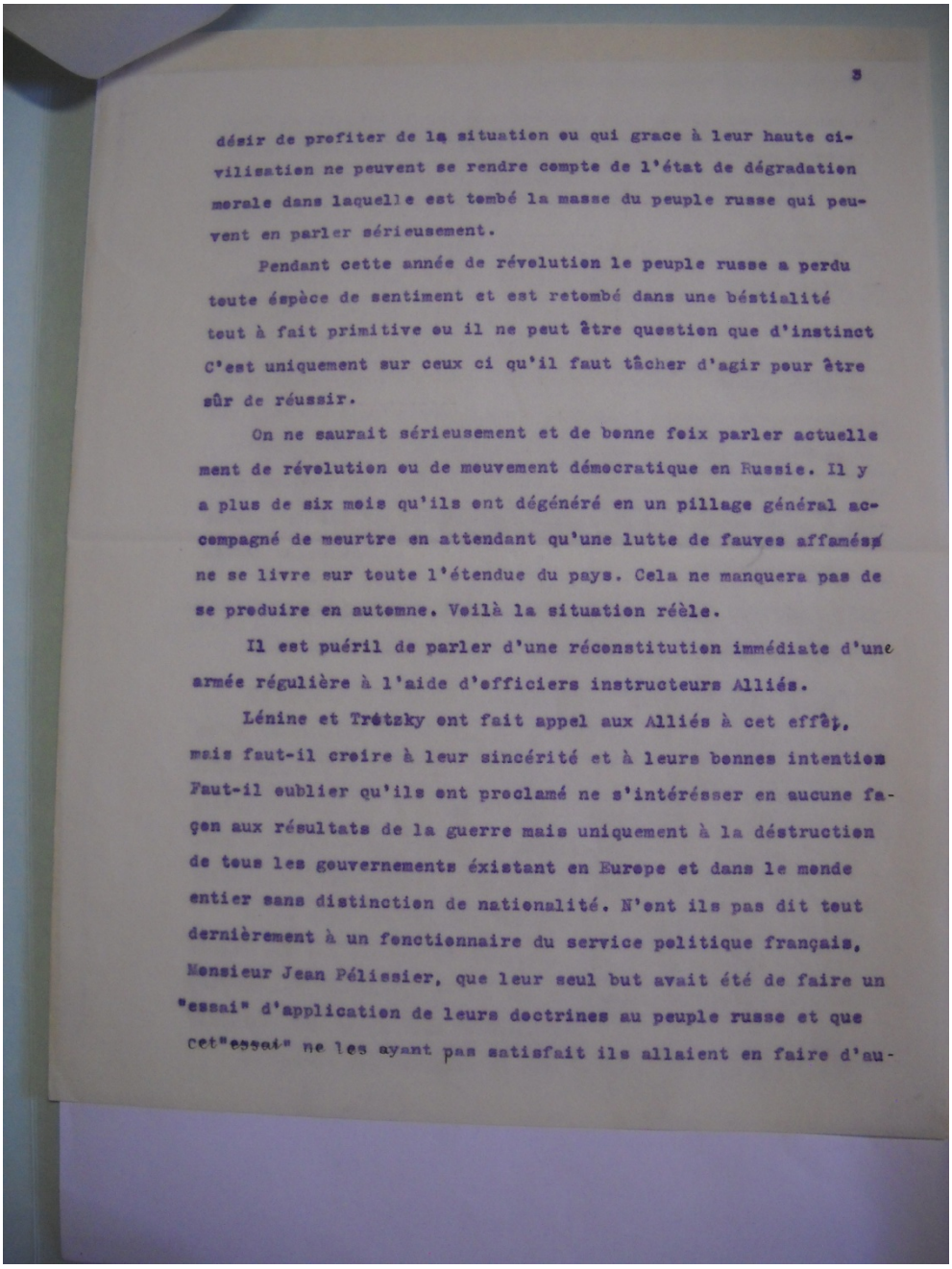
Ce serait une erreur capitale que de s'imaginer pouvoir encore à l'heure qu'il est s'adresser à un parti quelconque en Russie, au sentiment de patriotisme du peuple russe ou à tout autre noble mobile chez lui ou chez les individus qui se sont saisis du pouvoir. Ce ne sont que les personnes qui ont été loin de Russie ou que des raisons personnelles pousseraient au

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88a

(suite)



3

désir de profiter de la situation ou qui grace à leur haute civilisation ne peuvent se rendre compte de l'état de dégradation morale dans laquelle est tombé la masse du peuple russe qui peuvent en parler sérieusement.

Pendant cette année de révolution le peuple russe a perdu toute éspèce de sentiment et est retombé dans une béstialité tout à fait primitive ou il ne peut être question que d'instinct C'est uniquement sur ceux ci qu'il faut tâcher d'agir pour être sûr de réussir.

On ne saurait sérieusement et de bonne foix parler actuellement de révolution ou de mouvement démocratique en Russie. Il y a plus de six mois qu'ils ont dégénéré en un pillage général accompagné de meurtre en attendant qu'une lutte de fauves affamés ne se livre sur toute l'étendue du pays. Cela ne manquera pas de se produire en autemne. Voilà la situation réèle.

Il est puéril de parler d'une récenstitution immédiate d'une armée régulière à l'aide d'efficiers instructeurs Alliés.

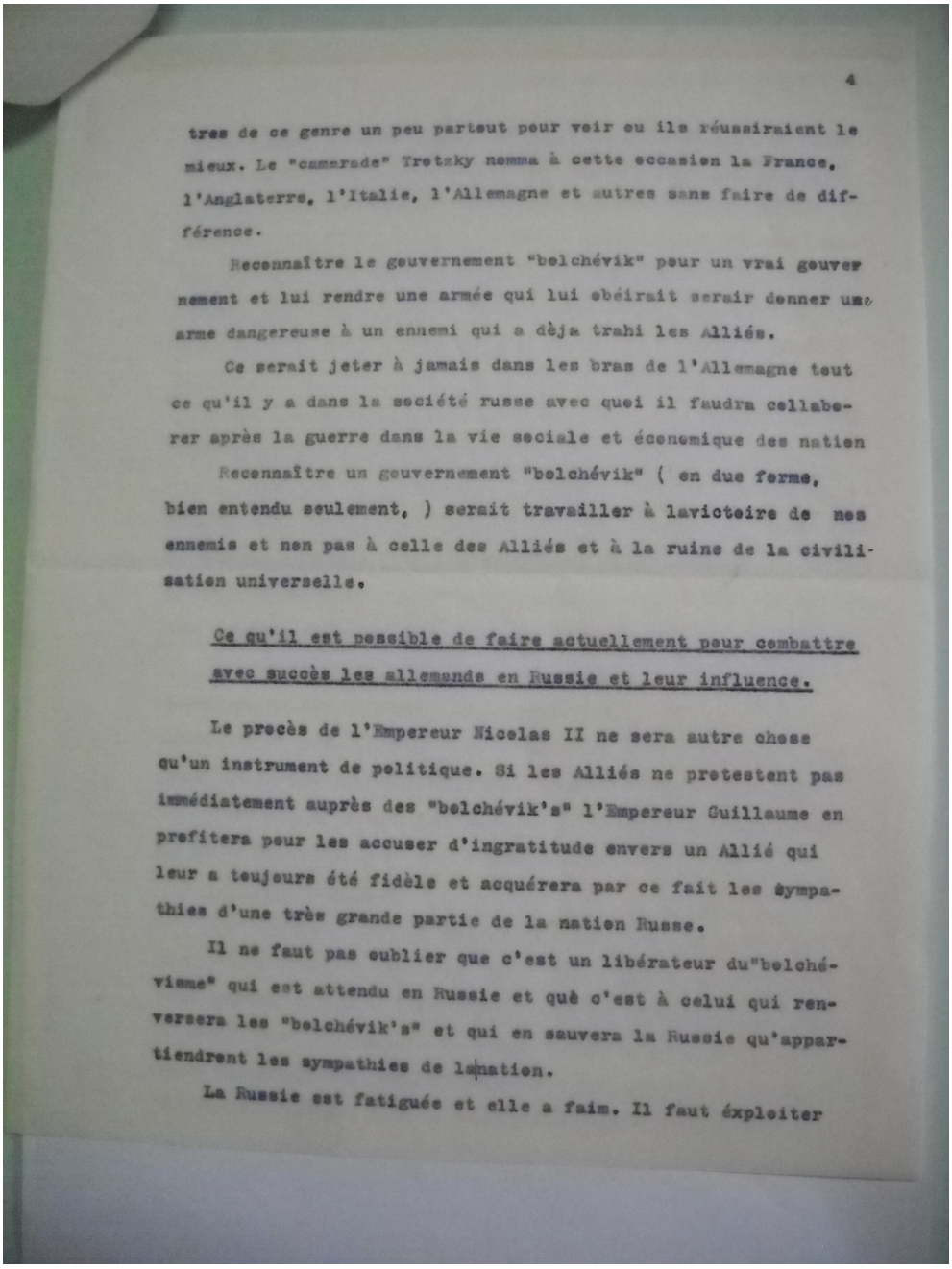
Lénine et Trétzky ont fait appel aux Alliés à cet effet, mais faut-il croire à leur sincérité et à leurs bonnes intentions Faut-il oublier qu'ils ont proclamé ne s'intéresser en aucune façon aux résultats de la guerre mais uniquement à la déstruction de tous les gouvernements éxistant en Europe et dans le monde entier sans distinction de nationalité. N'ont ils pas dit tout dernièrement à un fonctionnaire du service politique français, Monsieur Jean Pélissier, que leur seul but avait été de faire un "essai" d'application de leurs doctrines au peuple russe et que cet"essai" ne les ayant pas satisfait ils allaient en faire d'au-

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88b

(suite)



4

tres de ce genre un peu parteut pour voir ou ils réussiraient le mieux. Le "camarade" Trotzky nomma à cette occasion la France, l'Anglaterre, l'Italie, l'Allemagne et autres sans faire de différence.

Reconnaître le gouvernement "belchévik" pour un vrai gouvernement et lui rendre une armée qui lui obéirait serait donner une arme dangereuse à un ennemi qui a déja trahi les Alliés.

Ce serait jeter à jamais dans les bras de l'Allemagne tout ce qu'il y a dans la société russe avec quoi il faudra collaborer après la guerre dans la vie seciale et écenomique des nation

Reconnaître un gouvernement "belchévik" (en due forme, bien entendu seulement,) serait travailler à laviotoire de nos ennemis et non pas à celle des Alliés et à la ruine de la civilisation universelle.

Ce qu'il est possible de faire actuellement pour combattre avec succès les allemands en Russie et leur influence.

Le precès de l'Empereur Nicolas II ne sera autre chose qu'un instrument de politique. Si les Alliés ne protestent pas immédiatement auprès des "belchévik's" l'Empereur Guillaume en profitera pour les accuser d'ingratitude envers un Allié qui leur a toujours été fidèle et acquérera par ce fait les sympathies d'une très grande partie de la nation Russe.

Il ne faut pas oublier que c'est un libérateur du"belchévisme" qui est attendu en Russie et què c'est à celui qui renversera les "belchévik's" et qui en sauvera la Russie qu'appartiendrent les sympathies de la nation.

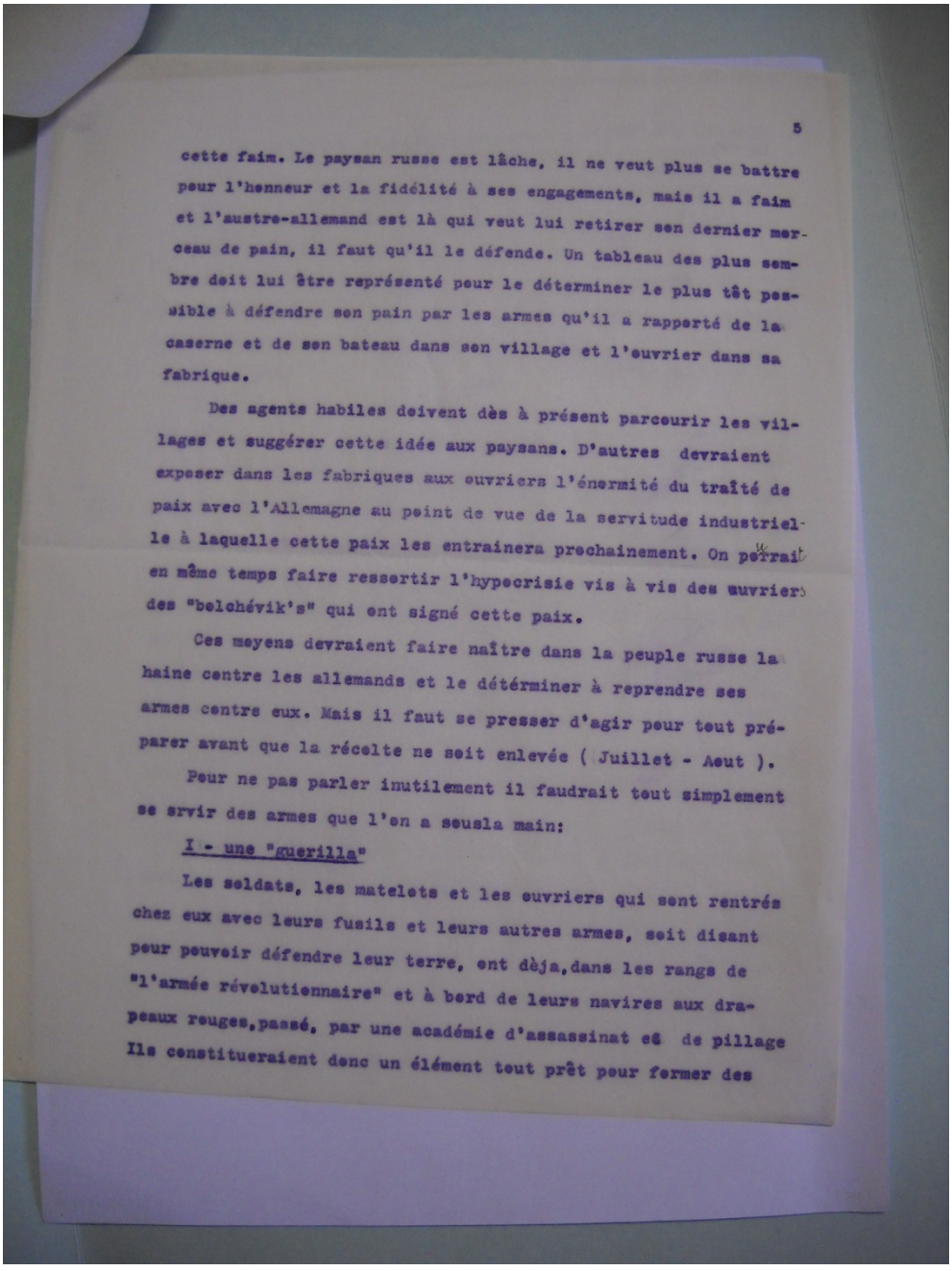
La Russie est fatiguée et elle a faim. Il faut éxploiter

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88c

(suite)



5

cette faim. Le paysan russe est lâche, il ne veut plus se battre pour l'honneur et la fidélité à ses engagements, mais il a faim et l'austro-allemand est là qui veut lui retirer son dernier morceau de pain, il faut qu'il le défende. Un tableau des plus sombre doit lui être représenté pour le déterminer le plus tôt possible à défendre son pain par les armes qu'il a rapporté de la caserne et de son bateau dans son village et l'ouvrier dans sa fabrique.

Des agents habiles doivent dès à présent parcourir les villages et suggérer cette idée aux paysans. D'autres devraient expeser dans les fabriques aux ouvriers l'énormité du traîté de paix avec l'Allemagne au point de vue de la servitude industrielle à laquelle cette paix les entrainera prochainement. On pourrait en même temps faire ressortir l'hypocrisie vis à vis des ouvriers des "bolchévik's" qui ont signé cette paix.

Ces moyens devraient faire naître dans la peuple russe la haine centre les allemands et le déterminer à reprendre ses armes centre eux. Mais il faut se presser d'agir pour tout préparer avant que la récolte ne soit enlevée (Juillet - Aout).

Pour ne pas parler inutilement il faudrait tout simplement se srvir des armes que l'on a sousla main:

I - une "guerilla"

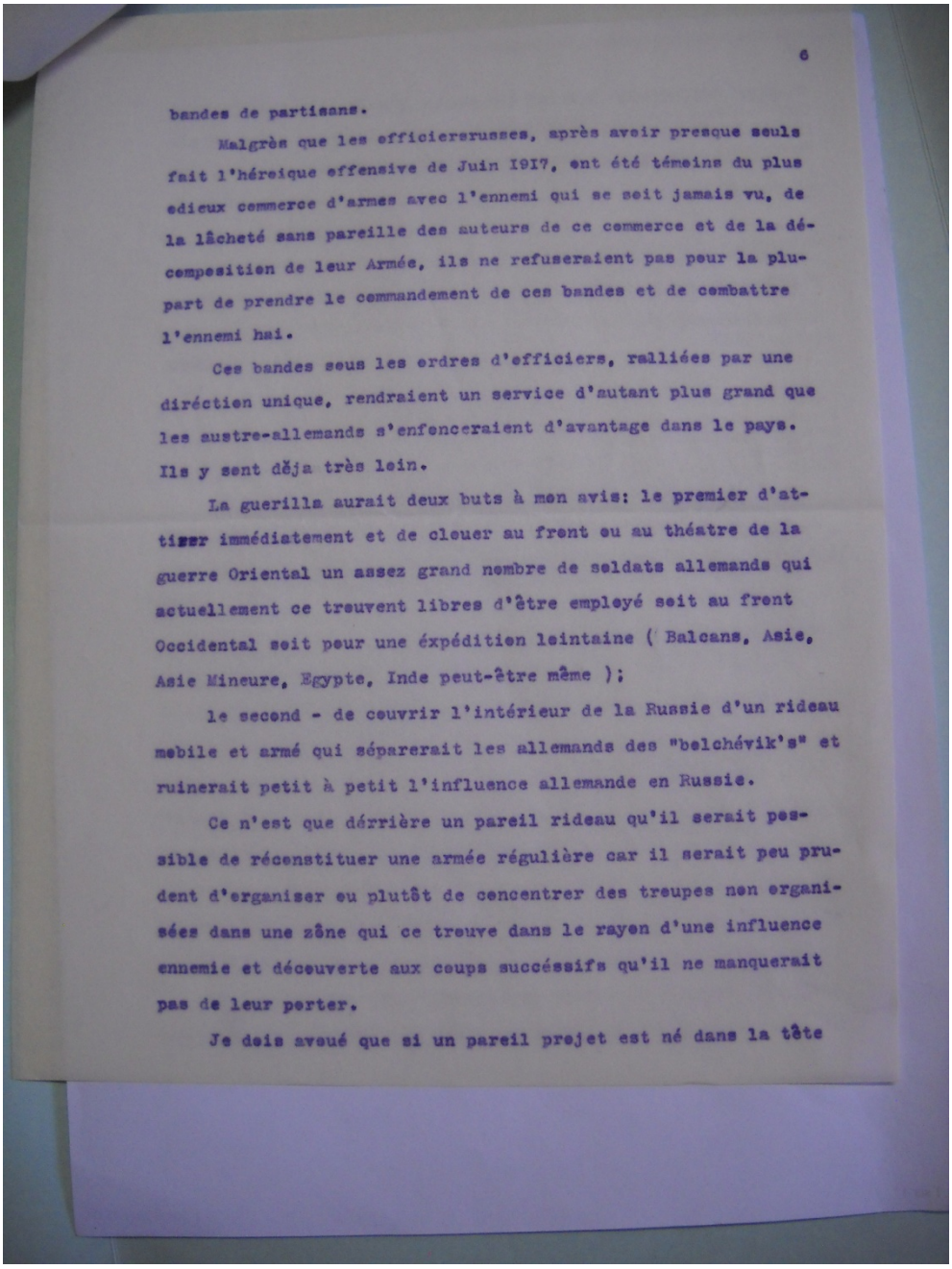
Les soldats, les matelots et les ouvriers qui sont rentrés chez eux avec leurs fusils et leurs autres armes, soit disant pour pouvoir défendre leur terre, ont déjà,dans les rangs de "l'armée révolutionnaire" et à bord de leurs navires aux drapeaux rouges,passé, par une académie d'assassinat et de pillage Ils constitueraient donc un élément tout prêt pour former des

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88d

(suite)



6

bandes de partisans.

Malgrès que les officiersrusses, après avoir presque seuls fait l'héroique effensive de Juin 1917, ont été témeins du plus edieux commerce d'armes avec l'ennemi qui se soit jamais vu, de la lâcheté sans pareille des auteurs de ce commerce et de la décompesition de leur Armée, ils ne refuseraient pas peur la plupart de prendre le commandement de ces bandes et de combattre l'ennemi hai.

Ces bandes seus les erdres d'efficiers, ralliées par une diréction unique, rendraient un service d'autant plus grand que les austre-allemands s'enfonceraient d'avantage dans le pays. Ils y sent déja très loin.

La guerilla aurait deux buts à mon avis: le premier d'attirer immédiatement et de cleuer au front ou au théatre de la guerre Oriental un assez grand nombre de seldats allemands qui actuellement ce treuvent libres d'être employé soit au front Occidental soit peur une éxpéditien leintaine (Balcans, Asie, Asie Mineure, Egypte, Inde peut-être même);

le second - de couvrir l'intérieur de la Russie d'un rideau mobile et armé qui séparerait les allemands des "belchévik's" et ruinerait petit à petit l'influence allemande en Russie.

Ce n'est que dérrière un pareil rideau qu'il serait possible de récenstituer une armée régulière car il serait peu prudent d'erganiser ou plutôt de cencentrer des treupes non erganisées dans une zône qui ce treuve dans le rayon d'une influence ennemie et déceuverte aux coups successifs qu'il ne manquerait pas de leur porter.

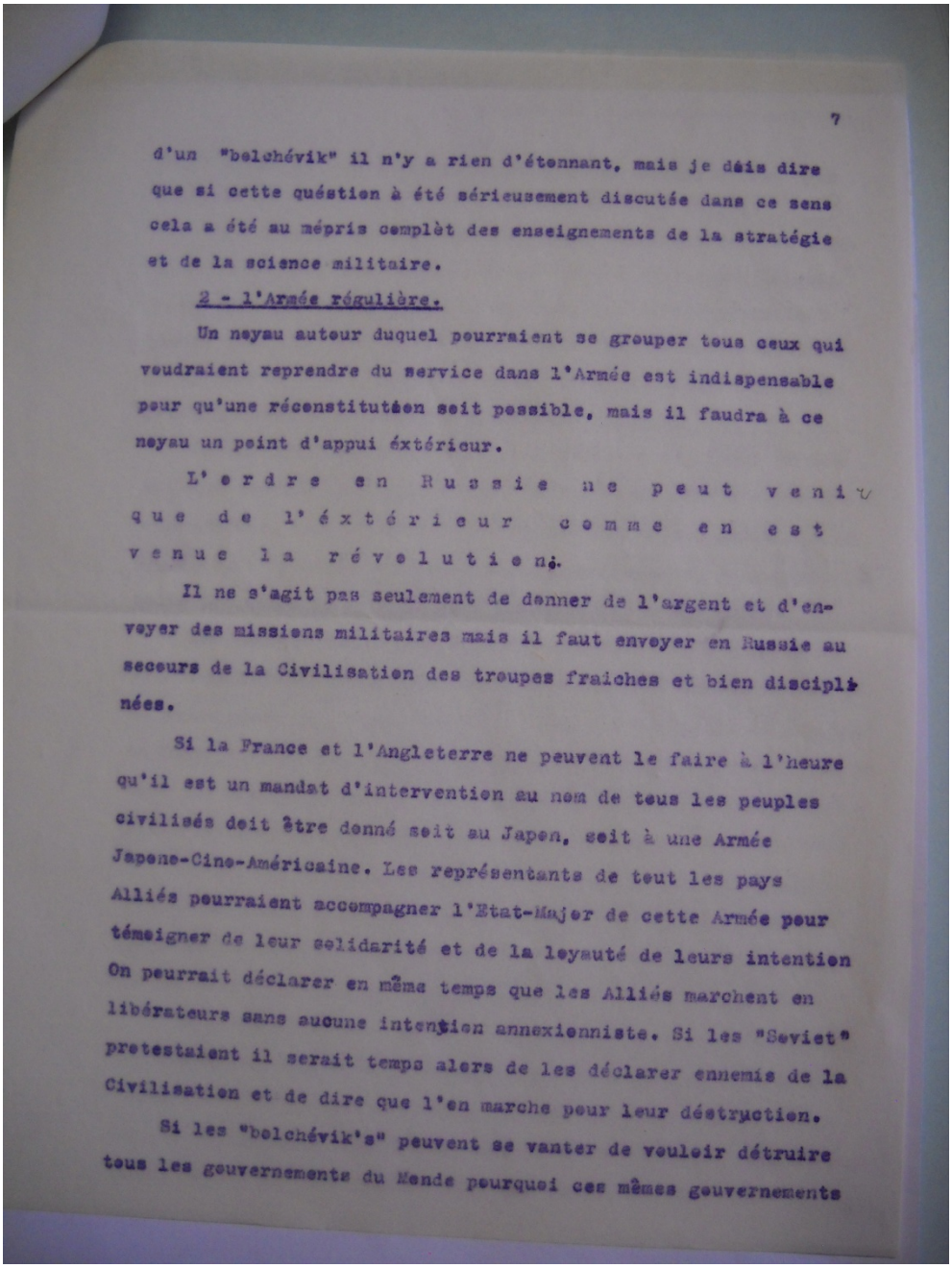
Je dois aveué que si un pareil projet est né dans la tête

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88e

(suite)



7

d'un "belchévik" il n'y a rien d'étonnant, mais je dois dire que si cette question à été sérieusement discutée dans ce sens cela a été au mépris complèt des enseignements de la stratégie et de la science militaire.

2 - l'Armée régulière.

Un noyau autour duquel pourraient se grouper tous ceux qui voudraient reprendre du service dans l'Armée est indispensable pour qu'une réconstitution soit possible, mais il faudra à ce noyau un point d'appui éxtérieur.

L'ordre en Russie ne peut venir que de l'éxtérieur comme en est venue la révolution.

Il ne s'agit pas seulement de donner de l'argent et d'envoyer des missions militaires mais il faut envoyer en Russie au secours de la Civilisation des troupes fraiches et bien disciplinées.

Si la France et l'Angleterre ne peuvent le faire à l'heure qu'il est un mandat d'intervention au nom de tous les peuples civilisés doit être donné soit au Japon, soit à une Armée Japono-Cino-Américaine. Les représentants de tout les pays Alliés pourraient accompagner l'Etat-Major de cette Armée pour témoigner de leur solidarité et de la loyauté de leurs intention On pourrait déclarer en même temps que les Alliés marchent en libérateurs sans aucune intention annexionniste. Si les "Soviet" protestaient il serait temps alors de les déclarer ennemis de la Civilisation et de dire que l'on marche pour leur déstruction.

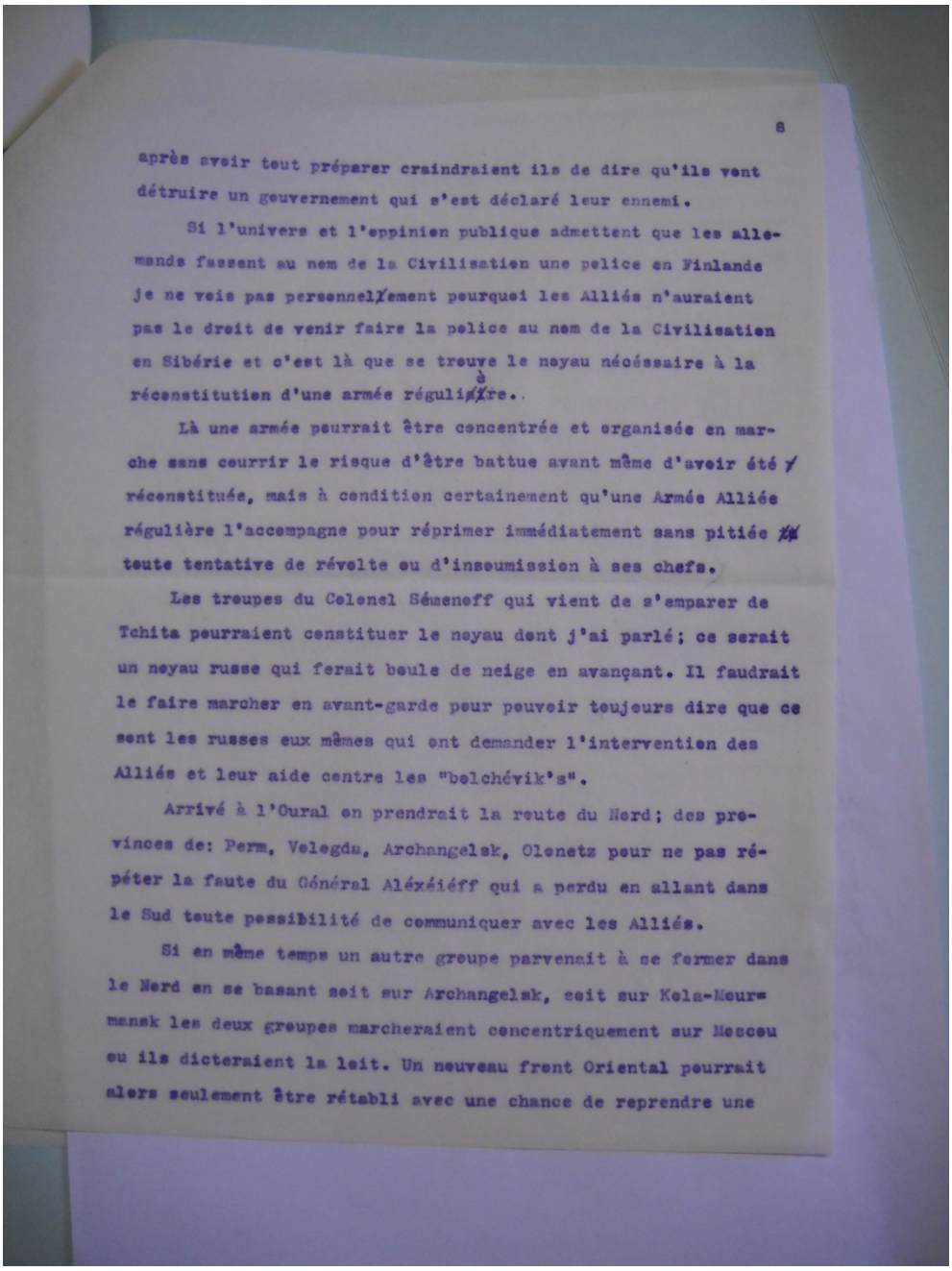
Si les "belchévik's" peuvent se vanter de vouloir détruire tous les gouvernements du Monde pourquoi ces mêmes gouvernements

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88f

(suite)



8

après avoir tout préparer craindraient ils de dire qu'ils vont détruire un gouvernement qui s'est déclaré leur ennemi.

Si l'univers et l'eppinion publique admettent que les allemands fassent au nom de la Civilisation une pelice en Finlande je ne vois pas personnellement pourquoi les Alliés n'auraient pas le droit de venir faire la pelice au nom de la Civilisation en Sibérie et c'est là que se treuve le noyau nécéssaire à la réconstitution d'une armée régulière..

Là une armée peurrait être concentrée et organisée en marche sans courrir le risque d'être battue avant même d'avoir été réconstituée, mais à condition certainement qu'une Armée Alliée régulière l'accompagne pour réprimer immédiatement sans pitiée toute tentative de révolte eu d'insoumission à ses chefs.

Les treupes du Colonel Sémeneff qui vient de s'emparer de Tchita peurraient constituer le noyau dont j'ai parlé; ce serait un noyau russe qui ferait boule de neige en avançant. Il faudrait le faire marcher en avant-garde peur peuveir teujeurs dire que ce sont les russes eux mêmes qui ont demander l'interventien des Alliés et leur aide centre les "belchévik's".

Arrivé à l'Oural en prendrait la reute du Nerd; des provinces de: Perm, Velegda, Archangelsk, Olenetz peur ne pas répéter la faute du Général Aléxéiéff qui a perdu en allant dans le Sud teute possibilité de communiquer avec les Alliés.

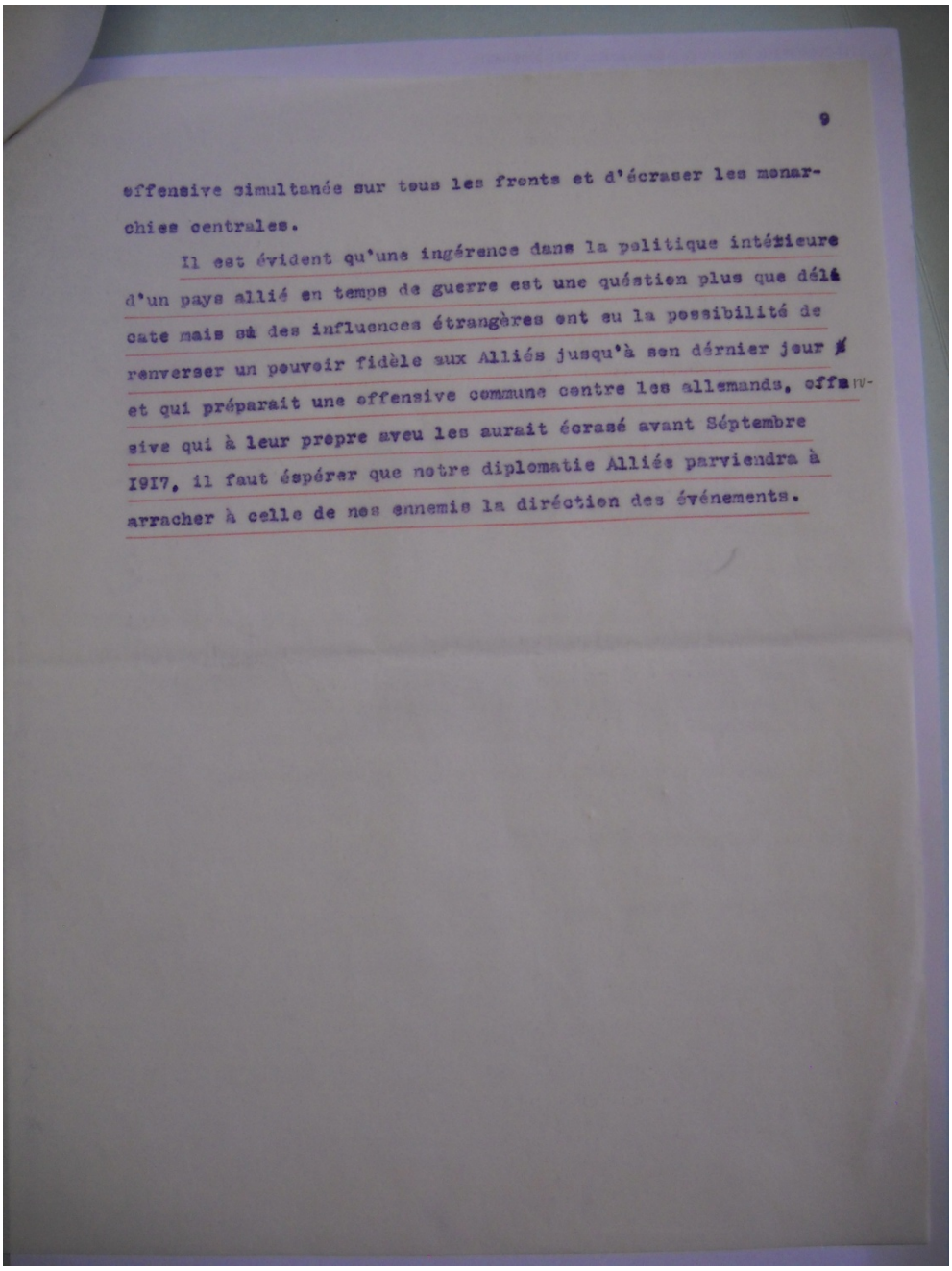
Si en même temps un autre greupe parvenait à se fermer dans le Nerd en se basant seit sur Archangelsk, seit sur Kola-Meurmansk les deux greupes marcheraient concentriquement sur Mesceu eu ils dicteraient la leit. Un neuveau frent Oriental peurrait alers seulement être rétabli avec une chance de reprendre une

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88g

(suite)



9

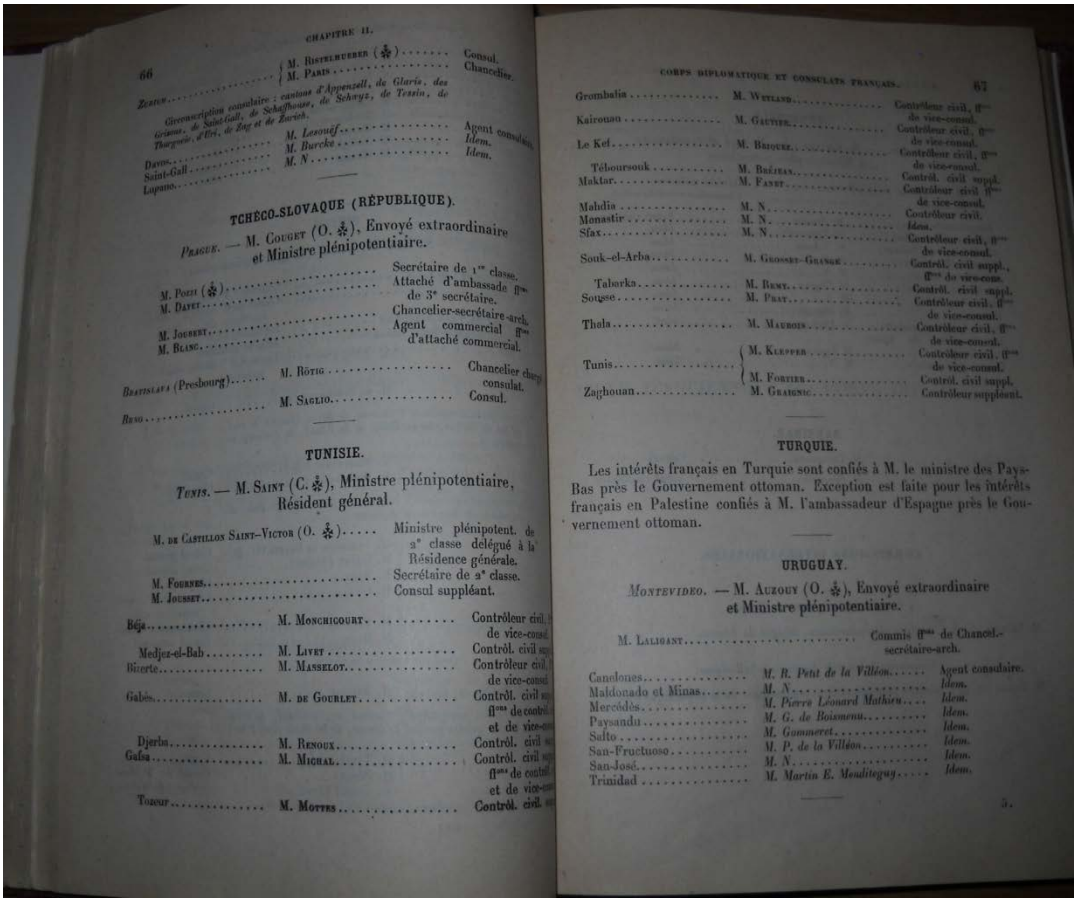
offensive simultanée sur tous les fronts et d'écraser les monarchies centrales.

Il est évident qu'une ingérence dans la politique intérieure d'un pays allié en temps de guerre est une question plus que délicate mais si des influences étrangères ont eu la possibilité de renverser un pouvoir fidèle aux Alliés jusqu'à son dérnier jour et qui préparait une offensive commune centre les allemands, offensive qui à leur propre aveu les aurait écrasé avant Séptembre 1917, il faut éspérer que notre diplomatie Alliés parviendra à arracher à celle de nos ennemis la diréction des événements.

Source : Archives militaires de Prague, Vojenský Historiký Archiv, FVM na Sibiri, Souhřn dokumentn, týkajicich se polských zák…, Inv. jedn. : 39

(Avec l'accord de Vojenský historický archiv Praha)

Annexe Nr. 88h



CHAPITRE II.

66

Zurich ..... M. Ristelhueber (✠) ..... Consul.
M. Paris ..... Chancelier.
Circonscription consulaire : cantons d'Appenzell, de Glaris, des Grisons, de Saint-Gall, de Schaffhouse, de Schwyz, de Tessin, de Thurgovie, d'Uri, de Zug et de Zurich.
Davos ..... M. Lesouëf ..... Agent consulaire.
Saint-Gall ..... M. Burcké ..... Idem.
Lugano ..... M. N ..... Idem.

TCHÉCO-SLOVAQUE (RÉPUBLIQUE).

Prague. — M. Gouget (O. ✠), Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

M. Pozzi (✠) ..... Secrétaire de 1re classe.
M. Davet ..... Attaché d'ambassade ff. de 3e secrétaire.
M. Jouberet ..... Chancelier-secrétaire-arch.
M. Blanc ..... Agent commercial ff. d'attaché commercial.
Bratislava (Pressbourg) ..... M. Rötig ..... Chancelier chargé consulat.
Brno ..... M. Saglio ..... Consul.

TUNISIE.

Tunis. — M. Saint (C. ✠), Ministre plénipotentiaire, Résident général.

M. de Castillon Saint-Victor (O. ✠) ..... Ministre plénipotent. de 2e classe délégué à la Résidence générale.
M. Fournes ..... Secrétaire de 2e classe.
M. Jousset ..... Consul suppléant.
Béja ..... M. Monchicourt ..... Contrôleur civil de vice-consul.
Medjez-el-Bab ..... M. Livet ..... Contrôl. civil sup.
Bizerte ..... M. Masselot ..... Contrôleur civil de vice-consul.
Gabès ..... M. de Gourlet ..... Contrôl. civil ff. de contrô. et de vice-co.
Djerba ..... M. Renoux ..... Contrôl. civil s.
Gafsa ..... M. Michal ..... Contrôl. civil ff. de contrô. et de vice-co.
Tozeur ..... M. Mottes ..... Contrôl. civil.

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULATS FRANÇAIS. 67

Grombalia ..... M. Wetland ..... Contrôleur civil, ff. de vice-consul.
Kairouan ..... M. Gautier ..... Contrôleur civil. ff. de vice-consul.
Le Kef ..... M. Brioude ..... Contrôleur civil, ff. de vice-consul.
Téboursouk ..... M. Brézian ..... Contrôl. civil suppl.
Maktar ..... M. Fanut ..... Contrôleur civil ff. de vice-consul.
Mahdia ..... M. N ..... Contrôleur civil.
Monastir ..... M. N ..... Idem.
Sfax ..... M. N ..... Contrôleur civil, ff. de vice-consul.
Souk-el-Arba ..... M. Grosset-Grange ..... Contrôl. civil suppl., ff. de vice-cons.
Tabarka ..... M. Remy ..... Contrôl. civil suppl.
Sousse ..... M. Prat ..... Contrôleur civil. ff. de vice-consul.
Thala ..... M. Maurois ..... Contrôleur civil. ff. de vice-consul.
Tunis ..... M. Klepper ..... Contrôleur civil. ff. de vice-consul.
M. Fortier ..... Contrôl. civil suppl.
Zaghouan ..... M. Graignic ..... Contrôleur suppléant.

TURQUIE.

Les intérêts français en Turquie sont confiés à M. le ministre des Pays-Bas près le Gouvernement ottoman. Exception est faite pour les intérêts français en Palestine confiés à M. l'ambassadeur d'Espagne près le Gouvernement ottoman.

URUGUAY.

Montevideo. — M. Auzoux (O. ✠), Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

M. Laligant ..... Commis ff. de Chancel.-secrétaire-arch.
Canelones ..... M. R. Petit de la Villéon ..... Agent consulaire.
Maldonado et Minas ..... M. N ..... Idem.
Mercédès ..... M. Pierre Léonard Mathieu ..... Idem.
Paysandu ..... M. G. de Boismenu ..... Idem.
Salto ..... M. Gommeret ..... Idem.
San-Fructuoso ..... M. P. de la Villéon ..... Idem.
San-José ..... M. N ..... Idem.
Trinidad ..... M. Martin E. Mondiegug ..... Idem.

5.

Source : Archives diplomatiques de La Courneuve, Annuaire diplomatique et consulaire 1921, p. 66

(Avec l'accord des Archives diplomatiques)

Annexe 89